



942

+R218

V.8



75880



HISTOIRE
D'ANGLETERRE,
PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS.

EXPLICATION
DES
VIGNETTES
DU TOME VIII.

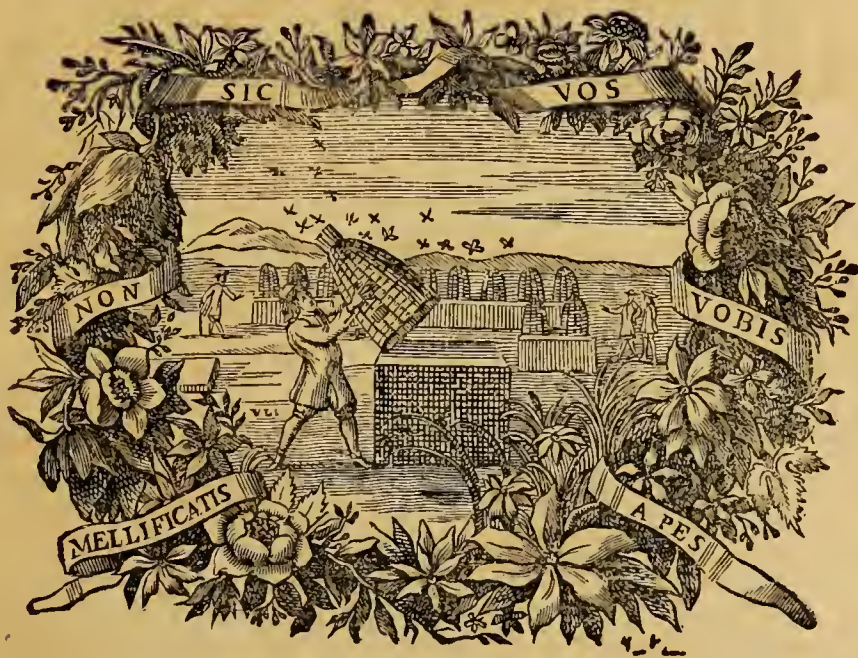
Pour les LIVRES XX & XXI, le Roi CHARLES I décapité.

HISTOIRE D'ANGLETERRE,

PAR M^R
DE RAPIN THOYRAS,

TOME HUITIÈME,

Contenant les dernières années du Règne de CHARLES I.



A LA HAYE,

Chez ALEXANDRE DE ROGISSART.

M. DCCXXVI.

Avec Privilege de Nos Seigneurs les Etats de Hollande & de Westfrise.

CONSIDERATIONS.

Sur les Auteurs qui ont écrit l'Histoire du Regne
de Charles I.

LA Guerre Civile entre Charles I. & le Parlement donna la naissance à deux Partis qui se disputèrent la victoire jusqu'à la Bataille de Nazeby. Par cette Bataille, le Parlement acquit une supériorité qui lui donna lieu de tenir le Parti du Roi ou des Cavaliers, dans une espece d'esclavage dont il ne fut délivré qu'en 1660. par le rétablissement de Charles II. Depuis ce rétablissement, le Parti Royal devint à son tour si supérieur, que l'autre n'osa plus lever la tête. Cela dura jusqu'à la fin du Regne de Jacques II. pendant un espace de vingt-sept ou 28. ans. C'est dans l'un ou dans l'autre de ces deux intervalles, qu'ont été écrits la plupart des Ouvrages où divers Auteurs ont entrepris de donner une exacte connoissance des troubles dont l'Angleterre fut agitée pendant le Regne de Charles I. & des causes qui les produisirent. Depuis la fin de la Guerre, jusqu'au rétablissement de Charles II. les partisans du Parlement avoient le champ libre, pour écrire & pour publier tout ce qu'ils jugeoient à propos, pendant que les partisans du Roi n'osoient mettre leurs noms à leurs Ecrits. Dans cet intervalle on publia une infinité d'Ecrits polémiques, avec tant d'animosité, d'injures & d'invectives, que ce n'est pas un petit travail pour un homme qui cherche la vérité, que de démêler dans tous ces Ecrits, les preuves qui peuvent avoir quelque solidité, & de les séparer des présomptions, des fausses conséquences, des suppositions artificieuses, & des invectives qui s'y trouvent sans nombre.

Un des plus considérables Ecrits de ce tems-là, fut l'Eikon Basilické, ou le Portrait du Roi, qui fut publié en 1649. On ne peut guères douter que Charles I. lui-même n'en fût l'Auteur. Il entreprit de se justifier dans cet Ouvrage, sur tous les Articles qu'on lui avoit objectez. C'est proprement, un Abrégé des raisons qu'il avoit déjà publiées dans divers Ecrits imprimez par son ordre, ou adressez aux deux Chambres du Parlement. Je n'ai point cité cet Ecrit dans l'Histoire de ce Regne, parce qu'il n'y a rien par rapport aux faits ou aux preuves, qui ne se trouve plus amplement dans les Messages, les Réponses, les Déclarations du Roi, qu'on a déjà lûes toutes entières. On fit à ce Livre une Réponse où l'on prétendoit faire voir, que le Roi n'avoit pas parlé de bonne foi, & bien-tôt après, il parut une Replique à cette Réponse. Cet Ouvrage a été fort estimé, parce qu'il contient tout ce qui se peut dire de plus fort en faveur du Roi. On peut aisément présumer que le Roi n'y avoit rien oublié d'essentiel, puisque personne ne pouvoit mieux entendre ses affaires que lui-même. Aussi ce Livre a-t-il servi de baze & de fondement à tout ce qui a été écrit depuis en sa faveur.

Un autre Ouvrage très-considérable, qui fut publié peu de tems après la mort d'Olivier Cromwell, & dédié à Richard son Fils, pendant qu'il étoit Protecteur, ce sont les Collections de Rushworth. Cet Ouvrage peut être, à bon droit, regardé comme une continuation du Recueil des Actes Publics d'Angleterre dont j'ai fait un grand usage dans cette Histoire. C'est un Recueil de tout ce qui s'est passé par rapport aux affaires publiques, depuis l'année 1620. jusqu'à la mort de Charles I. non par voye de narration ou d'Histoire, mais ce sont des matériaux qui peuvent servir à en composer une suivie. Il contient tout ce qui s'est passé à la Cour & au Parlement; les Proclamations du Roi sur diverses matieres; ses Discours aux deux Chambres, & ceux qui ont été faits par son ordre; les Adresses ou Re-

quêtes présentées au Roi par le Parlement, les Réponses du Roi, les Requêtees présentées aux deux Chambres; les Discours prononcez dans la Chambre des Communes, aussi bien que dans les Cours de Justice; les Votes ou Résolutions des deux Chambres, & les Conférences qu'elles ont eues ensemble sur divers sujets; les Messages du Roi au Parlement, avec les Réponses; les accusations des Communes portées à la Chambre des Pairs contre diverses personnes illustres; les défenses des accusez; les Sentences; les Requêtees des Communes & des deux Chambres au Roi, sur la Religion, sur le Tonnage & Pondage, sur l'affaire de la Milice, sur les violations des Privilèges, sur l'affaire de Hull; les Réponses du Roi sur toutes ces pieces & ses divers messages sur les mêmes affaires, les Manifestes du Parlement & ceux du Roi; tous les événemens de la Guerre; les Relations des Combats, des Sièges, & des Batailles: les diverses Négociations pour faire la Paix: un grand nombre de Pieces qui font connoître parfaitement les différends du Roi avec les Ecoissois; ceux qui s'élevèrent entre l'Armée & le Parlement, les Négociations entre le Roi & les deux Chambres, après la prison du Roi; les violences exercées par l'Armée contre le Parlement; la condamnation du Roi & sa mort. Ces matériaux sont d'autant plus estimables, que l'Auteur ne tire aucune conséquence de ce qu'il rapporte, & ne tâche que très rarement de prévenir son Lecteur par des raisonnemens. De sorte que chacun est libre d'en faire l'usage qu'il trouve à propos, selon ses propres principes. Je parlerai un peu plus amplement de ces Collections, dans la suite.

Depuis le rétablissement de Charles II. jusqu'à la fin du Regne de ce même Prince, on a publié deux autres Ouvrages sur cette même matiere, je veux dire sur le Regne de Charles I. & un troisiéme a été composé dans ce même tems, quoique publié plus tard.

Le premier est intitulé Annales de Jacques I. & de Charles I. Il a été composé par le Docteur Franklin qui n'a pas jugé à propos d'y mettre son nom. Il commence ses Annales à l'année 1612. & les continue tout le reste du Regne de Jacques I. depuis la mort de ce Prince, jusqu'à l'année 1642. pendant les 16. premières années du Regne de Charles I.

Le second qui a paru en 1682. a été composé par Jean Nalson Docteur en Droit. Il est intitulé Recueil Impartial des affaires d'Etat depuis le commencement de la Rebellion d'Ecosse, jusqu'au meurtre du Roi. Ce Recueil ne commence qu'à l'année 1639. & quoi qu'apparemment l'Auteur eût dessein de le pousser jusqu'à la mort de Charles I. comme il paroît par le titre, il l'a laissé imparfait, & ne l'a porté que jusqu'au mois de Janvier 1641. en deux Volumes in folio.

Le troisiéme est l'Histoire de la Rebellion & des Guerres Civiles d'Angleterre écrite par le Comte de Clarendon. Cette Histoire a été écrite avant celle de Nalson, quoiqu'elle n'ait paru que sous le Regne de la Reine Anne. Elle ne commence proprement qu'avec le Parlement du 3. de Novembre 1640. Mais tout le premier Livre est une espèce d'introduction, où l'Auteur donne une connoissance générale de ce qui s'étoit passé depuis les dernières années de Jacques I. jusqu'à ce Parlement. Cette Histoire va jusqu'au rétablissement de Charles II. en 1660.

Ces trois derniers Ouvrages ont été composez sous le Regne de Charles II. dans un tems où ce Prince avoit poussé l'autorité Royale beaucoup plus loin que le Roi son pere n'avoit jamais fait: dans un tems où ceux qui avoient été partisans du long Parlement, ou qui étoient dans les mêmes principes, étoient cruellement persécutez, & où il étoit plus dangereux d'être Presbytérien que d'être Athée.

Je ne parlerai point ici d'un grand nombre d'autres Ecrits moins considérables qui, pour la plupart, attribuoient au Roi un pouvoir sans bornes, & par conséquent, faisoient regarder la dernière Guerre du Parlement contre Charles I. comme une rébellion de plus atroces & des plus manifestes.

Tout homme qui veut écrire l'Histoire du Règne de Charles I. doit prendre ses matériaux dans quelqu'un des Ouvrages dont je viens de parler, ou dans tous. C'est pour cela, que je me crois obligé de les faire connoître un peu plus particulièrement, afin qu'on ne soit pas surpris que je n'aye pas adopté sans examen tout ce qu'ils contiennent. S'il y avoit parmi les Anglois quelque bon Historien neutre, ce seroit celui-là qu'il faudroit prendre pour guide : mais je n'en connois aucun. Il faut donc qu'un homme qui veut écrire aujourd'hui l'Histoire de Charles I. tache de démêler la vérité dans les Historiens même les plus partiaux, & qu'il prenne un extrême soin de se garder des pièges continuels qu'ils tendent à leurs Lecteurs, pour favoriser la cause qu'ils soutiennent. Il faut bien connoître quel a été leur but en écrivant, quel système ils ont suivi, & les artifices qu'ils ont employés pour engager dans leurs principes ceux qui ne font que peu de réflexions en lisant une Histoire, & qui se laissent aisément entraîner dans les préjugés de l'Historien qu'ils ont en main. Je commencerai par Rushworth qui a écrit le premier.

Il n'y a point d'Historien qui doive paroître d'abord plus impartial que celui qui se contente de fournir des matériaux pour écrire l'Histoire, sans en tirer lui-même aucune conséquence, & sans raisonner sur les Pièces qu'il rapporte, ou pour ou contre les matières qu'elles contiennent. Il est pourtant certain, qu'en cela même, il peut marquer une très-grande partialité, comme par exemple, en donnant des Pièces fausses, en tronquant ou altérant celles qui sont vraies, en ne donnant que celles qui peuvent être avantageuses au Parti qu'il veut favoriser. Rushworth, qui a été très-certainement partisan du Parlement, Clerc-Assistant de la Chambre des Communes, & Secrétaire du Général Fairfax, est accusé de ces trois choses par le Parti contraire. On prétend 1. qu'il a donné des Pièces fausses : 2. Qu'il en a tronqué d'autres, sous prétexte de les abréger : 3. qu'il a affecté de donner toutes celles qui peuvent être favorables au Parlement, & d'en omettre plusieurs qui pouvoient servir à faire connoître l'innocence du Roi. 4. Enfin, que ne disant point d'où il a tiré tout ce qu'il rapporte, il n'en donne d'autre garant que sa bonne foi. C'est là une accusation générale qui, si elle est bien prouvée sur un assez grand nombre de faits importants & décisifs, suffit pour ôter toute créance à ce faiseur de Collections. Le Lecteur jugera si cette accusation est bien prouvée par rapport aux cas particuliers sur lesquels il est accusé, & si ces cas particuliers sont d'une telle nature, qu'ils doivent déterminer les personnes désintéressées à ne faire aucun cas du gros de ses Collections. Je tirerai ces accusations particulières de l'Introduction que Nalson a mise à la tête de son Livre, dans laquelle son principal but a été de décrier la bonne foi de Rushworth, & de persuader à ses Lecteurs, qu'ils ne doivent rien croire de ce qu'il avance. Il est très-vrai-semblable, que Nalson n'a rien oublié sur cette matière. Je commencerai par les Pièces fausses qu'il accuse Rushworth d'avoir insérées dans ses Collections.

La première Pièce que Rushworth a falsifiée, selon Nalson, c'est une Harangue que Jacques I. fit au Parlement, le 30. de Janvier 1620. Au lieu de donner cette Harangue toute entière, Rushworth n'en donne qu'un Abrégé. C'est pourquoi Nalson prend soin de mettre la véritable Harangue & l'Abrégé de Rush-

Worth dans deux colonnes séparées, afin qu'on puisse mieux les comparer ensemble. Il ajoute que la Harangue entière a été communiquée par Guillaume Laud, Archevêque de Cantorbéri. Quand on compare l'Abrégé de Rushworth avec la Harangue entière, on n'y trouve qu'un seul endroit important qui ait pu donner occasion d'accuser Rushworth d'infidélité. C'est celui où il est dit dans la Harangue, 1. Que le Parlement est un Corps composé d'une d'une tête & Corps: Que le Roi est la tête, & que les trois Etats sont le Corps. Au lieu qu'il est dit dans l'Abrégé, Que le Parlement est une chose composée d'une & tête d'un Corps, le Monarque & les deux Etats. C'est ce qui oblige Nalson à se récrier sur l'infidélité de Rushworth, en ce que, de sa propre autorité, il réduit les trois Etats, sçavoir les Seigneurs spirituels, les Seigneurs temporels, & les Communes, à deux Etats, entendant par-là, que la Chambre des Pairs ne compose qu'un seul Etat.

Cette question avoit été agitée avec beaucoup de chaleur, lorsqu'il s'étoit agi d'exclurre les Evêques de la Chambre Haute. Car si les Evêques faisoient un des trois Etats du Parlement, il étoit manifeste qu'on ne pouvoit les en exclurre, sans en changer la constitution. Mais ce sentiment n'étoit pas généralement reçu. Les Communes prétendoient que les Evêques ne faisoient avec les Pairs du Royaume, qu'un seul Etat. Nalson prétend donc, que Rushworth, pour favoriser le sentiment des Communes, & pour justifier l'exclusion des Evêques, a fait dire à Jacques I. ce qu'il n'a pas dit. Pour le prouver, outre la Harangue entière, communiquée par l'Archevêque de Cantorbéri, qu'il produit, il allégué diverses preuves qui font voir qu'on a toujours reconnu trois Etats dans le Parlement, outre le Roi. Il répond à l'objection tirée de ce que Charles I. après l'exclusion des Evêques, reconnoissoit qu'il étoit lui-même un des trois Etats dont le Parlement étoit composé, & il conclut que Jacques I. n'a pu parler dans sa Harangue des deux Etats, mais des trois Etats.

La seconde infidélité de Rushworth est, qu'il n'a donné qu'un Abrégé d'une Lettre écrite au Roi par un Inconnu qui tendoit à lui faire voir, que le Parlement l'attaquoit lui-même, en attaquant le Duc de Buckingham. Cette accusation ne consiste que dans la supposition, que Rushworth n'a donné qu'un Abrégé de cette Lettre, afin d'empêcher que ses Lecteurs n'en comprissent toute la force.

La troisième infidélité de Rushworth est, qu'il a mis dans un Appendix, un Ecrit scandaleux qui fut publié sous ce titre Proposition tendant au service de S. M. pour brider l'impertinence des Parlemens. Il est vrai que Rushworth a dit, que cet Ecrit fut censuré par la Chambre Etoilée. Mais Nalson prétend que cela ne suffit pas pour disculper Rushworth & qu'il auroit dû donner les raisons sur lesquelles la censure fut fondée, & c'est ce qu'il fait lui-même bien au long.

La quatrième infidélité de Rushworth, est, qu'il a inséré dans ses Collections, une prétendue Lettre qu'Abbot Archevêque de Cantorbéri écrivit à Jacques I. pour le dissuader d'accorder une tolérance aux Catholiques, lorsqu'il étoit sur le point de conclurre le Mariage du Prince son fils avec l'Infante d'Espagne. Nalson dit sur ce sujet, que l'Archevêque étant alors disgracié, & n'étant point admis dans le Conseil du Roi; ne pouvoit sçavoir l'intention du Roi que par le bruit public, qui est sujet à tromper. Il ne dit pourtant pas positivement que la Lettre soit fausse, mais il se contente del'insinuer, sur ce que Rushworth n'ayant pas dit, comment elle étoit tombée entre ses mains, on n'en a d'autre garand que sa bonne foi.

5. Mais l'infidélité la plus criante de Rushworth, selon Nalson, ce sont les Articles secrets du Mariage du Prince Charles avec l'Infante d'Espagne. Il prétend que c'est une Pièce fausse, inventée exprès pour rendre le Roi & le Prince odieux,

en insinuant par-là, que leur dessein étoit de rétablir la Religion Catholique en Angleterre, & il donne diverses raisons pour en prouver la fausseté.

1. Qu'il n'est pas vrai-semblable que le Roi & le Prince eussent voulu s'engager à promettre ce qu'ils sçavoient bien qu'il n'étoit pas en leur pouvoir de tenir, vû que les Loix d'Angleterre y étoient absolument contraires, & que les Anglois ne l'auroient jamais souffert. Cette raison n'est pas des plus convaincantes.

2. Que le Parlement ne reprocha jamais ces Articles secrets à Charles I. non pas même dans la Déclaration où il avoit rassemblé toutes les raisons qui pouvoient justifier sa résolution de ne lui présenter plus aucune Adresse. Cette raison est beaucoup plus forte que la précédente.

3. Que dans les Mémoires de Déageant, il est dit, que le Roi de France ayant appris la mort de Jacques I. dit à l'Archevêque d'Ambrun, Toutes nos espérances sont perduës. Ce qui fait voir, que Charles n'avoit pas intention de rétablir la Religion Catholique en Angleterre. Il semble que Nalson auroit dû s'abstenir d'alléguer cette raison qui, en justifiant le Prince, porte une assez rude atteinte à Jacques I.

4. Il dit, que Rushworth, en insinuant que Charles I. avoit dessein de rétablir la Religion Catholique, se contredit lui-même, puisqu'il dit en un autre endroit, que ce Prince étant en Espagne demeura inébranlablement attaché à sa Religion, quelques efforts qu'on fit pour le séduire.

5. Que Rushworth ne produit aucune autorité pour prouver la vérité de ces Articles secrets, que la sienne propre, & que selon les apparences, il ne les a tirez que du Mercure François.

La sixième infidélité que Nalson reproche à Rushworth, c'est la Lettre du Pape au Prince, lorsqu'il étoit en Espagne, & la Réponse du Prince, 1. sur ce que ce n'étoit qu'une pure cérémonie; 2. par la conjoncture où le Prince se trouvoit, qui l'obligeoit à garder de grands ménagemens pour se tirer d'entre les mains du Roi d'Espagne. Cette excuse fait voir que Nalson n'étoit pas trop convaincu de la fausseté de ces Lettres. Il ne laisse pourtant pas d'insinuer qu'elles pourroient bien être fausses, par la raison que Rushworth n'allégué d'autre autorité que la sienne propre. Il est vrai qu'il dit, que les copies de ces Lettres ont été conservées par quelqu'un qui étoit alors à Madrid, mais il ne nomme point ce quelqu'un. Cela donne lieu à Nalson de croire, que Rushworth n'a tiré ces Lettres, que du Mercure François.

Je viens présentement à l'accusation intentée contre Rushworth, qu'il n'a inséré dans ses Collections que ce qui étoit avantageux au Parlement, & qu'il a omis ce qui étoit favorable au Roi. Nalson en donne trois preuves ou exemples dans trois cas particuliers.

Le premier est, que dans l'affaire qui regardoit l'emprisonnement des Membres du Parlement, plusieurs des Juges donnerent leurs opinions raisonnées, pour faire voir que la conduite du Roi n'étoit pas contraire aux Loix. Nalson dit sur ce sujet, que Rushworth s'est contenté de donner les Discours de deux des Juges, sçavoir de Whitelock & de Doderigge qui étoient favorables au Roi, & de dire que Hide & Jones, opinèrent de la même manière, ou dans le même sens. Cette accusation consiste donc en ce que Rushworth, après avoir donné les Discours de deux des Juges, n'a pas jugé à propos de donner ceux des autres qui opinèrent pour le Roi, & sur les mêmes principes. Mais Nalson prétend, qu'il auroit dû aussi insérer les Discours de Hide & de Jones, & il les donne lui-même. Véritablement, il peut y avoir quelque partialité dans Rushworth, d'avoir omis ces deux derniers, s'il est vrai qu'ils soient plus forts & mieux appuyez que les premiers, de quoi je ne puis juger.

Le second cas est, que Rushworth, en parlant d'un Discours prononcé par le Sergeant Ashley devant la Chambre Haute, dit qu'il avança la proposition suivante pour laquelle il fut envoyé en prison, & qu'il désavoua dans la suite : Que les Seigneurs devoient se souvenir, que le Roi est en droit de gouverner selon ce qui est arrêté dans son Conseil, sans quoi, ce seroit un Roi sans Conseil ou un Conseil sans pouvoir. Nalson fait un crime à Rushworth, de n'avoir pas donné tout entier le Discours d'Ashley, qui auroit fait connoître, que la seule faute de ce Docteur étoit de s'être opposé au torrent du sentiment populaire. C'est-à-dire, que, selon Nalson, Ashley avoit raison de soutenir cette maxime, que les Arrêchez du Conseil sont les Loix selon lesquelles le Roi a droit de gouverner. Une pareille accusation ne peut pas faire beaucoup de tort à Rushworth.

Le troisième cas regarde le fameux Edoüard Cook, qui pendant qu'il étoit Juge, étoit d'avis, que les Cours de Justice ne pouvoient pas élargir sous caution des gens emprisonnez par des ordres exprès du Roi. Mais ensuite, ayant été dépouillé de sa charge, & étant Membre des Communes, il soutint une opinion contraire. Nalson accuse Rushworth d'avoir évité de faire connoître cette variation de Cook, en tronquant & en abrégant ses Discours, de peur que ses Lecteurs ne comprissent, que Cook, qui étoit odieux à la Cour; agissoit par un motif de vengeance, en soutenant une opinion contraire à celle qu'il avoit soutenue lorsqu'il étoit Juge.

C'est là tout ce qui a été reproché à Rushworth. Mais je doute que des gens équitables & désintéressés soient convaincus que ces accusations particulières doivent lui faire perdre tout son crédit. Son Ouvrage est de huit volumes in folio en petit caractère & contient une si prodigieuse quantité de Faits, de Votes, de Discours publics, & de Pièces de toutes sortes, que ce seroit une espèce de miracle qu'on n'y put trouver rien à critiquer. Cependant, on a fait tous les efforts possibles pour le décrier, par des accusations générales, de partialité, d'infidélité, de mauvaise foi. C'est ce qui m'a engagé à entrer dans ce petit détail qu'on vient de voir, afin de faire connoître à quoi aboutissent ces accusations générales, quand elles sont réduites à des cas particuliers.

Il est pourtant bien certain, que le but & l'intention de Rushworth, en publiant ses Collections, a été de décrier la conduite du Roi, & de favoriser la cause du Parlement. Mais il ne s'agit pas de connoître l'intention de Rushworth pour sçavoir si on peut sûrement faire usage de ses Collections. L'unique question est, si ses Pièces sont vraies ou fausses. Si elles sont vraies, quelque tort qu'elles puissent faire à la cause du Roi, un homme qui veut écrire avec impartialité l'Histoire de ce Regne, n'est pas obligé de les rejeter par cette raison. Cela est si vrai, que les Historiens mêmes les plus dévoués à Charles I. n'ont pu s'empêcher de se servir de ces mêmes Pièces, ou de les supposer, parce que sans cela il seroit impossible de faire l'Histoire de ce Regne qui ne consiste que dans les matériaux que Rushworth a fournis. S'il n'avoit commencé ses Collections que par les affaires du Parlement du 3. de Novembre 1640. les partisans du Roi lui auroient sans doute pardonné plus volontiers. Mais les Pièces des vingt années précédentes sont d'une trop dure digestion, parce qu'elles ne s'accordent pas assez bien au système du Parti Royal, dont je parlerai tout à l'heure, & qu'elles font voir trop clairement, que Charles I. avoit eu dessein d'établir un Gouvernement arbitraire, & que, par conséquent, le long Parlement avoit des raisons assez fortes pour s'opposer à l'entière exécution de ce dessein.

Je ne voi donc point de raison qui doive obliger à rejeter les Pièces que Rushworth a insérées dans ses Collections, d'autant plus que les deux Partis les ont également employées. Mais ils en ont fait des usages très-différents. Les uns s'en sont
servis

servois pour soutenir la cause du Parlement, & les autres, pour soutenir celle du Roi. Mais en cela même les uns & les autres ont reconnu, qu'elles étoient non seulement utiles, mais même absolument nécessaires. S'il y a quelques endroits impugnez comme faux, ils sont en très-petit nombre, & il est étonnant, qu'après avoir tant déclamé contre les reticences & les omissions de Rushworth, il se trouve dans les Ecrits des partisans du Roi, si peu de Pièces importantes, qui ne se trouvent pas dans ces Collections.

Je viens présentement à ceux qui ont écrit pour soutenir la cause du Roi, comme Franklin, Nalson, & le Comte de Clarendon, laissant les autres Auteurs moins considérables, pour éviter la longueur.

Ceux-ci, en faisant l'Histoire de ce Règne, ont formé deux systèmes directement contraires à ceux des partisans du Parlement, quoiqu'ils se soient servis des matériaux qui se trouvent dans Rushworth. Comme ces Livres ont été composez dans un tems où le pouvoir Royal étoit à un plus haut degré qu'il n'eût jamais été auparavant, ils n'ont fait aucune difficulté de bâtir sur le système, que le Roi a une puissance absolue. Quoiqu'ils n'employent pas ce terme, il n'y a presque point de page dans leurs Ecrits, où ce principe ne soit soutenu ou supposé. Il suit de là, que du côté du Parlement, la Guerre civile étoit une manifeste rebellion. Ainsi, les procédés du Parlement, que les uns veulent faire regarder comme absolument nécessaires pour préserver la constitution du Gouvernement, sont regardez par les autres, comme des rébellions & des trahisons, & comme tendans à renverser la constitution de l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de désavouer les faits.

Le second système des partisans du Roi n'est pas moins contraire à celui des partisans du Parlement. Ceux-ci prétendent que le Parlement étant suffisamment convaincu par des preuves indubitables, que le Roi avoit eu dessein d'établir le pouvoir arbitraire, & de changer la constitution du Gouvernement, se crut obligé de faire les plus grands efforts pour prévenir l'exécution de ce projet. Voilà leur système. Les partisans du Roi en forment un autre tout opposé. Ils traitent de chimère les prétendus efforts du Roi pour établir un Gouvernement arbitraire, soutenant que ce qu'on vouloit appeller pouvoir arbitraire étoit précisément ce que les Loix adjugeoient au Roi. En effet c'étoit là le principe de Jacques Premier de Charles I. de Charles II. & de Jacques II. Par conséquent, ils prétendent que vouloir empêcher le Roi d'exercer ce pouvoir, c'étoit s'opposer aux Loix du Royaume. Mais comme il parut manifestement, sous le Règne de Charles I. que ce n'étoit pas là le sentiment du Parlement & du Peuple, il a fallu nécessairement donner quelque raison plausible des agitations que cette dispute causa dans ce même Règne. Pour cet effet, ils ont établi un système qui, avec le principe du pouvoir absolu du Roi, fait la base & le fondement de tout ce qu'ils ont écrit. C'est que les oppositions que Charles I. rencontra ne provenoient point de la persuasion du Peuple, que le Roi eût excédé les bornes de son pouvoir, mais d'un projet formé de longue main, de changer la constitution de l'Eglise. Que les Presbytériens auteurs de ce projet connoissant la fermeté du Roi sur cet Article, jugerent qu'il n'y avoit point d'autre moyen pour l'exécuter, que de ruiner le Roi, & de le dépouiller de ses Prerogatives. Que pour parvenir à ce point, ils inspirèrent au reste du Parlement & au Peuple des soupçons & des jalousies qui n'avoient aucun fondement, mais qu'ils prirent soin de fomenter par tous les moyens imaginables, jusqu'à ce qu'ils parvinrent enfin à une entière rupture, & à une Guerre qui fut si funeste au Roi, & qui leur donna lieu d'établir le Presbytérianisme sur les ruines de l'Eglise Anglicane.

Le défaut de ces deux systèmes est qu'ils ne contiennent ni l'un ni l'autre, toute la vérité. Celui du Parlement n'attribue toutes les démarches des deux Chambres qu'au seul but de réparer les Grieffs passez, & de prévenir l'établissement d'un Gouvernement arbitraire. Il est pourtant certain que plusieurs Membres des deux Chambres joignoient à ce but, celui de changer le Gouvernement de l'Eglise, ce qui ne pouvoit se faire que par la ruine du Roi. Celui du Parti Royal a le même défaut en ce qu'il n'attribue au Parlement qu'une seule fin, sçavoir de changer le Gouvernement de l'Eglise, & que ne comptant pour rien, le dessein de prévenir l'établissement du pouvoir absolu, il prétend que ce n'étoit qu'un moyen ou un prétexte, pour pouvoir parvenir plus aisément à la fin principale qui étoit d'établir le Gouvernement Presbytérien.

Après avoir ainsi fait connoître ces deux différens systèmes, je croi pouvoir me dispenser d'expliquer en particulier, de quelle maniere, Francklin, Nalson & le Comte de Clarendon appliquent le leur aux faits dont tout le monde convient. Je me contenterai de remarquer qu'ils ne perdent aucune occasion de combattre les principaux du Parlement, ou de lui attribuer des motifs tous différens de ceux par lesquels ils prétendoit agir. En cela, leur but a été d'empêcher que leurs Lecteurs ne se laissassent prévenir de la croyance que le Parlement avoit pour but le bien de la patrie, ou qu'il agissoit dans d'autres vues que celles qu'ils lui attribuent.

Il est aisé de comprendre par ce que je viens de dire combien les Histoires du Regne de Charles I. peuvent être différentes, ou même opposées, selon que les Auteurs ont suivi l'un ou l'autre de ces deux systèmes sans vouloir jamais s'en écarter. C'est ce qui est effectivement arrivé. Les Histoires des deux Partis, quoi qu'appuyées sur les mêmes faits, sont si contraires les unes aux autres, qu'un Lecteur peu attentif, ou qui n'a pas le loisir d'examiner ce qu'on lui propose, ne sçait où il en est, en voyant cette opposition.

Pour moi qui ne me suis trouvé engagé dans aucun des deux Partis, & qui n'ai eu pour but que de chercher la vérité, je ne me suis pas cru obligé de suivre aveuglément l'un ou l'autre des deux systèmes, mais j'en ai établi un qui est un composé de tous les deux, en y ajoutant ce qui leur manque. C'est aux Lecteurs à juger, s'il est assez bien lié pour leur donner une connoissance distincte des affaires de ce Regne. S'il semble quelquefois que je panche d'un des côtez, c'est parce que je n'ai aucune raison de m'éloigner de la vérité, & que suis persuadé que le Roi & le Parlement avoient beaucoup de tort l'un & l'autre, quoique non pas toujours & dans les mêmes occasions.

C'est là ce qui m'a porté à ne citer presque dans toute l'Histoire de ce Regne que les seules Collections de Rushworth, quoiqu'il n'y en ait point qui ait eu plus d'Écrivains. Ma raison a été que Rushworth n'a formé aucun système, & qu'il s'est contenté de fournir des matériaux qui sont communs aux deux Partis, & dont ils ont fait tous deux un grand usage. Mais quoique j'aye lû avec soin, & recueilli les Ouvrages de Franklin, de Nalson, & du Comte de Clarendon, je n'ai pas cru devoir les citer, par la raison qu'ils ne laissent passer presque aucun Fait, aucune Pièce, sans y appliquer leur système qui n'est pas toujours conforme au mien. Ce seroit donc causer beaucoup d'embarras aux Lecteurs que de leur citer pour prouver ce que j'avance des Faits ou des Ecrits qui sont toujours suivis de raisonnemens souvent directement contraires à mon système. C'est ce que j'ai cru devoir dire pour ma justification, sur la maniere dont j'ai composé l'Histoire de ce Regne.



HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE VINGTIÈME,

OU

SECONDE PARTIE

DU REGNE DE

CHARLES I.



Es affaires du Roi se trouvoient dans une très-fâcheuse situation, lorsque le Parlement s'assembla. Au lieu d'avoir dompté les Ecoissois, comme il s'en étoit flatté, il avoit eu la mortification de les voir entrer en Angleterre, forcer le passage de la Thyne, battre un Corps considérable de son Armée, & se rendre maîtres de Newcastle. De plus, il voyoit ses propres Troupes peu disposées à le bien servir. Elles consistoient pour la plus grande partie, en des Soldats enrollez par force, dans les

Tome VIII.

A

diver-

CHARLES
I.
1640.
3. Novemb.
Etat des af-
faires du
Roi.

CHARLES
I.
1640.

diverses Provinces, & prévenus, ainsi que le reste du Peuple, contre le Gouvernement. D'ailleurs, la valeur des Ecoissois étant exagérée par ceux qui avoient été battus, & par les ennemis secrets du Roi, inspiroit quelque terreur aux Troupes Angloises. Outre cela, le Roi manquoit d'argent pour les payer. Toute sa ressource consistoit dans les deux cent mille livres sterling empruntées de la Ville de Londres, en attendant qu'il plût au Parlement de lui fournir l'argent qui lui seroit nécessaire. Mais il ne pouvoit que difficilement se flater, que le Parlement lui dût être favorable. Tout le monde étoit persuadé qu'il ne l'avoit convoqué que malgré lui, & parce qu'il n'avoit pas trouvé d'autre moyen pour se tirer du mauvais pas où il s'étoit engagé. Ce qui s'étoit passé dans les quatre Parlemens qui s'étoient tenus depuis le commencement de son Regne, les dissolutions de ces mêmes Parlemens avec aigreur, les emprisonnemens de leurs Membres, l'interruption des Parlemens pendant douze ans, les taxes imposées par la seule autorité du Roi, pendant cette interruption, les Monopoles sur toutes sortes de marchandises & de denrées, la décadence du Commerce, la Protection ouverte que le Roi avoit accordée aux Catholiques & aux Arminiens, les rigueurs exercées contre les Presbytériens, les Innovations introduites dans la Religion, le soupçon presque universel qu'on avoit dessein de rétablir la Religion Catholique en Angleterre, l'autorité excessive que le Conseil & la Chambre Etoilée avoient usurpée, la corruption des Juges, en un mot, les principes de Despotisme que la Cour avoit voulu établir, caufoient un mécontentement universel. Le Roi ne l'avoit pas ignoré, & jusqu'alors il ne s'en étoit pas mis en peine. Mais il commençoit à en craindre les suites, depuis qu'il se voyoit sur le point d'être exposé à la mauvaise humeur d'un nouveau Parlement, qui vraisemblablement ne perdrait pas l'occasion de travailler à la réparation des Grieffs, que les précédens avoient inutilement demandée. Il étoit néanmoins si prévenu & si animé contre les Ecoissois, qu'il se flatoit encore de l'espérance, que le nouveau Parlement regarderait leur entrée en Angleterre, comme une invasion, comme une Guerre faite non au Roi, mais au Royaume, & qu'il lui fournirait les moyens de les repousser dans leur País, & de châtier leur audace. Mais il ne tarda pas long-tems à s'apercevoir, que son espérance étoit mal fondée.

Le Parlement s'assemble.
Myt Clarendon
T. I. p. 231.
Ibid. p. 234.

Le Parlement s'assembla le 3. de Novembre selon les ordres du Roi. On n'avoit jamais vu cette Assemblée si nombreuse, n'y ayant que très-peu de Membres absens. Chacun regardoit cette occasion comme la plus favorable qui pût se présenter, pour remédier aux maux du Royaume, & tous les Membres, à l'exception de quelques-uns qui étoient entièrement dévoués au Roi, se faisoient un devoir de contribuer au rétablissement du Gouvernement d'une manière conforme à la véritable & ancienne Constitution. C'étoit là aussi l'attente du Peuple. Dès le premier jour, le Roi fit le Discours suivant aux deux Chambres.

MY LORDS,

Harangue
du Roi au
Parlement.
Rushworth
Vol. IV. p. 11.

La connoissance que j'avois des desseins de mes Sujets d'Ecosse, fut cause que je convoquai le dernier Parlement. Si j'avois été cru alors, je ne doute pas que
les

Les choses n'eussent tourné tout autrement que nous ne les voyons aujourd'hui. Mais il n'est pas étrange qu'on ait eu de la peine à se persuader qu'une si grande rébellion fût appuyée sur de si foibles fondemens. Présentement, Mylords & Messieurs, la sûreté du Royaume se trouvant dans un extrême danger, je suis résolu de me confier entièrement à l'amour & à l'affection de mes Sujets Anglois. C'est ce que j'ai déclaré aux Seigneurs qui ont été avec moi à York, comme ils peuvent en rendre témoignage.

CHARLES
I.
1640.
Nelson T. I.
p. 481.

C'est pourquoi, Mylords, je ne ferai aucune mention de mes propres intérêts, ni de l'assistance que je puis justement attendre de vous, jusqu'à ce qu'on ait pourvu à la sûreté commune. Je vous dirai néanmoins, & je n'ai pas honte de le dire, que toutes les dépenses que j'ai faites, n'ont eu pour but que le bien & la sûreté du Royaume, quoique le succès n'ait pas répondu à mes desirs. Je vous prie donc d'examiner quel est le meilleur moyen, dont nous pouvons nous servir, pour mettre ce Royaume hors de danger, surquoi il y a deux points principaux à considérer. Le premier consiste à chasser les Rébelles : le second, à vous satisfaire sur vos Grieffs. À l'égard de ce dernier, je puis vous assurer, que j'agirai avec tant de candeur & d'affection, qu'on pourra parfaitement connoître, que mon intention a toujours été & sera toujours, de rendre le Royaume florissant. Je vous prie seulement, de considérer deux choses. La première, que l'argent que j'ai emprunté de la Ville de Londres, avec l'assistance des Seigneurs, ne peut entretenir mon armée que deux mois, à compter du jour que la Ville l'a accordé. Je vous laisse donc à considérer, quel deshonneur, quel dommage il nous en reviendrait, si faute d'argent nous étions obligés de licencier notre armée, avant que celle des Rébelles se fut retirée. La seconde chose à laquelle je vous prie de faire attention, c'est à trouver le moyen de délivrer les Peuples du Nord, des calamitez auxquelles ils sont actuellement, & seront toujours exposés, jusqu'à la conclusion du Traité. Ce ne seront pas seulement les Provinces du Nord qui en recevront du dommage, mais encore toutes les autres. C'est pourquoi, je remets ces choses à votre considération.

Pour ce qui regarde la manière de disposer les affaires dont vous avez à traiter, je me confie tellement à votre affection pour moi, & je suis si persuadé, que vos soins ne tendront qu'au bien & à la sûreté du Royaume, que je vous laisse dans une entière liberté de commencer par où vous voudrez. Je vous dirai seulement, qu'afin que vous puissiez mieux connoître la situation où les affaires se trouvent, j'ai ordonné au Garde du grand Sceau, de vous rendre compte exactement & brièvement de tout ce qui s'est passé. J'ajoute cette protestation, que s'il manque quelque chose à cet éclaircissement, & qu'il ne soit pas tel que vous le souhaiteriez, j'offre de vous donner, à votre première requisiion, une connoissance exacte de chaque Article particulier.

Je désire encore de vous une autre chose très-nécessaire, pour procurer un bon succès à ce Parlement, c'est que de votre côté, comme j'y suis aussi résolu du mien, nous éloignons tout soupçon reciproque. Car comme je l'ai dit aux Seigneurs à York, ce ne sera pas ma faute, si ce Parlement ne réussit pas à notre commune satisfaction.

Après que le Roi eut fini son Discours, le Lord Finch, Garde du Grand Sceau, prit la parole. Il commença par les éloges du Roi & de la Reine, après quoi, il s'efforça de persuader aux deux Chambres, que la Convoca-

Discours du
Garde du
grand Sceau
au Parle-
ment.

CHARLES

I.

1640.

*Rushworth,**Vol. IV. p. 12.**Nelson, T. I.**p. 482.*

tion de ce Parlement étoit uniquement dûë au Roi, & qu'il en avoit pris la résolution, avant que d'avoir reçu aucune Requête sur ce sujet (1). Ensuite, il tâcha de faire voir, quoique d'une manière fort générale, que les Ecoissois avoient violé le dernier Traité, & que ce n'étoit que malgré lui, que le Roi avoit pris les armes, par l'avis unanime de son Conseil, pour les réduire à l'obéissance. Enfin, il informa les deux Chambres de ce qui s'étoit passé, tant dans le commencement de la Guerre, que dans les Conférences de *Rippon*.

Lenthal est
choisi pour
Orateur des
Communes

Les Com-
munes éta-
blissent di-
vers Com-
mittez.

*Rushworth,**Vol. IV. p. 19.**Myl. Claren-**don, T. V.**p. 233.*

Les Communes étant retournées dans leur Chambre, choisirent pour leur Orateur, *Guillaume Lenthal*, Avocat de Londres, sur la proposition qu'il leur en fut faite, par le Chevalier *Henri Vane* Secrétaire d'Etat. Ce choix ayant été agréé par le Roi, elles établirent d'abord, selon la Coutume, un Committed pour examiner toutes les disputes qu'il pourroit y avoir touchant les élections de leur Chambre. Ensuite, il fut résolu, que la Chambre se tourneroit en Grand Committed, certains jours de chaque semaine, pour débattre les matières qui se présenteroient sur cinq Chefs principaux, savoir, sur la Religion, sur les Grieffs, sur les Cours de Justice, sur le Commerce, & sur l'Irlande. C'étoient-là les Articles qui causoient principalement les plaintes & les murmures du Peuple, & par-là, les Communes firent voir, d'une manière assez évidente, à quoi elles avoient dessein de travailler.

Comme depuis le 3. de Novembre de l'année 1640. jusqu'au 25. d'Août 1642. l'Histoire de ce Regne ne consiste que dans ce que le Parlement fit durant ce tems-là, & que c'est là le sujet de cette seconde Partie, je croi qu'avant toutes choses, il est nécessaire de faire connoître ce même Parlement, & les différens partis dans lesquels il se trouvoit divisé. On pourra ensuite comprendre plus aisément les motifs de ses Actes & de ses résolutions, & en même tems, les véritables causes de la Guerre civile qui affligea l'Angleterre.

Disposition
du Parle-
ment, par
rapport aux
Grieffs.

*Myl. Claren-**don T. I. p.**233. & 234.*

Premièrement, il est très-certain, qu'il n'y avoit presque point de Membre des deux Chambres, qui ne fût disposé à procurer la réparation des Grieffs dont on se plaignoit depuis si long-tems. Ces Grieffs étoient si manifestes, qu'il étoit comme impossible, sans vouloir renverser la constitution du Gouvernement, de trouver des raisons plausibles pour soutenir la conduite du Roi & de ses Ministres, pendant les quinze années précédentes. Ils étoient d'une telle nature, que personne n'en étoit exempt, non pas même ceux qui servoient d'instrumens pour en charger le Peuple, quoique ceux-ci trouvaient d'ailleurs quelques dédommagemens. Enfin, ils étoient d'une telle conséquence, qu'en admettant les principes sur lesquels ils étoient fondez, il n'en pouvoit résulter qu'une subversion entière du Gouvernement, & une puissance arbitraire inconnue aux Anglois depuis plusieurs siècles. On peut donc assurer, que dès le commencement de ce Parlement, le sentiment général des deux Chambres étoit, qu'il ne falloit pas laisser échapper l'occasion qui se présentoit, d'apporter des remèdes convénables aux maux du Royaume.

Mais

(1) Le Comte de Clarendon attribué pourtant la Convocation de ce Parlement, aux avis des Pairs qui avoient été assemblez à York.

Mais les Membres étoient divisez sur un point capital, qui étoit néanmoins une dépendance de la disposition générale. C'est que les uns se persuadoient, qu'après que tous les Grieffs seroient réparez, le Gouvernement se rétablirait dans son état naturel, tel qu'il avoit été avant les Règnes de *Jacques* & de *Charles*, sans qu'il fût nécessaire d'y rien ajouter, ou d'y rien changer. D'autres au contraire croyoient, qu'après la réparation des Grieffs, il seroit nécessaire d'employer quelque moyen efficace, pour mettre le Roi hors d'état de pouvoir encore une fois envahir les Libertez des Sujets, & les Privilèges des Parlemens. Mais ceux-ci cachent soigneusement leurs intentions, de peur de donner lieu aux premiers de soupçonner, qu'on avoit dessein d'altérer le Gouvernement établi, & de les faire roidir dans les choses mêmes les plus justes, par la crainte des conséquences. Ils espéroient de trouver, ou de faire naître dans la suite assez d'occasions, pour inspirer à tout le Peuple de la défiance, par rapport au Roi, & de parvenir par ce moyen à leur but.

Telle étant la disposition générale du Parlement, il est manifeste, qu'il devoit regarder l'entrée des Ecoissois en Angleterre, comme un avantage très-considérable que la Providence accordoit aux Anglois, pour empêcher que le Roi ne pût rompre les mesures qu'on pourroit prendre contre lui. Le Roi se trouvoit dans une absolue nécessité d'entretenir une Armée, pour se soutenir contre les Ecoissois, sans avoir pour cela d'autre moyen que l'assistance du Parlement. Car le tems étant changé, il n'étoit plus question d'imposer des taxes arbitraires, sur quoi, vrai-semblablement, il avoit compté en commençant cette Guerre, puisqu'un mois après être entré en campagne, il se trouvoit sans argent pour payer ses Troupes. Ainsi, l'intérêt du Parlement étoit, de tenir le Roi dans cette nécessité, afin de le mettre hors d'état de s'opposer aux résolutions qui seroient prises par les deux Chambres. On ne doit donc pas trouver étrange, que le Parlement ne fit pas beaucoup d'attention à ce que le Roi souhaitoit le plus, sçavoir, qu'on le mît en état de pouvoir chasser les Ecoissois hors du Royaume, puisqu'au contraire, c'étoit la présence des Ecoissois qui donnoit aux deux Chambres une supériorité, qu'elles n'avoient pas envie de perdre.

Les sentimens étoient encore fort partagez dans le Parlement, par rapport à la Religion. Il y avoit dans cette Assemblée des Episcopaux rigides, qui croyoient que la Religion ne pouvoit subsister sans Evêques, & que là où il n'y en avoit point, il n'y avoit point d'ordination légitime, ni par conséquent, aucune vraie administration des Sacremens. De ce nombre étoient les Evêques, & presque tous les Partisans que le Roi avoit dans les deux Chambres. Il y avoit des Episcopaux modérez, qui étant sincèrement attachés à l'Eglise Anglicane, avoient néanmoins des idées un peu différentes sur l'Episcopat. Ils avoient de la vénération pour le Gouvernement Episcopal, comme étant très-ancien dans l'Eglise, & le meilleur à leur gré. Mais, quoi qu'ils n'eussent aucun dessein de le changer, ils ne croyoient pourtant pas qu'il fût d'une nécessité si absolue, que la Religion ne pût bien subsister sous un autre Gouvernement. C'étoit là l'opinion qui prévaloit, & qui avoit le plus grand nombre de Partisans dans les deux Chambres. Ainsi, on peut assurer, qu'au commencement de ce Parlement, l'intention des Membres

CHARLES
I.
1642.

Par rapport
à la Religion.

CHARLES
I.
1640.

en général, n'étoit pas de porter aucune atteinte au Gouvernement de l'Eglise, établi en Angleterre, depuis la Réformation.

Mais il y avoit dans les deux Chambres, un autre parti plus puissant par l'habileté de ses Chefs, que par le nombre. C'étoit celui des Presbytériens, parmi lesquels il y en avoit des Modérez, & des Rigides. Les premiers n'avoient en vûë que de se procurer quelque liberté, & quelque sûreté contre la persécution. Les derniers étoient d'une tout autre trempe. Ils regardoient le Gouvernement Episcopal comme étant contraire à la parole de Dieu, & la juridiction des Evêques comme une véritable tyrannie. Ceux-ci étoient les objets particuliers de la haine du Roi, des Ministres, des Evêques, & de la plus grande partie du Clergé, parce que leurs principes tendoient à ruïner de fond en comble, l'Eglise Anglicane. C'est par cette raison qu'ils ne croyoient pas qu'il y eût de sûreté pour eux, que dans un changement entier du Gouvernement Episcopal, en un Gouvernement Presbytérien. Mais ils comprennoient aisément, que pour parvenir à ce but, ils devoient mettre le Roi hors d'état de pouvoir s'y opposer, sçachant bien que tant qu'il seroit en son pouvoir, il ne consentiroit jamais à ce changement. Leur nombre étoit néanmoins si peu considérable, qu'ils n'auroient fait qu'une assez petite figure dans le Parlement, s'ils n'avoient pas été appuyez par les Ecoissois, du secours desquels on ne pouvoit se passer. De plus, parmi ces Presbytériens Rigides, se cachoit un certain ordre de gens qui furent connus dans la suite, sous le nom d'*Indépendans*, qui avoient sur le Gouvernement Civil, & peut-être aussi sur l'Ecclesiastique, des principes extraordinaires, qu'ils se gardèrent bien d'expliquer, jusqu'à ce qu'ils trouverent l'occasion de les mettre au jour. Ils se contenterent, pendant plusieurs années, de se tenir cachez dans le parti des Presbytériens Rigides, afin de pouvoir mieux faire leur coup, quand il en seroit tems. Ceux-ci avoient un intérêt particulier à faire en sorte que le Gouvernement de l'Etat fût changé, ou plutôt renversé, sçachant bien que leur parti ne pouvoit jamais subsister que dans l'anarchie. C'est pourquoi, sans faire connoître leurs desseins, ils profitèrent de toutes les occasions, pour semer, & pour fomentier la discorde entre le Roi & le Parlement. Tout le parti Presbytérien étoit dirigé par les Chefs des Rigides & des Indépendans, gens très-habiles, qui, sans se découvrir plus qu'il n'étoit nécessaire, sembloient borner leurs desseins à la réparation des Grieffs, ce qui étoit le but général que le Parlement se proposoit, & en quoi il étoit presque tout uni. Ils trouverent un double avantage dans cette conduite. Le premier, que par-là ils empêcherent qu'on ne les soupçonnât d'avoir dessein de changer le Gouvernement de l'Etat ou de l'Eglise, & qu'en même tems, ils prévinrent l'union entre les autres Membres du Parlement, qui n'auroient pas manqué à s'unir ensemble, pour s'opposer à ce changement. Le second avantage fut qu'en s'attachant d'abord uniquement à la réparation des Grieffs, ils avoient de fréquentes occasions de décrier le Gouvernement précédent du Roi, & de fomentier la défiance du Parlement à son égard. Car c'étoit par-là principalement, qu'ils espéroient de se mettre en état d'exécuter leurs projets.

La disposition du Parlement étant telle que je viens de l'expliquer, il est aisé de comprendre la raison qui fit que la Chambre des Communes s'attacha d'abord

d'abord à la réparation des Griefs, tant publics que particuliers. On lui présenta dès les premiers jours un très-grand nombre de Requêtes sur ce sujet. Plusieurs des Membres étoient aussi chargez de pareilles Requêtes, de la part de leurs Villes ou de leurs Provinces, & il se fit dans la Chambre, divers Discours très-mortifians pour le Roi & pour ses Ministres. Entre tous ces Discours, j'en insérerai ici un seulement, qui rassembloit tous les Griefs publics dont le Peuple croyoit avoir raison de se plaindre. C'est celui de Monsieur Pym, Député de Tavistock dans le Païs Cornouaille.

CHARLES
I.
1640.

MONSIEUR L'ORATEUR (1),

Ce n'est pas empêcher le service du Roi, que de réparer les Griefs: c'est plutôt le procurer. On ne contribue pas moins au mouvement en diminuant le poids, qu'en donnant des ailes. Je rapporterai premièrement quelques Chefs des Griefs sous lesquels nous gémissons. Secondement, je ferai voir qu'ils ne sont pas moins domma- geables au Roi qu'au Peuple. En troisième lieu, que les remèdes ne seront pas moins avantageux à l'un qu'à l'autre.

Discours de
M. Pym, sur
les Griefs.
7. Novemb.
Rushworth 2.
Vol. II. p. 29.

Le Roi ne peut faire du tort à personne. La Loi rejette toutes les fautes sur ses Ministres. C'est ainsi que l'influence du Ciel donne de la vigueur à toutes les créatures sublunaires, mais que la malignité des maladies épidémiques procède des mauvaises qualitez de la Terre, ou de l'Air.

Il y a trois sortes de Griefs sçavoir, 1. contre les privilèges des Parlemens; 2. au préjudice de la Religion; 3. contre les Libertez du Peuple.

Pour la première sorte, les Membres du Parlement ne doivent point être emprisonnez. Ils ont la liberté de parler librement. Ils ont le pouvoir de faire des Loix, de juger, & de donner des Conseils, étant au Corps politique, ce que les facultez de l'Ame sont au Corps de l'Homme.

Ces privilèges ont été violez. 1. On les a privez de la liberté de parler, & on a défendu à l'Orateur de recueillir les voix. 2. Plusieurs Membres ont été mis en prison, pour des choses faites en Parlement. 3. On a procédé contre eux devant des Cours inférieures. 4. On a voulu les obliger à donner caution pour leur conduite à venir. 5. On en a retenu quelques-uns en prison jusqu'à leur mort. 6. Le Parlement a été dissous soudainement. C'est un grand Grief. C'est comme si on faisoit exécuter un homme avant que de l'avoir ouï. Le Parlement reçoit la vie par sa convocation, & il souffre une mort civile par sa dissolution. Celle-ci, non seulement, lui ôte la vie, mais elle fait même mourir sans tester, parce qu'elle le met hors d'état de faire un Testament, j'entends par un Testament les bons Actes qu'il avoit dessein de faire.

Le second Grief est l'encouragement donné aux Papistes & à leur Religion. 1. En suspendant l'exécution des Loix faites contre eux. Il est certain, qu'on ne peut avoir aucune sûreté contre les Papistes, qu'en les mettant hors d'état de faire du mal. Leurs principes sont incompatibles avec toute autre Religion. Les Loix ni les Sermens ne sont pas capables de les arrêter, puisque le Pape les dispense des

uns

(1) Dans la Chambre Basse, tous les Membres qui parlent adressent toujours leurs Discours à l'Orateur.

M. Nallon qui accuse Rushworth, dans son Introduction, de n'avoir mis dans ses collections que ce qui étoit contraire au Roi, a pourtant jugé à propos de mettre ce Discours de M. Pym, quoiqu'il en ait inferé plusieurs autres prononcez le même jour sur le même sujet. Il n'en donne qu'un très-petit abrégé.

CHARLES
I.
1640.

uns & des autres. Ses ordres sont absolus pour ce qui regarde le Spirituel, & en même tems, quant au temporel, in ordine ad spiritualia. Henri III. & Henri IV. Rois de France n'étoient pas Protestans, & néanmoins ils ont été assassinés, parce qu'ils toléroient la Réformation. 2. En leur conférant des charges d'honneur & de confiance dans l'Etat. 3. En souffrant leur concours à Londres & à la Cour, pour s'entre-communiquer leurs desseins, & où ils peuvent pénétrer dans les secrets de l'Etat. Comme ils ont à Rome une Congrégation de Cardinaux, pour avancer l'autorité du Pape dans ce Royaume, ils ont ici un Nonce pour exécuter ses ordres.

Pour ce qui regarde les Innovations, introduites dans la Religion, elles consistent, 1. En ce qu'on maintient publiquement les Dogmes du Papisme dans des livres imprimés, dans des Sermons & dans des disputes publiques. 2. Les Pratiques du Papisme sont non seulement approuvées, mais même ordonnées, comme les Autels, les images, les Crucifix, les Génuflexions. Ces choses peuvent, en quelque manière, être comparées aux os secs du Prophète Ezechiel. On les vit premièrement se joindre ensemble. Ensuite, vinrent les nerfs & la chair. Après cela, ils furent couverts d'une peau, & enfin, ils reçurent la respiration & la vie. Ainsi on avoit projeté parmi nous, premièrement, d'introduire la forme du Papisme, & ensuite, de lui donner l'esprit & la vie. 3. On avançoit aux Charges, des gens qui favorisoient le Papisme. 4. On décourageoit les Protestans, par des poursuites contre les scrupuleux, pour des choses indifférentes. Aucun vice n'a paru plus grand ni plus dangereux, que la Non-conformité. On a puni, sans l'autorité d'aucune Loi, ceux qui ont refusé de lire le Livre des divertissemens du Dimanche, de changer la table de la Communion, d'aller recevoir le Sacrement à la balustrade, ceux qui ont entrepris de prêcher le Dimanche après midi, ceux qui ont fait d'autres Catechismes que le petit Catechisme contenu dans le Livre des Prières Communes. 5. La Jurisdiction Ecclesiastique s'est étendue, jusqu'à infliger des peines temporelles comme des amendes & des prisons, sans l'autorité des Loix. 6. On a prétendu que cette jurisdiction est de droit divin. 7. On a inventé & publié de nouveaux Articles concernant la visite des Evêques (1), & on a fait de nouveaux Canons. Ajoutons à cela, la fierté des Evêques, & de leurs Officiers.

Quant à la troisième sorte de Grièfs, je les rappellerai ici, selon l'ordre des tems qu'ils ont été introduits, après quoi, j'en ferai voir la conséquence. Mais quand il sera question d'y remédier, il sera bon de commencer par les plus importants.

Le premier est, le Tonnage & Pondage (2), & le dernier Livre des taxes imposées par la seule Prérogative Royale, sans Acte de Parlement, d'où sont nés ces inconveniens : 1. On saisit les marchandises, & on arrête le cours des procès. 2. On emploie les sommes qu'on tire de ces impositions, à des usages à quoi elles ne sont pas destinées. Car quoi que cet argent soit uniquement destiné à la garde de la Mer, on a méprisé cette destination, & on a imposé d'autres taxes pour cela même. 3. Les charges sont excessives, le commerce est diminué, le prix des denrées, & des marchandises du Pais est rabaisé, & celui des étrangères est haussé. Par-là, le Capital du Royaume est diminué, & les charges sont devenues insupportables, particulièrement, aux Colonies de l'Amérique, à cause de la taxe mise sur le tabac.

On

(1) C'étoit l'Evêque de Winchester qui avoit fait un Règlement sur ce sujet.

(2) C'est-à-dire un impôt sur chaque Tonneau & d'un Chelin par Livre Sterling de toutes les Marchandises qui entrent dans le Royaume, ou qui en sortent.

On oblige les gens à composer pour la Chevalerie, conformément à une ancienne coutume, selon laquelle, le Roi, sur les mêmes fondemens, peut imposer de nouvelles amendes, faire saisir les biens de ses Sujets, & les contraindre de composer avec ses Commissaires.

CHARLES
I.
1649.

Il y a une inondation de monopoles très-dommageables: 1. parce qu'ils produisent la diminution de la bonté, & haussent le prix du sel, du savon, du charbon, de la bière &c. 2. Sous ce prétexte, le commerce est mis entre les mains de peu de personnes. 3. Plusieurs sont emprisonnez pour ce sujet,

Mais le grand Grief, qui ne peut être mis en parallèle avec aucun autre, c'est la taxe du Shio-money (1), aggravée & soutenue par un Jugement authentique qui n'est fondé sur aucune Loi, sur aucune coutume, sur aucun préjugé, sur aucune autorité. Cette taxe ne convient point à un cas de nécessité, & produit une infinité de maux: 1. En ce qu'elle s'étend à toutes sortes de personnes, & à tous les tems, & qu'elle rend les Sujets incapables d'y chercher quelque remède. 2. En ce qu'elle est imposée selon une proportion arbitraire, & sans bornes. 3. En ce qu'elle est proposée par un Ordre public du Roi, mais exécutée selon des Instructions particulières. Elle ne convient point aux Provinces qui ne sont pas maritimes ni à leurs Sherifs, ni à leurs habitans. Il n'y a aucune règle, ni pour la lever, ni pour la bien ménager.

La vente des Nuisances (2) a suivi. Le Roi, comme Pere de l'Etat, doit prendre soin des commoditez publiques, comme sont, les Ponts, les grands Chemins &c. & empêcher que personne, pour son avantage particulier, ne porte du préjudice au Public. Mais aujourd'hui, on oblige les Sujets à composer pour des amendes imposées sans aucun Jugement autorisé par les Loix.

Suit l'aggrandissement des Forêts au-delà des bornes marquées par les Statuts 27. & 28. d'Edouard I. Il faut remarquer, que ce qu'on nommoit, en ce tems-là, Perambulations & dont le nom a été renouvelé de nos jours, avoit été cause de la fameuse Charte des Forêts, de sorte qu'en renouvelant aujourd'hui ces mêmes questions, il est très-possible qu'il en résulte des maux nouveaux. Déjà même, nous avons vu, de quelles voyes obliques on s'est servi, de quels procédés subreptices, comme dans la Province d'Essex, où on a fait donner un Jugement qui a servi de préjugé pour toutes les autres Provinces. Ainsi, après une possession paisible de quatre-cens ans, on a été obligé de composer pour des amendes exorbitantes: de sorte que si ce pourquoi on reçoit la composition, est une véritable Nuisance, on fait tort au Public, & si ce n'en est pas une, on fait tort à ceux de qui on exige de l'argent.

La Commission touchant les batimens qui se font à Londres & aux environs, (3) fut représentée au Roi Jaques comme un Grief. Mais elle a pris, depuis ce tems-là, une nouvelle augmentation, & est devenue plus préjudiciable aux Sujets. La Commission sur les dépopulations (4) suivit peu de tems après. Par ces

(1) Ce mot signifie *Argent de Vaisseau*, ou pour les *Vaisseaux*, & c'est une Taxe qui avoit été anciennement imposée sur les Ports, les Villes, &c. pour servir à la construction des Vaisseaux, & que Charles I. renouvela de sa propre autorité.

(2) On appelle *Nuisances*, ce qui est nuisible au Public, & les commoditez que les Particuliers se procurent à son préjudice.

(3) Jaques I. avoit défendu de bâtir à Londres sur de nouveaux fondemens.

(4) Sous le nom de *dépopulations*, on comprenoit le changement des pâturages en terres labourables.

CHARLES
I
1640.

ces deux Commissions, les Sujets sont empêchez de jouir de ce qui leur appartient. C'est en vertu de ces Commissions, qu'on a démolí leurs maisons, qu'on les a punís dans leurs personnes, & qu'on les a mis à l'amende, quoique, pour ces mêmes choses, ils soient encore Sujets à la rigueur des Loix. Car le Roi ne peut pas autoriser une Nuisance, & quoi que ces choses ne soient pas des Nuisances, il est néanmoins d'une pernicieuse conséquence, qu'on se serve de ce prétexte pour obliger les gens à composer avec le Roi, parce que cela peut servir de préjugé aux Rois, pour autoriser de véritables Nuisances.

Les charges pour la Guerre ne doivent point être imposées par des Ordres particuliers signez du Roi, ni par des Lettres du Conseil, ni par des Ordres des Lieutenans des Provinces, ou de leurs Substituts. Ce fut sous le Regne d'Elisabeth, qu'on commença à faire usage de ce moyen, en forme d'emprunt, pour suppléer aux dépenses nécessaires, avec promesse de rendre l'argent, comme il fut rendu effectivement, ainsi qu'on le voit dans les Regîtres de l'Echiquier. Mais aujourd'hui, on ne rembourse rien. La première taxe qui a été imposée pour la Guerre, c'est celle qui a été assignée au Commissaire Général des montres & revûes, à laquelle on ne fit pas d'abord beaucoup d'attention, parce qu'elle étoit peu considérable, & néanmoins, le dernier Parlement avoit résolu d'y remédier. Mais présentement, on y ajoute, 1. des Ordres pour presser (1) des Soldats, & pour obliger ceux qui sont pressés, d'en fournir d'autres en leur place; 2. des Ordres pour fournir les Magasins, de poudre, de bèches, de hoyaux &c. 3. pour pourvoir au salaire des Officiers; 4. pour fournir des chevaux & des chariots, & autres choses semblables.

Les déclarations des Juges, avant que d'avoir ouï les Parties & les raisons pour & contre, sont un Grief qui entraîne un grand nombre d'autres.

Les monopoles soutenus par le Conseil, avec la clause insérée dans les Patentes des Monopoleurs, par laquelle les Juges de Paix sont tenus de leur prêter main forte, sont du tort à cet honorable Conseil qui ne devoit pas faire attention à des choses si peu dignes de lui, & si odieuses au Peuple.

La Haute Cour de la Chambre Etoilée, appelée dans les Regîtres du Parlement, le Grand Conseil, à laquelle le Parlement avoit autrefois accoutumé de renvoyer les affaires qu'il n'avoit pû terminer : cette Cour érigée contre l'oppression, cette Cour de Conseils, cette Cour de Justice, est devenue un instrument pour produire des monopoles, pour les soutenir, & pour donner la couleur de bien public, à des choses pernicieuses au Royaume.

Le pouvoir qu'a le Roi de publier des Proclamations appelées Legès temporis & dont autrefois, les Rois ne faisoient usage, que dans les cas soudains & imprévus, jusqu'à ce que le Parlement pût s'assembler, n'a été exercé que pour ordonner & pour soutenir les monopoles.

Mais le dernier & le plus grand Grief nous conduit jusqu'au Ciel, jusqu'au Trône de Dieu, sa Parole & sa Vérité. Le Clergé ambitieux & corrompu décrie, dans ses Sermons, les Loix de Dieu & les Libertez du Royaume. Il prétend, que par le Droit Divin, le Roi a un pouvoir absolu de faire de nous ce qu'il lui plaît. C'est cette doctrine qui mene les Prédicateurs aux honneurs Ecclésiastiques, comme

(1) On dit en Anglois, presser des Soldats, pour dire les enrôler par force. Ce terme est si commode à cause de sa brièveté, que j'ai cru pouvoir le garder, quoiqu'il ne soit pas François en ce sens.

me par exemple, un Manwaring, condamné par un Parlement, & ensuite, devenu Docteur, & puis Evêque.

CHARLES
I.
1649.

L'interruption des Parlemens, contraire au Statut qui ordonne qu'il y en aura un de convoqué tous les ans, est la cause principale de tous les maux auxquels le Parlement peut remédier.

Tous ces Grièfs ne sont pas moins préjudiciables au Roi qu'à ses Sujets, puisqu'ils interrompent la correspondance entre lui & eux. Ils ont besoin qu'il leur accorde un pardon générale; qu'il les mette en sûreté contre les Projetteurs & les Informateurs: qu'il les délivre des Loix surannées, & des subtiles inventions de ceux qui tâchent d'étendre la Prérogative Royale pour leur avantage particulier, & au préjudice du Public. Le Roi de son côté, a besoin de leur Conseil & de leur assistance. Les exploits victorieux d'Elisabeth ne s'exécutoient pour la plupart, que par les bourses de ses Sujets, quoique tout l'honneur lui en revint. Les mécontentemens des Sujets diminuent la réputation du Roi au dehors, lui font un tort extrême par rapport aux Traitez qu'il fait avec les Princes étrangers, & affoiblissent son parti au-delà de la Mer premièrement, en ce qu'ils encouragent le Papisme. 2. Parce qu'ils découragent les Sujets, & les obligent à quitter le Royaume, pour aller s'établir ailleurs, au grand préjudice des Doüanes & des Subsides. Par exemple, divers Manufacturiers de draps ont transporté leurs Manufactures ailleurs, au grand dommage de l'Angleterre.

Le Roi a reçu sur le monopole du vin, trente mille livres sterling par an. Le Marchand de vin paye quarante livres sterl. par tonneau, ce qui revient à quatrevingt dix mille livres sterling. Le prix du vin a été haussé dans le détail, de deux sous par pot, ce qui revient à huit livres sterl. par tonneau. Ainsi, quarante cinq mille tonneaux qu'on en porte tous les ans dans le Royaume, montent à trois cens trente mil le livres plus que le Roi ne reçoit, & par conséquent, c'est une perte pour le Royaume.

Le remède à tous ces Grièfs consiste en deux points, sçavoir, à déclarer le sens des Loix dans les cas douteux, & faire en sorte que les Loix qui sont claires, soient dûement exécutées. Mais je réserve cela pour une autre fois. Pour le présent, mon avis est, que nous demandions aux Seigneurs une Conférence sur les Grièfs, & que nous nous humiliions devant Dieu, pour obtenir son assistance.

Comme Monsieur Pym, qui prononça ce Discours, étoit un des Chefs qui dirigeoient la Chambre des Communes, il fut extrêmement applaudi, d'autant plus qu'en rapportant sommairement tous les Grièfs publics, il s'étoit abstenu d'employer aucun terme peu respectueux contre le Roi, ou contre ses Ministres. Ce Discours fut suivi d'un autre du Chevalier Benjamin Rudyard, qui, pour faire entendre qu'il y avoit un projet formé pour introduire, en Angleterre, le Papisme, avec le pouvoir arbitraire, s'exprima en ces termes: Ces gens-là ont porté les choses jusqu'à un tel point, que notre Religion est flétrie sous le nom de Puritanisme, & que, sous la couverture de quelques expressions un peu fortes contre les Jesuites, le Papisme est favorisé. Quiconque veut conformer ses actions à quelque regle divine ou humaine, est un Puritain. Quiconque ne veut pas faire ce que d'autres veulent qu'il fasse est un Puritain. Le grand Ouvrage, le Chef-d'œuvre de ces gens-là, est de faire en sorte que ceux qui professent la véritable Religion, soient regardez comme un Parti suspect dans le Royaume.

Ces Discours furent appuyez d'un si grand nombre de Plaintes & de Requêtes sur les Grièfs tant publics que particuliers, que la Chambre se partagea en plus de quarante Committez sur ce seul Article, suivant la diverse natu-

Expressions
d'un Mem-
bre des
Communes
sur la per-
secution
contre les
Puritains.
7. Nov.
Rushworth,
Vol. IV. p. 24.
Nelson, T. 1.
p. 491.

CHARLES

1.

1604.

Plusieurs

Commitez

sur les

Griefs.

Jeune or-
donné pour
le 17. de No-
vembre.Comité
pour exami-
ner la Pro-
clamation
contre les
Récusans.
Proposition
de faire une
Remon-
trance de
l'état du
Royaume.9. Nov.
Rushworth,
Nelson, T. I.
*p. 507.*Comité
établi pour
la dresser.
Elle est dif-
férée.Votes con-
tre les Mem-
bres Mono-
poleurs.*Rushworth,*
Vol. IV. p. 37.
Nelson, T. I.
*p. 514.*Requêtes
de Pryn, de
Bastwick,
de Bugron,
&c.*Myl. Claren-*
don. T. I. p.
*275.*Griefs des
Particu-
liers repa-
iez.

re des Plaintes. Mais, avant que de commencer à examiner ces Griefs en détail, les Communes trouverent à propos de demander aux Seigneurs leur concurrence pour requérir le Roi qui lui plut d'ordonner un jour de jeûne, à quoi elles ne trouverent point d'opposition, ni de la part des Seigneurs, ni de la part du Roi. Ensuite, elles nommerent un Comité pour examiner quel étoit le nombre des Papistes de Londres & aux environs, & quelles armes ils avoient. Comme le Roi leur avoit fait sçavoir, qu'il avoit dessein de publier une Proclamation contre les Récusans, ce même Comité fut chargé d'examiner cette Proclamation quand elle seroit publiée, & comment elle seroit exécutée.

Deux jours après *, la Chambre travaillant sur les Griefs, le Lord *Digby*, fils du Comte de Bristol, fit sur ce sujet un Discours qu'il finit en disant, que son avis étoit, que la Chambre fît dresser une *Remontrance* (1), c'est-à-dire, une Représentation de l'état où se trouvoit le Royaume. Vrai-semblablement, cette proposition avoit été résoluë entre les Chefs, parce qu'ils craignoient de trouver de l'opposition de la part du Roi, à la réparation des Griefs, & qu'en ce cas, il étoit nécessaire d'instruire le Peuple de la nécessité de cette réparation, en lui faisant connoître en quoi consistoient les Griefs de tout le Royaume. La proposition du Lord *Digby* ayant été approuvée, la Chambre établit un Comité de vingt quatre de ses Membres, pour dresser la Remontrance. Mais parce qu'on trouva dans le Roi, plus de condescendance qu'on avoit attendu, cette Remontrance ne fut dressée que plus d'un après, & pour une autre occasion.

Un des Membres qui avoit parlé sur les Griefs, ayant principalement insisté sur les Monopoles, la Chambre vota, que tous ceux de ses Membres qui, directement ou indirectement, avoient eu part aux Monopoles seroient réputés indignes de prendre Séance dans la Chambre, & que l'Orateur expédieroit des ordres pour faire élire d'autres Députés en leur place. Il y en eut dans la suite, quatre qui furent chassés pour ce sujet.

Pendant les quatre ou cinq premiers jours, la Chambre des Communes ne fut presque occupée qu'à recevoir des Requêtes & des plaintes, tant des Particuliers, que des Villes & des Provinces. Entre les Requêtes des Particuliers, les plus remarquables furent celles de *Bastwick*, de *Burton*, de *Pryn*, de *Lilburne*, de *Leighton*, de *Jennings*, de *Smart*. Ces gens-là se plaignoient des peines excessives qui leur avoient été infligées par la Chambre Etoilée, ou par la Haute Commission. Comme je n'ai pas dessein de m'arrêter sur les affaires des Particuliers, je dirai seulement en deux mots, que dans l'espace d'environ un an, les Communes trouverent le tems d'examiner toutes ces Sentences l'une après l'autre, & d'en faire porter la peine aux Membres de la Chambre Etoilée qui avoient donné leurs voix, en les condamnant à tous dépens, dommages & intérêts envers les Parties. Les dédommagemens de *Bastwick*, de *Pryn* & de *Burton* furent fixés à plus de quatre mille livres sterling pour chacun (2). Toutes les autres plaintes des particuliers, soit contre les

* Le 9. de Novembre:

(1) Le terme de *Remontrance* signifie simplement en Anglois une Représentation, & n'a pas précisément le même sens qu'en François. Cependant, comme celle-ci devint fameuse dans la suite, sous ce nom de *Remontrance*, on a cru devoir garder ce terme.

(2) *Nelson* prétend que la Sentence de la Chambre Etoilée donnée contre *Bastwick* étoit non seulement juste, mais qu'il méritoit même la mort, s'il n'avoit pas eu à faire au plus clément de tous les Rois.

les Cours de Justice, soit contre la Chambre Etoilée, soit contre la Haute Commission, soit contre certains Evêques & Doyens qui avoient travaillé plus que les autres à introduire des Innovations dans la Religion, furent écoutées. La Chambre des Communes se fit un plaisir de mortifier à leur tour ceux qui avoient pris à tâche d'étendre la Prérogative Royale, en persécutant les Puritains, ou plutôt ceux qui ne souffroient pas le joug avec assez de patience, qui étoient confondus, sous ce nom, avec les Presbyteriens.

Si cette Chambre se fit un devoir de rendre justice aux Particuliers qui avoient souffert quelque tort pendant les quinze premières années de ce Règne, on peut bien juger qu'elle ne négligea pas de remédier aux maux de tout le Royaume. Ce fut-là sa principale occupation, pendant la première année de sa Séance. Quoiqu'il y eût divers partis dans le Parlement, & qu'ils n'eussent pas tous les mêmes vûes, ils étoient pourtant tous unis par rapport à la réparation des Grièfs. Ceux-mêmes d'entre les Membres qui étoient les plus dévoués au Roi, n'osoient s'opposer au sentiment général, les uns parce qu'ils croyoient la chose juste, les autres pour ne pas faire des efforts inutiles, & de peur de se rendre trop suspects.

Parmi ceux qui avoient le plus contribué aux maux publics, on regardoit comme les principaux & les plus dignes de châtement, l'Archevêque de Cantorbéri, comme étant l'auteur des Innovations dans l'Eglise, le promoteur de la Guerre contre l'Ecosse, le persécuteur des Puritains, & le Chef des Arminiens. Le Comte de Strafford étoit encore de ce nombre, parce qu'il s'étoit si entièrement dévoué au Roi, que dans les deux grandes Charges qu'il avoit exercées de Président de la Cour d'Yorck, & de Lieutenant d'Irlande (1), il n'avoit eu uniquement en vûe, que d'étendre la Prérogative Royale, & d'augmenter les revenus du Roi. Sa maniere d'agir fiere & hautaine n'avoit pas moins choqué le Public, que ses actions, par lesquelles il s'efforçoit d'établir un Gouvernement arbitraire. On l'accusoit d'avoir conseillé au Roi, de faire venir l'armée d'Irlande en Angleterre, pour domter les Anglois qui voudroient s'opposer à ses volontez. Quoiqu'il fût dans une très-grande faveur auprès du Roi, il s'étoit fait néanmoins un grand nombre d'ennemis à la Cour & dans le Royaume, qui cherchoient avec ardeur les occasions de le ruiner. Le Lord Finch, Garde du grand Sceau, étoit aussi regardé comme un Conseiller pernicieux, tout dévoué au Roi, & prêt à tout faire pour établir un Gouvernement despotique. On ne doutoit point que ce ne fût lui qui avoit corrompu les Juges dans l'affaire du Shipmoney. Le Chevalier François Windebanck, l'un des Secretaires d'Etat, étoit reconnu pour le Protecteur des Catholiques, & c'étoit par son moyen, que les Prêtres & Jésuites condamnez échappoient d'une maniere ou d'autre à la punition qui avoit été ordonnée contre eux. Enfin, les Juges du Royaume s'étoient rendu extrêmement odieux au Peuple, tant par le Jugement qu'ils avoient rendu dans l'affaire du Sieur Hambden, que par une infinité d'autres injustices faites à des particuliers. C'étoient-là les principaux auteurs des Grièfs, que la Chambre des Communes se proposoit de punir exemplairement.

Le Comte de Strafford fut le premier sur qui l'orage tomba. Le 11. de
B iij Novem-

(1) On appelle en Angleterre Lord Lieutenant d'Irlande, celui qu'on appelloit en Espagne Vice-Roi, parce qu'on le regarde comme le Lieutenant du Roi dans ce Royaume.

CHARLES
I.
1640.

Les Grièfs
publics sont
aussi réparés

Principaux
auteurs des
Grièfs.
Laud.

Strafford.

Finch.

Winde-
banck.
Myl. Clarend.
T. I. p. 242.

Les Juges.

CHARLES

I.

1640.

Le Comte
de Strafford
est accusé de
haute trahi-
son.

11. Nov.

Rushworth,

Vol. IV. p. 42.

Nelson, T. I.

p. 520.

Myl Clarend.

T. I. p. 237.

Il est envoyé
à la Tour.

Winde-
bank est
cité.

Rushworth,
Vol. IV. p. 71.

Il se sauve
en France.

Rushworth,

Vol. IV. p. 91.

Du 11. Janv.

1642.

Nelson, T. I.

p. 654.

Délibéra-

tion sur la

Convoca-

tion.

Novembre, huit jours après l'ouverture du Parlement, Monsieur Pym ayant demandé, & obtenu des Communes, que les portes de la Chambre fussent fermées à la clef, & qu'on fît sortir tout le monde des Chambres voisines, les informa qu'il y avoit contre le Comte de Strafford, diverses plaintes qui pourroient donner lieu de l'accuser de haute trahison. Sur cette information, la Chambre nomma sur le champ, un Committé de sept de ses Membres, qui s'étant retirez dans un autre Chambre, & ayant conféré ensemble, rapportèrent, peu de tems après, que leur avis étoit, qu'il y avoit lieu d'accuser le Comte de Strafford. Immédiatement après, Monsieur Pym fut chargé d'aller à la Chambre des Seigneurs, & d'y accuser le Comte de haute trahison, au nom des Communes. Il eut ordre aussi de dire aux Seigneurs, que dans un tems convenable, les Communes produiroient les Articles de l'accusation, & qu'en attendant, elles souhaitoient que l'accusé fût mis aux arrêts. Le Comte de Strafford étoit arrivé ce même jour de l'Armée, & avoit pris sa place dans la Chambre Haute. Avant son départ de l'Armée, il avoit eu avis qu'on avoit dessein de l'attaquer. Mais soit par fierté, ou qu'il crût que n'ayant rien fait sans ordre du Roi, il étoit à couvert de tout, il négligea cet avis, & voulut assister au Parlement. Effectivement, quelques mois auparavant, la protection du Roi étoit plus que suffisante pour le mettre à couvert de tout danger. Mais les affaires avoient changé de face, & il est étonnant, qu'un homme d'un si grand génie, & d'un si bon sens, pût se persuader, que le Roi étoit en état de le protéger dans une pareille conjoncture. Quoiqu'il en soit, sur l'accusation des Communes, les Seigneurs le mirent d'abord sous la garde de l'Huissier à la verge noire, & quelques jours après, ils l'envoyèrent à la Tour. Comme cette affaire traîna jusqu'au mois de Mai de l'année suivante, j'attendrai à en parler, jusqu'à ce que je sois venu au tems du Jugement de ce fameux procès, & je continuerai à rapporter tout de suite, ce qui regarde la réparation des Grieffs, & la punition, ou l'accusation de leurs auteurs.

Le Secrétaire Windebank fut le second attaqué. On présenta contre lui à la Chambre des Communes, dont il étoit Membre, diverses Requêtes où on se plaignoit, qu'en qualité de Secrétaire d'Etat, il avoit expédié divers Warrants ou Ordres, en vertu desquels plusieurs Prêtres convaincus & condamnés avoient été relâchés. Toutes ces Requêtes tendoient à faire voir qu'il ne perdoit point d'occasion de favoriser les Catholiques, & qu'il faisoit gloire d'être reconnu pour leur Protecteur. J'ignore, s'il faisoit extérieurement profession de la Religion Catholique. Quoiqu'il en soit, il fut sommé diverses fois de se rendre à la Chambre, pour répondre à ce qu'on lui imputoit. Mais il crut qu'il étoit plus à propos pour lui d'éviter l'orage qui le menaçoit, en se retirant en France. Dès qu'il fut en sûreté, il écrivit au Comte de Pembroke, Grand Chambellan, une Lettre dans laquelle il déplorait son malheur, faisant entendre que s'il étoit coupable, ce n'étoit que pour avoir fidèlement servi le Roi, & obéi à ses ordres.

La Convocation, ses Canons, le Serment qu'elle avoit imposé, & la taxe qu'elle avoit mise sur le Clergé, pour aider au Roi à faire la Guerre à l'Ecosse, firent ensuite la matière des délibérations de la Chambre. Cette affaire fut agitée avec beaucoup de chaleur. Plusieurs Membres firent sur ce sujet, des Discours

Discours dont le but étoit de faire voir , que le Roi n'avoit pas pû , par son autorité , changer la Convocation en Synode. Ils en donnoient pour raison , que les Ecclésiastiques qui y avoient assisté , n'avoient pû agir qu'en qualité de Membres de la Convocation , parce que , pour pouvoir agir comme Membres d'un Synode , ils auroient dû être élus par le Peuple , & qu'il n'appartenoit pas au Roi de faire cette élection à sa fantaisie. Que la Convocation , ou le Synode , n'avoit pas le pouvoir de faire des Canons qui liaissent tout le Peuple , sans le consentement du Peuple même , ni par conséquent , sans l'intervention du Parlement. Que la plupart de ces Canons étoient injustes en eux-mêmes , & ne tendoient qu'à augmenter la puissance du Clergé , au préjudice de l'autorité du Roi , & des Libertez du Peuple. Que par ces Canons , la Convocation s'attribuoit un pouvoir audeffus du Parlement. Que le Serment qu'elle avoit imposé , étoit extravagant , ambigu , contraire aux Privilèges du Parlement & aux droits du Peuple , & qu'il proposoit à jurer comme nécessaires , des choses qui pourroient être changées , sans aucun danger pour la Religion. Par exemple , quand il seroit vrai que l'Episcopat est de Droit Divin , ce que l'Eglise Anglicane n'avoit jamais reconnu , on ne pourroit pas assurer , que l'Archiepiscopat , & l'Archidiaconat sont d'institution divine ou Apostolique , & néanmoins , on faisoit jurer , qu'on ne consentiroit jamais à changer le Gouvernement établi de l'Eglise , par des Archevêques , des Evêques , des Archidiacres , &c. Que par ce Serment , les Députés au Parlement seroient tellement liez , qu'encore que le Parlement fût en droit de changer le Gouvernement de l'Eglise , ils ne pourroient pas même délibérer sur cette matière , à cause de leur Serment. Sur ces raisons , & sur plusieurs autres que j'ometts pour éviter la longueur , les Communes voterent d'une voix unanime , & sans que personne s'y opposât. 1. Que le Clergé d'Angleterre assemblé en Convocation , ou en Synode , ou de quelque manière que ce fût , n'avoit pas le pouvoir de faire des Constitutions , des Canons , ou d'autres Actes , en matière de doctrine , de discipline , ou autrement , qui laissent les Ecclésiastiques ou les Laïques , sans le consentement du Parlement. 2. Que les Canons faits par la dernière Convocation , contenoient des choses contraires à la Prérogative du Roi , aux Loix fondamentales & aux Statuts du Royaume , aux droits du Parlement , à la propriété & à la liberté des Sujets , tendant à la sédition , & d'une dangereuse conséquence (1).

Immédiatement après avoir pris ces résolutions , la Chambre nomma un Comité de trente-neuf Membres , pour examiner qui étoient ceux qui avoient été les principaux Promoteurs de ces Canons , & comment ils avoient été exécutés : qu'elle part l'Archevêque de Cantorbéri avoit eue dans le projet de renverser les Loix du Royaume & de la Religion : pour préparer une accusation contre lui , & contre ceux qui s'étoient rendu coupables du même crime. Les Commissaires qui avoient été envoyés d'Ecosse à Londres , pour y continuer la Négociation commencée à Rippon , étoient , comme je l'ai déjà dit , en bonne intelligence avec les principaux Membres des Communes , & selon les apparences , ils avoient été informés du dessein qu'on avoit

CHARLES
I.
1640.
*Rushworth ,
Vol. IV. p. 100
& suiv.
Nelson , T. I.
p. 533.*

Votes des
Communes
contre la
Convoca-
tion.
*Rushworth ,
Vol. IV. p. 112*

Les Com-
missaires
d'Ecosse
présentent
aux Sei-
gneurs une
accusation
contre Laud

(1) Quelques-uns prétendent que ces Votes étoient très-injustes , auquel cas , il est étonnant qu'aucun Membre ne s'y soit opposé. Mylord Clarendon dit franchement , que les Canons étoient infoutenables même dans un meilleur tems.

CHARLES
I.
1640.

Articles,,
de l'accu-
sation. ,,
Rushworth ,,
Vol. IV. p. ,,
113.
Nelson, T. ,,
L. p. 603. ,,

de poursuivre l'Archevêque. C'est pourquoi, afin de frapper un plus grand coup contre ce Prélat, en joignant leurs plaintes à celles des Communes, ils présentèrent dès le lendemain aux Seigneurs, des Articles d'accusations contre lui, contenant en substance :

Qu'il étoit l'auteur de tous les maux de l'Ecosse. Que c'étoit lui qui avoit dirigé tout ce qui s'étoit fait pour introduire en Ecosse le Livre des Canons, & la Liturgie, comme il paroïssoit par quatorze Lettres qu'ils offroient de produire. Que les Evêques d'Ecosse lui ayant envoyé les Canons manuscrits sur une des pages, l'autre étant laissée en blanc, il y avoit fait divers changemens entre les lignes, & rempli le blanc de plusieurs Instructions. Que ces changemens étoient tirez du Rituel Romain différent de celui d'Angleterre. Qu'ils étoient contraires à l'intention du Roi, qui avoit protesté dans sa grande Déclaration, que son intention avoit été, qu'il n'y eût point d'autre différence entre le Service d'Ecosse & celui d'Angleterre, que celle qui seroit nécessaire pour s'accommoder à l'humeur des Ecossois. Mais que l'Archevêque n'y avoit eu aucun égard. Qu'au contraire, les Evêques d'Ecosse lui ayant demandé la suppression de certaines cérémonies pratiquées en Angleterre, comme du signe de la Croix dans le Baptême, de la présentation de l'anneau dans le mariage, & de quelques autres, bien loin d'y avoir consenti, il en avoit au contraire ajouté plusieurs autres. Que par rapport à l'administration du Sacrement de l'Eucharistie, il avoit fait au Rituel d'Angleterre divers changemens, qui marquoient clairement son dessein d'introduire le Papisme en Ecosse. Qu'il avoit excité la Guerre entre le Roi & les Ecossois. Qu'il avoit été un des principaux auteurs de la rupture du dernier Traité, & du renouvellement de la Guerre. Qu'il avoit fait insérer dans le Livre des Prières Communes, une Prière, où les Ecossois étoient qualifiés Traîtres & Rébelles, & où on demandoit à Dieu, qu'il les couvrît de honte & de confusion, comme étant ennemis de Dieu & du Roi.

J'ai beaucoup abrégé ces Articles qui entroient dans un fort grand détail : mais ce qu'on vient de voir, en marque assez le but & l'intention.

Discours
de Grimston
contre l'Ar-
chevêque.

18. Dec.
Rushworth ,
Vol. IV. p. 122
Nelson, T. I.
p. 612.

Laud est ac-
cusé & en-
voyé à la
Tour.

Wren don-
ne caution.
Nelson, T. I.
p. 612.
Rushworth ,
Vol. IV. p. 122

Le lendemain, le Chevalier Harbottle Grimston fit, dans la Chambre Basse, un Discours contre l'Archevêque, dans lequel il prétendit faire voir, que tous ceux qui avoient eu quelque part aux maux de l'Etat, comme le Comte de Strafford, les Evêques de Chester, d'Oxford, d'Ely, de Bath & Wells, avoient été avancez par son moyen, & qu'il n'y avoit pas un seul des Griefs publics où il ne se trouvât mêlé. Sur cela, & sur diverses plaintes, les Communes firent accuser l'Archevêque de haute trahison, & les Seigneurs le donnerent en garde à leur Huissier. Quelque tems après, il fut envoyé à la Tour.

Après cela, les Communes firent dire aux Seigneurs, qu'elles avoient reçu des plaintes très-graves contre Matthieu Wren Evêque d'Ely, & qu'ayant été informées, qu'il avoit dessein de sortir du Royaume, elles les prioient de trouver quelque moyen pour l'en empêcher. Sur cela, les Seigneurs ordonnerent à l'Evêque, de donner une caution de dix mille livres sterling, à quoi il se soumit.

Le Lord
Finch est dé-

Il ne restoit plus de ceux que les Communes regardoient comme les principaux auteurs des Griefs publics, que le Lord Finch, Garde du grand Sceau, &

& les Juges. Le premier fut déclaré Traître par un Vote de la Chambre des Communes, nonobstant le Discours qu'on lui permit de faire devant la même Chambre, pour tâcher de se justifier. Mais avant qu'il fût accusé dans les formes, il se sauva en Hollande. Cela n'empêcha pas que dans la suite, il ne fût accusé, quoiqu'absent. Immédiatement après sa fuite, le Roi fit le Chevalier Edoüard Littleton, Gardedu grand Sceau.

Enfin les Communes firent dire aux Seigneurs, qu'elles avoient reçu des informations contre trois des Juges, sçavoir, Brampston, Davenport, & Crawley, & qu'elles prioient la Chambre de faire en sorte qu'on pût les trouver quand il en seroit tems. Sur cela, les Seigneurs obligèrent ces trois Juges à donner des cautions, chacun pour dix mille livres sterling. Les autres Juges furent aussi accusez dans la suite.

C'est ainsi que ceux qui étoient regardez par les Communes, comme les principaux auteurs des maux publics, furent mis hors d'état, non seulement de continuer à donner leurs conseils au Roi, mais encore d'échapper à la punition, excepté le Lord Finch & le Chevalier Windebanck, qui sauverent leurs personnes, en laissant leurs biens en Angleterre. Je ne m'arrêterai point à parler d'un grand nombre d'autres d'un rang inférieur, qui furent punis en diverses manieres, soit pour avoir exercé des monopoles, ou inventé des moyens pour faire trouver de l'argent au Roi, soit pour avoir introduit ou favorisé des Innovations dans la Religion, soit enfin, pour avoir prévariqué dans l'exercice de leurs Charges.

Pendant que les Communes travailloient à s'assurer des personnes qu'elles avoient dessein de punir, elles préparoient aussi tout ce qui étoit nécessaire pour délivrer le Royaume de tous ses Grieffs. On se servit pour cela, de la même méthode qu'on avoit employée contre les personnes. C'est-à-dire, que de tous côtez, on présentoit des Requêtes à la Chambre sur les Grieffs. Après la lecture de ces Requêtes, on faisoit divers Discours dans la Chambre, pour faire voir combien ces Grieffs étoient préjudiciables au Public, & on insistoit particulièrement sur les principes qui leur avoient donné naissance, comme étant directement contraires à la Constitution du Gouvernement, & tendant à la renverser. Sur cela, la Chambre votoit, qu'une telle chose étoit contraire aux Loix, & ordonnoit de préparer un Bill pour l'abolir. Ce fut-là la matiere de divers Actes qui furent présentez au Roi, & auxquels il donna son consentement depuis le 3. de Novembre 1640. jusqu'au 10. d'Août 1641. & dont voici les principaux.

Un Acte pour établir des Parlemenstriennaux. C'est-à-dire, pour ordonner qu'il se tiendrait un Parlement, au moins tous les trois ans, quand même le Roi négligeroit de le convoquer, afin de prévenir les inconvéniens qui naissoient d'une trop longue intermission des Parlemens (1).

Un Acte pour abolir la Chambre Etoilée, & la Haute Commission (2).

Un Acte pour réduire les Forêts au même état où elles étoient sous le Règne d'Edoüard I. (3).

Un

(1) Passé le 15. de Février 1641.

(2) Passé le 3. de Juillet 1641.

3. Passé le 7. d'Août 1641.

CHARLES
I.
1640.
claré Traître
par les Com-
munes.
Rushworth,
Vol. IV. p. 124
Nelson, T. I.
p. 615.
Il se sauve en
Hollande.
Littleton est
fait Garde
du grand
Sceau.
On oblige
trois des Ju-
ges à donner
des cautions
Rushworth,
Vol. IV. p. 130
Nelson, T. I.
p. 621.

Méthode des
Communes
pour la ré-
paration des
Grieffs.
Actes passez
en 1640. &
en 1641.
pour la répa-
ration des
Grieffs.

CHARLES
I.
1649.

Un Acte pour révoquer les Statuts faits sous le Regne d'Edouard II. par rapport à la Chevalerie (1).

Un Acte pour permettre à tous les Sujets de faire du salpêtre, & de la poudre à canon dans tout le Royaume (2).

Un Acte pour abolir la taxe du *Ship-money* (3).

Le Comte
de Clarendon.

La nécessité de ces Actes étoit si manifeste, qu'il falloit nécessairement, ou que le Roi y consentît, ou qu'il déclarât nettement qu'il vouloit regner avec un pouvoir despotique. Mais il n'eut garde de s'y opposer dans la conjoncture où il se trouvoit. Un illustre Historien n'a pas fait difficulté de dire, *que ces Actes seront à la Postérité, des monumens éternels de l'affection paternelle du Roi envers ses Sujets, laquelle ils ne pouvoient assez reconnoître.* Le Roi lui-même voulut souvent, dans la suite, faire regarder ces concessions, comme des Actes de pure grace, dont on devoit lui sçavoir gré. Mais malheureusement pour lui, le Parlement ni le Peuple n'étoient pas persuadés, que ce fût un effet de sa Justice, ou de son affection pour eux, mais plutôt de la nécessité où il se trouvoit d'y consentir.

Procédez
des Communes par
Votes.

Outre ces Actes, la Chambre Basse passa plusieurs Actes sur divers autres Articles. Véritablement, ces Votes ne sont pas regardez comme des Loix, & ce n'est pas à cela que les Juges se conforment dans la décision des procès. Ils ne laissent pas néanmoins, de produire cet effet, qu'il y a peu de gens assez hardis pour agir directement contre ces sortes de décisions de la Chambre des Communes, puisque c'est en quelque manière s'opposer au sentiment du Peuple qu'elles représentent. D'ailleurs, une action directement contraire à ce qui a été voté, est sujette à être recherchée lorsqu'on y pense le moins, & attire à celui qui l'a fait, l'indignation de la Chambre, qui n'a que trop d'occasions pour lui en faire sentir les effets.

La Chambre
des
Communes
se rend formidable.

Le Roi se
voit obligé
de consentir
à tout.

Le but des Communes n'étoit pas seulement d'arrêter le mal, par le moyen de ces Votes, mais encore d'inspirer de la terreur à tous ceux qui avoient eu part à l'introduction des Grièfs, afin d'ôter au Roi toute espérance de trouver de l'appui dans le Peuple. Car après que la Chambre avoit passé un Vote, comme, par exemple, qu'un tel Monopole étoit contraire aux Loix, si quelqu'un qui avoit eu part à ce Monopole, se conduisoit d'une manière qui ne fût pas agréable aux Communes, ou s'il paroïssoit trop attaché au Roi, une accusation contre lui étoit la suite inévitable de sa conduite. Par là, ceux mêmes qui étoient les plus dévoués au Roi, aimoient mieux abandonner ses intérêts, que de s'exposer à une accusation contre laquelle ils voyoient bien qu'il n'étoit pas au pouvoir du Roi de les protéger. C'est ce qui avoit paru bien clairement par les grands exemples du Comte de Strafford, de l'Archevêque, du Garde du grand Sceau, & d'un des Secretaires d'Etat, après lesquels il n'y avoit point de Particulier qui pût espérer quelque secours de la part du Roi. Ainsi, la Chambre des Communes se rendit si formidable, dès le commencement de ce Parlement, que le Roi se vit tout d'un coup abandonné de tout le monde, sans avoir d'autre ressource, que de consentir à tout ce que le Parlement lui proposoit. Il espéroit pourtant, que quand tous les Grièfs seroient réparés, il se trouveroit, sinon dans l'état où il avoit.

(1) Passé le.

(1) Passé le 7. d'Août 1641.

(2) Passé le 10. d'Août 1641.

avoit été durant quinze ans, du moins, dans l'état naturel où se doit trouver un Roi d'Angleterre, selon les Loix, & la Constitution du Gouvernement. Mais on verra dans la suite, combien il se trompa dans sa conjecture. Son Gouvernement précédent avoit fait de trop fortes impressions dans les esprits de ses Sujets, pour que la plupart pussent se persuader, qu'il voulût dans la suite, se contenter du pouvoir que les Loix lui attribuoient. Cette défiance fut la pierre d'achoppement & la cause la plus prochaine de la Guerre entre le Roi & le Parlement. Mais il n'est pas encore tems d'entrer dans cette carrière.

CHARLES
I.
1649.

Les Communes se fervirent encore d'un autre moyen pour se rendre redoutables. C'est que comme il y avoit beaucoup de gens, qui pour se conformer aux intentions de la Cour, avoient eu part aux Monopoles, ou avoient favorisé les Innovations, ou qui avoient servi à introduire, ou à soutenir ce qui faisoit la matiere des Grieffs, les Communes, sur les Requêtes qu'on leur présentoit contre ces gens-là, les faisoient venir à Londres, & après les avoir fait examiner par un Committé, les Déclaroient *Délinquens*. C'est-à-dire, que selon le Jugement de la Chambre, il avoient commis des fautes ou des offenses pour lesquelles ils méritoient d'être poursuivis & punis selon les Loix. Ce terme de *Délinquent*, fut fort en usage pendant la durée de ce Parlement. Ainsi, un grand nombre de ceux qui s'étoient le plus distingués par leur attachement aux maximes de la Cour, ou aux principes de l'Archevêque, furent déclarez *Délinquens*, & par-là, ils se trouverent comme sous la verge des Communes qui pouvoient ou les laisser en repos, ou les faire poursuivre en Justice, selon qu'ils se gouvernoient bien ou mal à leur égard. Mais le nombre de ceux qui furent déclarez *Délinquens*, n'étoit rien en comparaison de ceux qui avoient lieu de craindre une semblable déclaration, sur la moindre Requête, qu'on présenteroit contre eux. Il résultoit de-là, une approbation unanime de tout ce que la Chambre faisoit, les uns s'y soumettant parce qu'ils le croyoient juste, & les autres, par la crainte du châtimement. C'est ce qui fit trouver aux Communes beaucoup de facilité dans la réparation des Grieffs, & qui auroit mis le Roi dans l'impossibilité de s'y opposer, quand même il en auroit eu la pensée. Le Roi tira du moins cet avantage de son consentement à la réparation des Grieffs, c'est qu'il donna lieu à plusieurs de croire, qu'il concouroit de bon cœur à cet ouvrage. Mais ses ennemis en tiroient une tout autre conséquence. Ils disoient, que les mesures du Parlement étant si bien prises, qu'il auroit été inutile au Roi de vouloir s'y opposer, on ne devoit pas lui sçavoir gré d'un consentement auquel la nécessité l'obligeoit, puisque, pendant qu'il avoit été en état d'empêcher la réparation des Grieffs, il n'avoit jamais voulu écouter les instantes prières de ses Parlemens.

Autre méthode de déclarer les gens *Délinquens*.

Au reste, je dois avertir les Lecteurs, que nous voici arrivez à un tems où il faut être extrêmement sur ses gardes par rapport à la partialité des Historiens, dont chacun fait ses efforts pour prévenir son Lecteur, ou en faveur du Roi, ou en faveur du Parlement. Cette partialité ne consiste pas tant à déguiser les faits dont chacun des Partis convient assez, que dans les principes qu'ils établissent. Ceux qui sont pour le Roi, élèvent autant qu'il leur est possible, la Prérogative Royale. Quelques-uns même l'étendent jusqu'à une espece

Avis sur la partialité des Historiens.

CHARLES
I.
1640.

de despotisme, comme on en a vû des exemples dans les Livres & les Sermons de *Sibthorp*, de *Montaigne*, de *Monvaring*, dont il a été parlé dans la première Partie de ce Regne. Selon ce principe, ils croient & soutiennent, que le but du Parlement n'étoit pas de rétablir le Gouvernement dans son état naturel, comme il vouloit le faire accroire, mais plutôt, de renverser la Constitution du Gouvernement de l'Etat & de l'Eglise. Que c'étoit pour cela qu'on grossissoit si fort les objets, en exagérant quelques actes d'autorité que le Roi avoit faits, comme tendant à renverser le Gouvernement, quoiqu'ils pussent être appuyez sur la Prérogative Royale, si d'autres que les Communes en eussent été les Juges. Mais quoiqu'elles se déclarassent manifestement Parties du Roi, elles ne laissoient pas de se rendre Juges, en votant que telle ou telle chose que le Roi avoit faite, étoit contraire aux Loix. Rien ne marque mieux, selon ces premiers, le dessein caché du Parlement de renverser le Gouvernement, & on ne peut en désirer une plus forte preuve que l'expérience de ce qui arriva dans la suite, où le Gouvernement de l'Etat, & celui de l'Eglise furent effectivement changez.

Ceux qui prennent le parti du Parlement, disent, que sans examiner jusqu'où s'étend la Prérogative Royale, on peut du moins assurer, qu'elle ne peut être contraire aux Loix. Que si le Roi a des prérogatives, le Parlement a ses privilèges, & le Peuple ses libertez, à quoi la Prérogative ne peut toucher sans détruire la constitution du Gouvernement, qui consiste dans l'heureux mélange des droits du Roi & du Peuple. Qu'il étoit manifeste, qu'avant ce Parlement, le Roi avoit étendu sa Prérogative au préjudice des droits des Sujets, & que ceux qui étoient les plus attachez à ses intérêts, n'osoient le nier.

Que cela supposé, il n'y avoit rien de plus juste, rien de plus nécessaire, que de rétablir le Gouvernement dans son ordre naturel. Qu'il n'est donc pas à propos d'avoir recours à un dessein secret de renverser l'Eglise & l'Etat, puisque la nécessité de réparer les Grieffs, est d'une évidence qui ne peut être contestée. Que quand il seroit vrai, que la Chambre des Communes auroit usé de divers artifices, pour se rendre redoutable & pour mieux parvenir au but qu'elle se proposoit, sçavoir la réparation des Grieffs, ces artifices ne seroient pas condamnables, vû l'impossibilité que les précédens Parlemens avoient trouvée à exécuter le même dessein.

Procédez
des Com-
munes sur
la taxe du
Ship-Money.

Je me persuade que la plupart des Lecteurs pour qui j'écris cette Histoire, c'est-à-dire, ceux qui ne sont pas Anglois, ne voudroient pas exiger de moi, que j'entrasse dans un détail circonstancié de tout ce qui se passa dans la Chambre des Communes, par rapport à la réparation des Grieffs. Ce seroit un ouvrage d'une trop longue haleine, qui au fond ne leur apprendroit rien de plus essentiel, que ce que j'ai dit jusqu'ici. Néanmoins, pour la satisfaction de ceux qui sont peu instruits de la manière de procéder dans les Parlemens, je donnerai ici un petit détail de ce qui fut fait par rapport à la taxe du *Ship-Money*, qui étoit le Grief dont on se plaignoit le plus, & par-là on pourra connoître la méthode qu'on suivit à l'égard des autres.

Pendant tout le premier mois de cette Séance, il ne se passa presque point de jour que la Chambre ne reçût des Requêtes de diverses Provinces sur les Grieffs, parmi lesquels, celui du *Ship-Money* n'étoit jamais oublié. Enfin le

7. de Décembre, jour fixé pour délibérer sur celui-ci, le Lord Falkland (1), CHARLES I. qui fut ensuite Secrétaire d'Etat, fit le Discours suivant à la Chambre. 1640.

MONSIEUR L'ORATEUR,

Je me réjouis beaucoup de voir enfin ce jour arrivé. Si jusqu'ici je n'ai pas élevé ma voix autant qu'aucun autre, sur tout ce qui s'est passé, ce n'est pas manque d'affection, mais à cause de la faiblesse de mes poumons. Je croi très-sincèrement que nous n'avons encore rien fait, si nous ne faisons pas davantage. J'ajouterais ici, ce que je croi que nous devons faire encore, après avoir dit quelque chose sur ce qui me regarde en particulier.

Discours du Lord Falkland. 5. Decemb. Rushworth Vol. IV. p. 86. Nalson T. I. p. 576.

Premièrement, je demande très-humblement pardon à la Chambre, si j'entreprends de parler des choses qui ne conviennent pas à ma profession, & néanmoins, je puis alléguer pour justifier ma hardiesse, qu'un illustre Committé a bien voulu m'honorer de sa confiance, avec l'approbation de toute la Chambre. D'ailleurs je ne prétends, ni décider, ni qu'on puisse rien ajouter à ce que j'ai à dire. Mais ce qui m'engage le plus à dire mon avis sur le sujet dont il s'agit aujourd'hui, c'est que je suis persuadé, qu'il ne faut pas être fort sçavant en Droit, pour se convaincre, que le Jugement rendu sur la taxe du Ship-Money, est contraire aux Loix. La simple lecture de notre Histoire suffit pour cela, la seule Logique naturelle fait voir, que ce Jugement détruit la propriété des biens, que tout homme libre regarde comme une chose absolument nécessaire. Je ne prétends point avoir une exacte connoissance de moi-même : mais ceux qui me connoissent sçavent, que mon humeur ni mon penchant ne me portent point à la rigueur, & encore moins à la cruauté : que je n'ai reçu aucune offense particulière de ceux contre qui je vai parler, & qu'au contraire, j'ai reçu des avantages considérables & particuliers, de la profession qu'ils exercent ; & quoique je n'aye pas une connoissance fort étendue des Loix, celle que j'en ai est plus que suffisante pour mes besoins. J'espère donc qu'on sera persuadé, que c'est le seul intérêt du Public, qui m'arrache ce que je vai dire. Je ne parlerois pas, si je ne concevois qu'il est si nécessaire que je parle, qu'aucune viande ne peut charger davantage un estomac, que ce Grief chargeroit ma conscience si je me taisois.

La constitution de cet Etat a établi, ou plutôt, a taché d'établir la propriété de nos biens, & la sûreté des Loix qui nous en rendent maîtres, aussi-bien que de nos personnes, en nous assignant des Juges qui se lient par leur serment, d'une telle manière, qu'il ne peut y avoir d'oppression que par leur faute. S'ils ne refusent point la Justice, à quoi ni l'autorité du grand Sceau, ni celle du Sceau privé ne doivent jamais les obliger, le plus grand Seigneur du Royaume est hors d'état d'opprimer le plus petit des Sujets. Mais, Monsieur l'Orateur, cette même sûreté a été presque notre ruine, puisqu'on en a fait un instrument pour nous détruire. Ceux qui doivent être comme des Chiens pour défendre les Brébis, ont été des Loups ravissans pour les dévorer.

Les Juges, Monsieur l'Orateur, ont donné leur opinion, non pas en jugeant, mais avant que l'affaire fût portée en justice, ce qui n'étoit point de leur ressort, puisqu'ils sont Juges, & non pas Philosophes ou Politiques. Si ce qu'ils ont pré-

C iij tendu

(1) Il y a des Lords qui ne sont pas Pairs, & qui peuvent être élus Députés à la Chambre des Communes. Tel étoit alors le Lord Falkland.

CHARLES
I.
1640.

tendu dans cette opinion étoit évidemment vrai, & avoit lieu, les Loix du Païs cesseroient absolument. Il n'y auroit plus qu'une seule Loi à laquelle il faudroit obéir; ce seroit celle que chacun trouveroit conforme à la Raison & à l'Equité, & le salut du Peuple seroit non seulement la suprême Loi, mais la seule par laquelle nous serions gouvernez. En autorisant le Roi à se servir de notre argent pour ses besoins, on nous autoriseroit aussi à nous servir du sien pour notre usage, & tous les Sujets, à faire la même chose les uns envers les autres. Dans cette opinion, les Juges ont agi directement contre diverses Déclarations, divers Actes faits dans ce même cas, sous ce même Regne; de sorte qu'ils n'avoient à consulter d'autres Livres que leur propre mémoire.

Ils ont agi contre l'évidence même, en supposant des dangers éminens dans un tems le plus serain & le plus tranquille qui puisse être imaginé. Un petit nombre de méprisables Pirates étoient alors nos plus terribles ennemis, & il n'y avoit ni Prince ni Etat qui ne fussent nos Amis ou nos Alliez. Ils ont agi d'une manière contradictoire à l'Ordre même du Roi, en supposant, que le prétendu danger étoit si soudain, qu'il n'y avoit point de tems pour assembler un Parlement, quoi qu'il ne faille pour cela, que quarante jours, & néanmoins, l'Ordre du Roi étoit si peu pressant, qu'il étoit content d'attendre sept fois quarante jours.

Monsieur l'Orateur, c'est une chose étrange, que des Juges n'ayent pas connu des Loix qui étoient connues de tout le monde. Mais quoique cela ait produit un étonnement universel, trois autres choses ont fait naître une indignation encore plus générale.

La première raison, sur laquelle ils ont appuyé leur Jugement, est telle, qu'elle n'avoit pas besoin d'être contredite, pour faire changer d'avis au petit nombre de gens qui pouvoient avoir quelque soupçon que l'Ordre du Roi pouvoit être conforme aux Loix. Je dis, que ces gens-là étoient en petit nombre, & certainement, les Juges eux-mêmes n'en étoient pas. Après avoir accordé libéralement au Roi seul, le pouvoir dans la nécessité, & au Roi seul, le pouvoir de juger de la nécessité, & l'avoir par-là mis en état de nous arracher ce qu'il voudroit, & de la manière qu'il le voudroit, ils vouloient encore nous persuader, qu'ils nous avoient laissé en possession de nos Libertez, & de la propriété de nos biens. La troisième chose est la plus capable de nous émouvoir. C'est qu'après nous avoir tirez de la condition d'Hommes libres pour nous transformer en Esclaves, ils nous ont mis hors d'état de donner au Roi des marques de notre affection, & de conserver la sienne, par la voye des Parlemens.

Monsieur l'Orateur, la cause des calamitez, que nous avons souffertes, & de celles que nous avons craintes, c'est que les Juges ont terriblement abusé de la confiance d'un Prince très-excellent, en lui faisant entendre, qu'en vertu de la Politique, il pouvoit faire tout ce qu'il lui plaisoit. C'est sur les premières de ces calamitez, que nous devons présentement délibérer: elles pourront nous conduire aux autres. Puisque nos Ancêtres, en faisant des Loix que les Juges ont foulées aux pieds, ont montré une sagesse admirable pour pourvoir à notre sûreté: puisque les paroles n'ont de rien servi, quoi qu'elles aient autant de force que des paroles en peuvent avoir, c'est à nous à trouver aujourd'hui les moyens d'abolir nos Griefs, & d'abattre le Jugement & les Juges tout ensemble, afin que, par leur punition exemplaire, nous puissions régler la conduite de leurs Successeurs.

Je n'ai pas dessein de parler long-tems. Je dirai seulement, que nous avons accusé

accusé de haute trahison un grand Seigneur, pour avoir eu l'intention que nous lui supposons, de renverser les Loix fondamentales du Royaume, & d'établir un Gouvernement arbitraire. Mais nous sommes assurez, que les Juges l'ont fait actuellement, n'y ayant point de Loi plus fondamentale que celle qu'ils ont renversée, ni de Gouvernement plus absolu que celui qu'ils ont introduit. Une seule considération peut faire voir combien il est nécessaire que ces gens-là soient promptement dépouillez de leurs emplois, & punis. Nous ne faisons qu'accuser; ce sont les Seigneurs qui commandent, & avant que de former leur Sentence, ils prennent les avis des Juges, sans néanmoins s'astreindre à les suivre. Or je laisse à considérer, combien elle sera préjudiciable, & à nous même & à tout le Royaume, & combien partial sera l'avis des Juges, en faveur de ceux qui ont malversé comme eux: combien il est probable, qu'ils seront disposez à exténuer les fautes, & à disculper les coupables, plus qu'ils ne devoient le faire, selon la Justice.

Parmi ces Juges, Monsieur l'Orateur, il y en a un que je ne dois pas laisser se cacher dans la foule. Je ne doute nullement que nous ne le trouvions, quand nous examinerons les autres, & que nous ne découvriions par quelles espérances, par quelles craintes, ils ont été tentez, comment, & par qui, ils ont été pressez & importunez avant qu'ils ayent pû se résoudre à faire ce qu'ils ont fait. Je ne doute pas, dis-je, que nous ne trouvions, que celui-ci a été véritablement un admirable Solliciteur, mais en même tems, un très-abominable Juge. C'est lui, qui par son souffle a livré ce que nos Ancêtres nous ont acquis par leurs soins, par leurs peines, par leur sang. C'est lui qui a fait usage de son industrie, qui n'est pas moins grande que son injustice, pour persuader aux autres de se joindre à lui, en vûe de nous faire perdre ce que nous avons de plus précieux. Il ne s'est pas contenté de cela; mais il a encore fait ses efforts pour arracher ce que les autres n'avoient que commencé à couper, & pour rendre nos Grieffs immortels, & notre servitude irrémissible. Et de peur que notre Postérité n'eût pas assez de sujet de le maudire, il a déclaré que le pouvoir dont il s'agit, étoit tellement inhérent à la Couronne, qu'il n'étoit pas au pouvoir des Parlemens de l'en détacher.

J'ai ôï dire, Monsieur l'Orateur, que la commune renommée étoit un fondement suffisant à cette Chambre, pour accuser quelqu'un. Si cela est, il y en a assez pour accuser celui dont je parle. Ce qu'il a dit est si généralement connu, que je ne croirois pas avoir lieu de m'attendre que la Chambre m'ordonnât de le nommer, & je ne croi pas vous apprendre rien que vous ne sçachiez déjà, en vous disant, que c'est le Lord Finch Garde du grand Sceau. Mais je dois vous faire remarquer, que son emploi l'admet auprès de sa Majesté, & lui donne pour ainsi dire, la direction de sa conscience. Considérez, je vous prie, si nous pouvons trop nous hâter de remédier à ce mal, puisque chaque moment lui donne les moyens d'inculquer dans l'esprit du Roi une mauvaise opinion de cette Chambre, telle qu'elle est exprimée, je ne dirai pas dans la Déclaration, mais dans le Libelle dont généralement on le croit l'auteur. D'ailleurs, il a entre ses mains le vaste & illimité pouvoir de la Chancellerie, & la moindre de ces deux choses ne peut être que dangereuse. Pour moi, je ne croi pas qu'il y ait personne qui, en se levant le matin, puisse dire qu'il a quelque chose à lui, puisque tous nos biens dépendent d'un homme qui a sacrifié sa Patrie à son ambition; puisque celui qui a prostitué sa conscience est maître de celle du Roi, & que celui qui nous a vendus en gros, est en état de nous vendre aussi en détail.

CHARLES
I.
1640.

Il nous a dit à l'ouverture de ce Parlement, & quand il ne l'auroit pas dit, nous n'aurions pas laissé de le croire, mais le témoignage d'un méchant homme peut bien être reçu contre lui-même : il nous a dit, que Sa Majesté n'avoit jamais rien requis de ses Ministres, contre la Justice & l'intégrité, & que si quelqu'un d'entre eux a fait quelque chose de contraire, il en doit porter la peine. Cela est bien dit; mais il a prononcé sa propre Sentence, & nous serions plus partiaux en sa faveur, qu'il ne l'est lui-même, si nous négligions de le poursuivre.

Voici donc la proposition que je fais humblement à la Chambre. C'est que nous nommions un *Committé* particulier, pour préparer les Chefs d'accusation, contre le Garde du grand Sceau, & contre les Juges, & pour examiner leur conduite dans l'affaire particulière du *Ship-Money*. Si l'on trouve qu'il ait tâché de séduire des Juges qui ont cru, que corrompre des témoins dans une affaire particulière, meritoit une amende exorbitante (1), si l'on trouve qu'il ait produit son opinion avant les autres, & qu'il soit même allé plus loin, que la Justice de cette Chambre ne lui refuse pas l'honneur de précéder les autres, & de les excéder dans la punition.

Votes sur le
Ship-Money.
Rushworth,
Vol. IV. p. 88.
Nelson, T. I.
p. 582.

Après ce Discours, l'affaire du *Ship-Money* ayant été mise en délibération, la Chambre passa trois Votes sur ce sujet, *nemine contradicente*, sçavoir,

1. Que la taxe imposée sur les Sujets pour fournir & pourvoir des Vaisseaux, & les Ordres pour lever de l'argent pour cette taxe, appelez communément *Ship-Money Writs*, sont contraires aux Loix du Royaume, aux droits & à la propriété des Sujets, aux Résolutions du Parlement, & à la Requête de droit.

2. Que les opinions des Juges données avant que l'affaire du *Ship-Money* fût portée devant eux pour en avoir Jugement, publiées dans la Chambre Etoilée, & enregistrées dans les Cours de Westminster en ces termes.... sont dans leur tout, & dans chaque partie, contraires aux Loix du Royaume, aux droits & à la propriété des Sujets, aux Résolutions du Parlement, & à la Requête de droit.

3. Que les Ordres du Roi exprimez en ces termes.... & appelez communément *Ship-Writs*, sont contraires aux Loix du Royaume, aux droits & à la propriété des Sujets, aux Résolutions du Parlement, & à la Requête de droit.

Committé
pour examiner les
Juges.

Après avoir pris ces résolutions, la Chambre nomma un *Committé* de seize Membres, à la tête desquels étoit le Lord *Falkland*, pour aller sur le champ, examiner les Juges, & pour apprendre d'eux, par qui, & comment ils avoient été sollicités & menacés, pour leur faire donner leur opinion extrajudiciaire sur l'affaire du *Ship-money*. Il fut ordonné que chacun des Juges seroit examiné en un même tems, par deux des Membres du *Committé*, qu'ils seroient informés des Votes que la Chambre venoit de passer, & que le *Committé* pourroit leur faire toutes les questions qu'il jugeroit à propos, pour l'exécution de cet ordre.

Précaution
touchant
les Actes.

Dès le lendemain, la Chambre ordonna, que le *Committé* établi pour examiner le Droit des Sujets, par rapport à la propriété des biens considé-

roit

(1) Ceci fait allusion à un Jugement donné contre l'Evêque de Lincoln, par lequel il fut condamné à une amende de 20000. livres Sterling, pour avoir corrompu un témoin.

roit de quelle maniere on pourroit faire insérer dans les Regîtres publics, les Commissions du Roi pour lever des emprunts, & pour établir une Accise; les résolutions des précédens Parlemens sur ce sujet; la clause que les Seigneurs avoient voulu ajouter à la Requête de Droit, & les Résolutions de la Chambre sur cette matiere; les questions proposées dans cette Chambre sur le *Ship-money*, & les Votes passés sur ce sujet, afin que la Postérité en put avoir une claire connoissance. Il fut aussi ordonné au même Committé, de préparer les Votes passés dans la Chambre, pour être communiqez aux Seigneurs; de dresser une Accusation contre le Lord *Finch*; & le reste de Juges, qui avoient donné par avance leurs opinions touchant le *Ship-money*; de prendre en consideration ces opinions extrajudiciaires, & le jugement rendu sur cette matiere de prendre des Informations touchant divers refus d'*Habeas-Corpus*, touchant les Prohibitions, touchant les opinions extrajudiciaires des Juges sur la Jurisdiction des Cours Ecclésiastiques, & sur la Cour de l'Amirauté; touchant leur refus de procéder légalement & selon la coutume, dans des cas qui concernoient la Justice; enfin, touchant leur procédé de lier tout le Royaume par le préjugé d'une cause particulière. Le même Committé avoit pouvoir de faire venir devant lui, les Parties & les témoins, de se faire apporter tous les papiers, & documens nécessaires, & après avoir bien établi les faits, il devoit en faire rapport à la Chambre.

D'un autre côté, le 26. de Fevrier 1641, les Seigneurs se firent apporter les Regîtres de la Cour de l'Echiquier où étoit inséré le Jugement rendu sur l'affaire de Monsieur Hambden, ceux de la Chambre Etoilée, & des autres Cours où le même Jugement étoit enregistré, & les firent canceller en leur présence, aussi-bien que les opinions extrajudiciaires des Juges. Ils ordonnerent de plus, que leur présent Ordre seroit lû dans toutes les Assises, & enfin, ils firent préparer un Bill sur ce sujet.

Tout cela produisit enfin des accusations contre le Garde du grand Sceau, & contre chacun des Juges en particulier, & un Acte pour l'abolition du *Ship-money*, auquel le Roi donna son consentement, le 7. d'Août 1641.

On suivit à peu près, la même méthode à l'égard des autres Grieffs, & enfin, il n'y en eut pas un, ou public ou particulier, qui ne fût réparé dans les neuf premiers mois de cette Seance.

Au reste, je ne prétends pas renfermer dans ces Grieffs, ceux qui regardoient la Religion. Outre que ceux-ci n'étoient pas généralement reconnus pour Grieffs, cette matiere demande une explication plus particuliere de ce qui se passa sur ce sujet, dans le Parlement. Je ferai donc voir premièrement, quelle étoit la disposition des deux Chambres, par rapport à la Religion, après quoi, je rapporterai ce qui se passa sur ce sujet.

Depuis le commencement du Regne de Jacques I. les Evêques s'étoient rendu beaucoup plus puissans qu'ils ne l'avoient été auparavant. Les oppositions des Presbytériens qui ne cessent de crier contre le Gouvernement Hiérarchique, quoiqu'ils fussent peu en état de le renverser avoient beaucoup contribué à augmenter le pouvoir des Evêques. Leur zèle impétueux fut cause, que le Roi jugea qu'il étoit à propos de les tenir abaissez, de peur qu'enfin, ils ne causassent quelque trouble dans l'Eglise, & ce furent les Evêques qu'il chargea du soin d'exécuter cette résolution. Les efforts qu'on fit pour

CHARLES
I.
1640
arbitraires
du Roi.

Ordre de
préparer
une Accu-
sation con-
tre le Lord
Finch &
contre les
Juges.

Les Sei-
gneurs font
canceller le
Jugement
donné con-
tre Hamb-
den.

26. Fevr.
Rushworth
Vol. IV. p. 194.
Nelson T. I.
p. 703.
Bill contre
le *Ship-mo-
ney* passé
par le Roi.

Disposition
des deux
Chambres
par rapport
à la Reli-
gion.

CHARLES
I.
1640.

les réduire à l'obéissance, ne firent qu'aigrir le mal. Au lieu de tâcher de le convaincre par des raisons, on agit envers eux sans modération, & si je l'ose dire, sans charité. On voulut, à quelque prix que ce fût, les contraindre de se conformer à l'Eglise Anglicane, non seulement dans les choses qui pouvoient être regardées comme nécessaires, mais encore dans d'autres que la plupart des gens regardoient comme indifférentes. On fit plus, car on ajouta encore au Culte de l'Eglise Anglicane, diverses Cérémonies que bien des gens des plus attachez à cette Eglise jugeoient trop approchantes du Papisme. Ce fut *Guillaume Laud*, Archevêque de Cantorbéri, qui en fut le principal auteur, tant avant, qu'après être devenu Archevêque. Son but principal étoit de mortifier les Puritains. Mais en s'y prenant d'une manière trop vive, ou plutôt, trop rigoureuse, il leur donna lieu de l'accuser que son dessein étoit de favoriser le Papisme sous prétexte d'obliger les Puritains à se conformer au Culte de l'Eglise Anglicane. Il n'y avoit point d'homme plus attaché aux Cérémonies, & plus on le lui reprochoit, plus il s'efforçoit de les faire valoir comme nécessaires. Ce fut principalement ce qui donna lieu aux Puritains, & à quelques-uns même de l'Eglise Anglicane, de soupçonner qu'il avoit dessein de rétablir la Religion Catholique en Angleterre; cet extrême attachement aux Cérémonies extérieures leur paroissant comme un moyen dont il vouloit se servir pour parvenir à ce but. Pour ce qui regarde l'Arminianisme, tout le monde convient que Laud étoit non seulement Arminien, mais encore, le Chef de ce parti en Angleterre, depuis qu'il étoit entré en crédit auprès de Jacques I. par la faveur du Duc de Buckingham. Comme la connoissance de ce qui s'étoit passé sous le Regne de Jacques I. peut beaucoup servir à l'intelligence des affaires de Religion, que j'ai entrepris d'expliquer, je dirai ici en deux mots ce que je croie le plus nécessaire, quoique j'en aye déjà parlé dans le Regne de Jacques I.

Progrès du
crédit du
Laud.

Lorsque les disputes sur la Grace s'éleverent en Hollande, Jacques I. prit parti contre Arminius, & usa même de menaces pour obliger les Etats de Hollande à condamner Vorstius son Successeur. Ensuite, il envoya des Evêques & des Théologiens au Synode de Dordrecht, pour rendre le parti des Contre-Remontrants plus puissant. Pendant ce tems-là les Arminiens d'Angleterre étoient comme obligés de se tenir cachez, parce que la Cour ne leur étoit pas favorable. Laud, qui n'étoit qu'un Docteur particulier de l'Université d'Oxford, n'avoit encore aucun crédit, quoique peu de tems après le Duc de Buckingham lui procurât l'Evêché de Saint David dans le País de Galles. Dans ce même tems le Roi Jacques pouffoit avec ardeur, le dessein d'étendre la Prérogative Royale, à quoi il trouvoit de grandes oppositions, principalement de la part des Puritains, qui, sur les matieres de la Grace, étoient directement opposés aux Arminiens. Cela fut cause que le Roi & le Duc jugerent à propos de caresser & de soutenir les Arminiens, pour les opposer au parti des Puritains, le grand but du Roi étant d'affoiblir ce parti qui étoit toujours prêt à mettre des obstacles à l'exécution de ses desseins. Depuis ce tems-là, le parti Arminien devint puissant. Ses Chefs étoient *Neal* Evêque de Winchester, & Laud Evêque de St. David, qui trouverent le moyen de gagner la confiance du Roi, & d'avoir la disposition des Bénéfices. Ils profitèrent de cet avantage pour fortifier leur parti, en procurant les Bénéfices

ces

ces à ceux qui étoient les plus animez contre les *Calvinistes*. C'est le nom qu'on commença dès-lors à donner à ceux qui suivoient le sentiment de Calvin sur la Grace, soit qu'ils fussent Presbytériens, ou Membres de l'Eglise Anglicane. Il y avoit donc trois sujets principaux qui excitoient l'animosité de la Cour & de ses Partisans, contre les Presbytériens.

Le premier étoit, qu'ils rejettoient la Hiérarchie Ecclésiastique.

Le second, qu'ils étoient entièrement opposez au dessein qu'avoit le Roi d'étendre sa Prérogative, sçachant bien que plus il auroit de pouvoir, & plus ils seroient persécutez.

Le troisieme, qu'ils étoient tous Calvinistes sur les matieres de la Grace. Quoique le Roi n'eût peut-être pas changé de sentiment sur ce sujet, il ne laissa pas d'abandonner les *Calvinistes*, parce qu'il étoient d'ailleurs, pour la plupart, Presbytériens & Puritains. Depuis ce tems-là, la Cour & ses Agens mirent dans le nombre des Puritains, ceux qui refusoient de se conformer à l'Eglise Anglicane, tous les Calvinistes Presbytériens ou autres, tous ceux qui s'opposoient aux desseins du Roi, par rapport à la Prérogative, & ils furent tous également, sous le nom de Puritains, exposez à la haine du Roi & de ses Ministres. Ainsi, par cette Politique, on fit devenir Puritains, un grand nombre de gens qui n'avoient aucun panchant pour le Presbytérianisme. Du moins, on les contraignit de se ranger dans le Parti des Puritains, pour empêcher, que, sous prétexte de détruire le Puritanisme, la Cour n'établît peu à peu, un pouvoir arbitraire qui auroit été funeste à tous les Sujets. Car le Roi prétendoit, qu'on ne pouvoit s'opposer à ses volontez, qu'en s'appuyant sur des principes Puritains.

Le Regne de Charles I. fut encore plus violent à cet égard, que ne l'avoit été celui de Jacques; ainsi qu'on l'a vu dans la premiere Partie. Laud ayant été fait Evêque de Londres, & ensuite, Archevêque de Cantorbéri, & l'un des principaux Ministres du Roi, se servit de toute son industrie & de tout son crédit, pour abaisser le Parti des Puritains, c'est-à-dire, non seulement des Presbytériens, mais aussi des Calvinistes, & de ceux qui ne vouloient pas souffrir le joug de la servitude, avec assez de patience, *Mathieu Wren*, Evêque de Norwich, & puis d'Ely, l'Evêque de Bath & Wells, *Cozins*, Doyen de Durham, le seconderent dans ce dessein, étant dans les mêmes principes que lui. Et comme si la différence entre la Religion Anglicane & la Presbytérienne n'eût pas été assez marquée, on prit à tâche d'ajouter au Culte, diverses Innovations, & de faire regarder comme absolument nécessaires, des pratiques indifférentes dont la Religion auroit bien pu se passer. Par-là, on se fournit des prétextes pour persécuter les Puritains en rangeant dans ce parti, tous ceux à qui il plaisoit à la Cour de donner ce nom.

Il y avoit déjà long-tems que les plus sages s'apercevoient de la politique du Roi & de la Cour, & de leurs artifices pour applanir le chemin au despotisme. Mais il n'avoit pas été possible d'en éviter les effets, parce que le Roi avoit cassé les Parlemens dès qu'ils avoient voulu s'obstiner à examiner les Griefs. Ainsi, le pouvoir Royal s'étoit peu-à-peu augmenté personne n'étant trouvé en état d'en empêcher les progrès. Mais dès que les affaires du Roi eurent changé de face, par l'entrée des Ecossois en Angleterre, & par la prise de Newcastle, & que le Roi se vit dans la nécessité absolue de convo-

CHARLES
I.
1640.
Les Calvinistes & les Presbytériens sont haïs à la Cour.

Le Parti Presbytérien est persécuté.

On regarde la persécution des Puritains comme un artifice du Roi, pour parvenir au despotisme.

CHARLES

I.

1640.

quer un Parlement, la plupart des Membres résolurent de ne pas perdre l'occasion d'abolir la persécution qui s'étoit introduite, sous le prétexte spécieux d'arrêter les progrès du Puritanisme, mais en effet pour mieux établir le pouvoir arbitraire. Sur tout, la Chambre des Communes regarda les Innovations, & la rigueur avec laquelle on les faisoit observer, comme autant d'artifices du parti de la Cour, pour parvenir plus aisément à son but. Il ne faut donc pas s'étonner, si la plupart des Membres étant unis ensemble par rapport aux Grieffs, l'étoient aussi pour abolir les Innovations, & pour en punir les auteurs, comme ayant servi d'instrumens au Roi pour exécuter des desseins qui ne regardoient pas uniquement la Religion. C'est ce qui produisit les accusations contre l'Archevêque de Cantorbéri, contre les Evêques d'Ely, & de Bath & Wells, & contre Cozins, outre la qualité de Délinquens, que les Communes donnerent à un grand nombre de Ministres & autres, qui avoient favorisé les Innovations.

Vûes des
véritables
Presbyté-
ziens.

J'ai dit que la plupart des Membres étoient unis sur cet Article, parce qu'il n'y en avoit point qui ne le considérassent comme une branche du dessein d'assujettir le Royaume à la volonté du Roi. Mais parmi ce grand nombre, il y avoit de véritables Presbytériens qui avoient des vûes plus étendues, & qui pensoient sans doute, à changer le Gouvernement de l'Eglise, sous prétexte de l'abus que les Evêques avoient fait de leur pouvoir. Ceux-ci, quoiqu'en petit nombre dans le Parlement, étoient appuyez d'un assez grand parti dans le Royaume, & particulièrement des Ecoissois dont le secours étoit alors absolument nécessaire. Mais ils se garderent bien de découvrir leurs desseins. Ils se contentèrent d'abord de se joindre à ceux qui n'avoient pour but que de réparer les Grieffs, & de rétablir le Gouvernement dans son état naturel. Ils espéroient, comme il arriva effectivement que l'examen rigoureux qu'on feroit des Grieffs & des Innovations, convaincroit la plupart des Membres de la nécessité d'abolir la Hiérarchie Ecclésiastique de laquelle la Cour avoit fait un si grand usage pour exécuter ses desseins. Ils se proposoient de faire voir dans les occasions qui se présenteroient, qu'il étoit comme impossible de rétablir le Gouvernement politique, pendant que le Roi auroit dans le Clergé de l'Eglise Anglicane un appui capable de mettre des obstacles invincibles à la réformation du Gouvernement. C'étoit par cette raison, qu'en toutes les occasions, les Chefs des Presbytériens étoient les plus ardens à parler contre les Grieffs. Ils exagéroient principalement ceux qui regardoient les Innovations dans la Religion lesquelles ils attribuoient ouvertement au dessein de rétablir la Religion Catholique en Angleterre. Tout cela se faisoit en vûe de rejeter sur la Hiérarchie en général, & sur les Evêques, les fautes & la mauvaise conduite de quelques Particuliers.

Les autres Membres qui étoient de l'Eglise Anglicane, quoique très-opposés au Roi, comprenoient assez quel étoit le but des Presbytériens. Mais ils étoient bridez par la crainte de perdre le secours des Ecoissois qui soutenoient ce Parti, & qui le rendoient très-considérable. C'est pourquoi, ils n'osoient mécontenter le Parti Presbytérien, de peur de causer dans le Parlement une division qui ne pourroit qu'être fatale à la cause commune & par conséquent très-avantageuse au Roi. D'ailleurs, ceux dont je parle ne croyoient pas que la Hiérarchie fût absolument nécessaire dans l'Eglise, ni que
la.

la Religion ne pût subsister sans Evêques. Il n'y avoit que les Episcopaux Rigides & tout le Parti du Roi, qui fussent dans ce sentiment, mais ils ne faisoient pas le plus grand nombre. Ceux donc qui n'avoient en vûë que de réformer le Gouvernement Civil, sans toucher à celui de l'Eglise, ne pouvoient pourtant, sans de grands inconvéniens, s'empêcher d'avoir quelque condescendance pour les Presbytériens, par les raisons qu'on vient de voir. Peut-être, n'avoient-ils d'autre but dans leur politique, que de gagner du tems, jusqu'à ce que les Grièfs Civils fussent réparés sans aucun dessein d'aller au-delà. Mais ils avoient à faire à des gens très-habiles, qui sçurent bien trouver le moyen de les faire aller plus loin qu'ils n'avoient d'abord résolu.

CHARLES
I.
1640.

D'un autre côté, les Evêques connoissoient parfaitement quel étoit le but des Presbytériens, & qu'en abaissant le pouvoir du Roi, leur dessein étoit de le mettre hors d'état de s'opposer au changement qu'ils méditoient. Par cette raison, ils s'attachoient d'autant plus fortement aux intérêts du Roi, & souvent par le nombre de leurs voix; ils firent en sorte que la Chambre Haute s'opposa directement aux résolutions des Communes. Mais par là, ils procurèrent aux Presbytériens, un avantage considérable. C'est que ceux-ci en prirent occasion de faire remarquer, combien il étoit avantageux au Roi d'avoir à sa dévotion un si grand nombre de voix parmi les Seigneurs, & par conséquent, combien il seroit impossible de réussir dans le rétablissement qu'on se proposoit, pendant que les Votes des Evêques subsisteroient dans la Chambre Haute. C'est-ce qui les engagea enfin, à proposer un Bill pour exclure tous les Ecclésiastiques des Emplois Civils, & les Evêques en particulier, du droit de prendre Séance dans le Parlement parmi les Seigneurs.

Les Evêques s'attachent de plus en plus au Roi.

Ceux qui n'avoient en vûë que de rétablir le Gouvernement Civil, sans toucher à celui de l'Eglise, & que j'appellerai *les Politiques*, quoique je ne sçache pas qu'ils aient jamais porté ce nom, se trouvoient fort embarrassés. Ils voyoient bien que divers abus s'étoient introduits dans l'Eglise, & ils auroient volontiers consenti à les abolir, pourvu qu'on n'eût demandé rien de plus. Mais on leur proposoit de faire un pas plus avant, & d'exclure les Evêques de la Chambre Haute, à quoi ils trouvoient divers inconvéniens, par rapport aux intérêts de l'Eglise Anglicane à laquelle ils étoient attachez. Quoique le Parti Presbytérien ne se découvrit pas tout-à-fait, & qu'il parût n'avoir en vûë que la facilité de remédier à tous les abus, après l'exclusion des Evêques, il étoit pourtant aisé de comprendre, que leurs projets s'étendoient plus loin, & que leur but étoit de sapper le Gouvernement Hiérarchique. Il est certain, qu'il n'y avoit guères moins d'inconvéniens à consentir au Bill, qu'à le rejeter. En laissant les Evêques dans la Chambre Haute, on y laissoit autant de voix toujours dévouées au Roi. Comme le nombre des Seigneurs n'étoit pas aussi grand qu'il l'a été depuis, qu'il y en avoit d'absens ou d'employez ailleurs, & quelques-uns même qui étoient Catholiques Romains, les Evêques, & le reste du Parti du Roi donnoient un grand branle aux résolutions de la Chambre Haute, ainsi qu'on l'éprouvoit tous les jours. Par conséquent l'ouvrage de la réformation du Gouvernement ne pouvoit que trouver de grands obstacles. D'un autre côté, en rejetant le Bill proposé, on mécontentoit le Parti Presbytérien qui étoit assez considérable dans

Vûës des Politiques.

CHARLES
I.
1640.

Question,
sous quel
Titre les E-
vêques ont
Séance au
Parlement.

Raïsons
pour les E-
vêques.

Réponse à
ces raïsons.

le Royaume, principalement par l'appui des Ecoſſois dont on avoit un grand beſoin, puis-que c'étoit par leur moyen que le Parlement ſe trouvoit en état de travailler efficacement à la réparation des Grieffs.

Ce fut alors qu'on commença d'agiter la fameuſe queſtion, ſous quel titre les Evêques prenoient Séance dans la Chambre Haute. On ne diſconvenoit point qu'ils n'euffent jouï de ce droit, depuis le commencement de la Monarchie; mais quelques-uns prétendoient qu'ils n'afſiſtoient au Parlement que comme Barons à cauſe des Terres de la Couronne que les Rois Anglo-Saxons leur avoient diſtribuées, & dont ils faiſoient Hommage au Roi, ainſi que les autres Barons. D'autres ſoutenoient, qu'ils y avoient Séance comme repréſentans le Clergé d'Angleterre qui ne pouvoit être lié par les Loix qui ſe faiſoient dans le Parlement, qu'après y avoir donné ſon conſentement, ſelon la maxime conſtante du Royaume, & le Privilége incontestable dont tous les Sujets Anglois jouiſſoient, & avoient toujours jouï. Que les Seigneurs donnoient leur conſentement aux Loix, pour eux-mêmes, & les Communes, pour toutes les Communes du Royaume, & qu'il falloit néceſſairement qu'il y eût dans le Parlement des Représentans pour l'Egliſe & pour le Clergé, ſans quoi cette maxime ſeroit fauſſe, que perſonne ne peut être lié par les Loix, auſquelles il n'a point conſenti. Ils ajoûtoient encore, que de tout tems on avoit cru que le Parlement conſiſtoit en trois Etats dont le Clergé avoit toujours été regardé comme l'un des trois, d'où ils inféroient que ce ſeroit renverſer la Conſtitution de l'Etat, que d'exclurre du Parlement, un des trois Corps dont il étoit compoſé.

On répondoit à ces raïſons: que quand il ſeroit vrai que le Clergé devoit faire un Corps à part, diſtingué du reſte du Peuple, ce qui étoit conteſté, il ne ſ'enſuivoit pas que les Evêques duſſent repréſenter tout ce Corps. Qu'il y avoit dans le Parlement, deux Chambres, l'une des Seigneurs, & l'autre des Communes, & deux Chambres dans la Convocation, l'une des Evêques & l'autre du Clergé inférieur, & qu'il faudroit dont auſſi, ſelon cette Règle, que le Clergé inférieur eût des Représentans au Parlement, afin qu'il pût être cenſé donner ſon conſentement aux Loix, ce que perſonne n'avoit pourtant jamais prétendu. On inféroit de-là, que les Evêques ne repréſentoient point le Clergé. On ajoûtoit, que cette prétenduë repréſentation étoit une choſe nouvelle dont on n'avoit jamais oïï parler auparavant, & qu'il n'y avoit que peu de mois, que les Evêques auroient été bien fâchez, qu'on ne les eût regardés que comme de ſimples Représentans: Que quand même il ſeroit néceſſaire, que le Clergé fût repréſenté dans le Parlement, il ne ſ'enſuivroit pas qu'il dût être repréſenté par les Evêques, comme tout le Peuple d'Angleterre n'étoit pas repréſenté par les Seigneurs. Que les Abbez avoient eu autrefois Séance dans le Parlement, non comme Représentans, mais comme poſſeſſeurs des Terres de la Couronne, & que quand ils en furent exclus, perſonne ne ſ'avifa de dire qu'on faiſoit une brèche à la Conſtitution du Parlement, ni par l'excluſion des Abbez, ni par la diſſolution des Monafteres.

Ce ſont-là, ſi je ne me trompe, les principales raïſons qu'on alléguoit pour ou contre le droit des Evêques, par rapport à leur Séance au Parlement. Cette queſtion étoit d'autant plus difficile, qu'il n'avoit jamais été décidé ſous quel titre les Evêques afſiſtoient au Parlement. Il eſt très-probable, que de-
puis

puis le commencement de la Monarchie , jusque vers la fin du Regne de Henri III. les Parlemens n'étoient composez que des seuls Seigneurs qui étoient possesseurs de toutes les Terres du Royaume, dont ils faisoient hommage au Roi. On voit en effet qu'avant ce tems-là, c'étoient les Seigneurs qui accordoient au Roi l'argent nécessaire pour le soutien du Gouvernement, sans qu'il soit jamais fait mention des Communes. On peut donc dire, que les Seigneurs assistoient au Parlement, sous un double titre; sçavoir, pour eux-mêmes, & comme représentans tout le Royaume. Mais depuis que les Communes furent introduites dans le Parlement, & eurent fait une Chambre à part, les Seigneurs perdirent le dernier de ces titres, & n'assistèrent plus au Parlement, que pour eux-mêmes, puisque le reste du Peuple avoit d'autres Représentans. Les Evêques & les Abbez, qui faisoient partie du Corps des Seigneurs, avoient aussi probablement leur Séance au Parlement sous ces deux qualitez; sçavoir, comme possesseurs des Terres de la Couronne, & comme représentans le Clergé, Séculier & Régulier. Mais comme en introduisant des Députés des Communes dans le Parlement, on ne s'avisâ pas d'y introduire aussi des Députés du Clergé inférieur, on peut dire que les Evêques & les Abbez conservèrent leur double titre pour assister au Parlement; sçavoir, comme possesseurs des Terres de la Couronne, & comme représentans le Clergé. La dissolution des Monasteres, qui arriva sous le Regne de Henri VIII. rendit inutile la représentation du Clergé Régulier qui ne subsista plus; mais elle ne changea rien au droit des Evêques, qui, selon la supposition, représentoient le Clergé Séculier, & qui continuèrent d'avoir Séance au Parlement quoique les Abbez fussent abolis. Mais au fond, il faut reconnoître que cette représentation du Clergé Séculier par des Evêques, n'est qu'une supposition, qui bien qu'assez apparente, ne peut pas être regardée comme étant d'une évidence à laquelle on ne puisse opposer rien de raisonnable. Mais il arrive rarement que dans ces sortes de contestations on s'attache uniquement à chercher la Justice & le Droit. Quoiqu'on ne néglige pas les raisons qui se peuvent tirer de la chose même, on s'attache bien plus à faire valoir celles qui sont fondées sur l'intérêt & sur la Politique.

Les Chefs des Presbytériens ne cessoient point de représenter aux Politiques, l'impossibilité qu'il y auroit à rétablir le Gouvernement dans son état naturel, pendant que les Evêques auroient Séance dans la Chambre Haute; Que le Roi avoit trouvé le moyen de mettre le Clergé dans son parti, en témoignant un zèle extrême pour l'Eglise Anglicane, & beaucoup d'aversion pour les Presbytériens; Que ce même Clergé, & principalement les Evêques, étoient entièrement dévoués au Roi, dans la pensée qu'il étoit leur Protecteur & leur unique soutien; Que par cette raison, ils se persuadoient qu'il ne pouvoit être trop puissant, puisque cette puissance devoit être si avantageuse au Clergé; Qu'on avoit des preuves convaincantes de cette vérité dans la conduite de Laud, de Wren, & de quelques autres Ecclésiastiques, & en particulier de Sibthorp, de Montaigu, de Manwaring, qui avoient faits tous leurs efforts pour procurer au Roi un pouvoir illimité; Que le Clergé en général, étoit encore dans les mêmes dispositions, & pouvoit faire à l'avenir autant de mal qu'il en avoit fait auparavant, si on ne prenoit pas soin

CHARLES
I.
1640.
Remarque
sur ce sujet.

Représenta-
tions des
Presbyté-
riens aux
Politiques.

CHARLES

I.

1640.

Les Politiques con-
courent à
l'exclusion
des Evêques

soin d'abaisser son orgueil & son pouvoir, en le renfermant dans les bornes de sa vocation.

Les Politiques convenoient assez de toutes ces choses, & d'ailleurs ils étoient peu contents des Evêques & du reste du Clergé. Mais ils avoient de la peine à se rendre, de peur que le changement qu'on leur proposoit n'en produisît d'autres dans l'Etat ou dans l'Eglise, à quoi ils ne vouloient point toucher. Cependant, après avoir longtems balancé les inconvéniens qui pouvoient naître ou de leur acceptation, ou de leur refus, ils se résolurent enfin à sacrifier le droit des Evêques, plutôt que de s'exposer au risque de voir échoüer tous leurs projets, par les obstacles que les Evêques pourroient y apporter. Soit que cette résolution fût prise entre les Chefs, dès le commencement de ce Parlement, à quoi je trouve quelque apparence, ou qu'il fût nécessaire d'employer quelque tems pour gagner les Politiques, ceux qui la sollicitèrent,

Artifices des
Presbytériens.

jugerent qu'avant que d'en parler publiquement, il étoit à propos de faire naître des préjugés contre les Evêques dans les esprits du Peuple, & de former ceux qui y étoient déjà formez. La Chambre Basse ne manqua pas d'occasions pour exécuter ce dessein. Le Bill pour exclure les Evêques de leur Séance au Parlement ne fut voté dans la Chambre des Communes que le 11. de Mars 1640. & ne passa dans la Chambre des Seigneurs que le 27. de May suivant. Mais, avant que de proposer ce Bill, la Chambre Basse avoit fait diverses démarches qui tendoient à inspirer au Peuple, de l'indignation contre les Evêques. Le grand nombre de Requêtes qui lui furent présentées, contre les Evêques en général, contre le Gouvernement Episcopal, contre quelques-uns des Prélats, ou autres Ecclesiastiques, contre les Innovations, contre la dernière Convocation, lui servirent de fondement pour examiner la conduite des Evêques avec toute la rigueur que son dessein le requeroit. Plusieurs ont prétendu que toutes ces Requêtes étoient mandées, & je ne voudrois pas assurer le contraire, quoique je ne sache rien de particulier sur ce sujet. Rien ne marque mieux le dessein des Communes, par rapport aux Evêques, que la résolution qu'elles prirent dès le 20. de Novembre, dix-sept jours après l'ouverture du Parlement; sçavoir, que le jour qui avoit été marqué pour célébrer le jeûne, chaque Membre de la Chambre seroit obligé de recevoir la Communion, & de donner, en la recevant, un billet signé de sa main contenant son nom, & le lieu dont il étoit Député, & qu'après ce jour-là, on n'admettroit dans la Chambre que ceux qui auroient communiqué. Cette résolution ne pouvoit avoir pour but, que d'empêcher qu'on ne pût accuser les Membres des Communes d'être Presbytériens, & qu'on ne pût décrier ses résolutions sous ce prétexte. C'est ainsi, que sous le Regne de Henri V. la Chambre des Communes, ayant dessein de porter un coup mortel au Clergé, commença par passer un Acte qui condamnoit les Hérétiques au feu, de peur que le Clergé ne prétendît, qu'elle n'étoit composée que d'Hérétiques.

Artifices des
Communes

Procédez
des Com-
munes sur la
Religion.
En 1640.
& 1641.
Rushworth,
vol. IV. p. 39.

Pour faire voir présentement tous les préparatifs qui se firent dans la Chambre des Communes avant que d'en venir au Bill dont je viens de parler, je ne ferai que rapporter en abrégé les Requêtes qui lui furent présentées, les Discours qui furent faits sur ce sujet, & les diverses résolutions qu'elle prit.

Le 10. de Novembre, sept jours après l'ouverture du Parlement, le Chevalier Edoïard Deering fit un Discours à la Chambre, pour lui persuader de

com.

commencer par les matieres de Religion. Il en prit occasion de présenter une Requête d'un Ministre nommé Wilson, contre l'Archevêque qui l'avoit suspendu, & finit son Discours en disant, *que tous les Grieffs se rapportoient à l'Archevêque, comme au centre d'où partoient toutes les miseres dans l'Eglise, & un grand nombre dans l'Etat.*

CHARLES
I.
1640.

Le même jour, un Ministre de Durham nommé Smart, prisonnier dans la prison du Banc du Roi, fit présenter une Requête contre le Docteur Cozins Doyen de Durham, & contre la Haute Commission qui l'avoit dépouillé de son Bénéfice, pour n'avoir pas voulu se soumettre aux Innovations que Cozins vouloit introduire. La Chambre ordonna qu'il seroit mis en liberté, pour pouvoir poursuivre son appel, & renvoya la Requête à un Comité qui eut ordre d'examiner, par quels moyens le Docteur Cozins avoit obtenu le Doyenné de Durham. C'étoit l'Archevêque Laud qu'on vouloit trouver. Le 21. Cozins fut déclaré Délinquant, & mis sous la garde d'un Sergeant d'armes.

Rushworth,
Vol. IV. p. 41.
Nelson, T. I.
p. 518.

Le même jour, le Chevalier Deering fit un Discours dans lequel il se plaignit, qu'il y avoit une rude Inquisition établie en Angleterre; que l'Archevêque de Cantorbéri affectoit le Titre & le Pouvoir de Patriarche, & qu'il agissoit en Souverain; qu'il permettoit l'impression des Livres qui favorisoient le Papisme, dont il en nomma plusieurs, & qu'il refusoit la même permission pour l'impression des Livres Orthodoxes. Il proposa d'établir un Comité pour examiner le grand nombre des Ministres opprimés par la tyrannie des Evêques, & pour examiner les Privilèges accordez à des Livres pernecieux, & refusez à de bons Livres.

Rushworth,
Vol. IV. p. 55.

Le 28. la Ville de Bambury fit présenter une Requête contre les Innovations.

Le 30. le Comité rapporta sur l'affaire du Ministre Wilson, qu'il avoit été suspendu quatre ans durant, pour avoir refusé de lire le Livre des divertissemens du Dimanche; Qu'après qu'il eut été rétabli, il avoit été emprisonné, pour avoir refusé de lire la Priere ordonnée par l'Archevêque contre les Ecoissois.

Le 1. de Decembre, on lut dans la Chambre, un Bill pour réformer les abus des Cours Ecclesiastiques.

Trois jours après, la Chambre reçut une Requête de la part de deux habitans de Chester qui se plaignoient d'avoir été inhumainement traités par la Haute Commission d'Yorck, pour avoir visité Mr. Prym, lorsqu'on le menoit prisonnier au Château de Caernarven. Sur cette Requête, la Chambre nomma un nombreux Comité pour examiner la Jurisdiction des deux Commissions de Cantorbéri & d'Yorck, & les abus qui se commettoient dans les Cours.

Le 9. on établit un Comité pour examiner les procédez de la dernière Convocation, aussi-bien que sa Commission, l'avis des Juges sur ce sujet; par qui, & comment avoit été procurée la Commission qui donnoit pouvoir d'exiger un nouveau serment du Clergé.

Le 11. la Chambre reçut une Requête signée d'un très-grand nombre d'habitans de Londres & de diverses Provinces, contenant vingt-huit Grieffs contre le Gouvernement Episcopal, dont voici la substance.

Requête
de Londres
contre les
Evêques

CHARLES

I.

1640.
contenant

28. Griefs.

Rushworth,

Vol. IV. p. 93.

Nelson, T. I.

p. 583.

1. Grief. La sujettion dans laquelle les Evêques tenoient les Ministres, & les efforts qu'ils faisoient pour empêcher qu'ils n'eussent recours à la Jurisdiction civile.

2. La négligence des Ministres à prêcher la Vérité, & à s'opposer aux progrès de l'Arminianisme de peur de déplaire aux Evêques.

3. La grande licence du Clergé, qui méprisoit les magistrats civils, sachant bien qu'il seroit soutenu par les Evêques.

4. L'abus que les Evêques faisoient de leur autorité, en suspendant de bons Ministres, parce qu'ils ne vouloient pas leur aider à exécuter leurs projets.

5. La suppression faite par les Evêques, des *Impropriations* établies pour entretenir de bons Ministres.

6. Le nombre prodigieux de Ministres d'une vie scandaleuse, qui croyoient avoir suffisamment rempli leur devoir, pourvu qu'ils eussent observé diverses cérémonies superflues, porté le surplis, & s'être courbez au nom de Jesus.

7. La grande ignorance où on tenoit le Peuple, en décourageant les bons Ministres. Les erreurs étranges introduites dans l'Eglise, la corruption des Universitez, le manque de bons Prédicateurs, le libertinage, la prophétisation, &c.

8. Le grand nombre de Livres faits en dérision de la Religion, comme *L'Art d'aimer d'Ovide*, le *Parlement des Femmes*, &c.

9. La défense d'imprimer de bons Livres, ou les corrections qu'on y faisoit sur tout ce qui regardoit le Papisme ou l'Arminianisme, & le refus de permettre la réimpression des Livres imprimez auparavant, avec privilège.

10. La publication des Livres Papistes & Arminiens, ou autres, où on soutenoit que l'Eglise de Rome n'a jamais erré dans les dogmes fondamentaux de la Religion; que tous les biens des Sujets appartiennent au Roi, & qu'il n'est astreint à aucune Loi.

11. L'accroissement du Papisme, des Papistes, des Prêtres, des Jésuites. La vente qui se faisoit publiquement des Crucifix, des Images, & la coutume de les mettre dans les Bibles.

12. La multitude de monopoles & d'impositions sur toutes sortes de denrées, &c. (1).

13. Que la Hiérarchie d'Angleterre se soutenoit par les mêmes principes que celle de Rome, & que par cette raison, les Evêques ne vouloient pas souffrir qu'on appellât le Pape l'Antechrist, & empêchoient qu'on ne priât Dieu dans l'Eglise, pour la conversion de la Reine.

14. La grande conformité des Cérémonies & des vêtemens avec ce qui se pratiquoit dans l'Eglise Romaine (2).

15. La coutume de se tenir debout au *Gloria Patri* & à la lecture de l'Evangile, de se courber au nom de Jesus, de saluer l'Autel vers l'Orient; le signe de la Croix dans le Baptême; la génuflexion en recevant la Communion.

16. Le changement de la Table de la Communion en Autel, les Images, &c.

(1) On ne voit pas bien comment les monopoles pouvoient être une suite du Gouvernement Episcopal.

(2) Le surplis étoit ce qui les choquoit le plus,

& les Cierges qu'on mettoit dessus ; la lecture du second Service à l'Autel qu'on qualifioit de *Trône de la Merci*, l'obligation d'y aller recevoir le Sacrement.

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

17. La consécration des Eglises, Chapelles, Fonts baptismaux, & leur reconsecration quand on supposoit qu'ils avoient été polluez.

18. La Liturgie tirée du Bréviaire Romain, & l'Ordination des Archevêques, réformée sur le Pontifical Romain.

19. La multitude des Canons : l'abus de l'Excommunication : le refus de recevoir des Appels : les Canons du dernier Synode.

20. La pluralité des Bénéfices : la prohibition des Mariages en certains tems, & la permission de les célébrer, sans avoir publié des bans.

21. La prophanation du jour du Seigneur (1) : les rigueurs exercées contre ceux qui n'avoient pas voulu lire dans l'Eglise le Livre des divertissemens du Dimanche.

22. L'obligation d'observer les jours de fête des Saints, & la permission qu'on accordoit pour de l'argent, de travailler ces jours-là.

23. La corruption des Prélats dans les causes d'adultère, & toutes les punitions tournées en argent pour leur profit.

24. Le grand abus des Excommunications qu'on dénonçoit pour des choses triviales, & dont il falloit payer l'absolution en argent, &c.

25. La prétention des Prélats, que leur juridiction est de droit divin : leur usurpation sur la Justice civile.

26. L'obligation de prendre des Commissions dans leurs Cours, &c.

27. L'imposition des sermens aux Marguilliers ou autres Officiers de l'Eglise, sermens qu'ils ne peuvent prêter sans se parjurer (2).

28. Le grand abus des Cours Ecclésiastiques, & des usurpations des Evêques.

Cette Requête finissoit par quelques considérations dont la dernière étoit ; que les Evêques ayant causé la Guerre avec l'Ecosse, cette Guerre ne pouvoit être terminée que par la suppression de l'Episcopat.

Le lendemain, plusieurs Ministres furent déclarez Délinquens, pour avoir introduit des innovations dans l'Eglise, & on établit un Committé pour examiner les plaintes portées contre l'Evêque de Bath & Wells.

Le 15. la Chambre examina les Canons de la dernière Convocation, & vota ce que j'ai rapporté ci-dessus. Après cela *Laud* fut accusé, & *Wren*, obligé à donner caution.

Le 11. de Janvier 1647, quatre Provinces firent présenter à la Chambre, des Requêtes contre la Hiérarchie Ecclésiastique.

Le 16. on porta plainte aux Seigneurs, contre un *Conventicule* (3) tenu dans le Fauxbourg de Southwark, où on avoit arrêté soixante personnes, qui, sur ce qu'on leur avoit demandé pourquoi ils n'alloient pas prier Dieu dans les Eglises, suivant le Statut d'Elisabeth, avoient répondu, que ce Statut n'étoit pas bon, parce qu'il avoit été fait par des Evêques. Les Seigneurs se contenterent d'ordonner, qu'on continueroit à faire dans l'Eglise, le

Ordre des
Seigneurs
sur le Culte
divin du 16
de Janvier
1647.

E ij

Service

(1) Le Dimanche.

(2) Ceci se rapportoit au serment ordonné par l'Evêque de Winchester.

(3) C'est ainsi qu'on appelloit les Assemblées des Non-conformistes.

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

Service établi par les Loix , & que les Ministres s'abstiendroient de toutes innovations.

Le 19. la ville de Gloucester fit présenter une Requête contre les Evêques.

Le 23. plusieurs Ministres de l'Eglise Anglicane , & autres présentèrent une Requête avec une Remontrance , où ils prétendoient faire voir certaines irrégularitez du Gouvernement Episcopal , & les abus des revenus superflus des Doyens & des Chapitres.

Toutes ces Requêtes qui étoient très-favorablement reçues par la Chambre des Communes , faisant assez comprendre , que cette Chambre avoit quelque mauvais dessein contre les Evêques , le Roi se rendit au Parlement , & fit le Discours suivant aux deux Chambres.

Discours du
Roi au Par-
lement le
25. Janvier
1641.
*Rushworth ,
Vol. IV. p. 154
Nelson , T. I.
p. 657.*

MY LORDS, & vous Chevaliers, Citoyens, & Bourgeois. La principale cause qui m'engage à venir ici aujourd'hui , c'est la lenteur de ce Parlement , qui produit de grands inconvéniens. C'est ce qui m'a fait juger qu'il étoit très-à-propos que je vous informasse de l'état de mes affaires , non pas pour interrompre vos délibérations , mais au contraire pour les hâter.

Premièrement , je dois vous faire souvenir , qu'il y a dans le Royaume , deux armées à votre charge. La seule mention de ces armées peut mieux vous en faire voir l'inconvénient , que tout ce qu'une bouche plus éloquente que la mienne pourroit vous en dire. C'est pourquoi , avant toutes choses , je vous recommande de dépêcher promptement cette affaire. En second lieu , je vous prie de considérer l'état de ma Flotte & de mes Places. Vous le connoissez si bien , qu'il seroit inutile que j'entrasse dans aucun détail sur ce sujet. Je vous dirai seulement , que ce sont les remparts du Royaume , & que s'ils sont négligés , il est aisé de juger , combien une telle négligence est capable de rendre nos ennemis plus hardis , & de décourager nos Alliez.

Enfin , je dois vous remettre devant les yeux , comme une chose qui n'est pas la moins importante , les disputes qu'il y a , causées par la connivence du Parlement. Car il y a des gens qui , avec plus de malice que d'ignorance , ne mettent aucune différence entre la réformation , & le changement du Gouvernement de l'Eglise. De là viennent les interruptions pleines d'irrévérence , que souffre le Service divin , & les Requêtes présentées d'une manière mauvaise , & qui pourtant ne sont ni rejetées , ni même contestées. Mais je ne veux pas entrer dans ce détail. Je me contenterai de vous faire voir , comment on peut y remédier , en vous informant de mes intentions , & en vous montrant les écueils que vous devez éviter.

Je veux bien de tout mon cœur concourir avec vous dans la réformation de toutes les Innovations introduites dans l'Eglise & dans l'Etat. Par conséquent , je veux bien consentir que toutes les Cours de Justice soient réformées selon les Loix. Car mon intention est de rétablir toutes choses comme elles étoient dans les tems les plus heureux , je veux dire , sous le Regne d'Elisabeth. De plus , s'il y a quelque partie de mon revenu , qui soit contraire aux Loix , ou à charge à mes Sujets , je veux bien m'en désister , & me confier entièrement à votre affection.

Après vous avoir clairement & brièvement informez de mes intentions , je vous parlerai de quelques défauts. Car je ne puis m'empêcher de prendre connoissance de certaines Requêtes d'une étrange nature , & auxquels je ne sçai quel nom donner ,

donner, présentées au nom de quelques Provinces, contre le Gouvernement établi, & des grandes menaces qu'on fait contre les Evêques qu'on voudroit faire devenir des Zeros, ou du moins, les exclure du Parlement. Il faut donc que je vous dise, que je mets une grande distance entre réformer, & changer le Gouvernement. Quoique je veuille bien accorder le premier de ces deux points, je ne puis pourtant consentir au dernier. Si quelques-uns des Evêques ont trop étendu leur pouvoir, & usuré quelque chose sur la Jurisdiction temporelle : si cela, dis-je, se trouve vrai, je ne m'opposerai point à la réformation de cet abus ni d'aucune autre, pourvu que ce soit en se conformant à la sagesse de nos Ancêtres. Je veux bien marcher avec vous jusque là ; j'irai même encore plus loin ; c'est que, si après un sérieux examen, vous pouvez me faire voir, que les Evêques ont quelque autorité temporelle qui soit préjudiciable à l'Etat, & qui ne soit pas fort nécessaire pour soutenir leur Jurisdiction Episcopale, je ne refuserai pas de les prier de s'en désister. Mais n'entendez pas par-là, que je veuille en aucune manière consentir, qu'on les prive du droit de voter dans le Parlement. Car c'est un droit dont ils ont joui sous tous les Rois mes Prédécesseurs, depuis la Conquête, & même auparavant, & je suis obligé de les y maintenir, puisque c'est une des Constitutions fondamentales du Royaume.

Il y a un autre écueil qui est dangereux, non pas dans la substance, mais dans la forme, & néanmoins, la forme est si essentielle, que si on n'y remédie pas, elle peut corrompre la substance. C'est qu'en dernier lieu, on a porté un Bill touchant les Parlemens. Je ne desaprouve pas qu'il y ait de fréquens Parlemens. Mais (1), qu'on donne à des Shérifs, à des Connétables, & à je ne sçai qui, le droit de faire usage de mon autorité, c'est une chose à quoi je ne puis consentir. Mais pour vous faire voir que je désire de vous satisfaire, dans la forme même, pourvu qu'elle ne détruise pas la substance, je veux bien consentir à un Bill pour cet effet, à condition qu'il ne contiendra rien contre mon honneur, ni contre les anciennes prérogatives de la Couronne, concernant les Parlemens. Pour cet effet, j'ai commandé à mes Avocats, de vous faire certaines propositions dont j'espère que vous aurez lieu d'être contents. Car j'avoie ingénuement, que je regarde la fréquence des Parlemens, comme le meilleur moyen pour entretenir une juste correspondance entre moi & mon Peuple, ce que je désire de tout mon cœur.

Pour conclusion, je vous ai fait voir l'état de mes intentions, & les écueils que je désire que vous évitiez, en quoi vous pouvez aisément vous apercevoir, que je souhaite de vous satisfaire. Vous le connoîtrez aussi par le choix des Ministres que j'ai & que j'aurai à l'avenir pour exécuter mes bonnes intentions. Je ne doute pas qu'elles ne procurent la Paix & le bonheur à mes Sujets, & une satisfaction générale à tout le monde. Pour ce qui regarde la Conférence, vous aurez bien-tôt une réponse directe dont vous aurez lieu d'être contents.

Ce Discours ne produisit pas l'effet que le Roi en avoit attendu : premièrement, parce que vrai-semblablement l'exclusion des Evêques étoit déjà résolue, & qu'il n'y avoit rien dans le Discours du Roi qui pût être capable de faire changer cette résolution. Secondement, ce même attachement que le Roi témoignoit pour le droit des Evêques étoit précisément la principale cause qui faisoit souhaiter leur exclusion. En troisième lieu, il sembloit que le

E iij

Roi

(1) Les Connétables sont à-peu-près comme les Commissaires des quartiers à Paris.

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

Roi vouloit se joüer du Parlement en lui disant , que si on pouvoit lui faire voir que l'autorité des Evêques étoit préjudiciable à l'Etat , il ne refuseroit pas de les prier de s'en désister. Comme si le Parlement avoit dû attendre de la pure condescendance des Evêques , la réformation d'une autorité préjudiciable à l'Etat ; maxime directement contraire aux principes , dans lesquels le Parlement se trouvoit alors.

Plainte contre Wren
Evêque
d'Ely.

Le même jour on porta aux Communes une plainte contre *Mathieu Wren* ; sur ce que , pendant qu'il étoit Evêque de *Norwich* , il avoit , par des oppressions , par des Innovations , & en exigeant certains sermens , obligé plus de cinquante familles de cette Ville , de se retirer dans la nouvelle Angleterre.

Argumens
de *Grimston*
& de *Selden*.
Nelson, T. I.
p. 667.

Le 17. de Février , les Communes examinerent la Remontrance des Ministres de Londres contre les Evêques. Dans le débat qu'il y eut sur ce sujet , Monsieur *Hatbotle Grimston* fit cet argument : *Il n'est pas certain que les Evêques soient de droit divin : c'est une question. Les Archevêques ne sont pas de droit divin : cela n'est pas contesté. Or je laisse à juger , si les Archevêques qui ne sont pas de droit divin , & les Evêques , à l'égard desquels il est incertain s'ils sont de droit divin , ont le pouvoir de suspendre des Ministres qui sont incontestablement de droit divin.* Le fameux Monsieur *Selden* rétorqua cet argument de cette manière : *Il est incertain si la Convocation est de droit divin : Personne ne peut prétendre que les Parlemens soient de droit divin. Or je laisse à juger , si la Convocation , à l'égard de laquelle il est incertain si elle est de droit divin , & si le Parlement qui assurément n'est pas de droit divin , ont le pouvoir de se mêler des affaires de la Religion , qui est incontestablement de droit divin.*

J'avoue que ces deux argumens ne me paroissent pas d'une égale force. Le premier suppose que , pour l'acte particulier de la suspension d'un Ministre , il faut une autorité dérivée de Dieu , supposition qui paroît assez naturelle. L'autre suppose qu'on a besoin d'une semblable autorité , pour pouvoir en général se mêler des affaires de la Religion , supposition qui me paroît un peu trop générale , & qu'il faudroit réduire à des actes particuliers , pour rendre cet argument semblable au premier.

Dans la suite , sur la plainte qui fut portée à la Chambre contre un Ministre qui étant Juge de Paix avoit fait diverses choses contre les Loix , la Chambre fit prier le Garde du grand Sceau de ne donner plus des Commissions de Juges de Paix à des Ecclésiastiques.

Nelson, T. I.
p. 670.
Rushworth,
Vol. IV p. 170
287.

Le 8. la Chambre reprit l'examen du droit des Evêques , sur quoi il se fit divers Discours pour & contre : mais ils sont trop longs pour être insérés ici. Je me contenterai de remarquer , qu'encore qu'il semblât , qu'il ne s'agissoit que de sçavoir , si on devoit exclure les Evêques de la Chambre Haute , les argumens qu'on faisoit contre eux portoient beaucoup plus loin , & tendoient à l'entière abolition de l'Episcopat.

Je remarquerai encore , qu'entre ceux qui parloient pour les Evêques , il n'y en avoit point qui ne convinssent que les Prélats avoient abusé de leur pouvoir. Mais ils prétendoient , que c'étoient des fautes personnelles qui pouvoient être châtiées , & prévenues pour l'avenir , sans qu'il fût nécessaire de porter aucune atteinte à l'Episcopat même. Les ennemis des Evêques faisoient entendre au contraire , qu'on ne pourroit jamais parvenir à une réformation.

formation de l'Episcopat, qu'en changeant le Gouvernement de l'Eglise. Ils disoient, que tant qu'il y auroit des Evêques, il y auroit autant de Tirans qui penseroient plus à l'établissement de leur grandeur qu'au salut du Peuple. Malheureusement, ils n'avoient que trop d'exemples pour confirmer leur opinion. Le Lord Falkland, qui parla ce jour-là contre les Evêques, dit entre autres choses :

CHARLES
1.
1640.
&c
1641,

Nous trouverons qu'ils ont diné la menthe & le cumin, & qu'ils ont laissé en arriere les points les plus importants de la Loi. Qu'ils ont été moins sévères contre ceux qui ont condamné notre Eglise, que contre ceux qui, sur quelque foible scrupule de conscience, se sont abstenus de venir prier Dieu dans nos Eglises. Oui, il a été plus dangereux pour quelques-uns, d'aller entendre un Sermon dans une Paroisse voisine, lors qu'ils n'en avoient point dans la leur propre, qu'il ne l'a été pour d'autres, d'être des Récusans obstinez. Pendant qu'on a souffert, que la Messe se dit publiquement en divers endroits, on a regardé les Conventicules comme séditieux. On a exigé la conformité aux Cérémonies, avec plus de rigueur que la conformité au Christianisme. Dans le tems même qu'on a ruiné des gens pour de simples scrupules, on s'est contenté d'admonêter simplement des gens convaincus d'avoir voulu commettre le crime de Sodomit.

Extrait d'un
Discours du
Lord Falk-
land contre
les Evêques.
Rushworth,
Vol. IV. p. 184.
Nelson, T. I.
p. 690.

Les oppositions que les ennemis de l'Episcopat trouverent alors à l'exécution de leurs desseins furent assez fortes pour la retarder; mais elles ne furent pas capables de les en faire désister. Ce qu'ils venoient de faire n'étoit proprement qu'une tentative pour pouvoir mieux prendre leurs mesures dans la suite. Ils se contenterent donc, d'avoir fait résoudre par la Chambre, que la Requête présentée par les habitans de Londres seroit prise en considération, contre le sentiment de ceux qui vouloient qu'on la rejetât sans l'examiner. D'ailleurs, ce qui s'étoit dit en cette occasion contre les Evêques, ne laissoit pas de contribuer à l'exécution du projet de les exclure du Parlement, de quoi la plupart des Membres des Communes étoient déjà convenus en secret. On continua donc à recevoir des Requêtes contre l'Episcopat, & à faire diverses démarches qui tendoient à inspirer au Peuple de l'aversion pour les Evêques, & pour le reste du Clergé.

Le 13. de Février, la Chambre ordonna de porter un Bill pour abolir la Superstition, dans la supposition que les Evêques avoient introduit dans l'Eglise diverses pratiques superstitieuses.

Le 1. de Mars, les Communes établirent un Committé pour préparer les raisons capables de faire voir, que les Ecclésiastiques devoient être privez de tous Emplois Séculiers.

Le 9. elles ordonnerent de porter un Bill contre la pluralité des Bénéfices.

Le même jour, le Committé qui avoit été chargé d'examiner la Remontrance contre les Evêques, présenta trois Articles sur lesquels il croyoit qu'il étoit à propos que la Chambre délibérât. Le premier regardoit les Emplois Civils des Ecclésiastiques; sçavoir, leur pouvoir judiciaire dans le Parlement, dans la Chambre Etoilée, dans le Conseil, dans les Commissions de Juges de Paix, & autres Emplois temporels. Le second, le pouvoir qu'ils exerçoient seuls dans les affaires Ecclésiastiques, comme l'Ordination, & les Censures. Le troisième, la grandeur des revenus des Doyens & des Chapitres, le peu d'avantage qu'ils apportoit à l'Eglise, & les inconvéniens qui en nais-

Votes des
Communes
contre les
Evêques.
Rushworth,
Vol. IV. p. 245
Nelson, T. I.
p. 708.

soient.

CHARLES I. 1640. & 1641. soient. La Chambre ayant délibéré sur le premier de ces Articles, vota. I. Que le Pouvoir législatif & judiciaire des Evêques dans la Chambre des Pairs, étoit un grand obstacle à la décharge de leurs devoirs spirituels, & préjudiciable à l'Etat. Que par cette raison, il étoit à propos de supprimer ce Pouvoir, & qu'on prépareroit un Bill pour cet effet.

II. Que le Pouvoir Judiciaire des Evêques ou de tous autres Ecclésiastiques, dans les Commissions de Paix, dans la Chambre Etoilée, ou dans quelque autre Cour ou Jurisdiction que ce fût, étoit un obstacle à leurs fonctions spirituelles, & préjudiciable à l'Etat, & qu'on préparoit un Bill sur ce sujet.

Les Seigneurs condamnent les Livres de Poklington. Le même jour, les Seigneurs condamnerent au feu, deux Livres du Docteur Poklington, intitulés : *Altare Christianum*, & *Sunday no Sabbath*. C'est-à-dire, que l'Autel est conforme au Christianisme, & que le Dimanche n'est pas un jour de Sabbath.

Nelson, T. I. p. 696. Rushworth, Vol. IV. p. 188. Le 15, les Communes envoyèrent aux Seigneurs des Articles contre le Docteur Cozins, qui étoit accusé d'avoir introduit dans l'Eglise de Durham diverses Innovations qui tendoient à rétablir le Papisme.

Le 21. Avril, les Provinces de Nottingham & de Lencastre présentèrent des Requêtes contre la Hiérarchie.

Rushworth, Vol. IV. p. 235. Nelson, T. I. p. 728. Le 26. du même mois, on lut dans la Chambre des Communes un Bill contre la dernière Convocation, contenant la spécification des Amendes, à quoi les Membres de cette Convocation devoient être condamnés. L'Amende de l'Archevêque de Cantorbéri étoit de vingt mille livres sterling. Il y en avoit d'autres de dix mille livres, de cinq mille, de deux mille, & la moindre d'un Evêque étoit de mille. Les autres Membres étoient taxés, chacun à proportion de ses Revenus Ecclésiastiques.

On y lut ce même jour, un Bill pour réformer les Cours Ecclésiastiques. Il étoit manifeste que la Chambre des Communes projettoit de faire quelque grande réformation dans l'Etat Ecclésiastique, & vraisemblablement les Doyens & Chapitres devoient être les premiers attaqués, parce que leur utilité ne paroissoit pas assez évidente. Cela fut causé que le Docteur Hecquet demanda aux Communes la permission de parler sur ce sujet, & de défendre la cause des Doyens & Chapitres, ce qui lui fut accordé. Mais après qu'il eut fini, on permit aussi à Burghess Ministre, de répondre à ses raisons. Les deux Universités présentèrent aussi des Requêtes à la Chambre, sur ce même sujet, mais fort inutilement.

Bill des Communes pour abolir l'Episcopat. Rushworth, Vol. IV. p. 240. Nelson, T. I. p. 731. Enfin, le Bill pour exclure les Ecclésiastiques de tous Emplois Civils, passa dans la Chambre des Communes (1), & fut envoyé aux Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Mais ce Bill trouvant de grandes oppositions dans la Chambre des Pairs, qui différoit de jour en jour de délibérer sur cette matière, les Communes firent porter un autre Bill pour l'entière abolition des Evêques, Archevêques, Doyens, Chapitres, Archidiacres, &c. & ce Bill fut lu pour la première fois. Pendant qu'on délibéroit sur une seconde lecture, les uns voulant qu'il fût rejeté, & les autres, qu'il fût lu une seconde fois, les Seigneurs firent dire aux Communes, qu'ils étoient prêts à consentir au Bill qui leur avoit été envoyé, à l'exception de la clause qui ôtoit aux Evêques le Droit de Séance au Parlement. Mais les Communes, sans faire attention

(1) Le 3. de May 1641.

à cette offre , ordonnerent la seconde lecture de leur second Bill.

Le 2. de Juin , il y eut entre les deux Chambres , une Conférence dans laquelle les Seigneurs firent entendre , qu'ils ne concevoient point que ni par la Loi commune , ni par les Statuts , ni par la pratique constante , on pût disputer aux Evêques , le Droit de Séance au Parlement. Qu'ils ne voyoient dans ce droit , aucun inconvénient qui dût les porter à en priver les Evêques & leurs Successeurs. Mais que pour le droit d'être Membres de la Chambre Etoilée , ou du Conseil , ou d'exercer quelque autre Emploi Séculier , ils vouloient bien concourir avec les Communes pour les en exclure.

Dès le lendemain , les Communes firent présenter aux Seigneurs neuf raisons pour exclure les Evêques du Parlement , sçavoir :

1. Parce que c'étoit un obstacle à leurs fonctions spirituelles.
2. Parce qu'en recevant leur Ordination , ils faisoient serment de s'appliquer uniquement à leur vocation.
3. Parce que dans les Siècles précédens , les Canons de l'Eglise leur défendoient de se mêler des affaires temporelles.
4. Parce que les vingt-quatre Evêques faisoient serment d'Obéissance Canonique aux deux Archevêques.
5. Parce qu'ils n'étoient Evêques que pendant leur vie , sans que leur Dignité passât à leurs enfans , c'est pourquoi il n'étoit pas juste qu'ils eussent un pouvoir législatif , sur les honneurs , les biens , les personnes , les libertez , des autres Sujets.
6. Parce qu'ils esperent toujours d'être transférez à des Evêchez plus considérables , & à des Emplois plus lucratifs.
7. Parce que depuis peu , il y a eu diverses plaintes qu'ils ont envahi les Libertez des Sujets , & que ces plaintes ne peuvent qu'être arrêtées , si les Evêques doivent être Juges dans leur propre cause. La même raison s'étend encore sur leur pouvoir législatif , par rapport aux Bills qui seroient proposés pour réduire leur pouvoir à de justes bornes.
8. Parce qu'ils ont tous intérêt de maintenir la Jurisdiction Episcopale qui a été trouvée si grièye pour le Peuple , que le Royaume d'Ecosse les a entièrement rejettez.
9. Parce que les Evêques étant du nombre des Seigneurs , & ayant voix dans le Parlement , sont placez à une trop grande distance des autres Ministres , ce qui produit en eux l'orgueil , le mécontentement dans les Inférieurs , & des troubles dans l'Eglise.

Quant à la possession où ils sont depuis longtems de ce droit , on répond , que si ce droit n'est pas avantageux au Peuple , les Législateurs ne doivent faire aucune attention , ni à l'usage , ni au tems. Les Abbez ont eu Séance au Parlement , aussi longtems que les Evêques , & on n'a pas laissé de les supprimer.

Parmi ces raisons , les Communes ne faisoient qu'indiquer la principale dans le 6. Article , mais qui n'étoit ignorée de personne. C'est que les Evêques avoient été trop dévouiez au Roi , & avoient favorisé le Despotisme.

Cependant , les Communes ordonnerent de préparer un Bill contre la dernière Convocation , & un autre pour abolir la Haute Commission.

Le 7. de Juin , les Seigneurs voterent , que les Evêques seroient maintenus dans leur droit de Séance à la Chambre Haute.

CHARLES

I.

1640.

&

1641.

Preface du
Bill pour a-
bolir l'Epif-
copat.

Rushworth,
Vol. IV. p. 283

Votes con-
tre la Hié-
archie.

Le 11. les Communes ayant repris leurs délibérations sur le Bill pour l'abolition de l'Episcopat, y furent occupées depuis sept heures du matin, jusqu'à la nuit, & résolurent enfin, que la Préface du Bill seroit couchée en ces termes: *D'autant qu'il a été reconnu par une longue expérience, que le gouvernement de l'Eglise d'Angleterre par des Archevêques, Evêques, leurs Chanceliers, Commissaires, Doyens, Archidiacres, & autres Officiers Ecclésiastiques, est un grand obstacle à une parfaite réformation, aussi bien qu'à l'accroissement de la Religion, qu'il est préjudiciable à l'Etat & au Gouvernement de ce Royaume, &c.*

Le 15. les Communes voterent, que tous les Doyens, Chapitres, Archidiacres, Prébendiers, Chantres, Chanoines, & leurs Officiers, seroient absolument supprimez. Que leurs Revenus seroient employez à l'encouragement des Etudes & des Sciences, & à d'autres usages pieux. Qu'on récompenseroit le Roi pour ses rentes, premiers fruits, & autres droits. Qu'on prendroit soin d'assigner une subsistance convenable à ceux qui perdrieroient leurs Revenus, pourvu qu'ils ne fussent pas du nombre des Délinquens. On fit sur ce sujet, divers Discours qu'il seroit trop long de rapporter.

Le 21. l'affaire de l'Episcopat fut reprise dans la Chambre des Communes, & le Chevalier Edoüard Deering proposa d'établir dans chaque Province, douze Ministres & un Président auquel on donneroit le titre qu'on voudroit, soit celui d'Evêque, ou quelque autre; mais il ne fut rien résolu là-dessus.

Il est aisé de comprendre par ce qui se passa dans le Parlement, pendant les premiers mois, par rapport à l'Eglise, que les Communes regardoient cette affaire comme capitale, quoiqu'on affectât de la faire passer pour une dépendance du dessein de rétablir le Gouvernement Civil. Car il ne se passa presque point de jour, qu'il n'y eût quelque délibération directe ou indirecte sur ce sujet. Mais comme ce n'étoit pas la seule affaire qu'il y eût alors dans le Parlement, il faut nécessairement en interrompre le récit, pour parler de quelques autres qui n'étoient pas moins importantes.

Le Roi ne pouvoit qu'être très-mécontent de la manière d'agir des Communes, tant sur les Grièfs, que sur l'Episcopat. Les deux choses qu'il avoit eu le plus à cœur, depuis le commencement de son Règne, étoient d'étendre sa prérogative, & de maintenir l'Eglise Anglicane dans tout son lustre, & les Evêques dans toute leur autorité. C'étoit néanmoins sur ces deux Articles que les Communes sembloient affecter de lui donner tous jours des mortifications, non seulement par les discours qui se faisoient dans leur Chambre, mais encore par leurs Votes, & par les Bills qu'elles envoyoient aux Seigneurs.

Procédez
des Com-
munes con-
tre les Ca-
tholiques.

Mais outre les Grièfs & l'Episcopat, il y avoit encore un autre Article sur lequel les Communes ne ménagerent pas beaucoup le Roi: C'étoit celui des Catholiques. Charles suivoit à-peu-près la même méthode que le Roi son pere avoit suivie; c'est-à-dire, qu'il paroissoit entièrement attaché à la Religion Protestante & Anglicane, pendant que d'un autre côté il protégeoit & favorisoit les Catholiques. Mais il y avoit cette différence entre le Pere & le Fils; c'est que la Religion du Roi Jacques fut toujours très-équivoque, malgré sa profession extérieure de la Religion Protestante, au lieu que Charles I. ne fut jamais accusé d'être Catholique, que par des gens fort passionnez.

Raisons du

Mais plusieurs choses l'engageoient à favoriser les Catholiques, & c'étoit ce

qui

qui donnoit quelque prise sur lui. Premièrement, l'exemple du Roi son pere, **CHARLES**
 qui, pendant son Regne, ne put jamais être porté à faire exécuter les Loix **I.**
 faites contre eux. 2. Quoique les Catholiques refusassent de prêter le ser- **1640.**
 ment de Suprémacie, ils ne refusoient pas de prêter celui d'Allegeance, & **&**
 cela lui suffisoit pour les regarder comme de bons Sujets. 3. Dans le projet **1641.**
 qu'il avoit formé de tenir le Parlement bas, & de le réduire à ne se mêler d'au- **Roi pour fa-**
 tre chose que de lui donner de l'argent, il suffisoit que le Parlement lui de- **voriser les**
 mandât l'exécution des Loix contre les Catholiques, pour qu'il prît le con- **Catholi-**
 tre pied, afin de lui faire perdre peu-à-peu, la coutume d'obtenir tout par **ques.**
 importunité. 4. Les Catholiques n'ayant d'autre ressource que la protection
 du Roi, il étoit naturel qu'ils fussent attachez à sa personne & à ses intérêts,
 & le Roi se croyoit obligé de leur accorder une protection extraordinaire,
 pour récompenser leur fidélité. 5. Rien ne causoit plus de chagrin aux Pu-
 ritains, que de voir les Catholiques bien venus à la Cour, & comme le Roi
 haïssoit beaucoup les premiers, il se faisoit un plaisir de les mortifier, en ca-
 resant leurs ennemis. 6. La Reine, pour laquelle le Roi avoit un extrême
 complaisance, ne contribuoit pas peu à lui inspirer une bonne opinion, sinon
 de sa Religion, du moins des personnes qui la professoient. 7. L'Archevê-
 que Laud, qui étoit Arminien, n'avoit gardé de fortifier le parti des Calvi-
 nistes, en irritant le Roi contre les Catholiques. 8. Enfin Charles I. étoit na-
 turellement d'une humeur inflexible, & cette qualité jointe aux maximes
 qu'il suivoit par rapport au Gouvernement, faisoit qu'il ne pouvoit voir qu'a-
 vec peine tout ce qui tendoit à contraindre sa volonté. Ce sont-là vraisem-
 blablement, les causes qui porterent le Roi à favoriser les Catholiques, pen-
 dant les quinze premières années de son Regne. Il poussa si loin ses égards
 poureux, que non seulement les Loix pénales faites contre eux ne furent ja-
 mais exécutées, mais que même les Catholiques étoient regardez à la Cour,
 comme les meilleurs Sujets, au lieu qu'on regardoit les Puritains, comme des
 ennemis du Roi & de l'Etat.

Les affaires ayant changé de face, par la convocation de ce Parlement, &
 le Roi n'étant pas en état de protéger les Catholiques, ils furent poussés assez
 rudement. On supposa, qu'il y avoit un dessein formé de rétablir le Papisme
 en Angleterre, & que divers Evêques & autres Ecclésiastiques étoient entrez
 dans le complot. L'Archevêque de Cantorbéri, les Evêques d'Ély, & de Bath
 & Wells, le Docteur Cozins, le Secrétaire Windebanck, & quelques au-
 tres en furent principalement accusez, & on faisoit entendre assez ouverte-
 ment, que c'étoit la Reine & ses Confidens qui menaient l'intrigue. Quoi-
 que cette accusation allât peut-être trop loin à l'égard des particuliers, on ne
 peut guères disconvenir, qu'ils n'y donnassent quelque lieu par leur maniere
 d'agir. La haine qu'ils avoient pour les Presbytériens faisoit qu'ils ne crai-
 gnoient pas de s'approcher trop près du Papisme, afin de s'éloigner d'avanta-
 ge du Presbytérianisme. C'est-là, si je ne me trompe, la véritable cause de
 toutes les Innovations qui furent introduites dans le Culte public, de l'atta-
 chement inviolable qu'on avoit pour l'observation de certaines pratiques &
 cérémonies indifférentes ou peu nécessaires. La principal but de ceux qui
 gouvernoient l'Eglise, étoit d'augmenter continuellement la distance entre
 le Presbytérianisme & l'Eglise Anglicane. Mais cette politique, qui fut avan-

CHARLES
I.
1640
&
1641.

rageuse aux ennemis des Puritains, pendant que le Roi gouvernoit avec un pouvoir absolu, tourna toute à leur préjudice, parce que dans ce Parlement, on les accusa d'avoir eu des desseins plus cachez, & en un mot, d'avoir voulu introduire le Papisme, & on fit tomber sur tout l'Eglise la punition des fautes, que la passion avoit fait commettre à quelques particuliers.

Dans tout ce que ce Parlement fit contre les Catholiques, le Roi n'avoit proprement rien à dire. Il ne pouvoit disconvenir qu'il n'y eût des Loix contre les Récusans, & que ces Loix n'avoient pas été exécutées, quoiqu'il s'y fût plusieurs fois solennellement engagé. Ce n'étoit plus le tems de les protéger hautement. C'est ce qui lui fit publier des Proclamations pour ordonner l'exécution des Loix, afin de contenter le Parlement. Mais ces Proclamations étoient dressées avec tant d'artifice, qu'elles n'accordoient rien proprement, de ce qu'elles sembloient promettre. Sur tout, il ne fut jamais possible au Parlement d'obtenir du Roi, qu'il fit exécuter les Prêtres condamnés à mort, soit que le Roi ne pût se résoudre à faire exécuter des Sentences qu'il croyoit trop rigoureuses, ou que les sollicitations de la Reine eussent plus de pouvoir sur lui, que celles du Parlement. Voici présentement ce qui se passa de plus considérable sur le sujet des Catholiques, pendant les sept ou huit premiers mois de cette Séance.

Rapport du
Committé
sur la Pro-
clamation
contre les
Récusans.
Rushworth,
Vol. IV. p. 64.

Dès le commencement de ce Parlement, le Roi ayant publié une Proclamation contre les Récusans, le Committé des Communes, chargé de l'examiner, rapporta, qu'elle ne répondoit pas aux espérances ni aux intentions de la Chambre, par les raisons suivantes:

1. Il y étoit ordonné aux Papistes récusans de sortir de Londres dans quatorze jours, à moins qu'ils n'eussent une permission spéciale d'y demeurer, sur quoi le Committé observoit, que ceux qui pourroient obtenir une permission du Roi, du Conseil, de l'Evêque de Londres, du Lord Lieutenant de la Province, ou de son sous-Lieutenant n'étoient pas compris dans l'ordre.
2. Que l'ordre pour désarmer les Récusans étoit limité aux Récusans vaincus, & que par conséquent, les autres ne pouvoient pas être désarmez.
3. Qu'il étoit ordonné aux Récusans, d'aller demeurer dans leurs maisons; mais que depuis quelque tems, un grand nombre d'entre eux avoient pris des maisons dans Londres.

Le Committé ajoûtoit, que plusieurs Récusans avoient obtenu des protections pour leurs personnes & pour leurs biens.

Dans la continuation de ce rapport, qui se fit quelques jours après, le Committé disoit, que dans l'espace de sept ou huit ans, il y avoit eu soixante & quatorze Lettres de pardon accordées à des Récusans dont quelques-uns avoient été élargis par des ordres du Roi même; d'autres par le Conseil, & la plupart, par des ordres particuliers du Secrétaire Windebanck, sans qu'il y fût fait mention de la volonté du Roi. Ensuite, il entroit dans un détail circonstancié de l'élargissement de diverses personnes condamnées pour crimes de trahison, le tout à la charge de Windebanck. Il disoit de plus, qu'on avoit découvert soixante & quatre Lettres de grace pour arrêter les poursuites contre les Récusans, adressées à diverses Provinces, & à divers Juges. Il ajoûtoit, que véritablement le Roi pouvoit faire grace à des gens condamnés; mais qu'il étoit contraire aux Loix d'arrêter les poursuites.

Le

Le 30. de Novembre, les Communes prièrent le Général de l'Armée de congédier tous les Officiers Papistes, & prièrent le Roi d'ôter aux Papistes, les Commandemens des Places. Le Roi répondit, qu'il ne connoissoit point de Papiste, qui eût le Commandement d'aucune Place : mais que néanmoins il avoit donné ses ordres pour en être plus particulièrement informé.

Le 1. de Décembre, la Chambre ordonna de préparer une remontrance au Roi, touchant le Nonce du Pape. C'étoit le Comte Rosetti qui exerçoit en Angleterre, les fonctions de Nonce, sous prétexte qu'il étoit nécessaire à la Reine, pour les affaires de sa conscience.

Le 5. La Chambre ordonna à tous les Juges de Paix, de poursuivre les Récusans, sans aucune connivence.

Dans le mois de Janvier suivant, il y eut une espèce de différend entre le Roi & les Communes au sujet d'un Jésuite nommé Goodman, qui avoit été condamné à mort, & dont le Roi avoit suspendu l'exécution. Il y eut sur ce sujet diverses Conférences entre les deux Chambres, & enfin, elles convinrent de présenter en commun une remontrance au Roi, pour le porter à faire exécuter les Loix contre les Papistes, & en particulier à n'interrompre point le cours de la Justice à l'égard de Goodman. Le Roi, qui vouloit sauver ce Jésuite, soutenoit qu'il n'avoit été condamné que parce qu'il étoit Prêtre, sans qu'on l'accusât d'aucun autre crime. Mais les deux Chambres lui représentèrent, que ce Prêtre & Jésuite avoit été Ministre de l'Eglise Anglicane, & qu'il avoit été deux fois arrêté, & deux fois relâché. Enfin le Roi répondit, que si on faisoit mourir Goodman, les Protestans en pourroient souffrir dans les Païs Catholiques, & que néanmoins, il laissoit aux deux Chambres à ordonner sur ce sujet, ce qu'elles trouveroient à propos. Le lendemain, Goodman lui fit présenter une Requête, qui fut d'abord communiquée aux deux Chambres, dans laquelle il lui disoit, qu'il étoit content de mourir, plutôt que d'être un sujet de division entre lui & son Parlement. Comme il ne paroît pas que les deux Chambres insistassent davantage sur ce sujet, il est apparent que le Roi obtint ce qu'il souhaitoit, & qu'il sauva la vie à ce Jésuite. Mais cette espèce de victoire ne laissa pas de lui porter quelque préjudice, en ce que ses ennemis en prirent occasion de faire remarquer, qu'on ne pouvoit compter sur ses Proclamations ni sur ses promesses par rapport aux Catholiques, puisqu'elles n'étoient jamais exécutées. On ne douta point que la Reine n'eût fortement sollicité en faveur de Goodman.

Le 10. de Février 1647. les Communes reçurent une information, que les Catholiques se préparoient à exécuter quelque grand dessein, & que, par l'ordre de la Reine, ils jeûnoient tous les Samedis, pour en obtenir de Dieu un heureux succès. Sur cela les deux Chambres renouvelletent leurs ordres aux Juges de Paix, d'exécuter les Loix à toute rigueur, contre les Récusans.

Le 17. les Communes ordonnerent au Maire de Londres, d'empêcher le concours des Papistes, aux Maisons des Ambassadeurs, & aux Chapelles de la Reine.

Le 24. les Membres de la Chambre eurent ordre d'apporter dans un certain tems, les noms de tous les Récusans convaincus de chaque Province.

CHARLES.
I.
1640.
&
1641.

Remontrance au Roi sur le Nonce du Pape.

Affaire de Goodman Jésuite.

Rushworth,

Vol. IV. p. 153

155. 157.

158.

Nelson, T. I.
p. 660.

Nelson T. I.
p. 668.

CHARLES

I.

1640.

&c

1641.

Procédez
des Com-
munes sur
l'argent don-
né au Roi
par les Ca-
tholiques
pour la guer-
re d'Ecosse.
Rushworth,
Vol. IV. p. 160
pag. 169.
Message de
la Reine aux
Communes
3. Février.

Le 2. de Juin, on lut dans la Chambre des Communes, un Bill pour faire défarmer tous les Papistes dans tout le Royaume.

Dès le mois de Janvier les Communes avoient examiné l'affaire de la contribution que les Catholiques avoient fournie au Roi, pour la Guerre d'Ecosse, à la sollicitation de la Reine qui leur avoit écrit une Lettre circulaire pour les y exhorter. Walter Montaigu, & Kenelm Digby, avoient été cités & interrogés sur ce sujet, & il sembloit que les Communes avoient dessein de pousser vigoureusement cette affaire. Mais la Reine trouva le moyen de les appaiser par un Message qu'elle leur envoya, où elle avoüoit, qu'elle avoit fait ses efforts pour aider le Roi dans ses besoins : mais elle protestoit, qu'elle avoit ignoré que ce fût contre les Loix, & assuroit qu'à l'avenir, elle prendroit mieux garde à sa conduite. Elle ajoûtoit, qu'elle avoit appris qu'un homme qui étoit auprès d'elle de la part du Pape leur faisoit ombra-ge, & que pour les contenter, elle le renvoyeroit à Rome dans un tems convenable. Ce tems convenable n'étoit pas encore arrivé au mois de Juin suivant, & le Nonce Rosetti étoit toujours auprès de la Reine. Mais enfin, les Communes ayant donné ordre qu'on l'aménât à leur barre, pour y être interrogé, il se cacha, & dès le lendemain, il partit pour s'en retourner à Rome. Montaigu, Winter, & Digby, s'étoient déjà retirés en France.

Le Confes-
seur de la
Reine est
accusé.

Le Pere Philippe, Confesseur de la Reine, fut aussi examiné par les Communes, qui ensuite, firent porter aux Seigneurs une accusation contre lui, & contre le Pere Supérieur des Capucins de la Reine. Vraisemblablement, cette accusation n'étoit que pour les épouvanter, & pour les obliger à se retirer.

C'est là ce qui se passa de plus important par rapport aux Catholiques Romains, avant le voyage que le Roi fit en Ecosse, dont il sera parlé dans la suite. Il est tems de parler de l'armée d'Ecosse que nous avons laissée à Newcastle.

Affaires
avec les
Ecossois.

Le Roi s'étoit flatté que le Parlement prendroit sa cause en main contre l'Ecosse, & qu'il lui fourniroit les moyens de chasser les Ecossois du Royaume. C'étoit la première chose, ou plutôt la seule qu'il avoit recommandée aux deux Chambres, dans la première Harangue. Mais pour comprendre combien cette espérance étoit vaine, il n'y a qu'à considérer, que c'étoient les Chefs du parti contraire au Roi, qui avoient encouragé les Ecossois à entrer en Angleterre, & que ce parti étoit si supérieur dans le Parlement, qu'il n'y avoit que peu des amis du Roi qui osassent ouvrir la bouche pour soutenir ses intérêts. C'étoit cette invasion des Ecossois, qui avoit obligé le Roi à convoquer un Parlement, & c'étoit cela même qui mettoit le Parlement en état de rompre toutes les mesures du Roi, & de l'obliger à souffrir la réparation des Grièfs. Enfin, c'étoit uniquement par l'appui des Ecossois, que le Parlement pouvoit rétablir le Gouvernement dans son ordre ancien & naturel. Il auroit donc agi contre ses propres intérêts, & directement contre la fin qu'il se proposoit, s'il avoit fourni au Roi les moyens de chasser les Ecossois du Royaume. Aussi ne fit-il pas une seule démarche qui tendit à ce but. Au contraire, il parut manifestement, qu'il regardoit les Ecossois comme des frères qui ayant le même intérêt que les Anglois étoient venus pour les secourir, & pour agir de concert avec eux.

Le

Le 9. de Novembre , six jours après l'ouverture du Parlement , le Chevalier *Widrington* , Député de la Province de Northumberland , ayant présenté une Requête à la Chambre , pour se plaindre des oppressions que cette Province souffroit par le séjour de l'armée d'Ecosse , fit sur ce sujet un Discours , où il traita les Ecossois de Rébelles qui avoient envahi l'Angleterre. La Chambre fut si offensée de ces expressions , que *Widrington* n'évita la prison , qu'en se rétractant , & en promettant qu'il s'abstiendrait à l'avenir de pareils termes. Rien n'étoit plus capable de faire comprendre au Roi , combien les Communes étoient éloignées de lui donner du secours contre l'Ecosse. Mais ce ne fut pas la seule marque qu'elles donnerent de leur intention. Premièrement , elles trouverent à propos de donner aux Ecossois une somme de trois cens mille livres sterling , comme une récompense de l'assistance fraternelle , que l'Angleterre avoit reçue de leur part. En second lieu , elles trouverent le moyen de faire durer la négociation de la Paix , jusqu'au 7. d'Août 1641 , c'est-à-dire , jusqu'à ce que tous les Grieffs furent à peu près réparés , & que le Roi eût donné son consentement à l'Acte pour établir des Parlemens triennaux , & à un autre , par lequel il ne pouvoit dissoudre ce Parlement , qu'avec le consentement des deux Chambres. Tout cela étoit bien éloigné de l'espérance dont le Roi s'étoit flaté , qu'on lui accorderoit l'argent nécessaire pour obliger les Ecossois à s'en retourner chez eux. Comme les troubles d'Ecosse avoient été la source & l'origine de ce qui se passa dans ce Parlement , je me persuade , qu'on ne sera pas fâché de voir ici un petit détail de la négociation qu'il y eut pour conclure la Paix entre le Roi & les Ecossois , & entre l'Ecosse & l'Angleterre. Voici la substance d'un Discours que fit le Comte de Bristol aux deux Chambres , en leur rendant compte de ce qui s'étoit passé jusqu'alors sur ce sujet.

Les Commissaires employez par S. M. ne prétendent point rendre compte de ce qui s'est passé avant qu'ils aient été employez , ni des causes qui ont fait rompre la Paix , ni faire voir à quoi étoient destinées les armées d'Angleterre & d'Irlande , & celle qui devoit agir sur mer. Ils n'ont pas dessein d'en rejeter la faute sur qui que ce soit , ni d'examiner qui sont ceux qui ont attiré les Ecossois dans le Royaume , où ils sont entrez , comme ils le prétendent , par pure nécessité , ni encore , pourquoi l'armée du Roi étoit éloignée , lors qu'il étoit si nécessaire qu'elle fût à portée pour entrer en action. Ceux qui ont eu le maniment de ces choses , pourront dans la suite en informer le Parlement.

Sa Majesté ayant assemblé le grand Conseil des Pairs à Yorck , leur fit deux propositions. La première fut , comment son armée pourroit être maintenue. Sur cela , les Pairs s'engagerent en leur propre nom , pour emprunter une somme de la ville de Londres. La seconde proposition de S. M. fut , que les Ecossois avoient passé le Northumberland , & s'étoient emparez de Newcastle , & de l'Evêché de Durham. Qu'ensuite , ils lui avoient envoyé une Requête pour le prier de faire attention à leurs Grieffs. Que sur la réponse du Roi , ils avoient déclaré qu'ils obéiroient à ses ordres & qu'ils ne marcheroient pas plus avant en Angleterre. Sa Majesté demanda donc aux Pairs , comment il devoit répondre à cette Lettre. Les Pairs répondirent , qu'ils ne pouvoient donner aucun avis , avant que d'être informez de l'état des affaires,

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

« Rapport
du Com-
te de Bris-
tol de la
« négocia-
tion avec
« les Ecos-
sois *Rush-*
« *worth* ,
« Vol. IV.
« p. 46.

«
«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

CHAR-
LES I.
1640. &
1641. „

res, & de celui où se trouvoit l'armée du Roi. Sur cela, le Comte de Tarquair, par ordre du Roi, leur rendit compte des affaires d'Ecosse, & des Actes du dernier Parlement tenu dans ce Royaume-là, & le Comte de Strafford, Lieutenant Général, les informa de l'état de l'armée.

„ Les Ecossois avoient passé le Northumberland, sans trouver aucune résistance. Ils avoient forcé le passage de la Thyne à *Newburn*, d'où la Cavalerie Angloise s'étoit retirée en désordre. L'armée du Roi consistant en douze ou quatorze mille hommes, s'étoit retirée à Yorck, & par-là Newcastle, Ville très-importante, étoit tombée entre les mains des Ecossois, & l'Evêché de Durham avoit été mis sous contribution.

„ Sur cela, la Noblesse de Durham s'étoit adressée au Roi. Mais le Comte de Strafford, à qui le Roi avoit renvoyé ces Gentilshommes, leur dit, qu'ils ne devoient point s'attendre que le Roi pût prendre les voyes qu'ils jugeroient les plus convenables, pour garantir leurs personnes & leurs biens. Par-là, ils s'étoient vû obliger de se soumettre à une contribution fort griève, mais telle, que sans cela, l'armée d'Ecosse n'auroit pas pû subsister. Cette contribution étoit de huit cens cinquante livres sterling par jour, pour le Northumberland, Durham & Newcastle. Les gens du Pais se plaignoient beaucoup, de ce qu'on avoit irrité les Ecossois, en les déclarant Traîtres.

„ Les Ecossois representèrent de leur côté aux Commissaires du Roi, qu'ils avoient été menacez d'une Armée de trente ou quarante mille hommes, d'une autre de dix mille hommes, qui devoit venir d'Irlande, qu'ils avoient aussi avis que huit ou dix-mille hommes devoient agir par mer, & qu'ils avoient été déclarez Traîtres par une Proclamation : qu'ils avoient perdu tout leur commerce avec l'Angleterre, & que toutes ces choses les avoient indispensablement obligés à se mettre en état de défense. Ils ajoûtoient, que c'étoit un bruit tout commun, que le dessein de la Cour étoit de réduire l'Ecosse en Province, & que ce ne feroit tout au plus, que l'ouvrage d'une campagne. Que sur cela, ils avoient assemblé leurs forces, pendant que les armées dont on les menaçoit étoient encore éloignées, & qu'ils avoient été comme forcéz d'entrer en Angleterre, leur Pais étant pauvre, & ne pouvant pas fournir la subsistance à leur Armée.

„ Ainsi, le grand Conseil des Pairs trouva que les Ecossois s'étoient avancés près de quatre vingt milles en Angleterre : qu'ils avoient passé la *Tweede*, & la *Thyne*, & que la Riviere de *Tees*, qui borne la Province d'Yorck, ne pouvoit être défendue, y ayant des gueuz où quarante chevaux de front pouvoient passer. Que si les Ecossois passaient cette Riviere, rien ne pourroit les empêcher d'aller à Yorck, à moins que de vouloir hasarder une bataille, ce que le Comte de Strafford ne conseilloit pas, vû que l'armée du Roi étoit composée de troupes sans expérience.

„ Sur cela les Pairs dirent au Roi, que leur avis étoit qu'il devoit écouter les Ecossois. Et comme ils se plaignoient que leurs précédentes Remontrances avoient passé par des mains suspectes, on conseilla au Roi de nommer, pour traiter avec eux, des Commissaires qui leur fussent agréables. Le Roi en laissa le choix au Grand Conseil des Pairs. Ces Commissaires reçurent leurs Instructions, & on leur donna pouvoir de commencer par la négociation d'une Trêve.

Cette

Cette proposition ayant été faite aux Ecoſſois, ils repréſenterent, que le Païs où ils ſe trouvoient étoit devenu très pauvre : que dans la ſituation de leurs affaires, ils ne pouvoient retourner en Ecoſſe, & que le Roi leur avoit défendu de paſſer plus avant en Angleterre. Que dans cet état, une négociation étoit pour eux pire que la Guerre, à moins qu'on ne trouvât le moyen de pourvoir à leur ſubſiſtance pendant la durée du Traité, ſans quoi ils ſe verroient obligez de piller le Païs.

Sur l'avis que les Commiſſaires donnerent au Roi & au Conſeil des Pairs, de cette proposition, il leur fut permis de traiter avec les Ecoſſois pour leur ſubſiſtance, & les Commiſſaires crurent qu'il étoit moins deshonorable à l'Angleterre, de permettre aux Ecoſſois de continuer à exiger huit cent cinquante livres par jour, que de leur aſſigner quelque autre ſomme. On conclut donc un Traité Préliminaire : on convint des conditions d'une Trêve, & les Commiſſaires conſeillèrent au Roi de ratifier ce Traité, ce qui fut fait. Le tems du Parlement approchant, les Commiſſaires conſeillèrent au Roi de transférer la négociation de *Rippon* à Londres, à quoi le Roi conſentit.

Le Comte de Briſtol ajouta, pour excuſer le Traité préliminaire conclu à *Rippon*, que véritablement, il étoit fâcheux de payer aux Ecoſſois une contribution de huit cens cinquante Livres par jour, & qu'il y avoit même lieu de douter, que le Païs pût long tems ſupporter cette charge : mais que d'un autre côté, les Ecoſſois diſoient, que ſi cette contribution venoit à leur manquer, il ſeroit impoſſible d'obéir au Roi, ou de ſ'empêcher de piller le Païs. Que par ces raiſons, le Comte de Strafford avoit été d'avis, que les Provinces de *Westmorland* & de *Cumberland*, qui étoient ſous le pouvoir des Ecoſſois, aidâſſent à leurs voiſins, à payer cette contribution. D'un autre côté les Commiſſaires du Roi déclarèrent, que ſi le Traité étoit rompu de la part des Anglois, les Ecoſſois ne manqueroient pas d'alleguer, qu'ils ne pouvoient pas mourir de faim. Que par conſéquent, ſi on ne trouvoit pas quelque moyen pour ſoulager les Provinces ſujettes à la contribution, il étoit dangereux que ce Traité n'aboutît à rien. C'eſt pourquoi les Commiſſaires & tous les autres Seigneurs s'engagerent à repréſenter fidèlement toutes ces choſes au Parlement.

Le Comte ajouta encore, que l'intention des Commiſſaires n'étoit pas de demander à la Chambre des Communes, qu'elle fournit de l'argent, mais de lui expoſer le véritable état des affaires. Que néanmoins, ils tenoient pour certain, que ſi on ne trouvoit pas quelque expédient, tout le Royaume en ſouffriroit. Qu'il ne paroîſſoit pas que les Ecoſſois euſſent la moindre envie de ſe retirer dans leur Patrie. Qu'il falloit donc, ou qu'ils pillâſſent le Païs, ou qu'ils s'avantaſſent dans la Province d'*Yorck*, & enſuite plus outre, pour chercher leur ſubſiſtance, & qu'il étoit important pour tout le Royaume de les en empêcher.

Enfin, le Comte de Briſtol pria le Parlement de conſidérer, que ſi on jugeoit à propos de payer une contribution à l'armée d'Ecoſſe, il n'étoit pas moins néceſſaire de pourvoir à la ſubſiſtance de l'armée du Roi. Que l'armée d'Ecoſſe étoit puiffante, & qu'elle ne pouvoit guères trouver d'autre réſiſtance, que les difficultés d'une marche pendant l'hiver : mais qu'il laiſſoit au Parlement à conſidérer, ſ'il étoit à propos de ſe repoſer ſur les difficultés que

CHAR-
LES I.
1640. &
1641. »

la gelée pourroit causer à des troupes accoutumées aux glaces de la Suede (1). Que véritablement, les Ecoffois avoient assuré, avec de grandes protestations, que leur intention n'étoit pas de marcher plus avant, mais de s'en retourner, dès qu'ils auroient reçu satisfaction : mais que les Commissaires ne jugeoient pas, qu'on dût faire un grand fond sur des protestations & sur des promesses. Qu'il pouvoit arriver divers accidens qui leur feroient changer d'avis, sur tout, se trouvant dans un Pais plus abondant que l'Ecosse, & que peut-être, les troupes ne voudroient pas obéir à leurs Généraux. Que par ces considérations, les Commissaires croyoient, qu'on devoit tenir sur pied l'armée du Roi, ou qu'autrement la Province d'Yorck & les autres Provinces voisines seroient à la discrétion des Ecoffois. Qu'il n'assuroit pas que les Ecoffois marcheroient plus avant en Angleterre : mais qu'il seroit en leur pouvoir de le faire, & qu'à cause de cela, il ne pouvoit s'empêcher de le représenter au Parlement.

Il n'étoit pas nécessaire d'employer beaucoup de raisonnemens pour porter le Parlement à permettre que l'armée d'Ecosse fût entretenue en Angleterre. Sur le rapport du Comte de Bristol, la Chambre des Communes vota, qu'elle approuvoit le Traité commencé avec les Ecoffois, & le choix des Commissaires, mais à condition qu'ils ne pourroient rien conclure qui liât la Chambre, sans son consentement exprès. Quoi que l'armée d'Ecosse coûtât cher à l'Angleterre, la négociation ne laissa pas de durer jusqu'au 7. d'Août 1641, que le Traité fut enfin signé. J'en rapporterai ici les Articles en abrégé, afin qu'on puisse voir, premièrement en quoi consistoient les différends entre le Roi & l'Ecosse, & les difficultez de la Paix, & en second lieu, à quoi aboutit enfin le grand projet que le Roi avoit formé de réduire l'Eglise d'Ecosse à une parfaite conformité avec l'Eglise Anglicane, & peut-être, de se rendre absolu en Ecosse, comme il étoit à-peu-près en Angleterre, lorsqu'il forma cette entreprise.

Substance du Traité conclu entre l'Angleterre & l'Ecosse, le 7. d'Août 1641.

Traité avec
l'Ecosse.
Rushworth,
Vol. IV. p. 362

Premièrement, les Ecoffois protestent, qu'en traitant avec le Parlement d'Angleterre, ils ne prétendent point reconnoître, que l'Ecosse soit dans aucune sorte de dépendance du Royaume d'Angleterre, &c.

1. Demande des Ecoffois.

» Qu'il plaise au Roi de faire publier en son nom les Actes du dernier Parle-
» ment d'Ecosse, avec le consentement des Etats assemblez à Edimbourg, le 2.
» de Juin 1640. par ordre de S. M.

Réponse.

Le Roi promet sur sa parole Royale, de faire publier ces Actes en son nom, avec ceux qui seront faits à la prochaine Session du même Parlement. Il consent, que ces Actes aient force de Loix, &c.

2. De-

(1) Ceci fait allusion aux 6000. Ecoffois que le Roi avoit envoyez au Roi de Suede, sous le commandement du Marquis d'Hamilton. Mais ces troupes furent toujours employées en Allemagne, & non pas en Suede.

2. Demande.

Que le Château d'Edimbourg, & les autres Places fortes du Royaume “
soient pourvuës & employées pour la sûreté de l'Ecosse. “

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

Réponse.

Accordé.

3. Demande.

Que les Ecossois qui sont en Angleterre & en Irlande soient exempts de “
toute poursuite, pour avoir signé le *Covenant*, approuvé par S. M. & qu'on “
n'exige plus d'eux des sermens qui ne sont point autorisez par leurs Loix, & “
qui sont contraires à leur *Covenant*.

Réponse.

Accordé pour ce qui regarde les Ecossois qui seront étrangers en Angleterre & en Irlande. Mais il faut en excepter ceux qui seront établis dans quelqu'un de ces deux Royaumes, & qui y feront leur résidence ordinaire. Les Anglois & les Irlandois jouiront du même privilège en Ecosse.

4. Demande.

Que tous ceux, qui après un juste examen seront trouvez dans les deux “
Royaumes, avoir semé la discorde entre le Roi & son Peuple, ou entre les “
deux Nations, & avoir été cause des troubles précédens, soient soumis à la “
censure des deux Parlemens respectivement, sçavoir, les Ecossois, du Parle- “
ment d'Ecosse, & les Anglois, du Parlement d'Angleterre.

Réponse.

Le Roi n'a au tour de sa personne aucun de ces Incendiaires, qui lui soit connu : mais toutes ses Cours sont ouvertes à la Justice. Le Parlement d'Angleterre se tient actuellement, & celui d'Ecosse doit s'assembler bien-tôt. Le Roi n'empêchera point qu'on ne s'adresse aux deux Parlemens respectivement, sur toutes sortes de plaintes, de quelque nature qu'elles soient.

Et comme il a été demandé de plus, qu'il plût à S. M. de ne recevoir à son service, & de ne donner aucun emploi à ceux qui seront condamnés par quelqu'un des deux Parlemens, S. M. y consent, & promet de n'employer aucun de ceux qui seront jugés incapables par l'un des deux Parlemens, sans le consentement de ce même Parlement.

5. Demande.

Qu'on restituë les Vaisseaux arrêtez, & que les dommages soient ré- “
parez.

Réponse.

Accordé, à condition que la restitution se fera réciproquement des deux côtez.

Et comme les Ecossois se sont plaints, que quatre-vingts de leurs Vaisseaux se trouvoient arrêtez en Angleterre, & qu'ils couroient risque de se perdre, on est convenu, qu'on donnera promptement des ordres pour leur restitution, & qu'on fera une avance de quatre mille livres sterling, pour les mettre en état de naviger.

6. Demande.

Que les charges, pertes & dommages soufferts par les Ecossois, à l'occa- “
sion de ces troubles, soient réparés.

Réponse.

Le Parlement d'Angleterre accorde aux Ecossois la somme de trois cens mille livres sterling.

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

Et comme les Ecoffois ont souhaité qu'on réglât la maniere, le tems, la sûreté du paiement de cette somme, & des arrérages dûs aux Provinces du Nord, il a été résolu par le Parlement, qu'on leur payera quatrevingt mille livres sterling, avant qu'ils licencient leur Armée, avec tous les arrérages qui leur sont dûs. Que pour la sûreté du reste, il sera fait un Acte de Parlement, pour engager la Foi publique que la moitié de ce qui leur restera dû, leur sera compté à la fin de Juin 1642. & l'autre moitié un an après en 1643.

Et comme ils ont demandé à qui ils devront s'adresser pour recevoir ce paiement, le Parlemens a nommé des Commissaires, sçavoir & résolu que le paiement se fera dans la Chambre de Londres. Et encore, conformément à leur demande ultérieure, qu'on donnera un passeport pour le transport de cet argent, d'Angleterre en Ecoffe.

7. Demande.

- „ Que toutes les Proclamations, Déclarations, Actes, Livres, Libelles, &c.
„ contre les Ecoffois soient supprimez, selon l'Acte du Parlement.

Réponse.

On convient que toutes ces Actes soient réciproquement supprimez, tant en Ecoffe, qu'en Angleterre & en Irlande.

8. Demande.

contenant divers Articles.

- „ 1. Que les marques des hostilités entre les deux Nations, soient ôtées,
„ & en particulier, qu'on retire les Garnisons de Barwick & de Carlisle, &
„ qu'on démolisse les Fortifications (1).

Réponse.

Le Roi consent que toutes choses soient remises sur le pied où elles étoient avant les troubles. Que les Villes de Barwick & de Carlisle soient réduites au même état où elles étoient, à condition qu'on fera la même chose en Ecoffe, sans préjudice néanmoins de ce qui est contenu dans le second Article, par rapport au Château d'Edimbourg, & autres Places fortes.

- „ 2. Qu'il y ait une uniformité de Religion & de Culte entre les deux Nations.

Réponse.

S. M. & le Parlement approuvoit cette proposition, & le Parlement d'Angleterre ayant déjà commencé à mettre en délibération, ce qui regarde le Gouvernement de l'Eglise, fera ce qui sera jugé le plus convenable pour la gloire de Dieu, pour la Paix de l'Eglise, & pour le bien des deux Royaumes.

- „ 3. Que le Roi & le Prince aillent, de tems en tems, faire leur résidence
„ en Ecoffe.

Réponse.

Le Roi le fera, lorsque les affaires d'Ecoffe le demanderont, & que ses affaires d'Angleterre le lui permettront.

- „ 4. Que les grand Officiers, Conseillers & Juges, soient placez à la recommandation du Parlement.

Réponse.

Le Roi promet d'avoir un tel égard à la recommandation de son Parlement, ou pendant la vacance du Parlement, à la recommandation du Conseil, ou des Juges des

(1) C'étoit une Clause ordinaire dans les anciens Traitez entre l'Angleterre & l'Ecoffe, qu'aucune des deux Nations ne pourroit se mettre en possession de Barwick ni de Carlisle.

des Sessions, qu'il choisira quelqu'un de ceux qui lui seront recommandez, ou que s'il arrive qu'il en choisisse un autre, il le fera sçavoir au Parlement, au Conseil, ou aux Juges, afin qu'il puisse être informé, s'il y a quelque chose à dire contre celui qu'il aura choisi, & en ce cas, en nommer un autre. Le Roi déclare aussi, qu'à l'avenir, pour la satisfaction de ses sujets d'Ecosse, il donnera les Patentes aux Juges, avec la clause, *Quamdiu se benè gesserint*. Si cette réponse ne satisfait pas les Commissaires d'Ecosse, le Roi en remet la considération ultérieure, à lui-même, aux Commissaires, & au Parlement qui doit bien-tôt commencer sa seconde Session.

CHARLES
I.
1640.
& 1641.

5. Qu'il plaise à S. M. de placer auprès de sa personne, auprès de la Reine & du Prince, quelques Ecollois de distinction.

Réponse.

Le Roi l'a toujours fait, il continuera encore à le faire, & il le recommandera au Prince.

6. Qu'il plaise à S. M. de ne donner aucun Emploi auprès de sa personne, ou du Prince, à qui que ce soit qui ne fera pas profession de la Religion Réformée.

Réponse.

S. M. conçoit qu'on n'a pas dessein par cette protection, principalement par voye de demande, de limiter son pouvoir, par rapport au choix de ses Domestiques, mais que les Commissaires veulent seulement témoigner leur zèle pour la Religion. C'est pourquoi, il assure qu'en cela, sa pitié réglera sa conduite d'une manière capable de donner de la satisfaction à son Peuple.

7. Que la monnoye de cuivre, qui passe pour sept ou huit fois plus qu'elle ne vaut, soit réformée, & qu'à l'avenir, on n'en fasse plus qu'avec le consentement des Etats.

Réponse.

S. M. remet au prochain Parlement la considération de cette affaire, non seulement pour ce qui regarde la Monnoye de cuivre qu'on fera battre à l'avenir, mais encore celle qui est présentement courante dans le Royaume.

Après ces Articles, on ajoûta encore au Traité, un modele d'Acte d'oubli, le plus ample qu'il fut possible, qui devoit être passé par les Parlemens des deux Royaumes, & dont les Evêques d'Ecosse, le Comte de Traquair, les Chevaliers Robert Spotswood, & Hay, & Walter Belcanqual étoient exceptez.

Le Lord Lowdon ayant porté ce Traité en Ecosse, pour le communiquer au Parlement de ce Royaume, qui s'étoit déjà rassemblé, revint quelques tems après, avec douze Articles qui expliquoient certains endroits du Traité, & auxquels les Commissaires Anglois firent des réponses qui furent agréées. Ces Articles avec les Réponses furent ajoûtez au Traité. Enfin, le Traité fut confirmé par un Acte inséré à la fin, qui portoit en substance :

Qu'il soit donc passé en Acte par S. M. & avec le consentement des Seigneurs & des Communes de ce Royaume assemblez en Parlement, que les Articles-ci-dessus agréés par les deux Royaumes, soient & demeurent pour toujours ratifiez, & établis, & ayent force & autorité de Loi, & d'Acte de Parlement.

(La même chose pour l'Ecosse.)

CHAR- „ S. M. pour soi-même & pour ses Successeurs , promet sur sa parole de
LES I. „ Roi , de ne faire jamais rien qui soit contraire audit Statut & Sanction , ni
1640. „ à rien de ce qui y est contenu , mais de le tenir pour ferme & stable , & de le
& 1641. „ faire observer par tous les Sujets , selon sa forme & teneur , pour le présent
„ & à jamais. Les Parlemens des deux Royaumes engagent la foi des deux
„ Royaumes respectivement , pour assurance que ledit Traité sera inviolable-
„ ment observé , *hinc inde* , dans tous les tems à venir.

Comme dans la suite , le Roi crut avoir lieu de se plaindre , que les Ecoſſois avoient violé ce Traité dans deux de ses principaux Articles , je crois que le Lecteur ne sera pas fâché de voir ici tous entiers ces Articles sur lesquels cette plainte fut fondée. Ils sont contenus dans l'Acte d'oubli , en ces termes :

Claufe par-
ticuliere
touchant la
Guerre ré-
ciproque.

Il est convenu, qu'il sera passé un Acte dans le Parlement d'Angleterre , par lequel il sera ordonné, que les Royaumes d'Angleterre & d'Irlande ne déclareront point la Guerre au Royaume d'Ecosse, sans le consentement du Parlement d'Angleterre. Que pareillement, il sera fait un Acte en Ecosse, portant que le Royaume d'Ecosse ne déclarera point la Guerre aux Royaumes d'Angleterre ou d'Irlande, sans le consentement du Parlement d'Ecosse.

Et en cas que quelques-uns des Sujets de l'un de ces Royaumes prennent les armes, & fassent la guerre à l'autre, sans le consentement du Royaume dont ils sont sujets, ou dont ils dépendent, ils seront censez & réputez Traîtres envers les Etats dont ils sont sujets.

Il arriva dans la suite , que le Roi & le Parlement se faisant la guerre réciproquement , les Ecoſſois envoierent une Armée au secours du Parlement d'Angleterre , contre le Roi , d'où il inféra que de lui faire la guerre à lui-même , c'étoit faire la guerre à l'Angleterre. Les Ecoſſois au contraire , prétendirent que bien loin de faire la guerre au Royaume d'Angleterre , ce n'étoit que pour le secourir qu'ils envoyoient leurs troupes dans ce Royaume. Il est aisé de comprendre , que c'est de la diversité des principes , que vient la diversité des conséquences.

Le Roi ac-
corde aux
Ecoſſois
tout ce qu'ils
demandent.

Pour achever en un mot ce qui regarde l'Ecosse , je dirai seulement , que le Roi fit un voyage en Ecosse dans le mois d'Août 1641 , qu'il y demeura jusqu'au 19. de Novembre , qu'il assista en personne au Parlement , & qu'il donna son consentement à tous les Actes qui lui furent présentez. Ce fut à cela qu'aboutirent les projets qu'il avoit formez par rapport à l'Ecosse , depuis le commencement de son Regne.

Il ressent
toutes les
mortifica-
tions qu'on
lui donne en
Angleterre.

Ce que j'ai dit jusqu'ici de la conduite du Parlement envers le Roi , est assez capable de faire comprendre , combien le Roi devoit être sensible aux mortifications qu'il recevoit tous les jours. Il avoit passionnément souhaité de se venger des Ecoſſois , ou du moins de les chasser d'Angleterre , & il voyoit que le Parlement leur faisoit présent de trois cens mille livres sterling , pour les récompenser de ce qu'ils y étoient entrez. Il haïſſoit les Presbytériens , & il auroit souhaité de pouvoir extirper le Presbytérianisme : mais il voyoit qu'au contraire , la Chambre des Communes prenoit ouvertement leur parti & travailloit à détruire l'Episcopat. Ses deux principaux Ministres , auxquels il se confioit le plus , étoient à la Tour , & il comprenoit aisément que la Chambre des Communes n'avoit pas intention d'en demeurer-là , puis qu'à

qu'à l'égard du Comte de Strafford, elle s'occupoit journellement à chercher les moyens de faire valoir son accusation. Deux autres de ses Ministres avoient été obligez de s'évader, & il suffisoit que quelqu'un lui parût encore affectonné, pour devenir l'objet de la persécution des Communes.

CHARLES^e
I.
1640.
& 1641.

On a déjà vu de quelle maniere le Roi avoit gouverné pendant quinze ans, & on n'a pu qu'être convaincu, qu'il avoit projeté d'altérer le Gouvernement, & de se procurer, aussi-bien qu'à ses Successeurs, un pouvoir beaucoup plus étendu que celui que les Loix lui attribuoient, & auquel aucun de ses Prédécesseurs, excepté Richard II. n'avoit jamais prétendu. Je n'en excepte pas même Henri VIII. le plus absolu de tous les Rois d'Angleterre, depuis Guillaume le Conquérant. Mais il y avoit cette différence entre Henri VIII. & Charles I. C'est que Henri faisoit tout ce qu'il vouloit par la voye du Parlement, au lieu que Charles avoit prétendu pouvoir se passer des Parlements, les regardant comme peu nécessaires à la Constitution du Gouvernement. Depuis que celui-ci étoit assemblé, il ne s'étoit presque point passé de jour, qu'il n'eût porté quelque atteinte au projet du Roi, soit en déclarant contraire aux Loix, ce qu'il avoit fait durant quinze ans, soit en poursuivant à toute rigueur les instrumens dont il s'étoit servi pour exécuter ses desseins. Il est donc aisé de comprendre combien le Roi devoit être sensible à toutes ces mortifications, & avec quelle impatience, il souffroit la manière hautaine, dont le Parlement agissoit avec lui. Rien n'étoit plus contraire à son humeur naturellement inflexible, que de se voir contraint de plier sous les Loix d'une Chambre des Communes, pour laquelle il n'avoit auparavant témoigné que du mépris. On ne doit donc pas trouver étrange, que dans le triste état où il se trouvoit, il ait eu la pensée de chercher quelque moyen pour se délivrer de cet esclavage. Mais une legere tentative qu'il fit pour parvenir à ce but, ne produisit d'autre effet, que de le jeter dans un précipice, d'où il ne lui fut pas possible de se tirer.

Différence
entre Char-
les I. & Hen-
ri VIII.

Je veux parler d'un projet qui se fit pour gagner l'Armée, & pour la faire déclarer en faveur du Roi: Le Roi approuva ce projet, sans en apercevoir les conséquences, n'ayant auprès de lui aucun Ministre qui fût ou assez affectonné, ou qui eût assez de pénétration, pour lui donner de bons conseils. Je n'ignore pas que c'est ici un endroit plein d'écueils, où un Historien ne peut qu'avec difficulté éviter de faire naufrage. Ce complot pour gagner l'Armée, est regardé par quelques-uns, comme une chimere, comme une fable inventée, pour rendre le Roi odieux. Mais d'un autre côté, le Parlement le regarda comme une conspiration très-réelle, & prétendit en tirer une preuve évidente, que la condescendance du Roi, par rapport à la réparation des Grieffs, n'étoit qu'une pure dissimulation, en attendant l'occasion de se rétablir par la force, dans l'état où il s'étoit vu avant ce Parlement. C'est ce qui produisit dans le Parlement, une défiance invincible à l'égard du Roi, & la résolution qu'il prit de le mettre hors d'état de manquer à sa parole, & ce furent les moyens qu'il employa pour exécuter cette résolution, qui causerent la guerre civile, dont il sera parlé dans la suite. Il est donc d'une nécessité absolue de bien examiner cette conspiration, pour sçavoir si elle étoit réelle, ou inventée, car c'est de-là que dépendent toutes les démarches suivantes du Roi & du Parlement, & c'est sur cela qu'un Lecteur judicieux & désintéressé peut

Complot
pour faire
déclarer
l'armée en
faveur du
Roi:

qui produisit
un mauvais
effet pour lui

Nécessité
d'examiner
la réalité de
ce complot,

donner

CHARLES
I.

1640.
& 1641.

Sa liaison
avec l'affaire
du Comte de
Strafford.

Bill d'*At-
tainer* con-
tre le Comte
de Strafford,
qui passe
dans la
Chambre
Basse.

Requête
contre le
Comte.

Discours
du Roi
aux Sei-
gneurs.

Le Peuple
s'attroupe à
Westmin-
ster.

Pym infor-
me les
Communes
du
complot
pour sé-
duire l'ar-
mée.
*Rush-
worth*,
Vol. IV. p.
240.

donner le tort à l'un ou à l'autre. Mais, avant que de passer au récit de ce complot, il est nécessaire de dire quelque chose de l'affaire du Comte de Strafford, avec laquelle celle-ci a quelque liaison.

Ce Seigneur avoit été accusé par les Communes le 11. de Novembre 1640. Mais son procès ne put être prêt à juger, que le 22. de Mars 1641. Ce Jugement dura jusqu'au 12. d'Avril, & alors, les Communes qui avoient toujours été présentes, concevant sans doute, que la Sentence ne seroit pas aussi rigoureuse qu'elles le souhaitoient, résolurent de procéder contre le Comte accusé par la voye d'un Acte d'*Attainder* ou de conviction. Elles voterent donc le 16. & le 19. d'Avril, qu'il étoit suffisamment prouvé, que le Comte de Strafford avoit tenté de renverser les Loix fondamentales du Royaume, & d'établir un Gouvernement arbitraire & tyrannique dans les deux Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, & que c'étoit un crime de haute trahison. Le 21. du même mois, le Bill d'*Attainder* passa dans cette Chambre, à la pluralité de 204. voix, contre 89.

Ce Bill rencontra de grandes oppositions dans la Chambre des Pairs, en sorte qu'il étoit fort incertain s'il passeroit, ou s'il seroit rejeté. Cela fut cause que le 24. on présenta aux deux Chambres, une Requête signée de plus de quarante mille habitans de Londres, pour leur représenter les causes de leurs soupçons & de leurs craintes. C'étoit entre autres, que le Comte de Strafford n'étoit pas encore puni, & qu'il y avoit lieu de craindre, qu'il n'y eût quelque complot secret contre le Parlement. Le 28. d'Avril, la Chambre des Communes informa les Seigneurs, que selon quelques avis qu'elle avoit reçus, le Comte de Strafford avoit dessein de se sauver de la Tour, que sa garde étoit foible, & qu'il seroit nécessaire de le faire garder plus sûrement, à quoi les Seigneurs consentirent. Le 1. de Mai, le Roi se rendit au Parlement, & dans un Discours qu'il fit aux deux Chambres, il leur dit :

Qu'ayant été présent au procès du Comte de Strafford, il ne pouvoit s'empêcher de leur dire, que sa conscience ne lui permettoit pas de consentir qu'il fût déclaré coupable de haute trahison, quoiqu'il ne le crût pas innocent d'autres crimes moins atroces. Qu'il prioit donc les Seigneurs de chercher quelque tempérament pour le tirer de cet embarras.

Les Communes furent choquées de ce Discours, & s'ajournerent jusqu'au 3. de Mai, auquel jour il y eut à Westminster, un grand concours de Peuple qui insultoit & menaçoit les Seigneurs, quand ils passoient pour se rendre à leur Chambre, & crioit de toute sa force, *Justice, Justice.*

Ce fut dans ce même jour, que Monsieur Pym informa les Communes, qu'il avoit reçu des avis d'un dessein désespéré qui se tramait dans le Royaume, & dans les Pais étrangers. Qu'on n'avoit non seulement tâché de séduire l'Armée, & de lui donner une mauvaise opinion des actions du Parlement, mais encore, de l'amener à Londres pour le tenir en bride. Qu'on avoit comploté de se saisir de la Tour, & de faire évader le Comte de Strafford. Que les Conjurez entretenoient des correspondances au-delà de la Mer. Que le Roi de France assembloit des Troupes sur ses Côtes, & qu'il y avoit lieu de craindre, que ce ne fût à dessein de s'emparer de Portsmouth. Que quelques-uns des principaux Domestiques de la Reine avoient part à ce complot. Que par ces raisons, il étoit nécessaire de faire fermer les Ports,

&c

& de prier le Roi d'ordonner, qu'aucun de ses Domestiques, ou de ceux de la Reine ou du Prince, ne quittât le Royaume, sans une permission spéciale de S. M. avec l'humble avis de son Parlement.

« CHARGES
LES I.
1641.

Sur ces avis, la Chambre vota qu'il étoit nécessaire de prendre une résolution, pour la sûreté du Royaume.

Votes de la
Chambre.

Quand on considère la conjoncture dans laquelle cette conspiration fut découverte à la Chambre, quoique Mr. Pym en fût informé long-tems auparavant; que ce fut dans un tems où il s'agissoit de forcer, en quelque manière, les Seigneurs à passer le Bill d'*Attainder* contre le Comte de Strafford, & que le Peuple attroupé usoit même de quelque violence à leur égard, il semble qu'il y a lieu de soupçonner, que ce n'étoit qu'un artifice pour émouvoir le Peuple, & pour porter les Seigneurs à faire ce que les Communes souhai-toient, par la crainte d'un danger éminent dont le Royaume étoit menacé. Du moins, il y a lieu de croire, que cette conspiration étoit fort exagérée. Mais ce n'est qu'une conjecture sur laquelle on ne doit pas compter, jusqu'à ce qu'on ait vu les raisons pour & contre. Quoiqu'il en soit, les Communes, après avoir délibéré sur ce sujet, résolurent de faire la Protestation suivante, qui seroit soussignée par tous leurs Membres.

Je jure, promets, & proteste, que je maintiendrai & défendrai autant que je le pourrai légitimement, & au hazard de ma vie & de mes biens, la véritable Religion Protestante Réformée, selon qu'elle est exprimée dans la Doctrine de l'Eglise Anglicane, contre le Papisme, & contre toutes Innovations Papistiques contraires à ladite Doctrine. Que, selon mon devoir & mon serment d'Allégeance, je maintiendrai & défendrai la personne & l'honneur de Sa Majesté. Que je défendrai de même, le Pouvoir & les Privilèges des Parlemens, les légitimes Droits, & Libertés des Sujets, & chacun de ceux qui signeront la présente Protestation, pour la légitime exécution de ce qui y est contenu. Que par tous moyens justes & légitimes, & de tout mon pouvoir, je m'opposerai à ceux qui par la force, par des pratiques, par des conseils, par des complots, ou conspirations, ou de quelque manière que ce soit, feront quelque chose de contraire à cette Protestation, & que je ferai mes efforts pour les faire punir comme ils le méritent. De plus, que par tous moyens justes & honorables, je tâcherai de conserver la Paix entre les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse & d'Irlande, sans que la crainte, l'espérance, ou d'autres égards, m'obligent jamais à me désister de cette promesse, serment & protestation.

Protestation
résoluë par
les Commu-
nes.
Rushworth,
Vol. IV. p. 241

Il faut remarquer que cette Protestation fut résolue, sur la simple assurance que Mr. Pym avoit donnée de la découverte d'un complot, & avant qu'on en eût aucune preuve. Cela peut faire conjecturer que la chose étoit résolue auparavant entre ceux qui avoient le plus de crédit dans la Chambre. Ensuite, les Communes prirent diverses résolutions, pour pourvoir à la sûreté du Royaume, & de la Ville de Portsmouth en particulier. Elles communiquèrent aux Seigneurs, les avis qu'elles avoient reçus, les Votes qui avoient passé dans leur Chambre, la Protestation, & les prièrent d'ordonner que chaque Pair fût tenu de la soussigner.

Observa-
tion sur ce
sujet.

Il étoit bien difficile que les Seigneurs pussent se dispenser de faire ce que les Communes désiroient. Premièrement, elles avoient inspiré une telle terreur dans le Royaume, que personne n'osoit plus s'opposer à leurs résolutions, de peur d'être regardé comme ayant de mauvais desseins, & des expo-

CHARLES

I.

1641.

Requête du
Peuple at-
troupe aux
Seigneurs*Rushworth,**Vol. IV. p. 249*

Noms des

Membres

Straffor-

diens affi-

chez à West-

minster.

Autre Re-

quête.

Déposition

de Balfour

contre le

Roi.

Les Sei-

gneurs de-

mandent la

concurren-

ce des Com-

munes pour

dissiper les

tumultes.

Ils signent

la Protesta-

tion.

*Rushworth,**Vol. IV. p. 245*

Le Peuple

se retire.

Bill pour la

continua-

tion de ce

Parlement.

ser à une ruïne inévitable. Secondement, le Peuple demouroit toujours at-
troupe autour de Westminster, & menaçoit hautement les Seigneurs. Troi-
sièmement, le Peuple attroupe présenta ce même jour aux Seigneurs une Re-
quête, dans laquelle ils demandoient justice contre le Comte de Strafford,
& qu'il plût à la Chambre de les délivrer des frayeurs que leur causoit la cons-
piration. Quatrièmement, dès le lendemain 4. de Mai, le Peuple s'étant
rendu à Westminster en plus grand nombre encore que le jour précédent,
quelques boute-feux afficherent sur une muraille du vieux Palais, un Ecrit
contenant les noms de cinquante-six Membres des Communes comme
Straffordiens, & Traîtres à la Patrie. 5. Enfin, ce même jour le Peuple at-
troupe présenta aux Seigneurs une autre Requête, dans laquelle il disoit,
qu'on étoit averti de bonne part, qu'il y avoit un ordre de renforcer la Garni-
son de la Tour, d'un nombre de Soldats qui n'étoient pas destinez à cet usa-
ge: Que ces Soldats devoient être commandez par un Capitaine dévoué au
Comte de Strafford, ce qui ne pouvoit avoir d'autre but, que de procurer
l'évasion du Comte. Sur cette Requête, la Chambre députa six Seigneurs,
pour aller interroger le Chevalier Balfour, Commandant de la Tour, sur la
vérité de ce fait. Balfour répondit, qu'il étoit vrai, qu'il avoit reçu un ordre
du Roi de recevoir dans la Tour, le Capitaine Billington avec cent hommes,
& de ne recevoir que ceux que ce Capitaine ameneroit avec lui. Mais que
présentement qu'il étoit informé de la volonté de la Chambre, il ne recevroit
aucuns Soldats, à moins qu'ils ne fussent du nombre de ceux qui étoient des-
tinez à la garde de la Tour, appelez Hamlets.

Sur cela, les Seigneurs firent déclarer aux Communes, dans une Confé-
rence, qu'ils étoient sur le point de prendre une résolution finale touchant le
Bill d'Attainder, mais qu'ils étoient environnez d'une si grande multitude
de Peuple, qu'ils n'étoient pas en liberté. Qu'ils prioient dont les Commu-
nes de se joindre à eux, pour chercher les moyens de faire retirer ce Peuple.
Ensuite, ils délibérèrent sur la Protestation, & résolurent de la souscrire, ce
qui fut fait ce jour-là même & le suivant, tant par les Communes, que par les
Seigneurs. Le nombre des Membres des Communes qui la souscrivirent fut
de quatre cens trente-trois, & celui des Seigneurs, en y comprenant les Evê-
ques & les Juges, de cent & six. La Chambre des Communes ne fut pas plû-
tôt informée de cette résolution, qu'elle la fit communiquer au Peuple assen-
blé, qui se retira incontinent.

Il y a donc deux choses qui paroissent manifestement dans cette affaire.
La première, qu'il y avoit un projet pour faire sauver le Comte de Strafford,
ce qu'on verra encore plus clairement dans la suite. La seconde, que c'étoient
quelques-uns des Chefs des Communes qui avoient secrètement procuré l'at-
troupeement du Peuple, puisque le jour précédent, la Chambre n'avoit vou-
lu faire aucune démarche pour dissiper cette émeute, quoiqu'elle en eût été
requise par les Seigneurs, & qu'elle trouva le moyen de faire retirer le Peu-
ple aussi-tôt qu'elle fut informée que les Seigneurs avoient accepté la Pro-
testation.

Mais la Protestation ne fut pas le seul effet que la Conspiration produisit.
Le même jour, les Communes ordonnerent de préparer un Bill pour la con-
tinuation de ce Parlement, afin qu'il ne pût être dissous, qu'avec le consente-
ment.

ment des deux Chambres. Elles firent aussi préparer un autre Bill pour ordonner à tous les Sujets, de signer la Protestation.

Dans ce même jour 3. de Mai, la Chambre fut informée que sept ou huit des conspirateurs avoient pris la fuite, & que de ce nombre étoient Messieurs Henri Jermyn, & Henri Percy, tous deux Membres des Communes, & que ces deux derniers avoient pris le chemin de Portsmouth. Dans le même tems, on l'informa encore, que la Reine se préparoit à se rendre dans la même Ville. Ces deux avis consécutifs ayant causé de grands soupçons, les deux Chambres envoyèrent à Portsmouth, un Seigneur & deux Membres des Communes, pour interroger le Gouverneur, & pour prendre soin de mettre cette Place en sûreté. En même tems, elles prièrent la Reine de différer son voyage de Portsmouth, lui alléguant plusieurs raisons qui n'étoient pas les véritables. Elles prièrent aussi le Roi de publier une Proclamation, pour faire arrêter Jermyn, Percy, & les autres fugitifs, ce que le Roi promit de faire. Le même jour encore, l'Orateur des Communes écrivit, par l'ordre de la Chambre, la Lettre suivante au Chevalier Jacob Ashley, avec ordre de la communiquer à l'Armée.

MONSIEUR,

Nous avons lieu de soupçonner, que quelques personnes mal intentionnées ont tâché d'inspirer du mécontentement à l'Armée, en lui faisant entendre, que le Parlement étoit mal disposé envers elle. C'est pourquoi, pour prévenir les doutes sur ce sujet, la Chambre des Communes m'a commandé de vous assurer, qu'elle prend un soin tout particulier de ce qui regarde l'Armée. Quoique l'argent pour payer aux troupes ce qui leur est dû, ne soit pas venu aussi promptement qu'on l'auroit souhaité, à cause de divers empêchemens qu'on n'a pu éviter, elles peuvent s'assurer que tout ce qui leur est dû leur sera entièrement & exactement payé. De plus j'ai ordre de vous dire que la Chambre prendra en considération leur conduite soumise, d'autant plus, que malgré l'inexactitude du paiement, & les efforts de quelques Officiers mal intentionnez, elles se sont comportées d'une manière digne de gens d'honneur, & affectionnez à la Patrie. C'est ce que la Chambre a pris en si bonne part, que nous avons déjà trouvé les moyens de leur faire toucher une bonne partie de leur paye, & que nous prendrons les voyes les plus promptes pour leur faire toucher le reste. Je suis, &c.

Cependant, le Comité qui avoit été chargé d'examiner la Conspiration, fit son rapport à la Chambre, de la manière suivante :

La Conspiration dont il s'agit consiste en trois Articles principaux. Le premier est, qu'il y avoit un dessein de surprendre la Tour. Le second, qu'on vouloit engager l'Armée à servir contre le Parlement. Le troisième, qu'on avoit dessein de faire venir des forces étrangères dans le Royaume.

Pour la Tour, le Capitaine Billingsley ayant été examiné, après avoir prêté serment, a confessé, qu'il connoissoit particulièrement le Chevalier Jean Suckling, qui en dernier lieu, lui avoit offert un emploi dans un des Vaisseaux du Roi qui étoient à Portsmouth, & ensuite, un autre emploi pour le Portugal. Que le déposant ayant été averti de se rendre à Whitehall, y avoit reçu ordre de préparer cent hommes pour servir sous lui dans la Tour, & de

H ij

CHARLES I.

1641.

Autre pour faire signer la Protestation.

Fuite des Conspireurs.

Rushworth, Vol. IV. p. 251.

Précaution pour Portsmouth.

Ibid. p. 259.

Lettre de l'Orateur des Communes à l'Armée.

Ibid. p. 261.

Rapport du Comité

touchant la Con-

spiration.

“

“

“

“Rushworth,

Vol. III.

“p. 253.

“

“

“

“

n'y

CHAR-
LES I.
1641.

„ n'y pas manquer, sous peine de la vie. Qu'ensuite, ayant rencontré Suckling,
„ & l'ayant informé de l'ordre qu'il avoit reçu, Suckling lui avoit dit, qu'il lui
„ fourniroit les cent hommes.

„ Le Chevalier Guillaume Balfour, ayant été examiné de même, a dépo-
„ sé, qu'il avoit eu ordre de recevoir dans la Tour, cent hommes sous le com-
„ mandement du Capitaine Billingsley. Que dans ce même tems, le Comte de
„ Strafford le pressoit de consentir à son évasion, lui disant, qu'il ne pouvoit
„ rien entreprendre sans lui, & qu'il auroit un ordre du Roi pour le mettre à
„ couvert; que cet ordre porteroit, qu'il eût à tirer le Comte de Strafford de la
„ Tour, pour le conduire dans quelque autre Château, & que dans le voyage,
„ le Comte prendroit occasion de se sauver. Que le Déposant, n'ayant pas
„ voulu prêter l'oreille à cette proposition, le Comte de Strafford l'avoit fait
„ prier de venir encore lui parler. Qu'il le pressa beaucoup de consentir à son
„ évasion, parce que la chose ne pouvoit pas s'exécuter sans son consentement.
„ Que s'il vouloit lui rendre ce service il lui payeroit comptant vingt-deux
„ mille livres sterling, & qu'il procureroit un bon mariage à son Fils. Mais le
„ Déposant répondit, qu'il étoit si éloigné de consentir à cela, qu'il ne vouloit
„ pas même en entendre parler davantage.

„ Pour le second Article qui regarde l'Armée,

„ Le Colonel Goring étant examiné par la Chambre des Communes, con-
„ fessa que le Chevalier Suckling fut le premier qui lui parla du dessein de faire
„ marcher l'Armée à Londres. Qu'ensuite, vers le commencement ou le mi-
„ lieu du Carême dernier, le Déposant se trouvant dans le logement de la Rei-
„ ne, y rencontra M. Henri Percy, qui lui dit, que plusieurs Officiers devoient
„ s'assembler, pour consulter ensemble sur certaine affaire qui pouvoit être
„ avantageuse à l'Armée, & le pria de venir dans sa Chambre, où l'Assemblée
„ se devoit faire. Que cette Assemblée étoit composée du Commissaire Wil-
„ mor, du Colonel Ashburnham, du Capitaine Pollard, du Chevalier Jean
„ Berkley, de Daniel O-Neal, de Monsieur Jermyn, & de lui-même. Que
„ M. Percy leur dit, qu'il avoit à faire des propositions d'une très-grande im-
„ portance, & qu'il étoit nécessaire, que chacun s'engageât à garder le secret,
„ par un serment exprès, que ni directement, ni indirectement, nous ne décou-
„ vririons rien de ce qui seroit délibéré entre nous, & que nous ne nous croi-
„ rions jamais dégagés de notre serment, par aucun autre qu'on pourroit exi-
„ ger de nous. Que le serment fut lu, & que le Déposant & Jermyn le prête-
„ rent en mettant leurs mains sur la Bible, les autres l'ayant déjà prêté. Qu'en-
„ suite, on fit trois propositions, sçavoir :

„ *Comme ces propositions se trouvent dans les mêmes termes dans une Lettre qu'on*
„ *verra tout à l'heure, on les omet ici pour abrégé.*

„ Le Déposant dit de plus, que tous ceux qui étoient là présens, furent d'avis
„ que l'Armée ne devoit pas marcher vers Londres, qu'après avoir envoyé une
„ Déclaration au Parlement. Qu'il avoit lui-même dit, que c'étoit une affaire
„ bien délicate, que de se mêler des choses qui regardoient le Parlement. Qu'il
„ avoit fait diverses objections contre cette proposition, & pour obliger Wil-
„ mor & les autres à s'en désister. Qu'il croyoit cette entreprise extravagante,
„ parce que si les Ecoissois voyoient marcher l'Armée vers Londres, eux qui
„ avoient tant d'intelligences dans la Ville, ne manqueroient pas à prendre
„ leurs.

leurs avantages , & qu'en un mot , il n'y avoit pas de prudence à montrer les dents , lors qu'on n'étoit pas en état de mordre. Que si on n'avoit pas une espérance bien fondée de pouvoir réussir , il valoit mieux abandonner l'entreprise. Qu'ensuite , il leur demanda , quelles munitions de guerre ils avoient pour en pouvoir fournir à l'Armée , & s'ils pouvoient s'assurer de pouvoir disposer de celles de la Tour. Que Wilmot , Pollard & Ashburnham lui répondirent , que le dessein n'étoit pas d'aller à Londres : car , disoient-ils , surprendre la Tour , c'est vouloir conquérir le Royaume. C'est-là ce qui se passa dans cette première Conférence.

Que peu de tems après , il y eut une autre consultation dans le même lieu ; qu'on y proposa des choses désespérées , impies , extravagantes , & que le Déposant y opposa fortement , en faisant voir l'impossibilité d'exécuter les desseins proposés. Car comment une Armée sans argent , si éloignée , & séparée en tant de divers quartiers , pouvoit-elle marcher avec assez de diligence pour exécuter la surprise qu'on méditoit ?

Que Monsieur Jermyn fut le premier qui proposa de faire marcher l'Armée à Londres , & que lui Déposant , déclara qu'il n'étoit pas de son avis. Que là-dessus , Jermyn lui dit en particulier , *vous ne désapprouvez pas le dessein ; car je ne connois point d'homme plus disposé que vous à s'engager dans une entreprise hasardeuse , mais l'humeur de ceux qui y sont engagés ne vous plait pas.*

Le Déposant a confessé de plus , qu'il proposa d'admettre Suckling à leurs consultations , mais que Wilmot , Pollard & Ashburnham , n'en voulurent pas entendre parler. Qu'ils déclarèrent aussi , qu'ils étoient absolument contre le dessein de faire marcher l'Armée à Londres.

Il a dit de plus , qu'il a informé quelques-uns des Membres des deux Chambres , qu'il y avoit dans l'Armée des Officiers dont ils n'avoient pas bonne opinion , qui étoient plus fidèles au Parlement qu'on ne pensoit , & que le tems le feroit voir.

Il a confessé encore , que M. Jermyn avoit voulu lui persuader de se défaire de son Gouvernement de Portsmouth , & qu'il lui avoit même fait des propositions avantageuses : mais que lui Déposant , ayant voulu s'assurer de l'exécution des conditions , l'affaire en étoit demeurée là.

Qu'il croit que Jermyn & Suckling conféroient ensemble en particulier , sur l'entreprise. Qu'on lui demanda son sentiment sur le choix d'un Général. Que les uns souhaitoient d'avoir le Comte d'Essex , d'autres le Comte de Holland , & que Jermyn & lui étoient pour le Comte de Newcastle.

Le Comité ajouta , que le même Colonel Goring ayant été examiné par le Comité des deux Chambres , sur des choses dont on ne lui avoit pas parlé dans son premier Interrogatoire , avoit confessé , qu'ayant rencontré Jermyn dans l'antichambre de la Reine , Sa Majesté y vint , & lui dit , que le Roi vouloit lui parler : Qu'il alla incontinent trouver le Roi qui lui dit , que son dessein étoit de mettre son Armée sur un bon pied , selon le conseil du Comte de Bristol , & qu'il lui ordonnoit de se joindre à Percy & à quelques autres , pour consulter avec eux.

Quand au troisième Article qui regardoit les forces étrangères , le Comité rapporta :

CHAR-
LES I.
1641.

Qu'il leur avoit clairement paru, que Jermyn avoit formé le dessein de se rendre maître de Portsmouth. Que le Roi de France avoit assemblé des troupes sur le bord de la Mer. Que le Gouverneur de Calais avoit examiné quelques passagers Anglois, & leur avoit demandé si le Comte de Strafford étoit déjà mort, & que c'étoit précisément, le 1. de Mai vieux style. Que le Chevalier *Philippe Cartwright*, Gouverneur de Guernesey, avoit écrit, que les François avoient quelque dessein contre cette Isle, ou contre quelque partie de l'Angleterre. Qu'on avoit trouvé dans des Lettres de France qui avoient été ouvertes, qu'on attendoit en France le Comte de Strafford, & que les Français mourroient faute de sang. Qu'il paroissoit par quelqu'une de ces Lettres, qu'on avoit averti d'Angleterre, le Cardinal de Richelieu, de se remuer de bonne heure, pour arrêter les violences du Parlement. Que dans la Province de Lencastre, on avoit examiné certains Prêtres, & qu'il paroissoit par leurs dépositions, qu'ils croyoient, que le Parlement seroit bien-tôt dissous, parce que l'armée devoit marcher à Londres, avec toute la diligence possible, & qu'elle seroit secondée par des troupes de France. Enfin, que par une Lettre de Montaigu écrite de France, à Percy, & qui avoit été interceptée, Montaigu lui disoit, que s'il réussissoit dans son entreprise, il seroit fait Chevalier de la Jarretière.

Sur ces dépositions, la Chambre des Communes passa les votes suivans, contre *Percy*, *Jermyn*, & *Suckling*.

Notes con-
tre trois des
Conspira-
teurs.

1. Que dans le mois de Mars dernier, ils avoient conspiré de faire assembler l'armée & de s'en servir contre le Parlement, & pour le contraindre de consentir à certaines propositions qu'ils avoient forgées, & pour interrompre ces délibérations.

2. Qu'en conséquence de ce complot, ils avoient tâché de persuader à divers Officiers de l'armée, dont quelques-uns étoient Membres de la Chambre, sçavoir, à *Wilmot*, *Pollard*, *Ashburnham*, *Berkley*, & *O-Neal*, qu'ils avoient lieu de se plaindre, afin de les irriter contre le Parlement. Qu'ils avoient eu avec eux diverses conférences pour exécuter ce mauvais dessein. Que pour cet effet, ils avoient mis par écrit, les propositions suivantes : Que leur intention étoit, 1. de maintenir les Evêques dans leur droit de Séance au Parlement. d'empêcher que l'armée d'Irlande ne fût licenciée avant celle d'Ecosse. 3. De faire en sorte que les revenus du Roi fussent rétablis sur le même pied qu'ils étoient auparavant.

3. Que pour exécuter ce complot avec plus de secret, ils avoient fait jurer les susdits, de ne le découvrir point.

4. Que dans le même tems, ils avoient proposé de mettre l'armée en état de marcher à Londres, de se saisir de la Tour, & de forcer le Parlement à se soumettre à leurs volontez. Qu'ils avoient tâché de leur persuader, aussi bien qu'à d'autres Officiers, qu'il y auroit une rupture entre le Roi & le Parlement, & qu'ils seroient assistez de tous les François qui étoient à Londres & aux environs, & ajoutant, au mépris de la réputation du Roi, que le Prince & le Comte de Newcastle les joindroient à Nottingham avec mille chevaux. Que *Suckling*, pour exécuter le dessein de s'emparer de la Tour, avoit fait en sorte, qu'il y auroit cent hommes de prêts, sous le commandement du Capitaine *Billingsley*, afin d'empêcher la Ville de Londres de s'opposer à

ce

ce dessein, quand l'armée seroit arrivée. Que par ce même moyen, Suckling avoit intention de faire en sorte, que le Comte de Strafford, prisonnier à la Tour, pût plus aisément se sauver.

CHARLES
I.
1641.

Outre les dépositions dont j'ai déjà parlé, voici un témoignage d'un des principaux Auteurs de la Conspiration, dont le Parlement fit un grand usage. C'est une Lettre que Percy, qui s'étoit sauvé en France, écrivit sur ce sujet, au Comte de Northumberland son Frere.

Je suis extraordinairement surpris qu'étant aussi innocent que je le suis, on agisse contre moi avec tant de violence. Je ne veux point vous demander conseil, sachant combien cela pourroit vous porter de préjudice. Je me contenterai de vous rapporter véritablement & fidèlement, quelle part j'ai eue dans cette affaire, afin qu'au moins, vous puissiez en informer le Public, quoiqu'il puisse arriver de moi.

Lettre de
Percy au
Comte de
Northum-
berland.
Rushworth,
Vol. IV. p.
255.

Lorsque le Parlement ordonna qu'on payeroit cinquante-mille livres Sterling à l'armée, les Ecoissois demanderent en même tems vingt-cinq mille livres, dont quinze-mille étoient déjà prêtes. En faisant cette demande, ils firent si bien comprendre, qu'ils ne prétendoient pas être refusez, que le Parlement jugea, qu'il étoit à propos de déduire dix mille Livres de la somme destinée au paiement de l'armée Angloise; pour faire celle que les Ecoissois demandoient. Tous les Membres de la Chambre qui étoient Officiers, en furent choquez, & moi autant que les autres. Wilmot même se leva, & dit à la Chambre, que si les Ecoissois pouvoient de cette maniere, se faire donner de l'argent, il ne doutoit point que les Officiers de l'armée Angloise ne fussent en état de se servir des mêmes moyens. Cela n'empêcha pas que le premier ordre ne fût revoqué, & que les dix mille livres ne fussent ajugées aux Ecoissois. Cette maniere d'agir causa beaucoup de mécontentement parmi nous, & enfin, nous crûmes avoir lieu de nous plaindre du Parlement, & non pas du Roi. Après avoir souvent parlé ensemble de cette affaire, nous résolûmes enfin, Wilmot, Ashburnham, Pollard, O-Neal & moi, de faire connoître à S. M. que nous étions disposez à la servir, en tout ce qu'il lui plairoit de nous commander, pourvu qu'il n'y eût rien de déshonorable pour S. M. ni pour nous, ou qui fût contraire aux Loix fondamentales du Royaume, & que jusque-là, nous étions résolus de vivre & de mourir pour lui. Cette résolution fut prise entre nous, sans l'avoir communiquée à aucun de ceux avec lesquels on m'accouple présentement. Je fus chargé d'en parler au Roi, & de lui dire, que nous croyions lui rendre un grand service, dans un tems où ses affaires se trouvoient en mauvais état. J'eus ordre aussi de lui faire entendre, que nous ne doutions point que nous ne pussions engager toute l'armée dans le même projet, pourvu qu'on ne demandât de nous rien de plus, parce que notre intention n'étoit pas d'agir contre les libétez du Peuple, ni de renverser les Loix.

Lorsque je fus assuré de leurs intentions, je fis un projet que je leur communiquai, & qu'ils approuverent, après quoi, nous jurâmes de garder le secret. Je leur dis ensuite, que, pour pouvoir leur rendre le service qu'ils attendoient de moi, il étoit nécessaire, que je fusse bien informé de ce qu'ils souhaitoient, & en effet, je les servis de tout mon pouvoir. C'est là la pure vérité de ce qui se passa dans nos conférences. Nous parlâmes ensuite, de présenter une Requête au Roi & au Parlement pour demander le paiement des troupes, qui se faisoit trop long tems attendre; mais il ne fut rien conclu là-dessus. Ainsi, nous nous bornâmes à ces trois choses,

CHARLES
I.
1641.

choses : 1. à maintenir le droit des Evêques dans le Parlement ; 2. à empêcher que l'armée d'Irlande ne fût licenciée avant celle d'Ecosse ; 3. à faire établir les revenus du Roi , de la manière qu'ils l'étoient auparavant (1).

Nous résolûmes donc , d'un consentement unanime , que si le Roi nous demandoit notre assistance pour ces choses-là , nous y contribuerions de tout notre pouvoir , sans violer les Loix du Royaume , & que si on les refusoit au Roi , nous ne l'abandonnerions pas. Je communiquai au Roi tout ce qui s'étoit passé entre nous. Mais je m'aperçus bien-tôt , que d'autres lui avoient déjà proposé certaines choses touchant l'armée , qui ne s'accordoient pas à ce que nous avions résolu , & qui tendoient à prendre des voyes plus violentes , & que les auteurs de ce projet n'avoient pas beaucoup d'égard , ni à leur honneur , ni aux Loix. Je dis donc au Roi , qu'il pouvoit considérer en lui-même , lequel de ces deux partis lui seroit plus avantageux. Car pour nous , nous étions résolus de ne nous départir point de ce que nous avions proposé. Que , quels que fussent ceux qui lui avoient fait d'autres propositions , nous n'en serions point fâchez : mais que nous ne souhaitions point de savoir leurs noms , ni les particularitez de leurs desseins , quoiqu'il ne fût pas difficile de le deviner. Enfin , le Roi , soit qu'il considérât le danger de l'un des projets , ou la justice de l'autre , me dit , qu'il s'étoit déterminé à ne penser plus à d'autres propositions qu'aux nôtres , les premières n'étant pas praticables. Néanmoins , il souhaita , que nous reçussions parmi nous , Goring & Jermyn , qui étoient informez du premier projet. Je lui répondis , que je croyois qu'on n'y voudroit point consentir ; mais que je le proposerois , comme je le fis effectivement , & nous nous y opposâmes tous. Mais le Roi nous pressa tellement , qu'enfin nous y consentîmes , & Goring & Jermyn vinrent dans ma Chambre. J'avois été chargé de leur communiquer notre projet , ce que je fis , après leur avoir fait prêter serment de garder le secret.

Mais avant que d'aller plus loin , je dois vous dire , que Goring & Jermyn nous pressèrent beaucoup d'admettre Suckling à nos conférences , à quoi nous ne voulûmes pas consentir , & je leur en dis les raisons. Goring répondit , qu'il étoit engagé avec Suckling de lui procurer de l'emploi dans l'armée. Mais ni lui ni Jermyn ne jugerent pas à propos de nous presser plus long tems au sujet de Suckling.

Nous délibérâmes ensuite , sur les deux projets , ce qui nous occupa long tems en disputes. Celui de Goring & de Jermyn étoit très-différent du nôtre , en passion & en violence , & nous protestâmes absolument contre ce projet. Enfin , nous nous séparâmes sans pouvoir nous accorder. Nous résolûmes seulement , que Jermyn & moi en parlerions au Roi , comme nous le fîmes. Le Roi constant dans sa précédente résolution , dit à Jermyn , que ses propositions étoient extravagantes & qu'il n'en vouloit plus entendre parler.

J'oubliais de dire une chose touchant Goring. C'est qu'il vouloit savoir comment on disposeroit des principaux emplois de l'armée , disant , que s'il n'en avoit pas un qui fût proportionné à ce qu'il croyoit lui être dû , il ne se joindroit pas à nous. Nous lui répondîmes , que nous n'avions pas pensé à cela , & que s'il nous étoit ordonné de marcher , notre intention étoit d'agir dans l'emploi que chacun avoit actuellement. Mais cette méthode ne lui plut point , & il fit si bien , par le moyen de Chudleigh , qu'il vint une Lettre de quelques-uns des principaux Officiers de l'armée ,

(1) Ce terme d'auparavant est fort équivoque ; car il peut signifier , ou les revenus légitimes du Roi , ou ceux dont il jouissoit immédiatement avant ce Parlement.

l'armée, par laquelle ils consentoient, que Goring fût Lieutenant Général. Après qu'il eut ainsi réglé ses affaires, il partit pour son Gouvernement de Porthsmouth, voulant être absent pendant qu'on travailleroit à cette affaire.

CHARLES
I.
1641.

Nous souhaitions tous d'avoir le Comte d'Essex pour Général, ou le Comte de Holland : mais Goring & Jermyn étoient pour le Comte de Newcastle. On fit courir le bruit, que je devois être Général de la Cavalerie : mais je proteste, que je n'en ai jamais dit un mot au Roi, & que je n'y ai pas même pensé. Enfin, le Comte de Holland ayant été déclaré Général, il ne fut plus parlé du projet.

C'est là toute la vérité qui m'est connue, & c'est ce que je vous assure sur ma foi & sur mon honneur. Wilmot, Ashburnham, O-Neal ont diverses fois assuré avec serment que je n'ai rien dit sur cette affaire, dont ils ne conviennent, & qu'ils ne soient prêts à témoigner. Je vous envoie cette Relation pour vous informer de la vérité, afin que vous soyiez plus en état de me rendre service. Mais je m'estimerois bien malheureux, si j'étois obligé de décevoir, ou de trahir qui que ce soit.

Pour ce qui regarde la Tour, & autres Articles, je ne m'en suis point mêlé, & je n'ai jamais parlé à Goring que devant toute la compagnie. Je n'ai jamais dit un mot à Suckling, à Caernarvan, à Davenant, ni à aucun autre. Il me semble, que si mes Parens & mes amis étoient bien informez de la vérité, il ne leur seroit pas difficile de me rendre quelque service.

Cette Lettre faisoit voir assez clairement, qu'il y avoit eu réellement un projet pour gagner l'Armée, & pour l'engager à servir le Roi contre le Parlement; que le Roi en avoit eu connoissance, & qu'il l'avoit approuvé.

Le 10. de Juin, le Comité établi pour examiner l'affaire de la Conspiration, pour séduire l'Armée, fit un second rapport à la Chambre & fit lire diverses dépositions.

La première fut celle du Capitaine Billingsley qui confessoit, que le Chevalier Suckling l'avoit induit à se charger du Commandement de cent hommes qui devoient être mis en garnison à la Tour.

La 2. de Monsieur Nutt, par laquelle il paroissoit qu'il y avoit eu un projet de faire sauver le Comte de Strafford.

La 3. du Lieutenant Colonel Ballard qui disoit que le Capitaine Chudleigh avoit été envoyé à l'armée, pour y porter certaines propositions, & entre autres, que le Colonel Goring seroit fait Lieutenant Général, & pour faire sçavoir, que le Prince & le Comte de Newcastle seroient prêts à Nottingham, pour joindre l'Armée avec mille Chevaux.

La 4. de Willis qui déclaroit que la France devoit favoriser l'entreprise. Que le Clergé devoit entretenir à ses dépens, un Corps de deux mille Chevaux, & que le Prince devoit se rendre à l'Armée.

On informa encore la Chambre, que les Officiers qui avoient entrepris de servir le Roi, lui avoient communiqué un modèle de Requête qui devoit être adressée au Roi & au Parlement, de la part de l'Armée : qu'ils espéroient de la faire souscrire à la plupart des Officiers, & que le Roi, après l'avoir lue, l'avoit approuvée, & avoit écrit au-dessous, ces deux Lettres C. R. pour marquer de son approbation (1).

Projet d'une Requête des Officiers communiqué au Roi. Le Roi l'approuve.

Cette

(1) Le Roi d'Angleterre ajoute toujours en signant, une R. à son nom; ce qui signifie Rex ou Roi.

CHARLES

1.

1641.

Raisons
pour croire
la conspira-
tion réelle.
Le Comte de
Clarendon.

Ce sont là les fondemens sur lesquels on appuyoit la réalité de cette Conspiration, qui fit un tort extrême au Roi, par la défiance qu'elle produisit dans les esprits de la plupart des Membres du Parlement, & de la plus grande partie du Royaume. Mais il faut ajouter, qu'encore aujourd'hui, ceux qui tiennent le parti de Charles I. la traitent de pure chimère. Pour moi, je ne puis m'empêcher de dire, que j'y trouve quelque réalité; mais je croi, que les Chefs du Parti contraire au Roi, en exagérèrent beaucoup les circonstances & les conséquences, pour faire passer plus aisément l'Acte d'*Attainder* contre le Comte de Strafford, & l'Acte pour la continuation de ce Parlement, auxquels le Roi donna son consentement, en un même jour, & dans cette même conjoncture. Ce qui me porte le plus à me ranger dans ce sentiment, ce sont les raisons mêmes que les Partisans du Roi alleguent pour faire voir que ce n'étoit qu'une fable pour rendre le Roi odieux. Car ils ne peuvent s'empêcher d'avouer qu'il y avoit eu un projet d'engager l'Armée à se déclarer pour le Roi. Ils disent seulement que la fin que les Auteurs de ce projet se proposoient, étoit d'empêcher qu'on ne séduisît l'Armée pour l'engager dans les intérêts du Parlement. Mais, premièrement, il ne paroît pas la moindre trace de cette fin, qu'on prétend être l'unique, ni dans les dépositions des témoins, ni dans la Lettre de Percy, ni dans les rapports du Com-mitté établi pour examiner cette affaire. Secondement, le Roi, à qui le Parlement reprocha si souvent dans la suite ce même complot, n'employa jamais cette raison pour en excuser les Auteurs. En troisième lieu, il n'est pas même vraisemblable que les Officiers se proposassent ce but, puis qu'en ce tems-là, l'armée étoit trop mécontente du Parlement, pour qu'il y eût lieu de craindre qu'elle ne se laissât séduire pour se déclarer contre le Roi. Ce qu'ils disent de plus plausible, c'est qu'il n'y eut jamais un dessein formel de faire marcher l'armée à Londres, sur quoi néanmoins, les Communes insistoient principalement. C'étoit à nier cette circonstance, que le Roi s'arrêtoit uniquement, comme on le verra dans la suite. Il prenoit Dieu à témoin, qu'il n'en avoit jamais eu connoissance. Mais il ne nia jamais positivement d'avoir été informé du dessein de mettre l'Armée dans ses intérêts. Il faut donc soigneusement distinguer deux choses dans cette conspiration. La première, le dessein de gagner l'Armée, qui paroît assez clairement. La seconde, le dessein de faire marcher l'Armée à Londres. Il paroît par les dépositions, que ce dessein fut proposé dans l'Assemblée des Officiers, mais qu'il ne fut pas approuvé. Ainsi, le Roi pouvoit assurer qu'il n'en avoit jamais eu connoissance, parce qu'effectivement, il ne fut jamais résolu, quoi qu'il n'ignorât pas qu'il avoit été proposé.

On voit dans la Lettre de Percy, une chose qui peut beaucoup aider à éclaircir cette affaire. C'est que deux sortes de gens formoient dans un même tems, le dessein de mettre l'Armée dans les intérêts du Roi, sans s'être mutuellement communiqué leurs pensées. Les premiers étoient *Percy, Wilmot, Ashburnham, & Pollard*. Les seconds, *Jermyn & Goring* dont les vûes s'étendoient beaucoup plus loin, & qui se proposoient de faire marcher l'Armée à Londres. Car quoi que Goring dans sa déposition assurât, qu'il avoit fait tous ses efforts pour détourner les autres de cette pensée, on prétend néanmoins que ce fut lui qui en fit la première proposition. Si on peut ajoû-

ter

ter foi à la Lettre de Percy, le Roi avoit d'abord écouté Jermyn & Goring : mais sur la représentation de Percy, il avoit rejeté leur projet comme impraticable, & en avoit perdu la pensée. Les Partisans du Roi confondent ces deux projets, & toutes leurs preuves portent contre celui de Jermyn & de Goring, sans toucher à celui de Percy. Et parce que le Parlement ne pouvoit pas bien prouver qu'il y eût une résolution formelle de faire marcher l'Armée à Londres, ils en concluent que la conspiration en général n'étoit qu'une fable & une imposture. Mais quoi qu'il n'y eût jamais un dessein arrêté de faire marcher l'Armée à Londres cela n'empêche pas, qu'il ne soit vrai, qu'on avoit travaillé à la gagner, & que le Roi en avoit approuvé le dessein. Enfin, les Partisans du Roi ne nient pas, qu'on ne lui eût communiqué le modèle d'une Requête, avant qu'on tentât de la faire souscrire aux Officiers de l'Armée. C'est de cette Requête que je dois encore parler, pour achever d'éclaircir cette matiere.

Il est étonnant que cette Requête dont on fit tant de bruit, n'ait jamais été produite, ni par le Parlement, pour soutenir son accusation, ni par le Roi, pour sa justification. Il est vrai, que dans la suite, le Roi prétendit qu'il en avoit recouvré une copie, mais il ne jugea pas à propos de la produire, quoi qu'il assurât qu'elle étoit très-innocente. Cela donne lieu de soupçonner, qu'il y avoit quelque chose qui lui étoit préjudiciable. Le Comte de Clarendon a inféré dans son Histoire une Requête, qu'il assure être mot à mot, la même que le Roi souscrivit C. R. Mais il est manifeste, que ce ne peut pas être celle dont il s'agit ; La voici, le Lecteur en jugera.

CHARLES
I.
1641.

A U R O I,

Aux Seigneurs Spirituels & Temporels, aux Chevaliers, Citoyens, Bourgeois, présentement assemblez en Parlement.

L'humble Adresse des Officiers & Soldats de l'Armée

Remontrent très-humblement,

Que, malgré nos besoins pressans, & le fardeau qui nous accable, nous nous sommes comportez d'une telle maniere, que les grandes & importantes affaires de Votre Majesté n'ont pas reçu la moindre interruption dans ce présent Parlement, par aucune plainte de notre part, ou contre nous, modération qui n'est pas ordinaire dans une Armée, sur tout, dans une Armée privée de sa paye, de la discipline militaire, & de ses principaux Officiers. Ce que nous ne pouvons attribuer qu'à une bénédiction toute particuliere de Dieu sur notre affection cordia-

Prétendue
Requête
des Offi-
ciers de
l'Armée.

CHARLES
I.
1641.

le, & sur notre zèle sincère pour le bien commun, auquel ce Parlement travaille avec tant de succès. Comme nous étions prêts à y contribuer aux dépens de nos vies, aussi, maintenant qu'il a plu à Dieu d'y répandre sa bénédiction, nous ne pouvons que lui rendre nos actions de grâces, & reconnoître les effets de sa miséricorde, en ce qu'il a bien voulu incliner le cœur de Votre Majesté à concourir avec la sagesse de son Parlement à travailler à la réformation des abus qui se sont glissés dans l'Eglise & dans le Gouvernement, premièrement par la gracieuse condescendance de Votre Majesté pour les demandes importantes des Ecoquois nos voisins; Secondement, en donnant un libre cours à la Justice, contre les Délinquens, de quelque qualité qu'ils soient; Troisièmement, en réparant tous les Grievs que les Sujets de Votre Majesté regardoient comme préjudiciables à la liberté de leurs personnes, de leurs biens, & de leurs consciences; Quatrièmement, Enfin, en passant le Bill du Parlement Triennal, qui est un gage de la sûreté publique, le plus ferme que jamais les Sujets d'Angleterre aient reçu de leur Souverain (1).

Comme ces bienfaits accordez si libéralement par Votre Majesté, surpassent l'attente & l'espérance d'un chacun, tous vos bons & fidèles Sujets doivent les recevoir avec reconnoissance, ce que nous faisons avec toute l'humilité dont nous sommes capables, & prions Dieu avec plus d'ardeur que personne, que le Royaume soit affermi par la Paix & par la tranquillité, & que chaque Particulier puisse jouir des heureux fruits de la Sagesse & de la Justice de Votre Majesté.

Mais nous demandons à Votre Majesté & à son Parlement la permission, de leur représenter, que nous apprenons avec une extrême douleur, qu'il y a certains Broüillons qui sont plus mécontents & plus mutins que jamais, au lieu de rendre gloire à Dieu, & d'être reconnoissans envers Votre Majesté & son Parlement; qui inventent de nouvelles demandes tout-à-fait déraisonnables, pendant que vos autres Sujets se trouvent parvenus au comble de leurs espérances: qui s'efforcent de diminuer les justes prérogatives de Votre Majesté, qui ne doivent pas être moins chères aux honnêtes gens, que les Libertez des Sujets, pendant que les plus sages & les plus fidèles ne pensent qu'à maintenir le bien & l'honneur de Votre Majesté en reconnoissance de toutes les grâces qu'ils en ont reçues. Qu'enfin, ces esprits turbulens sont prêts à sacrifier l'honneur & le salut de tout le Royaume à leur caprice, & que rien ne peut les satisfaire que la ruine entière du Gouvernement.

Mais ce qui nous donne présentement le plus d'inquiétude, c'est de voir, que ces personnes mal-intentionnées sont soutenues par une troupe tumultueuse qu'ils font assembler par milliers, & qui environnent le Parlement & Whitehall même, non seulement au préjudice de la liberté nécessaire dans les délibérations de ce Conseil Souverain, mais encore avec un danger manifeste de la personne sacrée de Votre Majesté & de tous les Pairs du Royaume.

L'attention que nous avons faite aux malheurs que peuvent causer la malice de ces esprits séditiens, & la licence de la populace, qui les suit & qui les protège, le zèle & l'affection inviolable que nous avons pour la conservation de Votre Majesté & de son Parlement, nous ont engagé à présenter cette adresse, pour
supplier

(1) Il y avoit un Statut qui n'avoit jamais été révoqué, par lequel il se devoit tenir un Parlement tous les ans. Ainli on ne pouvoit pas dire, que le Parlement triennal fût la plus grande faveur que les Sujets eussent jamais reçue de leur Souverain.

Supplier Votre Majesté de prévenir ces désordres par sa sagesse , en faisant punir ceux qui en sont les auteurs , afin d'assurer à l'avenir Votre Majesté & le Parlement contre de pareilles insolences.

CHARLES
I.
1641.

Pour cet effet nous vous offrons nos services , dans l'espérance que nous serons aussi forts pour défendre notre Souverain & le Parlement , la Religion , & les Loix fondamentales du Royaume , que ceux qui auroient la témérité de les violer , en quelque nombre qu'ils pussent être. Ainsi , par la Sagesse de Votre Majesté & du Parlement , nous serons délivrés des innovations du passé , & garentis de celles qui nous menacent pour l'avenir , & qui pourroient produire des effets encore plus mauvais que les premières.

Et nous priérons Dieu , &c.

Qu'il me soit permis de faire quelques remarques sur cette Adresse , pour faire voir , que ce ne peut pas être celle qui fut communiquée au Roi , & qu'il soucrivit de ces deux Lettres C. R. , pour marque de son approbation.

Raisons qui
font voir ,
que ce n'est
pas là la vé-
ritable Re-
quête qui
fut commu-
niquée au
Roi.

Premièrement , il paroît manifestement , que celle-ci fut dressée à Londres , précisément dans le tems que le Peuple étoit attroupé autour de Westminster , ce qui n'arriva que le 3. & le 4. de Mai , n'y ayant jamais eu auparavant de pareils attroupemens , & celui-ci n'ayant duré que deux jours. Mais on verra dans la suite que le Roi lui-même disoit , que cette Requête qu'il soucrivit C. R. lui fut portée de l'Armée , & qu'après l'avoir lûe , il l'approuva , comme étant très-innocente. Si la Requête qui fut communiquée au Roi avoit été dressée à l'Armée , ce ne peut pas être celle-ci , puisque ceux qui la dressèrent ne pouvoient pas deviner les attroupemens qui se firent à Westminster le 3. & le 4. de Mai , dont ils parlent néanmoins , comme subsistant actuellement. Et si elle fut dressée à Londres , comme il y a beaucoup d'apparence , ce ne peut pas être celle qui fut communiquée au Roi , puis qu'il assuroit qu'elle lui avoit été portée de l'Armée.

On dira peut-être , que cette Adresse pouvoit avoir été dressée à Londres le 3. ou le 4. de Mai , dans le tems des attroupemens , qu'elle fut envoyée à l'Armée , & ensuite renvoyée à Londres pour la communiquer au Roi. Mais quand on n'assigneroit que quinze jours pour ces voyages de Londres à Yorck , & de Yorck à Londres , & pour la communiquer aux Officiers dispersés en divers quartiers autour d'Yorck , la Requête seroit venue trop tard au Roi , & il n'en auroit pu faire aucun usage , puisque les attroupemens avoient cessé , le Comte de Strafford étoit mort , & le Roi avoit passé l'Acte pour la continuation du Parlement. Ce n'auroit donc été que très-mal-à-propos que le Roi auroit approuvé cette Adresse dans une pareille conjoncture.

Secondement , le Comte de Clarendon fait entendre , que cette Adresse avoit été projetée & dressée long tems avant le 3. & le 4. de Mai , par ces mêmes Officiers qui furent ensuite accusés de la Conspiration. Il dit , qu'après que le Roi l'eut soucrite , elle fut portée à l'Armée , & signée par quelques Officiers : mais qu'elle fut aussi-tôt rompue , & qu'on n'en entendit plus parler , jusqu'à la découverte du prétendu complot , dont il doit parler en son tems. Cela fait voir clairement que l'Adresse que le Roi soucrivit

T. I. p. 347.

CHARLES
I.
1641.

C. R. lui avoit éré communiquée long-tems avant le 3. ou le 4. de Mai, jour de la découverte du complot. Mais si cela est, comment les Auteurs de l'Adresse pouvoient-ils parler des attroupemens du 3. & du 4. de Mai, comme subsistant actuellement. L'Adresse que le Roi soucrivit, ne peut donc pas être la même que le Comte de Clarendon a insérée dans son Histoire, & qu'on a vûë ci-dessus.

Entroisième lieu, les Officiers qui avoient projeté de gagner l'Armée pour le Roi, & qui selon le Comte de Clarendon, projetterent aussi l'Adresse au Roi & au Parlement qui fut approuvée du Roi, avoient pour but de maintenir les Evêques dans leur Droit de Séance au Parlement, d'empêcher que l'Armée d'Irlande ne fût congédiée avant celle d'Ecosse, & de rétablir le Roi dans la jouissance de ses revenus. Mais dans l'Adresse qu'on vient de voir, il n'y a pas un seul mot d'aucun de ces trois Articles.

4. Enfin, on verra dans la suite, que le Roi, pour justifier sa souscription à l'Adresse, disoit, qu'on y demandoit autre chose, sinon que le Gouvernement fût rétabli sur le même pied qu'il étoit sous la Reine Elisabeth. Mais dans la Requête que le Comte de Clarendon a donnée comme celle que le Roi soucrivit, il n'y a rien d'approchant; Elisabeth n'y est pas même nommée.

Doutes sur
la Lettre de
Percy.

Avant que de finir cette matiere, je ne dois pas oublier ce qui a été dit touchant la Lettre écrite par Percy au Comte de Northumberland son Frere. On prétend, que Percy ayant voulu se sauver en France, fut reconnu sur le bord de la Mer, & blessé par des gens qui vouloient l'arrêter: Que s'étant enfin tiré d'entre leurs mains, & s'étant réfugié chez le Comte de Northumberland, ce Seigneur obtint de quelques-uns des Chefs des Communes, qu'on convoieroit à l'évasion de son Frere, à condition qu'il écriroit la Lettre qu'on a vûë ci-dessus, comme si elle étoit écrite de France. Il est aisé de comprendre que par-là, on veut faire soupçonner de faux, la Relation contenuë dans cette Lettre. Mais je ne voi pas qu'on l'assure positivement, ni qu'on produise aucunes preuves pour en faire voir la fausseté. Tout aboutit à une simple affirmation que la Conspiration dont il s'agit, étoit une fable, une chimere, une imposture: que le Parlement tronquoit les dépositions des témoins, omettant tout ce qui pouvoit servir à justifier le Roi: que les Conférences tenuës dans la Chambre de Percy, étoient des entretiens libres entre quelques amis, dont quelques-uns étoient Membres de la Chambre des Communes: que les dépositions des témoins étoient plutôt capables de faire voir qu'il n'y avoit jamais eu de Conspiration pour séduire l'Armée, que de prouver qu'il y en avoit eu une réellement. Mais sur tout cela, il faut recevoir comme de bonnes preuves, la simple affirmation de ceux qui rapportent ces faits, auxquels ils ne donnent pas le moindre éclaircissement (1).

Hist. du Com-
te de Claren-
don, Tom. IV
p 580. & sui-
vantes.

Comme cette Conspiration fut souvent reprochée au Roi dans la suite, j'ai cru qu'il étoit nécessaire d'en donner une juste idée, afin que le Lecteur soit mieux en état de porter son jugement sur les objections & sur les réponses dont j'aurai occasion de parler assez fréquemment. Il est tems présentement de venir au procès du Comte de Strafford.

Si

(1) Mr. Nalson, qui avoit entrepris de justifier le Roi contre les fausses accusations de ses ennemis, comme il le dit lui-même dans son Introduction, passe fort légèrement sur cet Article. Voyez la fin du Tome I. de ses Collections.

Si l'on ne suppose pas, que Charles I. dès le commencement de son Règne, jusqu'au tems de ce dernier Parlement, avoit formé le dessein d'établir en Angleterre un Gouvernement arbitraire, il sera comme impossible de bien comprendre son Histoire, & particulièrement cette seconde partie. Mais supposant cette vérité, qui me paroît incontestable, on y trouve rien de difficile. On n'est point surpris de voir le Conseil du Roi, ses Ministres, ses Favoris, la Chambre Etoilée, la Haute Commission, les Juges du Royaume, & en un mot, tous ceux qui exerçoient des emplois publics, attentifs à une seule chose, je veux dire à étendre le pouvoir Royal autant qu'il dépendoit de chacun d'eux. On n'est point surpris de voir la haine implacable de la Chambre des Communes pour les Ministres du Roi, & particulièrement pour ceux que le Roi honoroit le plus de sa confiance, & qu'on croyoit les principaux auteurs des maux publics. Entre ceux-là, le Comte de Strafford étoit celui qu'on regardoit comme le plus dangereux, parce qu'il étoit le plus capable, & que ses deux grands Emplois de Président de la Cour d'York, & de Vice-Roi d'Irlande, lui donnoient de fréquentes occasions de servir efficacement le Roi, & de lui aider à exécuter ses desseins. Ce fut aussi le premier que les Communes attaquèrent, huit jours après l'ouverture de ce Parlement. L'accusation & le Jugement de ce Seigneur contiennent une infinité de choses remarquables, dont quelques-unes sont, pour ainsi dire, hors de la portée des Etrangers, à cause de la grande différence qu'il y a entre les Loix & les Coutumes d'Angleterre, & celles des autres Etats. Ce seroit donc un Ouvrage trop difficile pour moi, que d'entreprendre d'expliquer ici en détail, toutes les circonstances de ce fameux procès, qui ont été recueillies dans un assez gros Volume *in Folio*. Par cette raison, je me contenterai d'en donner une idée générale telle que je la croirai propre à satisfaire la curiosité des Lecteurs.

CHARLES
I.
1641.
procès du
Comte de
Strafford.

Rushworths,
Vol. VIII. de
la nouvelle
Edition.
Nelsons T.II.
depuis pag 1.
jusqu'à p. 206.

Il n'y a aucun doute, que quand les Communes accusèrent le Comte de Strafford, sa perte ne fût résolue entre ceux qui dirigeoient les affaires de cette Chambre. Ce Seigneur étant regardé comme le plus puissant & le plus en faveur de tous les Ministres du Roi, & comme le principal auteur des maux du Royaume, cela suffisoit pour faire juger, qu'il étoit important de le sacrifier au public. Je ne croi pas qu'il soit nécessaire de chercher d'autres motifs de cette résolution, ni de l'attribuer à des causes plus secrètes. Puisque le Parlement vouloit entreprendre de réparer les Grièfs, & de rétablir le Gouvernement dans son ancien état, rien n'étoit plus naturel, que de punir ceux qui avoient contribué à le déranger, & entre ceux-là, le Comte de Strafford, étoit le principal, & par conséquent, le plus propre à servir d'exemple à ceux qui voudroient à l'avenir, s'engager dans une semblable entreprise. Mais outre cela, il s'étoit fait un grand nombre d'ennemis, par ses manières impérieuses, à quoi les grands Ministres qui sont assurés de la faveur de leurs Maîtres, ne sont ordinairement que trop sujets. D'ailleurs, il avoit abandonné le Parti du Peuple, après l'avoir fortement soutenu dans le tems qu'il étoit Membre de la Chambre des Communes, pour se dévouer entièrement au Roi. Cela seul suffisoit pour le rendre odieux, & les Communes en l'accusant, sçavoient bien qu'elles ne pouvoient rien faire de plus agréable au Peuple. Il fut donc accusé de haute trahison, non que dans le peu de tems qui s'étoit

CHARLES
1.
1641.

s'étoit écoulé depuis l'ouverture du Parlement, les Communes pussent avoir aucune certitude, qu'il étoit coupable de ce crime : mais sur une certaine notoriété publique, & sur la conviction intérieure de la plupart des Membres. Après que sur cette accusation, il eut été envoyé à la Tour, la Chambre chercha les Articles sur lesquels elle devoit fonder son accusation ; & quand ils eurent été portez aux Seigneurs, on chercha des preuves pour les appuyer.

Ces Articles, qui étoient au nombre de vingt-huit, tendoient à prouver en général, que le Comte de Strafford avoit tenté de renverser les Loix fondamentales de l'Etat, & d'établir un pouvoir arbitraire, Ainsi, quoique chacun des crimes prétendus dont il étoit accusé, ne pût pas être regardé comme une trahison, la Chambre prétendoit qu'étant joints ensemble, ils faisoient voir manifestement, le but qu'il s'étoit proposé, & les moyens qu'il avoit employez pour y parvenir. Voici la substance de ces vingt-huit Articles.

Articles „
d'accusa- „
tion con- „
tre le „
Comte de „
Strafford. „
30. Jan „
vier 1641 „
Ruf- „
vorth, „
Vol. VIII. „
Nelson, T. „
II. p. 10. „

I. Qu'étant Président de la Cour du Nord, il s'étoit fait donner une Commission directement contraire aux Loix du Royaume, par laquelle le Roi lui donnoit pouvoir de juger toutes sortes de causes dans l'étendue de sa juridiction, selon certaines Instructions particulieres, & conformément à la maniere de procéder de la Chambre Etoilée. Qu'en vertu de cette Commission il avoit exercé un pouvoir contraire aux Loix, & opprimé les habitants des Provinces du Nord.

II. Qu'il avoit dit publiquement, étant aux Assises de la Province d'Yorck, que quelques-uns des Juges de Paix se reclamoient de la Loi, & qu'ils ne vouloient entendre parler que de la Loi : mais qu'ils trouveroient que le petit doigt du Roi étoit plus fort que les reins de la Loi.

III. Qu'étant Lord Lieutenant d'Irlande, il avoit dit, dans un Discours public, que l'Irlande étant un Pais conquis, le Roi pouvoit traiter les habitants de ce Royaume, à sa discrétion. De plus, en parlant des Chartres accordées par quelques-uns des Rois d'Angleterre, à la Ville de Dublin, il avoit dit, que ces Chartres étoient vaines, & qu'elles ne lioient le Roi qu'autant qu'il le trouvoit à propos,

IV. Que le Comte de Corck, Pair d'Irlande, ayant été dépouillé d'une Terre, par un ordre du Lord Lieutenant & du Conseil, donné sur une simple Requête, & ayant intenté sur ce sujet, un procès à sa partie, le Comte de Strafford l'avoit menacé de l'envoyer en prison, s'il ne se délistoit pas de son procès, disant qu'il ne vouloit point souffrir, que la validité de ses ordres fût contestée, ni par la Loi, ni par les gens de Loi.

Que le même Comte de Corck ayant contesté la validité d'un certain ordre du Conseil d'Irlande, donné sous le Regne de Jacques I. le Comte de Strafford avoit dit, que le Comte de Corck & toute l'Irlande devoient savoir, que pendant qu'il auroit le Gouvernement de ce Royaume, un Acte du Conseil lieroit autant les Sujets d'Irlande, qu'un Acte de Parlement. Qu'en plusieurs autres occasions, il avoit fait voir par ses discours, qu'il s'attribuoit un pouvoir au-dessus des Loix, & contraire au Gouvernement établi en Irlande, & qu'il ne faisoit aucun cas, ni de ces Loix, ni de ce Gouvernement.

V. Qu'il avoit fait condamner à mort, par un Conseil de Guerre, le Lord Mount-

Mountnorris, Pair d'Irlande, Vice-Trésorier & Receveur Général de ce Royaume, Trésorier de Guerre, un des principaux Secretaires d'Etat & Garde du Sceau privé, pour une offense qui ne méritoit pas une telle punition, & sans l'autorité d'aucune Loi.

Qu'une autre fois, il avoit fait aussi condamner à la mort, par une Sentence d'un Conseil de Guerre, un Sujet de S. M. sans aucune procédure conforme aux Loix.

VI. Que sur une simple Requête, il avoit dépouillé le susdit Lord Mountnorris, d'une Terre dont il étoit en possession depuis vingt-huit ans, & sans faire aucune procédure sur ce sujet,

VII. Qu'il avoit fait décider un certain cas touchant les titres défectueux des Fiefs, sans aucune procédure légale, & sans avoir fait appeller les Parties intéressées, & qu'en vertu de cette décision faite sans aucune procédure, il avoit dépouillé de leurs Terres le Lord Dillon & plusieurs autres, & que par-là, plusieurs familles de ce Royaume avoient été ruinées.

VIII. Que sans aucune procédure légitime , il avoit fait un Décret contre le Vicomte Adam Loftus, Pair & Chancelier d'Irlande, & qu'il l'avoit fait mettre en prison , pour avoir refusé d'obéir à ce Décret. Qu'ensuite, il avoit ordonné audit Chancelier , de lui remettre le grand Sceau dont le Roi lui avoit confié la garde, & que sur son refus, il l'avoit fait mettre en prison,

Qu'il avoit fait mettre, & garder un an entier en prison, le Comte de Kildare, pour avoir refusé de lui remettre la Seigneurie de Castleigh qui est d'un grand revenu, & qu'il avoit refusé de l'élargir, quoiqu'il en eût un ordre exprès de S. M.

Que fut une simple Requête qui lui avoit été présentée contre la Dame Marie Hibbotts veuve , touchant une certaine Terre , il avoit renvoyé cette affaire au Conseil. Que le Conseil ayant jugé en faveur de cette Dame , le Comte de Strafford , de sa simple autorité , avoit fait enregistrer un ordre contraire , avoit menacé la Dame de l'envoyer en prison , & de la condamner à une amende de cinq cens livres sterling , avec menace de doubler la somme chaque mois. Que par ce moyen , il avoit extorqué de cette Dame un désistement de ses droits sur la Terre en question , laquelle fut donnée au Chevalier Robert Meredith , pour l'usage du Comte de Strafford.

Que sur de pareils prétextes, il avoit fait emprisonner diverses autres personnes, &c.

IX. Que ledit Comte, s'attribuant un pouvoir contraire aux Loix, avoit fait expédier un ordre à l'Evêque de Down & Connor, & à divers autres Evêques, par lequel il leur donnoit pouvoir d'emprisonner ceux du petit Peuple, qui après avoir été citez, refusoient de comparoître devant eux, ou de se soumettre à leurs Sentences, & de les tenir en prison jusqu'à ce qu'ils eussent obéi, ou donné caution, ou produit devant le Conseil les raisons de leur désobéissance.

X. Qu'il avoit affermé, en son propre nom, les droits qui se payent pour l'entrée ou pour la sortie des Marchandises. Que pour tirer plus de profit de cette Ferme, il avoit extraordinairement augmenté les droits sur les marchandises du Païs, comme par exemple sur les cuirs, de cinq ou six Shellings,

CHAR
LES I.
1641.

„ jusqu'à treize. Par ce moyen, ces droits, qui auparavant n'étoient que de la
„ vingtième partie de la valeur des marchandises, avoient été haussés jusqu'à
„ la cinquième, à la quatrième, à la troisième partie de la valeur.

„ XI. Qu'il avoit défendu de transporter certaines marchandises hors du
„ Païs, afin qu'on fût contraint d'en obtenir des licences, qu'il faisoit payer
„ cherement, & qui avoient fait hausser ces marchandises de la moitié de leur
„ juste prix.

„ XII. Que sous prétexte que le tabac étoit mal sain, il avoit publié une
„ Proclamation pour défendre d'en porter dans le Royaume : mais qu'il en
„ avoit fait venir lui-même plusieurs Vaisseaux chargez. Que s'il arrivoit un
„ Vaisseau chargé de tabac, il le faisoit acheter au prix qu'il y avoit mis, &
„ si les Marchands refusoient de le vendre au prix qu'il vouloit, il les empê-
„ choit de le décharger. Par ce moyen, il s'étoit rendu maître de tout le com-
„ merce du tabac, & avoit mis cette marchandise à un prix excessif.

„ Que par une Proclamation, il avoit défendu de vendre du tabac en gros,
„ & ordonné que celui qui se vendroit en détail, seroit en rouleaux, lesquels
„ seroient cachetés aux deux bouts par ses Officiers. Qu'il avoit ordonné de
„ saisir celui qui ne se trouveroit pas ainsi cacheté, & de mettre en prison
„ ceux qui l'auroient exposé en vente, adjugeant six sols par livre à ceux
„ qui le découvreroient. Que cette Proclamation avoit été exécutée avec
„ une extrême rigueur, par des emprisonnemens, des piloris, des amendes.
„ Qu'ayant haussé les droits du tabac à l'égard des Marchands en général,
„ il en avoit diminué l'impôt pour son propre profit, de six sous par livre à
„ trois sous.

„ Qu'il avoit établi divers autres Monopoles, pour son propre gain, comme
„ de l'empois, des pots de fer, des verres, des pipes, &c.

„ XIII. Que le Chanvre étant la principale marchandise du cru de l'Irlande,
„ il en avoit acheté une prodigieuse quantité. Après cela, il avoit ordon-
„ né par une Proclamation, que tout le Chanvre seroit mis en fil, d'une cer-
„ taine manière à laquelle les gens du Païs n'étoient pas accoutumés, & tout
„ celui qui étoit porté aux marchés, & qui n'étoit pas selon la Proclamation,
„ étoit saisi pour son usage. Que par ce moyen, il s'étoit rendu maître de tout
„ le commerce du Chanvre.

„ XIV. Que par une Proclamation, il avoit imposé à tous les Maîtres des
„ Navires qui arrivoient en Irlande un serment illégitime, par lequel ils s'o-
„ bligeoient à déclarer la qualité de leurs marchandises, le lieu où le Vais-
„ seau avoit été chargé, à qui il appartenait, & en quel lieu il devoit être
„ déchargé, &c.

„ XV. Que sans être autorisé par aucune Loi, il avoit employé la force des
„ armes, pour subjuguier les Sujets du Roi, & pour les réduire à sa volonté par
„ des logemens effectifs, jusqu'à ce qu'ils eussent obéi à ses ordres, ce qu'il
„ avoit fait en divers tems & en divers lieux, & que par-là, il avoit fait la guer-
„ re au Roi & à ses fidèles Sujets.

„ XVI. Qu'étant Gouverneur d'Irlande, il avoit obtenu un ordre du Roi,
„ qu'aucune plainte de ce Royaume-là ne seroit reçue en Angleterre, à moins
„ qu'il ne parut, que les Parties s'étoient premièrement adressées à lui, &
„ par-là, il s'étoit mis à couvert des plaintes qu'on auroit pu faire contre sa
„ conduite.

Que

Que de plus, il avoit publié une Proclamation au nom de Sa Majesté, portant défense à la Noblesse & autres, de sortir du Royaume sans sa permission, & qu'il avoit fait exécuter cette défense, en faisant mettre en prison des gens qui vouloient venir en Angleterre pour se plaindre de ses oppressions.

XVII. Qu'en partant de l'armée en Irlande, il avoit dit, que le Roi étoit si content de l'armée qu'il avoit dans ce Royaume-là, qu'il la feroit servir de modele, pour celles de ses autres Royaumes.

XVIII. Que pour rendre les Papistes d'Angleterre & d'Irlande dépendans de lui, il avoit établi en Irlande, divers Monasteres & Eglises Papistes, & entre autres, deux à Dublin, qui avoient été supprimées par les précédens Gouverneurs, & assignées à l'usage de l'Université, & qu'il les avoit rendues aux Propriétaires.

Que dans le mois de Mai ou de Juin dernier, il avoit levé en Irlande, une armée de huit mille hommes tous Papistes, excepté mille ou environ, tirez de l'armée qui étoit déjà sur pied, & à la place desquels, il avoit mis mille Soldats Papistes.

Que pour mieux encourager cette nouvelle armée Papiste, il la faisoit payer très-exactement, pendant que l'ancienne fut négligée plus d'un an.

Qu'étant Commissaire en Angleterre, pour composer avec les Récusans de onze Provinces, & étant en même tems Receveur des amendes qui seroient imposées pour ce sujet, il avoit composé avec les Récusans à un prix fort bas, & avoit fait en sorte que toutes les poursuites commencées contre eux fussent arrêtées dans toutes les Cours Ecclésiastiques & Civiles, contre les Loix établies.

XIX. Que de sa seule autorité, il avoit imposé en Irlande, un serment extraordinaire par lequel on s'obligeoit à obéir aux commandemens du Roi, & à ne protester jamais contre ses ordres. Qu'il avoit exigé ce serment des Ecoissois établis en Irlande, contre leur volonté, & exilé ou condamné à de grosses amendes, ceux qui l'avoient refusé. Qu'entre autres, il avoit condamné Henri Stuart & sa femme, à une amende de cinq mille livres chacun, & leurs deux filles, & Jacques Gray, chacun à trois mille livres, & les avoit détenus en prison pour avoir refusé de payer cette amende.

Qu'à cette occasion, il avoit déclaré que ce serment ne les lioit pas seulement par rapport à l'Allégeance & à la Suprémacie envers S. M.; mais encore par rapport à toutes les cérémonies, & au Gouvernement de l'Eglise, déjà établi, ou qui pourroit être établi dans la suite par S. M. & qu'il procéderoit contre les Récusans jusqu'à la mort.

XX. Qu'il avoit été le principal auteur de la dernière guerre d'Ecosse, en incitant S. M. contre les Ecoissois, & avoit déclaré au Roi, que les demandes du Parlement d'Ecosse étoient un juste sujet de leur faire la guerre. Qu'il avoit dit que les Ecoissois étoient des Traîtres & des Rébelles. Qu'étant sur le point de venir en Angleterre, il avoit dit, que s'il plaisoit à S. M. de le renvoyer en Irlande, il en exterminerait la Nation Ecoissoise, jusqu'à la racine. Qu'il avoit fait saisir divers Vaisseaux appartenans à des Ecoissois, afin d'allumer le feu de la guerre entre les deux Nations.

XXI. Qu'à son arrivée en Angleterre, voyant que S. M. avoit fait la Paix avec l'Ecosse, il avoit employé toutes sortes de moyens pour irriter le Roi

“CHARLES I.
1641.”

CHAR-
LES I.
1641.

„ contre les Ecoffois. Qu'après avoir incité S. M. à faire à l'Ecosse une guerre
„ offensive, il lui avoit conseillé de convoquer un Parlement, mais avec in-
„ tention de le casser, s'il n'accorderoit pas l'argent qui lui seroit demandé, &
„ d'employer la force pour lever l'argent nécessaire sur les Sujets. Que pour
„ encourager S. M. à suivre son avis, il lui avoit dit en plein Conseil, qu'il
„ étoit prêt à le servir de toute autre maniere, en cas que le Parlement refusât
„ à l'assister.

„ XXII. Qu'avant l'ouverture du précédent Parlement, le Comte de Straff-
„ ford étant retourné en Irlande, fit en sorte que le Parlement d'Irlande déclara
„ qu'il assisteroit le Roi contre l'Ecosse, & donna ses ordres pour lever une
„ armée de huit mille Fantassins, & mille Cavaliers, la plupart Papistes. Que
„ conjointement avec le Chevalier George Ratcliff, il complotta d'employer
„ ces troupes à subjuguer l'Angleterre, & à renverser les Loix & le Gouverne-
„ ment de ce Royaume.

„ Qu'étant retourné en Angleterre, il avoit déclaré à plusieurs personnes,
„ que son opinion étoit, que le Roi éprouvât ce que le Parlement voudroit faire,
„ & que si le Parlement ne l'assistoit pas dans ses besoins, il pourroit faire
„ usage de sa Prérogative, comme il le trouveroit à propos, pour lever l'argent
„ qui lui seroit nécessaire; qu'il pourroit se justifier devant Dieu & devant les
„ hommes, s'il employoit d'autres moyens, quoique ce fût contre la volonté
„ de ses Sujets.

„ XXIII. Que le Parlement d'Angleterre s'étant assemblé le 13. d'Avril der-
„ nier, & étant entré dans l'examen des Grieffs du Royaume, le Comte de Straff-
„ ford & l'Archevêque de Cantorbéri firent en sorte que le Roi envoya divers
„ Messages aux Communes, pour les presser de lui accorder de l'argent pour
„ soutenir la guerre d'Ecosse, avant qu'on eût réparé aucun Grief, & que ce fut
„ par leur conseil, qu'il demanda douze Subsidés, pour se désister de l'impo-
„ sition du *Ship-money* seulement. Que pendant que les Communes étoient oc-
„ cupées à chercher les moyens d'accorder un secours d'argent au Roi, le Com-
„ te de Strafford & l'Archevêque firent en sorte que le Parlement fut dissous.
„ Que le Comte de Strafford tâcha d'irriter le Roi contre le Parlement, en lui di-
„ sant, que ses Sujets avoient refusé de l'assister. Que le même jour, il donna
„ au Roi ce pernicieux conseil. Qu'après avoir éprouvé l'affection de son Peuple,
„ il étoit dégagé de toutes Régles de Gouvernement; qu'il pouvoit em-
„ ployer tous les moyens auxquels la puissance Royale pouvoit s'étendre, puis
„ qu'ayant tenté les autres, & ayant été refusé, il seroit innocent envers Dieu,
„ & envers les hommes. Qu'il avoit en Irlande une armée dont il pouvoit se
„ servir pour réduire ce Royaume.

„ XXIV. Que peu de jours après, il déclara devant plusieurs Membres du
„ Conseil, que le Parlement avoit abandonné le Roi, & qu'en refusant de l'as-
„ sister, il l'avoit mis en droit de pourvoir lui-même à ses besoins, par d'au-
„ tres moyens, & que le Roi ne devoit pas souffrir d'être ainsi maîtrisé par
„ ses Sujets.

„ Qu'après avoir ainsi calomnié le Parlement, ledit Comte, conjointement
„ avec l'Archevêque, & le Lord Finch, Garde du grand Sceau, fit publier au
„ nom de S. M. une Déclaration malicieuse, pleine d'invectives & de calom-
„ nies contre la Chambre des Communes, contenant les causes de la dissolu-
„ tion du Parlement.

XXV.

XXV. Que peu après, le même Comte, conseilla au Roi de continuer à lever avec rigueur, la taxe du *Ship-money*, & qu'ayant fait venir devant lui divers Shérifs, il les avoit menacés de les poursuivre à la Chambre Etoilée, pour avoir négligé de lever cette taxe.

Qu'ensuite, le Roi ayant voulu emprunter cent mille livres sterling de la Ville de Londres, & le Conseil ayant ordonné au Maire & aux Aldermans de donner une liste de ceux qui étoient en état de prêter, ils s'en étoient excusés; mais que le Comte de Strafford leur avoit dit, qu'ils méritoient d'être mis à l'amende, & qu'on ne tireroit jamais rien d'eux, si on ne les mettoit pas en prison, & si on ne faisoit pas pendre quelques-uns des Aldermans.

XXVI. Qu'après avoir exposé le Roi à des dépenses excessives, sans aucune juste cause, il avoit conseillé & approuvé les projets suivans.

De saisir tout l'argent non monnoyé qui se trouvoit dans la Tour.

De diminuer la juste valeur de la monnoye d'argent, en y mêlant du cuivre.

Que conformément à ces projets, il avoit fait en sorte, que le Roi avoit fait saisir cent trente mille livres sterling qui se trouvoient à la Tour, appartenant à des Marchands étrangers ou autres. Que quand les Marchands allèrent se plaindre à lui, & lui représenter les conséquences de cette saisie, il leur dit, que les habitans de Londres étoient des Ingrats, plus prompts à assister les Rébelles que S. M. Qu'es'il leur arrivoit quelque dommage, ils en étoient eux-mêmes la cause, & que c'étoit la maniere des autres Princes, de se servir de cette sorte d'argent pour leurs besoins.

Que les Officiers de la Monnoye étant allés lui parler au sujet de la diminution projetée, il leur dit, que le Roi de France donnoit pouvoir à des Commissaires d'examiner les biens des particuliers, afin de sçavoir ce qu'il pourroit exiger d'eux. Ensuite s'adressant au Lord Cottington, il dit que c'étoit un moyen digne qu'il y fit attention.

XXVII. Qu'ayant été fait Lieutenant-Général de l'armée qui étoit dans le Nord, il avoit de sa propre autorité, imposé une taxe aux habitans de la Province d'Yorck, pour payer leurs Milices à huit sous par jours pour chaque Soldat, & qu'il avoit employé la force pour la lever. Qu'il assura, qu'il feroit emprisonner ceux qui refuseroient de payer; qu'on prendroit sur leurs biens de quoi satisfaire les Soldats, & que le refus seroit un crime fort approchant de la trahison.

XXVIII. Que commandant actuellement l'armée du Nord, il n'avoit pas pourvu à la défense de Newcastle, & qu'au contraire, il avoit souffert que cette Ville fût prise, afin d'irriter les Anglois contre les Ecoissois.

Que dans cette même vûe, il avoit donné ordre au Lord Connway, de combattre les Ecoissois au passage de la Thyne, quoiqu'il en pût arriver, bien que le Lord Connway lui eût écrit que les troupes qui étoient sous son commandement, n'étoient pas assez fortes pour résister à celles d'Ecosse.

Le Parlement d'Irlande n'eut pas plutôt appris que le Comte de Strafford étoit à la Tour, que chacune des deux Chambres envoya quelques-uns de ses Membres en Angleterre, pour porter au Parlement des Remontrances sur les Grieffs que les Irlandois avoient soufferts sous le Gouvernement de ce Comte. Mais comme ces Remontrances ne contenoient que peu de chose,

CHARLES I.
1641.

Comme
envoyé par
le Parle-
ment d'Ir-
lande pour
se plaindre
du Comte
de Straff-
ord.

CHARLES
I.
1641.
Rushworth,
Vol. IV. p. 220
Raisons
pour & con-
tre ce Sei-
gneur.

outre ce qu'on vient de voir dans les vingt huit Articles , je ne croi pas qu'il soit nécessaire de les insérer ici.

Ce procès ne fut en état d'être jugé , que le 22. de Mars V. S. 1641. & il dura jusqu'au 12. d'Avril. Ce seroit un ouvrage d'une trop longue haleine, que de donner ici le détail des preuves , des dépositions des témoins , des réponses de l'accusé sur chaque Article , & des répliques des Communes. Pour en donner une idée générale , il suffira de dire en deux mots , que l'accusation ne portant que sur la prétendue intention du Comte de Strafford , d'avoir voulu renverser les Loix fondamentales du Royaume , la plus grande partie des crimes dont il étoit accusé ne pouvoient être regardez comme des crimes de trahison , qu'en supposant cette intention. C'est pourquoi , ceux qui ménageoient les intérêts des Communes, insistoient sur chacun des Articles pour prouver cette intention , soutenant qu'encore que chacun d'eux en particulier ne fût pas capable de la prouver , ils étoient pourtant d'une évidence manifeste , étant joints ensemble. Mais , outre que chacun de ces Articles n'étoit pas également bien prouvé , il restoit encore à décider , si l'intention pouvoit rendre un homme coupable de trahison. Les Avocats du Comte de Strafford soutenoient , qu'encore que , par les Loix du Païs , la simple intention de tuer le Roi fût un crime de trahison , il ne s'ensuivoit pas que l'intention pût être regardée sur le même pied par rapport aux autres espèces de trahison , sur lesquelles la Loi ne s'étoit pas expliquée de la même manière. D'un autre côté , le Comte de Strafford faisoit voir , qu'aucun des crimes particuliers dont il étoit accusé , ne pouvoit être censé crime de trahison , & que cent crimes de Felonie ne pouvoient jamais faire un crime de haute trahison. Mais cette dispute ne regardoit que la nature du crime , en quoi l'accusé avoit un grand avantage , sur tout , si l'on considère , qu'en Angleterre , dans les Jugemens criminels , les Juges sont extraordinairement exacts à ne prendre point le change , & à ne faire attention qu'à ce qui prouve directement la nature du crime contenu dans l'accusation. Si les Communes s'étoient contentées d'accuser le Comte de Strafford de *Felonie* , ou de mauvaise administration , il y a beaucoup d'apparence qu'elles auroient obtenu un prompt Jugement contre lui. Mais l'ayant uniquement accusé de haute trahison , c'étoit aux Pairs à le condamner ou à l'absoudre uniquement sur cette espèce de crime. Sous le Regne d'Edouard VI. le Duc de Sommerfet fut accusé de haute trahison & de Felonie. Il fut absous pour le premier , mais il fut condamné pour le second.

Au reste , le Comte de Strafford se défendit avec toute l'habileté , toute la présence d'esprit , toute la modération qu'on pouvoit attendre d'un homme aussi habile que lui. Aussi , les Communes comprirent aisément , que les Seigneurs ne se porteroient qu'avec beaucoup de peine à le condamner. C'est pourquoi , elles jugerent à propos de prendre une autre voye pour arriver à leur but.

Votes des
Communes
contre le
Comte de
Strafford.
Bill d'*At-
tainer* en-

Le 19. d'Avril cette Chambre vota qu'il y avoit des preuves suffisantes , que le Comte de Strafford avoit tenté de renverser les Loix Fondamentales du Royaume & d'introduire un Gouvernement Arbitraire , & que c'étoit un crime de haute trahison. Deux jours après on porta dans la Chambre , un Bill d'*Attainder* , ou de Conviction , contre ce Comte. Ce Bill fut lu deux fois ,
le

matin, & une troisième fois l'après-midi, & fut approuvé à la pluralité de 204. voix, contre 59. après quoi, il fut envoyé aux Seigneurs.

Entre ceux qui s'opposèrent au Bill, le Lord Digby se distingua par un Discours très-éloquent, où il tâcha de faire voir que de faire périr le Comte de Strafford de cette manière, c'étoit un véritable meurtre. Ce Discours fut fort mal reçu, & quoique la Chambre ne parût pas d'abord y faire beaucoup d'attention; elle ne laissa pas dans la suite, d'ordonner, qu'il seroit brûlé publiquement par la main du Bourreau.

Le Bill d'*Attainder* ne produisit pas d'abord l'effet que les Communes souhaitoient. Les Seigneurs ne se hâtoient pas de l'examiner, ni de répondre à l'impatience des Communes. Ils vouloient premièrement examiner les raisons pour & contre le Bill. Ce fut dans cet intervalle, que la Chambre des Pairs fit interroger le Chevalier Balfour, sur le projet de faire sauver le Comte de Strafford. Plusieurs milliers d'habitans de Londres présentèrent aux deux Chambres, une Requête contre le Comte, disant qu'il étoit ennemi juré de la Ville. Le 28. d'Avril, Mr. St. Jean, de la part des Communes, fit aux Pairs un long Discours pour prouver, que le Bill d'*Attainder* n'avoit rien de contraire aux Loix. Le lendemain, le Roi s'étant rendu au Parlement, fit le Discours suivant aux deux Chambres.

Je n'avois pas intention de vous parler de l'affaire qui m'amène ici aujourd'hui, je veux dire de l'accusation du Comte de Strafford. Mais, enfin, le tems est arrivé qu'il faut de toute nécessité; que je prenne part à ce Jugement. Je suis assuré que vous sçavez tous, que j'ai été présent à l'examen qui a été fait (1), depuis le commencement jusqu'à la fin. Ce que j'ai à vous dire présentement, c'est qu'en ma conscience, je ne puis pas le condamner pour crime de trahison. Il ne me convient point de vous en donner les raisons, & sans doute, vous ne l'attendez pas de moi. Il convient mieux à un Prince, de dire positivement son sentiment. Cependant, il faut que je vous dise trois choses très-véritables que personne ne peut sçavoir mieux que moi. La première, que je n'ai jamais eu intention de faire venir en Angleterre l'Armée d'Irlande, & que personne ne me l'a jamais conseillé. La seconde, qu'on n'a jamais rien débattu dans mon Conseil, qui regarde l'infidélité, ou le peu d'affection pour moi de mes Sujets Anglois, & que je n'ai jamais eu aucun soupçon contre eux. La troisième, que personne ne m'a jamais conseillé de changer, ou d'altérer la moindre des Loix du Royaume, & encore moins, de les changer toutes. Je veux bien même vous dire; que si quelqu'un avoit eu l'impudence de m'en parler, j'en aurois fait un exemple qui auroit convaincu la Postérité de mes intentions. Car mon dessein a toujours été de gouverner selon les Loix, & non autrement (2).

Je souhaite que vous compreniez bien ma pensée. Je vous ai dit, qu'en conscience, je ne pouvois pas condamner le Comte de Strafford comme coupable de haute trahison. Mais je ne le croi pas innocent de malversation. C'est pourquoi j'espère que vous trouverez quelque expédient qui puisse contenter la Justice, & vous délivrer de vos craintes, & que vous ne me presserez pas, par rapport à ma conscience.

(1) On avoit pratiqué dans la Salle de Westminster un Cabinet d'où le Roi pouvoit tout entendre sans être vu.

(2) Il est très-difficile de concilier cette assermentation du Roi, avec son Gouvernement pendant les quinze premières années de son Règne.

CHARLES
I.
1641.
voyé aux
Seigneurs.
Discours du
Lord Digby
contre le
Bill.

Requête
contre le
Comte.
Discours de
St. Jean
pour le Bill.

Discours
du Roi au
Parlement
en faveur
du Comte
de Strafford.
Rushworth,
Vol. IV. p.
239.

CHARLES

1.

1641.

ence. Je vous dirai néanmoins, que je ferai beaucoup pour satisfaire mon Peuple. Mais, ni la crainte ni aucune autre considération ne pourront jamais m'obliger à rien faire contre ma conscience. Certainement, je n'ai pas si peu mérité du Parlement depuis qu'il est assemblé, qu'on doive me presser sur un point si délicat. C'est pourquoi, j'espère que vous travaillerez à ce que je souhaite. Je vous dirai même, que pour ce qui regarde le crime de malversation, je suis tellement convaincu que le Comte de Strafford en est coupable, que, sans prétendre vous marquer la route que vous devez suivre, je ne le croi pas digne de servir à l'avenir, ou moi ou l'Etat, dans aucun Emploi de confiance, non pas même de Grand Connétable dans Londres (1). Je vous laisse donc, Mylords, le soin de trouver quelque expédient pour me tirer de cet embarras, & pour délivrer le Royaume & vous-mêmes, de pareils inconveniens. Assurément, celui qui en sa conscience, le croit coupable de trahison, peut bien le condamner pour malversation.

Ce Discours
produit un
effet tout
contraire à
l'intention
du Roi.

Les Sei-
gneurs pas-
sent l'Acte
d'Attainder.

Ce Discours produisit un effet tout contraire à celui que le Roi avoit espéré. Aussi le Comte de Clarendon fait-il entendre, que le Lord Say donna ce conseil au Roi, pour le faire tomber dans un piège, & pour rendre la perte du Comte de Strafford plus assurée. Les Communes en furent très-offensées, disant que c'étoit une chose sans exemple, que le Roi prît connoissance des Bills, avant qu'ils lui fussent présentés, & que c'étoit-là un moyen pour ôter la liberté des suffrages, & elles s'ajournerent jusqu'au Lundi 3. de Mai.

Ce fut ce jour-là, que le menu Peuple de Londres, s'assembla autour de Westminster. Ce fut ce jour-là même que la Chambre des Communes fit dresser la Protestation dont il a été déjà parlé, & ce fut le lendemain 4. de Mai, que les Seigneurs l'approuverent, & qu'ils passèrent l'Acte d'*Attainder* contre le Comte de Strafford, n'y ayant pas plus de quarante six Seigneurs dans la Chambre, quoiqu'il y eût constamment quatre vingts qui avoient été présens à l'examen du procès. On prétend que ceux qui s'absenterent furent intimidés par les menaces de la populace.

Le Roi se trouvoit alors dans un état des plus fâcheux. Il aimoit le Comte de Strafford, & il étoit convaincu, que ce Seigneur n'avoit rien fait qui ne fut conforme à ses intentions, & aux maximes qu'il vouloit introduire dans le Gouvernement. Il pouvoit être coupable envers le Peuple, à plusieurs égards, mais certainement, il ne l'étoit pas envers le Roi qui avoit toujours approuvé sa conduite. D'ailleurs le Roi avoit protesté en plein Parlement, qu'il ne pouvoit ni ne vouloit rien faire contre sa conscience, & il ne croyoit pas en sa conscience, que le Comte fût coupable. D'un autre côté, s'il consentoit à l'Acte d'*Attainder*, après avoir protesté qu'il étoit contre sa conscience, il feroit voir, qu'il étoit réduit à cette extrémité par la nécessité de ses affaires; qu'on ne lui en auroit aucune obligation, & qu'à l'avenir, il n'auroit plus rien à refuser au Parlement. Mais s'il rejettoit cet Acte, il comprendroit bien les suites que son refus pourroit avoir, & que pour le moins, on ne manqueroit pas à l'accuser d'avoir refusé la justice à son Peuple contre l'avis des deux Chambres du Parlement.

II

(1) Il y a un Connétable établi dans chaque quartier de Londres, & un haut ou grand Connétable, qui a sous lui plusieurs petits Connétables.

Il y a quelque apparence, que, dans cette extrémité, quelque'un conseilla au Roi de casser le Parlement. Du moins, les Communes se persuaderent qu'il n'avoit point d'autre moyen pour se tirer de l'embarras où il se trouvoit. C'est pourquoi, pour lui ôter encore cette ressource, le même jour, 4. de Mai, elles ordonnerent de porter un Bill pour empêcher que ce Parlement ne pût être dissous sans le consentement des deux Chambres, & ce Bill, qui fut lu trois fois en deux jours, passa trois jours après dans la Chambre Haute, conjointement avec celui d'*Attainder* contre le Comte de Strafford. Dans l'intervalle de ces deux ou trois jours, les Communes poussèrent vivement l'affaire de la Conspiration, ainsi qu'il a été dit, afin d'inspirer de la terreur au Peuple, & de forcer les Seigneurs à passer les deux Bills, par cette considération.

CHARLES
I.
1641.
Bill des
Communes
pour la con-
tinuation
de ce Parle-
ment passé
par les Sei-
gneurs.
Rushworth,
Vol. III. p.
251.

Le Bill d'*Attainder* ayant passé à la Chambre Haute, le Roi assembla son Conseil, & y fit appeler ses Avocats. Il leur proposa ses scrupules, & les raisons qui devoient l'empêcher de donner son consentement à cet Acte. Mais *Juxon* Evêque de Londres, fut le seul qui osa conseiller au Roi de rejeter un Acte présenté par les deux Chambres. Tous les autres firent leurs efforts pour lui persuader de donner satisfaction à son Peuple, & que la vie d'un Particulier ne devoit pas être mise en balance avec le salut public. Quant à ses scrupules, on lui dit, qu'il pouvoit consulter là-dessus les Evêques qui lui donneroient les conseils les plus convenables. Le Roi n'ayant pas trouvé dans son conseil, les secours qu'il en avoit attendus, fit appeler quelques Evêques pour les consulter. On prétend que l'Archevêque d'York lui dit sur ce sujet, qu'un Roi doit avoir deux sortes de Consciences, l'une publique, & l'autre particulière, & que la publique l'obligeoit indispensablement à faire quelquefois, ce que la Conscience privée lui défendoit. Par cette raison, il lui conseilla de donner son consentement à l'Acte. Mais ce qui contribua le plus à le déterminer, ce fut une Lettre qu'il reçut du Comte de Strafford, qui, ayant appris l'embarras où il se trouvoit, le prioit lui-même de passer l'Acte, consentant à mourir, plutôt que d'être un sujet de division entre lui & son Peuple, & disant que son propre consentement seroit pour lui une suffisante justification. Enfin, le Roi ne pouvant plus résister aux pressantes sollicitations du Parlement & de ses propres Conseillers, ou, pour mieux dire, à la crainte des maux qu'il prévoyoit pour lui-même & pour sa Famille, s'il refusoit de consentir à cet Acte, donna Commission à quatre Seigneurs d'aller le passer en son nom. Par la même Commission il donnoit pouvoir aux mêmes Seigneurs de passer l'Acte pour la continuation de ce Parlement, qui étoit d'une toute autre importance pour lui que la vie du Comte de Strafford, mais auquel néanmoins, il ne paroît pas qu'il fît beaucoup d'attention, tant il étoit occupé du premier. Cet Acte, qui eut pour le Roi de si grandes suites, fut porté à la Chambre des Communes, le 5. de Mai, & dans l'espace de cinq jours, il passa dans les deux Chambres, & reçut l'approbation du Roi, comme si ce n'eût été qu'une bagatelle.

Consulta-
tions du Roi
sur l'Acte
d'*Attainder*.

Lettre du
Comte de
Strafford au
Roi du 4.
Mai.
Nelson, T. II.
p. 190.

Le Roi
passe les
deux Actes.

Il n'y eut qu'un seul jour d'intervalle entre le consentement du Roi à l'Acte d'*Attainder*, & l'exécution du Comte de Strafford qui souffrit la mort avec beaucoup de constance. Ce fut alors, & c'est encore aujourd'hui un sujet de disputer, s'il avoit mérité la mort ou non. Ceux qui sont pour lui, di-

Le Comte
de Strafford
est décapité
Raisons
pour & con-
tre lui.

CHARLES
I.
1641.

sent, qu'il n'y a qu'à examiner les Articles d'accusation, les témoignages produits contre lui, & ses défenses, pour se convaincre qu'il n'étoit point coupable des crimes de trahison, dont il étoit accusé. Qu'on en a encore une preuve dans la conviction des accusateurs mêmes, qui comprenant bien qu'ils ne pouvoient attendre des Seigneurs, un Jugement qui répondit à leurs desirs, employèrent tant de moyens extraordinaires pour parvenir à leur but. Premièrement, le changement de l'accusation Judiciaire, en Acte d'*Attainder*. Secondement, les Assemblées tumultueuses du Peuple. Troisièmement, la communication faite à la Chambre des Communes de la prétendue Conspiration, précisément dans cette conjoncture, quoiqu'elle eût été long-tems négligée. En quatrième lieu, la Protestation dont l'unique but étoit d'effrayer le Peuple, & de l'irriter contre le Roi, & contre tous ceux de son Parti. Enfin, les violences faites aux Seigneurs pour leur arracher leur consentement à ce Bill, & qui en obligerent un grand nombre à s'absenter, pour ne se voir pas exposés à la rage du Peuple. On prétend que tout cela fait voir que les Communes elles-mêmes ne le croyoient pas coupable, puisqu'elles employèrent tant d'artifices pour lui faire perdre la vie.

Ceux qui sont contre lui, disent, qu'on ne peut pas nier que le Roi n'eût formé le dessein d'établir un Gouvernement arbitraire, & qu'il ne se fut attribué un pouvoir contraire aux Loix. Qu'il avoit choisi pour ses Ministres & pour ses Conseillers les gens qu'il avoit crus les plus propres à le servir dans l'exécution de ce dessein. Que c'étoit du Conseil du Roi, qu'étoient venues toutes les oppressions, dont le Peuple se plaignoit depuis si long-tems, & que par conséquent, les Ministres & les Conseillers du Roi ne pouvoient pas être innocens, à moins qu'on ne voulût nier ces oppressions, qui étoient aussi claires que le jour. Qu'il étoit d'une notoriété publique, que le Comte de Strafford étoit le principal de ces Ministres, & celui en qui le Roi avoit le plus de confiance, qu'il occupoit la première place dans le Conseil secret qu'on appelloit *Juncto*, composé de quatre ou cinq personnes seulement, où se prenoient toutes les résolutions pour l'oppression des Sujets. Qu'on ne pouvoit pas supposer qu'il s'opposât à toutes ces résolutions, puisque ce n'étoit qu'à cause de son devoiement aux volontés du Roi, qu'il étoit parvenu à ce haut degré de faveur. Qu'il n'étoit pas moins notoire, que dans les trois grands Emplois, qu'il avoit exercés, sçavoir, de Conseiller Privé, de Président du Conseil du Nord, & de Viceroy d'Irlande, il s'étoit toujours conduit d'une manière conforme aux principes & aux maximes du Roi, quoiqu'il n'ignorât pas que ces principes étoient contraires aux Loix. Que tous ses efforts tendoient à augmenter les revenus du Roi, & à étendre sa Prérogative par toutes sortes de moyens, même des plus irréguliers. Qu'en Angleterre, l'obéissance aux ordres du Roi ne dispense pas les Ministres, qui obéissent à des ordres contraires aux Loix. Qu'il faut donc, ou nier que le Roi eût jamais rien fait contre les Loix, ou reconnoître que ses Ministres, & particulièrement le principal, n'étoient pas innocens de ces violations. Que l'accusation des Communes ne portoit pas tant sur chacun des Articles particuliers, que sur tous ensemble, pour faire voir que le Comte de Strafford avoit eu effectivement dessein d'établir un Gouvernement arbitraire. Que chacun des Articles étoit une preuve de cette intention, & qu'on donnoit le change, en les faisant regarder

com-

comme étant chacun à part une accusation séparée de quelque crime particulier. Que cette intention jointe à la manière d'exercer le pouvoir que le Roi lui avoit confié, étoit un crime impardonnable, puisqu'il tendoit à renverser toutes les Loix, & à changer la Constitution du Gouvernement. Qu'il n'en étoit pas de même de l'intention de renverser les Loix, que de l'intention de commettre quelque autre crime, même de trahison. Que ceux-ci, quand ils sont commis, peuvent être punis par les Loix : mais que si on attend à punir l'intention de renverser les Loix, jusqu'à ce qu'elle soit exécutée, il n'y a plus de remède, les Loix abolies n'étant plus d'aucun usage. Que c'étoit sur ces fondemens, que, de tout tems, les Parlemens avoient puni divers Ministres pour ce même sujet. Enfin, qu'un exemple étant nécessaire, pour empêcher à l'avenir, les Ministres de se devoüer ainsi absolument aux volontez des Rois, pour opprimer les Sujets, on ne pouvoit en faire un qui fût plus capable de produire cet effet, que dans la personne du Comte de Strafford dont la puissance avoit fait trembler tout le monde, & qui d'ailleurs, étoit l'objet de la haine publique, tout le Peuple le regardant comme le principal auteur de ses maux.

CHARLES
I.
1641.

J'ajouterai ici, pour finir ce qui regarde le Comte de Strafford, que, peu de tems après sa mort, ce même Parlement fit un Acte pour rétablir ses Enfants dans leurs biens & dans leur honneur, & que l'Acte d'*Attainder* qui avoit produit sa mort, fut révoqué par un autre Acte, sous le Regne de Charles II. Au reste, je ne croi pas qu'il y ait jamais eu un Sujet en Angleterre, auquel on ait plus prodigué les éloges qu'au Comte de Strafford. Plusieurs, en parlant de lui, n'ont pu s'empêcher d'ajouter toujours à son nom, quelque épithète honorable pour faire connoître l'estime qu'ils ont pour lui. Enfin ; on s'efforce de le faire regarder, comme un des plus grands hommes, un des plus parfaits Ministres que l'Angleterre ait jamais produit. Je ne prétends nullement lui disputer ses talens naturels ou acquis. Mais j'avoüe qu'en considérant sa vie & ses actions, je ne voi pas bien ce qui peut servir de fondement à ces grands éloges. Premièrement, depuis qu'il fut en faveur, le Roi n'eut jamais rien à démêler avec aucun Etat étranger. Ainsi, ce ne fut pas dans les négociations, dans les Ambassades, qu'il eut occasion de faire connoître ses talens. A l'égard de la Guerre, il n'y fut employé qu'une seule fois, dans la dernière Guerre contre l'Ecosse, en qualité de Lieutenant Général, commandant l'Armée du Roi, en l'absence du Général. Dans cette occasion, on peut dire, qu'il fit une très-grande faute, en ne se tenant pas prêt à disputer aux Ecossois le passage de la Thyne, & en leur laissant prendre Newcastle, si peut-être, il ne le fit pas à dessein d'engager inévitablement les deux Nations dans la Guerre, ce qui certainement ne peut pas servir de fondement à un grand éloge. Il faut donc reconnoître, que ses talens se trouverent bornés dans l'exercice de ses Charges ou de ses Emplois. A cet égard, je trouve qu'il a été accusé d'avoir prévarié, & de s'être absolument devoüé à faire réussir le dessein du Roi d'établir un Gouvernement arbitraire. Je veux que ce soit une pure calomnie, & qu'il n'en ait jamais eu la pensée. Mais je ne voi pas que cette justification puisse servir de matière à son éloge, plutôt qu'à celui de tant d'autres qui avoient exercé avant lui, les mêmes Emplois. Qu'a-t-il donc fait dans l'administration de ses Charges, qui mérite le caractère d'un Ministre parfait, le titre de grand homme qu'on lui donne communément ? Si l'on

CHARLES
1.
1641.

dit, qu'il a fait usage de ses grands talens pour bien servir le Roi, & pour le faire parvenir au but qu'il s'étoit proposé, ce qui fait sans doute, l'unique fondement des loiianges qu'on lui donne, il est à craindre, que bien des gens ne demeurerent pas d'accord, ni qu'il ait dû servir le Roi de cette manière, ni qu'il l'ait effectivement bien servi, comme l'événement l'a fait voir. Il faut donc regarder les grands éloges qu'on donne au Comte de Strafford, uniquement comme une preuve sensible des principes de ceux qui les donnent, & qui peut-être sont bien fâchez qu'il n'ait pas mieux réussi.

Le Roi tâ-
che inutile-
ment de cal-
mer les
Communi-
tés,
*Myl. Claren-
don. T. I. p.
290.*

La mort du Comte de Strafford fut un grand sujet de mortification pour le Roi, mais ce ne fut pas le seul. Depuis que les Communes eurent fait cette épreuve de leurs forces, elles résolurent d'achever l'ouvrage de la réformation du Gouvernement, qu'elles n'avoient jusqu'alors que commencé. Le Roi de son côté, faisoit des efforts, quoi qu'inutilement, pour tâcher de calmer la grande ardeur des Communes, en accordant, ou en faisant espérer des Charges à ceux qui leur étoient les plus agréables. Il avoit fait le Chevalier *Edouard Littleton*, Garde du Grand Sceau, à la place du Lord *Finch*, qui étoit fugitif. Par cette même raison, le Docteur *Juxon*, Evêque de Londres, se démit de sa Charge de Grand Trésorier, qui étoit destinée au Comte de Berford. Mais ce Seigneur mourut dans le tems qu'ils s'occupoit avec ardeur à procurer un accommodement entre le Roi & les Communes. *Saint Jean*, l'un des Chefs des Communes, avoit été fait Procureur Général. Le Lord *Cottingham* devoit se défaire de sa Charge de Chancelier de l'Echiquier, en faveur de Monfr. *Pym*, & de celle de Grand-Maitre de la Garderobe, en faveur du Lord *Say*. La Charge de Secrétaire d'Etat, qui *Windebanck* avoit exercée, étoit destinée pour *Denzill Hollis*. Le Comte d'Essex, le Lord *Kimbolton* & Mr *Hambden*, devoient aussi être pourvus de quelques Emplois. Mais la mort du Comte de Berford fit évanouir la plupart de ces projets. Le Roi ne laissa pourtant pas, après la mort du Comte de Strafford, de gratifier les Communes, en donnant la Charge de Grand Chambellan au Comte d'Essex, après l'avoir ôtée au Comte de Pembroke, car le Comte d'Essex étoit le grand Favori des Communes. Mais tout cela ne produisit pas les grands changemens que le Roi en avoit attendus. La playe étoit trop profonde, pour pouvoir être guérie par ces lenitifs.

But du Par-
lement.

Le but général du Parlement étoit, non seulement de réparer les Grieffs passez, mais encore de délivrer le Royaume de la crainte de se voir à l'avenir, exposé aux mêmes calamitez. Le Roi, au contraire, se persuadoit, qu'en donnant ou en faisant espérer de bonnes Charges aux Chefs du Parti qui lui étoit opposé, il leur fermeroit la bouche, & les rendroit des chiens muets. Mais ils étoient trop habiles pour donner dans ce piège. Ils sçavoient bien, que ces mêmes Emplois, dont le Roi les gratifioit ou offroit de les gratifier, seroient toujours à sa disposition, & que quand la cause qui le portoit à les leur donner ne subsisteroit plus, il seroit toujours en son pouvoir de les leur ôter. D'ailleurs, plusieurs d'entre eux avoient la conscience trop bonne pour vouloir sacrifier les intérêts de la Patrie à leurs avantages particuliers. Cette disposition des Chefs parut manifestement, en ce que les bienfaits du Roi ne furent pas capables de leur faire abandonner le projet qu'ils avoient formé, tant étoit grande la défiance où ils étoient à son égard. Ils ne pou-

Extrême
défiance du
Parlement
à l'égard du
Roi.

voient

voient se persuader, qu'un Prince qui avoit si ouvertement témoigné le dessein d'établir un Gouvernement arbitraire, eût changé tout d'un coup de principes & de maximes. Ce qu'il faisoit même en leur faveur, les convainquoit, de la nécessité de se tenir fortement attachez à leur projet comprenant bien que son but étoit de les désunir.

Ce projet consistoit, comme je l'ai déjà dit, premièrement, à réparer tous les Grieffs; en second lieu, à prendre des mesures pour mettre le Roi hors d'état de reprendre ses premières brisées. C'est à cela qu'ils travaillèrent avec beaucoup d'application, après la mort du Comte de Strafford. Jusqu'alors, ils n'avoient fait proprement, que préparer les matieres, par des Votes qui marquoient assez leur dessein, & par la Protestation que les deux Chambres avoient souscrite. Mais ils s'attendoient à trouver dans la Chambre des Seigneurs, des obstacles d'autant plus grands, que le Roi y avoit un puissant Parti.

Cette Chambre étoit composée de cent vingt Seigneurs, des deux Archevêques, & de vingt quatre Evêques. Entre les premiers, les deux Princes *Charles & Jacques*, le Duc de Buckingham, & sept ou huit autres, étoient encore en âge de Minorité, & il y en avoit quelques-uns que leur âge ou leurs incommoditez, ou leurs affaires avoient empêché de se trouver à ce Parlement. L'Archevêque de Cantorbéri, le Lord *Finch*, le Comte de Strafford, n'y étoient plus au tems dont je parle; de sorte que les Evêques auroient fait la cinquième partie de la Chambre, si elle avoit été complète. Mais comme Mylord Clarendon dit, qu'il n'y avoit eu que quatre vingt six Seigneurs au Jugement du Comte de Strafford, on peut compter qu'il y en avoit environ le tiers d'absens, & comme d'un autre côté, il y avoit des Evêchez vacans, on ne peut pas se tromper beaucoup en comptant, que les Evêques, & les Seigneurs Catholiques faisoient environ le quart de la Chambre Haute. Comme ils étoient tous dévouiez au Roi on peut aisément comprendre, qu'ils rendoient le Parti du Roi très-puissant parmi les Seigneurs. Ce fut aussi la raison qui obligea la Chambre des Communes à faire les plus grands efforts pour les exclure du Parlement. La plûpart d'entr'eux s'étoient déjà rendu odieux en favorisant les desseins du Roi de tout leur pouvoir, & en persécutant les Puritains, & ils continuoient encore à mettre des obstacles au dessein de réparer les Grieffs, par le nombre de leurs voix dans la Chambre des Pairs.

Ce fut de cette raison que se servirent les Chefs des Presbytériens, qui avoient des desseins plus secrets & plus étendus, pour porter les Membres de l'Eglise Anglicane opposés au Roi, à sacrifier le Droit qu'avoient les Evêques d'assister au Parlement. Ils leur firent comprendre, que tant que le Roi auroit un si grand nombre de voix dans la Chambre Haute, il seroit comme impossible de travailler efficacement à la réparation des Grieffs. Qu'au fond, en privant les Evêques de ce Droit, bien loin de faire aucun tort à la Religion, on lui procureroit, au contraire, un grand avantage, puisque par-là, ils seroient plus attachez à leurs fonctions spirituelles. Que l'Etat n'en tireroit pas moins d'utilité, puisqu'ainsi, l'on ôteroit au Roi un moyen dont il s'étoit toujours servi avec succès, pour rompre les mesures des Parlemens.

Le parti contraire au Roi dans le Parlement, étoit véritablement composé de *Puritains*; mais il y en avoit de deux sortes, comme je l'ai remarqué ci-devant. Quelques-uns étoient de véritables Presbytériens. D'autres étoient

CHARLES
I.
1641.

Observa-
tion sur la
Chambre
des Pairs.

Raisons de
politique
pour exclure
les Evê-
ques de la
Chambre
des Pairs.

Différence
entre les
Puritains.

CHARLES
I.
1641.

des *Puritains d'Etat*, c'est-à-dire, des gens que la Cour avoit toujours regardé comme Puritains, non qu'ils ne fussent sincèrement attachez à la Religion Anglicane, mais parce qu'elle croyoit, que leurs maximes touchant le Gouvernement Civil étoient fondées sur des principes Puritains. Ces deux sortes du Puritains avoient été également opprimez, pendant les quinze premières années de ce Regne, tant par la Cour, que par le Clergé, en sorte que la Hiérarchie de l'Eglise étoit devenuë très-odieuse aux uns, & très-suspecte aux autres. Les véritables Presbytériens souhaitoient passionnément de pouvoir extirper l'Episcopat. Les autres Puritains étoient très-animez contre les Evêques, & contre tout le reste du Clergé, qui avoient toujours appuyé & favorisé les desseins du Roi. C'est pourquoi ils se laissoient aisément persuader, que ce seroit rendre un grand service à l'Etat, que de rogner le pouvoir du Clergé, afin que le Roi en tirât moins de secours. D'ailleurs, quoique Membres de l'Eglise Anglicane, ils n'étoient pas du sentiment de ceux qui croyoient que la Religion ne pouvoit subsister sans Evêques, & que l'Episcopat étoit si intimement uni à la Monarchie, qu'on ne pouvoit l'abolir, sans détruire la Constitution du Gouvernement. Bien loin que la Hiérarchie leur fît quelque peine, ils auroient bien voulu la conserver, pourvû qu'on eût pu faire en sorte, que les Ecclésiastiques se bornassent à leurs fonctions spirituelles. Mais ils ne voyoient qu'avec peine, que le Clergé étoit revêtu d'un Pouvoir Civil dont il abusoit. Il faut encore ajouter, qu'étant dans ces dispositions, ils voyoient les Presbytériens qui faisoient un assez grand parti dans le Royaume, & qui avoient l'appui des Ecoissois, insister fortement à exclure les Evêques de la Chambre Haute. Il étoit dangereux de les mécontenter, par une raison très-forte. C'est qu'encore que les Presbytériens affectassent de ne parler que de l'Etat, on sçavoit bien que la Religion étoit la principale chose qu'ils avoient eu vûë, & que ce qu'ils faisoient par rapport au Gouvernement civil, n'étoit que pour empêcher que le Roi ne fût en état de les opprimer, s'il demouroit trop puissant. Si donc, le Roi avoit voulu tenter de gagner les Presbytériens, en leur offrant des conditions équitables, il étoit dangereux qu'ils ne les acceptassent, & qu'ils n'abandonnassent le dessein de réformer le Gouvernement civil, & alors les Puritains d'Etat se seroient trouvez à la discrétion du Roi. L'union entre les Puritains étoit donc absolument nécessaire. Car au reste, il n'étoit pas moins dangereux pour les Presbytériens, que le Roi ne donnât la carte blanche aux Puritains d'Etat, auquel cas, ils auroient infailliblement abandonné les Presbytériens.

Le Roi contribué à unir ensemble les Puritains.

Les Communes travaillèrent à exclure les

Ces deux Partis avoient donc un extrême besoin l'un de l'autre, & leur intérêt consistoit à se soutenir réciproquement, de peur que le Roi ne profitât de leur division. Mais il ne put jamais se résoudre ni à la moindre condescendance pour le parti Presbytérien, ni à contenter les Politiques. Par-là, il forma lui-même une liaison très-étroite entre ces deux Partis qui n'en firent qu'un seul. Les Politiques aimèrent mieux, par complaisance pour les Presbytériens, sacrifier le droit des Evêques, que de s'exposer au danger de se voir encore soumis à un Gouvernement arbitraire.

Selon ces dispositions, & les résolutions qui furent prises en conséquence, la Chambre des Communes travailla également à la réparation des Grieffs, & à l'exécution du dessein formé contre les Evêques. Ainsi les affaires civiles

&

& celles de la Religion marcherent d'un pas égal, en sorte qu'il ne se passoit presque point de jour, que la Chambre des Communes ne donnât au Roi quelque mortification. C'étoit tantôt en passant des Bills ou des Votes contre tout ce que le Roi avoit fait, tantôt en poursuivant les auteurs des Grieffs, ou des Innovations, tantôt en fulminant contre la Conspiration dont il a été parlé, tantôt en aggravant le joug des Catholiques.

CHARLES
1.
1641.
Evêques &
à la répara-
tion des
Grieffs.

Tout cela tendoit au but que le Parti contraire au Roi s'étoit proposé. On supposoit comme une chose notoire, qu'il y avoit eu un dessein formé d'introduire le Papisme, & que quelques-uns d'entre les Evêques étoient entrez dans ce complot. Ainsi en accusant les Catholiques, d'avoir eu de mauvais desseins, & en les poursuivant à toute rigueur, on faisoit en quelque maniere, rejaillir cette accusation sur les Evêques & sur le Clergé. On prétendoit, que les innovations introduites dans le Service Divin, étoient une suite & une dépendance de ce dessein, & par cette raison, en les condamnant, on rendoit odieux au Peuple, le Clergé qui les avoit favorisées. Les accusations contre les Particuliers qui s'étoient le plus distinguez pour appuyer ces Innovations, produisoient encore le même effet. Enfin, on ne négligea rien de ce qui pouvoit contribuer à faire comprendre au Peuple, la nécessité qu'il y avoit de rétablir le Gouvernement dans son ordre naturel, & à le convaincre que la Hiérarchie Ecclésiastique étoit plus dommageable que nécessaire à l'Eglise & à l'Etat. C'est à ces deux choses que les Communes s'occupèrent pendant l'espace de trois mois, depuis la mort du Comte de Strafford, jusqu'au départ du Roi pour l'Ecosse.

Premièrement, par rapport à l'Etat, ce fut dans cet intervalle qu'on porta dans cette Chambre des Bills pour abolir la Chambre Etoilée, & la Cour du Nord, pour régler la juridiction du Conseil, pour abolir la taxe du *Ship-money*, & de la Chevalerie, contre les emprisonnemens contraires aux Loix, & contre l'extension des Forêts. On accusa chacun des Juges en particulier : On déclara contraire aux Loix, la taxe imposée par le Roi sur les Provinces pour les appointemens du Commissaire Général des montres & des revûes. On examina encore la Conspiration pour séduire l'armée, & on chassa de la Chambre *Wilmot*, *Ashburnham*, & *Pollard*, qui furent même mis en prison. On fit porter à la Chambre toutes les Patentes qui établissoient des Monopoles dont la plupart furent supprimées. On examina par quel moyen avoit été inférée dans la Requête de droit, une certaine clause touchant le *Tonnage* & le *Pondage*, & on prit soin de faire enregistrer une Déclaration sur ce sujet, pour empêcher que la Postérité ne fut abusée par cette clause subreptice. J'ometts divers Votes qui étoient dépendans de tous ces Articles, ou qui regardoient des Particuliers.

A l'égard de la Religion, outre ce qui fut fait par rapport aux Catholiques, & dont j'ai déjà parlé, la Chambre des Communes déclara contraire aux Loix, le Serment qu'on exigeoit des Ministres, par lequel il s'engageoient à maintenir la Hiérarchie dans l'Eglise. On porta un Bill contre la pluralité des Bénéfices. On condamna les Canons faits par la dernière Convocation. On passa un Bill pour abolir la Haute Commission. On vota la suppression des Doyens & Chapitres. On accusa *Matthieu Wren* Evêque d'Ely. On ordonna que la Protestation seroit soussignée par tous les Sujets. On porta aux

Procédez
des Com-
munes par
rapport à la
Religion.

Sci-

CHARLES

I.

1641.

Différend
entre les
deux Cham-
bres tou-
chant la
Protesta-
tion.

Les Com-
munes ex-
pliquent
un Article
de la Pro-
testation.

Rushworth,
Vol. IV. p. 173
Nelson, T. I.
p. 241.
Myl. Claren.

Autre diffé-
rend sur la
Chambre
Etoilée.

Les Doua-
niers offrent
15000. li-
vres Sterl.
& leur of-
fre est ac-
ceptée.

Nelson T. I.
p. 256.

Le Lord
Digby est
appelé par

Seigneurs une accusation contre les treize Evêques qui avoient assisté à la Convocation.

Je n'ai fait qu'indiquer tous ces Articles, parce qu'il m'a paru inutile d'expliquer en détail tout ce qui se passa sur chacun. J'ajouterai seulement, qu'il y eut quelque différend entre les deux Chambres, par rapport à la Protestation. Les Seigneurs vouloient bien laisser à chacun la liberté de la signer : mais ils ne jugeoient pas qu'il fût à propos d'user de contrainte. Les Communes, au contraire, regardoient la Protestation comme un *Shiboleth*, pour pouvoir distinguer les *Ephraimites*, & enfin les Seigneurs consentirent à ce que les Communes souhaitoient.

Un des Articles de la Protestation ayant donné lieu à quelques disputes, la Chambre des Communes en prit occasion d'expliquer plus clairement cet Article qui étoit conçu en ces termes : *Je jure que je défendrai la véritable Religion Protestante exprimée dans la Doctrine de la Religion Anglicane, contre le Papisme, & contre les Innovations Papistiques, contraires à ladite Doctrine.* Quelques-uns s'arrêtant à la première partie de cet article, prétendoient, qu'il n'y avoit point d'autre Doctrine de l'Eglise Anglicane, que celle qui est contenue dans les trente neuf Articles dressés sous Elisabeth, parmi lesquels, il y en a un qui établit le Gouvernement de l'Eglise par des Archevêques, des Evêques, des Doyens &c. Ils inféroient de là, que par la Protestation, on s'engageoit à maintenir l'Episcopat. Mais les Communes considérant l'Article tout entier, tel qu'il étoit contenu dans la Protestation, déclarèrent, qu'elles n'avoient voulu parler de l'Eglise Anglicane qu'autant qu'elle étoit opposée au Papisme, & que leur intention n'avoit pas été de fixer par cet Article, aucune sorte de Gouvernement particulier, ou de Culte observé dans l'Eglise. Cela faisoit voir assez clairement, qu'elle étoit leur intention, par rapport à la Hiérarchie.

Il y eut aussi un autre différend entre les deux Chambres, au sujet de la Chambre Etoilée. Les Seigneurs vouloient bien consentir qu'elle fût réformée, mais ils refusoient de consentir à son abolition. Cependant, les Communes ayant vigoureusement soutenu le Bill qu'elles avoient envoyé à la Chambre Haute sur ce sujet, les Seigneurs y donnerent enfin leur consentement, & le Roi le passa, le 5. de Juillet.

Dans ce même intervalle, je veux dire, depuis la mort du Comte de Strafford, jusqu'au voyage du Roi en Ecosse, il se passa quelques autres choses dont il est nécessaire de dire un mot.

Les Douaniers qui avoient levé des droits imposez sur les marchandises par la seule autorité du Roi, sans la concurrence du Parlement, comprenant qu'ils couroient risque d'être attaquez, offrirent d'eux-mêmes, cent cinquante mille livres sterling, pour obtenir un Acte d'oubli, & leur offre fut acceptée.

Le Lord Digby fils du Comte de Bristol, & Membre de la Chambre des Communes, fut appelé par le Roi à la Chambre Haute, le 10. de Juin (1). Au commencement de ce Parlement, il s'étoit distingué par son zèle pour la réparation des Grieffs : mais le Discours qu'il avoit fait contre le Bill d'*Attainder*

(1) Le Roi appella le Lord Digby à la Chambre Haute dans le tems que les Communes prenoient la résolution de le chasser de leur Chambre. Nelson Tom. II.

der du Comte de Strafford , lui avoit fait perdre les bonnes grâces des Communes. Soit que le Roi l'eût déjà gagné , ou que ce ne fût qu'à cette occasion qu'il se jeta dans son parti , le Roi crut qu'il étoit à propos de le mettre à couvert du ressentiment de la Chambre , en l'appellant à celle des Pairs. On le verra dans la suite le principal Ministre & le confident du Roi , toujours grand ennemi des Communes , comme celles-ci de leur côté , ne lui pardonnerent jamais sa défection.

L'armée d'Irlande auroit dû être depuis long-temps cassée , puisqu'il n'y avoit aucune raison pour la tenir sur pied , & les Communes l'avoient souvent demandé au Roi. Cependant , cette Armée subsista la dernière , quoique les Communes eussent pourvu à son paiement. Lorsqu'il fut question de la licencier , le Roi fit dire aux deux Chambres , que le Roi d'Espagne ayant souhaité de prendre cette Armée à son service , & la lui ayant fait demander par son Ambassadeur , il s'étoit engagé à lui en envoyer quatre-mille hommes. Les Seigneurs ne firent aucune difficulté de consentir à l'engagement du Roi. Mais les Communes toujours pleines de craintes & de soupçons , ne crurent pas qu'il fût à propos que le Roi conservât ces troupes sous le nom du Roi d'Espagne qui les feroit servir dans les Pays-bas , d'où le Roi pourroit les retirer quand il lui plairoit. D'ailleurs , l'Ambassadeur de France avoit demandé le reste de cette Armée pour le Roi son Maître , à quoi le Roi avoit aussi consenti. Elles crurent que c'étoit un artifice du Roi pour conserver cette Armée Papiste qui lui étoit dévouée , & sur laquelle il pouvoit bien mieux compter que sur celle d'Angleterre. C'est pourquoi , elles prièrent le Roi de retirer sa parole. Elles eurent sur ce sujet , avec les Seigneurs , diverses conférences dans lesquelles elles alléguèrent plusieurs raisons pour soutenir leur sentiment , sans exprimer la véritable : mais on la connoit aisément. Le Roi fut fort mécontent de cette opposition des Communes , soit qu'il crût que son honneur l'obligeoit à tenir son engagement , ou qu'il eût effectivement dessein de garder cette Armée , en la prêtant aux Rois de France & d'Espagne , pour pouvoir s'en servir lui-même en cas de besoin. Ce qui peut donner lieu de soupçonner qu'il avoit lui-même formé ce projet , c'est qu'on ne voit pas qu'en ce tems-là , les Rois de France & d'Espagne eussent un grand besoin de ces troupes. Quoiqu'il en soit , sans s'arrêter à l'opposition des Communes , le Roi témoigna que son intention étoit de tenir ce qu'il avoit promis , & cette affaire n'étoit pas encore finie , lorsque le Roi partit pour l'Ecosse. Quelque tems après , il envoya aux Seigneurs un Message daté d'Edimbourg , dans lequel il paroissoit résolu de tenir son engagement , quoiqu'il en pût arriver. Mais les deux Chambres trouverent le moyen de rendre sa résolution inutile , en faisant publier une Déclaration qui portoit , que quiconque serviroit à transporter ces troupes Irlandoises dans un Pais étranger , seroit regardé comme ennemi de l'Etat. Cette Déclaration rompit toutes les mesures du Roi , n'y ayant point de Maître de Navire qui voulût s'exposer à une ruine inévitable , pour le servir.

J'ai déjà dit , que le Roi avoit espéré , que le Parlement lui accorderoit un secours capable de le mettre en état de chasser les Ecossois du Royaume. Il ne tarda pas long-tems à s'apercevoir de son erreur , & à connoître clairement , que les Ecossois n'étoient entrez en Angleterre , qu'à la sollicitation des An-

Tome VIII.

M

glois

CHARLES I.

1641.

le Roi , à la Chambre Haute.

Rushworth, Vol. IV. p.

283.

Le Roi veut donner à l'Espagne une partie de l'armée d'Irlande.

Les Communes s'y opposent. *Rushworth*, Vol. IV. p. 379.

Le Roi veut tenir son engagement. *Nelson*, T. II. pag. 457. Déclaration des deux Chambres pour empêcher le transport des troupes. *Nelson*, T. I. p. 481.

Le Roi se résout à tout accorder aux Ecossois.

CHARLES
I.
1641.
Raisons
pour cela.

glois mécontents, & que ces Mécontents étoient ceux qui avoient le plus de crédit & d'autorité dans les deux Chambres. Il jugea donc, qu'au lieu de penser plus long-tems à chasser les Ecoſſois par les armes, il devoit au contraire, faire ſes efforts pour ſ'accorder avec eux, afin de ſéparer leurs intérêts de ceux des Anglois, & de les obliger à licencier leur Armée qui étoit toujours prête à ſoutenir la Parlement. Lors donc que les Commiſſaires des deux Royaumes ſ'aſſemblerent à Londres pour continuer le Traité de Rippon, ils ne trouverent aucune réſiſtance de la part du Roi qui, en accordant la premiere demande des Ecoſſois, fit bien comprendre qu'il étoit diſpoſé à ne leur rien reſuſer. Cette demande portoit, que le Roi feroit publier en ſon nom, les Actes du Parlement d'Ecoſſe tant ceux qui étoient déjà faits dans la premiere Séance, que ceux qui ſe devoient faire dans la ſeconde. Une ſi grande condeſcendance ſur cet Article qui avoit été proprement la cauſe de la ſeconde Guerre, fit comprendre aux Communes, que le but du Roi étoit de ſe délivrer promptement de cette Armée d'Ecoſſe qui l'embarraſſoit, mais qui leur étoit très-néceſſaire pour exécuter leurs projets. Ainſi, comme les Commiſſaires d'Ecoſſe étoient d'intelligence avec les Communes, ils firent ſi bien, que la négociation de la Paix dura juſqu'au 7. d'Août 1641. quoique le Roi, en accordant tout ce qu'on lui demandoit, en applanît toutes les difficultez, autant qu'il étoit en ſon pouvoir.

Le Roi promet d'aller en Ecoſſe.

Les Communes conçoivent du ſouſçon de ce voyage.

Elles demandent que le Roi diffère ſon départ.

Rushworth,
Vol. IV. p.
361.

Le Roi part pour l'Ecoſſe.

Enfin, la négociation étant ſur ſa fin, & ne manquant plus, pour conclure le Traité, qu'à convenir de quelques Articles de peu d'importance, le Roi permit que le Parlement d'Ecoſſe ſ'aſſemblât, & promit d'y aller aſſiſter en perſonne, pour y paſſer les Actes qui ſeroient jugez néceſſaires. Les Communes ayant eu connoiſſance de la réſolution du Roi conçurent quelque ſouſçon de ce voyage & craignirent que le deſſein du Roi ne fût d'aller ſe mettre à la tête de ſon Armée qui étoit dans le Nord, ſous prétexte d'aller en Ecoſſe. elles demanderent donc aux Seigneurs une conférence dans laquelle elles propoſerent que les armées fuſſent congédiées avant le départ du Roi, & que les deux Chambres préſentaſſent une Adreſſe au Roi, pour le prier de différer ſon voyage. Elles appuyerent cette demande de pluſieurs raiſons, & entre autres de celle-ci, qu'il étoit néceſſaire de prévenir les ſouſçons du Peuple, & les deſſeins que quelques-uns pourroient avoir de ſe ſervir de l'Armée, pour exciter des troubles dans le Royaume. Que d'ailleurs, pluſieurs Bills avoient été envoyez aux Seigneurs, & n'étoient pas encore paſſez. Qu'il y en avoit d'autres ſur le tapis dans la Chambre Baſſe, & qu'il étoit néceſſaire que le Roi y donnât ſon conſentement avant ſon départ pour l'Ecoſſe. Enfin, après diverſes conférences, il fut réſolu, avec le conſentement du Roi, qu'il différerait ſon départ juſqu'au 10. d'Août, & que les deux armées d'Angleterre & d'Ecoſſe ſeroient congédiées avant ce tems-là. Cependant, comme l'armée Angloiſe ne pût être entièrement licenciée avant le départ du Roi, faute d'argent, les Communes vouloient encore demander un délai de quinze jours alléguant toujours les ſouſçons du Peuple. Mais les Seigneurs reſuſerent de concourir à cette demande, & le Roi partit le 10. d'Août comme il l'avoit réſolu.

La défiance des Communes à l'égard du Roi, ſuſiſtant toujours, elles demanderent la concurrence des Seigneurs, pour que les deux Chambres envoyâſſent un Comité commun en Ecoſſe, pour y demeurer pendant que

que le Roi y feroit , à quoi les Seigneurs consentirent. On nomma donc le Comte de Bedford & le Lord Howard pour les Seigneurs, & quatre Membres des Communes , sçavoir *Fiennes* , *Armyne* , *Stapleton* , & *Hambden* , & on dépêcha un Exprès au Roi , pour lui demander qu'il lui plût d'autoriser ce Committé par une Commission de sa part. Mais le Roi le refusa , parce qu'il n'y voyoit aucune nécessité. Il consentit pourtant que ce Committé se rendît en Ecosse , pour y voir ratifier le Traité. Comme ces Députés n'étoient proprement destinez qu'à épier les actions du Roi , les deux Chambrestrouverent à propos de les envoyer en Ecosse sous d'autres prétextes : mais le Comte de Bedford se dispensa de cette corvée.

Quelques jours après, la Chambre des Communes prit diverses résolutions, contre le Monopole du savon , qui fut déclaré contraire aux Loix. De plus, elle vota , qu'une Sentence donnée par la Chambre Etoilée contre quelques faiseurs de savon , de Londres , seroit cassée , & que les Juges de cette Chambre , qui avoient donné leurs voix pour la Sentence payeroient aux Parties les dommages & intérêts. Elle ordonna encore , qu'on examineroit , quels Membres du Conseil privé avoient donné leur consentement à divers ordres de ce même Conseil , touchant le Monopole du savon.

Comme cette Chambre avoit entrepris de réparer tous les Grieffs, celui de la Ville de Londres concernant la Plantation de Londonderry eut aussi son tour , pendant que le Roi étoit en Ecosse. La Chambre passa divers votes sur ce sujet , & déclara contraires aux Loix, toutes les procédures de la Chambre Etoilée, cassa la Sentence donnée contre la Ville de Londres, comme donnée par des Juges incompetens , & injuste. Elle déclara , que quand il plairoit au Roi de rendre à la Ville l'argent qu'il en avoit reçu , il seroit rétabli dans le même état où il étoit auparavant , & que la Patente qu'il avoit accordée à la Ville de Londres seroit cancellée.

Après cela , les deux Chambres prirent la résolution de s'ajourner depuis le 9. Septembre , jusqu'au 20. d'Octobre , afin que les Membres pussent aller visiter leurs maisons d'où ils avoient été absens dix mois. Dès que cette résolution fut prise , un grand nombre des Membres des deux Chambres s'absenterent , afin de gagner un peu plus de tems pour se reposer , en sorte qu'il ne resta que vingt deux Seigneurs dans la Chambre Haute , & cent quinze Députés dans la Basse. Alors , quelqu'un qui étoit sans doute Presbytérien , voulant profiter d'une occasion qui lui paroissoit si favorable , émut une question sur le Livre des Prieres Communes , disant qu'il étoit nécessaire d'y faire quelque changement. Cette question fut agitée pour & contre , avec beaucoup de vivacité. Monsieur *Edouard Hyde* , qui fut ensuite Comte de Clarendon , soutint avec ardeur les Prieres Communes , en sorte , que contre l'attente de celui qui avoit excité ce débat , il ne fut rien résolu.

Mais quelques-jours après , la matiere des Innovations introduites dans l'Eglise , fut mise sur le tapis , & la Chambre passa divers Votes sur ce sujet , par lesquels elle déclaroit que certaines Innovations devoient être abolies. Dans le même tems , les Seigneurs voyant que dans la Chambre Basse , l'authenticité du Livre des Prieres Communes étoit mise en question voterent , qu'on continueroit l'usage de ces Prieres comme auparavant , sans aucune omission ni altération. Cela produisit une conférence

CHARLES
I.

1641.

Le Parlement en-
voye un
Committé
en Ecosse
pour épier
le Roi.

Rushworth ,
Vol. IV. p.

375.

Votes con-
tre le Mo-
nopole du
savon.

Autres sur
la Planta-
tion de Lon-
donderry en
Irlande.

Nelson , T. II.
p. 461.

Résolution
des deux
Chambres
de s'ajour-
ner pour
quelque
tems.

Débats dans
la Chambre
Basse sur
les Prieres
Communes.

Rushworth ,
Vol. IV. p.

385.

Nelson , T. II.
p. 481.

On ne prend
point de
résolution
sur ce sujet.

Votes des
Communes
contre les
Innova-
tions.

Rushworth ,
p. 386.

CHARLES

I.

1641.

Votes des

Seigneurs

sur les Prie-

res Com-

munes.

Nelson, T. II.

p. 483.

Déclaration

des Com-

munes sur

les Innova-

tions.

Rashvorth,

Vol. IV. p.

336.

entre les deux Chambres; & dans cette même conférence, les Communes firent présenter aux Seigneurs la Déclaration suivante, demandant qu'elle fût publiée au nom des deux Chambres.

DECLARATION du 8. de Septembre

1641.

D'autant qu'on a introduit depuis peu diverses Innovations dans le Culte Divin, qu'on a exigé certaines pratiques, & qu'on en a défendu d'autres sans l'autorité d'aucune Loi, au grand chagrin & mécontentement des Sujets de S. M. il est aujourd'hui ordonné par les Communes assemblées en Parlement, Que pour supprimer lesdites Innovations; pour conserver la Paix dans le Royaume, il sera enjoint à tous Marguilliers, d'oter la table de la Communion du fond oriental des Eglises ou Chapelles, & de la placer en quelque autre lieu convenable; d'oter aussi les balustrades, & de rétablir toutes choses comme elles étoient avant ces Innovations; Que tous Crucifix; Peintures scandaleuses d'une ou de plusieurs personnes de la Tres-Sainte Trinité, & toutes les Images de la Vierge Marie seront supprimées; Que les Cierges, Chandeliers, Bassins, qu'on met sur la table de la Communion, en seront ôtez; Qu'à l'avenir, on s'abstiendra de se courber au nom de Jesus, ou de s'incliner vers le côté oriental de l'Eglise, ou vers la table de la Communion; Que les ordres ci-dessus seront observez dans toutes les Eglises. Qu'on observera dûment le jour du Dimanche, & qu'on s'abstiendra ce jour-là, de toutes danses & autres divertissemens, soit avant, soit après le Service Divin; Qu'on pourra prêcher le Dimanche après midi, dans toutes les Eglises. Que les plaintes qu'il y aura sur l'inexécution de ces ordres, seront portées au Parlement, avant le 30. d'Octobre prochain.

Les Seigneurs re-
nouvellement
leur ordre
du 16. de
Janvier,
touchant le
Service di-
vin.

Les Com-
munes re-
fusent leur
concurren-
ce.

Déclaration
des Com-
munes sans
la concurren-
ce des
Seigneurs.
9. Sept.

Les Seigneurs ne firent aucune attention à la demande des Communes. Mais, le lendemain, 9. de Septembre, jour fixé pour l'ajournement, ils firent communiquer aux Communes, un Ordre qu'ils avoient donné le 16. de Janvier précédent, par lequel il étoit défendu de rien changer dans le Service divin établi par les Loix, & une confirmation de ce même Ordre, selon la résolution prise dans le jour présent 9. de Septembre 1641. priant les Communes de concourir avec eux, pour en ordonner la Publication.

Les Communes refuserent absolument de concourir à la Publication de cet Ordre, ne jugeant pas, que dans une pareille conjoncture, il fût à propos de presser la rigoureuse observation des Loix établies pour le Service divin, puis qu'une grande partie du Peuple en demandoit la réformation. D'ailleurs, elles sçavoient, que ce dernier ordre des Seigneurs qui confirmoit celui du 16. de Janvier, n'avoit passé que dans un tems où il n'y avoit que vingt Seigneurs dans cette Chambre, & par la supériorité de deux voix seulement, sçavoir de onze contre neuf. Ensuite elles firent dresser une Déclaration dans laquelle étoit insérée leur Déclaration du jour précédent, à laquelle les Seigneurs n'avoient rien répondu. L'ordre des Seigneurs du 16. de Janvier, & la confirmation du même Ordre du 9. de Septembre, avec le refus des Communes de concourir avec eux, ordonnerent, que leur Déclaration seroit imprimée & publiée dans tout le Royaume. Je

Je croi qu'il ne fera pas inutile de remarquer, au sujet de cette broüillerie entre les deux Chambres, premièrement qu'il y avoit de la passion d'un côté & d'autre, puis que le tems d'émouvoir ces deux questions n'étoit nullement convenable, n'y ayant pas plus de la cinquième partie des Membres dans chacune des deux Chambres.

Secondement, qu'il y avoit une grande différence dans les deux points dont il s'agissoit, par rapport à leur importance. Dans l'un, il s'agissoit de de Conserver le Culte public & le Livre des Prieres Communes, établis par les Loix depuis la Réformation, mais dans lesquels néanmoins, une grande partie du Peuple souhaitoit avec ardeur qu'on fit de grands changemens, & même, il desiroit qu'on les supprimât entièrement, pendant que le reste du Peuple les croyoit absolument nécessaires. C'étoit une affaire d'une si grande importance, qu'il semble qu'on ne devoit rien décider ni pour ni contre, qu'après une mûre délibération, & dans un tems où les deux Chambres auroient chacune le nombre ordinaire de leurs Membres. Par cette raison, si la proposition de faire des changemens dans le Livre des Prieres Communes avoit été approuvée dans la Chambre Basse, il n'y a point de doute que les Seigneurs n'eussent eu droit de s'y opposer, & de refuser leur concurrence. Mais d'un autre côté, les Communes n'ayant pris aucune résolution sur ce sujet, il semble qu'il n'y avoit aucune nécessité pour les Seigneurs, de renouveler leur ordre du 16. de Janvier, qui subsistoit dans sa force, & qui n'avoit pas besoin de cette confirmation. Il paroissoit même que cet ordre n'avoit été renouvelé, que par un pur chagrin, de ce que les Communes avoient résolu contre les Innovations. Si les Seigneurs s'étoient contentez de refuser leur consentement à la Déclaration des Communes du 8. de Septembre, il n'y auroit rien à dire. Mais en refusant de répondre à la demande des Communes, & en renouvelant en même tems, leur Ordre du 16. de Janvier, ils faisoient voir qu'ils agissoient par chagrin & dans un esprit de vengeance. On ne douta point que les Evêques ne fussent les principaux auteurs du renouvellement de cet Ordre.

Le second point, qui regardoit les Innovations, n'étoit pas de la même conséquence. Il s'agissoit seulement de sçavoir, si c'étoient véritablement des Innovations, & en ce cas, de sçavoir si elles étoient criminelles, ou dangereuses pour la Religion. Mais c'étoit une matiere qui ne devoit pas être débatue dans une pareille conjoncture, lorsque les deux Chambres étoient sur le point de s'ajourner, & que la plupart des Membres s'étoient déjà retirés chez eux. Ainsi les Seigneurs auroient pu refuser leur concurrence aux Votes des Communes, quand ce n'auroit été que sous le prétexte du petit nombre des Membres, qui se trouvoient dans les deux Chambres. Mais en ne répondant rien à la demande des Communes, ils faisoient voir en quelque maniere, qu'ils approuvoient ces Innovations qui étoient, depuis longtemps, un sujet de plaintes & de murmures dans le Royaume.

Le même jour, avant que de s'ajourner, les Communes établirent un Comité de quarante trois de leurs Membres, pour prendre soin, pendant l'ajournement, des affaires les plus importantes & les plus pressantes. Les Seigneurs établirent de leur côté un semblable Comité composé de sept Seigneurs seulement, après quoi, les deux Chambres s'ajournèrent jusqu'au 20. d'Octobre.

CHARLES
I.
1641.

Observa-
tions sur
ces diffé-
rends.

Les deux
Chambres
s'ajour-
nent.
Commettez
établis pen-
dant l'A-
journement

CHARLES

I.

1641.

Avis d'une

Conspira-

tion en

Ecosse.

Nelson, T. II.

p. 488.

Rushworth,

Vol. IV. p.

390.

Rapport du

Committé.

Nelson, ibid.

Rushworth,

Vol. IV. p.

388.

Conférence

sur la Con-

spiration

d'Ecosse.

Instruc-

tions en-

voyées au

Committé

en Ecosse.

Rushworth,

Vol. IV. p.

390.

Le Parle-

ment de

mande une

Garde au

Comte

d'Essex.

Recit des

la préten-

dué Con-

spiration

d'Ecosse.

Pendant cet ajournement, le Committé qui avoit suivi le Roi en Ecosse, donna avis au Committé des Communes, qu'il y avoit en Ecosse, une espece de Conspiration & que le but de ceux qui y étoient engagez, paroissoit être, d'interrompre les procédez du Parlement de ce Royaume-là, & de faire périr le Marquis d'*Hamilton*, le Comte de *Lanarick* son Frere, & le Comte d'*Argyle*. Comme le Committé ne reçut cette Lettre que deux jours avant que le Parlement se rassemblât, il se contenta d'ordonner au Maire de Londres, de mettre des Corps de Garde en divers endroits de la Ville, craignant que les Conspirateurs d'Ecosse n'eussent des intelligences en Angleterre, pour troubler en même tems, la Paix du Royaume.

Le Parlement s'étant rassemblé le 20. d'Octobre, Mr *Pym* fit rapport à la Chambre de ce que le Committé avoit fait durant l'Ajournement. Sur ce rapport, les Communes demanderent une Conférence aux Seigneurs, dans laquelle elles leur représenterent :

1. Que la Lettre qu'on avoit reçue du Committé qui étoit en Ecosse, donnoit lieu de craindre qu'il n'y eût en ce Pais-là, une Conspiration à-peu-près semblable à celle qui s'étoit tramée en Angleterre, pour séduire l'Armée.

2. Que le Lord *Craufford*, qu'on disoit être un des principaux auteurs de cette dernière Conspiration en Ecosse, étoit soupçonné d'être Papiste, & qu'il y avoit apparence, qu'il entretenoit des intelligences avec des Anglois.

3. Que, depuis quelque tems, le bruit avoit couru en Angleterre, qu'il se tramoit quelque chose en Ecosse, & qu'il y avoit lieu de craindre que les Conspirateurs de ce Pais-là n'eussent des correspondances avec quelques Mécontents d'Angleterre.

Sur ces fondemens, les Communes proposerent aux Seigneurs, de faire en sorte, que les Villes de Londres & de Westminster fussent bien gardées, & qu'on prît de bonnes mesures, pour la défense de tout le Royaume. Enfin, que les deux Chambres fissent sçavoir par un Exprès, à leur Committé qui étoit en Ecosse, que le Parlement d'Angleterre étoit disposé à donner aux Ecossois toute l'assistance nécessaire, contre ceux qui voudroient entreprendre de les troubler.

Les Seigneurs ayant approuvé ces Propositions, on envoya au Committé des Instructions conformes à ce que les Communes avoient souhaité.

Le même jour (1), les deux Chambres prièrent le Comte d'*Essex*, que le Roi avoit fait Général des Troupes au Midi de la *Trente*, de mettre une Garde à Westminster, pour garder le Parlement, à quoi il obéit sur le champ. Cette Conspiration d'Ecosse fit en ce tems-là beaucoup de bruit : mais il ne fut pas possible d'en décrouvrir le fond. Voici ce que Monfr. Burnet en a dit dans ses Mémoires du Marquis d'*Hamilton*, pag. 184.

Un homme inconnu au Marquis d'*Hamilton* vint l'avertir, qu'il y avoit un complot pour lui ôter la vie, aussi bien qu'au Comte de *Lanarick* son frere, & au Comte d'*Argyle*, & offroit de le prouver par le témoignage d'un homme qu'on avoit voulu employer à faire ce coup qui devoit s'exécuter cette même nuit. Il lui fit aussi un récit circonstancié de la maniere, du lieu,

(1) Le 20. d'Octobre.

lieu, & du tems que le complot devoit s'exécuter. Le Marquis en informa d'abord le Roi; mais comme un témoin seul ne suffisoit pas pour prouver la chose, le Roi lui ordonna d'examiner cette affaire à fond, & de l'informer de ce qu'il auroit découvert. Ce même jour, le Marquis reçut encore d'autres avis, mais qui n'étoient que des présomptions, sans aucune preuve. Cependant, la chose étant divulguée, les amis des trois Seigneurs s'assemblerent auprès d'eux en grand nombre. Ceux qu'on accusoit du complot assemblerent aussi leurs amis, assurant néanmoins, que cen'étoit qu'une pure invention pour les rendre odieux. Cela fut cause, que le Marquis s'abstint de sortir, de peur de donner lieu à quelque tumulte. Le lendemain, sur le soir, les trois Seigneurs sortirent d'Edimbourg, & firent informer le Roi de la cause de leur retraite. Chacun raisonnant diversement là-dessus, le Parlement résolut d'examiner cette affaire. Ceux qui avoient donné l'information soutinrent la vérité de ce qu'ils avoient avancé, & ceux qui étoient accusés, nierent le fait avec la même assurance, mais sans qu'il y eût aucune preuve ni pour ni contre. Ainsi, le Parlement ne put décider autre chose, sinon que les trois Seigneurs avoient eu raison de s'absenter, & il les pria de venir reprendre leurs places. Peu de jours après, le Roi fit le Marquis d'Hamilton Duc, & le Comte d'Argyle Marquis.

CHAR-
LES I.
1641.

On voit néanmoins dans l'Histoire de Mylord Clarendon, une particularité qui peut donner quelque éclaircissement à cette affaire. C'est que le Comte de Montros avoit dit au Roi, que le Marquis d'Hamilton le trahissoit, & lui avoit même offert de le défaire de cet ennemi caché; mais que le Roi avoit eu horreur de cette proposition. Peut-être que le Comte de Montros avoit cru qu'il feroit plaisir au Roi de faire assassiner le Marquis, & qu'en ayant parlé à quelqu'un, ce secret fut divulgué. Quoiqu'il en soit, il paroît que les Communes d'Angleterre étoient dans une extrême défiance à l'égard du Roi, ou du moins qu'elles faisoient leurs efforts pour inspirer de la défiance au Peuple. Car leur crainte n'étoit fondée que sur des présomptions très-légères, & sur une simple possibilité, que ce prétendu complot contre les trois Seigneurs Ecoïsois pouvoit avoir des influences en Angleterre.

Remarque
sur cette
Conspira-
tion.

Le jour suivant, on porta dans la Chambre des Communes, une plainte contre des gens qui avoient refusé d'obéir à la Déclaration du 9. de Septembre, publiée par l'Ordre des Communes. Comme cette affaire étoit débattue avec beaucoup de chaleur dans la Chambre, le Chevalier *Edouard Deering* fit un Discours, que je crois devoir insérer ici, pour faire voir, que ce n'étoit pas sans quelque fondement, qu'on accusoit les Communes d'avoir excédé leur pouvoir, en faisant publier leur Déclaration, sans avoir obtenu la concurrence des Seigneurs.

Plainte por-
tée aux
Communes de
l'observation
de leur
Déclara-
tion.

MONSIEUR L'ORATEUR

Il est très-vrai, comme on vous l'a déjà dit, que l'Ordre & la Déclaration de la Chambre, du 8. & du 9. de Septembre, ont causé beaucoup de disputes en plusieurs endroits du Royaume, & peut-être est-ce une occasion favorable qui se présente pour nous porter à les examiner de nouveau. Le sens de cet ordre me paroît

Discours
de Cheva-
lier Deering
sur ce sujet.
Rushworth,
Vol. IV. p.
dou-

CHARLES

I.

1641.

Nelson, T. II.

p. 610.

douteux, c'est pourquoi, je prends la liberté de proposer deux questions, pour ma propre instruction.

La première, de quelle force est un Ordre de cette Chambre?

La seconde, si cet Ordre subsiste encore ou s'il est expiré?

Je ne fais nul doute que les Ordres de cette Chambre ne soient d'une très-grande force, lorsqu'ils sont fondez sur les Loix. Sur ce fondement, nous pouvons enjoindre l'exécution de tout ce que les Loix ordonnent, & par la même règle, nous pouvons supprimer & abolir tout ce qui s'est introduit de contraire à ces mêmes Loix. Mais, Monsieur, cet Ordre est d'une différente nature, particulièrement dans un point dont il y aura lieu de parler dans une autre occasion.

Considérez, je vous prie, qu'il y a hors de cette Chambre, des gens distingués par leur naissance & par leurs biens, qui connoissent, aussi bien que quelques-uns d'entre nous, quelle est la force de nos Votes. Ce sont des personnes de mérite de qui nous n'avons pas lieu de former le moindre soupçon. Ils savent, qu'ils nous ont envoyez ici, comme des gens auxquels ils ont confié leurs intérêts; pour faire, & pour abroger des Loix. Mais ils savent aussi, qu'ils ne nous ont pas donné le Pouvoir de les gouverner d'une manière arbitraire, par des ordres revocables & disputables, principalement, en matière de Religion. Il n'y a aucun tems qui soit propre à cela, & celui où nous sommes l'est encore moins que tout autre. C'est pourquoi, je souhaite d'être instruit sur ce sujet.

En second lieu, on dispute, si l'Ordre qui sert de fondement à la plainte qui a été portée aujourd'hui à cette Chambre, est permanent, s'il lie encore, ou s'il est expiré, & si nous l'avons nous-mêmes abandonné. Je remarque que cet Ordre ayant été donné le 8. de Septembre, dans l'espérance d'obtenir la Concurrence des Seigneurs, cette espérance s'est trouvée mal fondée. Cependant, vous avez publié vos résolutions, en forme de Déclaration, dans laquelle vous dites, qu'on doit espérer, que quand les deux Chambres se rassembleront, les desseins & les préparatifs des Communes, pour prévenir les Grieffs, & pour réformer les désordres & les abus dans la Religion, seront amenez à leur perfection. C'est pourquoi, vous attendez... Quoi? Que les Communes de ce Royaume obéiront à votre Ordre du jour précédent? Non, vous ne dites point cela; mais, qu'elles attendront tranquillement, la réformation qu'on a dessein de faire. Ce sont vos propres paroles, & voici mon doute sur ce sujet, savoir, si par ces paroles, vous n'avez pas vous-mêmes apporté une restriction à votre Ordre. Je suis assuré qu'elles peuvent recevoir ce sens-là, & plusieurs honnêtes gens ont lieu de croire & d'espérer, que votre intention a été telle.

Mon humble Proposition est donc, que vous déclariez, que, par la nouvelle Assemblée de cette Chambre, votre Ordre du 8. de Septembre n'est plus en force, & que les Communes d'Angleterre doivent attendre patiemment la réformation qu'on prépare. Il n'y a point de doute, qu'on n'ait dessein d'exécuter ce Projet par des Actes de Parlement, & en attendant, il faut que le Peuple se soumette avec patience, aux Loix qui sont en force, jusqu'à ce qu'on en ait fait de nouvelles, ou corrigé les anciennes.

Les Communes
poussent le
Bill contre
les Evêques.

Le 23. d'Octobre on remit sur le tapis dans la Chambre des Communes, le Bill pour exclure les Ecclésiastiques de toutes sortes d'Emplois temporels, & il se fit sur ce sujet divers Discours pour & contre. Enfin, après de grands débats, il fut résolu de poursuivre en Justice les Evêques qui avoient assisté

à la dernière Convocation, & de pousser le Bill pour priver les Evêques du Droit de Séance au Parlement. Pour cet effet, la Chambre demanda aux Seigneurs une Conférence, dans laquelle Monsieur Pym, & Monsieur Saint Jean expliquèrent les demandes des Communes avec les raisons pour les appuyer. Monsieur Pym parla le premier en ces termes :

CHARLES
I.
1641.

MY LORDS,

Le Parlement, qui est la source de la Justice, doit être préservé de la corruption & de la partialité. C'est ce qui donne non seulement du lustre, de l'honneur & de la réputation, mais encore une grande autorité à tout ce qu'il fait. Les biens & les Libertez des Sujets sont sous la garde du Parlement, & c'est ce qui nous engage à prendre soin d'écarter tout ce qui peut lui porter quelque préjudice, par rapport à la liberté & à l'intégrité. C'est pourquoi, les Chevaliers, Citoyens, & Bourgeois de la Chambre des Communes nous ont commandé à mon Collègue & à moi, de vous faire deux propositions qu'ils regardent comme étant d'une très-grande importance, ou plutôt, comme absolument nécessaires dans les conjonctures où nous nous trouvons.

Discours de
Pym aux
Seigneurs
contre les
Evêques.
Rushworth.
Vol. IV. p.
p. 395.

La première est, que les treize Evêques qui sont accusez devant vous pour avoir fait les Canons dans la dernière Convocation, & pour les avoir fait exécuter, soient privez du droit de donner leur voix dans le Parlement.

La seconde, que tous les Evêques soient exclus du droit de voter sur l'Acte qui vous a été envoyé par les Communes, intitulé, *Acte pour abolir les voix des Evêques dans le Parlement.*

Je suis chargé de vous représenter ce qui regarde les treize Evêques, & de vous dire, qu'il est contre l'honneur & la justice, que ces Evêques aient droit de voter, étant accusez, comme ils le sont, d'avoir violé la confiance qu'on avoit en eux, & d'avoir agi contre la Prérogative du Roi, contre les Privilèges du Parlement, contre les Libertez des Sujets, & contre la Paix du Royaume. Ce sont des joyaux qui ont été confiez à la garde du Parlement, & à l'égard desquels, la confiance a été violée, par les nouveaux Canons, comme vous l'avez vous-mêmes voté.

Que ces Evêques aient violé cette confiance, c'est-ce dont on ne peut douter puis qu'ils ont été les principaux auteurs de ces Canons. C'est pourquoi, les Communes espèrent, que des gens qui se sont emparez d'un pouvoir législatif, par lequel ils ont renversé, autant qu'ils l'ont pu, les fondemens mêmes des Parlemens, n'auront plus l'avenir, aucun pouvoir législatif dans le Parlement. Que ceux qui ont privé les Sujets de l'avantage des bonnes Loix qui avoient été faites pour leur bien, ne pourront plus prendre part à celles qui se feront à l'avenir pour les Sujets. Les Communes conçoivent que cela est conforme à l'équité & à la justice, & que par cette raison, les treize Evêques seront privez du droit de donner leurs voix dans le Parlement.

Je dirai encore un mot sur la noirceur de ce crime. Il est très-convenable, que ceux qui sont revêtus d'un si grand pouvoir, soient fidelles, & d'une conduite irréprochable. Mais il n'est pas convenable que ce pouvoir soit exercé par des Délinquens, sur tout des Délinquens de cette sorte, qui ont travaillé à renverser les Loix du Royaume. Mais afin que leur crime paroisse mieux, je vous prie d'écouter la lecture des Vœux des Communes, passez, Nemine contradicente, & que vous avez approuvez.

Tome VIII.

N

Après

CHARLES

I.

1641.

„ Raïsons
alléguées „
par Saint „
Jeancon- „
tre la Séance „
des Evê- „
ques au Parle- „
ment. „

Après qu'on eut fait la lecture de ces Votes, Monsieur Saint Jean prit la parole, & dit :

Qu'il étoit chargé de présenter aux Seigneurs les raisons qui devoient faire exclurre les Evêques du droit de donner leurs voix sur l'Acte intitulé, *Acte pour abolir les voix des Evêques*, &c.

Premièrement, parce qu'ils n'avoient pas un droit inhérent de Séance au Parlement, comme les Seigneurs temporels qui sont Pairs du Royaume. Car ils ne sont pas représentans de qui que ce soit, non pas même du Clergé. Si cela étoit, le Clergé seroit doublement représenté, sçavoir, dans la Chambre des Pairs, & dans la Convocation. Car le *Writ* ou Ordre envoyé au Clergé pour faire les élections porte, qu'ils enverront à la Convocation, deux Clercs, *ad consentiendum*. Outre cela, personne ne peut représenter un autre ou d'autres, que celui qui a reçu le Droit de voter pour lui ou pour eux. Donc, dans la Convocation, il n'y a que les Clercs qui représentent le Clergé.

Secondement, ils n'ont pas le Droit inhérent de Pairs, comme Seigneurs Temporels, parce qu'ils ne peuvent pas faire dans la Chambre Haute, ce que les autres Seigneurs peuvent faire, comme dans les accusations où il s'agit de sang. Ils ne peuvent pas voter dans des procès où des Pairs sont accusés de trahison, droit qui ne pourroit leur avoir été ôté par aucun Canon, s'il étoit inhérent.

Troisièmement, s'ils étoient Représentans du Clergé comme d'un troisième Etat du Royaume, aucun Acte de Parlement ne pourroit être valide, s'ils n'y donnoient pas leur consentement, & néanmoins, il y a eu des Actes valides auxquels ils l'ont refusé, comme celui d'Elisabeth touchant les Prières Communes. Comment cet Acte pourroit-il avoir quelque force, si les Evêques qui l'ont refusé, forment un troisième Etat ?

En quatrième lieu, le Roi peut tenir un Parlement sans y appeler des Evêques. C'est-là la décision de la 7. année du Regne de Henri VIII. à l'occasion du Docteur *Standish* qui avoit été cité par la Convocation, pour avoir tenu des discours que le Clergé jugeoit contraires à ses Privilèges. Dans ce cas-là, tous les Juges du Royaume déclarerent, que le Roi pouvoit convoquer un Parlement, sans adresser des sommations aux Evêques.

Dans la 25. année d'Edouard I. le Clergé ayant refusé d'accorder au Roi une assistance raisonnable, & nécessaire, fut exclus du Parlement qui se tint à Carlisle. Avant ce Parlement, il y avoit un Acte passé contre les oppressions dont les Evêques, les Abbez & les prieurs usoient envers le Clergé inférieur. On en trouve encore dans les Regîtres, six ou sept autres sur la même matiere : de sorte qu'il fut ordonné, que les Evêques & les Abbez ne voteroient plus dans les affaires où ils avoient intérêt.

Les anciens Regîtres font foi, que les Evêques ne donnoient point leurs suffrages dans les matieres qui concernoient le Clergé : Car il est dit, que le Roi, ayant consulté *avec les Comtes, les Barons, & autres Nobles*, a donné son consentement à un tel Acte ou bien il y est dit que l'Acte a été fait, *avec le consentement des Comtes, Barons, & autres Laïques*. Cela fait voir, que les Evêques n'y avoient pas consenti : car s'ils y avoient consenti, ils seroient nommez avant les Comtes & les Barons, selon l'ancienne maniere.

Tous

Tout de même, dans la 3. année de Richard II. un Acte ayant été fait pour empêcher que le Pape ne pût présenter aux Bénéfices, il est dit, que la Requête des Communes avoit été approuvée par le Roi & par les Seigneurs Temporels, & cet Acte fut toujours regardé comme bon & valide, quoique les Evêques s'y fussent opposez.

« C H A R L E S I. 1641. L'affaire des Evêques demeure en suspens.

Cette affaire ne fut pas en ce tems-là poussée plus loin, sans doute, à cause des obstacles qui se rencontroient dans la Chambre Haute, où les Evêques donnoient leurs voix pour décider s'ils dévoient voter ou non. Mais elle fut réservée pour un autre tems.

Il sembloit que les Grieffs étant à-peu-près réparez, le Parlement ne devoit plus avoir beaucoup à faire. Mais la défiance à l'égard du Roi étant extrême, ceux qui dirigeoient le parti opposé au Roi, ne crurent pas avoir assez fait en réparant les Grieffs passez. Ils voulurent encore prévenir ceux qui étoient à craindre dans la suite, en mettant la Roi hors d'état d'abuser de son pouvoir. On ne peut guères disconvenir, que ce dessein ne fût fondé sur des raisons très-plausibles, & capables d'entraîner le consentement de ceux qui n'avoient pour but que de procurer le bien de la Patrie. Car si le Roi, pendant qu'il étoit revêtu de tous les droits que les Loix lui attribuoient, avoit abusé de son pouvoir pour établir un Gouvernement arbitraire, s'il avoit poursuivi quinze ans durant l'exécution de ce dessein, s'il ne s'en étoit désisté que par une force majeure qui l'avoit obligé à convoquer ce Parlement, comment pouvoit on s'assurer qu'il changeroit de principes & de maximes, si on le laissoit revêtu de ce même pouvoir qui lui avoit servi à exécuter son projet? Or à peine y avoit-il quelques-uns des Membres des deux Chambres, je dis même de ceux qui étoient les plus attachez au Roi, qui ne fussent convaincus, que la constitution du Gouvernement avoit couru un grand risque dans les dernières années. Voici ce que le Comte de Clarendon dit sur ce sujet dans son Histoire des Guerres civiles.

Desseins des ennemis du Roi.

Pour affermir ces moyens extraordinaires, pour assurer ceux qui étoient employez à les exécuter, & pour prévenir les oppositions qu'on pourroit former, le Conseil & la Chambre Etoilée donnerent à leur Jurisdiction, plus d'étendue qu'elle n'en avoit. Le Conseil faisoit la Loi, & déterminoit le droit. La Chambre Etoilée faisoit porter l'argent à la Trésorerie. Le Conseil commandoit ou défendoit au Peuple par des Proclamations, ce qui n'étoit ni commandé ni défendu par les Loix. La Chambre Etoilée punissoit par des amendes & par des emprisonnemens, la contravention & la désobéissance à ces mêmes Proclamations. On punissoit sévèrement le manque de respect pour ces sortes d'Actes, & pour ceux qui en étoient les auteurs, & les anciens droits établis avec tant de sagesse & de prudence: pour la sûreté des Peuples, ne furent jamais plus en danger d'être renversez.

T. I. p. 91. de la Tradition Française.

Si les gens les plus dévoüez au Roi, comme l'étoit le Comte de Clarendon, avoient de tels sentimens, on peut aisément juger de ce que pensoient les autres, & s'ils avoient raison de se persuader, que la réparation des Grieffs passez fût une sûreté suffisante pour l'avenir.

Mais d'un autre côté, on ne peut pas non plus disconvenir, qu'il n'y eût dans le Parlement, des gens qui couvoient des desseins secrets contre le Gouvernement de l'Eglise, & que ces gens-la ne crussent que l'abbaissement du pouvoir Royal étoit absolument nécessaire pour l'exécution de leurs desseins,

CHARLES
I.
1641.

sçachant bien que le Roi s'y opposeroit toujours, tant qu'il demeureroit revêtu de son pouvoir ordinaire. Mais de ce qu'ils employoient les raisons que je viens d'indiquer, pour entretenir la défiance du Parlement à l'égard du Roi, pour un but qui leur étoit particulier, on ne peut pas en inférer que ces raisons fussent mauvaises. Au contraire, on peut hardiment assurer, que ce fut uniquement par la solidité de ces raisons, que les Presbytériens, qui n'étoient qu'en petit nombre dans le Parlement & dans le Royaume, vinrent enfin à bout de persuader le reste du Parlement de la nécessité qu'il y avoit à restreindre le pouvoir du Roi. Si ces raisons n'avoient pas été capables de convaincre les gens moins prévenus, ils n'auroient jamais réussi à faire prendre au Parlement les résolutions qu'on verra dans la suite. Car quel intérêt pouvoient avoir le plus grand nombre des Membres du Parlement à changer la constitution de l'Etat & d'Eglise, si le passé ne leur avoit pas donné un juste sujet de craindre pour l'avenir?

Deux senti-
mens oppo-
sez sur les
desseins du
Parlement.

De ce que je viens de dire, il résulte deux sentimens qui ont partagé, & qui partagent encore toute l'Angleterre. Le premier attribué aux Communes en général, & à plusieurs Seigneurs de la Chambre Haute, le but particulier que les Presbytériens se propoient. Ceux qui le suivent ne veulent point reconnoître, que le plus grand nombre des Membres se proposât une fin plus légitime, dans tout ce qui se fit contre le Roi. Ceux qui sont du second sentiment, ne veulent point non plus admettre ce partage d'opinions & de principes. Ils prétendent, que le parti contraire au Roi n'a jamais agi que par des motifs d'équité, de justice, & d'amour pour la Patrie. Pour moi, je ne ferai point difficulté de dire, que je croi l'un & l'autre de ces deux sentimens, très-mal fondez. Je ne sçauois me persuader, que le plus grand nombre des Membres de ce Parlement, qui, de l'aveu même des partisans du Roi, n'avoient d'abord aucune envie de faire des changemens dans la constitution de l'Etat & de l'Eglise, se soient laissés corrompre par un petit nombre d'autres Membres dont ils n'ignoroient pas même les vûes & les desseins, jusqu'à n'agir que par leurs directions. Je ne sçauois croire non plus, qu'ils se soient précipitez dans le projet de renverser l'Eglise & l'Etat par paresse, par ignorance, par stupidité, ni qu'ils aient donné dans tous les pièges qu'il a plu aux autres de leur tendre, ainsi que le Comte de Clarendon l'insinué. Je croi plutôt qu'ils balancerent les raisons qui devoient les engager à maintenir la constitution de l'Etat & de l'Eglise, avec le danger qu'il y avoit en le laissant dans son état naturel, & que ce danger leur parut si grand, que, pour le prévenir, ils se déterminèrent à consentir aux changemens que les Presbytériens propoient.

D'un autre côté, je n'ai pas moins de peine à comprendre, que ceux qui prenoient tant de soin d'entretenir la défiance entre le Roi & le Parlement, qui étoient toujours prêts à expliquer en mal tous les discours & toutes les actions du Roi, qui, au lieu de bander la playe, ne faisoient que l'irriter, que ces gens-là dis-je, n'eussent en vûe que la Justice, & le bien de la Patrie. D'autant plus qu'on les voyoit employer toutes sortes de moyens pour arriver à leur but particulier, je veux dire, au changement du Gouvernement de l'Eglise, à quoi le reste du Parlement n'avoit aucun intérêt. Il auroit eu au contraire intérêt de s'y opposer, s'il n'avoit pas craint un plus grand mal.

Si

Si donc on suit aveuglément quelque ce soit de ces deux sentimens , sans aucune restriction , on ne pourra jamais donner une idée juste de la conduite de ce Parlement. Il est autant difficile de se persuader, que tout un Parlement, ou du moins, la plus grande Partie des Membres se bandent & se liguent ensemble pour renverser le Gouvernement de l'Etat & de l'Eglise, qu'il est difficile de comprendre, qu'à tous ces mêmes Membres n'aient agi que par des motifs désintéressés, & uniquement en vûe de procurer le bien de l'Etat dans une pareille conjoncture. C'est pourtant l'erreur où sont tombez presque tous les Historiens Anglois. Ils ont tous suivi l'un ou l'autre des deux sentimens, l'esprit de parti ne leur ayant pas permis de considérer avec l'équité nécessaire, les divers motifs qui faisoient agir les Membres de ce Parlement, & c'est ce qui a produit une grande obscurité dans tout ce qu'ils ont dit sur ce sujet. Voici donc en peu de mots, le système que je croi le plus véritable, & le mieux fondé.

CHARLES
I.
1641.

Le Roi avoit donné de grands sujets de plainte à ses Sujets, pendant les quinze premières années de son Regne. Il n'est donc pas étonnant, qu'il se fût fait un grand nombre d'ennemis qui souhaitoient avec ardeur que le Gouvernement fût rétabli dans son état naturel. Entre ces ennemis, les Presbytériens qui, outre les Grieffs communs, en avoient de particuliers, étoient les plus ardens. Ils souhaitoient non seulement de diminuer le pouvoir du Roi; afin qu'il ne fût plus en état de leur faire du mal, mais encore de renverser la Hiérarchie de l'Eglise, pour y établir en sa place le Gouvernement Presbytérien, en quoi ils étoient appuyez par les Ecoffois. Le Roi ayant été obligé de convoquer ce Parlement malgré lui il ne s'y trouva que peu de Membres qui ne fussent pas disposez, à réparer les maux passez, & à en prévenir de pareils pour l'avenir. Ceux même qui n'étoient pas ennemis du Roi se trouvoient dans cette disposition, & l'on peut assurer que c'étoit là le sentiment général des Membres au commencement de ce Parlement. Mais entre ceux-mêmes qui souhaitoient la réparation des Grieffs, il y avoit deux sentimens différens. Les uns vouloient, qu'après avoir réparé les Grieffs, on s'arrêtât là, sans aller plus loin, croyant que cela suffiroit pour empêcher le Roi de tenter une seconde fois une entreprise qui lui auroit si mal réussi. C'étoit là le sentiment du Roi, & de beaucoup d'autres Membres des deux Chambres. D'autres vouloient qu'on ne se contentât pas de réparer les Grieffs, mais qu'on prît aussi de bonnes mesures, pour prévenir de pareils inconvéniens dans la suite. Les Presbytériens étoient de ce dernier nombre: mais ils avoient outre cela des vûes plus étenduës, & des desseins plus cachez. C'étoit d'introduire le Gouvernement des Presbytériens dans l'Eglise, pour pouvoir parvenir à ce but, il falloit nécessairement ôter au Roi un pouvoir dont ils prévoyoit qu'il ne manqueroit pas à faire usage, pour s'opposer à l'exécution de leur dessein: il n'y avoit pas pour cela de meilleur moyen, que d'entretenir & de fomenter la défiance du Parlement, à quoi la plupart des Membres n'étoient déjà que trop disposez. Il n'y avoit donc proprement qu'à gagner un nombre suffisant de ceux qui souhaitoient qu'on s'arrêtât à la réparation des Grieffs, & rien n'étoit plus propre à obtenir leur concurrence, que de leur inspirer des craintes & des soupçons. C'est ce qui fut cause qu'on prît tant de soin d'exagérer la Conspiration pour séduire l'Armée, d'insister

Système de
l'Auteur de
cette His-
toire.

CHARLES
I.
1641.

toûjours sur le dessein prétendu de la mener à Londres , de semer le bruit , qu'une Armée de France étoit sur le point de s'embarquer pour s'emparer de Portsmouth , avec le consentement du Roi , & je ne sçai combien d'autres bruits qui n'avoient pas plus de vrai-semblance. C'est ce qui fit faire tant d'efforts pour exclurre les Evêques de la Chambre Haute , afin de diminuer , autant qu'il étoit possible , le parti de ceux qui vouloient qu'on se bornât à la réparation des Griets. C'est ce qui fit encore , qu'on affecta de causer tant de mortifications au Roi , afin de l'engager à faire quelque démarche qui donnât prise sur lui , & qui fût capable de persuader aux plus modérez , qu'il étoit dangereux de le laisser revêtu de tout son pouvoir. Il n'est pas fort étrange , que plusieurs de ceux qui ne vouloient pas qu'on poulât les choses à l'extrémité , se laissassent enfin prévenir , par les craintes & les soupçons qu'on leur inspiroit continuellement. Pour se confirmer dans leur sentiment , ils n'avoient d'autre fondement , que la confiance qu'ils pouvoient avoir dans la parole du Roi , contre laquelle il y avoit des objections sans réplique , comme par exemple , la violation de la Requête de Droit.

Par ces môyens directs & indirects , les Presbytériens réussirent enfin à gagner un nombre de voix suffisant pour leur donner la supériorité dans la Chambre des Communes , du moins , par rapport au dessein de diminuer le pouvoir du Roi. Quand ce parti fut devenu supérieur , les opposans ne firent plus que de vains efforts pour arrêter sa fougue. D'un autre côté , le Roi lui-même donna dans les pièges qu'on lui tendoit , & fit des démarches qui , comme on le verra dans la suite , lui firent perdre un bon nombre de ceux qui jusqu'alors avoient paru les plus modérez. Voici un passage de l'Histoire du Comte de Clarendon , qui pourra servir à éclaircir cette matiere.

Tom. II p.
952. de la
Traduction
Françoise.

Je ne sçai comment ceux à qui on avoit confié l'intérêt de leur Contrée , & qui peut-être , s'étoient attiré cette confiance avec beaucoup de frais & de travail , pouvoient répondre aux reproches de leurs propres consciences , après que par leur paresse , ou par leur négligence , ils se sont laissé entraîner au torrent , & ont été cause des maux qui nous ont accablés. Par ce moyen , une poignée de gens , qui d'abord étoient beaucoup inférieurs en nombre , & en crédit parvinrent à donner la Loi au plus grand nombre , & par leur vigilance , attirèrent tout le Corps à leurs sentimens. On n'en sera par surpris , si l'on fait réflexion , que trois personnes diligentes , & qui agissent avec chaleur , sont effectivement un nombre plus grand & plus fort , que dix qui agissent avec indifférence , & qu'un esprit de parti a beaucoup d'avantages qu'un Conseil modéré n'a pas , & dont des personnes d'honneur ne voudroient pas se prévaloir , même pour prévenir les desseins des autres.

Le Comte de Clarendon convient du fait. C'est qu'une poignée de gens , d'abord inférieurs en nombre & en crédit , attirèrent enfin tout le Corps du Parlement dans leurs sentimens. Mais comme il a été zélé partisan du Roi , il n'a eu garde d'attribuer le succès de cette poignée de gens à la solidité des raisons qu'ils alléguoient aux autres pour les attirer à leurs sentimens. Il falloit pourtant en donner quelque raison , & il n'en a pas trouvé de meilleure que la paresse , la négligence , l'indifférence des partisans du Roi , & la vigilance des autres. Je ne sçai si cette raison sera capable de satisfaire les gens désintéressés.

C'est là , comme je me le persuade , le véritable Système qu'il faut établir ,
pour

pour donner une idée nette de la conduite de ce Parlement , & j'espère que cette digression ne fera pas inutile pour faire bien comprendre ce qui sera dit dans la suite.

Il sembloit qu'il n'y avoit plus rien à faire pour le Parlement , tous les Grieffs étant à-peu-près réparés , & les armées congédiées. Mais après ce que je viens de dire , on ne trouvera pas sans doute étrange, que la Chambre des Communes ordonnât au Committé , qui dès le commencement du Parlement avoit été chargé de travailler à une Remontrance de l'état du Royaume , de reprendre ce travail & de le perfectionner. Rien n'auroit été plus inutile que cette Remontrance , après que les Grieffs avoient été réparés , si elle n'avoit pas été destinée à chercher querelle au Roi , & à fournir un prétexte de renvoyer à une autre fois l'établissement de ses revenus , ce qui étoit la seule chose qui restât à faire , & à quoi le Roi s'attendoit. J'ai déjà dit qu'il y avoit dans le Parlement un parti qui ne prétendoit pas se borner à la réparation des Grieffs. Ce fut ce même parti qui fit résoudre qu'on travailleroit à la Remontrance , dans l'espérance que le Roi ne pourroit qu'en être offensé , & qu'il feroit quelque démarche qui donneroit lieu à l'exécution du projet qu'on avoit formé.

Mais pendant qu'on travailloit à dresser cette Remontrance , il survint une affaire d'une telle conséquence , que la Chambre des Communes se vit pour quelque tems , obligé d'interrompre toutes les autres. Je veux parler de la Rébellion de l'Irlande dont la nouvelle fut portée à Londres le 1. de Novembre 1641.

Depuis la fin du Regne d'Elisabeth , que la révolte du Comte de Tyrone avoit été heureusement apaisée , les Irlandois avoient vécu tranquillement sous la domination de Jacques I. & Charles I. Ce n'est pas que les Vicerois d'Irlande n'eussent toujours l'œil sur eux , les regardant comme des gens dont la fidélité étoit très-suspecte : mais du moins , ils n'avoient pas eu sujet de se plaindre qu'on les eût traités plus mal que sous les Regnes précédens. Quant à leur Religion , on n'aura pas de peine à comprendre , qu'ils n'avoient pas souffert de nouvelles vexations sous ces deux Princes qui ne pensoient à rien moins , qu'à persécuter les Catholiques. Cependant , dans le mois de Mars ou d'Avril de cette année 1641. les Irlandois formèrent le projet de secouer le joug de l'Angleterre , de se rendre maîtres de toutes les Places fortes , & de couper la gorge à tous les Anglois répandus dans tout le Royaume. Le jour fixé pour exécuter cet horrible complot , fut le 23. d'Octobre , auquel jour , ils devoient agir tout à la fois dans toute l'étendue de l'Isle. Ce complot fut réellement exécuté , comme il avoit été projeté , & l'on prétend que ce jour-là , où les suivans les Irlandois massacrèrent plus de quarante-mille Protestans Anglois. Mais le projet qu'ils avoient fait de se rendre maîtres , le même jour , du Château de Dublin , où il y avoit un grand magasin de vivres & de munitions , fut découvert le soir auparavant , & prévenu par les soins des Lords Justices d'Irlande qui gouvernoient ce Royaume en l'absence du Comte de Leicester , qui en avoit été nommé Viceroy quelques mois auparavant , & qui étoit encore en Angleterre.

Cette nouvelle ayant été communiquée à la Chambre des Communes par les Seigneurs du Conseil Privé , la remplit de consternation & d'effroi , &

CHARLES
I.
1641.

Les Com-
munes pré-
parent la
Remon-
trance de
l'état du
Royaume.

Révolte des
Irlandois.
Nelson, T. I.
p. 513.
Rushworth.
Vol. IV. p.
398-421.

CHARLES en même tems, d'indignation contre les Rebelles. Elle se tourna d'abord en grand Comitté, après quoi elle prit les résolutions suivantes :

I.
1641. Qu'on prépareroit incontinent cinquante mille livres Sterling pour les besoins d'Irlande.

Votes des Communes sur l'Irlande. Qu'on prieroit les Seigneurs de concourir à une députation à la Ville de Londres pour en emprunter cette somme.

Rushworth, Vol. IV. p. 404. Que les deux Chambres établiroient en commun un Comitté pour prendre soin des affaires d'Irlande, & pour chercher les moyens d'envoyer dans ce Royaume des troupes & des munitions.

Nalson, T. II. p. 524. Qu'on donneroit à *Owen O Conelly*, qui avoit découvert le complot pour surprendre le Château de Dublin, une récompense de cinq cens livres Sterling, & une pension viagère de ceux cens livres.

Que les Seigneurs seroient priez de consentir que le Lord *Weston*, soupçonné d'être Catholique, fût dépouillé de son Gouvernement de l'Isle de Wight.

Qu'on s'assureroit des principaux Papistes d'Angleterre.

Que le Monastere des Capucins de la Reine seroit dissous, & qu'on enverroient ces Peres hors du Royaume, comme les Communes l'avoient auparavant demandé.

Que les Ambassadeurs étrangers seroient requis de livrer les Prêtres Sujets de S. M. qu'ils avoient dans leurs maisons.

Qu'on feroit une liste des Prêtres de la Reine, & de ses autres Domestiques.

Qu'il seroit ordonné par une Proclamation, à tous les Etrangers qui n'étoient pas Protestans, de donner des Billets contenant leurs noms & les affaires qu'ils avoient en Angleterre, & de sortir du Royaume immédiatement après que la Proclamation seroit publiée.

Les Seigneurs consentirent à l'emprunt proposé, & nommerent quelques uns de leurs Membres pour former le Comitté commun des deux Chambres, qui devoit subsister jusqu'à nouvel ordre, & qui étoit composé de cinquante deux Membres de l'une & de l'autre Chambre.

Autres Votes. Deux jours après, les Communes voterent encore.

Qu'on pourvoiroit une somme de deux cens mille livres Sterling pour la Guerre d'Irlande.

Qu'on feroit une levée de six mille hommes d'Infanterie, & de deux mille de Cavalerie, pour les envoyer en Irlande. Que le Lord Lieutenant d'Irlande en nommeroit les Officiers & en présenteroit la Liste aux deux Chambres.

Qu'on établiroit à Chester, un magasin d'armes & de munitions, pour les envoyer à Dublin, à mesure que les besoins les requerroient.

Que les munitions qui étoient à Carlisle seroient envoyées à Carrick-Fergus dans le Nord d'Irlande.

Que le Comitté établi pour les affaires d'Irlande examineroit comment on pourroit récompenser ceux qui s'offriroient volontairement pour servir en Irlande, & accorder un pardon à ceux d'entre les Rebelles qui voudroient se ranger à leur devoir : comment on récompenseroit ceux qui apporteroient les têtes des principaux Rebelles.

Qu'on

Qu'on feroit ſçavoir aux Lords Juſtices d'Irlande, avec qu'elle ardeur la Chambre prenoit en main les intérêts de ce Royaume.

CHARLES
I.
1641.

Que le Committé examineroit, quel uſage on pourroit faire du ſecours des Ecoſſois.

Qu'on porteroit un Bill qui donneroit pouvoir de *preſſer* des Soldats pour l'Irlande.

Quelques jours après les deux Chambres publièrent une Déclaration, pour faire connoître au Public, la réſolution qu'elles avoient priſe d'aſſiſter le Roi de tout leur pouvoir pour réduire les Rebelles d'Irlande.

Le Roi, qui étoit encore en Ecoſſe, avoit été informé par une Lettre écrite du Nord d'Irlande, de ce qui s'étoit paſſé dans ces quartiers-là; mais il ne ſçavoit pas que les Irlandois euſſent manqué leur coup, par rapport au Château de Dublin. Dès le premier avis qu'il reçut, il en fit part au Parlement d'Ecoſſe, & lui demanda du ſecours. Le Parlement répondit que l'Irlande dépendant de l'Angleterre, & le Roi ayant déjà écrit au Parlement d'Angleterre, ſur ce ſujet, & en Irlande même, pour avoir des informations plus particulières, il n'y avoit aucune meſure à prendre, d'autant plus que le Parlement d'Angleterre pourroit en concevoir de la jaloſie; mais qu'après une plus ample information, ſi les Anglois jugeoient que le ſecours de l'Ecoſſe leur pût être utile, il ſeroit encore plutôt prêt que ne pourroit l'être celui d'Angleterre.

Le Roi de-
mande au
Parlement
d'Ecoſſe du
ſecours
pour l'Ir-
lande.
Réponſe du
Parlement.
Nalſon, T.II.
pag. 604.

Cette rebellion alla toujours en augmentant. Les Anglois mêmes du *Pale* ſe joignirent aux Irlandois, après avoir feint durant quelque tems de vouloir demeurer attachez aux intérêts de l'Angleterre. Ces Anglois du *Pale* étoient des Descendans des anciens Conquérans de l'Irlande, qui s'étoient établis dans ce Royaume du tems de Henri II. & qui au tems de la Réformation avoient perſiſté dans la Religion Catholique. Il étoit donc néceſſaire d'envoyer de grandes forces en Irlande, pour réduire les Rebelles à l'obéiſſance. Cependant, quoique les Lettres des Lords Juſtices pour demander du ſecours fuſſent fréquentes & preſſantes, quoique le nombre & la force des Rebelles allaſſent toujours en augmentant, quoique le Roi ſollicitât fortement les deux Chambres d'envoyer en Irlande, de l'argent, des troupes, & des munitions, quoique le Parlement témoignéât une envie extrême de réduire ce Royaume, il eſt certain que les ſecours qu'on y envoya ne furent que médiocres, & plus capables d'y entretenir la guerre, que de la finir. On s'étonneroit ſans doute de voir tant d'ardeur dans les paroles, & ſi peu d'envie de la faire paroître par des effets, ſi on n'étoit pas inſtruit de la cauſe de cette conduite. C'eſt pourquoy, il eſt néceſſaire de l'expliquer.

L'Irlande a
un grand be-
ſoin de ſe-
cours.

On n'y en-
voye que
des ſecours
médiocres.

On a vû ci-deſſus dans quelle diſpoſition ſe trouvoit la Chambre des Communes, pendant que le Roi étoit en Ecoſſe. La réſolution étoit priſe de le dépouiller d'une partie de ſon pouvoir. Les uns n'avoient en vûe que d'empêcher d'en abuſer à l'avenir. Les autres joignoient à ce motif, le deſſein de le mettre hors d'état de pouvoir s'oppoſer au changement qu'ils méritoient, par rapport au Gouvernement de l'Egliſe. L'ordre que la Chambre avoit donné au Committé de travailler à la Remontrance de l'état du Royaume, étoit une marque évidente qu'elle avoit quelque deſſein ſecret qui ſe manifefteroit en ſon tems. Pendant qu'on eſt occupé à prendre des meſures pour exécuter ce deſſein, les Irlandois ſe révoltent, dans un tems où il ſem-

Raiſons de
cette con-
duite.

CHARLES
I.
1641.

Les Irlandois se vantent d'agir par les ordres du Roi & d'avoir une Commission sous le grand Sceau.

bloit qu'ils en avoient le moins de sujet, puisque le Gouvernement n'avoit jamais été plus doux à leur égard, qu'il l'avoit été sous ce Regne. Ils massacrent de sang froid, plus de quarante mille Protestans Anglois, & malheureusement pour le Roi, ils s'avisent de répandre le bruit, qu'ils agissent par ses ordres. Ils se qualifient l'Armée de la Reine, & envoient dans tout le Royaume, des copies d'une prétendue Commission sous le grand Sceau, qu'ils prétendent avoir du Roi, pour les autoriser à prendre les armes. On ne peut disconvenir que tout cela ne fût capable de faire de profondes impressions dans les esprits de ceux qui étoient déjà mal disposez pour le Roi, & qui le croyoient capable de tout entreprendre, pour éviter la servitude qu'on lui préparoit. Véritablement, les moins passionnez & les plus sensez ne croyoient pas qu'il fût possible, ni même vrai-semblable, que le Roi eût voulu faire massacrer ses Sujets Protestans d'Irlande. Mais il ne laissoient pas de soupçonner, que cette rébellion arrivée dans une telle conjoncture n'étoit pas un pur effet du mécontentement des Irlandois, & qu'il étoit très-possible que le Roi l'eût excitée, pour donner au Parlement, des occupations qui le détournassent du projet qu'il avoit formé. Quant au massacre des Protestans, ils ne croyoient pas que le Roi y eut eu aucune part, mais ils croyoient qu'il étoit très-possible, qu'après avoir excité la rébellion, il n'avoit pas été en son pouvoir de retenir les Irlandois. Le Roi de son côté, n'ignorant pas ce qui se disoit contre lui en Angleterre, faisoit tous ses efforts pour se justifier de cette noire accusation, en sollicitant le Parlement à envoyer un prompt secours en Irlande. Mais ces sollicitations faisoient un effet tout contraire, parce qu'on se persuadoit que son but étoit de dégarnir l'Angleterre de Troupes, & d'engager le Parlement dans la Guerre d'Irlande qui ne pouvoit se faire qu'à grands frais. C'est ce qui fut cause que la Chambre des Communes ne marcha que bride en main, & qu'elle n'envoya que de petits secours en Irlande, dans la crainte où elle étoit, que la rébellion d'Irlande ne fût un piège que le Roi lui avoit tendu, pour lui faire consumer les Troupes & l'argent d'Angleterre.

Ordre des
Chefs pour
publier la
prétendue
Commission
du Roi.

Comme plusieurs ont parlé de la prétendue Commission donnée par le Roi aux Catholiques d'Irlande pour les autoriser à prendre les armes, & que les uns ont voulu la faire regarder comme vraie, d'autres, comme douteuse, & la plupart, comme évidemment fausse, j'ai cru qu'on ne seroit pas fâché de la voir ici. J'y ajouterai la Lettre circulaire des Chefs des Rébelles à ceux de leur parti, en leur envoyant la copie de cette prétendue Commission.

De notre Camp à Neury le 4. de
Novembre 1641.

Rush-
worth,
Vol. IV.
p. 400.

„ Phelim O Neal, Rory Mac-Guire, &c. à tous les Catholiques du Parti
„ Romain, Anglois & Irlandois de ce Royaume d'Irlande, salut bonheur,
„ liberté de conscience, & victoire sur les Hérétiques Anglois, qui ont si long-
„ tems exercé leur tyrannie contre nous, & usurpé par force, nos biens & nos
„ Terres,

Sçachez

Scachez, chers Aîmis & Compatriotes, que S. M. poussée par des causes graves & pressantes, & se confiant entièrement en notre fidélité, nous a notifié par une Commission sous le grand Sceau d'Ecosse, datée d'Edimbourg, le 1. du mois d'Octobre 1641. comme aussi par ses Lettres du même jour, & signées de sa main, les grands & insupportables affronts qu'il a reçus des Protestans Anglois, & en particulier du Parlement d'Angleterre, contre sa personne & sa prérogative Royale, & aussi contre nos amis les Catholiques d'Angleterre, la copie de laquelle Commission nous vous envoyons, afin quelle soit publiée en diligence dans tout le Royaume, & que vous soyiez informez que nous sommes dûement autorisez.

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1641.
“
“
“
“
“
“
“
“

Copie de la Commission.

Charles par la grace de Dieu, Roi d'Angleterre, d'Ecosse, de France, & d'Irlande, Défenseur de la Foi, à tous les Catholiques de notre Royaume d'Irlande, salut. Qu'il vous soit notoire, que pour la sûreté de notre personne, nous avons été obligez de faire une longue résidence dans notre Royaume d'Ecosse, à l'occasion de la désobéissance & de l'obstination de notre Parlement d'Angleterre, qui non seulement a eu la présomption de se saisir du Gouvernement, & de disposer de tous les droits & de toutes les Prérogatives Royales, qui nous ont été transmises par nos Prédécesseurs Rois & Reines d'Angleterre, depuis plusieurs Siècles, mais qui s'est encore emparé de toutes les forces de notre Royaume, en établissant des Gouverneurs, des Commandans, des Officiers, dans tous les Lieux & Places, sans notre consentement, ce qui fait, que nous nous trouvons privés de la Souveraineté, & sans aucune défense. Et comme nous sommes persuadés que l'orage ne s'arrêtera pas à l'Angleterre, & qu'il est très-apparent, que par la violence du Parti Protestant, il tombera aussi sur l'Irlande, & mettra en danger notre Pouvoir & notre autorité dans ce Royaume, sçachez, que Nous, mettant une entière confiance en votre fidélité & en votre obéissance, dont nous avons fait une longue épreuve, vous donnons, par ces présentes, pouvoir & autorité, de vous assembler avec toute la promptitude que demande une affaire si importante, en tel nombre, autems, & aux lieux que vous trouverez à propos, pour consulter ensemble sur les moyens d'exécuter le grand Ouvrage, dont il est fait mention dans nos Lettres, & d'employer tous les moyens possibles pour vous mettre en possession, pour nous & pour notre usage, de tous les Châteaux & Places fortes du Royaume, à l'exception des Châteaux & Terres appartenant aux Ecossois nos fidèles Sujets. Comme aussi, de saisir les biens & les personnes de tous les Protestans Anglois qui sont dans ledit Royaume, pour Nous, & pour notre usage. En quoi, & dans l'exécution de ces ordres, vous nous donnerez des marques de votre devoir & allégeance en vers Nous, & nous le récompenserons dans un tems convenable. Témoins nous-même. à Edimbourg le 1. de Octobre dans la XVII. année de notre Regne.

Commis-
sion préten-
due.

Quoique, par beaucoup de raisons, il soit plus que probable que le Roi n'eût jamais de Commission aux Irlandois pour prendre les armes, il est pourtant certain qu'ils se vantoient d'en avoir une. Mais il n'est pas moins

Preuves que
le Roi ne
peut pas
avoir donné
cette Com-
mission.

CHARLES
I.
1641.

certain, que ce ne peut être celle qu'on vient de lire, & que celle-ci ne peut être celle que les Chefs des Irlandois publient. Je me fonde sur ce que, dans cette Commission, on fait dire au Roi des choses qui n'arriverent que plusieurs mois après le jour de sa date, & que ceux qu'on suppose l'avoir publiée le 4. de Novembre, ne pouvoient pas prévoir. On fait dire au Roi, le 1. Octobre 1641. que le Parlements'est emparé de la Souveraineté, qu'il a établi des Gouverneurs, des Commandans, des Officiers dans les Places, ce qui certainement, ne s'étoit pas fait avant le mois d'Octobre 1641. Il faut donc que *Rushworth*, qui a inséré celle-ci dans ses Collections, ait eu de mauvais Mémoires, & assez peu de discernement, pour ne pas voir, dans cette prétendue Commission du 1. d'Octobre 1641. des choses qui ne sont arrivées que dans l'année suivante 1642. Il est pourtant vrai que les Irlandois se vantoient d'avoir une Commission du Roi. Mais on prétend, qu'ils l'avoient eux mêmes forgée & qu'ils y avoient attaché l'empreinte du grand Sceau d'Ecosse, qu'ils avoient tirée de quelque autre Acte.

Mauvais ef-
fet de ce
bruit pour
le Roi.

Quoiqu'il en soit, la prétention des Irlandois, qu'ils étoient autorisés par le Roi & par la Reine, produisoit un très-mauvais effet contre le Roi. Il n'y avoit que trop de gens qui avoient une très-mauvaise opinion de son zèle pour la Religion Protestante, & qui le croyoient capable de se laisser gagner par les sollicitations de la Reine, pour rétablir la Religion Catholique en Angleterre. Les précédens Parlemens avoient fait connoître leurs soupçons sur ce sujet, & le Roi n'avoit jamais fait aucune démarche réelle pour les en guérir, & ne leur avoit donné que des paroles qui n'avoient été suivies d'aucun effet. Lors donc qu'on apprit, que les Catholiques d'Irlande s'étoient soulevés, & avoient massacré tous les Protestans qui étoient tombez entre leurs mains, il étoit assez naturel de craindre un pareil Complot en Angleterre, & cela ne pouvoit que faire un extrême tort au Roi. Quoique le Parlement ne parût pas faire beaucoup d'attention à la calomnie qui se publioit contre le Roi, il ne laissoit pas d'être dans la défiance, & cette défiance faisoit qu'il ne jugeoit pas à propos de dégarnir l'Angleterre de troupes, d'argent & de munitions, pour secourir l'Irlande, de peur que l'Angleterre ne se trouvât dépourvûe, en cas qu'on y eût brassé un semblable Complot. Il étoit même de l'intérêt de ceux qui dirigeoient les affaires du Parlement de feindre plus de défiance qu'ils n'en avoient effectivement, afin de fortifier les soupçons & les craintes des Membres, qui n'étoient qu'à demi persuadés. Cela servoit à leur faire comprendre, combien il étoit nécessaire de brider le pouvoir du Roi, & de le mettre hors d'état d'exécuter ses desseins.

Les enne-
mis du Roi
vont à leur
but par di-
vers degrés.

Mais quoique le Parti de ceux qui vouloient diminuer le pouvoir du Roi fût nombreux dans le Parlement, & qu'il eût le vent assez favorable, il n'étoit pourtant pas encore en état de voguer à pleines voiles. Il falloit préparer la matière par degrés, tantôt en fomentant les soupçons & les craintes, tantôt, en engageant la Chambre à faire des démarches propres à les conduire à leur but qui n'étoit pas connu de tous les Membres.

Instructions
au Com-
mitté en
Ecosse mor-
tifiantes
pour le Roi.

Ce fut dans cette vûe, que, sous prétexte de remercier les Ecossois du secours qu'ils avoient promis pour l'Irlande, & de traiter avec eux sur ce sujet, ils engagèrent la Chambre des Communes à envoyer au Committé qui étoit en Ecosse, de nouvelles Instructions très-mortifiantes pour le Roi. La Cham-

bre

bre disoit dans ces Instructions, qu'elle croyoit avoir lieu de se persuader, que la rébellion d'Irlande étoit un effet des mauvais conseils de ceux qui continuoient à être en honneur & en crédit auprès du Roi, & de craindre, que l'argent qu'on feroit obligé d'exiger des Sujets, ne fût employé à encourager les Rebelles, & à fomenter un semblable Complot en Angleterre. Que par cette raison les Communes supplioient S. M. d'éloigner ces pernicioeux Conseillers, de sa personne, & de se servir de ceux qui seroient approuvez par le Parlement qui étoit son Conseil. Que si le Roi le refusoit, il ne devoit pas trouver étrange, que les Communes prissent les mesures les plus convenables pour prévenir les dangers auxquels le Royaume étoit exposé, & qu'elles missent l'argent qui seroit levé pour la réduction de l'Irlande entre les mains des gens en qui elles pourroient prendre confiance. Ces Instructions finissoient par cet Article :

Vous représenterez donc à S. M. que nous ne pouvons sans un extrême douleur nous ressouvenir des miseres, des charges, des troubles, qui ont, en dernier lieu, affligé les Sujets de ce Royaume, & les ont amenez sur le bord de leur ruine. Que tout cela s'est fait par les artifices & par les mauvaises pratiques de ceux qui ont été admis auprès de sa personne, & auxquels il a confié les Emplois les plus importants, qui ont favorisé le Papisme, la Superstition, les Innovations, qui ont renversé la Religion, l'honneur, & la justice, qui ont servi d'Agens aux Princes étrangers pour avancer leurs desseins, au grand danger de sa Personne, de sa Couronne, de sa Dignité, de son Peuple, qui ont été les auteurs des scandales & des jalousies entre le Roi & ses Sujets, ennemis de la Paix, de l'Union, de la Concorde, entre le Roi & son Parlement, qui sont les fondemens les plus solides de sa grandeur & de sa gloire. Que par leurs conseils & par leurs pratiques, les grandes sommes qui ont été exigées des Sujets, ont été consumées sans aucun avantage pour le Royaume, & uniquement, pour exécuter des desseins qui se sont trouvez préjudiciables à l'Etat. Que pendant que nous avons travaillé à soutenir S. M. & à purger ce qu'il y avoit de mauvais & de corrompu, ceux de ce Parti ont fait leurs efforts pour abolir, par la force & par la violence, la liberté du Parlement (1), & de mettre en risque ceux qui se sont opposés à ces mauvaises pratiques.

C'étoit la proprement, un préparatif pour la Remontrance de l'état du Royaume qui devoit être au premier jour portée à la Chambre, & qui y fut lûe effectivement, le 22. de Novembre. Elle rencontra de si grandes oppositions, que les débats qu'elle causa durèrent depuis trois heures après midi, jusqu'à trois heures après minuit. Plusieurs trouvoient qu'il étoit inutile de reprocher au Roi, des Grieffs à la réparation desquels ils avoient donné un plein consentement, sans s'en faire solliciter, & qu'outre l'inutilité de la Remontrance elle ne feroit que rouvrir les playes qu'on avoit travaillé à guérir, & causer infailliblement, une plus grande division entre le Roi & le Parlement. Mais cette même raison étoit précisément celle qui excitoit les autres à faire leurs efforts pour faire approuver la Remontrance, parce qu'ils avoient besoin de cette division entre le Roi & le Parlement, pour faire consentir les deux Chambres à la diminution du pouvoir du Roi. Je ne prétends point décider si le dessein de mettre le Roi hors d'état de pouvoir gouverner à l'a-

« CHA R-
« LES E-
« 1641.
« Rush-
« vvorih,
« Vol. IV. p.
« 422.
«
«
«
«
«
«
«

Grands débats touchant la Remontrance.

(1) Allusion à la Conspiration pour séduire l'Armée.

CHARLES
1.
1641.

Elle passe
de neuf
voix.

Il est résolu
de la faire
imprimer.
*Myl. Clarendon. T. II. p.
27.*

Le Roi arrive
d'Ecosse.
Il est reçu
à Londres
avec beaucoup
de respect.
*Rushworth,
Vol. IV. p.
449.
Nelson.*

Le Comte
d'Essex lui
rend sa
Commission.
Le Roi congédie la

venir, comme il avoit gouverné pendant quinze ans, étoit juste en lui-même, ou nécessaire pour le bien du Royaume. Mais on ne peut guères disconvenir que les raisons sur lesquelles il étoit appuyé, ne fussent assez plausibles. Je ne voudrois pas assurer que ceux qu'ils avoient formé, ou qui en pressoient l'exécution, n'eussent en vûe que le bien de la Patrie; comme d'un autre côté, je ne voi pas bien quelle sûreté pouvoient trouver, ceux qui étoient d'avis de laisser le Roi revêtu du même pouvoir qu'il avoit eu auparavant. Quoiqu'il en soit, cette Remontrance étoit comme une pierre de touche, qui devoit faire voir lequel de ces deux Partis l'emporteroit, & en même tems, décider en quelque maniere du sort des affaires du Roi. Enfin, après une délibération qui avoit duré douze heures, il fut résolu, par la pluralité de neuf voix seulement, que la Remontrance seroit présentée au Roi. Le Comte de Clarendon a dit, qu'elle auroit été rejetée, si la fatigue n'avoit pas obligé plusieurs de ceux qui s'y opposoient de se retirer. Mais cette raison me paroît foible. On pourroit aussi s'en servir pour faire voir, qu'elle auroit passé de plus de neuf voix, si plusieurs de ceux qui l'appuyoient n'eussent pas abandonné la partie. Car par quelle raison la fatigue pouvoit-elle produire un plus grand effet, sur un Parti que sur l'autre?

Cette résolution ne fut pas plutôt prise, que Monsieur *Hambden*, qui étoit du Parti victorieux, proposa de faire imprimer la Remontrance, ne jugeant pas qu'il fût nécessaire de la communiquer aux Seigneurs, puis qu'elle n'étoit qu'au nom des Communes. Son dessein étoit qu'elle fût répandue parmi le Peuple, afin de l'irriter contre le Roi, & c'étoit aussi celui de tout son Parti. Cette Proposition qui étoit contre les Regles, puis que du moins on auroit dû attendre que la Remontrance eût été présentée au Roi, avant que de délibérer sur la publication, excita un violent débat dans la Chambre, chacun en comprenant bien la conséquence. Mais enfin, le même Parti qui avoit gagné la première question, gagna aussi la seconde; & il fut ordonné que la Remontrance seroit imprimée. Quelques-uns des opposans voulurent protester contre cette résolution; mais comme c'étoit contre l'usage de la Chambre Basse, qui n'admet point des Protestations, l'un d'eux fut envoyé à la Tour; mais il en sortit peu de jours après, & reprit sa place dans la Chambre.

Trois jours après, sçavoir le 25. de Novembre, le Roi étant de retour d'Ecosse, traversa la Ville de Londres, & dîna dans la maison de Ville. Il fut reçu dans cette Capitale, avec les mêmes démonstrations de joye, de respect & de soumission, que ses Prédécesseurs les plus chéris du Peuple l'avoient été en semblables occasions, & il eut tout lieu d'être content de la maniere dont tout le monde s'empressoit à lui faire honneur. Mais la joye que lui causerent ces démonstrations publiques de l'affection de la Ville de Londres, ne fut pas de longue durée.

Dès que le Roi fut arrivé à Whitehall, le Comte d'Essex lui remit sa Commission de Général des forces au Midi de la Trente, & dès le lendemain, le Roi congédia la Garde que ce Comte avoit donnée aux deux Chambres, à leur requisiion. La Chambre des Communes en parut mal satisfaite, & fit prier les Seigneurs de concourir avec elle, pour demander au Roi, que la Garde

Garde fût continuée jusqu'à ce qu'on lui eut expliqué les raisons, qui la rendoient nécessaire. Les Seigneurs y consentirent, & présentèrent même une Adresse au Roi sur ce sujet; mais ils ne purent rien obtenir. Le Roi répondit, qu'il ne voyoit aucune raison de continuër cette Garde: mais que si on lui faisoit voir qu'il y eût quelque nécessité, il donneroit au Parlement, pour peu de jours une Garde qui seroit commandée par le Comte de Dorset. Il comprenoit bien que le but de ceux qui demandoient la continuation de la Garde, n'étoit que d'entretenir les craintes & les soupçons du Peuple. Sur cette réponse, les Communes firent présenter au Roi un Mémoire contenant les raisons qui leur faisoient souhaiter que la Garde du Parlement fût continuée, ajoutant, qu'elles ne vouloient point une Garde qui ne seroit pas commandée par celui qu'elles choisiroient. Mais comme leurs raisons n'étoient fondées que sur des suppositions peu vrai-semblables, elles ne produisirent aucun effet.

Les Communes n'insisterent pas davantage sur ce sujet. Mais, peu de jours après, elles députèrent quelques-uns de leurs Membres pour présenter au Roi, qui étoit à Hamptoncourt, la Remontrance dont il a été parlé ci-dessus, avec une Requête de la Chambre. Ce fut-là comme le tocsin de la division entre le Roi & le Parlement, comme les ennemis du Roi l'avoient bien prévu. Je croi devoir insérer ici, ce qui se passa par rapport à cette Remontrance qui eut de si grandes suites, le Rapport du Committé qui fut envoyé au Roi, la Requête de la Chambre, & la Remontrance même, sur quoi je ferai quelques remarques, afin que le Lecteur soit en état de juger de ce qu'il y a de juste & de vrai, & de ce qui s'y trouve de déguisé ou d'exagéré.

CHARLES
I.
1641.
Garde du
Parlement.
Les Com-
munes en
demandent
la continua-
tion.
Le Roi la
refuse.
Nelson, T. II.
p. 685.
Il offre une
autre Garde.
Les Com-
munes re-
fusent.
Députation
au Roi pour
lui présen-
ter la Re-
montrance.

RAPPORT du Chevalier Hopton, fait à la Chambre de Communes, de ce qui se passa lorsque la Requête & la Remontrance furent présentées au Roi, le 1. de Decembre 1641.

Hier sur le soir, nous arrivâmes à Hamptoncourt, où nous trouvâmes le Chevalier Wynn, qui alla informer le Roi, que nous étions arrivés. Un quart d'heure après, S. M. nous fit appeler par un Huissier, & nous fit dire de venir seuls. Quand nous fûmes entrez, nous nous mîmes à genoux, & commençâmes à lire la Requête. S. M. ne voulut pas permettre que nous demeurassions dans cette posture, nous commanda de nous lever, après quoi, je commençai à lire.

Rapport
des Dépu-
tez.
Rushworth,
Vol. IV. p.
436.

La première fois que S. M. parla pendant la lecture, ce fut sur cet endroit de la Requête, où il est dit, qu'il y a auprès de S. M. un Parti mal intentionné dont le dessein est de changer la Religion, sur quoi S. M. dit, Le Diable emporte quiconque a dessein de changer la Religion.

Je continuai la lecture, & quand je fus à l'article où il est parlé de réserver les biens des Rebelles d'Irlande, S. M. dit: Il ne faut pas vendre la peau de l'ours avant qu'il soit mort.

Après que la Requête fut lue, S. M. voulut nous faire quelques questions: mais

CHARLES
I.
1641.

mais je lui répondis, que nous n'avions pas pouvoir de rien dire au-delà de notre Commission. S. M. nous demanda si la Chambre avoit dessein de publier cette Déclaration. Nous répondîmes, que nous ne pouvions rien dire sur ce sujet. Je suppose, dit le Roi, que vous ne vous attendez pas que je réponde sur le champ à une si longue Requête. Mais je prends cette occasion pour vous faire sçavoir, que j'ai laissé l'Ecosse en paix. Les Ecossois sont contents de moi, & moi d'eux, & quoique j'aye demeuré en Ecosse plus long tems que ne l'avois crû, si je n'y étois pas allé, vous n'auriez pas été si-tôt délivrés de l'Armée. Je vous rendrai sur l'affaire dont il s'agit, une réponse aussi prompte, que l'importance de la chose pourra le permettre.

Après cela, il nous donna sa main à baiser & nous nous retirâmes. Peu de tems après, le Contrôleur de la Maison du Roi vint nous dire de sa part, que S. M. souhaitoit que la Déclaration ne fut pas publiée jusqu'à ce que la Chambre eut reçu sa réponse. Nous fûmes invités à souper par le Contrôleur, qui nous marqua beaucoup de respect, & logez par le Fourrier du Roi.

REQUETE de la Chambre des Communes, présentée au Roi le 1. de Décembre 1641.

TRES-GRACIEUX SOUVERAIN,

Requête
jointe à la
Remon-
trance.
Rushworth,
Vol. IV. p.
437.
Nelson, T. II.
p. 692.

Nous très-humbles & très-fidèles Sujets de V. M. les Communes d'Angleterre, assemblez en Parlement, reconnaissons avec beaucoup de joye, la grande faveur de Dieu, qui a ramené heureusement V. M. de son Royaume d'Ecosse dans son Royaume d'Angleterre. Les grands & pressans dangers, & les maladies de l'Etat nous ont fait souhaiter avec ardeur, la consolation de votre précieuse présence, & de voir unir ensemble votre justice & votre autorité pour donner plus de force & de vie aux fideles Conseils de votre Parlement, & pour prévenir la ruine dont vos Royaumes d'Angleterre & d'Irlande sont menacez. Ce que nous devons à V. M. & à notre Patrie : ne peut que nous émouvoir, & nous inspirer la crainte, que la multiplicité, la grandeur, & la malignité des maux que nous souffrons, ne soient encore fomentées par un Parti corrompu & mal intentionné. Ce Parti, entre divers Complots qu'il a faits, pour changer la Religion & le Gouvernement, à tâché encore, par de fausses imputations, de diffamer les actions de ce Parlement, en vûe de former des factions parmi vos Sujets, de se fortifier par de méchans complots, & de mettre des obstacles aux remèdes que la Sagesse de V. M. & les Conseils de votre Parlement peuvent leur opposer.

Pour prévenir ses mauvais desseins, & afin que V. M. les Pairs du Royaume, & vos autres Sujets, soient mieux informez de toutes choses, nous nous croyons obligés de faire une Déclaration de l'Etat où se trouvoit ce Royaume avant ce Parlement, & de celui où il se trouve à présent. Nous la présentons humblement à V. M. sans avoir la moindre intention de jeter aucun blâme sur votre personne : mais uniquement, en vûe de faire connoître à V. M. de quelle maniere on a abusé de votre autorité Royale, au grand préjudice de V. M. & de tous vos bons Sujets (1).

RE-

REMARQUE (1) Le but de cette Déclaration ou Remontrance n'étoit pas d'informer le Roi, comme les Communes l'assurent, mais uniquement de faire leur Apologie, & d'aigrir le Peuple contre le Roi. Premièrement, la Remontrance n'est pas adressée au Roi, & il n'y est jamais parlé de lui qu'en troisième personne. Secondement, les Communes voterent que la Remontrance seroit imprimée, avant qu'elles eussent reçu aucune réponse du Roi, & la firent publier malgré lui. Ainsi, ce qu'elles disent à la fin de cet Article n'est qu'un tour qui n'a rien de vrai.

CHARLES
I.
1641.

Nous avons sujet de croire, que le Parti mal-intentionné dont la conduite ne tend évidemment, qu'à l'avantage & à l'accroissement du Papisme, a pour Chefs & pour Conducteurs, des Jésuites, & d'autres Emissaires de Rome, au grand danger du Royaume & de vos fidèles Sujets. Qu'il a si fort prévalu, qu'il a corrompu divers Evêques & autres qui tiennent la première place dans l'Eglise (2) Qu'il a même trouvé le moyen de placer de ses Emissaires dans votre Conseil (3), ou dans d'autres postes de confiance, auprès de votre Personne, auprès du Prince, & de vos autres enfans.

REMARQUE (2) Les Communes avoient en vûe Laud Archevêque de Cantorbéry, Neal Evêque de Winchester, Wren Evêque d'Ely, Cosins Doyen de Durham.

(3) Comme Windebank, Secrétaire d'Etat, & quelques autres.

Par ce moyen, il a eu tant d'influence dans vos Conseils, & dans les affaires les plus importantes du Gouvernement, qu'il a enfin fait naître une division très-dangereuse entre vos Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse, qui a engagé à faire des préparatifs d'une très-grande dépense. C'est ce Parti qui a semé des jalousies & des soupçons entre V. M. & ses Sujets, qui les a augmentées & fomentées, qui a causé diverses interruptions à ce Parlement, & qui enfin, a produit le soulèvement des Papistes dans le Royaume d'Irlande, & le massacre de votre Peuple.

Pour empêcher que ces gens-là n'achevent d'exécuter leurs mauvais desseins, vos pauvres Sujets se trouvent contraints d'exposer leurs personnes & leurs biens, en soutenant une Guerre si dangereuse & si onéreuse, quoique depuis le commencement de ce Parlement, ils aient fourni environ un million & demi de livres sterling, pour soutenir V. M. contre de si dangereux projets. Mais comme tous nos efforts pour procurer la Paix, la sûreté, la conservation de V. M. & de votre Peuple, ne peuvent qu'être inutiles, si on ne trouve pas un moyen prompt & efficace pour détruire ce dangereux Parti, nous, vos obéissans Sujets, prions humblement V. M.

Qu'il plaise à V. M. de concourir avec votre Peuple, d'une manière Parlementaire (4) au désir que nous avons de conserver la sûreté du Royaume, contre les projets malicieux du Parti Papiste; de consentir, que les Evêques soient dépouillés du droit d'avoir séance dans le Parlement (5): Qu'on restreigne le pouvoir qu'ils ont usurpé sur le Clergé, au préjudice des Loix du Royaume, & de la juste liberté de votre Peuple: Qu'on abolisse les vexations qu'ils ont introduites par rapport à la Religion, au Gouvernement de l'Eglise, & à la Discipline: Qu'on unisse ensemble vos fidèles Sujets, par les liens des Vérités fondamentales, en supprimant les cérémonies non nécessaires qui causent des scrupules aux consciences tendres, & qui les obligent à se séparer des autres (6). Enfin, qu'on exécute les bonnes Loix qui ont été faites pour assurer la liberté de vos Sujets.

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (4) C'est-à-dire, en consentant aux Actes qui lui feroient présenter.

(5) Les Communes ne se contentoient pas de demander que les Evêques, qu'elles supposoient coupables du dessein de favoriser le Papisme, fussent punis; mais elles en prenoient occasion de vouloir infliger une peine à tout le corps des Evêques, en les privant du droit de Séance au Parlement.

(6) Cela signifioit, dans le langage des Communes ou de ceux qui les dirigeoient, qu'il falloit abolir la Hiérarchie, & la Liturgie de l'Eglise Anglicane, mais ils n'osoient pas le dire encore tout ouvertement, c'est pourquoi ils couvroient leur pensée sous cette expression, *supprimer les cérémonies non nécessaires.*

Qu'il plaise à V. M. d'éloigner de son Conseil ceux qui persistent à soutenir ou à favoriser les oppressions & les vexations dont votre Peuple a été affligé. Qu'à l'avenir, V. M. ait la condescendance d'employer dans le maniement des affaires publiques, & de tenir auprès de votre personne, des gens auxquels votre Parlement ait lieu de se confier. Que par bonté pour votre Peuple, il vous plaise de rejeter toute médiation & sollicitation contraire, quelque puissante qu'elle soit (7).

REMARQUE (7) On entendoit par-là, la Reine.

Qu'il vous plaise de ne pas aliéner les Terres d'Irlande, qui, à cause de cette rébellion, seront confisquées à la Couronne, afin que par ce moyen, la Couronne soit mieux soutenue, & qu'on puisse donner quelque satisfaction à vos Sujets Anglois, pour les charges qu'ils sont obligés de porter.

Ces choses nous étant accordées par V. M. nous nous engagerons gayement dans les hazards & dans les dépenses de cette Guerre, & nous nous appliquerons à tout ce qui pourra tendre au soutien de V. M. à lui procurer de l'honneur au dehors, & de l'abondance au dedans, & par des témoignages de notre affection & de notre obéissance nous tâcherons de poser des fondemens sûrs & durables de grandeur & de prospérité pour V. M. & pour sa Postérité, dans le tems à venir.

Rushworth
Vol. IV. p.
438.
Nelson, T. II.
p. 694.

REMONTRANCE (1)

de l'état du Royaume, présentée au Roi de la part
de la Chambre des Communes le 1.
de Décembre 1641.

REMARQUE (1) Le terme de Remontrance signifie proprement, *Déclaration*, ou *Explication*. Mais quoiqu'il y ait quelque différence dans le sens qu'on peut donner à ce mot en François, ou en Anglois, j'ai cru devoir le garder, parce que c'est une Pièce fort connue sous ce nom de Remontrance, & qu'on pourroit s'y méprendre si je lui donnois un autre nom.

Les Communes de ce présent Parlement ont pendant l'espace d'un an entier, avec beaucoup de zèle pour le bien public de ce Royaume, & pour le service de Sa Majesté, sans craindre aucuns dangers, lutté contre les maux pressans, les calamitez, les désordres, qui avoient non seulement assailli, mais encore étouffé, & presque éteint la paix & la prospérité du Royaume, & les espérances des bons Sujets, & sappé les fondemens du Trône Royal.

Avec

Avec tout cela, nous ne laissons pas de trouver encore une abondance de malice, & de fortes oppositions de la part de ceux qui ont causé tous ces maux, qui parlent mal de ce qui s'est fait, & qui tâchent encore de mettre des obstacles à ce qui reste à faire. Il fomentent les soupçons & les jalousies entre le Roi & le Parlement afin de les priver l'un & l'autre, du fruit des gracieuses intentions de S. M. & de rendre vain & inutile, le désir que nous avons de procurer la paix, la sûreté, & le bonheur du Royaume. Pour prévenir les mauvais effets que ces efforts malicieux pourroient produire, nous avons jugé à propos de déclarer (2):

REMARQUE (2). Ce n'étoit qu'un tour & un prétexte dont les Communes se servoient pour avoir occasion de publier cette Remontrance qui avoit été résoluë dès le commencement de ce Parlement, avant que personne se fût avisé de blâmer leur conduite.

La source & l'origine de ces desseins pernicieux.

Le point de maturité où ils étoient parvenus avant que ce Parlement s'assemblât.

Les moyens efficaces qui ont été employez pour extirper des maux si dangereux, & les progrès qu'on a faits par la bonté de S. M. & par la sagesse de son Parlement.

La manière dont on s'y est pris pour s'opposer à ces progrès, & pour en interrompre le cours.

Les moyens que nous jugeons propres à éloigner ces obstacles, & pour accomplir, selon notre devoir, l'intention que nous avons de faire nos efforts pour rétablir l'ancien honneur, la grandeur, la sûreté de la Couronne & de la Nation.

Nous trouvons la source de tous nos maux dans le pernicieux dessein de renverser les Loix fondamentales & les maximes du Gouvernement, sur lesquelles la Religion & la Justice de ce Royaume sont établies. Les auteurs & les acteurs de ces maux ont été:

1. Les Papistes Jesuitiques qui haïssent les Loix, parce qu'elles sont des obstacles au changement & à la destruction de notre Religion, qu'ils attendent avec impatience.

2. Les Evêques & la partie corrompue du Clergé qui cultivent avec soin l'introduction des cérémonies & des superstitions, les regardant comme le moyen le plus propre pour maintenir leurs usurpations & leur tyrannie Ecclésiastique.

3. Les Courtisans & les Conseillers du Roi, qui, pour leurs propres intérêts, se sont engagés à soutenir ceux des Princes étrangers, au préjudice de ceux de S. M. & de l'Etat.

Ce sont ici les principes par lesquels ils se sont conduits dans leurs conseils & dans leurs actions.

1. Ils ont entretenu des mécontentemens mutuels & des broüilleries entre le Roi & le Peuple, sur des questions touchant la Prérogative Royale, & touchant la liberté des Sujets. En cela, leur but a été de prendre hautement le parti de S. M. afin qu'étant regardez comme des gens dévoués à son service, ils se procurassent du pouvoir & des charges importantes (2).

REMARQUE (3). Il est certain que ce fut par-là que l'Archevêque Laud, & le parti Arminien, se rendirent puissans à la Cour.

2. Ils ont tâché d'abolir la pureté de la Religion, & de ruiner ceux qu'ils y ont vus les plus sincèrement attachez, les regardant comme des gens contraires à leurs desseins, & comme pouvant mettre de grands obstacles, aux changemens qu'ils vouloient introduire.

CHARLES
I.
1641.

3. Ils ont formé le dessein d'unir ensemble dans un même Parti tous ceux qui leur étoient favorables, & de défunir ceux qui leur étoient opposés. C'est ce qu'on peut connoître par plusieurs observations, & particulièrement, en ce qu'ils ont favorisé le Parti Arminien, dans tout ce en quoi il s'accorde avec le Papisme, afin d'élargir la brèche entre les communs Protestans, & ceux qu'ils appellent Puritains. En ce qu'ils ont soutenu & favorisé les opinions & les cérémonies qui sont les plus propres à procurer un accommodement avec le Papisme, afin d'entretenir par-là, l'ignorance, le libertinage, la prophétation parmi le Peuple. Leur vûe étoit de composer de cestrois Partis; sçavoir, des Papistes, des Arminiens, & des Libertins, un Corps capable d'exécuter les conseils & les résolutions qui pouvoient les conduire à leur but.

4. Ils ont fait leur efforts pour dégouter le Roi des Parlemens, par leur calomnies & par leurs fausses accusations. Au lieu de porter S. M. à suivre la voye ordinaire, en demandant de l'argent à son Parlement, par le moyen des subsides, ils lui ont fait prendre d'autres routes qui sembloient en apparence lui être plus avantageuses, mais qui dans la vérité, ont apporté au Roi & au Peuple, plus de perte que de gain, & ont causé les désordres & les troubles sous lesquels le Roi & le Peuple gémissent.

Dans tous les Corps composez, les opérations prévalent selon l'élément qui domine. Ainsi, dans ce Parti mêlé & composé, les Jésuites étant les plus actifs, on peut aisément s'apercevoir, que leurs conseils ont dominé dans toutes les résolutions, & s'ils ne sont pas prévenus, ils changeront sans doute tout le Corps dans leur propre nature.

Ce Parti avoit reçu quelque atteinte, dans la dernière année du Roi Jacques, par la rupture avec l'Espagne, & par le Mariage de S. M. avec une Princesse Françoisse. Il est certain, que les intérêts de la France ne sont pas si contraires au bien de la Religion, & à la prospérité de l'Angleterre, que ceux de l'Espagne. Aussi a-t-on toujours vû les Papistes d'Angleterre plus attachez à l'Espagne qu'à la France. Mais cela n'a pas empêché qu'ils n'aient toujours persisté dans le dessein d'affoiblir les Protestans en tous lieux, & en France même, afin de pouvoir plus aisément introduire les changemens qu'ils se proposoient. Quoique ce Parti eût été abbatu, comme nous venons de le dire à la fin du Regne du Roi Jacques, il recommença à revivre & à res fleurir sous le Regne de S. M.

La première chose qui fit connoître que ce Parti avoit recouvré ses forces, fut la dissolution du Parlement à Oxford, après qu'il eut accordé deux subsides au Roi, & avant que le Peuple eût reçu aucun soulagement à ses Griefs. Cette première démarche fut suivie de plusieurs malheureux effets & produisit divers maux, comme:

La perte de la Flotte des Rochelois, par le secours de nos Vaisseaux qui furent livrez à la France, contre l'avis du Parlement (4). Par-là, la Rochelle fut laissée sans défense du côté de la Mer, & ce fut ce qui causa la perte de cette importante Place, & qui fit périr avec elle toute la force de la Religion Protestante en France.

REMARQUE (4) On ne peut pas dire proprement que les 7. Vaisseaux que Charles I. prêta au Roi de France fussent livrez à la France contre l'avis du Parlement, puisque la chose étoit faite, avant que le Parlement en fût informé. C'est aussi exagérer beaucoup, que d'attribuer la perte de la Flotte des Roches-

Rochelois, & de la Rochelle même au secours des sept Vaisseaux Anglois, dont les Matelots de la même Nation avoient déserteré.

CHARLES
I.
1641.

Les moyens qu'on trouva pour détourner S. M. de la manière ordinaire de faire la Guerre à l'Espagne dans les Indes Occidentales, qui est la plus facile, & celle dont on peut espérer un meilleur succès, pour s'attacher à une entreprise onéreuse contre Cadix. Cette entreprise même fut ordonnée d'une telle manière, qu'il sembloit qu'on avoit plutôt dessein de nous lasser de la Guerre, que de nous faire prospérer

REMARQUE (5) Cette accusation paroît un peu trop recherchée, puis qu'Elisabeth avoit pratiqué l'une & l'autre manière avec succès.

La rupture précipitée avec la France, en saisissant des Vaisseaux d'une grande valeur, sans donner aucune récompense aux Anglois dont cette rupture fit confisquer les Vaisseaux en France.

La Paix avec l'Espagne conclüe sans l'approbation du Parlement, contre l'engagement solennel du Roi Jacques. Par cette Paix, la cause de l'Electeur Palatin fut abandonnée, & laissée à l'incertitude d'une négociation ménagée par des gens justement soupçonnez de n'avoir pas beaucoup de zèle pour les intérêts de ce Prince (6).

REMARQUE (6) Cette Article contient trois accusations contre le Roi. 1. D'avoir fait la Paix avec l'Espagne, sans l'avis du Parlement. 2. D'avoir négligé dans cette Paix, les intérêts de l'Electeur Palatin. 3. D'avoir fait négocier les intérêts de ce Prince par des gens suspects.

Pour le premier, il est vrai que le Roi Jacques avoit promis de ne faire point la Paix avec l'Espagne sans l'approbation du Parlement : mais c'étoit dans un tems où le Parlement commençoit à lui fournir de l'argent pour cette Guerre, & s'engageoit à lui en fournir pour la continuer. Les choses avoient entièrement changé de face à cet égard, lorsque Charles I. fit la Paix.

Sur la 2. d'avoir négligé les intérêts de l'Electeur Palatin. C'est proprement une chicane, car le Roi n'ayant point d'argent pour continuer la Guerre contre l'Espagne, n'étoit pas en état de rien ménager pour les intérêts du Prince Palatin. Tout ce qu'on peut dire, c'est qu'il auroit eu de l'argent du Parlement, s'il avoit voulu réparer les Grièfs.

J'ignore le fondement de la 3. accusation.

Le Logement des Soldats par billets, dans toutes les parties du Royaume, & le dessein de faire venir de la Cavalerie Allemande, afin que le Pais pût être porté par la crainte, ou forcé par la violence à se soumettre aux Contributions arbitraires qu'on lui imposoit (7).

REMARQUE (7) Ces deux accusations sont sans réplique. Il n'y avoit que trop lieu de croire, que cela ne se faisoit que pour établir un Gouvernement arbitraire.

La dissolution du second Parlement tenu dans la 2. année du Regne de S. M. après que les Communes eurent déclaré qu'elles avoient intention d'accorder au Roi cinq Subsidés (8).

REMARQUE (8) Ce Parlement ne fut dissous que pour sauver le Duc de Buckingham.

L'exaction par voye d'emprunt, après la dissolution du Parlement, de la même somme qu'auroient produite les cinq Subsidés qu'on avoit voulu accorder au Roi.

CHARLES
I.
1641.

L'emprisonnement de plusieurs Gentilshommes pour avoir refusé de prêter, qui a coûté la vie à quelques-uns, par les maladies qu'ils ont contractées dans leurs prisons.

Les grandes sommes demandées & exigées par des Ordres sous le Sceau privé (9).

REMARQUE (9) Ces trois derniers Articles étoient d'une notoriété publique. On ne peut les sauver qu'en soutenant, que le Roi avoit eu droit de faire ce qu'il avoit fait. Mais c'est là une grande question.

L'injuste & pernicieux attentat d'exiger de l'argent par voye d'accise, & la Commission donnée pour en chercher les moyens.

La Requête de droit, si solennellement accordée en plein Parlement, rendue inutile par une Déclaration imprimée avec la Requête, Déclaration qui rendoit la Requête destructive d'elle-même, du pouvoir du Parlement, des Libertez des Sujets, & inutile à tout autre usage, qu'à faire voir la hardiesse, la présomption, & l'injustice des Ministres qui ont osé violer des Loix si solennellement déclarées.

La dissolution du troisième Parlement dans la 4^e année de ce Regne. La violation de ses privilèges, par l'emprisonnement de ses Membres pendant plusieurs mois. Ces prisonniers étoient gardez avec tant de sévérité, qu'on ne leur permettoit d'avoir, ni Papier, ni Encre, ni Livres, ni de recevoir aucune consolation, ni d'user d'aucuns remèdes pour leur santé, ni enfin durant leurs maladies, de recevoir des visites de leurs Femmes.

Après des années passées dans ces miseres, on a encore usé d'une plus grande cruauté envers eux, non seulement, en les privant d'aller à l'Eglise pour y prier Dieu, & pour entendre sa Parole, mais encore, en les empêchant de recevoir des visites des Ministres pour les consoler.

Pour les tenir toujours dans cet état d'oppression & de misere, on a refusé, contre le privilège que les Loix accordent à tous les Sujets, de les élargir sous caution. On les a vexé par des informations dans des Cours inférieures. Ils ont été condamnés à des amendes pour des choses faites en Parlement, & on a exigé d'eux ces amendes avec rigueur. Quelques-uns ont été obligés de donner caution pour leur conduite à venir, avant que d'être relâchez.

Ceux qui n'ont pas voulu donner des cautions, ont été retenus en prison, & leur prison auroit pu être perpétuelle, si la nécessité n'avoit pas obligé de convoquer un autre Parlement qui les a soulagez. Mais l'un d'entre eux est mort par la rigueur de sa prison, sans avoir pu obtenir d'être élargi, quoi que le danger où sa maladie le mettoit fût attesté par son Medecin, & qu'on eût présenté plusieurs Requêtes pour lui obtenir cette Liberté. Son sang crie vengeance contre ces cruels Ministres d'Etat qui ont arrêté le cours de la justice & de la clémence du Roi (10).

REMARQUE (10) La rigueur exercée contre ces Membres du Parlement, est une des plus fortes preuves du dessein d'établir un pouvoir arbitraire. C'est pour cette raison que les Communes insistent beaucoup sur cet Article.

Après la dissolution des deux premiers Parlemens, on publia des Déclarations fausses & scandaleuses, pour diffamer leur conduite & celle de quelques-uns de leurs Membres, afin de colorer la violence dont on usoit à leur égard (11). Des Proclamations furent publiées dans cette même vue, & pour achever d'abattre le courage

courage du Peuple, on lui défendit même de faire mention des Parlemens.

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (11) Si par ces Déclarations on entend celles qui furent publiées pour notifier les causes de la dissolution de ces Parlemens, on peut dire, que les Communes s'écartent trop du respect dû au Roi, en les qualifiant de fausses & scandaleuses, puisqu'elles furent publiées en son nom.

Après la dissolution du Parlement tenu dans la 4^e année du Regne de S. M. l'injustice, l'oppression, la violence, furent lâchées contre nous, sans aucune modération. Cependant, le projet d'exiger de grandes sommes de tout le Royaume, sous prétexte du refus de recevoir l'Ordre de Chevalerie, subsistait toujours. Ce projet sembloit avoir quelque conformité avec les Loix. Néanmoins, si on l'examine, même sur cette prétendue Loi hors d'usage, sur laquelle on l'appuyait; on le trouvera contraire à toutes les Regles de la Justice, tant par rapport aux personnes, qu'aux amendes qu'on a exigées, & à la manière de procéder.

Le Tonnage & Pondage fut exigé, sans aucune couleur de Loi. Plusieurs autres impositions, contraires aux Loix, furent continuées, & il y en avoit de si exorbitantes, qu'elles excédoient la valeur des marchandises ou des effets.

Le Tarif des marchandises fut démesurément haussé. Les Marchands qui ne voulurent pas se soumettre à ces taxes illégitimes, furent vexés & opprimés, & la Justice, qui est l'héritage commun des Sujets, leur fut entièrement déniée.

Quoi que toutes ces impositions fussent exigées sous le specieux prétexte de garder la Mer, on ne laissa pas d'inventer, sur le même prétexte, la taxe de Ship-money, jusqu'alors inconnue. Par cette taxe, dans l'espace de peu d'années, les Sujets ont été chargés de plus de sept cent mille livres sterling. Malgré tout cela, les Marchands ont été destitués de protection, & exposés aux violences des Pirates Mahometans qui ont enlevé des Vaisseaux de grande valeur & emmené en captivité, plusieurs milliers de Sujets de S. M. lesquels ils retiennent encore dans un affreux esclavage.

Les Forêts du Roi ont été étendues, contre la Chartre des Forêts, & on a exigé sous ce prétexte de rigoureuses compositions.

On a exigé la taxe du Coat and Conduct money, & d'autres taxes pour la Guerre (12).

REMARQUE (12) Le Roi s'étant engagé dans la Guerre contre l'Ecosse, avoit ordonné que chaque Province lui fourniroit un certain nombre de Soldats, & qu'elle les habillerait, & payerait jusqu'à ce qu'ils fussent arrivés au rendez-vous général, sauf à être remboursées en un autre tems. Sous ce prétexte, on accordoit avec les Provinces, qu'elles fourniroient au Roi, une certaine somme proportionnée au nombre des Soldats qu'elle devoit habiller & payer, moyennant quoi, le Roi se chargeoit de tout. C'est ce qu'on appelloit Coat and Conduct money, c'est-à-dire, argent pour l'habillement & pour la conduite des troupes. Mais cet argent ne fut jamais restitué.

En diverses Provinces, on a enlevé les armes des Milices (13).

REMARQUE (13). Le Roi ayant dessein de faire un Magasin d'armes dans le Château d'Edimbourg, ne trouva point de moyen plus prompt, que de prendre, en quelques Provinces les armes des Milices, pour les envoyer en Ecosse. Mais on prétendit, qu'en même tems, son dessein étoit de désarmer, sous ce prétexte, les Peuples des Provinces qui lui étoient le moins affectionnées. C'est aussi ce que la Remontrance insinuée dans l'Article suivant, par rapport à la poudre,

On

CHARLES
I.
1641.

On a formé le dessein désespéré de faire un Monopole de la poudre à canon, & de la mettre toute en une seule main dans la Tour. On y a mis un prix exorbitant, afin que les plus pauvres fussent hors d'état d'en acheter, & que personne n'eût pu avoir sans permission. Par-là, on a eu une double intention. 1. De laisser le Royaume sans défense. 2. De tirer du profit de la vente de la poudre, au préjudice des Sujets.

On a généralement détruit tout le bois propre à la construction des Vaisseaux, & en particulier, celui de la Forêt de Dean, quoique ce fût le meilleur magasin que nous eussions pour nos Flottes, & on l'a vendu à des Papistes (14).

REMARQUE (14). Ces trois derniers Articles sont peut-être un peu exagerez, du moins, par rapport aux motifs, & aux conséquences.

Nous avons vu enlever les biens des particuliers sous le prétexte des droits du Roi sur les terres situées entre les marques de la haute & de la basse marée.

On a fait des Monopoles de Savon, du Sel, du Vin, du Cuir, du Charbon, & en quelque manière, de toutes les denrées qui sont le plus d'usage dans la vie.

Les Libertez des Sujets ont été restraintes dans leurs maisons, dans leur commerce, dans leurs affaires.

On les a vexez par le moyen des Pourvoyeurs de la Maison du Roi, des Clercs du Marché, des gens commis pour chercher du Salpêtre, par la vente des prétendues Nuisances, comme les bâtimens dans Londres & aux environs.

Le Roi a tiré des millions des bourses de ses Sujets, sans aucun profit considérable pour soi-même, en ordonnant de changer les Terres labourables en pâturages, & de les continuer en ce même état (15).

REMARQUE (15). Le commerce des Laines faisant la grande richesse de l'Angleterre, il étoit défendu par divers Statuts de changer les pâturages en terres labourables, de peur de diminuer les Troupeaux, & par conséquent les Laines. Du tems de Charles I. on rechercha rigoureusement ceux qui avoient contrevénu à ces Statuts, non pas en vue d'empêcher les abus, mais pour les autoriser moyennant une composition avec le Roi.

Plusieurs Terres ont été ôtées à divers particuliers sous prétexte du Statut d'amélioration, & par un pur abus de la Commission des Sewers (16).

REMARQUE (16). Les Sewers sont autorisez par une Commission sous le grand Sceau, de prendre soin que les canaux, qui portent l'eau des terres basses & marecageuses à la Mer, soient bien entretenus afin de conserver les pâturages. Les Communes se plaignent qu'on a beaucoup abusé de cette Commission.

Non seulement on a foulé aux pieds les intérêts des particuliers, mais on a même violé la foi publique, par la saisie de l'argent en lingots porté à la Tour, pour en faire de la monnoye. On a été même sur le point d'opprimer tout le Royaume à la fois, par l'abominable projet de faire de la monnoye de cuir (17).

REMARQUE (17). Le Roi ne prit que pour la valeur de quarante mille livres sterling de la Tour, & cette somme fut ensuite rendue aux Propriétaires.

Un grand nombre de Sujets de S. M. pour avoir refusé de se soumettre à des taxes illégitimes, ont été vexez par des procès ruineux. censurez, condamnés à des amendes, relégués, emprisonnez, les uns avec perte de leur santé, d'autres de leur vie. On a enfoncé les portes des maisons de quelques-uns, & saisi leurs men-
bles

bles & leurs marchandises, & on en a empêché d'autres, d'exercer leurs légitimes professions.

Il y a eue des Vaisseaux arrêtez, dans le tems qu'ils alloient commencer un voyage, d'autres, surpris & attaquez en Mer, par des Projetteurs, comme par des ennemis de l'Etat.

On a empêché les Marchands de débarquer leurs marchandises dans les Ports qui leur étoient les plus commodes, & on les a obligez de les faire débarquer aux Ports marquez pour la commodité des Monopoleurs & Projetteurs.

La Chambre Etoilée a multipliée ses condamnations rigoureuses & excessives, non seulement pour soutenir les Monopoles, mais encore, pour d'autres choses où il n'y avoit aucune faute commise, ou du moins, qui ne fût d'une très-petite conséquence. Elle a grièvement opprimé diverses personnes, par des amendes, par des emprisonnemens, des marques au front, des mutilations, des flagellations, des piloris, des baillons, des relégations, des bannissements. On a traité ces gens-là d'une manière si excessivement rigoureuse, qu'on ne s'est pas contenté de les priver de la compagnie de leurs parens & de leurs amis, de l'exercice de leur Profession, de Livres, de Papier, de Plumes, d'Encre, mais on a même violé l'union que Dieu a établie entre les hommes & leurs femmes, par des séparations forcées. On leur a ôté la consolation de vivre ensemble durant plusieurs années, sans espérance de recevoir aucun soulagement, si Dieu, par sa toute-puissance, n'avoit pas arrêté le cours de ce pouvoir excessif, & dissipé les conseils des auteurs de ces procedez cruels & obstinez (18).

REMARQUE (18). Tout ce dernier Article se rapporte au traitement rigoureux fait à *Pryn, Bastwick & Burton*, par la Chambre Etoilée.

Les Juges ont été dépouillez de leurs Charges pour avoir refusé d'agir contre leurs sermens & leurs consciences. D'autres ont été tellement intimidéz, qu'ils n'ont osé faire leur devoir. Enfin, pour mieux tenir les Juges sous la Verge, on a changé la clause ordinaire de leurs Patentes : *Quamdiu se bene gesserint*, & on a mis à la place : *Durante beneplacito*.

Les Avocats ont été reprimandez, pour avoir fidèlement servi leurs Clients, & les Procureurs menacez pour avoir poursuivi des proces légitimes. Par ce moyen, tout accès à la Justice a été fermé.

On a exigé des Sujets de nouveaux sermens contraires aux Loix. On a érigé de nouvelles Cours de Judicature, sans l'autorité d'aucune Loi. Le Conseil Privé du Roi a entrepris de lier les Sujets dans leur liberté, dans leurs Biens, dans leurs Procès, dans leurs Actions.

La prétendue Cour du Maréchal a été arbitraire & illégitime, dans ses procédures, comme dans son existence.

Les Cours de l'Echiquier, & des Gardes-nobles, ont été onéreuses, en ce qu'elles ont excédé leurs Jurisdictions.

Plusieurs Familles ont perdu une partie de leurs biens, & plusieurs ont été entièrement ruinées par les excessives amendes exigées pour la composition des Gardes.

Tous les Baux au-dessus de cent ans, ont été changez contre la disposition des Loix.

On a usé de divers artifices pour obliger les Jurez à donner leurs voix en faveur du Roi.

Les Cours où l'on juge selon la Loi Commune, voyant l'inclination du Peuple à

CHARLES
I.
1641.

y porter les causes, ont manifestement laissé en arriere les règles & les maximes de la Loi Commune, & sont allées au-delà des bornes qui leur sont prescrites pour faire des injustices sous prétexte d'équité (19).

REMARQUE (19). Ce sont les Statuts du Parlement qui forment la Loi Commune, dont il n'est pas permis aux Juges de s'écarter ni à droite ni à gauche. Il n'y a que la Cour du Chancelier qui peut, en certains cas, juger selon l'équité. Or les Cours de la Loi Commune, en entreprenant de juger selon l'équité & non pas selon les Statuts, étoient allées au-delà de leur juridiction, pour favoriser la Cour.

Les titres d'honneur, les Charges de Juges, les Emplois de Sergens en Loi (20), & autres Offices, ont été vendus à un haut prix. Par-là, on a exposé la Justice à un grand danger, non seulement en procurant à des gens d'une médiocre capacité, la facilité d'acquérir des Charges d'une grande confiance, mais encore en donnant lieu à la corruption, à l'extorsion, à la partialité, puis qu'il arrive rarement que les hommes usent bien des Charges qu'ils ont acquises par de mauvais moyens.

REMARQUE (20). Sergens en Loi, *Servientes ad Legem*, ce sont des Docteurs en Droit Civil au-dessus des Docteurs en Droit ordinaires. Ils ne plaident qu'à la Cour des Communs Plaidoyers, & le Roi en choisit ordinairement deux outrois qui font l'office de ses Avocats, & qui parlent pour lui, principalement dans les procès criminels où il s'agit de trahison.

Des Commissions ont été établies pour examiner les excès commis dans l'exaction des Salaires. Mais lors qu'on a découvert des exactions exorbitantes, au lieu de punir les coupables, on les a reçus à composer, non seulement pour leurs fautes passées, mais même pour celles qu'ils pourroient commettre à l'avenir. Ainsi, sous prétexte de vouloir remédier aux Grièfs, on les a confirmés, & considérablement augmentés.

La maniere ordinaire de choisir les Sherifs n'a pas été observée. Plusieurs ont été nommez d'une maniere inusitée, quelques-uns pour les punir (21), d'autres pour servir d'instrumens à l'exécution de tout ce qui leur seroit ordonné.

REMARQUE (21). Pour empêcher qu'ils ne fussent élus Députés au Parlement, comme le Chevalier Cook.

Les Evêques & le reste du Clergé ont triomphé dans les suspensions & les excommunications, dans les privations de Bénéfices, de plusieurs Ministres laborieux, pieux, & sçavans, & dans l'oppression d'un grand nombre de Sujets du Roi.

La Haute Commission étoit montée à un tel excès de rigueur dans ses Jugemens, qu'elle n'étoit guères moins qu'une Inquisition Romaine. Cette rigueur étoit encore augmentée en certaines occasions par le grand pouvoir de l'Archevêque qui l'appuyoit de l'autorité du Conseil.

Les Evêques n'étoient pas moins actifs dans les Provinces. Quoi qu'ils ne pussent pas étendre leur Jurisdiction aussi loin que la Haute Commission, ils n'étoient pas moins insupportables par la multitude & par la généralité de leurs vexations, qui tombant sur les gens les moins considérables, comme sur les Artisans, en ont appauvri plusieurs milliers.

Ces gens-là ont été tellement inquiétés, qu'il y en a eu un très-grand nombre, qui, pour éviter ces misères, se sont retirés dans la nouvelle Angleterre, & en d'autres endroits de l'Amerique, ou en Hollande. Ils ont transporté en ce Pais-là, leurs

Leurs Manufactures de Draps, au grand préjudice du Royaume en général, & en particulier, du Commerce des Draps, qui a toujours été une source abondante de richesse & d'honneur pour cette Nation.

CHARLES
I.
1641.

Ceux du Clergé qui témoignaient le plus d'ardeur & d'empressement pour encourager la superstition, & qui invectivoient le plus aigrement contre l'honnêteté & la piété (22), étoient regardez comme les plus propres à être avancez aux Charges Ecclésiastiques.

REMARQUE (22). On doit entendre par-là, ceux qui étoient les plus animez contre le Presbytérianisme.

La plupart des Prédicateurs, qui, dans les jours solennels, prêchoient devant S. M. n'avoient pour but dans leurs Sermons, que de mettre la Prérogative Royale au-dessus des Loix, & de faire regarder la propriété des biens avec mépris. Leurs Sermons n'étoient remplis que d'invectives contre les Droits des Sujets.

Ils faisoient tous leurs efforts pour rendre odieux, ceux qui vouloient maintenir les Loix, la Religion, & la Liberté du Royaume. Et en effet, ceux-ci étoient assurés d'être exclus des Charges de Juges de Paix, & de tout autre Emploi dans les Provinces.

Véritablement, il y avoit plusieurs personnes nobles & d'un grand mérite dans le Conseil du Roi : mais ceux-ci n'étoient Conseillers Privez, que de nom seulement. Tout le pouvoir & toute l'autorité se trouvoient entre les mains d'un petit nombre de ceux qui étoient les plus dévouez au parti. Les résolutions que ceux-ci prenoient étoient portées au Conseil seulement pour la forme, & pour en ordonner l'exécution, sans qu'on les mît en délibération, & personne ne pouvoit s'y opposer sans risque.

Ceux qui ne vouloient pas contribuer gayement & avec ardeur à l'exécution du dessein, quelque honnêtes & capables qu'ils fussent, bien loin d'être employez dans des postes d'honneur & de confiance, étoient négligés & découragés, & en toutes occasions, injuriés & opprimés.

Ce Parti étoit déjà parvenu à un tel degré de pouvoir, qu'il commençoit à penser aux moyens de finir son Ouvrage qui consistoit en trois choses :

1. Arendre le Gouvernement libre de toute contrainte des Loix, par rapport à nos personnes & à nos biens.

2. Amir ensemble les Papistes & les Protestans, dans la Doctrine, dans la Discipline, & dans les cérémonies. Mais seulement, cela ne devoit pas encore être appelé Papisme.

3. Extirper par la force, ou à chasser par la crainte, les Puritains, en renfermant sous ce nom, tous ceux qui désiroient de conserver les Loix & les Libertez du Royaume, & de maintenir la Religion.

Pour exécuter ce dessein, le Parti jugea qu'il falloit commencer par introduire en Ecosse des Superstitions & des Innovations, qui missent ce Royaume en état d'être plus aisément joint à l'Angleterre, dans les changemens qu'on méditoit.

Pour cet effet, on voulut imposer aux Ecossois, une nouvelle Liturgie, & de nouveaux Canons. Mais, parce qu'ils ne voulurent pas s'y soumettre, on résolut de les y contraindre, par le moyen d'une Armée qui fut levée contre eux, & pour l'entretien de laquelle, les Papistes & le Clergé contribuèrent libéralement & avec ardeur. Les Ecossois leverent aussi une Armée pour se défendre.

Lorsque les deux Armées furent sur le point d'en venir à une sanglante bataille,

CHARLES
I.
1641.

la gracieuse disposition de S. M. les conseils de la Noblesse Angloise, & l'humble soumission des Ecoissois, prévalurent contre les conseils opposez. La Paix se fit, & S. M. revint à Londres en paix, & avec honneur.

Cette reconciliation si peu attendüe fut très-agréable à tout le Royaume, excepté au mauvais parti, à la tête duquel étoient l'Archevêque de Cantorbéri & le Comte de Strafford. Ces deux Chefs secondez de ceux de leur faction, invectiverent contre cette paix. Ils exagérèrent & aggravèrent les procédés des Ecoissois, & enfin, ils irritèrent tellement le Roi, qu'il se prépara de nouveau à faire la Guerre à l'Ecosse.

Leur confiance étoit parvenue à un tel degré, qu'après avoir corrompu & mis en désordre la Constitution du Gouvernement de ce Royaume, ils se flattoient encore de pouvoir corrompre la seule chose qui pouvoit servir à la rétablir.

Ce fut dans cette vüe, qu'ils conseillèrent à S. M. de convoquer un Parlement, non dans le dessein de demander conseil aux deux Chambres, mais pour en exiger une approbation de cette Guerre, & un secours d'argent pour la maintenir, afin d'engager tout le Royaume dans leur projet.

Cependant, on ne laissa pas de continuer les levées d'argent, quelque illégitimes qu'elles fussent, les Chefs du parti ayant résolu de faire plier le Parlement sous leur volonté, & d'établir ainsi le mal par le moyen des Loix, ou de faire casser le Parlement, afin de pouvoir, avec plus de couleur, arracher par la force, ce qu'ils ne pourroient obtenir volontairement. Ils appuyoient la prétendue justice de cette guerre sur ce fondement :

Que les demandes insolentes des Ecoissois donnoient au Roi un juste sujet de leur faire la guerre, sans vouloir entendre les raisons sur lesquelles ces demandes étoient appuyées. Sur cela, on prépare une Armée contre eux, on saisit leurs Vaisseaux sur Mer, & dans tous les Ports d'Angleterre & d'Irlande; on rejette leurs Requêtes, & on refuse de donner audience à leurs Députés.

Pendant ce tems-là, le Royaume se trouvoit dans une étrange confusion, par les levées d'hommes & d'argent, & par l'emprisonnement de ceux qui refusoient de s'y soumettre.

Le Comte de Strafford passe en Irlande, il fait en sorte que le Parlement de ce Pais-là se déclare contre l'Ecosse; qu'il accorde quatre Subsidés au Roi, & que les deux Chambres lui promettent d'employer leurs biens & leurs vies, pour aider au Roi à soutenir la guerre. Il donne ses ordres pour lever huit mille hommes de pied, & mille de Cavalerie, presque tous Papistes.

Le Parlement d'Angleterre s'assembla le 13. d'Avril 1640. Le Comte de Strafford, & l'Archevêque de Cantorbéri eurent un tel pouvoir sur l'esprit du Roi, qu'ils l'engagerent à presser fortement la Chambre des Communes, de lui accorder un secours d'argent pour la guerre d'Ecosse, avant que d'avoir pourvû au soulagement du Peuple sur aucun Grief. Quoique ce fût une chose contraire aux Privileges fondamentaux, & à la conduite ordinaire des Parlemens, les Communes; par respect pour S. M. eurent tant d'égard à sa demande, que l'affaire du secours fut debatüe dans leur Chambre, deux jours de suite.

On demanda de la part du Roi, douze Subsidés, pour la seule abolition du Ship-money. Il y avoit déjà un jour marqué pour conclurre cette affaire. Mais alors, les Chefs du parti mal-intentionné commencèrent à craindre que le Peuple ne se remît en bonne intelligence avec le Roi, lui donnant satisfaction sur l'argent, & que par-là, le Parlement ne fît évanouïr leurs desseins, par rapport à la guerre d'Ecosse.

d'Ecosse. Ils comprenoient bien, que les Communes n'étoient pas disposées à donner leur approbation à cette Guerre. Ce fut par cette raison, qu'ils conseillèrent au Roi de dissoudre ce Parlement, afin de remettre les choses dans le trouble & dans la confusion, où elles étoient auparavant, ayant plus d'espérance de réussir par ce moyen, dans leurs pernicious projets (23).

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (23). Mylord Clarendon, qui étoit alors dans la Chambre des Communes, assure que la Chambre étoit très-disposée à satisfaire le Roi, s'il avoit eu un peu de patience, & qu'il se repentit dans la suite, de sa précipitation. Cela confirme ce qui est dit ici, que ce Parlement fut dissous, pour des vûes secrètes de ceux qui étoient les plus puissans dans le Conseil du Roi.

Le Parlement étant cassé le 25. de Mai 1640, ce Parti eut la hardiesse de conseiller au Roi, d'exiger de ses Sujets, par sa propre puissance, sans leur consentement, & contre leur volonté, l'argent dont il avoit besoin.

Le jour après la dissolution du Parlement, on fit fouiller les Etudes, les Cabinets, les Poches mêmes de quelques-uns de ses Membres. Un autre fut enfermé dans une étroite prison, pour avoir refusé de livrer des Requêtes qu'il avoit reçues par l'autorité des Communes.

Si ce Parti avoit des desseins encore plus violens, il est probable, que la maladie du Comte de Strafford, & les émeutes du Peuple dans le Fauxbourg de Southwarck & aux environs de Lambeth, ont été cause qu'ils n'ont pas été exécutés.

On publia au nom de S. M. une fausse & scandaleuse Déclaration contre la Chambre des Communes; mais elle ne produisit d'autre effet, que de faire connoître au Peuple, l'excès d'impudence de ses Auteurs.

On tenta d'obliger par la force, la Ville de Londres, à prêter de l'argent au Roi. Le Lord Maire & les Aldermans reçurent ordre de porter au Conseil une Liste des personnes qui étoient en état de prêter, & les Aldermans, qui refusèrent d'obéir à cet Ordre furent mis en prison.

Les Archevêques, les Evêques, & le reste du Clergé continuèrent la Convocation, qui fut changée en Synode, en vertu d'une nouvelle Commission. Par une présomption inouïe, ils osèrent faire des Canons contenant des choses contraires à la Prérogative du Roi, aux Loix Fondamentales & aux Statuts du Royaume, aux Droits des Parlemens, à la propriété des Biens, & aux Libertés des Sujets. Il y avoit dans ces mêmes Canons d'autres choses qui tendoient à la sédition, & d'une dangereuse conséquence. Par ces Canons, ils établissoient leurs usurpations, leur service des Autels, & d'autres innovations superstitieuses qu'ils avoient auparavant introduites, sans l'autorité des Loix.

Ils imposoient un nouveau Serment aux Sujets du Roi, tant Laïques qu'Ecclesiastiques, pour maintenir leur Tyrannie, & une grande Taxe sur le Clergé, pour secourir S. M. En général, ils se montroient très-ardens à soutenir la Guerre contre l'Ecosse, que quelques-uns d'entre eux ne faisoient pas difficulté d'appeler, Bellum Episcopale. De plus, ils composèrent une Prière, dans laquelle les Ecoissois étoient traités de Rebelles, & ils ordonnèrent, qu'elle fût lue publiquement dans les Eglises. C'étoit manifestement, à dessein d'engager les deux Nations à répandre le sang l'une de l'autre, & de les rendre irréconciliables.

Tous ces prétendus Canons étoient armés de Censures, de Suspensions, d'Ex-

CHARLES
I.
1641.

communications, de Privations des Bénéfices. Leur but étoit de chasser de l'Eglise, sous ce prétexte, tous les bons Ministres, & la plus grande partie du Peuple bien intentionné, afin que la reconciliation avec Rome trouvât moins d'obstacles (24).

REMARQUE (24). Les Communes vont sans doute trop loin, en attribuant à toute la Convocation de l'année 1640, le dessein de rétablir le Papisme dans le Royaume. Cela n'a aucune vrai-semblance, quand même il seroit vrai, que quelques-uns des Evêques auroient formé ce projet, ce qui n'a jamais été bien prouvé.

Les Papistes ont été exemptez des Loix Pénales, & d'une telle maniere, que c'étoit proprement une véritable tolérance, sans compter les autres encouragemens, & les autres faveurs qu'ils recevoient de la Cour.

Ils avoient à leur dévotion un des Secretaires d'Etat, sçavoir le Chevalier François Windebank, qui étoit un puissant Agent pour faire réussir leurs Projets. Ils avoient un Nonce du Pape, résidant à Londres, qui les gouvernoit selon les ordres qu'il recevoit de Rome. Il intercedoit pour eux dans les occasions, étant appuyé des puissantes sollicitations des Princes étrangers. Par son autorité, les Papistes de toutes conditions, la grande, la petite Noblesse, & le Clergé, étoient convoquez, à la maniere d'un Parlement.

On avoit érigé de nouvelles Jurisdictions d'Archevêques Papistes. On levoit des Taxes; on formoit dans le milieu de l'Etat, un autre Etat indépendant du Gouvernement, ayant d'autres affections, & des intérêts contraires. On s'unissoit étroitement, pour travailler à corrompre secrètement, les ignorans & les tiédés de notre Religion, en attendant l'occasion de pouvoir détruire par la force, ceux qu'on ne pouvoit espérer de séduire.

Pour mieux exécuter leur dessein, ils s'étoient pourvus d'armes & de munitions. Ils étoient d'ailleurs encouragés par les prières superstitieuses qui se faisoient chaque semaine, par ordre du Nonce, pour demander à Dieu qu'il lui plût de donner un heureux succès à un certain grand dessein.

Ils avoient tant de pouvoir à la Cour, qu'une Commission fut expédiée, ou du moins, il avoit été résolu de l'expédier, pour autoriser un grand Seigneur de cette Religion à lever des Troupes, & à les employer selon les instructions secrètes qu'il recevroit. Il est bien apparent, que ces instructions étoient pour l'avantage de ceux qui avoient proposé ce dessein.

Les Trésors du Roi étoient entièrement consumés & ses Revenus engagés par avance. Ses Serviteurs & Officiers étoient obligés de lui prêter de l'argent.

Une infinité de gens étoient cités devant le Conseil, & fatigués par de longs délais, pour avoir refusé de se soumettre à des Taxes illégitimes.

Les prisons étoient pleines de gens qui y avoient été envoyés par le Conseil. Plusieurs Sherifs étoient cités à la Chambre Etoilée & quelques-uns emprisonnés, pour n'avoir pas été assez actifs dans l'exaction du Ship-money. Le Peuple gémissoit sous le poids de ses afflictions, & languissoit dans la crainte, n'ayant plus d'autre ressource que le desespoir.

La Noblesse commença enfin à se lasser de son silence & de sa patience, & à reconnoître le devoir à quoi elle étoit obligée. Quelques-uns des Seigneurs des plus âgés & des plus graves présentèrent une Requête au Roi, dans un tems que le torrent de ses Conseils étoit si rapide qu'ils avoient plus de sujet de s'attendre à être

être eux-mêmes exposés au danger, que d'obtenir quelque remède aux maux pour lesquels ils intercédèrent.

CHARLES
I.
1641

Pendant que le Royaume étoit dans cette violente agitation, les Ecoissois prirent de leur Commerce, & appauvris par la perte d'un si grand nombre de leurs Vaisseaux, sans aucune espérance de pouvoir fléchir S. M. par de simples Supplications, entrèrent en Angleterre avec une puissante Armée. Peu de jours après, sans commettre aucun acte d'hostilité, que de se rendre maître d'un passage sur la Thyne, à Newburn, ils se mirent en possession de Newcastle. Ils eurent par-là une belle occasion de pousser l'armée du Roi, & de faire de plus grands progrès; Mais leur devoir, leur respect pour le Roi, leur affection pour leurs Freres d'Angleterre, les firent arrêter tout court, & par-là, S. M. eut assez de loisir pour prendre de nouveaux conseils. S. M. reçut en cette occasion une telle assistance de Dieu, qu'elle résolut d'assembler le grand Conseil des Pairs à York, le 24. Septembre & là, elle déclara, qu'elle assembleroit le Parlement le 3. de Novembre suivant.

Dès le premier jour de ce grand Conseil, les Ecoissois présentèrent au Roi une très-humble Requête, sur laquelle, la résolution fut prise, de traiter de la Paix à Rippon. On convint d'une cessation d'armes, & la conclusion de tous les différends fut remise à la sagesse du Parlement (25).

REMARQUE (25). Les Communes supposent, que comme les Ecoissois avoient prié le Roi de réparer leurs Grieffs, avec l'assistance du Parlement d'Angleterre, & qu'à cette occasion le Roi avoit convoqué le Parlement; c'étoit un consentement tacite des deux Parties, de s'en rapporter au Parlement d'Angleterre. Mais ce n'est qu'une supposition; car on ne convint point de s'en rapporter au Parlement.

Au commencement de ce Parlement, toutes les oppositions semblerent s'évanouir. Les Grieffs causez par les mauvais Conseillers étoient si notoires, que personne n'osoit entreprendre de les excuser, & néanmoins, l'ouvrage n'étoit pas sans difficulté.

Les maux de quinze années, fortifiez par la coutume & par l'autorité, & les intérêts de plusieurs puissans Délinquens devoient être examinez & reformez.

Il falloit pourvoir à l'entretien de la maison du Roi, qui se trouvoit dans une si grande disette, qu'il ne pouvoit fournir à ses ordinaires & plus nécessaires dépenses, sans l'assistance de son Peuple.

Il falloit faire subsister deux Armées, dont la paye montoit à près de quatre-vingt mille livres Sterling par mois.

Il falloit néanmoins ménager le Peuple qui se trouvoit épuisé par tant de taxes & d'impositions.

Les difficultés sembloient insurmontables, & cependant, par la grace de Dieu, nous les avons surmontées. Les contrarietez sembloient incompatibles, & néanmoins, nous les avons conciliées en grande partie.

Nous avons accordé six Subsidés, & outre cela, une Capitation qui, si elle est régulièrement levée, donnera autant que six Subsidés, en tout six cent mille livres sterling.

Outre cela nous nous sommes engagez à payer aux Ecoissois deux cent vingt mille livres sterling. Cependant, Dieu a tellement béni les efforts de ce Parlement, que le Royaume trouve du gain à se charger de tous ces fardeaux.

Le

CHARLES
I.
1641.

Le Ship-money, qui coûtoit tous les ans au Royaume deux cent mille livres sterling, est aboli.

Le Coad and Conduct-money, & les autres impositions pour la Guerre, qui, en quelques Provinces, ne montoient à guères moins que le Ship-money, sont abolies.

On a supprimé les Monopoles, dont quelques-uns seulement portoient au Royaume un préjudice de plus d'un million tous les ans. Le Monopole du Savon cent mille Livres. Le Monopole du Vin trois cens mille Livres. Le Monopole du Cuir montoit encore plus haut que les deux précédens ensemble, & celui du Sel l'égalait.

Outre cela, les autres Monopoles feroient ensemble une grosse somme, s'il étoit possible de les supputer.

Mais le plus grand avantage consiste en ce que la cause de tous ces maux a été ôtée. C'est le pouvoir arbitraire qu'on attribuoit au Roi, de mettre des taxes & des impositions sur les Sujets, sans la concurrence du Parlement.

Un autre avantage considérable consiste, en ce que les Conseillers & les Auteurs de ces maux étant eux-mêmes des Griefs, ont été reprimez, par la justice exercée sur le Comte de Strafford, par la fuite du Lord Finch, & du Secrétaire Windebanck; par l'accusation & l'emprisonnement de l'Archevêque de Cantorbéri, & du Juge Berkley; par l'accusation de plusieurs autres Evêques, & de quelques autres Juges. Ainsi, nous pouvons nous flater, que cela nous procurera du repos pour le tems présent, & que même, à l'avenir, nous serons délivrez de pareils attentats.

La longue intermission des Parlemens a été prévenue par l'Acte qui établit des Parlemens triennaux, & la dissolution soudaine de celui-ci, par un Acte qui ordonne, qu'il ne pourra être ni dissous, ni ajourné, qu'avec le consentement des deux Chambres.

Si l'on considère bien ces deux Actes, on trouvera qu'ils sont encore plus avantageux, parce qu'ils assurent l'opération des remèdes pour le tems présent, & qu'ils sont une source perpétuelle qui fournira les mêmes remèdes à l'avenir.

La Cour de la Chambre Etoilée, la Cour de la Haute Commission, les Cours du Président & du Conseil du Nord: ces trois Cours, qui étoient des Magasins de misère, d'oppression & de violence, sont supprimées. Par cette abolition, les Sujets sont plus assurez de la jouissance de leurs biens, de leurs personnes & de leurs Libertez, qu'ils n'auroient pu l'être par aucune Loi, ou par aucun exemple rigoureux, & se trouvent délivrez de la terreur que ces Juges leur inspiroient.

Le pouvoir excessif du Conseil Privé, & l'abus qu'on en a fait, a été restraint & modéré d'une telle manière, que nous pouvons espérer de ne voir plus que dans l'Histoire, les excès qui ont été si fréquemment commis, & que nous aurons occasion de louer Dieu, & de reconnoître la bonté du Roi; & les loüables efforts de ce Parlement.

Les Canons & le pouvoir de faire des Canons, ont été ruinez par les Votes des deux Chambres.

Le pouvoir exorbitant des Evêques & des Cours Ecclésiastiques a été considérablement diminué par les clauses qui ont été insérées dans l'Acte pour abolir la Haute Commission. La hardiesse des Auteurs des Innovations dans la doctrine & dans les cérémonies a été reprimée.

Les

Les Ministres d'une vie scandaleuse ont été tellement effrayez par tant de justes plaintes & d'accusations portées contre eux, que nous pouvons espérer, qu'ils seront plus modestes à l'avenir, soit par la conviction intérieure de leur propre folie, soit du moins, par la crainte de la punition.

CHARLES
I.
1621.

Par une bonne Loi, les Forêts se trouvent présentement réduites à leurs justes bornes.

Les usurpations de la Cour des mines d'étain, les extorsions du Clerc du Marché, les oppressions que les Sujets ont souffertes, pour leur faire recevoir l'Ordre de Chevalerie contre leur volonté, les amendes ordonnées pour ce sujet, les procédures pleines de vexations dans la levée de ces amendes; tout cela a été prévenu ou réformé par de bonnes Loix.

Nous préparons encore d'excellentes Loix pour délivrer les Sujets du pouvoir excessif des Evêques, de leurs usurpations, de leurs vexations; pour abaisser l'orgueil, & pour faire cesser l'oïiveté de plusieurs Membres du Clergé, pour décharger le Peuple des cérémonies non nécessaires: pour censurer ou pour éloigner les Ministres indignes ou inutiles: pour établir de bons Prédicateurs dans tout le Royaume.

Plusieurs autres choses d'une grande importance pour le bien du Royaume, ont été proposées: mais nous n'avons pu jusqu'à présent y travailler, à cause du grand nombre d'affaires pressantes que nous avons en main, & que nous espérons néanmoins de perfectionner, avant la fin de cette Session, sçavoir,

D'établir un bon ordre dans les revenus du Roi, afin de prévenir les abus qui se commettent par les Officiers qui en ont la direction, & de retrancher les dépenses superflues: de faire en sorte que les débourssemens soient mieux réglez, & de pourvoir par ce moyen, à l'honneur de S. M. & à la défense du Royaume.

De régler les Cours de Justice, d'abréger les proces, & d'en diminuer la dépense.

De trouver quelques bons moyens pour empêcher la sortie de l'or & de l'argent, hors du Royaume: pour égaliser le change entre nous & les autres Nations: pour donner cours à nos denrées: pour augmenter nos manufactures: pour mettre notre commerce dans une juste balance, afin que le capital du Royaume s'accroisse, ou du moins, qu'il ne diminue pas, comme il a diminué pendant plusieurs années, par pure négligence.

D'encourager la pêche du hareng, afin d'entretenir les pauvres, & une pépinière de Matelots qui puissent se rendre capables de servir le Royaume dans des occasions importantes.

Nous avons trouvé des obstacles, des oppositions, des difficultez, & nous en rencontrons encore qui sont fortes & opiniâtres. C'est que le Parti mal intentionné dont nous avons déjà parlé, a repris courage.

Les Chefs de ce Parti ont trouvé le moyen de faire donner des emplois & des charges d'honneur & de confiance, à quelques-uns de leurs suppôts, pendant même que ce Parlement a été assemblé. Ils ont tâché de donner à S. M. de mauvaises impressions de notre conduite, comme si nous n'avions pensé uniquement qu'à nos propres affaires, & non pas aux siennes, & comme si nous avions obtenu de lui des choses préjudiciables à la Couronne, par rapport à la Prérogative, & à l'intérêt.

Pour repousser ces calomnies, nous croyons qu'il nous suffit de dire simplement,

CHARLES
I.
1641.

que tout ce que nous avons fait a été pour le Roi, pour son honneur, pour sa grandeur, pour le soutien de sa Dignité. Lorsque nous avons consenti à donner vingt mille livres Sterling par mois aux Provinces du Nord afin de les soulager, c'est au Roi que nous avons donné cet argent : car il est tenu de protéger ses Sujets. Qu'est-ce qui a mené les Ecoissois dans le Royaume, que les mauvais Conseillers du Roi, & les auteurs de nos Grieffs ?

S'il plaisoit à S. M. de contraindre les Auteurs de cette Guerre, à en payer les frais, comme il le pourroit aisément, & avec justice, il semble que le Peuple pourroit être justement déchargé de ce fardeau, puisqu'il n'a pas été cause de la Guerre.

Lorsque nous nous engageames au paiement de l'armée qui montoit à plus de cinquante mille livres par mois, n'est-ce pas au Roi que nous avons donné cet argent ? N'étoit-ce pas l'armée du Roi ? N'étoit-ce pas avec le Roi que les Commandans avoient fait leurs conventions pour le servir moyennant des apointemens plus grands qu'on n'en donne d'ordinaire ?

N'avons-nous pas pris sur nous la charge de payer aux Ecoissois une assistance fraternelle de trois cens mille livres Sterling ? Mais pourquoi leur avons-nous donné cet argent ? N'est-ce pas pour réparer les dommages qu'ils avoient soufferts de la part des Ministres du Roi, & de ses Vaisseaux ?

Ces trois Articles montent à onze cens mille livres Sterling ; outre cela, le Roi a tiré de l'imposition sur les marchandises, au moins quatre cens mille livres Sterling.

Ainsi, depuis le commencement de ce Parlement, les Sujets du Roi ont déboursé un million & demi de livres Sterling, & malgré tout cela, il y a eu des gens assez imprudens pour dire au Roi, que nous n'avons rien fait pour lui.

Pour ce qui regarde le second Chef de la calomnie, nous confessons avec beaucoup de reconnoissance, que S. M. a donné son consentement à plus d'Actes avantageux aux Sujets, qu'il n'en a été passé depuis plusieurs Siècles.

Quant à l'accusation dont on noircit les deux Chambres du Parlement, d'avoir exigé du Roi des choses préjudiciables à la Couronne, nous pouvons modestement assurer, avec vérité, que nous n'avons rien demandé qui pût affoiblir la Couronne, ni dans son intérêt, ni dans son juste pouvoir.

L'Acte du Parlement triennal, quant à la matière, ne s'étend pas aussi loin que nous aurions pu le demander avec justice, puisqu'il y a deux Statuts encore en force, qui ordonnent, qu'il se tiendra un Parlement tous les ans (26).

REMARQUE (26). Mais ces Statuts étoient comme abolis par le Non-usage, tout de même que celui d'Edouard II. sur lequel le Roi s'appuyoit pour obliger à recevoir l'Ordre de Chevalerie.

Quant à la manière, il ne tiendra qu'au Roi d'empêcher qu'on ne la mette en pratique, & de prévenir par des Convocations faites à tems toute autre manière de convoquer les Parlemens (27).

REMARQUE (27). Les Communes auroient pu dire qu'il étoit lui-même la cause de cet Acte, pour avoir laissé passer douze années sans convoquer aucun Parlement.

L'Acte pour continuer ce Parlement, semble priver le Roi du pouvoir de dissoudre les Parlemens. Mais le but qu'on s'est proposé dans cet Acte n'a pas été d'ôter ce droit à la Couronne, mais seulement, d'en suspendre l'exécution pour cette seule occasion. Cet Acte étoit si nécessaire pour la sûreté du Roi, & pour le bien public, que

que sans cela, il nous auroit été impossible de rien entreprendre. Nous aurions été contraints de laisser les deux armées dans le trouble & dans la confusion, & tout le Royaume exposé à la fureur & à la rapine (28).

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (28). Les Communes font entendre ici plus qu'elle ne disent. Leur but est de faire comprendre, que sans cet Acte, le Roi n'auroit pas manqué à casser ce Parlement; que par conséquent la Paix avec l'Ecosse ne se feroit pas conclüe, & que les deux armées auroient ravagé le Royaume.

La Chambre Etoilée étoit plus abondante en oppressions pour le Peuple, qu'en profits pour le Roi, puisque, pour l'ordinaire, le Roi faisoit présent des grandes amendes à quelques particuliers.

Les amendes imposées par la Haute Commission, étoient injustes en elles-mêmes & ne venoient jamais, ou du moins que bien rarement, dans les coffres du Roi. Ce sont-là les quatre Actes sur lesquels on se récrie le plus.

Quant aux autres, on n'y trouvera pas même la moindre apparence de préjudice pour la Couronne.

Les mal-intentionnez dont nous avons déjà parlé, ont fait encore tous leurs efforts pour ternir notre réputation, & pour faire perdre au Peuple, son affection pour les Parlemens. Les calomnies qu'ils ont répandues consistent en deux Articles, sçavoir;

1. Que nous avons employé beaucoup de tems, & fait peu de progrès, particulièrement, dans les Grieffs qui concernent la Religion.

2. Que le Parlement est un fardeau pour le Royaume, à cause du grand nombre de protections qui arrêtent le cours de la Justice, & du commerce (29), & par les grandes sommes qu'il a accordées, & qui sont plus considérables que tout ce dont on s'est plaint.

REMARQUE (29) Chaque Membre du Parlement étoit en droit d'accorder des protections à ses Domestiques & dépendans, en sorte que, durant la tenuë du Parlement, on ne pouvoit poursuivre un procès contre eux dans aucune Cour. Il est certain que plusieurs Membres abusoient beaucoup de ce droit, en accordant des protections à diverses personnes, sans aucun légitime fondement, & même quelques-uns les vendoient.

Il est très-facile de répondre à ces objections si l'on considère le tems employé par ce Parlement, par rapport au tems passé & aux profondes racines que les Grieffs avoient jettées pendant plusieurs années, & que nous avons arrachées, ou par rapport aux Délinquens que nous avons poursuivis, ou par rapport aux nécessitez publiques, auxquelles nous avons pourvu.

Ou si l'on considère l'emploi de ce tems, par rapport aux avantages que nous retirons présentement, & qu'on pourra retirer à l'avenir tant des bonnes Loix faites dans ce Parlement, que de tout le reste de nos procedez. Nous ne doutons point que tous ceux qui sont sans passion ne jugent, que ce Parlement a mieux employé le tems, que plusieurs Parlemens précédens ensemble. Les charges qui ont été imposées aux Sujets, & les autres inconvéniens auxquels ils ont été exposez par ce Parlement, ne peuvent que leur paroître peu considérables, par rapport aux avantages qu'ils en retirent, ou qu'ils pourront en retirer à l'avenir.

Pour ce qui regarde les protections, le Parlement reconnoissant qu'il s'y est glissé des abus, a intention de les régler d'une manière conforme à l'honneur & à la justice, & prépare un Bill pour donner satisfaction au Peuple.

CHARLES
I.
1641.

Les mal-intentionnez, par des pratiques artificieuses, ont tâché de semer des jalousies & des divisions entre nous & nos Freres d'Ecosse en noircissant leurs intentions & leurs actions à notre égard, & en s'efforçant de nous animer les uns contre les autres.

Ils ont eu dans la Chambre Haute, un parti composé d'Evêques & de Seigneurs Papistes, qui s'est constamment opposé à la punition des Délinquens, & aux Bills qui avoient passé dans notre Chambre, pour réformer les abus qui se sont introduits dans l'Eglise, & dans le Gouvernement de l'Etat.

Ils ont travaillé à séduire & à corrompre quelques-uns des Membres des Communes pour les attirer dans leur complot contre la liberté des Parlemens.

Par le moyen de leurs Suppôts & de leurs Emissaires, ils ont fait naître du mécontentement dans l'armée, pour l'engager à soutenir leurs malheureux desseins, pour faire en sorte que les Evêques conservent leurs fonctions & leur Séance dans la Chambre Haute, & pour forcer le Parlement à régler sa conduite d'une manière propre à favoriser les complots de ce parti.

Lorsque leur tentative pour faire marcher l'armée contre le Parlement & contre la Ville de Londres eut été découverte & prévenue, ils en firent d'abord un autre plus dangereuse; c'est qu'ils voulurent porter l'armée d'Ecosse à se déclarer neutre, pendant que l'armée Angloise qu'ils avoient tâché de corrompre & d'envenimer contre nous, exécuteroit leurs malheureux complots, touchant le renversement de la Religion, & la dissolution du Gouvernement.

C'est de cette manière, qu'ils n'ont jamais cessé d'agir pour troubler la Paix & qu'ils ont continuellement travaillé à la destruction de tous les Etats du Roi. Ils ont employé leurs Agens & leurs Emissaires, pour exécuter leurs diaboliques desseins, en Angleterre & en Ecosse. Mais ils ont été découverts avant leur maturité, par des gens bien intentionnez.

Mais en Irlande, qui est un Pais plus éloigné, ils ont eu plus de tems pour mûrir, & pour préparer leur ouvrage. Ils l'avoient déjà poussé jusqu'à un tel degré de perfection, qu'ils se seroient emparez de tout ce Royaume. Ils auroient entièrement renversé le Gouvernement, fait périr la Religion, & détruit tous les Protestans qui n'auroient pas voulu se joindre à eux, si par l'assistance miraculeuse de Dieu, l'entreprise contre la Ville & le Château de Dublin, n'avoit pas été découverte la veille du jour qu'elle devoit s'exécuter.

Mais cette découverte n'a pas empêché, qu'en d'autres parties du Royaume, ils ne se soient jettez dans une rebellion ouverte. Ils ont surpris des Villes & des Châteaux, commis des meurtres, des rapt, & d'autres crimes énormes, & secoué le joug de l'obéissance dûe à S. M. & aux Loix du Royaume (30).

REMARQUE (30). Les Communes, dans ces deux derniers Articles, regardent le parti mal-intentionné d'Angleterre comme le principal auteur de la rebellion d'Irlande, & confondent adroitement tout ce qui s'étoit fait en Angleterre durant quinze ans, & le massacre d'Irlande de l'année 1641. sous une même idée, comme provenant d'une même source, ce qui n'a jamais été bien prouvé.

En général, ils ont allumé un feu qui ne peut être éteint que par une bénédiction particulière de Dieu, sur les efforts & sur la sagesse de cet Etat.

Certainement, si Dieu par sa bonté, n'avoit pas découvert & confondu leurs premiers desseins, nous aurions servi de prologue à la Tragedie d'Irlande, & serions devenus des objets lamentables de misere & de confusion.

Quelle

Quelle espérance nous reste-t-il donc, que dans la seule assistance de Dieu, lorsque tous les moyens de subsister, & le pouvoir de réformer les abus, se trouvent, avec sa bénédiction, dans le Parlement ?

Mais que pouvons-nous faire, nous Communes, sans l'assistance des Seigneurs ? Comment pouvons-nous espérer une étroite union avec eux, puisque les Evêques & les Seigneurs Récusans sont si puissans dans cette Chambre ; qu'ils sont en état de s'opposer à tous les projets de réformation, & de les rendre inutiles, en donnant par-là, au parti mal-intentionné, un prétexte de diffamer notre conduite.

Ils tâchent de faire accroire au Peuple, que nous avons dessein d'abolir toute sorte de Gouvernement dans l'Eglise, & en déliant chaque particulier de l'obligation d'obéir au Roi à cet égard, de laisser à chacun la liberté de suivre son caprice, par rapport au Culte Divin. Nous reconnoissons néanmoins que le Gouvernement Ecclésiastique, aussi-bien que le temporel, est confié à S. M. pour régler les Membres de l'Eglise d'Angleterre, d'une manière conforme à l'ordre établi par le Parlement, qui est son grand Conseil tant pour les affaires de l'Eglise, que pour celles de l'Etat (31).

REMARQUE (31). Véritablement, les Communes déclarent ici, que leur intention n'est pas d'établir l'Indépendance en matière de Religion. Mais pour ce qui regarde le Gouvernement de l'Eglise, elles n'en parlent qu'obscurément, parce qu'il n'étoit pas encore tems de se déclarer plus ouvertement. Elles se contentent d'établir que le Roi doit prendre l'avis du Parlement dans les affaires de l'Eglise, maxime dont elles avoient dessein de faire un grand usage.

Nous avoions, que notre intention a toujours été, & est encore, de réduire à de justes bornes, le pouvoir exorbitant que les Prélats ont usurpé, parce qu'il est contraire à la Parole de Dieu & aux Loix du Royaume. C'est dans cette vue, que nous avons passé un Bill pour les exclure de tout Emploi temporel, afin qu'ils puissent, avec plus d'humilité, s'attacher à leurs fonctions Ecclésiastiques, & ce sont eux qui s'opposent le plus fortement à ce Bill.

Nous déclarons que nous sommes très-éloignés de l'intention d'ôter les chaînes de la Discipline & du Gouvernement de l'Eglise, pour laisser à des particuliers, ou à des Congrégations particulières, la liberté de suivre leur caprice, dans la manière de célébrer le Service divin. Nous croyons, au contraire, qu'il est nécessaire d'établir une conformité à l'ordre enjoint par les Loix, selon la Parole de Dieu (32). Nous désirons seulement de délivrer les consciences de certaines petites Cérémonies inutiles & superstitieuses, d'abolir les Innovations & les monumens de l'Idolâtrie.

REMARQUE (32). On fit dans la suite un grand usage de cette restriction, selon la Parole de Dieu, pour faire de bien plus grands changemens que ceux dont il est parlé dans cet Article.

Pour mieux parvenir à la réformation que nous nous proposons, nous désirons qu'on assemble un Synode Général, composé des plus graves, des plus sçavans, & des plus judicieux Ministres de cette Isle, assistez de quelques Ministres étrangers. Que ce Synode examine ce qui est nécessaire pour la Paix & pour le bon Gouvernement de l'Eglise, & présente au Parlement, le résultat de ses délibérations, pour y être approuvées & confirmées, & pour y recevoir le Sceau de l'autorité publique, afin, que par-là on procure une obéissance effective dans tout le Royaume (33).

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (33). Les Communes découvrent ici plus clairement leurs intentions, en ce que. 1. Il ne paroît point qu'elles veuillent admettre des Evêques dans ce Synode. 2. En ce qu'elles veulent qu'il soit composé des Ministres de l'Isle, & par conséquent des Ecoissois, qui étoient tous Presbytériens, & de quelques Ministres étrangers, aussi Presbytériens.

On nous a malicieusement accusé de vouloir décourager l'étude des Sciences, au lieu que notre intention est de l'encourager, & d'en augmenter les progrès. Notre dessein est d'assigner dans tout le Royaume, des gages à des bons Prédicateurs qui prêchent la Vérité avec une bonne conscience, ce qui sera un grand encouragement pour les gens de Lettres, & préviendra la bassesse, la disette, l'ignorance où se trouve aujourd'hui la plus grande partie du Clergé.

Nous avons aussi dessein de purger les deux Universitez qui sont les fontaines des Sciences, afin que les ruisseaux qui en couleront soient clairs & purs, à l'honneur & à la consolation de tout le Pais (34).

REMARQUE (34). Il est certain, que dans le tems que cette Remontrance fut publiée, la résolution d'abolir la Hiérarchie Ecclésiastique étoit déjà prise; quoiqu'on ne le déclarât pas encore ouvertement. Aussi le dessein de purger les deux Universitez, fut-il exécuté, en dépouillant de leurs Emplois les Maîtres & Professeurs de l'Eglise Anglicane, pour y mettre des Presbytériens en leurs places.

On a voulu faire accroire au Peuple, qu'en nous ingérant de controller l'Episcopat, nous avons fait naître diverses Sectes, & donné lieu à plusieurs Conventicules. Mais il n'est que trop certain, que les Idolatries & les cérémonies Papistiques introduites par les Evêques, ont chassé un grand nombre de personnes, non seulement de l'Eglise, mais encore du Royaume.

On a tâché de diffamer notre conduite, en donnant à nos Ordonnances un sens différent de notre intention. Le parti mal-intentionné nous accuse de troubler l'Etat, comme on en accusoit autrefois Elie, pendant que nous faisons nos efforts pour réformer les abus, & on prétend, que nous sommes les auteurs des maux que nous tâchons de prévenir.

Pour perfectionner l'ouvrage commencé, & pour écarter tous les obstacles, nous jugeons que les moyens suivans pourront produire de bons effets, vu les principes de la Religion Papiste qui ne tendent qu'à la destruction & à l'extirpation de la Religion Protestante, lorsque l'occasion s'en présente.

Premièrement, il est nécessaire de tenir les Papistes dans un tel état, qu'il ne soit pas en leur pouvoir de nous faire du mal. Il faut aussi empêcher la connivence de la Cour, & les faveurs qu'ils en reçoivent.

Qu'il plaise à S. M. d'établir une Commission toujours subsistante, de quelques personnes choisies en Parlement, pour avoir l'œil sur l'accroissement des Papistes, sur leurs conseils, sur leurs actions, & qui ait le pouvoir de faire exécuter les Loix, & de prévenir les desseins malicieux contre la paix & la sûreté du Royaume.

Qu'on cherche quelque bon moyen pour découvrir la fausse conformité à notre Eglise, qui à servi de prétexte pour admettre des gens mal-intentionnés à des Charges très-considérables & d'une grande confiance, en divers endroits du Royaume.

Que pour la conservation des Loix du Royaume, toutes les exactions illégitimes soient punies dans les Sessions ou Assizes.

Que les Juges du Royaume prennent soin de donner cet ordre aux Jurez, & qu'on fasse

fasse prêter serment aux Sherifs, qu'ils tiendront la main à l'exécution de la Requête de Droit, & des autres Loix.

CHARLES
I.
1641.

Que le Roi soit très-humblement supplié par les deux Chambres d'employer dans les Ambassades, & dans l'administration de ses affaires, soit dans le Royaume, soit au dehors, des Ambassadeurs & des Conseillers, auxquels le Parlement puisse prendre confiance. Sans cela, il nous sera impossible d'accorder au Roi l'argent dont il a besoin pour soutenir son état, & pour donner aux Protestans étrangers, les secours qu'ils demanderont.

Il peut arriver quelquefois, que les Communes ont de justes raisons de souhaiter que certaines gens ne soient point admis dans les Conseils du Roi, sans que pour cela, elles aient lieu de les accuser de quelques crimes particuliers. Car il y a des sujets de défiance, qui ne sont pas susceptibles des preuves conformes aux Loix.

Il y a encore certaines choses, qui, bien qu'elles puissent être prouvées, ne sont pas des crimes selon les Loix. On peut mettre dans ce rang, d'être connu pour Fauteur & Partisan des Papistes, d'avoir défendu avec passion des gens accusés par les Communes, d'avoir mal parlé des Parlemens en général, ou de quelqu'une des deux Chambres, ou de leurs procédez Parlementaires (35).

REMARQUE (35). Il y a quelque apparence que les Communes vouloient indiquer le Lord Digby fils du Comte de Bristol.

Tout de même, ceux qui sont Agens des Princes étrangers, sont justement suspects, & on a raison de souhaiter, qu'ils soient exclus du Conseil, & de tout autre Poste de confiance ou d'Emploi public. A l'égard de ceux-ci, nous avons un juste sujet de supplier S. M. de ne mettre pas ses affaires en de telles mains, quoique nous ne soyons pas disposés à procéder contre eux, par voye d'accusation.

Que les Conseillers d'Etat prêtent serment qu'ils observeront les Loix concernant les Libertez des Sujets, qu'ils ne recevront ni récompense ni pension d'aucun Prince étranger, ou que, si on leur en offre, ils le découvriront dans un tems convenable, aux autres Seigneurs du Conseil. Quand même ils viendroient à se parjurer, il en naîtra toujours ce bien, qu'ils seront connus pour parjures par ceux qui les employeront, & qu'ils perdront leur réputation & leur crédit avec eux, aussi bien qu'avec nous.

Enfin, que S. M. ait lieu d'aimer les bons Conseillers & les gens de bien, & qu'on lui représente d'une manière humble & soumise, quel avantage ce sera pour lui, que son Royaume soit en état de soutenir son bonheur & sa Dignité, de voir son Peuple uni dans le devoir auquel il est tenu envers lui, & dans les efforts pour procurer le bien public, de voir fleurir son Royaume dans le bonheur, la paix, l'abondance, la sûreté, & que les mêmes biens sont procurez à ses Alliez, par l'influence de son pouvoir & de son Gouvernement.

Il est aisé de comprendre, après avoir lû cette Remontrance ou Déclaration, que c'étoit un véritable Manifeste contre le Roi, sous le nom des Conseillers & Ministres, & d'un parti mal-intentionné. C'est pourquoi, avant que d'aller plus loin, il est de l'équité de faire voir au Lecteur ce que le Roi répondit à la Requête des Communes présentée avec la Remontrance, & ensuite, à la Remontrance même.

REPONSE DU ROI

A LA REQUÊTE.

Rushworth,
Vol. IV. p.
452.
Nelson, T. II.
p. 744.

NOUS avons reçu de votre part, peu de tems après notre retour d'Ecosse, une longue Requête, contenant diverses choses d'une très-grande importance, que vous désirez de nous, & à laquelle étoit jointe une Remontrance d'une nature fort extraordinaire. Nous avons pris quelque tems, comme il étoit bien raisonnable dans une affaire d'une si grande conséquence, pour examiner cette Remontrance ou Déclaration, ne doutant point que votre propre raison, les égards que vous deviez avoir pour nous, & ce que nous vous avions fait dire sur ce sujet, par notre Controlleur, ne vous empêchât de la publier, avant que d'avoir reçu la Réponse que nous avions dessein d'y faire. Mais voyant au contraire, contre notre attente, que la Déclaration est déjà imprimée par ordre de votre Chambre, nous ne pouvons nous empêcher de vous faire connoître combien nous sommes sensible à ce manque de respect. Cependant aucune faute de votre part ne sera capable de nous empêcher de satisfaire les desirs de notre Peuple, d'une manière Parlementaire. C'est pourquoi, nous vous envoyons la Réponse à votre Requête, nous réservant, au sujet de la Déclaration, laquelle nous estimons contraire à l'ordre observé dans les Parlemens, à prendre les résolutions que nous jugerons convenables à la prudence & à notre honneur.

Nous disons donc sur la Requête, qu'elle contient dans le Préambule, des choses que non seulement nous ne pouvons admettre, mais que même nous n'entendons pas. Vous y dites, qu'il y a un Parti méchant & mal-intentionné qui prévaut dans le Gouvernement : que quelques-uns de ce Parti ont été admis dans notre Conseil Privé & pourvus d'Emplois de confiance auprès de nous & de nos enfans : qu'on a fait des efforts pour répandre parmi le Peuple, des accusations fausses & scandaleuses, pour diffamer la conduite du Parlement. Tout cela nous est inconnu, & si nous en avions connoissance, nous serions aussi prompts à y remédier, que vous l'êtes à vous en plaindre. Ainsi, votre Requête est fondée sur des Prémisses que nous ne pouvons admettre en aucune manière, & néanmoins, nous voulons bien vous répondre (1).

REMARQUE (1). Cette Réponse du Roi si générale n'étoit pas capable de combattre les faits particuliers, par lesquels les Communes prétendoient prouver dans la Remontrance, que depuis plusieurs années, la Cour, ou le Parti mal-intentionné, avoit voulu établir un Gouvernement arbitraire.

Premièrement, sur l'Article de la Religion, qui est divisé en plusieurs branches, Nous disons, que, pour la conservation de la paix & de la sûreté du Royaume contre le Parti Papiste, nous avons toujours concouru, & voulons bien encore concourir avec notre Peuple, dans tous ses justes desirs, d'une manière Parlementaire (2).

REMARQUE (2). Il est vrai que le Roi n'avoit jamais rejeté les Requetes que le Parlement lui avoit présentées sur ce sujet, & qu'il avoit toujours tout accordé. Mais il n'est pas moins vrai, que ses promesses à cet égard n'avoient jamais été exécutées. Aussi, le Parlement ne se plaignoit-il point du manque de concurrence, mais du manque d'exécution. Ainsi la réponse du Roi par rapport à sa concurrence, ne signifie proprement rien.

Pour

Pour ce qui regarde le dessein de priver les Evêques du Droit de prendre Séance dans le Parlement, Nous souhaitons que vous considériez, que leur droit est appuyé sur la Loi Fondamentale du Royaume, & sur la Constitution du Parlement. C'est à quoi nous désirons que vous fassiez attention. Mais puisqu'en cela, vous demandez notre concurrence en Parlement, nous n'insisterons pas davantage sur ce sujet.

CHARLES
I.
1641.

Quant au pouvoir exorbitant du Clergé, nous concevons que l'abolition de la Haute Commission l'a modéré en grande partie. Si néanmoins, il reste encore quelques usurpations, ou quelques excès dans la Jurisdiction, comme en cela nous ne l'avons jamais protégé, nous n'avons pas dessein de le protéger à l'avenir (3).

REMARQUE (3). Il auroit été fort difficile de convenir avec le Roi de ce qu'il falloit regarder comme des usurpations, ou comme des excès de la Jurisdiction du Clergé. Ainsi, le Roi ne s'engageoit proprement à rien, par cette promesse générale.

À l'Article qui regarde ce que vous appelez corruptions dans la Religion, dans le Gouvernement de l'Eglise, dans la Discipline, & au dessein de supprimer les Cérémonies non nécessaires qui font de la peine aux consciences foibles, Nous répondons, que nous serons toujours prêts à concourir à la suppression des Innovations contraires aux Loix, qui peuvent s'être glissées dans l'Eglise. Que si notre Parlement est d'avis d'assembler un Synode National pour examiner les Cérémonies qui peuvent donner un juste sujet de scrupule, nous prendrons cette proposition en considération & nous nous appliquerons à lui donner une satisfaction convenable (4).

REMARQUE (4). Autre Réponse générale qui ne signifie rien.

Mais Nous sommes bien fâchez d'entendre parler en termes si généraux, des prétendues corruptions de la Religion, étant persuadé qu'il n'y a point d'Eglise sur la Terre, qui professe la véritable Religion avec une plus grande pureté de doctrine, que l'Eglise d'Angleterre, ni qui ait un meilleur Gouvernement, ou une plus belle Discipline, ni qui soit plus exempte de superstition, que cette même Eglise, selon qu'elle est établie par les Loix. Nous avons donc pris la résolution de la soutenir avec constance pendant toute notre vie, dans sa pureté & dans sa gloire, non seulement contre les invasions du Papisme, mais encore contre l'irrévérence d'un grand nombre de Schismatiques & Sectaires dont ce Royaume & cette Ville de Londres abondent, au grand préjudice, deshonneur & danger de l'Eglise & de l'Etat, & pour la suppression desquels nous requérons votre réelle & prompt assistance.

Quant à l'exclusion de nos Conseillers Privés, qui fait le second Chef de votre Requête, Nous répondons, que nous n'en connoissons aucun à qui le caractère que vous leur donnez puisse convenir. Que par ceux que nous avons déjà livrés à l'examen, nous avons donné un suffisant témoignage, qu'il n'y a point d'homme, pour cher qu'il nous soit, que nous n'abandonnions à la Justice, & à la rigueur des Loix, si vous pouvez donner des preuves suffisantes contre lui. C'est ce dont nous vous assurons encore une fois. Cependant, nous vous prions de vous abstenir de ces accusations générales qui réfléchissent sur tout notre Conseil, sans que vous nommiez personne en particulier.

Nous ajoutons, que, pour ce qui regarde le choix de nos Conseillers, & Ministres d'Etat, ce seroit nous priver de la liberté qui est commune à tous les hommes.

CHARLES
I.
1641.

Comme c'est un Droit indubitable de notre Couronne , de pouvoir appeller dans notre Conseil Secret , ou dans les emplois publics , ou employer à notre service particulier , ceux que nous jugeons à propos , aussi avons-nous toujours été , & serons encore très-soigneux de ne choisir pour des Emplois de Confiance , aucun homme qui n'ait donné de bons témoignages de son habileté , & de son intégrité , & qui puisse causer un juste sujet de soupçon ou de défiance. Nous vous assurons , que les personnes qui nous sont les plus chères , concourent avec Nous dans des choix de cette nature (5).

REMARQUE (5). Il veut parler de la Reine.

Pour ce qui regarde votre troisième Demande , contenue dans votre Requête , Nous comprenons , que le désir que vous avez , que nous n'alienions point les Terres qui seront confisquées en Irlande , procède d'un grand soin , & d'une grande affection. Nous concevons aussi , qu'il pourroit être très-à-propos , que nous prissions cette résolution. Mais nous doutons beaucoup , qu'il soit à-propos , de déclarer des résolutions de cette nature , avant que d'avoir vu les événemens de la Guerre. Nous ne pouvons que vous remercier de ce soin , & de l'engagement où vous voulez bien entrer , de supprimer la rébellion d'Irlande , de l'exécution duquel dépend si fort , la gloire de Dieu dans la profession de la Religion Protestante , la sûreté des Sujets , de la Grande Bretagne , qui sont en Irlande , notre honneur , & celui de la Nation. Cette affaire étant si fort impliquée dans les intérêts de ce Royaume , nous ne pouvons nous empêcher d'exciter votre zèle sur ce sujet , & de vous solliciter à diriger vos résolutions , pour finir cet Ouvrage d'une manière qui réponde à son importance , & aux maux que le retardement peut produire , & dont vous êtes suffisamment avertis par l'insolence & par l'accroissement des Rébelles.

Pour conclusion , la promesse que vous nous faites , de travailler à nous mettre dans un état heureux & abondant au dedans , puissant & renommé au dehors , est ce que nous nous sommes promis , tant de votre fidélité & affection , que de ce que nous sommes disposé à faire encore , pour le soulagement & pour le bonheur de notre Peuple.

La Réponse à la Remontrance se fit un peu plus long tems attendre , car autant que je le puis conjecturer , elle ne fut envoyée aux Communes que vers le mois de Janvier 1641. Je ne laisserai pourtant pas de la donner en cet endroit , tant pour ne pas séparer cette matière , qu'afin qu'on puisse lire la réponse , avant que d'avoir perdu les idées de la Remontrance.

DECLARATION DU ROI, Pour servir de Réponse à la REMONTRANCE de l'Etat du Royaume.

Réponse à
la Remon-
trance.
Rushworth,
Vol. IV.
Nelson, T. II.
p. 746.

NOUS ne croyons pas que , par la Remontrance de l'état du Royaume , notre Chambre des Communes ait eu intention de nous réduire à la nécessité de faire l'Apologie de nos Actions passées ou présentes. Cependant , puis qu'après avoir observé les maux du Royaume , elle a jugé qu'il étoit absolument nécessaire de publier cette Remontrance , pour la satisfaction de nos Sujets , Nous avons cru aussi qu'il étoit de notre devoir , vu le poste où il a plu à Dieu de nous placer , de contribuer aussi

aussi à ce bon Ouvrage. Nous ne jugeons pas qu'il soit audeffous de la Dignité Royale, d'entrer dans tous les détails capables d'affermir l'affection du moindre de nos Sujets, & nous avons une telle certitude de la sincérité de nos intentions, & de nos efforts pour procurer la Paix & la Félicité de notre Peuple, que nous souhaiterions de tout notre cœur, que nos plus secretes pensées fussent connues de tout le monde, & soumises à un rigoureux examen. Avec tout cela, nous avoions que, dans cette conjoncture où le malheur de ce Royaume est si généralement connu des Etrangers, nous ne pouvons voir qu'avec chagrin, qu'il soit nécessaire de publier tant de particularitez, dont nous souhaitons qu'il ne naisse point des inconveniens auxquels on n'a pas pensé.

Nous ne nous arrêterons point sur cette partie de la Déclaration, où sont décrits, en termes si pathétiques, les malheurs de ce Royaume, depuis notre avènement à la Couronne, jusqu'à l'ouverture de ce Parlement (1).

REMARQUE (1) Le Roi ne pouvoit guères avoüer plus ingénument, ce qui est rapporté dans la Remontrance sur les quinze premières années de son Regne, qu'en le laissant absolument sans réponse.

Il ne sera pas non plus nécessaire d'insister beaucoup sur cette autre partie où l'on reconnoît les Actes de grace & de faveur, que nous avons passés dans ce Parlement, pour la sûreté de notre Peuple. Nous dirons seulement en peu de mots, que comme nous n'avons jamais refusé aucun des Bills, qui nous ont été présentés, par notre Parlement, pour la réparation des Grieffs mentionnez dans la Remontrance, nous n'avons eu d'autre motif pour passer ces Bills, que la résolution que nous avions prise, & qui étoit fondée sur ce que nous avions observé de l'état du Royaume, de délivrer nos Sujets pour l'avenir des oppressions auxquelles ils étoient exposez, quand même ces Loix n'auroient pas été proposées (2).

REMARQUE (2). C'est encore un aveu qu'on n'avoit pas eu tort de se plaindre des Grieffs. Le Roi dit, que son intention étoit de les réparer, & on ne pouvoit pas le convaincre du contraire. Mais avec tout cela, il n'en persuadoit que peu de personnes.

C'est pourquoi nous maintiendrons ces mêmes Loix, avec le même soin que nous espérons qu'on en aura pour conserver aussi nos droits. Nous ne doutons point que nos fidèles Sujets ne regardent avec tant de satisfaction & de reconnoissance, les remèdes qui ont été appliquez à leurs maux, que même la mémoire de ce que divers accidens, & la nécessité des conjonctures leur ont fait souffrir ne leur sera pas désagréable. Peut-être que la considération des Bénédictiones de Dieu sur cette Nation, quand même ils ne voudroient pas avoüer qu'ils nous ont quelque obligation, leur fera confesser que même dans les seize dernières années, ils ont jouï d'un Bonheur, d'une Paix, d'une Abondance, dont non seulement leurs Voisins, mais leurs Ancêtres même n'ont jamais jouï, dans les tems qu'on regarde comme les plus heureux.

Nous supposons que les craintes & les soupçons, qui peuvent faire quelque impression sur notre Peuple, sont de deux sortes, sçavoir, par rapport à leur Religion, & par rapport à leur Liberté, & à leurs intérêts temporels. Pour ce qui regarde leur Religion, ils peuvent craindre, que celle qui est établie dans ce Royaume, ne soit attaquée par le Parti Romain. En second lieu, ils peuvent former quelque plainte, par rapport à certaines Cérémonies, dont quelques consciences ten-

CHARLES
I.
1641.

dres sont, ou prétendent être scandalisées : car nous ne parlerons point de ce qui s'est pratiqué sans autorité, & qui est déjà, ou peut aisément être aboli.

Sil'on a quelque soupçon que nous ayons du penchant pour le Papisme, ou que nous le favorisions, nous voulons bien déclarer à toute la terre, que comme dès notre enfance nous avons été élevés dans la Religion établie en ce Royaume, il est connu de tout le monde, que, sans nous contenter des principes que nous avons reçus par notre éducation, nous avons employé beaucoup de tems, & pris beaucoup de peine à examiner les fondemens de notre Religion, par rapport aux points en quoi elle diffère de la Religion Romaine. Nous sommes si convaincus en notre conscience, qu'elle est autant conforme à la Parole de Dieu, qu'aucune qu'il y en ait dans le monde, que nous croyons pouvoir non seulement la soutenir par des raisons invincibles, mais nous sommes encore prêts à la sceller par notre propre sang, si nous y sommes appelés. C'est pourquoi, rien ne peut nous être plus agréable, que les propositions qui pourront contribuer à son avancement dans ce Royaume, & à sa propagation au dehors; puisque c'est le seul moyen d'attirer la bénédiction de Dieu sur nous & sur cette Nation. Nous regardons comme un grand malheur, que nous n'ayons pu en persuader notre Peuple, par notre pratique constante, & sans aucune ostentation, de tous les devoirs de la Religion, capables d'en rendre témoignage (3).

REMARQUE (3). La Remontrance n'accusoit point le Roi d'être Catholique dans le cœur, mais d'avoir favorisé les Catholiques, en ne faisant point exécuter les Loix contre eux. Il se défend ici d'avoir aucun penchant pour la Religion Romaine, & laisse tirer la conséquence, que, puisqu'il est persuadé de la vérité de la Religion Protestante, il n'est pas possible qu'il favorise la Romaine. Mais sa conduite avoit fait voir, que cette conséquence n'étoit pas absolument nécessaire, puisqu'il étoit de notoriété publique qu'il avoit favorisé les Catholiques, depuis le commencement de son Règne, soit par complaisance pour la Reine, ou dans des vûes de politique.

Pour ce qui regarde les points sur lesquels il y a quelques différends parmi nous, pour des choses indifférentes, nous voulons bien, par condescendance pour quelques-uns de nos Sujets, recevoir les avis de notre Parlement, & consentir qu'on fasse une Loi, pour exempter de punition & de toute poursuite les consciences tendres, par rapport aux cérémonies que la plupart des gens croient indifférentes, ou qui sont absolument illicites. Mais c'est à condition que cela se fasse avec modestie, avec modération, avec soumission, que la paix & la tranquillité du Royaume n'en soient point troublées, que la décence du Service divin n'en soit pas négligée, que les actions pieuses & dévotes de ceux qui ont les premiers travaillé à la Réformation, ne soient pas diffamées. (4).

REMARQUE (4). Le Roi n'avoit pas tort de vouloir soutenir le culte établi par les Loix, & de regarder comme une condescendance tout ce qui seroit accordé aux consciences tendres. Mais au fond, cette condescendance se réduisoit à très-peu de chose, si l'on considère toutes les restrictions contenues dans cet Article.

Nous ne pouvons, sans nous reprocher à nous-même & à nos Ministres l'inexécution de nos Loix, regarder la licence effrénée que se donnent certaines gens, de faire imprimer des Libelles & des Sermons si pleins de malice contre le Gouvernement & contre les Loix avec des expressions si séditieuses, que nous ne pouvons
qu'être

qu'être extraordinairement surpris, qu'il se trouve des gens qui veulent bien les lire ou les entendre. C'est pourquoi, nous avons eu un juste sujet de commander, comme nous le commandons encore aux Juges, à tous les Officiers de Justice, à notre Solliciteur Général, de procéder en toute diligence, contre ceux qui de vive voix, ou par écrit ont si manifestement violé les Loix, troublé la tranquillité de l'Etat, & autant qu'il a été en leur pouvoir, s'appé les fondemens sur lesquels elle est appuyée. Nous ne doutons point que nos fidèles Sujets ne regardent la conduite inquiète & violente de ces gens-là comme un mal qui produira enfin le désordre & la confusion, & qui, si on n'y remédie pas promptement, sera non seulement un obstacle à l'accommodement que nous proposons, mais qui répandra même un très-grand scandale sur la Religion qui est professée dans ce Royaume.

Nous n'avons pas besoin de dire beaucoup de choses sur la liberté & les intérêts temporels de notre Peuple, après avoir donné des témoignages si évidens de notre soin paternel pour lui, en consentant aux excellentes Loix qui se sont faites dans ce Parlement. Nous regardons ces Loix, & nous pouvons dire avec vérité, que c'est avec beaucoup de contentement, comme une satisfaction si ample, que les personnes modérées n'en sçauroient souhaiter de plus grande.

Nous connoissons parfaitement les droits que nous avons abandonnez, en consentant aux Bills des Parlemens triennaux, & de la continuation de ce Parlement, & à la Préface du Bill pour le Tonnage & Poudage. Comme la matiere de ce dernier a causé beaucoup de broüilleries dans les précédens Parlemens, nous avons bien voulu en lever tous les obstacles, de peur que notre intérêt particulier ne vint à rompre la bonne correspondance qu'il doit y avoir entre Nous & notre Parlement. Ainsi nous nous sommes contentez de l'assurance que nous avons eüe, & que nous avons encore, que notre Peuple nous en dedommageroit par une juste proportion de confiance, d'affection, & d'obéissance. Par le consentement que nous avons donné aux Bills pour abolir les Cours de la Haute Commission & de la Chambre Etoilée, nous avons cru donner une satisfaction si réelle, qu'elle seroit capable de dissiper tous les soupçons & toutes les craintes qu'on pourroit avoir d'un pouvoir arbitraire dans l'Eglise ou dans l'Etat, principalement, après qu'on a vü que tous les sujets de doute étoient ôtez par l'assurance que donnent les Parlemens triennaux.

Nous souhaiterions que toutes ces choses & quelques autres qui ne sont pas peu considérables, trouvassent leur juste estimation dans les cœurs de nos Sujets, sans que nous fussions obligez d'en parler. Cependant, comme nous avons embrassé ces occasions qui se sont présentées, pour les rendre heureux, nous espérons que, par une juste retribution, ils auront la même ardeur pour la conservation de nos droits & de notre honneur, d'où dépendent leur sûreté & leur propre subsistance. De notre côté, nous déclarons, qu'on ne nous proposera jamais rien qui tende à les mettre en sûreté, à quoi nous ne concourions avec joye, & de tout notre pouvoir.

Si ces résolutions sont des effets de nos Conseils, & nous prenons Dieu à témoin qu'elles le sont & que nos Sujets endoivent avec toute assurance attendre les avantages, certainement, on ne peut pas nous imputer d'avoir de mauvais desseins contre le public. On n'a pas plus de sujet de concevoir des soupçons contre ceux à qui nous avons conféré des Charges & des Emplois de confiance, pendant la tenue de ce Parlement. Nous avoüons, que, parmi nos afflictions, nous ne regardons pas comme la moindre, qu'on ait conçu des soupçons contre nos Ministres & Officiers, quai-

CHARLES
I.
1641.

que depuis ce Parlement, nous n'ayons retenu à notre service, ni protégé aucun de ceux contre qui le Parlement a porté des plaintes, & que nous n'ayons donné des marques de notre faveur, qu'à des gens très-estimez du Peuple, & d'une droiture & fidélité connues de tout le monde. Cela nous paroît d'autant plus étrange, que, c'est dans un tems où nous ne perdons aucune occasion de déclarer, que nous ne voulons avoir à notre service, que les plus honnêtes gens qui nous servent honnêtement. Cependant, s'il est vrai, que nous nous soyons abusé dans les choix que nous avons faits, nous ne serons pas plutôt informez de leurs fautes, soit par nos propres observations, soit par des témoignages certains, que nous les abandonnerons à la Justice, avec toutes les marques possibles de notre mécontentement contre eux.

Si malgré tout cela, des gens mal-intentionnez veulent sacrifier la paix & le bonheur de leur patrie à leur ambition, s'ils s'efforcent de noircir notre réputation, & de diminuer notre crédit parmi le Peuple, aussi-bien que notre pouvoir & notre autorité: S'ils entreprennent de rompre les liens du Gouvernement, en faisant mépriser les Loix, afin de mettre tout en trouble & en confusion, nous ne doutons point que, quand il sera nécessaire, Dieu ne nous les fasse connoître, & que notre Parlement, selon sa sagesse, ne se joigne à Nous, pour leur en faire porter la peine.

Après avoir ainsi fait connoître nos intentions, de la manière la plus claire qu'il nous a été possible, nous avons une ferme persuasion que tous nos bons Sujets reconnoîtront, que nous avons rempli notre devoir, tant dans nos actions passées, que dans notre résolution de leur accorder tout ce qu'ils pourront justement demander de nous: que leur repos & leur prospérité dépendent d'eux-mêmes, & qu'il est en leur pouvoir de les assurer, en rendant une prompte obéissance aux Loix, qui sont leur propre héritage, & la seule sûreté qu'ils peuvent avoir pour leurs vies, leurs biens & leurs libertez. Ils ne peuvent en négliger l'observation sous quelque prétexte que ce puisse être, sans s'attirer beaucoup de calamitez, & peut-être un désordre & une confusion irréparable.

Nous ne doutons point que ce ne soit ici une Déclaration la plus agréable qu'un Roi puisse faire à ses Sujets. C'est que nous sommes résolus, non seulement à observer nous-mêmes les Loix religieusement, mais encore à les défendre contre toutes sortes d'oppositions au péril même de notre vie (5).

REMARQUE (5). Malheureusement pour le Roi, ces sortes de promesses générales auxquelles il pouvoit donner le sens qu'il trouvoit à propos, ne produisoient pas sur les Communes l'effet qu'il en attendoit, ou plutôt elles en produisoient un contraire, & augmentoient leur défiance. On en sera convaincu, quand on verra ce qui s'étoit passé, vraisemblablement, avant que cette Déclaration fût publiée.

Nous espérons que nos Sujets, selon leur fidélité & leur affection, voudront bien concourir à entretenir une bonne intelligence entre nous. C'est à quoi ils sont obligez, principalement, dans un tems où notre intérêt commun, & la pitié que nous devons avoir du triste état de l'Irlande, nous invite à une étroite union, afin que d'une même affection, nous travaillions à délivrer ce malheureux Royaume, où la barbarie des Rebelles met en pratique des inhumanitez qu'on ne peut entendre sans horreur, & dont on ne trouve point d'exemple dans aucune Histoire.

Non seulement, nous regardons cette rebellion, comme la plus grande affliction qu'il ait plu à Dieu de nous envoyer, mais notre douleur s'accroît encore, quand nous considérons, que les troubles d'Angleterre empêchent qu'on n'y puisse apporter les

les remèdes convenables, quoique de notre côté, nous ayons fait tout ce qui est en notre pouvoir. A la première nouvelle de cette rebellion, nous trouvant alors en Ecosse, nous en informâmes le Parlement de ce Pais-là, & nous lui demandâmes son assistance. En même tems, nous recommandâmes cette affaire au Parlement d'Angleterre, & depuis notre retour, nous avons approuvé toutes les propositions qu'on nous a faites sur ce sujet. En dernier lieu, par un Message à la Chambre des Pairs, qui a été communiqué à la Chambre des Communes, nous avons offert de lever dix mille hommes pour ce service; si la Chambre des Communes vouloit s'engager à les payer (6).

CHARLES
I.
1641.

REMARQUE (6). Il paroît par cet endroit, que cette Réponse ne fut publiée qu'après l'offre que le Roi fit de lever dix mille hommes pour l'Irlande, c'est-à-dire, au mois de Janvier 1641.

Nous nous trouvons obligé de publier toutes ces particularitez, parce que nous apprenons que des gens malicieux ont répandu le bruit, que c'étoit par notre faute que l'Irlande n'avoit pas été plus promptement secourue. Mais nous protestons au contraire, que nous regardons comme un crime énorme envers Dieu, & inexcusable envers nos Sujets, si nous négligions de faire nos plus grands efforts pour protéger & assister nos Sujets Protestans d'Irlande.

Nous conjurons tous nos bons Sujets, de quelque qualité qu'ils soient, par tous les liens du devoir & de l'obéissance, de se joindre à nous pour procurer la paix de ce Royaume-là, & de celui-ci: d'éloigner de leurs pensées, tous les soupçons & toutes les craintes capables d'interrompre le cours de leur affection pour nous, & de diminuer la charité reciproque. Par ce moyen, à moins que Dieu n'ait déjà donné un Jugement irrévocable contre cette Nation, à cause de nos pechez, il nous sera encore devenir un Roi grand & glorieux, sur un Peuple heureux & libre.

La simple lecture de cette Déclaration fait assez comprendre, que le Roi n'avoit pas intention de répondre en détail à la Remontrance de l'état du Royaume, qui contenoit tant de divers Articles à quoi la Déclaration ou Réponse du Roi ne touche point. Peut-être même n'auroit-il jamais répondu, si ses ennemis n'eussent pas triomphé de son silence. Il crut donc, qu'il étoit à propos de publier cette Déclaration, plutôt pour pouvoir dire qu'il avoit répondu à la Remontrance, que pour y répondre effectivement, & même il ne la publia que long-tems après avoir reçu la Remontrance. Cependant, la démarche que les Communes avoient fait, en publiant cette Pièce, malgré lui, fit une profonde impression sur son esprit, & lui fit comprendre qu'elles avoient quelque grand dessein, puisqu'elles avoient si peu de ménagemens pour lui.

Il n'étoit pas fort étrange que le Roi se sentît offensé d'une Remontrance de cette nature, qui n'étoit proprement qu'un tissu de reproches sur sa conduite précédente, & contre son Gouvernement, d'une Remontrance qui ne s'adressoit pas à lui, mais au public, dont les auteurs n'avoient pour but que d'irriter le Peuple contre lui, & qui avoit été faite dans un tems où elle sembloit être le moins nécessaire. Aussi est-ce proprement à ce tems-là, qu'on doit assigner le commencement de la rupture entre le Roi & le Parlement, quoique des deux côtez, on gardât encore quelques mesures.

Effet de la
Remon-
trance.

Le lendemain 2. de Decembre, le Roi s'étant rendu au Parlement, l'Orateur des Communes lui présenta un Acte pour ordonner le paiement du Ton-

Acte sur le
Tonnage &
Pendage.

1646

CHARLES
I.
1641.

nage & Pondage, pour quelque mois seulement, dans laquelle le Roi reconnoissoit expressément, qu'il avoit jusqu'alors levé ce droit sans en avoir aucun pouvoir légitime. Il fit sur ce sujet, un beau Discours rempli des louanges du Roi, sur sa bonté & sur son affection pour son Peuple. Après cela, le Roi prit la parole, & fit le Discours suivant aux deux Chambres.

MY LORDS ET MESSIEURS,

Discours du
Roi aux
deux Cham-
bres.
Rushworth
Vol. IV. p.
456.
Nelson, T. II.
p. 708.

Je croi qu'il est à propos, après une si longue absence, & dans cette occasion qui se présente, de vous parler en peu de mots, sans dessein néanmoins, de répondre à l'éloquent Discours de M. l'Orateur des Communes.

Quoique j'aye demeuré en Ecosse, plus long-tems que je ne l'avois cru, je vous ai pourtant tenu ma parole en ce que j'ai hâté mon retour autant qu'il m'a été possible, & autant que les affaires d'Ecosse me l'ont pu permettre. Le succès en a été tel, que je puis vous assurer avec vérité, que j'ai laissé les Ecossois en paix & très-satisfaits. Ainsi, quoique je me sois trompé dans le tems, je n'ai point été abusé dans la fin que je m'étois proposée.

Mais si j'ai un peu trompé votre attente par rapport au tems de mon retour, la mienne a été encore plus trompée, par rapport à l'état où je croyois trouver les affaires ici à mon arrivée. Car puis qu'avant mon départ, j'avois établi les Libertez de mes Sujets, & donné un libre cours aux Loix, je m'étois attendu à voir que mon Peuple recueilleroit le fruit de ces avantages, en vivant paisiblement, & avec contentement d'esprit. Mais au lieu de cela, je l'ai trouvé agité par des craintes, des soupçons, des alarmes, de certains prétendus desseins & complots, & j'ai vu qu'en conséquence, on avoit établi une garde pour la sûreté du Parlement. Je ne dis pas ceci pour faire entendre que je croi l'affection de mes Sujets diminuée par mon absence : car je ne puis me souvenir qu'avec beaucoup de satisfaction, de l'agréable réception qui m'a été faite dans Londres ; mais plutôt pour vous faire entendre, que j'espère que ma présence dissipera aisément ces craintes & ces soupçons. Car j'apporte avec moi, une aussi parfaite & sincère intention pour mes Sujets, qu'aucun Prince en ait jamais eu, & que des Sujets puissent jamais souhaiter. Je suis si éloigné de me repentir d'avoir donné mon consentement aux Actes qui se sont faits dans cette Session, que je le donnerois encore, si la chose étoit à faire, & que je suis prêt à accorder encore tout ce qui pourra m'être justement demandé pour maintenir vos libertez, & la Religion qui est établie dans ce Royaume. Je n'ai qu'une chose à vous recommander, c'est l'Irlande. Car quoique je ne doute nullement de vos soins, il me semble pourtant, que les préparatifs ne vont que bien lentement. J'ai d'autant plus occasion de vous parler présentement de cette affaire, qu'il y a ici deux Seigneurs Ecossois envoyez par mon Conseil d'Ecosse, à qui le Parlement a commis par un Acte la direction des affaires, pour répondre à la Requête que vous m'avez fait présenter, & qui m'ayant rencontré à Barwick, a été envoyée au Conseil d'Ecosse. Je souhaite donc, que vous nommiez des Commissaires pour traiter & conclurre cette affaire avec ces deux Seigneurs. Je finis en vous assurant, que je cherche le bonheur de mon Peuple. Car je regarde son état florissant comme ma plus grande gloire, & leur affection, comme ma plus grande force.

Ce n'étoit pas sans beaucoup de raison que le Roi prenoit le parti de témoigner un grand zèle pour le bien public, puisque la Remontrance des Com-

Communes lui faisoit voir manifestement qu'on cherchoit à lui faire perdre l'affection du Peuple. Il étoit donc nécessaire qu'il contremînât les desseins de ses ennemis, par des assurances réitérées de la grande affection qu'il avoit pour son Peuple, & en faisant entendre qu'il avoit entièrement changé de principes & de maximes. Mais il avoit en cela un grand désavantage, en ce que pour une chose à venir, il ne pouvoit donner d'autre assurance que sa parole à laquelle ses ennemis prétendoient faire voir qu'on ne pouvoit pas se fier. Ils insistoient principalement, sur ce qu'encore que le Roi eût donné un consentement solennel à la Requête de droit, il n'avoit pourtant pas exécuté ce qu'il avoit promis. La conséquence qu'ils tiroient de cette inobservation, étoit d'autant plus forte, que le Roi n'y pouvoit opposer que de simples promesses qui n'avoient pas plus de force que celles qu'il avoit faites par rapport à cette Requête.

Comme le Roi avoit exhorté le Parlement à penser sérieusement au secours de l'Irlande, les deux Chambres ne tarderent pas à établir un *Committé* pour traiter avec les Envoyez d'Ecosse touchant ce secours. Les Communes en particulier, souhaitoient passionnément qu'on traitât avec l'Ecosse. Dans la pensée où elles étoient, que le Roi vouloit les engager à envoyer une Armée en Irlande, afin d'être plus à son aise en Angleterre, elles ne pouvoient trouver de meilleur moyen pour rompre ses mesures, que d'employer des troupes Ecossoises au secours de ce Royaume. Comme elles avoient déjà pris la résolution, quoique secrètement, de dépouiller le Roi d'une grande partie de son pouvoir, il leur étoit aisé de prévoir, qu'une rupture suivroit infailliblement, & qu'alors, elles auroient besoin de ces troupes que le Roi vouloit les engager à envoyer en Irlande.

Depuis la Remontrance tout tendoit manifestement à une rupture entre le Roi & la Chambre des Communes, & celle-ci ne perdoit aucune occasion de jeter des soupçons dans l'esprit du Peuple contre le Roi. Ce fut dans cette vue, que *Daniel O Neal*, qui avoit été de la Conspiration pour séduire l'armée, fut déclaré coupable d'avoir tenté une seconde fois dans le mois de Juillet dernier de persuader aux troupes de se déclarer pour le Roi contre le Parlement. Cela tendoit à faire comprendre que le Roi n'avoit pas abandonné son projet, de se servir de la force pour subjuguer le Parlement.

D'un autre côté, les Rebelles d'Irlande ayant fait présenter aux Lords Justices de ce Royaume, un Mémoire contenant leurs Griefs, dans lequel ils demandoient la liberté de conscience, & que les Loix pénales fussent révoquées, la Chambre des Communes fit grand bruit sur cette demande. Elles sçavoient que les Lords Justices avoient envoyé deux Seigneurs au Roi pour lui faire des propositions touchant la Paix en Irlande. Ainsi, craignant, ou feignant de craindre, que le Roi n'accordât la liberté de conscience aux Catholiques d'Irlande, elles demandèrent aux Seigneurs une Conférence sur ce sujet. Après cela, les deux Chambres déclarèrent solennellement, qu'elles ne consentiroient jamais, que la Religion Romaine fût tolérée en Irlande. Il est aisé de voir, combien cela tendoit à rendre le Roi suspect à son Peuple.

Si l'on suppose ce que j'ai déjà insinué que le but des Communes, ou du moins, de la plus grande partie de cette Chambre, étoit de mettre le Roi hors d'état de gouverner à l'avenir, comme il avoit gouverné avant ce Parlement,

CHARLES
I.
1641.

Committé
pour négocier le secours Ecossois.

Grandes apparences d'une rupture.
Vote contre O Neal.
Rushworth,
Vol. IV. p. 455.

Les Irlandois demandent la liberté de conscience.

Déclaration des deux Chambres sur ce sujet.
Rushworth,
Vol. IV. p. 455.

Motifs des démarches des Communes.

CHARLES
I.
1641.

& que, pour préparer le Peuple au changement qu'on méditoit, il étoit nécessaire de lui inspirer des craintes & des soupçons, on comprendra parfaitement les motifs de toutes leurs démarches, & le fâcheux état où le Roi se trouvoit alors. Ses Sujets étoient prévenus contre lui, & il n'avoit que trop donné lieu à cette prévention. Les Communes ne faisoient presque point de démarche qui ne tendît à l'augmenter, & le Roi, pour la détruire, ne pouvoit alléguer que la sincérité de son intention de laquelle bien des gens n'étoient pas persuadés. Cela donnoit à ses ennemis, un avantage dont ils ne manquoient pas de profiter dans toutes les occasions. Ils alloient même jusqu'aux minuties, pour augmenter la terreur parmi le Peuple. Car sur ce qu'on apprit, que parmi quelques barils de savon qu'un Marchand de Londres envoyoit à Dorchester, il y avoit un baril de poudre à canon, la Chambre établit un Comité pour en faire une exacte perquisition, comme d'une chose de très-grande conséquence.

Message du
Roi touchant six
Prêtres condamnés à
mort.
Nelson, T. II.
p. 719.
pag. 740.

Dans ce même tems, il arriva une autre affaire qui donna quelque prise contre le Roi. Le 8. de Decembre, il fit dire aux deux Chambres, qu'y ayant eu cette semaine, six Prêtres condamnés à la mort, l'Ambassadeur de France l'avoit prié de vouloir changer cette peine en celle de bannissement hors du Royaume, sur quoi il souhaitoit d'avoir leur avis. Quelques jours après, les Communes voterent que les six Prêtres seroient exécutés, & les Seigneurs ayant concouru à ce Vote, les deux Chambres prièrent le Roi d'ordonner l'exécution. Le Roi répondit, qu'il banniroit les six Prêtres, si les 2. Chambres vouloient y consentir. Comme elles ne trouverent pas à propos de répondre, le Roi prit occasion de leur silence, pour suspendre l'exécution. Deux mois après, le Roi leur fit communiquer une Lettre, que le Secrétaire Nicolas avoit reçu de Venise, où on lui disoit, que le Pape menaçoit d'envoyer une Armée en Irlande, si les Prêtres étoient exécutés. Sur cette menace, les deux Chambres prièrent le Roi encore une fois, de faire exécuter les six Prêtres. Mais il ne jugea pas à propos de leur accorder leur demande. Il se fonda sur la crainte des représailles, & sur ce que cette rigueur pourroit faire un tort extrême aux Protestans Anglois d'Irlande, qui tomberoient entre les mains des Rebelles: Cette raison étoit d'autant plus foible, qu'elle ne servoit pas seulement pour le cas présent, mais encore pour tous ceux qui se présenteroient dans la suite, & qu'elle tendoit à rendre les Loix inutiles. D'ailleurs, les Irlandois ayant déjà massacré plus de quarante mille Protestans Anglois sans aucun sujet, il semble que la crainte des représailles de leur part, étoit un foible motif pour faire grace à ces Prêtres. Aussi crut-on généralement, que c'étoit un effet des sollicitations de la Reine. Quoiqu'il en soit, les Prêtres ne furent point exécutés, car quoique le Roi dans la suite, eût remis aux deux Chambres à faire mourir les condamnés ou à leur sauver la vie, elles ne jugerent pas à propos de se charger ni de la grace, ni de l'exécution. Tout cela faisoit un tort extrême au Roi, puisque, dans le tems même qu'il protestoit solennellement, qu'il avoit pris la résolution de faire exécuter les Loix, il accordoit sa protection à ces six Prêtres condamnés selon les Loix, & n'avoit aucun égard aux instances des deux Chambres.

Il y avoit, dans le tems dont je parle, c'est-à-dire, au mois de Decembre 1641. deux affaires qui occupoient, tour à tour, la Chambre des Communes. C'étoient

C'étoient le secours pour l'Irlande & l'accusation présentée aux Seigneurs contre les Evêques. Je ne parlerai présentement que de la première.

Le Roi & le Parlement convenoient également de la nécessité de secourir l'Irlande, & tous les avis qui venoient de ce Pais-là, la faisoient voir manifestement. L'Armée Irlandoise étoit aux portes de Dublin, & avoit taillé en pièces un Corps de Troupes qui avoit été envoyé à Drogheda. Ainsi, selon toutes les apparences, les Lords Justices, avec le peu de Troupes qu'ils avoient, ne pouvoient pas long-tems résister aux Rebelles. Les Députés d'Ecosse qui étoient venus en Angleterre pour traiter avec le Parlement avoient offert un secours de cinq mille hommes, qui pouvoient aisément être envoyés d'Ecosse dans le Nord d'Irlande, pour y faire une diversion, & la Chambre des Communes avoit obtenu d'eux, qu'on traiteroit pour dix mille hommes. L'intention des Communes étoit d'employer seulement ces dix mille Ecoissois à réduire l'Irlande, pour ne pas dégarnir l'Angleterre. Le Roi ne refusoit pas le secours de l'Ecosse, mais il vouloit que l'Angleterre envoyât en Irlande, un pareil nombre de Troupes Angloises, sous prétexte qu'il étoit dangereux que les Ecoissois ne s'emparassent de l'Irlande, après qu'ils auroient subjugué les Irlandois. Il avoit trouvé le moyen de mettre la Chambre des Pairs dans ses intérêts, en sorte que quand la proposition fut faite aux Seigneurs, d'envoyer dix mille Ecoissois en Irlande, ils n'y consentirent, qu'à condition qu'on y enverrait un pareil nombre d'Anglois.

Les Commissaires d'Ecosse s'étant plaints par un Mémoire de ce que depuis quinze jours, on ne leur donnoit aucune réponse positive sur leurs offres, les Communes presserent les Seigneurs d'expédier cette affaire, déclarant que toute la faute tomberoit sur eux, s'ils la négligeoient. Elles déclarerent aussi, qu'à moins que le Bill qui donnoit pouvoir de *presser* (1) des Soldats, ne passât, il étoit impossible à l'Angleterre, de lever des Troupes pour ce service. Sur cela, les Seigneurs mirent en délibération les trois questions suivantes qui furent toutes trois décidées négativement.

1. Si la Chambre consentiroit à l'envoi de dix mille Ecoissois en Irlande, avant que d'être assurée, qu'on y enverrait aussi dix mille Anglois?

2. Si la Chambre consentiroit à l'envoi des dix mille Ecoissois, avant que le Bill pour *presser* des Soldats eût passé?

3. Si la Chambre se joindroit à celle des Communes, pour envoyer présentement dix mille Ecoissois en Irlande?

Les Communes répondirent à ces Votes, dans une Conférence, que, quant à la sûreté que les Seigneurs demandoient pour l'envoi de dix mille Anglois en Irlande, les Communes n'avoient pas accoutumé de capituler: que leurs actions étoient libres, sans conditions, & sans capitulations, qu'elles désiroient, que les Seigneurs ne suivissent plus une pareille méthode. Qu'elles avoient déjà donné une sûreté suffisante sur ce sujet, par un Vote qui avoit été communiqué aux Seigneurs, & qu'elles ne voyoient point de nécessité à voter là-dessus une seconde fois. Qu'elles désiroient, que les Seigneurs délibérassent sur l'envoi des dix mille Ecoissois, sans aucune relation aux dix mille Anglois, & qu'ils le fissent promptement, puisque le salut de l'Irlande dépendoit de la diligence. Qu'elles avoient d'autant plus de raison de deman-

(1) C'est-à-dire, contraindre des gens de s'enrôler pour Soldats.

CHARLES
I.
1641.
Causes de la
lenteur à se-
courir l'Ir-
lande.

Votes des
Seigneurs
touchant
l'Irlande.

Réponse
aigre des
Communes

CHARLES

I.

1641.

Les Communes font arrêter deux Députés d'Irlande envoyez au Roi.

Le Roi offre de lever dix mille hommes.

Committé pour examiner la cause du retardement du secours.

Accusations mutuelles.

Remarque sur ce sujet.

Nelson, T. II. p. 809.

Proclamation ou les Irlandois

der cela, que les Troupes Angloises ne pouvoient être prêtes, avant que le Bill pour presser les Soldats fût passé. Mais cela ne fut pas capable de faire désister les Seigneurs de leurs précédentes résolutions.

Pendant ce tems-là, les Communes qui avoient déjà fait mettre en prison les Lords Dillon & Taff, envoyez au Roi par les Lords Justices d'Irlande, firent examiner tous leurs papiers, dans la défiance où elles étoient à l'égard du Roi, & sans doute, dans l'espérance d'y trouver quelque chose qui pourroit lui porter du préjudice.

Dans ce même tems, le Roi fit dire aux Seigneurs, qu'il vouloit bien s'engager à lever dix mille hommes pour l'Irlande, si les Communes vouloient s'engager à les entretenir. Mais elles n'avoient garde d'accepter cette proposition, sachant bien que le Roi prétendoit donner les Commissions, & qu'il n'en donneroit qu'à des Officiers qui lui seroient dévoués. Ainsi, les Communes saimoient mieux risquer la perte entière de l'Irlande, que d'y envoyer dix mille Anglois dans une telle conjoncture, & les Seigneurs aimoient mieux courir le risque de voir chasser tous les Anglois de ce Royaume-là, que celui de voir les Ecoissois en état de s'en emparer. Le Roi connoissoit parfaitement le motif qui faisoit agir les Communes, & cette Chambre n'ignoroit pas que les Seigneurs n'agissoient que par la direction du Roi.

Cependant, le secours pour l'Irlande étant toujours retardé par ces broüilleries, la Chambre des Communes établit un Committé pour examiner d'où venoient les obstacles qui se rencontroient dans cette affaire. Il étoit effectivement difficile à ceux qui n'étoient pas instruits des secrets motifs du Roi & de la Chambre des Communes, de connoître à quoi il tenoit que l'Irlande ne fût secourue, puisqu'ils sembloient souhaiter également qu'on y envoyât un prompt secours. Les Partisans du Roi disoient, qu'il n'y avoit qu'à considérer l'offre que le Roi faisoit de lever dix mille hommes, pourvu que les Communes s'engageassent à les payer, pour se convaincre que les obstacles ne venoient pas de lui. Ses ennemis disoient au contraire, que le refus de la Chambre Haute, ou plutôt du Roi qui la dirigeoit, d'accepter le secours de dix mille Ecoissois, sous un prétexte frivole, faisoit assez voir, que les difficultez ne venoient pas de la part des Communes, puisqu'elles vouloient bien s'engager à payer ces Troupes auxiliaires. Pour moi, je croi que le Roi & la Chambre des Communes pensoient moins sérieusement à secourir l'Irlande, qu'à tirer de la rébellion des Irlandois, des avantages particuliers pour les différends qu'ils avoient ensemble. Le Roi souhaitoit que le Parlement envoyât une puissante Armée en Irlande, afin qu'il trouvât plus de difficulté à lever des Troupes en cas d'une rupture avec lui, à quoi il n'y avoit que trop d'apparence. Les Communes de leur côté, avoient engagé les Ecoissois à offrir dix mille hommes, dans la pensée, que s'ils étoient acceptez, elles seroient délivrées de l'embaras & du danger d'envoyer une Armée Angloise en Irlande, & que s'ils étoient refusez, le défaut de secours seroit attribué au Roi.

Quoiqu'il en soit, la Chambre sur le rapport de son Committé, trouva qu'un des grands obstacles au secours qui devoit être envoyé en Irlande, étoit que les Irlandois n'avoient pas été déclarés Rebelles, par une Proclamation. C'est ce qui fut cause, que le 1. Janvier 1642. le Roi publia une Proclamation dans laquelle les Irlandois étoient expressement traitez de Traîtres & de

Rebelles.

Rebelles. Mais il n'en fit imprimer que quarante exemplaires qui furent tous envoyez au Secrétaire d'Etat, suivant l'ordre que l'Imprimeur en avoit reçu, en ces termes :

La volonté du Roi est, que vous imprimiez quarante exemplaires de la Proclamation incluse, sur de bon papier, & que vous me les envoyez, laissant l'espace pour le nom du Roi au haut, & pour le Sceau Privé en bas. S. M. vous ordonne expressément, de n'imprimer que ces quarante exemplaires, & de vous abstenir d'en faire aucune publication jusqu'à ce qu'il vous soit autrement ordonné.

CHARLES
I.
1641.
font déclarez Traîtres.
1. Janvier.
1641.
Rushworth, Ordre à l'Imprimeur.

Signé,

ED. NICHOLAS.

A l'Imprimeur du Roi (1).

On verra dans la suite l'usage que les Communes firent de cette Ordre dont elles eurent l'Original en leur pouvoir, & la réponse du Roi.

J'ai déjà dit, que depuis le retour du Roi de son Royaume d'Ecosse, il y avoit entre lui & la Chambre des Communes, des semences de division, qui menaçoient d'une prochaine rupture. Cela paroissoit en toutes occasions, & la défiance reciproque augmentoit continuellement. Mais il y avoit cette différence entre eux, c'est que les Communes ne faisoient pas la moindre démarche qui ne tendît au but qu'elles se proposoient, d'inspirer au Peuple des soupçons contre le Roi, au lieu que le Roi n'ayant encore formé aucun projet, se conduisoit selon les occasions, sans se proposer une fin fixe & certaine, en quoi il avoit un grand désavantage. Peu de tems après son retour d'Ecosse, sur quelque avis qu'on lui donna, qu'il devoit se faire une assemblée tumultuaire de Peuple à Westminster, il fit ordonner au Sherif de Westminster de mettre une Garde auprès du Parlement. La Chambre des Communes en fut offensée, & après avoir fait quelques informations pour faire voir que cet ordre venoit du Roi, elle congédia la Garde.

Procédez du Roi & du Parlement.

Le Roi donne une Garde au Parlement.
Les Communes la congédient.

Deux jours après, le Roi publia une Proclamation pour enjoindre très-expressément, que le Service Divin se célébrât dans toutes les Eglises, conformément aux Loix faites sur ce sujet. Cette Proclamation, qui véritablement ne contenoit rien qui fût contraire aux Loix, étoit néanmoins hors de saison dans un tems où les Communes témoignoiént ouvertement que, dans les Loix qui regardoient le Service Divin, il y avoit des choses qui bleissoient les consciences de beaucoup de gens. Mais le Roi avoit le malheur d'oublier quelquefois la situation où ses affaires se trouvoient, pour ne se ressouvenir que de l'état où il s'étoit vu autrefois, quand ses Proclamations trouvoient une prompte obéissance. Il pouvoit aisément comprendre, que celle-ci seroit du moins inutile, & par conséquent, il auroit dû s'abstenir de la publier dans une semblable conjoncture. Mais il donna bien plus de prise sur lui dans une autre affaire qui lui causa une assez grande mortification.

Proclamation sur le Service Divin.
Rushworth, Vol. IV. p. 456.

La Chambre Basse avoit voté, ainsi qu'il a été dit, qu'un Corps de troupes seroit envoyé en Irlande. Mais comme elle étoit dans une défiance extrême à l'égard du Roi, elle chercha un expédient pour l'empêcher d'avoir part à la levée de ces troupes. Elle craignoit, que si cette levée se faisoit selon la ma-

Bill pour presser des Soldats.

T. iiij.

niere.

(1) Nalson a omis cet Ordre donné à l'Imprimeur, quoique le Roi ne le niât pas.

CHARLES
I.
1641.

niere ordinaire, c'est-à-dire, en n'enrollant que des gens qui s'offriroient volontairement; ces troupes ne fussent trop dépendantes du Roi, cet expédient fut de lever des troupes par voye de contrainte, ce qu'on appelle en Angleterre, presser, & de faire une Acte pour autoriser cette contrainte. Elle fit donc dresser un Bill sur ce sujet, & l'envoya aux Seigneurs. Il est très-vraisemblable, qu'il y avoit dans ce Bill, quelque clause contraire à la Prérogative Royale, pour empêcher que le Roi n'eût aucune part à la levée de ces troupes. Le Roi en ayant été informé, se rendit au Parlement (1), & fit aux deux Chambres, le Discours suivant.

MYLORDS ET MESSIEURS.

Discours du
Roi au Par-
lement 14.
Decembre.
Rushworth,
Vol. IV. p.
457.
Nelson, T. II.
p. 738.

La dernière fois que j'ai été ici, je vous ai fortement recommandé l'affaire d'Irlande, & j'espère que je n'aurai pas lieu de vous solliciter encore là-dessus. Mais voyant combien cette affaire est tirée en longueur, & les Lettres que je reçois de ce Pais-là m'informant du triste état où s'y trouvent mes Sujets Protestans, je ne puis m'empêcher de vous parler encore sur ce sujet. Je vous prie donc d'expédier promptement cette affaire qui est celle que j'ai le plus à cœur, n'y en ayant presque point d'autre qui m'occupe plus que celle-là. Je pourrois vous faire perdre quelque tems, si je vous disois, combien je déteste toutes les rebellions en général, & celle-ci en particulier. Mais comme je sçai bien que, pour réprimer l'insolence des Rebelles, les effets sont plus nécessaires que les paroles, je vous dirai en un mot, que je vous offre tout ce que mon pouvoir, mes peines, mon industrie pourront contribuer au succès de ce grand Ouvrage, je veux parler de la réduction des Rebelles à une juste obéissance.

Mais afin de n'omettre rien de mon côté, je ne puis que prendre connoissance d'un Bill pour presser des Soldats, qui a été porté, Mylords, dans votre Chambre. Je vous déclare donc, qu'en cas qu'il n'y ait rien dans ce Bill, qui soit contraire à ma Prérogative, j'y donnerai mon consentement. Je vous dirai encore, qu'étant informé, qu'il y a eu dans la Chambre des Communes, des disputes touchant les bornes de cette ancienne & indubitable Prérogative, quoique j'aye peu d'obligation à celui qui les a excitées dans une pareille conjoncture, néanmoins, pour éviter ces disputes, je suis content que le Bill passe avec cette clause, sauf les droits du Roi & du Peuple, laissant les débats sur ce sujet, pour un tems plus convenable. Si cette offre est rejetée, ce ne sera pas ma faute, si le Bill ne passe pas, mais de ceux qui l'auront rejetée. Je conclus, en vous conjurant par ce que nous avons tous de plus cher, de laisser en arriere toutes disputes, & de travailler promptement & avec ardeur, à la réduction de l'Irlande.

Les deux
Chambres
s'en offen-
sent.

Quoiqu'il parût assez clairement que, dans ce Discours, le Roi n'avoit eu aucune intention de violer les Privilèges du Parlement, & que son unique but étoit d'éloigner les obstacles qui se présentoient à l'occasion de ce Bill, les deux Chambres en furent également choquées. Elles établirent un Comité commun, pour examiner le Discours du Roi, & sur le rapport de ce Comité, la Chambre des Seigneurs vota, *Nemine contradicente*;

Votes des
Sci-
gneurs.

„ 1. Que le Roi, en proposant d'ajouter une limitation, & une clause pro-
visionnelle à un Bill, avant qu'il lui soit présenté par les deux Chambres,
„ viole les Privilèges du Parlement „ .

2. Que

(1) Le 14. de Decembre 1641.

„ 2. Que le Roi avoit violé ces mêmes Privilèges, en prenant connoissance d'un Bill, pendant qu'il étoit débattu dans les deux Chambres “.

“CHARR-
LES I.
1641.

„ 3. Que le Roi, en témoignant du chagrin contre celui, ou ceux qui avoient ému une question touchant le Bill, pendant qu'il étoit en débat, „ avoit violé les Privilèges du Parlement “.

Déclaration
des deux
Cham-
bres.
“Rush.
“*Worth*,
Vol. IV.
p. 458.
“*Nelson*, T.
II. p. 750.

Les Communes concoururent volontiers à ces Votes, après quoi, les deux Chambres convinrent d'une Déclaration authentique, portant, „ Que le Roi n'avoit pas droit de prendre connoissance d'aucune chose agitée ou débattue dans l'une ou dans l'autre des deux Chambres, que quand il en étoit informé par elles-mêmes, ou par leur Ordre. Que le Roi n'avoit pas droit de proposer aucune Condition ou limitation aux Bills qui sont en débat dans le Parlement, ni de faire connoître son sentiment sur les Bills, avant qu'ils lui fussent présentés par les deux Chambres. Que chaque Membre des deux Chambres a une entière liberté de parler, de proposer, de débattre sur ce qui est en question. Que le Roi ne devoit pas concevoir du chagrin contre aucun des Membres, pour leurs opinions, ou leurs propositions, & que si en cela ils commettent quelque offense, c'est à leur Chambre à les en punir. Que le Roi seroit prié de nommer ceux qui lui avoient donné cette information, & ce mauvais conseil “.

“
“
“
“
“

Conformément à cette Déclaration, les deux Chambres présentèrent au Roi une Adresse plus étendue, à laquelle le Roi répondit quelques jours après par écrit. Le fort de sa réponse consistoit en ce qu'il n'avoit pas eu intention de violer les Privilèges du Parlement, & qu'il ne s'étoit proposé que de hâter le secours d'Irlande. Les deux Chambres se contentèrent de cette explication, & l'affaire ne fut pas poussée plus loin. Mais il en restoit toujours une tache sur le Roi, d'avoir violé les Privilèges du Parlement, ce qui étoit alors d'une grande conséquence. Cela fait comprendre, que le Roi n'avoit pas alors auprès de lui des Conseillers fort habiles. Car s'ils eussent compris quel étoit le but des Communes, depuis que le Parlement s'étoit rassemblé, ils se seroient bien gardés de conseiller au Roi de faire des démarches non seulement inutiles, mais même dont ses ennemis pouvoient tirer de grands avantages. Telle étoit la Publication de la Proclamation touchant le Service Divin, dont j'ai déjà parlé. Je mets aussi dans ce rang le grand zèle qu'il témoignoit pour l'Eglise Anglicane, qui ne servoit qu'à éloigner encore plus de lui, tous les Partisans des Communes, & à leur faire voir à quoi ils devoient s'attendre, s'il venoit à se retrouver dans son premier état. Enfin, rien n'étoit plus mal à propos que ce dernier Discours qu'il fit aux deux Chambres, comme si la simple menace de ne pas passer le Bill eût dû les épouvanter, au lieu que, du moins par rapport aux Communes, c'étoit une raison très-forte pour les faire insister sur leur demande. D'ailleurs il falloit bien que la violation des Privilèges du Parlement fût manifeste, puis qu'il n'y eut pas un seul Membre dans les 3. Chambres qui ne trouvât, que le Roi les avoit violés par sa Proposition.

Adresse au
Roi, & sa
Réponse.
Nelson, T. II.
p. 751. 762.

Fautes du
Roi, ou de
son Conseil.

Six ou sept jours après, le Roi donna encore un nouveau sujet de plainte, en ôtant la Lieutenance de la Tour au Chevalier *Balfour*, de qui il n'avoit pas lieu d'être content à cause de la déposition de ce Chevalier sur le dessein de faire évader le Comte de Strafford. Tout le monde voyoit bien, que c'étoit-là l'unique sujet de la disgrâce de *Balfour*. Mais cela n'auroit peut-être

Le Roi ôte
à *Balfour* la
Lieutenan-
ce de la
Tour.
Rushworth,
Vol. IV. p.
459.

pas

CHARLES

I.

1641.

& la donne
à Lunsford.Ce. qui fait
naître des
soupçons
contre lui.Requête de
plusieurs

habitans

de Lon- „

dres. *Rush*, „*worth*, „

Vol. IV. p. „

459. „

Nelson, T. „

II. p. 773. „

„ Royaume “.

Les Com-

munes de-

mandent

aux Sei-

gneurs „

leur con-

currence „

pour fai- „

re desti-

tuer Luns-

ford. „

Les Sei-

gneurs la

refusent.

Vote des

Communes

contre

Lunsford.

Rushworth, „

Vol. IV p 460

Nelson, T. II.

p. 774. 778.

pas produit un si mauvais effet contre le Roi, s'il n'eût pas confié ce poste important au Colonel *Lunsford*, connu pour homme de mauvaises mœurs, & capable de tout entreprendre. Ce changement fit croire aux Communes, que le Roi avoit dessein des'assurer de la Tour, pour brider la Ville de Londres & le Parlement. Comme elles étoient dans une défiance extrême à son égard, & que d'ailleurs, il n'est que trop certain, qu'elles cherchoient les occasions de persuader au Peuple que le Roi avoit de mauvais desseins, elles ne laisserent pas passer celle-ci sans en profiter. Le même jour que *Lunsford* fut mis en possession de la Tour, un grand nombre d'Habitans de Londres, dont quelques-uns étoient Membres du Conseil Commun, présentèrent à la Chambre des Communes une Requête, dans laquelle ils représentoient, „ combien il étoit important pour la Ville de Londres, que la Tour fût entre les mains d'un honnête homme, en qui les Habitans pussent prendre confiance. Que le Colonel *Lunsford* étoit un homme décrié pour ses vices, & qui, pour divers crimes, avoit été mis hors de la protection des Loix, & que par conséquent un tel poste ne pouvoit pas lui convenir. Que cela leur causoit des craintes & des inquiétudes terribles, & qu'ils prioient la Chambre de prendre cette affaire en considération, pour la sûreté de la Ville & du

Royaume “.

On ne peut disconvenir, que le Roi n'eût fait un très-mauvais choix, en plaçant *Lunsford* dans ce poste, & que par-là, il n'eût donné lieu à des soupçons qui ne lui étoient pas avantageux. C'étoit d'ailleurs une démarche qui semble ne pouvoir gueres être excusée, que de donner le commandement de la Tour à un homme qui passoit pour un scélérat, dans un tems où ses ennemis ne perdoient point d'occasion d'inspirer au Peuple des soupçons contre lui. Tout ce qu'on peut dire de plus favorable pour le Roi, c'est que comme il n'y avoit que peu de gens qui voulussent se dévouer à lui, de peur des'attirer l'indignation des Communes, il s'étoit cru obligé de choisir pour Lieutenant de la Tour, un homme peu scrupuleux, & d'une fortune désespérée, qui ne dépendît que de lui, & il n'étoit pas facile d'en trouver beaucoup de tels.

Les Communes ayant examiné la Requête qui leur avoit été présentée, demanderent une Conférence aux Seigneurs, dans laquelle elles leur firent représenter, „ que le Colonel *Lunsford* n'étoit pas un homme à qui la garde de la Tour dût être confiée. Que néanmoins, quoique le Gouvernement de la Tour fût entre les mains du Comte de *Newport*, contre lequel il n'y avoit rien à dire, si le Roi vouloit mettre un Lieutenant à la Tour, elles leur demandoient leur approbation, pour prier S. M. de mettre dans ce poste le Chevalier *Jean Conyers* “. Les Seigneurs répondirent, qu'ils ne pouvoient concourir à la demande des Communes, parce que seroit agir directement contre les Prérogatives du Roi.

La Chambre Basse, offensée du refus des Seigneurs, vota, sans qu'il y eût aucun Membre qui s'y opposât, „ que *Lunsford* n'étoit pas propre à être Lieutenant de la Tour; parceque les Communes ne pouvoient prendre „ aucune confiance en lui “. En même tems, elles firent une Déclaration dans laquelle elles faisoient connoître les sujets de crainte & de défiance qu'elles avoient eus jusqu'alors, comme la Conspiration pour séduire l'armée,

&

& pour occuper la Tour, la rebellion d'Irlande, & les obstacles continuels qu'elles trouvoient dans la Chambre Haute, à cause du grand nombre d'Evêques & de Seigneurs Papistes qui y étoient; c'est pourquoi, elles protestèrent de tous les malheurs qui arriveroient infailliblement, si le commandement de la Tour demouroit entre les mains de Lunsford. De plus, elles prioient ceux d'entre les Seigneurs qui avoient les mêmes craintes, de se joindre à elles, pour faire à S. M. une Remontrance sur ce sujet. Cette Déclaration ayant été communiquée aux Seigneurs, ils résolurent à la pluralité des voix, d'en renvoyer l'examen au Lundi suivant. Mais vingt-deux Seigneurs protestèrent contre cette résolution.

Le même jour, les Communes firent prier le Comte de Newport d'aller résider à la Tour, comme Connétable ou Gouverneur, & de prendre soin de cette Place.

Outre les Habitans de Londres, dont la Requête avoit donné lieu à la Déclaration des Communes, les Apprentifs s'étoient assembles le même jour en très-grand nombre, & étoient allés présenter au Roi une Requête, dans laquelle ils le prioient de concourir avec les Communes à l'extirpation des Papistes, des Innovateurs, des Evêques, comme ayant tous ensemble conspiré de renverser le Gouvernement, & d'introduire le Papisme.

Le lendemain 26. de Decembre, qui étoit un jour de Dimanche, le Maire de Londres voyant que les Apprentifs recommençoient à s'attrouper, & sçachant qu'ils avoient dessein d'aller le jour suivant à Whitehall, pour y recevoir la réponse à leur Requête, alla en informer le Roi. En même tems il lui représenta, qu'il pourroit arriver de grands malheurs, si Lunsford conservoit son emploi, ajoutant, que le Peuple de Londres étoit comme résolu d'employer la force pour l'arracher de la Tour. Cela fut cause, que le même soir le Roi, par l'avis de son Conseil, ôta la Lieutenance de la Tour à Lunsford. Mais en même tems, il en ôta le Gouvernement au Comte de Newport.

La raison, ou peut-être le prétexte de la disgrâce de ce Seigneur étoit, qu'on avoit rapporté au Roi, que, dans une assemblée, tenue à Kensington, pendant qu'il étoit en Ecosse, on avoit parlé de la Conspiration de ce Pais-là, & que le Comte de Newport avoit dit, *s'il est vrai qu'il y ait une telle conspiration, nous avons ici sa Femme & ses Enfans*. Mais le Comte de Newport, ayant appris qu'on avoit fait un tel rapport à la Reine, étoit allé se justifier auprès d'elle & lui avoit assuré, qu'une telle pensée ne lui étoit jamais venue dans l'esprit, & qu'il ne s'étoit rien dit d'approchant dans cette assemblée, de quoi la Reine avoit paru satisfaite. Cependant plusieurs mois après, & le même jour que la Lieutenance de la Tour fut ôtée au Chevalier Balfour, le Roi demanda au Comte de Newport, s'il avoit eu dessein de se saisir de la Reine & de ses Enfans. Le Comte le nia fortement, à quoi le Roi repliqua qu'il étoit fâché de voir qu'il avoit une si mauvaise mémoire. C'est ce que le Comte de Newport assura positivement, dans la Chambre Haute.

Les Seigneurs étant convaincus, que le Roi, sur un faux rapport, avoit conçu des soupçons contre le Comte de Newport, prirent cette affaire à cœur, & présentèrent une Adresse au Roi, pour le prier de découvrir celui qui lui avoit fait un tel rapport. Le Roi répondit, „ qu'il étoit vrai, qu'on

CHARLES

I.
1641.

Déclaration
des Com-
munes.

Envoyée
aux Sei-
gneurs, qui
en diffèrent
l'examen.

22. Sei-
gneurs pro-
testent.

Rushworth,
Vol. IV. p. 461.
Nelson, T. II.
p. 779.

Les Com-
munes
prient le
Comte de
Newport de
résider à la
Tour.

Requête
des Appren-
tifs.

Rushworth,
ibid. p. 462.
Nelson, T. II.
p. 776.

Le Maire
informe le
Roi, de la
disposition
du Peuple.

Rushworth,
p. 462.

Le Roi ôte
la Lieute-
nance de la
Tour à Luns-
ford, & le
Gouverne-
ment au
Comte de
Newport.

Prétexte
contre le
Comte de
Newport.

Adresse des
Seigneurs
au Roi, sur
ce sujet.

Rushworth,
Vol. IV. p. 464.
Nelson T. II.
p. 480.

CHAR., lui avoit rapporté la proposition faite Kenfigton , de saisir la Femme & les
 LES I. „
 1641. „
 Réponse „
 du Roi. „
Rush- „
worth, „
Vol. IV. p. „
 465. „
 „ donnoit , qu'il n'avoit pas ajouté foi à ce rapport. Que pour ce qui regardoit
 „ la priere qu'ils lui faisoient de nommer celui qui l'avoit informé , il s'en te-
 „ noit à la réponse qu'il leur avoit donnée autrefois , sur un semblable sujet.

De quelque maniere que le Roi couvrit sa conduite à l'égard du Comte de Newport , il parut assez clairement , qu'il avoit cherché querelle à ce Seigneur , pour avoir un prétexte de lui ôter le Gouvernement de la Tour , dans le tems même que les Communes l'avoient prié d'y aller résider. Cela n'aideroit pas à guérir les soupçons de la Chambre des Communes.

Nouvelles
mesures des
Communes

J'ai déjà parlé du projet que les Chefs & Directeurs de la Chambre des Communes avoient formé contre le Roi ; c'étoit de le dépouiller de la plus grande partie de son pouvoir. Pour parvenir à ce but , il falloit nécessairement se délivrer des obstacles qui se rencontroient sans cesse dans la Chambre Haute , où les Evêques & les Seigneurs Catholiques étoient toujours en état , par le nombre de leurs voix , de s'opposer à l'exécution de ce dessein. Jusqu'alors , les Communes avoient fait des efforts inutiles pour faire exclure les Evêques de la Chambre Haute , & il n'y avoit aucune apparence que leurs sollicitations produisissent à l'avenir un plus grand effet. Il falloit donc , ou abandonner le projet , ou faire jouer des ressorts plus puissans , pour obtenir par la force , ce qu'on n'auroit jamais obtenu par la douceur. Je sçai bien , que quelques-uns trouveront mauvais que j'affirme trop positivement , que les tumultes dont je vai parler , furent un effet des intrigues du Parti contraire au Roi , & que plusieurs prétendent que ce ne fut qu'un pur effet du hazard , & du mécontentement du Peuple. Ce sera aux Lecteurs à en juger , quand ils auront vu ce qui se passa dans les derniers jours du mois de Decembre.

Concours
du Peuple à
Westminster.

Le Lundi 27. du mois , il y eut un grand concours de Peuple à Westminster , où ceux qui avoient présenté la Requête de Londres , les Apprentifs , & un nombre infini d'autre Peuple , se rendirent , sous prétexte d'y attendre la réponse du Roi & du Parlement. Parmi cette multitude , on entendoit plusieurs voix qui crioient de toute leur force , *Point d'Evêques , point d'Evêques*. Cela répondoit assez à la Requête des Apprentifs dont j'ai parlé ci-dessus. L'Evêque de Lincoln (1) , qui venoit d'être nommé à l'Archevêché d'Yorck , traversant cette foule pour se rendre à la Chambre Haute , apperçut un jeune homme qui crioit plus fort que les autres , & s'étant approché de lui , il le saisit pour le faire mettre en prison. Mais le Peuple le lui ôta , & s'étant attroupé autour de lui , il le pressa tellement qu'il ne pouvoit se remuer pour se tirer de la presse , en sorte qu'il courut risque d'être étouffé. Mais enfin , on le laissa retirer , le Peuple criant toujours de toute sa force , *Point d'Evêques*.

Origine du
nom de Tém.

Dans ce même tems quelques Officiers , qui avoient servi dans l'armée le-
vée

(1) Williams.

vée contre l'Ecosse, se promenant dans la grande Salle de Westminster, le Capitaine *Hyde*, qui étoit du nombre, tira son épée en disant, qu'il falloit aller couper la gorge à quelques-uns de ces chiens à *Têtes Rondes*, qui aboyoient contre les Evêques. Mais les autres Officiers n'ayant pas voulu le suivre, il fut arrêté & mené à la Chambre des Communes, qui l'envoya en prison. On ne connoit point d'autre origine du nom de *Têtes Rondes*, qui depuis ce tems-là fut donné au parti du Parlement.

CHARLES
I.
1641.
les Rondes.
Rushworth,
Vol. IV. p.
463.

Peu de tems après, le Colonel Lunsford & trente ou quarante autres Officiers se rendirent à la Salle de Westminster, & y ayant trouvé le Peuple assemblé, ils tirèrent leurs épées, & blessèrent une vingtaine des Apprentifs ou des Bourgeois. Cette nouvelle ayant été portée dans la Cité (1), un nombre infini d'Apprentifs & d'autre menu Peuple concoururent à Westminster, armez d'épées ou de bâtons, ce qui causa un tumulte épouvantable dans les deux Villes. Le Maire de Londres, pour prévenir un plus grand désordre, fit fermer les portes de la Ville, & mettre la Milice sous les armes, pendant que d'un autre côté, le Roi fit venir les Milices de Whitehall pour le garder.

Lunsford &
autres bles-
sèrent plu-
sieurs Bour-
geois de
Londres.
Pag. 464.

Les Seigneurs, voyant un si grand tumulte, envoyèrent leur Huissier au Peuple, pour lui commander de se retirer. Mais le Peuple répondit, qu'il ne le pouvoit pas, parce que Lunsford avec plusieurs autres, les attendoient dans la grande Salle, & qu'ils avoient déjà blessé beaucoup de monde. Sur cette réponse, les Seigneurs nommerent un Committé pour examiner, par quel ordre Lunsford & les autres Officiers étoient venus à Westminster, & par quelle incitation le Peuple s'étoit attroupé autour du Parlement. Ils tentèrent encore une fois de faire retirer le Peuple, mais n'ayant pu y réussir, ils demandèrent aux Communes de se joindre à eux pour publier une Déclaration contre les tumultes, & pour demander au Roi une Garde. Les Communes répondirent, qu'il étoit déjà si tard, qu'elles n'avoient pas le tems de délibérer sur cette demande. Cependant, cette Chambre ayant été informée que quelques-uns du Peuple attroupé avoient été mis en prison, nomma d'abord un Committé pour examiner, par quel ordre ces gens-là avoient été emprisonnez, & lui donna pouvoir de les élargir s'il le jugeoit à propos. Marque évidente, que ce tumulte ne lui étoit pas désagréable.

Les Sei-
gneurs tâ-
chent en
vain d'ap-
paîser le tu-
multe.
Nelson, T. II.
p. 781.
Rushworth,
Vol. IV. p.
465.

Les Com-
munes agis-
sent avec
beaucoup
de froideur.
Nelson, T. II.
p. 781. 792.

Le lendemain 28. le tumulte continua de la même manière que le jour précédent, & les Communes ne s'empressèrent pas davantage pour l'appaiser. Au contraire, elles remirent au lendemain, à délibérer sur la demande des Seigneurs. Enfin, le 29. la populace étant encore assemblée, elles répondirent aux Seigneurs, qu'elles étoient prêtes à prendre toutes les voyes légitimes pour appaiser les tumultes, mais que, quant à la publication d'une Déclaration, c'étoit une chose qui demandoit une plus grande délibération.

Le tumulte
recommen-
ce.

Il est bien manifeste que la Chambre des Communes ne souhaitoit pas que ces tumultes finissent si-tôt, sur tout, si ce qu'on attribue à M. Pym, l'un de ses principaux Directeurs, est vrai. Car on prétend, qu'il répondit à quelqu'un qui l'exhortoit à s'employer pour faire cesser ces attroupemens, *A Dieu ne plaise, que le Peuple soit empêché d'obtenir ses justes desirs.* Véritablement,

Observation
sur le pro-
cédé des
Communes

(1) C'est ainsi qu'on nomme la Ville de Londres, quand on veut la distinguer de celle de Westminster.

CHARLES
I.
1641.

ment, on ne peut pas accuser la Chambre en Corps, d'avoir pris quelque résolution pour exciter ces tumultes. Mais il n'est que trop apparent, ou plutôt certain, qu'ils n'arriverent que par les intrigues & par la direction de quelques-uns des Chefs du parti ennemi du Roi.

Pour se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à considérer, quelle étoit la situation des affaires à la fin du mois de Decembre 1641. Il ne s'agissoit plus de la réparation des Grieffs; c'étoit une chose déjà faite, sans qu'on y eût trouvé aucune opposition de la part du Roi. Il pouvoit donc assurer, que le consentement qu'il avoit donné aux Actes passez dans ce Parlement étoit un effet de son affection pour son Peuple, avec autant de fondement, que ses ennemis pouvoient dire, que ce n'étoit que par contrainte & par dissimulation. Il est certain que depuis le retour du Roi de son Royaume d'Ecosse, il y avoit dans le Parlement, un grand nombre de Membres qui souhaitoient, qu'on ne poussât pas la réforme plus loin, persuadés qu'ils étoient, que ce qui s'étoit déjà fait, suffisoit pour la sûreté du Royaume, & pour le mettre à couvert, à l'avenir, d'un Gouvernement despotique. C'étoit le sentiment qui prévaloit dans la Chambre des Seigneurs, principalement à cause des Evêques & des Seigneurs Catholiques, qui faisoient toujours pancher la balance du côté du Roi, lorsqu'il s'agissoit directement ou indirectement de ce point capital.

Il en étoit autrement dans la Chambre des Communes. La plupart des Membres ne se contentant pas d'avoir réparé les Grieffs, vouloient encore diminuer la puissance Royale, & mettre le Roi hors d'état de pouvoir gouverner à l'avenir, comme il avoit fait avant ce Parlement. Les uns agissoient par pure défiance de la sincérité du Roi: d'autres par la crainte de se voir exposés à son ressentiment, s'il se trouvoit jamais en état de leur en faire sentir les effets. Outre ces deux motifs, les Presbytériens en avoient encore un autre. C'étoit de changer le Gouvernement de l'Eglise, à quoi ils comprenoient bien qu'ils ne pourroient jamais parvenir, qu'en mettant le Roi hors d'état de s'y opposer. Tous ces Membres étoient unis entre eux, dans le projet de priver le Roi d'une bonne partie de son pouvoir. Mais il y avoit une grande différence entre eux par rapport à l'animosité contre le Roi, & à l'ardeur avec laquelle ils poursuivoient l'exécution de leur dessein. Les Presbytériens étoient les plus passionnés; & les autres qui n'agissoient que par des motifs de défiance & de crainte, se conduisoient plus mollement. Ils ne pouvoient, sans quelque espèce de remords, contribuer à mettre tout le Royaume en trouble, sur le fondement d'une simple défiance, ou d'une crainte à laquelle il n'étoit pas impossible de trouver quelque remède. C'étoit là, ce qui avoit causé les grands débats qu'il y avoit eus dans la Chambre, lorsqu'il avoit été question de faire passer la Remontrance de l'état du Royaume. Plusieurs la regardoient comme peu nécessaire, & d'autres l'appuyoient, parce qu'ils ne voyoient point de moyen plus assuré pour parvenir à une rupture entre le Roi & le Parlement, rupture sans laquelle ils se croyoient à-peu-près perdus, parce que sans cela, ils ne pouvoient espérer de pouvoir exécuter leurs projets. *Olivier Cromwel*, qui ne faisoit encore qu'une petite figure dans le Parlement, dit au Lord Falckland, que si la Remontrance avoit été rejetée, il auroit, dès le lendemain, vendu son bien, & se seroit retiré hors du Royaume.

Depuis

Depuis que cette Remontrance fut présentée au Roi, les ennemis ne perdirent point d'occasion de fomentier les craintes & les soupçons du Peuple, en quoi ils avoient un double but. Premièrement, ils vouloient par-là, le préparer au changement qu'ils méditoient, en lui faisant comprendre qu'il étoit d'une nécessité absolue de diminuer le pouvoir du Roi. Secondement, en irritant le Roi, ils espéroient de l'engager à faire quelque démarche violente, capable de confirmer les soupçons qu'ils tâchoient d'inspirer au Peuple, à quoi ils ne réussirent que trop bien, le Roi étant assez malheureux pour n'avoir pas auprès de lui un Conseil habile qui pût lui faire appercevoir les pièges qu'on lui tendoit. Avec tout cela, ils étoient encore bien éloignés de leur but, à cause des obstacles qu'ils trouvoient dans la Chambre Haute, où les Evêques & les Seigneurs Catholiques rompoient toutes leurs mesures.

Vraisemblablement, cette espèce de combat entre les deux Chambres auroit duré fort long-tems, si les attroupemens du Peuple de Londres autour de Westminster n'étoient pas venus tout-à-propos, pour épouvanter les Evêques & les Seigneurs Catholiques, comme on va le voir tout-à-l'heure. Quand donc on voit une grande multitude de Peuple s'assembler à Westminster, crier contre les Evêques & contre les Seigneurs Papistes, insulter ceux d'entre les Seigneurs qui étoient du parti du Roi, en un mot, agir si conformément aux desirs & aux intentions des Communes, on ne peut guères s'empêcher de juger, qu'il étoit poussé & incité par quelques-uns des Membres de cette Chambre; d'autant plus, qu'on ne peut point assigner d'autre cause apparente d'une émeute si soudaine.

Pour ce qui regarde la justice du projet que les Communes avoient formé de mettre le Roi hors d'état de faire à l'avenir, ce qu'il avoit fait durant quinze ans, c'est une question qui n'est pas facile à décider. Il s'agit de sçavoir, si dans le tems dont je parle, en rétablissant le Roi dans tous ses droits, il y avoit lieu de prendre confiance en lui, sans craindre qu'à l'avenir il abusât de son pouvoir. Mais il y a tant de pour & de contre dans cette question, qu'elle ne peut qu'embarrasser les gens désintéressés, d'autant plus qu'il s'agit de connoître parfaitement quelle étoit l'intention du Roi sur ce sujet, ce qui ne peut être connu d'aucun homme. C'est donc sur de simples conjectures, que les uns décident, qu'après ce que le Roi avoit fait dans ce Parlement en faveur de ses Sujets, il y avoit lieu de s'assurer sur sa parole, & que d'autres soutiennent, que la prudence ne permettoit pas de regarder le consentement du Roi aux Actes qui lui avoient été présentés, comme une preuve de l'intention qu'il avoit de gouverner selon les Loix, vû que ce consentement n'avoit pas été entièrement volontaire. C'est sur cette question que roulent tous les Ecrits qui furent publiez dans la suite ou par le Roi, ou par les deux Chambres.

Les tumultes continuant toujours autour du Parlement, & les Communes ne s'empressant pas beaucoup pour les apaiser, douze Evêques s'assemblerent chez l'Archevêque d'Yorck, pour consulter ensemble sur ce qu'ils avoient à faire. Ce fut là que, par l'avis de cet Archevêque, ils résolurent de n'aller plus au Parlement, & de présenter au Roi & à la Chambre des Seigneurs la Protestation suivante.

Les tumultes continuent.

CHARLES

I.

1641.

Rushworth,

Vol. IV. p.

466.

Nelson, T. II.

pag. 794.

REQUETE & PROTESTATION de tous les Evêques & Prélats appelez par S. M. au Parlement, & qui se trouvent présentement dans Londres ou dans Westminster.

Protestation
des Evêques

D'autant que les Supplians ont été sommez par des ordres respectifs de S. M. & sous de grandes peines, de se trouver au Parlement, & qu'ils ont un droit indubitable de voter sur les Bills & sur les autres matieres qui se présentent dans le Parlement, & par les anciennes Coutumes, Loix, & Statuts de ce Royaume, & qu'en cette qualité, ils doivent être protégés par V. M. afin qu'ils puissent rendre le service pour lequel ils sont sommez.

Ils remontrent humblement, & protestent devant Dieu, devant V. M. & devant les Nobles Seigneurs assemblez en Parlement,

Que, comme ils ont un droit incontestable de voter dans la Chambre des Seigneurs, ils sont aussi prêts, à moins qu'ils n'en soient empêchez par la force & par la violence, à faire en cela leur devoir.

Qu'ils ont en horreur toutes opinions qui tendent au Papisme, ou à l'avancement du Papisme, comme aussi toute sorte de Parti mal-intentionné, & tout autre auquel leur raison & leurs consciences ne leur permettent pas d'adhérer.

Mais comme en diverses occasions, ils ont été violemment menacez, insultez, assaillis, par une multitude de Peuple, pendant qu'ils alloient s'acquitter de leur devoir dans le Parlement, & en dernier lieu, chassés & mis en danger de mort, & qu'ils ne peuvent trouver ni remède, ni protection, quoiqu'ils se soient adressez diverses fois aux deux Chambres,

Ils protestent devant V. M. & devant l'honorable Chambre des Seigneurs, que, sans se départir du droit de voter dans la Chambre en d'autres tems, ils n'osent plus s'y trouver, jusqu'à ce que votre M. les mette en sûreté contre tous dangers, indignitez, & affronts.

Enfin, d'autant que leurs craintes ne sont pas fondées sur des simples fantaisies, ou soupçons, mais sur des choses qui peuvent causer une juste terreur à des ames constantes, ils protestent en toute humilité devant V. M. & devant l'honorable Chambre des Pairs, contre toutes Loix, Votes, Résolutions, Ordres, & Décisions, comme nulles, qui ont passé en leur absence, depuis le 27. Decembre 1641. & contre toutes celles qui seront faites ou prises pendant leur absence forcée. Reconnoissant néanmoins, que si leur absence étoit volontaire, la Chambre pourroit agir dans toutes choses, nonobstant leur Protestation.

Ils supplient très-humblement V. M. d'ordonner au Clerc de la Chambre des Pairs d'insérer cette Requête & Protestation dans les Registres de la Chambre.

Jean, d'Yorck; Thomas, de Durham; Robert, de Coventry & Lichfield; Josué, de Norwich; Jean, de S. Asaph; Guillaume, de Bath & Wells; George, de Héréford; Robert, d'Oxford; Matthieu, d'Ely; Godefroi, de Glocester; Jean, de Peterborowgh; Morgan, de Landaff.

Il faut remarquer, que parmi ces douze Evêques, il y en avoit neuf des treize qui avoient été accusez par les Communes, à cause des Canons de la dernière Convocation.

CHARLES
1.
1641.

Il est manifeste, que cette Protestation tendoit à dissoudre le Parlement, sans que le Roi s'en mêlât. Car si, selon la Protestation, la Chambre des Pairs ne pouvoit rien faire qui fût valide, sans la concurrence des Evêques, il n'étoit pas moins certain, que la Chambre des Communes ne pouvoit rien faire de valable sans celle des Pairs, d'où il s'ensuivoit que le Parlement devenoit inutile, ou suspendu dans l'intention des Evêques, par cette Protestation. Il paroît aussi que c'étoit la pensée du Roi, par la précipitation avec laquelle il communiqua la Protestation aux Seigneurs, vraisemblablement sans que son Conseil l'eût examinée. Il y a beaucoup d'apparence, qu'il se persuada, que les Seigneurs prendroient en main la cause des Evêques, comme faisant un troisième Ordre de l'Etat, selon sa supposition, & que cette affaire pourroit causer la dissolution du Parlement. Mais il trouva que cette même Chambre des Pairs, qui lui avoit été jusqu'alors si favorable, n'étoit plus dans les mêmes dispositions, depuis que les Evêques n'y étoient plus, & que les tumultes avoient obligé les Seigneurs Catholiques à s'absenter. La supériorité des voix ne se trouvant plus pour le Roi, la Chambre regarda cette Protestation d'un tout autre oeil que le Roi ne l'avoit espéré. Elle demanda une Conférence aux Communes, & en leur communiquant la Protestation, elle leur fit dire, que cet Ecrit étoit d'une dangereuse conséquence : Que la Chambre des Communes n'y étant pas moins intéressée que les Pairs, ils avoient jugé à propos de leur communiquer cette Protestation comme étant d'une extrême importance, & à laquelle tout le Royaume avoit un grand intérêt.

Remarque
sur la Pro-
testation
des Evêques

Les Communes n'eurent pas plutôt reçu le rapport de cette Conférence, que sur le Champ, elles résolurent d'accuser les douze Evêques de haute trahison, pour avoir tenté de renverser les Loix fondamentales, & l'essence même des Parlemens. Cette résolution ne doit pas paroître étrange, après qu'on a vu la disposition où se trouvoit la Chambre à l'égard des Evêques. Elle n'avoit garde de laisser passer une occasion si favorable qui se présentoit naturellement, de se délivrer des obstacles que les Prélats lui opposoient continuellement dans la Chambre Haute, & d'ailleurs, les Seigneurs paroissent disposés à entrer dans ses vûes. Ainsi, dans le même moment, elle envoya un de ses Membres à la Chambre des Pairs, pour y accuser formellement les douze Evêques de trahison, & pour demander qu'ils fussent mis en prison. Sur cette accusation, les Seigneurs ordonnerent à leur Huissier, d'amener les douze Evêques à leur Barre, où ils furent conduits vers les huit heures du soir, & ensuite, envoyez à la Tour, excepté les Evêques de Durham & de Lichfield, qui, à cause de leur âge, furent remis à la garde de l'Huissier.

Les Com-
munes accu-
sent les Evê-
ques de tra-
hison.
Rushworth,
Vol. IV. p.
467.
Nelson, T.II.
p. 796.

Ils sont en-
voyez à la
Tour

Dès le lendemain 31. Decembre les Communes firent prier les Seigneurs, de délibérer sur le Bill qui leur avoit été envoyé touchant l'exclusion des Evêques, à quoi les Seigneurs répondirent, qu'ils le prendroient en considération dans un tems convenable.

Le même jour, les Communes députerent au Roi, pour lui représenter, que leur Chambre étoit dans de terribles craintes, à cause d'un Parti mal-intentionné

Les Com-
munes de-
mandent au

CHARLES
1.
1641.
Roi une
Garde com-
mandée par
le Comte
d'Essex.
Nelson, T. II.
p. 800.
Elles font
porter des
armes dans
leur Cham-
bre.

tentionné qui ne cessoit point de former des projets pernicioeux. Que quel-ques-uns même de ce parti-là, avoient trempé leurs mains dans le sang de plusieurs de ses Sujets, à la porte de son Palais, & sous les yeux même du Parlement. Que par cette raison, la Chambre supplioit S. M. de lui donner une Garde sous le commandement du Comte d'Essex dont la fidélité ne pouvoit être suspecte.

Comme la Populace de Londres s'étoit retirée, & que les Officiers Réformez se tenoient encore autour de Westminster, la Chambre n'étoit pas sans quelque apprehension de recevoir quelque insulte de la part de ces Officiers, & particulièrement de Lunsford qui étoit homme à tout entreprendre. Ainsi, le Roi ayant demandé que ce Message qui avoit été porté de bouche seulement, lui fût donné par écrit, & n'y ayant pas répondu le même jour, les Communes ordonnerent qu'on portât trente ou quarante halbardes ou pertuisanes dans leur Chambre, pour pouvoir se défendre en cas de besoin.

Les Etu-
dians des
Inns vont
offrir leurs
services au
Roi.
Le Roi or-
donne au
Maître de
Londres de
prévenir les
désordres.

Leur crainte fut encore augmentée par l'avis qu'elles reçurent, que les Avocats ou Etudiens en Droit des quatre *Inns* (1) s'étoient assembles, & qu'ils étoient allés à Whitehall offrir leur service au Roi qui les avoit reçus fort gracieusement, & ordonné qu'on leur donnât à dîner à diverses tables.

Le Roi de son côté, n'étoit pas sans inquiétude. Il craignoit que les assemblées tumultueuses du Peuple ne se renouvellassent à l'occasion de la Fête du nouvel an. C'est pourquoi, il fit ordonner au Conseil Commun de Londres de prendre de bonnes mesures pour prévenir des désordres semblables à ceux qui étoient arrivés les jours précédens, en quoi il fut exactement obéi.

Rushworth,
Vol. IV. p.
471.

Réponse du
Roi tou-
chant la
Garde.
Nelson, T.
II. p. 803.

Le Parlement s'étant ajourné le Vendredi jusqu'au Lundi, parce que le jour suivant étoit le premier de l'an (2) & le lendemain, un Dimanche, ce ne fut que le 3. de Janvier, que le Roi répondit au Message des Communes, touchant la Garde. Sa réponse portoit, "Qu'il ne pouvoit voir qu'avec beaucoup de douleur, qu'au lieu de recueillir le fruit de sa grande condescendance depuis l'ouverture de ce Parlement, les Communes se remplissoient l'esprit de craintes & de soupçons, jusqu'à les lui faire connoître d'une manière si extraordinaire. Qu'il ne voyoit aucun fondement à ces craintes, & que s'il croyoit, ou sçavoit, qu'il y eût quelque dessein d'user de violence contre la Chambre, il en poursuivroit les auteurs avec la même ardeur que s'ils avoient fait quelque attentat contre sa Couronne. Qu'il s'engageoit solennellement & sur sa parole Royale, à les défendre & protéger avec tant de soin qu'il en auroit pour lui-même, pour la Reine sa femme, & pour ses enfans. Que si cette assurance ne suffisoit pas pour dissiper leurs craintes, il leur donneroit une Garde dont il seroit responsable envers celui qui lui avoit commis la défense & la protection de ses Sujets."

Avant

(1) Les *Inns* sont des Colleges où sont entretenus un certain nombre d'Avocats ou d'Etudiens en Droit.

(2) En Angleterre on suit le vieux Style, l'année commence le 25. de Mars. C'est ce Style qu'on suit dans tous les Actes Publics, dans les Histoires, & ailleurs. Mais on ne laisse pas de marquer dans les dates, la différence des deux Styles depuis le 1. de Janvier jusqu'an 25. de Mars 1641. c'est-à-dire, qu'on est dans l'année 1641. selon le vieux Style, & dans l'année 1642. selon le nouveau. Ainsi on reconnoit le 1. Janvier pour le premier de l'année selon le nouveau Style.

CHARLES
I.
1641.
Etat des af-
faires du
Roi.

Avant que d'aller plus loin, il est nécessaire de faire exactement connoître dans quelle situation les affaires du Roi se trouvoient au commencement de l'année 1641. Il y avoit dans la Chambre des Communes, un puissant parti qui travailloit à dépouiller le Roi d'une bonne partie de ses prérogatives, les uns par défiance ou par crainte, les autres pour des desseins plus cachez. Mais ceux-ci n'avoient garde de découvrir leurs intentions. Ils feignoient de n'agir que par les mêmes motifs de défiance, qui faisoient agir les premiers, dans l'espérance de les engager par degrés, à les seconder dans leurs projets. C'étoit par cette raison qu'ils ne perdoient point d'occasion d'entretenir cette défiance, à l'égard du Roi, en exagérant tout ce qu'il pouvoit y avoir de blâmable dans son Gouvernement pendant les quinze premières années de son Regne, & en rapportant toutes ses actions, depuis l'ouverture de ce Parlement, aux mêmes principes par lesquels il avoit gouverné auparavant. En un mot, leur but étoit de faire comprendre, que le Roi étoit toujours le même, & qu'il n'avoit point changé de maximes: que sa condescendance pour ce Parlement avoit été une condescendance forcée, & pleine de dissimulation: qu'il n'attendoit qu'un tems propre pour reprendre ses anciennes brisées, & quand il seroit une fois rétabli dans son autorité, il ne s'en serviroit que pour se venger de ceux dont il se croyoit offensé, & pour prendre des mesures plus justes pour établir un Gouvernement arbitraire.

Véritablement, comme il s'agissoit dans toutes ces choses de l'intention secrète du Roi, elles ne pouvoient être prouvées avec évidence: mais on en donnoit des indices capables de faire impression sur beaucoup de gens. On faisoit remarquer, que le Roi parloit toujours du consentement qu'il avoit donné aux Actes de ce Parlement, comme étant de pure grace & non de justice, d'où il étoit aisé d'inférer, qu'il se réservoir la facilité de les révoquer quand il en trouveroit l'occasion. Qu'il n'y avoit que trop de sujet de soupçonner qu'il avoit eu part à la rebellion d'Irlande, vû la conjoncture du tems où elle avoit éclaté, & la déclaration des Rebelles, qu'ils étoient autorisez par des ordres du Roi & de la Reine. Qu'il étoit très-apparent qu'il ménageoit les Papistes pour se servir d'eux dans les occasions. Qu'il n'avoit pû se résoudre à faire exécuter les six Prêtres condamnés selon les Loix, quoiqu'il en eût été instamment prié par les deux Chambres du Parlement. Qu'encore qu'il promît toujours de faire exécuter les Loix contre les Récusans, ses promesses n'avoient jamais été suivies d'aucun effet, & qu'au contraire, il confioit à des Récusans, les Charges les plus importantes. Que la conspiration pour séduire l'armée marquoit assez ses desseins. Qu'en dernier lieu, il avoit violé les Privilèges du Parlement d'une manière si évidente, qu'il n'y avoit pas eu un seul Membre dans les deux Chambres, qui ne fût persuadé de la réalité de cette violation. Que néanmoins, pour toute satisfaction, il avoit répondu, qu'il n'étoit pas lui-même convaincu d'avoir violé les Privilèges du Parlement, & qu'en tout cas, il n'avoit pas eu dessein de les violer. Que par ces raisons, il étoit absolument nécessaire de borner son pouvoir & de le mettre hors d'état de gouverner à l'avenir selon son caprice, comme il l'avoit fait durant quinze ans.

Ces raisons produisoient divers effets dans les esprits, selon le genie, les lumières, les principes de ceux à qui elles étoient adressées. Les uns les trou-

CHARLES
I.
1641.

voient trop incertaines pour pouvoir y fonder le projet de borner la puissance du Roi, & par conséquent, d'altérer la constitution du Gouvernement. D'autres trouvoient qu'elles étoient sans réplique. Mais il y avoit un grand nombre de Membres, qui balançoient entre la défiance où ils étoient à l'égard du Roi, & la crainte d'engager le Royaume dans des troubles, qui pourroient avoir de fâcheuses suites, sur un fondement incertain. Ceux-ci néanmoins, se laissoient assez aisément engager dans des démarches qu'on leur faisoit regarder comme des précautions nécessaires, sans leur en expliquer le véritable but, comme par exemple à consentir au Bill d'exclusion des Evêques. Si ceux qui dirigeoient le Parti Presbytérien, leur avoient découvert, que leur intention étoit de diminuer le pouvoir du Roi, afin de pouvoir plus aisément établir le Gouvernement Presbytérien sur les ruines de l'Episcopal, ils n'auroient jamais réussi. Ils se seroient même rendu si suspects, qu'ils auroient perdu tout leur crédit. Car il faut remarquer que les Chefs du Parti contraire au Roi, quoique Presbytériens pour la plupart, n'agissoient pas encore en cette qualité, mais seulement, comme ardens défenseurs des droits du Peuple, & comme ennemis de la tyrannie, en quoi tout le Parti étoit parfaitement uni. Quand donc ils proposoient quelque chose contre les Evêques, ils faisoient entendre, que ce n'étoit pas en haine de l'Episcopat, mais pour diminuer le crédit de ces Prélats qui en avoient abusé pour soutenir le pouvoir arbitraire, & pour les empêcher de faire la même chose à l'avenir. Malheureusement, il y avoit des Evêques qui n'avoient que trop donné lieu de se plaindre d'eux, & qui par leur conduite, avoient engagé plusieurs Membres même de l'Eglise Anglicane à concourir avec les autres au dessein de borner l'autorité de tout le Corps.

Avant que les Evêques & Seigneurs Catholiques se fussent absentez de la Chambre Haute, le Parti, dont je viens de parler, trouvoit des obstacles invincibles dans cette Chambre. Depuis ce tems là même, ceux qui restoient n'étoient pas tous également engagez dans ce Parti. Il y avoit encore un bon nombre de Seigneurs qui, quoique contraires au Roi, & dans une grande défiance à son égard, ne pouvoient pourtant se résoudre à rien faire qui pût porter quelque atteinte au Gouvernement de l'Etat & de l'Eglise, ou du moins, qui fût capable d'en changer la constitution. Ainsi, depuis que le Parlement s'étoit rassemblé, les Presbytériens ne faisoient encore que lutter, pour ainsi dire, avec le reste du Parti contraire au Roi, pour l'engager par degrés à concourir à l'abaissement de la puissance Royale. Ils avoient fait passer la Remontrance de l'état du Royaume, répandu des soupçons contre le Roi, par rapport à la rebellion d'Irlande, & empêché qu'on n'envoyât une armée Angloise en ce Pais-là. Leurs intrigues avoient produit une défiance extrême, touchant le Parti Catholique protégé & favorisé par le Roi, & les Adresses mortifiantes présentées au Roi, sur la violation des Privilèges du Parlement, & sur la Lieutenance de la Tour, les attroupemens du Peuple à Westminster, la Requête pour une Garde, comme si la Chambre des Communes étoit dans un grand danger, de la part du Parti Roi. Enfin, les Evêques, leurs principaux ennemis, étoient à la Tour. En tout cela, le Presbytérianisme ne paroissoit presque point, & si quelques uns le soupçonnoient d'être la principale cause des troubles, du moins, il n'étoit pas facile de le prouver

Malgré

Malgré tous ces avantages , les Presbytériens se trouvoient encore assez éloignés de leur but. Ils avoient bien assez de crédit , pour faire passer dans la Chambre Basse des résolutions conformes au but général de tout le Parti : mais ils sentoient bien eux-mêmes , qu'ils n'étoient pas encore assez forts , pour oser faire connoître ouvertement la fin particuliere qu'ils se proposoient , je veux dire la ruïne de l'Eglise Anglicane , & l'établissement du Presbytérianisme. Il falloit avant toutes choses mettre le Roi hors d'état de s'y opposer. Pour cet effet , il falloit gagner les Membres des deux Chambres , qui balançoient encore entre la défiance où ils étoient à l'égard du Roi , & la crainte d'engager le Royaume dans de grands troubles , si on entreprenoit d'altérer la Constitution de l'Etat. Ces Membres étoient en assez grand nombre pour pouvoir porter des obstacles invincibles à l'exécution du projet , en s'unissant au parti du Roi. Car il ne faut pas s'imaginer , que tous ceux qui étoient contraires au Roi fussent d'un même caractère , & agissent par les mêmes principes , & par les mêmes motifs. Ils étoient seulement unis en ce point , c'est que la tyrannie leur déplaisoit également , & qu'ils souhaitoient avec la même ardeur , de s'en voir entièrement délivrez.

CHARLES
I.
1641.

Les choses étoient en cet état , lorsque le Roi , par l'avis du Lord Digby , qui étoit alors son principal Conseiller , fit une démarche la plus imprudente & la plus pernicieuse à ses affaires , qu'il eût jamais pû faire dans une semblable conjoncture. Le 3. de Janvier 1641. le Procureur Général s'étant rendu à la Chambre des Seigneurs , leur dit , que le Roi lui avoit commandé d'accuser de haute trahison , le Lord Kimbolton (1) , Membre de leur Chambre , & cinq Membres des Communes , sçavoir , Denzill Hollis , Arthur Haslerig , Jean Pym , Jean Hambden , & Guillaume Strade. En même tems , il leur délivra les Articles généraux d'accusation , que le Roi lui-même lui avoit mis en main , sçavoir :

Le Roi fait
accuser de
trahison un
Pair, & cinq
Membres
des Com-
munes.
Rushworth
Vol. IV. p.
473.
Nelson, T.II.
p. 811.

1. Qu'ils avoient entrepris de renverser les Loix fondamentales du Gouvernement ; dépouiller le Roi de son Pouvoir Royal , & d'établir dans les Sujets , un pouvoir arbitraire & tyrannique , sur les vies , les biens , les Libertez du Peuple.

Articles gé-
néraux de
l'accusation

2. Que par divers mauvais moyens , ils avoient calomnié le Roi , & tenté de le rendre odieux à ses Sujets , en leur faisant perdre leur affection pour lui.

3. Qu'ils avoient fait des efforts pour porter la dernière Armée qui étoit sur pied , à désobéir aux ordres du Roi , & pour lui persuader de se joindre à eux pour leur aider à exécuter leurs desseins pleins de trahison.

4. Qu'ils avoient traitreusement incité & invité une Puissance étrangère à envahir l'Angleterre.

5. Qu'ils avoient entrepris de renverser les fondemens & l'essence même des Parlemens.

6. Que pour exécuter leurs pernicieux desseins , ils avoient , autant qu'il avoit été en leur pouvoir , employé la terreur & la force , & encouragé les tumultes contre le Roi & contre le Parlement.

Le Procureur Général ajouta , que le Roi demandoit , que la Chambre établir un Committé qui s'engageât sous serment , à garder le secret , pour

X ij

exami-

(1) Il étoit fils du Comte de Manchester qui vivoit encore , & il fut lui-même dans la suite Comte de Manchester.

CHARLES I.
1642
examiner les témoins qui seront produits de sa part, comme il avoit été pratiqué auparavant dans des cas semblables; Qu'il se réservait la faculté de faire des changemens dans l'accusation; Qu'il requeroit les Seigneurs de s'assurer des personnes des accusés.

Considérations sur la démarche du Roi.
3. Janvier.

Il est bien difficile de comprendre quel étoit le but du Roi, dans cette accusation extraordinaire, & ce qu'il en attendoit, vû les difficultez qui se présentoient en foule, & qu'il étoit comme impossible qu'il n'eût pas prévûes.

Premièrement, le Roi demandoit justice aux Seigneurs, contre cinq Membres des Communes, pendant la Séance du Parlement, ce qui étoit une irrégularité toute manifeste, puisque les Seigneurs n'étoient pas les Juges naturels des Membres de la Chambre Basse, dans le tems que le Parlement étoit assemblé, à moins que cette Chambre n'y eût consenti, ce que le Roi ne pouvoit pas ignorer. Par conséquent, ils n'avoient pas droit de faire mettre les cinq Membres en prison. A quoi bon donc le demander?

Secondement, dans cette accusation, le Roi attaquoit cinq Membres des Communes, qui étoient les Chefs, & les principaux directeurs de cette Chambre. Comment donc pouvoit-il espérer, dans de telles conjonctures, que les Communes lui livraissent leurs Chefs, sous prétexte d'une accusation générale qui n'entroit dans aucun détail.

Troisièmement, le Roi, en accusant ces cinq Membres, accusoit proprement, toute la Chambre de trahison, comme il étoit aisé de le comprendre par la simple lecture des Articles.

4. Enfin, comment pouvoit-il espérer, que le Parlement, qui avoit fait présent aux Ecoissois de trois cens mille livres sterling, pour recompense de leur assistance fraternelle, regarderoit comme un crime de trahison, de les avoir attirés dans le Royaume, quand même il auroit pû bien prouver ce qu'il avançoit?

Tout cela fait voir, que le Roi avoit été très-mal conseillé lors qu'il avoit entrepris cette affaire dans une semblable conjoncture. Aussi ne trouve-t-on point d'Historien, parmi ceux-mêmes qui lui sont les plus dévoués, qui ne reconnoisse du moins, que cette démarche étoit très-imprudente, & hors de saison.

Les Seigneurs examinent la régularité du procédé du Roi.
Rushworth, Vol. IV. p. 474.

Après la lecture des Articles d'Accusation, le Lord Kimbolton demanda d'être jugé publiquement & selon les Loix. Mais les Seigneurs n'allèrent pas aussi vite que le Roi l'avoit prétendu. La première chose qu'ils firent fut d'établir un Comité pour examiner la régularité de ce procédé, & pour chercher dans les Regîtres, si jamais pareille chose étoit arrivée, & si une accusation contre un Pair du Royaume pouvoit être portée à la Chambre Haute par le Procureur Général. Quant à l'accusation contre les cinq Membres des Communes, ils ne mirent pas seulement en délibération s'ils devoient la recevoir, & ils se contentèrent d'en informer cette Chambre.

Le Roi fait mettre le Scellé chez les accusés.

Les Communes le font ôter.

Ordre des Communes.

Dans le même tems, les Communes apprirent que certains Officiers du Roi étoient chez Messieurs Hollis & Pym, & qu'ils mettoient le Scellé à leurs Cabinets & à leurs coffres. La même chose fut faite dans les maisons des trois autres accusés. Sur cet avis les Communes donnerent ordre à leur Sergent, d'aller enlever les Scellez, & de mettre en prison ceux qui les avoient appliqués. Elles ordonnerent aussi, que si quelqu'un venoit dans la maison de quelqu'un

quelqu'un des Membres de la Chambre, pour sceller les coffres, les portes, ou les Papiers, il seroit permis à ce Membre de requérir l'assistance du Connétable du quartier, pour arrêter cette personne ou personnes, & pour les tenir sous une sûre garde, jusqu'à nouvel ordre. Que si quelqu'un attentoit de saisir ou arrêter quelqu'un des Membres de la Chambre, sans l'en avoir avertie, il seroit permis à ce Membre, de se mettre en défense, & à toute personne, de lui donner du secours, selon la Protestation, par laquelle on s'étoit obligé à défendre le Parlement.

CHARLES
I.
1641.
Nelson, T. II.
p. 813.

Peu de tems après, les Communes représenterent aux Seigneurs dans une Conférence, que le Roi avoit fait mettre le Scellé dans les maisons des Membres accusez, & avoit assemblé une nombreuse Garde à Whitehall. C'est pourquoi, elles demandoient que le Parlement eût aussi une Garde, approuvée par les deux Chambres, ou bien, qu'il s'ajournât en quelque endroit, où il pût être en sûreté. Pendant cette Conférence, un Sergent d'armes alla demander à la Chambre des Communes, de la part du Roi, les cinq Membres qu'il avoit fait accuser. Avant que de rendre réponse sur cette demande, les Communes députerent au Roi, pour lui représenter, que son Message étoit d'une très-grande conséquence, & concernoit les Privilèges du Parlement, aussi bien que toutes les Communes du Royaume; qu'elles le prendroient en considération, & lui rendroient une réponse aussi prompte que l'importance de l'affaire le permettroit: Que cependant les cinq Membres accusez seroient prêts à répondre à toute accusation conforme aux Loix, qui seroit intentée contre eux; après quoi, elles congédierent le Sergent qui leur avoit apporté ce Message. En même tems, elles ordonnerent aux cinq Membres de se trouver tous les jours dans la Chambre.

Conférence
entre les
deux Cham-
bres.
Nelson, *ibid.*
Le Roi fait
demander
aux Com-
munes les
Accusez.
Rushworth,
Vol. IV. p. 475
Elles dépu-
tent au Roi.

Les Accusez
ont ordre de
venir tous
les jours à
la Chambre

Cependant, les Seigneurs avoient voté sur les Articles proposez dans la Conférence, que les Scellets mis aux maisons des Membres des deux Chambres seroient ôtez, & qu'on demanderoit au Roi une Garde, approuvée par les deux Chambres. Ils avoient de plus ordonné, que deux d'entre eux, conjointement avec quelques Députés des Communes, iroient représenter au Roi, que les Privilèges du Parlement avoient été violez.

Résolution
des Sei-
gneurs con-
forme à la
demande
des Com-
munes.

Le lendemain (1) matin, le Lord Falkland rapporta la réponse du Roi au Message des Communes, touchant la violation des Privilèges. Il dit que le Roi lui avoit demandé, si la Chambre s'attendoit à une réponse, & qu'avant que le Lord Falkland répondît, il lui avoit dit, que le lendemain matin, il envoyeroit sa réponse à la Chambre, aussi-tôt qu'elle seroit assemblée. Qu'en attendant, il pouvoit dire à la Chambre, que le Sergent d'armes n'avoit rien fait que par son Ordre.

Rapport de
la réponse
du Roi.

Immédiatement après ce rapport, les Communes firent dire aux Seigneurs, qu'on répandoit dans le Public un certain Ecrit scandaleux, intitulé, *Articles de trahison, contre le Lord Kimbolton, &c.* & qu'elles demandoient leur concurrence, pour faire punir les Auteurs de cet écrit, & ceux qui le publioient.

Demande
des Com-
munes aux
Seigneurs.

Ensuite elles firent examiner les Avocats ou Etudiants des Inns, sur ce qu'il avoit été rapporté, qu'ils avoient eu ordre de se tenir prêts pour le 4. de Janvier. Ceux de *Lincoln's Inn* répondirent, que la semaine précédente,

Examen des
Etudiants
des Inns.
Rushworth,
Vol. IV. p. 476
ils

CHARLES
I.
1641.

ils avoient été à Whitehall pour y offrir leurs services au Roi, dans la pensée que sa personne étoit en danger. Que la nuit passée, Messieurs *Kiligrew* & *Flemming* leur avoient porté un Ordre de S. M, de ne pas sortir le lendemain, & de se tenir prêts en cas que le Roi eût besoin de leur service, & qu'ensuite, ils leur avoient donné les Articles d'accusation contre le Lord *Kimbolton*, & contre les cinq Membres des Communes. Que véritablement, leur intention avoit été de défendre la personne du Roi, suivant la Protestation, mais qu'ils n'étoient pas moins disposés à témoigner leur zèle pour les Communes, ne croyant pas qu'ils dussent mettre aucune différence entre les intérêts du Roi & ceux du Parlement. Ceux des autres Inns répondirent dans le même sens.

Le Roi va
lui-même à
la Chambre
des Com-
munes.

L'après-midi, les cinq Membres accusez se rendirent à la Chambre, selon qu'il leur avoit été ordonné. Ils n'eurent pas plutôt pris leurs places, qu'on vint avertir la Chambre, que le Roi arrivoit, accompagné d'une Garde de gens armés, & d'un grand nombre d'Officiers réformez. Comme il avoit lieu de croire, que l'intention du Roi étoit de se saisir des cinq Membres accusez, on les fit sortir promptement. Ils étoient à peine hors de la Chambre, que le Roi parut, & ayant marché jusqu'à la Chaire de l'Orateur, il lui dit, *Monsieur l'Orateur, avec votre permission, il faut que je me place dans votre Chaire pour un moment.* Quand il fut dans la Chaire, il regarda de tous côtés, pour voir s'il ne découvroit point quelqu'un de ceux qu'il cherchoit, après quoi, il fit ce Discours à la Chambre, sa Garde étant demeurée à la porte, sans entrer.

MESSIEURS,

Discours du
Roi aux
Communes
Rushworth,
Vol. IV. p.
477.
Nelson, T. II.
pag. 320.

Je suis fâché de l'occasion qui m'amène ici. Je vous envoyai hier un Sergent d'armes pour vous parler de ma part, sur une affaire très-importante & pour saisir quelques-uns de vos Membres que j'ai fait accuser de haute trahison, & que je m'attendois à être obéi, & non pas à un Message. Il faut donc que je vous déclare ici, qu'encore qu'aucun Roi d'Angleterre n'ait jamais été, ni ne puisse être plus soigneux que moi, de maintenir vos Privilèges, vous devez sçavoir que vos Privilèges ne s'étendent point jusqu'aux Crimes de trahison. C'est pourquoi, je suis venu ici pour sçavoir, s'il y a parmi vous quelqu'un de ceux qui ont été accusez. Car Messieurs, il faut que vous sçachiez, que tant que ces Membres accusez seront dans votre Chambre, je ne puis pas m'attendre qu'elle soit dans la droite voye où je désire qu'elle soit. Je suis donc venu pour vous dire, que je les veux avoir, en quelque endroit que je les trouve. Je vois bien que tous les oiseaux s'en sont envolés. Mais je m'attends que vous me les envoyerez, dès qu'ils seront retournés dans la Chambre. Mais en même tems, je vous assure que mon intention n'est pas d'user de force & de violence, mais de procéder contre eux selon les Loix; car je n'ai jamais eu d'autre pensée.

Mais présentement que je vois que je n'ai pu exécuter le dessein qui m'a fait venir ici, je croi que c'est une occasion propre pour vous confirmer ce que je vous ai dit ci-devant, que mon intention est de maintenir tout ce que j'ai fait en faveur de mes Sujets.

Je ne vous retiendrai pas plus long-tems, mais je vous repete encore, que je m'attends

m'attends que vous m'enverrez les Accusez, aussi-tôt qu'ils seront retournés par-mi vous. Autrement je me verrai obligé à prendre d'autres mesures pour les trouver.

CHARLES
I.
1641.

Le Roi ne fut pas plutôt sorti, qu'un grand nombre de Membres de la Chambre commencerent à crier, *Privilèges, Privilèges*, en sorte que le Roi pouvoit les entendre. Incontinent après la Chambre s'ajourna jusqu'au lendemain à une heure après-midi.

La Cham-
bre s'ajour-
ne.

La Chambre s'étant rassemblée le lendemain 5. de Janvier, à l'heure marquée, vota d'abord, que le Roi avoit violé ses Privilèges, & qu'elle ne pouvoit plus s'assembler au même lieu, avant que d'avoir obtenu une réparation convenable, & une Garde pour la mettre en sûreté. Ensuite, elle résolut de s'ajourner jusqu'au onzième de ce même mois, & nomma un Com-mitté de vingt-quatre de ses Membres, pour s'assembler durant l'ajourne-ment, à *Guildhall*, Maison de Ville de Londres, & pour examiner ce qu'il étoit à propos de faire pour la sûreté du Royaume, & particulièrement pour assurer les Privilèges du Parlement. Le Com-mitté pour les affaires d'Irlande eut aussi ordre des'assembler dans le même lieu pendant l'ajournement. Cela fait, elle fit informer les Seigneurs de ce qui s'étoit passé le jour précé- dent, de son ajournement, & du Com-mitté qu'elle avoit établi pour s'as-sembler à *Guildhall*.

Vote que le
Roi a violé
les Privile-
ges de la
Chambre.
15. Janv.
Les Com-
munes éta-
blissent un
Com-mitté
pour s'as-
sembler
dans la Cité
& s'ajour-
nent.

Le même jour, le Roi se rendit à *Guildhall*, après avoir fait ordonner au Maire de Londres, d'y assembler le Conseil commun. En passant dans les ruës, il eut la mortification d'entendre souvent crier *Privilèges, Privilèges*. Il y eut même un homme assez insolent, pour jeter dans son carrosse un Pa-pier où ces mots étoient écrits, *A vos tentes o Israël*. Le Roi étant arrivé à *Guildhall*, parla de cette sorte au Conseil de Ville :

Le Roi se
rend au
Conseil
commun de
Londres.

MESSIEURS,

Je viens pour demander les personnes que j'ai fait accuser de trahison, & qui, comme je le croi, sont cachées quelque part dans cette Ville. Je ne croi pas qu'au-cun honnête homme veuille me les tenir cachez. Je demande donc votre assistance, afin qu'ils puissent être jugez selon les Loix. Et comme on a fait courir le bruit que je favorisois le Papisme, je déclare ici, sur ma parole Royale, que mon intention a toujours été & sera toujours, de poursuivre, de tout mon pouvoir, tous ceux qui, de quelque maniere que ce soit, s'opposent à l'exécution des Loix de ce Royaume, soit Papistes, soit Schismatiques, & que je maintiendrai & défendrai la Religion Protestante dont mon Pere a fait profession, jusqu'au dernier jour de ma vie.

Discours du
Roi au Con-
seil com-
mun.
Rushworth,
Vol. IV. p. 479

Il semble que le Roi avoit oublié dans quelle situation ses affaires se trou-voient, & qu'il se croyoit encore dans le même état où il s'étoit vû avant la Guerre d'Ecosse. Certainement, il ne pouvoit pas ignorer, que la Ville de Londres ne lui étoit pas fort affectionnée, & qu'elle n'avoit pas même raison de l'être. Il se persuadoit pourtant, qu'elle prendroit sa cause en main contre le Parlement, & qu'elle lui livreroit les cinq Membres accusez, à quoi il n'y avoit pas la moindre apparence. D'un autre côté, il pouvoit encore moins

Remarque
sur ce Dis-
cours.

CHARLES I. 1641. moins ignorer , que c'étoit principalement dans Londres , que les Presbytériens étoient nombreux & puissans , & cependant , il affectoit de dire qu'il défendrait & maintiendrait la Religion Protestante , que le Roi son Père avoit professée , & qu'il poursuivroit rigoureusement les Schismatiques aussi bien que les Papistes. J'avouë , que je ne voi pas où étoit la nécessité ou l'utilité d'une telle Déclaration devant le Conseil commun d'une Ville qui étoit beaucoup plus Presbyterienne qu'Anglicane , comme il parut bien peu de tems après.

Le Comité . Cependant , le Comité des Communes qui s'assembla dans la Maison de Ville travailla soigneusement à prendre des informations de tout ce qui s'étoit passé le 4. de Janvier , & à préparer les matieres pour faire son rapport à la Chambre , quand elle se rassembleroit. Ce Comité fut informé que le même jour que le Roi étoit allé à la Chambre des Communes , le Chevalier *Byron* qui avoit été fait Lieutenant de la Tour , à la place de *Lunsford* , avoit envoyé à Whitehall cent mousquets & un baril de poudre. *Rushworth* , qui rapporte cette particularité , assure , que la chose ayant été soigneusement examinée , fut trouvée véritable. Mais je ne sçai si on peut ajouter une entière foi à son témoignage , quoi que ce qu'il dit ne soit pas contre la vraisemblance.

Requête de la Ville de Londres au Roi. *Rushworth, Vol. IV. p. 480. Nalson, T. II. p. 481.* Le 7. la Ville de Londres présenta au Roi une Adresse qui faisoit bien voir , qu'elle étoit plus portée pour le Parlement que pour lui. Elle lui représentoit les craintes des Habitans , causées par les progrès de la rebellion d'Irlande , fomentée par les Papistes d'Angleterre , & par leurs Adhérens : le délai du secours destiné pour ce Royaume : les avis qu'on recevoit des Païs étrangers , & d'Angleterre même , d'un complot pour exterminer les Protestans : le changement fait dans la Lieutenance de la Tour : les armemens & les préparatifs extraordinaires qui se faisoient à Whitehall : la violence exercée contre les Habitans de Londres , dont plusieurs avoient été blessés : les efforts faits pour gagner les Etudiens des Inns : le nombre extraordinaire de Canoniers , envoyés depuis quelques jours à la Tour : la découverte qu'on avoit faite de plusieurs feux d'artifice dans la maison d'un Papiste : la mésintelligence entre le Roi & le Parlement , causée par de fausses informations : l'entrée de S. M. dans la Chambre des Communes , avec une suite nombreuse d'Officiers , outre sa Garde ordinaire , pour se saisir de quelques-uns des Membres , contre les Privilèges du Parlement.

Cette Adresse étoit bien capable de faire connoître au Roi , combien il s'étoit trompé dans l'opinion qu'il avoit eue , que la Ville de Londres étoit bien disposée en sa faveur. Il répondit néanmoins avec beaucoup de douceur , à chacun des Articles qu'elle contenoit. Il disoit dans sa réponse :

Réponse du Roi. *Rushworth, Vol. IV. p. 481* „ Qu'à l'égard de l'Irlande , il n'avoit pas tenu à lui , qu'on n'y envoyât un „ puissant secours , & qu'il feroit tous ses efforts pour le hâter „ „ Que pour la Tour , il ne pouvoit comprendre d'où pouvoient naître „ leurs craintes , après que , pour leur faire plaisir , il en avoit ôté le comman- „ dement à un homme de confiance pour le donner à une personne d'hon- „ neur & de bonne reputation. Que quant aux préparatifs qui s'y faisoient , „ c'étoit autant pour la sûreté de la Ville , que pour la sienne propre. „ „ Qu'on ne pouvoit pas ignorer ce qui l'avoit obligé de tenir une Garde

à Whitehall. Que si quelques-uns des Bourgeois de Londres avoient été maltraitez, il étoit convaincu, que c'étoit par leur propre faute, & par leur mauvaise conduite “

CHARLES
I.
164¹.

„ Qu'à l'égard des Etudiants des Inns, il n'avoit eu d'autre intention que de recevoir gracieusement leurs offres, afin de les encourager à le servir dans les occasions “

„ Que pour ce qui regardoit son entrée dans la Chambre des Communes, si les Supplians sçavoient sur quels fondemens il les avoit fait accuser, ils regarderoient cette entrée comme un acte de faveur & de grace, & comme le moyen le plus paisible pour arrêter les Accusez, principalement, si ce qu'on disoit étoit vrai, qu'il y avoit des ordres pour donner pouvoir aux Sujets de résister à la Justice. Que, quant à la maniere de procéder contre les Accusez, il n'avoit jamais eu intention de s'écarter le moins du monde, de ce qui étoit ordonné par les Loix “

„ Il finissoit en disant, que cette maniere extraordinaire dont il répon-
doit à leur Adresse étoit la plus forte preuve qu'il pût donner de ses bonnes intentions pour ses Sujets, & de l'estime particuliere qu'il faisoit de l'affec-
tion de la Ville de Londres, dont il espéroit qu'ils auroient de la reconnoi-
sance “

Le lendemain 8. de Janvier, le Roi publia une Proclamation qui ordon-
noit à tous les Magistrats & Officiers de Justice, d'arrêter les Membres accu-
sez, & de les mener à la Tour. Mais il étoit aisé de prévoir qu'il n'y auroit
personne d'assez hardi pour l'entreprendre.

Proclama-
tion pour
faire arrêter
les accusez.
8. Janvier.
Rushworth,
Vol. IV. p. 482
Déposition
sur l'entrée
du Roi dans
la Chambre
des Com-
munes.
Résolution
du Com-
mitté.

Pendant que le Committé des Communes fut assemblé à Guildhall, il ouït
deux témoins qui déposèrent, qu'ils avoient entendu certains Discours du
Capitaine Hyde, qui faisoient comprendre qu'il y avoit eu quelque mauvais
dessein contre la Chambre des Communes.

Ensuite il fut résolu, que les Shérifs de Londres & de Westminster assem-
bleroient le *Posse Comitatus* (1) pour reconduire le Committé au Parlement,
le jour qu'il se rassembleroit. Sur cela, les Bateliers s'offrirent pour garder le
Committé, s'il alloit au Parlement par eau, & leur offre fut acceptée. Mais
il refusa celle des Apprentifs qui offroient de l'accompagner, s'il traversoit
la Ville.

Cependant le Committé des vingt-quatre, ayant nommé quelques-uns
d'entre eux pour examiner les affaires dont il s'agissoit, ce petit Committé
fit son rapport le 10. de Janvier des résolutions qu'il avoit prises, sçavoir :

Résolutions
d'un petit
Committé
tiré du
grand. 10.
Janvier.
Rushworth,
Vol. IV. p. 483

Que la Publication des Articles d'accusation contre les Membres accusez,
étoient une violation manifeste des Privilèges du Parlement, & un acte sédi-
tieux tendant à troubler la paix du Royaume.

Que les Privilèges du Parlement ayant été si manifestement violez, ne
pouvoient être suffisamment maintenus, à moins qu'il ne plût à S. M. de
nommer ceux qui lui avoient conseillé de faire sceller les Cabinets des Mem-
bres accusez, d'envoyer un Sergent d'armes à la Chambre des Communes
pour les arrêter, de donner des ordres signez de sa main, pour les faire saisir,
de venir lui-même à la Chambre, de publier lui-même les Articles d'accu-
sation

(1) C'est-à-dire, les Habitans de la Province, en armes.

CHARLES
I.

1641.

Le Roi se
retire de
Londres.
10. Janvier.
Rushworth,
Vol. IV. p. 484

Le Committé
se rejoint
à la Cham-
bre.

Le Roi se
repent de sa
démarche.

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres.
Rushworth,
Vol. IV. p. 484
Il se desiste
de sa ma-
nière de
procéder.
14. Janvier.
Nelson, T. II.
p. 848.
Considé-
rations sur
l'impruden-
ce de l'ac-
cusation des
Membres
par rapport
au tems.

sation en forme de Proclamation, afin que ces pernicioeux Conseillers fussent punis exemplairement.

Le Committé des vingt-quatre ayant résolu de retourner le lendemain au Parlement, avec une nombreuse Garde, le Roi ne jugea pas à propos de s'exposer au danger de recevoir quelque affront de la part de la populace. C'est pourquoi, il prit le parti de se retirer à Hamproncourt, & deux jours après à Windsor.

Le 11. de Janvier les Communes s'étant assemblées à Westminster, le Committé des vingt-quatre s'y rendit par eau, étant escorté d'un très-grand nombre de bateaux remplis de Bateliers & d'autre Peuple, pendant que les Milices de Londres, sous les armes, traversoient la Ville, pour l'escorter aussi par terre.

Ce fut alors que le Roi comprit qu'il avoit mal pris ses mesures, & que ses démarches imprudentes ne pouvoient que lui causer beaucoup de chagrins, & ruiner ses affaires. Il se repentit de ce qu'il avoit fait, & il souhaita de pouvoir appaiser le trouble qu'il avoit lui-même excité. Dans cette vue, dès le lendemain, 12. de Janvier, il envoya le Message suivant aux deux Chambres.

Sa Majesté, voyant que quelques-uns conçoivent qu'il est douteux si son procédé contre le Lord Kimbolton & les cinq Membres des Communes est conforme aux Privilèges du Parlement, désire de donner satisfaction à tout le monde, dans tout ce qui semble avoir quelque relation aux Privilèges. C'est pourquoi, elle trouve à propos de se desister de ses précédentes procédures. Par ce moyen, n'y ayant plus aucun sujet de doute, son intention est, quand les esprits seront un peu rassurés, de procéder dans cette affaire, d'une manière à laquelle il n'y aura rien à dire. Il assure son Parlement, qu'en toutes occasions, il prendra autant de soin de leurs privilèges, que de sa propre vie & de sa Couronne.

S'il n'y avoit pas eu un dessein tout formé contre le Roi, ce Message auroit été capable de tout appaiser, puisqu'il faisoit assez paroître, qu'il se repentoit de ce qu'il avoit fait, & qu'en quelque manière, il avoit lui-même sa faute. Mais il avoit donné trop de prise sur lui, pour que ses ennemis négligeassent de profiter de cet avantage. J'ai déjà dit, qu'il y avoit dans les deux Chambres, beaucoup de Membres qui n'étoient pas encore bien déterminés à entrer dans le dessein de ceux qui ne cherchoient qu'à mettre tout en trouble & en confusion. Quelques-uns entrevoient le but que les Presbytériens se proposoient. D'autres avoient des scrupules qu'ils ne pouvoient pas bien surmonter, en considérant, qu'on se mettoit en danger de ruiner le Royaume sur une simple défiance qui pouvoit n'être pas bien fondée. Mais les doutes qu'ils avoient auparavant furent presque changés en certitude depuis que le Roi venoit de faire. Avant l'accusation des six Membres, il étoit douteux que le Roi pensât à se venger de ceux qui l'avoient offensé : mais cette accusation rendoit cette intention très-vraisemblable. Il étoit douteux que sa condescendance pour le Parlement fût forcée : mais cette accusation faisoit voir, qu'il se croyoit dépouillé de sa légitime autorité, & qu'il regardoit ce que le Parlement avoit fait à son égard, comme des crimes de haute trahison. Car si c'étoit trahison, que de l'avoir dépouillé d'une partie de son autorité, ceux qui avoient donné leurs voix pour les Actes
des

des Parlemens triennaux , & pour la continuation de celui-ci , ne pouvoient pas être innocens. Si c'étoit une trahison que d'avoir voulu rendre le Roi odieux à son Peuple , certainement , les six Membres accusez n'étoient pas les seuls coupables. Si c'étoit une trahison que d'avoir invité l'Armée d'Ecosse à venir en Angleterre , comment la Chambre des Communes pouvoit-elle s'en justifier , après avoir recompensé les Ecossois de leur invasion , par le don de trois cens mille livres sterling ? Si c'étoit une trahison que d'avoir entrepris de renverser les fondemens & l'existence même des Parlemens , le Parlement entier s'étoit rendu coupable de ce crime , en s'attribuant par un Acte le droit de ne pouvoir être dissous ni prorogé que de son propre consentement , puisque c'étoit changer la nature des Parlemens. Si c'étoit une trahison que d'avoir excité des tumultes , ce n'en étoit pas moins une , d'avoir favorisé & encouragé ces mêmes tumultes , & c'étoit là le crime de toute la Chambre des Communes. Enfin , l'accusation contre ces Membres particuliers d'avoir voulu faire la Guerre au Roi , & de la lui avoir faite effectivement , portoit nécessairement sur toute la Chambre qui avoit favorisé les attroupemens , qui s'étoit donné une garde , & qui s'étoit pourvûe d'armes.

Tout cela donnoit beaucoup à penser à ceux qui jusqu'alors avoient conservé quelque bonne volonté pour le Roi , & qui avoient eu des pensées équitables sur son sujet. Ils voyoient manifestement quel Jugement le Roi faisoit des actions du Parlement , quoi qu'il n'en attaquât que six Membres. Ce petit artifice , de rejeter sur quelques Particuliers la faute de toute la Chambre , avoit été bon par rapport aux Parlemens précédens , pendant que le Roi étoit maître. Mais il n'étoit plus de saison à l'égard de celui-ci , & dans une semblable conjoncture. Depuis que les Griefs passez avoient été réparés , il s'agissoit de sçavoir si on devoit se confier à la parole du Roi , & le rétablir dans son état naturel. Plusieurs étoient de ce sentiment , ne pouvant pas bien se persuader , qu'après tout ce qui s'étoit passé dans ce Parlement , le Roi voulût entreprendre à l'avenir , de gouverner comme il avoit fait auparavant. Ils ne pouvoient se déterminer par un simple motif de crainte & de défiance , à faire quelque alteration dans la constitution du Gouvernement , en diminuant le pouvoir du Roi. D'autres soutenoient , que la condescendance du Roi n'étoit qu'une pure dissimulation , & qu'on ne pouvoit point se fier à sa parole. Ceux-ci , pour amener les autres à leur opinion , étoient obligés de se servir de divers artifices , d'exagérer les actions du Roi , & de leur donner un mauvais sens , & néanmoins , ils n'avoient encore pû parvenir à leur but. Mais par l'accusation des six Membres , le Roi lui-même leur fournit des argumens , auxquels il étoit difficile de répondre. Ils n'eurent plus besoin d'employer des indices & des conjectures pour prouver ce qu'ils avançoient , puisque le Roi en donnoit lui-même des preuves si évidentes. Ainsi on peut dire , que jamais le Roi ne suivit de conseil plus pernicieux que celui qu'on lui donna , de faire toutes les démarches qu'il venoit de faire. Si ce fut le Lord Digby , comme on le prétend , qui lui donna ce conseil , on peut assurer , qu'il le jeta dans un précipice d'où il ne lui fut plus possible de se tirer.

Depuis ce tems-là , il ne fut plus question de sçavoir s'il falloit borner le pouvoir du Roi , mais de sçavoir jusqu'à quel point il devoit être borné , ceux qui jusqu'alors avoient été les plus modérez , ayant perdu entièrement

CHARLES

I.
1641.

ledoute où ils avoient été touchant la sincérité du Roi. Ainsi, le Parti qui lui étoit le plus contraire, étant devenu très-supérieur dans les deux Chambres, & ne trouvant presque plus d'opposition, ceux qui souhaitoient de rendre service au Roi jugerent, qu'il étoit plus sûr pour eux, ou de s'absenter du Parlement, ou de garder le silence, pour attendre les occasions de le servir efficacement, si les affaires venoient à changer de face, & par-là, le Parti contraire devint encore plus puissant.

Il est donc manifeste, que dans la disposition où le Parlement se trouvoit, le dernier Message du Roi n'étoit pas un moyen suffisant pour obliger ses ennemis à changer leurs mesures. D'autant plus, que par ce Message, il ne se désistoit pas de l'accusation, mais seulement de la maniere de procéder, quoi qu'il fût aisé de comprendre, qu'il ne prenoit cette voye, que pour se tirer d'embarras avec moins de honte. Aussi les Communes n'y firent pas beaucoup d'attention. Le 17. de Janvier, elles prirent des résolutions conformes à celles dont le Committé de Londres avoit fait le rapport, & les redigerent en forme de Déclaration. Elles y ajoutèrent seulement, les dépositions de quelques témoins sur le nombre des gens armez dont le Roi étoit accompagné, lorsqu'il se rendit à la Chambre, & qui, selon ces dépositions, étoit d'environ cinq cens : sur les manieres insolentes de quelques-uns des Officiers qui accompagnoient le Roi ; & sur les Discours qu'ils avoient tenus à la porte de la Chambre, & qui sembloient marquer qu'ils n'attendoient qu'un signal, pour se jeter sur les Membres. Il n'y a point de doute que toutes ces choses ne fussent beaucoup exagérées : mais ces exagérations n'étoient pas inutiles pour la fin que les Communes se propoisoient. Elles déclaroient néanmoins, qu'elles ne prétendoient point protéger leurs Membres, lorsqu'ils seroient accusés de trahison ou de malversation, & poursuivis selon les Loix, & les Privilèges du Parlement : qu'au contraire, elles seroient toujours prêtes à les livrer à la Justice, étant bien convaincuë qu'il n'est pas moins nécessaire de faire justice contre les criminels, que de soutenir les droits & les libertez des Sujets & du Parlement.

Avant que cette Déclaration fût publiée, le Roi avoit envoyé aux deux Chambres le Message suivant qui faisoit bien voir combien il souhaitoit de les appaiser, & de finir cette malheureuse affaire.

Second Mes-
sage du Roi
au Parle-
ment.

14. Janvier.
Rushworth,
Vol. IV. p.
488.
Nelson, T. II.
p. 258.

Sa Majesté n'ayant pas moins à cœur que les deux Chambres mêmes, les Privilèges du Parlement, se croit intéressée à ne pas souffrir qu'ils soient violez, & obligée, au contraire, à les maintenir, s'il arrive qu'on leur porte quelque atteinte. C'est pourquoi, elle juge à propos d'ajouter cette Déclaration à son précédent Message : Que dans les procédures qu'elle a faites contre les six Membres accusés, Elle n'a pas eu la moindre intention de violer les Privilèges du Parlement. Que s'il y a encore quelque doute sur ce sujet, S. M. veut bien prendre tous les moyens convenables pour les maintenir, par l'avis de son Parlement. Sur ce fondement, S. M. ne doute nullement que les deux Chambres ne se délivrent de tous soupçons & ombrages, & ne continuent à s'appliquer aux affaires publiques, & particulièrement à celle d'Irlande, à laquelle le bien du Royaume & de la Religion, qui fait le principal soin de S. M. est si fort intéressé. S. M. s'assure, que le soin qu'elle prend des Privilèges des deux Chambres augmentera aussi celui qu'elles doivent avoir de sa juste Prérogative, puisque se font des choses également nécessai-

res pour leur commune défense, & doivent servir de fondement à une parfaite & constante union entre lui & son Parlement, & à la prospérité de son Peuple.

Ce Message ne fut pas capable de satisfaire les Communes. J'en ai dit la raison ci-dessus. Au contraire, dès le lendemain, elles firent en sorte que le Procureur Général fut cité à comparoître à la Barre des Seigneurs, où il fut interrogé. Ses réponses ayant été communiquées aux Communes, elles le firent accuser de plusieurs grands crimes & malversations, c'est-à-dire, d'avoir violé les Privilèges du Parlement, en présentant aux Seigneurs les Articles que le Roi lui-même lui avoit mis en main, avec ordre de les présenter.

Deux jours après, les deux Chambres présentèrent une Requête au Roi, pour le prier de leur communiquer les preuves qu'il avoit contre les six Membres accusez, afin qu'on en pût venir à un prompt Jugement. Le Roi répondit, qu'il croyoit inutile de communiquer ces preuves, avant que d'être certain de la maniere dont il devoit procéder, de peur qu'une nouvelle méprise ne causât de nouveaux délais. Que pour cet effet, il désiroit de sçavoir, si à cause des Privilèges du Parlement, il étoit obligé de procéder contre les accusez, devant le Parlement même, ou s'il étoit en sa liberté de les poursuivre, suivant la Loi commune, à la maniere ordinaire; & qu'il laissoit au Parlement, le choix de l'une ou de l'autre de ces deux manieres.

Cette réponse ne pouvoit qu'embarrasser les deux Chambres, puisque le Roi vouloit bien suivre leurs directions dans la poursuite des accusez. Aussi ne jugerent-elles pas à propos de faire le choix que le Roi leur proposoit. Elles se contenterent de repliquer dans une seconde Requête, qu'elles ne trouvoient point de procédure légitime & Parlementaire dans ce qui avoit été fait contre les accusez. C'est pourquoi elles insisterent sur leur premiere demande, qu'il plût à S. M. de leur communiquer ses preuves, sans quoi, elles ne pouvoient sçavoir, si elles devoient consentir à la poursuite des six Membres.

Le Roi comprenant bien que ce ne seroit jamais fait, & qu'il y auroit toujours de nouvelles difficultez, tâcha de terminer tout d'un coup cette affaire par la réponse suivante.

Comme S. M. a cru ci-devant avoir de bonnes raisons pour accuser les six Membres, il trouve présentement qu'il n'en a pas de moins fortes pour se desister de toute poursuite. Et pour donner un témoignage sensible de ses bonnes intentions envers ses Sujets, dont quelques-uns peuvent, sans le sçavoir, être tombez dans quelques fautes, S. M. veut bien accorder un pardon général, de la maniere que les deux Chambres le trouveront à propos.

Il n'étoit pas difficile de comprendre que le Roi n'offroit ce pardon général, qu'afin qu'on pût dire, que les six Membres accusez n'étoient exemptez de la rigueur de la Justice qu'en vertu de ce pardon. Mais le Parlement n'étant pas satisfait des offres du Roi, lui présenta une troisième Requête pour demander; Que conformément à deux Actes faits sous le Regne d'Edouard III. il lui plût de livrer à la Justice ceux qui lui avoient suggeré de faire accuser les six Membres, & de procéder de la maniere qu'il avoit fait en conséquence de cette accusation.

Le Roi n'ayant rien répondu à cette Requête, l'affaire en demeura-là, excepté que, dans le mois d'Avril suivant, la Chambre des Pairs donna con-

CHARLES
1.

1641.
Les Communes accusent le Procureur Général.
Rushworth, Vol. IV. p. 489.

Les deux Chambres demandent au Roi, des preuves de l'accusation
24. Janvier.
Id. pag. 491.
Réponse du Roi.

Le Parlement insiste sur sa demande.
2. Février.

Troisième Message où le Roi se desiste de toute poursuite.
Rushworth, Vol. IV. p. 492

Le Parlement demande que le Roi livre à la Justice ceux qui l'ont conseillé.

Le Roi ne répond rien.
16. pag. 493.

CHARLES
I.

164¹/₂
Sentence
contre le
procureur
Général du
23. d'Avril.

Remarque
sur la con-
duite des
Communes

tre le Procureur Général, une Sentence par laquelle il étoit déclaré incapable d'exercer aucun emploi, hormis celui de Procureur Général, & condamné à tenir prison tout autant de tems que la Chambre le jugeroit à propos.

Quoique cette affaire semblât être terminée, on ne laissa pas de la reprocher au Roi dans la suite, une infinité de fois. Mais avant que de la finir entièrement, je croi qu'il ne sera pas inutile de faire quelques remarques sur ce sujet, afin de n'être pas obligé d'y revenir dans la suite.

Quoique les Communes fissent grand bruit de la violation de leurs Privilèges, ce n'étoit pourtant pas ce qui les animoit le plus. Leur grand Grief étoit, que le Roi avoit choisi, pour les accuser de trahison, cinq Membres de la Chambre, qui en étoient comme les Chefs & les Directeurs. Ainsi, en accusant ces cinq Membres, c'étoit accuser toute la Chambre, comme je l'ai dit ci-dessus. Or si le Roi croyoit que la Chambre fût coupable de trahison pour avoir fait ce dont il n'accusoit pourtant que les cinq Membres, quelle assurance pouvoit-on avoir, qu'il observeroit religieusement ses promesses, qui, selon son sentiment, avoient été extorquées de lui par des Traîtres? Il y avoit donc lieu de soupçonner, que le Roi avoit quelque grand dessein, & qu'avant que de l'exécuter, il avoit voulu s'assurer de ceux qui étoient le plus capables de le traverser, tant par leur habileté, que par le grand crédit qu'ils avoient dans le Parlement & parmi le Peuple. C'est-là l'impression que fit d'abord sur les Membres du Parlement, cette accusation faite à contre-tems. A cela contribua encore l'ardeur avec laquelle le Roi voulut se saisir de ces cinq Membres, jusqu'à se rendre lui-même à la Chambre des Communes pour les y enlever, ce qu'aucun Roi d'Angleterre n'avoit jamais fait avant lui. Il est même très-probable, que s'ils se fussent trouvez dans la Chambre, & qu'on lui eût fait quelque résistance, il se seroit servi pour les enlever, des gens armés dont il étoit accompagné, qui étoient au nombre d'environ cinq cens. Il n'en falloit pas davantage pour animer contre lui, ceux qui jusqu'alors avoient regardé comme une question douteuse, si on pouvoit se fier à ses promesses. On ne pouvoit comprendre que, dans un tems où les Membres modérez du Parlement commençoient à se réunir en sa faveur, pour établir une Paix solide, il se fût porté à une action si odieuse, & si capable d'y mettre des obstacles, s'il n'avoit pas eu dessein d'employer la force pour dompter le Parlement. Ainsi, les plaintes des deux Chambres sur la violation de leurs Privilèges n'étoient proprement qu'un prétexte pour couvrir la véritable raison de leurs craintes. Comme cette raison n'étoit pas pas d'une évidence capable de convaincre le Peuple, qui pouvoit ne la regarder que comme un simple soupçon, elles n'insistoient que sur leurs Privilèges, en attendant qu'elles pussent engager le Roi à se déclarer plus ouvertement. Leur véritable but étoit donc d'engager le Roi à faire quelque nouvelle démarche qui pût faire voir au Peuple, que ce n'étoit pas sans fondement qu'on accusoit le Roi d'avoir de mauvais desseins. C'est-là certainement le motif de la Requête du Parlement, par laquelle il demandoit la communication des preuves, avant que de prendre aucune résolution sur la manière de procéder. C'étoit-là un piège qu'il tendoit au Roi, pour l'engager à produire des preuves d'un crime dont tout le Parlement n'étoit pas moins coupable que les Membres ac-

cusez

cusez, & par-là, le Peuple auroit été convaincu qu'il en vouloit au Parlement même. Mais le Roi évita ce piège en se désistant de sa poursuite, plutôt que de s'engager à donner des preuves qui pouvoient lui être si préjudiciables, après avoir manqué son coup. Ce n'étoit pas de la violation des Privilèges, qu'il s'agissoit principalement, mais des secrettes intentions du Roi. Par la démarche qu'il venoit de faire, il avoit donné lieu de juger que la rupture entre lui & le Parlement n'étoit pas fort éloignée, puisqu'il avoit fait évanouir la confiance sur laquelle seulement la Paix & la bonne intelligence pouvoient se fonder. C'est sous cette face qu'il faut regarder l'accusation des six Membres, & non pas comme un fait séparé qui n'ait du rapport qu'aux Privilèges du Parlement.

CHARLES
I.
1641.

C'est donc fort inutilement, à mon avis, que quelques-uns ont entrepris d'agiter exactement la question, si les deux Chambres pouvoient légitimement se dispenser d'envoyer en prison leurs Membres accusez de trahison. Je ne laisserai pourtant pas d'en dire un mot, pour l'instruction des Lecteurs.

Il est certain, que les Privilèges du Parlement ne s'étendent point jusqu'aux crimes de trahison, & qu'en ce cas-là, les Communes n'ont pas plus de droit que les Pairs du Royaume. Mais on ne peut pas disconvenir non plus de cette autre maxime, c'est que, pendant le Séance du Parlement, aucun Membre ne peut être poursuivi, sans le consentement de sa Chambre. Quand un Pair est accusé, c'est à la Chambre des Pairs à examiner, si elle doit consentir à la poursuite, & en cas qu'elle y consente, si l'accusé doit être mis en prison, ou demeurer libre pour répondre à l'accusation. C'est la nature ou les circonstances du crime, qui déterminent les Pairs à l'un ou à l'autre. Il en est de même par rapport aux Membres de la Chambre Basse. Dans l'affaire dont il s'agissoit, les Communes trouvoient qu'il n'y avoit pas lieu d'envoyer leurs Membres accusez en prison, par la raison, que l'accusation étoit trop générale. Le Roi prétendoit au contraire, que sur la simple accusation, sous prétexte que c'étoit pour crime de trahison, il avoit droit de faire saisir les accusez, sans le consentement de leur Chambre, & de les envoyer à la Tour. Il est aisé de comprendre, que le Roi étendoit un peu trop ce principe, que *les Privilèges du Parlement n'ont point lieu dans les crimes de trahison*, puis qu'il l'étendoit jusqu'à une simple accusation de trahison. Mais une simple accusation ne peut pas priver les Chambres du Parlement, du Droit d'examiner s'il y a lieu de consentir à la poursuite, soit par quelque preuve, soit par quelque indice, soit par la notoriété publique. Sans cela, le Roi auroit pu choisir, non seulement cinq, mais cent Membres de la Chambre Basse, & les envoyer en prison sur une simple accusation de trahison, ce qui rendroit les Privilèges du Parlement entièrement inutiles. Cependant le Roi agissoit, comme si son droit eût été incontestable, quoique ce fût-là, du moins, ce qui étoit en question. Je n'entreprendrai pas d'éclaircir davantage cette matière qui a les difficultez dont la solution dépend de la connoissance des Loix & des Coutumes d'Angleterre. J'ajouterai seulement, que le Roi se fit un tort extrême par cette démarche hors de saison, & que ses ennemis en tirèrent des avantages qui causerent enfin sa ruine.

Pendant que l'affaire des Membres accusez étoit dans sa plus grande chaleur, les Communes continuoient à témoigner une extrême défiance à l'égard

Les Communes, se défiant

CHARLES
1.

164¹.

beaucoup
de la sînce-
rité du Roi.
Byron Lieu-
tenant de la
Tour s'ex-
cuse d'aller

rendre
compte aux
Communes
Nelson, T. II.
p. 845.

Les Com-
munes se
donnent
une Garde.

Soupçon
que le Roi
veut s'assu-
rer de Portf-
mouth.

Assemblée
d'Officiers à
Kingston.

12. Janvier.
Nelson, T. II.
p. 846.

Rushworth,
Vol. IV. p.
495.

Le Lord
Digby se re-
tire hors du
Royaume.

Le Parle-
ment en-
voye Ho-
tham à Hull
pour assurer
cette Place.
11. Janvier.
Nelson, T. II.
p. 833.

gard du Roi. Cette défiance alla toujours en augmentant, jusqu'à ce qu'en fin, elle produisit une entière rupture.

Le 12. de Janvier, la Chambre des Communes envoya ordre au Chevalier Byron, Lieutenant de la Tour, de venir répondre à quelques questions qu'on devoit lui faire, sur les armes & les munitions qu'il avoit envoyées à Whitehall, le jour même que le Roi entra dans la Chambre des Communes. Mais il s'excusa sur ce qu'il avoit un ordre exprès du Roi de ne pas sortir de la Tour.

Le Roi avoit répondu à la Requête des deux Chambres touchant une Garde, qu'il leur en donneroit une de cent hommes tirez de la Milice de Londres, & dont le Maire lui répondroit, qui seroit commandée par le Comte de Lindsey. Mais les Communes rejetterent cette offre, & ordonnerent au Major Général Skippon de se trouver tous les jours à Westminster, avec deux Compagnies de la Milice de Londres.

La défiance du Parlement à l'égard du Roi augmentoit de jour en jour, par des accidens qui arrivoient coup sur coup, & que les ennemis du Roi sçavoient bien mettre à profit. Pendant que les affaires étoient dans cette situation, le Parlement fut informé, que le Lord Digby étoit à Kingston sur la Tamise, avec environ deux cens Officiers tous à Cheval. Sur cet avis, les deux Chambres ordonnerent aux Sherifs des Provinces voisines d'assembler des forces pour s'opposer à ceux qui voudroient entreprendre de troubler la Paix. Elles craignoient que le Roi n'eût dessein de s'assurer de Portsmouth, & peut-être, leur crainte n'étoit-elle pas sans quelque fondement. Quoi qu'il en soit, elles ordonnerent au Colonel Goring, Gouverneur de Portsmouth, de ne livrer cette Place à qui que ce fut, & de n'y recevoir aucunes Troupes, que par ordre du Roi, notifié par les deux Chambres du Parlement. En même tems, les Seigneurs envoyèrent au Lord Digby, un ordre exprès de venir reprendre sa place dans la Chambre. Mais il trouva plus à propos de se retirer hors du Royaume. On étoit déjà informé que c'étoit lui qui avoit conseillé au Roi d'accuser de trahison les six Membres du Parlement. D'ailleurs, la Chambre des Communes étoit irritée contre lui, à cause du Discours qu'il avoit fait contre le Bill d'*Attainder* du Comte de Strafford, pendant qu'il étoit Membre de cette Chambre; de sorte qu'il ne falloit que le moindre prétexte pour lui faire éprouver son ressentiment.

Les Communes firent grand bruit de cette affaire de Kingston, afin de persuader au Peuple, que le Roi avoit dessein de s'assurer de Portsmouth. Elles firent même examiner quelques témoins sur ce sujet; mais cette affaire ne fut pas poussée plus loin. On se contenta de faire venir à la Chambre l'Amiral Pennington, qui rapporta, que le Lord Digby lui avoit produit un Ordre signé du Roi, de le faire transporter sûrement en France ou en Hollande, & qu'il n'avoit osé désobéir à cet ordre.

La crainte qu'on avoit eue à l'égard de Portsmouth, fit penser à Hull, qui étoit une autre Place très-importante de la Province d'Yorck. Les Communes, bien loin de cacher leurs craintes, affectoient au contraire de les faire paroître tout ouvertement. C'est pourquoi elles firent dire aux Seigneurs, qu'il y avoit dans Hull, un Magasin d'Armes & de Munitions de Guerre, pour seize mille hommes. Que cette Place étant mal gardée & n'ayant qu'u-

ne foible Garnison, elles souhaitoient qu'on y fît entrer un nombre suffisant de Milices de la Province d'Yorck, sous le Commandement du Chevalier Hotham, Membre des Communes, avec ordre de ne livrer cette Place, ni le Magasin qui y étoit, que par un Ordre du Roi notifié par les deux Chambres. Les Seigneurs n'ayant pas fait la moindre difficulté de consentir à cette demande, le jeune Hotham, fils du Chevalier, fut envoyé sur le Champ à Hull pour exécuter cet ordre, en attendant que son père fût en état d'aller prendre le Gouvernement de cette Place.

CHARLES
I.
1645.
Rushworth,
Vol. IV. p. 496.

Rien ne marque mieux la défiance du Parlement, que cet ordre donné au sujet de Hull, puisque ce ne pouvoit être que dans la supposition d'une pressante nécessité, qu'il pouvoit prétendre au droit de mettre des Gouverneurs dans les Places, & c'étoit aussi cette nécessité qu'il vouloit insinuer au Peuple. Cependant, la suite fit voir que ce n'étoit pas sans raison que le Parlement avoit pris cette précaution.

Depuis l'accusation des six Membres, il ne se passoit presque point de jour que le Parlement ne témoignât ses soupçons contre le Roi, en sorte que tout tendoit manifestement à la rupture. Pour mieux persuader au Peuple que les deux Chambres avoient à craindre quelque violence de la part du Roi, & qu'elles n'étoient pas en sûreté à Westminster, elles préparèrent un Bill pour pouvoir s'ajourner, en tel lieu qu'elles le trouveroient à propos.

Bill pour
permettre
au Parle-
ment de s'a-
journer ail-
leurs.

Elles défendirent encore au Comte de Newport Grand-Maître de l'Artillerie, & au Lieutenant de la Tour, d'en laisser sortir aucune pièce de Canon, ni aucunes munitions. Pour mieux s'assurer de ce côté-là, elles ordonnerent aux Sherifs de Londres & de Middlesex, de tenir constamment une Garde proche de la Tour, pour empêcher que rien n'en sortît. Le même jour, la Chambre des Communes fit saisir quelques selles qui devoient être envoyées à Kingston.

Défense de
transporter
des armes
de la Tour.
La Tour est
bloquée.

De plus, Monsieur Bagshaw, Membre des Communes, informa la Chambre, qu'en allant la nuit précédente à Windsor, où le Roi étoit alors, il avoit rencontré quelques Compagnies de Cavalerie, & un Chariot chargé de Munitions de Guerre, & qu'un autre Chariot chargé de même, avoit été envoyé de Windsor à Portsmouth. Il jura encore, qu'il y avoit à Windsor quatre cens hommes armés, avec environ quarante Officiers. Sur cet avis, les deux Chambres ordonnerent à Skippon de détacher quelques Cavaliers pour aller prendre langue du côté de Windsor. Mais, selon les apparences, la découverte qu'on fit ne fut pas de grande conséquence, puisqu'il n'en fut plus parlé.

Fausse in-
formation
donnée aux
Communes
Rushworth,
Ibid. p. 497.

Après cela, les Communes firent prier les Seigneurs de se joindre à elles, pour demander au Roi, que la Lieutenance de la Tour fût ôtée au Chevalier Byron, & elles leurs en donnerent les raisons. Mais les Seigneurs ne jugerent pas à propos de concourir à cette demande.

Demande
des Com-
munes aux
Seigneurs
touchant
Byron.

Cependant, les Seigneurs ayant été informés que les Comtes d'Essex & de Holland avoient reçu ordre du Roi d'aller faire leurs Charges auprès de lui, leur défendirent de s'absenter, disant, que le service qu'ils rendoient au Roi dans le Parlement, étoit d'une plus grande importance que celui qu'ils pourroient lui rendre à la Cour. Peu de tems après, le Roi ôta leurs Emplois à ces deux Seigneurs.

15. Janvier.
Rushworth,
Vol. IV. p.
497.
Nelson, T. II.
pag. 835.
Elle est re-
jetée.

CHARLES

I.

1641.

Les Seigneurs dépendent aux Comtes d'Essex & de Holland d'aller trouver le Roi. *Nelson, T. II. p. 836.*

Rushworth, Vol. IV. p. 497.

Différend entre les deux Chambres touchant le secours d'Ecosse.

Rushworth, Vol. IV. p. 498.

Les Commissaires d'Ecosse offrent leur médiation.

Le Roi la rejette.

Le Parlement l'accepte.

Les Ecossois envoient 2500. hommes en Irlande. Fins différentes du Roi & du Parlement par rapport à l'Irlande.

Observation sur la défiance des Communes

Pendant toutes ces broüilleries entre le Roi & le Parlement, l'Irlande demouroit sans secours. Les Communes ne vouloient point payer dix mille hommes, qui seroient levez par des Commissions du Roi. Elles prétendoient que ces Troupes fussent levées par voye de contrainte, afin de pouvoir choisir pour Soldats, les gens les moins attachez au Roi, & que le Roi n'eût aucune part à cette levée. Le Bill de contrainte avoit été envoyé aux Seigneurs qui ne l'avoient pas encore passé, de quoi la Chambre des Communes se plaignoit beaucoup. Enfin, les Commissaires d'Ecosse voyant que les broüilleries entre le Roi & le Parlement retardoient la conclusion du Traité pour lequel ils avoient été envoyez, s'aviserent d'offrir leur médiation au Roi & aux deux Chambres pour procurer un accommodement. Mais le Roi fut choqué de cette démarche, parce qu'ils ne lui avoient pas communiqué leur dessein avant que de l'exécuter. Les deux Chambres au contraire, les remercièrent de cette marque de leur affection.

Cependant le Committé pour les affaires d'Irlande voyant que ce Royaume avoit besoin d'un prompt secours, & qu'il n'y avoit aucune apparence que le Traité pour les dix mille hommes d'Ecosse pût être assez-tôt conclu, firent une autre proposition aux Commissaires d'Ecosse. Ce fut que les Ecossois envoyassent en Irlande, deux mille cinq cens hommes qu'ils avoient tous prêts, en attendant qu'on pût conclurre le Traité pour les dix mille hommes, à quoi les Commissaires d'Ecosse consentirent. Pour cet effet, ils proposèrent certaines conditions qui furent approuvées par les deux Chambres. Mais le Roi trouva de la difficulté à une de ces conditions, qui étoit, que Carrick-Fergus, Ville maritime dans le Nord d'Irlande, seroit mise entre les mains des Ecossois. Il disoit que c'étoit une chose trop dangereuse, que de confier une Place maritime à des Troupes auxiliaires. Cependant, voyant que le Parlement vouloit bien se confier aux Ecossois, il ne crut pas devoir refuser sa confiance à ses propres Sujets. Il faut remarquer, que par rapport à l'Irlande, le Roi & les Communes témoignent une égale envie de secourir ce Royaume, mais chacun vouloit que ce fût à sa manière. Le Roi souhaitoit qu'on y envoyât une Armée Angloise, & sur ce qu'on ne se hâtoit pas de lever des Troupes, il accusoit les Communes. Les Communes de leur côté, soupçonnoient que le but du Roi étoit de dégarnir l'Angleterre d'hommes, d'armes, & de munitions. C'est pourquoi, elles insistoient sur le Traité avec l'Ecosse pour les dix mille hommes, & accusoient le Roi d'être l'unique cause des obstacles qui se rencontroient à la conclusion du Traité. Elles insinuoient même assez ouvertement, qu'encore que le Roi semblât presser le secours pour l'Irlande, il n'avoit pas réellement intention que ce Royaume fût secouru. La nécessité fit pourtant, que le Roi & les deux Chambres convinrent enfin d'accepter les deux mille cinq cens Ecossois, qui furent envoyez dans le Nord d'Irlande, où ils rendirent de bons services.

Les Communes ne se laissoient point de témoigner ouvertement leur défiance à l'égard du Roi. Cela étoit absolument nécessaire pour l'exécution des desseins de ceux qui avoient alors la principale direction des affaires de cette Chambre. Mais de ce qu'il étoit nécessaire de rendre publique cette défiance, on ne doit pas en inférer qu'elle n'étoit pas réelle. Les Chefs de ce Parti ne croyoient pas effectivement, avoir lieu de se confier au Roi, & en même

même tems, ils avoient intérêt de faire connoître au Public, les raisons de leur défiance. C'est ce qu'ils firent d'une manière solennelle, par le moyen d'un Discours que Monsieur Pym fit aux Seigneurs dans une Conférence. Ce Discours mérite d'être rapporté tout entier, parce qu'il fait connoître par quels degrés les Communes tâchoient de parvenir à leur but.

CHARLES
I.
1641.

MY LORDS,

J'ai ordre des Communes de ce Royaume assemblées en Parlement, de vous communiquer diverses Requêtes qu'elles ont reçues touchant l'état du Royaume. Elles s'y trouvent portées par le désir constant qu'elles ont toujours eu d'entretenir avec vous une étroite union, & une bonne correspondance, en quoi elles ont toujours trouvé un grand avantage & beaucoup de satisfaction. Mais cette union n'a jamais été plus nécessaire qu'aujourd'hui, que la sagesse de ce Parlement se trouve engagée à surmonter plus d'obstacles qu'elle n'en a rencontré ci-devant. Nous sommes unis dans la confiance que le Royaume a en nous, & dans l'obligation commune où nous sommes de nous acquitter de notre devoir envers le Public. C'est pourquoi les Communes souhaitent de vous faire part des avis qu'elles ont reçus, & de l'assistance qu'elles ont lieu d'attendre des Provinces qu'elles représentent, afin que par ce moyen, nous soyons aussi unis dans une même intention, & dans des efforts communs, pour travailler au service de S. M. & au bien commun du Royaume. Je dois vous communiquer trois Requêtes, sçavoir, de Londres & de Middlesex, des Provinces d'Essex & de Hartford. Nous en avons reçu plusieurs autres, mais celles-ci suffiront pour vous faire connoître le sens de toutes les autres. Je désire premièrement, Mylords, qu'il vous plaise d'en entendre la lecture, & ensuite quelques observations que je ferai sur ce sujet.

Discours de
Pym aux
Seigneurs.
25. Janvier.
Rushworth.
Vol. IV. p.
503.

REQUÊTE DU MAIRE & des Aldermans de Londres.

Réprésentent,

„ Que le Committé de l'honorable Chambre des Communes, ayant envoyé Samedi dernier 22. de Janvier, un Message aux Supplians, pour demander un prêt de cent mille livres sterling pour les besoins de l'Irlande, ils promirent de répondre en peu de jours. Pour exécuter ce qu'ils ont promis, ils présentent humblement la réponse suivante, vous priant de la recevoir favorablement. „

Comme cette réponse est fort étendue, & qu'elle contient diverses particularitez qui ne sont pas absolument nécessaires, je me contenterai de mettre ici, ce qu'il y a de plus essentiel.

„ Quelque sensibles qu'ils soient aux malheurs de l'Irlande, & quoiqu'ils soient persuadés, que si ce Royaume-là étoit perdu, celui-ci ne pourroit qu'être ruiné, ils se trouvent contraints de déclarer, qu'ils ne sont pas en pouvoir de lever aucune somme, par voye de taxe, sans le consentement des Prêteurs, ce qu'ils ne peuvent espérer d'obtenir, à cause des obstacles suivans. „

CHAR,
LES I.
1641.

1. Qu'avant ce Parlement, ils ont prêté diverses sommes à S. M. & qu'ils ont fourni en dernier lieu, cinquante mille livres sterling pour l'Irlande; que la plupart des Prêteurs ont été obligez d'emprunter ce qu'ils ont prêté, & que la plus grande partie de ces sommes n'est pas encore rentrée.
2. Que ce quidoit leur être remboursé par le moyen de la Capitation, ne l'est pas encore.
3. Que les cinquante mille livres furent prêtées avec beaucoup de promptitude, à cause du besoin pressant de l'Irlande, & que néanmoins, on n'a jusqu'ici envoyé à cette Isle, que des secours médiocres.
4. Que le délai du paiement de ce qui est dû aux Supplians & à beaucoup d'autres, les met hors d'état de continuer leur commerce & de payer leurs dettes.
5. Le refus d'accepter les dix mille Ecoffois décourage beaucoup les gens de prêter leur argent.
6. Le délai de passer le Bill de contrainte pour lever des Soldats, cause une crainte universelle, que l'Irlande ne puisse pas être réduite à l'obéissance, n'y ayant aucune apparence que les Irlandois qui sont devenus si puissans, puissent être subjugués par des troupes enrôlées volontairement (1).
7. Le refus de donner des Commissions aux Officiers qui sont déjà en Irlande, ou qui y vont pour y combattre les Rebelles, les met hors d'état d'agir autrement que pour leur propre défense. Ainsi l'argent qu'on envoie en ce Pais-là, est consumé sans aucun profit considérable, au lieu d'être employé à subjuguier les Rebelles. C'est ce qui les a rendus si hardis, qu'ils parlent déjà de se transporter en Angleterre & d'y établir le siège de la Guerre.
8. Les obstacles qui se rencontrent au désarmement des Papistes, après tant de découvertes de leurs Complots: les Fortifications des Places, qu'on laisse tomber en ruine: la négligence à pourvoir les Places fortes, d'artillerie & de munitions, & d'y mettre des Gouverneurs auxquels le Parlement puisse se confier: le délai de mettre le Royaume en état de défense, dans un tems tel que celui-ci: le refus de placer à la Tour, un Lieutenant en qui les deux Chambres puissent prendre confiance, malgré les instances réitérées de la Chambre des Communes, qui empêche les Marchands d'envoyer leurs lingots à la Tour, & détruit entièrement le Commerce.
9. Les Vaisseaux du Roi sont mal entretenus, & au lieu d'être employez pour les besoins de l'Irlande, ils servent à transporter les Délinquens hors du Royaume (2).
10. La négligence à examiner tant de milliers de gens inconnus qui se cachent autour du *Couvent-garden* (3), qui ne s'occupent à aucune profession, & qui, selon les apparences, attendent l'occasion d'exécuter quelque mauvais dessein.
11. La mauvaise intelligence entre le Roi & le Parlement; la négligence à maintenir les Priviléges, à supprimer les Protections, à punir les Délinquens, à faire exécuter les Prêtres & Jésuites condamnés, pendant que des personnes d'honneur sont accusées de trahison.

» 12.

(1) Ils veulent dire par-là, qu'une Armée levée à la manière ordinaire par les Commissions du Roi, seroit mal propre à réduire l'Irlande, parce que le Roi ne souhaitoit pas que les Rebelles fussent domptez.

(2) Allusion au Lord Digby.

(3) C'est une Place publique qui n'est pas éloignée de Whitehall.

12. Par-là, le commerce est tombé dans une si prodigieuse décadence, & l'argent est devenu si rare, qu'en peu de tems, un nombre infini d'Ouvriers & d'Artisans seront réduits à une extrême pauvreté, & engagez peut-être, à faire des attentats dangereux.

Ce sont là les maux dont les Supplians se trouvent accablés. Ils conçoivent que cela vient de ce que les gens mal-intentionnez sont employez dans des postes de confiance, & auprès de S. M. & que tous ces maux sont fomentez par la Séance des Evêques & des Seigneurs Papistes dans la Chambre des Pairs.

La Requête de la Province d'Essex contenoit un remerciement aux Communes de leurs soins infatigables. Les Supplians leur représentoient les dangers où ils se trouvoient de la part des Papistes, & la crainte qu'ils avoient qu'on ne mît des obstacles à la Réformation. Ils ajoûtoient, qu'ils n'attendoient d'autre remède que l'éloignement des Evêques & des Seigneurs Papistes de la Chambre Haute.

Les Supplians de la Province de Hartford demandoient, que les Papistes fussent désarmez : que le Royaume fût mis en état de défense : que les Places fortes fussent mises entre les mains des gens à qui le Parlement pût se confier : que les violations des Privilèges du Parlement fussent réparées, que les Evêques & les Seigneurs Papistes fussent exclus de la Chambre des Pairs : que l'Irlande fût secourüe : qu'on punît les Délinquens : qu'on réparât les Grieffs dans l'Eglise & dans l'Etat : qu'on réformât tout ce qui n'étoit pas dans l'ordre.

Après la lecture de ces Requêtes, Monsieur Pym continua son Discours de cette manière :

MY LORDS,

Vous entendez dans ces Requêtes, la voix, ou plutôt les gémissemens de tout le Royaume. Ne vous étonnez pas si l'extrémité où nous sommes réduits produit quelque chose d'extraordinaire dans les expressions de ceux qui se paignent. L'agonie, la terreur, la perplexité où ce Royaume se trouve, sont universelles. Toutes ses parties souffrent les mêmes maux. C'est ce qui fait que vous pouvez voir dans ces plaintes particulières, les plaintes de tout le Peuple.

On peut donner de bonnes raisons pourquoi les maladies épidémiques sont plus dangereuses que les autres. C'est que leur cause est générale, & surnaturelle. Elles ne viennent point d'une mauvaise constitution, d'une mauvaise nourriture ; ni de quelque semblable accident : mais leurs causes agissent avec plus d'efficace que celles des maladies particulières. Dans ces sortes de maladies, il y a une qualité qui se communique & par-là, leur malignité est augmentée & multipliée. Elles ont un certain pouvoir de transformer les autres maladies, & de les changer en leur propre nature.

La maladie épidémique dont ce Royaume est affligé a pour cause, les mauvais conseils, & les desseins de ceux qui sous S. M. ont la principale part au Gouvernement. Cette cause a une qualité contagieuse qui se répand dans toutes les parties du Royaume. Elle reçoit & se rend propres les mécontentemens des Particuliers, pour en devenir plus forte. Je prendrai occasion des divers Articles contenus dans les Requêtes qui viennent d'être lues, d'observer,

CHARLES

I.

164¹/₂.

Premièrement, la variété des dangers auxquels ce Royaume est exposé.

Secondement, les divers maux qui sont les causes de ces dangers.

Troisièmement, la multiplicité des influences qui causent ces maux.

Le premier danger vient des ennemis du dehors. Il semble que ce soit une observation hors de propos & sans fondement, dans un tems où nous sommes en paix avec tous nos voisins. Mais, Mylords, je vous prie de considérer, que la sûreté du Royaume ne doit pas dépendre de la volonté & de la disposition de nos voisins, mais de notre propre force, & des moyens que nous avons de nous défendre. Il y a souvent entre les Etats des changemens soudains de la Paix à la Guerre, selon les occasions & les avantages qui s'y rencontrent. Tous les Etats de la Chrétienté sont présentement armés, & nous n'avons pas lieu de nous flater, que les plus puissans ne nous regardent pas d'un mauvais œil, à cause de notre Religion. S'ils venoient à faire la paix, avec quelle facilité ces grandes armées, tous ces grands préparatifs ne pourroient-ils pas être tournés contre nous ? Quand il n'y auroit point d'autre raison, celle-ci devoit suffire, pour nous obliger à nous tenir sur nos gardes. Mais nous avons de plus grands indices des dangers de cette sorte dont nous sommes menacés. Nous voyons, par les avis qui nous sont venus du dehors, que nos voisins ont prévu nos dangers, plusieurs mois avant que nous les ayions connus. Ils ont pu prédire, en quel tems, & de quelle manière ils éclateroient. C'est une marque évidente, qu'ils entretenoient des correspondances avec les auteurs de nos troubles.

Il y a plusieurs de nos fugitifs dans les Païs étrangers, qui peuvent faire connaître notre foiblesse, & les maux de ce Royaume, qui ont des intelligences avec nos mal-intentionnés, & qui, par toutes sortes d'artifices, s'efforcent d'inciter les autres Etats contre l'Angleterre.

On peut justement soupçonner que quelques-uns des Ministres d'Etat des Princes voisins, ont excité la rébellion d'Irlande. Plusieurs Officiers & Soldats levés pour le service de l'Espagne, sont présentement avec les Rébelles de ce Royaume-là. On sait, que les Moines Irlandois employez par l'Ambassadeur d'Espagne à faire ces levées, ont été les principaux boute-feux de la Rébellion, & que ce sont eux qui la fomentent avec le plus d'ardeur.

Les Rébelles attendent de quelqu'un de nos voisins, un secours qui est déjà tout préparé. Nous avons des avis certains de deux Vaisseaux qui ont été chargés d'armes & de munitions, l'un à Dunquerque, l'autre à Nantes. Certainement, ceux qui sont si prêts à secourir les autres pour attaquer, ne seront pas fort scrupuleux de nous attaquer eux-mêmes, s'ils en trouvent une occasion favorable.

Un autre danger procède de nos Papistes, & d'un Parti mal intentionné dans le Royaume même. Les Papistes agissent par les mêmes principes que ceux d'Irlande. Plusieurs d'entre eux ont été depuis peu avec les Rébelles ; c'est une preuve qu'ils s'entrecommuniquent leurs desseins. Ils ont encore des magasins d'armes & de munitions, malgré tous les efforts qu'on a faits pour les désarmer. Ils viennent ouvertement à Londres & à la Cour, & ils ne manquent point d'occasions pour consulter ensemble. Ils ont autant d'encouragement, de là-haut & des environs (1), qu'ils en ayent jamais eu, à cause du succès de la rébellion d'Irlande, & des divisions qu'ils ont eux-mêmes excitées & fomentées en Angleterre.

Un troisième danger provient du soulèvement du petit Peuple ; causé par le défaut

(1) C'est-à-dire du Roi, de la Reine & des Ministres.

faut du débit de leurs draps, ou autres manufactures qui fournissent de l'ouvrage à une infinité de gens, dont la plupart vivent de leur travail journalier, & qui par conséquent tomberont dans une extrême pauvreté, s'ils cessent d'être employez. Rien n'est plus pressant que la faim & la disette. Ce qu'ils ne pourront gagner, ils le prendront. Cette nécessité s'étendra bien-tôt jusqu'aux Fermiers, & enfin, elle enveloppera tout le monde dans une même calamité, si on ne prend pas soin de bonne heure de la prévenir. Les soulèvemens deviendront d'autant plus dangereux, que le Royaume est plein de Soldats & d'Officiers cassez, qui se mettront à la tête du Peuple, & l'exciteront à la violence. Si une fois, ils viennent à s'unir en un Corps, il sera fort difficile de les rédnire à l'obéissance, parce que la nécessité & la disette, qui auront causé ces troubles, s'augmenteront, à mesure que leurs effets deviendront plus grands.

Un quatrième danger vient de la part des Rébelles d'Irlande, tant par rapport à ce Royaume-là, qu'à celui-ci. Ils sont en possession de presque tout le Royaume : ils ont beaucoup de bons Soldats : ils augmentent tous les jours la qualité de leurs armes & de leurs munitions : ils attendent des secours des Pais étrangers : ils sont comme assurez d'être bien reçus & favorisez en Angleterre par le Parti Papiste ; de sorte, qu'ils commencent à parler du dessein de venir dans ce Royaume, & d'en faire le théâtre de la Guerre.

Les maux qui ont causé ces dangers, sont divers & fort violens. Lorsque la nature est empêchée dans ses opérations, il faut nécessairement, qu'il en provienne des maux. Les obstructions qui nous ont causé cette maladie sont en grand nombre ; il ne faut donc pas s'étonner de sa malignité. Je tâcherai de vous en montrer quelques-unes des principales.

1. Les obstacles qu'on a rencontrés à la réformation de ce qui regarde la Religion. Il n'y a point de Grieffs auxquels on soit plus sensible, que ceux qui intéressent la conscience. Il n'y a jamais eu d'Eglise ni d'Etat, qui aient été plus affligés que nous de ces sortes de Grieffs. Quoiqu'ils aient été en partie diminués par la sagesse de ce Parlement, il en restera beaucoup, tant que les Evêques, & la partie corrompue du Clergé seront maintenus dans leur pouvoir, & il n'y a pas beaucoup d'apparence que nous puissions en être délivrés. Je puis assurer, Mylords, que les Communes n'en sont point coupables. Elles ont passé divers Bills ; elles en préparent d'autres qui auroient déjà passé, si les premiers avoient eu un meilleur succès. Quelques maux que ce délai produise, nous en sommes innocens. Nous pourrions bien en sentir notre part : mais nous n'en aurons aucune au déshonneur qui en proviendra.

2. L'obstruction dans le Commerce. C'est le Commerce qui donne la nourriture au Royaume, qui conserve & qui augmente le Capital général, & qui distribue à chaque Partie une portion convenable. C'est pourquoi, une obstruction telle que celle-ci ne peut être que très-dangereuse, la liberté du Commerce étant si nécessaire, l'avantage qui en revient étant si important, qu'il donne la vie, la force, & la beauté, à tout le Corps de l'Etat. Mais ce n'est pas la Chambre des Communes qui a causé cette obstruction. Nous avons soulagé le Royaume de beaucoup de charges, & nous avons supprimé diverses taxes. Nous l'avons délivré de divers Monopoles : nous avons voulu nous dépouiller de nos Privilèges pour encourager le Peuple. Nous avons tâché de donner de la confiance aux Marchands, pour les disposer à porter leurs lingots à la Tour, comme ils l'avoient fait ci-devant.

Nous

CHARLES.

1.
164½

CHARLES
I.
1641.

Nous ne sommes pas cause des craintes, des troubles, & des dangers publics, qui font que l'argent ne circule plus, & qu'on le garde pour s'en servir dans des occasions pressantes que nos troubles donnent lieu d'attendre.

3. L'obstruction par rapport au secours de l'Irlande. C'est une grande honte pour nous, que nos voisins sont plus prompts à secourir les Rebelles, que nous ne le sommes à secourir nos frères affligés. Mais nous ne sommes coupables d'aucune négligence à cet égard. Dès que nous eumes la nouvelle de la rébellion, nous voulumes bien nous charger du soin de la Guerre non en donnant quelque secours au Roi, comme les Parlemens précédens avoient accoutumé de le faire dans des cas semblables; mais nous primes sur nous toute la dépense, & nous ne laissâmes pas passer vingt-quatre heures, avant que de convenir d'une grande levée de troupes & d'argent pour cette Guerre, en plus grande quantité même, que les Lords Justices n'en demandoient. Nous avons fait de tems en tems, pour avancer cet ouvrage, tout ce qui a été en notre pouvoir, quoi qu'au milieu des divisions & des empêchemens que nous avons rencontrés. Mais le manque de Commissions pour lever des troupes, & pour faire provision d'armes, & quelques autres obstacles, ont été les véritables causes de cette obstruction. Plût à Dieu, que nous n'eussions trouvé que des obstacles pour nous-mêmes, & aucun encouragement pour les Rebelles. Après qu'avec votre consentement, nous eumes fait fermer les Ports, on a souffert que plusieurs des principaux Rebelles, qui sont présentement à leur tête, passassent en Irlande, par des ordres immédiats de S. M. au grand découragement des Lords Justices: ce qui, comme nous le croyons, a été procuré par quelques mauvais instrumens qui sont trop proches de S. M. contre son intention & sa connoissance.

4. L'obstruction dans la poursuite des Délinquens. Nous en avons amené quelques-uns devant votre Chambre, & nous avons été découragés de vous en amener d'autres, tant nous avons trouvé d'obstacles. On nous a épouvantés, on a menacé nos témoins, & ceux qui se sont montrés amis & défenseurs des Délinquens, ont trouvé que c'étoit le plus prompt moyen pour s'avancer à la Cour (1). Oûi, on a obtenu des ordres signés de S. M. & ses Vaisseaux ont été employés à transporter hors du Royaume, ceux qui fuyoient la justice du Parlement (2).

5. L'obstruction provenue de la négligence de pourvoir à la sûreté du Royaume, & de nous mettre en état de résister à nos ennemis, à des invasions étrangères, & à des soulèvemens domestiques. Le mauvais état de la Flotte & des Places, le manque de pouvoir pour régler les Milices du Royaume, & pour assurer les Places en y mettant les munitions nécessaires, font voir combien cette nécessité est pressante, & c'est ce que personne ne connoit mieux que vous. Les efforts que nous avons faits, pour écarter ces obstacles, quoi que jusqu'ici sans succès, & pour obtenir la concurrence de votre Chambre, ne requièrent point d'autre témoignage que le vâtre. Mais de quelque côté que les obstacles viennent, & sur quelque fondement qu'ils soient appuyés, nous pouvons du moins assurer que nous en sommes innocens.

Une autre obstruction générale a été causée par l'interruption des délibérations du Parlement par le moyen de tant de complots violens dont, par la grace de Dieu, nous avons été délivrés, de tant de violations de nos Privilèges, de tant d'efforts faits pour former des partis dans notre Chambre, & pour semer la division entre les deux Chambres.

(1) Il entendoit principalement le Lord Digby. (2) Jermyn & Digby.

Je viens en dernier lieu aux mauvaises influences qui ont causé cette maladie, & je me contenterai d'en rapporter quelques-unes des plus communes & des plus importantes.

Premièrement, je parlerai des pernicioeux Conseillers qui sont anprès de S. M. & dont nous nous sommes plaints tant de fois. Les maladies du cerveau sont les plus dangereuses, parce que c'est de là que proviennent le sentiment & les mouvemens de toute le reste du Corps. La malignité des mauvais Conseils se répand aisément dans toutes les parties de l'Etat. Quelqu'un peut-il douter que nous n'ayions excessivement souffert de ces malheureux Conseils? C'est cette maligne influence qui a causé les préparatifs de Guerre contre l'Ecosse, la rébellion d'Irlande, la corruption de la Religion, la perte de la liberté du Royaume, les horribles attentats qui ont été faits pour détruire l'essence même des Parlemens qui étoient le seul moyen qui nous restait pour prévenir tous les autres maux. Il paroît manifestement, que c'est là le mal dominant. C'est ce qui ne doit pas sembler étrange, quand on considère avec quel soin on a avancé ces Conseillers. J'en appelle à vos consciences, Mylords, s'il n'est pas vrai que ceux qui ont donné ou favorisé les mauvais conseils, ont trouvé par-là l'unique moyen de s'avancer.

2. Remarquez, Mylords, combien on a pris soin de décourager ceux qui ont donné de bons conseils. Les bons Conseillers ont été chassés, & tellement découragés, que toute avenue à la faveur de la Cour leur a été fermée, & qu'on leur a seulement laissé libre celle du danger & de leur propre ruine.

3. Le grand pouvoir qu'un Parti factieux a dans le Parlement, par la continuation de la Séance des Evêques dans votre Chambre, & par le soin qu'on a pris d'y appeller des Membres des Communes pour fortifier le parti.

4. La faveur & la protection qui a été accordée dans tout le Royaume, à un Parti mal-intentionné.

5. Les soupçons & les défiances entre le Roi & le Parlement, & le reste des Sujets, qui ont fait considérablement diminuer la faveur & la protection de S. M. à leur égard. L'inclination & les résolutions mêmes des Communes pour secourir S. M. ont été souvent interrompues. On a malicieusement interprété nos actions les plus innocentes, & on nous a chargés de ce à quoi nous n'avions jamais pensé. Ainsi nous pouvons très-aisément nous justifier d'avoir été les auteurs de cette mauvaise intelligence. Nous sommes toujours prêts à servir S. M. de nos biens & de nos vies, avec autant d'ardeur qu'aucuns Sujets qu'il y ait au monde, & nous ne doutons point, que nos actions ne rendent cette intention aussi manifeste aux autres, que nous en sommes assurés par le témoignage de nos consciences.

Je viens présentement, Mylords, à la conclusion, sans vous proposer rien de la part des Communes, par voye de demande. Je ne doute nullement, que votre propre raison ne vous dicte ce que vous devez faire. Vos consciences, votre bonheur, votre intérêt, vous sollicitent à cela. La Chambre des Communes sera très-aise d'avoir votre concurrence, & de se joindre à vous pour sauver le Royaume. Mais quand même elle ne pourroit l'obtenir, cela ne l'empêchera pas de faire son devoir. Que ce Royaume périclite, ou qu'il soit sauvé, & j'espère qu'il sera sauvé par la bénédiction de Dieu, les Communes seront très-fachées, que dans l'Histoire de ce Parlement, la Postérité apprenne, qu'en un si extrême danger, elles se sont vu obligées de sauver seules le Royaume, & que la Chambre des Pairs n'a eu aucune part à cet honneur, quoi que vous ayiez un si grand intérêt à

CHARLES
I.
1641.

faire réussir ces efforts , à cause de vos grands biens & de l'honneur de votre Noblesse.

Considérez , Mylords , ce que demandent la nécessité & le danger de l'Etat , ce que les Communes ont lieu d'attendre , à quels Conseils le désir du Peuple vous invite. Si vous voulez donc vous appliquer aux moyens de conserver le Roi & le Royaume , je puis vous assurer , au nom des Communes d'Angleterre , que vous serez vigoureusement secondés.

Remarques
sur ce Discours.

J'ai cru devoir rapporter ce Discours tout entier , parce qu'on y voit manifestement la résolution prise par la Chambre des Communes , de dépouiller le Roi d'une grande partie de ses Prérogatives , ce qu'elle appelloit vouloir sauver le Royaume. En second lieu , on y voit le plan qu'elles formoient , sous prétexte d'entreprendre la cure d'une maladie épidémique , dont Mr Pym décrivait méthodiquement les dangers , les causes qui les avoient produits & les malignes influences qui avoient causé la maladie. Quoi qu'il ne s'expliquât pas sur la manière de la traiter , il étoit aisé d'inférer de son Discours , qu'il falloit en prévenir les dangers , ôter les obstructions qui la causoient , & user de forts antidotes pour résister aux mauvaises influences qui envenimoient le mal.

La première remarque que je ferai sur ce Discours , c'est que ce n'étoit qu'un préparatif pour disposer le Peuple à voir sans surprise les remèdes violents dont on avoit résolu de se servir pour guérir un mal qu'on prenoit soin de faire regarder comme presque incurable. Il me seroit aisé de faire voir , que toutes les démarches que les Communes firent dans la suite , étoient insinuées dans ce long Discours , si je ne craignois pas que cela me meneroit trop loin.

J'ajouterai encore une autre remarque qui n'est ni moins importante ni moins nécessaire. C'est que si les projets de la Chambre des Communes n'avoient été fondés que sur des visions & sur des chimères , elle n'auroit jamais trouvé tant de Partisans prompts & ardens à les faire réussir. Si le Peuple d'Angleterre n'avoit jamais été opprimé , en vain auroit-on voulu lui persuader qu'il l'avoit été effectivement. Si le Roi n'avoit pas voulu établir un pouvoir arbitraire , si ses Ministres , ses Conseillers , tous ceux qui exerçoient les Charges publiques , n'avoient pas contribué à faire réussir ce dessein , comment auroit-on pu convaincre le Peuple de sa réalité ? Si les Evêques & la Haute Commission n'avoient pas abusé de leur pouvoir ; si , pour s'éloigner encore plus des Presbytériens , ils n'avoient pas introduit des Innovations & des Cérémonies , dans lesquelles il y avoit trop d'affectation d'imiter la Religion Romaine , jamais le Peuple n'auroit pu se persuader , qu'il y avoit un complot pour introduire le Papisme en Angleterre. Si le Roi avoit toujours scrupuleusement tenu sa parole , comment auroit-il été possible d'inspirer au Peuple une si grande défiance à son égard ? Par quel lien , les Membres du Parlement se seroient-ils unis ensemble dans le dessein de diminuer le pouvoir du Roi ? Comment la pensée leur en seroit-elle venue ? On peut donc assurer que ces projets étoient fondés sur des faits très-réels & très-véritables , mais dont les Presbytériens sçurent profiter , pour parvenir à leur but particulier. Cela n'empêche pas qu'on ne doive reconnoître ,

noître, que la plupart de ces faits étoient exagérés, qu'on tiroit de quelques-uns des conséquences forcées, & qu'on y ajoutoit même des insinuations sans fondement.

Enfin, je remarquerai encore, que ceux qui disent que ces Requêtes qu'on présentoit à la Chambre des Communes étoient mandées, semblent le dire avec fondement, ou du moins avec beaucoup de vrai-semblance. Il est assez difficile de se persuader que le Peuple, à qui ces Requêtes étoient attribuées, eût pû parler un langage si conforme au but & aux intentions de la Chambre des Communes; si elles n'avoient pas été dressées par des gens qui étoient parfaitement instruits de ses desseins. Il est vrai que, pour répondre à cette objection, on prétend, que ces Requêtes n'étoient pas formées sur les vûes des Communes, mais que cette Chambre formoit ses résolutions sur ces Requêtes, qui l'instruisoient des désirs du Peuple. Mais on ne voit point qu'elle ait jamais formé ses résolutions sur d'autres Requêtes directement contraires, qui lui étoient aussi présentées de tems en tems, & qui ne s'accordoient pas avec ses principes. On voit au contraire, que la plupart du tems celles-ci étoient rejetées, ou que la Chambre n'y faisoit aucune attention.

La Chambre des Communes fut si charmée du Discours de Monsieur Pym, qu'elle l'en fit remercier par l'Orateur, & prier de le faire imprimer, afin qu'il fût répandu dans le Public. Mais le Roi en fut extraordinairement choqué, particulièrement, de ce que Mr Pym avoit dit, sur les Passeports donnez pour l'Irlande. *Après qu'avec votre consentement, nous eumes fait fermer les Ports, on a souffert que plusieurs des principaux Rébelles, qui sont présentement à leur tête, passassent en Irlande, par des ordres immédiats de S. M.* Le Roi prétendit, que c'étoit une noire calomnie, & demanda par un Message, que la Chambre lui en fît une réparation authentique, & qu'elle désavouât ce que Pym avoit avancé: mais la Chambre, qui n'étoit pas alors dans la disposition de faire plaisir au Roi, répondit, que Mr Pym n'avoit rien dit que par ses ordres. Qu'il étoit très-vrai, que depuis l'ordre du Parlement pour fermer les Ports, plusieurs, qui étoient présentement Officiers parmi les Rébelles, étoient allez d'Angleterre en Irlande, avec des Passeports de S. M. & elle en nomma quelques-uns. Le Roi répliqua, que ces Passeports avoient été accordez pendant qu'il étoit en Ecosse, & avant qu'il eût aucune connoissance de l'ordre du Parlement, & insista sur la réparation qu'il avoit déjà demandée. Les Communes répondirent par une Déclaration, dans laquelle elles soutenoient ce qu'elles avoient avancé, ajoutant, que les Passeports de S. M. étoient non seulement pour ceux qu'elles avoient déjà nommez, mais encore pour d'autres dont les noms n'étoient pas exprimez, comme, *pour un tel, & sa compagnie, pour un tel, & pour quatre autres personnes.* Le Roi répliqua, que ce n'étoient que des conséquences qu'on tiroit de ces Passeports qui n'avoient pas pû servir de fondement à Pym pour avancer ce qu'il avoit dit dans son Discours. Il insista encore sur la réparation, mais les Communes ne trouverent pas à propos de lui répondre.

Mais cette broüillerie entre le Roi & le Parlement étoit peu importante, au prix d'une autre dont il s'agissoit dans le même tems, & qui eut de terribles suites, je veux dire, de la Milice & du Commandement des Places.

CHARLES
I.
1642.

Les Communes remercient M. Pym. Le Roi se plaint d'un Article de ce Discours & en demande réparation. 7. Février. *Rubensworth, Vol. IV p. 511 & suiv.* La Chambre soutient ce que Pym avoit avancé.

Différend entre le Roi & le Parlement touchant

CHARLES
I.
1641.
chant la
Milice.

Mais pour bien entendre cette affaire qui est une des principales de ce Regne, il faut sçavoir nécessairement ce qui s'étoit déjà passé là-dessus.

Depuis que le Roi étoit retourné d'Ecosse, il ne lui avoit pas été difficile de s'apercevoir, que la Chambre des Communes avoit dessein de le dépouiller d'une grande partie de son autorité. La Remontrance de l'état du Royaume, qu'on lui avoit présentée dans un tems, où, sans ce dessein, elle paroïsoit peu nécessaire, avoit été comme le signal de la Guerre qu'on lui préparoit. Tout ce qui s'étoit fait depuis n'avoit tendu qu'à ce même but, c'est-à-dire, qu'à décrier le Gouvernement du Roi, & à lui imputer divers desseins, sous le nom de ses Conseillers, des Papistes, & d'un Parti mal-intentionné. Il n'est pas fort étrange que se trouvant dans cette fâcheuse situation, il pensât de bonne heure à se précautionner contre les attaques auxquelles vraisemblablement il alloit bien-tôt se voir exposé. Mais qui peut assurer, que s'il eût réussi à se mettre en état de résister, il seroit demeuré sur la défensive? Quoiqu'il en soit, les précautions qu'il vouloit prendre contre ses ennemis, ne servirent qu'à rendre leur accusations plus plausibles.

Dans le mois de Janvier 1641. & dans le tems que l'affaire des Membres accusez & de la violation des Privilèges, étoit dans sa plus grande chaleur, le Roi ne sçachant à quoi elle pourroit aboutir, forma le dessein de s'assurer de Hull. C'étoit une Place très-considérable, tant par sa situation, qu'à cause qu'il y avoit un gros Magasin d'armes & de munitions, qui pouvoit procurer un grand avantage à celui qui l'auroit en son pouvoir, en cas qu'on en vînt à une rupture. Dans cette vûe, le Comte de Newcastle, par ordre du Roi, se rendit à Hull, sous un nom déguisé, pour consulter avec quelques Partisans du Roi, & entre autres, avec le Capitaine Leg, sur les moyens d'obliger le Maire à lui remettre la Place & les Magasins, ou pour l'obtenir par la force, si le Maire n'y vouloit pas consentir de bon gré. Ce secret ayant été découvert, les Seigneurs ordonnerent au Comte de Newcastle, de se rendre à la Chambre, à quoi il obéit, après en avoir reçu l'ordre du Roi, sans qu'après son retour, la Chambre lui demandât aucun compte de son voyage. Mais, quelques jours après, les Communes demanderent que le Chevalier Hotham fût envoyé à Hull, ainsi qu'il a été déjà dit, à quoi les Seigneurs consentirent d'autant plus volontiers, qu'ils n'ignoroient pas pour quel dessein le Comte de Newcastle avoit été envoyé à Hull. L'ordre fut donc donné à Hotham, de la part des deux Chambres, d'aller commander à Hull, sans qu'on daignât le communiquer au Roi.

Quelque tems après, l'affaire de la Milice, dont j'ai parlé tout à l'heure, étant déjà entamée, le Roi conçut encore une fois, le dessein de s'assurer de Hull & de Portsmouth. Pour cet effet, le Colonel Goring, Gouverneur de Portsmouth, que le Roi avoit secrètement gagné, devoit recevoir la Reine à Portsmouth, après quoi, il avoit ordre de se rendre à Hull pour y commander. Vraisemblablement, il y avoit quelque partie faite pour lui livrer cette dernière Place. Ce dessein fut découvert, quoi qu'il n'eût été communiqué qu'à trois personnes, & le Roi ne jugea pas à propos de le poursuivre de peur de manquer son coup.

Si l'on ajoute à cela, les soupçons que le Parlement avoit conçus, que l'Assemblée qui s'étoit faite à Kingston n'avoit été que pour surprendre Portsmouth,

mouth, & que le voyage que la Reine y devoit faire dans le même tems, avoit eu le même motif : que la Lieutenance de la Tour donnée à Lunsford, pouvoit être une autre suite du dessein du Roi, de s'assurer à la fois des trois plus fortes Places du Royaume, on ne sera pas surpris dans la suite, de voir le Parlement plein de craintes & de soupçons. Car quoi que la Chambre des Communes n'eût que trop donné lieu au Roi de prendre des précautions pour se défendre, ces mêmes précautions, si elles avoient réussi, n'auroient pas été moins préjudiciables au Public, que si elles n'avoient eu aucun fondement plausible. Ainsi, comme le Roi avoit lieu de craindre que le Parlement ne voulût le dépouiller de son autorité, le Parlement n'en avoit pas moins de son côté, de soupçonner que le Roi travailloit secrètement à le subjuguier. Dans cette disposition, ils ne faisoient, ni l'un ni l'autre, aucune démarche qui ne fût soupçonnée de cacher quelque mauvais dessein. Par conséquent, tout tendoit à une rupture. Il ne s'agissoit plus dans les deux Partis que de mettre chacun le Peuple dans ses intérêts. Le Parlement y travailloit fortement en tâchant de rendre le Roi odieux, & en fomentant les craintes & les soupçons qu'il avoit déjà inspirés au Peuple ; son but étoit de le bien convaincre de la nécessité qu'il y avoit à agir d'une manière extraordinaire dans un cas si peu commun. Le Roi de son côté, faisoit remarquer avec soin, que le Parlement ne faisoit que violer les Loix, & renverser la constitution du Gouvernement, sous prétexte de vouloir les maintenir. C'est ce qu'il étoit nécessaire de faire connoître, avant que d'entrer dans l'affaire de la Milice, afin que le Lecteur puisse bien comprendre les motifs des démarches du Roi & du Parlement.

Huit jours après le départ du jeune Hotham pour Hull, où le Chevalier son pere ne se rendit que quelques semaines après, le Roi envoya un Message aux deux Chambres, pour leur faire la proposition suivante :

„ Que le Parlement travaillât en diligence, à tout ce qu'il jugeroit nécessaire pour maintenir l'autorité Royale dans le juste degré qui lui convenoit, pour établir les revenus du Roi, pour assurer les Privilèges du Parlement, tant pour le présent que pour l'avenir, pour maintenir les Sujets dans la jouissance de leurs biens, de leurs Libertez, de leurs personnes, pour mettre en sûreté la Religion qui étoit professée dans l'Eglise Anglicane, & pour régler les Cérémonies du Culte Divin, d'une telle manière, qu'elles ne pussent donner à personne aucun juste sujet de s'en offenser.

Que quand toutes ces choses seroient digérées, & mises en Corps, lui-même & le Parlement seroient mieux en état d'en juger.

Que par tout ce qu'il accorderoit en ce cas-là, il feroit connoître manifestement combien il avoit toujours été éloigné de l'intention de former aucun des desseins qui caufoient tant de craintes à certaines personnes, & qu'il vouloit aller au-delà de ce que les Princes les plus indulgens avoient jamais fait en faveur de leurs Peuples.

Il est manifeste que le Roi avoit trois vûes en faisant cette proposition. La première, de donner au Parlement un ouvrage à faire, dont il n'auroit pû de long-tems voir la fin, & de se procurer à lui-même, le tems de se préparer pendant que le Parlement seroit occupé à la discussion de ce qui étoit contenu dans la proposition. La seconde, étoit de sçavoir tout d'un coup jusqu'où

CHARLES
I.
1641

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres du 20.
Janvier.

“ Rus-
shworth,
Vol. IV. Ch.
“ IV. p 516.
“ & suivan-
tes.”

“
“
“
“
“
“
“
“

Vûes du
Roi dans ce
Message.

CHARLES

1.

164¹/₂.

s'étendoient les desseins de ses ennemis , ce qui ne pouvoit que lui être avantageux , & leur faire du tort envers le Peuple. Sa troisième vûe , étoit de faire comprendre à ses Sujets , qu'il vouloit bien consentir à tout ce qui seroit capable de procurer une parfaite reconciliation entre lui & son parlement. Quant à ce qu'il disoit , qu'il feroit voir , &c. ce n'étoit qu'une promesse générale sujette à une infinité de restrictions & d'explications , & qui ne l'engageoit proprement à rien.

Réponse de
la Chambre
des Com-
munes.

La Chambre des Communes comprit parfaitement le piège que le Roi lui tendoit ; mais elle ne l'embarrassa pas moins par la réponse qu'elle fit à sa proposition. Elle lui dit dans une Adresse , qu'elle lui présenta , " Qu'elle le remercioit de sa grande bonté envers ses Sujets , & qu'elle avoit pris la résolution de travailler sérieusement à ce que S. M. proposoit. Que pour cet effet , elle avoit prié les Seigneurs de concourir avec elle , pour supplier S. M. de leur donner un fondement solide de sûreté & de confiance , en mettant la Milice du Royaume , la Tour de Londres , & toutes les autres Places fortes entre les mains des gens en qui le Parlement pourroit prendre confiance , & qui seroient recommandez à S. M. par les deux Chambres. "

Vûes des
Communes

Par cette réponse , les Communes faisoient un Préliminaire du point le plus important , qu'il pût y avoir à régler entre le Roi & le Parlement , & qui étant accordé , auroit mis le Parlement en état de faire tout ce qu'il auroit jugé à propos. En second lieu , elles insinuoient au Peuple , qu'il falloit que la défiance du Parlement à l'égard du Roi , fût appuyée sur de grandes présomptions , puis qu'il n'y avoit pas moyen de travailler à une reconciliation , & de régler les Droits du Royaume , pendant que le Roi seroit maître des Places & de la Milice.

Réponse du
Roi.
28. Janv.
*Russ-
hworth*,
Vol. IV. p.
517.

Le Roi répondit , par rapport à la Tour de Londres , " qu'en ayant donné le Commandement à un homme d'une bonne reputation , il ne croyoit pas qu'on dût le presser de le lui ôter , sans rien alléguer contre lui. Que néanmoins , si après un rigoureux examen , on pouvoit lui faire voir qu'il s'étoit trompé dans son choix , & que Byron n'étoit pas digne de ce poste , il ne se feroit aucun scrupule de le lui ôter. Que sans cela , il seroit contre son honneur , de souffrir que ses serviteurs fussent exposés à de tels affronts , sans les avoir mérités. Qu'il étoit résolu à ne placer jamais dans ce poste , personne à qui le Parlement n'eût pas lieu de se confier : mais que pour la nomination , il prétendoit se la réserver , comme un fleuron inséparable de sa Couronne , & un droit dont il étoit revêtu par les Loix fondamentales du Royaume : qu'au reste , il n'accordoit jamais sa faveur à aucun Sujet qui ne se distinguât par son zèle pour le service du Roi & de l'Etat , & que s'il lui arrivoit jamais de se tromper , il s'en rapporteroit à la sagesse de son Parlement. "

Que pour ce qui regardoit la Milice qui , par les Loix , ne devoit dépendre que de lui seul , ou d'une autorité émanée de lui , il jugeoit qu'il étoit nécessaire pour la sûreté du Royaume , qu'elle fût réglée : que quand les deux Chambres auroient fait un projet là-dessus , il leur répondroit d'une manière qui seroit conforme à son honneur & à la sûreté de son Peuple , étant résolu à ne refuser , que ce qui seroit capable d'altérer ou d'ébranler les Loix fondamentales de l'Etat. "

Une réponse si générale n'étoit pas capable de satisfaire les Communes.
Elle

Elle sembloit même insinuer assez clairement, que le Roi n'accorderoit pas ce qu'on avoit dessein de lui demander, & néanmoins, il ne laissa pas d'ôter la Lieutenance de la Tour au Chevalier Byron & de la donner au Chevalier Conyers, qui lui avoit été recommandé par les Communes. Mais c'étoit une faveur qu'il vouloit bien leur accorder, & qui ne portoit aucun préjudice à ses droits. Cela n'empêcha pas, que peu de jours après, les deux Chambres conjointement ne lui présentassent l'Adresse suivante :

CHARLES
I.
1642.
Remarque
sur la Ré-
ponse du
Roi.

S I R E,

Les calamitez dont votre Royaume est misérablement affligé, & les dangers qui menacent votre Personne & votre Peuple, nous ont portez, nous les très-obéissans Sujets de V. M. les Pairs & les Communes de ce Parlement, à faire une sérieuse attention à la proposition qu'il a plu à V. M. de nous faire. Nous avons examiné les moyens d'assurer votre Personne, de conserver votre honneur, & l'autorité de votre Couronne, de faire cesser tous les soupçons & la mesintelligence entre votre V. M. & son Peuple, de dompter les Rebelles d'Irlande, de prévenir les craintes & les dangers, & les desseins de ceux qui sont ennemis de la Paix & de la tranquillité de ce Royaume. Ainsi, afin que nous puissions, avec une entière sûreté, nous acquitter de notre devoir, nous avons jugé à propos de supplier V. M. qu'il vous plaise de mettre promptement la Tour de Londres (1) & les autres Places, aussi bien que la Milice du Royaume, entre les mains de ceux qui vous seront recommandez par les deux Chambres du Parlement. Nous nous assurons, que ce sera une bonne entrée dans la méthode que nous suivrons, qui, comme nous l'espérons, sera capable d'éloigner toute défiance, & toute mesintelligence entre V. M. & votre Peuple, pour augmenter l'honneur, le pouvoir, & la grandeur de V. M. & de sa Postérité, & pour rétablir, & confirmer la Paix & le bonheur de vos fidelles Sujets, dans tous vos Royaumes. Nous attendons, en toute humilité, une prompte & gracieuse réponse à cette très-humble Requête, qu'une extrême nécessité nous oblige à vous présenter, les maux de ce Royaume ne pouvant admettre aucun délai.

Requêtes des
deux Cham-
bres au Roi.
2. Février.
Rushworth,
Vol. IV. p.
518.

Le Parlement supposoit toujours que le Royaume étoit dans un extrême danger, & que les Papistes, & le Parti mal-intentionné, ou plutôt le Roi lui-même, avoient de mauvais desseins, quoiqu'au fond, la supposition ne fût encore fondée que sur des conjectures, auxquelles le Roi avoit donné quelque lieu, en voulant s'assurer de Hull, comme on en étoit bien informé. Voici la réponse du Roi à cette Requête.

Sa Majesté ayant considéré la Requête qui lui a été présentée, & voulant vous faire voir, combien elle souhaite de trouver des remèdes; non seulement à vos dangers, mais encore à vos soupçons & à vos craintes, vous fait cette réponse :

Rushworth,
Vol. II. p.
519.

Lorsqu'elle saura quelle est l'étendue du pouvoir dont vous voulez que soient revêtus les Commandans de la Milice dans les diverses Provinces; & combien de tems ce pouvoir doit être exercé, non par le Roi seul, mais par le Roi & le Parlement ensemble, il déclare, que pour vous assurer contre tous dangers & soupçons, s'il y en a, il est content de mettre le Commandement des Places & de la Milice dans chaque Province, aux personnes qui seront approuvées, ou qui lui seront recomman-

comman-

(1) La Lieutenance de la Tour n'avoit pas encore été donnée à Conyers.

CHARLES

I.

1641.

Observa-
tion fut cet-
te Réponse.

commandées par le Parlement, pourvu que vous lui fassiez connoître les noms de ceux que vous voudrez approuver ou recommander, à moins que parmi ces gens-là, il n'y en eût contre lesquels il eût un juste sujet d'exception.

Il sembloit que par cette réponse, le Roi donnoit une entier acquiescence à la demande des deux Chambres, & néanmoins, la suite fit voir que ce n'étoit pas là sa pensée ni son intention. Pour bien entendre cette Réponse, il faut nécessairement sçavoir dans quelles dispositions le Roi se trouvoit alors. Son dessein étoit de se retirer à Yorck, & de lever quelques troupes dans ces quartiers-là, pour se rendre maître de Hull & du Magasin qui y étoit. De sorte qu'il y a beaucoup d'apparence, que dès ce tems-là, il pensoit à la guerre, soit pour se défendre, soit pour attaquer. Dans cette vue, il avoit résolu d'envoyer la Reine en Hollande, sous prétexte d'y conduire la Princesse Marie sa fille qui avoit épousé le Prince d'Orange, & d'aller prendre les eaux de Spa. Mais en même tems, il lui avoit mis en main divers joyaux de la Couronne, qui furent ensuite employez à acheter des armes & des munitions. Lorsque le Parlement lui présenta cette Requête, il étoit sur le point de faire partir la Reine, après quoi, son intention étoit de se retirer à Yorck. Il n'étoit donc pas de son intérêt, de rejeter absolument la demande du Parlement, dans une telle conjoncture, de peur d'exciter trop-tôt une tempête qui auroit pû porter des obstacles à l'exécution de ses deux desseins, & principalement, à celui qui regardoit Hull. C'est ce qui fut cause qu'il répondit au Parlement d'une manière qui paroissoit si satisfaisante, mais qui néanmoins n'étoit pas un consentement absolu, à cause de quelques restrictions qu'il y avoit ajoutées, & dont il prétendoit tirer, dans la suite, un prétexte pour rendre son engagement inutile. Cependant les termes de cet engagement étoient si bien choisis, qu'encore que d'eux-mêmes ils ne signifiasent point que le Roi se réservoir la faculté de retirer sa parole, on pouvoit pourtant en tirer ce sens-là, par conséquence. Ainsi, dans l'intention du Roi, cette Réponse n'étoit uniquement destinée qu'à gagner du tems. Ce fut peu de jours après, qu'il donna la Lieutenance de la Tour au Chevalier Conyers(1), afin de mieux persuader aux deux Chambres, que son intention étoit de les contenter.

Le Parle-
ment fait
présenter au
Roi une Or-
donnance
pour établir
la Milice.
Rushworth,
Vol. IV. p.
519.
Réponse du
Roi.

Le Parlement ne doutoit nullement que le Roi n'eût résolu de mettre la Milice entre les mains de ceux qui lui seroient recommandez. C'est pourquoi, il fit incontinent préparer un projet d'Ordonnance pour le règlement de la Milice, avec les noms des Commandans dans chaque Province, écrits sur un papier séparé, & le fit présenter au Roi, avec une Requête pour lui demander son consentement.

Le Roi répondit, que la Reine & la Princesse étant sur le point de partir pour aller en Hollande, il n'avoit pas le tems d'examiner une affaire d'une si grande importance, & qu'il leur répondroit après son retour. Il étoit alors en chemin pour accompagner la Reine jusqu'à Douvre.

Cependant, le Parlement croyant avoir lieu de soupçonner que le Roi ne cherchoit qu'à l'amuser, & craignant qu'il n'eût formé quelque dessein secret dont il vouloit voir l'exécution, avant que de régler la Milice, lui présenta cette autre Requête :

SIRE,

(1) Le 11. de Février.

SIRE,

CHARLES
I.
1642.

Vos fidèles Sujets, les Seigneurs & les Communes de ce Parlement, ont reçu, avec beaucoup de douleur, la Réponse de V. M. à leur juste & nécessaire Requête, concernant la Milice. V. M. nous a ci-devant promis, par un gracieux Message, de consentir à notre demande, après que vous sçauriez l'étendue du pouvoir qui doit être donné aux Commandans, & le tems pendant lequel ils doivent l'exercer. Cela étant déjà fait, V. M. renvoye sa réponse à un autre tems, & fort incertain, ce qui, dans le danger pressant où nous nous trouvons, nous satisfait aussi peu que le feroit un refus absolu.

Requête
des deux
Chambres
au Roi.
22. de Févr.

C'est pourquoi, nous vous supplions encore une fois, de faire attention à notre Requête, & de nous donner une réponse qui puisse nous assurer, que nous ne serons plus exposés aux complots de ceux qui ne cherchent que la ruine de ce Royaume. Ils tâchent d'y allumer le même feu qu'ils ont allumé en Irlande, où selon les avis que nous en avons, les Rebelles se préparent à nous envahir, avec l'assistance des Papistes qui sont parmi nous.

Rien n'est capable de prévenir ces malheurs, de nous mettre en sûreté, & en état de dompter les Rebelles d'Irlande, que le prompt consentement de V. M. à notre très-humble Requête. Nous espérons que V. M. ne le refusera pas à vos deux Chambres, qui, pour s'acquitter de leur devoir envers V. M. & envers l'Etat, se croient obligées de vous représenter ce qu'elles jugent absolument nécessaire pour la conservation de l'un & de l'autre. C'est ce que les Loix Divines & humaines les autorisent à exécuter, comme elles en sont suppliées tous les jours, par des Requêtes de diverses Provinces, y en ayant même déjà quelques-unes qui ont commencé d'elles-mêmes, à se mettre en état de défense.

Le Parlement souhaitoit d'avoir le consentement du Roi au Règlement de la Milice. Cela lui auroit été avantageux en toutes manières. Mais au fond, dans le cas où il supposoit que le Royaume se trouvoit, il ne prétendoit pas que le consentement du Roi fût d'une nécessité si absolue que le Règlement ne pût pas se faire ni s'exécuter sans son approbation. C'est pour cela, que pour faire sentir au Roi qu'il s'y opposeroit vainement, il avoit fait en sorte qu'en quelques endroits, le Peuple, comme de lui-même, s'étoit divisé en diverses Compagnies, avoit choisi des Officiers, & en un mot, avoit commencé à établir la Milice, sans attendre les ordres du Roi. Il n'est pas vraisemblable, que le Peuple eût osé entreprendre une telle chose, s'il n'avoit pas été assuré que le Parlement l'approuveroit.

Remarque.

Le Roi se voyant ainsi pressé, chercha d'autres détours pour amuser le Parlement, sans déclarer néanmoins ouvertement, que son intention étoit de refuser ce que les deux Chambres lui demandoient. Voici sa réponse à cette dernière Requête.

Sa Majesté ayant, avec tout le soin & toute l'attention possible, considéré ce qui lui a été envoyé par les deux Chambres, touchant la Milice pour en faire une Ordonnance du Parlement à laquelle on desire qu'elle donne son consentement, déclare :

Réponse du
Roi.
28. de Févr.
Rushworth,
Vol. IV. p.
521.

Que, comme elle ne peut le donner par les raisons expliquées ci-dessous, elle ne conçoit pas non plus, qu'elle y soit obligée par la promesse qu'elle a faite aux deux

Tome VIII.

Bb

Chambres

CHARLES
I.
1641.

Chambres le 2. de ce présent mois de Février. S. M. trouve à redire à la Préface ou Introduction de l'Ordonnance, où il est dit, qu'il y a eu en dernier lieu, un dessein dangereux & désespéré contre la Chambre des Communes, lequel on suppose être l'effet des Conseils sanguinaires des Papistes & autres mal-intentionnez. Car quelques-uns, considerant les Ecrits qui ont été répandus dans le Public, pourroient entendre son entrée le 4. de Janvier dans la Chambre des Communes, qui a produit de la mésintelligence entre le Roi & son Peuple. Il est vrai, qu'à cet égard, selon les informations qu'il a reçues depuis, S. M. croit, que cela peut paroître une violation des Privilèges, & a offert de la réparer pour l'avenir, par tout ce qu'on pourra désirer de lui. Il déclare néanmoins, & vous prie de croire, qu'il n'avoit aucun autre dessein, ni contre la Chambre, ni contre aucun de ses Membres, que de demander ceux qu'il avoit fait accuser de trahison, & de déclarer, que son intention étoit de les faire promptement juger d'une manière conforme aux Loix, sur quoi il croyoit que la Chambre les lui livreroit. S. M. prend le Dieu tout-puissant à témoin, qu'elle étoit éloignée de toute pensée ou intention, de force ou de violence, quand même la Chambre auroit refusé de les lui livrer, & dans tout autre cas que ce pût être : Qu'elle avoit expressement commandé à ses Domestiques, & aux autres qui l'accompagnoient, de n'offenser personne, & quand même on leur feroit des affronts, de les souffrir sans s'en venger. De plus, S. M. ne vit point, & ne sçait point, qu'aucun de sa suite, excepté ses Gardes Pensionnaires, eût d'autres armes que leurs épées. C'est pourquoi, S. M. ne doute point, que le Parlement ne veuille avoir égard à son honneur, & empêcher qu'on ne lui impute des discours insolens & téméraires que peuvent avoir tenus d'autres gens qui, peut-être, se sont mêlez parmi sa suite.

Pour ce qui regarde les personnes nommées pour être Lieutenans des Provinces, S. M. veut bien les admettre à votre recommandation, excepté seulement, par rapport à la Ville de Londres, & aux autres Communautés qui ont des Chartres par lesquelles elles ont pouvoir de commander leur propre Milice, S. M. ne jugeant pas qu'il soit juste ni à propos, de changer le Gouvernement dans ce cas particulier. Ainsi, S. M. veut bien accorder à chacun d'eux, (Londres & les autres Communautés exceptées,) des Commissions semblables à celles qu'elle a accordées avec votre approbation pendant ce Parlement. Que si ce n'est pas assez, & qu'on juge qu'il soit nécessaire de les revêtir d'un plus grand pouvoir que les Loix n'admettent, elle croit qu'il est juste qu'on l'en revête elle-même premièrement par une Loi qui lui donne pouvoir de le transférer aux personnes nommées, ce qu'elle fera très-volontiers. Quel que puisse être ce pouvoir, S. M. pour prévenir les doutes & les questions qui pourroient survenir, souhaite que ce soit par un Acte de Parlement, afin que tous les Sujets soient informez de ce à quoi ils peuvent refuser leur obéissance, & que, sous aucun prétexte, ils ne soient pas obligez de se soumettre à aucun Gouvernement arbitraire.

Quant au tems pendant lequel vous souhaitez que les personnes nommées exercent leur pouvoir, le Roi répond : Qu'il ne peut pas se dépouiller du pouvoir que Dieu & les Loix lui ont donné pour la défense de son Peuple, & le mettre en d'autres mains, pour un tems indéfini. Et puisque le fondement de la Requête des deux Chambres est de s'assurer contre les craintes & les soupçons, pour pouvoir mieux s'appliquer aux choses contenues dans le Message du 20. de Janvier, S. M. espere, que tant de graces qu'elle leur a accordées, & son consentement à leurs deman-

mandes

mandes en agreant ceux qui lui ont été recommandez & le pouvoir qui doit leur être conféré, feront évanoïir les craintes & les soupçons. Elle assure les deux Chambres, que comme elle a bien voulu appliquer à leurs doutes, ce remède si peu commun, elle continuera, s'il y a lieu, pour un plus long tems, conformément au soin & à l'affection qu'elle leur témoigne présentement.

Elle est si éloignée de se dédire par cette réponse, de ce qu'elle a promis, ou a eu intention d'accorder, dans sa réponse à la première Requête, qu'elle consent, au contraire, à ce que les deux Chambres lui ont demandé touchant la Milice, par leur première Requête, excepté ce qui regarde Londres & les autres Communautés, savoir, à remettre la Milice à ceux qui lui seroient recommandez par le Parlement.

S. M. ne doute point, que quand les deux Chambres auront bien examiné cette réponse, elles ne la trouvent plus capable de les contenter, pour le but qu'elles se proposent, & pour la Paix & l'avantage des Sujets, que l'Ordonnance, à laquelle S. M. ne peut consentir, par les raisons expliquées ci-dessus.

Comme S. M. observe dans la Requête qui lui a été apportée par le Comte de Portland, & par les Chevaliers Heal & Savill, qu'il y a des gens qui se sont déjà ingérez de régler la Milice, il espere que le Parlement examinera soigneusement cette affaire qui est très-importante, & d'une grande conséquence. Elle s'attend aussi, que si le Parlement trouve que quelques-uns ont entrepris de commander la Milice, sans en avoir aucune autorité légitime, il les fera poursuivre en Justice, selon les Loix.

Il y avoit dans cette Réponse, plusieurs choses qui ne pouvoient que déplaire au Parlement. 1. L'exception de Londres & des autres Communautés qui avoient des Chartres pour pouvoir commander leur propre Milice, ce qui étoit ôter d'une main, ce qu'il sembloit donner de l'autre, puisqu'il n'y avoit que très-peu de bonnes Villes dans le Royaume, qui n'eussent de pareilles Chartres. D'ailleurs, il ne paroïssoit pas que ni Londres, ni aucune autre Communauté demandassent d'être maintenues dans leurs Privilèges à cet égard. Le Roi le supposoit, sans les avoir consultées. 2. Le Roi, en se plaignant qu'on n'avoit point fixé de tems pour la durée du pouvoir des Lieutenans, n'en offroit aucun lui-même. Ainsi, c'étoit une question à débattre, qui pouvoit long-tems amuser le tapis. 3. Quant à ce qu'il promettoit de prolonger le tems, s'il y avoit lieu, ce n'étoit proprement rien, puisqu'il est certain qu'on n'ajoutoit aucune foi à ses promesses générales, fut tout, quand elles étoient accompagnées de pareilles restrictions. 4. Le Roi ne parloit point des Gouvernemens des Places, ce qui étoit néanmoins, un point d'une grande importance. 5. Il rejettoit absolument l'Ordonnance, & en voulant engager le Parlement à la changer en un Bill, il vouloit indirectement l'obliger à reconnoître, qu'il n'avoit pas eu droit de la faire, ce qui étoit directement contraire aux prétentions des deux Chambres. 6. En supprimant l'Ordonnance, & en la changeant en un Bill, il falloit que ce Bill fût dressé à sa maniere, sans quoi, il se réservoît tacitement le droit de le rejeter, droit que jusqu'alors on ne lui avoit pas disputé.

Il ne falloit donc pas être fort clairvoyant, pour s'apercevoir, que par toutes ces restrictions, le Roi ne cherchoit qu'à gagner du tems, & à payer le Parlement de simples paroles. Aussi les deux Chambres, après avoir examiné

CHARLES
I.
1641.

Remarque
sur la Ré-
ponse du
Roi.

CHARLES I. 1641. miné sa Réponse, voterent qu'elle n'étoit pas capable de le satisfaire, & lui firent présenter une troisième Requête, à Théobalds où il se trouvoit alors.

SIRE,

Requête
des deux
Chambres
au Roi.
1. Mars.
Rushworth,
Vol. IV. p.
523.

Les très-humbles & très-obéissans Sujets de V. M. les Seigneurs & les Communes assemblez en Parlement, trouvent que leurs justes craintes, à cause des dangers qui menacent V. M. & le Royaume, sont beaucoup augmentées, par le refus de V. M. de condescendre à leur juste & nécessaire Requête. Nous nous affligeons principalement, de ce que dans le tems d'un danger si pressant, & d'une ruine si prochaine, de pernicious Conscils ont assez de pouvoir sur V. M. pour la porter à ce qui peut conduire à l'accomplissement des desirs des ennemis de V. M. & du Royaume, à la destruction de la Religion, de la paix, & de la sûreté de votre Peuple, plutôt qu'à suivre les conseils fidèles de votre Parlement. C'est pourquoi, nous nous voyons contraints de protester, que si V. M. persiste dans son refus, les dangers du Royaume sont si pressans, qu'ils ne peuvent plus souffrir de délai. Qu'en cas qu'il ne plaise pas à V. M. de nous assurer par ces mêmes Députés, que vous donnerez votre consentement Royal à ce que nous avons désiré, nous serons obligés, pour votre sûreté, & pour celle du Royaume, de disposer de la Milice par l'autorité des deux Chambres, de la manière qui a été proposée à V. M. comme nous avons résolu de le faire. Nous vous supplions aussi d'être persuadés, qu'en faisant mention de l'horrible dessein formé contre la Chambre des Communes, nous n'avons pas prétendu répandre des soupçons contre V. M. mais seulement réfléchir sur un Parti mal-intentionné dont les sanglantes pratiques nous sont trop connues par une triste expérience, & contre lequel nous ne pouvons jamais être en sûreté, à moins qu'il ne plaise à V. M. d'éloigner de votre personne les Conseillers infidèles qui font intervenir V. M. dans leurs malicieux desseins contre V. M. & contre son Peuple. Nous vous supplions aussi, que pour la sûreté de votre personne, afin qu'on puisse plus promptement dépêcher les affaires, & pour la consolation de vos Sujets, il vous plaise de faire votre résidence en quelque lieu proche de Londres & de votre Parlement, & de ne pas vous retirer dans des lieux éloignez, ce qui ne peut que causer de grands malheurs.

Nous supplions encore V. M. de faire en sorte, que Son Altesse le Prince de Galles continue à faire sa résidence au Palais de Saint James, ou en quelqu'une de vos maisons proche de Londres, afin de rendre vains, les desseins que les ennemis de la Religion & de la paix du Royaume peuvent avoir sur sa personne, & de prévenir les soupçons & les craintes de vos Sujets.

Nous vous supplions de recevoir de nous cette information, que par les Loix du Royaume, le pouvoir de régler la Milice ne peut être accordé à aucune Communauté, que par l'autorité du Parlement. Que ceux qui se sont mis en défense pour prévenir les dangers communs, n'ont rien fait que conformément à la Déclaration & à la direction des deux Chambres, & qui ne soit permis par les Loix du Royaume.

Enfin, nous vous supplions de recevoir nos conseils & nos demandes, comme des effets du devoir & de l'obéissance à quoi nous sommes obligés envers V. M. & qui ne souffrent point que nous ayons d'autres intentions, que celles qui sont propres à augmenter

augmenter la grandeur & l'honneur, la sûreté, la prospérité du Royaume, selon la confiance que les Loix ont mise en nous. CHARLES I. 1641.

Avant que de rapporter la réponse du Roi, il ne sera pas inutile de faire quelques remarques sur cette Requête. Mon dessein étant dans cette seconde Partie du Regne de Charles I. de mettre les Lecteurs au fait, par rapport aux différends entre le Roi & le Parlement, afin qu'ils puissent mieux comprendre les véritables causes de la Guerre Civile qui suivit bien-tôt après, j'espère qu'on ne trouvera pas mauvais que, par des remarques sur les Ecrits des deux Partis, j'indique certaines choses, à quoi peut-être tout le monde ne prendroit pas garde.

Premièrement, ce danger pressant, cette ruïne prochaine que le Parlement faisoit tant valoir, n'étoient pas d'une aussi grande évidence qu'il le prétendoit. Mais il supposoit toujours, qu'il y avoit un Parti Papiste & mal-intentionné qui avoit formé le dessein de ruiner le Royaume & la Religion Protestante, & que les mauvais Conseillers du Roi le portoient à faire tout ce qui pouvoit être avantageux à ce Parti. Je ne dis pas que cette supposition fût entièrement fautive : mais du moins on peut dire, qu'elle n'étoit appuyée que sur de simples conjectures. D'ailleurs ce n'étoient que des généralitez sous lesquelles le Parlement cachoit le véritable sujet de ses craintes. Il appréhendoit que le Roi, par des intrigues secrètes, ne s'assurât des Places & des Magasins, comme on sçavoit bien qu'il en avoit eu l'intention, & qu'il ne levât une armée. On ne pouvoit pas même douter, que, vû l'état où il se trouvoit, il ne l'eût fait, s'il avoit été en son pouvoir. On verra même dans la suite, qu'il y avoit pensé, avant le tems dont je parle. Mais lorsque cette Requête lui fut présentée, on ne faisoit que soupçonner, qu'il travailloit à exécuter quelque grand dessein. Il falloit donc tâcher de le prévenir, en réglant la Milice du Royaume, par l'autorité des deux Chambres, sans qu'il y eût aucune part, afin d'être en état d'opprimer d'abord ceux qui se déclareroient pour lui, ou de les empêcher de se déclarer. Mais tout cela se couvroit du prétexte de mettre le Royaume en état de défense contre les complots des gens mal-intentionnez. C'est pour cela, que le prétendu dessein de ce Parti mal-intentionné étoit toujours exprimé en termes généraux, sans qu'on entrât dans aucun détail, & qu'on prenoit un grand soin d'y rapporter toutes les démarches du Roi, & tous les événemens qui pouvoient y avoir quelque relation. Mais il faut se ressouvenir, de ce que j'ai déjà dit. C'est que l'intention du Parlement étoit de dépouiller le Roi de la plus grande partie de son autorité, & que le dessein du Roi étoit de se mettre à couvert des malheurs qui le menaçoient, & qu'en cherchant à se défendre, il se mettoit aussi en état d'attaquer, si on l'eût laissé faire. C'est là proprement la Clef des Ecrits qui furent publiez de part & d'autre, sur l'affaire de la Milice, quoi que le Roi & le Parlement tâchassent, chacun de son côté, de donner à leurs démarches une couleur capable d'ébloüir le Peuple.

Je remarquerai en second lieu, que dans cette Requête, le Parlement ne répondoit à aucune des raisons, alléguées par le Roi dans sa Réponse précédente. Il se contentoit de supposer toujours le dessein de renverser la Religion & les Loix, & de rapporter à ce dessein l'éloignement du Prince

CHARLES
I.
1641.

de Galles, & l'absence du Roi de son Parlement, pour insinuer, que les restrictions que le Roi mettoit à sa première promesse n'étoient destinées qu'à gagner du tems, pour favoriser le Parti mal-intentionné.

3. Au reste, la crainte qu'avoit le Parlement que l'éloignement du Roi ne couvrit quelque dessein caché, n'étoit pas sans fondement, ainsi que je l'ai dit, & qu'on le verra dans la suite.

Tout cela fait voir, que le Roi & le Parlement n'avoient que trop de raison de se défier l'un de l'autre. Si le Parlement, sous prétexte du danger dont le Royaume étoit menacé, se croyoit en droit de demander, que la Milice fut confiée à des gens dont il pourroit être assuré, le Roi n'avoit pas moins de raisons de faire ses efforts, pour empêcher que les deux Chambres ne se fassent d'un pouvoir qui devoit servir à l'opprimer.

Le Roi répondit à la dernière Requête du Parlement en ces termes.

Réponse du
Roi.

2. de Mars.
Rushworth,
Vol. IV. p. 522

Cette Requête me cause une telle surprise, que je ne sçai que répondre. Vous parlez de craintes & de soupçons: mettez la main sur votre conscience, & demandez-vous à vous-mêmes, si de mon côté je n'ai pas lieu d'en avoir. Cela étant, je vous assure, que votre Requête ne les a pas diminués.

Quant à la Milice, j'y ai sérieusement pensé, avant que de vous envoyer ma Réponse. Je suis si assuré, que c'est tout ce que vous pouvez raisonnablement demander, & que je puis en honneur vous accorder, que je n'ai rien à y changer.

Pour ma résidence auprès de vous, je souhaiterois qu'elle pût être assez sûre & assez honorable, pour que je n'eusse aucune raison de m'absenter de Whitehall. Demandez-vous à vous-mêmes, si je n'ai pas raison de m'en éloigner.

À l'égard de mon Fils je prendrai de lui un tel soin, que je serai en état d'en rendre compte à Dieu comme Père, & à mon Royaume comme Roi.

Pour conclusion, je vous assure sur mon honneur, que je ne pense qu'à la paix & à rendre justice à mon Peuple: que c'est à cela que je travaillerai de tout mon pouvoir, me confiant à la bonté & à la Providence de Dieu, pour la conservation de ma personne & de mes droits.

Remarques
sur cette
Réponse.

Il faut remarquer sur cette Réponse, que la raison que le Roi alléguoit pour justifier sa retraite de Whitehall, sçavoir les attroupemens du Peuple de Londres, étoit plausible. Mais elle étoit extrêmement foible, pour prouver la nécessité d'aller faire sa résidence à Yorck. Cependant, il confondoit adroitement, sous une même raison, son éloignement jusqu'à Yorck, & sa retraite de Londres. On verra tout-à-l'heure la véritable raison de sa retraite à Yorck.

2. Il est très-apparent, que le Roi auroit souhaité la paix, pourvu qu'on n'eût touché à aucune de ses Prérogatives. Mais le Parlement croyoit que, pour avoir une paix assurée, il falloit brider le pouvoir du Roi.

Sur cette Réponse, la Chambre des Communes vota:

Votes des
Communes
Rushworth,
Ibid. p. 524.

1. " Que la Réponse du Roi étoit un refus d'accorder les demandes des deux Chambres touchant la Milice "

2. " Que ceux qui avoient conseillé au Roi de donner cette Réponse, étoient ennemis de l'Etat, & complottoient d'empêcher que le Royaume ne fût mis en état de défense "

3. " Que ce refus étoit d'une dangereuse conséquence, & que si S. M. y persistoit, il mettroit en danger la paix & la sûreté du Royaume, à moins qu'on

qu'on n'y appliquât quelque remède par la sagesse & par l'autorité du Parlement “.

“CHAR-
LES I.
1641.”

4. “ Que ceux , qui en quelques endroits du Royaume s'étoient mis en état de défense contre le danger commun , n'avoient rien fait qui ne pût être justifié , & qui ne fût approuvé par la Chambre “.

5. “ Que si S. M. alloit faire sa résidence en quelque endroit éloigné du Parlement , il exposeroit le Royaume à de grands dangers , & porteroit un grand préjudice aux délibérations du Parlement “.

6. “ Que la Chambre croyoit nécessaire , que le Roi fût prié de faire demeurer le Prince à S. James , ou dans quelque autre de ses Maisons proche de Londres , & qu'il y continuât sa résidence. “

7. “ Que les Seigneurs seroient priez de concourir avec les Communes , dans une Requête au Roi , pour le prier de résider proche de son Parlement , afin que les deux Chambres pussent , en toutes occasions , avoir accès auprès de lui. “

8. “ Que les Seigneurs seroient requis de se joindre aux Communes pour examiner qui sont ceux qui ont donné ce Conseil au Roi , afin qu'on les éloigne de sa personne , & qu'ils soient punis comme ils le méritent. “

9. “ Que le Roi ne peut point accorder des Chartres pour donner aux Communautez le pouvoir de régler leur propre Milice , sans le consentement du Parlement “.

10. “ Que les Seigneurs seroient priez d'approuver ces résolutions , & de se joindre en cela aux Communes. “

11. “ Que la Chambre des Pairs seroit requise de nommer un Committé , auquel les Communes ajouteroient un nombre proportionné de leurs Membres , pour considérer & préparer tout ce qu'il seroit nécessaire d'exécuter en conséquence de ces résolutions , & tout ce qui pourroit se présenter dans la suite , par rapport à la réponse du Roi touchant la Milice , & touchant le Prince “.

Le même jour , la Chambre des Communes résolut , que le Royaume seroit mis en état de défense , de la maniere dont les deux Chambres étoient déjà convenuës.

En conséquence de cette résolution , les deux Chambres publièrent leur Ordonnance pour l'établissement de la Milice en ces termes :

D'autant qu'il y a eu depuis peu un dessein très-désespéré contre la Chambre des Communes , & que nous avons lieu de croire , que c'étoit un des conseils sanguinaires des Papistes & autres gens mal-intentionnez , qui ont déjà excité une rébellion en Irlande. Que d'ailleurs , par diverses découvertes que nous avons faites , nous ne pouvons nous empêcher de craindre que ces mêmes gens ne veuillent pas se contenter d'exciter de pareils soulèvemens , & une semblable rébellion dans ce Royaume , & qu'ils ont encore dessein de les fortifier par des troupes étrangères , il est ordonné pour la sûreté du Roi & du Royaume dans ce pressant danger , par l'autorité du Parlement , que Henri , Comte de Holland , sera Lieutenant dans la Province de Berks , Olivier Comte de Bullingbrook dans la Province de Bedford , &c. . . . & que tous ces Lieutenans respectivement , auront pouvoir d'assembler les Sujets de Sa Majesté , chacun dans le lieu qui lui est assigné , propre à porter les armes , de les exercer , de les pourvoir d'armes , de les passer

Ordonnan-
ce du Parle-
ment pour
établir la
Milice.
5. Mars.
Rushworth,
Vol. II. p. 526

CHARLES
I.
1641.

passer en revue. Qu'ils pourront nommer des personnes de qualité, pour commander sous eux lesdites Milices, en qualité de Sous-Lieutenans, &c.

Il est aussi ordonné, que le Chevalier Jean Gayne, le Chevalier George Garret &c. avec les Sieurs . . . Citoyens de Londres, auront le même pouvoir dans Londres que les Lieutenans dans les Provinces, excepté la nomination des Sous-Lieutenans. Que ceux qui leur désobéiront, en seront responsables au Parlement, & non ailleurs. Que le pouvoir ci-dessus continuera aussi long-tems qu'il sera déclaré & ordonné par les deux Chambres, & non pas plus long-tems,

Ces forces étrangères, dont il est parlé dans l'Ordonnance, étoient une chimere formée pour ébloüir le Peuple, & pour lui faire accroire que le Roi vouloit faire envahir le Royaume par des Etrangers. Car quoi qu'il fût très-vraisemblable, que le Pape & le Cardinal de Richelieu favorisoient la rébellion d'Irlande, on ne pouvoit pourtant pas assurer, qu'ils eussent formé le dessein d'envahir l'Angleterre en faveur du Roi.

Le 9. de Mars, le Roi étant à Newmarket, les deux Chambres lui firent présenter la Déclaration suivante, qui servoit de Réplique à sa Réponse.

DECLARATION DES DEUX CHAMBRES, présentée au Roi à Newmarket.

le 9. de Mars 1641.

SIRE,

Rushworth,
Vol. IV. p.
528.

Quoi que les expressions contenües dans le Message de V. M. du 2. de ce mois, nous affligent sensiblement, nous ne laissons pas d'espérer encore, quand nous considérons, qu'elles ne proviennent que du mauvais sens donné à nos actions & à nos intentions. Ce sens n'ayant aucun fondement de vérité ou de réalité, peut être mieux entendu, quand V. M., selon sa justice & sa sagesse, sera véritablement informée que nos craintes & nos soupçons, que V. M. croit être sans aucun fondement, proviennent nécessairement des dangers, où vos mauvais Conseillers ont exposé ce Royaume: quand elle saura d'un autre côté, que vos craintes & vos soupçons, qui nous ont privé de votre faveur & de votre présence, n'ont aucun fondement dans aucune de nos actions ou de nos intentions, ni dans aucune faute qu'on puisse justement nous reprocher, mais uniquement dans la malice de ceux, qui, pour exécuter leurs desseins contre la Religion, & contre la Paix du Royaume, ne cherchent, qu'à priver V. M. du secours & de l'affection de son Peuple, & vos deux Chambres de votre protection, afin d'amener par ce moyen votre personne & tout le Royaume à une entière ruine. Mais afin que V. M. puisse être bien informée sur ces deux points, nous avons trouvé à propos de déclarer ici clairement & librement les causes de nos craintes & de nos soupçons, dans les particularitez suivantes.

1. Que le dessein de changer la Religion dans les trois Royaumes a été poursuivi pendant plusieurs années, par ceux qui ont le plus de pouvoir auprès de V. M. L'Agent que la Reine a eu à Rome, & le Nonce que le Pape a tenu ici, sont non seulement des témoins de ce complot, mais ils ont même été les principaux auteurs.

2. Que

2. Que la Guerre d'Ecosse a été excitée à cette intention : qu'elle a été fomentée par des Papistes & par des amis du Papisme, de quoi nous avons divers témoignages, & en particulier, la contribution générale & volontaire des Papistes, pour pousser cette Guerre.

CHARLES
I.
1641.

3. Nous avons diverses preuves que la rébellion d'Irlande a été complotée en Angleterre ; & que les Papistes d'Angleterre devoient se soulever dans le même tems. Que c'est un langage commun parmi les Rébelles, qui est confirmé par les observations que nous avons faites sur les Assemblées & les consultations des Papistes, sur leur insolence, lorsque la rébellion d'Irlande a éclaté, par la déposition d'O Conelly, par l'information du Ministre Cole, par la Lettre de Tristan Whitecombe, par le témoignage de Thomas Crant, & par beaucoup d'autres preuves que nous pouvons produire, & qui s'accordent toutes en cela. La déclaration de Noblesse du Pale Anglois, par laquelle ils s'engagent à se joindre à l'armée Irlandoise, ou à quelque autre que ce soit, pour rétablir le Roi dans ses Prerogatives, dont il a été dépouillé par la Faction Puritaine du Parlement d'Angleterre, & pour le maintenir contre tous, comme aussi, pour soutenir la Jurisdiction Episcopale, & sa légitime autorité : ces deux derniers Articles sont précisément les mêmes qui servoient de fondement pour animer contre les deux Chambres, l'armée de V. M. qui étoit dans le Nord.

La grande raison que nous avons de soupçonner, que le dernier dessein appelé, La pieuse intention de la Reine, étoit destiné à changer la Religion de ce Royaume. Car le Comte Rozetti, Nonce du Pape, avoit ordonné à tous les Papistes Anglois, de jeûner une fois la semaine, & de faire des prières extraordinaires, comme nous en sommes assurés par une de ses Lettres, adressée à un Prêtre de la Province de Lencaestre.

La hardiesse avec laquelle les Papistes d'Irlande affirment, qu'ils ne font rien que par l'autorité du Roi. Ils se qualifient l'armée de la Reine ; ils mettent la marque de la Reine à tout le butin qu'ils font sur les Anglois ; leur intention étoit de venir en Angleterre, après avoir exécuté leurs desseins en Irlande. C'est ce qui a été prouvé par les dépositions d'O Conelly & de divers autres témoins : particulièrement par la Lettre de Tristan Whitecombe, Maire de Kingsale, à Benjamin Whitecombe son frere, dans laquelle il dit : Il tiennent beaucoup d'autres discours touchant la Religion, & notre Cour d'Angleterre que je n'ose confier au papier.

La fausse & scandaleuse accusation intentée contre le Lord Kimbolton & les cinq Membres des Communes, portée au Parlement par l'ordre exprès de V. M. soutenuë dans Londres par V. M. en Personne & par son Discours au Conseil commun, accusation que V. M. avoit dessein de pousser, comme il parut par la demande qu'en fit V. M. aux Communes, d'une manière si violente & si terrible, que toutes les autres violations des Privilèges du Parlement, faites par vous-même, ou par aucun de vos Prédecesseurs, ne sont rien en comparaison. Quelle que fût l'intention de V. M. il n'est que trop certain, que quelques-uns de ceux qui vous accompagnoient, découvrirent la résolution où ils étoient de massacrer tous les Membres des Communes, si, par la bonté de Dieu, l'absence des Membres accusés n'avoit pas empêché de donner le signal qu'on attendoit pour exécuter ce sanguinaire dessein. Un nombre considérable d'Officiers & de Soldats ont été enrôlez : ils ont reçu leur paye journaliere : ils ont été distribués sous divers Colonels, on les a

CHARLES
I.
1641.

careffez & regalez à Whitehall d'une maniere extraordinaire : ils ont été protégés & soutenus ; après avoir attaqué & insulté diverses personnes qui passaient paisiblement auprès d'eux , ensuite de quoi , on leur a procuré les moyens de sortir de la Ville , & le Lord Digby leur a dit , que V. M. ne s'éloignoit de son Parlement , qu'afin qu'ils ne fussent pas foulés aux pieds dans la boue. On leur a long-tems continué leur paye. On a tenté d'engager les Etudiens des Inns dans le même complot. On a établi une Garde constante auprès de V. M. , afin d'inspirer à tout le Royaume une mauvaise opinion du Parlement. Nous avons encore vu d'autres symptomes qui marquoient une disposition à prendre les armes , & à exciter une Guerre Civile entre vos Sujets. Ainsi , dans cet embrasement , il falloit nécessairement que l'Irlande fût perdue , & ce Royaume-ci pillé , & peut-être entièrement ruiné.

Après que les Communes ont voté , que le Lord de Digby avoit paru en armes à Kingston , & que les Seigneurs seroient priés de lui ordonner de se rendre au Parlement , il a néanmoins trouvé assez de crédit auprès de V. M. , pour en obtenir un ordre au Chevalier Penington , de le faire conduire en sûreté au-delà de la mer. C'est-là , qu'il a brassé le Conseil qu'il a donné à V. M. , de se retirer dans quelque Place forte , comme si V. M. ne pouvoit être en sûreté au milieu de ses Sujets. Il a eu la hardiesse inouïe d'écrire à la Reine , & de lui offrir d'entretenir une secrète correspondance avec elle , par des Lettres en Chiffre , lui insinuant , qu'il pourroit rendre de grands services , sur quoi , il demandoit les instructions de V. M. Il est très-probable , que son intention étoit de faire venir des forces étrangères dans ce Royaume , pour fortifier V. M. & pour vous maintenir dans l'état où il avoit dessein de vous mettre. Nous n'avons que trop de sujet de soupçonner , que ce conseil a fait de fortes impressions sur l'esprit de V. M. , quand nous considérons la méthode que vous suivez , de vous éloigner de votre Parlement , & d'emmener le Prince avec vous , ce qui semble marquer la résolution de V. M. de vous tenir près pour agir.

Les frequens avis que nous recevons de Rome , de Venise , de Paris , & d'autres endroits , qui nous font connoître qu'on croit en ce Pais-là , que V. M. a dessein de changer la Religion , & de dissoudre le Parlement , & que vous trouverez bien le moyen de l'exécuter : que le Nonce du Pape a sollicité les Rois de France & d'Espagne , à vous prêter chacun quatre mille hommes , pour vous aider à maintenir votre autorité contre le Parlement. Comme ce dessein de faire venir des Troupes étrangères , est le plus malin & le plus pernicieux , nous espérons que V. M. le tiendra éloigné de sa pensée. Car nous ne pouvons nous persuader que V. M. voulût livrer son Peuple à la merci des Etrangers , à moins que vous n'eussiez intention de changer la Religion du Royaume , pour vous assurer des secours des Princes Papistes , & pour vous maintenir par leur moyen.

Ce sont là quelques-uns des fondemens de nos craintes & de nos soupçons. C'est ce qui nous a fait tourner vers V. M. , pour implorer sa protection , de la maniere la plus humble & la plus soumise. Mais V. M. séduite par un mauvais conseil , nous l'ayant refusée , c'est avec un extrême chagrin , que , pour la défense de votre Personne & de votre Royaume , pour prévenir la misere inévitable dont nous sommes menacés , nous nous voyons obligés de faire usage du pouvoir qui réside en nous , par les Loix fondamentales , & par la Constitution de cet Etat , étant néanmoins résolu , de demeurer toujours dans les bornes de l'obéissance & de la fidélité envers la Couronne.

Pour

Pour ce qui regarde les soupçons que Votre Majesté a conçus contre nous, nous allons y répondre plus brièvement, mais non moins véritablement & sincèrement.

V. M. nous dit, que vous souhaiteriez que votre résidence auprès de votre Parlement pût être assez sûre & assez honorable, pour que vous n'eussiez pas lieu de vous absenter de Whitehall. Nous regardons cela, Sire, comme la plus grande violation de nos Privilèges, qu'on puisse concevoir, comme la plus terrible misère qui puisse tomber sur Votre Personne, comme la plus méchante imputation contre nous, & comme un effet des plus pernicioeux conseils. Cela renverse entièrement tous les fondemens de la sûreté & de l'honneur de Votre Couronne. Il semble même qu'il y a de la contradiction à accuser le Parlement d'une telle chose qui ne peut convenir à la nature de ce grand Conseil, puis qu'il est le corps dont V. M. est la tête. Cela détruit en quelque manière l'essence même du Parlement, puisque V. M., comme elle le conçoit, est privée de la fidélité de son Parlement, & le Parlement de votre Protection, deux choses qui sont les liens mutuels & les supports du Gouvernement & de la sujettion.

Selon que V. M. nous y a exhorté, nous avons mis la main sur nos consciences; nous les avons examinées avec soin; nous nous sommes interrogés nous-mêmes; nous avons épluché nos pensées & nos desirs, considéré nos actions, & nous n'avons rien trouvé qui puisse avoir donné à V. M. un juste sujet de s'éloigner de Whitehall, & de s'absenter de son Parlement. Nous croyons au contraire, que vous pouvez y demeurer plus sûrement & plus honorablement, qu'en tout autre lieu.

V. M. ne nous accuse qu'en général. S'il vous plaisoit de nous faire connoître les fondemens particuliers de cette accusation, nous vous donnerions une réponse satisfaisante. Mais comment pouvons-nous espérer de vous satisfaire, puisque ce que vous avez cru véritable, étant produit devant nous, s'est trouvé faux, & néanmoins V. M. ne veut ni punir, ni nommer ceux qui vous ont abusé: qu'au contraire, vous continuez à concevoir de nouvelles craintes & de nouveaux soupçons sur des fondemens incertains, pendant que vous nous laissez dans l'impossibilité de nous justifier sur aucun point particulier. Pour preuve que ce que nous avançons est vrai, nous supplions V. M. de considérer les cas suivans.

On prétendit, que, dans une assemblée de divers Membres des deux Chambres tenuë à Kensington, on avoit tenu certains discours qui marquoient un dessein de s'assurer de la Reine & du Prince. Cela fut absolument désavoué, & néanmoins, V. M. refusa de nommer les auteurs de cette calomnie, quoi que les deux Chambres vous en eussent humblement prié.

Quelques personnes qui avoient un grand accès à la Cour, publièrent certains Articles qu'on prétendoit avoir été préparés pour accuser la Reine. Ces Articles ayant été désavoués, il sembloit qu'on n'y ajoûtoit plus aucune foi. Mais les auteurs étant en sûreté, seront toujours prêts à inventer de pareilles calomnies, & Vos Majestez en seront souvent importunées, si on prend le parti de les protéger & de les favoriser.

L'accusation de trahison intentée contre le Lord Kimbolton & contre cinq Membres des Communes, est un cas de la même nature. Les Accusés n'ont pas refusé de se soumettre à un Jugement convenable aux Privilèges du Parlement. Cependant, on n'a produit ni les auteurs de cette accusation, ni des témoins, contre les-

CHARLES
I.
1642.

quels les accusez puissent demander une réparation convenable, nonobstant trois différentes Requêtes des deux Chambres, appuyées de deux Actes de Parlement mentionnez dans la dernière.

Nous supplions V. M. de considérer l'état où vous vous trouvez ; avec combien de facilité vous pouvez vous procurer du bonheur, de l'honneur, de la grandeur, de l'abondance, & une entière sûreté, en vous joignant à votre Parlement & à vos fidèles Sujets, pour défendre la Religion, & pour avancer le bien Public du Royaume. C'est-là tout ce que nous attendons de vous, & en reconnaissance, nous vous offrons nos vies, nos biens, nos sincères efforts, pour soutenir votre Souveraineté & votre Puissance sur nous. Mais ce ne sera pas par de simples paroles que vous nous donnerez l'assurance que nous vous demandons. Nous ne pouvons nous ressouvenir qu'avec un extrême douleur, que l'Eté dernier, pendant que nous recevions de gracieux Messagès de V. M. on brassoit, au sçu de V. M. le complot de faire marcher l'armée contre nous. Nous ne pouvons oublier, que deux jours avant que vous fissiez accuser les Membres du Parlement, & peu de jours avant votre entrée dans la Chambre des Communes, vous nous aviez assuré par un gracieux Message, Que vous auriez toujours le même soin de nos Privilèges que de votre Prérogative, & de votre sûreté, que de celle de la Reine & de vos Enfants. Ce que nous attendons, & qui peut seul nous assurer que vous ne pensez qu'à la paix & à rendre la justice à votre Peuple, c'est un effet réel de votre bonté, en nous accordant ce que la nécessité présente nous oblige à demander.

Premièrement, qu'il plaise à V. M. d'éloigner de votre Personne ces mauvais Conseillers, qui sont les auteurs de nos dangers & de nos troubles.

Secondement, qu'il vous plaise de continuer à faire votre résidence avec le Prince, proche de Loudres & du Parlement.

Nous espérons que ce sera-là un heureux commencement de satisfaction & de confiance mutuelle, entre vous & votre Peuple, & qu'il sera suivi de plusieurs bénédictions qui procureront de l'honneur & de la grandeur à V. M. & de l'assurance, & de la prospérité à vos Sujets.

A D D I T I O N

Contenant les raisons qui doivent porter Sa Majesté à retourner à son Parlement.

„ Que le retour, & la continuation de la Résidence de V. M. proche du
„ Parlement, est, selon l'opinion des deux Chambres, une chose si importante
„ & si nécessaire, pour la conservation de votre Personne & de votre Royaume,
„ me, qu'elles ne croient pas s'être suffisamment acquittées de leur devoir, en
„ témoignant simplement leur désir à V. M. C'est pourquoi elles ont cru être
„ obligées de l'appuyer par les raisons suivantes :

„ 1. Que votre absence du Parlement pourra donner lieu de croire, que c'est
„ dans le dessein de décourager ceux qui ont promis d'avancer de l'argent pour
„ la Guerre d'Irlande, d'empêcher qu'on n'envoie des provisions en ce Pais-
„ là, & de mettre des obstacles aux levées d'argent nécessaires pour la défense
„ de ce Royaume.

„ 2. Que

2. Que votre absence du Parlement donne du courage aux Rebelles d'Irlande & aux mal-intentionnez d'Angleterre, comme étant un effet de la méfintelligence entre V. M. & son Peuple.

3. Qu'elle diminuera beaucoup l'affection de vos Sujets, sans laquelle un Prince est privé de sa principale force, & abandonné aux plus grands dangers & aux plus grands malheurs qu'on puisse imaginer.

4. Qu'elle encouragera les ennemis de notre Religion, & les Etats étrangers, à tenter d'exécuter leurs mauvais desseins contre nous.

5. Qu'elle interrompt les affaires du Parlement.

Par ces considérations, il paroît que V. M. & ses Etats sont menacez de si grands maux, que les deux Chambres, en qualité de votre Grand Conseil, croyent nécessaire de vous donner ce fidelle avis, afin que, quoiqu'il arrive dans la suite, elles puissent se justifier devant Dieu & devant les hommes.

Il n'est pas nécessaire de faire des remarques particulieres sur cette Déclaration. Les Réponses & les Repliques qu'on verra dans la suite peuvent mieux que je ne pourrois le faire, expliquer la nature de la querelle entre le Roi & le Parlement, & les raisons de l'un & de l'autre.

Il faut seulement observer en général, que, selon la coutume de ceux qui disputent ensemble, chacun insistoit beaucoup sur les choses qui lui étoient favorables, & passoit légèrement sur celles qui ne lui étoient pas avantageuses, ou même les omettoit entièrement dans sa Réponse & dans sa Replique.

Ce qu'il y a de certain, c'est que, dans la situation où les affaires se trouvoient, le Roi & le Parlement n'avoient que trop de sujet de se défier l'un de l'autre, & que chacun travailloit de son côté à se procurer des avantages qui pussent le mettre en état ou d'attaquer, ou de se défendre. Pour ce qui regarde les Déclarations, Messages, Réponses, Repliques, tout cela n'étoit bon que pour le Peuple, chacun ayant intérêt de le mettre dans son parti. Mais le Parlement avoit en cela un grand avantage, à cause de la prévention du Peuple contre le Roi qui n'y opposoit que des promesses générales, dont il ne pouvoit donner aucune certitude. C'est ce qui étoit très-avantageux au Parlement qui prétendoit, que pour pouvoir se confier à de telles promesses, il falloit que le Roi commençât par se dépouiller de ce qui pouvoit le mettre en état de les violer. On peut voir par-là, combien cette affaire étoit embarrassée.

Lorsque les Députés du Parlement présenterent au Roi la Déclaration qu'on vient de voir, & après qu'elle eut été lûe en sa présence, il y fit sur le champ, cette Réponse générale :

Je suis persuadé que vous n'attendez pas une prompte réponse à une Déclaration si étrange & si peu attendue. Je suis fâché que, dans cette conjoncture, vous ayez cru, que votre Adresse étoit un moyen plus propre que ce que je vous ai proposé par mon Message du 20. de Janvier.

Quant aux fondemens des craintes & des soupçons, je prendrai du tems pour répondre à chaque Article en particulier, & je ne doute pas que je ne le fasse au contentement de tout le monde. J'espère qu'avec le tems, Dieu prendra soin de découvrir le fonds des conspirations & des trahisons, & alors, mon Peuple reconnaitra mon droit. Je vous dirai, cependant, que je m'attendois à me voir justifié de ce

“C H A R-
L E S I.
“ 164¹

Remarque.

Réponse
générale du
Roi faite sur
le champ.
9. Mars.
Rushworth,
Vol. IV. p.
532.

CHARLES
I.
1641

que Pym m'a imputé dans son Discours, plutôt que de voir de nouveaux soupçons trouver du crédit parmi vous.

Pour mes doutes & mes craintes, je ne croyois pas qu'on pût les regarder comme étant sans fondement, pendant qu'on trouve innocens, tant d'Ecrits & de Sermons séditieux, sans les examiner, & sans en punir les auteurs. Oïi, j'avoüe mes craintes, & je prends Dieu à témoin, que je crains plus pour la véritable Religion Protestante (1), pour mon Peuple & pour les Loix, que pour mes Droits & pour ma Personne, quoique je vous assure, que je ne les croi pas hors de danger.

Qu'est-ce que vous demandez ? Ai-je violé vos Loix ? Ai-je refusé aucun Bill pour le soulagement de mes Sujets ? Je ne vous demande point ce que vous avez fait pour moi. Si quelques-uns de mes Sujets ont été travaillez de craintes & de frayeurs, j'ai offert un pardon général, tel que vous pourriez vous-mêmes le demander. Tout cela considéré, il faut que le Ciel ait décrété un terrible Jugement contre cette Nation, si ses troubles continuent.

Que Dieu agisse envers moi & envers les miens, selon la sincérité de mes intentions, pour la conservation de la véritable Religion Protestante, & pour l'observation des Loix du Pais. J'espère que Dieu prendra soin de maintenir ces Loix, pour ma propre conservation.

Quant à l'Addition faite à votre Déclaration, j'y répondrai, en répondant à la Déclaration même.

Le Roi donne aux Députés cette Réponse par écrit.

Rushworth, Vol. IV. p. 533
Réponse in-
considérée
du Roi au
Comte de
Pembroock

Le lendemain, le Roi fit donner par écrit aux Députés du Parlement, la Réponse générale qu'il avoit faite de bouche, le jour précédent. Après cela, le Comte de Pembroock, l'un des Députés, lui ayant demandé, s'il ne voudroit point accorder la Milice de la manière que le Parlement la demandoit, au moins, pour un tems limité, *Non*, répondit le Roi, *Par Dieu, non pas pour une heure*. Cette réponse lui fit un tort extrême. Son grand intérêt étoit de convaincre le Peuple, qu'on pouvoit se confier à ses promesses, & cependant il faisoit voir, qu'il n'avoit pas eu intention de tenir celle qu'il avoit faite au Parlement d'accorder la Milice, quand il sçauroit pour combien de tems, puisqu'il ne vouloit pas l'accorder, même pour une heure.

Si le Parlement n'avoit eu jusqu'alors que peu de confiance dans les promesses du Roi, ceci ne contribua pas à l'augmenter. D'un autre côté, la manière dure & peu respectueuse dont les deux Chambres traitoient le Roi dans leur Déclaration, aigrit beaucoup son esprit, & rendit la rupture inévitable. Pour moi, je suis persuadé que les duretés que le Parlement disoit au Roi dans sa Déclaration y furent mises exprès par la direction de quelques-uns des Chefs du Parti, afin d'élargir encore la brèche, & de rendre la reconciliation impossible. En effet, il est à présumer, que si le Roi avoit alors cédé la Milice pour deux ou trois ans, les deux Chambres auroient été fort embarrassées sur l'usage qu'elles en devoient faire. Elles n'auroient eu aucun prétexte de l'employer contre lui, puisqu'il auroit fait voir clairement, qu'il n'avoit pas tenu à lui que leurs craintes ne fussent dissipées. Mais il est certain, qu'il avoit affaire à des gens plus habiles que lui & que son Conseil. D'ailleurs, il avoit alors en tête, le dessein de se rendre maître de Hull, qui l'empêcha sans doute, de faire une sérieuse attention à ce qui lui étoit le plus avantageux.

Le

(1) Il entendoit par-là la Religion Anglicane par opposition au Presbytérianisme.

CHAR-
LES I.
1641.
bres.
15. Mars.

„ de Sa Majesté en état de défense , pour la sûreté du Roi & du Peuple.
„ Que les deux Chambres connoissant ce danger , & voulant s'acquitter de
leur devoir , s'étoient adressées à S. M. pour établir la Milice du Royaume ,
de la maniere que leur sagesse leur avoit fait juger convenable dans les con-
jonctures présentes : mais que le Roi avoit refusé diverses fois , d'y donner
son consentement.

„ Que dans le cas d'un extrême danger , & du refus du Roi , l'Ordonnance
publiée par les deux Chambres touchant la Milice , obligeoit le Peuple , &
qu'il étoit tenu d'y obéir , par les Loix fondamentales du Royaume.

„ Que ceux qui seroient nommez pour être Lieutenans des Provinces , &
qui seroient approuvez par les deux Chambres , recevraient les ordres des
deux Chambres pour l'exercice de leurs emplois.

Ces résolutions furent prises avec beaucoup de précipitation , puis que les
deux Chambres n'avoient pas encore reçu la réponse du Roi à leur Décla-
ration du 9. de Mars. Mais comme par le dernier Message le Roi leur avoit
fait assez connoître , qu'il n'avoit pas dessein de se désister de son droit sur la
Milice , elles crurent qu'il n'étoit pas nécessaire d'attendre une notification
plus particuliere. Quelque tems après , le Roi leur envoya sa Réponse en
forme de Déclaration.

DECLARATION

De Sa Majesté en réponse à la Déclaration des deux
Chambres , qui lui a été présentée à Nevvmarket.

le 9. de Mars 1641. (1).

Rushworth ,
Vol. IV. p.
535.

*Quoique la Déclaration qui nous a été présentée à Nevvmarket , de la part des
deux Chambres du Parlement , soit d'une étrange nature , après tant de graces &
de faveurs que nous avons accordées à notre Peuple. Quoiqu'elle contienne des
expressions si différentes de celles dont on a coûtume de se servir en parlant à des
Souverains , que nous aurions pu prendre plus de tems pour l'examiner ; cependant ,
la sincérité de notre conscience envers Dieu , & l'amour que nous portons à notre
Peuple , nous ont fourni une prompte réponse. La sincère affection que nous avons
pour nos Sujets , a prévalu sur nous , pour nous faire étouffer un ressentiment qui nous
conviendroit assez , après une semblable provocation.*

*Nous avons encore une fois examiné la réponse que nous donnâmes à Théobalds
le 1. de ce mois ; & qu'on prétendoit avoir causé un juste sujet de chagrin à nos
Sujets. Quiconque considérera cette Adresse des deux Chambres , ne pourra pas
trouver étrange la réponse que nous y avons faite sur le champ. Car cette Adresse
n'étoit que pour nous dire , de la part des deux Chambres , que si nous ne voulions
pas nous joindre à elles dans un Acte que nous jugions préjudiciable & dangereux
pour nous , elles feroient une Loi sans nous , & l'imposeroient à tout notre Peuple.*

*Nous ne sommes guères encouragés à faire des répliques , puis que vous nous fai-
tes connoître , combien peu de crédit nos paroles peuvent trouver parmi vous , quant
même elles sont accompagnées d'actes d'amour & de justice , lorsqu'il y a lieu.
Nous ne pouvons néanmoins , nous empêcher de nier , que nous ayons auprès de nous*

(1) Sans date.

les mauvais Conseillers dont vous parlez, du moins, qui nous soient connus. Si on en découvre de tels, nous voulons bien les abandonner à la censure du Parlement. Cependant, nous souhaiterions que nos actions immédiates que nous voulons bien reconnoître, ne fussent pas exposées à un si dur Jugement, sous le style ordinaire de pernicieux Conseillers.

CHARLES-
I.
164¹/₂.

Pour justifier notre zèle par rapport à la véritable Religion Protestante, & notre résolution de concourir avec notre Parlement, dans tous les moyens qui seront jugés propres pour la faire fleurir, & pour supprimer le Papisme, nous ne pouvons rien dire de plus fort, que ce que nous avons dit dans notre Déclaration publiée en Irlande, par l'avis de notre Conseil Privé. Dans cette Déclaration, nous avons si bien représenté nos sentimens sur ce sujet, que nous sommes assurez, que notre pratique y a été entièrement conforme. C'est pourquoi nous attendions que vous rendriez vous-même témoignage à notre piété, & que vous nous en marqueriez quelque reconnoissance, plutôt qu'à voir des expressions qui font soupçonner que nous avons dessein d'altérer la Religion dans ce Royaume. Comme nous sommes assurez de notre innocence, nous souhaitons que les Jugemens du Ciel tombent sur ceux qui ont de pareils desseins (1).

REMARQUE (1). Cet Article de la Réponse du Roi paroît extrêmement foible. Car le Parlement ayant marqué, dans sa Déclaration, les raisons qui lui faisoient croire, qu'il y avoit un dessein formé de changer la Religion en Angleterre, & que le Roi en favorisoit les auteurs, le Roi n'y répond que par des généralitez.

Pour ce qui regarde la Guerre d'Ecosse, nous avons cru que ces malheureuses broüilleries avoient été ensevelies dans un éternel silence, par l'Acte d'oubli, qui ayant été passé par les Parlemens des deux Royaumes, nous ferme la bouche, & nous empêche de faire aucune autre Réponse, sinon de témoigner, combien nous désapprouvons qu'on en fasse revivre la mémoire (2).

REMARQUE (2) On voit bien que le Roi veut éviter d'entrer dans aucun détail sur ce sujet, quoiqu'étant attaqué par le Parlement, il auroit bien pû se défendre, sans violer la paix entre les deux Royaumes, ni l'Acte d'oubli.

Si la rebellion d'Irlande, si odieuse à tous les Chrétiens, a été formée & maintenue en Angleterre, nous prions nos deux Chambres du Parlement, & tous nos bons Sujets, de faire leurs efforts pour en découvrir les auteurs, afin que nous puissions ensemble, en faire le plus terrible exemple de punition, qui puisse être imaginé. Mais nous croyons qu'on noircit notre réputation sans aucun fondement, s'il est vrai que les Déclarations, les actions, les expressions des Irlandois rebelles; si les Lettres du Comte Rosetti aux Papistes, pour leur ordonner des jeûnes & des prières, ou si les Lettres de Tristan Whitecombe, sont capables de faire soupçonner notre justice, notre piété, ou notre affection pour nos Sujets. Il est évident que ces méchans Rebelles ne peuvent se procurer un avantage plus considérable, qu'en répandant ici leurs calomnies, capables de produire des jalousies, des craintes, des soupçons, puisque c'est le seul moyen qu'ils ont pour se mettre en sûreté. Nous ne pouvons exprimer, combien nous sommes touchés des souffrances de nos Sujets Protestans d'Irlande, en termes plus forts que nous l'avons fait dans nos Messages aux deux Chambres. Nous avons assuré que nous étions prêts, & nous le sommes encore, à exposer notre personne, pour la défense de ce Royaume-là, sachant bien que

CHARLES
I.
1641.

comme nous y sommes le plus intéressé, nous devons aussi rendre à Dieu, un compte plus rigoureux, si nous négligeons notre devoir pour la conservation de nos Sujets (3).

REMARQUE (3). Le Roi continuë ici à se défendre des soupçons qu'on avoit conçus contre lui, par rapport à l'Irlande, par des généralitez, & par son propre témoignage. Mais ces preuves tirées de ses paroles & de ses démonstrations extérieures, ne suffisoient pas pour satisfaire tout le monde. Le Parlement ne l'accusoit pas d'avoir manqué à témoigner du zèle pour la réduction de l'Irlande, mais d'en avoir manqué effectivement.

Quant aux tentatives pour séduire notre Armée du Nord, & celle d'Ecosse, & pour exciter des broüilleries dans Londres & ailleurs, si cela se dit par rapport à Nous, nous ne pouvons qu'avec une extrême indignation, souffrir qu'on nous reproche d'avoir eu intention d'user de force ni de violence contre notre Parlement, comme il semble qu'on veut l'inférer de ce qu'on dit, que nous avons eu connoissance du dessein de faire marcher l'Armée à Londres. Nous prenons Dieu à témoin, que nous n'avons jamais eu une telle pensée, & que nous n'avons eu connoissance d'aucune résolution prise touchant notre Armée (4).

REMARQUE (4). On a vû dans le récit qui a été fait de cette conspiration, quels étoient les divers projets des Conjurez, & qu'effectivement, ils ne prirent aucune résolution, particulièrement par rapport au dessein de faire marcher l'Armée à Londres. Le Roi avoit eu certainement connoissance de tout le détail de la conspiration; mais comme il n'y eut rien de résolu, il se borne ici adroitement à nier qu'il eût eu aucune connoissance d'aucune résolution, ce qui est très-vrai, parce qu'effectivement il n'y eut point de résolution prise. Mais cela n'empêchoit pas qu'il n'eût eu connoissance du dessein général de gagner l'Armée, de quoi il ne parle pas.

Car pour ce qui regarde la Requête qui nous fut présentée par le Capitaine Leg, nous nous ressouvenons parfaitement de l'occasion de la Conférence que nous eûmes avec lui. Ce Capitaine venant du Nord, & s'étant rendu auprès de Nous, nous lui demandâmes en quel état se trouvoit notre Armée. Après nous avoir fait son rapport, il nous dit, que les Officiers & les Commandans de l'Armée avoient résolu de présenter une Requête au Parlement, comme plusieurs autres de nos Sujets avoient fait, & il nous présenta une copie de cette Requête, que nous lûmes. Comme nous trouvâmes, qu'elle étoit conçue en termes très-respectueux, & qu'on n'y demandoit autre chose, sinon que le Parlement ne fût pas interrompu dans la réformation de l'Eglise & de l'Etat, selon le modele du Regne d'Elisabeth, nous lui dîmes que nous n'y voyons aucun mal. Sur cela il nous dit qu'il croyoit que tous les Officiers de l'Armée l'approuveroient, mais que le Chevalier Jacob Ashley refuseroit de la signer, de peur de nous déplaire. Cela nous obligea à lire la Requête une seconde fois, & n'y ayant rien trouvé ni dans la matiere, ni dans la forme qui pût donner un juste sujet d'offense, nous la lui rendîmes, en lui ordonnant de la mettre entre les mains du Chevalier Ashley, après avoir souscrit pour la satisfaction de ce Chevalier ces deux lettres C. R. comme un témoignage de notre approbation. Nous souhaiterions que cette Requête fût publiée: car il paroîtroit manifestement qu'elle n'étoit pas dangereuse, & qu'elle ne pouvoit être expliquée en un mauvais sens (5).

REMARQUE (5). Si l'on confère ce que le Roi dit ici du contenu de cet-

te Requête, avec celle que le Comte de Clarendon a insérée dans son Histoire, on trouvera que celle du Comte de Clarendon ne peut pas être celle que le Roi soucrivit C. R. CHARLES
I.
1642.

Il faut s'en rapporter au témoignage du Roi, pour croire que cette Requête ne contenoit rien de préjudiciable au Parlement. Car jusqu'ici, elle n'a jamais paru.

Pour Monsieur Jermyn, on sçait bien qu'il avoit quitté Whitehall, avant que le Parlement nous eût prié d'empêcher que nos Domestiques ne s'éloignassent. Il est certain, qu'il ne retourna point auprès de Nous, & qu'il ne passa point la Mer sur aucun ordre que nous eussions donné après ce tems-là (6).

REMARQUE (6). Il est certain, que Jermyn passa la Mer sur un ordre du Roi. Il peut se faire que le Roi avoit fait expédier cet ordre avant que d'avoir reçu la Requête du Parlement : mais le Parlement prétendoit que cet ordre fut antidaté.

Quant à l'accusation du Lord Kimbolton & des cinq Membres des Communes, nous croyons avoir donné une si ample satisfaction sur ce sujet par nos Messages aux deux Chambres, qu'on ne nous la reprochera plus. Nous sommes persuadé, que si c'est la plus grande violation qui ait jamais été faite, des Privilèges du Parlement ; notre aveu, & notre retractation ont été une satisfaction plus grande qu'aucun Roi ait jamais donnée à ses Sujets. Outre que nous ne voulons point examiner ici, combien on a violé nos Privilèges, en soutenant ceux du Parlement. Nous avions donc espéré que la Protestation que nous avons faite dans notre Réponse touchant votre Ordonnance sur la Milice, vous auroit tellement convaincus de la sincérité de nos intentions, que vous n'auriez plus la pensée que nous eussions d'autres desseins, que ceux qui étoient exprimez dans notre Réponse (7).

REMARQUE (7). Le Roi se trompoit beaucoup en s'imaginant que ses simples Protestations étoient capables de convaincre le Parlement de la sincérité de ses intentions. La Déclaration même à laquelle il répondoit, pouvoit le convaincre du contraire, puisqu'il y étoit en termes formels, qu'on ne se fioit point à ses paroles.

Nous ne pouvons qu'être surpris, qu'on puisse donner un mauvais sens au soin que nous avons pris d'assembler auprès de nous, & de payer plusieurs Officiers, puisqu'il est de notoriété publique, que les tumultes autour de Westminster étoient si grands, & l'insolence du Peuple attroupé si évidente, que nous avions une juste raison de supposer, que Nous, notre Femme & nos Enfants, n'étoient pas en sûreté. Par conséquent, ce ne fut pas sans fondement que nous ordonnâmes une Garde, pour veiller à notre conservation, & que nous acceptâmes les offres respectueuses de nos fidèles Sujets. Car c'est-là tout ce que nous fîmes par rapport aux Etudiants des divers Colleges.

Pour le Lord Digby, nous vous assurons sur notre parole Royale, qu'il n'a jamais eu aucun ordre de notre part, pour passer la Mer, & qu'il avoit quitté la Cour avant que nous eussions connoissance du Vote des Communes, ou que nous pussions avoir lieu de croire, qu'on pourroit se plaindre de son absence.

Nous ne sçavons pas quels sont les avis que vous recevez de Rome, de Venise ou de Paris, ni quelles sont les sollicitations des Nonces du Pape auprès des Rois de France ou d'Espagne, ni d'où vous viennent ces informations, ni si vous avez bien

CHARLES
I.
1642.

examiné quel crédit vous devez donner à ceux qui vous les envoient. Mais nous sommes assuré, qu'il n'y a point d'homme sage qui puisse se persuader, que nous nous croyons dans un état assez désespéré, ou que nous soyons assez dépourvu de sens & d'entendement, pour former de tels projets, capables, non seulement d'envelopper le Royaume dans une entière ruine, mais encore, de nous rendre infâmes à jamais, nous & notre posterité. C'est pourquoi, nous aurions souhaité, que dans une affaire de cette nature, qui ne peut qu'alarmer beaucoup nos Sujets, vos expressions eussent été si intelligibles, qu'on ne pût pas les expliquer contre Nous, puisque vous avez jugé à propos de publier tout.

Après avoir ainsi répondu nettement & librement à ce que vous regardez comme les fondemens de vos craintes, nous espérons, que tout considéré, vous trouverez, que ce ne sont pas des choses assez importantes pour produire de la méfintelligence entre nous, ni pour vous obliger à user d'aucun autre pouvoir que de celui que les Loix vous attribuent. Car ce sera toujours la mesure de notre pouvoir, & nous espérons que ce sera aussi la règle de l'obéissance de nos Sujets.

Pour ce qui regarde nos propres craintes, comme notre intention n'est pas de vous accuser, nous croyons aussi, que les expressions dont nous nous sommes servi à Théobalds, après la lecture de votre Requête, ne peuvent pas être expliquées en ce sens. Nous dûmes, que nous souhaitions de pouvoir demeurer en sûreté à Whitehall, & nous ne comprenons point que cela puisse être regardé comme une violation de vos Privilèges.

En recevant votre Requête, nous expliquâmes notre pensée, touchant les Sermons, & touchant les tumultes de Westminster, & nous vous faisons vous-mêmes Juges, si nous n'avions pas lieu de nous croire en danger. Si nous étions présentement à Whitehall, quelle assurance aurions-nous que les mêmes choses n'arriveroient pas encore, vu que quelques-uns des séditieux ayant été arrêtés par des Officiers de la Justice, le Peuple les leur a enlevés, & ces gens-là demeurent encore impunis. Si vous n'êtes pas bien informés des discours séditieux qui ont été tenus en cette occasion, & que vous souhaitiez de le faire examiner par un Comité, nous ordonnerons à quelques-uns de nos Avocats de vous en apporter des preuves capables de vous en convaincre. Jusqu'à ce que cela soit fait, ou qu'on ait trouvé quelque expédient qui nous mette en sûreté, vous ne pouvez pas avec justice trouver étrange que nous ne puissions pas être où nous désirerions passionnément de nous trouver.

N'avons-nous donné aucune preuve de notre sincère désir de nous joindre avec notre Parlement, & avec tous nos fidèles Sujets, pour la défense de la véritable Religion, & pour le bien public de notre Royaume? Ne vous avons-nous donné que des paroles pour gage de nos desirs? La Remontrance même de l'état du Royaume publiée par la Chambre de Communes, au mois de Novembre dernier, reconnoît que nous avons donné des témoignages de notre affection, plus réels que de simples paroles. Cette Remontrance met nos actes de grace & de justice (8), à un si haut prix, qu'elle déclare que le Royaume a gagné par-là, quoi qu'il ait été chargé de la levée de six cens mille livres sterling, outre la somme de deux cens livres accordée aux Ecoffois (9).

REMARQUE (8). Jusqu'alors, le Roi n'avoit parlé de son consentement aux Actes de ce Parlement, que comme d'Actes de grace. Il comença dans cet Ecrit à y ajouter, de justice.

REMAR-

REMARQUE (9). Il est vrai, que le Royaume avoit beaucoup gagné par ces Actes de grace & de justice. Mais le Roi ne pouvoit pas faire regarder comme une preuve convainquante de son affection pour son Peuple, d'avoir consenti que des taxes illégitimes qu'il avoit lui-même imposées, fussent abolies, & que les Monopoles qu'il avoit autorisés, fussent supprimés. D'autant plus, qu'il n'avoit pas été tout-à-fait en son pouvoir de refuser ce consentement.

Les Bills pour les Parlemens triennaux, pour vous priver du Droit de mettre des impositions sur les Marchandises, pour enrôler des Soldats par voye de contrainte, pour abolir la Chambre Etoilée & la Haute Commission, pour régler la Jurisdiction du Conseil, ne sont-ils que de simples paroles? Ne sont-ce que des paroles; que les Bills concernant les Forêts, les Mines d'étain, le Clerc du Marché, pour exclure les Evêques de la Chambre Haute? Enfin, quelle plus grande confiance pouvions-nous marquer pour notre Parlement, que notre consentement au Bill, pour la continuation de celui-ci? Nous espérons que sa continuation n'alterera point la nature des Parlemens, ni la constitution du Royaume, & que cette confiance ne portera point nos Sujets à en abuser, jusqu'à se persuader que ce Parlement peut faire ce qui ne lui seroit pas permis; s'il étoit en notre pouvoir de le casser demain. Après tant d'Actes de grace que nous avons accordés, afin de nous assurer d'une parfaite réconciliation avec nos Sujets, nous avons offerts, & offrons encore, une Amnistie aussi ample que vous pourrez la souhaiter. Si ce ne sont pas là des témoignages réels de notre affection pour le bien du Royaume, nous avoions, que nous ne sçavons pas, par quel moyen nous pourrions mieux la manifester (10).

REMARQUE (10). Il régné dans tout cet Article, une espèce de Sophisme continuel, qui consiste dans la supposition, que le Roi n'avoit consenti à tous ces Actes, que par un pur motif d'amour & d'affection pour son Peuple, de quoi peu de gens étoient persuadés. D'ailleurs, tous ces Actes n'ayant été faits que pour supprimer les abus que le Roi lui-même avoit introduits, il semble qu'il n'y avoit pas lieu de les faire tant valoir.

Pour conclusion, quant à notre retour à Londres, quoi que nous croyions notre réponse parfaite sur cet Article, nous déclarons, que nous le regardons comme une chose d'une si grande importance, tant par rapport aux affaires du Royaume, que par rapport à notre inclination, que si tout ce que nous pouvons dire ou faire, peut faire naître entre nous une confiance mutuelle: si par vos soins les Loix du Païs, aussi bien que le Gouvernement de la Ville de Londres, recouvrent leur force, pour notre sûreté, nous nous rendrons auprès de vous, aussi promptement que vous pouvez le souhaiter. Cependant, nous ferons en sorte, que ni l'affaire d'Irlande, ni celles qui seront pour l'avantage du Royaume, ne souffriront point par notre faute, ou par notre absence. Nous sommes si éloigné de nous repentir des actes de justice & de grace que nous avons accordés à notre Peuple, qu'avec la même ardeur, nous serons toujours dans la disposition d'y en ajouter de nouveaux, pour établir la Paix, l'honneur, & la prospérité de cette Nation.

Avant que le Parlement eût reçu la Réponse qu'on vient de voir, il avoit adressé au Roi une autre Requête pour répliquer à la Réponse que le Roi avoit faite sur le champ à la Déclaration, & qu'il avoit donnée par écrit aux Députés. Quoi que ces Réponses & ces Repliques soient un peu longues,

CHARLES
1.
1641.

& qu'il y ait même beaucoup de choses repetées, je croi pourtant qu'il est nécessaire de les donner ici toutes entieres, afin que le Lecteur puisse porter un Jugement désintéressé sur cette querelle. Car dans des affaires de cette nature, & plus encore dans celle-ci qui a donné la naissance à deux Partis qui subsistent encore en Angleterre, on court risque de se tromper beaucoup, si on s'en rapporte à la bonne foi & aux préjugés des Historiens, qui sont tous de l'un ou de l'autre Parti. Il vaut donc mieux laisser aux Lecteurs la liberté d'en juger eux-mêmes sur les propres Ecrits des Parties. Voici l'Adresse du Parlement.

S I R E,

1641.
Replique
des deux
Chambres
à la Répon-
se du Roi,
faite sur le
champ à
leur Décla-
ration.

26. Mars.
Rushworth,
Vol. IV. p.
538.

Vos fidèles Sujets les Seigneurs & les Communes du Parlement, ne peuvent concevoir, que leur Déclaration, qui a été présentée à V. M. à Newmarket, mérite la censure qu'il a plu à V. M. de nous faire dans le Discours que vous avez fait à nos Députés, & qui leur a été donné par écrit. Nous avons cru que cette Déclaration simple, humble & fidèle, étoit plus propre à faire finir les troubles de ce Royaume, que si nous avions suivi la méthode que V. M. nous a proposée par son Message du 20. de Janvier.

Dans ce Message, V. M. souhaitoit que nous proposassions tout d'un coup, ce que nous avions dessein de faire pour vous, & ce que nous attendions que V. M. fit pour nous. Mais dans ces deux Articles, nos délibérations ont été arrêtées, par le refus qu'a fait V. M., de nous mettre en sûreté, aussi bien que tout le Royaume, en disposant de la Milice, de la maniere que nous l'avons souvent demandé par nos Requêtes.

Nous n'avons pourtant pas négligé de travailler à l'un & à l'autre, puis qu'en dernier lieu, nous avons préparé une liste des taxes, pour en faire un Bill qui régle le Tonnage & le Pondage. Nous avons aussi commencé à délibérer sur les Chefs principaux de ce que nous désirons de V. M., pour la satisfaction de son Peuple. Mais nous ne pouvons travailler à perfectionner cet Ouvrage, avant que le Royaume soit en sûreté, par l'établissement de la Milice. Jusqu'à ce que Votre Majesté ait concouru avec son Parlement dans une chose si nécessaire, nous croyons qu'il sera impossible à Votre Majesté de donner quelque satisfaction à votre Peuple, sur les craintes & les soupçons que nous avons exposés, comme nous espérons que vous en aurez reçu une entiere, sur vos plaintes touchant le Discours de Monsieur Fym.

Pour ce qui regarde les Libelles & les Sermons dont V. M. se plaint, nous serons toujours prêts à les supprimer, & à les empêcher pour l'avenir, dès que nous serons plus particulièrement informés, quels sont ceux dont V. M. croit avoir lieu de se plaindre, comme nous l'avons été à prévenir les tumultes qui pouvoient être dangereux. Si quelque attroupement du Peuple à Westminster, a eu, comme V. M. le conçoit, quelque apparence de danger, il paroîtra, qu'il n'a été causé que par le refus qu'a fait V. M. de donner au Parlement, une Garde à laquelle il pût se confier, & en prenant vous-même à Whitehall, une Garde qui a causé beaucoup de défiance au Parlement, & une extrême terreur à votre Peuple. Nous ne cherchons que l'honneur de V. M., la Paix & la prospérité du Royaume, & nous sommes

sommes très-fâchez d'avoir de quoi répondre si abondamment à la question que vous nous faites, si vous avez violé nos Loix. CHARLES
I.
1642.

Nous supplions V. M. de se ressouvenir, que de la maniere dont le Gouvernement de ce Royaume étoit administré par vos Ministres avant ce Parlement, ce n'étoit qu'une violation de nos Loix, continuée & multipliée. Cette playe étoit à peine guérie, qu'une nouvelle violation jusqu'alors inouïe, & excédant toutes les autres, est survenue, par l'accusation du Lord Kimbolton & des cinq Membres des Communes, & par tout ce qui a suivi, sur quoi nous n'avons pas encore reçu une entière satisfaction.

La seconde question que V. M. nous fait, est si vous avez refusé aucun Bill pour le soulagement & pour la sûreté du Royaume. Nous souhaiterions de tout notre cœur, d'être arrêtés au milieu de notre Réponse, en avouant avec reconnoissance, que V. M. a passé divers Actes très-avantageux à votre Peuple. Mais la vérité, & la nécessité nous contraignent d'ajouter, que dans le tems même que ces Actes passaient, il y a toujours eu sur pied quelque complot, qui, s'il avoit réussi, nous auroit non seulement privés du fruit de ces Actes, mais nous auroit même réduits dans un état de trouble & de confusion, pire que celui où nous étions quand ce Parlement a commencé.

Si V. M. nous avoit fait une troisième question, qui est pourtant insinuée dans son Discours, sçavoir, ce que nous avons fait pour vous, notre Réponse seroit bien facile. Nous répondrions, que nous avons payé deux armées dont le Royaume se trouvoit chargé l'année dernière; que nous nous sommes chargés de la Guerre d'Irlande, dans un tems où le Royaume se trouve épuisé par des charges excessives, & que l'argent est extrêmement diminué. Tous ces maux & les dépenses qu'ils ont causées, ont été produits par les mauvais conseils qui ont tant de pouvoir auprès de Votre Majesté. Ce sont ces conseils qui ont causé à ce Royaume une dépense de plus de deux millions de livres sterling, qui devoit en justice être portée par Votre Majesté.

Quant à l'Amnistie générale qu'il a plu à V. M. de nous offrir, elle n'est pas capable de nous délivrer de nos craintes, à quoi il semble que V. M. la destine, puis qu'elles ne proviennent pas de nos fautes, mais des mauvais desseins & des attentats d'autrui.

Nous ajouterons à cette humble réponse, un avis que nous avons reçu du Sous-Gouverneur de la Compagnie des Marchands Avanturiers, qui réside à Rotterdam. C'est qu'un Inconnu, domestique du Lord Digby, a en dernier lieu sollicité un Matelot, nommé Jacques Henley, à se rendre à Elseneur, pour y prendre le Gouvernement d'un Vaisseau de la Flotte du Roi de Dannemark, qu'on prépare dans ce Port, & pour le conduire à Hull, ajoutant qu'il y avoit une grande Armée prête à s'embarquer sur cette Flotte. Quoique nous n'ajoutions pas foi à des rapports de cette nature, nous croyons pourtant, que celui-ci ne doit pas être négligé, & qu'il est propre à augmenter nos soupçons, vu les circonstances dont il est accompagné. Car tout cela s'accorde avec les Lettres du Lord Digby à la Reine, & au Chevalier Louis Dives, avec la résolution prise par V. M. de se retirer vers le Nord, d'une maniere qui répond parfaitement à ce mauvais conseil, ce qui ne peut manquer de faire une grande impression sur votre Peuple en général. C'est pourquoy, nous conseillons à V. M. & nous vous supplions très-humblement, que pour assurer la confiance de votre Parlement, & de tous vos Sujets, & pour les impor-

CHARLES
I.
1642.

importantes raisons qui ont été présentées à V. M. par rapport au secours de l'Irlande, & à la sûreté de l'Angleterre, il vous plaise de retourner bien-tôt dans ces quartiers-ci. Nous vous prions de condescendre aux desirs & aux conseils de votre Parlement dans lequel vous trouverez une fidelle affection, & une promptitude à vous recevoir d'une manière qui vous donnera lieu de vous confier à sa fidélité, & à vous donner des preuves de sa sincere intention pour votre service, pour votre honneur, & pour votre contentement, enfin, à établir sur un fondement ferme & inébranlable, la paix & la prospérité de vos Royaumes.

Cette Requête fut présentée au Roi à Yorck, le 26. de Mars. Il avoit déjà envoyé aux deux Chambres sa Réponse à leur Déclaration, c'est pourquoi il en fait mention dans sa Réponse à cette dernière Requête.

REPONSE DU ROI (1).

Rushworth,
Vol. IV. p. 539

Si vous aviez voulu vous donner la patience d'attendre notre Réponse à votre Déclaration, quoique, vû la nature de cette Pièce, nous ne vous ayons pas fait long-tems attendre, vous vous seriez, sans doute, épargné la peine de parler beaucoup sur ce Message. Nous souhaiterions que nos Privilèges fussent reglez d'une telle manière que nous pussions conserver une correspondance mutuelle, avec la même liberté qui a été en usage pendant long-tems. Car si vous croyez pouvoir nous demander tout ce que vous souhaitez, & en quelque style que ce soit, & que nous ne puissions, ni le refuser, ni vous donner les raisons de notre refus, sans être taxé d'avoir violé vos Privilèges, ou d'avoir été conseillé par des ennemis du Royaume, fauteurs de la rébellion d'Irlande, comme nous l'avons vû dans vos Votés sur notre Message daté de Huntington, vous réduirez nos droits à très-peu de chose. Pour vous le dire en bon Anglois, c'est nous dépouiller de la liberté de notre voix, ce qui seroit une injustice, quand même nous ne serions qu'un Sujet. Mais étant votre Roi, nous laissons à d'autres à donner un nom convenable à cela (1).

REMARQUE (1). Le Parlement supposoit un danger pressant qui l'obligoit à agir d'une manière extraordinaire, & le Roi supposoit que le Gouvernement étoit dans son état ordinaire & naturel. Ce mal-entendu, causé par ces deux suppositions contraires, revient continuellement dans les Ecrits de l'un & de l'autre.

Est-ce là un moyen pour rétablir la bonne intelligence entre nous? Nous vous en avons indiqué un par notre Message du 20. de Janvier: si vous en avez un meilleur ou plus prompt, nous l'écouterons volontiers: mais jusqu'ici, vous ne nous en avez indiqué aucun. Nous ne pouvons comprendre pourquoi le refus de consentir à votre Ordonnance, ce que vous appelez un refus de la Milice, peut vous interrompre. Car pour la Milice que nous avons toujours cru nécessaire d'établir, nous n'avons pas refusé la chose même, comme nous l'avons dit dans notre Message du 28. de Janvier, puisque nous avons accepté les personnes nommées, en exceptant seulement les Communautez; mais nous en avons rejeté la manière. Vous demandez que cela se fasse par une Ordonnance, à la tête de laquelle vous avez mis une Préface que nous ne pouvons approuver avec justice, avec honneur, avec innocence

ce

(1) Sans date.

ce. Vous nous excluez de toute sorte de pouvoir dans la disposition, & dans l'exécution, & même conjointement avec vous, & pour un tems illimité. Nous vous disons que nous voulons bien que la chose se fasse, nous approuvons les personnes, avec les exceptions que nous y mettons. Mais nous désirons que ce soit par un Bill, selon la bonne & ancienne maniere d'imposer quelque chose aux Sujets. Nous ne sçavons pas bien ce que c'est qu'une Ordonnance : mais nous sçavons parfaitement que rien ne peut lier nos Sujets sans notre consentement. Il est bien manifeste, par le tems qui a été employé dans cette dispute, que le danger n'étoit pas si pressant, qu'on n'eût bien pû préparer un Bill. Que si on veut encore en faire un, pourvu qu'on ait égard à Nous, qu'on prenne soin des droits du Peuple, dans la limitation du pouvoir touchant la Milice, & à d'autres circonstances, nous ne nous éloignerons de rien de ce que nous avons promis dans notre Réponse à cette Ordonnance. Autrement, nous déclarons publiquement, que nous ne sommes nullement convaincus de la justice de cet Ordre, & que nous ne consentirons jamais que nos Sujets soient liez par les Votes du 15. & du 16. de ce mois, ou que sous prétexte d'expliquer & déclarer ce que c'est que la Loi, vous fassiez une nouvelle Loi sans Nous, ce qui est précisément le cas dont il s'agit touchant la Milice. Car qu'est-ce autre chose, qu'introduire une autre espèce de Gouvernement arbitraire (1) ?

CHARLES
I.
1642.

REMARQUE (2). Il n'est pas étonnant que le Roi & le Parlement ne pussent convenir de rien, puisqu'ils ne raisonnoient pas sur les mêmes principes. Le Roi supposoit que l'établissement de la Milice demandé par les deux Chambres devoit se faire selon la maniere ordinaire, & le Parlement prétendoit que le danger où se trouvoit le Royaume, & dont le Roi étoit l'auteur, le mettoit en droit de demander un établissement extraordinaire auquel le Roi n'eût aucune part. D'un autre côté, il est manifeste, que les restrictions que le Roi propoisoit dans cet Article, lui laissoient la liberté de disputer éternellement, & de refuser le Bill qu'on lui présenteroit, à moins qu'il ne fût absolument inutile pour les desseins du Parlement.

Quant au Discours de M. Pym, vous aurez vu par ce que vos Députés vous ont rapporté de notre part, pour réponse à votre Message, que nous ne croyons pas avoir reçu aucune satisfaction sur cet Article.

Pour ce qui regarde les Libelles & les Sermons séditieux, nous sommes surpris de ce que dans une si grande multiplicité d'Ecrits, où nos droits, notre honneur, notre autorité sont si insolument attaqués ; où la dignité & la liberté du Parlement sont si manifestement violées, on nous demande d'en nommer quelqu'un. La Protestation Protestée, la Requête des Apprentifs, A vos tentes, ô Israël, peuvent faire juger du reste. Si vous ne croyez pas que cela soit digne d'être examiné, il n'en faut plus parler.

Nous ne pouvons que trouver fort étrange, qu'on nous dise, que le refus de donner une Garde que nous n'avons jamais refusée, mais au contraire accordée, quoique d'une autre maniere, & sous un commandement accoutumé dans ce Royaume ; ou que le refus de quoi que ce soit que nous avons un légitime pouvoir de refuser, ou d'une chose qui, selon notre Jugement dont, grâces à Dieu, nous ne sommes pas entièrement dépourvus, ne doit pas être accordée, soit une excuse légitime pour justifier un concours de Peuple, si dangereux ; Concours, qui selon notre opinion, & selon les Loix même, a toujours été regardé comme séditieux. Nous ne pouvons assez nous étonner d'où le Peuple a pû apprendre, que par la Protestation, il étoit

CHARLES
I.
1642.

obligé de s'assembler d'une telle manière pour défendre les Privilèges du Parlement, lui qui naturellement doit si peu connoître ces sortes de choses; ni comment il a été instruit à faire si peu d'attention sur la violation de nos Droits qui lui sont si avantageux, & dont à peine y a-t-il un seul Sujet qui ne soit instruit, & que par le serment d'Allégeance, & par la Protestation même, chacun est également tenu de défendre. Je vous laisse à considérer les inconveniens qui peuvent naître de ces Assemblées tumultueuses, par rapport à la liberté du Parlement, si on ne prend pas soin d'y remédier de bonne heure. Considérez aussi, si cela ne peut pas donner lieu d'usurper notre pouvoir & le votre, à des gens qui n'y ont aucun droit, par la constitution du Royaume. Quant à la Garde, nous nous en rapportons à la Réponse que nous avons faite à votre Déclaration.

Par la question si nous avons violé vos Loix, dans laquelle notre intention a été de vous faire connoître, que nous sommes résolu de les observer, nous n'avons pas eu dessein de vous inviter à regarder en arrière pour examiner ce qui s'est passé depuis tant d'années, & dont vous avez eu une si ample réparation. Nous ne nous étions pas attendu à entendre des reproches sur les actions de nos Ministres, contrairement aux Loix, pendant que nous témoignons notre zèle à les défendre présentement. Comme nous avons observé les malheurs que produit le pouvoir arbitraire, quoique la nécessité, & un danger pressant nous suggérassent alors qu'il y avoit des raisons plausibles pour l'exercer, & prenez garde de ne pas tomber dans la même erreur par les mêmes suggestions, Nous sommes résolus de nous tenir dans la Règle des Loix, & d'employer tout notre pouvoir pour obliger les autres à suivre la même Règle (3).

REMARQUE (3). Ceux qui ont entrepris de justifier le gouvernement de Charles I. pendant les quinze premières années de son Règne, ont plus fait, qu'il n'a jamais entrepris de faire lui-même, comme il paroît par cet Article de la Réponse.

Mais sur toutes choses, nous ne pouvons qu'avoir du chagrin de ce que vous nous imputez pour récompense de tant d'Actes avantageux que vous ne pouvez désavouer. Nous avons nié que nous eussions de tels desseins, & nous prenons pour Juge, entre nous, Dieu qui connoît la sincérité de nos intentions, lorsque nous avons passé ces Actes. Cependant, nous désirons le Démon même, de prouver, que dans le tems ou environ, que ces Actes furent passés, il y eût, de notre connoissance, aucun complot, qui, s'il avoit réussi, eût privé nos Sujets du fruit de ces Actes. C'est pourquoi, nous demandons une entière réparation sur ce point, afin que nous soyons justifiés aux yeux du monde, & principalement envers nos Sujets, d'une si fautive imputation.

Nous ne prétendons point désavouer ce que vous avez fait pour nous & pour le Public. Nous reconnaissons que le Peuple a été extraordinairement chargé, tant pour entretenir les deux armées, que pour secourir l'Irlande. Nous en sommes si touchés, qu'à cause de ces grandes charges, nous avons souffert avec patience, une disette personnelle à laquelle nos Prédécesseurs ont été très-rarement exposés, plutôt que de charger encore davantage notre Peuple, à quoi nous nous assurons que vous aurez égard (4).

REMARQUE (4). Le Roi se faisoit honneur d'avoir souffert avec patience, depuis ce Parlement, une disette à laquelle il n'avoit pas été en son pouvoir de remédier.

Dans

Dans l'offre que nous avons faite d'une Amnistie, notre intention a été de mettre nos Sujets en sûreté, concevant, que dans un tems de troubles tel que celui-ci, il est très-possible que les Loix n'aient pas été exactement observées. Mais c'est une chose étrange que les offres de leurs faveurs que les Princes font à leurs Sujets, soient regardées comme des reproches. Si néanmoins, vous n'approuvez point l'Amnistie, il n'en sera plus parlé.

Quant aux discours qui se sont tenus touchant des forces étrangères, quoique nous en ayons déjà parlé dans notre Réponse à votre Déclaration, je ne puis m'empêcher de vous dire, que nous n'avons pas assez mauvaise opinion de notre mérite, ni de l'affection de nos Sujets, pour croire que nous ayons besoin d'un secours étranger pour nous empêcher d'être opprimé. Certainement, nous n'en aurons pas besoin pour autre chose; mais avec la grace de Dieu, nous ne manquerons ni de bons souhaits, ni de l'assistance de la plupart de nos Sujets, puisque nous avons résolu de prendre les Loix du País pour règle de notre conduite. Nous prenons en très-mauvaise part, que des discours tenus entre un homme inconnu & un Matelot, ou que des conséquences tirées de quelques Lettres soient capables de trouver du crédit parmi vous, dans des choses si importantes par elles-mêmes, ou si scandaleuses pour Nous. Nous vous en demandons donc aussi une juste réparation, non seulement pour justifier notre honneur, mais aussi pour fixer les esprits de nos Sujets, dont les craintes s'évanouiroient bien-tôt, si elles n'étoient pas fomentées par des bruits malicieux tels que celui-ci.

Pour notre retour au Parlement, nous avons amplement parlé de cet Article dans notre Réponse à votre Déclaration. Vous devez nous regarder, non comme nous étant absentez volontairement, mais comme ayant été chassés, nous ne dirons pas par vous, mais d'auprès de vous. S'il ne vous est pas facile de rendre notre résidence à Londres, aussi sûre que nous le souhaitons, nous sommes contents que le Parlement soit ajourné en quelque autre Lieu où nous puissions être honorablement, & en sûreté avec vous. Car quoique notre éloignement ne vous soit nullement agréable, vous ne devez pourtant pas attendre notre présence, jusqu'à ce que vous ayez trouvé le moyen de nous assurer par rapport à nos justes craintes, & contre les insolences tumultueuses du Peuple, & que vous nous ayez donné satisfaction sur les insupportables calomnies publiées contre Nous (5).

REMARQUE (5). Le Roi n'avoit garde de retourner à Londres, dans un tems où il étoit sur le point de tenter de s'assurer de Hull. Les conditions qu'il demandoit pour son retour étoient si vagues, qu'elles lui auroient donné lieu de disputer long-tems sur ce sujet.

Pour conclusion, comme nous ne rejeterons jamais aucun moyen qui nous sera offert, pour procurer une bonne intelligence entre nous, pourvu qu'il soit juste & honorable, nous avons pris aussi la résolution, que dans quelque détroit ou nécessité que nous nous trouvions, nous ne ferons jamais rien qui soit contraire à notre raison, au jugement qu'il a plu à Dieu de nous donner, à notre honneur, & à notre intérêt que Dieu nous a confié pour le bien & pour l'avantage de notre Peuple.

Nous vous assurons, que quelque peu d'estime que vous fassiez de ce que nous avons fait pour nous acquitter de notre devoir envers le Public, nous sommes si convaincus en notre conscience, que nous nous en sommes acquitté depuis ce Parlement, que, quel que soit l'état où nous nous trouvons présentement, nous sommes assurés de la continuation de la protection de Dieu, & de la reconnaissance, de l'o-

béissance, & de l'affection de notre Peuple, & nous nous mettons entre les mains de Dieu.

Lesdeux
Chambres
nomment le
Comte de
Warwick
pour com-
mander la
Flotte.

Après cette Réponse, les deux Chambres envoyèrent un Message au Roi, dans une Lettre adressée au Garde du grand Sceau, pour l'informer, que le Grand Amiral ne se trouvant pas en état d'aller commander la Flotte, à cause de son indisposition, elles lui avoient recommandé le Comte de Warwick pour tenir sa place. Mais qu'ayant appris depuis, que S. M. avoit nommé pour cet emploi, le Chevalier Jean Pennington, elles le prioient de ne pas préférer celui-ci au Comte de Warwick.

Le Roi fut fort indigné de ce Message qui n'étoit pas en forme de Requête ou d'Adresse, & il répondit au Garde du grand Sceau, qu'absolument, il ne vouloit point changer sa nomination. Mais il n'en fut pas le maître: car, par la connivence du Comte de Northumberland qui étoit Grand Amiral, le Comte de Warwick fut reconnu Commandant de la Flotte, malgré le Roi.

Dans ce même tems, on fit courir dans le Public, un Ecrit où l'Auteur examinoit de quelle maniere on devoit obéir aux Loix, par rapport aux diverses conjonctures où on se trouvoit, ce qu'il appliquoit à l'établissement de la Milice. Il avoit, que par les Loix, le Roi étoit revêtu du pouvoir de régler la Milice. Mais il ajoutoit, que c'étoit pour le bien du Peuple, & non pas pour s'en servir contre lui. Il décidoit, que s'il y avoit des soupçons bien fondez, que le Roi eût dessein de se servir de la Milice, contre le Peuple, on pouvoit refuser de lui obéir, parce qu'il n'étoit pas même vraisemblable, que l'intention des Loix fût de revêtir le Roi d'un pouvoir, pour l'employer contre ses Sujets. C'est à cela qu'aboutissoit son raisonnement qui étoit proprement celui des deux Chambres. Le Roi ayant lu cet Ecrit, envoya un Message aux Seigneurs, pour les requérir de faire chercher l'Auteur d'un Ecrit si pernicieux, & de le punir comme il le méritoit. Mais il ne faisoit aucune objection particuliere contre les principes & les raisons de l'Auteur.

Pendant que l'affaire de la Milice étoit en agitation , le Roi se présenta aux portes de Hull avec quelques troupes : mais le Chevalier Hotham lui en refusa l'entrée , ainsi qu'on le verra tout-à-l'heure. On peut aisément juger, que cette démarche du Roi n'aida point à faire cesser les craintes du Parlement , & les soupçons qu'il avoit déjà conçus contre lui , d'autant plus, qu'ayant passé un Bill pour établir la Milice , ainsi que le Roi l'avoit désiré , ce Bill lui ayant été présenté, avoit été rejeté. L'affaire de Hull étant survenue peu de tems après , le Parlement crut qu'il n'avoit plus rien à ménager , se persuadant que le Roi ne cherchoit qu'à l'amuser , & à lui faire perdre du tems. Cependant le Roi , cinq ou six jours après avoir manqué son coup à Hull , envoya au Parlement un Message daté le 28. d'Avril , contenant les raisons qu'il avoit eues , pour ne pas consentir au Bill de la Milice , qui lui avoit été présenté. Ce Message étoit conçu en ces termes :

Le Roi re-
jette un Bill
pour établir
la Milice.

Nous

CHARLES

I.

1642.

Message du

Roi sur ce

Bill.

28. Avril.

Rushworth,

Vol. IV. p.

544.

Nous avons examiné avec beaucoup d'attention le Bill que vous nous avez envoyé pour l'établissement de la Milice, comme ayant un grand intérêt à bien considérer les conséquences de chaque Loi, avant que d'y donner notre consentement. Quoique ce soit contre la coutume, que nous donnions des raisons pour justifier notre refus de passer un Bill, & qu'il soit absolument en notre pouvoir de le passer si nous le jugeons avantageux, ou de le rejeter, si nous trouvons qu'il nous soit préjudiciable, ou contraire au bien de nos Sujets, dont le soin nous est confié, & dont nous devons un jour rendre compte, nous voulons bien nous départir pour cette fois de notre droit. Dans cette affaire de la Milice, mal entendue par nos Sujets, & dont on s'est servi comme d'une preuve pour faire voir que nous manquions de vigilance pour la sûreté publique, de peur qu'on ne croie que nous ne sommes point constants dans nos résolutions; & que ce Bill est le même que celui que nous vous avons envoyé, nous avons cru devoir vous informer des raisons qui font que nous ne pouvons passer ce Bill, & qui est le premier Bill public que nous ayons refusé durant ce Parlement.

Nous ne pouvons nous empêcher de nous plaindre, qu'après vous avoir si clairement expliqué nos intentions sur ce sujet, vous nous pressiez encore, sur une chose que vous pouviez bien prévoir que nous vous refuserions, à moins que nous ne voulussions nous désister de nos résolutions, fondées sur les raisons que nous vous avons communiquées, & contre lesquelles vous n'avez fait aucune objection qui soit capable de nous satisfaire.

Nous sommes bien aises que vous vous foyez désistez de la méthode insoutenable que vous aviez voulu suivre, d'établir la Milice par une Ordonnance, à laquelle nous sommes assurés que nos Sujets n'auroient jamais consenti, & que vous ayez suivi la seule qui est propre à imposer des Loix au Peuple. Nous l'aurions approuvée, si nous n'en n'avions pas été empêchés par les raisons suivantes.

Nous refusâmes de consentir à votre Ordonnance, entre autres raisons, parce que vous mettiez la Milice entre les mains des personnes nommées par les deux Chambres, en nous excluant nous-même du droit de nous en mêler, non pas même conjointement avec vous. C'est pourquoi, nous vous dîmes, qu'il étoit à propos de préparer un Bill, & ensuite, dans notre Réponse du 26. de Mars dernier, nous vous disions, que si ce Bill étoit dressé avec un juste égard pour Nous, & pour notre Peuple dans la limitation du Pouvoir, & autres circonstances, nous ne refuserions rien de ce que nous avions déjà promis (1).

REMARQUE (1). Soit que le Roi eût raison, ou qu'il eût tort dans le fond de l'affaire de la Milice, il est certain que son dessein ne fut d'abord que d'amuser le Parlement; & c'est ce qu'il tâche de couvrir dans cet Article.

Nous voulons bien oublier tout ce qui s'est passé depuis, capable de nous décourager, & de nous empêcher d'écouter de plus grandes instances sur ce sujet, après les gracieuses Réponses que nous vous avons faites. Lorsque nous prîmes la résolution d'aller en Irlande, nous vous informâmes de cette résolution par un Message, & en même tems, nous vous envoyâmes un Bill pour établir la Milice, afin que durant notre absence, le Royaume ne souffrît point par un manque de pouvoir touchant la Milice, outre qu'en cela, nous voulions bien avoir égard à vos craintes. Nous fixâmes ce Pouvoir à une année, dans l'espérance que dans ce tems-là, nous pourrions retourner avec vous. Nous croyions d'ailleurs, que vous n'aviez pas besoin de tant de tems pour finir l'affaire pour laquelle vous desiriez d'établir la Milice,

CHARLES
I.
1642.

sçavoir, ce que nous vous avions recommandé par notre Message du 20. Janvier. Par ce Bill nous acceptions les personnes nommées dans votre Ordonnance, & la limitation de Pouvoir, & nous y ajoûtions la condition, que nous ne pourrions rien faire par rapport à la Milice, que par votre avis, & que durant notre absence de ce Royaume, vous en auriez seuls la disposition. Il y avoit encore d'autres clauses, par lesquelles nous consentions à un Pouvoir si arbitraire, & tellement illimité, que nous ne pourrions jamais y consentir que par la seule raison de notre absence hors du Royaume. D'ailleurs, nous trouvions ces conditions d'autant plus supportables, que ce Pouvoir ne devoit durer qu'un an. Que tout le monde juge, si votre Bill d'aujourd'hui est le même que celui que nous vous avons envoyé (2).

REMARQUE (2). Le Comte de Clarendon avoüe franchement ; que l'offre du Roi d'aller en Irlande, n'étoit qu'un pur artifice. Puis donc que le Roi n'avoit pas dessein d'aller en Irlande, il s'ensuit que le Bill qu'il avoit envoyé aux deux Chambres, & qu'il prétendoit n'être fondé que sur son absence, n'étoit qu'un pur amusement. On voit ici, que les restrictions générales qu'il avoit ajoutées à son premier engagement, n'étoient pas sans dessein. Il sçut bien les particulariser dans le Bill qu'il envoya au Parlement, & il sçavoit bien qu'il ne seroit pas reçu avec toutes ces restrictions. Ainsi, son but dans cet Article, n'étoit que de couvrir le déguisement dont il avoit usé dans sa première promesse touchant la Milice.

Pour ce Bill que vous nous avez envoyé, sans faire aucune mention de Nous, vous mettez le Pouvoir de tout le Royaume, les vies & les Libertez des Sujets, de quelque qualité qu'ils soient ; entre les mains de quelques particuliers pour deux ans. Mais pouvez-vous vous persuader que nous voulions confier à des particuliers un pouvoir absolu que nous avons refusé aux deux Chambres du Parlement ? Ce Pouvoir-là n'est-il pas trop étendu, pour devoir être confié à des particuliers ? L'insolence du Chevalier Hotham ne nous a-t-elle pas appris ce que nous devons attendre d'un Pouvoir exorbitant appuyé sur les Loix, puisque, par un Pouvoir qui n'est fondé sur aucune Loi, il n'a pas craint de hazarder une désobéissance pleine de trahison (3) ?

REMARQUE (3). Il n'y avoit que cinq ou six jours que Hotham lui avoit refusé l'entrée dans Hull.

Mais nous voudrions bien sçavoir par quelle raison, nous sommes exclus de tout pouvoir & de toute autorité sur la Milice ? Assurément, vos craintes & vos soupçons ne sont pas d'une telle nature, qu'on n'y puisse point trouver d'autre remède, que de nous priver de tout pouvoir dans une affaire si importante, que Dieu & les Loix ont confiée à nous seuls, mais que nous voulons bien partager avec vous, & de le mettre entre les mains de quelques particuliers. Que penseroient de Nous tous les Princes Chrétiens, si nous passions un semblable Bill ? Quel cas feroient-ils de notre Souveraineté ? Cependant, notre réputation parmi les Princes étrangers, fait une partie du fondement de votre sûreté. Oüi, nous sommes assurés qu'après que vous aurez meurement considéré toutes les conséquences qui peuvent naître de ce Bill, contre vous-mêmes & contre le reste des Sujets, vous & eux, nous remercieriez de ce que nous n'y avons pas consenti, parce que vous trouverez qu'il n'auroit pas été agréable au Peuple. Nous espérons que ces réflexions ne seront pas regardées comme une violation de vos Privilèges, dans cet embarras d'affaires, & dans les conjonctures où nous nous trouvons. Il n'est pas impossible, qu'en y pensant encore, quelques considérations ne se présentent à votre esprit, qui vous aient échappé.

Nous

Nous avons passé dans ce Parlement, à votre sollicitation, & malgré les justes objections que nous pouvions faire, un Acte touchant les Esclaves qui sont à Alger, sur ce que vous nous disiez que vous l'aviez examiné durant plusieurs mois. Mais, peut-être, après qu'il a été passé, vous l'avez trouvé peu convenable à votre intention, & vous en avez suspendu l'exécution, parce que sans doute vous y avez remarqué quelques inconveniens. Tout de même, combien de changemens n'avez-vous pas faits à d'autres Actes passés dans cette Session?

CHARLES
1.
1642.

Nous ne pouvons passer sous silence les changemens que vous avez faits à ce même Bill, touchant la Milice, par rapport aux personnes que vous aviez nommées dans l'Ordonnance. Apparemment, vous n'avez pas jugé à propos de vous confier à des gens qui ne veulent se laisser guider que par les Loix. Vous ne voudriez pas sans doute, que nous suivissions votre exemple dans l'opinion que nous avons des autres. Vous avez exclu par une clause expresse le Maire de Londres, qui est présentement en charge, parce qu'il est en disgrâce auprès de vous. Mais nous devons vous dire, que sa conduite a été telle, que toute la Ville & tout le Royaume le regardent comme un modèle qu'on doit imiter. (4).

REMARQUE (4). C'étoit Gournay qui étoit alors Maire de Londres, & entièrement dévoué au Roi.

Pour conclusion, nous ne trouvons pas que nous soyions revêtus d'un pouvoir trop grand, qui requière que nous le transférions à d'autres, ou que nous consentions à le remettre en d'autres mains, comme votre Bill le porte. C'est pourquoi, nous nous en tenons à notre pouvoir Royal, & à l'autorité que Dieu & les Loix nous ont consacrée pour supprimer les rébellions domestiques, & les invasions étrangères. Cette autorité a préservé le Royaume du tems de nos Ancêtres, & nous ne doutons point que nous ne soyions en état de l'exercer. Ainsi, autant ou plus pour la liberté & pour la sûreté du Peuple, que pour notre honneur, & pour conserver notre Droit, nous ne pouvons donner notre consentement à ce Bill.

DECLARATION DU PARLEMENT, pour servir de Replique à la Réponse du Roi.

„ Les Seigneurs & les Communes ayant trouvé qu'il étoit nécessaire pour la Paix & pour la sûreté du Royaume, d'établir la Milice, préparèrent pour cet effet une Ordonnance, & la présentèrent humblement à S. M. pour avoir son consentement. Mais S. M. la rejetta, malgré les fidèles avis de son Parlement, & les raisons qui en faisoient voir la nécessité, pour la sûreté de la personne du Roi, & pour la paix du Royaume. Sur cela, les deux Chambres, comme représentant le Corps du Royaume, pour s'acquitter de leur devoir, & pour répondre à la confiance du Public, se trouverent obligées de faire une Ordonnance pour établir la Milice par leur autorité, étant appuyées sur les Loix fondamentales du Païs “ (1).

“ Rush-
worth, l.
IV p. 545.
“ 5. Mai.

REMARQUE (1). Cette Loi fondamentale n'étoit autre chose que la Loi naturelle, qui permet à chacun de pourvoir à sa propre défense, lors qu'il se voit exposé à quelque danger, & c'étoit-là le cas où le Parlement se suppo-

CHARLES
1.
1642.

supposoit. Car d'ailleurs, il n'y avoit point de Loi positive qui donnât ce pouvoir aux deux Chambres du Parlement.

» Sa Majesté en ayant eu connoissance, les invita par divers Messages à
» établir la Milice par un Acte de Parlement, affirmant dans un de ses Messa-
» ges, qui servoit de Réponse à une Requête présentée à Yorck le 26. de
» Mars, qu'il avoit toujours cru nécessaire l'établissement de la Milice : qu'il
» ne désapprouvoit point la chose même, mais seulement la maniere de l'exé-
» cuter. Quant à la matiere, il trouva seulement à redire à la Préface, comme
» étant contraire à son honneur. Il disoit de plus, qu'il étoit exclus de l'exé-
» cution, & que c'étoit pour un tems illimité. Sur cela, les deux Chambres
» résolurent de donner satisfaction à S. M., jusqu'aux moindres choses qui re-
» gardoient la forme & les circonstances. Ainsi, lorsque S. M. leur envoya un
» Bill tout dressé, elles voulurent bien le recevoir, par la seule raison, qu'elles
» souhaitoient de la contenter, afin d'obtenir son consentement. C'est pour-
» quoi, sans se désister néanmoins de leur Ordonnance, pour témoigner l'en-
» vie qu'elles avoient de contenter S. M. dans tout ce qui pouvoit subsister
» avec la sûreté du Royaume, & avec la confiance dont elles sont honorées,
» elles passèrent un Bill, où elles omirent la Préface qui étoit dans l'Ordon-
» nance; Elles limiterent le tems, à moins de deux ans, & le pouvoir des Lieu-
» tenans des Provinces à ces trois cas, sçavoir, d'une rébellion ouverte, d'un
» soulèvement, & d'une invasion étrangere, & envoyèrent ce Bill au Roi,
» pour avoir son consentement. Mais tous ces témoignages de leur affection,
» tous leurs desirs, tous les efforts qu'elles ont faits pour contenter S. M. n'ont
» produit, à leur grand regret, qu'un refus absolu des choses mêmes que le
» Roi avoit promises par ses Messages, les mauvais conseils trouvant plus de
» crédit auprès du Roi, que ceux du Parlement qui est son grand Conseil,
» dans une affaire si importante de laquelle dépendent la Paix & la sûreté du
» Royaume " (2).

REMARQUE (2). Si le Roi de son côté supposoit que le Gouvernement étoit dans son état naturel, & que par conséquent, il devoit jouir de toutes ses Prerogatives, le Parlement faisoit ici une supposition qui n'étoit pas sujette à moins d'objections. C'est que, dans les conjonctures où on se trouvoit alors, le Roi devoit le regarder comme son grand Conseil & se laisser guider par ses directions.

» Mais qu'est-ce que le Roi impute présentement dans ce Bill? Rien
» assurément de ce qu'il avoit trouvé à redire dans l'Ordonnance. Car on a
» pris soin de la satisfaire en cela. Le Roi se plaignoit que l'Ordonnance don-
» noit la disposition de la Milice aux deux Chambres, & qu'il en étoit lui-
» même exclus, & présentement par le Bill, l'exécution est fixée, & réduite à
» certains Chefs, & que la Loi du Pais est donnée pour règle, S. M. ne veut
» plus se confier aux personnes nommées. Leur pouvoir est trop étendu, trop
» illimité, pour qu'on puisse ou doive le leur confier " (3).

REMARQUE (3). Le Parlement prétend faire voir dans cet Article, qu'il a eu égard aux plaintes du Roi, & que néanmoins le Roi a refusé de passer le Bill. Il reconnoît qu'une des plaintes du Roi contre l'Ordonnance étoit, qu'il se trouvoit absolument exclus de la disposition de la Milice. Pour faire voir donc, que le Roi avoit lieu d'être satisfait du Bill, il auroit fallu di-

re,

te, & présentement que par le Bill il est joint aux deux Chambres pour l'exécution. Mais au lieu de cela, il dit, *Et présentement que l'exécution est fixée, & la Loi du País donnée pour règle.* Il est aisé de voir que ceci ne fait pas une juste opposition à la plainte du Roi.

CHARLES
I.
1642.

„ Mais qu'est-ce que ce Pouvoir, il n'est donné en termes exprès, que contre les rébellions, les soulèvemens, les invasions étrangères. Quelles sont les personnes nommées pour exercer ce Pouvoir ? Ce sont des personnes nommées par le grand Conseil du Royaume, & approuvées par S. M. Est-ce donc trop confier à ces personnes, que de leur confier un Pouvoir contre les rébellions, les soulèvemens, & les invasions ? Assurément, le plus méchant de ceux qui ont conseillé au Roi d'envoyer cette Réponse, ne sçauroit lui suggérer, qu'il ne soit pas nécessaire pour la sûreté du Roi, & pour la Paix du Royaume, de mettre ce Pouvoir entre les mains de quelqu'un, & à l'égard de ceux qui sont nommez, il n'y a pas le moindre prétexte de s'en défier. Pendant l'espace de quinze ans, le Roi n'a pas cru que ce fût trop que de confier un Pouvoir beaucoup plus étendu à quelques Particuliers qui seroient maîtres des vies & des libertez des Sujets, & d'assujettir son Peuple à être jugé par la Loi Martiale. Car tel étoit le pouvoir donné aux Lieutenans & aux Sous-Lieutenans des Provinces, sans le consentement du Peuple, & sans l'autorité d'aucune Loi. Mais présentement, dans un cas d'une extrême nécessité, le Roi, contre l'avis des deux Chambre, trouve qu'un moindre pouvoir est trop grand, pour être confié à des Particuliers nommez par le Parlement, & approuvez par S. M., quoi que ce soit pour sa propre sûreté, & pour celle du Peuple “.

„ Certainement, si, comme S. M. l'a reconnu, l'établissement de la Milice est nécessaire, on ne peut pas confier aux personnes nommées, un moindre pouvoir que celui-ci, si l'on veut qu'il soit efficace. Lorsque dans les Siècles précédens, il y a eu de la nécessité d'accorder un tel pouvoir, on ne l'a jamais tant borné : témoin les Commissions d'*Array*, données sous divers Regnes, & souvent, avec le consentement & l'autorité du Parlement. C'est pourquoi, les Communes, à qui la Paix & la sûreté du Royaume sont confiées, protestent devant Dieu, que c'est la seule chose à quoi ils tendent. Mais voyant qu'on leur refuse une demande si juste & si nécessaire, & qu'ils ne peuvent être innocens devant Dieu & devant les hommes s'ils souffrent que la Paix & la sûreté du Royaume soient exposées aux pratiques du Parti mal-intentionné au-dedans, & aux ennemis du dehors, ne connoissant point d'autre moyen pour prévenir le danger, que de mettre le Peuple en état de se défendre, ont résolu de faire exécuter leur Ordonnance. Ils requierent donc toutes personnes constituées en autorité, de l'exécuter incontinent, & ordonnent à tous autres d'y obéir selon les Loix fondamentales du Royaume, en des cas semblables, & selon qu'ils sont obligez de maintenir la Religion Protestante, la personne du Roi & son autorité, la Paix du Royaume, & l'Etat même “.

CHARLES
I.
1642.

REPONSE DU ROI, à la Déclaration du Parlement (1).

Rushworth,
Vol. IV. p.
547.

Nous sçavons bien combien il est au-dessous de la Dignité Royale, où il a plu à Dieu de nous placer, de prendre connoissance, & encore moins, de nous embarasser à répondre à tant de Libelles séditieux qu'on repand dans le Public avec tant de licence, quoi que nous ayions souvent en vain demandé, qu'on remédiât à cet abus. Nous voyons néanmoins, que les esprits de nos foibles Sujets ont été & sont encore infectez par ces sortes de moyens, & que leurs cœurs sont tellement remplis de crainte, que, pendant qu'on voit les Presses produire tous les jours de nouveaux Ecrits contre le Gouvernement de l'Eglise & de l'Etat, la plupart des gens manquent de courage pour écrire, ou d'occasions pour publier des Ecrits capables de préserver nos Sujets d'une telle infection, on de les guérir, quand ils en sont atteints. Nous voulons donc bien nous abbaïsser jusqu'aux moindres choses qui peuvent être propres à détromper notre Peuple, & employer notre plume sur ce sujet, plus qu'aucun Roi n'a jamais fait, lors que nous voyons que quelqu'un de ces Ecrits porte une marque de l'autorité de quelqu'une des deux Chambres, n'étant pas à propos qu'il soit refuté par une personne vulgaire, jusqu'à ce que nous soyions exactement informé si ces Ecrits sont de ceux dont ils portent le nom. Nous ne doutons point, que ces égards que nous avons présentement, ne produisent pour l'avenir un respect pour nos Messages, qui a toujours été rendu, & qui est certainement dû à la Couronne d'Angleterre, mais du défaut duquel nous avons un grand sujet de nous plaindre.

Un de ces Ecrits qui est parvenu à notre connoissance, est intitulé: Déclaration des deux Chambres du Parlement, en réponse au Message de S. M., touchant la Milice, publiée par Ordre des deux Chambres. Mais nous ne pouvons nous persuader que cet Ecrit soit publié par les deux Chambres, tant à cause de sa matière, qu'à cause de ses expressions, & de la manière de le publier, & nous ne sçavons pas comment on peut légitimement ordonner, qu'un tel Ecrit, où il est parlé de Nous avec tant d'irrévérence, soit rendu public. Quoique jusqu'ici on ait répandu diverses Déclarations de la même nature, lors qu'une des Chambres, ou toutes les deux, ont voulu communiquer leurs résolutions au Peuple, nous ne pouvons croire qu'une Déclaration, telle que celle-ci, ait été publiée comme une Réponse à notre Message, sans qu'on ait daigné nous l'envoyer, en qualité de Réponse. Les affaires, pour lesquelles les deux Chambres sont assemblées par notre autorité, sont de nous donner des conseils pour le bien de notre Peuple, & non pas d'écrire à notre Peuple contre Nous, & le consentement que nous avons donné à l'Acte pour la continuation de ce Parlement, ne leur donne pas le droit de faire autre chose que ce pourquoi elles sont convoquées. Nous avons cru, du moins, qu'encore que la méintelligence qui est entre Nous, soit capable de produire des expressions peu respectueuses, pour ne rien dire de plus fort, du moins, si les deux Chambres avoient fait écrire cette Déclaration pour servir de Réponse à notre Message, elles auroient daigné répondre à la question qui y est proposée, que nous croyons très-raisonnable, & que, selon leur sagesse & leur gravité, elles auroient établi

(1) Sans date.

établi le fait d'une manière incontestable. Mais elles n'ont fait ni l'un ni l'autre CHARLES
dans cette Déclaration. 1.

1642.

Nous désirons de sçavoir, pourquoi par leur Bill nous sommes exclus de tout pouvoir & de toute Autorité dans l'exécution de la Milice. Nous faisons tout le monde Juge, si un tel attentat n'est pas pour Nous un plus grand sujet de crainte & de soupçon, qu'aucun de ceux que les deux Chambres allèguent comme servant de fondement à leurs soupçons & à leurs craintes. Mais on nous dit que nous ne devons pas concevoir des soupçons contre les deux Chambres du Parlement, qui sont notre grand Conseil. Nous n'en concevons point, comme ils n'en conçoivent point contre Nous qui sommes leur Roi. Comme jusqu'ici, ils n'ont point reconnu qu'ils eussent aucun soupçon, ni aucune mauvaise intention contre notre personne, & qu'ils ont tout imputé à nos mauvais Conseillers, & à un Parti mal-intentionné qui n'est pas du même sentiment qu'eux, tout de même, & nous l'assurons du fond de notre ame, nous ne soupçonnons point notre Parlement, mais seulement, quelques esprits turbulens & séditeux, qui n'étant pas bien connus, ont une grande influence sur les délibérations des deux Chambres. Si cette Déclaration a été faite du consentement des deux Chambres, ce que néanmoins nous ne pouvons croire, il n'est pas impossible, que la crainte des tumultes, tels que ceux qui nous ont chassé de Londres, ait fait la même impression sur d'autres qui ne se sont pas trouvés en état de se retirer du danger, pour les faire consentir, ou pour les empêcher de s'opposer à des choses contraires à leurs jugemens & à leurs consciences.

Nous avons témoigné, dans notre Réponse, notre mécontentement, de ce que, dans le Bill qui nous a été envoyé, on avoit changé quelques-uns de ceux que l'Ordonnance avoit nommez, & de ce que par une clause expresse on avoit exclus le Maire de Londres, à quoi la Déclaration ne donne aucune Réponse. C'est pourquoy, il est aisé de voir que cette Déclaration n'est pas une Réponse à notre Message auquel elle ne répond en aucune manière.

Mais après qu'on a dit dans la Déclaration, avec quelle humilité l'Ordonnance nous avoit été présentée, ce qui est bien évident par leurs Messages, on ajoute, que nous avons refusé d'y consentir, nonobstant les raisons qui en faisoient voir la nécessité, & que les deux Chambres ont été obligées de faire une Ordonnance pour établir la Milice, étant appuyées sur la Loi fondamentale du Royaume. Que le monde juge de la force de ces raisons, & si nous n'y avons pas répondu clairement & sincèrement. Mais si cette Déclaration étoit destinée à nous répondre, on auroit dû dire au Peuple, quelle est cette Loi fondamentale, & où on peut la trouver, ou citer du moins, quelque Ordonnance depuis l'origine des Parlemens, jusqu'à présent, qui ait imposé quelque chose au Peuple, sans le consentement du Roi. Car, quelque soin que nous ayons pris d'en chercher, nous n'avons pu en trouver aucune. (1).

REMARQUE (1). Le Roi & le Parlemene se joüoient également du terme de Loi fondamentale. Le Parlement appelloit Loi fondamentale la confiance que le Peuple avoit en lui, qui engageoit les deux Chambres à prendre soin de la sûreté publique, lorsque le Royaume étoit en danger, ce n'étoit pas proprement une Loi. Le Roi, de son côté, ne vouloit reconnoître pour Loix fondamentales, que des Loix positives, expressees, & particulieres sur le sujet, dont il s'agissoit, & demandoit qu'on lui en citât quelqu'une. Il est aisé à des gens désintéressés de trouver la solution de cette difficulté. Si

CHARLES
I.
1642.

l'on suppose avec le Parlement que le Roi avoit dessein d'établir un Gouvernement arbitraire, il est certain que le Parlement avoit droit de s'y opposer en vertu de la confiance que le Peuple avoit en lui ; & comme représentant le Corps du Royaume, & qu'en ce cas-là, on pouvoit dire qu'il étoit appuyé sur une Loi fondamentale, ou sur quelque chose d'équivalent. Mais si l'on suppose avec le Roi, que le Gouvernement étoit dans son état ordinaire & naturel, & qu'il n'y avoit aucune raison de le soupçonner, il est certain, que le Parlement n'avoit aucun droit de se mêler de la Milice, sans le consentement du Roi. Tout consiste donc dans la vérité ou la fausseté de ces deux suppositions.

S'il y a quelque Loi secrète qui a été cachée depuis le commencement du monde, & qui soit nouvellement découverte, par laquelle il soit permis de dépouiller le Roi d'un Pouvoir que les Loix lui donnent, nous souhaitons qu'il n'y ait pas encore quelque autre Loi secrète, qu'on découvrira quand on le jugera à propos, qui autorise aussi à détruire la Liberté des Sujets. Car il est manifeste, que si les simples Votes d'un Parlement peuvent établir une Loi nouvelle, ils peuvent aussi annuler les anciennes. En ce cas-là, les esprits les moins éclairés peuvent aisément comprendre que deviendront les Droits du Roi, & les Libertez des Sujets, établis depuis si long-tems dans ce Royaume, & particulièrement, que deviendra la grande Charte (2) ?

REMARQUE (2). Jamais les Libertez du Peuple n'avoient couru plus de risque d'être détruites, que sous le Regne de Charles I. nonobstant la grande Charte & les Loix du Païs. Ainsi, tout ce que le Roi disoit contre le Parlement n'étoit pas moins fort contre lui-même. D'ailleurs son raisonnement ne pouvoit subsister, qu'en vertu de la supposition dont j'ai parlé dans l'Article précédent, qui n'étoit rien moins que prouvée.

Il est vrai, qu'en égard à l'état du Royaume par l'obligation où nous sommes, de maintenir les Loix, étant d'ailleurs convaincu que l'Ordonnance ne pouvoit être justifiée, nous avons invité les deux Chambres à régler ce qu'elles jugeroient nécessaire pour l'établissement de la Milice par un Acte de Parlement. Mais nous, sommes-nous obligé à consentir à tout ce qu'il leur plairoit de nous imposer ? Nous avons répondu au Message qui nous fut présenté à York le 26. de Mars, & nous avons repeté par d'autres Messages, que nous avons toujours cru qu'il étoit nécessaire de régler la Milice, & que nous ne rejettions point la chose même, mais la maniere de la régler. Nous disons la même chose encore. Puisque tant de disputes, tant de Votes, sur les Commissions des Lieutenans des Provinces, qui ne prenoient leur origine ni de Nous, ni de notre Pere, avoient troublé une autorité à laquelle le Peuple avoit si long-tems rendu une respectueuse obéissance, nous avons cru qu'il étoit nécessaire de faire quelque bonne Loi, pour régler entièrement cette affaire. Mais nous déclarâmes dans notre Réponse à l'Ordonnance, que nous nous attendions qu'on nous revêtiroit de ce Pouvoir, avant que nous consentissions qu'il fut transféré à d'autres (3).

REMARQUE (3). Il n'y avoit aucune nécessité de revêtir le Roi du Pouvoir de reprimer les rebellions & les soulèvemens, & de résister aux invasions, pour qu'il le pût transférer à d'autres, puisqu'il en étoit revêtu naturellement. Mais le Roi tâche de couvrir son refus en donnant une idée de ce Pouvoir comme étant excessif.

On

On ne peut pas même s'imaginer que nous voulussions consentir à revêtir des Sujets d'un Pouvoir dont on ne nous juge pas digne. Mais si on croit que cela ne vaille pas la peine de faire un nouvel Acte, nous ne doutons point que nous ne soyons en état d'accorder des Commissions légitimes à ceux à qui nous les confierons, pour exécuter tout ce qui sera nécessaire pour la Paix & pour la tranquillité du Royaume, en cas qu'il arrive quelque trouble.

La Déclaration dit, que nous avons envoyé aux deux Chambres, un Bill tout dressé, & que pour témoigner le désir qu'elles ont de nous satisfaire, elles ont passé ce Bill, mais que tous les témoignages de leur affection, & leur désir sincère d'entretenir une bonne correspondance avec Nous, n'ont produit qu'un refus absolu de ces mêmes choses, que, comme elles le conçoivent, nous avions auparavant promises. Ensuite, sous prétexte d'accuser les mauvais Conseillers, elles continuent à nous censurer, & à nous faire des reproches, en des termes que nos bons Sujets ne pourront, sans doute, lire qu'avec beaucoup d'indignation. Mais certainement, si cette Déclaration avoit passé par l'examen des deux Chambres, elles n'auroient jamais affirmé, que le Bill que nous avons rejeté est le même que celui que nous leur avons envoyé. Elles n'auroient jamais pensé qu'elles pussent répondre à notre Message par lequel, les différences entre les deux Bills sont si clairement marquées, par une simple affirmation, que c'est un seul & même Bill. Elles n'auroient pas dit, qu'après nous avoir donné satisfaction sur tout ce que nous avons objecté contre l'Ordonnance, nous avons trouvé de nouvelles objections contre le Bill, puisque nos objections contre l'un & l'autre sont connues de tout le monde. Cependant, on avoue dans la Déclaration, que nous trouvions à redire dans l'Ordonnance, que nous fussions exclus du pouvoir sur la Milice. N'étoit-ce pas dans notre Réponse une raison formelle sur laquelle nous nous fondions pour rejeter le Bill, & n'auroit-on pas dû la refuter ?

Mais on nous dit, que le Pouvoir donné aux Lieutenans n'est que de s'opposer aux rebellions, aux soulèvemens, aux invasions, que les personnes nommées pour exercer ce Pouvoir sont nommées par le Parlement & par le Roi, & on demande si c'est-là un Pouvoir trop étendu. En vérité, quand nous voyons qu'on se donne la liberté de voter & de déclarer, que des gens sont ennemis de l'Etat, phrase que nous avons de la peine à entendre, de censurer des gens, par l'unique raison, qu'il sont auprès de notre personne, & qu'ils obéissent à nos commandemens, nous devons examiner avec beaucoup de soin, qui sont ceux à qui nous devons commettre le Pouvoir de reprimer les rebellions & les soulèvemens. Si la rebellion, les soulèvemens peuvent recevoir d'autres définitions que celles que les Loix leur donnent, nous devons bien prendre garde, qu'un Pouvoir légitime ne fasse valoir ces nouvelles définitions. Si la Science des Loix va jusqu'à prétendre que le Chevalier Hotham, en prenant les armes contre Nous, & en nous refusant l'entrée dans une de nos Fortereses, n'a commis ni trahison, ni rebellion, nous ne savons point, si quelque nouvelle découverte ne fera point trouver que nous sommes nous-même Rebelle, en nous défendant contre de tels attentats, & en faisant nos efforts pour recouvrer ce qu'on nous retient (4).

REMARQUE (4). Le Roi argumentoit toujours sur la supposition, que le Gouvernement étoit dans un état naturel, & qu'il n'y avoit aucune raison de le soupçonner, supposition qui lui étoit contestée.

Nous avons donc un grand intérêt, jusqu'à ce que nous soyons convenus que la

CHARLES
I.
1642.

Loi connue du Pais doit être le Juge de notre différend, de bien examiner entre les mains de qui ce Pouvoir doit être remis. Outre cela, peut-on inférer de ce que nous voulons bien nous confier à certaines personnes, que nous devons nous y confier dans tout ce que ces gens-là trouveront à propos? Nous disons, qu'un pareil Pouvoir ne doit pas être mis entre les mains de quelques Particuliers, & en cela, nous ne nous dédisons pas de la moindre chose de ce que nous avions auparavant promis. Nous aurions pourtant pu refuser notre confiance à quelques-uns de ceux que nous avions auparavant approuvés, comme les deux Chambres ont rejeté quelques-uns de ceux qu'elles avoient d'abord recommandez.

Pour ce qui regarde les Commissions de Lieutenans qu'on nous accuse d'avoir données pendant l'espace de quinze ans, il est de notoriété publique que nous n'en sommes pas le premier auteur, & qu'elles ont été en usage pendant un très-long tems, & même pendant les plus heureux dont le Royaume ait joui, comme sous les Regnes de nos fameux Prédécesseurs, la Reine Elisabeth, le Roi Jacques notre Pere (5).

REMARQUE (5). L'exemple du Roi Jacques I. n'est pas propre à servir de preuve. Je doute beaucoup, que dans un tems de paix, la Reine Elisabeth ait assujetti ses Sujets à être jugés par la Loi Martiale.

Quelle que fût l'autorité accordée par ces Commissions qui étoient dressées selon l'ancien formulaire, elle étoit laissée à notre Jugement. Nous ne savons point qu'un tel Pouvoir ait produit des malheurs qui puissent avoir donné lieu à nos Sujets, de souhaiter d'en être délivrés, jusqu'à s'exposer aux dangers, que le Bill que nous avons rejeté auroit pu causer.

Quant aux préjugez tirés des Commissions d'Array, accordées dans les siècles précédens, nous ne doutons point, que ce ne fût toujours avec le consentement du Roi, & que ces Commissions ne pussent être fixées selon sa volonté. En ce cas-là, quelque étendue qu'eût ce Pouvoir, on ne peut pas l'appliquer à l'Ordonnance dont il s'agit.

Mais soit que cette Déclaration ait répondu ou non, aux raisons que nous avons alléguées pour rejeter le Bill, on a ordonné à toutes personnes constituées en Dignité & autorité, d'exécuter l'Ordonnance, & d'y obéir, selon la Loi fondamentale du Royaume. Mais nous, à qui Dieu a confié le soin de défendre les Loix fondamentales, déclarons, qu'aucune des deux Chambres, ni toutes les deux ensemble, n'ont pas un pouvoir légitime de commander la Milice, sans notre consentement, & que, depuis la fondation du Royaume, la Milice n'a jamais été soumise à leurs ordres. Nous déclarons que l'exécution de cette Ordonnance est contraire aux Loix fondamentales du Royaume, à la liberté des Sujets, aux droits du Parlement, & que c'est un grand crime à tous ceux qui s'y soumettront.

C'est pourquoi, nous commandons à tous nos fidèles Sujets de quelque qualité qu'ils soient, sur leur serment d'Allégeance, & sur l'obligation où ils sont de maintenir la paix du Royaume, de ne pas passer en revue, armer, sommer, avertir aucune personne de la Milice de s'armer ou de marcher, en vertu de la prétendue Ordonnance. Nous attendons une entière soumission à cet ordre, de la part de tous nos Sujets, sur leur Allégeance, s'ils désirent de maintenir la véritable Religion Protestante, notre personne, notre postérité, la paix & la conservation de cet Etat, à peine d'en répondre à leurs risques.

Après avoir donné la plupart des Ecrits qui furent publiez de part & d'autre

tre

tre sur l'affaire de la Milice, je tâcherai d'éclaircir avec un peu plus d'étendue le fond de la querelle entre le Roi & le Parlement, ce que je n'ai pu faire que très-brièvement dans les courtes remarques que j'ai faites sur divers endroits de ces Ecrits, pour en faciliter l'intelligence aux Lecteurs.

CHARLES
I.
1642.

Le Parlement ne nioit pas, que dans le cours ordinaire du Gouvernement, le Roi n'eût seul le droit de disposer de la Milice, & de nommer ceux qui devoient la commander sous ses ordres. Mais il prétendoit, que dans le cas extraordinaire où le Royaume se trouvoit, c'étoit à lui à prendre soin que le Royaume ne perît par la faute du Roi. Voici le cas qu'il supposoit; c'est que le Roi, pendant l'espace de quinze ans, avoit fait des efforts pour établir un Gouvernement absolu & arbitraire. Qu'il avoit effectivement établi ce Gouvernement en diverses occasions; qu'il avoit prétendu, qu'il pouvoit se passer des Parlemens, qu'il s'en étoit effectivement passé pendant douze ans, & que durant cet intervalle, il avoit violé diverses Loix, & gouverné arbitrairement. Que la nécessité de ses affaires l'ayant obligé à convoquer ce Parlement, il avoit paru reconnoître l'injustice de sa conduite précédente, en consentant aux bons Actes qui avoient été faits pour réparer les Grievs passés, & pour en prévenir de semblables dans la suite. Mais, que dans le tems même qu'il témoignoit tant de condescendance pour ses Sujets, & un repentir apparent de ses fautes, il ne cessoit point de chercher les moyens de se rendre maître absolu, comme il l'avoit été auparavant. Le Parlement inféroit de cette conduite, que la condescendance du Roi n'étoit qu'apparente; qu'à la première occasion favorable qui se présenteroit, il révoqueroit les Actes auxquels il avoit consenti, & qu'il affectoit d'appeler toujours des Actes de grace, quoique ce fussent véritablement des Actes de justice. Que par conséquent, il étoit nécessaire de le mettre hors d'état de se dédire, si l'envie lui en prenoit. Que le seul moyen pour l'empêcher d'exécuter ses desseins étoit de mettre la Milice du Royaume en des mains sûres qui ne dépendissent point du Roi, & d'empêcher que le Roi n'eût aucun pouvoir sur la Milice, de peur que ce pouvoir, ou en seul, ou conjointement avec les deux Chambres, ne le mît en état de pouvoir rompre toutes les mesures qu'on pourroit prendre pour l'empêcher d'exécuter ses desseins.

Etat de la
dispute entre
le Roi & le
Parlement.

Il est manifeste, que le Parlement avoit droit ou tort, selon que sa supposition étoit vraie ou fausse. Supposons pour un moment que sa supposition fût bien fondée, & que le Roi eût véritablement dessein de se rendre absolu; le Parlement devoit-il, par un pur respect pour les anciennes Loix, laisser au Roi un pouvoir qui le mettoit en état de changer la constitution du Gouvernement, & de renverser encore une fois ces mêmes Loix qui faisoient toute la sûreté du Peuple? N'est-il pas clair, que dans un cas semblable, il falloit nécessairement violer ces mêmes Loix, pour pouvoir mieux les rétablir? Lors donc que le Roi opposoit au Parlement les Loix qui attribuoient certaines prérogatives aux Rois d'Angleterre, il supposoit manifestement, que le Gouvernement étoit dans son état naturel, mais le Parlement supposoit le contraire. Par conséquent, les raisons du Roi ne pouvoient faire aucune impression, puisqu'elles n'étoient pas applicables au cas que le Parlement supposoit. Malheureusement, le Roi se voyoit obligé d'employer contre le Parlement, les mêmes raisons que le Parlement & le Peuple allé-

guoient.

CHARLES
I.
1642.

guoient autrefois contre lui, lorsqu'il usurpoit un pouvoir absolu. Il se plaignoit de ce que le Parlement fondoit son droit sur une prétendue nécessité qui n'étoit pas averée, & lui-même avoit employé autrefois, une nécessité encore plus imaginaire, pour imposer des taxes arbitraires sans le consentement du Parlement, contre les Loix du Royaume.

Mais si d'un autre côté, nous supposons que les soupçons du Parlement étoient chimériques, & que le Roi n'y avoit jamais donné lieu, du moins, depuis le commencement de ce Parlement, & que son intention de gouverner à l'avenir selon les Loix, étoit sincère, il est certain que les raisons qu'il tiroit des Loix, des Coutumes, de ses Prérogatives, étoient invincibles, parce qu'en ce cas, il n'y auroit pas eu le moindre prétexte légitime de le dépouiller de ses droits. Toute la question se réduisoit donc à sçavoir si le Roi étoit sincère, & s'il y avoit lieu de se confier à ses promesses. Mais malheureusement pour lui, une expérience de quinze années avoit convaincu la plupart de ses Sujets, qu'il avoit voulu établir un Gouvernement arbitraire; les motifs de sa condescendance dans les Actes passés par ce Parlement, étoient douteux, & les protestations par rapport à l'avenir, étoient incertaines. Ainsi, le Parlement avoit un grand avantage sur lui, parce qu'il avoit pour garant de ses soupçons, un passé qui n'étoit que trop certain, au lieu que le Roi ne pouvoit offrir, qu'un avenir qui n'avoit pas la même certitude.

Proclamation du Roi pour défendre d'exécuter l'Ordonnance.
Rushworth,
Vol. IV. p.
550.
p. 551.
Déclaration contraire des deux Chambres.

Il étoit tems que les Déclarations, les Réponses, & les Repliques sur la Milice finissent, puisqu'il n'y avoit plus rien à dire de nouveau sur ce sujet. D'ailleurs, le Parlement faisoit actuellement exécuter son Ordonnance dans tous les lieux où on vouloit bien lui obéir. Enfin, le 27. de Mai, le Roi publia une Proclamation pour défendre d'exécuter l'Ordonnance du Parlement sous peine aux contrevenans, d'être déclarés perturbateurs du repos public. Le Parlement de son côté, publia une Déclaration pour défendre à tous les Sujets d'obéir à la Proclamation du Roi, comme étant contraire aux Loix. Comme cela pouvoit paroître d'abord fort extraordinaire, les deux Chambres appuyoient leur défense sur des raisons, dont je ne ferai que donner ici la substance, parce qu'étant fondées sur les principes dont j'ai parlé ci-dessus, il est aisé de les comprendre. Elles disoient donc,

„ Que la question n'étoit pas si le pouvoir de la Milice résidoit dans la
„ personne du Roi, mais de sçavoir, si le Roi négligeant de faire son devoir,
„ le Parlement n'étoit pas en droit de pourvoir à la sûreté du Royaume. Qu'en-
„ core que la Loi affirmât que ce pouvoir résidoit dans la personne du Roi,
„ elle n'excluoit pas le Parlement, tout de même que dans les Cours inférieu-
„ res, quoique le pouvoir des Juges dérivât du Roi, ils ne pouvoient pourtant
„ être empêchés de faire leur devoir, par aucun ordre de sa part, quand même
„ il seroit sous le grand Sceau.

„ Qu'encore que le Roi soit la source de la Justice & de la Protection, il
„ n'exerce pourtant pas les Actes de Justice & de Protection par lui-même,
„ mais par les Cours, par les Officiers. Car quand même une Cour donne-
„ roit un Jugement directement contraire à un ordre ou commandement per-
„ sonnel du Roi, le Jugement ne laisseroit pas d'être appelé le Jugement
„ du Roi, quoiqu'il fût contraire à sa volonté particulière. Tout de même,

le Parlement, qui est la Cour supérieure, déclare quelle est la volonté du Roi, quoique ce qu'il déclare soit contraire à un commandement particulier du Roi même. Car le pouvoir suprême du Roi est exercé d'une manière plus solennelle & plus obligatoire, dans le Parlement, que dans ses résolutions particulières.

Que comme, selon la constitution du Gouvernement d'Angleterre, le Roi ne peut pas déclarer qu'une telle chose est conforme aux Loix, contre la décision des Cours inférieures, beaucoup moins pouvoit-il le faire contre la décision de la Cour du Parlement. Car si le Roi, par une Proclamation, pouvoit déclarer qu'une telle chose est conforme aux Loix, il s'ensuivroit, que ses Proclamations seroient autant de Loix, ce qui pourroit tourner à la ruine des Loix, des Droits, & des Libertez du Peuple.

Ce sont-là les principales raisons ; que le Parlement alléguoit pour faire voir que la Proclamation du Roi étoit contraire aux Loix. Mais il y avoit dans ce raisonnement un défaut tout manifeste. C'est qu'il faisoit regarder les deux Chambres comme composant seules le Parlement, au lieu qu'il est très-certain, que le Parlement est composé du Roi & des deux Chambres, joints ensemble, & ne faisant qu'un même corps. Ce que le Parlement disoit, est donc exactement vrai, si l'on prend le terme de Parlement dans le sens que je viens de le dire, comme un Corps composé du Roi & des deux Chambres. Effectivement, le Roi ne peut pas, par sa volonté particulière, renverser ce qui a été ordonné par le Parlement, parce que faisant lui-même une partie, & la plus noble partie du Parlement, il se contrediroit lui-même en défendant une chose qu'il auroit déjà ordonnée. Mais si par le Parlement, on entend les deux Chambres seules, sans l'intervention du Roi, on ne peut pas dire que ses déclarations soient celles du Roi, ni qu'elles soient plus solennelles & plus obligatoires que les volontez particulières du Roi-même. Car si cela étoit, la constitution du Gouvernement seroit entièrement renversée. Cela est si vrai, qu'en rétorquant l'argument que les deux Chambres faisoient contre le Roi, on pourroit faire voir par la même raison, qu'elles ont le droit de faire des Loix sans la concurrence du Roi, ce qui ne seroit pas moins faux, que ce qu'elles disoient ; que les Proclamations du Roi seroient autant de Loix. Il est donc certain, que par les raisons qu'elles alléguoient contre la Proclamation du Roi, elles en fournissent d'invincibles contre leur propre Ordonnance. Ce fut néanmoins, sur cette espece de sophisme, qu'elles fonderent toute l'autorité qu'elles s'attribuerent dans la suite. Elles se faisoient donc un tort extrême, en s'appuyant sur de si foibles raisons. Leur droit consistoit uniquement, dans la supposition que le Roi vouloit changer la constitution du Gouvernement, à quoi elles avoient un pouvoir légitime de s'opposer par des moyens extraordinaires, puisque les Loix du País, au lieu de leur fournir des remèdes efficaces, favorisoient, au contraire, les desseins du Roi. Le Roi, de son côté, fondeoit son droit sur une supposition contraire, sçavoir, qu'il n'y avoit aucun danger de sa part ; mais que le Parlement avoit entrepris de renverser la constitution de l'Etat & de l'Eglise. Tel étoit le triste état où se trouvoit alors l'Angleterre.

J'ai rapporté tout d'une suite l'affaire de la Milice, qui dura pourtant plusieurs mois, afin de n'être pas obligé d'en interrompre le fil, cette affaire étant

« CHA-R-
« LES I.
« 1642.

Défaut dans
le raisonne-
ment des
deux Cham-
bres.

CHARLES
I.
1642.

Le Roi passe
les Actes
pour l'ex-
clusion des
Evêques &
pour presser
des Sol-
dats.
Message
du Roi
aux deux
Cham-
bres.
14. Fev.
1642.
Rushworth,
Vol. IV. p.
553.

très-importante, puisqu'elle fut la cause la plus prochaine de la Guerre civile qui suivit bien-tôt après : mais ce ne fut pas la seule qu'il y eut pendant ce tems-là. C'est pourquoi, il est nécessaire de revenir au tems où j'ai commencé à rapporter l'affaire de la Milice, pour en voir quelques autres non moins nécessaires, & dont quelques-unes ne contribuèrent pas moins à la rupture.

Le Roi ayant passé, dans le mois de Février, les deux Actes que les Communes avoient demandez avec tant d'instance, l'un pour exclure les Evêques du Parlement, l'autre pour lever des Soldats par voye de contrainte, envoya le Message suivant aux deux Chambres :

„ Qu'il avoit passé ces deux Bills pour la satisfaction de son Peuple & pour faire voir, qu'il ne souhaitoit rien avec tant de passion, que de trouver quelque moyen pour appaiser les troubles du Royaume.

Qu'il publieroit une Proclamation pour ordonner que les Loix faites contre les Récusans fussent rigoureusement exécutées.

Que si le Parlement vouloit y consentir, il banniroit du Royaume les six Prêtres condamnés à mort, & ordonneroit, par une Proclamation, à tous les Prêtres Romains de sortir du Royaume dans vingt jours, & que si quelqu'un étoit pris après ce tems-là, il seroit traité à toute rigueur. Il promettoit de n'accorder aucun pardon, qu'avec le consentement des deux Chambres.

Qu'à l'égard de la Liturgie qui causoit beaucoup de trouble, il leur en laissoit le soin, pourvu qu'on digérât tout ensemble tout ce qui regardoit cette matière, & qu'on ne le pressât point de passer aucun Bill par rapport à des Articles particuliers.

Qu'il offroit d'aller en personne en Irlande, pour réduire ce Royaume à l'obéissance.

Qu'il étoit prêt à concourir à tout ce qui seroit jugé nécessaire pour encourager le Commerce.

Les deux Chambres se contenterent de le remercier de ce qu'il avoit passé les deux Actes, sans lui faire aucune réponse sur les autres Articles.

Quelqu'un ayant donné un faux avis à la Reine, qu'on avoit dessein de l'accuser de haute trahison, le Parlement, qui en fut informé, lui envoya des Députés pour se justifier de cette calomnie. La Reine répondit, qu'il étoit vrai que ce bruit avoit couru, mais qu'elle n'y avoit pas ajouté foi.

Le Parle-
ment se dis-
culpe d'a-
voir voulu
accuser la
Reine.
Rushworth,
Vol. IV. p.
554.

Quelques Lettres du Lord Digby, adressées à la Reine, au Chevalier Louis Dives son Beau-frere, & au Secrétaire Nicholas, ayant été interceptées, le Parlement les fit ouvrir. On y trouva que le Lord Digby, qui étoit alors à Middelbourg en Zelande, conseilloit au Roi de se retirer dans quelque Place forte, & demandoit à la Reine un Chiffre pour pouvoir entretenir une correspondance avec elle. Il y avoit aussi dans ces Lettres quelques expressions qui marquoient beaucoup d'aigreur contre le Parlement. Les deux Chambres envoyerent les copies de ces Lettres au Roi & à la Reine, & leur firent dire, que leur intention n'étoit pas de tirer de ces Lettres, des conséquences contre la Reine ; mais qu'elles la prioient de n'entretenir aucune correspondance avec le Lord Digby. Quelques jours après, il fut résolu dans la Chambre des Communes que le Lord Digby seroit accusé de trahison.

Rushworth,
Abid. p. 555.

Il est accusé
de trahison.

Message au
Roi, tou-

Le 24. de Février, les deux Chambres envoyerent un Message au Roi, pour l'informer des raisons qui leur faisoient souhaiter, que le Prince de Galles

les fit sa résidence à Hamptoncourt. La principale étoit, que si le Roi le menoit avec lui, il augmenteroit les craintes & les soupçons du Peuple. Car le Parlement ne perdoit aucune occasion de faire comprendre au Peuple, qu'il y avoit lieu de s'alarmer. Le Roi répondit d'une manière propre à leur faire entendre, qu'il ne se croyoit point obligé de leur rendre compte de sa conduite, par rapport au Prince son fils. Il finissoit sa réponse en disant, qu'il ne comprenoit d'où pouvoient naître ces soupçons & ces craintes : mais que s'ils avoient quelque avis particulier sur ce sujet, il les prioit d'examiner la chose avec soin : qu'il espéroit, que s'ils continuoient à avoir des craintes, ce ne seroit que par rapport à ses droits & à son honneur.

En ce tems-là, on fit au Parlement des propositions tendant à trouver promptement de l'argent pour réduire l'Irlande. Ces propositions étoient, qu'on distribuât aux particuliers qui voudroient avancer de l'argent pour cet usage, selon une certaine proportion, les Terres qui seroient confisquées sur les Rebelles, ce qui fut approuvé par le Parlement, & on en fit un Acte auquel le Roi donna son consentement.

La Reine partit vers la fin du mois de Février pour aller en Hollande.

Le 16. de Mars, le Roi étant en chemin pour se rendre d'Yorck, publia une Proclamation qui ordonnoit d'exécuter les Loix à route rigueur contre les Papistes Récusans. Cette Proclamation étoit fort peu nécessaire, & ne servoit qu'à faire voir, que jusqu'alors, ces Loix avoient été mal exécutées. Mais le Roi vouloit par-là repousser l'accusation qu'il protegeoit & favorisoit les Catholiques, que ses ennemis faisoient beaucoup valoir parmi le Peuple, comme si cette protection étoit une preuve du dessein qu'il avoit d'introduire le Papisme en Angleterre.

J'ai déjà dit, que le Roi avoit dessein de se rendre maître de Hull, & du Magasin qu'il y avoit dans cette Place : mais ce dessein étoit encore secret, & il s'agissoit de trouver les moyens de l'exécuter. Ce fut vraisemblablement dans cette vûë, qu'il envoya au Parlement un Message pour l'informer, qu'il avoit pris une ferme résolution d'aller en Irlande, pour se mettre à la tête des Troupes Angloises. Que pour cet effet, son intention étoit de lever dans les Provinces voisines de Chester, une Garde pour l'accompagner en Irlande, qui consisteroit en deux mille hommes de pied, & deux cens Cavaliers, & qu'il prioit le Parlement de vouloir se charger de les payer. Il étoit aisé de prévoir, que cette proposition ne seroit pas acceptée, dans la conjoncture où on se trouvoit : car c'étoit précisément dans le tems que l'affaire de la Milice étoit agitée avec le plus de passion. Mais le Roi espéroit de tirer quelque avantage, ou de l'acceptation, ou du refus. Si le Parlement y consentoit, le Roi comprenoit qu'il pourroit employer cette prétendue Garde de deux mille deux cens hommes, à se rendre maître de Hull. Du moins, on ne peut guères s'empêcher de croire que c'étoit-là sa pensée, vû ce qui se passa peu de tems après. Si sa proposition étoit rejetée, il se flattoit du moins, que par-là il convaincroit le Peuple du sincère désir qu'il avoit de réduire l'Irlande, & de dissiper les bruits qu'on faisoit courir sur ce sujet, ce qui lui donneroit occasion d'en rejeter toute la faute sur le Parlement. Ce fut aussi le seul usage qu'il fit dans la suite, de cette offre qui n'étoit qu'un pur artifice, comme le Comte de Clarendon l'avoie dans son Histoire. Mais, soit que les deux

CHARLES
I.
1642.
chant le
Prince.
24. Février.
1642.
Rushworth,
Vol. IV. p.
556.

Propo-
sitions tou-
chant l'Ir-
lande.
Ibid.

La Reine va
en Hollan-
de.
Proclama-
tion du Roi
contre les
Papistes.
Rushworth,
Vol. IV. p. 559

Le Roi in-
forme le
Parlement
de son des-
sein d'aller
en Irlande,
& de lever
des Troupes
pour sa Gar-
de.
8. Avril.
Rushworth,
Vol. IV. p.
560.

CHARLES
I.
1642.

Chambres regardassent cette proposition du Roi, comme un piège qu'il leur tendoit, ou comme un offre réelle & sincère, elles ne jugerent pas à propos d'y donner leur consentement. En effet, sur le pied où les choses se trouvoient, il n'étoit nullement à propos de mettre le Roi à la tête d'une Armée en Irlande, & moins encore, qu'il levât en Angleterre, un Garde de deux mille deux cens hommes, dans le tems qu'elles travailloient de tout leur pouvoir à lui ôter le commandement de la Milice, sur le fondement des soupçons qu'on avoit conçus contre lui. Car quoique jusqu'alors, elles se fussent bornées à n'accuser que ses Conseillers, & un Parti mal-intentionné d'avoir brassé des complots contre l'Etat, ce n'étoit pourtant qu'un détour pour l'en accuser lui-même. Ainsi, ne pouvant ou ne voulant point approuver la proposition du Roi, elles lui présentèrent une Adresse, où elles lui représentoient :

Adresse des
Cham-
bres au
Roi.

Rush-
worth, V.
IV. p. 561.

„ Que dans le Message qu'il leur avoit envoyé, il ne leur demandoit pas leur avis, mais qu'il les informoit seulement de la ferme résolution qu'il avoit prise d'aller en Irlande, & de lever en Angleterre deux mille hommes de pied, & deux cens Cavaliers, pour lui servir de Garde, quand il seroit en Irlande. Qu'elles ne pouvoient que trouver fort étrange, qu'une affaire de cette importance eût été résolue, sans les consulter, puisque le Roi n'ignoroit pas, que le Parlement s'étoit chargé de la Guerre d'Irlande, & d'en faire toute la dépense. Que cette expédition du Roi en personne, ne pouvoit qu'être dangereuse, pour six raisons :

„ 1. A cause des dangers de la Guerre, & des secrètes conspirations des Rebelles, à quoi le Roi s'exposeroit.

„ 2. Que les Rebelles s'étant vantés qu'ils n'agissoient que par ses ordres, sa présence ne pourroit que les encourager beaucoup.

„ 3. Que le voyage du Roi augmenteroit les frais de la Guerre, & feroit perdre une partie des moyens dont on se servoit pour les supporter. Que déjà, sur la connoissance qu'on avoit du dessein du Roi, plusieurs de ceux qui avoient souscrit pour avancer de l'argent, déclaroient qu'ils ne débourseroient rien, & que d'autres perdoient l'envie de souscrire.

„ 4. Que l'absence du Roi interromproit beaucoup les affaires du Parlement.

„ 5. Que cela ne pouvoit manquer de confirmer & d'augmenter les soupçons, que le Roi, poussé par un mauvais conseil, formoit quelque dessein secret contre le Parlement.

„ 6. Que le Parlement seroit privé de l'avantage de ménager cette Guerre, ce qu'il ne pourroit faire, si S. M., contre l'avis des deux Chambres, entreprenoit de la ménager lui-même.

„ Sur ces fondemens, les deux Chambres déclaroient, qu'elles ne pouvoient consentir, ni à la levée, ni au paiement des Troupes qui ne seroient pas employées par leur direction. Que si malgré leur déclaration, le Roi faisoit quelques levées de Soldats, elles ne pourroient interpréter cela, que comme un dessein d'inspirer de la terreur au Peuple, ni s'empêcher de faire leurs efforts, pour les supprimer. Elles déclaroient encore, que si le Roi persistoit dans la résolution de s'absenter du Royaume, elles ne se soumettroient pas aux Commissaires ou Gardiens qu'il lui plairoit de nommer pour gouverner

vener

verner en son absence, & qu'elles gouverneroient elles-mêmes, selon qu'elles y étoient obligées par les Loix, & par leur Serment d'Allégeance.

«CHAR-
LES I.
1642.
Rushworth,
Vol. IV. p. 563

Le Roi fit une longue Réponse à cette Adresse, & réfuta toutes les raisons du Parlement, qui véritablement étoient assez foibles à les considérer en elles-mêmes. Mais, si l'on prend garde, qu'il n'y avoit que six jours que le Roi avoit voulu s'assurer de Hull, quand le Parlement lui présenta son Adresse, on ne trouvera pas étrange qu'il rejettât la Proposition du Roi. Aussi ne perdit-il point de tems à repliquer au Roi, & l'affaire en demeura-là, sans qu'il fût plus parlé de la prétendue expédition du Roi en Irlande. Il en tira seulement l'avantage de pouvoir dire qu'il avoit offert d'aller en personne travailler à la réduction de l'Irlande, & que son offre avoit été rejetée.

Extrême dé-
fiance entre
le Roi & le
Parlement.

On a vû jusqu'ici, combien le Roi & le Parlement s'éloignoient de plus en plus l'un de l'autre. La défiance étoit si grande des deux côtes, qu'il étoit comme impossible qu'ils en vinssent à un accommodement. Le Roi ne pouvoit pas douter qu'on n'eût dessein de le dépouiller d'une grande partie de son autorité, & le Parlement, voyant bien que le Roi s'étoit aperçu de ce dessein, ne pouvoit guères douter, qu'il ne prît en secret toutes les mesures possibles pour en prévenir l'exécution. Mais ce n'étoit pas tout. Le Parlement avoit encore sujet de craindre, que le Roi ne se bornât pas à la seule défense, & que, sous prétexte de vouloir se défendre, il ne se mît aussi en état d'attaquer. Avant l'accusation des Membres du Parlement, pendant que la résolution de dépouiller le Roi de son Pouvoir, n'étoit pas absolument prise, & qu'il y avoit encore plusieurs Membres qui balançoient à s'y déterminer, il n'auroit peut-être pas été impossible de trouver des expédiens pour faire la Paix. Mais par cette fatale accusation, & par l'entrée dans la Chambre des Communes, le Roi donna une telle prise sur lui, à ses ennemis qui n'en sçurent que trop profiter, qu'il ne lui fut plus possible de regagner la confiance de ceux qui jusqu'alors avoient eu quelque bonne volonté pour lui. Avant cette époque, le dessein de dépouiller le Roi de son autorité, étoit secret entre quelques-uns des Chefs de Parti, qui travailloient à l'exécuter par degrés, sans oser se trop découvrir; de sorte qu'il n'étoit pas facile de connoître parfaitement, qu'ils eussent véritablement ce dessein. Mais il n'étoit pas aussi aisé de tromper le Roi, qui étoit le principal intéressé. Il voyoit, qu'on sapoit peu-à-peu son autorité, & il comprenoit aisément à quoi aboutiroit enfin cette mine, s'il la laissoit continuer. Dans cet embarras, il voyoit bien qu'il étoit nécessaire de prendre des précautions pour s'opposer à ses ennemis: mais d'un autre côté, il comprenoit qu'il rendroit sa cause mauvaise, s'il s'en prenoit au Parlement même, qui se laissoit tromper par ces Chefs adroits, & que par-là, il mettroit tout le Peuple contre lui. Ce fut vraisemblablement, ce qui lui fit prendre la résolution d'attaquer en particulier, le Lord Kimbolton & cinq Membres des Communes des plus puissans, se persuadant qu'ils seroient envoyez à la Tour sur son accusation, & qu'ensuite, le Parlement n'étant plus dirigé par ces gens-là, seroit mieux disposé en sa faveur. Non seulement il se trompa dans sa conjecture, mais il se fit encore un tort irréparable, en ce que la précaution qu'il avoit voulu prendre pour se mettre à couvert des embûches de quelques particuliers, passa pour un

CHARLES
I.
1642.

dessein formé contre tout le Parlement. Par-là , il confirma les soupçons qu'on tâchoit d'inspirer au Peuple , qu'il cherchoit à se rendre absolu , comme il l'avoit été autrefois , & de-là naissoit naturellement la conséquence , qu'il étoit donc nécessaire de le mettre hors d'état d'exécuter ce dessein.

Ce fut alors , que cette résolution , prise premièrement par quelques-uns , fut approuvée par le plus grand nombre , & qu'on travailla effectivement à l'exécuter , en commençant par l'affaire de la Milice , qui étoit un affaire capitale. Car , en dépouillant le Roi du Pouvoir de commander la Milice , & en mettant ce Pouvoir entre les mains de gens dévoués au Parlement , c'étoit proprement lui tenir le pied sur la gorge pour l'empêcher de remuer. La condition du Roi se trouvant beaucoup empirée , il ne lui fut pas difficile de comprendre , que , de la maniere que ses ennemis s'y prenoient , il n'y avoit point de milieu pour lui , entre devenir esclave , ou se rendre maître. Il ne vouloit point être esclave , & il ne lui étoit pas facile de se rendre maître dans la situation où ses affaires se trouvoient , & sur tout , ayant à faire à des ennemis très-habiles , & très-vigilans. Ce fut vraisemblablement dans la pensée qu'il ne pourroit jamais se retirer du danger où il se voyoit engagé , que par la Guerre , qu'il prit la résolution d'envoyer la Reine en Hollande pour y acheter des armes & des munitions , de se retirer lui-même à Yorck , & de tenter de se rendre maître de Hull , quoiqu'il couvrit ses desseins , d'autres prétextes. Il voyoit , que le Parlement rangeoit dans le Parti des prétendus mal-intentionnez , non seulement ceux qui paroissoient ouvertement pour le Roi , mais encore , tous ceux qui vouloient garder quelque modération , & que plusieurs se laissoient entraîner dans le même complot , par pure crainte , & parce qu'il ne pouvoient pas s'assurer d'être protégés , s'ils se déclaroient contre les deux Chambres. Il crut donc qu'il devoit principalement travailler à se mettre en état de pouvoir protéger ceux qui n'osoient prendre ouvertement son Parti. Mais de plus , comme le Parlement ne cessoit point d'inspirer des soupçons au Peuple , il étoit absolument nécessaire pour le Roi , de faire ses efforts pour effacer ces impressions qui lui étoient si préjudiciables. C'est ce qui produisit dans tous les Ecrits qu'il publia sur l'affaire de la Milice , ces témoignages si fréquens de son affection pour son Peuple , & de son attachement pour les Loix. Son but étoit de faire comprendre au Peuple , que le Parlement agissoit directement contre les Loix , en usurpant une autorité qui ne lui convenoit pas. Comme c'étoit par cela même que le Roi avoit donné lieu au Peuple de se prévenir contre lui , il espérait que les usurpations du Parlement produiroient le même effet. Mais il se trompa beaucoup en cela. Le Peuple étoit persuadé , que le Roi , sans aucune provocation , avoit envahi les Droits des Sujets , pendant les quinze premières années de son Regne , & que si le Parlement usurpoit , en quelque chose les Droits du Roi , ce n'étoit que pour maintenir les Droits du Peuple , & pour remettre les Loix en vigueur.

Quoiqu'il ne fût pas facile de prouver par des témoignages certains , que le Roi avoit formé le projet de se rendre maître à la fois , de la Tour de Londres , de Portsmouth , & de Hull , il y en avoit pourtant de si grands indices , que c'eût été une très grande imprudence au Parlement de ne pas penser à la sûreté de ces Places , dans la situation où les affaires se trouvoient. Le Chevalier

valier Byron, Lieutenant de la Tour, étoit un homme dévoüé au Roi. Le Comte de Newcastle avoit été envoyé à Hull, sous un nom déguisé, & on étoit informé qu'il avoit voulu persuader au Maire de lui remettre cette Place. Pour ce qui regarde Portsmouth, le voyage que la Reine y devoit faire, sous quelque prétexte, & l'assemblée d'Officiers qui s'étoit faite à Kingston, n'étoient que trop suffisans pour causer de violens soupçons à cet égard. Enfin, le Comte de Clarendon avoüé franchement les desseins du Roi sur Portsmouth & sur Hull, quoiqu'il ne parle point de la Tour. Si ces desseins avoient réüssi, le Roi se seroit trouvé maître des trois principales Places du Royaume, & des Magasins de la Tour de Hull, & par-là il se seroit vû en état de subjuguier le Parlement. Ces projets ayant manqué, comme je l'ai déjà dit, le Roi tâcha le mieux qu'il lui fut possible, de les étouffer, & de les faire passer pour chimériques. Mais les deux Chambres en jugerent tout autrement. C'est ce qui fit, que celle des Communes ne se donna point de repos, jusqu'à ce qu'elle eût fait donner la Lieutenance de la Tour à un homme en qui elle se confioit, & qu'elle fit envoyer Hotham à Hull. A l'égard de Portsmouth, comme le Parlement ne se défioit point de Goring qui en étoit Gouverneur, parce que c'étoit lui qui avoit découvert la conspiration pour séduire l'Armée, il se contenta de lui envoyer des ordres qu'il jugea suffisans, pour la conservation de cette Place. Depuis ce tems-là, il ne fut plus parlé de Portsmouth, parce que le Roi trouva le moyen de gagner le Colonel Goring, qui lui promit de se déclarer pour lui, quand il en seroit tems, comme il le fit effectivement.

CHARLES
I.
1642.

Le mauvais succès que le Roi avoit eu dans ses entreprises secrètes, n'émacha pas qu'il ne persistât dans le dessein de se délivrer par la force, de l'esclavage où on vouloit le réduire, comprenant bien, que sans la force, il lui seroit impossible d'y réüssir. Ce fut, sans doute, dans cette vûë, qu'il envoya la Reine en Hollande, & que n'ayant que peu d'argent à lui donner, il lui mit en main plusieurs joyeux de la Couronne, qui furent employez à acheter des Armes & des Munitions. Si le voyage de la Reine n'avoit été que pour conduire la Princesse Marie au Prince son Epoux, & pour aller prendre les Eaux de Spa, il n'auroit pas été nécessaire de lui donner de quoi acheter des Armes & des munitions. Il est donc très-probable, que dès ce tems-là le Roi pensoit à la Guerre, soit que ce fut pour attaquer, ou dans la seule vûë de se défendre. Mais ce qui le prouve encore mieux, ce fut la tentative qu'il fit pour se rendre maître de Hull, où il y avoit un Magasin d'Armes pour seize mille hommes. C'étoit le Roi lui-même qui avoit fait porter ces Armes à Hull, lorsqu'il eut résolu de faire la Guerre à l'Ecosse.

Lorsque le Parlement envoya le Chevalier Hotham à Hull, le Roi n'en fit aucune plainte, soit qu'il craignît qu'on ne lui reprochât, qu'il avoit voulu lui-même s'assurer de cette Place, ou que ce fût pour endormir le Parlement, & pour l'empêcher de prendre de plus grandes précautions. Cependant, les deux Chambres voyant que le Roi s'étoit éloigné de Londres, & craignant pour Hull, à cause du Magasin qui y étoit, le prièrent par une Adresse, de faire transférer ce Magasin dans la Tour de Londres. Le Roi répondit, qu'il s'étoit attendu que les deux Chambres lui rendroient quelque compte de ce qu'elles avoient mis un Gouverneur & une Garnison dans

Dessein du
Roi sur Hull
Ruhsuvorth,
Vol. IV. p. 565
Les deux
Chambres
prient le Roi
de faire por-
ter le Maga-
sin de Hull
à la Tour.
Réponse du
Roi.

Hull,

CHARLES
I.
1642.

Requête au
Roi de quel-
ques Gen-
tilshommes
contre le
transport du
Magasin.

Le Parle-
ment fait
porter une
partie du
Magasin à
la Tour.

Le Roi se
présente
pour entret
dans Hull.
Rushworth,
Vol. IV. p. 567

sans lui en avoir rien communiqué ; mais qu'il n'avoit pas cru qu'on lui demanderoit de faire transporter à la Tour, un Magasin qui lui appartenoit en propre ; Que les raisons qu'on lui alléguoit étoient peu plausibles, & qu'en un mot, il ne consentiroit point au transport de ces armes, jusqu'à ce qu'on lui eût fait sçavoir, à quoi on les destinoit. Que si on entreprenoit de faire transporter ce Magasin sans son ordre, il regarderoit cet attentat, comme une violation expresse de ses droits. Peu de tems après, quelques Gentilshommes de la Province d'Yorck lui présentèrent une Requête, pour le prier de laisser le Magasin à Hull, à cause du danger où se trouvoit le Royaume, & particulièrement le País du Nord. Cette Requête étoit vraisemblablement mendiée, puisque les affaires n'étoient pas encore dans un tel état, que de simples particuliers eussent osé présenter au Roi une Adressè directement contraire à celle du Parlement, s'ils n'y avoient pas été excitez. Il est certain, que le Roi avoit dessein de se saisir de Hull & du Magasin qui s'y trouvoit. Il vouloit avoir une Place qui le mît en état de protéger ses Partisans, & c'étoit sur ce Magasin qu'il comptoit, pour pouvoir les armer quand il en seroit tems. C'étoit pour cela qu'il refusoit de le faire porter à la Tour, quoiqu'il en alléguât d'autres raisons. Le Parlement de son côté, en alléguoit pour le transport, qui n'étoient pas les véritables. Enfin, voyant que le Roi n'y vouloit point consentir, il fit transporter la plus grande partie de ce Magasin à la Tour de Londres, sans lui demander davantage son approbation.

Le Roi & le Parlement faisoient chacun de son côté, tous les efforts possibles pour faire accroire au Peuple, que dans toutes leurs actions, ils n'avoient d'autres motifs que son bien, & l'avantage du Royaume. C'est de ces Protestations, que les Historiens de chacun des deux Partis tirent leurs plus fortes preuves pour faire voir l'innocence & la bonne foi de celui dont ils ont entrepris de soutenir la cause. Mais les Lecteurs désintéressés ne doivent lire les Manifestes & tous les Ecrits de même nature qu'avec beaucoup de précaution, de peur de se laisser entraîner dans l'erreur. Il est certain, que le Roi avoit dessein de se rendre maître de Hull, pour empêcher que le Parlement ne lui mît le pied sur la gorge. Mais il n'est pas aussi certain, qu'en cela il n'eût pour but que de maintenir la Constitution du Gouvernement, afin que les Loix fussent exactement observées. D'un autre côté, le Parlement avoit envoyé Hotham à Hull, pour empêcher que le Roi ne s'en fît. Mais qui peut assurer, que son véritable but fût d'empêcher que le Parti mal-intentionné ne s'en servît pour établir un Pouvoir arbitraire, & pour réduire le Royaume en servitude ?

Le dessein du Roi éclatta le 23. d'Avril, dans le tems que l'affaire de la Milice étoit agitée avec beaucoup de passion de part & d'autre. Le jour précédent, il avoit envoyé à Hull, le Duc d'Yorck son second Fils, & le jeune Electeur Palatin son Neveu, sous prétexte de voir cette Place, & vraisemblablement, ces deux Princes avoient une assez nombreuse suite. Hotham & le Maire de la Ville, les reçurent avec tous les honneurs dûs à leur rang. Les Princes mangèrent le premier jour chez le Maire, & le Gouverneur les pria de dîner chez lui le lendemain, qui étoit le jour de S. George. Mais la Fête fut troublée par un Officier, qui vint un peu avant le dîner, dire au

Gou-

Gouverneur, que le Roi vouloit lui faire l'honneur de manger chez lui, & qu'il n'étoit qu'à quatre milles de-là, avec une suite de trois cens Chevaux. Hotham, surpris de cette nouvelle, consulta quelques-uns de ses amis, & il fut résolu entre eux, qu'il enverroient un Officier au Roi, pour le prier de s'abstenir d'entrer dans la Ville, puisqu'il ne pouvoit le recevoir avec une si nombreuse suite, sans trahir la confiance que le Parlement avoit eue en lui, en le chargeant de la garde de cette Place. L'Officier qui avoit été envoyé au Roi, n'ayant rapporté qu'une réponse ambiguë, & ayant fait entendre que le Roi s'avançoit, & qu'il étoit déjà tout proche de la Ville, Hotham fit lever les ponts, & fermer les portes, & posta la Garnison sur les Ramparts. Le Roi étant arrivé à la porte nommée de Beverley, & la trouvant fermée, fit appeller le Gouverneur, qui se présenta sur le Rempart, & lui commanda de faire ouvrir la porte. Le Gouverneur lui répondit, que le Parlement lui ayant confié la garde de cette Place, il ne pouvoit y recevoir S. M. avec une si nombreuse suite, sans trahir cette confiance, mais que s'il vouloit entrer avec douze hommes seulement, il seroit reçu avec toute sorte d'honneur & de respect. Le Roi n'ayant pas voulu accepter cette condition, lui réitéra plusieurs fois le commandement de lui faire ouvrir la porte, & en reçut toujours la même réponse. Quelque tems après, le Duc d'Yorck & l'Electeur Palatin sortirent de la Ville, & se rendirent auprès du Roi, qui voulut bien attendre encore une heure, pour donner au Gouverneur le tems de consulter sur ce qu'il avoit à faire. Mais Hotham persistant toujours dans sa résolution, le Roi offrit enfin d'entrer avec trente Chevaux seulement, ce qui lui fut refusé. Enfin, sur les cinq heures du soir, le Roi s'étant encore approché de la porte, commanda encore une fois à Hotham de la faire ouvrir, & sur son refus, il le fit proclamer Traître par deux Hérauts qu'il avoit amenez avec lui. Ensuite, il se retira à Beverley, où il passa la nuit. Le lendemain, il envoya un Héraut à Hotham pour le sommer encore une fois de lui ouvrir les portes de Hull, avec promesse de pardon, pour tout ce qui s'étoit passé le jour précédent; mais il ne put rien obtenir, de sorte qu'il se vit obligé de reprendre le chemin d'Yorck.

Quand on considère que le Roi avoit formé le dessein de s'assurer de Hull, dès le tems qu'il prit la résolution de se retirer à Yorck, comme le Comte de Clarendon l'avouë expressement, on s'imagine d'abord, que du moins, il avoit formé un plan des moyens propres à faire réussir cette entreprise, dont le succès étoit d'une si grande importance. Mais on ne sçait que penser, quand on voit cette même entreprise si mal conduite, qu'elle n'étoit pas même plausible ni vraisemblable. Le Roi n'ignoroit pas que Hotham étoit Membre de la Chambre des Communes, que cette Chambre l'avoit choisi comme un homme, sur qui elle pouvoit s'assurer, pour lui confier le Gouvernement de Hull: que Hotham sçavoit bien, que c'étoit contre le Roi qu'il devoit garder cette Place, quels que fussent les termes de sa Commission. Cependant il se persuade, que sa seule présence épouvantera cet homme, & qu'il n'osera refuser de le laisser entrer dans sa Place avec trois cens Chevaux, outre la suite des deux Princes qui s'y trouvoit déjà. Qu'il se laissera dépouiller de son Gouvernement, sur un simple scrupule de désobéir à son Roi, lui qui vraisemblablement avoit été choisi par la Chambre des

CHARLES
I.
1642.

Hotham lui
en refuse
l'entrée.

Réflexion
sur cet évé-
nement.

CHARLES
I.
1642.

Communes, comme un des moins scrupuleux. J'avouë, que je ne puis comprendre, comment on avoit pû conseiller au Roi de se déclarer si ouvertement, en tentant de se saisir de Hull, & en effet, depuis ce tems-là, toute la confiance fut entièrement rompuë. Il eut beau couvrir cette démarche, & dire qu'il n'avoit d'autre dessein que de visiter cette Place, & d'examiner le Magasin, pour sçavoir ce qu'il en pourroit ôter pour l'Irlande, & pour armer les Ecoissois qui devoient servir en ce Pais-là. Tout cela ne fut pas capable d'en imposer au Parlement qui ne voyoit que trop quel étoit le dessein du Roi, & de quelle conséquence il auroit été, s'il avoit été exécuté. Il n'y eut pas moins d'Ecrits, de Messages, de Réponses, de Repliques sur cette affaire, que sur celle de la Milice.

Le Roi de-
mande que
Hotham soit
puny.
24. Avril.
Rushworth,
Vol. IV. p.
367.

Le Roi étoit au désespoir d'avoir manqué son coup, & ne voyant point d'autre moyen pour pallier sa démarche, il prit le parti de nier formellement qu'il eût eu dessein de se rendre maître de Hull. Dans cette supposition, il voulut faire regarder l'action du Chevalier Hotham comme une trahison manifeste, & en demanda au Parlement une réparation authentique. Il citoit les Loix & les Statuts qui attribuoient au Roi le soin de défendre le Royaume, & la garde des Places & des Magasins. Mais il supposoit toujours, que le Royaume étoit dans un état de tranquillité, tel qu'on l'avoit envisagé lorsque ces Loix avoient été faites, ce qui n'étoit nullement le cas dont il s'agissoit. Il prétendoit, que les Places & les Magasins lui appartenoient en propre, & que celui de Hull en particulier ayant été acheté de son propre argent, on ne pouvoit le lui retenir sans rendre sa condition pire que celle du moindre de ses Sujets.

Mais le Parlement ne demuroit pas d'accord de ces suppositions. Il prétendoit, que les Loix n'avoient confié au Roi les Places & les Magasins, que comme un dépôt, pour être employé à la conservation du Peuple & non pas à sa ruine, & que c'étoit sans fondement, que le Roi prétendoit à la propriété des Places & des Magasins. Il n'est pas étonnant, que, sur des principes si différens, les Ecrits se multipliasent de part & d'autre, & qu'ils ne produisissent pas de grands effets. Le Roi avoit néanmoins quelque avantage, en ce que le Parlement ne pouvoit pas prouver démonstrativement ce qu'il avançoit contre lui, & qu'au fond, l'autorité que les deux Chambres s'attribuoient, n'étoit fondée que sur de simples soupçons des mauvais desseins du Roi, qui l'auroient rendu plausible, s'ils eussent été avérés. Mais elles ne croyoient pas devoir attendre des démonstrations pour s'assurer des secrètes intentions du Roi. Il leur suffisoit d'avoir des raisons de le soupçonner, qui leur paroissoient assez fortes pour les obliger à prendre des précautions qui pourroient venir trop tard, si on attendoit des preuves plus convaincantes.

C'est-là la substance de tous les Ecrits qui furent publiez de part & d'autre sur l'affaire de Hull. Comme j'en ai déjà rapporté un assez grand nombre sur l'affaire de la Milice, je croi devoir épargner au Lecteur, la peine de lire ceux qui furent publiez sur celle-ci, & qui roulent sur les mêmes principes, & sur les mêmes suppositions dont j'ai déjà parlé plus d'une fois.

Le Roi tâche de s'em-
parer de.

Le Parlement soutint hautement le Chevalier Hotham; de sorte qu'après beaucoup de Messages, de Déclarations, de Réponses, & de Repliques, il ne

ne resta plus au Roi, pour se rendre maître de Hull, que la surprise ou la force. La dernière de ces voyes n'étoit pas facile, parce qu'il ne pouvoit compter que sur un très-petit nombre de Troupes, & qu'il n'avoit ni Artillerie, ni Armes, ni Munitions. Il est vrai, qu'il en attendoit de Hollande, mais le tems en étoit très-incertain. C'est ce qui fut cause qu'il tenta de se rendre maître de Hull par intelligence. Il se servit pour exécuter ce dessein, d'un Gentilhomme de Beverley nommé Beckwyt qui avoit un Gendre Officier dans Hull. Mais cet Officier découvrit le complot au Gouverneur, qui eut l'honnêteté de faire sçavoir au Roi, qu'il pouvoit s'épargner la peine de continuer cette trame, & en même tems, il en donna connoissance au Parlement. Beckwyt s'étant retiré auprès du Roi à Yorck, le Parlement y envoya un Huissier pour l'arrêter & pour l'amener à Londres: mais il ne fut pas permis à l'Huissier d'exécuter ses ordres.

Depuis ce tems-là, le Roi & le Parlement, chacun de son côté, se préparèrent à la Guerre, étant très-aisé de prévoir qu'il faudroit enfin y venir. Mais comme chacun avoit besoin du Peuple pour fournir à la dépense, chacun faisoit aussi tous les efforts possibles pour le mettre dans ses intérêts, en lui faisant voir l'injustice du Parti contraire, & en tâchant de lui faire comprendre qu'on n'agissoit que pour lui. Le Parlement prétendoit que le Parti mal-intentionné par lequel le Roi se laissoit conduire, avoit formé le dessein de réduire le Royaume en servitude, à quoi il ne pouvoit réussir, qu'en fomentant la méfintelligence entre le Roi & le Parlement, afin de les engager dans une Guerre civile dont ils espéroient un heureux succès pour le Roi. C'étoit-là la supposition du Parlement, de laquelle il tiroit cette conséquence, qu'il étoit donc nécessaire de prévenir, par de bonnes mesures, l'exécution de ce dessein, & de se mettre en état de résister, en cas que le Roi continuât à se laisser conduire par ce Parti mal-intentionné.

Le Roi prétendoit de son côté, que le Parlement, en feignant de n'avoir en vûe que le bien du Royaume, se proposoit véritablement de changer la constitution de l'Etat & de l'Eglise: qu'il avoit dessein, ou d'abolir la Royauté, ou de ne faire du Roi qu'une ombre de Souverain, pendant que les deux Chambres seroient réellement en possession du Gouvernement. Il inféroit de cette supposition, qu'il devoit s'exposer aux plus grands dangers, plutôt que de recevoir la Loi de ses Sujets; sa conscience, & le soin du Royaume, dont Dieu l'avoit chargé, ne lui permettant pas de souffrir les changemens qu'on avoit dessein de faire dans l'Etat & dans l'Eglise. Quelques motifs secrets qu'ils pussent avoir l'un & l'autre, les raisons qu'ils alléguoient étoient assez plausibles, & ce n'étoit pas un petit embarras pour ceux qui ne cherchoient que la justice, que de se déterminer pour l'un ou pour l'autre Parti. Mais le Parlement sembloit avoir un grand avantage sur le Roi, en ce que son Parti étoit beaucoup plus nombreux, qu'il étoit en possession des Places & de la Milice, & qu'il ne manquoit ni d'armes, ni de munitions, pendant que le Roi s'en trouvoit entièrement dépourvû. Cependant, le Roi avoit des ressources dont il esperoit beaucoup. Il avoit secrettement gagné le Colonel Goring Gouverneur de Portsmouth ainsi que je l'ai déjà dit. La Reine étoit actuellement occupée en Hollande à le pourvoir d'Artillerie, d'Armes, de munitions, & de plusieurs Officiers des troupes Angloises qui servoient en ce

CHARLES
I.
1642.
Hull par in-
telligence.
Mai.
Rushworth,
Vol. IV. p.
529.

Le Roi & le
Parlement
se préparent
à la Guerre.
Ils tâchent
chacun de
mettre le
Peuple dans
son parti.

CHARLES
1.
1642.

Païs-là. La plus grande partie des Gentishommes de la Province d'Yorck, qui étoit la plus considérable du Royaume, étoit pour lui, & il ne doutoit pas que par leur moyen, il n'engageât toute la Province à se déclarer en sa faveur. Avec ce secours, il espéroit de prévenir le Parlement, & de pouvoir mettre sur pied un assez grand nombre de troupes pour se rendre maître de Hull, avant que le Parlement fût en état de s'y opposer. Il espéroit encore, que quand il seroit maître de Hull & de Portsmouth, & qu'il auroit reçu des armes de Hollande, beaucoup de gens qui étoient encore retenus par la crainte de manquer de protection, prendroient ouvertement son parti. Outre cela, il faisoit avertir secrètement, tous ceux qui avoient de bonnes intentions pour lui, qu'il étoit tems qu'ils se rendissent à Yorck, & il fit écrire en son nom à tous ses partisans des deux Chambres, de s'absenter du Parlement, & de se retirer à Yorck, ou dans d'autres lieux où ils pouvoient lui être utiles.

Le Roi fait
assembler
toute la No-
blesse
d'Yorck.

Toutes ces mesures ne pouvoient se prendre si secrètement, que le Parlement ne fût informé de quelques-unes; c'est pourquoi le Roi tâchoit de leur donner quelque couleur, pour empêcher qu'on ne pût pénétrer ses des-seins. Après avoir manqué son coup à Hull, il fit sommer tous ceux de la Province d'Yorck, qui possédoient des Fiefs de la Couronne, de se trouver à Yorck le 12. de Mai.

Le Parle-
ment en-
voye des
Commisai-
res à Yorck
qui y de-
meurent
malgré lui.

Peu de tems après, les deux Chambres envoyerent des Commissaires à Yorck, sous prétexte de porter au Roi un Message touchant Hull & la Milice, mais en effet pour épier ses actions. Ce Message lui fut d'autant plus désagréable, qu'après y avoir répondu, ayant voulu congédier les Députés, ils lui dirent qu'ils avoient ordre de demeurer à Yorck. Quoiqu'il ne lui fût pas difficile de comprendre dans quelle vûë le Parlement avoit envoyé ces Députés, il ne jugea pas à propos d'user d'aucune violence pour les chasser de la Ville.

Proposition
du Roi à la
Noblesse
d'Yorck.

Le 12. de Mai les Gentilshommes de la Province s'étant rendus à Yorck, le Roi leur fit un Discours où il protesta, "Que le motif de sa retraite dans le Nord, avoit été de tenir cette partie du Royaume en paix, & non d'en faire le Siège de la Guerre, comme on le lui imputoit faussement. Il ajouta que les deux Chambres le faisoient braver par leurs Députés, jusques dans Yorck, que son Magasin de Hull lui ayant été injustement enlevé, que l'Ordonnance des deux Chambres sur la Milice étant sur le point de s'exécuter malgré lui, enfin, que la trahison du Chevalier Hotham étant hautement approuvée par les deux Chambres, il ne pouvoit plus douter que sa personne ne fût dans un grand danger. C'est pourquoi, il étoit résolu d'avoir une Garde, & qu'il leur demandoit pour cela leur approbation & leur assistance."

Il reçoit de
différentes
réponses.

La Noblesse de la Province se trouvant diversement disposée, il ne fut pas possible à ceux qui avoient écouté le Discours du Roi, de convenir d'une même réponse. On prétend même que la Cour usa de quelque violence pour exclure de la délibération ceux qu'on sçavoit être contraires au Roi, & que ceux-ci furent obligés d'aller s'assembler en un autre lieu. Cela fut cause que le Roi reçut quatre différentes réponses à sa proposition, dont deux lui étoient favorables, & les deux autres le prioient d'écouter les avis de son Parlement. La Garde ne laissa pourtant pas d'être levée, & le Roi en donna le commandement au Prince de Galles.

Il leve une
Compagnie
de Gardes.

Le

Le Roi voulut aussi transférer les Cours de Justice , de Westminster à Yorck , il envoya même une Proclamation sur ce sujet , au Garde du grand Sceau , avec ordre de la faire publier. Mais le Parlement en ayant été informé , lui défendit d'exécuter cet ordre.

Le Major Général Skippon étant un très-bon Officier , & le Roi sçachant que le Parlement avoit dessein de l'employer , il lui envoya ordre de se rendre auprès de lui. Mais le Parlement lui donna un ordre contraire , auquel Skippon obéit. C'est ce que le Roi avoit bien sans doute prévu ; mais il étoit bien aisé de faire voir , que le Parlement ne demandoit que la Guerre , puisqu'il contredisoit ses ordres avec tant de hauteur.

Dans la situation où les affaires se trouvoient entre le Roi & le Parlement , la Guerre paroissoit inévitable , & selon les apparences , elle étoit déjà résolue des deux côtez. Il nes'agissoit plus que d'ébloüir le Public , par des raisons bonnes ou mauvaises , & de tâcher d'en rejeter le blâme sur le Parti ennemi. Cependant , deux Réponses du Roi du 9. & du 20. de Mars , étant demeurées sans réplique , le Parlement craignit que son silence ne produisît un mauvais effet dans l'esprit du Peuple. C'est pourquoi , il prit occasion , en répondant à ces deux Messages , de publier un Manifeste , sous le titre de Remontrance ou Déclaration , le 19. de Mai. Comme ce Manifeste , & la Réponse qu'y fit le Roi sont très-propres à informer les Lecteurs des raisons des deux partis , ou du moins , de celles qu'ils alléguoient pour soutenir leur cause & pour justifier leur conduite , je croi qu'il est nécessaire d'insérer ici ces deux Ecrits , de peur de faire tort à l'un ou à l'autre en les abrégeant.

CHARLES
I.
1642.
Il veut transférer les Cours de Justice à Yorck , à quoi le Parlement s'oppose.
Il veut faire venir Skippon à Yorck.
Le Parlement l'empêche.
17. Mai.

REMONTRANCE & DECLARATION des deux Chambres du Parlement du 19. de Mai 1642.

La miséricorde infinie de Dieu , & sa Providence , se sont abondamment manifestées depuis l'ouverture de ce Parlement dans le grand nombre de bénédictions dont il lui a plu de nous combler. Non seulement il nous a délivrés de plusieurs complots qui , s'ils avoient réussi , auroient causé la ruine entière du Royaume , mais même il a permis que ces attentats aient produit divers avantages qui nous ont mis en état de rendre au Roi , à l'Eglise , au Public , les services que nous avons toujours désiré de leur rendre. C'est que nous avons travaillé à maintenir la paix publique , & la prospérité de S. M. & de ses Royaumes. Nous protestons , en présence de Dieu qui connoit toutes choses , que c'est-là l'unique but que nous nous sommes toujours proposé , & que nous nous proposons encore. C'est à cela que tendent tous nos conseils , toutes nos délibérations , & nous avons résolu de continuer de même , sans être poussés par aucun intérêt particulier , sans aucun égard pour personne , & sans aucune passion (1).

Rushworth,
Vol. IV. p.
691.

REMARQUE (1). On peut présumer qu'il y avoit dans les deux Chambres , plusieurs Membres qui agissoient de bonne foi , & qui croyoient effectivement servir le Public dans tout ce qu'ils faisoient contre le Roi. Mais il

Hh iij est

CHARLES
I.
1642.

est difficile de comprendre, comment deux Chambres, composées de tant Membres qui ne connoissoient point les sentimens intérieurs les uns des autres, pouvoient prendre Dieu à témoin, qu'elles n'agissoient que par de justes motifs, sans passion, & sans aucun égard à des intérêts particuliers.

Rien n'est plus capable de nous décourager dans cette entreprise, que de voir le Parti mal-intentionné persister encore à vouloir exécuter son dessein par la force & par l'artifice, après avoir manqué sa proie, c'est-à-dire, la Religion & la liberté du Royaume, qu'il s'étoit proposé d'engloutir avant ce Parlement. C'est dans cette vûe, que ceux de ce Parti ont tâché plusieurs fois de faire marcher l'armée à Londres, & ensuite, ils ont projeté l'accusation du Lord Kimbolton & de cinq Membres des Communes. Quoique cette entreprise soit très-odieuse en elle-même, ils ont si fort prévalu sur l'esprit du Roi, qu'ils l'ont engagé à s'en déclarer le seul auteur. Mais quand ils ont vû que cela même n'étoit pas capable d'altérer la constante fidélité du Parlement, envers le Roi, ni de l'éloigner du respect & de l'obéissance qu'il doit à S. M., ils ont persuadé au Roi de permettre, qu'on publiât, en son nom, diverses accusations scandaleuses contre le Parlement, pour le rendre odieux au Peuple, & pour détruire par ce moyen, tout ce qui a fait jusqu'ici son unique soutien.

C'est par cette raison, qu'ils ont entraîné le Roi dans le Nord, loin de son Parlement, afin que les faux bruits qu'ils feroient courir eussent le tems de se fortifier, & que le Parlement trouvât plus de difficulté à se justifier, après que ces fausses imputations auroient pris racine dans les esprits de S. M. & de ses Sujets. Pour pouvoir plus aisément exécuter ce dessein, ils ont fait porter une Presse à Yorck, d'où les Ecrits de cette nature sont répandus dans tout le Royaume, d'une manière contraire aux Loix, sans l'autorité du grand Sceau, & sans l'avis du Conseil Privé de S. M. Comme la plupart des Conseillers Privez se sont éloignés du Conseil, S. M. demeure exposée aux conseils infidèles de ceux à qui la justice & la sagesse du Parlement sont devenues formidables. Mais pour prévenir ce danger, ils se mettent à l'abri sous le nom du Roi. Ils lui inspirent leurs craintes autant qu'il leur est possible. Ils flétrissent la personne & la réputation de S. M. par leur infamie; mais le Parlement, selon son devoir, a toujours pris soin de mettre S. M. à couvert de tout reproche, en rejetant les mauvaises actions, & les mauvais conseils sur ceux qui en ont été les auteurs.

Parmi ces Ecrits, nous en avons examiné deux, sçavoir, une Déclaration que S. M. nous a envoyée, pour servir de Réponse à celle qui lui avoit été présentée de notre part le 9. de Mars 1642. & une Réponse à notre Requête du 20. du même mois, tous deux pleins de rudes censures & d'accusations frivoles. C'est sur ces deux Ecrits, que nous jugeons nécessaire de satisfaire le Royaume, puisqu'il nous est si difficile de satisfaire le Roi même. A notre grand regret, il est tellement prévenu, par les calomnies dont ses mauvais Conseillers lui ont rempli l'esprit, que nos humbles & fidelles remontrances, bien loin de l'avoir porté à employer des expressions plus douces & plus modérées, n'ont fait que l'irriter de plus en plus, & l'obliger à nous témoigner plus de chagrin. C'est pour faire voir cette vérité, & pour justifier notre conduite, que nous prions tous les fidèles Sujets de faire attention aux particularitez suivantes.

Nous ne croyons pas avoir donné lieu à S. M. de nous dire, que dans notre Déclaration qui lui fut présentée à Newmarket, il y avoit des expressions différentes

férentes de celles dont on a coûtume de se servir , en parlant aux Princes.

Nous n'avons pas dit au Roi , ni en propres termes , ni autrement ; que s'il refusoit de concourir avec nous à un Acte qu'il jugeoit préjudiciable à lui-même & au Royaume , nous serions sans lui une nouvelle Loi , & en imposerions l'observation au Peuple. Ce que nous désirions étoit , qu'à cause du danger éminent où le Royaume se trouvoit , la Milice fût mise entre les mains de certains Seigneurs en qui nous pussions nous confier , pour la sûreté du Roi & du Peuple. Nous lui disions , que la nécessité de pourvoir à cette sûreté étoit telle , que s'il refusoit d'y concourir , les deux Chambres du Parlement étant la suprême Cour & le Grand Conseil du Royaume , étoient en droit d'y pourvoir par leur autorité , & de prévenir un danger évident , non par une nouvelle Loi que nous eussions dessein de faire , mais par une très-ancienne Loi , fondamentale & essentielle à la constitution de l'Etat.

Quoique nous n'ayons jamais prétendu porter S. M. à nous faire des réponses capables de produire des contestations dont le meilleur effet étoit de faire perdre bien du tems , & d'interrompre les affaires , nous n'avons pourtant jamais eu la pensée de lui dire que nous faisons peu de cas de ses paroles , & encore moins quand elles étoient accompagnées de grace & de justice. S. M. auroit bien plus de raison de se plaindre de ses mauvais Conseillers qui l'ont si souvent privé de l'honneur , & son Peuple des fruits , des Discours gracieux qu'il nous a faits. Par exemple , à la fin du dernier Parlement , il assura , sur sa parole de Roi & de Gentilhomme , qu'il répareroit les Grievs aussi bien sans le Parlement , qu'avec le Parlement. Cette assurance fut suivie , dès le lendemain , d'un ordre de fouiller les Chambres , les Cabinets , & les poches mêmes de quelques-uns des Membres des deux Chambres , de l'emprisonnement de Messieurs Bellasis , Hotham & Crew , de la continuation du Ship-money , du Coat and conduct money , de divers emprisonnemens , de diverses autres oppressions & violations des Loix , & des Libertez du Peuple. Cela ne pouvoit être qu'un effet des mauvais conseils , comme nous l'avons déclaré dans notre Remontrance de l'état du Royaume. Etoient-ce-là des actes d'amour & de justice , conformes aux paroles du Roi ?

Le Discours que fit S. M. à l'ouverture de ce Parlement , n'étoit pas moins gracieux. Il dit alors , qu'il étoit entièrement résolu à se confier à l'affection de ses Sujets Anglois. Mais ses plaintes mal fondées contre le Parlement , ses reproches , son refus de concourir à l'Ordonnance sur la Milice , son absence du Parlement , de son grand Conseil , qui produira vraisemblablement une malheureuse division dans le Royaume , sont plus conformes aux mauvais conseils qu'il suit , qu'à ses propres paroles. C'est ce qui paroîtra clairement à toute personne , qui en jugera sans partialité.

Ces méchans Conseillers n'ont pas fait un meilleur usage de ses derniers Discours. Pouvoit-il se servir de paroles plus pleines d'amour & de justice , que celles dont il se servoit dans sa Réponse au Message des Communes du 31. de Decembre 1641 ? Nous nous engageons solennellement , sur notre parole de Roi , que nous prendrons autant de soin , que vous tous , & chacun de vous , soyez en sûreté , contre toute sorte de violence , que nous en prendrons de notre conservation , & de celle de nos Enfants. Mais peut-on trouver des actions plus pleines d'injustice & de violence , que l'accusation portée par le Procureur Général contre divers Membres du Parlement , & tout ce qui suivit , trois ou quatre jours après ce Message ? Qu'on lise la Déclaration faite sur ce sujet , & que par cet exemple ,
auquel

CHARLES
I.
1642.

auquel nous pourrions en ajouter beaucoup d'autres, on juge qui mérite mieux le blâme de faire peu de cas des paroles de S. M. ou ceux qui, autant qu'il est en leur pouvoir, les flétrissent par leurs mauvais conseils, ou le Parlement, qui en toutes occasions, a témoigné sa reconnaissance de toutes les gracieuses paroles du Roi, & des actions qui y ont été conformes.

Le Roi désavoué de connoître aucun des mauvais Conseillers dont nous avons parlé dans notre Déclaration, & nous croyons qu'il est de notre devoir d'assurer qu'il y en a de tels. Autrement nous serions obligés de dire, que le Roi a fait tout ce qui s'est fait de mal en son nom. En cela, nous ne suivrions ni la direction des Loix, ni l'affection de nos cœurs, qui nous fait chercher à justifier le Roi de toute imputation de mauvais gouvernement, & à en rejeter la faute sur ses Ministres. La fausse accusation des six Membres du Parlement, l'aveu de l'action du Procureur Général, l'entrée violente dans la Chambre des Communes, ce qu'aucun Roi d'Angleterre n'avoit jamais fait avant lui, le refus de consentir au Bill pour établir la Milice, les rudes Messages envoyez aux deux Chambres, contre la coutume des Rois précédens, la longue absence, & le grand éloignement de S. M., les durs & injustes reproches faits aux deux Chambres, la faveur & la protection que S. M. accorde à un Parti mal-intentionné contre le Parlement, sont sans doute des fruits des mauvais conseils, capables de mettre le Royaume en feu, d'empêcher qu'on ne secoure l'Irlande, & d'encourager les Rebelles de ce Pais-là. Certainement, les auteurs de ces maux ne peuvent être inconnus à S. M. Nous espérons, que les efforts que nous ferons pour la porter à les découvrir, & à les punir comme ils le méritent, ne feront pas tant de tort à l'honneur de S. M. dans l'opinion de ses Sujets, que les efforts qu'il fait pour les tenir cachés.

S. M. dit, qu'elle souhaiteroit que les actions qu'il veut bien avouer & soutenir comme étant immédiatement émanées de lui, ne fussent pas si rudement censurées sous le nom de ses mauvais Conseillers. Nous souhaiterions aussi passionnément, de n'avoir pas lieu de nous servir si souvent d'un pareil style. Mais aussi souvent que ces mauvais Conseillers chargeront le Roi de leur propre infamie, en le faisant l'auteur de ces mauvaises actions, nous, ses très-humbles Sujets, ne pourrons point nous servir d'un autre style, selon cette maxime de la Loi, Que le Roi ne peut faire dutort à personne; mais que, s'il se commet quelque mal dans les affaires d'Etat, c'est le Conseil qui en est coupable: si c'est par rapport à la Justice, c'est aux Juges à en répondre.

Nous n'avons accusé le Roi de rien qui puisse l'avoir engagé à faire son Apologie par rapport à son zèle pour la Religion Protestante. D'un autre côté, le Roi ne dit rien pour justifier ceux qui ont le plus de crédit auprès de lui, & qui, pendant plusieurs années, ont poussé le dessein de renverser la Religion, & nous souhaitons que Dieu leur fasse miséricorde, plutôt que de les voir exposés à ses Jugemens. Mais qu'il y ait eu un tel complot, il y en a tant de preuves évidentes, que nous sommes persuadés, qu'il n'y a dans le Royaume, ni Protestans ni Papistes tant soit peu instruits de ce qui s'est passé dans les années précédentes, qui n'ayent attendu l'issue d'un tel dessein ou dans la crainte, ou dans l'espérance.

Nous n'avons rien fait contre l'Acte d'Oubli, en faisant mention de la Guerre contre l'Ecosse, comme d'une branche du dessein d'altérer la Religion, par le moyen de ces méchans conseils dont il a plu à Dieu de nous délivrer, & que nous ne devons jamais oublier.

Que

Que la rébellion d'Irlande ait été conçue & fomentée en Angleterre par les Papistes, & par le Parti mal intentionné, c'est une chose, non seulement attestée par les Rébelles mêmes, mais qui peut être confirmée par beaucoup d'autres preuves. On voit dans tous les mêmes principes de Religion, & les mêmes fins politiques. Leurs malheureuses pratiques ont été déguisées sous le masque d'un zèle ardent pour soutenir le Roi contre les prétendues oppressions du Parlement. On peut voir aisément, combien ces prétextes pleins de trahison ont été appuyez par quelques méchans Conseillers qui se trouvent auprès de S. M., par cette considération. C'est que la Proclamation pour déclarer les Irlandois Traîtres & Rébelles, fut différée jusqu'au 1. de Janvier, quoique la rébellion eût éclaté dans le mois d'Octobre. Encore n'en fit-on imprimer que quarante Exemplaires, par un Ordre exprès du Roi, qui ordonnoit qu'aucun n'en fût publié avant qu'il eût fait connoître sa volonté. C'est ce qui paroît par l'Ordre même dont la Copie est ci-jointe. Ainsi la Proclamation ne pouvoit venir à la connoissance que d'un petit nombre de gens. Ce qui rend encore cette conduite plus remarquable, c'est l'opposition de celle qui fut tenue à l'égard des Ecoissois, qui furent déclarez Traîtres très-promptement, en des termes extrêmement durs, & on dispersa la Proclamation dans tout le Royaume, avec toute la diligence possible. Il fut ordonné de la lire dans toutes les Eglises, & d'y ajouter des Prières publiques pour la prospérité des armes du Roi, & des imprécations contre les Ecoissois.

Voici une autre preuve, que quelque Personne puissante auprès du Roi appuie & favorise les Rébelles. C'est qu'on a publié, au nom du Roi, une Plainte contre les deux Chambres, dans laquelle on lui fait tenir le même langage que tiennent les Rébelles d'Irlande, afin de faire accroire au Public, que son affection n'est pas moins aliénée de son Parlement, que sa Personne en est éloignée. Tout cela retarde beaucoup les secours destinez pour l'Irlande, & encourage plus les Rébelles, que les soupçons que leur Déclaration, les injonctions de Rozetti, ou les informations de Whitecombe peuvent faire naître dans les esprits des Sujets. Ainsi, vû l'état où se trouvent les deux Royaumes, la présence de S. M. en Angleterre est plus nécessaire pour délivrer ses bons Sujets Irlandois, qu'elle ne peut l'être en Irlande.

Nous prions tous ceux qui liront notre Déclaration d'examiner, si S. M. a lieu de se plaindre, que nous lui avons reproché qu'il avoit voulu user de force & de violence contre son Parlement. Car il n'y a dans cette Déclaration aucun mot qui tende à ce prétendu reproche. Certainement, nous avons eu sur cet Article plus d'égard à l'honneur du Roi, que celui, qui que ce puisse être, qui a composé la Déclaration de S. M., dans laquelle on lui fait prendre Dieu à témoin, qu'il n'a jamais rien sçu du dessein de faire marcher l'armée à Londres, & qu'il n'en a jamais eu la pensée. Cela ne pourra paroître que bien étrange à ceux qui liront la déposition de Monsieur Goring, l'information donnée par Monsieur Percy, les Réponses de Messieurs Wilmot Pollard & autres, lors qu'ils ont été interrogés, celles du Capitaine Legg, du Chevalier Jacob Ashley, & l'approbation de S. M. marquée par ses Lettres C. R. que S. M. avoué presentement être de sa propre main. Cette Requête scandaleuse contre le Parlement auroit pu être d'une très-dangereuse conséquence pour tout le Royaume, si l'armée avoit voulu se mêler des affaires qu'il y avoit entre le Roi & le Parlement, comme on le lui demandoit.

CHARLES
I.
1642.

Nous ne disons point que l'Ordre pour faire passer la Mer à Monsieur Jermyn, fut accordé après que les deux Chambres eurent prié le Roi d'empêcher que ses Domestiques ne s'éloignassent. Nous disons seulement, que ce fut en vertu de cet Ordre, que Jermyn passa la Mer, après la prière adressée au Roi par les deux Chambres, & que S. M. leur avoit accordée. Nous sçavons que l'Ordre est daté du jour précédent. Mais il ne peut que paroître étrange à ceux qui sçavent, quel credit Monsieur Jermyn avoit à la Cour, qu'il se soit mis en chemin avec tant de précipitation, & dans un équipage si peu propre pour un voyage, que le sont un habit de soye & des boîtes blanches, si le jour précédent il avoit résolu de partir.

L'accusation du Lord Kimbolton & des cinq Membres des Communes est appelée, dans notre Déclaration, une violation de nos Privilèges, & c'en est une en effet très-considérable, & au-dessus de toute la satisfaction que nous en avons eue jusqu'ici. Comment peut-on dire, que le Roi nous en ait fait une ample satisfaction, pendant qu'il travaille à empêcher que le Procureur Général ne soit puni, quoi qu'il en ait été l'Acteur visible, pendant que S. M. le justifie, & déclare dans sa Lettre au Garde du Grand Sceau, qu'il étoit du devoir du Procureur Général d'accuser les Membres, & qu'il l'auroit puni, s'il ne l'avoit pas fait : pendant que les Membres accusez sont privés des moyens de justifier leur innocence, & que les Auteurs de l'accusation demeurent encore cachez, quoique les deux Chambres aient souvent supplié le Roi de les découvrir, quoi qu'il y soit obligé, non seulement par les règles de la Justice commune, mais encore par un Acte de Parlement : pendant que S. M. refuse de passer un Acte pour les déclarer innocens, disant, que le Narratif de ce Bill est contre son honneur. Il semble par-là, que S. M. veut encore soutenir la matière de cette fausse & scandaleuse accusation, quoi qu'il se desiste de la poursuite, offrant néanmoins de passer un Bill pour leur décharge, pourvu qu'ils se desistent de la prétention que leur innocence soit reconnue, ce qui blesseroit plus leur honneur, qu'il ne les mettroit à couvert de la Justice.

Nous ne sçavons point d'avoir violé aucune des Prérogatives de S. M. pour soutenir nos Privilèges comme le Roi le dit dans sa Déclaration. Mais nous ne regardons point l'accusation des Membres du Parlement, sous la simple idée de violation des Privilèges : car les Privilèges peuvent être violez, soit que l'accusation soit vraie, ou qu'elle soit fausse ; mais sous l'idée d'un crime très-odieux dans le Procureur Général, & dans tous ceux qui y ont eu part. C'est un crime contraire à la Loi naturelle, & aux Règles de la Justice, que des Innocens soient accusez d'un crime tel que celui de trahison, devant la plus haute Jurisdiction du Royaume ; que leurs vies, leurs biens, leur postérité, leur honneur, soient mis en danger, sans témoins, sans preuves, & sans qu'il leur soit possible d'en obtenir la réparation selon les Loix. C'est dans le Procureur Général, un crime que le Roi ne peut non plus autoriser, que tout autre acte d'injustice. Il est très-certain, que les choses mauvaises de leur nature, comme un faux témoignage, une fausse accusation, ne peuvent être commandées par quelque autorité que ce soit. C'est pourquoi, le Procureur Général devoit s'excuser d'exécuter un pareil commandement, à moins qu'il ne fût muni de preuves & de témoignages qui pussent justifier son action envers les Parties. Encore étoit-il sujet à en faire satisfaction, si son accusation, étoit trouvée sans fondement. C'est une chose connue de tout le monde, & qui a été décidée en Parlement. Si cela n'est pas, le Parlement ne pourra plus à l'avenir être en sûreté, & tous ses Membres pourront être ruinez l'un après l'autre, selon le

bon plaisir du Roi. Les principes mêmes du Gouvernement & de la Justice seront en danger d'être dissous.

CHARLES
I.
1642.

Nous ne concevons point que le nombre puisse rendre une Assemblée illégitime, mais seulement la fin qu'elle se propose, & la manière de se conduire. Il y a plusieurs occasions qui peuvent attirer les Habitans de Londres à Westminster, y ayant diverses Requête, & plusieurs affaires publiques & particulières qui sont pendantes au Parlement, & nous ne savons point par quelle raison ce doit être une plus grande faute dans les Citoyens de Londres, que dans l'affluence du Peuple qui se trouve chaque jour des Termes, aux Cours de Justice. On ne peut disconvenir que ces Bourgeois n'ayent été insultez & attaquez à Westminster, par le Colonel Lunsford, le Capitaine Hyde, & d'autres, & par des Domestiques de l'Archevêque d'York. Qu'ensuite, ils furent plus cruellement traitez par les Officiers & Soldats qui étoient proche de Whitehall, qu'ils furent blessez & déchiquetez à coups d'épée, quoi qu'ils n'y eussent point donné lieu, la plupart d'entr'eux étant sans armes. C'est ce qui est prouvé par plusieurs témoins. Mais on n'a jusqu'ici donné aucune preuve à aucune des deux Chambres, que ces gens-là se soient comportez d'une manière séditieuse, ni qu'ils aient rien fait qui ait pu donner lieu à S. M. de supposer que sa Personne, que la Reine, ou leurs Enfans étoient dans un danger apparent. S'il y en avoit eu, les deux Chambres auroient agi avec la même vigueur & la même promptitude qu'elles l'avoient fait il n'y avoit pas long-tems, dans une autre occasion. Mais dans ce même tems, les Officiers & Soldats, qui avoient commis les violences dont nous venons de parler, étoient carressez & entretenus dans le Palais du Roi. Peu de tems après, lorsque la Ville de Londres présenta une Requête au Roi, pour demander que les auteurs de ces excès fussent punis, S. M., sans entendre les preuves des plaignans, répondit, qu'il étoit bien assuré que, si quelques-uns des Bourgeois de Londres avoient été maltraitez & blessez, ils s'étoient attiré ce malheur par leur mauvaise conduite.

Nous espérons, qu'on ne regardera pas comme une chose contraire à la sagesse du Parlement, qu'après plusieurs avis reçus de Rome, de Venise, de Paris, & d'autres endroits, après les sollicitations du Nonce du Pape auprès des Princes étrangers, après les efforts continuels de nos mécontents fugitifs, nous concevions des soupçons qui nous obligent à redoubler nos soins pour la conservation de l'Etat. Mais nous avons pris soin d'employer des expressions si aisées & si proportionnées à la portée du Peuple, qu'on ne pût y rien trouver qui réfléchisse sur la Personne de S. M. C'est de quoi, nous nous rapportons au Jugement de toute Personne impartiale qui voudra examiner les termes de notre Déclaration.

Nous soutenons, que le fondement de nos craintes est d'une telle conséquence, que nous ne pouvons nous acquitter de notre devoir, à moins que nous n'employions le pouvoir que les Loix nous donnent, dans les cas de cette nature, pour défendre le Royaume. Et comme S. M. déclare, qu'elle veut faire des Loix, la mesme de son pouvoir, nous déclarons, que nous ferons aussi de ces mêmes Loix la règle de notre obéissance.

CHARLES
I.
1642.

OMISSIONS PRUDENTES dans la Réponse du Roi.

L'Article suivant de notre Déclaration a été adroitement passé sous silence par celui qui a dressé la Réponse du Roi. C'est un Article qui fait le fondement de toutes nos miseres, & des troubles où S. M. se trouve engagée. C'est qu'il prête l'oreille à des accusations générales contre le Parlement, sans qu'on spécifie aucun Article particulier auquel les deux Chambres puissent répondre : qu'il a conçu du chagrin contre quelques Particuliers, sur de fausses informations.

Quoi qu'on ait clairement prouvé que ces informations étoient fausses, il n'a pourtant jamais voulu permettre qu'on en fit rendre compte aux auteurs. Par-là les plus honnêtes gens sont dans l'impossibilité de se justifier, & des personnes indignes sont encouragées à importuner Sa Majesté par des rapports sans fondement. Nous avons rapporté sur ce sujet trois Articles particuliers dans notre Déclaration : lesquels celui qui a composé la Réponse a eu de bonnes raisons d'omettre, sçavoir, les prétendus Discours tenus à Kensington, les prétendus Articles d'accusation contre la Reine, l'accusation de six Membres du Parlement. On ne peut ni nier aucun de ces trois Articles, ni dire rien qui puisse justifier S. M.

Quant au désir que S. M. témoigne de se joindre avec son Parlement, & avec ses fidèles Sujets, pour la défense de la Religion, & pour le bien public du Royaume, nous ne doutons nullement qu'il ne l'exécute effectivement, quand il aura éloigné ses méchans Conseillers de sa Personne. Mais jusqu'alors nous pouvons dire des Loix, ce que nous avons déjà dit des paroles. C'est qu'elles ne sont pas capables de nous mettre en sûreté. Témoin la Requête de droit, qui fut suivie d'une telle inondation de taxes & d'impositions contraires aux Loix, que nous avons eu raison de regarder la Charge de six cens vingt-deux mille livres sterling, comme légère, pour nous délivrer de ce fardeau. Si le Roi continue à garder & à favoriser ces pernicioeux Conseillers, ce n'est pas sans raison que nous craignons, que, par quelque nouvel artifice, ils rendront l'Acte pour les Parlemens triennaux, & les autres excellens Actes mentionnez dans la Déclaration de S. M., moins forts encore que des paroles.

L'Acte pour la continuation de ce Parlement étoit si absolument nécessaire, que, sans cela, nous n'aurions jamais pû lever les sommes que nous avons levées pour le service public, & sans ce secours, le Royaume étoit perdu. La faveur que S. M. nous a faite en passant cet Acte, & l'avantage que nous en retirons de ne pouvoir être dissous sans notre consentement, ne nous portera jamais à faire quoi que ce soit, qu'il ne fût pas à propos de faire, quand même il n'y auroit pas un pareil Acte. Nous pouvons montrer clairement, qu'encore que S. M. ait passé plusieurs Bills avantageux aux Sujets, il n'y en a pas un seul qui prive S. M. d'aucune juste, nécessaire, ou profitable Prérogative de la Couronne.

Nous souhaitons que S. M. retourne à Londres, parce que nous concevons, que de son retour dépend le salut de ses deux Royaumes. C'est pourquoi nous protestons, que comme par le passé, ni le gouvernement de la ville de Londres, ni aucune Loi du País n'ont perdu leur force, nous serons prêts à l'avenir, afin de procurer

au Roi une entière sûreté, à dire ou à faire tout ce qui, conformément au devoir & à l'honneur du Parlement, sera capable d'établir une confiance mutuelle entre le Roi & nous, comme nous le désirons, & comme les affaires du Royaume le requièrent.

CHARLES
I.
1642.

Jusqu'ici, nous avons répondu à la Déclaration de S. M. Nous viendrons présentement à cet autre Ecrit intitulé : Réponse de S. M. à la Requête des deux Chambres présentée à Yorck le 26. de Mars 1642.

Dès le commencement de cette Réponse, S. M. souhaite, que les Droits du Roi & du Parlement soient tellement réglez & arrêtez, que leur correspondance mutuelle puisse être continuée comme elle l'a été autrefois. Nous ne savons pas que nous ayons introduit rien de nouveau qui puisse y mettre quelque obstacle. Nous n'avons pas affirmé que nos Privilèges fussent violez toutes les fois que S. M. nous refusoit quelque chose, ou nous alléguoit des raisons de son refus, ou que ceux qui lui conseil-loient de refuser fussent ennemis du Royaume, ou fauteurs de la rebellion d'Irlande. Mais on a fait une assertion générale, d'une Proposition, qui, selon nos paroles, ne s'appliquoit qu'à un cas particulier. C'est pourquoi nous maintenons la justice de nos Votes, que ceux qui ont conseillé à S. M. de contredire ce que les deux Cham-bres ont déclaré être conforme aux Loix, dans l'affaire particulière de la Milice, & de défendre aux Sujets d'y obéir, ont conseillé une violation des Privilèges, & que ceux qui lui ont conseillé de s'éloigner de son Parlement, sont ennemis de la Paix publique, & justement soupçonnez de favoriser la rebellion d'Irlande. La raison en est évidente. C'est que, dans le premier de ces Articles, on déroge autant qu'il est possible à l'autorité & à la confiance du Parlement, & que dans l'autre, on augmente l'insolence & l'espérance des Rebelles. Nous regardons donc comme une fausse imputation contre le Parlement, qu'en cela, nous nous soyons opposés à la liberté qu'a le Roi de ses propres sentimens, & moins encore, que nous lui ayons ôté cette liberté, qui néanmoins ne l'autorise point à refuser tout ce qu'il lui plaît, quelque nécessaire qu'il soit pour la conservation du Royaume, ni de permettre à ses mauvais Conseillers, de lui donner des avis qui tendent à sa destruction & à la ruine de son Peuple (2).

REMARQUE (2). Je ne croi pas qu'il ait jamais été décidé à quels Actes le Roi peut refuser, ou ne pas refuser son consentement. Ainsi c'est une source inépuisable de disputes, lorsque le Roi & le Parlement ne s'accordent pas.

Par le Message du 20. Janvier, le Roi propose aux deux Chambres, d'examiner tout ce qu'elles jugent nécessaire, tant pour maintenir sa juste autorité, & pour établir ses revenus, que pour régler, pour le présent & pour l'avenir, ce qui regarde les Privilèges, la libre & paisible jouissance de nos biens & de nos libertez, la sûreté de la Religion Protestante dans l'Eglise Anglicane, & l'établissement des Cérémonies, d'une telle manière, qu'elles ne puissent offenser personne, & digérer tout cela en un seul Corps.

Pour le premier point qui regarde le maintien de l'autorité Royale, nous disons, qu'il n'a été rien fait à son préjudice, & que par conséquent, il n'est point nécessaire d'y chercher quelque nouveau remède.

Quant au second qui regarde les revenus du Roi, le Parlement n'a rien fait qui les ait diminuez, ou mis en désordre. Mais il est certain, que les Ministres inférieurs que le Roi a employez pour les ménager, en ont fait un terrible dégât, & les ont mis dans une horrible confusion. Par-là, le Roi se trouvoit hors d'état de fournir

CHARLES
I.
1642.

à ses dépenses ordinaires, & le Royaume se seroit trouvé dans un grand danger, si le Parlement n'avoit pas pourvû à l'entretien de la maison du Roi, & de quelques-unes des Places fortes, plus qu'il n'y étoit obligé. Nous sommes encore dans la disposition d'établir au Roi un revenu qui lui donne le moyen de vivre royalement, avec abondance & avec sûreté. Mais la prudence, & ce que nous devons au Royaume, ne nous permet pas de le faire, avant que S. M. ait choisi des Conseillers & des Officiers qui puissent ménager ce revenu, & en disposer à l'avantage du Public, & qui ne le fassent pas servir à la ruine du Peuple, comme on l'a fait ci-devant. C'est un Ouvrage d'une si grande importance, si plein de difficultez, & qui demande une si longue délibération, qu'avant qu'il fût fait, le Royaume pourroit être entièrement perdu. C'est pourquoi, nous avons jugé à propos de demander très-humblement à S. M., qu'il lui plût d'établir la Milice d'une telle manière, que le Royaume étant en sûreté, nous puissions, avec plus de facilité, nous appliquer à la considération de son Message. Mais nous avons été arrêtez par son refus de consentir à notre Ordonnance. Car ce seroit en vain que nous travaillerions à d'autres choses, pendant que nous sommes exposez sans défense à la malice de tant d'ennemis étrangers & domestiques. Nous n'avons pourtant pas négligé ce que S. M. nous a proposé. Nous sommes déjà convenus des impositions sur les marchandises, & ces impositions sont plus grandes, qu'on n'en ait jamais accordé aux Prédécesseurs de S. M. Ce qui est un moyen très-considérable pour soutenir les Charges publiques. Nous avons aussi écouté des Propositions, & préparé des Bills, pour la conservation de notre Religion & de nos Libertez. Nous avons intention de les présenter bien-tôt à S. M., & de faire tout ce qui dépendra de nous pour réparer cette malheureuse brèche, qui s'est faite entre le Roi & son Parlement.

Les objections contre l'Ordonnance sur la Milice, sont premièrement, que le Roi n'a jamais refusé la chose même, ayant au contraire, agréé les personnes nommées excepté ce qui regarde les Communautez : mais qu'il a seulement rejeté la manière. A cela, nous répondons, que par cette exception, on rend l'Ordonnance inutile, puisque Londres, & toutes les autres Citez font une grande partie du Royaume. Quant à la manière, la voye d'Ordonnance est ancienne, elle est plus prompte, & peut être aisément changée, & à tous ces égards, elle est plus convenable qu'un Bill que S. M. dit être le seul & ancien moyen pour imposer quelque chose aux Sujets. Il semble pourtant, que ni les Prédécesseurs de S. M. ni nos Ancêtres n'ont pas été de son opinion. Nous trouvons dans un Regître, que du tems d'Edoüard III. le Roi fit dire au Parlement par le Chancelier, qu'il desiroit de connoître les Griefs de ses Sujets, & de les réparer : que le dernier jour de ce Parlement, le Roi demanda, si le Parlement souhaitoit d'avoir les choses dont on étoit convenu par voye d'Ordonnance, ou par voye de Statut. Le Parlement préféra l'Ordonnance, parce qu'elle pouvoit être changée ou alterée, & la chose se fit ainsi.

On objecte encore, qu'il y a dans la Préface de l'Ordonnance, des choses à quoi S. M. ne peut consentir, parce qu'elles sont contre son honneur & contre son innocence, & qu'il est exclus de tout pouvoir dans la disposition de la Milice. Cette objection semble d'abord considérable. Mais il paroîtra qu'elle ne l'est pas, si l'on considère, qu'il n'y a rien dans la Préface, qui tourne au désavantage de S. M., ni rien dans le Corps de l'Ordonnance, qui exclue l'autorité Royale de la disposition de la Milice. Il y a seulement cette condition, que la volonté du Roi sera notifiée par les deux Chambres du Parlement, comme étant le canal le plus propre par lequel

quel elle doit passer, & le plus assuré pour les fins à quoi elle est destinée. Que tous les Sujets jugent, si nous n'avons pas raison de demander, & d'insister, que les forces du Royaume soient employées par l'avis & par la direction du grand Conseil du Pais, auquel le Roi & le Royaume se consent également, plutôt que de mettre la sûreté du Roi, du Royaume, & du Parlement, à la dévotion d'un petit nombre de Conseillers inconnus auxquels le Roi ne confie publiquement aucune affaire, & auxquels le Royaume ne peut point se confier.

Nous souhaiterions que le danger ne fût pas pressant, & qu'il fût déjà passé. Mais nous ne pouvons concevoir, que le tems qui s'est écoulé dans ces contestations soit une preuve suffisante que la nécessité n'étoit pas assez pressante, pour qu'on n'eût pas eu le tems de préparer un Bill. Car lorsque plusieurs causes concourent ensemble à mettre un Etat en danger, l'interruption d'une de ces causes peut fort bien empêcher que tout le dessein ne soit pas exécuté, quoiqu'on le garde toujours sur pied pour une meilleure occasion. Qui sçait, si les mauvais succès des Rebelles en Irlande, n'ont pas empêché les Papistes de se soulever en Angleterre ? Si la conservation des six Membres faussement accusés, n'a pas prévenu le complot de casser & de détruire le Parlement, de quoi, on nous a donné des avis de France, peu de tems avant cette accusation ? Cependant, S. M. ayant témoigné qu'il souhaitoit, que la chose se fit par un Bill, plutôt que par une Ordonnance, & nous en ayant envoyé un tout dressé, nous l'avons reçu agréablement. Mais, contre la coutume, & contre notre attente, fondée sur l'invitation de S. M. à nous servir de cette voye, & malgré les raisons alléguées dans notre Déclaration du 5. de Mai, touchant la Milice, au lieu du consentement Royal, nous n'avons eu qu'un refus absolu.

Si la matiere de nos Votes du 15. & du 16. de Mars, est conforme aux Loix, nous espérons que S. M. avouera, que les Sujets sont tenus d'y obéir, puisqu'il a protesté, qu'il vouloit faire des Loix la règle de son Pouvoir. Si on nie, que ce que les Seigneurs & les Communes assurent être Loi, le soit en effet, qui en sera le Juge ? Ce ne sera pas le Roi : car il ne décide pas les matieres des Loix autrement que par le canal de ses Cours, & ses Cours, quoi qu'agissant par son autorité, n'attendent pas son consentement pour donner leur décision, dans les matieres qui regardent la Justice. Ce ne sera pas aucune des Cours, qui étant Inférieures, ne peuvent pas juger entre le Parlement & le Roi, car il n'y a point d'appel aux Cours de Justice, des Jugemens du Parlement. Le Jugement du Parlement, qui est l'œil de la Loi, est le Jugement du Roi dans sa Cour suprême, quoique le Roi n'y soit pas lui-même présent, & qu'il n'y donne pas son consentement (3).

REMARQUE (3). J'ai remarqué en un autre endroit, le défaut de ce raisonnement qui n'est qu'un pur Sophisme appuyé sur le terme équivoqué de Parlement. Car sous prétexte, qu'en un certain sens, on appelle les deux Chambres seules le Parlement, elles s'attribuent ici les droits qui appartiennent uniquement au Parlement composé du Roi & des deux Chambres.

Il paroît par nos Votes mêmes dont le Roi se plaint, qu'on nous impute à faux de vouloir introduire une nouvelle Loi, ou d'avoir dessein d'exercer un pouvoir arbitraire, puisqu'au contraire, c'est un moyen pour le prévenir (4).

REMARQUE (4). Ce sont les Votes du 15. & du 16. de Mars. Les deux Chambres les repetent ici tous entiers, mais j'ai cru pouvoir omettre cette repetition qui n'est pas absolument nécessaire.

Car cette Loi est aussi ancienne que le Royaume, Que le Royaume ne doit pas être

CHARLES
I.
1642.

être destitué de moyens pour sa propre conservation, & qu'afin que cela puisse se faire sans confusion, la Nation a confié à certaines personnes le pouvoir de la conserver d'une manière régulière pour le bien de tout le Royaume, & ce pouvoir, par la constitution de l'Etat, réside dans le Roi, & dans le Parlement joints ensemble. Cependant, comme le Roi n'est qu'une seule personne sujette à divers accidens qui peuvent l'empêcher d'agir selon la confiance qu'on a en partie, mise en lui, dans les cas d'une semblable nécessité, afin que l'Etat ne soit point contraint de retourner à ses premiers principes, & que chacun ne soit pas abandonné à sa propre conduite; pour faire ce qui lui semble bon, sans aucun guide ni règle, la sagesse de la Nation a confié aux deux Chambres du Parlement, le pouvoir de suppléer à ce qui peut manquer de la part du Prince. C'est ce qui paroît évidemment, par la coutume constante, dans les cas de Minorité, des défauts naturels, ou de la captivité du Roi. Par la même raison, le Parlement a droit d'exercer le même pouvoir, lorsque le Roi ne peut pas remplir la confiance qu'on a mise en lui, ou qu'il ne la remplit pas effectivement, & que par-là, le Royaume se trouve dans un danger éminent. Or les deux Chambres ayant déclaré que le danger est effectif & réel, il n'est pas nécessaire que cette déclaration soit confirmée par qui que ce soit, ou par les Cours de Justice, qui n'ont pas le pouvoir d'annuller ce Jugement (5).

REMARQUE (5). Tous les raisonnemens des deux Chambres sont fondés sur la supposition d'un danger éminent. Quand il s'agit de donner des preuves de la réalité de ce danger, elles se bornent à des soupçons dont elles expliquent les causes. Ensuite, elles prétendent que le danger est réel, parce qu'elles l'ont déclaré tel, & qu'elles n'ont point de supérieur qui ait droit de contredire leur Jugement. Mais cette déclaration ne rend pas le danger réel, s'il ne l'est pas effectivement. Il est donc aisé de sentir, par le détour qu'elles prennent, que cet Article le embarrassé.

Nous sçavons que le Roi ne manque pas de moyens dans ses Cours de Justice, pour punir les auteurs des Libelles & des Sermons, qui peuvent être préjudiciables à ses droits, à son honneur, & à son autorité. Si ces choses ont été violées, c'est son Conseil, ce sont ses Officiers qui en doivent être blâmés & non pas le Parlement. Nous n'avons jamais empêché que des plaintes de cette nature ne fussent portées aux Cours de Justice, & nous n'en avons même rejeté aucune. La Protestation protestée fut remise par la Chambre des Communes, à un Committé, & l'Auteur n'ayant pu être connu, l'Imprimeur fut mis en prison, & l'avis du Committé fut, que cet Ecrit devoit être brûlé publiquement; mais le Chevalier Edoüard Deering, qui en devoit faire le rapport à la Chambre, le négligea. On ne s'est jamais plaint de la Protestation des Apprentifs. Mais l'Ecrit séditieux, A vos tentes ô Israël, fut mis sur le tapis, & la poursuite n'en fut pas interrompue par la faute d'aucune des deux Chambres. Au contraire, leur zèle & leur promptitude à rendre justice au Roi, parurent en ce qu'elles établirent un Committé commun, pour recevoir les informations qui leur seroient présentées de la part de S. M., concernant toutes paroles séditieuses, pratiques, tumultes, Libelles, Sermons, tendans à la diminution des droits & de la Prérogative du Roi. Ce Committé enjoignit aux Avocats du Roi de faire des informations sur ce sujet, & de les lui présenter. Il s'assembla diverses fois, & enfin, les Avocats du Roi lui répondirent, qu'ils n'avoient aucune connoissance de ces choses.

Si celui que S. M. a employé pour mettre sa Réponse par écrit, avoit été bien instruit

instruit des Loix & du Gouvernement de ce Royaume, il n'auroit pas cru qu'il fût au pouvoir du Roi de refuser une Garde au Parlement lorsqu'il en a besoin, puisqu'il n'y a point de Cour ordinaire qui n'en ait une. Si S. M. avoit été bien informée des Loix, il n'auroit pas refusé la Garde que le Parlement demandoit, puisque chaque Cour Inférieure a le pouvoir d'ordonner une Garde pour elle-même. Il n'auroit pas voulu imposer aux deux Chambres une Garde sous un commandement auquel elles ne pouvoient se confier, ce qui est contre les Privilèges du Parlement, & dont elles avoient déjà éprouvé les dangereux inconveniens. C'est pour cela qu'elles souhaiterent qu'une telle Garde fût congédiée : mais elles n'en purent jamais obtenir une sous un Commandant qui leur fût agréable. Mais de vouloir leur donner une Garde contraire à celle qu'elles demandoient c'étoit en effet étouffer une Garde contre elles.

Tout cela considéré, nous jugeons que les personnes impartiales ne trouveront pas étrange qu'un nombre extraordinaire de gens se soient rendus à Westminster, de leur propre mouvement, soit pour s'assurer par leurs propres yeux, que le Parlement qu'ils sont obligés de défendre, étoit en sûreté, soit pour l'assister en cas de besoin. Par conséquent, le concours d'un Peuple qui se comportoit modestement & paisiblement, ne peut pas passer, dans l'esprit de S. M. pour une Assemblée tumultuaire & séditieuse.

Quant à la question que S. M. nous a faite, s'il avoit violé nos Loix, dans laquelle il n'a limité aucun tems, quoique nous n'ayons pas eu la pensée de lui faire aucun reproche, nous n'avons pu néanmoins, nous empêcher de dire, qu'il n'en avoit pas toujours été de même, de peur qu'il ne semblât que nous abandonnons le sujet de nos plaintes, que S. M. paroît désapprouver. Car quoi qu'il reconnoisse les maux que le pouvoir arbitraire a produits, nous voyons pourtant avancer & favoriser à la Cour, les amis & les Parens de ceux qui ont été les principaux auteurs & acteurs de ce pouvoir, & qui ont faussement suggéré à S. M. des dangers éminens, & des nécessitez indispensables, pour le lui rendre plausible. D'un autre côté, ceux qui s'y sont opposés, sont sans faveur & sans crédit. Tant que les choses demeureront sur ce pied-là, nous avons bien raison de croire que le mal n'est pas entièrement guéri, & par conséquent, nous n'avons pas sujet de l'oublier. Tant que nous verrons ces dangereux principes appuyés & favorisés dans les nouveaux Conseillers amis & parens des premiers, & faisant des efforts pour décrier le Parlement, nous ne nous croirons pas en sûreté contre le même danger, & peut-être, contre un plus grand.

Ici, celui qui a écrit la Réponse du Roi, donne un avis au Parlement, & nous avertit de prendre garde de ne pas tomber dans la même erreur, par des suggestions de la même nature. Mais il auroit pu s'épargner cette peine, jusqu'à ce qu'il eût fait voir en quoi nous avons exercé un pouvoir arbitraire, autre que celui qui est réglé par les Loix, ou jusqu'à ce qu'il eût trouvé un Juge plus grand & plus authentique que pour juger des Loix, que la Haute Cour du Parlement.

On fait dire à S. M. qu'elle est résolue à suivre la règle des Loix, & autant qu'il lui sera possible, à exiger la même chose de ses Sujets. Nous ne pouvons que reconnoître, qu'une telle résolution est en effet capable de lui procurer beaucoup de bonheur, aussi-bien qu'à ses Roanmes. Cependant, nous ne pouvons nous empêcher de dire, que nous n'en avons pas recueilli le fruit, dans l'accusation du Lord Kimbolton & des autres Membres du Parlement, de laquelle, quoique contraire à la Loi,

CHARLES
I.
1642.

commune & aux Statuts, nous n'avons pas encore reçu satisfaction. Nous avons fait mention de cette affaire dans notre Déclaration, comme d'une étrange violation de nos Loix, inouïe jusqu'alors. Mais l'Auteur de la Réponse du Roi, a jugé à propos de la passer sous silence, dans la pensée que plusieurs personnes liroient la Réponse du Roi, qui a été répandue par tout avec tant de soin, sans lire notre Déclaration.

Après avoir témoigné notre reconnaissance envers le Roi, pour les Actes avantageux qu'il a passés, nous avons dit, que la vérité & la nécessité nous forçoient à ajouter, que dans le tems même que ces Actes étoient passés, il y avoit toujours sur pied quelque complot, qui, s'il avoit réussi, nous auroit non seulement privés du fruit de ces Actes, mais nous auroit encore mis dans un état de trouble & de confusion, pire que celui où nous étions avant ce Parlement. On nous dit présentement, que le Roi ne peut que ressentir vivement les reproches qu'on lui fait, en récompense de ces Actes; quoique nous ayons été si soigneux de son honneur, que nous ne l'avons pas même nommé. Mais ces Conseillers se soucient si peu de l'honneur & de la réputation de leur Maître, qu'ils rejettent sur lui leur crime & leur infamie.

On prend Dieu à témoin de la sincérité des intentions de S. M. en passant ces Bills. Mais c'est ce que nous n'avons pas mis en doute, & nous n'avons jamais donné lieu à une asseveration si solennelle. On défie encore le Démon de prouver que S. M. ait eu connoissance d'un tel dessein. On auroit pu s'épargner cette peine, puisque nous n'avons rien dit du Roi. Mais puisqu'on nous accuse de l'avoir affirmé, & de l'avoir faussement imputé au Roi, nous jugeons qu'il est nécessaire pour notre justification, de publier un recit, des dépositions qui ont été reçues sous serment, concernant ce dessein, & nous en tirerons quelque particularitez par lesquelles on pourra juger, si nous avons pu avoir plus d'égards que nous en avons eu pour Sa Majesté.

Mr Goring a confessé, que le Roi lui demanda le premier, s'il étoit engagé dans quelque cabale touchant l'armée, & lui commanda de se joindre à Messieurs Percy, Jermyn, & quelques autres qu'il trouveroit assemblez dans la Chambre de Percy. Ce fut là qu'ils prêterent serment de garder le secret, & qu'ils mirent en délibération un dessein proposé par Jermyn, de s'assurer de la Tour de Londres, & de considérer les moyens de faire marcher l'armée à Londres.

Le Capitaine Leg a confessé, qu'il avoit reçu, en présence du Roi, le projet d'une Requête, & S. M. avoue, qu'elle étoit écrite de sa propre main. Quiconque lira la substance de cette Requête, telle qu'elle a été prouvée par les témoignages du Chevalier Jean Conyers, & du Capitaine Leg, y découvrira aisément des choses capables de faire naître des mécontentemens contre le Parlement.

Quelqu'un pourra-t-il se persuader, qu'il n'y a eu aucun dessein dans l'accusation du Lord Kimbolton & des autres, que le Roi reconnoit avoir expressement commandée, & dont il se déclare l'Auteur. Ces choses étant ainsi, on ne peut s'empêcher de juger, que c'est avec autant d'imprudence que de fondement qu'on embarrasse S. M. dans cette apologie, si peu nécessaire, qu'il est contre les règles de la justice, qu'on nous demande, ou que nous donnions quelque réparation sur ce sujet.

On proteste au nom du Roi, qu'il est extrêmement sensible aux charges que son Peuple est obligé de porter. Cela nous fait espérer qu'il prendra la voye la plus propre à le soulager de ces charges, c'est-à-dire, qu'il se joindra à son Parlement.

pour

pour conserver la paix dans le Royaume, que son absence a mise dans un grand danger. Cette absence, en décourageant les *Avanturiers* de fournir leur argent pour l'Irlande, & en mettant les Sujets hors d'état de payer les Taxes extraordinaires, doit, selon toute apparence, rendre cette Guerre plus accablante pour le Royaume.

Pour ce qui regarde la disette du Roi, nous n'en sommes pas la cause. Nous n'avons point diminué ses justes revenus, & nous l'avons au contraire, beaucoup aidé à supporter les charges publiques, & en quelque mesure, ses dépenses particulières. Nous serons même toujours prêts à lui établir un revenu si honorable, qu'il répondra à ses besoins publics & particuliers, quand il vaudra suivre une telle manière de Gouvernement, que ses Sujets puissent s'assurer de jouir de sa protection, pour la conservation de leurs Loix, & de leurs Libertez.

Nous n'avons jamais refusé le Pardon général que S. M. nous a offert. Nous avons dit seulement, que cela ne suffisoit pas pour nous délivrer de nos craintes & de nos soupçons, & la raison que nous en avons donnée a été, que ces craintes ne provenoient pas de ce que nous nous sentions coupables, mais des attentats d'autrui. Nous laissons donc à juger si en cela nous avons mérité cette exclamation, que c'est une chose étrange qu'on regarde comme des reproches les faveurs que des Princes offrent à leurs Sujets; car ce sont les propres termes de S. M. Nous regardons cette offre comme un acte de grace & de bonté que nous avons toujours désiré d'obtenir depuis le commencement de ce Parlement, & qui est très-avantageux aux Sujets en général, qui souffrent le plus, des Taxes & des Subsides. Mais nous voyons combien en toutes occasions, S. M. donne un mauvais sens à nos paroles & à nos actions.

Nous sommes entièrement de l'opinion du Roi, qu'il peut assez s'assurer de l'affection de ses Sujets, pour n'avoir pas besoin du secours des Princes étrangers, pour se garder contre l'oppression. Nous croyons qu'en toutes occasions, tout le Royaume lui donnera des témoignages manifestes de son affection, particulièrement, s'il plait à S. M. de s'en tenir à sa résolution, & de bâtir sur le fondement assuré des Loix du País. Mais nous ne pouvons concevoir, pourquoi le Roi prend en mauvaise part, l'attention que nous faisons aux avis que nous avons reçus, qui regardent la sûreté du Royaume. Car quoique le nom de la personne dont il est question ne nous soit pas connu, ce qu'il y a d'essentiel, & qui rend l'avis probable, nous est connu. C'est que c'étoit un Domestique du Lord Digby qui, dans ses Lettres à la Reine. & au Chevalier Louis Dives, a insinué des propositions qui se rapportent aux informations que nous avons reçues. Mais que nous devions quelque réparation pour cela, nous le croyons aussi éloigné de la justice, qu'il est éloigné de la vérité, que nous ayons mêlé quelque malice dans ces bruits, pour fomenter les soupçons du Peuple.

On affirme dans la Réponse, que le Roi a été chassé d'auprès de nous; mais on ne dit pas encore, que ce soit par nous. Peut-être dans la suite, si l'occasion se présente de gagner un peu plus de crédit dans le Public, il ne manquera pas de gens qui suggéreront à S. M. que nous l'avons nous-mêmes chassé. Si le Roi a été chassé d'auprès de nous, ce n'est pas par ses propres craintes, mais par celles du Lord Digby, & par sa suite de Cavaliers (6). Ce n'est pas qu'ils aient craint quelque violence de la part du Peuple: mais ils ont craint la juste punition de leur insolence, & des attentats qu'ils faisoient contre le Parlement. C'est le Lord Digby lui-même

CHARLES
I.
1642.

me qui l'a témoigné, lorsqu'il a dit à ses Cavaliers, que la principale cause de la retraite de S. M. hors de la Ville, étoit pour empêcher qu'on ne les foulât aux pieds dans la bouë.

REMARQUE (6). On entendoit par les Cavaliers^s du Lord Digby, les Officiers & Gentilshommes qu'on avoit assemblé à Whitehall pour garder le Roi, à la tête desquels étoit le Lord Digby. Je ne crois pas que, jusqu'au tems que cette Déclaration fut publiée, on se fût servi communement du terme de *Cavaliers*, pour désigner tous ceux du parti du Roi. Peut-être ceterme, dont le Parlement se sert ici, a-t-il donné lieu d'appeller *Cavaliers*, tous ceux qui suivoient le parti du Roi, comme on appella *Têtes Rondes* ceux qui suivoient le parti du Parlement. Ces deux noms ont été changez dans la suite, en ceux de *Torys* & de *Whiggs*.

Mais pour ce qui regarde le Roi même, il n'y eut aucun sujet de crainte pour lui, dans le tems même de la plus grande indignation du Peuple, après l'accusation des six Membres, & après l'entrée violente de S. M. dans la Chambre des Communes. Car alors, il n'y eut pas la moindre apparence d'aucune mauvaise intention contre sa personne. La preuve en est évidente, en ce que le jour suivant, S. M. traversa la Ville de Londres, sans Gardes, où il n'entendit que des Requête^s & des Suppliques, sans qu'on lui tint aucun discours peu respectueux, & sans aucunes menaces qui pussent lui donner sujet de craindre. Du moins, nous n'en avons rien appris, & le Roi ne s'en est jamais plaint. Il demeura une semaine entière à Whitehall en toute sûreté, & dans un état paisible, ce qui nous donne lieu de croire que S. M. pourroit faire sa résidence proche de Londres, aussi sûrement qu'en tout autre lieu du Royaume. Nous sommes assurez de la fidélité de la Ville & des Fauxbourgs, & pour ce qui nous regarde, nous maintiendrons les Loix dans leur vigueur & les Magistrats dans leur pouvoir, & employerons l'autorité du Parlement pour défendre l'honneur du Roi, contre toutes sortes d'insolences, s'il s'en trouve de telles que celles qui sont mentionnées dans la Réponse. C'est pourquoi, nous croyons peu nécessaire, & nous jugeons au contraire, qu'il y auroit de grands inconveniens, d'ajourner le Parlement en quelque autre lieu.

S'il y a effectivement des deux côtez, un désir sincere d'entretenir ensemble une bonne intelligence, comme il est affirmé dans la Réponse du Roi, & comme le Parlement l'a suffisamment témoigné, il ne peut que paroître étrange, que nous soyons séparés. Ce ne peut être que l'effet des mauvais conseils qu'on donne au Roi, par lesquels on lui représente fausement notre conduite, & on le dispose à nous ôter sa faveur. Comme nous serons toujours très-éloignés de prendre quelque avantage de l'état où l'on prétend que le Roi se trouve réduit, pour demander, & moins encore pour le contraindre de nous accorder, des choses que son honneur & son intérêt lui peuvent rendre désagréables, nous espérons de notre côté, que le Roi ne voudra pas faire de son jugement particulier, la règle de son gouvernement; mais qu'il voudra bien se faire assister par un Conseil prudent & fidelle qui puisse agir d'une manière impartiale entre lui & son Peuple. Nous espérons, qu'il se souviendra, que ses résolutions regardent des Royaumes, & que par cette raison, elles ne doivent pas être formées sur son jugement particulier, mais que, dans les occasions difficiles, & dans les nécessitez de l'Etat, il voudra bien suivre les avis des deux Chambres du Parlement, qui sont les yeux du Corps politique, par lesquels, selon la constitution de cet Etat, il doit discerner les choses qui regardent la Paix & la sûreté du Public.

Nous

Nous n'avons pas donné occasion à S. M. de dire, que nous faisons peu de cas de ce qu'il a fait pour ses Sujets. Il est vrai, que les Actes de grace & de justice qui ont été faits procedent du Roi, par l'avis & par le conseil de son Parlement, & néanmoins, nous y répondrons toujours avec reconnoissance, avec obéissance, avec affection. Quoique, durant ce Parlement, il se soit fait des choses d'un autre nature, nous ne laisserons pourtant point d'implorer la protection de Dieu sur S. M. Nous le supplions très-humblement d'éloigner de sa personne ces mauvais Conseillers dont nous avons parlé plusieurs fois, qui ont flétri l'honneur de son Gouvernement, & qui se sont opposez à la prospérité de l'Etat, & au bonheur du Peuple.

CHARLES

I.

1642.

Nous avons passé par divers dangers & par diverses conspirations, & nous avons jusqu'ici travaillé pour le Public, au travers des plus grandes difficultez qu'aucun Parlement ait jamais rencontrées. Nous avons eu un tel succès, qu'il semble que nous ne devrions plus trouver dans notre chemin, aucun obstacle qui puisse nous empêcher d'accomplir ce que nous avons résolu pour l'avantage du Public. C'est aussi ce que nous espérons, à moins que Dieu justement irrité contre nous ne trouve à propos de faire en sorte, que ce Royaume tourne ses propres forces contre soi-même, & de faire, par la folie & par la crédulité des Sujets, ce que leurs ennemis n'ont pu exécuter par leurs artifices, c'est-à-dire, les séparer des intérêts du Parlement, afin de mieux avancer les desseins de ceux qui ne cherchent qu'à les détruire. C'est ce qui nous fait souhaiter, que tout le Royaume fasse une sérieuse attention à ce dangereux complot du Parti mal-intentionné, qui a été poussé avec ardeur en plusieurs endroits du Royaume, sous le spécieux prétexte d'encourager les Sujets à défendre les Prerogatives du Roi, à maintenir la discipline de l'Eglise, & la solennité & révérence du Service Divin, & à procurer les progrès des Sciences. C'est sur ce prétexte, que diverses Requêtes ont été forgées à Londres, dans le País de Kent, & en d'autres Provinces, & qu'on a sollicité diverses personnes à se déclarer pour le Roi, contre le Parlement. On nous a diffamé par plusieurs fausses imputations, comme si nous avions négligé ces choses, ou plutôt, comme si nous nous y étions formellement opposez. Nous pouvons pourtant assurer, que nous ne désirons rien avec tant de passion, que de maintenir la Religion dans sa pureté, & le Roi, dans ses justes Prerogatives. Quant à l'avancement des Sciences, nous avons jusqu'ici travaillé avec soin, & nous travaillons encore très-sérieusement, & de tout notre pouvoir, à faire en sorte qu'il y ait dans toutes les Paroisses des Prédicateurs pieux, sçavans & habiles, & qui ayent abondamment de quoi subsister (7).

REMARQUE (7). Le Roi se plaignoit qu'on vouloit ruiner l'Eglise Anglicane, pour établir un Gouvernement Presbytérien. Le Parlement n'ose pas dire le contraire de peur de décourager les Presbytériens, & il n'ose l'avouer, parce qu'il n'étoit pas encore tems de se découvrir si ouvertement. Il tâche donc de se tirer d'affaire, par une généralité qui ne signifie rien. C'est qu'il a résolu d'établir par tout de bons Ministres, & de pourvoir à leur subsistance.

Nous préparons encore d'autres Bills pour l'honneur & pour le profit du Roi, & pour la sûreté & la prospérité du Peuple. Mais nous sommes considérablement empêchez de continuer notre travail, par l'absence du Roi, contraire à la pratique de ses Prédécesseurs, & aux Privilèges du Parlement. Par-là nous consumons beaucoup de tems en Messages inutiles, pendant qu'on blesse notre innocence par de dures invectives. Nous ne doutons pourtant point, que nous ne surmontions

CHARLES
I.
1642.

enfin toutes ces difficultez, si le Peuple ne se laisse point aveugler par des apparences trompeuses, s'il ne se laisse point engager à se trahir soi-même, & à travailler à sa propre ruine, lorsque nous avons bien voulu hazarder de nous perdre nous-mêmes, afin que le Peuple ne fût pas trahi par notre négligence, à nous acquitter du devoir à quoi nous engage la confiance qu'on a mise en nous. Mais quand même il seroit possible aux ennemis de l'État, de réussir dans cette entreprise, nous ne laisserons pourtant pas, avec la grace de Dieu, de persister dans notre devoir, & de porter notre vûe au-delà de nos vies, de nos biens, de nos propres avantages, dont nous n'estimons rien la jouissance, si elle n'est pas accompagnée de la liberté, de la Paix, & de la sûreté du Royaume. Nous croyons qu'il n'y a rien de si précieux que nous ne devions hazarder pour obtenir ces choses. C'est pourquoi, nous nous reposerons toujours sur la protection de Dieu, de laquelle nous nous assurons que nous ne serons jamais privés, pendant que nous ne chercherons que sa gloire, comme nous l'avons déjà expérimenté d'une manière merveilleuse, dans toute notre conduite.

Le Roi ne tarda pas long-tems à répondre à ce Manifeste. Il avoit de fortes raisons pour prévenir de bonne heure les impressions qu'il pouvoit faire sur les esprits du Peuple. Comme la Guerre étoit inévitable, le Roi & le Parlement avoient également intérêt de mettre le Peuple, chacun dans son parti, & c'étoit à cela que ces Ecrits étoient destinez. On a vû dans le Manifeste du Parlement, les objections contre le Roi, répétées, & l'on verra dans celui du Roi les mêmes réponses, qu'il avoit données auparavant à chacun des Articles. On peut donc regarder ces deux Pièces, comme une recapitulation de tout ce qui avoit été allégué pour & contre dans le différend que le Roi & le Parlement avoient ensemble. Chacun se flatoit que ses raisons étoient sans réplique, & chacun les proposoit avec beaucoup de confiance. Ce n'étoit pas tout-à-fait sans fondement, puisque les deux Parties raisonnant sur de différens principes, chacune pouvoit avoir raison, selon sa supposition.

REPONSE DU ROI, à la Déclaration du Parlement

Rushworth,
Vol. IV. p.
794.

S'il étoit possible que nous pussions nous laisser de travailler à la satisfaction de notre Peuple, & à le désabuser des sentimens qu'on tâche journellement de lui inspirer contre notre personne, & contre notre Gouvernement, nous pourrions bien demeurer en repos, & nous dispenser d'écrire sur les matieres contenues dans la Remontrance des deux Chambres, après avoir si amplement fait connoître nos intentions & répondu si clairement à ce qui nous a été objecté par le plus grand nombre des Membres qui se trouvent présens au Parlement. Nous avons espéré, que Dieu éclaireroit les entendemens de nos Sujets, & nous l'espérons encore, & qu'il leur fera connoître, que nos souffrances sont leurs propres souffrances. Mais les deux Chambres du Parlement, au lieu de suivre la méthode que nous leur avons proposée pour établir une bonne intelligence entre nous; au lieu de suivre l'avis que leur a donné notre Conseil d'Ecosse, de s'abstenir de tout ce qui pourroit être capable de causer une rupture, ont pris le parti de nous accabler de nouveaux reproches,

reproches, ou plutôt de repeter ceux qu'elles nous avoient faits auparavant. Elles y ont seulement ajouté de nouvelles circonstances & changé quelque chose dans le tour. Mais quoique nous y ayions déjà répondu, nous avons jugé à propos, après une meure considération, de répondre à leur dernier Ecrit, intitulé, Déclaration & Remontrance des deux Chambres du Parlement, imprimé par Ordre, du 19. de Mai 1642. Nous espérons que ce seroit le dernier auquel nous aurions à répondre, & le dernier de cette nature, qu'elles communiqueroient à notre Peuple. Mais elles ont encore, depuis cet Ecrit, jugé à propos de nous attaquer par une autre Déclaration d'une qualité toute nouvelle, & d'un stile tout nouveau, qui demande une Réponse particulière (1).

CHARLES.
I.
1642.

REMARQUE (1). C'étoit une autre Déclaration du 2. de Juin, d'où l'on peut inférer, que cette Réponse du Roi à la première, ne fut publiée qu'après cetems-là.

Nous ne doutons point, que par ce moyen nos Sujets ne soient si parfaitement instruits des différends qui regnent entre le Parlement & Nous, que sans soumettre leur Jugement, ou à la Prérogative Royale, ou à l'infailibilité du plus grand nombre dans les deux Chambres, infecté par des esprits malicieux, ils pourront aisément discerner, de quel côté se trouve la faute (2).

REMARQUE (2). Le Roi commence dans cet Ecrit, à vouloir faire regarder les résolutions du Parlement, non comme étant conformes aux sentimens du Peuple, mais comme provenant uniquement d'un Parti mal-intentionné qui prévaut dans les deux Chambres.

Nous serons toujours prêt à reconnoître avec humilité & avec ardeur, tous les bienfaits dont il a plu à Dieu de bénir notre Personne & cette Nation. Mais comme Dieu ne demande pas que nous nous forgions des dangers imaginaires pour donner lieu de lui en témoigner notre reconnaissance, nous protestons, que nous ignorons ces délivrances mentionnées dans la Déclaration, de tant de complots faits durant ce Parlement, qui auroient ruiné le Royaume, s'ils avoient réussi. Nous sçavons bien avec quelle adresse on a répandu un grand nombre de Libelles & de Lettres, pour inspirer au Peuple des frayeurs extraordinaires, avec des Remarques ridicules faites dans la même vue, & qui, quoique reçues avec avidité par quelques-uns, sont néanmoins incapables de faire impression sur les personnes sensées. Mais nous avoions, que nous n'avons jamais pu découvrir, quels sont ces pernicieux complots contre la Paix du Royaume, faits durant ce Parlement, ou sur quoi peuvent être fondées les craintes qui semblent agiter les deux Chambres. Nous avons sujet de croire que ces craintes prétendues ont causé plus de maux qu'elles n'en ont prévenu. C'est pourquoi, quelque nécessaires que ces craintes aient paru à quelques Particuliers, pour exécuter leurs desseins, nous ne nous croyons pas obligé à rendre grâces à Dieu de nous en avoir délivrés, à Dieu qui connoit parfaitement si les dangers sont réels ou imaginaires.

Quant au dessein de mener l'armée à Londres, nous avons ci-devant pris Dieu à témoin, qu'une telle résolution n'est jamais venue à notre connoissance, & nous ne voyons pas que les dépositions annexées à la Déclaration le prouvent en aucune manière, à moins qu'on ne veuille regarder des discours généraux, & tenus comme en passant, comme de véritables preuves (3).

REMARQUE (3). Il semble que le Roi se défend assez mal sur cet Article. Toute sa défense consiste dans l'ambiguïté du terme de dessein, qui peut:

CHARLES
I.
1642.

peut signifier , ou un simple projet , ou un dessein formé & résolu. Il est certain qu'il y eut un dessein ou projet de faire marcher l'Armée à Londres, dont le Roi avoit eu connoissance , & qui fut proposé par Jermyn; mais on ne prit aucune résolution là-dessus. Le Roi nie qu'il ait eu connoissance d'aucune résolution de faire marcher l'Armée à Londres , parce qu'en effet , il n'y en eut point de prise. Mais il n'ose désavouer qu'il ait eu connoissance du dessein ou projet. C'est pourquoi , après avoir parlé du dessein en général , il change incontinent ce terme en celui de *résolution*. Charles I. étoit un grand maître dans ces sortes d'ambiguités.

Il est même manifeste , que ces discours avoient été tenus trois mois avant qu'on en informât le Parlement ; de sorte que , quand même il seroit vrai qu'il y eût eu du danger , il s'étoit évanoui de lui-même , sans que la sagesse du Parlement y eût contribué (4).

REMARQUE (4). Le Parlement insistoit principalement sur l'intention du Roi , & tâchoit de prouver le fait , pour faire voir cette intention. Ainsi ce n'étoit pas une preuve que le Roi n'eût aucune mauvaise intention , de ce que le dessein de gagner l'Armée , & de la faire marcher à Londres , n'avoit pas été poursuivi.

Le but public de cette Déclaration , quel que puisse être le secret , est de répondre à notre Déclaration servant de Réponse à celle qui nous fut présentée à Newmarket , le 9. de Mars dernier , & à la Réponse que nous avons faite à la Requête des deux Chambres qui nous fut présentée à Yorck le 26. du même mois. Mais avant que d'en venir aux Articles particuliers , on se plaint que les Chefs du Parti mal-intentionné nous ont conseillé de souffrir qu'on publiât en notre nom diverses calomnies contre le Parlement , afin de le rendre odieux au Peuple , & de ruiner le Parlement par ce moyen. Mais comme on n'en donne aucune preuve particulière , nous ignorons encore qui sont ces Chefs du Parti mal-intentionné. Il faut pourtant que nos Sujets sçachent , que si nous étions capable d'avoir répandu ces prétendues calomnies , nous nous serions en même tems exposé nous-mêmes au danger & aux maux qu'elles auroient pû produire , puisque nous sommes une partie essentielle du Parlement (5).

REMARQUE (5). Ce n'est ici qu'une subtilité appuyée sur l'ambiguïté du terme de *Parlement*. Dans la Déclaration à laquelle le Roi répond , on entend par le mot de *Parlement* , les deux Chambres , sans y comprendre le Roi , & ici le Roi entend les deux Chambres & le Roi joints ensemble.

Nous espérons que la juste défense de notre autorité , de notre innocence , de notre justice , sur les accusations intentées contre nous par le plus grand nombre des Membres présens dans les deux Chambres , ne sera pas plus regardée comme une calomnie contre tout le Parlement , que l'opinion de ce plus grand nombre , comme un Acte du Parlement même. Nos Sujets ne doivent plus se laisser abuser par ces expressions si communes dans toutes les Déclarations , où les deux Chambres usurpent le titre de Parlement , en l'appliquant aux Votes de quelques-uns , qu'ils intitulent Votes du Parlement , comme si ces Votes pouvoient lier les Sujets , ce qui ne peut se faire sans notre consentement. Car les Votes de l'une des deux Chambres , ou de toutes les deux , ne peuvent pas plus changer les Loix faites par leurs Prédécesseurs avec la concurrence de Nous ou de nos Ancêtres , ni défendre ou commander quelque chose outre ce qui est porté par les Loix , que nous le

Je pouvons par quelque ordre particulier de notre part , auquel nous n'avons garde d'attribuer une telle autorité (6)

CHARLES
I.
1642.

REMARQUE (6). Cette raison est invincible, en supposant le Gouvernement dans son état naturel. Mais elle ne pouvoit faire aucune impression sur ceux qui croyoient que le Roi avoit dessein d'établir un Gouvernement arbitraire.

La Déclaration dit au Peuple , que le Parti mal-intentionné nous a attiré dans les parties du Nord , loin de notre Parlement. On pourroit dire avec plus de vérité , que le Parti mal-intentionné nous y a chassé plutôt qu'attiré (7).

REMARQUE (7). Le Parlement entendoit par le Parti mal-intentionné , le Parti du Roi , & ici , le Roi donne le même nom à celui du Parlement.

Car nous confessons , que notre retraite dans le Nord , dont nous n'avons aucune raison d'être fâché , que par rapport à ce qui l'a causée , a été un effet de la violence du véritable Parti mal-intentionné. C'est ce Parti qui a favorisé les tumultes & les séditions , dont nous nous sommes plaint si souvent , & qui , en exposant notre Personne à un si grand danger , a violé d'une manière si scandaleuse les Privilèges du Parlement , que nous ne pouvons comprendre , comment on en peut parler sans rougir. Mais il en sera parlé plus amplement dans la suite.

Nous ne pouvons concevoir , pourquoi on fait un crime à ce prétendu Parti mal-intentionné , d'avoir fait transporter à Norck une presse d'Imprimerie , de laquelle nous ne savons point qu'il soit sorti aucune pièce imprimée , qui ne nous ait été arrachée par des provocations qu'aucun Roi avant nous n'a jamais reçues. Il paroîtra sans doute frivole , qu'on veuille nous défendre d'employer des moyens légitimes pour répondre à des calomnies auxquelles toutes les presses de Londres sont employées. Pour ce qui regarde l'autorité du grand Sceau , nous n'avons pas cru qu'elle fût nécessaire dans des choses de cette nature ; mais nous en ferons un plus fréquent usage à l'avenir (8) ne doutant nullement de la concurrence de notre Conseil Privé dont nous avons résolu de suivre les avis , autant que nous les jugerons conformes au bien du Royaume.

REMARQUE (8). La Déclaration du Parlement fut publiée le 19. de Mai , & trois jours après , le Lord Littleton s'échappa de Londres avec le grand Sceau , & alla le porter au Roi ; ainsi le Roi l'avoit en son pouvoir , lors qu'il publia la réponse. C'est pour cela qu'il dit , qu'à l'avenir il en fera un plus grand usage.

Avant que la Déclaration entre dans aucun détail , elle se plaint , que notre Déclaration & notre Réponse sont pleines de rudes censures , & d'accusations frivoles contre le Parlement , c'est-à-dire , les Votes des deux Chambres , dont elles veulent se justifier envers le Royaume , puis qu'elles trouvent tant de difficulté à se justifier envers nous. Si , comme elles le pratiquent à l'égard du mot de Parlement , en nous en excluant , elles veulent aussi exclure du terme de Royaume , tout notre Peuple qui n'est pas enfermé dans les murailles de leurs Chambres , car c'est une phrase à la mode , d'appeller résolutions du Royaume , les Votes des deux Chambres , & quelquefois même d'une seule , nous croyons qu'elles n'auront pas beaucoup de peine à se justifier envers elles-mêmes. Sans cela , nous sommes persuadé , & notre persuasion procède de la sincérité de notre conscience , qu'elles ne pourront jamais tellement aliéner de Nous l'affection de notre Peuple , que ce qui ne sera pas capable de les justifier envers l'un , soit capable de les justifier envers

CHARLES
I.
1642.

l'autre. Les termes d'humbles & fidèles, & les protestations qu'elles ont intention de nous rendre un Roi grand & glorieux, qu'on employe dans les Remontrances, n'aveugleront pas nos Sujets, jusqu'à les empêcher de faire attention aux reproches & aux menaces dont elles sont remplies.

Assurément, nous ne pouvions les reprendre d'une manière plus douce, qu'en leur disant, que leurs expressions étoient éloignées du langage ordinaire dont on se sert en parlant aux Princes, & c'est néanmoins, ce que la Déclaration prétend que nous n'avons pas eu occasion de dire. Mais nous sommes persuadé que quiconque lira la Déclaration qui nous a été présentée, à laquelle la nôtre sert de Réponse, trouvera, que d'un bout à l'autre elle est pleine d'expressions extraordinaires, dont on ne sauroit trouver des exemples avant ce Parlement. Car, sous prétexte de justifier leurs craintes, elles parlent des discours que les Rébelles tiennent en Irlande, d'une manière à faire croire au Public, qu'on doit y ajouter foi. Si cette preuve leur paroïssoit suffisante, elles pourroient avec tout autant de fondement nous justifier, en disant, que les Rébelles ont menacé d'extirper la Nation Angloise, qu'ils veulent avoir un Roi de leur Nation, & ne se plus soumettre à notre Gouvernement, comme ils ont dit, qu'ils n'agissoient que par nos ordres, & se sont qualifiés l'Armée de la Reine. C'est pourquoi nous avons un grand sujet de nous plaindre du manque de justice & d'intégrité, qui se trouve dans cette Déclaration, outre plusieurs expressions peu convenables.

Nous ne nous sommes point trompé dans le sens du Message qui nous a été envoyé à Theobalds, touchant la Milice. Car ce sens n'est autre que celui que nous lui avons donné, & qui est même avoué par les deux Chambres dans leur Déclaration, sçavoir, que si nous refusions de nous joindre à elles, elles feroient une nouvelle Loi sans Nous. Leur pratique y a été conforme, & elle ne sera jamais justifiée par la simple affirmation qu'elle est suivant les Loix fondamentales, sans marquer où les plus habiles Docteurs peuvent trouver cette Loi (9).

REMARQUE (9). Il y a ici une ambiguïté dans le terme de Loi fondamentale. Le Parlement avoit clairement expliqué qu'il entendoit par cette Loi fondamentale; Que si le Roi manquoit à son devoir, le Royaume ne devoit pourtant pas se trouver sans défense, & qu'en ce cas-là, c'étoit au Parlement à y pourvoir. Au lieu donc de demander où étoit cette Loi, il semble que le Roi devoit faire voir, ou que, quand même il négligeroit son devoir, ce ne seroit pas au Parlement à se mêler du Gouvernement de l'Etat, ou qu'il ne l'avoit jamais négligé, & qu'il ne le négligeoit point encore. Car selon le Parlement, quoi que cette Loi ne fût pas exprimée dans aucun Statut particulier, elle se tiroit naturellement de la constitution du Gouvernement d'Angleterre. Il semble que le Roi, en demandant qu'on lui citât cette Loi, vouloit insinuer, qu'il n'y avoit point de cas où le Parlement pût se mêler du Gouvernement de l'Etat, à moins qu'il n'y fût autorisé par une Loi expresse; & néanmoins, le Parlement avoit allégué deux cas, sçavoir, la captivité & la minorité du Roi, où il pouvoit se mêler du Gouvernement, & il mettoit la négligence du Roi dans le même rang. C'est à cela que le Roi auroit dû répondre.

Nous en appellons au Public, si sur le même fondement, elles ne pourroient pas aussi bien faire saisir les biens de ceux des deux Chambres, qui n'approuvoient pas l'Ordonnance, ce qui étoit le cas de la plus grande partie de la Chambre des Pairs,

Pairs, les deux ou trois premières fois qu'elle y fut agitée, que d'avoir usurpé notre pouvoir sur la Milice, parce que, sur des raisons, auxquelles on n'a pas même offert de répondre, nous n'avons pas voulu consentir à leurs propositions (10).

CHARLES
I.
1642.

REMARQUE (10). L'autorité que le Parlement s'attribuoit n'étoit pas une autorité ordinaire, & il ne le prétendoit pas. Elle étoit extraordinaire pour le cas qu'il supposoit, qu'il y avoit beaucoup à craindre du Roi. Comme donc il n'avoit pas les mêmes soupçons contre ceux qui avoient d'abord refusé leur consentement à l'Ordonnance, il ne pouvoit pas faire saisir leurs biens sur le même fondement. Ainsi cette conséquence que le Roi tire de l'usurpation du Parlement ne paroît pas trop bien fondée.

Si nos Réponses & nos Repliques n'ont produit d'autre effet que de faire perdre du tems & de retarder les affaires publiques, que tout le monde juge à qui la faute en doit être imputée, & qui a le plus manqué à son devoir. Comme notre unique but dans ces Réponses & Repliques a été, d'établir la tranquillité publique, nous sommes assuré, & la plupart du monde croit avec nous, que si on avoit eu quelque égard à nos promesses, & qu'on nous eût rendu la déférence & l'obéissance que nous avions lieu d'attendre, le Royaume seroit présentement dans une heureuse tranquillité, & chacun jouiroit de son bien avec toute la sûreté imaginable. Assurement, ceux-là ne cherchent pas le bonheur du Royaume, qui, après tant d'Actes de grace & de Justice, que nous avons passés dans ce Parlement, après tant d'affronts que nous avons soufferts, nous reprochent encore le Ship-money, & autres choses publiées dans la grande Remontrance de l'état du Royaume, laquelle nous sommes surpris de voir présentement avouée par les deux Chambres, quoi qu'elle ne nous ait été présentée que de la part des Communes, & qu'en ce tems-là, elle n'auroit jamais passé à la Chambre des Pairs, dont on ne crut pas alors que la concurrence fût nécessaire. Croirons-nous donc, que ces reproches soient la voix de tout le Royaume, & que nos Sujets, qui ont été si abondamment satisfaits de tous les Actes de grace que nous avons passés en leur faveur, veuillent avoir part à ces expressions pleines d'ingratitude? Nous en appelons aux Requêtes de tant de Provinces qui nous en ont témoigné leur reconnaissance, au témoignage même des deux Chambres qui nous en ont remercié, si nous sommes traité comme nous le méritons, ou si leur langage est conforme à celui qu'elles ont tenu auparavant.

Nous ne nous sommes point écarté de la promesse que nous avons faite, au commencement de ce Parlement, que notre intention étoit de nous reposer sur l'affection de nos Sujets Anglois, pour ce qui regarde l'Angleterre. Nous disons encore la même chose, & nous prenons Dieu à témoin, que nos plaintes & nos soupçons qui n'ont pas été sans fondement, non contre nos deux Chambres du Parlement, mais contre quelques esprits factieux, schismatiques, ambitieux, & sur des fondemens que le tems ne découvrira que trop tôt, que notre refus de céder la Milice, & notre retraite de Londres, ont été des effets de la sincère affection que nous portons à nos Sujets Anglois, afin de nous mettre en état, malgré toutes les difficultés que nous rencontrons, de les préserver, & de leur rendre leur Religion & leurs Libertés.

L'accusation du Lord Kimbolton, & des cinq Membres des Communes est toujours employée contre nous, & regardée comme un si grand avantage, que notre retractation, ni tout ce qui a été depuis commis contre nous & contre les Loix, sous

CHARLES
I.
1642.

prétex de défendre les Privilèges du Parlement, n'ont pu satisfaire les auteurs de cette Déclaration. Ils veulent faire accroire aux Sujets, que cette accusation étoit destinée à rompre le cou au Parlement. Etrange arrogance, si cette Déclaration a été dressée par quelqu'un de ces Membres. Mais puisque cette affaire nous est si souvent reprochée, comme si par notre méprise dans la forme seulement, nous avions mérité de perdre tout notre crédit parmi le Peuple, & qu'il soit par-là dispensé de toute obéissance envers Nous, Nous sommes obligé, sans vouloir pourtant excuser ce qui a été véritablement une méprise, sçavoir, notre entrée dans la Chambre des Communes, de faire ici un recit clair & entier de ce fait. Nous sommes persuadé que nos Sujets ne trouveront point que notre conduite dans cette affaire soit telle qu'on l'a rapportée.

Nous résolûmes par des raisons, qui, quand elles seront connues, satisferont sans doute le Public, qu'il étoit à propos pour notre sûreté, pour notre honneur, & pour la tranquillité du Royaume, de faire procéder contre ces Membres. (11).

REMARQUE (11). J'ai déjà dit, que le Parlement étoit principalement offensé de ce que les Articles d'accusation, produits par le Procureur Général, portoient autant sur toute la Chambre des Communes & sur un grand nombre de Seigneurs, que sur les Particuliers accusés. Ici, le Roi soutient la matière de l'accusation, puisque c'étoit pour la tranquillité du Royaume, & passe sous silence les raisons, qu'il se réserve de faire connoître dans un autre tems, & parlà, sa défense ne peut être entière & parfaite.

Nous sçavions parfaitement, qu'il n'y a point de Privilèges dans un tel cas. Cependant, pour faire voir que nous voulions entretenir une bonne correspondance avec les deux Chambres, au lieu de faire saisir les Accusés par les Ministres de la Justice, comme nous avions droit de le faire, nous aimâmes mieux commander à notre Procureur Général, d'informer la Chambre des Pairs de notre intention, & de la matière de l'accusation en général, qui étoit néanmoins plus particulière qu'une simple accusation, & de procéder selon cette méthode. Dans le même tems, nous envoyâmes un Sergent d'armes à la Chambre des Communes, pour les informer, que nous accusions de trahison cinq de leurs Membres, que nous avions intention de les poursuivre, & que nous désirions qu'ils fussent mis en prison. Notre pensée étoit de leur faire comprendre, non seulement que nous n'avions pas dessein de violer leurs Privilèges; mais encore, d'user de plus de cérémonie envers elles, que nous ne nous y croyions obligé en Justice. Nous nous attendions à recevoir une réponse qui nous fit du moins comprendre que nous ne suivions pas une bonne méthode: mais nous n'en reçûmes aucune. Incontinent, sans nous offrir quoi que ce fût pour nous engager à prendre leurs Privilèges en considération, elles firent expédier un Ordre qui fut imprimé cette même nuit, par lequel il étoit dit, que si quelqu'un entreprenoit d'arrêter quelques Membres des Communes, sans en avoir premièrement averti la Chambre, & reçu ses Ordres sur ce sujet, il seroit permis à ces Membres de résister & de se mettre en défense, conformément à la Protestation qui engageoit à défendre les Privilèges du Parlement. C'est la première fois que nous avons appris, que la Protestation pouvoit être détournée à un pareil sens, & qu'en quelque cas que ce soit, même d'un Privilège indubitable, il fût permis à quelqu'un de résister avec violence aux Ministres de la Justice, munis d'une légitime autorité. Nous sçavions pourtant bien, que ces Ministres pouvoient être punis pour avoir fait usage de leur autorité, ou pour en avoir abusé.

Nous

Nous avoions, que nous fûmes saisi d'étonnement à la vûe de cet Ordre dont nous ne sçavions point qu'il y eût jamais eu aucun exemple, sçachant bien d'ailleurs, qu'il y avoit eu des Membres de l'une & de l'autre Chambre emprisonnez, sans tant de formalité, & pour des crimes moindres que celui qui étoit porté par l'accusation. Au reste, on ne nous proposoit aucune maniere de procéder. On nous faisoit seulement comprendre, que nous ne devions point procéder contre ces Membres, qu'ils étoient au-dessus de notre Pouvoir & de celui des Loix, & il ne nous étoit pas facile de prendre une résolution sur ce sujet (12).

REMARQUE (12). Ceci est un peu déguisé. On ne vouloit point faire comprendre au Roi, que ces Membres étoient au-dessus du pouvoir des Loix : mais seulement, que le Parlement étant séant, on ne pouvoit pas en emprisonner les Membres sans le consentement de leur Chambre, & qu'on attendoit de sçavoir sur quoi l'accusation étoit fondée, pour donner ce consentement.

Si nous avions employé, pour les arrêter, les Ministres ordinaires de la Justice, qui, sans doute, auroient voulu exécuter nos ordres, il nous étoit aisé de prévoir, qu'on leur résisteroit, & que sans doute, il y auroit du sang répandu. Si nous nous étions désisté de notre poursuite, nous aurions avoué que nous manquions de pouvoir, & que les Loix étoient trop foibles. Dans cet embarras, nous primes sur le champ la résolution d'éprouver si notre présence, & la déclaration de nos intentions, qui pouvoient avoir été mal expliquées, pourroient prévenir les inconveniens que nous prévoyons, & nous résolûmes d'aller en personne à la Chambre des Communes. Nous ne fîmes connoître notre dessein que dans le moment même que nous fûmes sur le point de l'exécuter, en donnant ordre à nos Serviteurs, & aux Gentilshommes qui se trouvoient alors à la Cour, de nous accompagner à Westminster. Mais nous leur défendîmes expressément de faire quoi que ce fût, qui pût marquer que nous eussions dessein d'user d'aucune violence, & sur quelque provocation que ce pût être, & après avoir ordonné à notre suite de se tenir hors de la porte, nous entrâmes dans la Chambre. Nous ne croyons pas que ce fût là une violation des Privilèges des Communes, non plus que si nous étions allé à la Chambre Haute, & que nous les y eussions fait appeller selon la coutume. Nous nous servîmes des termes les plus propres pour faire entendre aux Communes, que nous n'avions aucune intention de violer leurs Privilèges; que notre dessein étoit de procéder promptement & selon les Loix contre les Membres accusez, & nous requîmes qu'on nous les livrât s'ils étoient présens, ou que s'ils étoient absens, on cherchât quelque moyen pour les trouver, & pour nous satisfaire. Après cela, nous sortîmes, n'ayant eu aucune intention d'user de force, en cas qu'ils eussent été présens, comme nous l'avons protesté devant Dieu, dans notre réponse à l'Ordonnance. Voilà ce qui s'est passé dans cette affaire. Que tout le monde en juge librement. Nous aurons occasion dans la suite, d'informer le Public de ce que les deux Chambres ont fait sur ce sujet, quoiqu'elles disent dans leur Déclaration, que cela ne fut pas capable de leur faire perdre le respect & l'obéissance qu'elles nous doivent, ce qui peut être vrai à l'égard de quelques-uns de leurs Membres.

Nous ne finirons jamais, si sur les plaintes continuelles que font les deux Chambres, que nous nous laissons conduire par de mauvais Conseillers, & sur les assurances que nous donnons que nous n'en connoissons pas un seul, elles s'obstinent à en indiquer aucun : si après avoir, huit mois durant, amusé le Royaume de l'attente

CHARLES

I.

1642.

de lui découvrir un Parti mal-intentionné, & de mauvais Conseillers, elles ne veulent, ni en nommer aucun, ni le faire connoître à quelque marque. Qu'on n'examine ceux qui ont conseillé, & complotté actuellement, que le Peuple fût opprimé & chargé, & s'il se trouve auprès de nous, quelqu'un qui soit coupable de quelque crime notoire ou bien prouvé, nous voulons bien qu'on publie notre injustice. Mais jusqu'à ce que cela soit fait, car nous ne regarderons point comme coupable, un homme condamné par le plus grand nombre d'une ou des deux Chambres, jusqu'à ce qu'il soit manifeste, que le plus grand nombre est sans passion & sans préjugé, nous ne pourrons regarder l'accusation que nous favorisons un Parti mal-intentionné, que comme une imputation plus injuste contre notre honneur, qu'aucune dont nous ayons chargé, ou dont nous puissions charger les auteurs de cette Déclaration (13).

REMARQUE (13). Avec de telles restrictions, on peut disputer éternellement : Car qui auroit été le Juge si le plus grand nombre des deux Chambres étoit sans passion ou sans préjugé ?

Pour appuyer ce qu'on a insinué, que nous manquions de zèle pour éteindre la Rebellion d'Irlande, si odieuse à tout le monde, on a trouvé un nouveau moyen. On dit, que la Proclamation contre les Rebelles n'a été publiée qu'au mois de Janvier, quoique la Rebellion eût éclaté au mois d'Octobre, & qu'on n'en a fait imprimer que quarante exemplaires. On sçait pourtant bien que nous étions en Ecosse, lorsque cette Rebellion éclata : que nous recommandâmes cette affaire à nos deux Chambres, après avoir pourvu aux secours qu'on pouvoit tirer d'Ecosse : qu'après notre retour en Angleterre nous suivîmes entièrement les avis de nos deux Chambres, de notre Conseil d'Irlande. Si la Proclamation ne parut pas plutôt, quoique nous ne soyons pas certain s'il n'y en a point eu d'autres publiées par notre ordre, ce fut parce que les Lords Justices ne la demandèrent pas plutôt. Quoiqu'ils n'eussent demandé que vingt exemplaires signez de notre main, & que nous ordonnâmes d'imprimer quoiqu'ils ne l'eussent pas désiré, nous en signâmes en plus grand nombre qu'ils n'en demandoient. C'est une chose connue de quelques-uns des Membres des deux Chambres, qui en doivent répondre, s'il ne l'ont pas fait connoître, lorsque cette Déclaration a passé ; & s'ils l'ont fait, nous avons d'autant plus de sujet de nous plaindre, qu'on nous ait imputé des choses, auxquelles on sçavoit bien ce que nous pouvons répondre (14).

REMARQUE (14). Cette Réponse paroît un peu foible ; car quand même quarante exemplaires auroient suffi pour l'Irlande, pourquoi affecter de ne pas publier la Proclamation en Angleterre ? Le Roi ne répond rien à ce que le Parlement disoit de la Proclamation publiée contre les Ecoissois.

Nous ne concevons point quelle est cette plainte que nous avons faite contre le Parlement, qui peut prouver que nous favorisons la Rebellion & où nous tenons contre le Parlement, le même langage que les Rebelles. Toutes nos Réponses & Déclarations ont été attestées par notre propre signature. Si on en a publié d'autres en notre nom, le Parlement en peut aisément découvrir & punir les Auteurs. Nous souhaiterions, que celui à qui on a confié le soin de dresser la Déclaration, n'eût pas plus de crédit & plus d'artifice pour falsifier les Votes lesquels elle a passé, que qui que ce soit auprès de nous n'en a, pour publier, en notre nom, autre chose que ce que nous avons résolu. Nous souhaiterions, que l'Auteur de cette Déclaration pût prendre Dieu à témoin, qu'il n'a agi ni par passion, ni par intérêt, comme nous le faisons, que nous n'avons rien sçu de la résolution de faire marcher l'Armée à Londres.

drés. Au lieu de répondre à nos raisons, & de satisfaire à nos demandes, on a trouvé une nouvelle méthode, c'est de décrier nos Réponses & nos Déclarations, comme si elles n'étoient pas de nous, ce qui est une imputation extravagante. C'est pourquoi, nous assurons que tout ce qui a été publié par notre ordre est de Nous, bien plus que les menaces, les Requête scandaleuses, & les Remontrances ne sont de l'une, ou des deux Chambres. Si celui qui a écrit cette Déclaration avoit répondu à la confiance qu'on avoit en lui, il n'auroit jamais nié, ou dans le texte, ou dans la marge, qu'on nous ait accusé d'avoir eu intention d'employer la force, & que, dans la Déclaration des deux Chambres, il y ait un seul mot qui tende à cela. Le contraire est si évident, qu'il est très-certain qu'on nous en accuse en termes exprès.

On dit dans cette Déclaration, que nous envoyons de gracieux Messages aux deux Chambres pendant qu'on déliberoit sur les moyens de faire marcher l'Armée à Londres. On s'efforce de faire accroire au Peuple, que c'est une chose prouvée par les dépositions qu'on vient de publier. Mais nous ne doutons point qu'on ne s'abuse en cela, comme on s'est abusé dans la censure qu'on a faite de la Requête qui nous fut communiquée par le Capitaine Leg, & que nous soucrivîmes C. R. Malgré le compte que nous avons rendu de cette Requête & de notre approbation, la Déclaration ne laisse pas d'assurer, que cette Requête étoit scandaleuse contre le Parlement, & qu'elle auroit pu devenir très-dangereuse à tout le Royaume. S'ils ont cette dangereuse Requête en leur pouvoir, nous n'avons pas lieu de croire qu'aucun égard pour nous les empêche de la publier, & s'il ne l'ont pas, nous devons donc en être cru. Mais afin que chacun puisse comprendre par son propre jugement, ce qu'il doit penser de ce danger, qui n'a pas fait moins de bruit que les autres prétendus dangers, nous avons recouvré une véritable Copie de cette Requette, que nous publions dans un tems convenable, & qui, comme nous l'espérons, dessillera les yeux de notre Peuple (15).

REMARQUE (15). Tout cet Article de la Réponse paroît fort foible, puisque toute la défense du Roi ne consiste que dans son propre témoignage. Il ne pouvoit pas y avoir d'occasion plus propre que celle-ci, pour publier cette Requête dont il disoit qu'il avoit une véritable copie. Mais en remettant cette publication à un tems plus convenable, il donnoit lieu de soupçonner, qu'il y avoit dans la Requête des choses qui ne lui étoient pas favorables.

A l'égard de l'ordre pour faire passer la Mer à Mr Jermyn, nous y avons déjà véritablement & abondamment répondu. Mais pour l'habit de satin & les bottes blanches, nous ne savons ce que c'est.

Nous nous sommes plaint, & nous nous plaindrons encore toutes les fois qu'il y aura occasion de parler de notre retour à Londres, des tumultes séditieux autour de Westminster & de Whitehall, si scandaleux pour notre Gouvernement, & si dangereux pour notre personne, que nous ne penserons jamais à retourner à Londres, jusqu'à ce qu'on nous ait rendu justice sur ce qui s'est passé, & qu'on nous donne une bonne sûreté pour l'avenir. Si votre retour étoit aussi nécessaire, ou qu'on le désirât autant qu'on le prétend, du moins, depuis tant de tems que nous demandons par des bonnes raisons, qu'on pourvoye à notre sûreté pour l'avenir, on auroit fait quelque attention à notre demande. Mais la Déclaration dit que nous nous trompons, que l'attroupement du Peuple de Londres à Westminster étoit aussi légitime que le concours du Peuple aux Cours de Justice, au tems des Assizes. On ne

CHARLES
I.
1642.

ssait

CHARLES
1.
1642.

ſçait point qu'il y ait eu des tumultes; chose étrange! N'étoit-ce donc point un tumulte, que le concours de tant de milliers de personnes avec des épées & des bâtons criant dans les rues de Westminster, & bouchant tellement les passages, que les Membres du Parlement pouvoient à peine passer pour se rendre à leurs Chambres, & les cris redoublez, point d'Evêques, point d'Evêques? Y a-t-il quelque Membres des deux Chambres, qui n'ait pas vu le Peuple attroupé, qui n'ait pas entendu ces cris? Et néanmoins, on veut que ce soient des assemblées légitimes. N'y a-t-il pas eu des Membres des deux Chambres, menacez & maltraitez? Et cependant, point de tumultes. Par quelle raison, la Chambre des Pairs a-t-elle envoyé aux Communes, une Déclaration contre les tumultes, s'il n'y en a point eu en effet? Et s'il y en a eu, d'où vient que cette Déclaration n'a pas été approuvée & publiée? Lorsque le Peuple menaçoit hautement d'abatre l'Abbaye de Westminster, n'avions-nous pas sujet de craindre qu'il voudroit continuer son ouvrage à Whitehall? Et néanmoins, il n'y a point eu de tumultes. Dans quel étrange tems sommes-nous, qu'un petit nombre de gens imprudens & malicieux, pour ne pas leur donner d'autres noms, soient capables de mettre un tel nuage d'erreur devant les yeux des deux Chambres, qu'elles ne puissent ni ne veuillent voir, combien de tort elles se font, en soutenant des faussetez si manifestes? Nous n'en dirons pas davantage: mais avec l'assistance de Dieu & des Loix, nous aurons un jour justice de ces tumultes (16).

REMARQUE (16). La Déclaration du Parlement portoit deux choses sur cet Article, la premiere, que le concours du Peuple à Westminster n'étoit pas un tumulte, la seconde, que la personne du Roi n'avoit été dans aucune forte de danger, puisque le lendemain, il traversa la Cité sans Gardes, & qu'il demeura encore plusieurs jours à Whitehall en toute sûreté. Le Roi répond ici à la premiere de ces choses, & laisse l'autre sans Réponse. Il tire seulement une conséquence, qu'il y avoit du danger pour Whitehall, de ce que le Peuple menaçoit d'abatre l'Abbaye de Westminster, circonstance qui ne se trouve pas même dans les Relations qui ont été faites de ces tumultes.

Après avoir formé des objections frivoles contre ce que nous avons dit, la Déclaration vient à nous censurer sur ce que nous n'avons pas dit, & à faire remarquer nos prudentes omissions dans notre Réponse. Il est vrai, nous nous sommes abstenu de parler de discours tenus à Kensington, des Articles d'accusation contre la Reine votre chere Epouse, & de l'accusation des six Membres. Pour ce dernier Article, nous en avons assez parlé, & nous croyons aussi en avoir assez dit sur les autres: car n'ayant accusé personne, & Dieu ſçait ce qu'il y a de vrai dans chacun, nous n'avons pas cru être obligé d'y faire une Réponse particuliere.

Nous ne nous croyons pas dépouillé d'aucune des Prerogatives dont nous avons jugé à propos de nous déſiſter pour un tems par un Acte du Parlement. Nous pouvons pourtant dire, que nous avons témoigné une grande confiance pour nos deux Chambres, en nous dépouillant du Droit de pouvoir diſſoudre ce Parlement, ce qui étoit, sans doute, une juste & nécessaire Prerogative. Nous sommes très-aise d'apprendre la résolution des deux Chambres, que cet avantage ne sera pas capable de les porter à faire ce qu'elles n'auroient pas fait sans cela. Si elles le font, ce sera une telle violation de notre confiance, que Dieu ne manquera pas à leur en faire rendre compte.

Pour ce qui regarde la Milice, il en a été tant parlé ci-devant, & tout le monde

monde est si bien instruit sur cet Article, que nous ne disputerons pas davantage sur ce sujet.

CHARLES
I.
1642.

Nous n'avons pas dit, qu'on ne s'étoit jamais servi de la voye d'Ordonnance, quoique nous sçachions bien, qu'elle a été long tems hors d'usage; mais seulement, qu'il n'y a jamais eu, ni ne peut y avoir d'Ordonnance sans le consentement du Roi. C'est une chose certaine, & l'exemple cité dans la Déclaration ne prouve pas le contraire. Mais cela suffit sur cette matiere. Dieu & les Loix en décideront.

Nous ne voyons point, que dans la Déclaration, on nous ait donné aucune satisfaction sur les Votes du 15. & du 16. de Mars, & nous déclarons publiquement, que c'est la plus grande violation de nos Prerogatives, des Loix, des Libertez des Sujets, & des Privilèges des Parlemens, qui puisse être imaginée. Un de ces Votes, qui est suffisant pour détruire le Roi & le Peuple, est, que quand les Seigneurs & les Communes déclareront ce que c'est que la Loi du Pais, on doit s'y conformer & y obéir. C'est-là le sens en peu de mots. Où est donc la propriété des biens, où est la liberté? Si le plus grand nombre des Membres des deux Chambres déclare, que la Loi est que le plus jeune des Freres hérite des biens du pere, que deviendront les biens & les Terres de toutes les Familles du Royaume? Si il déclare, qu'une telle action précipitée, une telle parole imprudente doivent être punis d'une prison perpétuelle, la Liberté des Sujets ne se trouvera-t-elle pas sans remèdes, durante beneplacito? La Déclaration avoüe que les deux Chambres ne prétendent pas pouvoir faire de nouvelles Loix sans nous. Mais elles n'ont pas besoin d'aucun autre Pouvoir, si leur simple Ordre peut suspendre l'obéissance aux Statuts, ou faire exécuter ce qui n'est pas Statut. Si elles peuvent voter, que le Lord Digby étant à notre Cour, & partant de-là pour Kingston dans un carrosse à six Chevaux, pour y visiter ses amis, a excité la Guerre contre le Roi, & commis une trahison. Si elles peuvent voter que le Chevalier Hotham, après nous avoir défié en face, & retenant par force, une Ville, un Fort, des Armes, & un Magasin qui nous appartiennent, a fait un acte de fidélité & d'affection, quel besoin ont-elles du Pouvoir de faire de nouvelles Loix, ou plutôt, qu'est-ce qu'on peut appeller Loi? Nous prions nos Sujets de bien remarquer les conséquences de ces Votes, les progrès qu'ils ont déjà faits, & combien ils peuvent s'étendre. Premièrement, elles votent que le Royaume est dans un danger éminent, de la part des ennemis du dehors, & d'un Parti Papiste & mal-intentionné au dedans, & il y a déjà trois mois qu'elles ont aperçu ce danger. Voilà le fait, après quoi la Loi suit. Par ce Vote, elles s'appuyent sur la Loi fondamentale qui leur donne Pouvoir de disposer de la Milice du Royaume, & pour prévenir les dangers, d'entrer dans nos Places, de saisir nos Magasins, & de les garder contre nous. N'est-ce pas-là notre cas? Elles votent premièrement, que nous avons dessein de faire la Guerre au Parlement (1). Voilà le fait. Ensuite, elles déclarent, que ceux qui nous assisteront, seront coupables de trahison. Voilà la Loi, qu'elles appuient sur deux Statuts qui, de leur connoissance, ont été révoquez. Mais n'importe, elles le déclarent ainsi. Sur ce fondement, elles exercent le Pouvoir sur la Milice, & nous font actuellement la Guerre, qu'elles nous imputent de vouloir leur faire. Qui ne voit la confusion qui doit naître d'un tel Pouvoir de déclarer ce qu'il leur plaît? Si elles déclaroient présentement que nous n'avons pas dicté cette Réponse, mais que c'est un tel qui l'a faite, ce qui

(1) Ces Votes passerent dans l'intervalle entre la Publication de la Déclaration du Parlement, & celle de la Réponse du Roi.

CHARLES
I.
1642.

n'est qu'une matiere de fait, & déclaroient ensuite, que ce tel est ennemi de l'Etat, que deviendront les Loix sous lesquelles les Sujets sont nez? Si leur zèle pour la défense des Loix, consiste à défendre ce qu'elles déclarent être Loi, c'est-à-dire, leurs propre Votes, il ne leur sera jamais possible de convaincre de leurs bonnes intentions pour la Paix publique, sinon ceux qui voudront bien abandonner les droits de la grande Chartre, & tenir leurs biens & leurs vies, d'un Vote de la plus grande partie des deux Chambres. En un mot, nous ne nions pas, qu'en certains cas particuliers & douteux, portez regulierement devant les deux Chambres, elles n'ayent le Pouvoir de déclarer ce que c'est que la Loi. Mais elles ne peuvent faire une Déclaration générale qui soit capable d'alterer les régles connues des Loix, ni exercer un tel Pouvoir, sans soumettre les Vies & les Libertez des Sujets à un Pouvoir arbitraire (17).

REMARQUE (17). Ce ne pouvoit être qu'une grande mortification pour le Roi, que de se voir obligé à faire voir par de si bonnes raisons, les inconvénients qui naissoient d'un Pouvoir arbitraire. Les mêmes raisons que le Roi employoit pour faire voir, que le Pouvoir arbitraire étoit une suite naturelle des Maximes du Parlement, servoient à prouver qu'il y avoit le même risque à laisser, non pas tout Roid' Angleterre, mais Charles I. en particulier, revêtu du Pouvoir que les Loix lui attribuoient, vû l'usage qu'il avoit déjà fait de ce Pouvoir.

Nous nous sommes plaint, & nous faisons le Public Juge de la justice & de la nécessité de nos plaintes, de la multitude de Sermons & de Libelles publiez contre nous, & la Déclaration dit, que nous avons assez de moyen pour en faire punir les Auteurs dans les Cours ordinaires de Justice. Il est vrai, & nous avons aussi les moyens de punir les désordres & les tumultes, mais qui nous sont inutiles pour garder nos Villes, nos Parcs, nos Forêts, contre la violence (1). Peut-être même, qu'encore que les Cours de Justice aient le même Pouvoir, elles sont hors d'état de définir ce que c'est que désordre & tumulte. Autrement, on n'auroit pas arrêté les procédures d'un Juré choisi selon les Loix, pour examiner un désordre commis à Southwark, & par un Ordre des Communes, qui semblent avoir eu alors toutes seules, le pouvoir de déclarer, on n'auroit pas enjoint au Shérif de ne pas procéder plus avant.

Mais il n'est pas étonnant, que ceux qui n'ont pu voir aucuns tumultes, ne fassent pas attention aux Libelles & aux Sermons, quoiqu'il soit assez connu, que l'Auteur de la Protestation protestée, est l'infame Burton, perturbateur de l'Eglise & de l'Etat, & qu'il l'a prêchée à Westminster, en présence de diverses Membres des Communes. Mais nous parlerons plus amplement, dans la suite, de ces Sermons dont quelques-uns ont été imposez à diverses Paroisses par certains Membres des Communes; nous ne savons par quelle autorité (18).

REMARQUE (18). Ces Sermons contenoient pour la plupart les Maximes que le Parlement vouloit établir, ou qu'il prétendoit être conformes aux Loix; mais que le Roi regardoit comme séditieuses, & par cette raison il prétendoit que le Parlement en devoit punir les Auteurs. Ce Burton étoit le même à qui la Chambre Etoilée avoit fait couper les oreilles, & qu'elle avoit relegué dans un Isle, pour avoir publié un Livre contre l'Eglise Anglicane. Il paroît ici, que le Roi n'étoit pas content, que cette Sentence eût été cassée par le Parlement.

Nous

(1) Ceci fait allusion à un désordre arrivé dans le Parc & dans la Forêt de Windsor.

Nous confessons que nous n'avons pas une connoissance fort étendue des Loix, & qu'on ne trouve pas aisément dans ce tems-ci, des gens qui les entendent parfaitement. Nous ne pouvons pourtant croire que chaque Cour ordinaire ait le pouvoir de lever une Garde, telle qu'il lui plaît. Nous ne sçavons pas même quels sont les effets dangereux qu'a produits la Garde que nous avions donnée aux deux Chambres; ou plutôt, nous ne sçavons point qu'elles eussent besoin d'en avoir une.

Mais de tout ce qu'on nous impute injustement & sans cause, nous nous étonnons principalement d'une chose qui est évidemment fausse. C'est que nous avons protégé & favorisé les parens de ceux qui ont été les principaux auteurs & acteurs du Pouvoir arbitraire qui a été ci-devant en usage, & duquel on s'est plaint, & que ceux qui y ont été contraires sont découragés & disgraciés. Qu'on nous fasse connoître un seul de ces gens-là, que nous ayons avancé. Oiii, nous sommes assuré, & nous n'attendons point autre chose d'eux, que si ceux que nous employons, & qui ont été toujours grands Partisans de la liberté, nous connoissoient quelque panchant pour des choses contraires à l'honneur & à la justice, ils nous abandonneroient dès demain. Que tout le monde juge si d'autres personnes d'un autre caractère n'ont pas été, & ne sont pas encore appuyées ailleurs, si nous n'avons pas conféré des emplois à des gens qui avoient des sentimens tout contraires, quoique nous en ayons eu peu de contentement. Mais dans la suite, lorsque nous donnerons les emplois, nous ferons plus d'attention aux sentimens & aux actions des personnes. C'est pourquoi nous avons un juste sujet de donner aux deux Chambres, cet avis que nous assurons être venu de nous-même, & non d'aucun autre, de prendre bien garde de ne pas pancher, sous le spécieux prétexte de nécessité & de danger, vers ce même Pouvoir arbitraire dont on s'étoit plaint auparavant. Cet avis ne peut faire aucun mal, & nous voudrions bien qu'il fût suivi.

Les promesses spécieuses qu'on a faites, de nous rendre un Roi grand & glorieux, de nous établir un revenu plus grand qu'aucun de nos Prédécesseurs ait jamais eu, de nous faire honorer au dedans, & redouter au dehors, sont-elles donc réduites à ceci, c'est qu'on est résolu à nous établir un revenu honorable aussi-tôt que nous aurons mis le Gouvernement dans un tel état, que nos Sujets puissent jouir en sûreté de leur Religion, & leurs Libertés? Nous ne sçavons ce qu'on peut entendre par cet état. Nous ne pouvons pas même imaginer quelle sûreté nos Sujets peuvent désirer, que nous ne leur ayons pas accordée (19).

REMARQUE (19). Malheureusement depuis la violation de la Requête de droit, on ne regardoit ni les paroles, ni les promesses du Roi, ni les Actes même de Parlement, comme des sûretés suffisantes. Du moins, on alléguoit des raisons assez plausibles pour ne pas s'y confier. Il n'y avoit que la Milice qui pût satisfaire le Parlement, & c'étoit ce que le Roi ne vouloit pas accorder.

Est-il convenable à la Dignité des deux Chambres, de répondre aux raisons que nous avons alléguées, pour justifier notre éloignement de Londres, par une moquerie, qu'elles espèrent que nous n'avons pas été chassé de Londres par nos propres craintes, mais par celles du Lord Digby & de sa suite de Cavaliers? Certainement, celui qui a dressé cette Déclaration y a inséré cette insolente expression, aussi-bien que plusieurs autres, sans le consentement des deux Chambres, & sans qu'elles l'aient examinée. Car il n'y a aucune apparence qu'elles eussent voulu se départir si légèrement du respect qu'elles nous doivent, & dont jusqu'alors elles avoient fait profession.

CHARLES
1.
1642.

On connoitra aisément, si les deux Chambres ont souhaité, autant que Nous, d'établir une bonne intelligence entre nous & notre Peuple, si l'on considère, que de notre côté, nous n'avons négligé de faire aucune démarche publique, qui fut tant soit peu nécessaire pour entretenir la paix, l'abondance, & la sûreté de nos Sujets, & que de leur côté, elles n'ont encore fini aucun Bill qui pût témoigner la moindre affection pour nous; mais qu'au contraire, elles ont découragé ceux qui étoient dans la disposition de nous en donner des marques. Témoin le Bill des Subsides accordé par le Clergé, qui demeure indéci depuis près d'un an, & qu'elles ne veulent pas encore passer, quoique nos besoins soient connus de tout le monde. Ainsi en s'abstenant de nous assister, & en empêchant les autres de le faire, elles ne donnent aucune réponse à nos demandes & à nos raisons, sinon, que nous ne devons pas faire de notre propre raison, la règle de notre Gouvernement, mais que nous devons nous faire assister par notre Conseil, ce que nous n'avons jamais refusé. Nous ne demandons d'autre liberté que celle que le moindre d'entre eux prétend, & nous souhaiterions qu'ils en fissent toujours usage. C'est de ne consentir à rien qui soit évidemment contre notre conscience & contre notre jugement. Nous aurons autant d'égard aux avis de nos deux Chambres, qu'aucun Prince en ait jamais eu. Mais nous ne regardons pas comme une sagesse du Parlement les artifices d'un petit nombre de personnes factieuses & séditieuses, d'un Parti mal-intentionné qui veut sacrifier l'Etat à son ambition & à sa fureur. Nous espérons que notre Peuple ne les regardera pas d'un autre œil que nous : qu'il jugera, que ce n'est pas le moyen de conserver le Parlement, que de protéger & d'approuver ces personnes, dont nous nous proposons de faire bien-tôt remarquer les sinistres desseins, & les moyens qu'ils emploient pour les exécuter, mais que c'est plutôt préférer les intérêts d'un petit nombre de gens indignes, au devoir auquel on est tenu envers le Roi, & au soin qu'on doit avoir du Royaume. On nous avertit de nous souvenir, que nos résolutions regardent des Royaumes, & que par conséquent, elles ne doivent pas se former selon notre propre & seul jugement. Nous nous en souvenons tres-bien : mais nous voudrions que les deux Chambres se ressouvinsent aussi, qu'en s'efforçant de diminuer le Pouvoir & la Dignité du Roi, elles se mêlent d'une chose qui n'est pas sujette à leur décision, & de laquelle nous devons rendre compte à Dieu & à nos autres Royaumes, & que nous devons maintenir aux dépens de notre vie.

Enfin, la Déclaration parle d'un complot actuellement sur pied, formé par le Parti mal-intentionné, sous le prétexte plausible de conserver la Prérogative du Roi, de maintenir la Discipline de l'Eglise, de soutenir le Service Divin, & d'encourager les Sciences. Ce sont-là en effet des notions plausibles & honorables sur lesquelles on peut agir avec sûreté. Elle ajoute, que sur ces fondemens on a préparé des Requêtes à Londres, dans le Pais de Kent, & ailleurs. Sur quels autres fondemens veut-on donc qu'on prépare des Requêtes? Quoi, tant de Requêtes contraires à la constitution du Royaume & aux Loix, auront été favorablement reçues, & celles-ci appuyées sur ces fondemens, seront appelées séditieuses! Une multitude de personnes, viles & méprisables, ont eu la liberté de présenter des Requêtes contre le Gouvernement de l'Eglise, contre le Livre des Prières Communes, contre les Privilèges du Parlement, & en ont été remerciées, & on appellera séditieux, les plus graves Citoyens de Londres, la Noblesse, & la Communauté de Kent, qui ont préparé des Requêtes où ils désirent d'être gouvernez selon les Loix connues du Pais, & non par les Votes ou par les ordres d'une ou des deux Chambres. Appellera

pellera-t-on cela , la sagesse & la justice du Parlement ? N'est-ce pas plutôt l'ouvrage d'une faction qui abuse de la confiance qu'on a en ses Chefs , & qui définit présentement , ce que c'est que la sédition ? Vouloir porter les Sujets à maintenir la Prérogative Royale , la Discipline de l'Eglise , le Service Divin avec la révérence nécessaire , à procurer les progrès des Sciences , voilà ce que c'est que sédition. Que le Ciel & la Terre , Dieu & les Hommes soient Juges entre Nous & ces gens-là. Quoique ces personnes soient traitées de séditeuses , qu'on les menace , qu'on les censure , qu'on les emprisonne , si elles nous apportent de semblables Requêtes , nous les recevrons agréablement , nous les protégerons , & nous défendrons leurs droits contre qui que ce puisse être , au péril même de notre vie.

Nous n'avons pu faire cette Réponse moins longue , dans le dessein que nous avions de satisfaire le Public , sur les objections même les plus triviales qui nous ont été faites , & d'empêcher qu'on ne nous reproche plus nos prudentes omissions. Si nous avons été contraint de nous exprimer d'une manière un peu aigre , qu'on considère , combien sont insupportables , les provocations que nous avons reçues. A moins que ce ne soit attaquer que de repousser la violence , & qu'on ne regarde des défenses justes & nécessaires , comme des invectives , nous sommes assuré que le Public nous trouvera encore trop débonnaire. Nous espérons que nos Sujets seront persuadés que nous avons été maltraité , & qu'ils jugeront de leur bonheur & de leur sûreté par nos actions. Nous souhaitons qu'elles ne prospèrent , & ne reçoivent la bénédiction de Dieu , qu'autant qu'elles sont dirigées à sa gloire , au maintien de la véritable Religion Protestante , à la conservation de la propriété & de la liberté des Sujets , à l'observation des Loix , au soutien des droits , & des justes Privilèges du Parlement.

Après toutes les Pièces qu'on a vûës dans cette seconde Partie du Regne de Charles I. il semble qu'on doit avoir une parfaite connoissance des différends entre le Roi & le Parlement , & que la matière est épuisée. Avec tout cela , si on s'en tenoit aux Ecrits publiez de part & d'autre , sur cette matière , on n'auroit pas une idée bien nette de la cause de ces différends. Il faut pour cela entrer dans les motifs qu'elles n'avoient garde de découvrir dans leurs Manifestes qu'inétoient publiez qu'en vûë d'attirer les suffrages du Peuple. Voici , comme il me le semble , une Déduction qui pourra servir à donner une idée claire & nette de ces différends. On n'y verra rien qu'on n'ait déjà vû en divers endroits , & néanmoins , je croi qu'il ne sera pas inutile de recapituler ici , tout ensemble & en peu de mots , ce qui peut servir à faire bien connoître les causes de la Guerre civile qui affligea l'Angleterre.

Il faut d'abord poser comme un fait qui n'a pas besoin de preuve , après tout ce qui a été dit , que le Roi avoit formé le dessein d'établir en Angleterre un Gouvernement arbitraire. Ceux qui voudront nier ce fait , n'ont qu'à chercher dans leur imagination , une cause plus naturelle du mécontentement du Peuple contre son Gouvernement. Mais il est certain , que quel que soit leur système , ils ne pourront jamais sans cela le lier assez bien avec les événemens , pour que les personnes désintéressées en puissent être satisfaites. Les quatre Parlemens précédens avoient regardé toutes les démarches du Roi , depuis le commencement de son Regne , comme tendant à établir un pouvoir absolu. C'étoit là ce qu'ils appelloient leurs Grièfs , dont

CHARLES
I.
1642.

Explication
des démê-
lez entre le
Roi & le
Parlement.

CHARLES
I.
1642.

ils avoient souvent demandé la réparation sans avoir jamais pû l'obtenir.

Charles I. avoit hérité du Roi son Pere, une haine mortelle contre les *Puritains* ou *Presbyteriens*. Il étoit persuadé comme lui, que leurs principes, touchant le Gouvernement de l'Eglise, étoient directement opposés au Gouvernement Monarchique dans l'Etat. Ils allerent tous deux encore plus loin; ils se persuaderent non seulement, que tous les Puritains étoient Anti-Monarchiques, mais encore, que tous ceux qui s'opposoient au pouvoir absolu, étoient véritablement Puritains. C'est-ce qui fit prendre à Charles I. la résolution de ruiner tous ceux qui ne se conformoient pas à sa volonté avec assez de soumission, en les confondant tous sous le nom de Puritains. Pour cet effet, il n'admit dans son Conseil, ni dans aucune Charge publique, que des gens qui étoient dans les mêmes principes que lui. Ce fut là ce qui produisit toutes les rigueurs qui furent exercées par le Conseil, par la Chambre Etoilée, par la Haute-Commission, par les Juges, & par tous les Magistrats, contre tous ceux qui, selon les idées de la Cour, étoient infectés de Puritanisme, quoi que plusieurs de ces gens-là fussent sincèrement attachés à l'Eglise Anglicane. En cela, le Roi, contre son intention, rendit aux véritables Presbytériens un service très-considérable; puisqu'il confondit leurs intérêts avec ceux d'un grand nombre de gens, qui, sans cela, n'auroient eu aucun panchant pour le Presbytérianisme. En effet, ils étoient menacés les uns & les autres d'une même ruine. Cela fut causé que dans les élections qui se firent pour ce dernier Parlement, on y fit entrer beaucoup de gens opposés aux principes du Roi & de la Cour. Entre ceux-ci, les Presbytériens étoient les plus ardens, comprenant bien, que leur perte étoit résolue & qu'elle ne tarderoit pas long-tems à venir, si le Roi réussissoit dans ses desseins. Ainsi le parti Presbytérien, qui ne faisoit auparavant qu'une très-petite figure dans le Royaume, devint très-puissant par la jonction de l'autre espèce de Puritains, qu'il plaisoit à la Cour de confondre avec lui.

D'un autre côté, l'Archevêque Laud & quelques-uns des Evêques, les plus attachés à la Cour, inventerent un moyen, qui ne pouvoit manquer de leur fournir les occasions de persécuter les Puritains. Ce fut d'enjoindre, avec une rigueur excessive, l'observation de certaines pratiques que la plupart des gens regardoient comme indifférentes. Ils y ajoutèrent même diverses Innovations qui offenserent, non seulement les Presbytériens, mais encore un grand nombre de Membres de l'Eglise Anglicane. Cela produisit de grands murmures: mais on ne se contenta pas de murmurer; on désobéit même ouvertement, & cette désobéissance fournissoit un prétexte au châtimement. Par-là, les Evêques, principaux Auteurs de ces Innovations, se rendirent très-odieux, jusque là que plusieurs croyoient avoir un juste sujet de soupçonner, qu'on n'eût dessein de rétablir la Religion Romaine en Angleterre, puis qu'on prenoit si fort à cœur d'établir ces Innovations, qui sembloient ne tendre qu'à en rapprocher l'Eglise Anglicane. Si l'on joint à ce mécontentement celui que produisoit le gouvernement du Roi par rapport aux Libertés du Peuple, & aux Privilèges du Parlement, on n'aura pas beaucoup de peine à comprendre, qu'en général, le Peuple étoit très-mécontent.

Quoi que dans ce dernier Parlement il y eut un assez grand nombre de Presby-

Presbytériens, par la raison que j'ai déjà insinuée, ils n'étoient pourtant pas assez forts pour pouvoir faire un Parti capable de s'opposer à celui de l'Eglise Anglicane, s'ils eussent d'abord fait connoître leurs intentions. Ainsi, on peut assurer qu'en général, le dessein de ce Parlement, quand il s'assembla, n'étoit pas de renverser l'Eglise Anglicane, pour mettre le Presbytérianisme en sa place, quoi qu'on ne puisse gueres douter, que ce ne fût le but particulier des Presbytériens. Mais, comme ils étoient en trop petit nombre pour pouvoir choquer de front, tout le reste du Parlement, ils prirent la résolution de se joindre fortement au Parti contraire au Roi, pour faire réparer les Griefs. Parmi ces Griefs, il y en avoit qui regardoient la Religion, comme les Innovations qui ne choquoient pas moins les Anglicans que les Presbytériens mêmes. Sur cette matiere, ceux-ci ne faisoient pas difficulté de déclamer avec force, quand l'occasion s'en présentoit, & de faire regarder ces Griefs comme étant d'une très-dangereuse conséquence. Ils pouvoient le faire sans se découvrir trop ouvertement, parce que, comme je l'ai déjà dit, la plupart des Membres du Parlement étoient déjà prévenus contre les Innovations, & contre la conduite des Evêques. Comme le Roi étoit extraordinairement zélé pour l'Eglise Anglicane, & qu'il étoit du nombre de ceux qui regardoient les Innovations & quelques autres minuties, comme nécessaires pour la solemnité du Culte public, il s'opposoit à leur suppression autant qu'il lui étoit possible, non pas directement, mais en faisant agir les Evêques, les Seigneurs Papistes de la Chambre Haute, & les autres qui étoient dans son Parti. Cela fut cause que les Presbytériens tâchèrent de faire comprendre à tout le reste du Parti contraire au Roi, que, pendant que les Evêques auroient séance dans la Chambre des Pairs, il seroit comme impossible de parvenir à une entière réparation des Griefs. La Chambre des Communes s'obstina donc à faire en sorte que les Evêques fussent privez de leur droit de Séance au Parlement, à quoi elle trouva de grands obstacles. Mais enfin, par le moyen des tumultes, elle vint à bout de les effrayer, & de les obliger à se retirer, & à présenter la Protestation qui donna lieu d'en envoyer douze à la Tour. Par ce même moyen, les Seigneurs Catholiques se virent aussi contrainsts des'absenter du Parlement. Depuis ce tems-là, le Parti du Roi y devint très-foible, & le Parti Presbytérien acquit de nouvelles forces.

Dans la suite, ce Parti Presbytérien ayant gagné tant de terrain, s'appliqua soigneusement à fomenter la division entre le Roi & le Parlement. Ce fut lui qui fit passer la Remontrance de l'état du Royaume, qui fut présentée au Roi à son retour d'Ecosse, & qui fut comme le signal de la rupture. Malheureusement, il y avoit dans le Parti Presbytérien un autre Parti qui s'y tenoit caché, & qui fut ensuite connu sous le nom d'*Indépendant*. Celui-ci, qui ne pouvoit réussir dans ses desseins secrets, que parmi le trouble & la confusion, affectoit un Presbytérianisme rigide, & tâchoit de porter les choses aux extrémités, sous prétexte de soutenir le Presbytérianisme, quoique véritablement, son intention fût de le ruiner aussi-bien que l'Eglise Anglicane.

Dans ces entrefaites, le Roi s'étant retiré à Yorck, & comprenant que la Guerre étoit inévitable, fit avertir secrètement tous les Membres des deux

CHARLES
I.
1642.

CHARLES
I.
1642.

deux Chambres, qu'il croyoit bien intentionnez pour lui, de quitter le Parlement & de se retirer à Yorck ou ailleurs. Plusieurs obéirent, & ce fut par leur retraite, que le Parti Presbytérien devint tout puissant dans les deux Chambres. Avant ce tems-là, lorsque les Presbytériens proposoient quelque chose qui tendoit à la subversion de l'Eglise Anglicane, ceux qui avoient de l'attachement pour cette Eglise ne manquoient pas à s'y opposer, & tous les Partisans du Roi étoient de ce nombre. Mais dès que ceux-ci se furent retirés, le Parti Presbytérien devint si supérieur dans les deux Chambres, qu'il y faisoit passer tout ce qu'il trouvoit à propos. C'est ce que le Roi faisoit remarquer en divers endroits de la Réponse qu'on vient de voir. Ainsi, le Parti Presbytérien étant devenu dominant dans les deux Chambres, & ayant pour but particulier de changer le Gouvernement de l'Eglise, mais la chose étant impraticable, pendant que le Roi conserveroit son pouvoir, il est manifeste, que, selon ce projet, l'intérêt du Parlement, qui étoit conduit par les Presbytériens, étoit d'éviter avec soin, tout ce qui pouvoit tendre à un accommodement qui auroit rompu toutes ses mesures. Mais il n'avoit garde de découvrir entièrement ses desseins. Il n'étoit pas encore tems, jusqu'à ce qu'il eût mis le Roi en état d'en empêcher l'exécution. Ainsi, quoi qu'il rendît ses craintes & ses soupçons à l'égard du Roi, aussi plausibles qu'il étoit possible, & quand même on conviendrait, qu'il avoit sujet de soupçonner & de craindre, il y a pourtant lieu de croire, que le danger qu'il représentoit comme étant si prochain & si éminent, n'étoit pas aussi réel qu'il vouloit le faire accroire, son grand but étoit d'engager le Roi à commencer la rupture, en quoi il semble que le Roi ne s'aperçut pas assez tôt du piège qu'on lui tendoit.

Pour ce qui regarde le Roi, il est comme impossible de connoître parfaitement ses motifs secrets, & ses intentions intérieures, parce que, depuis l'ouverture de ce Parlement, il ne fut jamais en état de les démontrer par des effets, d'une manière assez évidente. Véritablement, il donna son consentement à divers Actes avantageux au Peuple, & par-là il sembloit avoir marqué une espèce de repentance de sa conduite passée. Mais l'état où il se trouvoit lorsqu'il passa ces Actes, faisoit qu'il y avoit lieu de douter si c'étoit sincèrement qu'il consentoit à la réparation des Grievs, ou si ce n'étoit que pour s'accommoder au tems. Il assuroit, que son intention étoit de gouverner à l'avenir selon les Loix, & il en prenoit Dieu à témoin : mais on ne vouloit pas se fier à sa parole. Ce qu'il y a de certain, c'est que tout ce qu'il disoit, tous les efforts qu'il faisoit pour faire valoir les Loix, étoit peu conforme aux principes qu'il avoit suivis pendant quinze ans. Si quelques-uns se persuadoient que ses asserérations & ses promesses étoient suffisantes pour mettre le Royaume en sûreté, d'autres croyoient avoir un juste sujet de douter de leur sincérité, parce qu'elles venoient dans un tems, où il n'avoit d'autre ressource que les Loix pour se soutenir, ni d'autre moyen que la promesse de les observer, pour empêcher que tout le Peuple ne l'abandonnât entièrement. Je n'entreprendrai point de décider une question si difficile qui est au-dessus de la portée des hommes, n'y ayant que Dieu seul qui connoisse parfaitement ce qui se passe dans le cœur. Je croi qu'il y a de la témérité à assurer que Charles I. n'étoit pas sincère dans ses promesses.

Mais

Mais je croi aussi qu'on peut douter de la sincérité de laquelle il n'eut jamais occasion de donner des preuves par des effets.

Quelle que fût l'intention secrète du Roi, il comprenoit parfaitement celle du Parti qui dominoit dans le Parlement, & il ne voyoit plus que la force qui pût le tirer du danger où il se trouvoit. Ses propositions pour un accommodement étoient rejetées, & ses promesses d'observer les Loix à l'avenir étoient regardées comme autant de pièges, & malheureusement pour lui, il n'avoit que trop donné lieu à la défiance. Il ne pouvoit le désavouer par rapport à ce qui s'étoit passé avant ce Parlement, & même durant ce Parlement, il avoit fait certaines démarches dont ses ennemis sçavoient bien tirer avantage. Tel étoit le complot pour gagner l'armée, auquel vrai-semblablement il avoit eu part, quoi qu'il pût assurer, qu'il n'avoit point eu connoissance d'aucune résolution prise pour faire marcher l'armée à Londres. Telle étoit l'accusation des six Membres du Parlement, dans laquelle on ne pouvoit s'empêcher de soupçonner quelque dessein caché. Le dessein de s'assurer de Hull, sa retraite à Yorck, le voyage de la Reine en Hollande, dont le tems découvrit enfin le motif, étoient des choses qui n'aidoient pas à guérir le Peuple de ses soupçons. Ainsi, les deux Chambres se tenant toujours fermes sur les sujets de soupçon, de crainte & de défiance qu'elles avoient ou prétendoient avoir à l'égard du Roi, s'en servoient pour faire comprendre au Peuple, qu'on ne pouvoit pas se confier à ses promesses, à moins qu'on ne le mît hors d'état de pouvoir les violer. C'est ce qui avoit donné lieu à l'affaire de la Milice, à l'égard de laquelle on avoit engagé le Roi dans un détroit, d'où il ne pouvoit se tirer. Car en accordant la Milice, il auroit travaillé lui-même à l'exécution des desseins du Parlement, & en la refusant, il donnoit lieu de dire, qu'il vouloit engager les deux Chambres à un accommodement, sans leur donner d'autre sûreté que sa parole, sur laquelle elles prétendoient qu'on ne pouvoit pas compter. Il est vrai aussi, que le Roi ne vouloit rien céder de ses droits, & qu'il n'offroit d'autre assurance que sa parole, pour contenter le Parlement.

Après ce qu'on vient de voir, il ne fera pas difficile de comprendre le sujet de la querelle, & les difficultez d'un accommodement. Celle qui regardoit le Gouvernement de l'Eglise étoit une des principales quoi qu'elle ne soit pas bien expliquée dans les Manifestes des deux Partis. S'il ne se fût agi uniquement que des intérêts du Roi, peut-être auroit-il consenti à céder quelque chose, du moins pour un tems. Mais il comprenoit, qu'une des principales raisons, qui portoient ses ennemis à vouloir diminuer son autorité, étoit pour pouvoir plus facilement venir à bout de changer le Gouvernement de l'Eglise, à quoi il se croyoit obligé en conscience, de s'opposer de tout son pouvoir. Il étoit si fortement & si sincèrement attaché à l'Eglise Anglicane, qu'il regardoit toute condescendance qui pouvoit tendre à la ruïner, comme le plus grand crime qu'il pût commettre, & il persista dans ce sentiment, lors même que ses affaires furent réduites à l'extrémité. Tous ses Conseillers étoient dans les mêmes principes. Ils croyoient le Gouvernement de l'Eglise par des Evêques si absolument nécessaire, qu'une Eglise sans Evêques n'étoit pas une véritable Eglise dans leur opinion. D'un autre côté, les Presbytériens n'étoient pas moins entêtés de leurs sentimens, & sans vouloir distin-

CHARLES
I.
1642.

guer ce qu'il y a d'essentiel dans la Religion d'avec ce qui n'est qu'extérieur, ils regardoient les pratiques de l'Eglise Anglicane comme une espèce de Papisme. D'ailleurs, ils étoient si convaincus de la haine que le Roi avoit pour eux, qu'ils ne pouvoient se croire en sûreté, tant qu'il seroit en son pouvoir de les opprimer. Les affaires se trouvant dans cette situation, il est manifeste, que la seule force des armes étoit capable d'obliger l'un ou l'autre des Partis à céder.

Le Comte
de Bristol
propose en
vain un ac-
commodement.
10. Mai.
Rushworth,
Vol. IV. p. 714

La Guerre étant comme inévitable, le Comte de Bristol, quoi qu'il eût peu de sujet d'être content du Roi, fit un dernier effort pour procurer un accommodement, par un Discours qu'il prononça dans la Chambre Haute. Il fit voir que la chose ne seroit pas impossible, si on vouloit y travailler de bonne foi. Après avoir représenté tous les inconvénients d'une Guerre civile, & des malheurs dont elle étoit ordinairement suivie, il proposa d'établir un Committé pour digérer tous les différends qu'il y avoit entre le Roi & le Parlement, ce que le Roi devoit faire pour satisfaire le Peuple, & quelles sûretés il devoit donner. Il ajouta plusieurs autres choses qui faisoient assez connoître qu'il panchoit du côté du Roi, & parce qu'avec cela, il ne parla de la Religion que fort légèrement & en termes généraux, son Discours ne fit pas beaucoup d'effet.

Votes des
Communes
Ibid. p. 717.

Dès le même jour, ou le lendemain, les Communes voterent :

1. Qu'il paroît, que le Roi séduit par de mauvais conseils, avoit dessein de faire la Guerre à son Parlement, quoi que les deux Chambres, dans leurs actions & dans leurs délibérations, ne se fussent jamais proposé que le bien du Royaume & de rendre à Sa Majesté l'obéissance qu'elles lui devoient.

2. Qu'en quelque tems que ce fût que le Roi feroit la Guerre au Parlement, il violeroit la confiance que le Peuple avoit en lui ; que cette Guerre seroit contraire à son serment, & tendroit à la dissolution du Gouvernement.

3. Que ceux qui l'assisteroient dans cette Guerre, seroient reputez Traîtres, par les Loix fondamentales du Royaume, & seroient punis comme tels, selon qu'il avoit été décidé par deux Actes de Parlement, dans la deuxième année de Richard II. & dans la première de Henri IV. (1).

Le Roi re-
couvre le
grand Sceau
Requête du
Parlement
au Roi sur
ses Troupes
23. Mai.
Rushworth,
Vol. IV. p. 719
Réponse du
Roi.
Ibid. p. 720.

Le 22. de Mai, le Lord Littleton livra le grand Sceau pour être porté au Roi, & le suivit lui-même dès le lendemain, avant que le Parlement en eût aucune connoissance.

Le 23. les deux Chambres envoyèrent une Requête au Roi, pour le prier de congédier les Troupes de Cavalerie & d'Infanterie, qu'il avoit levées, sous prétexte d'avoir une Garde pour sa personne. Elles lui disoient, que s'il ne licencioit pas ces Troupes, elles seroient obligées d'assurer la Paix du Royaume par les moyens les plus convenables. Le Roi répondit à cette Requête avec beaucoup d'aigreur, & reprocha aux deux Chambres qu'elles s'étoient donné elles-mêmes une Garde, & avoient ordonné à tous les Shérifs, de s'opposer avec les forces de leurs Provinces, à tous ceux qui s'assembleroient par Ordre du Roi.

J'ai

(1) Ces Votes avoient précédé la Réponse du Roi au Manifeste du Parlement ; c'est pourquoi il en parle dans cette Réponse.

J'ai déjà dit, que la Guerre étoit résolue des deux côtes : mais chacun gardoit encore quelques ménagemens, pour en rejeter la faute sur le Parti contraire. Car, dans une Guerre Civile, c'est principalement du Peuple dont on a besoin, parce que c'est dans le Peuple que consiste la force des deux Partis. Dans le Discours que le Comte de Bristol avoit fait aux Seigneurs le 20. de Mai, il avoit fait remarquer, qu'il n'étoit pas impossible de trouver en quoi consistoient les différends entre le Roi & le Parlement : mais que la grande difficulté consistoit à trouver des sûretés, capables de satisfaire le Peuple, & qui ne fussent pas contre l'honneur du Roi. Il avoit principalement insisté, sur ce que le Roi offrant de donner des sûretés raisonnables, on ne devoit pas rejeter cet offre, pour se charger des événemens de la Guerre. Comme cet offre, quoi que faite en termes fort généraux, paroïssoit plausible, le Parlement craignit qu'elle ne fît quelque impression sur le Peuple. C'est pourquoi, il jugea qu'il étoit nécessaire de faire voir, que le Roi, par cette offre générale, n'offroit pourtant rien que sa parole pour toute sûreté, ce qui ne pouvoit faire un fondement assez ferme d'un bon accommodement. Dans cette vûe, il lui envoya le 2. de Juin dix-neuf Propositions, qu'il regardoit comme capables d'établir une bonne Paix & une étroite intelligence entre le Roi & le Parlement. Voici les Propositions.

CHARLES
I.
1642.

1. „ Que tous les Conseillers du Roi, Ministres d'Etat & autres Officiers employez tant dehors que dans le Royaume, qui ne seront pas approuvez par le Parlement, soient dépouillez de leurs emplois, & qu'on ne mette en leurs places que des gens approuvez par les deux Chambres “.

„Dix-neuf
„Propositions en-
„voyées au
„Roi par
„le Parle-
„ment.
„Rush-
„worth,
„Vol. IV. p.
„722.
„2. Juin.

2. „ Que les grandes affaires du Royaume ne soient pas décidées par des Particuliers ou des gens inconnus, ou qui n'ont pas prêté Serment. Que les matieres qui regardent le Public, & qui sont de la compétence du Parlement, soient traitées dans le Parlement seulement, qui est le grand Conseil du Royaume, & que ceux qui y contreviendront soient sujets à la censure du Parlement. Que les affaires d'Etat, qui sont de la compétence du Conseil Privé, soient débattuës & décidées par les Conseillers Privez, qui seront de tems en tems approuvez par le Parlement. Qu'aucun Acte du Conseil ne soit regardé comme valide, s'il n'a pas été approuvé par le plus grand nombre des Conseillers, sous leurs signatures “.

„
„
„
„

3. „ Que le nombre de Conseillers Privez n'excède pas celui de vingt-cinq ; Que si une place de Conseiller Privé devient vacante dans l'intervalle des Parlemens, elle soit remplie avec le consentement du plus grand nombre des Conseillers, sauf l'approbation du prochain Parlement, à faute de laquelle le choix sera nul. Que le Grand Maître de la Maison du Roi, le grand Connétable, le grand Chancelier, le Garde du grand Sceau, le grand Trésorier, le Garde du Sceau privé, le Comte Maréchal, le grand Amiral, le Gardien des cinq Ports, le principal Gouverneur d'Irlande, le Chancelier de l'Echiquier, le grand Maître de la Garderobe, les Secretaires d'Etat, les deux premiers Juges, le premier Baron de l'Echiquier, seront choisis avec l'approbation du Parlement, & dans l'intervalle des Parlemens, par le plus grand nombre des Conseillers Privez, comme il a été dit par rapport au choix des Conseillers “.

„
„
„
„
„
„
„
„
„
„
„

4. „ Que le Gouverneur ou Gouverneurs des Enfans du Roi seront ap- „

Nn ij

prouvez

CHAR-
LES I.
1642.

„ prouvez par les deux Chambres, & dans l'intervalle des Parlemens, par le
„ plus grand nombre des Conseillers Privez, comme ci-dessus. Que les Dome-
„ tiques qu'ils ont présentement, contre lesquels le Parlement aura quelque
„ chose à objecter, leur seront ôtez.

„ 5. Qu'on ne traitera du Mariage des Enfans du Roi, soit hors du Royau-
„ me, ou dans le Royaume, sans consentement du Parlement, sous la peine
„ de *Premunire* contre ceux qui traiteront de tels Mariages, de laquelle ils ne
„ pourront être exemptez, qu'avec le consentement des deux Chambres.

„ 6. Que les Loix contre les Jésuites, Prêtres, & Papistes Récusans seront
„ exécutées, sans aucune tolérance, ou dispense contraire. Qu'il sera fait un
„ Acte de Parlement, pour les mettre hors d'état de troubler la Paix, & d'élu-
„ der les Loix, de quelque maniere que ce puisse être.

„ 7. Que les Seigneurs Papistes seront exclus du Parlement, aussi long
„ tems qu'ils demeureront Papistes. Qu'il sera fait un Acte auquel S. M. don-
„ nera son consentement, pour faire élever les enfans des Papistes dans la Re-
„ ligion Protestante.

„ 8. Que V. M. donnera son consentement à une réformation du Gouver-
„ nement de l'Eglise, telle que les deux Chambres l'approuveront, & sur la-
„ quelle elles ont dessein de consulter les Théologiens. Que V. M. les assistera
„ pour établir un revenu suffisant aux Ministres, dans tout le Royaume. Que
„ V. M. consentira aux Loix qui seront faites pour abolir les Innovations, les
„ pluralitez des Bénéfices, & pour chasser de l'Eglise les Ministres scandaleux.

„ 9. Qu'il plaise à V. M. d'approuver la méthode prise par les deux Cham-
„ bres pour établir la Milice, jusqu'à ce qu'elle soit ultérieurement établie par
„ un Bill, & qu'il lui plaise de révoquer les Déclarations & Proclamations pu-
„ bliées contre l'Ordonnance.

„ 10. Que les Membres des deux Chambres qui ont été dépouillés de leurs
„ Emplois depuis l'ouverture de ce Parlement, soient rétablis, ou qu'on les sa-
„ tisfasse d'une autre maniere.

„ 11. Que les Conseillers Privez & les Juges prêtent un Serment qui sera ré-
„ glé par Acte de Parlement, pour l'observation de la Requête de Droit, &
„ de certains autres Status que le Parlement indiquera. Que les Juges du Banc
„ du Roi à chaque terme, les Juges des Assizes dans leurs Circuits, les Juges
„ de Paix aux Sessions, soient chargez de faire des informations sur les viola-
„ tions de ces Actes, & de les publier, afin que, s'il y a des infracteurs, ils
„ soient punis selon les Loix.

„ 12. Que tous les Juges & autres Officiers qui seront en place avec l'ap-
„ probation du Parlement, tiennent leurs Emplois avec la clause, *Quamdiu se*
„ *bené gesserint*.

„ 13. Que tous les Délinquens, tant ceux qui sont dans le Royaume, que les
„ fugitifs, soient punis par le Parlement, & que tous ceux qui seront citez soient
„ tenus de comparoître.

„ 14. Que l'Amnistie offerte par V. M. soit accordée avec les exceptions
„ dont les deux Chambres conviendront.

„ 15. Que les Places fortes soient commises à la garde de ceux que V. M.
„ nommera, & qui seront approuvez par le Parlement, & dans l'intervalle
„ des Parlemens, par le plus grand nombre des Conseillers Privez, comme
„ ci-dessus.

16. Que V. M. congédie les Gardes extraordinaires & les forces qu'elle a levées, & qu'à l'avenir, il n'y ait point d'autres Gardes ni forces extraordinaires, que conformément aux Loix, ou en cas d'invasion actuelle.

17. Qu'il plaise à V. M. de faire une étroite Alliance avec les Etats de Provinces-Unies des Païs-Bas, & avec les autres Princes Protestans, pour la défense de la Religion Protestante, contre les attentats du Pape, & de ses adhérens. Par ce moyen, V. M. acquerra un nouveau degré de force & de réputation, & encouragera ses Sujets à l'assister en Parlement, pour rétablir la Princesse votre Sœur & ses Enfans, dans leurs Etats qui leur ont été enlevés, & pour secourir les autres Princes Protestans qui ont souffert dans la même cause.

18. Qu'il plaise à V. M. de justifier, par un Acte de Parlement, le Lord Kimbolton & les cinq Membres des Communes accusez, afin que les Parlemens à venir puissent être à couvert contre les conséquences d'un tel préjugé.

19. Qu'il plaise à V. de consentir à un Bill pour exclure du Parlement les Pairs qui seront créés dans la suite, à moins que ce ne soit avec le consentement des deux Chambres.

Ces Articles nous étant accordez, nous nous appliquerons à régler les revenus de V. M., d'une manière avantageuse à V. M. & à les augmenter en telle sorte, qu'ils soient suffisans pour maintenir l'honneur & la gloire de V. M., plus que d'aucun de vos Prédécesseurs. Nous remettrons aussi la Ville de Hull à celui que V. M. ordonnera, & rendrons un compte exact du Magasin. Enfin, nous ferons tous nos efforts pour nous acquitter de ce que nous devons à V. M., en maintenant son honneur & sa grandeur, & en travaillant à assurer V. M. & sa posterité Royale.

Le Roi fit à ces propositions, une longue Réponse, c'est-à-dire, avec de si longues périodes, & de si fréquentes parenthèses, que ce n'est pas un petit travail, que de la traduire sans lui faire rien perdre de sa force.

REPONSE DU ROI, aux dif-neuf Propositions.

Avant que de répondre à votre Requête & à vos Propositions, nous vous dirons, que nous voyons présentement avec beaucoup de clarté, pourquoi on a négligé de suivre la méthode que nous avons proposée dans notre Message du 20. de Janvier, comme la plus propre pour appaiser tous les troubles. Nous voyons que les Chefs de la cabale se sont contenus avec beaucoup de prudence, jusqu'à ce qu'ils ont fait tous les préparatifs nécessaires pour exécuter leur dessein. S'ils avoient publié hors de saison ces Propositions dont les pareilles n'ont jamais été présentées à aucun de nos Prédécesseurs, & que nous ne pouvons recevoir qu'avec une juste indignation, si nous voulons avoir quelque égard à notre honneur & à notre autorité, leurs espérances se seroient bien-tôt évanoüies. S'ils avoient pris un tems peu favorable, les personnes à qui les Emplois sont destinez, se seroient trouvées loin de leur compte non sans quelque flétrissure de l'avoir attenté. C'est pourquoi, avant que de faire

CHARLES
I.
1642.

paraître leur dessein, ils ont voulu ôter de leur chemin un petit obstacle qui les empêchoit d'avancer, sçavoir, les Loix. Dans cette vûe, afin de pouvoir sapper les Loix, ils ont inventé & usurpé un nouveau Pouvoir d'interpréter, & de déclarer ce que c'est que la Loi, par des Votes faits à la hâte, sans autre formalité, & sans le fondement d'aucune question portée légitimement devant eux, ce qui est proprement faire des Loix sans nous. On a publié des Ordonnances faites par les deux Chambres, tendant à établir un pouvoir arbitraire, & on en a exigé l'observation, comme si c'étoit autant de Loix.

Le second pas qu'ils ont fait a été d'ériger une nouvelle autorité indépendante de Nous pour commander la Milice, quoique les Loix aient placé ce pouvoir en nous seul. C'est-là une chose très-importante pour l'exécution de leur dessein, & en conséquence de cette nouvelle autorité, ils nous ont arraché la Ville & le Magasin de Hull, & ont soutenu le Chevalier Hotham dans sa trahison. Ils ont publié parmi le Peuple, des invectives sans exemple contre notre Gouvernement, afin d'affoiblir notre légitime autorité, & l'affection de nos Sujets. Ils ont, avec autant de présomption que d'injustice, quoique nous soyons persuadé, que l'impudence elle-même en doit présentement avoir honte, tâché de nous diffamer, en faisant entendre, que nous avons favorisé la Rebellion dans nos propres entrailles. Ils ont encore forgé cette nouvelle doctrine, que nous sommes obligé de consentir à toutes les Loix qui nous sont présentées par les deux Chambres, quelque contraires qu'elles soient à notre jugement & à notre conscience. C'est-là une politique aussi propre pour leur dessein, que pour détruire tout le Droit que nous avons dans le Parlement. Ainsi, sans aucune honte, ils ont passé sous silence une clause d'un Acte passé dans la seconde année de Henri V., par laquelle, le Parlement reconnoit, que c'est un Droit & une Prérogative du Roi, de pouvoir rejeter telles Requêtes qu'il vent. Ils ont voulu faire regarder la Garde que nous avons levée pour notre défense & pour celle de nos Enfants, contre un Traître qui est dans une rebellion actuelle contre nous (1), comme si c'étoit à dessein de faire la Guerre à notre Parlement, de quoi la seule pensée nous fait horreur, & tout cela pour nous rendre odieux à notre Peuple. Ils ont tellement épouvanté nos Sujets, par des Citations, par des Censures, par des emprisonnemens, qu'il y en a peu qui osent témoigner combien ils sont sensibles aux torts qu'on nous fait, ou faire connoître leurs justes Grieffs, ou marquer qu'ils désapprouvent la violation des Loix, qui sont un Droit, auquel tous les Sujets ont, par leur naissance, des prétentions légitimes, non pas même par des Requêtes soumises. Si quelques-uns ont eu la hardiesse d'en préparer quelqu'une, elle a été étouffée, traitée de séditionneuse, & brûlée par la main du Bourreau.

Ils ont empêché nos Domestiques de se rendre auprès de nous (2), & saisi diverses petites sommes d'argent que nous avions empruntées pour nous acheter du pain. Ils ont défendu de porter aucun argent à Dorset, ou à nous, ou à aucun des Pairs qui sont avec nous; de sorte qu'ils nous ont effectivement bloqué dans cette Province.

Ils ont rempli les oreilles de notre Peuple du bruit de leurs craintes & de leurs soupçons, fondez sur quelque Discours des Matelots & des gens de cette espèce, afin de préparer le Peuple par ces alarmes, à recevoir leurs impressions, quand le dessein seroit dans sa maturité, & présentement, ils jugent que nous sommes suffisamment préparé pour avaler ces amères pillules. Ils nous croyent en état de recevoir leurs humbles Requêtes, qui probablement, ne seroient qu'un degré pour en ob-

tenir

(1) Hotham.

(2) Les Comtes d'Essex & de Holland.

tenir de plus considérables , si nous n'avions pas découvert leur secret. Car ils ne disent pas que c'est tout ce qu'ils ont à demander. Il est remarquable , que ceux qui ont dressé ces Propositions , ont déguisé leurs intentions , en mêlant ensemble des choses qui ne peuvent qu'être approuvées , & celles que nous avons déjà accordées , avec d'autres qui sont le principal de leurs ambitieux desseins , & de leurs intérêts particuliers , dans l'espérance que tout le monde ne sera pas en état de les discerner à la première vue.

Au reste , nous ne prétendons point reprocher ce dessein aux deux Chambres , ni à aucune des deux. Nous protestons sincèrement le contraire , étant persuadé de la fidélité , de l'affection , de l'intégrité & des bonnes intentions de ce grand Corps. Nous savons aussi , qu'un grand nombre des Membres étoient absens , & que plusieurs ont été contraires aux choses dont nous nous plaignons. Mais nous croyons que la malice de ce dessein si dangereux pour le Royaume & pour nous , procède des pernicieuses pratiques & des mauvais conseils de quelques esprits ambitieux & inquiets , mal-intentionnez pour la véritable Religion , pour notre honneur , pour notre sûreté , pour la paix , & pour la prospérité du Peuple , & qui ont de l'influence sur les deux Chambres. Mais , quelque coupables qu'ils soient , nous tâcherons de nous acquitter de notre devoir , avec sincérité , moyennant l'assistance de Dieu. C'est pourquoi , puisque ces Propositions nous sont venues de la part des deux Chambres , nous voulons bien répondre à chacune en particulier.

Si les 1. 2. 3. 4. 5. 9. 10. 15. 16. 19. Propositions avoient été publiées dans une Langue étrangère , il ne seroit pas impossible , que nous & notre Peuple aurions jugé charitablement , qu'elles tendoient aux fins mentionnées dans la Requête , savoir , à notre honneur , & à notre sûreté , à procurer le bien du Peuple , à éloigner les soupçons & les défiances , & à rétablir une bonne intelligence entre nous. Mais puisqu'elles sont entendues de tout le monde , nous nous assurons , qu'on regardera les Protestations des deux Chambres , jointes à ces Propositions , comme une pure moquerie. Ces demandes sont telles que , quelque peu digne que nous soyons de la confiance que les Loix ont mise en nous , & de notre extraction de tant de fameux Ancêtres , nous ne pouvons abandonner ce Pouvoir qui nous met en état d'exécuter ce que nous avons promis par Serment de protéger notre Peuple & les Loix , ni nous associer d'autres personnes dans ce même Pouvoir , de telle manière que nous nous en dépoüillions nous-même. C'est ce que nous ne ferions pas , quand même nous serions dans un état pire que celui où nous nous trouvons , quand même nous serions vaincu & prisonnier , & dans un état le plus triste où aucun de nos plus infortunés Prédécesseurs ait jamais été réduit par les plus méchants Sujets : quand même le piège qu'on nous tend , de nous établir un revenu plus grand qu'aucun de nos Ancêtres en ait jamais eu , quand ces promesses , de générales qu'elles sont , & ne signifiant rien , seroient réduites à quelque chose de particulier , nous ne pourrions accepter un pareil marché trop semblable à celui d'Esau. Nous ne pourrions nous résoudre à vendre les plus précieux fleurons de notre Couronne , qui nous ont été transmis , par nos Ancêtres , & qui ont toujours été jugés nécessaires pour le bien & pour la sûreté du Peuple par des considérations prises d'un gain si sordide. C'est pourquoi , comme il est connu de tout le monde , que les accommodemens fondez sur des conditions équitables se font le plus aisément & sont le mieux observez , nous avons lieu de croire que ceux qui nous font ces propositions , n'ont pas réellement intention de faire un bon & ferme accommodement , mais plutôt d'augmenter la division entre

CHARLES
I.
1642.

nous & les deux Chambres du Parlement, quoique ce ne soit pas par notre faute qu'elle est arrivée.

Vous demandez que tous ceux de notre Conseil & autres, qui ne seront pas approuvés par les deux Chambres, soient dépouillés de leurs Emplois, quelque fidelité que nous les ayons trouvée à notre égard & à l'égard du Public, & quoiqu'ils n'ayent commis aucune faute contre les Loix, qui ont dû être la règle de leur conduite. Nous répondons à cette demande, que nous voulons bien accorder, qu'ils prêtent un Serment encore plus étendu que celui dont il est fait mention dans la seconde Proposition, c'est-à-dire, qu'ils s'engagent à maintenir, non pas une partie des Loix, mais toutes les Loix (1).

REMARQUE (1). C'est parce que dans tout le Corps des Loix, étoient contenues celles qui attribuoient au Roi les Prerogatives dont on vouloit le dépouiller.

Nous assurons, que nous ne mettrons dans les Emplois de confiance, que des gens habiles & intègres, & qu'on n'aura pas lieu de soupçonner. Que s'il arrive que nous nous trompions dans notre choix, il n'y en aura point, quelque affection que nous ayons pour eux, que nous n'abandonnions à la rigueur de la Justice, si vous donnez des preuves suffisantes contre eux. Nous vous avons accordé des Parlements triennaux, qui sont le gage le plus assuré que nous puissions vous donner de l'exécution de notre promesse, & de l'observation de leur devoir. Car la crainte de la justice du Parlement les rendra circonspects, & les empêchera de provoquer sa colère. Mais nous ne pouvons abandonner ceux qui vous déplaisent sans que vous les chargiez du moindre crime, parce qu'ils suivent les mouvemens de leurs consciences, ou parce qu'ils refusent de consentir aux Votes ou aux Bills, que certaines gens qui n'ont que trop d'influence sur les deux Chambres, croient ou font semblant de croire avantageux au Public, en ce qu'ils s'accordent avec la nouvelle Utopie de Religion & de Gouvernement dans laquelle on veut transformer ce Royaume (2).

REMARQUE (2). C'est une allusion à l'Utopie de Thomas Morus.

Car nous savons fort bien par quelles raisons vous avez changé les noms de ceux que vous aviez recommandé, dans votre Ordonnance sur la Milice. Ne croyez pas que nous voulions ôter les Emplois à ceux qui les ont mérités par leurs services & par leur affection. Nous concevons que ce seroit les rendre négligens à notre égard, puisque par-là nous ferions tort à notre honneur & à notre justice. Nous sommes d'autant plus surpris que vous nous fassiez une telle proposition, que vous croyez vous-mêmes qu'il est raisonnable, que les Juges, après avoir été choisis avec votre approbation, conservent leurs Emplois, Quamdiu se bene gesserint. C'est pourquoi, nous voulons avoir autant de soin de ceux que nous avons choisis, que vous en voulez avoir de ceux qui sont de votre choix, & n'en dépouiller aucun, que ceux qui, par une juste procédure, seront convaincus d'avoir malversé.

Mais cette demande, quelque déraisonnable qu'elle soit, n'est qu'un chaînon d'une grande chaîne, & le premier degré pour renverser notre Pouvoir. Il paroît manifestement, que votre intention n'est pas d'attaquer les personnes que nous avons choisies, mais le droit que nous avons de choisir; puisque vous demandez, que ceux qui seront mis à leur place, soient approuvés par le Parlement. C'est une chose qui est si peu différente du Pouvoir de nommer les personnes, que s'il nous falloit choisir, ou de nommer ou d'approuver, quoique notre intention ne soit pas de nous départir

départir de l'un ni de l'autre , nous choisirions plutôt le droit d'approuver. Celui de nommer est si peu de chose , que si nous n'avions rien de plus , nous ne voudrions pas même prendre la peine d'en faire usage. Car ce seroit exposer à un affront , des personnes pour qui nous aurions de l'estime , s'il arrivoit qu'elles ne fussent pas agréables aux deux Chambres , ou à la passion , au caprice , à l'intérêt du grand nombre de ceux qui s'y trouveroient présens. Nous ne parlerons pas présentement des animosités & des divisions qu'un tel Pouvoir produiroit entre les Membres du Parlement , & dans les Villes & Provinces , pour le choix des personnes à qui on confieroit un tel Pouvoir , ou entre ceux qui seroient élus. Ce remède étrange ne nous est pas proposé , ou plutôt prescrit , pour une seule fois , & pour guérir une maladie présente , mais pour toujours , pour Nous & pour notre Postérité. On nous demande , que tous nos Conseillers , que tous nos Officiers d'Etat & de Justice , tous les Commandans des Places , tous les Pairs qui seront créés dans la suite pour ce qui regarde leur Séance au Parlement , (sans quoi , qu'est-ce que le reste ?) soient approuvés , c'est-à-dire , choisis par les deux Chambres. Mais de peur que ce Pouvoir ne soit en quelque tems , laissé à la Couronne à laquelle il appartient , & appartien dra toujours , si quelque place devient vacante , pendant l'intervalle des Parlemens , le plus grand nombre des Conseillers Privez doit approuver le choix qui sera fait pour la remplir. On ne demande pas seulement que nous nous départions du droit que nos Prédécesseurs ont toujours eu de nommer leurs Conseillers , mais que même notre droit soit borné tant dans le nombre que dans le pouvoir , & que nos Conseillers aient une autorité que leurs Prédécesseurs n'ont jamais eue. Si cela leur étoit accordé , ce seroit fort mal à propos qu'on nous confieroit à d'autres aussi bien qu'à Nous.

Vous demandez que les matieres qui regardent le Public , & qui sont de la compétence du Parlement soient décidées dans le Parlement même , &c. (1). Cette demande est d'une telle nature , qu'en l'accordant , nous nous déposerions en effet nous-même & notre postérité. Si nous accordions ces choses , il est vrai , on se tiendrait encore devant nous , la tête découverte , on nous baiseroit la main , on continueroit encore à nous traiter de Votre Majesté , & dans vos commandemens , vous vous serviriez encore du même style en parlant de notre autorité. On porteroit encore les masses & les épées devant nous , & nous n'aurions qu'à nous contenter de la visière du Sceptre & de la Couronne , & même , ces choses ne seroient pas long-tems en fleur , après que le tronc en seroit séché. Mais quant au pouvoir réel , nous ne serions plus que le dehors & l'ombre d'un Roi.

Nous n'avons jamais refusé au Parlement le droit de débattre les matieres qui lui sont propres , & nous souhaiterions qu'il ne voulût jamais étendre ses résolutions jusqu'à des choses qui ne sont pas de sa compétence : qu'un grand nombre d'actions dont la matiere appartient aux Cours de Justice ne fussent pas jugées par le Parlement. Cela est non seulement à charge aux Sujets qui sont obligés d'attendre long-tems le Jugement , mais vous attire encore des causes qui sont de la compétence des Cours de Westminster , & vous interrompent dans les affaires qui vous sont propres. Nous voudrions que vous n'arrêtassiez pas le cours de la Justice , comme il a été arrêté par un ordre de la Chambre des Communes à l'égard d'une procédure commencée sur un désordre commis à Southwark , dans une conjoncture si pleine de troubles

CHARLES
I.
1642.

(1) Voyez la 2. Proposition.

CHARLES

I.

1642.

troubles & de désordres, que cela ne pouvoit qu'encourager le Peuple à commettre des insolences. Nous souhaiterions, que vous ne vous abaissassiez pas jusqu'à recommander des Ministres Assistans à des Paroisses particulieres, & que vous ne vous éleussiez pas jusqu'au pouvoir législatif, en ordonnant de recevoir pour tels des gens qui n'ont été approuvez ni par le Ministre Ordinaire, ni par l'Evêque. Qu'en suivant la méthode pratiquée autrefois par le Conseil, vous n'obligeassiez pas les refusans, à venir comparoître devant vous, pour donner les raisons de leur refus, & que du moins, si vous ne voulez pas observer les Loix, vous observassiez les convenances, en ne recommandant que des gens Orthodoxes, sçavans, modérez, ou qui ne soient pas des dépravateurs notoires des Prières Communes. Il paroît que vous n'avez pas pris soin, par les Discours & les Sermons des personnes que vous avez recommandées, quoiqu'il fût de votre devoir de le prendre, & que cela soit d'une grande conséquence pour l'Etat. Nous souhaiterions, que ce qui doit être fait par les deux Chambres, ne fût pas fait par une seule, & que deux ne fissent pas ce qui doit être fait par trois : par conséquent, que contre notre volonté expresse, nos Places fortes ne fussent pas saisies, nos Magasins transportez, notre argent retenu, nos ordres contremandez, & que vous ne nous eussiez pas requis de les contremander nous-même. Que vous ne commençassiez pas à nous faire la Guerre, sous prétexte d'une Guerre imaginaire que nous vous faisons, & sur une nécessité chimérique. C'est en cela que vous avez passé vos limites, pendant qu'il semble par votre demande, que vous vous trouvez trop resserrez. Nous souhaiterions du moins, que vous eussiez expliqué ce que vous entendez par les matieres qui doivent être traitées dans le Parlement seulement, & ce que vous entendez, par le Parlement seulement.

On a voulu nous faire accroire depuis peu, que des choses qui n'ont pas accoutumé d'être débattues dans les deux Chambres, sont de la compétence du Parlement, & que nous devons y laisser agiter des choses que nous & nos Prédécesseurs en avons exclues ou qui n'y ont jamais été agitées sans l'autorité Royale, depuis qu'il y a des Rois en Angleterre. C'est pourquoi, il est très-important pour nous, que vous vous expliquiez clairement, afin que nous & notre Peuple puissions connoître à fond vos demandes, ou voir du moins, qu'elles sont sans fond. Qu'est-ce qu'il y a de plus propre au Parlement que de faire des Loix, qui non seulement y doivent être faites, mais qui même ne peuvent être faites ailleurs ? Mais dans cette occasion, vous ne pouvez refuser de reconnoître, que nous faisons partie du Parlement. Vous ne pouvez, comme c'est le sens de votre demande, s'il y en a quelqu'un, nous refuser la liberté de répondre, puisque nous avons le même droit de rejeter ce que nous ne trouvons pas raisonnable, que vous avez de proposer ce que vous jugez nécessaire. Il n'est pas possible que nos Réponses ou aux Bills, ou à des Propositions soient entièrement libres, si nous ne pouvons pas user de la même liberté dont chacun de vous, & chaque Sujet peut user, de recevoir des conseils, sans mettre en danger ceux qui les donnent, connus ou inconnus, liez par un serment, ou non liez, dans les matieres sur lesquelles notre Vote est, confié à notre jugement & à notre conscience, & s'il n'est pas à notre choix de nous informer touchant les matieres, de la maniere que nous jugeons convenable. Ce seroit une chose bien injuste si deux des Etats proposant quelque chose au troisieme, celui-ci ne pouvoit recevoir aucun avis pour sçavoir s'il y doit consentir, que de ceux qui la proposent. Nous ne refuserons jamais, dans les choses que les Loix nous consent absolument, d'écouter les

Les avis de notre grand Conseil, ni ce qui sera débattu dans notre Conseil Privé, quand nous pourrons l'avoir auprès de nous, & qu'il ne sera pas épouvanté & empêché de donner librement son avis, par des Votes, & par des imputations d'être ennemi de l'Etat, pour nous avoir conseillé des choses qu'aucune Loi ne lui défend de nous conseiller. Mais nous ne pouvons nous dépouiller du droit de n'admettre que ceux que la nature des affaires requiert, ou de parler comme il nous plaira, à ceux que nous jugerons à propos, ou de nous informer touchant nos affaires avec des personnes qui sont capables de nous conseiller en certaines choses particulières, quoique d'ailleurs, leurs naissance, leur éducation, leur capacité, ne les rendent pas propres à être faits Membres de notre Conseil. Nous ne voulons pas non plus nous astraindre à n'écouter les avis que de vingt-cinq personnes qui ne seront pas même de notre choix, dans un Royaume si rempli de personnes judicieuses & expérimentées en diverses choses. Quoique nous voulions bien écouter les avis de notre grand Conseil & de notre Conseil Privé, nous voulons pourtant les recevoir comme des avis & non pas comme des commandemens. Nous regarderons ceux qui nous les donneront comme des Conseillers, & non comme des Tuteurs, & nous nous considérerons comme leur Roi, & non pas comme leur Pupille. Car quelque pouvoir Royal qu'il semble qu'on veuille nous laisser dans la première partie de la Proposition, par rapport au Parlement, on nous l'ôte dans la seconde, & on le donne à cette nouvelle espèce de Conseillers, dont le pouvoir, de la manière qu'il est exprimé dans la demande, est d'une telle nature que dans toutes les affaires du Royaume, qui sont propres à être débattues dans notre Conseil, quoique sans une nécessité absolue, ils sont joints avec nous dans la même autorité. On ne s'explique pas même, si on entend de nous donner une simple voix dans ces affaires : mais il est évident, qu'on ne veut pas nous laisser plus de pouvoir qu'à chacun d'eux seulement, par respect & par devoir, & c'est la seule chose qu'on nous laisse de notre ancienne puissance, on nous laisse la liberté de choisir, si ceux qui nous sont ainsi joints, seront au nombre de vingt-cinq, ou au-dessous. De plus, on prend un grand soin de faire en sorte, que nous soyons entièrement exclus du droit de régler la forme du serment qu'ils doivent prêter, & c'est ce qui est réservé aux deux Chambres, comme si cela ne nous regardoit pas.

Il est aisé de voir qu'on ne prend pas plus de soin de notre sûreté, que de notre autorité Royale. Après tant d'affronts qui nous ont été faits, & qui ont été appuyés par ceux qui étoient le plus obligés de les ressentir : après nous avoir retenu une Place de laquelle nous ne pouvons pas être privé avec plus de justice que nous pouvons être privé du Royaume, quand même nous n'y aurions pas plus de droit que nous en avons sur tout le Royaume, & vous ne pouvez nier que ce ne soit une trahison que de nous priver du Royaume, après avoir fait transporter notre Magasin à Londres, après avoir arrêté notre argent, on nous demande de congédier nos Gardes que nous n'avons levés que pour empêcher qu'on n'exécute les desseins projettez ; & cela, avant que de nous avoir donné aucune satisfaction contre ceux qui nous ont fait affront, & sans nous donner aucune sûreté contre de pareils attentats. On veut encore, & on prétend se fonder sur les Loix, qu'à l'avenir, nous ne puissions mettre aucunes forces sur pied, que dans le cas d'une invasion actuelle. Si c'étoit-là une Loi observée par nos Prédécesseurs, on auroit pas vu tant de victoires qu'ils ont remportées, & qui ont rendu cette Nation fameuse dans tout le monde. La Reine Elisabeth se seroit mal défendue en 1588. si les forces ne peuvent être levées.

CHARLES
I.
1642.

que quand les invasions & les rebellions paroissent actuellement. Les invasions ne pourroient probablement que réussir, puisqu'elles n'attendent pas que le Parlement soit convoqué & qu'il ait donné son consentement à la levée des Troupes.

Comme on ne prend soin, ni de nos droits ni de notre sûreté, en qualité de Prince, on tâche encore de nous dépouiller de nos droits, comme personne privée. On demande, non seulement, qu'il ne soit permis à personne de conclure le Mariage de nos Enfans, mais même d'en traiter sans le consentement des deux Chambres, ou dans l'intervalle des Parlemens, sans le consentement des Seigneurs de notre Conseil. Par-là, on nous rend non seulement plus méprisable qu'aucun de nos Prédecesseurs, mais on nous met encore dans un état plus vil que le moindre de nos Sujets. Ceux-ci sont principalement consister leur liberté dans le pouvoir qu'ils ont d'élever leurs enfans & de les marier comme ils le trouvent à propos : mais on veut nous priver de cette même liberté. Nous avons d'autant plus de sujet d'être choqué de cette demande, que dans le choix que nous avons fait d'un Gouverneur pour notre Fils, & d'un Epoux pour notre Fille dans lequel nous n'avons eu en vûe que les intérêts de la Religion Protestante, nous espérons avec raison, d'en recevoir des remerciemens, & qu'on redoubleroit la confiance en nous.

Nous supposons qu'à présent, ces demandes paroissent telles, qu'il n'y a aucune apparence que ceux qui les font nous craignent autant qu'ils en ont long-tems fait le semblant. Elles sont d'un style non d'égaux, mais de victorieux, n'étant pas destinées à dissiper les soupçons. Ce n'est pas comme quand des Marchands demandent plus qu'ils ne veulent avoir. Mais elles sont faites comme étant absolument nécessaires pour effectuer des choses qui rendroient ce Royaume misérable, aussi-bien que tous ceux qui tomberoient entre les mains de telles gens qui ne peuvent que par-là, se défaire de leurs soupçons. C'est comme si deux hommes ayant un proces touchant une certaine partie d'une Terre, l'un proposoit à l'autre, de lui céder par accommodement, non seulement la partie en question, mais la Terre entière, comme le moyen le plus propre pour terminer le proces. Mais nous prenons Dieu à témoin, que comme le pouvoir qu'on nous dispute, nous a été confié pour le bien de notre Peuple, aussi sommes-nous résolu, tant pour l'amour de nos Sujets, que pour l'amour de nous-même, de ne nous en départir jamais, non pas même par un Acte de Parlement. Nous ne souffrirons point qu'on renverse le Gouvernement de ce Royaume, qui est si ancien, établi avec tant de sagesse, & qui ne peut être assez estimé, ni qu'on fasse de Nous un Doge de Venise, & de ce Royaume une République.

Il y a trois sortes de Gouvernement, la Monarchie absolüe, l'Aristocratie, la Démocratie, & chacun à ses avantages & ses inconveniens. L'expérience & la sagesse de nos Ancêtres a faits de ces trois Gouvernemens un Gouvernement pour ce Royaume, qui a les avantages de tous les trois, & qui n'en a pas les inconveniens. Mais c'est pendant que la balance demeure égale entre les trois Etats (1), pendant que chacun demeure dans son propre canal, & qu'aucun ne se répand au-delà de ses bornes, pour inonder les deux autres. Le mal de la Monarchie absolüe c'est la tyrannie. Le mal de l'Aristocratie c'est la faction & la division. Le mal de la Démocratie, c'est le tumulte, la violence, & la licence. Le bien de la

Monar-

(1) Le Roi parle ici comme faisant lui-même un des trois Etats. Si donc les Evêques faisoient un des trois Etats, il faudroit qu'il y en eût quatre, le Roi, les Evêques, les Seigneurs, & les Communes. Mais on n'a jamais parlé de quatre Etats.

Monarchie, c'est qu'elle unit le Corps sous un Chef, pour résister aux invasions & aux rebellions. Le bien de l'Aristocratie; c'est qu'elle joint dans un même Conseil, les personnes les plus capables de l'Etat, pour l'avantage public. Le bien de la Démocratie c'est la liberté, & le courage, & l'industrie que la liberté produit.

Dans ce Royaume, les Loix sont faites par le consentement commun d'un Roi, d'une Chambre des Communes, choisie par le Peuple, & ayant les voix libres, & des Privilèges particuliers. Selon ces Loix, le Gouvernement est confié au Roi, qui a le pouvoir de faire la paix & la guerre, de créer des Pairs, de choisir des Officiers, & des Conseillers d'Etat, des Juges, des Gouverneurs des Places, de donner des Commissions pour lever des Troupes, de faire la Guerre au dehors, & de s'opposer aux invasions & aux soulèvemens. Le bénéfice des confiscations, le pouvoir de pardonner, & quelques autres avantages sont les Prérogatives du Roi. Par le pouvoir qui est donné au Roi pour maintenir l'autorité sans laquelle il seroit hors d'état de protéger les Loix, d'assurer aux Sujets leurs Libertez & la propriété de leurs biens, on a prétendu attirer au Roi, de la part des Grands, un respect capable d'empêcher les factions & les divisions, & de la part du Peuple, une crainte propre à prévenir les tumultes, la licence & la violence.

Pour empêcher que le Roi n'abuse de ce grand & perpétuel pouvoir au dommage de ceux pour le bien desquels il lui a été confié & qu'il n'en fasse usage sous le nom de nécessité publique, pour l'avantage de ses Favoris & de ses Courtisans, & au préjudice du Peuple, on a confié à la Chambre des Communes, qui est une excellente conservatrice de la liberté, mais qui n'a jamais été destinée à prendre part au Gouvernement, ni au choix des Gouverneurs, le droit de faire les premières propositions pour les levées d'argent, qui sont les nerfs aussi-bien de la Paix que de la Guerre, d'accuser ceux qui ayant, par surprise, obtenu des Charges du Roi, ont violé les Loix, qu'il est tenu de protéger, quand elles lui sont connues, & qu'ils devoient lui conseiller de faire exécuter ou du moins, de ne pas s'en servir pour un usage contraire. Les Seigneurs ayant un pouvoir judiciaire, sont comme une digue entre le Roi & le Peuple, afin d'empêcher que l'un n'usurpe sur l'autre, & de conserver, par de justes Jugemens, les Loix du Pais, qui doivent être la règle de la conduite de tous les trois. Pour les mettre mieux en état de s'acquitter de leur devoir, nous avons bien voulu, quoique sans être autorisés de l'exemple d'aucun de nos Ancêtres, nous obliger à convoquer un Parlement tous les trois ans, & à ne pouvoir le dissoudre qu'après cinquante jours. Mais pour la conjoncture où nous nous trouvons, afin de pouvoir plus aisément lever l'argent nécessaire & soulager le Peuple accablé de l'entretien de deux grandes Armées, pour donner le tems de remédier aux inconvéniens qu'une trop longue intermission des Parlemens avoit produits; enfin, pour qu'on pût punir les auteurs des désordres, & ceux qui en avoient été les instrumens, nous nous sommes départi du droit de dissoudre ce Parlement. Mais nous nous attendions que les deux Chambres useroient de ce bienfait avec modération, en reconnaissance de cette faveur sans exemple. Nous ne nous imaginions pas, que cette grace encourageroit un parti mal-intentionné, & le porteroit à persuader au Parlement, d'approuver & de soutenir toutes les injustices & indignitez qu'on nous a faites, & enfin, par une nouvelle manière de nous dédommager de ce qui nous a été ôté, de demander que nous approuvions, par notre consentement, ce qu'on nous a enlevé, & que nous abandonnions presque tout le reste...

CHARLES
I.
1642.

C'est pourquoi, puisque le pouvoir placé dans les deux Chambres est plus que suffisant pour arrêter la tyrannie, & que, sans le pouvoir dont on nous veut présentement persuader de nous départir, nous serions hors d'état de nous acquitter du devoir qui nous est imposé, qui est la fin de la Monarchie : puisque ce seroit renverser cette excellente constitution de Gouvernement, qui a rendu cette Nation si heureuse & si glorieuse, tant au dehors qu'au dedans, depuis tant de siècles ; puis qu'au pouvoir de punir, que vous avez selon les Loix, vous ajoutez celui de nommer aux Charges publiques, qu'il ne nous seroit rien laissé, & que nous ne serions qu'un simple Spectateur : puisque l'usurpation d'un des Etats sur les deux autres ne peut que produire des malheureux effets pour tout le monde : puisque le pouvoir d'un Gouvernement commun à Nous & à nos Conseillers, ou plutôt à nos Tuteurs, nous mettroit dans un état de minorité, nous rendroit méprisable au dedans & au dehors, & produiroit des factions & des dissensions perpétuelles, qui ne sont pas moins dangereuses qu'une Guerre, tant dans les Chambres qui les choisiroient, qu'entre les personnes qui seroient choisies, & parmi le Peuple qui choisiroit les électeurs : puisque ce nouveau pouvoir seroit tourner la cervelle à des gens qui ne sont pas nez pour cela, & produiroit non seulement des divisions entre eux comme entre des égaux ; mais encore un mépris inévitable pour Nous, & une extrême insolence de ces mêmes gens envers les Sujets, qui deviendroient si fort leurs inférieurs, ce qui leur seroit d'autant plus fâcheux, qu'ils auroient à souffrir de la part de ceux qui étoient auparavant leurs égaux, & qu'ils auroient lieu de craindre, que des gens revêtus d'un tel pouvoir ne cherchassent à le conserver : puisque tous les grands changemens produisent pour l'ordinaire de grands inconvéniens, & presque infailliblement, des changemens encore plus grands qui produisent encore de plus grands inconvéniens : puisqu'un aussi grand changement dans l'Eglise doit suivre celui du Gouvernement du Royaume : puisque, selon les apparences, le changement du second des Etats doit être une suite de celui du premier, & que quelques esprits turbulens ne manqueront pas à faire naître des soupçons contre les Pairs ; après quoi, on leur fera sans doute des propositions semblables à celles que les deux Chambres ensemble nous font présentement jusqu'à ce qu'enfin, la Chambre des Communes ayant usurpé la puissance souveraine, le Peuple, qu'on flatte présentement, & auquel on accorde toute sorte de licence, découvrira ce grand secret, & s'apercevra, que l'ouvrage a été fait par lui & non pour lui, & se lassant de son travail, se mettra lui-même sur les rangs pour commander, & donnant le nom de liberté à l'égalité & à l'indépendance, dévorera ce troisième Etat qui aura dévoré les deux autres, détruira toute sorte de propriété de biens, toute distinction de familles & de mérite, & par ce moyen cette excellente Constitution de notre Gouvernement sera enfin réduite en un cahos, & la longue suite de nos Ancêtres dégénérera en un Jean Cade, ou en un Wat Tyler.

Puis donc enfin, qu'il y auroit tant d'inconvéniens à vous accorder toutes vos demandes, nous vous répondrons en un mot, *Nolumus Leges Angliæ mutari* : mais nous promettons que nous prendrons également soin de maintenir les Loix pour le bien de nos Sujets, & de conserver ce qui nous appartient. Car nous faisons profession de croire que la conservation de chacune des Loix nous regarde en particulier, celles qui regardent l'obéissance ne pouvant être assurées, si celles qui en ordonnent la défense sont violées. Comme nous sommes le plus offensé par la violation de celles qui regardent nos droits, nous sommes obligé de les maintenir, par
intérêt

intérêt & par devoir. Nous espérons, que nos Sujets ne se laisseront plus abuser par les insinuations & par les artifices de certaines gens, qui, par leurs intérêts particuliers, sont ennemis de notre honneur, de notre sûreté, de la Paix & de la prospérité de notre Peuple. Mais pour vous faire voir, que la juste indignation que nous concevons de vos demandes n'est pas capable de nous porter à refuser ce qui peut procurer le bien de notre Peuple, malgré le mauvais mélange que vous en avez fait, nous voulons bien fouiller dans ce tas de demandes, & en tirer ce que notre conscience & notre devoir nous permettent de vous accorder.

Sur la quatrième Proposition par laquelle vous nous voulez priver du droit de pourvoir à l'éducation de nos Enfans, droit, dont aucun de vous ne voudroit être privé, & que Dieu, la Nature, les Loix, nous ont confié, nous vous répondons :

Que nous avons pris tout le soin possible pour mettre auprès d'eux des personnes d'une grande intégrité, & d'une piété reconnue, pour les élever dans la Religion Protestante. Mais si vous connoissez quelqu'un, soit auprès de nos Enfans, soit auprès de Nous, ce qui est plus que vous ne demandez, contre qui vous puissiez faire quelque juste objection, non seulement nous l'éloignerons, mais nous vous remercierons même de nous en avoir informé. Nous espérons seulement, que vous n'userez point en cela d'aucune mauvaise pratique pour chercher des défauts en quelqu'un, afin d'avoir occasion d'en mettre un autre en sa place.

Sur la cinquième, Nous ne voulons point partager avec personne, le pouvoir de faire des Traitez, ce qui n'est point de la compétence du Parlement, & moins encore, quand il s'agit des Traitez qui nous concernent non seulement comme Roi, mais comme Pere. Cependant, comme nous désirons de vous satisfaire, nous vous donnons notre parole Royale, que nous ne ferons, ni ne conclurons aucun Traité pour le Mariage de nos Enfans, qu'avec tous les égards possibles pour la Religion Protestante, pour l'honneur de nos Royaumes, & pour le bien de notre Famille.

Sur la sixième, concernant l'exécution des Loix contre les Jésuites, &c. nous vous avons fait connoître par nos Messages & par nos promesses solennelles, que nous ne pardonnerons aucun Prêtre Papiste. Nos Proclamations publiées en dernier lieu, & des exemples que nous en avons donnés depuis que nous sommes à Torck, comme nous en avons donné auparavant pendant que nous résidions à Londres, vous ont fait voir la grandeur de notre zèle sur ce sujet. Pourquoi donc nous faire une demande que notre inclination a prévenue ? Si vous connoissez quelque moyen pour empêcher les Papistes de troubler l'Etat, nous voulons bien y consentir.

Sur la septième, touchant les Seigneurs Papistes, nous apprenons, qu'ils se sont retirés d'eux-mêmes du service de la Chambre, lors qu'on faisoit usage de leurs noms pour décrier les Votes de cette Chambre, laquelle on regardoit alors comme aussi mal-intentionnée, qu'on regarde aujourd'hui nos Conseillers inconnus qui n'ont pas prêté serment. Mais nous concevons, qu'il n'y a aucune nécessité de faire une Loi positive pour les priver d'un droit que la naissance leur donne. Nous voulons bien néanmoins consentir, qu'aussi long tems qu'ils ne se conformeront point à la doctrine & à la discipline de l'Eglise d'Angleterre, ils ne soient point admis dans la Chambre, & qu'ils puissent seulement donner leurs Procurations à des Seigneurs Protestans, qui en feront l'usage qu'ils trouveront à propos, sans aucune relation à ceux qui les leur auront données.

Quant

CHARLES
I.
1642.

Quant au Bill pour l'éducation des enfans des Papistes dans la Religion Protestante, nous avons toujours cru, que c'étoit le moyen le plus efficace pour déraciner le Papisme de ce Royaume. C'est de quoi plusieurs personnes nous peuvent rendre témoignage. Nous souhaiterions de tout notre cœur, que vous eussiez employé à ces sortes de Bills, & à d'autres, avantageux pour nous, le tems que vous avez consumé à faire des Ordonnances sans Nous.

Sur la huitième, qui regarde la réformation de l'Eglise & de la Liturgie, nous avions espéré, que ce que nous avions ci-devant déclaré sur ce sujet, auroit été bien entendu, & que nous n'aurions pas été obligé de nous expliquer plus clairement. Nous vous dimes dans notre Réponse à la Requête qui nous fut présentée à Hamptoncourt le 1. de Decembre, que nous consentirions volontiers à la suppression de toutes Innovations contraires aux Loix. Que si le Parlement nous requéroit d'assembler un Synode National, pour examiner ce qu'il y a dans les Cérémonies qui puisse causer un juste sujet d'offense, nous prendrions cette Requête en considération, & tâcherions de vous donner en cela, une satisfaction raisonnable. Que nous étions persuadé en notre conscience, qu'il n'y a point d'Eglise sur la terre, qui professe la véritable Religion avec plus de pureté dans sa doctrine, que l'Eglise d'Angleterre, ni on le Gouvernement, tel qu'il est établi par les Loix, soit plus admirable. Que nous maintiendrions le Gouvernement & la Discipline de cette Eglise dans leur pureté & dans leur lustre, tant que nous vivrons, non seulement contre les invasions des Papistes, mais encore contre les Schismatiques qui sont en si grand nombre dans le Royaume, & dans Londres même, au grand deshonneur & péril de l'Eglise & de l'Etat, & nous vous demandames pour cet effet votre prompte assistance. Nous vous dimes dans notre première Déclaration, publiée par l'avis de notre Conseil, que nous consentirions, que, touchant les différends sur des matieres de Religion, indifférentes de leur nature, on fit une Loi pour exempter les consciences scrupuleuses, de toute punition, par rapport aux Cérémonies que la plupart des gens regardent comme indifférentes ou mauvaises, à condition que cela se fit d'une maniere modérée, modeste & soumise, en sorte que la Paix de l'Eglise n'en fût point troublée, que la décence du Service Divin n'en fût point interrompue, & que les actions de ceux qui ont travaillé à l'Ouvrage de la Réformation, ne fussent pas diffamées. Nous souhaiterions, que d'autres eussent été aussi prêts, comme ils étoient obligés, à suivre cette méthode, que nous sommes prêt à tenir chaque Article particulier de ce que nous avons promis. Nous n'avons pas seulement voulu nous joindre à vous dans une si bonne œuvre, quand vous nous en auriez requis, mais nous vous avons même sollicité à l'entreprendre, dans notre Message du 14. de Février, en ces termes :

„ Et parce que S. M. remarque, qu'il s'élève divers troubles parmi notre Peuple sur la Liturgie & le Gouvernement de l'Eglise, S. M. déclare qu'elle laisse cette affaire à la prudence de son Parlement, & souhaite qu'on y travaille promptement, afin d'appaiser ces troubles. Mais il désire, qu'on ne le presse pas sur aucun Bill particulier, jusqu'à ce que tout soit réglé & digéré par les deux Chambres, afin qu'il puisse voir clairement ce qu'il faut laisser, & ce qui doit être supprimé “.

Nous espérons d'autant plus un heureux succès, que même dans cette Proposition, vous ne demandez qu'une réformation, & non pas, comme on l'a prêché dans les Conventicules qui sont si fort multipliés depuis dix-neuf mois, une destruction entière

tiere de la Discipline. Quoi que ceux qui prêchent dans ces Conventicules different de vous dans leurs opinions, il paroît pourtant que vous les encouragez en ne les punissant pas, dans un tems où personne n'oseroit entreprendre de le faire, à cause de votre Déclaration du 9. de Septembre. Nous vous assisterons à établir des gages suffisans aux Prédicateurs, de la maniere la plus convenable pour l'avancement de la piété & des Sciences. Pour ce qui regarde les Bills & la consultation dont vous parlez, comme nous ne sçavons aucune particularité touchant les premiers, ni la maniere de la consultation, que par la renommée à laquelle nous n'ajoutons pas beaucoup de foi, & plût à Dieu, que personne ne le fit plus que Nous, nous n'en pouvons rien dire, jusqu'à ce que nous soyions mieux informé.

CHARLES
I.
1642.

Sur la onzième, Nous ne voulons pas que le Serment des Conseillers Privez soit borné aux Statuts de deux ou trois Parlemens seulement, mais qu'il s'étende à tous les Statuts & à toutes les Loix du País. Nous consentirons volontiers qu'on fasse des informations de toutes les violations des Loix, & que les Juges du Banc du Roi, à chaque Terme, les Juges des Assizes dans leurs Circuits, & les Juges de Paix dans leurs Sessions, soient chargez de presenter ces informations, afin que les Infracteurs des Loix soient punis (1).

Sur la dix-septième, Nous sommes fâché que vous ayiez cru nécessaire de nous presser de faire Alliance avec les Princes Protestans, pour la défense de la Religion, & particulièrement avec les Etats des Provinces-Unies des Pais-Bas, puisque nous serons toujours prêt à le faire, & nous en avons donné une bonne preuve, par le Mariage de notre Fille avec le Prince d'Orange. Oui, nous sommes prêt à nous opposer seul, s'il est nécessaire, aux desseins & aux attentats du Pape & de ses adhérens, & de toutes les autres Nations jointes ensemble, par un pur motif de conscience, plutôt que par des motifs temporels, comme pour acquérir de la réputation, & pour rétablir notre Sœur & ses Enfans, quoi que nous ne négligions pas ces derniers motifs.

Sur la dix-huitième, Ce n'est pas notre faute, si le Bill, pour justifier le Lord Kimbolton & les autres Membres, n'a pas passé, mais la votre. Vous avez inséré, tant dans la Préface, que dans le Bill même, peut-être à la persuasion de ceux qui souhaitoient que vous ne puissiez recevoir aucune satisfaction de Nous, des choses que nous ne pouvions approuver, & vous avez dit, que nous pouvions passer cette Préface, sans blesser notre honneur ni notre conscience, & admettre cette Clause qui nous mettroit dans un danger continuel : Qu'aucun Membre du Parlement ne puisse être arrêté sur une accusation de trahison, sans le consentement de la Chambre, quoi que, par une Loi très-connuë, les Privilèges du Parlement ne s'étendent pas jusqu'aux crimes de trahison. Si les Privilèges s'étendoient jusque-là, & que la Chambre s'ajournât avant que d'avoir donné son consentement à l'accusation, un Membre accusé, quand même son crime seroit manifeste, & prêt à être mis en exécution, pourroit, la tête levée, poursuivre ses mauvais desseins, puis qu'après un tel Acte, il n'y auroit plus moyen de les prévenir (3).

REMARQUE (3). Le Roi, en voulant faire voir les inconveniens de cette clause, pose ici un cas qui n'étoit pas celui des six Membres accusez. Car il suppose, pour faire valoir ces inconveniens, que le crime est manifeste, & sur le point d'être exécuté. Au lieu que la dispute entre le

Tome VIII.

Pp

Roi

(1) Voyez la Remarque 1. sur cette même Réponse.

CHARLES
I.
1642.

Roi & le Parlement consistoit en ce que le Parlement desiroit de voir quelques preuves, avant de consentir à la poursuite de ses Membres. D'ailleurs, cette maxime, que les Privilèges du Parlement ne s'étendent pas jusqu'aux crimes de trahison, est fort ambiguë. Car elle peut signifier, ou que, dans le cas d'une trahison réelle, manifeste, ou très-apparente, les Membres du Parlement n'ont pas plus de Privilège que les autres Sujets, ou bien que, sur une simple accusation de trahison, vraie ou fausse, un Membre du Parlement doit être mis en prison comme le seroit en pareil cas tout autre Particulier. Le Roi la prenoit, & vouloit qu'on la prît dans ce dernier sens, & le Parlement ne vouloit admettre que le premier. Mais que celui du Roi fût faux, il paroît manifestement, de ce que, quand par exemple, un Seigneur est accusé de trahison, il n'est pas envoyé à la Tour, selon le cours ordinaire de la Justice, comme le seroit un Particulier, mais par un ordre de sa Chambre, qui juge à propos de consentir qu'il soit poursuivi en Justice. Sans ce consentement, le Roi ne pourroit pas l'envoyer à la Tour de son autorité, & sur la simple accusation. Enfin, il n'y auroit pas moins d'inconvéniens dans le sens que le Roi suivoit, puisque en cecas, le Roi, sur de simples accusations vraies ou fausses, pourroit faire emprisonner tous les principaux Membres des deux Chambres.

Pour conclusion, nous vous prions d'être persuadés de la sincérité de nos intentions : de ne demander point des choses qui ne peuvent vous être accordées : de vous déclarer contre les tumultes, & d'en punir les auteurs : de nous laisser la propriété de nos Villes, de nos armes, de nos biens, & notre part dans le Pouvoir législatif, puisque, si nous vous refusions les mêmes choses, vous regarderiez notre refus, non seulement comme une violation de vos Privilèges, mais encore, comme une tyrannie, & comme une destruction entière des Parlemens. Quand vous nous aurez donné satisfaction sur la première : Quand vous aurez révoqué vos Déclarations, & particulièrement, celle du 26. de Mai, & celles qui concernent la Milice, à l'égard de laquelle, nous ne pouvons non plus abandonner nos Droits, que notre propre Couronne, de peur de mettre les autres en état de nous l'arracher. Quand vous vous serez désistés de commencer une Guerre contre nous, sous prétexte que nous avons intention de vous faire la Guerre, comme nous n'avons jamais refusé la première partie de votre 13^e Proposition, nous serons aussi prêt à concourir avec vous pour la dernière.

Enfin quand nous verrons, que le crédit de ces gens, qui ne cherchent qu'à mettre le Royaume en feu, sera tellement affoibli parmi vous, qu'ils ne seront plus en état de faire du mal, nous accorderons un pardon avec les exceptions convenables. L'espérance de voir notre Peuple heureux dans la véritable Religion, & sous la protection des Loix, par une heureuse union entre Nous & notre Parlement, nous causera plus de joye, que les revenus, quelque grands qu'ils puissent être, que notre Parlement pourroit nous accorder pour l'avenir.

Je ne ferai qu'une Remarque générale sur cette Réponse du Roi, mais qui me paroît absolument nécessaire. C'est que tout le commencement, qui en comprend les deux tiers, est entièrement inutile, puisque le Roi n'y traite pas la question qu'il y avoit entre lui & le Parlement. Il ne s'agissoit pas de sçavoir, si les Loix attribuoient tel ou tel pouvoir au Roi, mais de sçavoir, si le Roi ayant abusé de ce Pouvoir, on devoit pour l'avenir se confier à la

la

la promesse qu'il faisoit, qu'il gouverneroit selon les Loix du Pais. Le Roi dans tout le commencement de sa Réponse suppose, qu'on ignore ce qui est dû à un Roi d'Angleterre, ou que c'est sans cause qu'on le lui refuse. A l'égard du premier point, il prétend d'instruire le Public de la constitution du Gouvernement d'Angleterre, chose fort inutile, puis que personne n'en disconvenoit. Il s'en tient à la Thèse générale avouée de tout le monde, & ne dit pas un mot sur la question particuliere qui faisoit l'unique sujet de la dispute. A l'égard du second, il ne desavoue pas qu'il n'ait abusé de son Pouvoir, mais il ne dit autre chose sur la conséquence que le Parlement tiroit de cet abus, sinon qu'il promet de faire mieux à l'avenir.

CHARLES
I.
1642.

Il est aisé de comprendre que les Propositions du Parlement, ni la Réponse du Roi n'étoient pas propres à produire un accommodement. Aussi peut-on assurer qu'on n'y pensoit d'aucun côté. Lors que le Roi publia sa Réponse, il avoit déjà reçu quelques armes, des munitions & quelques Canons de Hollande, & outre cela, il se préparoit à faire le siège de Hull. Quoi qu'on en eût déjà transporté à Londres la plus grande partie des armes, il espéroit d'y en trouver encore assez pour ses besoins les plus pressans. Outre cela, cette Place, qui étoit une des plus fortes du Royaume, pouvoit lui être d'une grande utilité pour maintenir le Pais des environs dans ses intérêts.

D'un autre côté, le Parti Presbytérien, qui dominoit alors dans le Parlement, avoit fait à-peu-près ce qu'il avoit souhaité, c'est-à-dire, amené les choses à une rupture qui lui donnoit lieu d'espérer, qu'il auroit bientôt occasion d'accomplir le reste de son projet. En effet, cette rupture entre le Roi & le Parlement étant supposée, il étoit manifeste, que le Royaume devoit être gouverné par le Parlement & par le Roi, séparément, & non pas conjointement, comme auparavant, c'est-à-dire, que chacun gouverneroit ceux de son Parti; qu'en ce cas-là, le Parlement n'auroit plus besoin du consentement du Roi qui ne seroit plus regardé que comme un ennemi, & que par conséquent, il pourroit ordonner tout ce qu'il jugeroit à propos, sans aucune opposition. C'est précisément à cela qu'avoient tendu toutes les démarches du Parti Presbytérien, sans se découvrir pourtant, qu'autant qu'il étoit nécessaire pour soutenir les espérances de ses adhérens. Car il avoit eu jusqu'alors un grand intérêt de faire croire au Public & aux Membres du Parlement, qui ne s'étoient pas rangés de son côté, qu'il n'agissoit conjointement avec les autres Membres, qu'en vûë de rétablir la liberté commune, contre les attentats du Roi.

Motifs des
Presbytériens dans
la rupture.

Il est certain que dès le commencement, il y avoit dans ce Parlement un Parti Presbytérien, qui avoit pour but de changer le Gouvernement de l'Eglise. Mais que ce fût là l'unique but des Presbytériens, comme plusieurs le leur imputent, c'est à quoi je ne vois point de fondement assuré. Pourquoi ces gens-là, en faisant leurs efforts pour établir leur Discipline sur les ruines de l'Eglise Anglicane, ne pouvoient-ils pas avoir en même tems un autre but, je veux dire, de prévenir les attentats du Roi & de son Parti, contre la liberté publique? Il est certain, qu'il y avoit dans ce même Parlement des Membres qui n'étoient rien moins que Presbytériens, & qui avoient pourtant le même but; pourquoi les Presbytériens ne pouvoient-ils pas l'avoir aussi,

Double vûë
des Presbytériens.

CHARLES
1.
1642.

conjointement avec celui qui leur étoit particulier ? Est-ce une chose si extraordinaire que de voir des gens se proposer deux fins différentes dans une même entreprise ? J'avouë que je ne vois point que ce soit là une supposition peu vrai-semblable. Il faut donc considérer le Parti Presbytérien comme agissant dans ces deux vûes, & cela est si vrai, qu'on en verra des preuves incontestables dans la suite de ce Regne. Mais il a plu à leurs ennemis de ne leur attribuer que la première, afin d'avoir lieu de les accuser, qu'ils ont mis le Royaume en feu, uniquement pour pouvoir établir le Gouvernement Presbytérien dans l'Eglise d'Angleterre. Je ne désavouë pas, que ce motif n'y ait beaucoup contribué. Mais il ne s'ensuit pas que les raisons, sur lesquelles le Parlement s'appuyoit pour refuser la confiance au Roi fussent frivoles. On en peut au contraire tirer une conséquence toute opposée. Car si ces raisons n'avoient pas été plausibles, jamais les Presbytériens ne seroient venus à bout d'exécuter leurs projets & de se faire un si fort Parti dans un Royaume, où, au commencement de ce Parlement, ils faisoient une si petite figure. Mais ils eurent l'adresse de se servir du mécontentement général qui subsistoit actuellement, pour amener les choses au point où ils les souhaitoient. On ne peut pas dire qu'ils eussent fait naître ce mécontentement universel : quoi qu'on ne puisse guères douter qu'ils ne contribuassent à le fomenter, parce qu'il leur étoit nécessaire.

Ordre du
Parlement
sur la vente
des joyaux
de la Cou-
ronne.
2. Juin,
Rushworth,
Vol. IV. p.
736.
Le Roi ré-
çoit des ar-
mes de Hol-
lande.

Le Parlement ayant eu avis de Hollande, que la Reine avoit vendu ou engagé à Amsterdam, quelques-uns des joyaux de la Couronne, publia le 2. de Juin un Ordre, par lequel il déclaroit ennemis de l'Etat, tous ceux qui avoient servi à vendre ou à engager ces joyaux, ou qui serviroient à en faire toucher l'argent au Roi, soit par des Lettres de change, ou autrement. Mais la Reine l'avoit déjà employé à l'achat de quelques armes & munitions qu'elle avoit envoyées au Roi, par un petit Vaisseau nommé *la Providence*, qui, le jour même que le Parlement publia cet ordre, arriva heureusement à la Baye de *Burlington*, après avoir été chaudement poursuivi par des Vaisseaux détachés de la Flotte du Parlement, commandée par le Comte de Warwick.

Le Roi or-
donne à ses
Partisans
dans le Par-
lement d'a-
bandonner
leurs Cham-
bres.

Quelques tems auparavant, le Roi comprenant que la Guerre étoit inévitable, avoit ordonné aux Membres des deux Chambres, qui étoient de son Parti, de s'absenter du Parlement. Il espéroit en diminuant si considérablement le nombre des Membres, de diminuer le crédit du Parlement ; mais cette politique ne lui fut pas avantageuse. Il est vrai que les deux Chambres se trouverent considérablement diminuées en nombre. Mais en même tems, le Parti du Roi devint si foible, qu'il ne fut plus en état de s'opposer aux résolutions qui s'y prenoient contre le Roi. Quoique les deux Chambres ne fussent pas fâchées de se voir délivrées de ces Espions, elles crurent néanmoins, qu'il étoit nécessaire de prendre quelques mesures, soit pour empêcher une plus grande désertion, soit pour faire voir au Peuple, que ce n'étoit pas leur faute si le Parlement n'étoit pas aussi nombreux qu'il l'avoit été jusqu'alors. La Chambre des Communes ordonna donc à tous les Shérifs du Royaume, d'avertir les Députés de venir reprendre leurs places dans le Parlement, avant le 16. de Juin, sous peine d'une amende de cent livres sterling, & d'autres punitions plus grièves, si la Chambre le trouvoit à propos.

Précautions
des Com-
munes.

Mais

Mais les Seigneurs allèrent encore plus loin : car ils ordonnerent à neuf de leurs Membres qui s'étoient retirez à Yorck , de venir comparoitre à la Barre , le 8. de Juin , en qualité de Délinquens. Ces neuf Seigneurs s'en étant excusés par une Lettre , les Communes préparèrent promptement une accusation contre eux , & l'envoyèrent à la Chambre Haute. Le 27. du même mois , cette Chambre publia une Sentence , par laquelle les neuf Seigneurs qui s'étoient absentez , étoient exclus de la Chambre pendant la durée de ce Parlement , & condamnés à tenir prison dans la Tour , tout autant de tems que la Chambre le trouveroit à propos.

C'étoient là de petits préludes de la Guerre qui alloit commencer. Mais le 10. de Juin , les deux Chambres donnerent une preuve plus manifeste de leur dessein , car sur les avis qu'elles reçurent , que le Roi faisoit actuellement distribuer des Commissions pour lever des troupes , elles publièrent des propositions pour recevoir en emprunt , ou de l'argent monnoyé , ou de la Vaisselle pour servir à la défense du Royaume. C'est ce que les Partisans du Roi veulent qu'on regarde comme la première déclaration de Guerre du côté du Parlement , & ils prétendent faire voir par-là , qu'il a été l'assaillant. Mais il est certain , que long tems auparavant le Roi avoit pris des mesures , pour se préparer à la Guerre , & il n'y a pas à douter , que le Parlement n'en eût pris aussi , quoi que peut-être plus secrètement que le Roi. Quoi qu'il en soit , après qu'on a vu par tout ce qui a été déjà dit , quelles furent les véritables causes de la Guerre , il semble qu'il est peu important de sçavoir lequel des deux Partis a fait voir le premier les mesures qu'il avoit prises , soit pour attaquer , soit pour se défendre. Car c'est-là tout au plus ce qu'on cherche dans la question , *quel des deux Partis a commencé la Guerre.*

Le Roi ayant été informé de ce que le Parlement avoit fait pour recouvrer promptement de l'argent , écrivit au Maire de Londres , & lui enjoignit de publier sa Lettre , par laquelle il défendoit aux habitans de Londres , de prêter de l'argent aux deux Chambres. Cette Lettre fut cause qu'elles publièrent une Déclaration dont le but étoit de faire comprendre au Peuple , que le Parlement se trouvoit dans une nécessité absolue de se mettre en état de défense. Elles disoient , que le Roi les ayant souvent menacées , au sujet de Hull , & de la Milice , elles ne pouvoient que regarder ses préparatifs , comme un dessein de faire la Guerre à son Parlement.

Le Roi fit à cette Déclaration une longue Réponse , qui contenoit beaucoup de reproches de la manière outrageante dont les deux Chambres en avoient usé avec lui , contre les Loix du Royaume. Il ne désavoüoit pas qu'il n'eût dessein de se procurer une satisfaction convenable sur les affaires de Hull & de la Milice. Il disoit même qu'il se la procureroit ou qu'il y perdrait la vie. Mais il soutenoit , que cela ne prouvoit nullement , qu'il eût dessein de faire la Guerre à son Parlement , mais uniquement , celui de se défendre contre ses attaques. Le Parlement disoit la même chose de son côté , & chacun faisoit ses efforts pour rejeter le blâme de la Guerre sur le Parti contraire. Je n'ai pas cru qu'il fût nécessaire d'insérer ici ces derniers Ecrits , où on ne voit rien de nouveau. Ce sont toujours les mêmes reproches de part & d'autre , & les mêmes justifications qu'on a déjà vûes dans les précédens. Je remarquerai seulement , que même dans le tems que la Guerre alloit com-

CHARLES I.

1642.

Sévérité de la Chambre Haute, contre neuf Seigneurs absens.

Rushworth, Vol. IV. p.

742.

Le Parlement fait des emprunts.

10. Juin.

Rushworth, Vol. IV. p. 743

Lettre du Roi sur ce sujet , au Maire de Londres.

14. Juin.

Ibid. p. 746.

Déclaration du Parlement sur la Lettre du Roi.

21. Juin.

Ibid. p. 747.

Réponse du Roi.

Ibid. p. 748.

CHARLES

I.

1642.

Le Parlement défend de publier les Ecrits du Roi.

4. Juillet.
Rushworth,
Vol. IV. p. 751
Projet du Roi de se rendre maître de la Flotte,

conqué-

Le Roi se prépare à la Guerre.

mencer, & qu'il n'y avoit plus d'espérance d'accommodement, le Roi trouvoit fort étrange qu'on violât ses Prerogatives, & que le Parlement ordonnât des levées d'argent sans son approbation. Il se servit toujours du même stile, même dans le plus fort de la Guerre. Enfin, le Parlement las de ces combats de plume, qui ne finissoient point, & qui faisoient consumer bien du tems, défendit par un Ordre imprimé de publier aucune Déclaration du Roi, ni aucun autre Ecrit, contraire aux Ordonnances du Parlement. Après cela, il n'y eut plus aucune espérance de Paix, aussi n'y pensoit-on point d'aucun côté.

Le Roi, avant que de se déclarer ouvertement, vouloit exécuter deux desseins qu'il avoit formez. Le premier étoit, de se rendre maître de la Flotte: & le second d'assiéger Hull. Celui de la Flotte étoit uniquement fondé sur l'espérance qu'il avoit conquë, que les Capitaines des Vaisseaux se déclareroient pour lui, dès qu'il le leur ordonneroit. Dans cette pensée, il écrivit à chacun en particulier, que sans différer, & sans demander l'ordre de ses Supérieurs, il eût à se rendre à la Baye de *Burlington*, avec son Vaisseau, & à ne recevoir plus les ordres du Comte de Warwick. Dans le même tems, il écrivit au Comte de Warwick, pour lui ordonner de ne se mêler plus du commandement de la Flotte. Les Lettres pour les Capitaines devoient être rendues, comme elles le furent effectivement, avant celle qui étoit adressée au Comte de Warwick. Dans le même tems, le Roi dépêcha un Courier à Londres, pour porter au Comte de Northumberland un Ordre sous le grand Sceau, par lequel il lui ôtoit sa Charge de Grand Amiral. Le Comte de Warwick, qui étoit alors à terre, ayant eu avis de ce qui se passoit sur la Flotte, se rendit incontinent à son Vaisseau, & fit sommer tous les Capitaines de se rendre à son bord, pour y tenir Conseil de Guerre. Tous obéirent, malgré les Ordres qu'ils avoient reçus du Roi, excepté cinq qui s'unirent ensemble, pour faire résistance, en cas qu'ils fussent attaqués. Les autres protestèrent à leur Amiral, qu'il obéiroient à ses Ordres. Dès qu'il se vit assuré de ceux-ci, il fit environner les cinq autres, pour les forcer à l'obéissance. Mais trois de ceux-là trouverent à propos d'obéir, après avoir été sommés. Les deux qui s'obstinoient encore, se laissèrent prendre honteusement par des Chaloupes, pleines de Matelots sans armes, & furent envoyés à Londres. Ainsi, le Roi manqua ce coup important, pour lequel il n'avoit pas sans doute pris des mesures assez justes, comme il parut par l'événement.

Après cette tentative infructueuse, le Roi jugea qu'il étoit inutile de dissimuler plus long tems, & qu'il falloit enfin commencer la Guerre. Pour cet effet, il donna ordre au Comte de Newcastle de se saisir de la ville de Newcastle, ce qui fut fait quoi qu'avec quelque difficulté, après quoi il fit aussi saisir le Château de *Tinmouth*. En même tems, il envoya plusieurs Seigneurs & Gentilshommes en diverses Provinces, pour y lever des Troupes, & par une Patente sous le grand Sceau, il établit le Comte de *Hartford* pour Lieutenant Général dans les Provinces Occidentales. Il garda auprès de lui le Comte de *Lindsey* pour être, sous lui, Général de son Armée. Le Chevalier *Jacob Ashley* fut Général de l'Infanterie, & la place de Général de Cavalerie fut réservée pour le Prince Robert, Neveu du Roi, & Frere de l'Electeur Palatin, qui étoit attendu de jour en jour.

Quoi-

Quoique le Roi n'eût prétendu lever qu'une simple Garde pour sa personne, il se trouva pourtant qu'au commencement du mois de Juillet, il avoit environ trois mille hommes d'Infanterie, & sept ou huit cens de Cavalerie, avec quoi il résolut de marcher à Hull. Il s'arrêta quelques jours à Beverley, qui n'est distant de Hull que de six milles, & y publia une Proclamation, pour notifier le dessein qu'il avoit d'assiéger Hull, & les raisons qui le portoient à cette entreprise. Comme on les a déjà vûes, il n'est pas nécessaire de les repeter. Trois jours après, il envoya cette Proclamation au Parlement, avec une sommation de lui faire rendre sa Ville de Hull sans délai.

Avant que le Parlement eût reçu cette sommation, il avoit déjà résolu de présenter au Roi une Adresse, par laquelle il le supplioit, en termes fort soumis, de discontinuer ses préparatifs de Guerre, de faire éloigner ses forces de Hull, de congédier ses Troupes, d'ôter les Garnisons qu'il avoit mises à Newcastle, à Tinnmouth, & en diverses Villes de la Province de Lincoln, moyennant quoi, il promettoit aussi de son côté, de discontinuer tous les préparatifs qu'il avoit commencé à faire pour se défendre. Le Roi fit à cette Adresse une fort longue Réponse par écrit, dans laquelle il repetoit une bonne partie de ce qu'on a déjà vu dans ses Ecrits. Il faisoit aussi aux deux Chambres, des Propositions, leur donnant du tems pour y répondre jusqu'au 27. de Juillet.

Le Parlement ayant répondu aux Propositions d'une manière peu satisfaisante, le Roi résolut de commencer le Siège de Hull. Mais cette entreprise lui réussit si mal, qu'après avoir été quelque tems devant la Place sans rien avancer, il se vit obligé de lever le Siège, ou plutôt le blocus, & de s'en retourner à Yorck. Le Comte de Clarendon dit sur ce sujet, que le Roi n'avoit entrepris le Siège de Hull, que sur l'assurance que le Chevalier Hotham lui avoit fait donner, qu'il rendroit la Place au premier coup de Canon; mais qu'il ne fut pas possible à Hotham de lui tenir sa parole.

J'ai dit ci-dessus, que déjà, depuis quelques mois, le Roi avoit gagné le Colonel Goring Gouverneur de Portsmouth, qui feignant de tenir cette Place pour le Parlement, la gardoit effectivement pour le Roi. Il recevoit de l'argent des deux côtez, pour lever des Troupes, & pour faire de nouveaux Ouvrages, le Parlement ne se défiant point de lui, & le Roi s'assurant sur sa parole. Enfin, dans le tems que le Roi étoit devant Hull, Goring se déclara ouvertement pour lui. Cela se passa dans le commencement du mois d'Août, lorsqu'il n'y avoit que trois semaines que le Parlement avoit ordonné la levée d'une Armée, qui devoit être commandée par le Comte d'Essex. Cette Armée n'étant pas encore prête, les deux Chambres, quoique consternées par la défection de Goring, ne perdirent pourtant pas courage. Comme il étoit d'une extrême importance de recouvrer cette Place, la plus forte du Royaume, avant que le Roi pût la secourir, elles dépêcherent promptement un Comité auquel elles donnerent pouvoir d'assembler les Milices des Provinces voisines, pour bloquer Portsmouth par terre, & dans le même tems, le Comte de Warwick, par leur ordre, bloqua la Place par Mer. Par bonheur pour le Parlement, quoique Goring eût reçu de lui trois mille livres sterling, & une pareille somme du Roi, il avoit négligé d'assembler les provisions nécessaires pour un Siège, & particulièrement de bled & de sel,

CHARLES I.
1642.
Il marche à Hull pour l'assiéger.
Rushworth, Vol. IV. p. 601.

Adresse du Parlement au Roi.
15. Juillet.
Ibid. p. 603.

Réponse du Roi.
Ibid. p. 605.

Il assiége Hull inutilement.

Goring, Gouverneur de Portsmouth, se déclare pour le Roi.

Il est bloqué dans Portsmouth.

de

CHARLES
1.
1642.
Il capitule.
Manifeste
du Roi.

de sorte que dès les premiers jours du blocus, il comprit, qu'il ne pouvoit tenir que fort peu de tems. Cela le fit résoudre à capituler. Il rendit la Place au Committé du Parlement, & se retira en Hollande.

Proclamation pour
ordonner
de se rendre
auprès de
l'Etendart
du Roi.

Pendant le blocus de Portsmouth, le Roi ne doutant point, que Goring ne fût en état de se maintenir dans cette Place, publia enfin une Déclaration qu'il avoit préparée depuis quelque tems, qui contenoit toutes les plaintes qu'il avoit déjà faites contre les deux Chambres, dont il faisoit une recapitulation. Comme le Lecteur en est déjà assez instruit, il n'y a aucune nécessité d'insérer ici cette nouvelle Déclaration. Il faut seulement remarquer, que le Roi y déclaroit les deux Chambres coupables de trahison, & défendoit à tous les Sujets de leur obéir. En même tems, il publia aussi une Proclamation, qui ordonnoit à tous les Sujets propres à porter les armes, de se rendre le 25. d'Août à Nottingham, où il avoit dessein de lever son Etendart, auprès duquel tous ses bons Sujets étoient obligés de se ranger. La levée de l'Etendart Royal étoit une ancienne maniere de faire connoître au Peuple le pressant besoin que le Roi avoit de son assistance, & le lieu où il devoit se rendre pour le secourir. Le Roi ne pouvoit se tirer de l'esprit, qu'on devoit toujours le considérer comme un Roi ordinaire, & lui rendre le même respect & la même obéissance, que s'il n'avoit jamais donné à son Peuple, aucun sujet de se plaindre de lui. Il se persuadoit, que les Actes de grace qu'il avoit passés dans ce Parlement, & ses promesses de mieux faire à l'avenir, avoient effacé toutes les mauvaises impressions que son Gouvernement passé avoit pu faire sur ses Sujets, & qu'encore qu'il y eût un puissant Parti contre lui dans le Parlement, il n'en étoit pas de même parmi le Peuple. Il crut donc que la levée de son Etendart feroit une forte impression sur le Peuple, & l'engageroit à se rendre en armes à Nottingham. Mais les préjugés étoient trop enracinés dans les esprits de la plupart des Sujets, pour qu'une simple Cérémonie fut capable de les arracher.

Le Roi distribué des
Commissions.

Il se rend
maître de
Lincoln.
Il arrive à
Nottingham.

On lui ferme les
portes de Coventry.
20. Août.

En attendant que le jour marqué pour la levée de l'Etendart, arrivât, le Roi tâcha d'augmenter le nombre de ses Troupes. Il distribua de nouvelles Commissions, & fit partir le Comte de Hartford & quelques autres Seigneurs pour aller ménager ses intérêts dans les Provinces de l'Ouest, & pour y lever des Troupes. Pour lui, il partit d'York, quelques jours avant le 25. d'Août, & se rendit maître en passant de la Ville de Lincoln où il prit les armes de la Milice pour en armer ses Troupes, après quoi, il se rendit à Nottingham où il fit la revûe de sa Cavalerie.

Il n'eut pas plutôt fini cette revûe, qu'il apprit, que le Comte d'Essex faisoit marcher deux Regimens d'Infanterie pour aller se poster à Coventry. Sur cet avis, il marcha sur le champ, avec sa Cavalerie consistant en sept ou huit cents Chevaux, dans l'espérance de prévenir les Troupes du Parlement, & de se rendre maître de cette Ville. Il y arriva effectivement, un jour avant les deux Regimens, mais le Maire de la Ville, quoique sans aucune Garnison, lui fit fermer les portes, & tirer sur ses Troupes. Il fut très-sensible à cet affront: mais comme il n'y avoit point de remède, il se vit obligé de s'en retourner à Nottingham, laissant le Commandement de sa Cavalerie à Wilmot qui en étoit Commissaire Général.

Le lendemain, cette Cavalerie se trouvant dans une plaine de plus de six
milles

milles d'étenduë , où rien ne l'embarassoit , aperçut de loin , un Corps de douze cens hommes d'Infanterie ennemie , escorté seulement d'une Compagnie de Cavalerie. Il sembloit que Wilmot ne pouvoit souhaiter une occasion plus favorable pour attaquer avec avantage ce Corps d'Infanterie , qui n'avoit rien pour se mettre à couvert. Mais , on ne sçait par quelle raison , au lieu d'attaquer les ennemis , il ne pensa qu'à les éviter , & il se retira même avec quelque précipitation. C'étoit-là un mauvais pronostic d'une Guerre qui ne faisoit que commencer.

Enfin le 25. d'Août , le Roi fit arborer son Etendard , sur une Tour du Château de Nottingham , n'ayant avec lui pour toute Infanterie , que quelques Milices sans armes. Sa Proclamation avoit produit si peu d'effet , que presque personne n'étoit venu se ranger auprès de l'Etendart Royal. Il arriva même , que le propre jour que l'Etendart fut arboré , le tems devint si orageux , qu'il fut renversé par la tempête , & ne put être remis que deux jours après. Plusieurs regarderent cela comme un fatal présage de cette Guerre.

CHARLES
I.
1642.
Wilmot
perd l'occa-
sion de bat-
tre un Corps
des Troupes
du Parle-
ment.

Le Roi leve
son Eten-
dard à Not-
tingham.

L'Etendart
est renversé
par un orage







HISTOIRE D'ANGLETERRE.

LIVRE VINGT-UNIÈME.

+++++

TROISIÈME PARTIE

DU REGNE DE

CHARLES I.



LE Roi s'étoit persuadé que la levée de son Etendart attireroit à Nottingham un grand nombre de gens qui viendroient lui offrir leurs services : mais il se trouva fort loin de son compte. Il n'avoit avec lui que trois cens hommes d'Infanterie, & quelques Milices que le Shérif de la Province lui avoit amenées. Sa Cavalerie ne consistoit qu'en huit cens Chevaux, & son Artillerie étoit encore à Yorck, d'où il étoit difficile de la

tirer, parce qu'il manquoit encore beaucoup de choses pour la mettre en état de marcher, & d'ailleurs, il n'y avoit point d'Infanterie pour l'escorter. Ce-

Qq ij

pendant

CHARLES

I.

1642.

Août.

Erat du Roi
à Notting-
ham.

CHARLES
I.
1642.

pendant, comme il avoit distribué beaucoup de Commissions, & donné ordre à ses Troupes de se rendre à Nottingham, il les attendoit dans cette Ville, quoique ce ne fût pas sans danger, le Parlement ayant à Coventry un Corps de cinq mille hommes d'Infanterie, & de quinze cens Chevaux. Ainsi, le Roi se trouvoit dans un état assez fâcheux avant que d'avoir commencé la Guerre. Il avoit nommé le Comte de Lindsey pour Général; mais il n'avoit point encore d'Armée. Les Princes Robert & Maurice ses Neveux, Freres de l'Electeur Palatin, étant venus lui offrir leurs services, au commencement du mois de Septembre, il fit le premier, Général de sa Cavalerie qui étoit en quartier à Leicester où ce prince se rendit pour la commander.

Il est dans
un grand
danger.

Il est certain, que le Roi se trouvoit à Nottingham dans un extrême danger. Cette Ville n'étoit pas en état de faire une longue résistance, & le Roi n'y ayant presque point de Troupes, si celles du Parlement, qui n'étoient qu'à vingt milles de-là, avoient marché droit à lui, il ne pouvoit que se voir obligé de reprendre honteusement le chemin d'Yorck, à moins qu'il n'eût voulu hazarder de se faire prendre prisonnier. Tous ceux qui étoient auprès de lui voyoient ce danger qui étoit assez évident: mais il n'étoit pas facile de l'éviter, qu'en se retirant de Nottingham, ce qui ne pouvoit que lui porter un grand préjudice.

Son Conseil
est d'avis de
proposer la
Paix.

Cela fut causé qu'il fut proposé dans le Conseil, d'envoyer un Message aux deux Chambres, pour tâcher de faire la Paix. Le but de cette Proposition étoit, sans doute, de faire comprendre au Roi, que ses affaires se trouvoient dans une telle situation, qu'il n'y avoit que la Paix qui pût le tirer de l'embarras, & du danger où il se trouvoit exposé. Mais il ne pouvoit guères venir en pensée à celui qui ouvrit cet avis, qu'une simple Proposition de faire la Paix, pût être capable de la produire, après tout ce qui s'étoit passé avant la rupture. Il est donc très-apparent, que sa vûe étoit, qu'en faisant des propositions de Paix, il falloit offrir quelque chose de plus que ce qu'on avoit offert auparavant. Le Roi comprit aisément ce qu'on vouloit lui faire entendre, & en fut si offensé, qu'il rompit le Conseil pour n'en entendre plus parler.

Le Roi rejette
cet avis.
Myl Clarend.
T. III p. 12.
On lui conseille
de proposer la
Paix, sur
l'apparence
que le Par-
lement la
refusera.

Cela n'empêcha pas que le lendemain, la même proposition ne fut remise sur le tapis, mais sous une autre face. Comme on avoit sans doute compris que ce qui avoit offensé le Roi, étoit le sens manifeste que contenoit la Proposition de faire la Paix, sçavoir, qu'il falloit que le Roi se désistât de quelqu'une de ses prétentions, on prit soin d'écarter ce sens odieux, & on lui proposa seulement d'envoyer un Message aux deux Chambres, pour gagner du tems. Le Roi s'y opposa encore, disant que ce seroit trop découvrir sa foiblesse, que de proposer la Paix dans une telle conjoncture: que ses ennemis rejetteroient la Proposition avec fierté, & que la honte lui en demeurerait, sans en tirer aucun avantage. Mais on lui représenta, qu'un tel Message pouvoit lui faire du bien, & ne pouvoit jamais lui faire du mal. Que véritablement, il y avoit apparence que les deux Chambres rejetteroient la Proposition qui leur seroit faite: mais que cela les rendroit odieuses au Peuple qui souhaitoit beaucoup la Paix, & qu'au contraire, il se sentiroit obligé à S. M. des efforts qu'elle feroit pour la procurer, ce qui rendroit la levée des Troupes plus facile. Que si la Proposition étoit acceptée, le Roi auroit occasion de faire voir démonstrativement, qu'il n'avoit entrepris la Guerre que

Raisons
pour ap-
puyer ce
Conseil.

pour

pour se défendre. Enfin, que naturellement, la simple Proposition de tra-
vailler à la Paix, devoit retarder les préparatifs du Parlement, parce qu'elle
tiendrait les esprits en suspens, pendant que les levées du Roi se continue-
roient en vertu des Commissions qui avoient été distribuées.

CHARLES
I.
1642.

Le Roi se rendit à ces raisons, parce qu'il n'étoit plus question de proposer
de nouvelles conditions, mais uniquement, de tendre un piège au Parle-
ment, & de retarder ses préparatifs. Ce fut-là l'unique motif de ce Message,
par lequel, comme on le verra tout-à-l'heure, le Roi n'offroit rien de nou-
veau, & qu'il voulut pourtant dans la suite, faire regarder comme une preu-
ve évidente du sincère désir qu'il avoit de faire la Paix. Mais quoique quel-
ques-uns aient prétendu que le Message du Roi & le refus du Parlement,
contribuerent beaucoup à faciliter les levées du Roi, & à désabuser le Peup-
le de la bonne opinion qu'il avoit des intentions des deux Chambres, je
ne puis me persuader que des raisons si peu solides aient pû produire ces
grands effets. Il est vrai que si par le Peuple, on entend uniquement celui
qui étoit dévoué au Roi, il n'est pas contre l'apparence que le refus de la
Paix ait pû lui rendre le Parlement odieux, & contribuer à lui faire prendre
les armes pour le Roi. Mais si on entend par le Peuple, celui qui suivoit le parti
du Parlement, ou même tout le Peuple en général & sans distinction, il n'est
pas aisé de comprendre comment le refus d'une simple Proposition générale
qui ne contenoit rien de nouveau, pouvoit produire cet effet. Sans doute,
le Peuple souhaitoit plus la Paix que la Guerre. Mais il vouloit une Paix as-
surée, & qui fût appuyée sur d'autres fondemens que sur la simple parole du
Roi, & non pas une Paix générale telle que le Roi la proposoit. Il avoit déjà
rejeté cette espèce de Paix, & c'étoit sur ce sentiment du Peuple que toute la
puissance du Parlement étoit fondée. Ce n'étoit pas une chose nouvelle: on
avoit long-tems disputé là-dessus, sans pouvoir convenir de rien. Comment
donc une simple Proposition de traiter, sans aucune offre particulière, pou-
voit-elle mettre si fort le Peuple dans les intérêts du Roi, & rendre le Parle-
ment odieux, s'il la rejettoit? Ce fut-là pourtant le fondement sur lequel
le Roi vouloit toujours bâtir, depuis le commencement de la Guerre, ainsi
qu'on le verra dans la suite. La seconde raison n'étoit fondée que sur la pré-
vention des Conseillers Privez. Car en supposant qu'on fût effectivement
entré en négociation, par quelle nouvelle démonstration, le Roi auroit-il pû
faire voir, que la Guerre n'étoit que défensive de sa part, puisqu'il avoit dé-
jà dit tout ce qu'il pouvoit dire sur ce sujet, & que ses Ecrits étoient publics?
La troisième n'avoit guères plus de force. Car si la simple Proposition de
traiter étoit capable de tenir les esprits en suspens, & de retarder les levées du
Parlement, elle pouvoit aussi produire le même effet par rapport aux levées
du Roi. Mais les Conseillers supposoient que celles-ci se continueroient avec
vigueur, pendant que les préparatifs du Parlement seroient interrompus.
C'est à-dire, que les Partisans du Parlement se laisseroient prendre à ce pié-
ge, pendant qu'on prendroit soin en secret de faire en sorte que ceux du Roi
s'endonnassent garde. Rien ne marque mieux dans quel esprit il conseilloit
au Roi d'envoyer ce Message au Parlement.

Il s'y accor-
de.

*Myl. Claren-
don. T. III.
p. 27.*

Observa-
tion sur les
raisons pré-
cédentes.

Quoiqu'il en soit, le Message fut envoyé le 25. d'Août, trois jours après
la levée de l'Etendart, & porté au Parlement par le Comte de Southampton

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres.

CHARLES I.
1642. 25. Août. » le Chevalier Culpeper, & quelques autres. Il contenoit en substance, » que le Roi propoſoit de traiter de la Paix par des Députés des deux côtes, offrant de contribuer tout ce qui ſeroit en ſon pouvoir pour le maintien des Loix, & de la véritable Religion. Il proteſtoit, qu'il n'agiſſoit que par un déſir ſincère d'établir une bonne Paix, & que ſi ſa Proposition étoit rejetée, il auroit néanmoins fait ſon devoir ſi amplement, que Dieu ne lui imputeroit point le ſang qui ſeroit répandu dans la ſuite. »

Comme la Guerre étoit ſuffiſamment déclarée par la levée de l'Etendart, il ſemble que le Roi auroit dû demander un Sauſconduit pour ſes Envoyez. Mais quoiqu'il eût négligé de prendre cette précaution, ils prétendirent, je ne ſai ſur quel fondement, pouvoir aller prendre leurs places, chacun dans la Chambre dont ils étoient Membres, ſans en avoir donné aucun avis. Les Seigneurs, offeuz de la hardieſſe du Comte de Southampton, le firent incontinent ſortir de leur Chambre, & lui ordonnerent de donner ſon Meſſage par écrit, & d'aller attendre la Réponſe hors de Londres. La Chambre Baſſe obligea auſſi Culpeper à délivrer le ſien à la Barre, de quoi le Roi ſe ſentit fort offeuz.

Les Envoyez du Roi ſont mal reçus.
Réponſe du Parlement. La Réponſe des deux Chambres fut (1), » que tous les efforts qu'elles avoient fait pour entretenir une bonne intelligence avec S. M. n'avoient produit que des Proclamations où leurs Membres étoient déclarés Traîtres, & que ſur ce fondement, le Roi avoit levé ſon Etendart. Que juſqu'à ce que ces Proclamations fuſſent révoquées, les deux Chambres ſe trouvoient hors d'état de répondre, à moins que de vouloir déroger aux Priviléges du Parlement.

Les Envoyez du Roi étant retournés à Nottingham avec cette Réponſe, le Roi voulut bien, dit le Comte de Clarendon, faire uſage de l'orgueil & de l'emportement de ſes ennemis, & leur donner occaſion, par un ſecond Meſſage, de ſe faire connoître au Peuple plus à découvert. Il eſt aisé de juger par-là, ſi le véritable motif du Roi étoit un déſir ſincère de faire la Paix, puifque ſes Meſſages n'étoient deſtinés qu'à rendre le Parlement odieux. Il diſoit dans celui-ci (2). » Qu'il n'avoit jamais déclaré, ni eu intention de déclarer Traîtres les deux Chambres du Parlement, ni de lever ſon Etendart contre elles, encore moins de les mettre hors de ſa protection, non plus que le reſte du Royaume, & qu'il en prenoit Dieu à témoin. Qu'auſſi-tôt qu'elles auroient fixé un jour pour révoquer leurs Déclarations où elles déclaroient Traîtres tous ceux qui l'avoient aſſiſté, il révoqueroit ſes Proclamations, & mettroit bas ſon Etendart.

On peut remarquer dans ce Meſſage, comme dans tous les autres Ecrits de Charles I. ſon génie & ſon caractère. C'étoit de ſe ſervir continuellement d'expreſſions obſcures dont il ſe réſervait l'explication. Il eſt vrai qu'il n'avoit pas, en propres termes, déclaré les deux Chambres Rebelles : mais il n'épargnoit pas ce titre à leurs Membres, comme au Comte d'Effex & à d'autres. Ainſi, ſelon ſa manière deraiſonner, ceux qui exécutoient les ordres des deux Chambres étoient Traîtres & Rebelles, quoique les deux Chambres ne le fuſſent pas. On peut aſſurer, que ces ſortes de petits artifices furent une des principales cauſes des malheurs de ce Prince, en ce qu'ils lui

(1) Le 28. d'Août. (2) Septembre.

lui firent perdre la confiance de ses Sujets. Ils inspirèrent au Parlement une crainte perpétuelle de se laisser enlacer par des Traitez où il auroit été impossible d'éviter ces sortes d'expressions ambiguës.

Les deux Chambres répondirent (1), que S. M. n'ayant point révoqué ses Proclamations, ni mis bas son Etendart, & ayant même publié depuis son Message du 25. d'Août, que les Actes des deux Chambres étoient des trahisons, & que leurs Membres étoient des Traîtres : elles ne pouvoient qu'insister sur leur précédente réponse : Que quand tout seroit révoqué, s'il vouloit retourner à son Parlement, on lui donneroit des preuves sensibles de fidélité, d'obéissance, &c. Que le Parlement comme représentant le Royaume, ne souffriroit jamais d'être mis en parallèle avec les pernicioeux Conseillers de S. M.,

Cependant, les deux Chambres s'apercevant que le but du Roi étoit de tenir les esprits en suspens, par une espérance vague de Paix, publièrent une Déclaration dans laquelle elles protestoient, qu'elles ne quitteroient jamais les armes, jusqu'à ce que le Roi eût abandonné les Délinquens à la justice du Parlement.

Le Roi, de son côté, ne manqua pas, selon qu'il se l'étoit proposé, de faire usage des réponses des deux Chambres à ses deux Messages, dans un troisième qu'il leur envoya, où il disoit. "Qu'il laissoit au Public à juger, qui avoit témoigné le plus d'empressement pour la Paix, ou lui qui s'étoit abailé jusqu'à faire les premières avances, ou les deux Chambres qui avoient refusé d'entrer en négociation. Qu'à l'avenir, si elles souhaitoient de traiter, il se souviendrait toujours, que le sang qui devoit se répandre, étoit celui de ses Sujets, & qu'il retourneroit à son Parlement, lorsqu'on auroit fait cesser la cause qui l'avoit obligé de s'en absenter."

Les deux Chambres comprenant que le but du Roi étoit de rendre leur refus de traiter odieux au Peuple répondirent à ce Message d'une manière plus forte & plus détaillée qu'elles n'avoient fait aux deux premiers. Voici la substance de leur Réponse.

„ Que dans le tems même que le Roi leur proposoit de traiter de la Paix, ses Soldats commettoient une infinité de violences.

Qu'elles ne pouvoient se persuader qu'il eût fait tout ce qui étoit en son pouvoir pour avoir la Paix, puisque, par cette prétendue Paix, il prétendoit se conserver le droit de protéger les auteurs de la Guerre.

Qu'elles le prioient de se souvenir de ses propres paroles, sçavoir, *qu'il souhaitoit que Dieu agit avec lui, selon la sincérité avec laquelle il souhaitoit de conserver les justes droits du Parlement.* Que néanmoins, son intention étoit de priver le Parlement du droit de déclarer Délinquens ceux qu'il jugeoit tels, droit qui ne pouvoit être refusé sans injustice, à la moindre des Cours du Royaume.

Que S. M. ne pouvoit pas se plaindre qu'elles eussent refusé de traiter, puisqu'elles lui avoient offert tous les avantages qu'un Traité est capable de produire, *sûreté, honneur, service, obéissance, assistance*, & qu'elles n'avoient demandé que la sûreté de leur Religion & de leur liberté.

Que quand il y auroit lieu de traiter, elles ne connoissoient point de Médiateur entre le Roi & le Parlement.

(1) 16. Septembre.

CHARLES

I.

1642.

« Réponses
des deux
« Cham-
« bres.

“

“

“

“

“

“

Troisième
Message du

« Roi.

11. Sep-
« tembre.

« Rush-

« worth,

« Vol. V. p. 24

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

» Que

CHAR.,
LES I.
1642.

Que d'ailleurs, c'étoit un tems peu propre à traiter pendant que l'Etendart étoit levé, & que les Proclamations, où les Membres du Parlement étoient déclarez Traîtres, n'étoient pas révoquées.

Que véritablement, S.M. avoit souvent protesté qu'elle étoit sensible aux misères de l'Irlande, & qu'elle avoit pris une ferme résolution de maintenir la Religion Protestante. Mais que ces Protestations n'étoient pas capables de contenter des gens raisonnables, puisqu'il avoit actuellement auprès de lui, des Irlandois en qualité d'Agens des Rebelles : qu'ils étoient caressés, favorisés, & qu'il en avoit même pris quelques-uns à son service. Que par ses ordres exprès, des munitions, des habits, des chevaux, achetez par le Parlement pour la Guerre d'Irlande, avoient été saisis, & employez pour faire la Guerre au Parlement.

Que quand il lui plairoit de retourner à son Parlement, il y seroit reçu avec l'honneur & le respect qui lui étoit dû.

Le Roi ne laissa pas cette Réponse sans réplique. Mais au lieu de se servir de la voye de Messâge, il publia une Déclaration (1) dont voici la substance :

Déclaration
du Roi.
27. Septem-
bre.
Rushworth,
Vol. V. p. 5.

Premièrement, il alléguoit les Loix en sa faveur.

Il nioit, non pas que les Soldats eussent commis des désordres & des violences, mais qu'il leur eût jamais permis d'opprimer qui que ce fût.

Il ufoit de recrimination contre le Parlement. Il nioit qu'il eût des Irlandois auprès de lui, & il soutenoit, que c'étoit une calomnie semblable à celle que Mr. Pym avoit avancée.

Il disoit que les chevaux d'Artillerie qu'il avoit fait prendre à Chester, & qui étoient destinez pour l'Irlande, étoient de peu de valeur.

Que si les Soldats avoient pris quelques habits destinez pour l'armée d'Irlande, ils l'avoient fait sans son ordre, & qu'il auroit pu saisir trois mille habits, qu'on portoit en ce Pais-là, mais qu'il avoit ordonné qu'ils y fussent transportez.

Que le Parlement ne s'étoit pas fait un scrupule d'employer pour la Guerre qu'il faisoit à son Roi, cent mille livres Sterling qui avoient été levées pour secourir l'Irlande.

Que de plus de cinq cens Membres dont la Chambre Basse devoit être composée, il n'y en restoit pas plus de trois cens, le reste ayant été chassé par des violences, des menaces, &c.

Que de cent Pairs, il n'en restoit pas plus de quinze ou seize dans la Chambre Haute.

Que ce n'étoit pas le Parlement en Corps qui étoit l'auteur de la Guerre, mais les Membres violens qui le gouvernoient.

J'omets plusieurs généralitez qui pouvoient être alors nécessaires pour les desseins du Roi, mais qu'on a déjà vûs dans les Ecrits précédens.

Le Comte
d'Essex se
met à la tête
de l'Armée
du Parle-
ment.

Pendant qu'on s'escrimoit ainsi avec la plume, on se préparoit, des deux côtez, à la Guerre. Le Comte d'Essex ayant donné ordre à ses Troupes de s'assembler à Northampton, partit de Londres le 9. de Septembre, pour s'aller mettre à leur tête; en ayant fait la revûe, il y trouva environ seize mille hommes bien armez & bien équippez, avec un bon train d'Artillerie. Alors le

(1) 27, Septembre.

Le Roi comprenant qu'il ne pouvoit plus demeurer en sûreté à Nottingham, se mit en marche vers le Païs de Galles (1) avec ses Troupes qui étoient encore en si petit nombre, qu'elles ne méritoient pas le nom d'Armée. Il étoit incertain du lieu où il pourroit aller attendre celles qui devoient lui venir de divers endroits : mais son dessein étoit de s'assurer, s'il étoit possible, de Shrewsbury, ou de Chester, sans sçavoir néanmoins s'il seroit reçu dans l'une ou dans l'autre de ces deux Villes, le Parlement ayant dans tous ces quartiers-là, des Commissaires fort actifs & fort vigilans qui employoient tous leurs soins à lui procurer des partisans. C'étoit pour cela que le Roi marchoit à petites journées. Lorsqu'il fut arrivé à Willinton, tout proche de Derby, il y assembla sa petite armée, & fit lire en sa présence quelques ordres qu'il vouloit qu'on observât ; après quoi, il prit occasion de faire un Discours à ses Troupes, & pour mieux les convaincre de ses bonnes intentions envers le Public, il fit la Protestation suivante.

CHARLES
I.
1642.
Le Roi
quitte Not-
tingham &
marche vers
le Païs de
Galles.

Je promets en la présence de Dieu tout-puissant, comme espérant sa bénédiction & son assistance, que je maintiendrai de tout mon pouvoir, la véritable Religion Protestante & Reformée, établie dans l'Eglise d'Angleterre, & qu'avec la grace de Dieu, je vivrai & mourrai dans cette Religion.

Protesta-
tion du Roi
à son armée
Rushworth,
Vol. V. p. 20.

Mon intention est de gouverner selon les Loix connues du Païs, & de faire en sorte, que la liberté & la propriété des biens soient conservées aux Sujets, avec le même soin que mes justes droits. S'il plaît à Dieu de benir cette armée que j'ai été contraint de lever pour ma défense, & de me garantir de cette Rebellion, je promets solennellement & sincèrement en sa présence, que je maintiendrai la liberté & les justes Privilèges du Parlement ; que je gouvernerai, autant qu'il sera en mon pouvoir, selon les Loix connues du Royaume, & qu'en particulier, j'observerai les Loix ausquelles j'ai consenti dans ce présent Parlement.

Mais s'il arrive que la Guerre & le fâcheux état où je me trouve réduit produisent quelque violation de ces mêmes Loix, j'espère que Dieu & les hommes l'imputeront aux auteurs de cette Guerre, & non pas à moi qui ai fait tout ce qui a été en mon pouvoir pour entretenir la paix dans le Royaume.

Si je manque volontairement à l'observation de ces promesses, je renonce à tous les secours des hommes & à la protection du Ciel. Dans cette résolution, j'attends l'assistance prompte & volontaire de tous les gens de bien, & j'espère avec confiance la bénédiction de Dieu.

Le Roi ne se contentoit pas d'avoir fait cette Protestation à son armée ; mais encore dans tous les lieux considérables où il passoit, & il en assembloit les habitans, & tâchoit de les convaincre de la sincérité de ses intentions. C'étoient des précautions nécessaires dans un tems où il s'agissoit principalement de mettre le Peuple dans ses intérêts : car c'étoit du Peuple que dépendoit la force des deux Partis.

Le Roi étant arrivé à Derby, y reçut l'agréable nouvelle que la Ville de Shrewsbury s'étoit déclarée en sa faveur, & que les habitans le recevraient avec joye. C'est ce qui lui fit prendre la résolution d'y établir son quartier, & d'y marquer le rendez-vous de son armée. C'étoit une Place très commode pour y attendre les troupes qui se levoient pour lui dans le Païs de Galles.

Il est reçu à
Shrewsbu-
ry.

(2) 16. Septembre.

CHARLES
I.
1642.
Ils'empare
de quelques
chevaux
d'Artillerie
destinez
pour l'Ir-
lan le
Rushworth,
Vol. V. p 13.
Lettre du
Comte de
Leicester.
Il emprunte
les armes
des Milices.

Il forme
une armée
de 14000.
hommes.

Négligence
du Parle-
ment à en-
voyer au
Comte d'Es-
sex ses In-
structions.
Cause de
cette négli-
gence.

Le Roi re-
couvre de
l'argent par
divers
moyens.

L'Universi-
té d'Oxford
lui donne sa
Vaiselle
d'argent.
Le Roi en-
voye Byron
à Oxford.

les & dans les Provinces d'Yorck & de Lencaſtre, & pour y faire venir ſon Canon qui n'avoit pû le joindre à Nottingham, faute de chevaux. C'eſt c qui l'avoit obligé à ſe ſervir de quelque centaine de chevaux d'Artillerie, que le Parlement avoit envoyez à Cheſter pour être tranſportez en Irlande. Il avoit ſouhaité d'avoir pour cela le conſentement du Comte de Leiceſter nommé Viceroy d'Irlande, qui étoit alors avec lui à Nottingham. Mais ce Seigneur ayant conſtamment refusé de donner aucun ordre pour changer la deſtination de ces chevaux achetez par le Parlement, le Roi gagna un de ſes Domeſtiques qui alla les prendre comme de la part de ſon Maître, & les livra au Roi. C'eſt ce que le Parlement reprochoit au Roi, comme on l'a vû ci-deſſus. A l'égard des armes, comme le Roi n'en avoit pas aſſez pour en fournir à toutes les Troupes qui devoient lui venir de divers endroits, il avoit pris celles des Milices dans les lieux où il avoit paſſé : mais c'étoit par voye d'emprunt; c'eſt-à-dire, qu'il obtenoit des Commandans des Milices leur conſentement pour leur enlever leurs armes, ſous la promeſſe de les rendre. Dès que le Roi fut à Shrewſbury, le nombre de ſes Troupes s'accrut ſi conſidérablement, qu'en peu de jours, il eut une Armée de dix mille hommes d'Infanterie, & de quatre mille Chevaux, avec quoi il ſe vit entièrement à couvert du danger où il s'étoit trouvé pendant qu'il aſſembloit ſon Armée.

Il y a quelque lieu de ſ'étonner que le Comte d'Eſſex eût laiſſé ſi long-tems le Roi en repos, ſoit à Nottingham, ſoit dans ſa marche à Shrewſbury. Il y a de l'apparence, que ſi d'abord après ſon arrivée à Northampton, il avoit marché droit à lui, il l'auroit fort embarrasſé, & peut-être mis hors d'état de pouvoir aſſembler ſes Troupes. On ne peut attribuer cette négligence, qu'à l'impuiffance où il étoit d'agir directement contre la perſonne du Roi avant que d'avoir reçu ſes Inſtructions qu'il attendoit tous les jours, & qui lui vinrent trop tard. Il ſemble que les deux Chambres ne pouvoient ſe perſuader, que le Roi pût être auſſi-tôt prêt qu'il le fut, & qu'elles croyoient que l'impuiffance d'aſſembler une Armée, & de recouvrer de l'argent, l'oblige- roit à ſe retirer dans quelque coin du Royaume, ou à venir ſe jeter entre leurs bras. C'étoit du moins ce qu'on tâchoit d'inſinuer au Peuple, de peur de l'effaroucher par l'idée d'une Guerre dont le succès pouvoit être douteux. Le Roi profita de cette erreur pour aſſembler toutes ſes Troupes à Shrewſbury, & pour ſe fournir d'argent dont il avoit un extrême beſoin. Ses amis de Lon- dres avoient pourvû à ce dernier article, en envoyant ſecretement des ſom- mes conſidérables à Oxford. De plus, l'Univerſité de cette dernier Ville, qui avoit toujours été fort attachée au Roi, s'étoit laiſſé engager à lui livrer toute la Vaiſſelle d'argent qui apartenoit aux divers Colléges, & qui étoit en aſſez grande quantité. Il ne s'agiſſoit plus que de faire venir ce ſecours en ſûreté. Ce fut pour cela que le Roi y envoya le Chevalier Byron, avec un petit Détachement de Cavalerie, n'oſant lui en donner un plus fort, de peur de faire ſoupçonner que c'étoit pour quelque affaire conſidérable. Byron étant arrivé à Oxford, y reçut l'argent & la Vaiſſelle, & s'en retourna vers Shrewſbury, prenant la route de Worceſter, & toutes les précautions poſſi- bles pour n'être pas attaqué en chemin. Car c'étoit un coup de partie pour le Roi, que ce ſecours d'argent dont il ne pouvoit ſe paſſer. Ce fut par cette raiſon, que, pour mieux l'aſſurer, il détacha le Prince Robert avec un

Corps

Corps de Cavalerie qui marcha de l'autre côté de la Saverne pour se rendre à Worcester, & pour y attendre Byron, & l'escorter ensuite jusqu'à Shrewsbury.

Pendant cetems-là, le Comte d'Essex, après avoir demeuré quelques jours à Northampton, & s'être assuré de Warwick, résolut d'aller établir son Quartier Général à Worcester. Pour cet effet, il fit prendre les devants au Colonel Nathanael Fiennes qui arriva devant Worcester à la pointe du jour, quelques heures après que le Chevalier Byron y étoit entré avec son Convoi. L'avis que Fiennes reçut en arrivant, qu'il y avoit dans la Ville quelque Cavalerie du Roi, dont il ignoroit le nombre, fit qu'il se retira en diligence, sans rien tenter. Fort peu de tems après, le Prince Robert y arriva, & pour mieux assurer le Convoi que Byron conduisoit, & qui se reposoit pour repartir bien-tôt après, il traversa la Ville, & alla se poster avec sa Cavalerie, à quelque distance de l'autre côté. Comme il ne croyoit point qu'il y eût des ennemis dans ces quartiers-là, il ne prit pas beaucoup de soin d'empêcher que plusieurs de ses Cavaliers ne demeurassent dans la Ville. Lorsqu'il fut arrivé à l'endroit qu'il avoit choisi, il descendit de cheval avec le Prince Maurice son frere, & la plupart des Officiers, & ils s'assirent tous à terre pour se reposer. Mais tout à coup, ils aperçurent, à une portée de mousquet, cinq-cens Chevaux des ennemis, qui marchaient dans un défilé. C'étoit un Corps commandé par le Colonel Sandys que le Comte d'Essex envoyoit devant pour se mettre en possession de Worcester. Le Prince Robert étant incontinent remonté à cheval, ne balança pas un moment à fondre sur cette Cavalerie, à mesure qu'elle sortoit du défilé, & cette attaque fut si vigoureuse, que ce Corps fut mis dans une entiere déroute, & le Commandant tué avec une trentaine de ses gens. Cette action fit beaucoup d'honneur au Prince, non seulement à cause de la valeur qu'il y fit paroître, mais principalement, parce qu'il sçut prendre son parti sur le champ, & très-à-propos, en attaquant les ennemis à la sortie du défilé, & lorsqu'ils s'y attendoient le moins. De la maniere dont quelques Historiens racontent ce petit combat, il semble qu'ils veulent faire regarder le Prince Robert comme un de ces Héros de Roman, qui avec cinq ou six personnes attaquent des Corps entiers, & les mettent en déroute. Mais au fond, il n'y a rien qui tienne du merveilleux dans cette action du Prince qui ne s'étoit pas allé poster au-delà de Worcester, sans avoir amené son détachement avec lui. D'ailleurs on ne dit point quelle étoit la force de ce Corps qu'il commandoit. Cependant, cette action, quelque peu importante qu'elle fût, ne laissa pas d'inspirer une assez grande terreur aux Troupes du Parlement, principalement, à cause de l'activité & du courage du Prince Robert qui leur donna bien lieu dans la suite de se confirmer dans la haute opinion qu'ils avoient de sa valeur: car c'étoit un des plus braves Princes de l'Europe. Mais quoiqu'il eût remporté quelque avantage en cette occasion, il ne jugea pas à propos d'attendre les ennemis dans Worcester. Il en sortit quelques heures après, & conduisit heureusement le Convoi d'argent à Shrewsbury, où d'abord le Roi fit mettre la Vaisselle en monnoye. Dès le lendemain, le Comte d'Essex se mit en possession de Worcester, & y fit quelque séjour, pendant lequel il s'assura de Hereford, de Gloucester & de Bristol.

CHARLES
I.
1642.

Combat
proche de
Worcester
où le Prince
Robert a
l'avantage.
22. Septem-
bre.
Rushworth,
Vol. V. p. 23.

Le Comte
d'Essex se
saisit de
plusieurs
Places.

CHARLES

1642.

Il seroit fans doute fort étonnant, que, dans l'espace de vingt jours que le Roi demeura à Shrewsbury, son Armée se fût si fort accrue, si comme quelques-uns l'ont assuré, il falloit attribuer cette promptitude à l'effet qu'avoit produit le refus qu'avoit fait le Parlement, de traiter avec le Roi. Car il semble que ce tems n'auroit pas suffi pour déterminer le Peuple, pour le faire aller aux lieux où se faisoient les enrollemens, & pour conduire les divers Corps de ces nouvelles Troupes à Shrewsbury. On peut du moins assurer, qu'il est beaucoup moins surprenant, que les nouvelles levées du Roi, qui n'avoient pû être prêtes pendant que le Roi étoit à Nottingham, ou qui n'avoient osé se rendre à un lieu si exposé, fussent en état de marcher durant le séjour qu'il fit à Shrewsbury, quoiqu'il ne fût que de vingt jours, puisqu'il avoit distribué ses Commissions avant que de partir d'Yorck.

Le Roi se
met en mar-
che vers
Londres.

Quoiqu'il en soit, le Roi se voyant à la tête d'une armée peu inférieure en nombre à celle du Comte d'Essex, & comprenant que ce n'étoit pas assez que de demeurer tranquille à Shrewsbury, pendant que l'ennemi s'emparoit sans résistance des principales Villes dans le milieu du Royaume, crut qu'il devoit chercher les moyens de finir promptement la Guerre. Il y en avoit deux : l'un, étoit d'aller chercher les ennemis pour les combattre, l'autre, de gagner quelques marches sur eux, & d'aller se présenter devant Londres, avant qu'ils pussent y arriver. Le Roi prit ce dernier parti, dans l'espérance que par-là, il causeroit une consternation générale dans Londres, qui pourroit donner lieu à ses amis de le servir efficacement. Ainsi, s'étant tout à coup mis en marche, le 12. d'Octobre, avec son Armée qui n'étoit pas beaucoup chargée de bagage, & qui n'avoit que très-peu d'Artillerie, & pas une seule tente, il alla le premier jour, jusqu'à Bridgenorth, à dix milles de Shrewsbury, le lendemain, à Volverhampton, le troisième jour à Bromicham, & le quatrième à Kenelworth, où il s'arrêta un jour. Ce ne fut que deux jours après le départ du Roi de Shrewsbury, que le Comte d'Essex fut averti de sa marche, & qu'il se mit en état de le suivre. Il paroît manifestement par la route que le Roi tenoit, que s'il ne cherchoit pas les ennemis, du moins, il ne les craignoit pas, puisqu'il ne pouvoit pas ignorer, combien il étoit facile au Comte d'Essex, ou de le couper, ou de l'atteindre. Selon les apparences, il se persuadoit que le Comte n'oseroit risquer une bataille, ou qu'étant beaucoup plus embarrassé de bagage & d'Artillerie, sa marche en seroit considérablement retardée. Quoiqu'il en soit, ce ne fut que le 22. d'Octobre, que les deux Armées se trouverent à six milles l'une de l'autre, sans avoir eu des nouvelles reciproques de leur marche, jusqu'à ce jour-là, ce qui paroît bien extraordinaire. Mais ce qui l'est encore plus, c'est que le Roi, à qui la diligence étoit si nécessaire, eût si peu avancé dans cinq jours, puisqu'étant parti de Kenelworth le 17. il ne se trouva le 22. qu'à quatre milles au Nord de Bambury, & que le Comte d'Essex, qui étoit parti le 15. de Worcester, ne se trouvât le 22. qu'à Keinton, qui n'en est pas éloigné de plus de vingt milles. Le Roi, qui jusqu'alors ignoroit en quel lieu se trouvoit le Comte d'Essex, étoit campé tout proche d'un Village nommé Edcot, où il apprit, la nuit du 22. au 23. que les ennemis étoient à Keinton qui n'étoit qu'à une distance de six milles. Il comprit alors qu'il lui seroit trop difficile d'exécuter son dessein sur Londres, pendant qu'il auroit les ennemis à ses

Le Comte
d'Essex le
suit.

festrouffés, si proche de lui. Cela lui fit prendre la résolution de retourner sur ses pas, pour leur aller livrer bataille. Pour cet effet, il rangea son Armée sur la colline d'*Edge-Hill*, d'où l'on découvroit toute la plaine de *Keinton*, dans laquelle l'armée du Parlement se mit en bataille, le 23. au matin. Le combat ne commença pourtant, que vers les trois heures de l'après midi. On ne sçait point ce qui porta le Roi à le différer si long tems : mais pour le Comte d'Essex, il avoit une raison très-forte pour ne rien précipiter. C'est que ne se croyant pas si proche d'une bataille, il avoit laissé derrière, deux mille hommes d'infanterie & cinq cens chevaux, avec son Artillerie, & par conséquent, le délai ne pouvoit que lui être avantageux.

Le Prince Robert qui commandoit l'aîle droite de la Cavalerie du Roi, étant descendu de la colline, & s'avançant pour attaquer l'aîle gauche des ennemis, tout-à-coup, le Chevalier *Fortescue*, qui commandoit une troupe de Cavalerie du Parlement, se sépara du Corps avec sa troupe, & s'étant joint au Prince Robert, chargea avec lui, ceux qu'il venoit d'abandonner. Cet accident imprévu causa une telle frayeur à la Cavalerie du Parlement, dont les Cavaliers se désoient chacun de son Camarade, qu'elle s'enfuit à vau-de-route, & fut poursuivie plus de deux milles loin du champ de bataille. Cette faute pensa être aussi fatale au Roi, qu'une semblable l'avoit été autrefois à Henri III. à la Bataille de *Lewes*. L'aîle droite du Parlement ne tint pas plus ferme que la gauche. Elle s'enfuit à toute bride, & fut poursuivie avec la même ardeur & la même imprudence. Ce qu'il y eut encore de fâcheux pour le Roi, c'est qu'un Regiment de Cavalerie, qui servoit de corps de réserve, croyant la Bataille gagnée par la fuite de la Cavalerie ennemie, se mit aussi à la poursuivre à toute bride, sans qu'il fût possible aux Officiers de l'empêcher.

Pendant ce tems-là, l'Infanterie des deux Armées étoit aux mains, sans que la victoire panchât d'un côté ni de l'autre. Mais enfin, le Chevalier *Balfour*, que le Comte d'Essex avoit mis à la tête du Corps de réserve, fit changer la face du combat. Dès qu'il vit toute la Cavalerie du Roi engagée dans la poursuite des fuyards, il alla prendre en flanc l'Infanterie, & la mit dans un tel désordre, que le Roi & les deux Princes ses Fils furent en grand danger d'être faits prisonniers. Le Comte de *Lindsey*, Général du Roi, fut pris après avoir reçu une blessure dont il mourut le lendemain, & le grand Eten-dart, qui étoit toujours proche de la personne du Roi, fut perdu par la mort de celui qui le portoit ; mais il fut recouvré dans la suite, on ne sçait comment.

Le retour du Prince Robert avec sa Cavalerie, empêcha que le Roi ne fût entièrement défait. Car *Balfour*, qui n'avoit qu'un petit Corps de réserve, voyant revenir cette Cavalerie, quitta promptement le combat, & alla se mettre à couvert auprès de l'Infanterie du Comte d'Essex. Si le Roi & le Prince Robert avoient pû engager leur Cavalerie à charger l'Infanterie du Parlement, qui n'avoit presque point de Cavalerie pour la soutenir, vraisemblablement, ils l'auroient mis en déroute, & auroient obtenu une entière victoire. Mais ces Cavaliers qui étoient retournés de la poursuite dans un extrême désordre, & pêle-mêle, sans qu'il y eût aucun Corps de formé, ne purent jamais être persuadés d'attaquer les ennemis qui faisoient bonne contenance, quoi qu'ils se trouvassent dans un extrême danger. Dès que le

CHARLES
I.
1642.

Bataille
d'EdgeHill,
ou de Kein-
ton.
23. Octobre
Rushworth 2
Vol. V. p. 326.

CHARLES
1.
1642.

Comte d'Essex avoit vû revenir la Cavalerie ennemie, il avoit retiré du combat son Infanterie, & l'avoit remise en bataille dans le meilleur ordre qu'il avoit pû, afin d'être mieux en état de soutenir les efforts de la Cavalerie du Roi, qui, selon toutes les apparences, devoit venir l'attaquer. Mais ce n'étoit pas à lui à recommencer le combat. C'étoit assez pour lui, que de conserver son terrain, comme il le fit, jusqu'à la nuit qui le délivra de son inquiétude.

Lorsque la Bataille commença il ne restoit plus que deux ou trois heures de jour, & comme la Cavalerie du Roi avoit été long tems occupée à la poursuite des fuyards, & qu'après son retour, elle ne pût être persuadée de recommencer le combat, il étoit trop tard pour que le Roi pût rallier son Infanterie qui étoit dans un grand désordre, & dont il manquoit plus des deux tiers. Les deux Armées occupèrent, pendant la nuit, les mêmes postes, & le lendemain, aucune des deux ne se crut en état de recommencer la Bataille. Il est vrai que, durant cette même nuit, les Troupes que le Comte d'Essex avoit laissées derrière, arrivèrent avec son Artillerie. Mais comme il n'avoit point d'autre Cavalerie que les cinq cens chevaux nouvellement arrivés, & le petit Corps commandé par Balfour, il ne crut pas devoir hazarder un second combat contre une Cavalerie qui avoit été victorieuse le jour précédent, & qui faisoit face à son Armée. Le Roi de son côté se trouvant dépourvû d'Infanterie, & considérant que ses Troupes avoient beaucoup souffert par le froid qui avoit été très-rude pendant la nuit, crut qu'il lui suffisoit de faire voir à ses ennemis, qu'il ne les craignoit pas. Dans cette disposition, les deux Armées se regarderent tout le long du jour, sans avoir aucune envie d'en venir aux mains. Enfin, le Comte d'Essex ayant commencé à faire marcher son Bagage, le Roi se retira dans les quartiers qu'il avoit occupés le jour avant la Bataille, & le Comte d'Essex prit la route de *Warwick*. Le nombre des morts qui furent trouvez sur le champ de Bataille étoit d'environ cinq mille, Mais ce que dit le Comte de Clarendon, que deux jours après, le Roi ayant fait la revûe de son Armée, trouva qu'il ne lui manquoit que trois cens hommes, est trop difficile à croire, en suivant même la description qu'il a faite lui-même de cette Bataille. Mais, sans s'arrêter aux circonstances particulieres du combat, qui furent extrêmement déguisées ou exagérées par les deux Partis qui s'attribuerent également la victoire, les suites font voir, qu'ils auroient pû avec plus de fondement reconnoître, que chacun avoit été battu. Le Roi étoit parti de *Shrewsbury*, à dessein d'aller faire une tentative sur *Londres*; mais après la Bataille il perdit cette pensée, quoique le chemin de *Londres* lui fut ouvert, & il trouva plus à propos de se retirer à *Oxford*, d'un autre côté le Comte d'Essex marche après le Roi pour l'empêcher d'aller à *Londres*, mais après la Bataille il lui laisse le chemin libre, & en se retirant à *Warwick*, il se met dans l'impossibilité de le prévenir ou de l'arrêter. Je croi que cela suffit pour faire comprendre que cette Bataille fut un coup fourré qui ne donna aucune matiere réelle de triomphe ni au Roi ni au Parlement. Véritablement, trois ou quatre jours après la Bataille, le Roi prit le Château de *Bambury*, où il y avoit une Garnison de huit cens hommes, & d'une Compagnie de Cavalerie. Mais si l'on considère bien les circonstances de la prise de cette Place, on trouvera que ce ne fut rien moins

Succès douteux de cette Bataille.

moins qu'une suite ou un effet de la victoire. Car premièrement, le Roi la fit sommer contre l'avis de tous ses Généraux, qui croyoient son Armée peu en état de faire ce Siège. Secondement, il en donna pour raison, qu'il ne pouvoit se déterminer sur le parti qu'il avoit à prendre, qu'après qu'il sçau-roit quelle étoit l'intention des ennemis, & que s'ils avoient dessein de l'atta-quer, il ne connoissoit point d'endroit plus propre pour les combattre. On peut inférer de-là, qu'il n'étoit pas lui-même trop convaincu de la réalité de sa victoire, puis qu'il croyoit le Comte d'Essex en état de le venir attaquer. Enfin, le Château de Bambury se rendit au premier coup de Canon, ce qui laissa dans l'incertitude, si le Roi se feroit opiniâtre à ce Siège en cas qu'il y eût trouvé de la résistance, & si le Comte d'Essex l'auroit laissé faire tranquil-lement. La prise de Bambury détermina le Roi à se retirer à Oxford, qui étoit la seule Ville de ces quartiers là, qui lui fût dévouée par les soins de l'U-niversité qui étoit très attachée à son parti.

CHARLES

I.

1642.

Le Roi se retire à Ox-ford.

Quoi que le Parlement s'attribuât aussi la victoire, il sentoît bien néan-moins, qu'il n'avoit pas beaucoup de sujet de triompher. Il étoit pourtant obligé de faire parade de cette prétendue victoire, comme si elle eût été bien réelle, afin de contrequarrer les Partisans du Roi, qui tâchoient d'inspirer la terreur au Peuple de Londres, & de le porter à demander la Paix, par la confi-dération de ce prétendu succès des armes du Roi. Ces Partisans étoient encore en grand nombre dans la Ville, parce qu'on n'avoit encore pris aucunes mesu-res pour s'en délivrer. Il y avoit même dans le Parlement un bon nombre de gens qui n'y étoient demeurez qu'en vûë de rendre service au Roi quand l'occasion s'en présenteroit, & qui ne manquèrent pas de profiter de celle-ci. Les nou-velles touchant la Bataille d'*Edge-Hill*, ou de *Keinton*, ayant d'abord fort varié, les amis que le Roi avoit dans Londres, exagérèrent avec soin toutes les circonstances qui pouvoient donner lieu de croire, que le Roi avoit été victorieux, afin de disposer les esprits à la Paix. Car il faut remarquer que depuis la rupture, le grand but du Roi fut toujours d'ébloüir le Peuple par ce beau nom de Paix, & qu'il ne cessa jamais d'espérer que le Peuple oblige-roit le Parlement à s'accommoder, en laissant au Roi toutes ses Prérogatives. Ce fut là toujours son projet favori, dont il ne s'écarta jamais, dans le tems même où ses affaires se trouverent dans la plus grande prospérité. On verra dans la suite, en plusieurs occasions, avec quelle constance il s'efforça tou-jours d'exécuter ce plan qu'il s'étoit formé. Celle dont il s'agit présente-ment fut la première depuis le commencement de la Guerre. Lorsque les deux Chambres furent exactement informées du succès de la Bataille qui ve-noit de se donner, quelques démonstrations publiques qu'elles fissent pour faire accroire au Peuple, que leur Armée avoit été victorieuse, elles senti-rent bien que de telles victoires étoient peu capables de réduire le Roi à venir se jeter entre leurs bras, quoi que le Peuple eût été amusé de cette espérance. Alors les Partisans que le Roi avoit encore dans la Chambre Basse, remar-quant la consternation, que témoignoit la plupart des Membres, en de-vinrent plus hardis & ne firent point de difficulté de proposer la Paix, com-me l'unique moyen de se tirer d'embarras. Il est très-vrai-semblable que ce-la se faisoit de concert avec le Roi, qui dans ce même tems faisoit tout ce qui dépendoit de lui pour persuader au Public, qu'il avoit remporté à *Edge-Hill* une victoire complète.

Grande consterna-tion dans le Parlement. Les Parti-sans du Roi en profitent pour propo-ser la Paix.

Le

CHARLES

1.

1642.

Rushworth,
*Vol. V. p. 26.*Déclaration
du Parle-
ment avant
la Bataille.
22. Octobre

Le jour avant la Bataille, les deux Chambres avoient publié une Déclaration, dont je me contenterai de rapporter la substance : car, après avoir donné ci-devant tant de ces sortes de Pièces, je craindrois de fatiguer les Lecteurs, si je mettois ici toutes entières celles qui suivent.

Les deux Chambres protestoient en premier lieu, „ qu'aucune passion, „ aucune mauvaise volonté contre le Roi, aucun dessein contre les justes „ Prérogatives, contre son Honneur ou contre son Autorité, ne les avoit en- „ gagées à prendre les armes.

„ Que le Roi avoit refusé de recevoir une très-humble Requête que le „ Comte d'Essex avoit ordre de lui faire présenter de leur part.

„ Qu'elles étoient persuadées, que le Roi étoit tellement engagé avec le „ Parti Papiste, qu'il n'y avoit plus aucune espérance de Paix.

„ Que plusieurs Papistes s'étoient conformez extérieurement au culte de „ l'Eglise Anglicane, pour se rendre capables de posséder des emplois militai- „ res dans l'Armée du Roi.

„ Que d'abord le Roi, par diverses Protestations & Imprécations, s'étoit „ efforcé de faire accroire au Peuple, que son intention étoit de maintenir la „ Religion Protestante, & que dans cette vûë, il avoit cassé quelques Papis- „ tes de son Armée, & ordonné que personne n'y seroit reçu sans prêter les „ Sermens. Mais que ce n'étoit qu'une démonstration extérieure, puis que „ dans la suite, il n'avoit pas laissé de tirer des prisons de Lancastrre plusieurs „ Prêtres & Jésuites reconnus pour tels, & de donner plusieurs Commissions „ à des Papistes.

(Il y en avoit quatorze de nommez dans cet Article).

„ Que le Lord *Herbert*, Fils du Comte de Worcester, & très-envenimé „ contre la Religion Protestante, avoit été fait Général des Troupes du Roi, „ dans la partie méridionale du Païs de Galles.

„ Que dans le Nord, ceux qui étoient autorisez par les Lettres Patentes „ du Roi, ne faisoient aucune difficulté de donner des Commissions à des „ Officiers Papistes.

„ Que le Roi avoit envoyé des gens à Hambourg & en Dannemarck, pour „ y lever des Troupes qui devoient se joindre à l'Armée Papiste que le Comte „ de Newcastle levoit dans le Nord.

„ Que le Roi avoit reçu dans sa Cour des Irlandois notoirement rebelles, „ & comme tels, accusez de trahison, comme le Lord *Tuaf*, &c.

„ Qu'il avoit auprès de lui divers Anglois déclarez Traîtres, comme le „ Lord *Digby*, *O Neal*, *Williams*, *Pollard*, *Ashburnham*.

„ Que les Jésuites & autres amassoient de l'argent pour le Roi, dans les „ Païs étrangers.

„ Que par ces raisons, les deux Chambres avoient résolu d'entrer dans un „ Covenant solennel, & qu'elles espéroient, que les Ecoissois voudroient bien „ y entreraussi, suivant le Traité de Paix fait entre les deux Royaumes.

Rushworth,
Vol. V. p. 29.

Le Roi répondit à cette Déclaration par deux autres, qu'il fit publier après la Bataille d'*Edge-Hill*. Il disoit dans la première:

„ Que malgré la Protestation des deux Chambres, qu'elles n'avoient „ aucun mauvais dessein contre lui, leur Armée n'avoit pas laissé de lui livrer „ Bataille.

„ Que

» Qu'es'il avoit refusé de recevoir la Requête dont le Comte d'Essex avoit été chargé, c'étoit parce qu'on avoit voulu la lui faire présenter par des gens accusez de trahison. [Il faisoit ici un long recit de cette affaire].

» Il nioit qu'il eût jamais eu intention de favoriser le Papisme, & qu'il eût fait relâcher des Prêtres ou des Jésuites, de la prison de Lancastre.

» Il disoit que les Papistes, qu'on supposoit avoir des Commissions de lui, ne lui étoient pas même connus, & qu'ils n'avoient aucun Emploi dans son Armée.

[Il faut remarquer sur ces deux derniers Articles : 1. Que les prisonniers qu'il avoit fait relâcher à Lancastre, avoient bien été emprisonnez comme Papistes, Prêtres & Jésuites ; mais qu'ils n'avoient pas été convaincus d'être tels. C'est pourquoi le Roi croyoit pouvoir nier qu'il eût fait relâcher des Prêtres, &c.

2. Le Roi en disant qu'il n'y avoit point dans son Armée des Officiers Papistes, entendoit par son Armée celle qu'il commandoit en personne, & le Parlement entendoit celle qui étoit commandée par le Comte de Newcastle. Il pouvoit donc être vrai que les Officiers Catholiques, à qui le Comte de Newcastle avoit donné des Commissions, ne fussent pas connus au Roi. Mais l'Armée du Nord n'étoit pas moins son Armée que celle qu'il commandoit lui-même].

» Il nioit positivement d'avoir jamais eu dessein de faire lever des Troupes à Hambourg ou en Dannemarch.

» Il soutenoit que le Parlement avoit beaucoup de Papistes dans ses Troupes, & qu'il en parloit avec d'autant plus d'assurance, qu'il en avoit plusieurs en son pouvoir, qui avoient été faits prisonniers à Edge-Hill.

La seconde Déclaration étoit intitulée, *Déclaration du Roi après sa victoire, remportée sur les Rébelles*. Ce Titre étoit mis à dessein pour fomenter la crainte que les Partisans du Roi tâchoient d'inspirer au Peuple par la considération de la prétendue victoire que le Roi venoit d'obtenir contre l'Armée du Parlement.

Le but de cette Déclaration étoit de justifier le Roi sur trois Articles principaux, sçavoir, 1. Que le Roi favorisoit le Papisme, & qu'il employoit des Papistes dans son Armée. 2. Que son dessein étoit de détruire les Parlemens. 3. Que ses Troupes devoient être employées à ôter au Peuple la propriété de ses biens. Je ne parlerai ici que du premier, parce qu'après ce qu'on a déjà vu, il seroit inutile de répéter ici ce que le Roi alléguoit pour sa justification sur les deux derniers. Il disoit donc sur le premier :

» Que quand même il employeroit des Papistes, personne ne devoit le trouver étrange, vu les extrémités où on l'avoit réduit, & le peu de scrupule que le Parlement faisoit de se servir d'Officiers & de Soldats Papistes, qui étoient en fort grand nombre dans ses Troupes, les efforts qu'il faisoit pour les gagner, & les promesses dont il les leurroit pour les attirer à son service, jusqu'à leur promettre que les Loix pénales seroient revoquées. Que néanmoins, malgré les artifices de ses ennemis, & l'état fâcheux où il se trouvoit réduit, il n'avoit jamais pu se résoudre à révoquer l'Ordre qu'il avoit donné de ne recevoir dans son Armée personne qui n'eût pas prêté les Sermens. Il avoioit pourtant, qu'il avoit fait quelque exception à cette règle générale, en faveur de quelques personnes d'un mérite distingué.

CHARLES
I.
1642.

“
“
“
“
“

“
“
“
“
“

Rushworth,
Vol. I. p. 39.

« Réponse
du Roi
touchant
les Ca
tholiques
qu'il
avoit à
son ser-
vice.

“
“
“
“

CHARLES
I.
1642.

On verra dans la suite qu'encore que cet Ordre n'eût pas été révoqué, il n'étoit rien moins qu'exactement observé.

Bien-tôt après, les deux Chambres répondirent à cette Déclaration par une autre qui portoit en substance :

Replique
des deux
Cham-
bres.
Rush-
worth,
Vol. V. p.
41.

„ Qu'il étoit étonnant, que le Roi ayant assuré si positivement, qu'il y avoit plus de Papistes dans leur Armée, que dans la sienne, n'eût pas voulu se donner la peine de nommer un seul des premiers. Qu'elles l'auroient souhaité, parceque par là, elles auroient pû connoître ceux de cette Religion qui pouvoient s'être fourrez dans leurs Troupes, à leur insçu.

Ensuite, elles prétendoient faire voir, par plusieurs raisons, l'absurdité qu'il y avoit à dire, que le Parlement faisoit des efforts pour attirer les Catholiques à son service, sous la promesse de révoquer les Loix pénales, & alléguoient divers exemples de leur sévérité contre eux, pendant la tenuë de ce Parlement.

Mais pour prouver, disoient-elles, avec évidence, que le Roi n'agissoit pas avec sincérité, lors qu'il alléguoit pour sa justification, qu'il avoit ordonné de ne recevoir aucun Récusant dans ses Troupes, & que cet Ordre n'étoit qu'une pure illusion, elles nommoient plusieurs Officiers Papistes qui avoient des Commissions signées de la main du Roi, lesquelles le Parlement avoit en son pouvoir. De plus, elles attachèrent à cette Déclaration, une Requête présentée au Roi par les Habitans Catholiques de la Province de Lencastre, par laquelle ils lui demandoient la permission de se pourvoir d'armes pour son service, & la Réponse du Roi, qui leur accordoit cette permission. Cette Requête, & la Réponse du Roi me paroissent si décisives sur cette matiere qui fut très-souvent rebatuë, que je croi devoir les donner ici dans leurs propres termes.

A S A M A J E S T É,

Requête de nous sous-signez Habitans de la Comté de Lencastre, en notre nom & de plusieurs autres Recusans.

Requête des
Recusans de
Lencastre
au Roi.

Comme nous & plusieurs autres de la même Province vos très-fidèles Sujets, nous trouvons présentement désarmez, & mal pourvus pour la défense de votre Royale personne & de nos familles, nous demandons très-humblement à V. M. d'être reçus sous sa Royale protection, contre toute violence, & que les armes qu'on nous a ôtées nous soient rendues dans ce tems de Guerre actuelle. Que par un Ordre particulier de V. M. nous ayions la liberté de nous pourvoir d'une quantité suffisante d'armes, pour la sûreté de votre Royale personne, si nous sommes requis de la défendre, & pour celle de notre Pais & de nos Familles qui se trouvent en danger dans ce tems de troubles, & qui sont même menacées d'être pillées. Et quand avec l'assistance de Dieu, la Paix sera rétablie dans le Royaume, nous demandons humblement, que si on nous ôte nos armes, on nous en paye la valeur en argent.

REPON-

R É P O N S E D U R O I.

A nos fidelles & bien-aimez , les Chevaliers , Ecuyers,
& autres nos Sujets de la Comté
de Lencaſtre.

CHARLES
I.
1642.

*Fidelles & bien-aimez. Comme par les Loix de ce Royaume, par lesquelles les Réponse du
Récusans doivent être déſarmez, vos armes vous ont été ôtées, & que dans ce tems Roi.
de danger éminent où on a levé des Armées contre nos Commandemens exprès,
&c. pluſieurs de nos Sujets ſont pilléz & emprisonnez, & nous-même ſommes me-
nacé de pareilles violences; Et d'autant que les Loix qui ordonnent de déſarmer les
Récusans, n'ont eu pour but que de prévenir les déſordres en tems de Paix, & non
pas de vous priver de l'usage de vos armes dans un tems de Guerre actuelle, pour
votre propre ſûreté, & pour la déſenſe de notre perſonne, ſuivant votre Serment
d'Allegeance, dont ces Loix n'ont jamais eu pour but de vous décharger. Et d'au-
tant que ces armes qui vous ont été enlevées, auroient dû être gardées ſoigneuſe-
ment, afin que vous puſſiez vous en ſervir dans un tems de Guerre ouverte, & que
néanmoins, elles ont été miſes entre les mains des gens mal-intentionnez. Notre
volonté eſt, & nous vous requérons ſur votre Serment d'Allégeance, que vous
vous pourvoyez de toutes les armes néceſſaires, tant pour vous-mêmes, que pour
vos Domestiques & Vaſſaux, & nous vous donnons pouvoir d'en faire uſage dans
la préſente Guerre, pour notre déſenſe & pour celle de votre Pais, & de vos per-
ſonnes, contre toutes les forces qui ſont, ou qui ſeront levées contre nous, par quel-
que ordre ou autorité que ce ſoit, vous promettant de vous protéger de tout notre
pouvoir. Et lorsqu'après que la Paix ſera rétablie, on vous ôtera ces mêmes ar-
mes, en vertu des Statuts qui ſont en force, nous vous aſſurons, que la valeur vous
en ſera payée en argent.*

Il eſt bon de remarquer au ſujet de ces deux pièces, que la queſtion n'étoit Remarque
pas entre le Roi & les deux Chambres, ſi le Roi avoit droit ou non d'em- ſur ce ſujet.
ployer des Catholiques à ſon ſervice, mais ſ'il en employoit effectivement.
Il faut donc prendre garde de ne pas confondre la queſtion de droit avec la
queſtion de fait, la dernière étant la ſeule dont il ſ'agit. Or ces deux Pièces
prouvent que le Roi ſe ſervoit actuellement des Catholiques, même au com-
mencement de la Guerre, & avant qu'il y eût eu du ſang répandu: Car cette
Requête lui fut préſentée pendant qu'il étoit encore à Shrewſbury.

Pour une plus grande conviction, les deux Chambres annexerent encore
à leur Déclaration, une Liſte de vingt-huit Officiers, Colonels, Lieutenans-
Colonels, Majors, Capitaines, & autres, qui étoient Papilles, & qui ſer-
voient actuellement le Roi, dans l'Armée du Comte de Newcaſtle.

Le Roi & le Parlement ſe trouvoient en ces termes d'aigreur & d'animo-
ſité, lorſque les Partifans ſecrets que le Roi avoit dans la Chambre Baſſe, pro-
poſerent de demander la Paix, ſous prétexte de l'impuiſſance où le Parlement
ſe trouvoit de continuer la Guerre, après la perte qu'il venoit de faire à Edge
Hill. Le Roi de ſon côté, pour fortifier l'opinion que ſes Partifans tâchoient
d'inſpirer au Peuple, que l'Armée du Parlement avoit été entièrement dé-

Le Roi of-
fre un par-
don à la Vil-
le de Lon-
dres.
Rushworth,
Vol. V. p. 51.

CHARLES
I.
1642.

Mesures du
Parti con-
traire au
Roi.

Résolution
du Parle-
ment de de-
mander du
secours à
l'Ecosse.

faite, & pour encourager ses amis de Londres à se joindre à ceux qu'il avoit dans le Parlement, envoya un Message à la Ville de Londres pour lui offrir un pardon. Il vouloit par-là, faire comprendre aux Habitans, qu'une telle offre ne pouvoit venir que de la supériorité qu'il avoit acquise par sa victoire. Il pratiqua la même chose à l'égard de quelques autres Villes du Royaume. Il est certain qu'il y avoit alors dans Londres une assez grande agitation causée par les Partisans du Roi, qui sous prétexte de craindre une Guerre qui, selon eux, avoit si malheureusement commencé, faisoient tous les efforts possibles pour porter le Peuple à demander hautement la Paix. C'étoit contre ces secrètes pratiques, que ceux qui dirigeoient les affaires du Parlement, avoient à se précautionner. Mais comme ils n'étoient pas moins habiles que leurs adversaires, ils trouverent bien-tôt le moyen de faire échoüer ce projet. Bien loin de s'opposer à la proposition qu'on faisoit de demander la Paix au Roi, ils l'appuyèrent, au contraire de tout leur pouvoir. Ils dirent, "que le Parlement n'avoit pas pris les armes pour le plaisir de faire la Guerre, mais",
 „ uniquement pour parvenir à une bonne Paix, & que rien n'étoit préférable
 „ à un si grand bien. Que les deux Chambres ne devoient pas avoir honte de
 „ faire les premières avances, & de demander humblement la Paix à leur Roi,
 „ mais qu'il falloit prendre garde qu'un trop grand zèle pour la Paix ne devînt
 „ pas un moyen pour les livrer pieds & poings liés à leurs ennemis. Que pour
 „ faire une Paix telle qu'elle étoit nécessaire pour le bien du Royaume, il fal-
 „ loit faire connoître au Roi, qu'elles n'étoient pas encore réduites au point
 „ d'être obligées d'accepter les conditions qu'il lui plairoit de leur imposer,
 „ & que pour cet effet, si elles vouloient avoir une Paix où chacun pût trou-
 „ ver sa sûreté, il falloit prendre de bonnes mesures pour continuer la Guerre.
 „ Qu'entre tous les moyens dont on pouvoit se servir, ils n'en voyoient point
 „ de plus propre, que de demander l'assistance de leurs Freres d'Ecosse, en
 „ vertu du Traité fait entre les deux Nations. Non qu'on en eût besoin actuel-
 „ lement, les affaires du Parlement n'étant pas réduites à cette extrémité,
 „ qu'on dût se hâter de faire entrer des Etrangers dans le Royaume; mais qu'il
 „ n'y avoit aucun doute, que les Ecossois ne répondissent à cette demande,
 „ d'une manière qui feroit comprendre au Roi, que cette ressource ne man-
 „ queroit pas aux deux Chambres, dans le besoin. Que parlà, elles se ren-
 „ droient plus formidables, & que s'il étoit vrai que le Roi souhaitât véritable-
 „ ment la Paix, il se verroit obligé de la faire à des conditions équitables, ce
 „ qui étoit ce qu'on devoit espérer.”

Comme cet avis étoit très-plausible, & que d'ailleurs, il étoit proposé par des gens en qui la plupart des Membres avoient beaucoup de confiance, il fut approuvé par la Chambre. Effectivement, personne ne pouvoit ignorer que par la Paix que le Roi avoit offerte jusqu'alors, & que ses Partisans étoient d'avis de demander, on ne pouvoit entendre qu'une Paix qui le mettroit en possession de toutes ses Prérogatives, & qu'on auroit sa parole pour assurance qu'il n'en abuseroit plus. Mais quoique les Membres du Parlement ne doutassent pas que le Roi n'accordât une Amnistie, telle qu'ils la souhaiteroient, ils ne croyoient pas qu'une telle Paix pût être avantageuse au Royaume, par la raison qu'ils ne croyoient pas que la parole du Roi fût une sûreté suffisante. D'ailleurs, les Presbytériens ne s'accommodoient pas mieux qu'ils l'avoient

l'avoient fait jusqu'alors, d'une Paix qui devoit naturellement rétablir l'Episcopat dans tout son lustre. Ainsi, les choses n'étant pas encore réduites à un point qui dût porter le Parlement à souhaiter une telle Paix, il fut résolu.

1. Qu'on demanderoit la Paix. 2. Qu'on feroit tous les efforts possibles pour se mettre en état de soutenir la Guerre, en cas qu'on ne pût obtenir une Paix sûre & honorable. 3. Qu'on s'adresseroit aux Ecoissois pour leur demander leur secours, s'il arrivoit qu'on se trouvât réduit à la nécessité de s'en servir. Ces résolutions rompirent entièrement toutes les mesures des Partisans du Roi, qui s'étoient flatz, que la prétendue Victoire d'Edge-Hill produiroit quelque grand effet.

En conséquence de ces résolutions, le Parlement prit soin de recruter l'Armée du Comte d'Essex, & pour y mieux réussir, il ordonna, que les Apprentifs qui voudroient s'enroller, pourroient compter le tems de leur service à la Guerre, comme faisant partie de celui pour lequel ils s'étoient engagez par le Contract de leur Apprentissage. Cela fut cause qu'un grand nombre d'Apprentifs s'engagerent dans le service du Parlement.

Après cela, les deux Chambres envoyèrent en Ecosse une Déclaration dans laquelle véritablement, elles ne demandoient pas un secours présent : mais elles disoient, "qu'elles avoient lieu d'espérer, que les Ecoissois ne négligeroient pas de les secourir, s'il arrivoit qu'elles eussent besoin de leur assistance, en vertu du Traité fait entre les deux Nations. Que pour cet effet, ils le prioient de tenir une Armée toute prête, pour couvrir les frontieres d'Ecosse contre les attentats de l'Armée Papiste que le Comte de Newcastle levoit dans le Nord d'Angleterre. Pour les engager d'autant mieux à ce qu'elles souhaitoient, elles disoient que le Roi s'étoit tellement laissé prévenir par les ennemis de la Religion Protestante, qu'il avoit rejeté toutes les Requêtes qui lui avoient été présentées. Qu'il s'agissoit dans cette Guerre, de soutenir la Religion contre les efforts de ceux qui avoient projeté de la détruire, & que, pour travailler plus efficacement à sa conservation, elles avoient reçu avec plaisir, la proposition que les Ecoissois leur avoient faite, d'unir les Eglises des deux Royaumes dans un même Culte & une même Discipline, ce qu'aussi elles avoient résolu d'exécuter."

Il y avoit quelques mois, que les Commissaires d'Ecosse résidans à Londres avoient fait glisser dans un Mémoire qu'ils avoient présenté au Parlement, que les Ecoissois souhaitoient passionnement que les deux Eglises d'Angleterre & d'Ecosse n'eussent qu'un même Culte, & fussent sous une même Discipline. Comme cette proposition n'étoit exprimée qu'en forme de souhait, & que d'ailleurs, elle étoit conçue d'une telle manière, qu'on pouvoit entendre, ou que les Ecoissois souhaitoient que les Anglois se conformassent au Culte & à la Discipline de l'Eglise d'Ecosse, ou qu'ils souhaitoient eux-mêmes de se conformer à l'Eglise Anglicane, le Parlement d'Angleterre avoit répondu civilement, en gardant la même ambiguïté, qu'il souhaitoit aussi la même chose, & qu'il travailleroit de bon cœur à exécuter ce projet. Cette Réponse avoit été, sans doute, dirigée par les Chefs des Presbytériens pour en faire comme une espèce de pierre d'attente dont ils espéroient de faire un jour quelque usage. Mais il n'étoit pas encore tems de déclarer plus ouvertement leur pensée, de peur de faire perdre au Parlement tous les Membres

CHARLES
I.
1642.

Ordonnan-
ce en fa-
veur des Ap-
prentifs qui
voudroient
s'enroller
dans les
Troupes du
Parlement
Rushworth,
Vol. V. p. 55.
" Déclara-
tion du
Parle-
ment a-
dressée
aux Ecof-
sois.

Observa-
tion sur la
proposition
d'unir les
deux Eglises

CHARLES
I.
1642.

de l'Eglise Anglicane qui étoient contraires au Roi. Vraisemblablement, ces gens-là se seroient effarouchez, s'ils avoient clairement connu, que le dessein des Presbytériens étoit d'établir leur Culte & leur Discipline, sur les ruïnes de cette Eglise. Ce fut aussi par la même raison, que dans la Déclaration dont j'ai parlé ci-dessus, les deux Chambres, ou ceux qui les dirigeoient ne trouverent pas à propos de s'expliquer mieux, & qu'en disant que les deux Chambres avoient dessein de travailler à cette union, on laissa la proposition dans toute son ambiguïté, quoiqu'il fut aisé aux Ecoïsois de comprendre, qu'avec le tems, on leur donneroit satisfaction. Car il ne faut pas s'imaginer qu'il n'y eût que des Presbytériens dans le Parti du Parlement, quoique ce soit là l'idée que quelques-uns ont voulu donner de ce parti-là, leur but ayant été de faire entendre, que la Guerre entre le Roi & le Parlement étoit proprement une Guerre de Religion, & que l'unique dessein du Parlement étoit de détruire l'Eglise Anglicane, pour établir le Presbytérianisme en sa place. Comme à parler en général, ce dessein étoit injuste en lui-même, ils en veulent inférer, que la Guerre qu'on faisoit au Roi étoit injuste. Ce raisonnement seroit solide & convainquant, s'il étoit vrai que le parti contraire au Roi ne se fut proposé que ce seul dessein. Mais comme il est certain que ce n'étoient pas les Presbytériens seuls qui avoient sujet de se plaindre du Roi, il ne l'est pas moins, que le parti de ses ennemis étoit composé, non seulement de Presbytériens, mais encore d'un très-grand nombre des Membres de l'Eglise Anglicane qui avoient compris, que sous prétexte de vouloir détruire le Presbytérianisme, on avoit travaillé à établir un pouvoir arbitraire. Il n'est pas mal-aisé de comprendre, que ces gens-là fussent mal disposés à l'égard du Roi, qu'ils eussent pris le Parti du Parlement, & qu'ils y demeurassent encore attachez. Mais il est inconcevable, que les Presbytériens qui, au commencement de ce Parlement, faisoient une si petite figure dans les deux Chambres & dans le Royaume, se fussent si fort accrus en nombre, dans l'espace de deux ans, ou que les Membres de l'Eglise Anglicane, qui se plaignoient du gouvernement précédent du Roi, eussent absolument renoncé à cette Eglise, pour embrasser le Presbytérianisme. Il est donc certain, qu'encore que le Parti Presbytérien considéré comme un parti de Religion, eût prévalu dans le Parlement, il ne laissoit pas d'y avoir dans ce même parti, considéré sous l'idée d'ennemi du Roi, un très-grand nombre de Membres de l'Eglise Anglicane, qui n'avoient d'autres vûe que de réformer le Gouvernement Civil, & d'assurer les Libertez de la Nation. C'étoient ceux-ci que le Parlement vouloit & devoit ménager, de peur de les effaroucher, jusqu'à ce qu'on pût les engager à devenir Presbytériens, soit par la superiorité que le Parlement pourroit acquérir dans la suite de la Guerre, ou par la nécessité absolue où ils se trouveroient d'abandonner les Libertez du Royaume, ou d'avoir recours à l'assistance des Ecoïsois, qui ne pouvoient s'obtenir qu'en changeant le Gouvernement de l'Eglise. D'un autre côté, les Anglicans ne pouvoient pas trouver mauvais, que le Parlement ménageât l'Ecoïse, puisqu'il pouvoit arriver, qu'il seroit impossible de se passer de son secours. C'étoit donc à ménager tous ceux qui prenoient intérêt aux affaires du Parlement, que servoient les expressions ambiguës contenues dans la Déclaration, au sujet de l'union des deux Eglises. On vouloit bien
que

que les Ecoſſois cruſſent qu'on entendoit la propoſition dans le ſens qu'ils lui donnoient eux-mêmes, & on faisoit entendre aux Membres de l'Eglise Anglicane, que le Parlement ne s'engageoit proprement à rien, en promettant de travailler à l'Union, parce qu'il n'y avoit pas plus de raison pour l'Eglise d'Angleterre de se conformer à celle d'Ecoſſe, qu'il n'y en avoit pour celle-ci, de se conformer à l'Anglicane. Que cependant, on tireroit un grand avantage de ce prétendu engagement, en ce que le Roi, par la crainte de voir le Parlement étroitement uni avec l'Ecoſſe, seroit porté à faire la Paix, à des conditions équitables.

Quoi qu'en cette occasion, les ennemis du Roi euſſent remporté quelque avantage dans le Parlement, ses amis ne se tinrent pas pour vaincus. Ils voyoient bien que, pendant que les deux Chambres seroient en état d'agir avec une entière liberté, les Adverſaires du Roi seroient toujours supérieurs, & qu'il n'étoit guères possible de leur ôter cette liberté, sans un secours extraordinaire. C'est pourquoi, pendant que les esprits étoient encore dans l'agitation qu'avoit causée la Bataille d'Edge-Hill, ils firent ſçavoir au Roi, que s'il venoit se présenter devant Londres avec son Armée, ils ne doutoient point qu'il ne se fît dans la Ville, des mouvemens qui lui seroient avantageux, à quoi ses Partisans ne manqueroient pas à s'employer de tout leur pouvoir. C'est ce qui le fit résoudre de marcher à Londres. Dans cette vue, il fit prendre les devans à un Corps de Cavalerie, qui s'étant avancé jusqu'à Reading, inspira une telle terreur aux Troupes du Parlement, qui étoient en quartier dans cette Ville, qu'elles l'abandonnerent entièrement, & le Roi y arriva peu de jours après avec son Armée. Le Parlement prit l'alarme quand il ſçut le Roi à trente milles de Londres. Ainsi, soit par cette raison, ou à deſſein de l'amuser, il lui fit demander un ſauſconduit pour des Députés qu'il vouloit lui envoyer pour lui demander la Paix, en conſéquence de la réſolution prise quelques jours auparavant. Le Roi accorda le ſauſconduit pour les Députés; mais il en exclut *Evelyn* qui étoit du nombre, parce qu'il l'avoit fait proclamer Traître. Dans ces entrefaites, les deux Chambres eurent avis que le Comte d'Esſex marchoit vers Londres avec toute la diligence possible. Cela fut causé, qu'elles ne se hâterent point d'envoyer leurs Députés au Roi, sous prétexte de la difficulté qu'il faisoit d'admettre d'*Evelyn*. Il est mal aisé de comprendre, par quelle raison le Roi, qui ne pouvoit pas ignorer que l'exécution de son projet dépendoit de ſa diligence, demeura néanmoins assez long-tems à Reading, pour donner au Comte d'Esſex le tems d'arriver à Londres aussi-tôt que lui. Quoiqu'il en ſoit, il marcha le 11. de Novembre, jusqu'à Colebrook distant de Londres, de quinze milles. Cependant, l'Armée du Comte d'Esſex arrivoit à-peu-près dans le même tems, aux environs de Londres. Mais soit qu'elle ne fût pas assez tôt prête, ou que le Parlement eût pris l'alarme, il lui envoya le même jour onze des Députés avec une Adreſſe fort ſoumiſe, pour demander à traiter. Le Roi répondit favorablement à cette Adreſſe, témoignant qu'il ne ſouhaitoit rien tant que la Paix, & que pour cet effet, il étoit content d'entrer en négociation. Les Députés étant retournés à Londres avec cette Réponſe, le Parlement envoya incontinent ordre à ſes Troupes de ſuſpendre les hoſtilitez. Mais peu d'heures après le départ des Députés, le Roi se mit

CHARLES
I.
1642.

Nouveau
projet des
Partisans du
Roi, dans
Londres.

Le Roi
marche à
Reading.

Les deux
Chambres
demandent
à traiter.
9. Novemb.
Rushworth,
Vol. V. p. 58.
Difficulté
ſur un ſauſ-
conduit.

Le Comte
d'Esſex mar-
che à Lon-
dres.

Le Roi à
Colebrook.
Il reçoit les
Députés du
Parlement.
11. Nov.
Rushworth,
Vol. V. p. 58

en

CHARLES en marche vers Brentford qui n'est qu'à sept milles de Londres, & y étant arrivé le 13. au matin, il fit attaquer cette petite Ville où il y avoit quelques Troupes du Parlement en quartier, & s'en rendit maître après quelque résistance qu'il y trouva. Immédiatement après, il envoya un Message aux deux Chambres, pour les informer, que depuis qu'il avoit répondu à leur Adresse la nuit précédente, il avoit eu avis que le Comte d'Essex assembloit ses Troupes pour marcher à lui, & que cela l'avoit obligé à se rendre maître de Brentford : qu'au reste, il étoit toujours disposé à faire la Paix, & qu'il attendoit leurs Députés à Brentford, ce jour-là même, ou le lendemain matin.

I.
1642.
Il fait attaquer Brentford.
Il envoie un Message au Parlement.
Il se retire à Kingston.
L'Armée du Comte d'Essex étoit effectivement arrivée tout proche de Londres le 12. & le Comte d'Essex étoit actuellement dans la Chambre Haute le 13. pendant l'attaque de Brentford. Sur cela, les deux Chambres ordonnèrent au Maire de Londres d'envoyer sur le champ, les Milices de la Ville à l'Armée du Comte d'Essex pour la renforcer, & par-là elle devint fort supérieure à celle du Roi. Le même jour, ce Général fit les dispositions nécessaires pour donner bataille ; mais le Roi ne jugeant pas à propos de l'attendre, se retira du côté de Kingston.

Le Parlement se plaint.
Le Roi tâche de justifier l'action de Brentford.
Rubensworth, Vol. V. p. 60.
Le Parlement se plaignit que le Roi l'avoit trompé sous une fausse apparence de vouloir traiter de la Paix, puisqu'immédiatement après le départ des Députés, il s'étoit mis en marche pour surprendre Brentford. Le Roi s'excusoit en deux manières. Il disoit premièrement, que non seulement il n'y avoit point eu de Trêve arrêtée, mais que même on ne lui avoit pas demandée. En second lieu, que, depuis le départ des Députés, il avoit été informé que le Comte d'Essex avoit envoyé des Troupes à Kingston, à Acton & en d'autres endroits, pour l'envelopper, & que c'étoit ce qui l'avoit engagé à s'avancer jusqu'à Brentford. La première de ces raisons étoit la meilleure, puisque n'y ayant point de suspension d'armes, il étoit en droit de prendre ses avantages, comme il trouvoit à propos. Mais c'étoit celle sur laquelle il insistoit le moins, parce qu'ayant manqué son coup, il ne vouloit pas qu'il parût que son dessein avoit été de se rendre maître de Londres, ou du moins, d'y exciter des soulèvemens en sa faveur, de peur d'exposer ses Partisans à de fâcheuses recherches. La seconde n'étoit pas de la même force. Car s'il craignoit d'être enveloppé à Colebrook, il n'évitoit pas cet inconvénient en s'avancant huit milles plus proche de Londres. Au contraire, il le rendoit plus grand par cette marche, à moins qu'il ne se fût avancé à dessein d'attaquer l'Armée ennemie, ce qui ne parut pas par sa conduite.

Myl. Clarendon.
On a prêté au Roi une autre raison qui n'est pas comprise dans l'espèce de Manifeste qu'il publia lui-même sur ce sujet. C'est, dit-on, que le Prince Robert s'étoit avancé jusqu'à Honslow, avec la Cavalerie, sans en avoir reçu l'ordre du Roi, & que se trouvant dans ce poste, il fut informé que le Parlement avoit envoyé des Troupes à Kingston, à Acton, & en d'autres endroits : qu'ainsi, voyant qu'il alloit être enveloppé, il avoit fait prier le Roi des'avancer avec son Infanterie, pour le dégager. Cette raison me paroît si foible, que je me ferois un scrupule de la refuter, si elle ne venoit pas d'un illustre Auteur de l'Histoire de ce tems-là. Je ne dirai pas qu'on fait peu d'honneur au Prince Robert, en disant qu'il avoit marché avec sa Cavalerie, sans en avoir reçu l'ordre du Roi, ce qui n'est pas même vraisemblable.

Mais

Mais premièrement, si le Prince s'étoit cru en danger, il lui auroit été bien plus facile de se retirer lui-même auprès du Roi, que de faire marcher le Roi à son secours. Secondement, quelle apparence y avoit-il que ces Troupes du Parlement, qu'on suppose détachées pour envelopper le Prince, dûssent aller se poster entre lui & le Roi? 3. L'Armée du Comte d'Essex n'étoit arrivée proche de Londres, que ce jour-là même, & n'étoit pas en état de marcher encore dix ou douze milles pour aller attaquer le Prince.

Il est donc très-apparent, que le Roi, en partant d'Oxford, avoit eu dessein de surprendre Londres, ou qu'il avoit espéré que ses Partisans feroient en sorte qu'il y seroit reçu sans opposition, avant que le Comte d'Essex pût y arriver. Mais, ou il perdit trop de tems à Reading, ou il fut prévenu par la diligence du Comte. Cependant, puisqu'il n'ignoroit pas que l'Armée du Parlement étoit déjà tout proche de Londres, on ne voit pas bien à quoi tendoit l'attaque de Brentford, à moins que ce ne fût pour braver le Parlement, ou qu'ayant d'abord eu dessein de donner bataille, il eût changé d'avis, après avoir été informé du secours envoyé de Londres au Comte d'Essex. Quoiqu'il en soit, le coup étant manqué, il fallut chercher des raisons pour colorer l'attaque de Brentford, & pour tâcher de persuader au Public, qu'il ne l'avoit faite que pour sa propre défense. Au reste, il est très-apparent, que quand il renvoya de Colebrook, les Députés du Parlement, il avoit déjà résolu de marcher à Brentford, & qu'il n'étoit pas fâché que le Parlement s'endormît sur l'espérance d'un Traité. Du moins, les raisons qu'il alléguoit pour se justifier, ne prouvoient pas le contraire.

La Guerre se continua pendant tout l'Hiver, en divers endroits du Royaume, n'y ayant presque point de Province qui en fût exempte. Mon dessein n'est pas d'entrer dans un détail circonstancié de tous les petits combats, de toutes les rencontres qu'il y eut pendant cette Guerre. Ces particularitez peuvent être agréables aux Anglois qui connoissent les situations des lieux, ou qui prennent part à la gloire de ceux qui se sont distinguez en ces occasions. Mais les Etrangers pour qui j'écris n'y prenant que peu d'intérêt, je me bornerai à rapporter, en deux mots, quelques-unes des actions principales.

Au commencement du mois de Decembre, le Comte de Newcastle, qui avoit levé une Armée pour le Roi dans les quartiers du Nord, se mit en marche pour se rendre à Yorck. Il fut arrêté au passage de la Riviere de Tees qui sépare l'Evêché de Durham de la Province d'Yorck, par le jeune Hotham qui avoit avec lui un Détachement d'une petite Armée que le Lord Fairfax commandoit en ce Pais-là pour le Parlement: mais le Comte força le passage, & se rendit à Yorck, avec environ huit mille hommes.

Il y eut encore pendant cet Hiver, dans cette même Province, deux actions assez chaudes. La premiere, à Tadcaster où le Lord Fairfax s'étoit retranché, & où il fut attaqué par le Comte de Newcastle qui, après un combat assez opiniâtre, se vit enfin obligé de se retirer. La seconde, à Gisbrowgh, où le Chevalier Hugues Chomley défit six cens hommes du parti du Roi, commandez par le Colonel Slingby qui fut fait prisonnier avec un bon nombre de ses gens.

Quelques jours après, le Chevalier Fairfax, fils du Général, attaqua la petite Ville de Leeds, défendue par le Chevalier Guillaume Savil avec quin-

CHARLES
I.
1642.

Actions militaires en divers endroits.

Dans le Nord.
Ru huyvorsch.
Vol. V. p. 91.

Combat de Tadcaster.
Ibid.

Combat de Gisbrowgh.
16. Janvier
1642.
Prise de Leeds.
23. Janvier.

CHARLES I. ze cens hommes, la prit d'assaut, & fit environ cinq cens prisonniers. C'est ce qui se passa de plus considérable dans le Nord, pendant l'Hiver qui suivit la première Campagne.

Dans le Sud Du côté du Sud, le Chevalier Guillaume Waller, Commandant pour le Parlement, fit pétarder le Château de Farnham, & fit la garnison prisonnière de Guerre. Peu de tems après, il s'empara de Winchester, & ensuite de Chichester après un siège de huit jours.

Waller prend le Château de Farnham & Chichester. Decembre. Dans le milieu du Royaume, il se passa aussi des actions assez considérables, quoique peu décisives. Le 5. de Decembre; Wilmot Commissaire Général de la Cavalerie du Roi, le Lord Digby & quelques autres, attaquèrent la Ville de Marlborough que le Parlement avoit fait fortifier, & où il y avoit une nombreuse garnison. La Ville ayant été forcée dans un assaut, fut pillée & brulée, & environ mille hommes de la garnison y furent tuez ou faits prisonniers.

Prise de Cicester. Le 2. de Février, le Prince Robert prit Cicester d'assaut & y fit douze cens prisonniers.

Prise de Lichfield. Le 1. de Mars, le Lord Brook attaqua quelques Troupes du Roi qui s'étoient retranchées dans la grande Eglise de Lichfield, & y fut tué: mais après sa mort, ses gens emporterent ce poste.

Mort du Lord Brook. Rushworth, Vol. V. p. 147. Le 19. du même mois, il se donna à Saltash proche de Strafford, un combat qui fut maintenu des deux côtés, quatre heures durant, jusqu'à ce qu'enfin, le Comte de Northampton, qui commandoit les Troupes du Roi, ayant été tué, celles du Parlement remporterent la Victoire.

Comte de Northampton. Ce même jour, le Chevalier Waller surprit le Lord Herbert qui assiégeoit Gloucester, lui tua cinq cens hommes, & fit plus de mille prisonniers. Ensuite, il prit le Château de Chepstow dans le Comté de Monmouth, & enfin la Ville de Monmouth Capitale de cette Province.

Waller défait le Lord Herbert. Rushworth, Vol. V. p. 263. Je vais présentement rapporter ce qui se passa dans les Provinces de l'Ouest, depuis le commencement de la Guerre, jusqu'au mois de Mars de l'année suivante 1643. Comme la Guerre fut toujours fort vive dans ces quartiers-là, & que la supériorité y fut opiniâtrement disputée, il faut, pour faire bien entendre ces événemens, entrer dans un assez grand détail de ce qui se passoit dans ces Provinces.

Affaires de l'Ouest. Dès le tems que le Roi étoit à Beverley, après avoir manqué de prendre Hull, il envoya le Marquis de Hartford dans les Provinces de l'Ouest, pour qu'il tâchât de faire en ce Pais-là un parti capable de faire diversion aux forces du Parlement. Il lui donna pour cet effet, une Commission pour commander dans toutes les parties de l'Ouest, & le Marquis fit le Chevalier Hopton Général de sa Cavalerie. Le Marquis s'étant rendu dans la Province de Somerset, établit son quartier à Bath où il ne put lever que peu de monde à cause de la vigilance des Commissaires du Parlement, qui mettoient de grands obstacles à ses levées. Enfin, le Comte de Bedford qui commandoit en ces quartiers-là pour le Parlement, ayant mis sur pied des Troupes en beaucoup plus grand nombre que n'étoient celles du Roi, le Marquis de Hartford se vit obligé de se retirer dans le Pais de Galles. Il envoya néanmoins le Chevalier Hopton, avec environ cent-cinquante Chevaux en Cornouaille, pour tâcher de mettre cette Province dans les intérêts du Roi. Le Comte

Comte de Bedford négligea de poursuivre cette petite Troupe, ne doutant point que les Commissaires du Parlement ne fussent en état de la dissiper, & alla joindre le Comte d'Essex. Ceci se passoit avant la Bataille d'Edge-Hill.

CHARLES
I.
1642.

Hopton fut bien reçu en Cornouaille, & appuyé par le Chevalier Bewil Greenvil Gentilhomme du País, qui fit enforte que cette Province se déclara pour le Roi. Ensuite, Hopton assembla trois mille hommes des Milices de la Province, & marcha vers Lawncelston d'où il chassa les Commissaires du Parlement, qui y avoient assemblé quelques Troupes. Mais voulant mener ces Milices dans la Province de Devon, elles refuserent de servir hors de leur Province. Cela fut cause, qu'après avoir encore chassé les Commissaires du Parlement, de la petite Ville de Saltash, il congédia ces Milices.

Cependant, avec l'assistance des Gentilshommes du País, il trouva le moyen de lever cinq cens hommes de Troupes réglées, avec quoi il se rendit absolument maître de tout le País de Cornouaille, & fit même des courses dans la Province de Devon.

Le Parlement ayant été informé des progrès de Hopton en Cornouaille, ordonna que toutes les Troupes qu'il avoit dans les Provinces de Dorset & de Sommerfet se joindroient à celles de Devon, & donna le Commandement de cette Armée au Comte de Stamford. Ce Seigneur s'étant mis à la tête de ces Troupes donna un Détachement à Ruthwen Ecoissois. Gouverneur de Plymouth, avec ordre d'entrer en Cornouaille. Mais il n'y fut pas plutôt entré, qu'il rencontra le Chevalier Hopton qui le mit en déroute, lui tua beaucoup de monde, & fit plus de douze cens prisonniers. Ruthwen, après sa défaite, se retira à Saltash où il tâcha de se fortifier, & le Comte de Stamford se jeta dans Tavistock.

Ruthwen
est battu par
Hopton.

Hopton profitant de la terreur qu'il avoit répandue dans les Troupes du Parlement, partagea les siennes en deux Corps, avec l'un desquels il marcha vers Ruthwen, & lui fit abandonner Saltash, & par-là, il demeura toujours maître de Cornouaille. L'autre Corps marcha vers Tavistock que le Comte de Stamford abandonna aussi, pour se retirer à Plymouth, ce qui donna à Hopton la facilité d'établir des quartiers dans la Province de Devon. Mais peu de tems après, les deux Partis étant convenus d'observer une exacte neutralité dans les deux Provinces de Devon & de Cornouaille, afin d'éloigner la Guerre de ces quartiers-là, Hopton retira les Troupes qu'il avoit dans Devon, & demeura en Cornouaille.

Après avoir rapporté les principales actions militaires de la premiere Campagne & de l'Hiver qui la suivit, il est nécessaire de dire un mot de certaines autres choses qui véritablement étoient des dépendances de la Guerre, mais qui ne se décidoient pas par les armes.

Affaires ci-
viles de l'an
1642.

L'argent étant le nerf de la Guerre, il n'est pas étrange que le Roi & le Parlement fissent chacun de son côté ce qu'ils pouvoient pour en recouvrer. Mais il y a lieu de s'étonner qu'ils se reprochassent reciproquement tous les moyens qu'ils employoient pour cette fin. Selon les Loix du Royaume, le Roi ne peut pas lever de l'argent sur le Peuple, sans l'intervention du Parlement : mais il n'est pas moins certain, que le Parlement n'a pas droit de faire des impositions sans le consentement du Roi. Les Taxes s'imposent par des Ac-

Remarque
sur les le-
vées d'ar-
gent des
deux côtez.

CHARLES
I.
1642.

tes auxquels il faut nécessairement que le Roi & les deux Chambres donnent leur approbation. Mais comment faire quand le Roi & le Parlement sont en Guerre l'un contre l'autre. Il faut, ou que, pour observer les Loix, aucun des deux ne leve de l'argent sur le Peuple, auquel cas, il est comme impossible de faire la Guerre, ou que chacun de son côté, se donne la liberté d'en lever, sans se mettre en peine du consentement de l'autre. C'étoit ce que le Roi & le Parlement pratiquoient, & néanmoins chacun reprochoit à l'autre, qu'il violoit les Loix du Royaume. Si l'on en veut croire les Auteurs qui ont écrit en faveur du Roi, ce Prince n'avoit point d'autre argent que celui qu'on lui fournissoit volontairement, ou en don, ou en prêt. S'il imposoit quelquefois des Taxes dans les Provinces où il étoit le maître, c'étoit toujours du consentement des Habitans. Mais c'est une espèce d'illusion qu'on fait aux Lecteurs. Car cela ne signifie autre chose sinon qu'on gagnoit quelques-uns des principaux d'une Ville ou d'une Province, & qu'on y faisoit prendre la résolution de donner une telle somme au Roi, après quoi, il auroit été inutile aux particuliers de s'y opposer, ou de refuser de payer leur contingent. Le Parlement en usoit à-peu-près de même. Il demandoit pour l'entretien de la Guerre, des contributions qu'il appelloit volontaires; mais qui n'étoient rien moins que cela. C'est ce qui parut bien clairement par une Ordonnance du 29. de Novembre, par laquelle il étoit ordonné de taxer ceux qui avoient refusé de contribuer volontairement. Le Roi regardant cette Ordonnance comme une violation expresse des Loix, publia une Proclamation pour défendre d'y obéir. Il en publia une semblable pour défendre d'exécuter l'Ordonnance du Parlement, qui ordonnoit de payer le *Tonnage & Pondage* aux deux Chambres. Tout cela étoit fondé sur ce que les Loix demandoient le consentement du Roi pour l'imposition des Taxes. Mais on étoit alors dans un tems où l'exacte observation des Loix étoit devenue impossible. Le Parlement répondit à cette dernière Proclamation, non en avouant que les Loix étoient violées par son Ordonnance, mais en disant que le Statut sur lequel le Roi s'appuyoit avoit été fait pour empêcher que le Roi ne pût imposer aucune Taxe sans le consentement des deux Chambres, & non pour priver le Parlement du Droit d'imposer ce qu'il trouvoit à propos. Il est aisé de comprendre que ce n'étoit-là qu'une chicane, puisque le consentement du Roi n'étoit pas moins nécessaire pour l'imposition des Taxes, que celui des deux Chambres. Ou plutôt, ils n'avoient aucun droit ni l'un ni l'autre séparément, si l'on s'en fût tenu aux Loix. Cependant, le Roi ne laissa pas au mois de Février suivant, de publier une autre Proclamation, pour ordonner qu'on vînt lui payer à Oxford, les Doüanes des Marchandises qui entroient dans le Royaume, en quoi, selon les apparences, il fut mal obéi. Cette matiere revient si souvent dans la suite, non seulement par rapport aux levées d'argent, mais encore sur tout ce que le Roi ou les deux Chambres ordonnoient séparément, qu'il est bon d'être un peu instruit des principes des deux partis, pour ne pas s'engager à porter de faux jugemens.

Observa-
tion sur les
principes
que le Roi

Depuis le commencement de ce Parlement, le Roi s'étoit toujours déclaré Défenseur des Loix du País. C'étoit ce qu'il opposoit sans cesse à la conduite & aux prétentions du Parlement. Depuis que la Guerre fut ouverte,
il

il prétendit tout de même, que les Loix devoient être observées avec la même exactitude qu'en pleine Paix. On comprend aisément combien ce principe lui étoit avantageux. Selon les Loix du Royaume, les deux Chambres n'étoient pas en droit de lever des Troupes ou de l'argent, & moins encore pour s'en servir contre leur Souverain : car il supposoit toujours que la Guerre n'étoit que défensive de sa part. Il ne trouvoit donc point de meilleur moyen pour rétablir la tranquillité dans le Royaume, que de s'en tenir aux Loix de l'observation desquelles dépendoit le bonheur public. Rien n'étoit plus vrai que ce principe pris en général, & indépendamment du cas particulier où le Royaume se trouvoit. Mais, comme le Roi le reconnoissoit lui-même, les Loix n'étant qu'un vain nom, si elles ne sont pas observées, & le Roi étant chargé du soin de les faire exécuter, toute la difficulté consistoit à sçavoir, si on pouvoit se reposer de ce soin sur le Roi, après ce qui s'étoit passé pendant les quinze premières années de son Règne. C'étoit-là le véritable nœud de la question entre le Roi & le Parlement, sur lequel le Roi n'offroit point d'autre solution que sa parole à laquelle le Parlement ne pouvoit, ou ne vouloit pas se confier. Il est donc clair que, quand le Roi alléguoit les Loix en sa faveur, il ne disoit rien qui portât la moindre atteinte aux prétentions du Parlement. Il ne s'agissoit pas de sçavoir si les Loix attribuoient telles ou telles Prérogatives au Souverain : le Parlement n'en disconvenoit pas : mais il s'agissoit de sçavoir si on devoit confier au Roi le soin de faire exécuter les Loix, après ce qui s'étoit passé. Ainsi, toute la difficulté consistoit à sçavoir par quels moyens on pouvoit s'assurer de l'exécution de ces mêmes Loix, dont les deux partis convenoient. Le Roi évitoit avec soin l'examen de cette question, si le Peuple étoit en droit de lui demander des sûretés, & faisoit tous ses efforts pour réduire la dispute à celle-ci, *si les Loix ordonnoient ceci ou cela*. C'est-là le principe qui regnoit dans tous ses Ecrits, sans en excepter un seul.

D'un autre côté, le Parlement ne se trouvoit guères moins embarrassé. Véritablement, il faisoit voir assez clairement, que le Roi avoit abusé de ses Prérogatives, pendant qu'il en avoit une pleine jouissance, & il inféroit de-là, qu'il étoit nécessaire de réduire son Pouvoir à certaines bornes. Mais il supposoit, que, pour le réduire à ces bornes, il n'y avoit point d'autre moyen que de lui ôter entièrement ce même pouvoir, en le privant du commandement de la Milice & des autres Prérogatives dont il a été souvent parlé. La question à cet égard, étoit donc, s'il étoit possible de trouver des expédiens qui étant joints à la parole & au Serment du Roi, pussent mettre les droits de la Nation en sûreté. Mais les deux Chambres évitoient soigneusement d'entamer cette question. Elles se contentoient de supposer, sans en donner aucune preuve positive, que le Roi avoit pris les armes pour détruire les Privilèges du Peuple & du Parlement, & que par conséquent, la Guerre n'étoit que défensive de leur part. C'étoit par-là, qu'elles prétendoient justifier les contraventions manifestes qu'elles faisoient tous les jours aux Loix du Païs, voulant les faire regarder comme absolument nécessaires pour parvenir au but qu'elles se propoisoient de rétablir l'ordre dans le Royaume. On ne peut guères s'empêcher de reconnoître dans cette conduite le but de certaines gens qui travailloient à rendre l'accommodement impossible, afin de pouvoir

CHARLES
I.
1642.
voulait éta-
blir.

Sur les prin-
cipes du
Parlement.

CHARLES
I.
1642.

mieux exécuter le projet de changer le Gouvernement de l'Eglise, à quoi la Paix auroit porté des obstacles invincibles. Si le Roi avoit pû se résoudre à céder ce point, on n'auroit pas manqué d'expédiens pour s'accorder sur les autres. On en sera convaincu dans la suite, quand on verra les difficultez de la Paix, réduites, s'il faut ainsi dire, à ce seul Article.

Associa-
tions des
Provinces
du Nord,
pour le Roi.

J'ai déjà dit que le Roi avoit envoyé le Comte de Newcastle dans le Nord, pour mettre dans son parti l'Evêché de Durham avec les Provinces de Northumberland, de Cumberland, & de Westmorland, & pour y lever une Armée. Le Comte exécuta heureusement le dessein que le Roi s'étoit proposé: il fit même en sorte que ces quatre Provinces s'associerent ensemble pour lui fournir, à frais communs, des Troupes & de l'argent, en sorte qu'il mit sur pied une Armée de huit mille hommes. Mais en même tems, il apprit aux ennemis du Roi à former de semblables Associations des Provinces qui dépendoient d'eux, dont peut-être ils ne se seroient jamais avisés. Dès que le Parlement fut informé de cette Association, il ordonna qu'il s'en feroit de semblables entre les Provinces qui lui étoient soumises, & nomma des Généraux pour commander leurs Troupes. Le Lord *Fairfax* fut fait Général de la Province d'Yorck, *Brereton* de Cheshire, *Waller* de Hantshire, le Lord *Gray* de Lancastre, le Major Général *Brown* de Berkshire, le Comte de *Darby* de Shropshire, le Colonel *Midleton* du Pais de Galles, & le Comte de *Manchester* d'Essex & des Comtez adjacentes, qu'on appelloit les Provinces Orientales, sçavoir d'Essex, de Cambridge, de l'Isle d'Ely, de Hartford, de Norfolk, de Suffolk, & de la Ville de Norwich. Par le moyen de ces Associations le Parlement avoit des Troupes toujours prêtes, qui véritablement n'étoient destinées qu'à défendre les Provinces associées, mais qu'on ne laissoit pas d'employer quelquefois à d'autres services. Le Roi tenta souvent d'empêcher ces Associations dans les Provinces où il sçavoit qu'il avoit un bon nombre de Partisans, comme par exemple, dans celle de Kent, & dans quelques autres. Mais quand les deux Chambres s'apercevoient que les intrigues du Roi prévalaient dans quelques-unes des Provinces où elles étoient supérieures, elles les obligeoient à s'associer avec d'autres, & à fournir leur contingent.

Neutralitez
Ibid. p. 100.

Outre ces sortes d'Associations faites entre des Provinces d'un même Parti, il se faisoit aussi, au commencement de cette Guerre, des Traitez particuliers entre des Provinces voisines de deux différens Partis, pour observer, entre elles, une exacte neutralité. Ces Traitez étoient fondez sur les avantages communs des Provinces qui traitoient ensemble, en ce que par là, elles éloignoient la Guerre de leurs quartiers, & rétablissoient entre elles un Commerce mutuel, dont elles ne pouvoient que difficilement se passer. J'en ai déjà rapporté un exemple à l'égard des deux Comtez de *Dévon* & de *Cornouaille*. Il s'étoit fait un pareil Traité entre les deux Partis dans les Provinces d'Yorck & de Chester. Mais le Parlement refusa d'approuver ces Traitez particuliers, parce qu'ils étoient trop avantageux au Roi, qui auroit pû enfin, par ce moyen, assembler toutes ses forces en un seul endroit, au lieu qu'il étoit obligé de les disperser dans tout le Royaume. D'ailleurs, le Parti du Roi avoit si bien ménagé ses intérêts, que ces Traitez ne se faisoient que dans les endroits où il en pouvoit tirer quelque avantage, comme par exemple

Le Parle-
ment les
défend.
Ibid. p. 101.

ple dans la Province d'Yorck où on n'avoit eu pour but que d'arrêter les courfes de la Garnifon de *Pontfract* qui incommodoient beaucoup la Ville d'Yorck.

CHARLES
I.
1642.

Le Roi s'étant retiré à Oxford, après l'affaire de Brentford, y avoit fait amener les prifonniers qu'il avoit faits à Brentford & à Edge-Hill. Peu de jours après fon retour, il avoit donné une Commiffion d'Oyer & Terminer, pour faire juger quelques-uns de ces prifonniers, entre lesquels fe trouvoit un Officier nommé *Liburne*, qui fut condamné à mort avec quelques autres, pour avoir été pris ayant les armes à la main contre le Roi. Le Parlement ayant été informé de cette Sentence, avant fon exécution, déclara, que fi on faisoit mourir quelque prifonnier de Guerre, ou à Oxford, ou ailleurs, il uferoit de represailles contre les prifonniers qui étoient actuellement, ou qui tomberoient à l'avenir entre les mains. Cette Déclaration fauva la vie aux condamnés, le Roi n'ayant pas jugé à propos d'exposer ses Officiers à un pareil fort.

Le Roi fait condamner quelques-uns des prifonniers.

Le Parlement menace d'ufer de represailles. *Rushworth, Vol. V. p. 93.*

Quoi que les mefures des Partifans du Roi pour obliger le Parlement à faire la Paix euflent été rompuës, comme je l'ai dit ci-deffus, ils ne fe rebuterent pas. Comme le Roi, après l'affaire de Brentford, avoit fait fortifier *Reading*, & y avoit laiffé une groffe Garnifon, ils prétendirent, que les habitans de Londres avoient lieu d'être extraordinairement alarmez de ce voisinage. Ainfi, sous prétexte de prévenir le danger, ils dreflerent une Requête qu'ils firent figner par autant de gens qu'il leur fut poffible, pour demander aux deux Chambres, la permission de présenter au Roi des Propositions auxquelles il pût confentir avec honneur. Plusieurs habitans de Westminster & des Paroiffes de S. Martin & de Covent-garden, connus pour Partifans du Roi, dreflerent auffi une femblable Requête. C'étoit une chofe bien extraordinaire, & d'une dangereufe conféquence, que des Particuliers, fans l'intervention ou l'approbation des Magistrats, s'ingérassent de vouloir faire au Roi des Propositions de Paix. Auffi, le Parlement refusa-t'il de recevoir leur Requête, & ordonna même, que les auteurs fuflent pourfuivis en juftice. Vraifemblablement, ils ne s'étoient pas attendus que le Parlement voulût fe fervir de leur méditation pour faire la Paix : mais en publiant cette Requête, dans laquelle ils fe qualifioient les plus riches & les plus confidérables habitans de Londres, leur but étoit de faire entendre au Peuple, que les bons Bourgeois de la Ville fouhaitoient la Paix à des conditions plus modérées que le Parlement, mais qu'ils étoient tenus en fervitude par les Magistrats. Les deux Chambres comprenant parfaitement les motifs de cette Requête, firent enforte que le Maire & le Confeil Commun de Londres envoyèrent au Roi une Adrefle fort foumife, dans laquelle ils prenoient foin de fe juftifier de toute infidélité envers lui, & témoignoient une extrême ardeur pour la Paix. Pour cet effet, il prioient S. M. de fe rendre à fon Parlement, fans aucune fuite martiale, afin de confulter avec les deux Chambres sur les moyens de procurer la Paix au Royaume. Cette Adrefle faisoit voir que la Ville de Londres ne fouhaitoit point d'autre Paix que celle dont il plairoit au Parlement de convenir avec le Roi. Elle avoit cet avantage sur la premiere, qu'elle venoit de la part du Maire & du Confeil Commun de la Ville, au lieu que l'autre n'étoit fignée que par des Particuliers.

1647.

Efforts des Partifans du Roi pour ferner la division dans Londres.

Le Parlement s'y oppofe.

Adrefle des Magistrats de Londres au Roi. *Ibid. p. 110.*

Le

CHARLES
I.
1647.
Réponse du
Roi.

Le Roi étoit effectivement persuadé que les Habitans de Londres souhai-
toient la Paix , & qu'ils l'accepteroient telle qu'il voudroit bien l'accorder ,
mais que les Magistrats de concert avec le Parlement , faisoient tout ce qu'ils
pouvoient pour l'empêcher. Cette Adresse lui ayant été présentée le 10. de
Janvier 1647 , il y fit une Réponse très-gracieuse , & la donna par écrit aux
Députés de la Ville. Il disoit dans sa Réponse , „ qu'il n'avoit jamais soup-
„ çonné la Ville de Londres ou ses Habitans en général , d'infidélité : mais
„ qu'il n'en étoit pas de même à l'égard de leurs Magistrats , & particulière-
„ ment du Maire *Pennington* , & de deux ou trois autres Aldermans , qui fai-
„ soient tous leurs efforts pour pervertir le Peuple , & pour l'engager dans la
„ révolte. Il faisoit ensuite une énumération de toutes les violences qui s'é-
„ toient faites à Londres contre lui , & contre les Loix , & assuroit , qu'il étoit
„ disposé à retourner dans cette Ville , lorsque les Habitans se seroient mis en
„ état de le recevoir avec honneur & sûreté , & de faire en sorte que les per-
„ turbateurs du repos public pussent être livrés à la Justice pour être punis se-
„ lon leurs mérites “. Le Roi se flatoit beaucoup par rapport à ses Ecrits , aus-
quels il se persuadoit aisément qu'il n'y avoit rien à répondre. C'est ce qui
lui en faisoit attendre des effets merveilleux , mais qui ne répondoient pas
toujours à ses espérances. Dans cette pensée , en donnant sa Réponse par
écrit aux Députés de Londres , il leur dit , qu'il souhaitoit qu'elle fût lûe
publiquement dans le Conseil Commun & en présence du Peuple. Le Mai-
re , du consentement des deux Chambres , voulut bien lui donner cette sa-
tisfaction , & sa Réponse fut lûe effectivement en public. Mais le Parle-
ment avoit envoyé des Commissaires de son Corps pour assister à cette Lec-
ture , & pour réfuter ensuite la Réponse du Roi. C'est ce que fit Mr. Pym
l'un des Commissaires du Parlement par un Discours , dont le but étoit de
faire voir , que tout ce que le Roi disoit dans son Ecrit , n'étoit qu'une pu-
re calomnie contre la Ville & contre le Parlement. Ainsi le Roi eut peu de
sujet d'être content du succès de sa Réponse , sur laquelle néanmoins il avoit
beaucoup compté , se persuadant , qu'elle seroit capable de semer la dissen-
sion entre le Peuple de Londres & les Magistrats.

La Réponse
du Roi est
lûe en pu-
blic.

Pym y ré-
pond.
Rushworth ,
Vol. V. p. 112.

Ordre du
Roi aux
Sherifs de
Londres.
17. Janvier.
Ibid. p. 120.

Le Parle-
ment leur
défend de
l'exécuter.
Ordre des
deux Cham-
bres sur les
Espions.

Quelques jours après le Roi envoya aux Shérifs de Londres une Décla-
ration dans laquelle il se plaignoit beaucoup du Discours de Pym , & de ce
qu'on avoit publié dans la Ville un Ecrit qu'on supposoit venir de lui , dans
lequel on lui faisoit révoquer toutes les promesses qu'il avoit faites. Il leur or-
donnoit d'assembler le Peuple par *Corporations* (1) chacune dans sa Salle ,
& de leur lire cette Déclaration avec sa Réponse dont il a été parlé ci-dessus.
Il déclaroit , que *Pennington* ne pouvoit pas être regardé comme Maire de
Londres , puisqu'il n'avoit pas été approuvé par le Roi , conformément à la
Chartre de la Ville , & il ordonnoit aux Shérifs de le mettre en prison , aussi
bien que quelques-uns des Aldermans. Mais le Parlement , comprenant que
le but du Roi étoit d'animer le Peuple de Londres contre ses Magistrats , dé-
fendit aux Shérifs d'exécuter cet Ordre.

Comme le Roi envoyoit souvent à Londres des Agens secrets pour y en-
tretienir ses intelligences , & pour être exactement informé , de ce qui se
passoit.

(1) On appelle ainsi les différentes Societez ou Communautéz des Marchands , comme
des Epiciers , des Tisserans , &c.

passoit dans la Ville & dans le Parlement, les deux Chambres trouverent à propos de lui rendre ce Commerce plus difficile en ordonnant, que tous ceux, qui viendroient des quartiers du Roi à Londres sans Saufconduit, seroient traitez comme des Espions.

CHARLES
I.
1641.

Pendant ce même Hiver, avant le commencement de la seconde Campagne, la dispute sur le nombre des Catholiques, qui étoient au service du Roi & du Parlement, se renouvela, à l'occasion de quelques Ecrits, que le Comte de Newcastle & le Lord Fairfax publièrent l'un contre l'autre. Le Comte de Newcastle ne nioit pas qu'il n'eût des Catholiques dans son Armée : mais il soutenoit qu'ils étoient en petit nombre, & que d'ailleurs, il lui étoit permis de s'en servir, puis qu'il ne les employoit pas à cause de leur Religion, mais pour leur fidélité. D'un autre côté, il assuroit qu'il y en avoit un très-grand nombre dans l'Armée du Parlement, & que pour s'en convaincre, il n'y avoit qu'à examiner les Rolles des Montres du Parlement. J'avoué que cette preuve me paroît fort foible ; car outre que ces Rolles n'étoient pas publics, & qu'il n'étoit pas aisé à tout le monde de les examiner, vrai-semblablement, la Religion des Officiers & des Soldats n'y étoit pas spécifiée. Quoi qu'il en soit, le Roi & le Comte de Newcastle avançoient hardiment, qu'il y avoit un très-grand nombre de Papistes dans les Troupes du Parlement. Le Comte de Clarendon a soutenu la même chose : mais dans tous leurs Ecrits, il n'y en a pas un seul de nommé ; au lieu que le Parlement produisoit des Listes des Officiers Catholiques qui servoient le Roi, avec leurs noms, leurs qualitez & leurs emplois. D'ailleurs, il est aisé de comprendre, que le Roi, selon ses principes, & selon la conduite qu'il avoit tenue à l'égard des Catholiques, depuis le commencement de son Regne, ne se faisoit pas un scrupule de les employer, & qu'ils pouvoient eux-mêmes trouver quelque avantage à le servir. Mais on ne voit pas avec la même clarté, quel intérêt le Parlement pouvoit avoir à se servir des Catholiques, ni quel avantage ceux-ci pouvoient se promettre en le servant. Avec tout cela, on ne peut regarder que comme une extrême exagération, & une pure calomnie pour rendre le Roi odieux, le reproche qu'on lui fit perpétuellement dans la suite, d'avoir des Armées Papistes, sous prétexte qu'il ne refusoit pas les secours des Catholiques, & la conséquence qu'on en tiroit, que son dessein étoit de détruire la Religion Protestante.

Dispute sur
les Catholi-
ques des
deux Ar-
mées.

Depuis que la Reine étoit en Hollande, elle n'y avoit pas été oisive. Elle y avoit travaillé efficacement à envoyer au Roi des Officiers, des armes & des munitions, en quoi le crédit du Prince d'Orange son Gendre lui avoit fait trouver de grandes facilités. Dès le mois de Septembre 1642, les deux Chambres avoient envoyé à la Haye un Agent, nommé *Walter Strickland*, pour faire des plaintes aux Etats Généraux sur les Préparatifs qui se faisoient en Hollande pour le Roi, & sur les secours qui lui avoient été envoyés. Mais *Strickland* ne fut reçu que fort froidement à cause du crédit qu'avoit le Prince d'Orange dans l'Assemblée des Etats. D'ailleurs, les Etats Généraux ne le regardoient pas comme un Ministre public, parce que jusqu'alors, il n'étoit jamais arrivé que le Parlement eût envoyé des Agens en son propre nom, dans les Païs étrangers. Ils se contenterent donc de lui députer un des Membres de leur Assemblée, pour apprendre de lui ce qu'il avoit à leur dire.

Secours en-
voyez de
Hollande au
Roi.

Le Parle-
ment en-
voye *Strick-*
land à la
Haye.
Il n'y est
reçu que
froidement

CHARLES Strickland leur remit une Déclaration du Parlement, qui contenoit en substance:

1.
1647.

Il délivre,
aux Etats
une Dé-
claration
du Parle-
ment.
Rush-
worth,
Vol. V. p.
357.

» Que les deux Chambres avoient appris par une Lettre interceptée du Lord *Digby*, qu'il s'étoit adressé au Prince d'Orange, & que par son moyen il avoit assemblé de l'Artillerie, des armes & des munitions, & que le même Prince avoit promis aux Officiers des Regimens Anglois qui étoient au service des Etats, de conserver leurs emplois à ceux qui voudroient aller servir le Roi en Angleterre.

» Que les deux Chambres ne pouvoient croire que cela se fit par l'autorité des Etats, vû les grands secours qu'ils avoient reçus d'Angleterre, dans leurs besoins, lors qu'ils avoient été opprimés par leurs Princes. Qu'elles ne pouvoient se persuader qu'ils voulussent contribuer à faire des Esclaves de ceux qui avoient travaillé à les rendre libres, ou qu'il eussent oublié que les dangers des uns & des autres provenoient de la même source, & que ceux qui travailloient actuellement à sapper la liberté & la Religion en Angleterre, étoient les mêmes qui avoient entrepris la même chose dans les Pays-Bas.

» Qu'ils ne pouvoient pas ignorer, que la faction Jésuitique avoit corrompu le Conseil du Roi, & la plus grande partie du Clergé, tâché de détruire le Parlement, causé la Rébellion d'Irlande, divisé le Roi d'avec son Parlement, en l'aigrissant par des calomnies, & qu'enfin, elle l'avoit obligé à lever son Etendart, & à prendre la résolution de détruire son Peuple, au lieu de le défendre, comme il y étoit obligé.

» Que la question n'étoit pas si le Roi devoit jouir des mêmes Prérogatives que ses Prédécesseurs, mais s'il devoit s'en servir pour la défense, ou pour la ruine du Royaume.

» Qu'on ne pouvoit nier qu'il ne fût & plus sûr & plus honorable pour le Roi, de demeurer uni avec son Parlement; mais que ses Conseillers, pour mieux exécuter leurs mauvais dessein, lui persuadoient, qu'il étoit de son honneur d'agir autrement.

» Que les deux Chambres souhaitoient avec tant d'ardeur d'entretenir une bonne union avec les Etats, qu'elles avoient supplié le Roi de faire une plus étroite Alliance avec eux. Qu'elles attendoient quelque retour de leur part, & qu'elles espéroient, qu'au lieu de souffler le feu, elles s'efforceroient de l'éteindre pour sauver la Religion.

La Hollande & la Zélande promettent d'observer la neutralité.

Réponse des Etats Généraux
1. Nov.
Ibid. p.
160.

On ne laisse pas d'envoyer de

Cette Déclaration fut long tems négligée, sans que les Etats Généraux daignassent y faire aucune Réponse. Enfin, Strickland l'ayant présentée aux Etats de Hollande, ceux-ci promirent d'observer une exacte neutralité, & engagèrent la Province de Zélande à prendre la même résolution. Ils firent même saisir quelques Vaisseaux chargés de Soldats & de munitions pour le Roi. Alors, les Etats Généraux ne purent plus se dispenser de répondre au Parlement. Leur Réponse portoit, » Qu'ils étoient touchés des maux de l'Angleterre. Qu'ils défendroient de porter des armes ou des munitions dans ce Royaume, & qu'ils offroient leur médiation pour faire finir les troubles.

Mais cela ne fut pas capable d'empêcher les secours indirects qu'on envoyoit au Roi, à cause du grand crédit du Prince d'Orange. Pendant l'hiver,

ver,

ver, le Général *King* Ecoſſois apporta au Roi de l'Artillerie & des munitions, & le Général *Goring* lui amena beaucoup d'Officiers Anglois du nombre de ceux qui étoient au ſervice des États. Il eſt vrai que, de tems en tems, les Vaiſſeaux Anglois faiſſoient quelques-uns de ceux qu'on envoyoit au Roi. Strickland ſe plaignoit ſouvent de ces ſecours indirects : mais les États Généraux ne faiſoient aucune attention à ſes plaintes. Ils accorderent même à la Reine, qui ſe préparoit à repaſſer en Angleterre, un Paſſeport ſi ample, qu'elle pouvoit, en vertu de ce Paſſeport, transporter en Angleterre, autant de Troupes, d'Artillerie, d'armes, & de munitions, qu'elle le trouveroit à propos. Cela n'empêcha pas que les États de Hollande, qui avoient des meſures à garder avec le Parlement, ne fiſſent arrêter un des Vaiſſeaux de la Reine, chargé de munitions, ſur quoi elle fit une Proteſtation. Selon les apparences, ils voulurent par là ménager les deux Partis, le Parlement, en faiſant ſaiſir un des Vaiſſeaux, & la Reine, en n'en n'arrétant qu'un ſeul, quoi qu'il y en eût pluſieurs autres de chargez. On verra dans la ſuite, que le ſecours que la Reine amenoit au Roi étoit très-confidérable. Elle arriva vers le milieu du mois de Février, à la rade de *Burlington*, & de là elle ſe rendit à *York* où elle fit quelque ſéjour.

J'ai déjà dit que le Roi inſiſtoit toujours ſur les Loix du Royaume, & qu'il prétendoit qu'elles devoient être obſervées en tems de Guerre, comme en tems de Paix. Il lui auroit été très-avantageux qu'on eût admis ce Principe, parce que les Loix ne ſuppoſant point une diviſion actuelle entre le Roi & ſon Parlement, attribuent au Roi diverſes Prérogatives, dont il auroit pû faire uſage contre ſes ennemis. Par exemple en vertu de ſa Prérogative, il prétendit pouvoir ajourner à Oxford les Cours de Juſtice, pour le terme de Saint Hilaire, à quoi le Parlement ne voulut pas conſentir.

D'un autre côté, les Provinces du Royaume ſe trouvant partagées entre les deux Partis, le Parlement fit préſenter une Adreſſe au Roi, dans laquelle il lui repréſentoit les inconvéniens qu'il y auroit à faire tenir les *Aſſiſes* dans les diverſes Provinces, dont les unes obéiſſoient au Roi, & les autres au Parlement, & le prioit de conſentir qu'elles fuſſent différées juſqu'à un tems plus convenable. Mais le Roi le refuſa abſolument, ſous prétexte de la néceſſité qu'il y avoit de punir les malfaiteurs en tout tems. S'il avoit gagné ce point, il auroit pû faire condamner comme Rebelles, tous ceux qui avoient pris les armes contre lui, parce que les Juges n'auroient pû adminiſtrer la Juſtice que ſelon les Loix, qui ne ſuppoſant point une Guerre ouverte entre le Roi & le Parlement, condamnent ſans diſtinction, tous ceux qui prennent les armes contre le Roi. Mais le cas où le Royaume ſe trouvoit étant tout à fait extraordinaire & imprévu, le Parlement prétendoit que les Loix ne pouvoient s'exécuter à cet égard, ſans quelque reſtriction ou explication. C'étoit par cette raiſon qu'il demandoit que les *Aſſiſes* fuſſent ſuspenduës, juſqu'à ce qu'on pût convenir de quelque moyen pour faire rendre une juſtice impartiale. Mais voyant que le Roi refuſoit d'y conſentir, il publia une Ordonnance par laquelle il défendoit de tenir les *Aſſiſes*, juſqu'à nouvel ordre.

Quoi que la Guerre eût commencé depuis le mois d'Août 1642. & qu'il ſe fût donné une bataille & divers combats, le Roi avoit bien de la peine à ſe

Vu ij . perſuader.

CHARLES
I.

1642.
Hollande
des ſecours
au Roi.

Les États
Généraux
accordent à
la Reine un
Paſſeport
fort ample.
22. Janvier.
2. Février.
La Hollan-
de fait arrê-
ter un des
Vaiſſeaux
de la Reine.

La Reine
arrive en
Angleterre.
22. Février.
Rushworth,
Vol. V p. 156.
Le Roi veut
ajourner les
Cours de
Juſtice à
Oxford.
Le Parle-
ment s'y op-
poſe.

27. Decem-
bre 1642.
Le Parle-
ment ſuſ-
pend la te-
nuë des *Aſ-
ſiſes* contre
la volonté
du Roi.

CHARLES

I.

1647.

Complot
pour livrer
Bristol au
Roi.

Mars.

Rushworth,
Vol. V. p. 153.Les Conspi-
rateurs sont
punis.

1643.

Disposi-
tions du Roi
& du Parle-
ment.

persuader que ceux même qui avoient pris les armes contre lui, pussent ou oïssent lui refuser l'obéissance qui lui étoit dûë. Il donna une marque de cette prévention, au mois de Mars de l'année 1647. à l'occasion que je vais dire. La Ville de *Bristol* étant entre les mains du Parlement, comme je l'ai déjà dit, le Roi avoit gagné un des principaux Bourgeois de cette Ville, nommé *Yeomans* & lui avoit envoyé une Patente avec pouvoir de lever des Troupes, & de donner des Commissions à ceux qu'il jugeroit à propos, le but de *Yeomans* étant de livrer cette Ville au Roi. Dans cette vûë, il s'associa un autre Bourgeois nommé *Boucher*, & ils formerent tous deux un complot dans lequel entrèrent plusieurs autres habitans, pour se saisir de la Ville au nom du Roi. Ce complot ayant été découvert la nuit même qu'il devoit s'exécuter, les Conspirateurs furent emprisonnez, & le Parlement envoya une Commission au Gouverneur, pour les faire juger par un Conseil de Guerre. C'étoit *Nathanael Fiennes*, Membre du Parlement, à qui le Gouvernement de cette Place avoit été confié. Les Conspirateurs ayant été condamnez à mort, le Roi fit écrire au Gouverneur par le Général *Ruthwen*, qu'on faisoit mourir ces gens-là, il feroit subir le même sort à quelques-uns des Prisonniers qu'il avoit entre ses mains. *Fiennes* répondit civilement au Général: mais en lui faisant voir la différence qu'il y avoit entre des Prisonniers de Guerre, & des gens condamnez pour trahison, il le menaçoit à son tour, qu'il y auroit dans la suite assez d'occasions où le Parlement pourroit user de représailles. Sur cette Réponse, le Roi écrivit au Maire & aux Magistrats de *Bristol*, une Lettre fulminante, dans laquelle il leur ordonnoit, aussi bien qu'à tous les Habitans, de se soulever contre le Gouverneur & contre la Garnison, & de délivrer les Prisonniers condamnez. Il étoit aisé de prévoir que le Maire obéiroit mal à cet ordre. Aussi les Prisonniers furent-ils exécutez, sans que le Roi jugeât à propos d'user d'aucune représailles contre les Prisonniers qu'il avoit en son pouvoir.

Avant que d'en venir au recit de ce qui se passa dans la seconde campagne de l'année 1643. jecroi qu'il est absolument nécessaire de faire voir quelle étoit la disposition du Roi & du Parlement, par rapport à la Paix & à la Guerre. Les actions militaires dépendant de beaucoup de circonstances du tems, des lieux, du nombre des Troupes, de leur bravoure, de la conduite & de la capacité des Officiers. Ce sont là des choses qui véritablement font partie de l'Histoire, mais non pas la principale. Si dans le recit des actions militaires, le but de l'Histoire étoit d'enseigner la manière de faire la Guerre, toutes les circonstances des Sièges, des Batailles, des Combats particuliers lui seroient essentielles: mais elle en a un autre plus intéressant pour la plupart des Lecteurs. C'est de faire connoître les causes qui ont produit les Guerres, & qui les ont fait continuer, & par conséquent, les intérêts, les motifs, les artifices des Parties intéressées, dont les actions militaires ne sont qu'une dépendance. C'est ce qui m'a fait prendre la résolution d'être court dans le recit des combats, afin de pouvoir m'étendre un peu plus sur les Articles dont je viens de parler, que je regarde comme ce qu'il y a de principal. Rien ne me paroît plus propre à faire connoître les véritables dispositions du Roi & du Parlement, que la négociation qui se fit à Oxford dans les mois de Mars & d'Avril de l'année 1643. au sujet de la Paix. C'est pourquoi j'ai résolu d'en donner ici le détail,

tail, d'autant plus que par-là, j'éviterai la nécessité d'expliquer dans la suite, bien des choses qui sans cela, ne pourroient être bien entendues.

Les deux Chambres du Parlement ayant considéré que le Roi tiroit quelque avantage du panchant qu'il avoit toujours témoigné pour la Paix, lui firent demander un Saufconduit pour des Députés qu'elles avoient dessein de lui envoyer, & le Roi l'ayant accordé, ces Députés lui présentèrent certaines Propositions comme propres à servir de fondement à la Paix. Ce fut à cette occasion, que le Roi fit débattre dans son Conseil, s'il étoit plus avantageux pour lui de faire la Paix, que de continuer la Guerre. *Rushworth* nous a conservé dans ses Collections deux Discours faits au Conseil sur ce sujet, l'un du Comte de Bristol, pour persuader au Roi de continuer la Guerre, l'autre du Comte de Dorset, tendant à lui faire connoître les avantages & la nécessité de la Paix. Les raisons du Comte de Bristol étoient en substance :

» 1. Que le Parlement avoit déclaré Délinquens un grand nombre de Seigneurs dont quelques-uns étoient Membres du Conseil, & qu'on ne pouvoit faire la Paix, sans attirer une ruine inévitable sur eux & sur leurs familles.

» 2. Mais en supposant qu'on pût écarter cet obstacle, il soutenoit, qu'il étoit indigne du Roi de s'abaisser jusqu'à demander la Paix à ses Sujets.

» 3. Qu'on ne trouvoit point dans l'Histoire d'Espagne, qu'en ce Pais-là, les Sujets se fussent jamais révoltés, parce qu'ils étoient véritablement Sujets, & que le Roi y étoit véritablement Roi. Mais puisqu'en Angleterre, il y avoit des gens qui ne vouloient point être véritablement Sujets, ni souffrir que le Roi fût véritablement Roi, il falloit les y contraindre par la force.

» 4. Que ce n'étoit pas un deshonneur pour les Sujets, de s'accommoder aux volontés du Roi, mais que c'étoit une diminution excessive du pouvoir Royale, que le Roi s'accommodât aux volontés de ses Sujets.

» 5. Que par ces raisons, son avis étoit, que le Roi ne devoit ni proposer la Paix, ni recevoir du Parlement aucunes Propositions qui pussent tant soit-peu déroger à sa Dignité & aux Prérogatives que le droit de Succession lui donnoit, ou qui pussent être préjudiciables aux droits des Seigneurs, & à la propriété de leurs biens.

» 6. Que le Roi avoit une Armée capable de ranger les Rebelles à leur devoir.

Le Comte de Dorset représenta d'un autre côté :

» 1. Que la Paix étoit absolument nécessaire au Royaume.

» 2. Que véritablement il ne voudroit pas conseiller d'accepter une Paix qui fût plus fâcheuse, ou plus dangereuse que la Guerre, une Paix qui dût ruiner la Noblesse. Mais qu'il falloit considérer, que le Parlement ne déclaroit Délinquens, que ceux d'entre les Seigneurs qu'il supposoit être les auteurs de la Guerre, & avoir donné de pernicieux conseils au Roi. Que cette déclaration n'avoit aucune force, à moins que le crime ne fût prouvé. Qu'on ne devoit pas supposer que le Parlement voulût condamner des innocens, & que les innocens ne devoient point craindre de comparoître devant quelque Jurisdiction que ce fût. Que c'étoit témoigner peu d'amour pour la Patrie, que de préférer son intérêt particulier au bien public.

Vv iij

» 3. Qu'il

CHARLES
I.
1643.
Le Parle-
ment de-
mande au
Roi un
Saufcon-
duit pour
traiter de
la Paix.
Rushworth,
Vol. V. p 164.

Discours du
Comte de
Bristol,
pour la
continua-
tion de la
Guerre.
Fevrier.
*Rush-
worth*,
Vol. V. p.
127.

Discours du
Comte de
Dorset
pour la
Paix.
Ibid. pag.
128.

CHARLES

1.

1643.

» 3. Qu'il s'agissoit de conserver tout ensemble, les droits du Roi, & les droits du Peuple. Que le Parlement étant le fidelle défenseur des droits du Roi, & sçachant que ceux du Peuple en dépendent, il ne falloit pas supposer qu'il voulût violer les premiers, ni qu'il fût de son intérêt de le faire. Que s'il y avoit des deux côtez, des soupçons & des craintes reciproques, rien n'étoit plus capable de les éloigner qu'une négociation, dans un esprit droit & sincere.

» 4. Qu'en Espagne, les Sujets n'étoient guères moins que des Esclaves, & le Roi guères moins qu'un Tyran. Que le Gouvernement d'Angleterre étoit d'une toute autre nature, & qu'il n'étoit ni sûr pour le Roi d'entreprendre d'introduire en Angleterre le Gouvernement d'Espagne, ni juste, de vouloir forcer le Peuple à s'y soumettre, & qu'il croyoit pouvoir assurer, que ce n'étoit pas l'intention du Roi.

» 5. Qu'il étoit vrai que le Roi avoit une bonne Armée; mais qu'il avoit plusieurs désavantages, sçavoir que le Parlement avoit le double de Soldats qui n'étoient point inférieurs en bravoure à ceux de S. M.; qu'il avoit plus de facilité à recruter ses Troupes, puisqu'il avoit dans son parti, les Provinces les plus peuplées, & les Villes les plus considérables du Royaume; qu'il recevoit des contributions abondantes d'argent & de Vaiselle; sur tout, qu'il avoit une bonne Flotte, & qu'il étoit maître de la Mer; enfin, qu'on ne pouvoit disconvenir, que le Peuple en général ne regardât la cause du Parlement comme la sienne propre.

» 6. Que par ces raisons, il étoit d'avis de conseiller au Roi de penser sérieusement à faire la Paix.

On ne sçait point quel fut le résultat des délibérations du Conseil: mais on peut juger par les suites, que le Roi goûta mieux les raisons du Comte de Bristol, que celles du Comte de Dorset. Je reviens à la négociation d'Oxford.

Le Parlement demande la Paix au Roi sans la désirer.

Le Parlement ayant à se garder contre les artifices des Partisans du Roi, qui faisoient leurs efforts pour persuader au Peuple, que cette Guerre ne se faisoit que pour les intérêts de quelques-uns de ses Membres, ne pouvoit mieux les contrequarrer qu'en demandant publiquement la Paix au Roi, & en publiant les conditions sous lesquelles il vouloit bien la conclurre. Il prétendoit faire voir par ces conditions, que ce n'étoient pas les intérêts particuliers de quelques-uns de ses Membres, qui le faisoient agir, mais uniquement, le bien & la sûreté du Peuple: mais en même tems, il sçavoit bien que le Roi ne les accepteroit pas. Le Roi, de son côté, ne pouvoit se dispenser de témoigner qu'il souhaitoit la Paix, puisqu'il avoit toujours prétendu, qu'il n'avoit pris les armes que pour se défendre. Mais la vérité est qu'il ne la désiroit pas plus que le Parlement, parce qu'il comprenoit bien, que les conjonctures ne lui étoient pas assez favorables pour obtenir une Paix telle qu'il la prétendoit, avec un parfait rétablissement dans toutes ses Prerogatives. Ainsi, quoique le Roi ni le Parlement n'eussent aucune intention de travailler sincèrement à la Paix, ils étoient pourtant l'un & l'autre indispensablement obligés de témoigner qu'ils la souhaitoient, pour ne pas donner lieu au Peuple de croire qu'ils préféroient leurs intérêts particuliers à ceux du Royaume. C'étoit par cette raison, que le Roi insistoit continuellement

Le Roi ne la désire pas non plus.

ment sur le rétablissement des Loix dans leur ancienne vigueur, & le Parlement, sur la sûreté qu'il demandoit pour l'observation de ces mêmes Loix, & par-là, ils rendoient tous deux, la Paix impossible. Voici la substance des Propositions que le Parlement fit présenter au Roi.

I. Que les Armées des deux côtez soient congédiées, & qu'il plaise à S. M. de retourner à son Parlement.

II. Que le Roi abandonne les Délinquens à la Justice, & au Jugement du Parlement.

III. Que les Papistes soient défarmez.

IV. Qu'il plaise au Roi de donner son consentement aux Bills suivans :

1. Pour abolir les Innovations superstitieuses.
2. Pour abolir la Hiérarchie Ecclésiastique.
3. Contre les Ministres scandaleux.
4. Contre la pluralité des Bénéfices.
5. Pour établir une Assemblée de Théologiens.

Que S. M. promette de consentir aux Bills qui seront passez dans les deux Chambres, par l'avis des Théologiens, pour l'établissement du Gouvernement de l'Eglise.

V. Que S. M. consente à un serment qui sera ordonné par les deux Chambres, pour faire abjurer la Suprémacie du Pape, la Transsubstantiation, le Purgatoire, l'Adoration de l'Hostie, le Culte des Crucifixs & des Images, & que le refus de prêter ce serment soit regardé comme une conviction suffisante de *Récusance*.

Que le Roi donne son consentement aux Bills qui seront faits.

1. Pour faire élever les enfans des Papistes par des Protestans.
2. Pour mieux lever les amendes sur les Récusans, de la maniere que les deux Chambres le trouveront à propos.
3. Pour prévenir les pratiques des Papistes contre l'Etat.

VI. Que le Comte de Bristol & le Lord Herbert seront éloignez de la Cour, & rendus incapables de pouvoir jamais exercer aucun emploi public.

VII. Que la Milice soit établie de la maniere que les deux Chambres le trouveront à propos.

VIII. Que le Roi donne les emplois de Juges à avec la clause, *Quamdiu se bene gesserint*.

IX. Que ceux qui ont été privez de leurs emplois depuis le 1. d'Avril 1642 soient rétablis, & que ceux qui ont des emplois, & contre lesquels les deux Chambres fourniront des exceptions, en soient dépouillez.

X. Que le Roi passe le Bill qui lui a été présenté pour assurer les Priviléges du Parlement, afin de prévenir les conséquences qui peuvent naître de l'accusation du Lord Kimbolton, & des cinq Membres des Communes.

XI. Que S. M. consente à un Bill pour assurer le payement des dettes de la Nation, & des dommages pour lesquels la Chambre des Communes a engagé la foi publique.

XII. Qu'il plaise à S. M. de faire Alliance avec les Etats des Provinces Unies des Païs-Bas, & avec d'autres Princes Protestans.

XIII. Que le Roi accorde un Pardon général où soient exceptées toutes les offenses & malversations dont on a porté des plaintes dans la Chambre des

CHARLES

I.

1642.

Proposi-
tions du
Parlement.
Rushworth,
Vol. V. p. 165.

CHARLES I. des Communes, depuis le 10. de Janvier 1647. jusqu'au 10. de Janvier 1648. & que ses offenses soient jugées par le Parlement, à l'exclusion des Cours inférieures. Que ceux qui directement ou indirectement ont eu part à la Rébellion d'Irlande, soient exceptez du Pardon, comme aussi, le Comte de Newcastle & le Lord Digby.

1643.

XIV. Que les Membres du Parlement, qui ont été dépouillez de leurs Emplois soient rétablis & dédommages, comme aussi ceux qui les ont perdus pour avoir assisté le Parlement, ou pour avoir refusé de l'abandonner, ou généralement, pour des causes qui sont des dépendances des présens troubles.

Le Roi consent à une Négociation.

Ces Propositions faisoient assez comprendre qu'encore que les deux Chambres demandassent une Négociation pour parvenir à la Paix, elles en étoient néanmoins fort éloignées, puisqu'elles prétendoient des choses que le Roi auroit eu bien de la peine à leur accorder, quand même il auroit été dans un état beaucoup plus fâcheux que celui où il se trouvoit alors. Cependant, comme il avoit fait beaucoup valoir l'offre qu'il avoit faite au mois d'Août précédent, de traiter de la Paix, & le refus des deux Chambres, il ne crut pas devoir absolument rejeter ces Propositions. Il consentit donc qu'elles fussent discutées dans une Négociation : mais il en donna six autres de sa part, sçavoir :

Propositions du Roi.

Rushworth, Vol. V. p. 169.

1. Qu'on lui rendît incontinent ses Revenus, ses Magasins, ses Places, & ses Vaisseaux qu'on lui retenoit.

2. Que tout ce qui avoit été publié de contraire aux Loix, ou à ses Prérogatives, fût révoqué.

3. Que le pouvoir usurpé par les deux Chambres, par rapport aux emprisonnemens des Sujets, aux suspensions de l'*Habeas Corpus*, aux taxes & impositions, sans Acte de Parlement, fût désavoué, & que les personnes emprisonnées fussent élargies, & entièrement déchargées.

4. Qu'on fît un Acte pour la conservation du Livre des *Prières Communes*, avec une clause pour les consciences scrupuleuses.

5. Que ceux qui seroient exclus de l'Amnistie fussent jugez par leurs Pairs, selon les Loix.

6. Qu'avant que de commencer à traiter, on convint d'une suspension d'armes, avec une entiere liberté de commerce dans tout le Royaume, durant la suspension.

Le Roi demande qu'on commence par la dernière.

Quelques jours après, le Roi fit sçavoir aux deux Chambres par un Message, qu'il souhaitoit, que la dernière de ses Propositions fût débatuë la première, afin que durant la suspension, on pût plus tranquillement travailler à la Paix, à quoi elles consentirent.

Ce ne fut que le 28. de Février, que les deux Chambres envoyèrent au Roi les Conditions qu'elles propoisoient pour conclurre une suspension d'armes, pendant qu'on traiteroit de la Paix, sçavoir :

Proposition du Parlement sur la suspension d'armes

1. Que toutes sortes d'armes, de munitions, de vivres, d'argent, de bilon, de denrées, de marchandises, sans passeport, puissent être arrêtées, tout de même que s'il n'y avoit point de suspension.

2. De même à l'égard des personnes qui n'auront point de saufconduit.

3. Que pendant la suspension, les forces de S. M. qui sont dans la Provin-

ce d'Oxford, ne pourront s'approcher de Windsor, plus près de *Weatly*. Que celles qui sont dans la Province de Buckingham ne pourront s'avancer vers Ailesbury, plus proche que *Brill*. Que les forces respectives du Roi & du Parlement, qui sont dans la Province de *Berck*, ne pourront s'approcher les unes des autres, plus près qu'elles le sont présentement. Que les forces du Parlement qui sont dans la Province d'Oxford, ne pourront s'approcher d'Oxford plus près que Henley, ni celles de Buckingham, plus près qu'Ailesbury. Que les Troupes du Roi ne pourront prendre des quartiers au-delà de douze milles aux environs d'Oxford, ni celles du Parlement, qu'à la même distance, aux environs de Windsor.

CHARLES
I.
1648.

4. Que le Siège de Gloucester ne sera point formé, ou continué, s'il est commencé. Que les forces du Roi, destinées à ce Siège, retourneront à Cirencester, à Malmesbury, ou à Oxford, comme elles le trouveront à propos. Que les Troupes du Parlement qui sont dans la Province de Gloucester, se tiendront à Gloucester, ou à Bristol, ou à Barklay, ou se retireront plus proche de Windsor, comme elles le trouveront à propos. Que les Troupes du País de Galles, qui ont marché dans la Province de Gloucester, s'en retourneront dans leurs quartiers.

5. Qu'en cas que l'un des Partis prétende que la Trêve a été violée, il ne recommencera pas incontinent les hostilités, mais il se plaindra au Général du parti contraire, lequel aura trois jours, pour en donner satisfaction. Et en cas que la satisfaction ne soit pas donnée, ou acceptée, on ne pourra recommencer les hostilités, que cinq jours après en avoir donné connoissance à l'autre parti. La même chose sera observée par les Commandans respectifs, dans les autres parties du Royaume.

6. Que toutes les autres Troupes respectives d'Angleterre & du País de Galles demeureront dans les quartiers qu'elles occuperont lorsque la suspension d'armes sera publiée, & que la suspension n'empêchera point qu'on ne puisse mettre des Vaisseaux en Mer, pour la défense des Etats du Roi.

Le Roi répondit à ces propositions, par un Message aux deux Chambres, dans lequel il se plaignoit de ce qu'on l'avoit laissé sans lui répondre, depuis le 3. Février jusqu'au 28. Qu'il trouvoit que les Articles de la Trêve, qu'on lui avoit envoyez étoient si bornés, que les Sujets qui n'étoient pas Membres de l'Armée, ne recevroient aucun bénéfice de la suspension, quoique ce fût ce qu'il avoit le plus à cœur : Que par cette raison, il renvoyoit ces Articles avec quelques petits changemens, ne doutant point de l'approbation des deux Chambres, puisque ces changemens faisoient connoître, combien il étoit soigneux de procurer du soulagement au Peuple. Qu'il vouloit bien consentir, que la suspension d'armes commençât le 12. de Mars, ou plutôt, si on pouvoit en convenir, & qu'elle durât vingt jours, pendant lesquels on traiteroit de la Paix.

Le Roi répond à ces propositions.

Il faut remarquer que le Roi, dans cette Négociation, se propoisoit d'en tirer trois avantages, ainsi qu'il paroîtra manifestement dans la suite. 1. De gagner du tems pour faire ses préparatifs. 2. D'établir, par le moyen d'une suspension d'armes, une liberté de Commerce entre les quartiers des deux Armées, & particulièrement entre Londres & Oxford, qui lui procurât la facilité de se pourvoir de diverses choses qui lui étoient nécessaires pour la

CHARLES
I
1643.

Proposi-
tions du
Roi sur la
suspension
d'ar-
mes.

Campagne suivante; en les faisant venir de Londres, ou d'ailleurs. 3. De pouvoir faire venir sûrement d'Yorck, les Troupes & les Munitions qui lui étoient venuës de Hollande. Tout cela étoit couvert du prétexte de procurer du soulagement au Peuple, par une liberté de Commerce dans tout le Royaume. Voici donc les Articles qu'il renvoya aux deux Chambres, avec les petits changemens dont il parloit :

„ I. Que toutes sortes d'armes, de vivres, de munitions, d'argent monnoyé ou non monnoyé, sans passeport des Généraux des deux Armées, pourront être saisis, comme s'il n'y avoit point de suspension„ ..

Le Roi mettoit dans cet Article, les Denrées & les Marchandises.

„ II. Que tous Officiers & Soldats sans Saufconduit pourront être arrêtez & retenus. Que tous les autres Sujets de S. M. autres que des Officiers ou Soldats, de quelque condition qu'ils soient, pourront aller librement d'Oxford à Londres, & de Londres à Oxford, & s'en retourner, comme aussi dans tous les autres endroits des Etats du Roi, sans qu'on puisse les fouiller, les arrêter, les emprisonner, ou saisir leurs Marchandises ou autres Biens. Que toute sorte de Commerce & Trafic entre les Sujets du Roi, les Officiers & Soldats exceptez, sera permis, pourvû que ce ne soit, ni d'armes, ni de vivres, ni de munitions, &c. Ce sera-là un bon commencement pour renouveler le Commerce & la Correspondance du Royaume, & par-là, nos Sujets seront rétablis dans la Liberté à laquelle ils ont droit par leur naissance, dont ils ont toujours jouï jusqu'à ces malheureux troubles, & dans laquelle S. M. à toujours tâché de les maintenir, même pendant la Guerre, par des Proclamations qui ont permis le passage des Denrées & des Marchandises jusqu'à Londres„ ..

III. Le commencement de cet Article est semblable à celui du Parlement; mais la fin en est différente, sçavoir :

„ Que les forces des deux Armées ne pourront étendre leurs quartiers plus proche l'une de l'autre, qu'ils le feront le jour que la suspension commencera autrement qu'autant qu'il sera nécessaire pour la communication des quartiers de chaque Armée, sans qu'elles puissent commettre aucunes hostilités, l'une contre l'autre, pour empêcher cette communication. Mais elles pourront s'étendre dans leurs propres quartiers, autant qu'elles le jugeront convenable„ ..

Par-là, le Roi se procuroit la liberté de faire venir des Troupes d'Yorck à Oxford, sans que les forces du Parlement eussent droit de s'y opposer.

„ IV. Que les forces respectives qui sont dans les Provinces de Gloucester, de Wilt, & de Galles, comme aussi celles qui sont dans les Villes de Gloucester & de Bristol, dans le Château de Barkley, observeront la règle prescrite à la fin de l'Article précédent„ ..

V. Cet Article est entièrement semblable à celui du Parlement.

„ VI. Que toutes les autres forces d'Angleterre & de Galles, qui ne sont pas mentionnées dans les Articles précédens, demeureront dans les Quartiers & Places où elles se trouveront lorsque la suspension sera publiée, à l'exception de ce qui regarde le passage pour la communication des quartiers, comme il est exprimé dans le III. Article. Que la suspension d'armes ne s'étendra pas jusqu'à empêcher qu'on ne puisse mettre des Vaisseaux en Mer,

„ pour

pour la défenses des Etats du Roi, *pourvu que le Roi soit informé de leur destination, & que les Vaisseaux soient commandez par des Officiers qui soient approuvez par S. M.*

“ CHARS
“ LES I.
“ 1643.
“
“

„ VII. Enfin, que durant la suspension, aucun Sujet du Roi ne puisse être emprisonné que conformément aux Loix connues du Pais, qu'on ne pille point les Sujets, & qu'on ne leur fasse aucune violence. „

En cas qu'il y ait quelques doutes sur ces Articles, S. M. consent que les Commissaires des deux Chambres viennent à Oxford, afin qu'il puisse lui-même régler avec eux tout ce qui regarde la suspension d'armes.

Quoique les deux Chambres ne fussent nullement contentes des petits changemens que le Roi avoit faits à leurs Articles, néanmoins, comme il offroit de traiter sur ce sujet, elles lui firent demander un Saufconduit pour six Députez de leur Corps, sçavoir, le Comte de Northumberland, le Lord Say, & quatre Membres des Communes. Le Roi l'accorda incontinent, mais sans y comprendre le Lord Say, parce qu'il l'avoit fait accuser de trahison. En leur envoyant ce Saufconduit, il les fit informer, qu'il consentoit, qu'en traitant de la Paix, on débattît premièrement la premiere Proposition, & la premiere du Parlement, ensuite la seconde du Roi & la seconde du Parlement, & les autres dans le même ordre. Qu'il consentoit aussi que la durée des Conférences fût fixée à vingt jours.

Les cinq Commissaires du Parlement s'étant rendus à Oxford, présentèrent au Roi de nouveaux Articles touchant la suspension d'armes. Mais ils étoient si peu différens des premiers, que le Roi n'en fut pas content. C'est pourquoi, il donna aux Commissaires, les objections suivantes contre les nouveaux Articles.

Nouveaux
Articles du
Parlement
sur la sus-
pension.

1. Que c'étoient les mêmes en substance qu'on lui avoit déjà envoyez, & qu'on y faisoit aucune mention de la liberté de Commerce, entre ses Sujets, qui par conséquent ne recevoient aucun bénéfice de la suspension, quoique ce fût le principal but qu'il se proposoit.

Objections
du Roi.

2. Qu'on n'y parloit point de l'approbation du Roi, par rapport aux Vaisseaux qu'on mettoit en Mer, & que par-là, les deux Chambres se conservoient la liberté de pouvoir transporter leurs Troupes par Mer, d'un lieu à un autre, ce qui faisoit partie des hostilités.

3. Qu'on y parloit d'une Armée levée par le Parlement, comme si le Roi ne devoit pas être regardé comme faisant partie du Parlement, ce qu'il avoueroit pourtant, s'il admettoit cette expression. Que de plus, les Commissaires n'avoient pas pouvoir de débattre, régler, & conclurre ces Articles, comme ils l'avoient eux-mêmes avoué.

4. Qu'on faisoit semblant d'entendre par la demande, *qu'on ne feroit aucune violence à ses Sujets*, les vols & les pillages qui se font sans ordre par les Soldats, au lieu qu'il comprenoit de plus dans cet Article, les pillages & les violences qu'on faisoit aux Sujets, en les contraignant de se soumettre par des Ordonnances des deux Chambres, à des taxes & à des impositions contraires aux Loix.

5. Qu'on n'y faisoit aucune mention des emprisonnemens contre la disposition des Loix. Qu'ainsi, le Roi trouvoit, qu'on rejettoit toutes ses additions, puisqu'on affectoit de n'en faire aucune mention. C'est pourquoi

CHARLES
I.
1643.

il souhaitoit, que les deux Chambres donnassent à leurs Commissaires un Pouvoir plus étendu, pour débattre, régler & conclure, tout ce qui regardoit la suspension d'armes.

Les deux Chambres voyant que le Roi cachoit dans les petits changemens qu'il avoit faits à leurs Articles, plus de choses qu'il n'en paroïssoit à la première vûë, trouverent à propos de lui faire comprendre qu'elles n'ignoroient pas entièrement quels avantages il prétendoit tirer d'une suspension d'armes telle qu'il la proposoit. Pour cet effet, elles lui firent délivrer par écrit les raisons qui les obligeoient à rejeter les additions qu'il avoit fait à leurs Articles. Voici la substance de cet Ecrit.

Raisons du
Parlement
pour rejeter
les propositions
du
Roi sur la
suspension.

1. Si nous accordions une liberté de Commerce telle que V. M. la demande, à Oxford, & dans vos autres quartiers, il seroit comme impossible d'empêcher qu'on ne portât à V. M. des Armes, des Munitions, de l'Argent, à moins qu'on ne fouillât tous les passans. Ainsi, la suspension d'armes ne devant durer que vingt jours, les inconveniens en seroient plus grands que les avantages que le Peuple en pourroit retirer.

Quoique V. M. n'insiste sur cet Article, qu'en vûë de soulager le Peuple, il se trouveroit néanmoins, que cette liberté de Commerce seroit peu profitable aux Sujets, & que V. M. en tireroit des avantages considérables. Car, 1. vous pourriez par ce moyen vous pourvoir de beaucoup de choses nécessaires. 2. Vous pourriez faire porter à Oxford, une grande quantité de Marchandises qui étant ensuite vendues dans les Provinces voisines, feroient venir de l'argent à Oxford, & par-là vous seriez en état d'en tirer beaucoup des habitans de tous ces quartiers-là. 3. Notre Armée ne peut, pour ces Marchandises, attendre de vos quartiers, aucun retour des choses dont elle ait besoin.

Nous n'avons empêché le Commerce du Royaume, que par rapport aux secours qu'on peut donner à nos ennemis, ce que la raison de la Guerre demande. Mais que V. M. considère, si vos Soldats n'ont point pillé des Charettes chargées de Marchandises sans que la raison de Guerre le demandât: si vos Vaisseaux n'ont pas pris des Vaisseaux Marchands: si V. M. n'a pas déclaré publiquement la résolution qu'elle a prise de faire arrêter les Vaisseaux Anglois dans les Païs étrangers, & si cela n'a pas été exécuté en Dannemarck. N'est-ce pas-là violer le Droit des Gens, rendre les Etrangers arbitres de nos différends, empêcher le Commerce de ce Royaume, avec les autres Etats, & l'exposer à des querelles avec ses voisins?

2. Demander la liberté d'approuver les Commandans de nos Vaisseaux, c'est demander que nous vous livrions nos forces, avant que nos différends soient terminés, ce qui est contraire aux Régles des Négociations qui se font pour parvenir à la Paix. Une suspension d'armes par Mer exposerait ce Royaume à une invasion étrangère que nous n'avons que trop de sujet de craindre. Elle procureroit à V. M. la facilité de recevoir par Mer des secours étrangers. Mais nous voulons bien consentir, que le transport des Troupes par Mer soit réglé conformément aux Articles dont on conviendra pour la suspension d'armes par Terre.

3. Nous consentons, qu'au lieu du mot *Parlement*, on mette ceux-ci, *les deux Chambres du Parlement*. Mais nous ne pouvons donner pouvoir à nos

Com-

Commissaires de conclurre sur les différends qui pourront naître dans la Négociation de la Paix, sans nous en avoir donné avis. Cependant, nous leur donnons Pouvoir de débattre, d'expliquer, & de faire valoir les raisons qui peuvent servir à produire un bon accommodement avec V. M. Et pour faire voir, combien nous souhaitons la Paix, nous voulons bien leur permettre de traiter sur les deux premières Propositions respectives, quand même on ne conviendrait point d'une suspension d'armes.

4. Il est certain, que la Guerre est incompatible avec les règles d'un Gouvernement paisible & tranquille. V. M. veut que nous ne puissions emprisonner personne que selon les Loix: c'est-à-dire, comme nous le concevons, sans observer toutes les formalitez que les Loix prescrivent. Si nous accordions cet Article, il s'ensuivrait que nous ne pourrions emprisonner personne pour avoir porté des armes & des munitions à Oxford: car les Loix ne défendent pas d'y en porter. Nous ne pourrions pas punir nos Soldats mutins ou déserteurs, parce qu'il n'y a pas de Loi sur ce sujet. Si nous admettions que nous ne pouvons emprisonner ceux qui refusent de se soumettre aux taxes nécessaires, il s'ensuivrait, que, comme nous ne pourrions pas empêcher qu'on n'assistât nos ennemis, nous serions aussi hors d'état d'entretenir nos Troupes. Ainsi, sous le prétexte spécieux d'une Trêve nous admettrions ce qui produirait nécessairement la dissolution de notre Armée, & la destruction de la cause que nous soutenons.

Il n'est pas vraisemblable, que V. M. prétende se priver du droit de punir autrement que selon les Loix, vos Soldats mutins, ou les personnes qui seront surprises en nous portant des choses défendues. Mais il est très-probable, que vous expliquiez cette limitation des *Loix connues*, d'une telle manière qu'elle se borne uniquement aux deux Chambres, pendant que vos Généraux auront toujours le même Pouvoir qu'auparavant. Car V. M. a nié positivement, que les deux Chambres soient autorisées à prendre les armes. Par conséquent, vous prétendez que notre Général n'a aucun droit d'exercer une Jurisdiction martiale; mais que vos Généraux établis par vos Commissions sont suffisamment autorisez par les *Loix connues* pour l'exercer. Ainsi, sous une apparence spécieuse de donner un libre cours aux Loix, nous serions hors d'état de défendre nos Loix & nos Libertez, & nous vous cederions la victoire sous le nom d'une suspension.

5. Puisque nous nous trouvons indispensablement engagez dans cette Guerre défensive autorisée par les Loix Divines & Humaines, il s'ensuit que nous sommes en droit d'employer tous les moyens propres à la soutenir. C'est pourquoi, jusqu'à ce qu'il plaise à V. M. de nous accorder une Paix dans laquelle nous puissions trouver notre sûreté, nous ne pouvons abandonner le pouvoir de lever des taxes sur ceux qui se sont joints à nous, & de contraindre ceux qui refuseront de s'y soumettre, sans quoi, il nous faudroit licencier notre Armée. Mais si V. M. veut consentir que les deux Armées soient congédiées, alors les Sujets pourront être rétablis dans la jouissance des Loix, qui se trouvent inévitablement suspendues par la Guerre.

6. Quant à l'Article qui regarde la communication des quartiers, & que nous avons omis, il est contraire à la nature d'une suspension d'armes qui ne doit pas procurer à l'un des Partis plus d'avantage qu'à l'autre. Mais V.

CHARLES
I.
1643.

M. en tireroit un très-grand, s'il vous étoit permis de faire venir, pendant la suspension, les Troupes que vous avez dans le Nord, & les secours d'hommes & d'argent qui vous sont venus de Hollande. Du moins, nous devrions y trouver le même avantage, ce qui n'est pas. Car nos forces sont tellement disposées, que la communication entre leurs quartiers est facile. Au lieu que celles de V. M. sont séparées par plusieurs Provinces, par des passages difficiles, & par des Armées ennemies. Si donc nous admettions cet Article, nous nous priverions d'un de nos plus grands avantages, & nous vous délivrerions d'un des plus grands inconveniens que vous trouvez dans cette Guerre.

Par toutes ces raisons, nous ne pouvons accepter les changemens que V. M. a faits à nos Articles, ni donner pouvoir à nos Commissaires de rien conclure que par notre ordre. Mais afin de hâter la Paix, nous voulons bien consentir qu'ils traitent sur les deux premières propositions respectives qui regardent la restitution de vos Revenus, de vos Magasins, des Places & des Vaisseaux, & le licenciement des Armées.

Le Roi ne manqua pas de répondre à cet Ecrit. Mais comme sa Réponse étoit fort longue, je me contenterai de donner ici ce qu'il y avoit de plus essentiel sur chaque Article.

Réponse du
Roi.

1. Sur la liberté du Commerce :

Le Roi nioit qu'il y trouvât aucun avantage particulier, & assuroit, que le bien du Peuple étoit le seul avantage qu'il se proposoit. Il passoit fort légèrement sur l'objection, que la suspension d'armes ne devant durer que vingt jours, la liberté du Commerce ne pourroit pas, durant ce peu de tems, procurer de grands avantages au Peuple.

Il assuroit, qu'il n'avoit jamais reçu aucune plainte, touchant le pillage des Charrettes, à laquelle il n'eût satisfait.

Il avouoit, qu'il étoit résolu à n'accorder plus sa protection dans les Païs étrangers, à ceux qui adhéroient à la Rébellion.

2. Sur les Vaisseaux :

Il disoit, qu'il étoit nécessaire pour lui de sçavoir à quoi les Vaisseaux qu'on mettroit en Mer seroient destinés, & d'en approuver les Commandans, puis-que les deux Chambres prétendoient que la Flotte qu'elles préparoient étoit pour la défense du Royaume. Qu'il ne comprenoit pas pourquoi une suspension d'armes par Mer exposeroit le Royaume à une invasion étrangère, & qu'il vouloit bien faire tout ce qui dépendoit de lui pour l'empêcher. Qu'il s'attendoit qu'on n'envoyeroit point de secours par Mer au Comte d'Essex, à quoi il lui sembloit que les deux Chambres vouloient bien consentir, quoi qu'elles n'en eussent pas parlé dans leurs premiers Articles.

3. Sur le Pouvoir des Commissaires du Parlement :

Qu'il avoit beaucoup de raison de souhaiter, que le Pouvoir des Commissaires fût plus étendu, afin d'éviter la perte du tems. Que cela paroïssoit par le consentement que les deux Chambres vouloient bien donner à la clause qui regardoit le transport des Troupes par Mer, ce qui auroit pu être réglé en beaucoup moins de tems. Qu'on ne pouvoit qu'en perdre encore beaucoup, puis-que les Commissaires ne pouvoient pas expliquer la pensée des deux Chambres sur la communication des quartiers.

4. Sur les emprisonnemens;

Qu'il

Qu'il n'avoit jamais prétendu que cet article dût empêcher l'exercice de la Discipline militaire. Qu'il paroïssoit par-là, combien il étoit nécessaire que les Commissaires eussent un plus grand Pouvoir, puisque une demi douzaine de paroles auroient pu expliquer cet Article.

CHARLES
I.
1643.

5. Sur les Taxes:

Le Roi insistoit beaucoup sur ce que, par les Loix du Royaume, les deux Chambres n'étoient pas en droit d'imposer des taxes sans son consentement. Il ajoutoit, qu'il se réjouissoit beaucoup d'apprendre qu'elles avoient besoin d'employer la force pour les lever. Que sur cet Article, il consentoit qu'on l'engageât lui-même à ce qu'il demandoit, sçavoir, qu'il ne pût user de violence envers ceux qui refuseroient de les payer.

6. Sur la communication des quartiers:

La Réponse du Roi sur cet Article étoit fort générale & fort obscure. Il disoit qu'il lui étoit très-important de bien expliquer cet Article, de peur que ceux qui s'étoient plaints que la Trêve avoit été violée à Brentford, lorsqu'il n'y avoit aucune Trêve, ne chicanassent sur la marche des Troupes d'un quartier à l'autre. Il avouoit, que dans une Trêve, les avantages devoient être égaux, mais de ce principe il tiroit cette conséquence, qu'il devoit donc avoir la liberté de faire marcher ses Troupes, du Nord ou de l'Oüest, à Oxford, comme les deux Chambres avoient celle de pouvoir renforcer l'Armée du Comte d'Essex.

REMARQUE. *Cet avantage n'étant pas acquis aux deux Chambres par la suspension d'armes, puisqu'elles l'avoient sans cela, le Roi ne pouvoit pas y prétendre en vertu de la suspension.*

Il finissoit sa Réponse en disant, que, pour faire voir combien il souhai-toit la Paix, il vouloit bien consentir à la suspension d'armes, aux conditions proposées par les deux Chambres, pourvû que par-là, il ne fût point censé approuver qu'on imposât des Taxes sur ses Sujets, ou qu'on emprison-nât ceux qui refuseroient de les payer, pourvû qu'on ne donnât point aux Soldats des deux Chambres, la liberté d'user de rapines & de violences contre ceux qui refuseroient de s'y soumettre. Car, ajoutoit-il, les deux Cham-bres pourroient pendant la suspension imposer de nouvelles taxes, comme de la moitié des biens, au lieu de la dix-neuvième partie, employer toute leur Armée à en exiger le paiement, & se faire par-là un fonds très-considé-rable pour continuer la Guerre, ce qu'il ne pouvoit pas faire lui-même à cau-se de la disposition de ses quartiers, quand même il pourroit se refoudre à se servir d'un pareil moyen, à quoi il n'avoit aucun panchant.

Les deux Chambres ayant examiné la Réponse du Roi, envoyèrent à leurs Commissaires de nouvelles Instructions dans lesquelles elles disoient, que cette Réponse étoit si pleine d'ambiguité, qu'elles ne jugeoient pas à propos d'employer plus de tems à débattre les conditions de la suspen-sion d'armes, d'autant plus, qu'il ne restoit plus que sept jours pour trai-ter de la Paix, & que, quand même on pourroit convenir d'une Trêve, el-le ne procureroit pas un grand avantage au Royaume; c'est pourquoi elles leur ordonnoient de ne s'attacher plus qu'aux propositions qui concernoient la Paix.

Le Parle-
ment refuse
de traiter
davantage
de la sus-
pension.

Ces Instructions ayant été communiquées au Roi, il y fit une Réponse:
dans

CHARLES
I.
1643.

dans laquelle il s'efforçoit de faire voir , qu'il n'avoit pas tenu à lui que la suspension d'armes n'eût été conclue. Il demandoit encore , que les exprefions qui paroiffoient ambiguës fuſſent indiquées , & que les Commiſſaires euſſent pouvoir de conclurre la ſuſpenſion.

C'eſt-là tout ce qui ſe paſſa par rapport à la Trêve que le Roi avoit propoſée , & dont , vraisemblablement , il avoit eſpéré de tirer de grands avantages , ſi les deux Chambres avoient moins été ſur leurs gardes. Comme les Conférences ſur la Paix ne devoient commencer que le 25. de Mars , on doit regarder tout ce qui ſe fit avant ce jour-là , par rapport à la ſuſpenſion d'armes , plutôt comme un préparatif que comme faiſant partie des Conférences ſur la Paix , quoiqu'on ne laiſſât pas de continuer la négociation ſur la Trêve , juſqu'au 7. d'Avril.

Négocia-
tion ſur les
autres pro-
poſitions.

Il faut préſentement parler de la partie eſſentielle de cette Négociation , qui regardoit les conditions propoſées des deux côtez , pour parvenir à la Paix. Comme on étoit convenu de commencer par la diſcuſſion des deux premières propoſitions reſpectives , la première du Roi fut d'abord miſe ſur le tapis. Elle regardoit la reſtitution qu'il demandoit de ſes Revenus , de ſes Magasins , de ſes Places , & de ſes Vaiſſeaux. Je rapporterai ſur chacun de ces Articles ce qui ſe paſſa de plus eſſentiel.

Sur les Revenus.

Le 26. de Mars , les Commiſſaires du Parlement préſenterent au Roi un Mémoire contenant ,

Que les deux Chambres n'avoient reçu qu'une bien petite partie de ſes Revenus , & que ce qu'elles en avoient reçu avoit été preſque tout employé à l'entretien de ſes Enfans , dans la proportion qu'il leur avoit lui-même aſſignée. Qu'elles lui rendroient compte du reſte , & qu'à l'avenir , elles les lui laiſſeroient tous entiers. Mais elles demandoient , que le Roi rendit compte de ce qu'il avoit reçu de certains fonds deſtinez à d'autres uſages , & en particulier à la Guerre d'Irlande.

REPONSE DU ROI.

Qu'il étoit content d'alloyer ce qui avoit été employé de ſes revenus à l'entretien de ſes Enfans , de recevoir les arrérages qui lui étoient dûs , & d'avoir une aſſurance , qu'il les recevrait tous entiers à l'avenir.

Qu'il rendrait tout ce qu'il avoit pris des fonds deſtinez à d'autres uſages , étant bien aſſuré qu'il n'en avoit pris que bien peu , ou point du tout.

Il demandoit , que les deux Chambres rendiſſent compte de l'argent qui avoit été levé pour le payement de ce qui avoit été deſtiné pour payer les dettes du Royaume , & pour la Guerre d'Irlande.

Le lendemain les Commiſſaires demanderent par un Mémoire , ſi S. M. ne regarderoit pas comme une aſſurance , qu'on lui laiſſât la jouiſſance de ſes revenus , tels qu'ils étoient avant les troubles.

Le

Le Roi répondit , que par le mot d'*assurance* , il entendoit qu'il ne seroit point troublé dans la jouissance de ses revenus , tels qu'ils étoient avant les troubles. CHARLES
I.
1645.

Il est aisé de comprendre , qu'il n'y avoit pas sur cet Article , des difficultés qui fussent capables d'empêcher la Paix.

Sur les Magasins.

Les Commissaires du Parlement offrirent par un Mémoire , de rendre en espèce , les armes & les munitions prises dans les Magasins publics. Mais ils demandoient , que ceux qui auroient la garde des Magasins , fussent des gens en qui les deux Chambres pussent prendre confiance. De plus , que le Roi rendît aux Villes & aux Provinces , les armes qu'il leur avoit prises pour son usage.

REPONSE DU ROI.

Les Magasins seront confiez à des gens qui prêteront le serment ordinaire. Si quelqu'un d'eux commet quelque malversation , S. M. ne le protégera point.

Le Roi rendra de ses propres Magasins les armes qu'il a eues des Villes & des Provinces.

Il demande que les deux Chambres rendent les armes qui ont été prises dans les Magasins pour l'Armée du Comte d'Essex.

Sans entrer dans un plus grand détail sur cet Article , il suffit de dire en deux mots , que toute la difficulté consistoit en ce que les deux Chambres vouloient se réserver le droit d'approuver ceux qui seroient chargez de la garde des Magasins , & que le Roi prétendoit que leur serment , tel qu'il étoit ordonné par les Loix , étoit une sûreté suffisante. C'est ce qui en rendit la conclusion impossible.

Sur la restitution des Places.

La même difficulté se présenta sur cet Article. Les deux Chambres offroient de rendre les Places. Mais elles prétendoient que le Roi ne pourroit y mettre pour Gouverneurs que des gens qu'elles approuveroient. C'est ce que le Roi ne voulut point accorder. Comme les Commissaires insistoient sur la nécessité qu'il y avoit de donner satisfaction au Peuple , par rapport à ses soupçons & à ses craintes , le Roi répondit , qu'il s'étoit attendu qu'on lui allégueroit des raisons tirées des Loix , & non pas des craintes & des soupçons dont il ignoroit la cause , & par conséquent le remède.

CHARLES
I.
1643.

Sur les Vaisseaux.

Il en fut de même sur cet Article que sur les deux précédens. Les deux Chambres demandoient, que l'Amiral & les Capitaines des Vaisseaux prêtassent un serment particulier par lequel ils s'engageroient à faire tous leurs efforts pour maintenir la Religion Protestante, & la Paix du Royaume, contre toutes les levées de gens de Guerre, qui se feroient sans l'autorité du Roi & le consentement des deux Chambres. Mais le Roi ne voulut pas consentir qu'ils se liassent par d'autres sermens que par ceux qui étoient ordonnez par les Loix. Il ajouta seulement, que s'il étoit trouvé nécessaire d'ajouter quelque clause au serment ordinaire, il y consentiroit, lorsqu'il y auroit une assemblée libre du Parlement.

Si l'on considère quel étoit le sujet de la Guerre, on comprendra aisément, qu'il ne s'agissoit point de ce que les Loix ordonnoient, mais uniquement de l'exécution de ces mêmes Loix. Ainsi, le Roi, en prétendant que tout fût réglé par les Loix, ne touchoit pas le moins du monde à la question qui étoit à décider, dans le différend qu'il avoit avec les deux Chambres.

La première proposition du Roi ayant été ainsi discutée sans succès, on débatait la première du Parlement, qui contenoit deux Articles, sçavoir, que les deux Armées fussent congédiées, & que le Roi retournât au Parlement.

La Réponse du Roi sur le premier fut, qu'il vouloit bien consentir que les deux Armées fussent licenciées, & que le plus court moyen pour cela, étoit de conclurre promptement le Traité, & que pour cet effet, il falloit que le pouvoir des Commissaires fût plus étendu.

Sur le second, qu'il retourneroit à son Parlement, aussi-tôt qu'il pourroit le faire avec honneur & sûreté.

Comme la Réponse du Roi étoit trop générale & trop ambiguë, les Commissaires lui demanderent par un Mémoire, qu'il lui plût de s'expliquer, s'il entendoit par la conclusion du Traité, la conclusion des deux premières propositions respectives, ou la conclusion entière du Traité.

Le Roi répondit, que par la conclusion du Traité, il entendoit une conclusion qui lui donnât une évidence claire que la Paix se concluroit, & qu'il ne resteroit plus aucun fondement pour la continuation de la Guerre. Qu'il ne doutoit point que cela n'arrivât, si les deux Chambres vouloient consentir que les Conférences se continuaissent sans interruption, & sans en limiter le tems.

Cette Réponse n'étant pas moins ambiguë que la précédente, les Commissaires insisterent sur l'explication qu'ils avoient déjà demandée, comme aussi, qu'il lui plût de leur faire connoître ce qu'il entendoit par *une évidence claire que la Paix se concluroit*.

Le Roi répondit, que si la conclusion du Traité sur les deux premières propositions, étoit si entière & si parfaite, que les Loix eussent un libre cours, sans aucune interruption, pour la défense des droits du Roi, des Sujets, & du Parlement, ce seroit une évidence claire que la Paix se concluroit. Que c'é-

roit

toit-là ce qu'il entendoit par la conclusion, & qu'il n'entendoit pas que les deux Armées fussent continuées sur pied, jusqu'à ce que tout le Traité fût conclu. Qu'au reste, il s'étonnoit de ce que les Commissaires n'avoient pas reçu des deux Chambres le Pouvoir de traiter avec lui sur son retour au Parlement.

CHARLES
I.
1645.

Le Roi s'exprimoit d'une manière si générale, qu'il étoit aisé de comprendre, qu'il ne cherchoit qu'à faire durer les Conférences, ou à tirer quelque avantage des réponses des Commissaires. Selon les apparences, il vouloit aussi trouver un nouveau sujet de délai dans la discussion de cette partie de la proposition, qui regardoit son retour au Parlement.

Le 10. d'Avril, les Commissaires lui présentèrent un nouveau Mémoire dans lequel ils disoient, qu'ils avoient un ordre positif de demander que les deux Armées fussent congédiées, les deux Chambres concevant que sa Réponse n'étoit autre chose qu'un refus, & qu'elles ne pouvoient se désister des précautions & limitations contenues dans leur Réponse à la première de ses propositions. Que si elles n'avoient pas donné des Instructions particulières à leurs Commissaires touchant son retour au Parlement, c'étoit parce qu'elles avoient cru, que c'étoit une suite nécessaire du licenciement des deux Armées.

Pendant le cours de cette Négociation, le Roi avoit de fréquentes Conférences en particulier, avec les Commissaires du Parlement. *Whitelock*, l'un d'entre eux, rapporte dans ses Mémoires, qu'une fois entre autres, les Commissaires ayant été avec le Roi jusqu'à minuit, l'avoient sçu si bien tourner, qu'ils lui avoient persuadé de donner au Parlement une Réponse satisfaisante, qui auroit été un grand acheminement à la Paix. Que le Roi leur avoit assuré que leurs raisons l'avoient entièrement convaincu, & qu'il étoit résolu d'envoyer aux deux Chambres la Réponse dont il étoit convenu avec eux. Mais comme il étoit trop tard pour la faire dresser, il leur ordonna de revenir le lendemain à l'heure qu'il leur marqua. Cependant, quand ils revinrent, il leur mit en main une Réponse directement contraire à celle qu'il avoit promise, le soir auparavant. *Whitelock* dit, qu'il avoit appris, qu'après qu'ils l'eurent quitté la nuit précédente, il avoit été en Conférence avec quelques-uns de ceux qui étoient les plus obstinez à continuer la Guerre, & que le malheur de ce Prince étoit de préférer toujours les sentimens d'autrui aux siens propres. C'est ce que le Comte de Clarendon confirme aussi en donnant son caractère. Véritablement *Whitelock* ne dit pas que la Réponse dont il parle fût le Message qu'on va voir; mais toutes les apparences sont que ce fut celui-là même, puisqu'il fut cause de la rupture des Conférences. Quoiqu'il en soit, le 12. d'Avril, le Roi envoya le Message suivant aux deux Chambres, malgré les efforts que firent les Commissaires pour l'en détourner.

Particulari-
té remar-
quable.

CHARLES
I.
1643.

*Substance du Message du Roi aux deux Chambres ;
du 12. d'Avril 1643.*

Rushworth,
Vol. V. p.
259.

„ Qu'aussi-tôt qu'on lui auroit donné satisfaction sur ses Revenus , ses Magasins , ses Places , ses Vaisseaux , en quoi il ne demandoit rien que ce dont ses Prédécesseurs avoient toujours jouï ;

„ Qu'aussi-tôt que tous les Membres des deux Chambres seroient rétablis dans le droit d'assister au Parlement , comme ils l'avoient le 1. de Janvier 1641. puisqu'ils n'avoient été exclus que pour avoir voté en sa faveur , S. M. n'entendant pas néanmoins renfermer dans ce nombre , les Evêques ou les Membres à la places desquels on en avoit élu d'autres ;

„ Qu'aussi-tôt que S. M. & les deux Chambres se trouveroient en sûreté contre les assemblées tumultueuses , sûreté , que S. M. conçoit ne pouvoir se trouver que dans l'ajournement du Parlement en quelque lieu distant de Londres , au moins de vingt milles ;

„ Alors S. M. consentira que les deux Armées soient congédiées , & ira rejoindre son Parlement.

„ S. M. est persuadée que par-là , les Loix recouvreront leur crédit , & que , dans une assemblée paisible du Parlement , on prendra de justes mesures pour réprimer les Sermons séditieux qui se font contre S. M. & contre les Loix. Qu'on prendra un tel soin de ses justes Droits & des Libertez des Sujets , que tout ce qui a été fait ou publié sous prétexte des Ordres ou Ordonnances des deux Chambres , ou d'une seule , ou de quelque Committé , & particulièrement , le prétendu pouvoir de prendre les armes , sans le consentement du Roi , sera révoqué & désavoué , d'une telle manière , qu'il n'y aura plus lieu de craindre de pareilles choses à l'avenir. Dans un tel Parlement , S. M. donnera son consentement à tout ce qui lui sera proposé pour le *bien réel* de ses Sujets , & particulièrement dans ce qui regarde les Papistes , & fera voir à tout le monde , combien les craintes & les soupçons ont été sans fondement.

Il ne falloit pas avoir un esprit fort pénétrant , pour comprendre par ce Message , que non seulement , le Roi avoit dessein de rompre les Conférences , mais que même il n'étoit pas trop porté à la Paix. Il étoit effectivement fort inutile d'entrer en Traité , puisque ni le Roi , ni le Parlement ne vouloient rien céder de leurs prétentions. On auroit eu plutôt fait de discuter la question générale , s'il y avoit lieu de se confier au Roi , & de le rétablir dans ses Droits , puisqu'aussi-bien chacune des propositions offertes des deux côtes ramenoit nécessairement cette question , en sorte qu'on n'en pouvoit décider aucune sans avoir préalablement vuïdé celle-ci. Si l'on en fût venu à la discussion des autres propositions , les difficultez auroient été encore plus grandes , puisque les deux Partis bâtissoient sur des principes directement opposés. Mais , selon les apparences , le Roi & le Parlement avoient bien prévu ce qui arriva , & n'avoient consenti à cette Négociation , que pour faire accroire au Peuple , qu'ils étoient disposés à faire la Paix. Cela leur étoit également nécessaire , puisque c'étoit dans le Peuple que consistoit la force des deux Partis,

Dès

Dès que les deux Chambres eurent reçu le Message qu'on vient de voir, elles ordonnerent à leurs Commissaires de retourner au Parlement, & les Conférences furent rompues.

Ce n'étoit pas sans raison que le Roi avoit souhaité une suspension d'armes, aux conditions qu'il proposoit, quoiqu'elle dût être bien courte, & qu'il avoit insisté sur la communication des quartiers. Il se trouvoit à Oxford, dépourvu de munitions, & la Reine, qui étoit à Yorck en avoit apporté une bonne quantité; mais la difficulté étoit de les faire transporter à Oxford avec une bonne escorte. Si donc la suspension d'armes avoit été conclue avec la clause de la communication des quartiers, rien n'auroit empêché le Roi de faire venir ses munitions d'Yorck, sans que le Parlement eût pu s'en plaindre. Car quoique, dans le premier Article de la Trêve proposée, il fût permis d'arrêter ceux qui portoient des munitions, il n'étoit pourtant pas dit que ce transport fût une contravention à la Trêve. Puis donc que, par l'Article qui permettoit la communication des quartiers, le Roi auroit pu faire venir tout autant de Troupes qu'il auroit voulu, d'Yorck à Oxford, il auroit pu aussi, si cet Article avoit été accordé, faire venir ses munitions avec une escorte que les Troupes du Parlement n'auroient pu attaquer sans rompre la Trêve, lorsque l'escorte auroit passé dans leurs quartiers.

Il paroît manifestement que c'est-là l'avantage que le Roi se proposoit de tirer de cette suspension d'armes, qui, selon lui, ne devoit être que pour le soulagement du Peuple, puisque dès le commencement du mois d'Avril, dans le tems qu'on négocioit à Oxford, il détacha le Prince Robert avec douze cens Chevaux & sept ou huit cens Fantassins pour aller établir une communication entre Yorck & Oxford, en s'assurant de certaines Places qui étoient entre ces deux Villes. Le Prince prit sa route par Bromicham, Ville du Parlement, où il y avoit en garnison une Compagnie d'Infanterie, & s'en étant rendu maître par assaut, il fit payer aux Habitans une grosse amende, pour les punir de ce qu'ils s'étoient joints à la Garnison pour le repousser.

Après cette petite Conquête, le Prince marcha droit à Lichfield où il entra aisément, la Ville étant ouverte en divers endroits. Mais l'Eglise Cathédrale avec son Cimétière, étoient une espèce de Forteresse dont il fut obligé de faire le Siège dans les forins, parce qu'il y avoit une bonne Garnison. Enfin, il vint à bout de dessécher le fossé, & fit deux mines, dont l'une ayant réussi, il donna un furieux assaut qui fut vaillamment soutenu par la Garnison: mais la crainte qu'elle eut de ne pouvoir en soutenir un second, lui fit demander à capituler. Le Prince lui accorda une capitulation très-honorable, étant bien aise de se délivrer de l'embarras où il se seroit trouvé, s'il avoit été obligé de continuer ce Siège qui avoit duré dix jours. Son dessein étoit de pousser plus loin ses Conquêtes vers le Nord, pour faire une ligne de communication entre Yorck & Oxford: mais le Roi le rappella de Lichfield, ayant besoin de lui pour faire lever le Siège de Reading.

Les Conférences d'Oxford s'étant rompues le 5. d'Avril, le Comte d'Essex partit le même jour de Windsor, & le lendemain il alla mettre le Siège devant Reading. Il avoit une Armée de seize mille hommes de pied & de

CHARLES

1.

1643.

Les Conférences sont rompues. Vûë du Roi en proposant la suspension d'armes.

Il détache le Prince Robert pour établir une communication entre Yorck & Oxford.

Le Prince Robert prend Bromicham & Lichfield.

Il est rappelé auprès du Roi.

Siège & prise de Reading par le Comte d'Essex.

CHARLES
I.
1643.
Rushworth,
Vol. V. p. 265.

trois mille Chevaux, & la Garnison consistoit en trois mille Fantassins & trois cens Cavaliers. Le Roi étoit si fort prévenu que les Soldats des deux Chambres ne les servoient qu'à regret, ou par contrainte, qu'il publia une Ploclamation pour offrir le Pardon à ceux qui servoient dans l'Armée du Comte d'Essex, précaution qui lui fut fort inutile. Dès les premiers jours du Siège, le Chevalier Aston, Gouverneur de la Place, ayant été blessé & se trouvant obligé de garder la Chambre, le commandement échet au Colonel Fielding qui étoit le plus ancien Officier.

Le Roi ne fut pas plutôt informé du Siège de Reading qu'il fit partir un Détachement de Cavalerie commandé par Wilmot, Commissaire Général, qui trouva le moyen de faire entrer dans la Place trois cens hommes avec quelque poudre. Mais ce secours ne paroissant pas suffisant au Colonel Fielding, il demanda à capituler, & on convint d'une Trêve, pendant laquelle les Assiégeans & les Assiégez se donnerent mutuellement des otages.

Le Roi tenta en vain, de secourir la Place.

Dans ce même tems, le Roi étant arrivé avec son Armée à quelques milles de Reading détacha le Comte de Forth son Général (1) qui, avec un Corps de mille Mousquetaires, attaqua vigoureusement un poste par où il falloit nécessairement que le Roi passât pour secourir Reading. Le Comte de Forth avoit espéré, que pendant qu'il attaqueroit ce poste, la Garnison feroit une diversion aux Assiégeans par une vigoureuse sortie. Mais comme, sans le sçavoir, il avoit pris précisément, pour faire cette attaque, le tems de la Trêve dont les Assiégeans & les Assiégez étoient convenus, personne ne sortit de la Ville. Ainsi, n'ayant pû forcer ce poste, il prit le parti de se retirer.

Le Colonel Fielding capitule.

Cependant, Fielding, ayant négocié une capitulation avec le Comte d'Essex, trouva le moyen, avant que de l'avoir entièrement conclue, d'aller trouver le Roi pendant la nuit, & de l'informer, qu'il espéroit d'obtenir par la capitulation, que la Garnison pourroit se retirer à Oxford avec Armes & Bagage. Le Roi approuva cette capitulation qui fut signée le lendemain, & la Ville rendue aux Assiégeans. Mais par un Article dont, apparemment, Fielding n'avoit pas informé le Roi, & qui, peut-être n'étoit pas encore arrêté, le Comte d'Essex excepta expressément les Déserteurs, qui ne purent obtenir la liberté de se retirer avec le reste de la Garnison. Lorsque les Troupes du Roi sortirent de Reading, quelques Soldats furent insultez, & quelques chariots pillés contre les Articles de la capitulation.

Infraction à la capitulation.
Fielding est condamné à mort.

Le Roi étoit très-content d'avoir conservé le Corps de Troupes qu'il avoit eu à Reading, & c'étoit là sa principale vûe lorsqu'il permit à Fielding de capituler. Mais quand la Garnison fut arrivée à Oxford, plusieurs Officiers se plaignirent que Fielding s'étoit trop hâté de rendre la Place qui auroit pû tenir plus long tems. Quelques-uns même l'accusèrent hautement d'avoir trahi le Roi. Cela fut cause qu'il demanda d'être jugé par un Conseil de Guerre, ce qui lui fut accordé. Le Roi, qui peut-être avoit trop aisément consenti à la capitulation, & qui étoit irrité contre lui, depuis qu'il avoit sçu que la Place étoit encore en état de se défendre, ne pouvoit pourtant trouver à redire qu'il eût capitulé, puisqu'il ne l'avoit fait qu'avec son approbation. Mais on lui fit un crime de ce qu'il avoit admis l'Article qu'il

(1) Il avoit fait Ruthwen Comte de Forth.

exceptoit

exceptoit les Déferteurs, & le Roi publia une Déclaration dans laquelle il proteſtoit qu'il n'avoit point conſenti à cet Article, étant très-éloigné de vouloir refuſer ſa protection à ceux du Parti ennemi qui venoient ſe joindre à lui. On accuſa auſſi Fielding de n'avoir pas exactement obéi à certains ordres du Roi : mais je n'ai pu trouver nulle part quels étoient ces ordres. Quoiqu'il en ſoit, Fielding fut condamné à mort par le Conſeil de Guerre; mais le Roi lui fit grace de la vie, & lui ôta ſon Régiment. Vraiſemblablement, il s'étoit trop hâté de conclurre la capitulation, & n'avoit pas aſſez bien expoſé au Roi l'état de ſa Place. Mais comme on ne pouvoit pas le condamner pour cela, puisſque le Roi lui avoit permis de capituler, on chercha d'autres prétextes. Ce Jugement cauſa beaucoup de diſiſion dans l'Armée du Roi, les uns s'efforçant de juſtifier la Sentence, & les autres en parlant avec emportement, comme de la plus injuſte qui eût jamais été donnée en pareil cas.

Le Comte de Clarendon dit, que le Roi ayant été fauſſement informé que le Comte d'Effex, après la priſe de Reading, marchoit droit à Oxford, avoit déjà pris la réſolution de ſe retirer dans le Nord pour ſe joindre au Comte de Newcastle. Mais ce ne fut qu'une fauſſe alarme. Le Comte d'Effex étoit ſi peu en état d'aller aſſiéger Oxford, qu'il ſe vit, au contraire, forcé de s'arrêter plus de ſix ſemaines à Reading ſans pouvoir agir, à cauſe des maladies qui s'étoient miſes dans ſon Armée.

Pendant qu'on avoit négocié à Oxford au ſujet de la Paix, le Chevalier Waller avoit continué ſes Conquêtes du côté de la Saverne où, après avoir battu le Lord Herbert, il s'étoit rendu maître de Héréford. Mais ayant voulu donner un aſſaut à Worceſter, il y avoit été repouſſé, après quoi, il étoit allé joindre le Comte d'Effex devant Reading.

Comme la Guerre ſe faiſoit dans tous les quartiers du Royaume, il n'eſt guères poſſible de parler des Actions Militaires de cette ſeconde Campagne, ſelon l'ordre du tems, ſans embarras, & ſans conſuſion. C'eſt ce qui m'engage à ſuivre plutôt l'ordre des lieux, & à parler premièrement de ce qui ſe paſſa dans le milieu du Royaume où étoient les deux principales Armées. Je rapporterai enſuite les principaux événemens arrivez dans les Provinces de l'Oueſt, & enſin, ce qui ſe paſſa dans le Nord, & ſur les Frontières des Provinces Orientales. Celles-ci étant aſſociées enſemble par le Parlement, & ſe trouvant bien pourvues de Troupes, le Roi n'eut pas beaucoup d'occasions d'y faire porter la Guerre. Pour celles du Midi, il n'y eut rien de conſidérable pendant cette Campagne. Après cela, je reprendrai ce qui ſe paſſa de plus important par rapport aux Affaires Civiles, pendant le cours de l'année 1643. Cette méthode a auſſi ſes inconvéniens; mais je tâcherai d'en éviter une partie en marquant exactement le tems de chaque événement, afin qu'on puiſſe plus aſſément connoître les cauſes & les motifs, tant des Actions Civiles que des Militaires.

La priſe de Reading ſembloit être un bon augure au Parlement, pour le reſte de la Campagne. Mais comme je l'ai déjà dit, les maladies qui faiſoient un grand ravage dans l'Armée du Comte d'Effex, ne lui permirent pas de profiter de cet avantage. Après la priſe de Reading, les deux Chambres ne penſoient pas à moins qu'à faire aſſiéger Oxford où le Roi ſe trouvoit fort

CHARLES.
I.
1643.

Le Roi, ſur une fauſſe alarme, eſt ſur le point de quitter Oxford. Maladies dans l'Armée du Parlement. Rushworth, Vol. V. p. 290. Waller prend Héréford.

Ordre des matieres. pour la Campagne de l'année 1643.

Le Parlement penſe au Siège d'Oxford.

CHARLES
I.
1643.

fort embarrassé, faute de munitions de Guerre. Selon les apparences, l'avis qu'il avoit reçu que le Comte d'Essex alloit marcher à lui, étoit venu de Londres, de la part de quelqu'un de ses Partisans, qui sçachant que c'étoit-là le projet du Parlement, ne doutoit point qu'il ne fût exécuté. Cependant le Roi reçut quelques munitions dans le mois de Mai, & comme ses ennemis se trouvoient hors d'état de rien entreprendre, il se tenoit assez tranquille à Oxford.

Le Comte
d'Essex mar-
che vers Ox-
ford,
& s'avance
jusqu'à Tha-
me.
Le Colonel
Hurry quit-
te l'Armée
du Parle-
ment,

& informe
le Prince
Robert de
la disposi-
tion des
quartiers.

Le Prince
bat deux des
quartiers
ennemis &
se retire.

Combat de
Chalgrave.

où Hamb-
den est tué.

Le Comte
d'Essex se
retire à St.
Alban.

Enfin, après un séjour de six semaines à Reading, le Comte d'Essex marcha du côté d'Oxford, plutôt par complaisance pour les deux Chambres, que dans l'espérance de faire de grands progrès, à cause du mauvais état de son Armée. Il s'avança pourtant jusqu'à *Thame* à dix milles d'Oxford, où il s'arrêta. Il y avoit dans son Armée un Colonel Ecossois nommé *Hurry*, qui avoit servi en Allemagne avec le Comte de Forth, Général du Roi, & il entretenoit avec lui une correspondance secrète. Dès que le Comte d'Essex se fut approché d'Oxford, *Hurry* quitta le service du Parlement, & alla trouver le Roi, qui le reçut fort gracieusement. Ensuite, il instruisit le Prince Robert de la disposition des quartiers de l'Armée du Parlement, & lui persuada de faire une tentative pour les surprendre. Ainsi, le Prince étant parti d'Oxford au commencement de la nuit, avec un Corps de Cavalerie, prit un long circuit, & dès la pointe du jour, il alla tomber sur *Wikam*, qui étoit le quartier le plus éloigné du Général, & y tailla en pièces deux Régimens, l'un de Cavalerie, & l'autre d'Infanterie. Ensuite, il attaqua un autre quartier avec le même succès, après quoi, il résolut de se retirer par un pont, où il avoit laissé une garde. Mais comme le Comte d'Essex avoit déjà pris l'alarme, il avoit détaché des Troupes pour couper le Prince qui devoit traverser la Plaine de *Chalgrave*, & se retirer par un défilé qui aboutissoit au pont. La Cavalerie du Comte d'Essex n'en ayant pas donné le tems au Prince, il aima mieux la combattre dans la Plaine que de s'engager dans le défilé, ayant l'ennemi à ses trousses. Il chargea donc cette Cavalerie avec tant de valeur, qu'il la mit en fuite vers un Corps d'Infanterie que le Comte d'Essex conduisoit lui-même. Pendant que cette Cavalerie fuyoit, le Prince passa le défilé & le pont, & rentra triomphant dans Oxford. Sur la première alarme qui étoit venuë au Quartier Général, Monsieur Hambden, Colonel d'Infanterie, étoit monté à Cheval, & s'étoit mis comme volontaire dans un Régiment de Cavalerie, commandé pour aller couper le Prince. Il fut blessé dans l'action dont je viens de parler, & peu de jours après, il mourut de sa blessure. C'étoit un homme très-distingué dans son parti, tant par son courage, comme Officier dans l'Armée, que par sa sagesse & par sa capacité comme Membre du Parlement. Il avoit donné une bonne preuve de sa fermeté, lorsqu'il avoit essuyé le procès qui fut intenté contre lui, pour avoir refusé de payer la taxe du *Ship-money*.

Après cet échec, le Comte d'Essex, dont l'Armée étoit en très-mauvais état, ne jugea pas à propos de demeurer plus long-tems à Thame. Il mit ses Troupes en quartier de rafraichissement à St Alban, à Uxbridge, & aux environs, jusqu'à ce qu'on les eût recrutées, & pourvûes de plusieurs choses qui leur manquoient, à quoi il semble que le Parlement ne faisoit pas beaucoup d'attention, soit par impuissance, ou par quelque autre raison.

Depuis

Depuis ce tems-là, les affaires de la Guerre changerent beaucoup de face à l'avantage du Roi, & le Parlement se trouva dans un extrême embarras. La Reine joignit le Roi le 13. de Juillet, & lui amena deux mille hommes d'Infanterie, mille Chevaux, cent Chariots chargez de Munition de toutes sortes, six Pièces de Canon & deux Mortiers. D'un autre côté le Chevalier Waller, que le Parlement avoit envoyé dans l'Oüest, eut le malheur d'être battu, & son armée fut tellement dissipée, qu'elle ne fut plus d'aucun usage. Cefut dans cette conjoncture que le Roi prit la résolution de faire assiéger Bristol par le Prince Robert, auquel se joignit l'Armée de Cornouaille, qui avoit battu le Chevalier Waller.

CHARLES
I.
1643.
La Reine
amene au
Roi un
grand se-
cours.

Le 22. de Juillet, le Prince Robert se campa devant Bristol, & le même jour, par le secours de quelques Matelots qui avoient été gagnez, il s'empara de divers Vaisseaux chargez de beaucoup de Marchandises & de Meubles précieux que les Habitans de Bristol avoient cru y mettre en sûreté.

Le Prince
Robert as-
siége Bris-
tol.

Dès le lendemain, le Prince ayant tenu Conseil de Guerre, il y fut résolu de donner l'assaut à la Ville, sans faire des approches. Il falloit que la muraille fût bien foible, ou qu'il y eût quelques brèches, sans quoi, on ne peut que difficilement comprendre que les Assiégeans eussent pris ce parti-là, deux jours après leur arrivée, d'autant plus qu'il y avoit dans la Place une nombreuse Garnison. Quoi qu'il en soit, dès le lendemain, les deux Armées attaquèrent la Ville, chacune par trois endroits différens, en sorte que la Garnison se vit obligée de se séparer en six corps pour défendre la muraille.

Il y fait
donner un
assaut.
Rudhworth.
Vol. V. p. 284.

L'Armée de Cornouaille fut repoussée avec beaucoup de perte, dans ses trois attaques. Celle du Prince Robert fut aussi repoussée aux deux attaques de la droite & de la gauche: mais celle du milieu, commandée par le Colonel *Washington*, réussit mieux; ce Colonel ayant trouvé le moyen de faire une brèche à la muraille, & de procurer une entrée au Prince avec sa Cavalerie. Mais cet avantage ne le rendit maître que d'un Fauxbourg au-delà duquel étoit la muraille de la Ville, qui étoit beaucoup plus forte. Il s'avança pourtant dans la rue jusqu'à la porte de la Ville, où il fut contraint de s'arrêter, & où il perdit beaucoup de monde, parce que les Habitans du Fauxbourg tiroient sur lui du haut des maisons, & accabloient cette Cavalerie, qui n'étoit pas en état de se garantir.

Ce que le Prince avoit gagné étoit si peu de chose, que, vrai-semblablement, le Siège auroit encore coûté beaucoup de tems & de monde, si le Gouverneur n'eût pas perdu la tramontane & fait battre la Chamade. Ce Gouverneur étoit *Nathanael Fiennes*, qui, au commencement de ce Parlement, avoit fait dans la Chambre des Communes plusieurs beaux Discours contre le Roi; mais qui, selon les apparences, étoit peu expert dans l'Art Militaire. Le Prince lui accorda sur le champ la Capitulation qu'il demandoit, se trouvant trop heureux d'avoir gagné une Place de cette importance, en si peu de tems. Cette Capitulation fut mal observée par les Soldats du Roi, qui dévalisèrent ceux du Parlement, & se payerent avec usure de l'infraction faite à la Capitulation de Reading, soit que cela se fit malgré les efforts des Généraux, ou par leur connivence. Fiennes fut mis en prison pour avoir si lâchement rendu Bristol, & quelques mois après, il fut condamné

Le Gouver-
neur capi-
tule.

Infraction
à la Capitu-
lation.

Fiennes,
Gouverneur
de Bristol,
est con-
damné à
mort.

CHARLES
I.
1643.
Le Roi
prend la ré-
solution
d'assiéger
Glocester.

à mort par un Conseil de Guerre. Mais le Comte d'Essex lui fit grace de la vie, dont il alla passer le reste hors du Royaume.

La prise de Bristol ayant fait concevoir au Roi de nouvelles espérances, il voulut profiter de la bonne occasion qui se présentait, pendant que le Parlement n'avait point d'Armée qui fût en état de s'opposer à ses progrès. Il prit donc la résolution d'assiéger Glocester, dont l'acquisition auroit été d'une très-grande importance pour lui. Elle l'auroit rendu maître de toute la Saverne, depuis Bristol jusqu'à Shrewsbury, & de tout le País situé entre cette Rivière & le País de Galles, où il n'y auroit plus eu que Héréford, qui vraisemblablement n'auroit pas fait une longue résistance. Par-là il auroit non seulement étendu ses quartiers dans un très-bon País, mais il auroit même assuré une communication, depuis le País de Cornouaille jusqu'aux Provinces du Nord. Car comme le Parlement n'avait plus d'Armée dans l'Ouest, depuis la défaite de Waller, la communication des Provinces de l'Ouest avec Bristol ne pouvoit être interrompue. La prise de Glocester lui auroit procuré la communication de Bristol à Shrewsbury, & il pouvoit communiquer de Shrewsbury avec le Nord, par la Province de Lancastre qui étoit plus pour lui que pour le Parlement. Outre cela, la prise de Glocester lui auroit assuré la possession du País de Galles, où le Parlement n'auroit plus eu aucune entrée que par la Mer. Si donc quelques-uns de ses Partisans mêmes l'ont blâmé d'avoir entrepris ce Siège, on peut comme assurer, que le mauvais succès a été le meilleur fondement de leur opinion. Pour moi, je suis persuadé, qu'il avoit toutes les raisons du monde de l'entreprendre, dans un tems où il n'y avoit aucune apparence que l'Armée du Comte d'Essex pût être assez tôt prête pour s'opposer à cette Conquête. Le Comte de Clarendon a prétendu faire connoître un secret qui confirma le Roi dans sa résolution. C'est que le Roi ayant envoyé un homme au Colonel *Massy*, Gouverneur de Glocester, pour lui persuader de lui livrer cette Place, *Massy* fit en public une Réponse fort fière; mais qu'en particulier, il pria cet Envoyé de dire au Roi, que s'il venoit l'assiéger en personne, il se feroit un scrupule de la défendre contre lui. Mais la suite fit voir, ou que *Massy* avoit changé d'avis, ou que le Roi avoit pris un pur compliment pour une assurance positive, puisque dans la défense de cette Place, *Massy* ne témoigna rien moins qu'un panchant à favoriser le Roi. Ce Prince étoit toujours prévenu de l'opinion que ceux qui portoient les armes contre lui agissoient contre les mouvemens de leur conscience, & se persuadoit aisément, qu'ils ne cherchoient que l'occasion de le servir, en quoi il fut souvent trompé.

Le Parle-
ment prend
l'alarme.
Il recrute
l'Armée du
Comte d'Es-
sex.

Rien ne prouve mieux combien la prise de Glocester auroit été avantageuse au Roi, que l'alarme du Parlement, à la première nouvelle qu'il reçut, que le Roi marchoit pour faire ce Siège. Au lieu qu'auparavant on laissoit dépérir l'Armée du Comte d'Essex, tout fut mis en œuvre pour la recruter, dès qu'on fut informé du dessein du Roi. On prit soin de rendre les Régimens complets par de nouvelles levées de Soldats, qui se firent dans Londres avec toute la diligence possible. Afin même de les faciliter, le Parlement ordonna que les boutiques de cette Ville demeureroient fermées, jusqu'à ce que la Place assiégée fût secourue, & de plus, il fortifia l'Armée du Comte d'Essex d'un Corps nombreux des Milices de la Ville. Tout cela se

fit

fit avec tant de promptitude, que, dans l'espace de quinze jours, le Comte d'Essex se trouva en état de marcher pour aller faire lever le Siège.

Le Roi arriva devant Gloucester le 10. d'Août & d'abord, il fit travailler aux approches qui ne furent pourtant pas poussées avec autant de vigueur qu'il l'avoit espéré, à cause des fréquentes sorties des Assiégés. D'ailleurs, le Roi fut obligé de faire un voyage à Oxford, qui lui fit perdre quelques jours. Le Comte d'Essex s'étant mis en marche le 25. d'Août, arriva en peu de jours tout proche de Gloucester, & traversa hardiment une grande plaine, où il avoit cru, que le Roi viendrait le rencontrer pour lui donner bataille. Mais le Roi, ne jugeant pas à propos de rien hasarder, prit le parti de lever le Siège, ce qui ne se put faire qu'avec beaucoup de désordre. Le Comte d'Essex étant entré dans la Place, la trouva réduite à un seul barril de poudre, & n'étant pas mieux pourvu d'autres Munitions. Après y avoir séjourné trois jours, il en partit pour retourner du côté de Londres, prenant sa marche par *Teuksbury*. Il marcha deux jours avant que le Roi fut informé de son départ, & surprit la Ville de Chichester où il y avoit deux Regimens en Garnison. Ensuite, il traversa la Province de *Wilt* du côté du Nord, par des chemins creux & pleins de hayes, ce qui l'obligeoit à faire de très-petites journées. Dès que le Roi fut averti de la marche des ennemis, & de la route qu'ils prenoient, il partit aussi pour se mettre à leurs trousses, & fit prendre les devants au Prince Robert avec toute sa Cavalerie, consistant en 5000. Chevaux. Vrai-semblablement son intention étoit, que le Prince allât se poster entre Londres & l'armée du Parlement, pendant qu'il suivait lui-même cette armée pour la mettre entre lui & sa Cavalerie. Quoi qu'il en soit, car il n'est pas facile de juger du dessein du Roi, le Prince Robert atteignit le Comte d'Essex à un Village nommé *Awborn*, d'où le Comte avoit dessein d'aller loger cette même nuit à *Newbury*, il y eut en cet endroit un combat assez rude, le Prince Robert ayant attaqué l'Arrière-Garde du Comte, qui fut mise un peu en désordre. Le Marquis de *La Vieuville*, François qui servoit le Roi en qualité de Volontaire, fut tué en cette occasion. Ce combat fut cause que le Comte d'Essex se vit obligé de s'arrêter à *Hungerford*. Le lendemain, il continua sa marche vers *Newbury*. Mais il trouva que le Roi, avec son Infanterie & son Canon, l'avoit devancé de deux heures, & s'étoit posté proche de la Ville. Le Prince Robert, après le combat du jour précédent, étoit allé joindre le Roi.

Les deux Armées, étant trop proche l'une de l'autre pour pouvoir se séparer sans combattre, se mirent de part & d'autre en bataille, & le combat commença. Le Prince Robert, à son ordinaire, fit des merveilles avec sa Cavalerie. Il fit d'abord lâcher le pied à celle du Parlement: mais il se garda bien de faire la même faute qu'il avoit faite à la bataille d'Edge-Hill, en poursuivant trop loin les fuyards. Après avoir mis en déroute la Cavalerie des ennemis, il alla tomber sur leur Infanterie, qui, bien que dénuée du secours de la Cavalerie, le reçut avec tant d'intrepidité, qu'il fut repoussé plusieurs fois, sans qu'il pût jamais la percer. On combattit tout le reste du jour avec un succès assez égal: mais pendant la nuit, le Roi retira son Armée, & laissa au Comte d'Essex le chemin libre pour aller à *Newbury*, où il avoit eu dessein de se rendre le jour précédent. Le lendemain, le Comte d'Essex,

CHARLES I.

1643.

Le Roi assiege Gloucester.

10 Août. *Rushworth*, Vol. V. p. 286.

Il leve le Siège à l'approche du Comte d'Essex.

5. Sept.

Le Comte d'Essex s'en retourne.

Le Roi le suit.

Le Roi arrive avant le Comte d'Essex à *Newbury*.

Bataille de *Newbury*.

20. Sept.

Rushworth, Vol. V. p. 295.

CHARLES
I.
1643.

Voyant le chemin ouvert , se mit en marche avec toute son armée , & ayant traversé Newbury , il se rendit à Reading , comme il l'avoit auparavant résolu. Le Prince Robert , qui le suivoit , l'ayant vû engagé avec son Avant-garde dans un défilé , attaqua son Arrière-garde , la mit dans quelque désordre , & fit quelques prisonniers : mais cela n'empêcha pas le Comte de continuer sa marche. Il demeura deux jours à Reading pour faire reposer ses Troupes , & sans laisser aucune Garnison dans cette Place , dont le Roi se saisit après son départ , il alla reprendre ses anciens quartiers. Le Roi perdit dans cette bataille plus de vingt Officiers de distinction , & entre autres , les Comtes de *Sunderland* & de *Caernarven* , & le Lord *Falkland* Secrétaire d'Etat , qui voulut se trouver au combat , quoi qu'il n'y fût pas appelé par sa profession.

Remarque
sur la Relation de la
bataille faite par le
Comte de
Clarendon.

J'ai tiré de l'Histoire du Comte de Clarendon la description de ce combat , dans laquelle il y a bien des omissions qui la rendent très-obscur. Entre autres , on n'y voit point ce que fit le Roi avec son Infanterie. Cela donne lieu de présumer que cette Infanterie étoit déjà en fuite , lorsque le Prince Robert attaqua celle du Parlement. Car autrement , on ne comprend point comment celle-ci auroit pû résister , si elle avoit eu à faire à la fois avec l'Infanterie & la Cavalerie du Roi. On ne voit pas non plus dans cette description , par quelle raison le Roi se retira du Champ de Bataille pendant la nuit , puisqu'il ne paroît pas qu'il eût reçu aucun échec considérable. Cependant le Comte de Clarendon fait ses efforts pour prouver , quoi que par des raisons peu solides , que le Roi gagna la Bataille. Je croi qu'il seroit très-facile de refuter ses raisons , s'il y avoit quelque nécessité. Je me contenterai de dire en général , que le dessein du Comte d'Essex , en partant de Gloucester , étoit de retourner dans ses anciens quartiers , & que la Bataille de Newbury ne l'empêcha point de l'exécuter , & que le dessein du Roi étoit vraisemblablement de couper le passage au Comte d'Essex , à quoi il ne put réussir.

Depuis cette Bataille , le Roi s'étant retiré à Oxford , & le Comte d'Essex à Windsor , ils n'eurent plus , ni l'un ni l'autre , beaucoup de part aux actions du reste de la campagne. Je passerai donc aux autres endroits du Royaume où la guerre se continuoît , & particulièrement dans l'Ouest , où elle étoit assez vive.

Guerre de
l'Ouest.

J'ai déjà dit en parlant des affaires de ces quartiers-là , que le Parlement n'avoit pas jugé à propos de consentir à la neutralité dont les deux Provinces de *Devon* & de *Cornouaille* étoient convenuës. Au contraire , il résolut de porter la Guerre dans celle-ci qui s'étoit déclarée pour le Roi. Pour cet effet , vers le commencement du mois de Mai , pendant que les Troupes du Roi étoient à *Lawnceston* , en petit nombre , & avec fort peu de vivres , le Comte de *Stamford* , Général du Parlement en ces quartiers-là , entra en *Cornouaille* avec une Armée de sept mille hommes. Il alla se poster sur la montagne de *Stratton* , d'où il envoya un Corps de douze cens chevaux à *Bodmin* , Ville située dans le milieu de cette Province , afin de la tenir en bride , & d'empêcher que les Milices du País n'allassent se joindre aux Troupes du Roi , comme elles l'avoient déjà fait une autre fois. Le Chevalier Hopton , qui commandoit pour le Roi à *Lawnceston* , & qui n'avoit que trois mille hommes , comprit aisément , qu'il alloit être chassé de cette Province , à moins qu'il

Le Comte
de Stamford, Général
pour le Parlement ,
entre en
Cornouaille.

qu'il ne trouvât le moyen de l'éviter par quelque coup extraordinaire. Cela lui fit prendre la résolution de marcher aux ennemis, quoi qu'ils fussent très-supérieurs en nombre, & avantageusement postez. Le Comte de Stamford se croyoit si à l'abri de toute attaque, qu'encore qu'on lui donnât de fréquens avis que l'ennemi marchoit à lui, il ne pouvoit se le persuader. En effet, il y auroit eu de la témérité dans le Chevalier Hopton, de l'attaquer avec tant de désavantage, s'il avoit eu quelque autre moyen de sauver la Province au Roi. Quoi qu'il en soit, le 16. de Mai, s'étant approché de la montagne où le Comte de Stamford étoit campé, il le fit attaquer par quatre endroits. Comme les Assaillans étoient résolus ou à vaincre ou à périr, ils gagnèrent, quoi qu'avec beaucoup de peine, le haut de la montagne, que les ennemis se virent enfin obligez d'abandonner, après avoir soutenu le choc durant plusieurs heures. Dans cette action, le Comte de Stamford n'eut que trois cens hommes de tuez; mais il en laissa dix-sept cens entre les mains des ennemis. De ce dernier nombre fut le Major Général *Chudleigh*, qui ayant été conduit à Oxford, y prit le parti du Roi. Le Comte de Stamford, soit pour excuser sa défaite, soit qu'il en eût quelque fondement, se plaignit hautement que *Chudleigh* l'avoit trahi, & que, pendant le combat, il s'étoit tourné contre lui, & l'avoit chargé avec le Corps qu'il commandoit. Le Comte de Clarendon prétend que ce n'étoit qu'une calomnie: mais je croi que présentement, peu de gens ont intérêt d'en sçavoir la vérité.

CHARLES
I.
1643.

Bataille de
Straton, où
le Comte de
Stamford
est défait
par le Che-
valier
Hopton.
Rushworth,
Vol. V. p. 272.

Après ce combat, le Comte de Stamford s'étant jeté dans Excéter, son Armée s'étant dispersée, & le détachement qu'il avoit envoyé à Bodmin ayant jugé à propos de se retirer à Plymouth, Hopton demeura maître du Païs de Cornouaille. Peu de tems après il fut informé par un exprès dépêché d'Oxford, que le Parlement avoit résolu d'envoyer le Chevalier Waller dans l'Oüest, avec quelques Troupes, auxquelles se devoient joindre les débris de l'Armée du Comte de Stamford, & quelques levées qu'il devoit faire en ce Païs-là, & que le Roi de son côté, y envoyoit le Marquis de Hartford & le Prince Maurice, avec un Corps de Troupes qui étoit déjà en marche. Cela lui fit juger, qu'il seroit très-à-propos que la petite Armée qu'il commandoit, qu'on appelloit l'Armée de Cornouaille, se joignît aux Troupes que le Marquis amenoit. Il marcha donc dans la Province de Devon pour y attendre les ordres du Marquis, après avoir laissé quelques Troupes à Saltash, pour garentir le Païs de Cornouaille des courses de la garnison de Plymouth. Bien-tôt après, ayant appris que le Marquis de Hartford étoit arrivé dans la Province de Sommerfet, contiguë à celle de Devon, avec dix-sept cens Chevaux & mille hommes d'Infanterie, il alla le joindre, & les deux Corps formerent ensemble, une Armée de sept-mille hommes. *Tawnton*, Ville de la Province de Sommerfet, fut la première que le Marquis de Hartford résolut d'attaquer. Mais la Garnison lui en épargna la peine, s'étant retirée à Bridgewater, à cause d'une sédition que les Bourgeois de Tawnton avoient excitée. Le lendemain, les Troupes du Parlement abandonnerent aussi Bridgewater, & peu de jours après le Château de *Dunstar* se rendit par capitulation.

Le Roi en-
voie le
Marquis de
Hartford
dans l'Oüest.

Hopton va
le joindre.

Le Marquis.
se rend mai-
tre de
Tawnton &
de Bridge-
water.

Le Marquis de Hartford, s'étant arrêté quelques jours aux environs de Tawnton, Il marche
contre Wal-
ler.

CHARLES
I.
1643.

Tawnton, apprit enfin que le Chevalier Waller n'étoit qu'à deux journées de lui, qu'il assembloit des Troupes avec toute la diligence possible, & qu'il en attendoit encore de Londres & de Bristol. Cela lui fit prendre la résolution d'aller l'attaquer, sans lui donner le tems de renforcer davantage son Armée. Pendant qu'il se préparoit à exécuter ce dessein, les Commissaires du Parlement, qui levoient des Troupes en ces quartiers-là pour les joindre à celles de Waller, ayant trouvé une occasion favorable, attaquèrent un des quartiers du Marquis qui avoit déjà marché jusqu'à *Sommerton*, & le mirent dans un tel désordre, qu'il se vit obligé de faire prendre les armes à toute son Armée. Alors les Troupes du Parlement se retirèrent à Wells: mais voyant qu'elles étoient poursuivies, elles quitterent Wells, & allerent se poster sur une colline de l'autre côté de la Ville. Le Marquis de Harford étant arrivé à Wells, s'y arrêta, parce que la nuit n'étoit pas fort éloignée. Mais le Prince Maurice, le Chevalier Hopton, & le Comte de Caernarven, prenant la retraite des ennemis pour une fuite, sortirent avec un Corps de Cavalerie, pour les poursuivre, & marcherent droit à eux. Alors les Troupes du Parlement, qui n'étoient que d'Infanterie, & en petit nombre, se retirèrent, pour s'approcher d'un détachement de Cavalerie que Waller leur envoyoit pour les soutenir. Mais le Comte de Caernarven, qui étoit le plus avancé, ne leur donna pas le tems de se retirer en bon ordre. Comme ils furent obligés de passer un défilé, il y entra après eux, & les poursuivit audelà, jusqu'à ce qu'il rencontra la Cavalerie de Waller, qui l'arrêta tout court, & l'obligea même à se retirer à son tour avec beaucoup de précipitation. Le Prince Maurice étant venu à son secours, il y eut en cet endroit une action assez chaude, où le Prince fut blessé de deux coups de sabre & renversé de dessus son cheval: mais il fut heureusement secouru. La nuit obligea chacun des Partis à se retirer, celui du Roi à Wells, & celui du Parlement à Bath.

Combat où
le Prince
Maurice est
blessé.

Le Marquis
de Hartford
tâche d'en-
gager Wal-
ler à une
Bataille.

Quelques jours après, le Marquis de Hartford, sçachant que l'Armée de Waller se renforçoit tous les jours, marcha du côté de Bath, pour tâcher de l'engager à une Bataille. Mais Waller ayant ses raisons pour la différer, parce qu'il attendoit encore de nouvelles Troupes, le Marquis marcha audelà de Bath, & alla se poster à *Marfield*. Alors Waller sortit de Bath, & s'étant emparé de la hauteur de *Lansdown*, il y mit son Armée en bataille, pour y attendre les ennemis qui ne manquèrent pas effectivement à marcher à lui. Comme le Marquis de Hartford se trouvoit dans un Païs ennemi, d'où il ne pouvoit tirer des vivres qu'avec beaucoup de difficulté, & que d'ailleurs, il ne s'étoit avancé audelà de Bath que pour les engager à combattre, il ne voulut pas en perdre l'occasion. Dans cette Bataille qui fut appelée la *Bataille de Lansdown*, de deux mille chevaux qu'avoit le Marquis de Hartford, il en perdit plus de quinze cens. Mais d'un autre côté, il chassa Waller de son poste, & le contraignit de reculer jusqu'à une demi-portée de Canon. Le lendemain, Waller se retira à Bath, & le Marquis demeura entièrement maître du champ de bataille.

Bataille de
Lansdown,
où le Mar-
quis perd
presque toute
sa Cava-
lerie.

5. Juillet.
Rushworth,
Vol. V. p. 284.

Mais ce petit avantage, qu'il avoit acquis par la perte de presque toute sa Cavalerie, le mettoit dans une très-fâcheuse situation. Il avoit été envoyé dans l'Ouest pour en chasser le Chevalier Waller, & cependant, après la

Bataille

Bataille, Waller se trouvoit entre l'Armée du Roi & les Provinces de l'Oüest, où le Marquis ne pouvoit pénétrer que par une seconde Bataille, qu'il n'étoit pas en état de hazarder, puisqu'il se trouvoit presque sans Cavalerie. Cela lui fit prendre la résolution de marcher encore plus loin jusqu'à *Devizes*, d'y laisser son Infanterie sous le commandement de Hopton, & de pousser jusqu'à Oxford avec le peu de chevaux qui lui restoit, dans l'espérance de retourner d'Oxford avec un Corps de Cavalerie capable de dégager l'Infanterie qu'il laisseroit à Devizes; n'y ayant que trente milles de cette Ville à Oxford. Il exécuta cette résolution : mais il n'eut pas plutôt quitté son Infanterie à Devizes, que Waller arriva devant cette Place avec toute son Armée & y assiégea cette Infanterie qui s'y trouvoit dans une fâcheuse situation, à cause de la rareté des vivres. Comme il comprenoit bien que les Assiégés ne pouvoient pas demeurer long tems dans un si grand embarras, il leur fit proposer de capituler avec lui, ce que Hopton accepta volontiers dans l'incertitude où il étoit, s'il lui viendrait du secours d'Oxford, ou s'il viendrait assez tôt. Il entra donc en négociation avec Waller : mais en intention de la faire durer autant qu'il lui seroit possible, & de ne se rendre qu'à l'extrémité, parce qu'il espéroit toujours d'être secouru d'Oxford. Waller secroyoit si assuré de la victoire, qu'il écrivit au Parlement, qu'il avoit comme en son pouvoir toutes les Troupes du Roi qui étoient dans Devizes, & qu'il enverroient la liste des Prisonniers par le premier Courier.

Cependant, le Marquis de Hartford & le Prince Maurice étant arrivés à Oxford, & ayant remontré au Roi le danger où ses Troupes se trouvoient dans Devizes, le Roi fit partir sur le champ le Lord Wilmot avec quinze cents chevaux, & ce Corps arriva à deux milles de Devizes, avant que la capitulation entre Hopton & Waller fût signée.

Waller ne fut pas plutôt informé de l'approche des ennemis, qu'il alla se poster sur la colline de *Roundway*, avec toute son Armée, parce que la Cavalerie du Roi ne pouvoit aller à Devizes, ni l'Infanterie l'aller joindre, que par ce chemin. Wilmot voyant que, pour exécuter son dessein, il falloit nécessairement combattre, se mit en bataille à une demi portée de mousquet de l'armée de Waller. Mais peut-être y auroit-il pensé plus d'une fois, avant que d'attaquer avec quinze cents chevaux, une Armée si supérieure en nombre, si Waller n'avoit pas fait commencer le combat, en attaquant le Corps ennemi avec un Regiment de Cuirassiers, qui lui étoit venu depuis peu de Londres, & qui jusqu'alors avoit passé pour invincible. Ce Regiment fut vigoureusement repoussé, & en s'enfuyant à vauderoute, il inspira une telle terreur aux Troupes de Waller, qu'elles ne se défendirent plus que faiblement. Cependant, Hopton voyant de la Ville le désordre où se trouvoit l'Armée ennemie, sortit avec son Infanterie, & secondant courageusement Wilmot, qui de son côté ne laissoit pas aux ennemis le tems de se reconnoître, ils mirent bien-tôt toute cette Armée en déroute, tuèrent cinq ou six mille hommes, & firent neuf cents Prisonniers. Waller, après sa défaite, alla se renfermer dans Bristol : il se plaignoit beaucoup du Comte d'Essex, qui, étant alors à Thame, avoit laissé passer Wilmot sans envoyer aucun Corps après lui, & sans faire aucun mouvement pour donner l'alarme à Oxford, ce qui auroit été capable de faire rappeler cette Cavalerie. Le Comte

CHARLES

I.

1643.

Le Marquis laisse son Infanterie à Devizes & marche à Oxford avec le reste de sa Cavalerie.

Waller assiege cette Infanterie dans Devizes.

Hopton feint de vouloir capituler.

Le Roi envoie Wilmot pour secourir l'Infanterie de Devizes.

Bataille de Roundway, où Waller est entièrement défait. 13. Juillet. *Rushworth*, Vol. V. p. 281.

Broüillerie entre le Comte d'Essex & Waller.

d'Essex.

CHARLES
1.
1643.

d'Essex de son côté, qui n'étoit pas ami de Waller, ne put s'empêcher de faire quelques railleries sur sa défaite. Cela fit naître entre eux une aigreur qui auroit pû être préjudiciable à leur parti, si le Parlement n'avoit pas pris soin de les reconcilier.

Le Roi en-
voye le Prin-
ce Maurice
pour com-
mander
dans l'Ouest

Après une victoire si complète, le Lord Wilmot s'en retourna triomphant à Oxford, & le Marquis de Hartford étant revenu prendre le Commandement de l'Armée alla se présenter devant Bath qui lui ouvrit ses portes à la première sommation. Peu de jours après, le Roi ayant résolu le Siège de Bristol, dont j'ai parlé, donna ordre à l'Armée de Cornouaille d'aller joindre le Prince Robert à ce Siège. Dès qu'il fut maître de Bristol, il résolut d'envoyer une Armée dans l'Ouest, sous le commandement du Prince Maurice, & de garder le Marquis de Hartford auprès de sa Personne. Pour cet effet, il donna ordre au Comte de Caernarven, qui devoit servir sous le Prince Maurice, de s'avancer vers l'Ouest, avec un Corps de Cavalerie, pendant que le Prince le suivroit avec l'Infanterie, dont l'Armée de Cornouaille faisoit la meilleure partie. Le Comte de Caernarven entra d'abord dans la Province de Dorset, qui tenoit le parti du Parlement, & s'y rendit maître de Vaymouth, de Dorchester, & du Château de Portland. Ce fut en ce dernier lieu que le Prince Maurice alla joindre sa Cavalerie. Quand il fut à la tête de cette Armée, il laissa prendre une telle licence à ses Troupes, & observa si mal les Capitulations des Places qui venoient d'être prises, que le Comte de Caernarven quitta de dépit le Commandement qu'il avoit dans cette Armée, & alla joindre le Roi au Siège de Gloucester. Cependant, le Prince Maurice, après avoir séjourné quelque tems dans la Province de Dorset, entra dans celle de Devon, & assiégea Excéter que le Comte de Stamford lui rendit par capitulation.

Prise d'Exc-
ceter par le
Prince Mau-
rice.
25. Septem-
bre.
Rushworth,
Fol. V. p. 273.
Il augmente
son Armée.

Progrès du
Prince.

Complot à
Plymouth.

Après la prise d'Excéter, le Prince s'attacha principalement à augmenter le nombre de ses Troupes, par de nouvelles levées, pendant que le Parlement n'avoit point d'Armée en ce Pais-là, qui pût y mettre des obstacles. En assez peu de tems, il assembla un Corps d'Infanterie de sept mille hommes, & de la Cavalerie à proportion, outre trois mille hommes que le Chevalier Jean Digby commandoit devant Plymouth dont il avoit formé le blocus, en attendant que le Prince vint en faire le Siège. On avoit découvert depuis peu dans cette Ville un complot formé par le Chevalier *Carew*, Membre du Parlement & Gouverneur d'un Fort situé dans un Isle, d'où dépendoit la sûreté de la Place, pour livrer l'Isle & le Fort au Roi. *Carew* fut arrêté, & envoyé à Londres où, quelque tems après, il fut condamné à mort.

Quand le Prince Maurice eut achevé ses levées, au lieu d'aller à Plymouth, il alla faire le Siège de Dartmouth qui l'occupa plus d'un mois. Pendant ce tems-là, les Habitans de Plymouth que la découverte du complot de *Carew* avoit jettez dans un extrême consternation, reprirent courage & résolurent de se bien défendre. Leur résolution fut fortifiée par un secours de quelques Troupes que le Parlement leur envoya par Mer, avec un Gouverneur Ecossois qui avoit beaucoup d'expérience dans le métier de la Guerre. Ainsi, le Prince Maurice, en arrivant devant cette Place, trouva que la conquête en étoit beaucoup plus difficile qu'il ne l'avoit espéré. Il s'attacha

pour

pourtant à ce Siège malgré l'Hiver qui étoit déjà commencé. Je laisserai là les affaires de l'Ouest, jusqu'à ce que j'aye une autre occasion d'en parler, & je passerai au recit de ce qui se passa dans le Nord, pendant cette même campagne.

CHARLES
I.
1643.

Depuis que le Comte de Newcastle étoit arrivé à Yorck avec son Armée levée dans le Nord, le Lord Fairfax avoit été obligé de se tenir un peu loin de cette Capitale, pour ne pas s'exposer à être attaqué par une Armée beaucoup plus nombreuse que la sienne. Tout le Païs du Nord, depuis Yorck jusqu'aux frontieres d'Ecosse, obéissoit au Roi. La partie Méridionale de la Province d'Yorck étoit pour le Parlement, & la Guerre se faisoit dans la partie mitoyenne de cette Province, à droite & à gauche. Mais il ne s'agissoit proprement que de la prise de quelques petites Places qui n'étoient importantes que pour élargir les quartiers de l'une ou de l'autre Armée.

Actions militaires dans le Nord.
Etat du Nord.

Dans le mois de Mai de l'année 1643 le Comte de Newcastle prit deux ou trois de ces Places. Dans le même mois, le Lord Fairfax ayant fait un détachement de quinze cens hommes sous le commandement du Chevalier Fairfax son fils, fit attaquer Wakefield où il y avoit trois mille hommes du parti du Roi. Cette attaque se fit à la pointe du jour, avec tant de vigueur & de conduite, que les Troupes du Roi furent chassées de la Ville, laissant derrière elles beaucoup de morts & de Prisonniers. Parmi ceux-ci se trouva le Major Général Goring qui commandoit ce Corps-là.

Le Lord Fairfax bat 3000. hommes du parti du Roi dans Wakefield. Rushworth, Vol.V. p.268.

Bien-tôt après, le Comte de Newcastle eut bien sa revanche. Après avoir pris le Château de Bowley, s'étant mis en marche vers Bradford, il rencontra le Lord Fairfax qui l'attendoit à Atherston-Moor, & le mit dans une entière déroute. Fairfax, avec le débris de son Armée, alla se jeter dans Hull, où le Chevalier Hotham venoit d'être arrêté par ordre du Parlement, & le Lord Fairfax fut fait Gouverneur de cette importante Place.

Lettre de Fairfax. Il est battu à son tour par le Comte de Newcastle.

Dans le mois de Juin, *Gainsborovgh*, Ville de la Province de Lincoln, contiguë à celle d'Yorck, fut prise par le Lord *Willowgy* Commandant pour le Parlement en ces quartiers-là, qui y fit Prisonnier le Comte de Kingston. Mais étant informé que le Comte de Newcastle se disposoit à venir reprendre cette Place, il mit son Prisonnier dans un petit Vaisseau, pour l'envoyer à Hull. Ce Comte fut malheureusement tué dans ce Vaisseau, d'un coup de canon tiré par les gens de son propre Parti qui vouloient empêcher le Vaisseau de passer. Cependant le Comte de Newcastle se mit effectivement en marche pour assiéger *Gainsborovgh*, & s'en étant approché, il détacha un Corps de Cavalerie pour l'investir. Olivier Cromwell, arrivant dans ce même tems à dessein de ravitailler cette Place, battit ce Détachement, & le poussa même jusqu'à la tête de l'Armée ennemie qu'il ne croyoit pas si proche. Comme il n'étoit pas en état d'affronter cette Armée, il fit sa retraite en bon ordre, & après avoir jetté quelque secours dans la Ville il se retira plus loin. Peu de tems après, le Comte de Newcastle reprit *Gainsborovgh*, & se rendit maître de Lincoln où il mit une forte Garnison; après quoi, il alla faire le Siège de Hull, pendant que le Roi étoit devant Gloucester.

30. Juin. Ibid. p.279. Le Comte de Kingston est pris dans Gainsborovgh & tué par hazard.

Cromwell jette du secours dans Gainsborovgh.

Rushworth, Vol.V. p.279. Le Comte de Newcastle assiége Hull. 2. Septemb. Rushworth, Vol.V. p.280.

Le Lord Fairfax, assisté du Chevalier Meldrum Ecossois, défendit sa Place avec beaucoup de courage & de conduite pendant cinq semaines, quoi-

CHARLES

I

1643.

Sortie qui

lui fait lever

le Siège.

Il est fait

Marquis.

Le Comte

de Manches-

ter bat le

Lord Wi-

drington à

Horn castle

11. Octob.

*Rushworth,**Vol. V. p. 281.*

Affaires

d'Ecosse.

qu'il fût vigoureusement attaqué. Enfin, le 11. d'Octobre, les Assiégez firent une grande sortie, & après un combat fort opiniâtre, & qui fut plusieurs fois renouvelé, ils chassèrent les Assiégeans de leurs tranchées, & s'emparèrent de leur canon. Cela obligea le Comte de Nevvcastle, qui venoit d'être fait Marquis du même nom à lever le Siège.

Le même jour que se fit la sortie de Hull, un gros Corps de Cavalerie de l'Armée du Comte de Nevvcastle, commandé par le Lord Widrington, fut mis dans une entière déroute à Horn-Castle, par le Comte de Manchester qui avoit avec lui le Chevalier Fairfax, & Cromvell.

Le reste des actions militaires qui se firent pendant l'Hiver qui suivit cette Campagne, ayant une liaison nécessaire avec les affaires d'Ecosse & d'Irlande, je suis indispensablement obligé de parler de ce qui se passa dans ces deux Royaumes pendant cette même année. Je commencerai par l'Ecosse.

Le Parlement d'Angleterre, en répondant aux Ecossois sur la proposition d'unir les Eglises des deux Royaumes en les mettant sous une même sorte de Gouvernement, avoit fait de sa Réponse, qui n'étoit pas moins ambiguë que la demande, une pierre d'attente dont il pourroit se servir ou non, selon que l'occasion le demanderoit. Il est certain qu'il y avoit une étroite correspondance entre quelques-uns des Chefs du Parlement d'Angleterre & les Ecossois. Les premiers prévoyoient aisément, que pour établir le Presbytérianisme en Angleterre, ils auroient enfin besoin des Ecossois; & ceux-ci, de leur côté, se préparoient à les assister dès que l'occasion se trouveroit favorable. Depuis que le Roi, dans son dernier Voyage d'Ecosse, avoit été obligé d'accorder aux Ecossois tout ce qu'ils avoient demandé, les Chefs du Parti contraire au Roi avoient pris des mesures si justes, que toutes les Charges du Royaume étoient entre les mains des gens qui leur étoient dévoués, pendant que ceux qui étoient soupçonnés d'avoir du panchant pour le Roi étoient éloignés de toutes sortes d'emplois. Par ce moyen, les amis du Parlement d'Angleterre se trouvoient en état de le seconder quand il en seroit tems, pour faire établir le Gouvernement Presbytérien dans l'Eglise d'Angleterre. Ce n'étoit pas uniquement par un pur zèle de Religion, que ceux qui dirigeoient les affaires d'Ecosse souhaitoient que les Anglois reçussent ce Gouvernement: La politique n'y avoit guères moins de part. Ils étoient persuadés qu'ils ne pourroient jamais se promettre un parfait repos, s'il arrivoit qu'il fût au pouvoir du Roi de se venger d'eux, & qu'il ne cesseroit jamais d'y être incité, si les Evêques étoient rétablis en Angleterre. Soit que ce fût une persuasion bien fondée, ou une simple prévention, il est certain qu'ils regardoient le rétablissement de l'Episcopat en Angleterre, comme le premier degré de leur ruïne. C'est par cette raison qu'ils entretenoient toujours une correspondance très-étroite avec les deux Chambres, par le moyen de leurs Députés qui étoient à Londres, afin de pouvoir agir de concert avec elles pour abbaissier le pouvoir du Roi, & pour ruiner l'Episcopat. Cela parut manifestement dans le cours de cette année 1643.

Les affaires du Parlement ne se trouvant pas dans une situation qui pût lui faire espérer de remporter de grands avantages sur le Roi pendant cette Campagne, les Ecossois commencerent à se remuer, pour se mettre en état de lui donner du secours, s'il arrivoit qu'il en eût besoin. Pour cet effet, dès le

mois

mois de Mai, quelques-uns des Chefs demanderent qu'il se fît une assemblée composée des Seigneurs du Conseil, des Conservateurs de la Paix, & des Commissaires établis par le Parlement pour avoir soin de tout ce qui regardoit les charges publiques. C'étoit entre les mains de tous ces gens-là que résidoit toute l'autorité du Royaume, pendant la vacance du Parlement. Ils n'eurent aucune peine à obtenir ce qu'ils demandoient, puisque, comme je l'ai déjà dit, tous les emplois publics étoient possédés par des gens de leur Parti. Dans cette Assemblée, il fut proposé, de prendre des précautions pour mettre l'Ecosse en état de défense, vû le danger où le Royaume se trouvoit, à cause du voisinage de l'Angleterre où tout le monde étoit en armes. Cela ne pouvant se faire sans l'autorité du Parlement ou des Etats, on prétendit, qu'il y avoit une nécessité absolue d'assembler les Etats aussi-tôt qu'il seroit possible. Le Marquis d'Hamilton & quelques autres s'y opposèrent fortement. Ils représentèrent que ce seroit violer hautement les Prérogatives du Roi, que d'assembler les Etats sans son ordre: qu'il avoit promis de convoquer un Parlement dans l'année 1644. & que de faire tenir avant ce tems-là une assemblée des Etats sans sa participation, ce seroit agir directement contre les Loix du Royaume. Mais leurs raisons furent inutiles, & il fut ordonné au Chancelier, de convoquer les Etats pour le 22. de Juin suivant. On fait en Ecosse une distinction entre les Etats & le Parlement, quoique ces deux sortes d'Assemblées soient composées des mêmes Membres. C'est que dans la Convention des Etats, on néglige certaines formalitez qui sont absolument nécessaires pour un Parlement. D'ailleurs, le pouvoir des Etats ne s'étend qu'à ordonner les levées d'argent ou des Troupes, sans pouvoir faire, ni révoquer aucune Loi.

Le Roi ayant été informé des projets qui se faisoient en Ecosse, y envoya promptement les Comtes de *Roxborough*, de *Kinoul*, & de *Lanarick*, avec des Instructions sur ce qu'ils avoient à faire pour son service. Cestros Seigneurs arriverent à Edimbourg le 15. du mois de Mai, & porterent au Marquis d'Hamilton, une Patente par laquelle il étoit créé Duc du même nom. Outre cela, ils présentèrent au Conseil un Déclaration du Roi où il tâchoit de mettre dans tout son jour la justice de sa cause contre le Parlement d'Angleterre. Il y justifioit son innocence sur tout ce qu'on lui imputoit, particulièrement, par rapport à la Religion, & y exposoit fort pathétiquement toutes les injustices qu'on lui faisoit. Comme on a déjà vû plusieurs fois ce que le Roi alléguoit pour sa défense, & pour faire tomber le blâme de la Guerre sur le Parlement, je ne croi pas qu'il soit nécessaire d'entrer dans le détail de cette Déclaration. Je dirai seulement, qu'il finissoit en disant, qu'il ne demandoit la bénédiction de Dieu, qu'autant qu'il étoit résolu d'observer exactement ce qu'il avoit promis, sçavoir, "de défendre la véritable Religion Protestante & Réformée, les Loix du Païs, & les Privilèges du Parlement."

Peu de tems après, le Roi ayant appris que les Etats d'Ecosse avoient été convoqués sans qu'on eût daigné lui en demander la permission, comprit aisément qu'on n'avoit pas fait cette démarche, sans avoir intention de la soutenir. Il prit dont le parti de permettre que la Convention des Etats se tint, à condition qu'ils se borneroient à consulter sur les moyens d'entrete-

CHARLES
I.
1643

Les Etats
d'Ecosse
sont convo-
qués malgré
les opposi-
tions du
Marquis
d'Hamilton

Différence
entre les
Etats & le
Parlement.

Le Marquis
d'Hamilton
est fait Duc,
Mai.

Le Roi con-
sent à la
Convention
des Etats
sous certai-
nes condi-
tions.

CHARLES
I.
1643.
Rushworth,
Vol.V. p.466.

Elles sont
rejetées par
les Etats.

Le Roi fait
arrêter, à
Oxford, le
Duc d'Hamilton &
son frere.

Le Parlement d'Angleterre fait
tenir une
Assemblée
Ecclésiastique
à Westminster.

Le Parlement d'Angleterre demande du
secours aux
Etats d'Ecosse.
Rushworth,
Vol.V. p.467.

nir les Troupes Ecoſſoïſes qui ſervoient en Irlande , & à faire ſolliciter le paiement des arrérages de l'aſſiſtance fraternelle à quoi l'Angleterre s'étoit engagée avec l'Ecoſſe. Mais la Convention n'étoit nullement diſpoſée à prendre le change. Le premier jour qu'elles ſ'aſſembla , on examina la clauſe de la permiſſion du Roi , qui limitoit ſon pouvoir. Le Duc d'Hamilton & les autres amis du Roi prétendirent que les Etats ne pouvoient ſe regarder comme légitimement aſſemblez. qu'autant qu'ils ſe conformeroient à la reſtriſtion du Roi : mais cela n'empêcha pas qu'il ne fût décidé , que c'étoit une Convention ordinaire & libre. Le Roi prétendit dans la ſuite , que le Duc d'Hamilton & le Comte de Lanarick ſon frere ne l'avoient pas ſervi avec ſincérité , & que ſ'ils l'avoient voulu , ils auroient pû empêcher que les Etats ne ſ'aſſemblaſſent. Quelque tems après , ces deux Seigneurs s'étant rendus à Oxford , il les y fit arrêter ; mais le Comte de Lanarick trouva le moyen de ſe ſauver , & le Duc ſon frere fut envoyé en priſon au Mont St Michel en Cornouaille. Le Comte de Clarendon , dans ſon Hiftoire , appuye autant qu'il lui eſt poſſible , les ſoupçons du Roi contre ces deux freres ; & d'un autre côté , on trouve dans les Mémoires du Duc d'Hamilton , une longue juſtification ſur cette Article.

Les Etats d'Ecoſſe ſ'aſſemblèrent le 22. de Juin & l'Assemblée Générale de l'Egliſe le 2. Août. Il eſt remarquable , que ce fut dans le mois de Juin , que le Parlement d'Angleterre publia un Ordonnance pour faire tenir une Assemblée Ecclésiastique de Théologiens & autres , qui furent chargez de donner leurs avis aux deux Chambres , ſur la maniere de régler les affaires de la Religion , & que cette Assemblée tint ſa premiere Séance le premier jour de Juillet , peu de jours après que les Etats d'Ecoſſe furent aſſemblez. La ſuite fit comprendre dans quel deſſein elle avoit été ordonnée.

La précaution que les Ecoſſoïſ venoient de prendre ne fut pas inutile. Il ſemble qu'ils avoient prévu ce qui arriva bien-tôt après. Car ce fut dans l'intervalle entre la propoſition d'aſſembler les Etats , & le tems de cette Convention , que l'Armée du Comte d'Effex fut attaquée de maladies , après la priſe de Reading , que la Ville de Briſtol tomba entre les mains du Roi , & que l'Armée du Chevalier Waller fut niſe en déroute à Roundvay. Si les ſuſplices du Roi n'avoient pas été modérées par la levée du Siège de Glouceſter , & par la bataille de Nevvbury , on voit aſſément que les affaires du Parlement ſe trouvoient dans un très-mauvais état vers la fin de Juillet & au commencement du mois d'Août , c'eſt-à-dire , dans le tems que les Etats & l'Assemblée Générale ſe tenoient en Ecoſſe. Auſſi , les deux Chambres ne manquèrent pas de profiter de la précaution que les Ecoſſoïſ avoient priſe , & qui , ſelon toutes les apparences , leur avoit été ſuggerée. Comme elles virent que leurs affaires prenoient un aſſez mauvais train , elles ne balancerent point à ſ'adreſſer à la Convention d'Ecoſſe pour lui demander du ſecours , en lui envoyant des Commiſſaires avec un plein pouvoir de traiter. Ces Commiſſaires ou Députés qui arrivèrent à Edimbourg , pendant que le Roi ſ'approchoit de Glouceſter , trouverent dans les Etats d'Ecoſſe les diſpoſitions les plus favorables qu'ils pouvoient ſouhaiter.

Les deux Chambres avoient bien prévu que les Etats d'Ecoſſe leur demanderoient , pour prix du ſecours qu'elles attendoient , un engagement poſitif d'établir :

d'établir dans l'Eglise d'Angleterre, un Gouvernement Presbytérien semblable à celui de l'Eglise d'Ecosse. On ne peut presque pas douter que quelques-uns de ceux qui dirigeoient les affaires du Parlement, n'en fussent secrètement convenus avec eux, quoiqu'on ne puisse pas le prouver par des Actes publics. Il y a même beaucoup d'apparence qu'on n'avoit laissé dépérir l'Armée du Comte d'Essex sans en prendre aucun soin, qu'en vû de réduire les choses dans un tel état, qu'on ne pût se passer du secours des Ecossois. Du moins, il est difficile de découvrir une autre raison qui ait pu porter le Parlement à laisser cette Armée dans l'impuissance d'agir, depuis la fin du Siège de Reading, jusqu'à celui de Gloucester. Il parut bien que ce n'étoit pas par pure impuissance, puisque, quand le péril devint plus pressant, il trouva bien le moyen de mettre le Comte d'Essex en état d'aller secourir Gloucester. Or ce fut précisément pendant que l'Armée du Comte d'Essex étoit ainsi négligée, que le Parlement prit la résolution de demander du secours à l'Ecosse. Quoiqu'il en soit, les deux Chambres envoyèrent avec leurs Députés, deux Déclarations, l'une adressée à la Convention, & l'autre à l'Assemblée Générale de l'Eglise. La première étoit uniquement pour demander du secours aux Etats, & pour les informer, qu'elles avoient donné pouvoir à leurs Commissaires de traiter avec eux, non seulement des conditions de ce secours, mais encore pour régler les comptes entre les deux Royaumes. La seconde contenoit, que les deux Chambres du Parlement d'Angleterre reconnoissoient avec combien de zèle, l'Assemblée Générale des Eglises d'Ecosse avoit toujours travaillé à maintenir la véritable Religion Protestante contre les attentats du Parti Papiste & Episcopal, afin de parvenir à une Réformation absolument nécessaire du Gouvernement de l'Eglise d'Angleterre, & à une union plus étroite entre les deux Eglises. C'est pourquoi elles exhortoient l'Assemblée à envoyer en Angleterre des Députés de son Corps, pour travailler à cet ouvrage, conjointement avec l'Assemblée Ecclésiastique qui se tenoit à Westminster. Elles déclaroient aussi, qu'outre les Instructions qu'elles avoient données à leurs Commissaires sur les affaires Civiles des deux Royaumes, elles leur donnoient Pouvoir de traiter avec l'Assemblée Générale d'Ecosse, sur tout ce qui regardoit la Réformation de l'Eglise d'Angleterre, & que, pour cet effet, elles avoient fait choix de Messieurs *Marshal* & *Nye*, Ministres de la Parole de Dieu, pour assister les Commissaires de leurs conseils.

Avec ces Déclarations, les Commissaires du Parlement ne trouverent aucune difficulté dans leur Négociation. Au contraire, l'Assemblée Générale adressa aux Etats une Déclaration, contenant les raisons qui devoient les porter à secourir le Parlement d'Angleterre. Voici la substance de ces raisons.

1. RAISON. *La querelle en Angleterre étant entre le Seigneur Jesus & l'Antechrist avec ses suppôts, si nous ne voulons pas encourir la malediction prononcée contre Meroz, nous devons nous ranger dans le Parti du Seigneur pour combattre les Puissans.*

2. *Par un Acte passé en 1585. il fut jugé à propos que l'Ecosse entrât dans une Ligue & Confédération avec tous les Princes & Etats Protestans pour la sûreté de la Religion contre la Ligue sanguinaire du Concile de Trente. Conformément à*

CHARLES
I.
1643.

*Rushworth's
Vol. V. p. 467.
Il offre de
travailler à
l'union des
deux Eglises
Ibid. p. 469.*

*Rushworth's
Vol. V. p. 472.*

Déclaration
de l'Assemblée
Générale d'Ecosse,
pour faire
voir qu'il
falloit se-
courir le
Parlement
d'Angleterre.

CHARLES
I.
1643.

cette résolution, il se fit à Barwick en 1586. une Ligue entre l'Ecosse & l'Angleterre, contre toute sorte d'invasion étrangère dans l'Isle, & contre les soulèvemens domestiques des Papistes. Puis donc qu'on se trouve aujourd'hui dans le même cas, & que les parties & les dangers sont les mêmes, nous sommes obligez d'exécuter les engagemens que nous primes alors.

3. Nous devons reconnoître l'affection que l'Angleterre nous témoigna en 1556. & 1557. lorsque nous étions dans le même état où elle se trouve présentement, opprimée par une Armée Françoisse & Papiste, dont nous fûmes délivrez par les armes d'Angleterre, & mis en état de tenir le Parlement de l'année 1500. où la Réformation fut établie. Nous reçûmes ensuite de l'Angleterre de nouveaux secours qui nous délivrèrent de la tyrannie du Lord Grangey, & dans la Prière imprimée à la tête des Pseaumes, nous promîmes de n'oublier jamais les secours que nous avions reçus de l'Angleterre contre les François. De plus, dans les derniers troubles de ce Royaume en 1639. non seulement le Parlement d'Angleterre ne voulut point prendre parti contre nous, mais il voulut bien encore être le Médiateur d'un Traité avec le Roi, entretenir notre Armée un an entier, & nous accorder une assistance fraternelle. Sur cela, nous reconnûmes publiquement, que notre gratitude ne devoit pas se borner à de simples marques d'affection pour ce tems-là, mais que nous devions la démontrer dans tous les tems à venir. Ajoutons encore nos promesses solennelles contenues dans notre Déclaration, par lesquelles nous nous sommes engagez à secourir les Anglois lorsqu'ils auroient besoin de nous, comme aussi dans la Remontrance des Etats d'Ecosse en 1639, dans la Remontrance au Parlement d'Angleterre en 1640, & dans les intentions de l'Armée d'Ecosse, dont il est parlé dans la même Remontrance.

4. Le danger qui menace les Anglois ne nous menace pas moins. Si une des deux Nations ou une des deux Eglises est ruinée, l'autre ne peut subsister longtemps. Nous avons les mêmes amis & les mêmes ennemis. L'expérience doit nous avoir appris, que ce fut d'Angleterre, que nous vinrent l'Episcopat, les Cérémonies, le Livre des Prières Communes, celui du Service Public, & que sur ce que nous refusâmes de les recevoir, ce fut de là-même que l'épée vint fondre sur nous. Nous ne pouvons donc regarder avec indifférence ce qui se passe en Angleterre.

5. Nous avons une occasion que nous ne devons pas négliger d'établir en Angleterre, une uniformité de Culte, qui doit faire la principale défense des deux Eglises.

6. En abandonnant l'Angleterre, nous nous privons du seul secours que nous pouvons attendre, si nous nous trouvons quelque jour dans le même état, par les efforts de nos ennemis communs.

7. Si nous souffrons que le Parlement d'Angleterre soit détruit, nous n'avons qu'à dire adieu à la Paix avec ce Royaume. Si le parti Papiste & Episcopal vient à prévaloir encore en Angleterre, nous ne pouvons qu'attendre la Guerre de la part du Roi & du Parlement; car ils ne manqueront pas de prétextes. Nous savons même, que quelques-uns de ce parti-là ont fait entendre, que le Roi n'est pas obligé de nous tenir ce qu'il nous a promis, parce que, par notre Covenant, nous avons les premiers rompu avec lui.

8. Si nous abandonnons nos freres, leur délivrance viendra d'ailleurs, comme disoit Mardochée à Ester. Et qui sçait, si nous n'avons pas été rétablis dans
nos

nos Droits & dans nos Libertez , pour être en état d'assister nos Freres. CHARLES

1.
1643.

9. Le meilleur moyen pour procurer la Paix entre le Roi & le Parlement , c'est éviter une plus grande effusion de sang Chrétien , en détruisant le parti Papiste en Angleterre , & en établissant la véritable Religion dans tous les Etats du Roi. Les Requêtes , les Supplications , les Remontrances , sans l'appui des armes , sont peu capables de produire un bon effet sur nos Adversaires qui environnent le Roi , & qui lui font boucher ses oreilles , pour ne pas entendre les plaintes de ses Sujets.

Si l'on objecte , que nous sommes rétablis dans nos droits , & que nous avons la parole du Roi qui promet de nous y maintenir , & que par conséquent nous devons demeurer en Paix sans nous mêler des affaires d'Angleterre , qui ne nous regardent pas , la Réponse est facile.

Premièrement , nous avons souvent déclaré , que nous ne pouvions pas nous assurer sur des simples paroles ni sur des Déclarations , & nous avons pour garants de notre défiance , le Traité de Duncce , qui fut ensuite si manifestement violé , le conseil que Mr De Thou donnoit à la Régente d'Ecosse à St André , d'accorder tout ce qu'on lui demandoit , & d'interpréter ensuite ses promesses comme elle le jugeroit à propos , & de se désaisir des Chefs du parti contraire. Ce fut là la politique de Charles IX. en France , comme le témoigne Mr de Thou , Liv. 71. pag. 473.

Secondement , nous sçavons par expérience , que l'établissement de notre Réformation par des Actes de Parlement , n'a pû tenir contre les Innovations. Dans la nouvelle Remontrance de l'année 1640. pag. 16. nous avons déclaré , que nous ne pouvions trouver aucune assurance ni dans des Actes de Parlement , ni dans des Actes de l'Assemblée Générale , pendant que nos ennemis seroient à la tête du Gouvernement , & pourroient engager le Roi à donner aux Loix l'explication qu'il voudroit contre leurs sens propre & naturel. C'est par-là , qu'il a rejeté la médiation des Conservateurs de la Paix , & qu'il s'est cru autorisé à leur refuser un Saufconduit pour aller à Londres.

Troisièmement , si ce Parlement d'Angleterre est détruit , qui pourra prendre en main notre défense ? Les promesses & les Déclarations du Roi ne s'étendent pas plus loin que sa vie. Mais qui pourra nous garentir des attentats de ses Successeurs , si l'on permet que les Papistes demeurent armés ?

On objectera encore , sans doute , que nous sommes trop foibles pour nous engager dans une telle entreprise , à quoi nous répondons :

1. Que c'est aux Etats présentement assemblez à répondre à cette objection.
2. Lorsque Dieu donne la volonté à un Peuple , il lui donne en même tems , la force pour l'exécuter.
3. Nous avons éprouvé le secours de Dieu dans le même cas , au-delà de nos espérances. Nous espérons que les Etats se conduiront si sagement , qu'ils feront en sorte que le Royaume n'en recevra que le moins de dommage qu'il sera possible.

On fera peut-être cette autre objection , que les Anglois ne voudront jamais recevoir le Gouvernement Presbyterien dans leur Eglise.

REPONSE. 1. Ils ont déjà aboli le Gouvernement Episcopal , & jusqu'à présent , ils n'en connoissent point d'autre que le Presbytérien.

2. Nous espérons que Dieu revelera sa vérité à ceux qui ont encore quelques scrupules.

3. Ils

CHARLES
I.
1643.
Covenant.
entre les
deux Na-
tions ap-
prouvé en
Ecosse & en
Angleterre.
Rushworth, h.
Vol. V. p. 475.

3. *Ils ont témoigné par diverses Déclarations le désir qu'ils ont, & la résolution qu'ils ont prise d'établir l'Uniformité.*

Les Etats d'Ecosse ayant nommé des Commissaires pour traiter avec les Députés d'Angleterre, on convint dès les premières Conférences, que le plus prompt & le meilleur moyen pour procurer l'union entre les deux Eglises, & l'assistance des Ecossois, étoit de convenir d'un *Covenant* ou Ligue entre les deux Nations. Ce *Covenant* se trouva prêt en très-peu de tems, en sorte que le 17. d'Août, il fut présenté aux Etats & à l'Assemblée Générale, qui l'approuverent sur le champ. Le lendemain 18. il fut envoyé en Angleterre, par le Lord Maitland qui fut ensuite Duc de Lauderdale. On le fit accompagner par Henderson Modérateur de l'Assemblée Générale & par Gillespy, tous deux Ministres, en qualité de Commissaires de l'Assemblée pour traiter avec l'Assemblée de Westminster, de l'union des deux Eglises.

Si les Ecossois étoient disposés à se liguier avec les Anglois, ceux-ci ne l'étoient pas moins à faire réussir cette Ligue. Le 28. d'Août, dix jours après le départ des Commissaires d'Ecosse, le Parlement d'Angleterre approuva le *Covenant* qui lui avoit été envoyé. Immédiatement après, les deux Chambres ordonnerent à l'Assemblée Ecclésiastique de dresser une Exhortation à signer le *Covenant*, pour être lûë publiquement dans les Eglises. Cela fait, elles firent imprimer & publier le *Covenant*, & marquerent le 22. de Septembre, pour le faire signer par tous les Membres du Parlement, ce qui se fit avec beaucoup de solennité. Voici les Articles de ce *Covenant* entre les deux Royaumes:

Nous Seigneurs, Barons, Chevaliers, Citoyens, Bourgeois, Ministres, & Gens des Communes de toutes sortes, dans les trois Royaumes d'Angleterre d'Ecosse & d'Irlande, & de la Religion Réformée, ayant devant les yeux la gloire de Dieu, &c. après une mûre délibération, avons résolu d'entrer dans une Ligue ou Covenant mutuel auquel nous souscrivons tous, & jurons chacun pour soi-même, en levant la main à Dieu.

1. *Que nous tâcherons, chacun selon sa vocation, de conserver la Religion Réformée dans l'Eglise d'Ecosse, selon la Doctrine, le Culte, la Discipline, le Gouvernement, qui y sont établis, & la Réformation de la Religion, dans les Royaumes d'Angleterre & d'Irlande, selon la Parole de Dieu, & l'exemple des meilleures Eglises Réformées. Que nous nous efforcerons d'établir une étroite union dans les trois Royaumes, & la plus parfaite Uniformité qui sera possible, par rapport à la Confession de Foi, à la forme du Gouvernement Ecclésiastique, au Directoire, au Culte, aux Catechismes, &c.*

2. *Que nous ferons nos efforts pour extirper le Papisme, le Gouvernement Episcopal, la Hiérarchie des Archevêques, Evêques, Chanceliers, Commisaires, Doyens & Chapitres, Archidiacres, & autres Officiers dépendans de ladite Hiérarchie.*

3. *Que nous conserverons les Droits & les Privilèges des Parlemens, & les Libertez des trois Royaumes. Que nous défendrons la personne du Roi & son autorité en défendant la véritable Religion & les Libertez des Royaumes, afin que tout le monde connoisse que nous n'avons pas intention de diminuer ni d'amoindrir le juste Pouvoir ni la grandeur de S. M.*

4. *Que nous ferons nos efforts pour découvrir les Incendiaires, les Malignans*
(1), &

(1), & tous autres qui s'opposent à la Réformation de la Religion, en divisant le Roi d'avec son Peuple & les Royaumes l'un de l'autre, afin qu'ils soient punis selon que les Parlemens des deux Royaumes le trouveront à propos.

CHARLES
I.
1643.

5. Que nous travaillerons à conserver la Paix & l'Union entre les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse, jusqu'à la postérité la plus reculée.

6. Que nous nous défendrons réciproquement les uns les autres, dans tout ce qui concernera l'observation de ce Covenant, sans nous séparer jamais, soit en prenant le parti contraire, soit en nous engageant dans une détestable neutralité, & que nous découvrirons tous les attentats pour rompre cette Union, qui pourront venir à notre connoissance.

Et parce que ces Royaumes sont coupables de grands pechez nous nous proposons de réformer nos meurs, &c.

J'ai déjà dit plusieurs fois, que le Parti Presbytérien prévaloit dans le Parlement d'Angleterre. Ce Parti attendoit avec impatience une occasion pour établir le Gouvernement Presbytérien dans l'Eglise, & celle-ci lui parut si favorable, qu'il résolut de ne la laisser pas échapper. Les affaires du Parlement alloient fort mal. Le Roi s'étoit rendu maître de Bristol. L'Armée du Comte d'Essex se trouvoit hors d'état d'agir. La perte de la Bataille de Roundway avoit entièrement dissipé l'Armée de Waller. Le Prince Maurice étoit avec une bonne Armée dans les Provinces de l'Oüest, où il ne trouvoit aucune opposition. Le Marquis de Nevvcastle étoit maître de tout le Pais du Nord, & supérieur en nombre de Troupes au Lord Fairfax dans la Province d'Yorck. Enfin, le Roi assiégeoit actuellement Glocester, lorsque les Députés du Parlement arriverent à Edimbourg. S'il s'étoit rendu maître de cette Place, le Parlement auroit eu à craindre une défection générale, vû les avantages qu'elle auroit procurez au Roi. Les deux Chambres n'avoient donc, s'il faut ainsi dire, d'autre ressource que le secours des Ecossois; secours qui ne pouvoit s'obtenir sans leur céder l'Article de l'Uniformité qu'ils souhaitoient passionnement, le regardant comme l'unique moyen de se conserver la jouissance de leurs Libertez. Ainsi, ceux du Parti du Parlement, qui étoient les plus attachez à l'Eglise Anglicane, voyoient clairement qu'il falloit consentir au changement du Gouvernement de l'Eglise, ou s'exposer au péril manifeste de perdre le fruit de toutes leurs peines, si le Roi venoit à se rétablir par la force des armes. Les affaires se trouvant dans cette situation, ils ne pouvoient trouver étrange que le Parlement consentît à l'Uniformité pour contenter les Ecossois du secours desquels on ne pouvoit se passer. Cela fut causé que le Covenant fut reçu sans murmure, & qu'on ne s'aperçut point que cette démarche procurât de nouveaux Partisans au Roi, comme le Parlement l'avoit toujours craint, parce qu'elle fut faite dans une conjoncture où la nécessité en paroissoit indispensable.

Causés qui
font rece-
voir en An-
gleterre le
Covenant
sans difficul-
té & sans
murmure.

Peu de tems après, le Roi publia une Proclamation, pour défendre de signer le Covenant; mais elle ne produisit pas un grand effet. Au contraire, le Committé des Etats d'Ecosse ordonna le 22. d'Octobre à tous les Sujets, de quelque condition qu'ils fussent, de le signer, à peine de confiscation des biens.

Le Roi dé-
fend en vain
de signer le
Covenant.
Rushworth,
Vol. V p. 462.
On le fait
signer par
force en E-
cosse.

(1) C'est un mot qu'on ne peut guères exprimer en François qu'avec beaucoup de paroles, & que par cette raison, j'ai jugé à propos de garder. On entend par-là les gens malicieux & obstinez du Parti contraire.

CHARLES
I.
1643.

Traité entre
l'Angleterre
& l'Ecosse
Rushworth,
Vol. V p. 485

biens. Ensuite, il fit sommer tous les Seigneurs du Conseil de venir le signer en leur présence. Le Duc d'Hamilton & quelques autres ayant refusé de le signer, le Comitté fit saisir leurs Terres, & ordonna qu'ils seroient mis en prison, avec permission de les tuer, s'ils se mettoient en défense. Cela n'empêcha pas que le Roi ne fit arrêter le Duc, comme je l'ai déjà dit.

Après que les deux Royaumes furent convenus du Covenant, les Etats d'Ecosse nommerent des Commissaires pour traiter avec les Anglois, touchant le secours demandé à l'Ecosse. Voici la substance du Traité qui fut signé le 29. de Novembre :

1. Que le Covenant seroit souscrit par tous les Sujets dans les deux Royaumes.

2. Que l'Ecosse enverroit en Angleterre, au secours du Parlement, une Armée de dix-huit mille hommes de pied, de deux mille hommes de Cavalerie, & de mille Dragons, avec un train d'Artillerie proportionné. Que ladite Armée seroit bien équipée, fournie de bonnes armes, & pourvue de vivres, & de sa paye pour quarante jours.

3. Que cette Armée seroit commandée par un Général que les Etats d'Ecosse choisiroient, mais qui seroit obligé de suivre les ordres & les directions que les deux Royaumes, ou les Commissaires, qui seroient établis pour cet effet, & jugeroient convenables.

4. Que le Royaume d'Ecosse seroit tous les frais de la levée de ces Troupes, sur le même pied que si elle étoit levée pour son service. Que le compte de ces frais seroit délivré aux Commissaires d'Angleterre, & qu'après la fin de la Guerre, l'Ecosse en seroit remboursée par le Parlement.

5. Que la paye de cette Armée seroit sur le même pied que si elle étoit levée pour le service de l'Ecosse. Que le Parlement d'Angleterre fourniroit, pour la paye de cette Armée, trente mille livres sterling par mois, laquelle somme seroit prise sur les biens des Evêques, des Papistes, des Malignans, ou d'ailleurs, & qu'en cas que ladite somme ne fût pas payée toute entière, & qu'il restât des arrérages, le Parlement d'Angleterre engageroit la foi publique pour le paiement de ces arrérages, avec un intérêt de huit pour cent. Qu'en cas qu'après la fin de la Guerre, les Etats d'Ecosse eussent de justes raisons pour demander de leurs freres, une satisfaction ulterieure, outre les trente mille livres sterling par mois, pour des frais extraordinaires, peines, ou dommages, ils recevroient une recompense par voye d'assistance fraternelle, sur quoi le Parlement d'Angleterre engageroit la Foi publique.

6. Que, pour mettre cette Armée en état de marcher, le Parlement d'Angleterre avanceroit une somme de cent mille livres sterling à bon compte, laquelle seroit déduite de la paye de trente mille livres sterling par mois, mentionnée ci-dessus, depuis le jour que l'Armée entreroit en Angleterre.

7. Que les deux Royaumes engageroient la Foi publique, pour le paiement de la somme de deux cens mille livres sterling, qui seroit empruntée en Angleterre, ou ailleurs, tant pour faire l'avance de la somme de cent mille livres sterling, mentionnée ci-dessus, que pour le paiement des arrérages dûs aux Troupes d'Ecosse, qui servoient en Irlande.

8. Que la Paix ne se feroit point sans le consentement mutuel des deux Royaumes.

9. Que

9. Que les Etats d'Ecosse engageroient la Foi publique de l'Ecosse, qu'ils ne feroient aucun usage de cette Armée, que pour les fins contenuës dans le Covenant ou dans ce présent Traité, & que les différends qui pourroient arriver, seroient décidez par les deux Royaumes conjointement, ou par leurs Commissaires.

CHARLES
I.
1643.

10. Que l'Angleterre s'engageroit à secourir l'Ecosse de la même manière, dans un cas pareil.

11. Que l'Angleterre mettroit en Mer huit Navires, dont six seroient de cent vingt, jusqu'à deux cens Tonneaux de Charge, & deux de quatre cens Tonneaux pour la défense des côtes d'Ecosse. Que le Comte de Warvvick, Amiral d'Angleterre, nommeroit les Commandans de ces huit Navires, avec l'approbation des Commissaires des deux Royaumes, & leur donneroit pour Instruction générale, qu'ils obéiroient aux ordres desdits Commissaires.

Quoique ce Traité ne fût signé que le 29. de Novembre, les Etats d'Ecosse étoient si assurez qu'il n'y auroit point de difficultez sur les conditions, que les Troupes des Provinces éloignées étoient déjà en marche vers le rendez-vous général, dans le tems qu'on y travailloit. Le jour même que le *Covenant* avoit été envoyé en Angleterre, sçavoir le 18. d'Août, ils en avoient fait publier une Proclamation, au nom du Roi, selon le style ordinaire, pour ordonner à tous les Sujets d'Ecosse, depuis l'âge de seize ans, jusqu'à soixante, de se pourvoir d'Armes de Munitions, & de Provisions pour quarante jours, & de se tenir prêts à marcher pour la défense du Royaume. Le Roi ne pouvoit digérer qu'on eût publié en son nom un Ordre à ses Sujets d'Ecosse de s'armer contre lui-même. Il en écrivit fortement au Conseil, lui commandant expressément de révoquer cette Proclamation; mais ce ne fut que peine perdue. Il semble que le Roi ignoroit, qu'en Ecosse, aussi bien qu'en Angleterre, dans toutes les affaires qui regardent l'Etat, on ne considère jamais le Roi comme séparé du Peuple, & que c'est un style ordinaire de publier tous les Ordres publics au nom du Roi, quand même ils se trouvent préjudiciables à ses intérêts particuliers. L'Histoire en fournit une infinité d'exemples, & le Roi n'éprouvoit que trop, depuis quelque tems, en Angleterre, qu'en lui faisant la Guerre, on prétendoit agir pour son honneur & pour ses véritables intérêts. Il prétendoit lui-même, en faisant la Guerre aux deux Chambres, que c'étoit pour maintenir les Privilèges du Parlement. C'est un effet de la Constitution du Gouvernement, par laquelle, le Roi comme la tête, & le Peuple comme le corps, sont censés inséparables. Que s'il arrive qu'ils se divisent, il n'est pas étrange que chacun de son côté, prétende agir pour l'avantage du tout, puisque c'est cette prétention qui fait l'unique prétexte de leur division.

On prépare
une Armée
en Ecosse.

Ce fut sur ce fondement, que les Etats d'Ecosse publièrent un Manifeste dans lequel, supposant que le Roi s'étoit livré & se livroit encore à de mauvais conseils, ils prétendoient, non seulement être en droit d'assister les deux Chambres contre lui, mais même d'être obligez en conscience de lui faire la Guerre. Ils soutenoient qu'ils n'avoient pour but que de le délivrer des dangers où il s'exposoit volontairement, & de travailler par ce moyen, pour son intérêt & pour sa gloire. Au reste, ce n'est pas une maxime qui soit tout-

Manifeste
des Ecossois
Rushworth,
Vol. V. p. 487.
490.

CHARLES

I.

1643.

à fait particulière à l'Angleterre & à l'Ecosse. Elle a été souvent suivie dans d'autres Etats, pendant des guerres civiles. Tout ce qu'on peut dire, c'est que souvent, le bien du Roi & de l'Etat n'est qu'un manteau pour couvrir l'ambition, la vengeance, & d'autres passions criminelles. Mais il n'est pas impossible, que ce qui n'est souvent qu'un prétexte, ne soit quelquefois une raison très-solide. C'est aux gens sages & désintéressés, à ceux qui ne cherchent que la pure vérité, à bien distinguer les véritables motifs qui engagent les Sujets à prendre les armes contre leurs Souverains, dans les Etats où l'on ne peut, avec fondement, attribuer aux Princes une puissance absolue & sans bornes comme en Angleterre & en Ecosse.

Réponse du
Roi.

Rushworth,

Vol. V. p. 494.

Le Roi fit une longue Réponse à ce Manifeste ; mais ce fut sur des suppositions directement opposées. Il prétendoit que les deux Chambres du Parlement d'Angleterre l'avoient forcé à prendre les armes pour sa propre défense. Que le consentement qu'il avoit donné aux Actes du Parlement d'Ecosse, étoit plus que suffisant pour mettre la Religion & les Libertez de ce Royaume en sûreté. Que ses Sujets d'Ecosse ne pouvoient lui faire la Guerre sous quelque prétexte que ce fût sans se rendre coupables de trahison, & autres semblables suppositions dont les Ecossois ne convenoient pas, comme il ne convenoit pas de celles qu'ils faisoient pour appuyer leur prétendu droit. Il y en a une entr'autres qui revient souvent dans les Auteurs qui ont écrit sur ce sujet, & qui est admise ou rejetée, selon qu'ils ont panché vers l'un ou vers l'autre parti. C'est ce qui m'engage à en dire ici un mot, pour munir les Lecteurs contre les préjuges des uns ou des autres.

Dans le Traité de Paix qui avoit été fait à Londres en 1641. il y avoit cette clause : *Que le Royaume d'Ecosse ne déclarera, ni ne fera la Guerre au Royaume d'Angleterre, sans le consentement du Parlement d'Ecosse, & que tout de même le Royaume d'Angleterre ne fera point la Guerre à l'Ecosse, sans le consentement du Parlement d'Angleterre. Et en cas que quelques-uns des Sujets d'un des deux Royaumes prennent les armes contre l'autre, sans le consentement du Parlement dont ils sont Sujets, ils seront déclarez Traîtres à l'Etat dont ils sont Sujets. Dans ce cas-là, les deux Royaumes seront tenus de reprimer conjointement les attentats de ceux qui seront la Guerre sans le consentement de leur propre Parlement.*

Le Roi supposant que les Ecossois, en assistant le Parlement d'Angleterre contre lui, vouloient faire la Guerre à l'Angleterre, inféroit de cette clause, que c'étoit une véritable trahison. Cette conséquence étoit fondée, non seulement sur la supposition qu'on vient de voir, mais encore sur ce que la Convention des Etats d'Ecosse n'étoit pas un véritable Parlement, & que d'ailleurs, il ne lui avoit donné pouvoir des assembler, qu'avec des restrictions qu'elle n'avoit pas observées. Les Ecossois supposoient au contraire, que, bien loin d'avoir intention de faire la Guerre au Royaume d'Angleterre, leur dessein étoit de l'assister & de le défendre contre le Parti des Papistes & des Evêques, & de tirer le Roi d'entre leurs mains. Ainsi, ce que le Roi appelloit *envahir l'Angleterre*, le Parti contraire l'appelloit *la secourir*. C'est à quoi il faut bien prendre garde, en lisant les Histoires de ce tems-là.

L'Armée d'Ecosse entra en Angleterre, dans le mois de Janvier 1643. Mais il n'est pas encore tems de rapporter ce qu'elle y fit. Il faut auparavant parler de

de ce qui se passa par rapport à l'Irlande, & de quelques autres événemens importans de l'année 1643. Voici ce qui regarde l'Irlande.

Le succès de la première Campagne avoit été assez égal des deux côtes, pour qu'aucun des deux Partis ne pût se vanter d'avoir remporté de grands avantages. Il s'agissoit de continuer la Guerre, chacun jugeant bien, que la Paix seroit toujours fort éloignée, pendant que les affaires demeureroient dans cet état d'égalité. Ce fut dans cette vûe, que le Roi & le Parlement pensèrent, chacun de son côté, à se fortifier pour la Campagne prochaine. La négociation d'Oxford n'ayant pas réussi, comme il avoit été facile de le prévoir, le Roi pensa aux moyens de se servir en Angleterre des Troupes Angloises qui servoient en Irlande, & pour cet effet, de faire une Trêve avec les Rébelles. Comme ce projet extraordinaire ne pouvoit qu'être odieux aux Anglois, & rendre suspectes toutes les protestations du Roi par rapport à la Rébellion d'Irlande, il se vit obligé d'user de beaucoup de ménagemens pour se procurer un prétexte de conclure cette Trêve. C'est ce qu'il fit en engageant les Lords Justices d'Irlande, & le Conseil de Dublin, à favoriser son projet. Mais comme on pourroit m'accuser d'attribuer au Roi, des motifs qu'il n'avoit pas, je me crois obligé de rapporter ici le témoignage du Comte de Clarendon qui ne peut être suspect. C'est dans le IV. Tome de la Traduction Française, Pag. 105.

Pendant tout ce tems-là, le Roi ne voyoit pas sans inquiétude, les dangers qui le menaçoient, par l'accroissement du pouvoir & de la force de ses ennemis, & qu'il lui seroit impossible de lui-même, & sans un secours extraordinaire, de résister au torrent qu'il prévoyoit être prêt à l'accabler, au Printems prochain, s'il ne pourvoyoit pas à sa sûreté. Comprenant bien qu'il ne seroit pas en son pouvoir d'appaîser les troubles d'Angleterre ni de prévenir ceux d'Ecosse, & la seule pensée d'introduire une Armée étrangère dans le Royaume lui faisant horreur, il commença de penser aux moyens de calmer les désordres en Irlande, afin qu'ayant mis un de ses Royaumes en Paix, il en pût employer les forces dans ses autres Domaines. Il n'ignoroit pas que cette affaire d'Irlande donneroit une ample matière de discours, & qu'on n'avoit que trop de disposition à mal interpréter tout ce qu'il feroit & diroit pour y réussir. C'est pourquoi il résolut de s'y conduire avec tant de précaution, que tout paroîtroit fait par le Conseil d'Etat d'Irlande, qu'on devoit croire plus entendu dans une négociation de cette nature.

On voit-là manifestement, que le but du Roi, en faisant une Trêve avec les Rébelles d'Irlande, étoit d'employer les forces Angloises qui servoient dans ce Royaume, à réduire le Parlement d'Angleterre; & que, pour éviter les reproches qu'on pourroit lui faire là-dessus, il résolut de faire en sorte que cela parût se faire par le Conseil d'Irlande, c'est-à-dire, par les Lords Justices, & par le reste du Conseil. Dans le passage qu'on vient de lire, le Comte de Clarendon insinue que le Roi ne prit cette résolution que vers la fin de l'année 1643. c'est-à-dire, lors qu'il fut assuré que les Ecossois devoient envoyer une Armée en Angleterre. Car, après avoir rapporté ce qui s'étoit passé pendant la campagne de 1643, les Négociations du Parlement d'Angleterre en Ecosse, le Covenant des deux Royaumes, la résolution prise en Ecosse d'assister les deux Chambres, la convocation du Parlement d'Ox-

CHARLES
I.
1643.
Affaires
d'Irlande.

Le Roi forme le projet de faire une Trêve avec les Rébelles d'Irlande.

CHARLES

1.

1649.

ford qui ne se fit qu'au mois de Decembre de la même année; il vient enfin à parler de la résolution que prit le Roi de se servir des Troupes Angloises qui étoient en Irlande. *Pendant tout ce tems-là, dit-il, le Roi ne voyoit pas sans inquiétude les dangers qui le menaçoient, & qu'il alloit être accablé au Printems prochain; c'est-à-dire au Printems de l'année 1644. Il commença donc à penser aux moyens de calmer les désordres de l'Irlande.* Il est pourtant certain que le Roi prit la résolution de faire la Trêve en Irlande, long tems avant la Négociation du Parlement d'Angleterre avec l'Ecosse, & avant la résolution des Ecossois de lever une Armée. Et ce qui prouve invinciblement, que le Roi n'avoit pas attendu à se déterminer jusqu'après l'engagement des Ecossois, c'est que la Trêve d'Irlande fut signée le 15. de Septembre 1643. après une longue Négociation. Ainsi, ce que le Comte de Clarendon a insinué, que le Roi ne prit la résolution de se servir des Troupes Angloises d'Irlande, que pour se mettre en sûreté contre les forces qui étoient prêtes à l'accabler, se trouvant très-mal fondé, confirme ce qu'on verra dans la suite, que ce ne fut pas la pure nécessité qui lui fit faire la Trêve avec les Rébelles d'Irlande, mais l'espérance d'accabler le Parlement par l'augmentation de ces Troupes.

Prétexte du
Roi pour
conclurre
cette Trêve

Pour avoir un prétexte de conclurre cette Trêve, le Roi crut que le meilleur moyen étoit de persuader au Public, qu'elle seroit très-avantageuse, ou plutôt qu'elle étoit absolument nécessaire aux Anglois d'Irlande, & que c'étoit l'unique ressource qui leur restoit pour conserver ce qu'ils avoient encore en ce Pais-là. Il s'étoit plaint diverses fois que le Parlement négligeoit la Guerre d'Irlande. Il auroit voulu qu'on eût envoyé une nombreuse Armée dans cette Isle. Mais comme je l'ai dit ci-devant, le Parlement, soupçonnant que le but du Roi n'étoit que de l'affoiblir par cette diversion, s'étoit contenté d'y envoyer de tems en tems, quelques secours médiocres, pour y entretenir la Guerre, outre les Troupes d'Ecosse qui faisoient une assez grande diversion dans le Nord. Ces secours, quoique peu considérables, avoient pourtant produit ce bon effet, que les Rébelles, au lieu de faire de plus grands progrès, avoient au contraire perdu beaucoup de terrain, après avoir été souvent battus. Ils étoient pourtant encore fort supérieurs aux Anglois, & quoique les Troupes Angloises & Ecossoises fussent capables de les tenir un peu en bride, elles n'étoient pas en nombre suffisant pour pouvoir espérer de les réduire à l'obéissance. Il étoit même à craindre qu'elles ne fussent enfin accablées par le nombre de leurs ennemis, sur tout, depuis que le Parlement engagé dans une Guerre contre le Roi, ne pouvoit pas envoyer de puissans secours en Irlande, de peur de dégarnir l'Angleterre. Ce fut là le prétexte dont le Roi se servit pour conclurre une Trêve avec les Rébelles.

Embarras
des Lords
Justices
d'Irlande.

Dans la situation où se trouvoient les affaires, depuis que la Guerre étoit ouverte entre le Roi & le Parlement, les Lords Justices qui gouvernoient l'Irlande se trouvoient fort embarrassés. Ils avoient reçu leurs Commissions du Roi, & par conséquent c'étoit de lui qu'ils devoient recevoir les ordres. Mais d'un autre côté, le Parlement s'étant chargé de faire les frais de la Guerre d'Irlande, ils ne pouvoient se déclarer ouvertement pour le Roi, sans se priver du secours du Parlement, le Roi n'étant pas en état de leur en donner.

ner. Une parfaite neutralité n'étoit pas possible, parce que les intérêts du Roi & ceux du Parlement étant opposez, ils ne pouvoient obéir aveuglement à l'un, sans se rendre suspects à l'autre. Ils prirent donc le parti de tâcher de les contenter tous deux autant qu'il leur étoit possible, d'autant plus que le Roi & le Parlement témoignoiient une égale ardeur pour finir la Guerre d'Irlande. Mais ils ne purent pas demeurer long tems dans cet état. Ils se trouverent enfin dans un cas, où il ne leur fut pas possible de les satisfaire l'un & l'autre. Le Parlement ayant envoyé des Commissaires à Dublin, pour assister au Conseil, & pour regler avec les Lords Justices ce qui regardoit la continuation de la Guerre, ces Commissaires furent d'abord reçus avec honneur & avec respect : mais dans le mois de Fevrier 1643. par un ordre exprès du Roi, ils furent renvoyez en Angleterre. Le Roi vouloit bien que le Parlement fournît l'argent nécessaire pour continuer la Guerre, mais il ne vouloit pas qu'il eût aucune part au Gouvernement de l'Irlande, ni que ses Commissaires prissent place dans le Conseil d'Etat. Peu de tems après, il changea quelques-uns des Lords Justices, & des Membres du Conseil (1). Selon les apparences, il formoit alors le projet de faire la Trêve avec les Rébelles, & il avoit besoin pour cela que les Lords Justices & tous les Conseillers Privez fussent disposez à n'agir que par ses ordres. D'ailleurs, dans cette supposition, les Commissaires du Parlement ne pouvoient qu'embarasser beaucoup, s'ils eussent continué d'assister au Conseil d'Etat. Ce fut aussi depuis ce tems-là que les instances des Lords Justices au Roi & au Parlement, pour demander du secours, devinrent plus fortes & plus fréquentes. Ils représentoient l'état des Anglois en Irlande, comme absolument désespéré, à moins qu'on ne leur envoyât promptement des Troupes, de l'argent & des munitions. Ils disoient que les Officiers demandoient avec importunité la permission de retourner en Angleterre. En un mot, ils n'oublioient rien de ce qui pouvoit être capable de faire croire, qu'il n'y avoit plus aucune ressource. D'un autre côté, quelques-uns des Officiers de l'Armée Angloise présenterent aux Lords Justices le 4. d'Avril 1643. une Requête dans laquelle ils disoient, qu'ils étoient réduits au désespoir, faute d'argent pour subsister, & qu'on ne devoit pas trouver étrange, si, pour se conserver, ils avoient recours à la Loi de la Nature, qui enseigne à tous les hommes à prendre soin de leur propre conservation. Si l'on ajoute à ces plaintes si véhémentes, ce que dit le Comte de Clarendon, que le Roi résolut de se conduire de telle sorte, que tout parût se faire par le Conseil d'Irlande, le renvoi des Commissaires du Parlement, & les changemens faits parmi les Lords Justices & les Membres du Conseil, on ne peut gueres s'empêcher de soupçonner que c'étoient des plaintes mandrées qui devoient servir de prétexte à la Trêve. Ce soupçon paroît d'autant mieux fondé, que, dans ce même tems, les affaires des Anglois en Irlande étoient sur un assez bon pied, & que le Marquis d'Ormond venoit de remporter à *Ross*, une grande victoire sur les Rébelles. Aussi les Lords Justices, ni les Officiers n'avoient garde de faire des progrès des Rébelles le fondement de leurs plaintes, mais uniquement du manque d'argent, de vivres, & de munitions.

Quoi qu'il en soit, la Requête des Officiers ayant été envoyée au Roi, il

en

CHARLES

1.

1643.

Rushworth,
Vol. V. p. 530.

Le Parlement, envoyé des Commissaires en Irlande, Octobre 1642. qui sont bien reçus & assistent au Conseil.

Ibid.

Le Roi change quelques-uns des Lords Justices & des Conseillers Privez.

Ibid. p. 537

Le Roi donna ne une

(1) Voyez ci-après p. 385. la Déclaration des deux Chambres sur les affaires d'Irlande.

CHARLES

1.

1643.

Commis-
sion au Mar-
quis d'Or-
mond pour
traiter avec
les Rebelles
23. Avril
1643.

Rushworth,

Vol. V. p. 537.

Les Lords
Justices de-
mandent du
secours avec
beaucoup
d'instance.

11. Mai.

Ibid. p. 538.

Le Roi en-
voye leur
Lettre au
Parlement.

Ibid. p. 542.

Le Roi re-
nouvelle
ses ordres
pour la
Trêve.

Ibid. p. 544.

Ibid. p. 547.

La Trêve est
signée.

Ibid. p. 548.

en prit occasion d'envoyer au Marquis d'Ormond une Commission qui lui donnoit pouvoir de traiter d'une Trêve avec les Rébelles. Il en informa les Lords Justices par une Lettre du 23. d'Avril 1643. leur ordonnant d'assister le Marquis dans l'exécution de sa Commission autant qu'il seroit en leur pouvoir. La date de cette Commission est remarquable, puisqu'elle fait voir manifestement, que la résolution des Ecoissois d'assister le Parlement, qui ne fut prise qu'au mois d'Août suivant, ne fut pas la cause de la Trêve d'Irlande.

Le 3. de Mai, le Roi renouvela ses ordres au Marquis d'Ormond, touchant la Trêve. Mais avant que le Marquis eût reçu ce nouvel ordre, les Lords Justices avoient écrit au Roi, le 11. du même mois, une Lettre extrêmement forte, pour lui représenter le triste état d'Irlande avec des expressions qui marquoient, que tout le monde étoit réduit au désespoir, faute d'argent & de provisions, quoique jusqu'alors les Troupes Angloises eussent été très-heureusement employées contre les Rébelles.

Le Roi qui vouloit tirer avantage de cette Lettre pour faire voir au Public la nécessité de la Trêve qu'il avoit dessein de conclure, l'envoya au Parlement qui mit d'abord cette affaire en délibération. Un Committé fut nommé sur le champ, avec ordre d'examiner les moyens de lever de l'argent pour l'Irlande. Sur le rapport du Committé, le Parlement prit la résolution de lever de l'argent par des contributions volontaires, & fit de grands avantages à ceux qui voudroient en avancer. Mais cela n'empêcha pas que le 2. de Juillet le Roi ne donnât de nouveaux ordres aux Lords Justices & au Marquis d'Ormond, de conclure une Trêve d'un an, à quoi ils avoient déjà commencé à travailler. Dès le 20. de Juin, le Conseil Général des Irlandois, assemblé à Kilkenny, avoit expédié une Commission pour traiter,

Le 7. de Septembre, le Roi réitéra ses ordres au Marquis d'Ormond, pour conclure la Trêve aussi promptement qu'il seroit possible. En même tems, il lui ordonna d'envoyer en Angleterre toutes les Troupes Angloises dont on pourroit se passer, après la conclusion de la Trêve. Il en donnoit pour raison, & il pouvoit le faire alors avec fondement, qu'on préparoit en Ecosse une Armée pour envahir l'Angleterre. Mais il n'y avoit pas un mot sur cet Article dans les ordres précédens.

Enfin, la Trêve fut signée le 15. de Septembre sous la condition, que chacun des deux Partis demeureroit en possession de ce qu'il tenoit. Le Roi en fonda le nécessité premièrement, sur une Requête qui lui fut présentée le 1. de Decembre 1642. par quatre Colonels, tant en leur propre nom, qu'au nom de plusieurs autres Officiers qui servoient dans l'Armée d'Irlande, dans laquelle ils lui disoient, qu'il leur étoit impossible de subsister plus long tems, si on ne trouvoit pas le moyen de pourvoir à leurs besoins qui étoient extrêmes. Secondement, sur les Lettres réitérées que les Lords Justices écrivirent au Roi ou au Parlement depuis le mois de Janvier 1641. où ils disoient, que l'Armée alloit périr en peu de jours, faute de secours. Troisièmement, sur la Requête des Officiers du 4. d'Avril, dont j'ai déjà parlé, où ils prétendoient qu'un délai de quelques jours à les secourir, seroit encore trop long. Cependant, cette même Armée, qui étoit réduite à l'extrémité le 1. Decembre 1642, trouva le moyen de subsister jusqu'au 15. de Septem-

Septembre 1643. quoique les Lords Justices se plainissent, qu'ils n'avoient reçu aucun secours depuis le mois de Novembre. C'est une marque bien évidente, que toutes ces plaintes étoient fort exagérées, par la secrète direction du Roi qui vouloit les faire servir de prétexte à la Trêve. C'est ce que le Parlement représentoit dans une Déclaration qu'il publia au sujet de la Trêve d'Irlande, avant que d'en avoir appris la conclusion : Il se plaignoit fortement de ce qu'elles s'étoit négociée sans sa participation, & qu'elle se concluait sans qu'on eût daigné lui en donner le moindre avis, quoi que par un Acte de Parlement, & par une Commission expresse du Roi sous le grand Sceau, les deux Chambres fussent chargées, *d'aviser, d'ordonner, de disposer, tout ce qui regardoit le Gouvernement & la défense de l'Irlande.* Il disoit, que, pour réussir plus aisément à faire cette honteuse Trêve, on avoit cherché querelle au Chevalier *Guillaume Pearson*, l'un des Lords Justices, aux aux Chevaliers *Jean Temple*, *Adam Loftus*, & à quelques autres du Conseil d'Etat, & qu'après les avoir tenus quelque tems en prison, on les avoit dépouillés de leurs emplois, parce qu'ils s'opposoient à la Trêve. Qu'elle ne se faisoit qu'en vûe de décourager ceux qui avoient souscrit pour fournir de l'argent sur les propositions du Parlement, afin de rendre l'entretien de l'Armée d'Irlande impossible, & de la faire servir en Angleterre à la destruction du Parlement. Par ces raisons, & par plusieurs autres que j'ometts pour éviter la longueur, les deux Chambres déclaroient la Trêve nulle, & promettoient de dédommager ceux qui refuseroient de s'y soumettre.

Cependant, le Roi qui étoit assuré de la concurrence des Lords Justices, du Conseil d'Etat, & du Marquis d'Ormond Général de l'Armée, fit si bien, qu'après la conclusion de la Trêve, on lui envoya toutes les Troupes Angloises dont on pouvoit se passer. Ces Troupes arriverent dans le Pais de Galles, au mois de Novembre, & assiègerent d'abord le Château de *Hawarden* qui leur fut rendu le 4. de Decembre. Ensuite, elles s'emparerent de quelques petites Places dans la Province de Chester, après quoi le Lord Byron, qui commandoit pour le Roi en ces quartiers-là, fit le Siège de *Nantwich*, le 15. de Janvier de l'année 1643. Trois jours après, il y fut par tout repoussé. Enfin, le 21. du même mois, le Lord Fairfax, qui s'étoit avancé pour secourir la Place, mit dans une entière déroute cette Armée venue d'Irlande, consistant en trois mille hommes d'Infanterie, qui furent presque tous tuez ou faits Prisonniers, & en dix-huit cens de Cavalerie, dont la plupart échaperent par la fuite : mais ils furent tellement dispersés, que le Roi n'en put plus tirer aucun usage. Le Colonel *Monck* fut pris en cette occasion, & envoyé Prisonnier à la Tour de Londres, où il demeura quelque tems, jusqu'à ce qu'enfin il prit le parti du Parlement. Ainsi, le Roi ne retira aucun avantage de ces Troupes, & il se porta au contraire un grand préjudice, en ce que, par tous ses manèges, il confirma la défiance où bien des gens se trouvoient sur son sujet, par rapport à la Rébellion d'Irlande.

Pour ne pas interrompre le fil des actions militaires, & de ce qui se passa en Ecosse & en Irlande, j'ai été obligé de laisser en arriere divers événemens importans de cette même année 1643. & dont il est nécessaire que je parle présentement, sans entreprendre néanmoins de les lier les uns aux autres, parce qu'ils sont de différente nature. Les Lecteurs pourront aisément, en

CHARLES
I.
1643.

Les deux
Chambres
s'en plain-
gnent.
Rushworth.
Vol.V. p.558.

Une partie
des Troupes
Angloises
d'Irlande
arrivent en
Angleterre
pour servir
le Roi.

Ibid. p. 299.
302.

Elles font
quelques
progrès.
Elles font
entière-
ment défail-
tes par le
Lord Fair-
fax.

Le Colonel
Monck est
fait Prison-
nier.

Divers au-
tres événe-
mens de
l'année
1643.

CHARLES
I.
1643.

remarquant les dates, comprendre quelle liaison ils ont avec les affaires générales. Je commencerai par certains projets qui se firent à Londres, pour forcer le Parlement à faire la Paix, pendant que les Armées étoient en campagne.

Complot
pour forcer
le Parle-
ment à faire
la Paix.

Le Roi étoit toujours fortement prévenu de l'opinion que la seule crainte tenoit la plus grande partie du Peuple dans le Parti des deux Chambres, & que s'il lui procuroit quelque bonne occasion de lever la tête, il les forceroit à faire la Paix avec précipitation, sans demander les sûretés qui en faisoient toute la difficulté. C'étoit-là son système favori, c'étoit celui de ses Ministres & de son Conseil, & celui de ses Partisans de Londres & d'ailleurs, & c'est ce qui produisit tant de divers projets pour forcer le Parlement à faire la Paix. Il seroit véritablement fort étrange que tant d'habiles gens fussent dans cette opinion sans aucune sorte de fondement. Mais d'un autre côté, on ne sçait que croire quand on considère que, de tant de projets, bâtis sur cette supposition, il n'y en eût pas un seul qui réussit, ce qui semble marquer que le grand nombre n'étoit pas pour le Roi. Quoiqu'il en soit, il est certain que le Roi avoit un assez grand nombre de Partisans dans Londres & dans le Parlement même, qui le servoient adroitement en feignant d'être saisis de crainte que la Guerre ne tournât mal pour le Parlement; & par-là, ils tâchoient d'inspirer une véritable terreur au Peuple, & de le disposer peu-à-peu à souhaiter & à demander la Paix. Ces gens-là ne cessoient point de faire des complots pour semer la division entre le Parlement & le Peuple. Comme il étoit nécessaire qu'ils entretenissent de secrètes correspondances avec la Cour, afin de pouvoir agir selon ses directions, le Roi envoyoit fréquemment des gens à Londres, tantôt secrètement, tantôt ouvertement, sous prétexte de porter des Messages aux deux Chambres, afin d'envoyer ses ordres à ses Partisans, & d'être exactement informé de ce qui se passoit dans le Parlement & dans la Ville. Ce fut dans cette vûë, que dans le mois de Decembre 1642. sous prétexte de vouloir procurer le bien des Habirans de Londres, il publia une Proclamation, pour permettre toute correspondance de ses quartiers avec Londres, & pour défendre de troubler le commerce avec cette Ville en quelque sorte que ce fût. Mais les Communes, soupçonant qu'il y avoit quelque mystère caché sous cette condescendance, firent publier dans le mois suivant une défense à tous Chartiers d'aller à Oxford sans une permission expresse, & un ordre d'arrêter comme Espions tous ceux qui étant en armes contre le Parlement, viendroient à Westminster, ou resideroient dans Londres ou aux environs. Le 12. d'Avril suivant, cet ordre fut renouvelé, & même étendu jusqu'à toutes sortes de gens qui viendroient des quartiers du Roi à Londres sans Saufconduit, & il fut imprimé & publié.

Le Roi per-
met le com-
merce de ses
quartiers
avec Lon-
dres.
Rushworth,
Vol. V. p. 83.
Les Com-
munes le
défendent.

Le Roi en-
voye un
Messager
aux deux
Chambres
sans Sauf-
conduit.
Ibid. p. 321.
Le Messa-

Selon les apparences, le Roi, qui avoit tant de correspondances dans Londres, n'ignoroit pas cet ordre qui étoit public. Cependant, sous prétexte qu'il ne lui avoit pas été expressement notifié, il envoya un Message au Parlement pour lui offrir la Paix en termes généraux, sans avoir fait demander un Saufconduit pour le Porteur du Message. Mais les Communes voulant rompre le cours de ces sortes d'artifices qui servoient à entretenir les correspondances du Roi dans Londres, firent mettre le Porteur du Message en prison, parce qu'il

qu'il étoit venu sans Saufconduit. Trois jours après, pour faire voir au Peuple, que le Roi l'amusoit vainement d'une espérance de Paix, elles accusèrent ouvertement la Reine de trahison, & firent porter l'accusation aux Seigneurs. Le Roi, indigné de cette démarche extraordinaire, publia une Proclamation qui défendoit d'obéir aux Ordres des deux Chambres, disant qu'il ne les reconnoissoit plus pour Chambres du Parlement.

Les affaires étoient en cet état, lorsque les deux Chambres découvrirent une conspiration tramée dans Londres, toujours sous prétexte de procurer la Paix que le Parlement refusoit. Je rapporterai ici le détail de cette conspiration, tel que Mr Pym le communiqua aux Seigneurs, dans une Conférence entre les deux Chambres.

» 1. Il leur dit, que diverses personnes de divers degrés & conditions, étoient entrées dans ce complot. Qu'il y avoit des Membres des deux Chambres, des Citoyens de Londres, & des gens de la Cour, & que c'étoit une suite de la dernière Requête présentée par quelques habitans de Londres, pour demander la Paix.

» 2. Que le principal auteur étoit Mr Waller Membre de la Chambre des Communes, qui avoit assuré à ses complices que plusieurs Membres des deux Chambres étoient aussi du complot. Que Mr Thompkins beaufrere de Waller, & Domestique de la Reine, Mr Chalonner Citoyen considérable de Londres, Mr Blinkard, Mr Alexandre Hambden qui avoit porté aux deux Chambres le dernier Message du Roi, Mr Hassel l'un des Messagers de S. M. étoient associés avec Waller.

» 3. Leur méthode étoit, que plusieurs personnes de Londres formoient un Committé qui entretenoit des correspondances dans les deux Armées, à la Cour, dans la Ville, & dans le Parlement, & qui faisoit sonder toutes sortes de personnes pour découvrir leur panchant, & les marquoient sous les titres de *Bons*, *Contraires*, *Neutres*. Ce Committé examinoit les armes, les munitions, les vivres dont il pourroit disposer. Il députoit des gens de son Corps, pour conférer avec Waller & Thompkins, touchant les dispositions de la Cour, de la Ville, & du Parlement, & pour entretenir des correspondances avec le Chevalier Crispe, le Chevalier Binion, & le Capitaine Roydon, qui étoient à Oxford.

» 4. La tâche de Waller étoit d'engager dans la conspiration autant de Membres qu'il lui seroit possible, & de porter leurs avis & leurs directions au Committé établis à Londres. Celle de Thompkins étoit d'informer Hassel de tous les progrès du complot, afin que celui-ci en instruisit la Cour, & particulièrement, le Lord Falkland Secrétaire d'Etat, comme aussi de recevoir par le même moyen les ordres & les directions du Roi.

» 5. Ils étoient convenus, qu'aucun Bourgeois de Londres ne tâcheroit de gagner au-delà de deux personnes, afin qu'en cas de malheur, aucun ne pût être accusé par plus de deux.

» 6. Mr Hambden & Mr Heron, qui portoient les Messages du Roi aux deux Chambres, servoient à entretenir la correspondance entre la Cour & les Conjurez. Le Roi devoit donner des Commissions sous le grand Sceau, pour établir un Conseil de Guerre, qui seroit chargé de nommer les Officiers Généraux & autres, d'exercer la Justice martiale, de se pourvoir d'armes, de

CHARLES
I.

1643.
ger est mis
en prison.

La Reine
est accusée
de trahison.

Le Roi défend d'obéir aux deux Chambres.

Complot pour forcer le Parlement à la Paix.

Ib. p. 322.

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

CHAR- „ munitions, & d'argent; & pour faciliter l'entreprise, le Roi devoit se tenir
 LES I. „ prêt à venir assister les Conjurez.
 1643. „

„ 7. Le projet étoit, de se saisir des Enfans du Roi, d'arrêter plusieurs
 „ Membres du Parlement, en particulier, le Lord Say, le Lord Wharton, Mr
 „ Pym, le Chevalier Stapleton, le Colonel Hambden, le Colonel Strode, sous
 „ prétexte de vouloir les faire juger selon les Loix; de se saisir de la Tour & des
 „ principaux postes de Londres, & de suspendre tous les payemens de l'argent
 „ levé par le Parlement.

„ 8. Ils étoient autorisez par une Commission du Roi, portée à Lon-
 „ dres par la Dame d'Aubigney, & qui a été trouvée dans la cave de Thom-
 „ pkins.

„ En vertu de cette Commission, ils ont traité avec le Chevalier Hugue
 „ Pollard, autrefois Membre des Communes, & mis en prison pour la conf-
 „ piration du Nord en 1641. Ils avoient déjà tout dressé un Manifeste conte-
 „ nant les raisons de leur soulèvement, & qui devoit être affiché en divers en-
 „ droits de Londres, la nuit avant l'exécution du complot. Ils avoient infor-
 „ mé la Cour du jour & de l'heure qu'ils devoient prendre les armes: mais ils
 „ changerent le tems, parce que Waller fut d'avis que c'étoit aux Seigneurs
 „ qui étoient du complot à le fixer. Hassel, qui se tenoit caché, reçut l'avis,
 „ que le grand Vaisseau étoit arrivé aux Dunes, ce qui signifioit que le complot
 „ étoit sur le point de l'exécution. Il en informa le Lord Falkland, qui répon-
 „ dit, qu'il falloit se hâter. Le Roi devoit envoyer d'Oxford, trois mille hom-
 „ mes qui devoient se rendre maître des Ouvrages autour de Londres, & avoir
 „ du blanc à leurs chapeaux pour être connus..

Le Comte de Clarendon, qui a parlé au long de cette conspiration, ne
 nie ni la conspiration même, ni la Commission du Roi portée à Londres
 par la Dame d'Aubigney; il se retranche sur ce que le Parlement confon-
 dit dans un seul complot, deux Projets différends, l'un formé par Waller,
 Tompkins, & Chalonner, qui étoient à Londres, & l'autre par le Chevalier
 Nicolas Crispe, qui étant Recorder de Londres, avoit été mis en prison, d'où
 il s'étoit sauvé, & s'étoit retiré à Oxford. A la bonne heure; mais soit qu'il
 y eût deux complots ou un seul, il ne paroît pas moins que le dessein du Roi
 étoit de forcer le Parlement à faire la Paix, & que les fréquens Messages
 qu'il envoyoit aux deux Chambres pour leur offrir la Paix, n'étoient souvent
 que des artifices pour entretenir ses correspondances dans Londres.

Serment or-
 donné par
 les deux
 Chambres.

Cette découverte fut causée que les deux Chambres prirent la résolution de
 s'unir encore plus étroitement ensemble, par une nouvelle Ligue & par un
 Serment que prêterent tous les Membres, & ensuite l'Armée, & ceux du
 Peuple qui voulurent bien le prêter volontairement. *Thompkins*, *Chalonner*
 & deux autres des Conjurez, furent pendus. Mais Waller sauva sa vie en
 donnant dix mille livres sterling, & il fut banni du Royaume. Hambden
 étoit mort en prison avant le Jugement, & Hassel mourut aussi la veille du
 jour qu'il devoit être jugé. Le mauvais succès de ce complot n'empêcha pas
 qu'on n'en tramât un semblable dans le mois d'Août suivant.

Depuis que la Conjuration de Waller eut échoüé, le Roi eut une suite
 d'heureux succès qui redonnerent à ses amis de Londres le courage qu'ils
 avoient commencé de perdre. Le Lord Fairfax avoit été battu à Atherston
 dans

dans la Province d'Yorck. La Reine avoit amené au Roi un secours considérable. Waller avoit été entièrement défait à Roundway, & le Roi se préparoit à faire le Siège de Gloucester, après s'être rendu maître de Bristol. Ces prospérités lui firent juger que l'occasion étoit favorable pour forcer le Parlement à la Paix, & tous ses amis de Londres se mirent en mouvement. Soit que ce Projer vînt de la Cour, ou que le Roi n'y eût que donné son approbation, il crut qu'il étoit nécessaire d'y préparer les esprits par une Déclaration qu'il publia, & qui contenoit en substance :

« Que personne ne souhaitait la Paix plus sincèrement que lui, puisqu'il étoit le plus intéressé au bien & au repos du Royaume. Qu'il prenoit Dieu à témoin de la répugnance avec laquelle il avoit pris les armes, & qu'il ne l'avoit fait que pour se défendre. Qu'on ne pouvoit pas ignorer avec quel soin, & avec quelle tendresse pour son Peuple, il avoit tâché de maintenir les Libertez & les Loix qui avoient été envahies par des gens qui sacrifioient le bien public à leurs intérêts particuliers. Qu'il n'avoit pas oublié la protestation qu'il avoit faite à la tête de son Armée, *que s'il plaisoit à Dieu de bénir ses armes, il maintiendrait la véritable Religion Protestante, & les Privilèges du Parlement, & qu'il gouverneroit selon les Loix connues du Royaume, pour la défense desquelles il avoit levé cette Armée.* Qu'il jugeoit cette conjoncture propre à renouveler sa protestation, puisqu'on ne pourroit pas l'attribuer à aucun motif de crainte, dans un tems où Dieu venoit de le favoriser de tant d'heureux succès, mais uniquement à un pur amour pour son Peuple. Qu'il déclaroit donc à toute la terre, en présence de Dieu, qu'il n'avoit aucune pensée de changer la Religion qui étoit établie en Angleterre, dans laquelle il vouloit vivre & mourir, ni d'altérer en aucune maniere les droits des Sujets, ni les justes Privilèges du Parlement. Qu'au contraire, il maintiendrait les Loix, les Libertez du Peuple, les justes Privilèges du Parlement, avec le même soin que ses propres Prérogatives. Que tout le monde pouvoit aisément juger, si des gens ennemis du Gouvernement de l'Eglise, qui mettoient à la place des Ministres Orthodoxes, des Schismatiques & des Séditieux, qui avilissoient les Prières Communes, & profanoient le Culte Divin, étoient propres à soutenir la Religion : Si des gens qui opprimoient leurs Compatriotes par des taxes exorbitantes imposées sans l'autorité des Loix, qui lesemprisonnoient & les tourmentoient en diverses manieres, qui avoient envahi les Droits de la Couronne, & privé le Roi de sa voix négative dans le Parlement, étoient propres à défendre les Loix & les Privilèges du Parlement. » . Enfin, après plusieurs invectives contre les deux Chambres, il finissoit par ces paroles : *Quiconque a été séduit par ces esprits broüillons, & rachetara ses fautes passées par ses services & par sa fidélité, qui se suivra de ceux qui continueront à porter les armes contre nous, qui s'opposera de tout son pouvoir à leurs entreprises, & tâchera de les réduire à l'obéissance qui nous est due, & qui fera ses efforts pour rétablir la Paix dans le Royaume, aura sujet d'exalter notre Clemence, & de se repentir d'avoir offensé un si bon & si juste Souverain.*

Il n'est pas mal aisé de comprendre, que par cette Déclaration, & sur tout par les dernières périodes, le but du Roi étoit d'exciter & d'autoriser une émeute dans Londres contre les deux Chambres, & ce qui arriva bien-tôt après, ne laisse aucun lieu d'en douter. Cette Déclaration étoit donc un pré-

CHARLES
I.
1643.

Nouveau
Complot.
Août.

« Déclaration du
« Roi pour
« préparer
« le Peuple.

CHARLES
I.
1643.

paratif pour l'exécution du complot qui se tramoit de forcer le Parlement à faire la Paix. Personne ne peut douter que le Roi ne souhaitât véritablement la Paix. Mais il faut toujours avoir dans l'esprit, quelle étoit cette Paix qu'il désiroit avec tant d'ardeur. C'étoit une Paix qui le remît en possession de toutes ses Prérogatives, après quoi, il promettoit de gouverner selon les Loix connues du País. Mais toute la difficulté de la Paix consistoit dans cette promesse, sur laquelle le Parlement prétendoit, qu'il ne pouvoit pas s'assurer, & pour l'exécution de laquelle le Roi n'offroit d'autre sûreté que sa parole, supposant tacitement que c'étoit un crime que de douter de sa sincérité.

La Cham-
bre Haute
proposé
d'envoyer
au Roi, des
Proposi-
tions pour
faire la Paix.

Cette Déclaration ne fut pas plutôt publiée, que les Partisans du Roi recommencerent leur jeu ordinaire dans Londres. Ils affectoient une terreur extraordinaire causée par les heureux succès des armes du Roi, & ils insinuoient, qu'il falloit en prévenir les suites par la Paix. Mais comme l'exécution de *Thompkins* & de *Chaloner* avoit inspiré une terreur réelle aux Particuliers les plus dévoués au Roi, il n'y en avoit pas un qui osât s'exposer ouvertement au même danger. Il fut donc résolu entre eux, que la Chambre des Seigneurs romproit la première, la glace, en proposant la Paix aux Communes, & qu'elle seroit soutenue par les Partisans que le Roi avoit dans Londres. La Chambre Haute n'étoit composée que d'un petit nombre de Seigneurs, dont quelques-uns étoient Partisans du Roi, connus pour tels, ou secrets. D'autres étoient ses ennemis, & quelques-uns étoient disposés à suivre le torrent, de quelque côté qu'il les entraînât. Ce furent ceux-ci que le Parti du Roi tâcha de gagner par divers moyens, afin d'avoir la supériorité du nombre dans cette Chambre, les uns par promesses, les autres par menaces, quelques-uns par voye de persuasion, en leur faisant entendre, que la Paix étoit absolument nécessaire. Enfin, ils vinrent à bout de s'assurer de la pluralité des voix dans la Chambre Haute : non que tous ceux qu'ils gagnaient s'engageassent absolument à se dévouer au Roi : ce n'étoit pas cela dont il s'agissoit ; mais uniquement de consentir que la Paix fût proposée par leur Chambre, ce qui ne pouvoit être regardé que comme une chose très-innocente. Les Directeurs de l'Intrigue n'avoient garde de faire proposer une Paix sans conditions, telle que le Roi la désiroit. Cela seul auroit été capable de leur faire perdre quelques-uns de ceux qu'ils avoient persuadés. Il falloit seulement engager les Communes à entrer en Négociation, après quoi, ils espéroient que la supériorité qu'avoit alors le Roi, appuyée par les efforts de son Parti, seroit capable d'applanir, en sa faveur, les difficultés qui pourroient se rencontrer dans les principaux Articles. Cette résolution étant prise, la Chambre des Seigneurs fit demander aux Communes une Conférence, dans laquelle les Députés des Seigneurs déclarerent, que leur Chambre avoit résolu d'envoyer au Roi certaines Propositions de Paix auxquelles elle demandoit la concurrence des Communes. Ces Propositions étoient :

Proposi-
tions des
Seigneurs.

I. Que les deux Armées seroient congédiées, & que le Roi seroit supplié de retourner à son Parlement, sur des sûretés dont il seroit content.

II. Que la Religion seroit établie par une Assemblée de Théologiens nommez par le Roi, & approuvez par les deux Chambres.

III. Que la Milice seroit établie par un Bill. Qu'on confieroit les Places,

ces, les Magasins, les Vaisseaux, à des gens que le Roi nommeroit, & qui auroient l'approbation des deux Chambres. Que les revenus du Roi lui seroient rendus.

CHARLES
I.
1643.

IV. Que les Membres du Parlement, qui s'étoient absentez, ou volontairement, ou pour obéir au Roi, contre lesquels il n'y avoit aucun reproche, reprendroient leurs places dans le Parlement.

V. Que tous ceux qui avoient été déclarez Délinquens avant le 10. de de Janvier 1641, seroient livrez à la justice du Parlement, & qu'il y auroit Amnistie pour tous les autres.

VI. Qu'il seroit fait un Acte d'Amnistie générale par rapport à tous les Actes d'hostilité.

Il est très-vraisemblable que ceux qui avoient eu assez de crédit, pour faire passer ces Propositions à la Chambre Haute, ne croyoient pas eux-mêmes que la Paix pût se faire sur ces fondemens. Les difficultez qui se rencontroient dans les trois premières Propositions avoient été débattuës une infinité de fois, & avant la Guerre, & depuis qu'elle étoit commencée, sans qu'on eût pu convenir de rien. Il n'y avoit donc aucune apparence que le Roi, dans sa prospérité, voulût accorder ce qu'il avoit refusé dans le tems que ses affaires ne se trouvoient pas en si bon état. Mais, comme je l'ai déjà dit, le but de ceux qui dirigeoient l'intrigue n'étoit que d'engager une Négociation, persuadés qu'ils étoient, que par leur crédit, & par leurs cabales, ou par le soulèvement du Peuple, ils seroient décider ces questions en faveur du Roi. C'étoit par cette raison, que la principale des Propositions, sçavoir la troisième qui regardoit la Milice, & que le Parlement avoit toujours pris grand soin de bien expliquer, étoit exprimée d'une manière fort générale & fort ambiguë en ces termes. *Que la Milice seroit établie par un Bill.*

La Chambre des Communes comprit parfaitement quel étoit le but des Auteurs de ces Propositions, & elle en fut effrayée. Elle craignit qu'ils ne se sentissent trop bien appuyez, sans quoi, il n'y avoit pas d'apparence qu'ils eussent fait une pareille démarche, dans un tems où les Députés du Parlement étoient déjà partis pour aller demander du secours à l'Ecosse. Cela fut cause, qu'après un long débat, il fut résolu, à la pluralité des voix, que les Propositions seroient envoyées au Roi. Il y a beaucoup d'apparence, que cette résolution ne fut prise que pour amuser les amis du Roi, & pour gagner du tems, afin de pouvoir plus aisément rompre leurs mesures. En effet, dès le lendemain, le Maire de Londres, accompagné de beaucoup de Peuple, se rendit à la Chambre des Communes, dont il étoit Membre, & présenta, de la part du Conseil Commun, une Adresse dans laquelle la Chambre étoit suppliée de se tenir ferme dans les principes qui avoient fait prendre les armes, & de rejeter les Propositions des Seigneurs. Le Maire assura aussi, que les habitans de Londres étoient prêts à faire les derniers efforts pour soutenir la Guerre vigoureusement. Sur cette Adresse, la Chambre reprit courage, & révoqua la résolution du jour précédent. Ainsi, les Partisans du Roi se trouverent à leur tour fort embarrassés, & dans la nécessité de prendre de nouvelles mesures. L'expédient qu'ils trouverent fut de faire soulever les femmes, dans l'espérance que cette émeute en pourroit produire une plus grande, & donner lieu à quelque révolution.

Les Communes alarmées consentirent aux Propositions.

Adresse de la Ville de Londres contre les Propositions.
Rushworth,
Vol. V. p. 356.
Les Propositions sont rejetées.

Le

CHARLES
I.
1643.
Tumulte
des femmes.
Ruhsvorth,
Vol. V. p. 357.

Le 9. d'Août, une troupe d'environ deux mille femmes alla présenter aux Communes une Requête pour demander qu'on fît la Paix, les conditions qu'elles propofoient étoient précisément les mêmes que le Roi avoit toujours offertes. La Chambre leur ayant fait une Réponse générale, elles n'en furent point contentes, & leur troupe s'étant accruë jusqu'au nombre de cinq mille, elles retournerent à la porte des Communes, criant de toute leur force, *la paix, la paix*. Elles demandoient qu'on leur livrât les Traîtres qui s'y oppofoient, & entre autres Mr. Pym. La Garde de Milice ayant voulu tirer sur elles avec de la poudre seulement, pour leur faire peur, elles s'en moquerent, & ayant trouvé un monceau de briques dans une des Cours de Westminster, elles s'en saisirent, & chassèrent cette Garde. Il fallut enfin, faire venir quelques Troupes de Cavalerie, qui, après les avoir assez long tems ménagées, mirent le sabre à la main, & en déchiqueterent quelques-unes au visage. Une femme qui vendoit des Chançons dans Londres, fut tuée sur la place : d'autres furent blessées, & quelques-unes moururent de leurs blessures. Enfin, on vint à bout de les dissiper. Le Comte de Clarendon assure que c'étoient des femmes des meilleurs Bourgeois de Londres, ce qui est fort difficile à croire. C'est à cela qu'aboutit le grand Projet de forcer le Parlement à faire la Paix ; Projet, où l'on n'avoit trouvé le moyen d'engager divers Seigneurs, & plusieurs Membres des Communes, sous prétexte que la Paix étoit nécessaire à l'Etat. Rien n'étoit plus vrai : mais on se gardoit bien de leur découvrir, que, sous prétexte de travailler pour le Public, on ne cherchoit véritablement que l'avantage du Roi.

Caractere
du Comte
d'Essex.

Lettre du
Comte à
l'Orateur.
9 Juillet.
Ibid. p. 290.

Le Comte d'Essex étoit un de ceux qui souhaitoient la Paix avec le plus d'ardeur, mais non pas de la maniere que les Partisans du Roi. Ceux-ci vouloient la Paix, & faisoient tout ce qui étoit en leur pouvoir pour la procurer : mais c'étoit une Paix, telle que le Roi l'offroit, c'est-à-dire, qui ne fût fondée que sur sa parole. Le Comte d'Essex ne croyoit pas qu'il fût impossible, en faisant la Paix, de trouver les sûretés nécessaires pour les Libertez de la Nation : car voici ce qu'il avoit écrit à l'Orateur des Communes sur ce sujet, le 9. Juillet, après lui avoir rendu compte du combat de *Chalgrave*. *Si on jugeoit à propos de proposer la paix, moyennant que la Religion, les Loix, & les Libertez des Sujets fussent bien établies ; que les principaux Délinquens, auteurs des troubles de ce Royaume, fussent abandonnez à la Justice, & que, selon que le Comte de Bristol le disoit au Parlement, on pût trouver des expédiens pour la sûreté de l'exécution. Ou bien, s'il plaisoit à S. M. de s'absenter de son Armée, qu'on pût fixer un jour pour décider les différends par une Bataille, je suis prêt à faire mon devoir. Il seroit bon que les propositions des deux côtez fussent débattues dans quelque Ville, dont on conviendrait, proche de laquelle les deux Armées pussent se mettre en bataille, prêtes à combattre, afin que si la paix ne se concluoit pas, la querelle pût être décidée par les armes.*

On voit bien que ce n'est pas-là le langage d'un homme qui propofoit la paix pour faire plaisir au Roi, uniquement en vûë d'engager une Négociation dont le Roi pût tirer quelque avantage ; mais celui d'un homme qui souhaitoit sincèrement une paix qui pût mettre une heureuse fin aux troubles qui déchiroient le Royaume : ou si cela ne se pouvoit pas par le moyen de la paix, de les faire du moins finir par une bataille. Il croyoit sans doute, que

que la Nation courroit moins de risque en hazardant une décision par les armes, que par la continuation de la Guerre. Rien ne marque mieux la droiture de ses intentions. Mais on étoit alors dans un tems où il y avoit peu de gens qui se trouvassent dans les mêmes dispositions. Le Roi souhaitoit passionnément la paix ; mais c'étoit à condition qu'elle ne lui ôteroit rien, qu'il rentreroit dans tous ses droits, & qu'on se contenteroit de sa parole pour l'avenir. A l'égard de la Religion, tout ce qu'il vouloit céder, c'étoit que les Presbytériens ne seroient pas contraints par des Loix pénales, de se conformer à l'Eglise Anglicane. Jusqu'alors, il n'avoit rien avancé, qui pût faire espérer qu'on leur accorderoit l'exercice public de leur Religion. Le Parlement de son côté, souhaitoit aussi la paix, pourvu que par cette paix, le Roi fut mis hors d'état de reprendre son premier train, c'est-à-dire, qu'il fût tellement abaissé, qu'il ne pût plus rien faire sans le consentement des deux Chambres, & qu'il n'eût plus que le simple titre de Roi, & les marques extérieures de la Royauté. Quant à la Religion, il y avoit beaucoup de gens de la Chambre Basse & ailleurs, qui aimoient mieux qu'on continuât la Guerre, quoiqu'il en pût arriver, que de voir les Evêques rétablis dans leur pouvoir. C'est ce qu'il faut toujours avoir dans l'esprit, quand on voit l'un ou l'autre des deux Partis, parler de la Paix. Ce fut sans doute, une disposition, semblable à celle du Comte d'Essex, qui fit que quelques-uns se laisserent éblouir par le seul nom de paix, & par les restrictions insérées, dans les Propositions qui devoient être envoyées au Roi, lors du dernier complot dont j'ai parlé. Mais on peut assurer, que les principaux Auteurs de l'intrigue n'avoient rien moins en vûe que le bien de la Nation, & qu'ils ne pensoient uniquement qu'à servir le Roi. Je ne doute nullement, que quelques autres ne se laissassent persuader de consentir aux Propositions, par considération du but que le Parti Presbytérien se proposoit, & qui n'étoit plus caché ; comprenant bien, que les avantages que le Parlement pourroit remporter sur le Roi dans la continuation de la Guerre, ne serviroient qu'à ruiner plus aisément l'Eglise Anglicane.

La droiture du Comte d'Essex lui fit éprouver ce qui arrive ordinairement aux honnêtes gens dans les discordes civiles, où les moins emportés passent pour indifférens, & peu affectionnés à leur Parti. Le Roi, qui étoit bien informé de la modération de ce Seigneur, se persuada qu'il ne souhaitoit la Paix, que parce qu'il étoit dégoûté du Parlement, & convaincu de l'injustice de la cause qu'il avoit embrassée. Dans cette pensée, il mit tout en œuvre pour le gagner, sans pouvoir y réussir. D'un autre côté, le Comte d'Essex se rendit suspect aux plus passionnés du Parlement, qui comprirent que ce n'étoit pas un instrument propre à les servir comme ils le demandoient. C'est pourquoi ils n'eurent plus aucune confiance en lui, ou du moins, ils feignirent de n'en pas avoir, pour avoir lieu de mettre en sa place, un autre Général plus souple, & plus disposé à se laisser gouverner. Ils jetterent les yeux sur le Comte de Manchester, connu auparavant sous le nom de Lord Kimbolton, & pour commencer à l'élever, ils lui firent donner le commandement des forces des Provinces Orientales associées, auxquelles on avoit joint celle de Lincoln, pour aller s'opposer au Marquis de Newcastle, & les deux Chambres ordonnerent de nouvelles levées pour renforcer cette Armée.

Tome VIII.

Ddd

Si

CHARLES
I.
1643.

Le Roitente
inutilement
de gagner le
Comte
d'Essex.

qui devient
suspect au
Parlement.

Le Comte
de Manchet-
ter est fait
Général des
Provinces
Orientales
associées.

CHARLES

I.

1643.

Le Comte
d'Essex est
mecontent.Le Parle-
ment l'ap-
païse.Le Comte de
Clarendon.Quel étoit
le projet des
amis du Roi.Plusieurs
Seigneurs
s'absentent

Si le Comte d'Essex ne s'étoit engagé dans le parti du Parlement, que par passion, par caprice, ou par intérêt, les mortifications qu'on lui caufoit auroient été capables de lui faire prendre le parti du Roi, pour se venger des deux Chambres. Mais ce n'étoit pas-là son caractère. Quoiqu'il se fût déjà plaint plusieurs fois du peu d'égard qu'on avoit pour lui, en laissant son Armée sans recrues & sans habits, & que divers Seigneurs du parti du Roi embrassassent cette occasion pour tâcher de lui persuader de changer de parti, il demeura toujours ferme dans ses principes. Quelque fortes que fussent leurs sollicitations, il ne leur donna jamais le moindre sujet de croire, qu'il fût capable de trahir le Parlement qui lui avoit confié le commandement de ses Troupes. Les deux Chambres ayant eu quelque avis des instances qui se faisoient auprès de leur Général, le firent assurer de leur estime, & de leur reconnoissance pour les grands services qu'il leur avoit rendus, & lui promirent que son Armée seroit recrutée & habillée préféablement à celles du Comte de Manchester & du Chevalier Waller, & elles lui tinrent parole. Cette satisfaction fut plus que suffisante, pour lui faire oublier tous les sujets de plainte qu'on lui avoit donnez. Il a plu à un illustre Historien d'attribuer le constant attachement du Comte d'Essex au parti du Parlement, à la crainte qu'il avoit de ne pouvoir pas bien réussir dans l'exécution de l'entreprise qu'on lui proposoit de forcer le Parlement à la Paix. Je ne doute pas que ce ne soit là un effet de la prévention du Roi & de tous ses Partisans, qu'il n'y avoit pas un seul homme dans le parti du Parlement qui fût convaincu de la justice de la cause qu'il soutenoit : c'étoit un système qu'ils n'abandonnerent jamais.

Le projet de ceux qui avoient entrepris de débaucher le Comte d'Essex étoit, qu'aussi-tôt qu'il auroit donné sa parole, les Seigneurs & les Membres des Communes qui étoient de l'intrigue iroient se réfugier dans son Armée, & se mettre sous sa protection, sous prétexte que le Conseil de Londres avoit usé de violence contre les deux Chambres, en empêchant que les Propositions ne fussent envoyées au Roi, & qu'il avoit violé les Privilèges du Parlement en prenant connoissance de ses délibérations. Ils ne doutoient pas, qu'à leur exemple, un grand nombre de gens ne prissent le même parti, & par-là, ils espéroient de se rendre assez forts pour contraindre le Parlement de faire la paix. Et en cas que le Parlement fut demeuré obstiné, leur dessein étoit de faire un Traité séparé avec le Roi, sous la qualité de gens désabusez, qui, après s'être laissé séduire par le Parlement, avoient enfin reconnu combien sa cause étoit injuste. Ils se persuadoient que tout le Royaume en feroit de même, & que le Parlement se trouveroit entièrement abandonné. Car ce fut toujours la marotte du Roi & de son parti, qu'entre ceux qui étoient attachez au Parlement, il n'y en avoit pas un seul qui le fût par persuasion, par honneur & par conscience; mais par séduction, par crainte, par ignorance. C'est ce qui leur fit faire tant de fausses démarches pour forcer le Parlement à faire la Paix, par le moyen du Peuple, démarches qui furent toutes très-préjudiciables au Roi. Celle dont je viens de parler, par rapport au Comte d'Essex, ne le fut pas moins que les autres. Les Seigneurs & les Membres des Communes qui avoient eu part à cette intrigue; aussi bien qu'à la conjuration de Waller, craignant que le Comte d'Essex

d'Essex ne les découvrit, trouverent à propos d'éviter le châtimement, en se retirant auprès du Roi. De ce nombre furent le Comte de *Portland* & le Lord *Conway* qui avoient déjà été mis en prison pour l'affaire de Waller, & ensuite relâchés, le Lord *Lovelace* qui n'étoit demeuré jusqu'alors au Parlement, que par la permission du Roi, les Comtes de *Clare*, de *Dorset*, de *Holland*, & plusieurs Membres des Communes. Le Comte de Northumberland, qui n'étoit pas content de n'avoir plus dans le Parlement le crédit qu'il y avoit eu autrefois, feignit une indisposition pour avoir lieu de demander la permission, qui lui fut accordée, de se retirer dans une de ses Terres. On crut communément, que le Roi lui avoit donné des assurances qu'il n'y feroit point inquieté. La fuite de tous ces Membres fut très-désavantageuse au Roi, en ce que par-là, il n'eut plus dans le Parlement ce nombre d'amis qui étoient toujours prêts à le servir, & qui avoient accoutumé de diriger les autres Partisans qu'il avoit dans Londres. De plus, par l'absence de ces gens-là, les ennemis du Roi en furent plus à leur aise, & trouverent moins d'obstacles à leurs desseins, qu'ils n'en avoient trouvé auparavant. Car ce fut peu de tems après, que l'Armée du Comte d'Essex fut mise en état d'aller secourir Gloucester, & que le Parlement approuva le Covenant fait avec l'Ecosse, en quoi il auroit été, sans doute, traversé par ceux qui venoient de le quitter. Il faut présentement passer à d'autres matieres.

CHARLES
I.
1643.
par la peur
du châti-
ment.

J'ai déjà dit, en passant, que le Chevalier *Hotham*, Gouverneur de Hull, avoit été arrêté par ordre du Parlement: il est tems présentement de parler de la cause de sa disgrâce. Le Roi avoit été si fort irrité contre lui, qu'il n'y avoit guères d'apparence qu'il pût jamais se résoudre à lui pardonner l'affront qu'il en avoit reçu, ni que Hotham pût être jamais disposé à se livrer entre ses mains. Cependant l'envie de se rendre maître de Hull, dans l'un, & un désir de vengeance dans l'autre, leur firent oublier tout ce qui s'étoit passé. Hotham ne pouvant digérer, qu'après le service qu'il avoit rendu au Parlement en lui conservant Hull, sans craindre de s'exposer à tout le ressentiment du Roi, on eût donné au Lord Fairfax le commandement en chef de toutes les Troupes du Nord, honneur dont il se croyoit, sans doute, plus digne, prit la résolution de se venger de cette prétendue injustice, en livrant sa Place au Roi. On ne sçait pas bien précisément, en quel tems il s'adressa au Comte de Newcastle: mais il est certain, qu'il lui écrivit plusieurs Lettres qui furent communiquées à la Reine pendant qu'elle étoit dans le Nord. Il avoit mis dans le complot, le Capitaine Hotham son fils, & il fut résolu entre eux, qu'ils livreroient Hull à la Reine, dans le tems qu'elle seroit en marche avec ses Troupes pour aller joindre le Roi. Cependant, Hotham le fils ayant fait quelque démarche qui donna lieu de le soupçonner, le Che-
valier *Jean Meldrum* l'arrêta, par ordre du Parlement, & l'envoya en prison dans le Château de Nottingham. Hotham trouva le moyen de se sauver de sa prison, & s'étant rendu à Lincoln, il écrivit au Parlement pour se plaindre de l'affront qu'on lui avoit fait, disant qu'il étoit prêt à répondre sur tout ce dont on voudroit l'accuser. Mais comme la Reine étoit déjà en marche, & qu'il étoit tems d'exécuter le dessein, il se rendit à Hull, pour en concerter les moyens avec le Chevalier son pere. La Reine se croyoit si as-
surée d'avoir bien-tôt Hull en son pouvoir, qu'elle écrivit au Roi le 27. de

Disgrace du
Chevalier
Hotham.

Rushworths
Vol. V. p. 275.

Ibid. p. 274.

CHARLES
I.
1643.

Juin, que cette Place valoit bien la peine qu'elle s'arrêtât deux jours à Newarck où elle se trouvoit alors. Mais dans le tems même que le Parlement avoit donné ordre d'arrêter Hotham le fils, il avoit fait écrire au Maire de Hull d'avoir l'œil sur le pere, d'examiner sa conduite, & de prendre bien garde que la Place fût en sûreté. Le retour du fils à Hull, après s'être sauvé de Nottingham, les soupçons qu'on avoit déjà contre lui, & un avis qui vint d'un Capitaine d'un Vaisseau de Guerre qui étoit à la rade, que dans deux jours, Hull devoit être livré au Roi, firent que le Maire, quoique beaufrere du Gouverneur, résolut de le prévenir. Cette même nuit, pendant que les Hothams dormoient, on assembla sans bruit, tous les Bourgeois, Officiers & Soldats qu'on sçavoit être affectionnez au Parlement, & on se saisit de tous les postes de la Ville, sans tirer un seul coup de mousquet. Cependant, je ne sçai par quelle raison, on avoit négligé d'arrêter les deux Hothams qui trouverent moyen de sortir de la Ville: mais en arrivant à Beverley, ils furent tous deux arrêtez & conduits à Londres, où, après une longue prison, ils furent condamnez à mort, & exécutez.

Il y avoit deux choses qui faisoient un tort extrême au Roi dans l'esprit du Peuple, & dont il ne perdoit aucune occasion de se justifier, sçachant combien les préjuges sur ce sujet, lui pouvoient être préjudiciables. La premiere étoit, qu'il favorisoit la Religion Romaine. La seconde, qu'il avoit excité la Rébellion d'Irlande, ou du moins, qu'il y avoit connivé. C'étoient deux Articles que les deux Chambres ne se faisoient pas un scrupule d'insinuer, & même de soutenir ouvertement dans leurs Ecrits. Ce n'est pas qu'elles eussent des preuves positives de ce qu'elles avançoient: mais elles tiroient de ses actions, & de ce qui s'étoit passé en divers tems, des conséquences, à quelques-unes desquelles on ne peut guères s'empêcher de reconnoître que le Roi ne répondoit que foiblement, ou par des généralitez, ou, à son ordinaire, par des expressions ambiguës qui pouvoient avoir un double sens.

A l'égard de la premiere accusation, il prit occasion de faire la Protestation suivante, en recevant la Communion de la main du fameux Usher ou Usserius Archevêque d'Armagh en Irlande.

Protestation
du Roi sur
la Religion.
Rushworth,
Vol. V. p. 346.

Je vois ici plusieurs Protestans qui pourront rendre témoignage de ma présente résolution. Que je puisse recevoir de la consolation de cet auguste Sacrement, comme j'ai intention d'établir la Religion Protestante dans sa beauté, comme elle étoit dans le tems de la Reine Elisabeth, sans aucune connivence pour le Papisme. Je loüe Dieu, de ce qu'au milieu de ces troubles publics, j'ai la liberté de communier. Que je reçoive ce Sacrement pour ma damnation, si mon cœur ne s'accorde pas avec ma bouche dans cette protestation.

Observa-
tion sur cet-
te Protesta-
tion.

Il est hors de doute, que Charles I. étoit très-zélé pour la Religion Protestante, selon qu'elle étoit professée dans l'Eglise Anglicane. Mais il n'est pas moins certain, qu'il ne s'étoit jamais fait un scrupule d'avoir beaucoup de condescendance pour les Catholiques, soit que ce fût par complaisance pour la Reine, ou qu'il crût qu'il n'étoit pas nécessaire pour le bien de la Religion Protestante, de faire exactement observer les Loix pénales faites contre eux. Il est donc bien difficile d'expliquer ce qu'il entendoit par cette expression, *sans aucune connivence pour le Papisme*. On ne peut juger que son intention fût de jurer, qu'il n'accorderoit jamais aucune tolérance aux Catholiques, puisque,

puisque, dans ce même tems, il faisoit négocier la Trêve d'Irlande, par laquelle la tolérance étoit accordée à ceux de ce Païs-là, & l'on verra dans la suite, qu'en négociant la Paix avec les Rebelles, il ne fit point difficulté de leur accorder cet Article. J'oserois encore moins assurer, que, par le terme de *connivence*, il entendît toute sorte de condescendance pour les Catholiques. Ce sens-là seroit contraire à ses principes, & à sa pratique ordinaire. Il semble donc que ce qu'on peut penser de plus raisonnable c'est qu'il distinguoit le *Papisme*, d'avec les *Papistes*, & qu'en promettant d'établir la Religion dans toute sa beauté, sans aucune connivence pour le Papisme, il vouloit dire, qu'il ne suffiroit point que les Dogmes de l'Eglise Romaine fussent mêlez parmi ceux de l'Eglise Anglicane. Mais en ce cas-là, ce n'étoit pas proprement de quoi il s'agissoit dans l'accusation qu'on intentoit contre lui. Comme il étoit très-habile dans l'art de choisir des expressions auxquelles il étoit difficile de donner un sens fixe & déterminé, il est certain, que ses protestations les plus solennelles ne produisoient pas toujours l'effet qu'il en attendoit.

Pour ce qui regarde la seconde accusation touchant la Rébellion d'Irlande, je ne croi pas pouvoir en donner une connoissance plus claire, qu'en donnant ici le précis d'une Déclaration publiée sur ce sujet par les deux Chambres, le 25. de Juillet 1643. Elles exposoient :

„ Que dans la premiere année du Regne du Roi, il se forma en Irlande, un projet d'obtenir la Tolérance pour les Papistes de ce Royaume-là, & pour faire abolir les Loix pénales, moyennant une somme d'argent qu'on devoit donner au Roi. Que les Evêques d'Irlande s'y opposèrent fortement, & en représentèrent au Roi les inconvéniens. Que dans la même année, la Chambre des Communes, dans une Remontrance qui fut imprimée & publiée, représenta au Roi, combien le Papisme s'accroissoit en Irlande, & qu'on y établissoit divers Monasteres d'hommes & de femmes, le priant d'arrêter le cours de ce désordre. Que néanmoins, le Roi, dans la quatrième année de son Regne, accorda aux Papistes tout ce qu'ils avoient demandé, & beaucoup plus, moyennant la somme de cent vingt mille livres sterling payables dans trois ans, & qui devoit être levée, tant sur les Protestans que sur les Papistes :

„ Que le Roi, durant son Regne, avoit élevé à la Dignité de Pairs, plusieurs Papistes notoires & connus pour tels.

„ Que le Lord Chancelier *Loftus*, & le Comte de *Corck*, Lords Justice d'Irlande, ayant commencé à procéder contre les Papistes, sur le Statut de la 2. année d'Elisabeth, qui impose une amende de neuf sous à ceux qui s'absentent des Eglises, les Dimanches & les jours de Fête, il leur vint un ordre de la Cour, d'arrêter ces procédures contre les Papistes, pendant que les Protestans demeuroient sujets à la rigueur du Statut.

„ Que le Comte de Strafford, Lieutenant d'Irlande, entretenoit, par le moyen du Chevalier *Radcliff*, une étroite correspondance avec le Clergé Papiste, & particulièrement avec un Prêtre nommé *Paul Hurriff* qui avoit accès auprès de Radcliff, à toutes les heures du jour & de la nuit.

„ Qu'en 1639. le Comte de Strafford mena en Irlande un Prêtre Jésuite nommé *Thobie Mathews*, banni d'Anglererre à la sollicitation des deux

CHAR-
LES I.
1643.

» Chambres , le logea vis-à-vis du Château , & que ledit *Mathews* travailla
» de tout son pouvoir à engager les Papistes d'Irlande dans la Guerre contre
» l'Ecosse.

» Que le Chancelier *Loftus* , & le Comte de *Corck* ayant ôté une Eglise
» aux Papistes de Dublin , & en ayant fait présent à l'Université qui en avoit
» fait un Collège , aussi-tôt que le Comte de *Strafford* fut fait Lieutenant d'Ir-
» lande , il rendit cette Eglise aux Papistes , qui y firent dire la Messe , comme
» auparavant.

» Que peu de tems avant la Rébellion , on avoit érigé en Irlande beau-
» coup de Monasteres d'hommes & de femmes , qu'à *Naas* , où le Comte de
» *Strafford* faisoit souvent sa résidence , il y avoit des Couvens de Moines
» Augustins , Franciscains & Dominicains , & que le Comte de *Strafford* y avoit
» fait bâtir , sous quelque prétexte , une maison , qui , aussi-tôt qu'elle fut
» bâtie , fut convertie en un Monastere.

» Qu'au commencement de ce Parlement , l'Armée d'Irlande avoit été
» long tems tenuë sur pied , malgré les fréquentes Remontrances des deux
» Chambres , sous prétexte de la Guerre avec l'Ecosse , & que par-là , on
» avoit donné aux Irlandois , la connoissance de l'Art militaire dont ils avoient
» ensuite fait usage pour détruire les Protestans Anglois & Ecossois de ce
» Pais-là.

» Que les Mines d'argent , qui fournissent une grande quantité de plomb ,
» avoient été données à ferme à deux Papistes , sçavoir le Chevalier *George*
» *Hamilton* & *Bazil Brook* , & que divers barrils de balles de mousquet
» avoient été trouvez dans la maison du premier , lorsque la Conspiration
» pour se saisir du Château de Dublin fut découverte.

» Que le Comte de *Strafford* ayant trouvé des titres pour mettre le Roi en
» possession des Comtez de *Roscomon* , *Mayo* , *Slego* , *Gallway* , *Clare* , &
» d'une grande partie des Comtez de *Limerick* , & de *Tipperary* , le Conseil
» d'Etat avoit prié le Roi de ne se dessaisir point de ce droit , afin de pouvoir
» établir des Colonies Protestantes dans ces Provinces. Mais qu'à la Requête des
» Papistes , & par un Traité fait en présence de la Reine , le Roi s'en étoit dé-
» fisté moyennant une rente de deux mille livres Sterling.

» Que le Ministre *Maxwell* avoit déposé , qu'il avoit ouï dire au frere de
» *Phelim O Neal* , Chef des Rébelles dans l'Ulster , que le projet de la Rébel-
» lion avoit été communiqué aux Papistes d'Angleterre , qui avoient promis de
» la favoriser. Que *Mac-Mahon* avoit confessé à la question , que le projet
» de cette Rébellion avoit été envoyé d'Angleterre en Irlande , par les Com-
» missaires Irlandois , employez auprès du Roi pour solliciter le redressement
» des Griefs.

» Que le Comte de *Castelhaven* , Pair d'Angleterre , & qui a été depuis
» un des Chefs des Rébelles d'Irlande , Mr *Porter* , qui s'est déclaré Papiste en
» Irlande , le Chevalier *Bazil Brook* Trésorier des Papistes d'Angleterre , *An-
dré Brown* , chassé du Collège de *Lincolns-Inn* parce qu'il étoit Papiste , &
» divers autres de la même Religion , étoient allez d'Angleterre en Irlande ,
» peu de mois avant la Rébellion.

» Que les Rébelles d'Irlande prétendoient , qu'ils n'avoient pris les ar-
» mes que pour délivrer le Roi & la Reine , de l'oppression où les tenoit un
Parle-

Parlement Puritain , étant autorisez par leurs Majestez & par écrit. Qu'ils appelloient les Soldats de l'Armée Angloise , *les Coquins du Parlement* , Traîtres à la Reine ; Qu'ils disoient tout ouvertement , qu'on verroit couler autant de sang en Angleterre , qu'il en avoit coulé en Irlande , & qu'ils avoient en Angleterre des amis qui sçauroient bien empêcher que l'Irlande ne fût secourüe. Que tout cela paroissoit par les dépositions du Colonel *Audley Merwin* , & de *Guillaume & Henri Stuart* , dont les Copies étoient annexées à cette Déclaration.

„ Que , peu de tems avant que la Rébellion éclatât , le Lord *Dillon* Pair d'Irlande , & présentement parmi les Rébelles , étoit retourné d'Ecosse ayant une Commission du Roi pour être Conseiller Privé en Irlande , & qu'ayant été admis en vertu de cette Commission , ce fut lui qui présenta au Conseil , l'insolente Remontrance des Rébelles , dans laquelle ils demandoient la révocation des Loix Pénales.

„ Que le Lord *Dillon* & le Lord *Taaf* Papiste , son beau-frere , étoient allés en Angleterre au mois de Decembre , après que la Rébellion avoit éclaté , pour solliciter auprès de Sa Majesté les affaires des Gentilshommes du *Pale* Anglois , qui sont présentement joints aux Rébelles. Qu'ils avoient écrit d'Angleterre , de la part de Sa Majesté , aux Rébelles , de persister dans leur Rébellion. Que cela paroissoit manifestement , par le témoignage de Monsieur *Jephson* , Membre de la Chambre des Communes , conçu en ces termes :

La dernière fois que je fus à Oxford , y ayant vû les Lords Dillon & Taaf en grande faveur à la Cour , j'informai Mylord Falkland , Secrétaire d'Etat , qu'il y avoit auprès du Roi , deux Seigneurs qui , au grand déshonneur de S. M. , faisoient usage de son nom pour encourager les Rébelles d'Irlande. Pour l'en convaincre , je lui dis que j'avois vû deux Lettres écrites par les Lords Dillon & Taaf , au Lord Muskerry Chef des Rébelles dans Munster , dans lesquelles ils lui disoient qu'encore qu'il ne fût pas à propos pour S. M. de l'avouer publiquement , elle approuvoit néanmoins ce qu'il faisoit , & qu'elle l'en remerciéroit dans un tems plus convenable. J'ajoutai , que ces Lettres avoient été vûes par le Lord Inchiquin , commandant les forces Angloises en Munster , & que son Secrétaire en avoit gardé des Copies , ce que je m'engageois à prouver. Le Lord Falkland me répondit , qu'ils méritoient d'être pendus. Mais quoi que je demeurasse encore sept ou huit jours à Oxford , je ne fus jamais appelé pour rendre compte de ce que j'avois découvert au Secrétaire d'Etat , & je ne m'aperçus pas , ni n'ouïs dire , que les deux Seigneurs Irlandois fussent moins bien reçus à la Cour.

„ Que depuis cette information donnée au Secrétaire d'Etat , un nommé *Roche* , & un autre nommé *Brent* Avocat , partirent d'Oxford pour Dublin , avec des Lettres du Roi , & qu'ayant fait semblant de vouloir aller en *Connaught* , ils se rendirent à *Kilkenny* , où le Jeudi suivant se devoit tenir une Assemblée des principaux Rébelles. Qu'après y avoir exécuté leur Commission , ils y laisserent le Colonel *Barry* Papiste , qui les avoit accompagnés. Qu'ensuite , le Lord *Taaf* retourna à Dublin & que le 9. de Juin 1643. lui & quelques autres du Conseil d'Etat eurent une Conférence ensemble dans la maison du Marquis d'Ormond , où les propositions que le Lord *Taaf* avoit apportées d'Oxford furent examinées & débattues. Qu'ensuite ,

Brent

« C H A P -
« L E S I.
« 1643.

CHARLES I.
1643.

Brent retourna à Oxford, pour y rendre compte de sa Commission.

» Qu'on peut comprendre par-là, pourquoi le Roi ne voulut pas, l'année précédente, consentir que le Parlement envoyât des Commissaires à Dublin, sous prétexte, que le Comte de Leicester étoit prêt à partir, quoiqu'il soit encore à Oxford. Ces Commissaires, qui n'étoient à Dublin que pour y concerter les moyens de pousser la Guerre avec vigueur, avoient trouvé des expédiens très-propres à produire cet effet, en engageant les Officiers à souscrire une partie de leur paye, ce qui les auroit intéressés dans la Guerre. Mais un Capitaine nommé *Yarner* affirma aux Officiers que le Roi regarderoit comme ses ennemis ceux qui souscriroient, ce que les Commissaires eurent de la peine à croire. Mais le même *Yarner* étant allé à Oxford, rapporta, que le Roi n'approuvoit pas ces souscriptions. Cela fut cause que ceux qui avoient déjà souscrit, retirèrent leur parole, & qu'aucun autre ne voulut plus souscrire.

» Qu'environ ce même tems, le Roi envoya au Marquis d'Ormond une Commission pour traiter avec les Rébelles. Que, parmi les Commissaires ajoints au Marquis, se trouvoit *Thomas Bourck*, l'un des principaux Auteurs de la Rébellion & que ce fut lui qui porta cette Commission d'Oxford à Dublin, & la présenta lui-même au Conseil d'Etat, au grand étonnement de ceux d'entre les Conseillers Privez qui n'étoient pas de l'intrigue.

» Que les deux Chambres étant chargées de la Guerre d'Irlande, avoient envoyé deux Commissaires à Dublin avec vingt mille livres sterling, & une grande quantité de munitions & de vivres, & que ces Commissaires cherchoient tous les moyens possibles de pousser vigoureusement la Guerre, jusqu'à emprunter de l'argent en leur propre nom. Mais que, peu de tems après, le Secrétaire du Marquis d'Ormond porta au Conseil une Lettre du Roi, qui défendoit au Conseil de les admettre plus long tems à ses délibérations. Que cette Lettre signée de la main du Roi, n'étoit contresignée par aucun des Secrétaires d'Etat.

» Que, dans cette même Lettre, le Roi ordonnoit aux Lords Justices, de ne point souffrir que les Commissaires du Parlement se massent la division parmi ses bons Sujets. Mais qu'il étoit difficile de comprendre, comment ces Commissaires, qui faisoient tous leurs efforts pour pousser la Guerre contre les Rébelles, pouvoient être regardez comme des Séditieux, & les Rébelles être mis au rang de bons Sujets.

» Que, selon le témoignage du Chevalier *Guillaume Brereton*, ici annexé, plusieurs Irlandois Rébelles qui avoient débarqué à *Vorhall* dans la Province de Chester, s'étant vantés qu'ils avoient lavés leurs mains en Irlande dans le sang Anglois, les gens du Pais les saisirent; mais qu'ils furent délivrés par une Compagnie de Cavalerie des Troupes du Roi, qui mit en prison vingt-huit des Habitans qui avoient arrêté les Irlandois.

» Que, pour faire voir combien le Roi & les Rébelles agissoient de concert & s'assistoiient mutuellement, il n'y avoit qu'à considérer ce qui suit. C'est que d'un côté, les Commandans des forces du Roi dans l'Oüest, étant autorisés par une Commission sous le grand Sceau, donnoient des ordres pour arrêter les Vaisseaux appartenant aux Villes qui obéissoient au Parlement, & que d'un autre côté, le Conseil Irlandois, séant à *Kilkenny*, donnoit

noit des ordres semblables. Que par-là, comme les Vaisseaux de S. M. ser-
voient les Irlandois, en saisissant les Vaisseaux du Parlement qui portoient
des vivres & des munitions en Irlande, les Irlandois de leur côté, rendoient
le même service au Roi, en s'emparant de tous ceux du Parlement, qu'ils
rencontroient en Mer. Que cela se prouvoit par les diverses dépositions an-
nexées à cette Déclaration.

„ Que le Marquis d'Antrim Rébelle notoire, ayant été pris par les Ecof-
fois en Irlande, se sauva de sa prison, d'où il alla dans le Nord d'Angleterre
trouver la Reine, & fut long tems avec elle. Qu'ensuite, il fut envoyé aux
Rébelles d'Ulster, avec des Instructions secretes : que la Reine lui fit assi-
gner une certaine quantité de munitions, & qu'il paroît par une Lettre ici
annexée, que le Lord *Jermyn* prit grand soin de faire-ensorte que ces muni-
tions ne courussent aucun risque.

„ Que, depuis ce tems-là, le Marquis d'Antrim fut pris une seconde fois
par le Major Général *Monroe*, comme il alloit de la part de la Reine trouver
les Rébelles d'Ulster avec des Instructions. Que, par la confession d'un
de ses Domestiques, qui fut ensuite pendu, il paroissoit clairement qu'il y
a sur le tapis un projet de Paix entre les Anglois qui agissoient pour le Roi en
Irlande, & les Irlandois, pour pouvoir ensuite chasser les Ecoffois de l'Isle,
& pour pouvoir se servir des Troupes Irlandoises en Angleterre, contre le
Parlement. Que le Marquis d'Antrim, le Lord d'Aboyn, le Comte de Nit-
tisdale, étoient les principaux Agens employez pour faire réussir ce projet.
Cela se prouve par une Lettre du Lord d'Aboyn, trouvée dans la poche du
Marquis d'Antrim, lors qu'il fut pris. Voici la Lettre.

MY LORD,

*Etant informé par le Domestique du Comte de Nittisdale, qu'il a été résolu
de surseoir l'envoi des munitions, je vous prie de m'en faire sçavoir les raisons.
J'avoue que je suis extrêmement surpris, que quoi que ce soit puisse retarder la
conclusion de l'Ouvrage. Certainement, je ne mérite pas qu'on me fasse servir
d'instrument pour frustrer les espérances des habitans de ces quartiers-ci, qui au-
roient pû être mis en état d'agir avec ce secours. Je ne croi pas qu'il y ait de moyen
plus efficace pour rendre nos services inutiles à la Reine.*

„ Et afin de faire connoître aux Rébelles d'Irlande, que le Roi regardoit
le Marquis d'Antrim comme bon Sujet, & qu'il n'agissoit que par ses ordres,
on l'avoit muni d'un Passeport du Marquis de Newcastle.

*Le Passeport est inséré tout entier dans la Déclaration. Dans le reste de cet
Article, on fait voir par la confession du Marquis d'Antrim & de Stuart son
Domestique, que le Marquis étoit employé par la Reine, pour faire la Paix
avec les Rébelles.*

„ Que pour une plus grande preuve, on produisoit le témoignage de *Jean
Dod* Ministreen Irlande, qui ayant été examiné à la Barre des Communes,
avoit déposé ce qui suit.

*Qu'après avoir beaucoup souffert en Irlande, il s'étoit retiré en Angleterre.
Que ses affaires l'ayant amené à Oxford, il y avoit séjourné sept semaines, jus-
qu'au 13. de Juin 1643. Qu'il y avoit vu plusieurs des Rébelles d'Irlande qui lui*

CHARLES
I.
1643.

étoient parfaitement connus, & entre autres, Thomas Brady, qui avoit fait jeter du haut d'un pont dans l'eau trente-six Vieillards, Femmes & Enfans, à Turbet distant de sept milles seulement du lieu où le Déposant demouroit. Que le même Brady étoit présentement à Oxford, Major du Regiment de Percy.

Qu'il avoit vû dans la même Ville, trois Moines de S. François à lui bien connus, sçavoir & trois Jésuites, sçavoir qui servoient dans la Compagnie de Cavalerie du Lord Dillon, & qui ne perdoient point d'occasion d'animer les Soldats contre les Têtes Rondes. Qu'on donnoit à ces Moines le titre de Cornettes.

Que la Messe se disoit dans toutes les rues d'Oxford, & que le Déposant étoit persuadé, qu'il se disoit dans cette Ville-là quatre Messes pour un Sermon.

Qu'il y avoit vû le Chevalier Jean Dungan, qui avoit été accusé de trahison en Irlande, pour avoir eu part à la Rébellion, & qui s'étant sauvé en Angleterre avoit obtenu une Compagnie de Cavalerie dans les Troupes du Roi.

Qu'il y avoit vû le Lord Barnewell avec son fils-ainé qui étoit allé dans le Pais de Galles pour y lever une Compagnie de Cavalerie.

Qu'il y avoit vû un Fils du Lord Newterfield, qui avoit aussi de l'Emploi.

Qu'autant qu'il lui avoit été possible de le calculer il y avoit à Oxford environ trois mille Irlandois Rébelles, & que la plupart des Gardes du Roi étoient de la même Nation.

Les deux Chambres ajoûtoient, „ qu'il n'étoit pas possible de se persuader, que cette Rébellion, qui avoit fait périr cent cinquante-quatre mille „ Protestans de tout âge & de tout sexe, selon le calcul des Rébelles mêmes, „ ait pû être entreprise par les Irlandois seuls, dans un tems où le Parlement „ étoit séant, dans un tems, où ils ne pouvoient attendre aucun secours des „ Princes Catholiques qui étoient tous en Paix avec l'Angleterre, ni qu'ils „ ayent pû se persuader être assez forts pour résister aux forces unies de l'Angle- „ terre & de l'Ecosse, s'ils n'y avoient pas été incitez, s'ils n'en avoient pas même „ reçu l'Ordre d'Angleterre, à moins qu'on ne veuille leur refuser la qua- „ lité de Créatures raisonnables.

„ C'est pourquoi, les deux Chambres, convaincuës par tant de preuves „ auxquelles on ne peut rien ajoûter que des témoins qui ayent assisté au mar- „ ché, ce qu'on ne peut pas attendre, sont persuadées, que cette horrible Ré- „ bellion a été excitée, fomentée, encouragée, par les conseils, qui ont tant „ de crédit auprès de S. M. Que la Reine, les Prêtres, & les Papistes des trois „ Royaumes en ont été les Promoteurs. Que présentement, après que les Ré- „ belles ont en quelque maniere exterminé les Protestans d'Irlande, on projet- „ te de leur accorder un pardon, & de les faire venir en Angleterre, pour y „ exercer les mêmes cruautés. Que n'y ayant aucune puissance sur la terre que „ le Parlement, capable de résister à cette damnable conspiration, on a pris „ soin en dernier lieu, par une Proclamation publiée au nom du Roi, de dé- „ clarer que ce n'est plus un Parlement, & on employe tous les moyens possibles „ pour le détruire.

„ Par ces raisons, les deux Chambres jugent qu'il n'est pas possible que „ les Anglois Protestans se laissent plus long tems aveugler, ni qu'ils veuillent „ se joindre aux Papistes Allemands, François, Wallons, Anglois, Ecossois, & „ Irlandois, pour livrer leur Religion, leurs Loix, & leurs Libertez, entre les „ mains des Papistes & des Etrangers. Com.

Comme l'accusation intentée contre le Roi d'avoir excité la Rébellion d'Irlande, ou du moins, d'y avoir connivé, faisoit beaucoup de bruit en ce tems-là, & que toutes les Histoires en sont pleines, j'ai cru qu'il étoit nécessaire d'en faire voir les fondemens ou les prétextes, en donnant la substance de cette Déclaration. Car il n'est pas apparent que le Parlement y ait rien oublié de ce qui étoit capable de prouver ce qu'il avançoit, quoi qu'il soit vrai, que le Roi fît dans la suite certaines démarches qui pouvoient donner lieu d'ajouter beaucoup à ce Manifeste. Je voudrois pouvoir, selon ma méthode ordinaire, donner ici une réponse du Roi particulière à chacun des Articles qu'on vient de voir. Mais je n'en ai pû découvrir aucune, ni sçavoir même, s'il y a jamais répondu. Il est vrai qu'il a fait de grands efforts pour se justifier de cette accusation : mais ce n'a été que par des généralitez & des protestations sans répondre à aucun Article particulier, non pas même dans son *Eikon Basiliké*, où il avoit entrepris de justifier toute sa conduite.

Je ne puis donc que faire remarquer, au sujet de cette Déclaration, qu'il y a certains Articles qui paroissent fort exagérés : qu'il y en a d'autres dont on peut tirer des conséquences moins odieuses que celles qui y sont insinuées. Mais on ne peut aussi disconvenir qu'il n'y en ait quelques-uns auxquels il seroit à souhaiter, pour l'honneur du Roi, qu'il eût fait des réponses précises & particulières.

Il paroît par ce Manifeste, que le Parlement ne ménageoit pas beaucoup le Roi. Mais, outre l'animosité & la vengeance qui pouvoient entrer dans le dessein de noircir sa réputation, il est certain que la politique y avoit beaucoup de part. Le Roi, dans tous ses Ecrits publics, se représentoit comme étant parfaitement innocent de tout ce dont on l'accusoit, & comme n'ayant entrepris la Guerre que pour défendre les Loix, & les Libertez de la Nation. Il faisoit regarder les deux Chambres comme une Troupe de Brigands, qui, pour des intérêts particuliers, avoient mis le feu dans le Royaume, lui refusoient l'obéissance qui lui étoit dûë, & violoient sans aucune raison toutes les Loix connuës du Païs. L'unique motif du Roi n'étoit pas de contenter la passion de la vengeance : il en avoit un autre beaucoup plus dangereux pour le Parlement. C'étoit d'attirer le Peuple de Londres dans son parti, par le moyen de ces Ecrits, que ses amis prenoient soin de répandre dans cette Ville, & de forcer par-là les deux Chambres à faire la Paix de la manière qu'il le souhaitoit, c'est-à-dire, une Paix qui le rétablît dans tous ses droits. Si donc les deux Chambres, par respect pour le Roi, avoient négligé de se défendre, leur silence n'auroit pû que leur porter un extrême préjudice, puisque le Peuple se persuade aisément, que si on ne répond rien à une accusation, c'est parce qu'on n'a pas de bonne Réponse à faire. Il étoit donc de l'intérêt des deux Chambres de tâcher, autant qu'il leur étoit possible, d'éclairer le Peuple que le Roi vouloit abuser, comme elles le prétendoient, par des Protestations générales, auxquelles elles vouloient faire voir que ses actions ne répondoient pas. C'étoit-là le grand but de cette Déclaration, dans laquelle elles tâchoient de démontrer le peu de sincérité du Roi, en ce que, pendant qu'il prenoit à témoin le Ciel & la Terre, qu'il n'avoit point d'autre intention que de maintenir la Religion

CHARLES
1.
1643

Politique.
du Parle-
ment en ac-
cusant le
Roi.

CHARLES
I.
1643.

Protestante, *sans aucune connivence pour le Papisme*, il travailloit à faire la Paix avec les Rébelles d'Irlande; Paix qui, dans la conjoncture des affaires, ne pouvoit se conclurre, qu'en leur accordant des choses incompatibles avec la sûreté de la Religion Protestante.

D'un autre côté, comme le Roi, par ses Ecrits & par le moyen des émissaires qu'il avoit dans Londres, ne cessoit point de faire des efforts pour convaincre le Public de la grandeur & de la sincérité de son zèle pour la Religion, pour les Loix, & pour les Libertez du Peuple, sans dire jamais un seul mot de ce qui s'étoit passé pendant les quinze premières années de son Regne, les deux Chambres avoient intérêt de renouveler la mémoire de ce tems-là, de peur qu'on n'oubliât enfin le sujet de leurs soupçons & de leurs craintes. Ce fut dans cette vûë qu'elles firent deux choses assez propres à produire cet effet. La première fut, de faire brûler par la main du Bourreau le Livre que Jacques I. avoit fait pour justifier les divertissemens du Dimanche, & que Charles I. avoit fait publier de nouveau dans les Eglises. Ce Livre étant à-peu-près oublié, ne pouvoit pas produire de grands effets dans le tems dont je parle. Mais, selon les apparences, les deux Chambres voulurent par-là insinuer au Peuple ce qu'il devoit attendre du grand zèle du Roi pour la Religion, s'il venoit à être rétabli dans son ancien Pouvoir. La seconde fut, de proceder au Jugement du Juge *Berkley*, que les Seigneurs condamnerent à une amende exorbitante de vingt-mille livres sterling, & à tenir prison dans la Tour, jusqu'à ce que le reste de son procès fût jugé. Car cette Sentence ne regardoit qu'un seul Article de son accusation, sçavoir, celui où il étoit accusé d'avoir donné son opinion sur l'affaire du *Ship-money*, avant qu'elle fût portée devant la Justice. *Berkley* étoit un des instrumens, dont le Roi s'étoit servi pour établir son Pouvoir despotique, & il avoit été un des plus ardens. Cependant, il avoit été laissé en prison depuis près de trois ans, sans qu'on eût pensé à lui. Mais dans cette année, le Parlement trouva qu'il étoit à propos de le juger, tant pour renouveler la mémoire d'un tems que le Roi tâchoit de faire oublier, que pour profiter de cette amende. C'est ce dernier motif qui a fait dire au Comte de Clarendon, que le Parlement, en s'appliquant cette amende, qui par les Loix devoit revenir au Roi, avoit commis un plus grand crime que celui pour lequel *Berkley* avoit été condamné. Cela suppose, que, dans le tems même que le Roi & le Parlement se faisoient mutuellement la Guerre, le Parlement devoit faire au Roi la justice de lui envoyer l'argent des amendes & des confiscations de ceux qui étoient condamnés. Mais les deux Chambres étoient si éloignées d'admettre cette maxime, qu'au contraire dans le même mois, elles firent saisir tous les revenus du Roi, de la Reine, & du Prince de Galles, pour l'usage du Public, c'est-à-dire, pour s'en servir à faire la Guerre au Roi. Peu de jours après, le Roi de son côté défendit par une Proclamation, à tous les Fermiers, de payer les rentes des biens qu'ils tenoient à ferme, aux Propriétaires qui étoient dans une actuelle rébellion contre lui. Mais ces sortes d'ordres, tant du Roi que du Parlement, n'étoient exécutez que dans les lieux où ils avoient la force en main.

Le Parlement fait brûler le Livre du Roi Jacques sur les divertissemens du Dimanche. *Rushworth, Vol V. p. 317.*
Jugement du Juge *Berkley.*
Ibid. p. 361.

Les revenus du Roi, de la Reine & du Prince sont saisis.
Ibid.

Retour de quelques-uns des

La plupart des Seigneurs dont j'ai parlé ci-dessus, qui s'étoient retirez du Parlement pour se rendre auprès du Roi, n'ayant été reçus que fort froidement.

ment à Oxford, trouverent à propos de changer encore une fois de parti, & de retourner à Londres. Le Comte de *Holland* fut le premier qui rompit la glace. Il fut d'abord mis en prison: mais quelques jours après, il eut la permission d'aller vivre dans sa maison, sans aucun Emploi. Vraisemblablement, il s'étoit attendu à une meilleure reception, puisque, depuis son retour, il avoit publié une espèce de Manifeste très-injurieux au Roi, où il disoit, que s'étant rendu à Oxford, dans l'espérance que son crédit pourroit servir à procurer la Paix, il y avoit travaillé de tout son pouvoir. Mais il ajoutoit qu'il n'avoit pû y réussir, le Roi & son Conseil étant entièrement éloignés de tout accommodement, parce que les Papistes dirigeoient tout à la Cour. Le Comte de Northumberland, qui s'étoit retiré dans la Terre de *Petworth*, ayant sçu que le Comte de Holland avoit été mal reçu à Oxford, jugea qu'il étoit à propos pour lui de retourner au Parlement, où il fut très-bien reçu. Les deux Chambres voulurent bien supposer qu'il n'avoit jamais eu dessein de se retirer auprès du Roi, quoique plusieurs soupçonnaient, qu'il ne s'étoit retiré dans la Terre, que pour y attendre le succès qu'auroient les autres Seigneurs à Oxford. Les Comtes de Bedford & de Clare prirent aussi le même parti, & en furent quittes pour être privez, pour peu de tems, du Droit de Séance dans le Parlement.

Une des principales choses qui se passèrent dans cette année 1643. fut la résolution que les deux Chambres prirent de faire un nouveau grand Sceau. La Proposition en avoit été faite par les Communes, dès le mois de Juillet: mais soit par scrupule, comme quelques-uns le prétendent, ou parce que le Parti caché du Roi étoit encore trop nombreux dans la Chambre Haute, les Seigneurs refuserent d'y donner leur consentement, ou plutôt ils différèrent de répondre. Mais dans le mois de Novembre suivant, ils ne furent plus si scrupuleux. La Chambre des Communes leur fit représenter dans une Conférence, les inconveniens qui naissoient de la privation du grand Sceau. 1. Qu'il y avoit dans l'administration de la Justice ordinaire, une infinité d'occasions où on ne pouvoit, selon les Loix du Royaume, se passer de l'autorité du grand Sceau. 2. Que sans cette même autorité, on ne pouvoit expédier les Ordres pour remplir les Places vacantes dans la Chambre des Communes, & que c'étoit la principale cause qui faisoit que le nombre des Membres alloit toujours en diminuant. 3. Qu'il falloit donc, ou laisser toutes choses en arriere, ou aller faire sceller à Oxford, les Actes nécessaires, ce que personne ne pouvoit entreprendre, sans s'exposer à perdre la vie ou la liberté. 4. Que le Lord Littleton qui l'avoit en-garde, l'avoit emporté à York, sans le consentement des deux Chambres, qui ne l'auroient pas souffert, si elles eussent été informées de son dessein. 5. Que le Roi se servoit de l'autorité du grand Sceau, pour donner de la force à des Actes contraires au bien du Païs, comme par exemple, à des Commissions pour lever des Troupes contre le Parlement: qu'il l'avoit même fait appliquer à une Proclamation, par laquelle il déclaroit Traîtres les Membres des deux Chambres. 6. Que le grand Sceau étant la clef du Royaume, devoit toujours être tenu là où étoit le Parlement, qui représentoit le Royaume, pendant qu'il étoit séant, le Roi étant censé, selon les Loix, être toujours présent au Parlement.

CHARLES
I.
1543.
Seigneurs
qui s'é-
toient reti-
rez auprès
du Roi.
Le Comte
de Holland.

Le Comte
de North-
umberland.

Les Comtes
de Bedford
& de Clare.

Le Parle-
ment fait
faire un
grand Sceau.
Rushworth,
Vol. V. p. 339.

CHARLES
I.
1643.

Dès le lendemain, les Seigneurs consentirent à la demande des Communes. On fit donc un grand Sceau tout semblable à celui qui étoit à la disposition du Roi, & par une Ordonnance des deux Chambres, il fut déclaré que tous les Actes scellez du grand Sceau, depuis le 22. de Mai 1642. seroient censez sans force & de nulle valeur. Que tous ceux qui seroient scellez à l'avenir du nouveau grand Sceau, auroient la même vertu que ceux qui avoient été scellez avant que le grand Sceau eût été dérobé & porté à Yorck; que le nouveau seroit mis entre les mains des Commissaires nommez dans cette même Ordonnance, qui auroient, à cet égard, le même pouvoir que le Grand Chancelier, ou le Garde du grand Sceau. Ce nouveau fut porté au Parlement, le dernier jour de Novembre 1643. & mis entre les mains des Commissaires que les deux Chambres avoient choisis. Le premier Acte qu'on en scella, fut une Commission au Comte de Warwick pour être Grand Amiral d'Angleterre, le Comte de Northumberland n'étant plus dans la faveur des deux Chambres, comme il l'avoit été auparavant.

Remarque
sur le grand
Sceau.

Le Roi & ses Partisans firent grand bruit de l'attentat du Parlement, & firent beaucoup valoir le Statut de la 25. année d'Edouard III. qui déclare coupables de trahison ceux qui contrefont le grand Sceau. Mais il est aisé de comprendre que ce Statut ne regarde que les Particuliers, & non pas les deux Chambres du Parlement, & qu'il n'étoit pas possible, lorsque le Statut fut fait, de prévoir que le Roi & le Parlement seroient un jour divisez. D'ailleurs on ne peut pas dire que les particuliers aient aucune sorte de droit sur le grand Sceau, pour en pouvoir disposer. Mais il n'est peut-être pas de même des deux Chambres du Parlement, qui représentent le Peuple. Car le grand Sceau n'est pas le Sceau du Roi en particulier, mais le Sceau du Royaume, & le Royaume est un Corps composé du Roi qui en est la tête, & du Peuple qui en fait les Membres. Si le Roi a la disposition du grand Sceau, ce n'est qu'en qualité du plus noble des Membres de ce Corps, considéré comme étant uni avec les autres Membres, & non comme en étant séparé. Si donc il arrive une séparation telle qu'elle étoit dans le tems dont je parle, il est difficile de comprendre par quelle raison, le Roi ou le Peuple, séparément, peuvent s'attribuer la disposition du grand Sceau, qui est le Sceau de leur Autorité unie, & non séparée. Enfin, je doute, que ceux qui soutiennent le plus fortement, que dans une telle séparation, le Roi doit avoir seul la disposition du grand Sceau, voulussent admettre toutes les conséquences qui peuvent suivre de ce principe.

Le grand Sceau donne aux Actes auquel il est appliquée la vertu d'être inviolables. Si donc, dans le cas d'une Guerre ouverte entre le Roi & le Parlement, le Roi pouvoit, par le moyen du grand Sceau, communiquer cette vertu à ses Actes particuliers, où seroient les bornes de son pouvoir qui, par la constitution du Gouvernement, est limité par les Loix? Il n'auroit qu'à déclarer par un Acte scellé du grand Sceau, comme Charles l'avoit déjà fait effectivement, que, selon les Loix, les Membres du Parlement sont des Traîtres & des Rébelles & alors la question seroit décidée par la seule possession du grand Sceau, & le Roi pourroit s'attribuer un pouvoir sans bornes, par cette même autorité. Mais, que seroit-ce, si le Parlement se trouvoit en possession du grand Sceau, & que, par un Acte semblable, il déclarât

clarât le Roi Traître & Rébelle, l'application du grand Sceau donneroit-elle à cet Acte une autorité inviolable ?

On dira, sans doute, que le grand Sceau ne donne une autorité inviolable qu'aux Actes qui sont conformes aux Loix, & que les Loix déclarent positivement coupables de trahison ceux qui prennent les armes contre le Roi. Mais il est manifeste, que les Loix, n'ayant pu ni dû prévoir une séparation actuelle entre le Roi & le Peuple représenté par le Parlement, n'ont considéré le Roi que comme la tête inséparablement unie au Corps, & non pas comme la tête séparée des autres Membres. Sans cela, il faudroit dire que les Loix ont attribué au Roi un Pouvoir sans bornes, ce qui est directement contraire à la constitution du Gouvernement d'Angleterre. Certainement les Loix n'ont regardé le Roi que comme le Chef de l'Etat, & le crime de ceux qui prennent les armes contre lui ne regarde pas plus sa personne en particulier, que le reste de l'Etat. Il semble donc que le Parlement n'avoit pas moins de droit de faire un grand Sceau, que le Roi en auroit eu d'en faire un, si le Sceau commun s'étoit trouvé entre les mains du Parlement, puisque ce n'étoit pas le Sceau d'aucun des deux en particulier, mais de tous les deux considérés comme étant inséparablement unis ensemble.

Environ ce même tems, le Comte d'Harcourt, Prince de la Maison de Lorraine, fut envoyé de France en Angleterre. Il se rendit d'abord à Londres où il fut reçu avec beaucoup de solennité comme Ambassadeur extraordinaire de France, quoiqu'il n'eût fait présenter aucune Lettre de créance au Parlement. Mais on supposa qu'il en avoit une, & qu'il vouloit premièrement s'adresser au Roi. Après qu'il eut séjourné quelques jours à Londres sans faire aucune démarche envers les deux Chambres, il se rendit à Oxford où il conféra plusieurs fois avec le Roi. Ensuite, il écrivit au Comte de Northumberland, qu'ayant proposé au Roi, de la part du Roi de France, & de la Reine Régente, de faire la paix avec ses Sujets, il l'avoit trouvé entièrement disposé à entrer en Négociation, & que si les deux Chambres vouloient lui faire sçavoir en quoi consistoit les différends qu'elles avoient avec le Roi, il s'emploieroit volontiers pour les accommoder. Les deux Chambres trouverent fort étrange, que ce Prince offrit sa médiation, sans leur avoir communiqué aucune Lettre de créance de la part de la Cour. Elles lui firent donc répondre par le Comte de Northumberland, qu'elles recevoient avec respect les offres du Roi & de la Reine Régente de France, & qu'aussi-tôt qu'il leur auroit fait voir qu'il étoit autorisé pour une telle médiation, elles ne manqueroient pas à nommer des Commissaires pour traiter avec lui. Mais il n'avoit aucune Lettre de créance pour les deux Chambres, la Régente n'ayant pas jugé à propos de les reconnoître pour Parlement, puisque le Roi d'Angleterre leur refusoit cette qualité. Ainsi, cette prétendue médiation fut non seulement infructueuse, mais même la Cour de France fit entendre par-là bien clairement, qu'elle n'avoit envoyé cette Ambassade en Angleterre, que pour témoigner extérieurement qu'elle s'intéressoit aux affaires du Roi, quoique, selon les apparences, elle ne souhaitât pas beaucoup de voir finir les troubles de ce Royaume.

Le Chevalier Edoüard Deering qui s'étoit rendu fameux, au commencement de ce Parlement, par son zèle pour sa Patrie, & par plusieurs beaux Discours.

CHARLES
I.
1643.

Ambassade
du Comte
d'Harcourt.

Retour du
Chevalier
Deering au
Discours.

CHARLES Discours qu'il avoit faits sur les abus qui s'étoient introduits dans le Gouvernement, s'étoit entièrement dégoûté des procédez des deux Chambres, depuis qu'il eût compris que le but de quelques-uns des principaux Chefs étoit d'établir le Presbytérianisme dans l'Eglise d'Angleterre. Cela fut cause qu'à-près que la Guerre eut commencé, il abandonna le Parlement pour se jeter dans le parti du Roi. Mais, selon les apparences, il ne fut guères plus content de la Cour, qu'il l'avoit été du Parlement, puisqu'il suivit enfin l'exemple des Seigneurs dont j'ai parlé ci-dessus. Il se rendit à Londres au mois de Février 1643. & ayant présenté sa Requête à la Chambre des Communes dont il étoit Membre, il obtint la liberté d'aller passer le reste de sa vie dans sa maison où il mourut peu de mois après.

Mort de Mr
Pym.

Mr. Pym, un des piliers du Parlement, & des principaux Directeurs des affaires de la Chambre, étoit mort au mois de Decembre 1643. Les Partisans du Roi ont parlé de lui comme d'un grand scélerat, & ceux du Parlement l'ont regardé comme un homme des plus zèlez pour la Patrie, qu'il y eût alors en Angleterre. Des Jugemens si opposez sur une même personne ne sont pas extraordinaires. Il n'est pas étrange que de principes opposez, on tire des conséquences contraires. Ce qu'il y a de certain, c'est que le Parlement fit une très-grande perte par la mort de Mr Pym, qui étoit un des plus habiles de la Chambres des Communes.

Le Parle-
ment fait
mourir un
Messager du
Roi comme
Espion.
Rushworth,
Vol. V. p. 369.

On a déjà vû, que, dans le mois de Mai de cette année 1643. les Communes avoient fait mettre en prison un homme qui étoit venu leur offrir la Paix de la part du Roi, & que peu de tems après on découvrit que c'étoit un de ceux dont le Roi se servoit pour entretenir ses correspondances dans Londres. Le Roi ne pouvoit pas ignorer, que la Chambre des Communes avoit déclaré, par deux diverses fois, qu'elle traiteroit comme Espions ceux qui viendroient des quartiers du Roi à Londres, sans Saufconduit. Outre qu'il avoit d'assez bonnes correspondances dans Londres, & dans le Parlement, il n'avoit pas besoin d'être informé de ces résolutions particulieres, pour sçavoir qu'il n'est pas permis à des gens, sans Saufconduit, d'entrer dans les quartiers ennemis, puisque c'est une maxime reçue par tout où se fait la Guerre. Mais il y avoit encore quelque chose de plus particulier à cet égard. C'est que, sur ce que la Chambre des Communes avoit fait arrêter le Messager du Roi, dont je viens de parler, le Roi, par l'avis de son Conseil, avoit jugé qu'il ne pouvoit plus avec honneur, avoir aucune correspondance avec le Parlement. De plus, le 18. d'Octobre les deux Chambres avoient publié une Ordonnance par laquelle elles avoient déclaré que ceux qui viendroient à Londres des quartiers du Roi, seroient regardez comme Espions. Cependant, douze jours après, sçavoir le 30. d'Octobre, le Roi envoya secrètement à Londres un de ses Messagers d'Etat, nommé *Kniveton*, pour y porter trois Proclamations, l'une qui défendoit de signer le Covenant fait entre l'Angleterre & l'Ecosse, un autre pour défendre d'observer le jeûne que le Parlement avoit ordonné de célébrer chaque mois, une troisième, pour ordonner aux Officiers des Bureaux appelez de la *Cire verte*, dependans des Cours de l'*Echiquier*, du *Banc du Roi*, & des *Plaidoyez Communs*, de se transporter à Oxford. Ce Messager fut arrêté & mis en prison. Cela n'empêcha pas que, le 19. de Novembre suivant, le Roi n'envoyât secrètement

ment aux Juges du Royaume, un autre Messager nommé *Carpenter* qui leur portoit un ordre de sa part de se transporter à Oxford, pour y tenir les Cours de Justice. Celui-ci fut aussi arrêté, & ils furent tous deux jugez & condamnés à mort. *Kniveton* étoit d'autant moins excusable, qu'il avoit été emprisonné un autrefois, pour le même sujet, mais il avoit trouvé le moyen de se sauver. Sa défense consista principalement, en ce qu'étant Messager juré du Roi, il étoit obligé de lui obéir; que de plus, ne croyant pas que Londres fût un Place de Guerre, il avoit cru pouvoir y entrer sans Saufconduit. Mais cette défense ne fut pas capable de lui sauver la vie, & il fut exécuté. *Carpenter* fut aussi condamné à mort, mais on lui fit grâce de la vie, & on le confina dans l'Hôpital de *Bridwell*. Le Comte de Clarendon parle de la Sentence renduë contre ces deux hommes comme d'une haute injustice, par deux raisons, l'une qu'ils étoient obligez d'obéir au Roi, étant ses Messagers, l'autre, que le Parlement n'avoit pas fait notifier son Ordonnance au Roi. Je doute que tout le monde trouve ces raisons assez fortes, pour condamner le procédé des deux Chambres. Il semble du moins, que le Roi n'en jugea pas de cette manière, puisqu'il n'usa point de représailles, & qu'il ne paroît pas même qu'il en portât aucune plainte dans les formes.

A mesure que la Guerre se continuoît, l'animosité augmentoit entre le Roi & le Parlement, qui ne gardoient presque plus de ménagemens l'un pour l'autre. Le Roi ne vouloit plus reconnoître les deux Chambres pour Parlement, & celles-ci ne négligeoient rien, ainsi qu'on l'a vû dans la Déclaration sur la Rebellion d'Irlande, pour noircir la réputation du Roi. On ne se contentoit pas d'agir ainsi en Angleterre, où cela pouvoit avoir quelque degré de nécessité, parce qu'il s'agissoit de gagner le Peuple: mais on prenoit soin encore de faire passer dans les Païs étrangers des Ecrits qui tendoient à justifier l'un des Partis, & à donner les idées les plus odieuses de l'autre. Les deux Chambres ayant appris, ou peut-être supposant, que le Roi avoit dans les Païs étrangers, des Emissaires qui faisoient tous leurs efforts pour faire regarder la Guerre civile d'Angleterre sous l'idée d'une horrible rebellion contre le Souverain, ordonnerent à l'Assemblée Ecclésiastique, qui tenoit ses séances à Westminster, d'écrire aux Eglises des Païs-Bas, de France, & de Suisse, pour les munir contre les artifices des Agens du Roi, en leur donnant une connoissance nette & précise des affaires d'Angleterre. Elles lui ordonnerent d'insister principalement sur ce que le Roi entretenoit dans son Armée, des Officiers & des Soldats Papistes, & des Irlandois rebelles; de leur exposer clairement les preuves qu'on avoit, que le projet des Conseillers du Roi étoit d'introduire le Papisme dans le Royaume & d'empêcher la Réformation que le Parlement avoit résoluë; enfin, de leur faire connoître le Jugement désavantageux que le Parti du Roi faisoit des Eglises Protestantes étrangères, sous prétexte qu'elles n'étoient pas gouvernées par des Evêques. L'Assemblée ne manqua pas d'écrire à ces Eglises, une Lettre circulaire qui étoit proprement un Manifeste pour le Parlement contre le Roi, & en même tems, elle leur envoya des Copies du *Covenant* entre l'Angleterre & l'Ecosse, & de la Déclaration des deux Royaumes sur ce sujet.

Quelque tems après, le Roi publia de son côté, un Manifeste adressé à

CHARLES
I.
1643.
Manifeste
du Roi sur
la Religion.

toutes les Eglises Protestances, pour effacer les impressions qu'avoient pû produire les Lettres circulaires du Parlement. Ce Manifeste, qui étoit fort court, contenoit seulement une Protestation, qu'il n'avoit jamais eu intention de consentir à l'exercice public de la Religion Catholique dans ses Etats; qu'il étoit fortement résolu d'adhérer jusqu'au dernier soupir à la Religion Anglicane dans laquelle il étoit né, & où il avoit été baptisé & élevé, & à la Liturgie de cette Eglise, approuvée par tant de Synodes & de Parlements, par toutes les Eglises Protestantes, & par le Synode de Dordrecht.

Embarras
du Roi pour
recouvrer
de l'argent.

Cependant, le Roi se trouvoit fort embarrassé sur les moyens de soutenir la Guerre pendant la prochaine campagne, sachant que le Parlement se préparoit à faire de grands efforts. Il avoit été ouvertement accusé d'avoir avant ce Parlement, usé d'un pouvoir arbitraire pour exiger de l'argent de ses Sujets, sans l'intervention du Parlement. Il avoit reconnu lui-même, qu'il avoit excédé son pouvoir, puisque non seulement il avoit réparé ce Grief, mais il avoit même protesté plusieurs fois qu'il l'avoit réparé volontairement, & sans aucune contrainte. Depuis que la Guerre étoit commencée, il ne cessoit point d'accuser les deux Chambres du même despotisme qu'on lui avoit si souvent reproché en ce qu'elles imposoient des taxes sur les Sujets sans son consentement, ce qui étoit directement contraire aux Loix, sur lesquelles il insistoit continuellement. C'étoit en faisant voir qu'elles les violoient, qu'il prétendoit attirer le Peuple dans son parti. Cependant, il falloit nécessairement trouver de l'argent, non seulement pour entretenir les Troupes qu'il avoit déjà sur pied, mais pour en lever encore d'autres, afin de se mettre en état de résister aux Ecois, qui étoient sur le point d'entrer dans le Royaume. Si, pour entretenir ces Troupes, il avoit imposé des taxes de sa seule autorité, il se seroit privé du droit de reprocher la même chose aux deux Chambres, & peut-être auroit-il mécontenté son propre Parti, en agissant contre les Loix. Il falloit pourtant trouver de l'argent à quelque prix que ce fût, sans quoi il n'auroit pas été en état de continuer la Guerre. Jusqu'alors, il avoit employé divers moyens pour en recouvrer, sans donner prise sur lui, soit en vendant ou engageant ses Domaines, soit par des contributions volontaires de ceux qui lui étoient affectionnez. Mais les moyens dont il s'étoit déjà servi étoient trop incertains pour qu'il pût compter sûrement là-dessus. Il chercha donc, & trouva un expédient pour se tirer de cet embarras. Ce fut de convoquer à Oxford, les Membres du Parlement, qui, selon lui, en avoient été chassés, prétendant que ces Membres composeroient le véritable Parlement; d'autant plus, qu'il avoit publiquement déclaré, qu'il ne reconnoissoit plus les deux Chambres de Westminster en cette qualité. Il ne s'attendoit pas que ce nouveau Parlement lui attireroit plus de Partisans qu'il n'en avoit déjà; mais il pouvoit raisonnablement espérer que ce Parlement feroit quelque Acte pour lui accorder de l'argent, & qu'étant autorisé par cet Acte, il pourroit faire ouvertement, & par voye d'autorité, les levées d'argent qui lui étoient nécessaires. C'est ce qui arriva effectivement, & c'étoit là proprement le but du Roi dans la Convocation de ce Parlement qui s'assembla à Oxford, le 22. de Janvier 1643.

Convoca-
tion du Par-
lement à
Oxford.

1643.
Parlement
d'Oxford.

Comme il n'étoit pas à propos que le Roi fît connoître d'abord l'unique but qu'il s'étoit proposé en convoquant ce Parlement extraordinaire, il leur
dit

dit seulement dans sa première Harangue, qu'il les avoit assemblez pour recevoir leurs conseils, & pour chercher avec eux les moyens de faire cesser les troubles du Royaume.

La première démarche que fit ce Parlement fut de tâcher de faire voir au Public que son intention étoit de travailler à la Paix. J'ai déjà expliqué l'ambiguïté continuelle de ce mot de *Paix*, & les divers sens que les deux Partis lui donnoient, c'est pourquoi je ne croi pas qu'il soit nécessaire de le repeter. Il n'y a point de doute que le Roi ne souhaitât la Paix de tout son cœur; mais c'étoit pourvû qu'elle se fît à sa manière, & selon qu'il l'entendoit; sans cela, il en étoit très-éloigné. Pour se convaincre de ce que j'avance ici, il n'y a qu'à considérer ce que dit le Comte de Clarendon, en parlant de la proposition qui fut faite dans le Conseil, de convoquer le Parlement d'Oxford, à laquelle le Roi trouvoit quelque difficulté. *Le Roi craignoit d'abord, dit cet illustre Historien, qu'une si grande Assemblée des deux Chambres qui, dans leurs délibérations, voudroient jouir des Privilèges du Parlement, ne le desservissent à plusieurs égards, au lieu de le servir, & il craignoit extrêmement, qu'aussi-tôt, ils n'entraissent dans quelque négociation de Paix qui n'auroit point d'effet. Quoique personne ne souhaitât la Paix plus que lui, il ne trouvoit pas à propos d'en consulter les conditions avec tant de personnes, dans la pensée que ce qu'il y avoit de plus important & qui regardoit son honneur, ne leur paroitroit pas assez considérable pour continuer une Guerre dans le Royaume. On voit par-là quelle étoit la Paix que le Roi souhaitoit. Ce n'étoit pas une Paix telle que le Parlement d'Oxford pourroit trouver raisonnable, mais une Paix par laquelle il ne fût pas obligé de rien céder.*

Mais son Conseil le délivra bien-tôt de cette crainte, par le même moyen dont on s'étoit servi en pareille occasion, au commencement de la Guerre. On lui fit comprendre, qu'il n'y avoit aucune apparence que les deux Chambres de Westminster voulussent traiter avec les Membres qui seroient assemblez à Oxford, parce qu'elles les regarderoient comme de simples particuliers, & comme des Déserteurs du Parlement. Ce fut-là ce qui fit évanouir la difficulté que le Roi avoit proposée. Comme ce Parlement d'Oxford ne fit aucune démarche que par la direction du Roi, & que le Roi consentit qu'il proposât la Paix à celui de Westminster, on peut aisément juger, qu'en la proposant, son intention n'étoit pas de la conclure, à moins que les deux Chambres de Westminster n'eussent voulu tout céder. Mais les deux Chambres d'Oxford avoient une autre vûe dans cette démarche. C'étoit de rendre un piège au Parlement de Westminster, & de l'engager, s'il étoit possible, à traiter avec elles, ce qui auroit été les reconnoître pour Parlement. En tout cas, elles esperoient de tirer quelque avantage de son refus.

Dans cette vûe, elles écrivirent au Comte d'Essex, une Lettre qui fut signée du Prince de Galles, du Duc d'Yorck, de quarante-trois Seigneurs, & de cent dix-huit Membres des Communes. Ils disoient dans cette Lettre, "Que le Roi les ayant convoquez pour tâcher de rétablir la Paix dans le Royaume, ils étoient assemblez pour y travailler. Que l'invitation continuée dans la Proclamation du Roi avoit été fortifiée par des démonstrations sinceres de S. M., que son cœur étoit pénétré du sentiment des mis-

CHARLES

I.

1641

Rushworth.

Vol. V. p. 560.

Ce Parlement propose la Paix.

Myl. Clarendon

Lettre du
Parlement
d'Oxford au
Comte d'Essex.

CHAR-
LES I.
1641.

„ res de ses pauvres Sujets dans cette cruelle Guerre, & d'une forte passion de
 „ les retirer d'un état si triste & si déplorable par tous les moyens possibles
 „ qui pourroient compatir avec sa gloire, & avec la sûreté du Royaume,
 „ pour l'avenir. *Et comme ce seroit une impiété de douter de la sincérité de ses in-*
tentions, ce seroit aussi en nous une désobéissance & une infidélité, si nous n'at-
tensions pas à toute la terre, la certitude que nous en avons, S. M. nous ayant dé-
claré, qu'elle nous avoit appellez pour être témoins de ses actions, & pour nous
informer de ses intentions particulières. Ils ajoûtoient, „ qu'ils espéroient que
 „ le Comte d'Essex, nonobstant son engagement, voudroit bien concourir
 „ avec eux dans un si saint ouvrage, en faisant un recit fidelle de leurs sinceres
 „ désirs à ceux dont il dépendoit.

Réponse
du Com-
te d'Essex

„ Le Comte d'Essex répondit en peu de mots, que comme il ne paroïssoit
 „ pas, par la Lettre qui lui avoit été adressée, que ceux qui l'avoient signée
 „ reconnussent les deux Chambres du Parlement d'Angleterre, il ne pouvoit
 „ pas se charger de la communiquer aux deux Chambres. Qu'au reste ils pou-
 „ voient être assurez, que lui-même & tous les autres du même parti étoient
 „ prêts à répandre tout leur sang, pour la défense du Parlement.

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres de
Westmin-
ster.

Quoique le Comte d'Essex eût dit dans sa réponse, qu'il ne pouvoit pas
 communiquer la Lettre au Parlement, on sçut pourtant, que la Réponse
 avoit été concertée avec un Committé des deux Chambres, qu'on appelloit
 le Committé d'Etat. C'est ce qui fit que le Roi connoissant par-là, l'inten-
 tion des deux Chambres, ne crut pas hasarder beaucoup en leur envoyant
 un Message, dans une Lettre adressée au Comte d'Essex. L'adresse étoit,
Aux Seigneurs & Communes du Parlement, assemblez à Westminster. Ce Mes-
 sage contenoit les offres ordinaires de traiter de la Paix, & de nommer des
 Commissaires, si elles vouloient en nommer aussi de leur côté. Le Roi ajoû-
 toit, qu'il faisoit cette démarche par l'avis des Seigneurs & des Communes
 du Parlement, assemblez à Oxford. Les deux Chambres comprirent aisé-
 ment, que le Roi leur tendoit un piège, en les mettant dans la nécessité, ou
 d'accepter son offre, auquel cas, elles reconnoitroient indirectement les Sei-
 gneurs & les Communes assemblez à Oxford pour un Parlement, ou de la
 rejeter, & de lui fournir par-là un sujet de leur reprocher, qu'elles refu-
 soient de travailler à la Paix. Mais elles se mirent peu en peine de cet artifi-
 ce, & pour toute Réponse, elles déclarèrent, qu'elles ne reconnoitroient ja-
 mais les Membres déserteurs assemblez à Oxford, pour un Parlement. *Sur*
quoi, ajoûtoient-elles, nous nous croyons obligez de faire sçavoir à V. M., que
comme la continuation de ce Parlement a été établie par une Loi que V. M. a juré
de maintenir, aussi bien que toutes les autres Loix du Royaume, & de la même
manière que nous avons juré fidélité à V. M., qui sont des engagements recipro-
ques, il est de notre devoir, comme nous l'avons résolu, de défendre & de mainte-
nir les justes droits, & le plein pouvoir du Parlement. Nous prions V. M. d'être
persuadée, que si elle veut concourir avec nous de bon cœur, ce sera le moyen le
plus prompt & le plus efficace pour procurer une bonne & solide Paix dans tous ses
Domaines, & pour former une parfaite union entre V. M. & son Peuple, sans
quoi, les protestations les plus sérieuses, & les intentions les plus sinceres de V. M.
sur ce sujet, seront inutiles.

Déclaration
des deux
Chambres
au Roi.

J'ai fait voir ci-dessus, quelle avoit été l'intention du Roi en faisant pro-
 poser,

poser , & en proposant lui-même la Paix aux deux Chambres de Westminster. C'étoit que cette offre générale ne seroit pas acceptée , comme il avoit été facile de le prévoir. Ce fut sur ce refus que les deux Chambres d'Oxford triomphèrent , comme si une simple proposition de faire la Paix , eût été une démonstration claire & évidente de leur sincère désir de faire une Paix équitable. Elles publièrent sur ce sujet une longue Déclaration si semblable à celles que le Roi avoit déjà publiées dans un pareil cas , qu'il n'étoit pas difficile de s'apercevoir , qu'elle venoit de la même source. Elles en publièrent encore quelque tems après , une autre où elles prétendirent faire voir , que les Membres assemblés à Oxford avoient été chassés du Parlement par les menaces , & par les violences de ceux qui le gouvernoient. On repetoit dans cette Déclaration toutes les violences & tous les artifices dont les Chefs de parti avoient usé pour intimider ceux qui ne vouloient pas se conformer à leurs sentimens , & on prétendoit , que c'étoit là l'unique raison qui les avoit obligés à se retirer. C'étoit là effectivement le système du Roi ; mais on peut dire , qu'il étoit assez mal appuyé. Car ces Membres qui avoient abandonné le Parlement , ne s'étoient absentez , pour la plupart , que long-tems après ces prétendues violences , quelques-uns par l'ordre exprès du Roi même , d'autres par la crainte d'être punis pour avoir voulu soulever le Peuple contre le Parlement. Mais on n'avoit garde de dire un seul mot de cela dans la Déclaration. Au fond , en supposant même que quelques-uns se fussent absentez par un pur motif de crainte , il est certain , que leur nombre n'approchoit pas de ceux qui s'étoient retirez dans la seule vûe de servir le Roi. Cependant , on les confondoit tous dans une même classe , comme ayant été expressément chassés du Parlement.

CHARLES
I.
164.¹/₄

Déclaration
du Parle-
ment d'Ox-
ford sur la
Paix.
Rushworth ,
Vol. V. p. 563.

Quelque tems après , les deux Chambres de Westminster publièrent aussi de leur côté un Manifeste , où elles prétendoient faire voir , que , sous le prétexte spécieux de proposer la Paix , on leur avoit tendu un piège pour les engager à reconnoître indirectement , qu'elles ne composoient pas le Parlement , & que le véritable Parlement se trouvoit assemblé à Oxford. Elles tiroient leurs preuves de diverses Lettres écrites d'Oxford au Comte d'Essex , des termes dans lesquels le dernier Message du Roi étoit conçu , & sur tout d'une Lettre interceptée du Lord Digby , où il disoit : *A quoi S. M. ne peut consentir , sans renverser le projet auquel elle est présentement attentive , par l'avis des Seigneurs qui sont avec elle , comme vous le verrez par la Proclamation ci-jointe (1) sur laquelle tout le Royaume a présentement les yeux fixés. Dieu veuille que ce projet soit aussi bien exécuté , qu'il a été bien formé dans la spéculation ! Car je suis assuré , que c'est probablement , le plus sûr moyen pour rétablir le Roi dans ses justes droits , & le mieux entendu de tous ceux qui ont été tentés jusqu'à présent.* Les deux Chambres expliquoient cela du projet de dissoudre le Parlement , ce qui n'étoit pas hors d'apparence.

Autre du
Parlement
de West-
minster.
Ibid. p. 576.

Le jour avant que les deux Chambres d'Oxford eussent écrit au Comte d'Essex , pour proposer la Paix , elles avoient voté , que les Ecoissois , étant entrez en armes dans le Royaume , avoient par là déclaré la Guerre à l'Angleterre , & que les Anglois qui les assisteroient seroient coupables de haute Trahison.

Votes à Ox-
ford contre
les Ecois-
sois.

Fff iij.

Le

(1) C'étoit la Proclamation pour convoquer le Parlement à Oxford.

CHARLES
I.
1641.

Le 21. de Mars, les mêmes Chambres d'Oxford voterent, que les Seigneurs & les Communes assemblée à Westminster étoient coupables du même crime, pour avoir appelé les Ecoissois en Angleterre, & pour avoir contrefait le grand Sceau. Mais comme les Déclarations ne faisoient aucun mal au Parlement de Westminster, elles n'apportoient pas non plus beaucoup d'avantage au Roi. Il en trouva un plus réel par rapport à l'affaire qui lui avoit fait convoquer ce Parlement, je veux dire, au secours d'argent qu'il en attendoit pour pouvoir soutenir la Guerre.

Moyen pour
procurer de
l'argent au
Roi.

Ce Parlement se trouvoit néanmoins dans un assez grand embarras pour trouver le moyen de secourir le Roi efficacement, car c'étoit-là la principale de ses affaires. Si en qualité de seul & véritable Parlement, il avoit imposé une taxe générale, le Roi auroit couru risque de rencontrer beaucoup d'oppositions dans la levée des deniers, tous les habitans des Provinces qui tenoient son parti n'étant pas convaincus qu'un tel Parlement eût une autorité légitime. En ce cas-là, il auroit été obligé d'user de force pour contraindre ceux qui refuseroient de payer, ce qui ne convenoit point à la situation où ses affaires se trouvoient. On prit donc un autre expédient, qui sans doute fut suggéré par la Cour. Ce fut de conseiller au Roi d'emprunter cent mille livres sterling des gens les plus aisez de son Parti. Pour cet effet, les Membres des Communes allèrent chacun faire un tour dans sa Province, pour y examiner le nombre de ceux qui étoient en réputation d'avoir de l'argent comptant, & pour faire des listes où étoient marquées les qualitez & les facultez de chacun. Ces Membres étant retournés à Oxford avec leurs listes, on proportionna les taxes, après quoi le Roi écrivit des Lettres circulaires à chacun de ces aisez, pour leur emprunter à l'un cent livres, à l'autre deux cens, promettant de leur rendre ces sommes, dès qu'il seroit en son pouvoir, & n'oubliant pas de dire dans ces Lettres, que c'étoit par l'avis de son Parlement. Ainsi, quoi que ce Parlement ne se crût pas assez autorisé pour imposer une taxe générale, les Particuliers qui étoient taxez, n'en étoient pas moins obligés de fournir ce qui leur étoit imposé, puisque ces emprunts se faisoient par l'avis des deux Chambres. Le Roi n'auroit pas si bien trouvé son compte dans une imposition générale, puis qu'il étoit bien plus facile de lever cent mille livres sterling sur des Particuliers aisez, que sur tout le Peuple. Or il ne s'agissoit que de faire trouver au Roi sûrement & promptement, l'argent dont il avoit besoin. Aussi vit-on peu de tems après, que c'étoit là le véritable motif qui avoit fait choisir ce moyen, puisque le Parlement d'Oxford ayant appris, que celui de Westminster avoit ordonné une taxe sur les denrées sous le nom d'*Accise*, mot auparavant inconnu en Angleterre, ne se fit pas un scrupule d'en ordonner une semblable dans les Provinces où l'autorité du Roi étoit reconnuë.

Le Parle-
ment d'Ox-
ford est pro-
rogé.

Depuis ce tems-là il ne se passa rien de considérable dans ce Parlement, qui, après avoir duré jusqu'au 16. d'Avril, fut prorogé jusqu'au mois d'Octobre & ne se rassembla plus. Il ne servit qu'à faire trouver de l'argent au Roi, à quoi il avoit été uniquement destiné, & à faire voir à l'Angleterre un spectacle qu'elle n'avoit jamais vû auparavant, sçavoir, deux Parlemens à la fois, tenant leurs séances dans un même tems.

L'Armée
d'Ecosse en-

Trois jours avant l'ouverture de ce Parlement, l'Armée d'Ecosse étoit en-
trée

Rushworth,
Vol.V. p. 580.

trée en Angleterre , malgré la saison qui sembloit devoir s'opposer à sa marche. Le Marquis de Newcastle , qui commandoit pour le Roi dans le Nord , ayant été informé que le mauvais tems n'empêchoit pas cette Armée de s'avancer vers les frontières , se mit aussi en marche avec ses Troupes , & se rendit à Newcastle le 20. de Janvier. L'Armée d'Ecosse étant arrivée tout proche de cette Ville , le Général la fit sommer de se rendre : mais cette sommation ne produisit aucun effet. Il demeura dans ces quartiers-là tout le reste du mois de Janvier , pour attendre son Artillerie qui venoit par Mer. Le 28. du même mois , il passa la Thyne à quelque distance de Newcastle , ayant laissé tout proche , du côté du Nord , six Regimens d'Infanterie , & quelque Cavalerie , pour tenir la Garnison en bride. Le Marquis étant trop foible pour oser hasarder une Bataille , se contenta de harceler les Ecossois par de fréquentes escarmouches , afin de retarder leur marche : mais enfin , il trouva qu'il étoit à propos de se retirer à Durham , où le Général Ecossois le suivit , quoi qu'avec beaucoup d'incommodité , parce qu'il manquoit de fourrage pour la Cavalerie.

Lorsque le Marquis de Newcastle avoit quitté Yorck pour aller s'opposer aux Ecossois , il y avoit laissé le Colonel Bellassis en qualité de Gouverneur , avec un bon Corps de Troupes. Dès que le Lord Fairfax eut appris que le Marquis avoit pris la route du Nord , il résolut de marcher vers Yorck ; & & pour cet effet , il donna ordre au Chevalier Fairfax son fils , de se trouver en un certain lieu avec le Corps qu'il commandoit , afin qu'ils pussent se joindre pour agir ensemble. Mais Bellassis ayant eu connoissance de ce dessein , sortit d'Yorck avec la meilleure partie de sa Garnison pour empêcher cette jonction , & alla se poster à *Selby*. Peu de jours après , le Lord Fairfax , après avoir pris un assez grand détour , pour tromper la vigilance de l'ennemi , & avoir trouvé le moyen de se joindre à son fils , alla tout-à-coup attaquer *Selby* , où Bellassis avoit quinze cens Chevaux & dix-huit cens hommes de pied , força cette Ville , fit le Colonel prisonnier avec seize cens de ses Soldats , & en tua un grand nombre.

Le Marquis de Newcastle apprit cette fâcheuse nouvelle à Durham dont les Ecossois s'étoient approchés à une distance de deux milles seulement. Il craignoit d'abord que le Lord Fairfax , après sa victoire , n'allât attaquer Yorck , ou que du moins , il ne marchât incontinent du côté de Durham , pour le mettre entre les deux Armées. Cela fut causé que , sans balancer , il prit le parti de se retirer à Yorck , tant pour s'y mettre en sûreté , que pour sauver cette grande Ville , qui sans cela auroit couru beaucoup de risque.

Il parut bien-tôt , que le Marquis avoit pris cette résolution très-à-propos , puisque le 23. d'Avril , c'est-à-dire , dix jours après le combat de *Selby* , le Lord Fairfax joignit les Ecossois à *Tadcaster* , d'où les deux Généraux résolurent d'aller assiéger Yorck. Mais comme cette Ville étoit trop grande pour pouvoir être assiégée de tous côtez par les deux Armées , particulièrement du côté de la Rivière , sur laquelle le Marquis avoit fait faire un pont de bateaux , ils prièrent le Comte de Manchester , Général des Troupes des Provinces Orientales associées , de venir les joindre , pour faire ensemble ce Siège avec les trois Armées. En attendant l'arrivée du Comte de Manchester , les deux Généraux tinrent la Ville bloquée du côté méridional de la Rivière de

J'inter-

CHARLES
I.
1644.
tre en An-
gleterre.
19. Janvier.
Rushworth ,
Vol.V. p.603.

Le Lord
Fairfax dé-
fait le Che-
valier Bel-
lassis à *Selby*
Ibid. p. 617.

Le Marquis
de Newcas-
tle retourne
à Yorck.

1644.
Le Lord
Fairfax se
joint aux E-
cossois.
Ils bloquent
Yorck en
attendant
le Comte
de Man-
chester pour
en faire le
Siège.

CHARLES

1.

1644.

Défaite de
Meldrum à
Newarck
par le Prin-
ce Robert.
22. Mars.

J'interromprai pour un moment le recit du Siégé d'Yorck , pour dire un mot du mauvais succès que les armes du Parlement eurent à *Newarck*.

Pendant que le Marquis de Newcastle étoit dans le Nord pour observer l'Armée d'Ecosse , le Lord *Willoughby* , & le Chevalier *Jean Meldrum* , avec environ cinq mille hommes des Troupes du Parlement , assiégèrent *Newarck* , Place importante de la Province de Nottingham , où le Roi avoit mis une Garnison. Dès que le Roi en fut informé , il envoya ordre au Prince Robert de faire tous ses efforts pour secourir la Place assiégée. Le Prince qui se trouvoit alors à Chester , se mit incontinent en Marche , & ayant été joint par d'autres Troupes , il fit un Corps de sept mille hommes , avec lequel s'avança vers *Newarck*. *Meldrum* , qui commandoit seul au Siégé , le Lord *Willoughby* étant allé ailleurs , résolut de combattre le Prince , & pour cet effet , il mit ses Troupes en Bataille à une petite distance de la Place. Le 31. de Mars il y eut un assez rude combat , particulièrement à un pont par où *Meldrum* avoit résolu de se retirer en cas de besoin. Le pont fut vigoureusement attaqué , & non moins bien défendu. Cependant , après que le combat fut fini , *Meldrum* se trouvant trop foible pour le recommencer le lendemain , résolut de faire sa retraite par ce même pont pendant la nuit. Mais il trouva que la Garde qu'il y avoit laissée avoit déserté , & que les ennemis s'en étoient emparés. Ainsi , la retraite lui étant devenue impossible , & se trouvant environné de tous côtes par les Troupes du Roi , il prit le parti de capituler avec le Prince. Il fut convenu que les simples Soldats d'Infanterie pourroient se retirer avec leurs épées seulement , & les Officiers & Cavaliers avec leurs Chevaux. Mais il fut obligé de livrer toute son Artillerie & ses Munitions , avec toutes les armes de l'Infanterie.

Autres ex-
ploits du
Prince Ro-
bert.

Le Prince , après cette expédition qui lui fit beaucoup d'honneur , s'en retourna dans la Province de Shrop , & delà dans celle de Lancastre , pour secourir la Comtesse de Derby assiégée depuis plus de deux mois , dans sa maison de *Latham* , où elle se défendoit courageusement contre un Corps de deux mille hommes. En allant à *Latham* , le Prince emporta d'assaut une petite Ville nommée *Popworth*. Pendant qu'il s'avançoit vers *Latham* , les Assiégeans leverent le Siégé , & une partie d'entre eux , sous le Commandement du Colonel *Rigby* , alla renforcer la Garnison de *Bolton* , qui étoit en grand danger. Le Prince les y poursuivit , & sans leur donner le tems de se reconnoître , il prit encore cette Ville d'assaut.

Il reçoit or-
dre du Roi,
d'aller se-
courir
Yorck.

Ensuite , il attaqua *Liverpool* , port de Mer sur les confins de la Province de Chester , où s'embarquent ordinairement ceux qui veulent passer en Irlande. Le Gouverneur , après avoir fait quelque résistance , se voyant hors d'état de tenir long-tems , fit embarquer la Garnison & tout ce qu'il y avoit de meilleur dans la Ville , après quoi , le Prince y entra sans opposition. Ce fut-là qu'il reçut une Lettre du Roi , qui lui ordonnoit de marcher en toute diligence , pour aller secourir Yorck , qui étoit actuellement assiégé. Le Roi lui disoit dans cette Lettre , *qu'il ne suffisoit pas de faire lever le siégé , mais qu'il falloit aussi battre les ennemis*. Ce fut ce qui engagea le Prince à donner une Bataille , qui fut très-funeste au Roi.

Exploits du
Comte de
Manchef-
ter.

J'ai laissé Yorck bloqué par les deux Armées Angloise & Ecossoise du Lord *Fairfax* & du Comte de *Lewen* , en attendant que le Comte de *Manchester*

s'y fût joint. Celui-ci étoit Général des sept Provinces Orientales qui s'étoient associées, & qui avoient mis sur pied une Armée de quatorze mille hommes, Cavalerie, Infanterie, ou Dragons. Avec cette Armée, le Comte de Manchester avoit déjà rendu des services considérables au Parlement. Dans la Campagne précédente il s'étoit rendu Maître de la Ville de *Lyne*, & au commencement de celle-ci, il avoit fait la conquête de Lincoln. Comme plusieurs des principaux Membres du Parlement pensoient à le substituer à la place du Comte d'Essex, on prit occasion des services qu'il avoit rendus, pour établir une paye constante à ses Troupes. Pour cet effet, par une Ordonnance des deux Chambres du 5. de Mai 1644. chacune des sept Provinces associées fut taxée à une certaine somme par mois, pour l'entretien de son Armée; après quoi il reçut ordre d'aller joindre les deux autres, pour faire ensemble le Siège d'Yorck. Le Parlement avoit aussi pourvu à la subsistance de celles du Comte d'Essex & du Chevalier Waller; desorte que, dans le mois de Mai, il avoit cinq Armées à son service, sans compter d'autres Troupes dispersées en diverses Provinces, & celles qui étoient en Garnison dans les Places.

CHARLES
I.
1644.

Le Parlement a cinq Armées.

Avant que le Marquis de Newcastle fût bloqué dans Yorck, il en avoit fait sortir le Général Goring avec quatre mille chevaux, pour aller ravager les Païs dépendans du Parlement. Cela fut cause que le Comte de Manchester détacha aussi de son côté trois mille chevaux, auxquels se joignirent deux mille des deux Armées qui étoient devant Yorck, pour s'opposer aux entreprises de Goring. Ce ne fut donc qu'avec son Infanterie, & quelque peu de Cavalerie, que le Comte de Manchester alla se joindre aux deux autres Armées, & immédiatement après la jonction, on commença tout de bon le Siège d'Yorck. Le Marquis de Newcastle avoit écrit au Roi, qu'il espéroit de pouvoir se défendre six semaines ou deux mois, & l'avoit prié de penser, pendant ce tems-là, aux moyens de le secourir. Pour retarder les progrès du Siège, autant qu'il lui étoit possible, il feignit de vouloir capituler; mais sous des conditions qu'il sçavoit bien qu'on ne lui accorderoit pas. Il ne laissa pourtant pas de gagner sept ou huit jours par cet artifice, en sorte que la Trêve qu'il avoit obtenu ne finit que le 15. de Juin. Le 28. il fit une vigoureuse sortie du côté de l'attaque du Comte de Manchester: mais il fut repoussé avec perte.

Le Comte de Manchester se joint à Fairfax & aux Ecoislois.

Siège d'Yorck. Le Marquis de Newcastle amuse les Assiégeans.

Deux jours après; les Assiégeans reçurent la nouvelle que le Prince Robert s'approchoit à la tête d'une Armée qui s'étoit beaucoup accrue dans sa marche, tant par des Troupes tirées de diverses Garnisons, que par la Cavalerie de Goring qui l'avoit joint, en sorte qu'elle n'étoit pas inférieure aux trois Armées qui faisoient le Siège. Les trois Généraux, après avoir consulté ensemble, trouverent à propos de lever le Siège, & de joindre leurs Armées soit à dessein de donner Bataille, comme quelques-uns l'ont prétendu, soit pour l'éviter, comme d'autres l'ont assuré. Quoi qu'il en soit, ils allèrent se poster à *Marston-moor*. Mais quoi qu'effectivement, le Prince Robert ne pût passer que par-là, pour aller à eux avec son Armée, ils laissoient pourtant deux côtes d'Yorck libres pour pouvoir y faire entrer des vivres & des munitions, & même des Troupes par petits Corps. Si le Prince n'avoit eu dessein que de secourir Yorck, il l'avoit déjà exécuté, & il n'avoit qu'à

Le Prince Robert s'approche d'Yorck.

Le Siège est levé.

CHARLES
1.
1644.
Le Prince
se rend à
Yorck.
Il traite le
Marquis avec
hau-
teur.
Il résout de
donner ba-
taille.

demeurer dans son poste, & tenir les ennemis en échec, jusqu'à ce qu'il eût fait entrer dans la Ville, tout ce qui y étoit nécessaire. Mais le même jour, s'étant rendu à Yorck avec une escorte de deux cens Chevaux seulement, il y conféra avec le Marquis de Newcastle, ou plutôt, il lui notifia, qu'il avoit dessein de donner bataille selon les Ordres exprès de Sa Majesté. Comme ce Prince étoit d'une fierté extraordinaire, il ne fit pas le moindre compliment au Marquis, sur l'autorité qu'il se donnoit, en se déterminant à donner bataille, contre l'opinion du Marquis qui soutenoit, qu'elle n'étoit nullement nécessaire dans cette conjoncture, d'autant plus qu'il attendoit cinq mille hommes qui venoient du Nord à son secours. De plus, le Prince ne fit pas difficulté de commander, sans en avoir rien dit au Marquis, aux Troupes qui étoient dans Yorck, de se tenir prêtes à le venir joindre le lendemain pour donner Bataille. C'étoient pourtant des Troupes que le Marquis avoit levées, & qu'il avoit toujours commandées avec beaucoup de réputation. D'ailleurs, la naissance & le mérite du Marquis de Newcastle sembloient demander que le Prince eût plus de ménagemens pour lui. Peut-être ne vint-il pas dans l'esprit au Marquis de demander à voir l'Ordre exprès du Roi, ou bien il crut que ce seroit faire un trop grand affront au Prince, de faire connoître qu'il doutoit de la vérité de cet Ordre. Quoi qu'il en soit, il lui dit, qu'il ne se faisoit aucun scrupule d'obéir à un Prince, Neveu de Sa Majesté. Qu'il pouvoit disposer de ses Troupes comme il le jugeroit à propos, & que pour lui, il se contenteroit de se trouver à la Bataille comme Volontaire. Son mécontentement fut encore augmenté, lorsqu'ayant demandé au Prince, s'il avoit quelque chose à lui commander, le Prince lui répondit qu'il ne vouloit donner Bataille que le lendemain, & qu'il pouvoit aller se reposer jusqu'à ce tems-là. Ainsi, le Prince régla seul la disposition de la Bataille qu'il avoit dessein de donner, sans consulter davantage le Marquis. Quoi qu'il eût ordonné aux Troupes qui étoient dans Yorck de venir joindre son Armée, il ne paroît pas qu'il eût assigné aucun Commandement ni aucun poste au Marquis de Newcastle, peut-être, parce que celui-ci avoit dit, qu'il se trouveroit au combat comme Volontaire. On ne peut nier que cette manière d'agir ne fût bien rude pour un Seigneur qui avoit toujours marqué pour le Roi un zèle & une affection qu'aucun autre n'avoit pû surpasser, ni peut-être égaler.

Les Géné-
raux du Par-
lement se
retirent.

Le Prince
les engage à
donner Ba-
taille.

Pendant cette même nuit, les trois Généraux du Parlement ayant considéré que la Place étoit secourue, & croyant que le Prince Robert n'avoit point d'autre dessein que de la bien ravitailler, résolurent d'aller se poster à *Tadcaster* & aux environs, pour conserver du moins la Partie Orientale de la Province d'Yorck, & pour empêcher qu'on n'en tirât des Vivres pour les transporter dans Yorck. Ils se mirent donc en marche dès le matin, les Ecoissois faisant l'avant-garde. Mais vers les neuf heures, ils eurent avis que le Prince s'approchoit avec son Armée, & en effet, il avoit pris les devants avec sa Cavalerie & se trouvoit tout proche de leur arriere-garde. Cela les obligea à se mettre promptement en Bataille, & à rappeler leur avant-garde, qui fit toute la diligence possible pour les rejoindre, en retournant sur ses pas. Par bonheur pour eux, l'Infanterie, que le Prince avoit tirée d'Yorck, ne put pas faire assez de diligence pour se rendre à son Armée avant Midi, & ce fut

ce qui donna aux Ecoſſois le tems de rejoindre le reſte de leur Armée qu'ils avoient quittée dès le matin. Les deux Armées furent toutes deux en Bataille vers les deux heures après midi. Mais il y avoit entre elles un foſſé large & profond qu'aucune des deux ne vouloit paſſer, de peur de donner trop d'avantage à l'Ennemi. Cela fut cauſe qu'elles ne firent que ſe regarder pendant plus de deux heures, chacune voulant attendre que l'autre commençât le combat.

Le Prince Robert s'étoit mis à la tête de ſon aîle gauche, conſiſtant en cinq mille Chevaux. Son aîle droite étoit commandée par le Chevalier Lucas, & par le Colonel Hurry, & le Corps de Bataille par le Général Goring. Il ne paroît pas que le Marquis de Newcaſtle eût aucun commandement dans cette journée. L'aîle droite du Parlement, oppoſée au Prince Robert, étoit commandée par le Chevalier Fairfax, la gauche par le Comte de Manchester, aſſiſté d'Olivier Cromwell, qui ſervoit dans ſon Armée en qualité de Lieutenant Général. A la tête du Corps de Bataille étoient le Lord Fairfax à la droite, & le Comte de Levven à la gauche. Enfin, ſur les ſix ou ſept heures du ſoir, les Généraux du Parlement firent ſonner la charge, & marcherent aux ennemis. Je n'entreprendrai pas de donner ici le détail de cette Bataille, parce que je ne trouve pas aſſez d'ordre, & de netteté dans les Relations que j'en ai vûes pour pouvoir eſpérer d'en donner une idée qui pût ſaſfaire des Lecteurs qui entendent ces matieres. Je me contenterai d'en rapporter une circonſtance remarquable, outre le ſuccès en général. C'eſt que l'aîle gauche de l'Armée du Roi, commandée par le Prince Robert, fut miſe dans une entiere déroute par l'aîle droite de l'Armée du Parlement, pendant que l'aîle droite du Roi avoit le même avantage ſur la gauche qui lui étoit oppoſée. Les deux aîles victorieuſes, après avoir donné la chaſſe à leurs ennemis, étant retournées au Champ de Bataille, ſe rencontrèrent face à face, je ne ſçai par quel accident, enſorte que chacune occupoit le terrain que l'ennemi avoit occupé au commencement de la Bataille. Elles recommencerent là, l'une contre l'autre, un combat qui fut fort rude & fort vigoureuſement ſoutenu des deux côtez, juſqu'à ce qu'enfin, à l'approche de la nuit, la Cavalerie du Roi fut miſe en déroute, & pourſuivie auſſi loin que le jour le put permettre. Ce fut vraſemblablement dans ce même tems, que l'Infanterie du Prince prit auſſi la fuite. Je diſ vraſemblablement, parce que, dans les deſcriptions de cette Bataille, on ne voit point ce que fit l'Infanterie des deux Armées. Ce n'eſt pas dans cette ſeule occaſion qu'on ſe trouve dans l'obſcurité en liſant, dans les Histoires, les deſcriptions des Batailles. Elles ſont faites pour l'ordinaire par des gens qui n'ont pas la moindre teinture de l'Art militaire, & qui, en s'attachant à pluſieurs circonſtances inutiles, laſſent échapper celles qui pourroient donner des idées claires à des Lecteurs intelligens. Il ſuffit donc de dire en un mot, que l'Armée du Prince fut pourſuivie juſqu'à un mille d'Yorck, où elle ſe retira pendant la nuit. Les Païſans, qui furent chargés d'enterrer les morts, aſſurerent qu'ils en avoient trouvé quatre mille cinq cens cinquante. On prétendit qu'il y en avoit trois mille du parti du Roi. Mais les victorieux aſſuroient qu'ils n'avoient perdu que trois cens hommes.

Quoi que le Prince Robert eût toujous été victorieux dans toutes les occa-

CHARLES
I.
1644.

Le Prince &
le Marquis
de Newcas-
tle quittent
tous deux
Yorck.
Le Prince se
retire à
Shrewsbu-
ry, & le
Marquis à
Hambourg.

Prise
d'Yorck.
Rushworth,
Vol. V. p. 637.

Les trois
Armées du
Parlement
se séparent.

L'Armée
d'Ecosse
prend New-
castle.

sions où il avoit commandé en chef, il n'est pas fort surprenant qu'il ait été battu une fois : C'est un malheur qui peut arriver aux plus grands Capitaines. Mais la résolution qu'il prit de se retirer le lendemain avec son Armée, ne peut que paroître fort étrange. Sa Cavalerie n'avoit pas beaucoup souffert, parce qu'elle avoit pris la fuite de bonne heure, du moins celle de l'aile gauche qu'il avoit commandée lui-même, & son Infanterie se trouvoit encore en assez bon état, le plus grand orage étant tombé sur celle du Marquis de Nevvcastle. Il auroit donc pû défendre encore Yorck, & attendre les résolutions que le Roi auroit prises sur ce fatal accident. Ainsi, on ne peut guères attribuer cette résolution extraordinaire qu'à un excès de honte & de dépit, qui l'empêcha de considérer quel préjudice il alloit porter aux affaires du Roi son Oncle. Il fit avertir le Marquis de Nevvcastle de son dessein, dans le tems même que le Marquis lui fit dire qu'il alloit partir sur le champ pour se retirer hors du Royaume. Ils exécuterent tous deux leur résolution; le Marquis se rendit ce jour-là même à *Scarborough*, où il s'embarqua pour Hambourg, & le Prince quitta Yorck, pour s'en retourner dans la Province de Shrop avec le débris de son Armée. On n'a pas beaucoup de peine à comprendre la raison qui porta le Marquis de Nevvcastle à quitter le service du Roi, après avoir été si indignement traité par le Prince Robert. Il crut sans doute, ne pouvoir plus reprendre avec honneur le commandement qu'il avoit eu, après avoir été jugé incapable de servir le Roi dans une occasion si importante. Il est même assez vraisemblable qu'il se persuada, que le Prince n'en auroit pas agi avec lui d'une manière si hère & si dure, s'il n'avoit pas cru qu'il en seroit avoué. Cependant, dans la suite, le Prince ne put produire pour sa justification, que la Lettre du Roi, dont j'ai déjà parlé, à laquelle il donnoit un sens, à quoi sans doute le Roi lui-même n'avoit jamais pensé. On peut donc assurer que ce fut la seule fierté, qui alloit jusqu'à l'excès, qui lui fit commettre tant de fautes l'une sur l'autre.

Les Généraux du Parlement profitèrent de leur victoire, & de la division des Généraux ennemis; ils retournerent devant Yorck, où commandoit le Chevalier *Glenham*, qui se voyant hors d'état de soutenir un long Siège, leur rendit cette importante Place, après en avoir obtenu une honorable Capitulation. Ils ne furent pas plutôt en possession d'Yorck, que les trois Armées se séparèrent. Le Lord Fairfax avec ses Troupes demeura dans Yorck, dont il fut fait Gouverneur. Le Comte de Manchester marcha vers Lincoln, pour ne pass'éloigner sans nécessité des Provinces associées, dont il commandoit les Troupes. Le Comte de Levven avec l'Armée d'Ecosse prit la route du Nord, pour aller au devant du Comte de *Calendar*, qui lui amenoit d'Ecosse un puissant renfort. Après la jonction de ces Troupes, il alla faire le Siège de Nevvcastle, qui se rendit enfin à discrétion vers la fin du mois d'Octobre. Ainsi, la Bataille de *Musfon-Moor* fit perdre au Roi tout le Pais du Nord, qui jusqu'alors avoit fait une puissante diversion aux forces du Parlement. Mais ce n'étoit pas là tout le mal que le Roi avoit à craindre. Il étoit dangereux pour lui, que les trois Armées ne vinssent se joindre dans le milieu du Royaume, à celles du Comte d'Essex & du Chevalier Waller, & qu'on ne lui enlevât tout d'un coup toutes les Places qui étoient encore en son pouvoir. Cela étoit d'autant plus à craindre, que quand il apprit la défaite de son Armée:

mée:

mée à *Marston-Moor*, il étoit lui-même en marche, pour aller secourir les Provinces de l'Oüest où le Comte d'Essex se trouvoit alors avec une Armée à laquelle les Troupes que le Roi avoit dans ces quartiers-là, n'étoient pas capables de résister. C'est ce qu'il faut présentement expliquer & parler en même-tems de ce qui s'étoit passé à Oxford, pendant que les Armées du Nord étoient en action.

Il paroît que le Parlement avoit dessein de finir promptement la Guerre, par les efforts extraordinaires qu'il fit au commencement de l'année 1644. Outre les Armées du Lord Fairfax & d'Ecosse qu'il entretenoit, & celle du Comte de Manchester qui étoit payée par les Provinces Orientales, il fit, à la fin du mois de Mars, un nouveau Règlement pour l'entretien de sept mille cinq cens hommes de pied, & de trois mille de Cavalerie, qui devoient être commandez par le Comte d'Essex. En même tems il ordonna, que les quatre Provinces du Midi associées, sçavoir *Kent*, *Sussex*, *Surrey*, & *Hant*, entretiendroient une Armée de trois mille six cens hommes d'Infanterie, & de quinze cens chevaux ou Dragons, sous le commandement du Chevalier Waller. Ce n'étoient pas de nouvelles Armées; elles subsistoient déjà avant le Règlement; mais il s'agissoit de les recruter, de les mettre sur le pied que le Parlement trouvoit à propos de régler, & d'établir le payement de la subsistance qui leur étoit nécessaire pour chaque mois.

Quoique le Chevalier Waller eût eu du malheur à la Bataille de *Roundway*, bien loin que les deux Chambres eussent perdu l'estime qu'elles avoient pour lui, elles résolurent de l'envoyer dans l'Oüest, & de lui donner une Armée capable de tenir tête au Prince Maurice qui ne trouvoit plus d'opposition en ces quartiers-là. Le Roi ayant été informé de ce dessein, résolut de faire ses efforts non seulement pour empêcher la marche de Waller dans l'Oüest, mais encore pour rompre l'association des quatre Provinces du Sud où il avoit beaucoup de Partisans, & il espéroit même de parvenir à faire allouer ces quatre Provinces en sa faveur. Pour cet effet, il donna au Chevalier Hopton une Armée composée des Troupes tirées de diverses Garnisons & de deux Regimens d'Infanterie qui étoient venus d'Irlande à Bristol. Dès que ces Troupes furent assemblées, Hopton alla se poster à Winchester, où il fut joint par deux Regimens nouvellement levez dans la Province de Devon, & le Roi lui envoya un Détachement de mille hommes commandé par le Chevalier *Jacob Ashley*. Toutes ces Troupes ensemble lui firent une Armée de quatre mille hommes de pied, & de quinze cens chevaux, avec quoi il résolut de marcher dans la Province de Sussex. Waller, qui avoit alors ses quartiers dans ce même Païs, aux environs de *Farnham*, assembla ses Troupes, & fit face à l'ennemi; mais après quelques legeres escarmouches, il se mit en sûreté dans *Farnham*, d'où il fit un voyage à Londres, pour représenter au Parlement le besoin qu'il avoit d'être renforcé, sans quoi il lui étoit impossible d'exécuter ce qui lui avoit été ordonné.

Immédiatement après le départ de Waller pour Londres, Hopton se mit en marche avec une partie de son Armée, pour aller attaquer le Château d'*Arundel* qui lui fut rendu par composition. Mais ayant reçu avis peu de jours après, que Waller étoit retourné à *Farnham* avec un renfort considérable, il alla rejoindre le reste de son Armée. Le voyage que Waller fit à

CHARLES
1.
1644.

Efforts extraordinaires du Parlement pour la campagne de 1644.
Rushworth, Vol. V. p. 653.
Etablissements pour les Armées du Parlement.

Résolution d'envoyer Waller dans l'Oüest.

Le Roi tâchoit d'y mettre des obstacles.

Il envoya Hopton dans le Sud.

Hopton prend le Château d'Arundel.

CHARLES
I.
1644.

Waller le
reprend.

Bataille
d'Alresford
où Hopton
est battu.
29. Mars.
Rushworth,
Vol. V. p. 634.

Résolution
d'assiéger
Oxford.

Londres ne lui fut pas inutile. Outre un bon renfort des Milices de la Ville qu'on lui donna, il obtint du Parlement un ordre au Comte d'Essex de lui envoyer de son Armée mille chevaux sous la conduite du Chevalier *Balfour*. Il ne fut pas plutôt arrivé à Farnham avec ces renforts, qu'il marcha toute la nuit, & à la pointe du jour il tomba sur un des quartiers du Chevalier Hopton, & lui enleva un Regiment d'Infanterie; deux Compagnies de Cavalerie qui étoient dans ce même quartier, ayant pris la fuite de bonne heure. Ensuite, il marcha droit au Château d'Arundel, & en prit la Garnison prisonnière. Le sçavant Docteur *Chillingworth* fut pris en cette occasion, & mourut quelques jours après.

Le Roi ayant été informé du renfort qui avoit été donné à Waller, envoya de son côté, un secours à Hopton. Le Comte de *Forth*, Général du Roi, voulut être de la partie: mais il refusa le commandement que le Chevalier Hopton voulut lui céder. Hopton ayant alors une Armée de cinq ou six mille hommes, résolut de donner Bataille à Waller, & se mit en marche pour exécuter ce dessein, dans le tems même que Waller s'avançoit vers lui avec la même intention. Les deux Armées se rencontrèrent entre Farnham & Winchester, tout proche d'*Alresford*, où la Bataille se donna le 8. d'Avril. Hopton y fut battu, & contraint de se retirer à Reading, & ensuite à Oxford. Après cette victoire, Waller marcha vers Winchester & se rendit maître de la Ville: mais il ne jugea pas à propos de faire le Siège du Château, parce qu'il avoit ailleurs des affaires plus importantes, ainsi qu'on le verra dans la suite. Le Comte de Clarendon prétend que la perte que Waller fit à *Alresford* l'empêcha de profiter de son avantage & de marcher vers les Provinces de l'Oüest, comme il l'avoit résolu. Mais on peut assurer que ce ne fut pas ce qui l'empêcha de prendre la route de l'Oüest. Ce fut plutôt le changement qui arriva dans les résolutions du Parlement, qui le fit retourner à Londres, après avoir congédié les Milices de cette Ville & celles de Kent, qui étoient aussi venues le joindre.

Les deux Chambres voyant que, par l'échec que le Roi venoit de recevoir à Alresford, son Armée se trouvoit découragée, & considérablement diminuée; que d'ailleurs, elles avoient assez de Troupes dans le Nord, pour n'avoir rien à craindre du Marquis de Newcastle qui se tenoit renfermé dans Yorck, résolurent de faire assiéger Oxford où le Roi se trouvoit avec son Armée. Ainsi, ayant abandonné, ou suspendu le dessein d'envoyer Waller dans l'Oüest, elles travaillèrent avec toute la diligence possible, à mettre les deux Armées du Comte d'Essex & de Waller sur le pied qui avoit été réglé, afin qu'elles pussent ensemble agir contre Oxford.

Le Roi avoit toujours cru que le dessein de Waller étoit de marcher vers les Provinces Occidentales. C'étoit par cette raison, qu'il avoit d'abord assemblé son Armée à Marlborough, & qu'il étoit allé ensuite se poster à Newbury où il avoit séjourné quelque tems, en attendant qu'il pût mieux pénétrer les desseins de ses ennemis. Mais ayant enfin compris que les mesures du Parlement étoient changées, il s'étoit rendu à Reading dont il avoit fait raser les fortifications, afin de renforcer son Armée de la Garnison de cette Place, qui étoit de deux mille cinq cents hommes. Il avoit aussi donné ordre au Prince Robert de venir le joindre: mais depuis ce tems-là, il lui

avoit

avoit permis d'aller secourir *Latham*, où la Comtesse de Derby étoit assiégée. Avec la Garnison qu'il tira de Reading, son Armée se trouva forte de huit mille cinq cens hommes d'Infanterie, & de quatre mille chevaux. Mais comme il ignoroit toujours les desseins de ses ennemis, il jugea qu'il étoit à propos de se retirer à Oxford avec toute son Armée.

CHARLES
I.
1644.

Cependant le Parlement qui, depuis quelque tems, avoit trouvé le moyen de prendre ses résolutions avec plus de secret qu'il n'avoit fait auparavant, voyant les deux Armées du Comte d'Essex & du Chevalier Waller prêtes à partir, leur envoya à chacune un renfort de quatre mille deux cens hommes des Milices de Londres. Ainsi, l'Armée du Comte d'Essex se trouva de douze mille hommes d'Infanterie & de trois mille de Cavalerie, & celle de Waller, de sept mille Fantassins & de quinze cens Cavaliers ou Dragons. L'ordre donné à ces deux Généraux fut de marcher séparément vers Oxford, & d'en faire le Siège, si le Roi s'y renfermoit; mais s'il en sortoit, le Comte d'Essex avoit ordre de le poursuivre avec son Armée, & Waller, de marcher dans l'Ouest, selon le premier projet. Ils partirent de Londres le 14. & le 15. de Mai, pour aller se mettre, chacun à la tête de son Armée, & ils se mirent incontinent en marche vers Oxford.

Le Comte
d'Essex &
Waller
marchent à
Oxford.

Le Roi avoit posté presque toute son Infanterie à *Abingdon*, à dessein d'y arrêter quelque tems les ennemis pour lui donner le tems de prendre quelques mesures sur ce qu'il auroit à faire, en cas qu'ils voulussent effectivement assiéger Oxford, de quoi il doutoit encore. Comme Abingdon ne pouvoit être aisément défendu que du côté de l'Orient, & qu'il ne vouloit rien risquer mal à propos, il avoit donné ordre au Général qui y commandoit de se défendre vigoureusement, s'il étoit attaqué de ce côté-là, & d'abandonner la Place si elle étoit attaquée du côté opposé. Mais soit que l'ordre ne fût pas bien clair ou bien précis, ou par quelque autre raison, à l'approche de l'ennemi, le Général se retira d'abord à Oxford, & le Comte d'Essex se saisit incontinent d'Abingdon. Le Roi comprenant que le Siège d'Oxford étoit résolu, n'avoit plus qu'une ressource pour l'empêcher. C'étoit de défendre les passages des Rivières d'*Isis* & de *Cherwell* qui coulent à l'Occident & à l'Orient d'Oxford, & pour cet effet, il plaça sa Cavalerie sur le bord de la première, & son Infanterie fut chargée de défendre la seconde. Comme les manœuvres des deux Armées du Parlement dépendent absolument de la situation d'Oxford & des environs, & que, sans cette connoissance, on n'y pourroit presque rien entendre, j'en supprimerai le détail qui ne me paroît pas absolument nécessaire. Je me contenterai donc de dire, que Waller trouva enfin le moyen de gagner un passage sur l'*Isis*, ce qui lui procuroit la facilité d'aller attaquer à dos, l'Infanterie du Roi qui défendoit le *Cherwell*. Cela fut cause que le Roi retira toutes ses Troupes dans Oxford ou au Nord de la Ville, & qu'il pensa en même tems, à mettre sa personne en sûreté, ne jugeant pas à propos de s'y laisser renfermer. Il n'y avoit point de tems à perdre, puisque les Troupes du Roi se furent à peine retirées, que le Comte d'Essex passa le Cherwell avec son Armée. Ainsi, le Roi ayant donné ordre à sa Cavalerie, & à un petit Corps de d'Infanterie d'aller l'attendre à un certain endroit, il sortit d'Oxford la nuit du 3. de Juin, & passa heureusement entre les deux Armées ennemies. Il étoit déjà en sûreté, avant qu'elles eussent

Le Comte
d'Essex
s'empare
d'Abingdon

Le Roi se
dérobe
d'Oxford
avec sa Ca-
valerie.
3. Juin.

aucune

CHARLES I. aucune nouvelle de sa retraite, & il arriva enfin à Worcester, après avoir essuyé une assez rude fatigue.

1644. La surprise des deux Généraux fut extrême, quand ils apprirent que le Roi leur étoit échappé. Mais il étoit trop tard pour qu'ils pussent espérer de l'atteindre en le poursuivant. Cependant, la Ville d'Oxford étant bien pourvûe de vivres & de munitions, & le Roi y ayant laissé presque toute son Infanterie, ils ne jugerent pas à propos d'en faire le Siège, d'autant plus qu'ils n'avoient ordre de le faire qu'en cas que le Roi s'y renfermât. L'intention du Parlement étoit qu'en cas que le Roi quittât Oxford, le Comte d'Essex le suivroit avec son Armée, & que Waller iroit avec la sienne, prendre soin des affaires de l'Oüest. Mais le Comte d'Essex, on ne sçait par quelle raison, voulut absolument changer cet ordre, & marcher lui-même dans l'Oüest. Et sur ce que Waller insistoit toujours sur la disposition que le Parlement avoit faite, le Comte d'Essex, d'un ton absolu, lui commanda d'obéir, à quoi il n'eut rien à repliquer. Ainsi le Comte se mit incontinent en marche vers l'Oüest. Le Parlement fut très-choqué de la défobéissance du Comte d'Essex, & lui envoya un ordre qui le trouva à Salisbury, de retourner sur ses pas, de suivre le Roi, & de laisser à Waller l'expédition de l'Oüest. Mais le Comte, au lieu d'obéir, se contenta d'écrire au Committé de Guerre, les raisons de sa conduite, & il finit sa Lettre de cette manière. *Votre innocent, quoique suspect serviteur.* Soit que les deux Chambres trouvassent les raisons du Comte plausibles, ou qu'elles ne jugeassent pas à propos de l'irriter dans une pareille conjoncture, elles lui permirent de continuer sa marche, ce qu'il fit à petites journées, jusqu'à ce qu'il fût arrivé dans la Province de Devon.

Le Comte d'Essex marche vers l'Oüest contre la disposition du Parlement.

La Reine se retire en France.

La Reine étoit, depuis le mois d'Avril, à Excéter Capitale de cette Province, où elle avoit accouché de la Princesse *Henriette*, quinze jours ou trois semaines avant que le Comte d'Essex s'en approchât. Dès qu'elle sçut qu'il étoit entré dans la Province, elle lui fit demander un Passeport pour pouvoir se retirer à Bristol. Le Comte d'Essex répondit, que si S. M. vouloit aller à Londres, il auroit l'honneur de l'y conduire; mais qu'il ne pouvoit lui donner un Passeport pour Bristol, sans un ordre exprès des Chambres. Sur cette Réponse, la Reine se retira en Cornoüaille, & quelque tems après, en France, avec un Convoi de Vaisseaux de Guerre que le Prince d'Orange lui envoya.

Le Prince Maurice leve le Siège de Lyme, & se retire à Excéter. 15. Juin. *Rushworth, Vol. V. p. 682.*

Le Prince Maurice assiégeoit depuis le 11. d'Avril, la petite Ville de *Lyme* qui se défendoit avec une opiniâtreté à laquelle il ne s'étoit pas attendu. Cette Ville & Plymouth étoient presque les seules dans toutes les Provinces de l'Oüest, qui fussent dans le parti du Parlement. Il étoit donc très-nécessaire pour le Parlement, d'avoir en ce Pais-là, des forces capables de relever son parti qui n'avoit eu aucun secours depuis l'arrivée du Prince Maurice. A l'approche du Comte d'Essex, qui s'étoit déjà avancé jusqu'à Dorchester, le Prince leva le Siège de Lyme, & se retira dans Excéter. Le même jour, le Comte d'Essex se rendit maître de Dorchester. Ensuite, il détacha le Chevalier Balfour qui se mit en possession de *Weymouth* où le Comte d'Essex se rendit incontinent. Il avoit quelque dessein d'assiéger Excéter, & il marcha effectivement de ce côté-là: mais ayant considéré que le Prince Maurice s'y étoit

Progress du Comte d'Essex

étoit jetté avec toute son Armée, il craignit de perdre trop de tems à ce Siège, & il s'arrêta à *Chard* où il séjourna quelque tems, & de-là, il se rendit à *Tiverton*. Sur cela, le Prince Maurice fit partir d'Excéter, un Détachement qui avoit ordre de s'assurer de *Barnstaple*; mais les habitans lui en fermerent les portes, & mirent au contraire, le Comte d'Essex en possession de leur Ville. Le Comte trouva dans *Barnstaple*, un Capitaine du parti du Roi, nommé *Howard*, qui ayant été Lieutenant dans les Troupes du Parlement, avoit deserté avec dix-neuf chevaux, & avoit pris le parti du Roi. Cet Officier ayant été jugé par un Conseil de Guerre fut condamné à être pendu, & fut effectivement exécuté. Sur cela le Prince Maurice fit pendre un Capitaine de Vaisseau, nommé *Turpin*, qui avoit été fait prisonnier en tâchant de jeter du secours dans *Excéter*, lorsque cette Ville étoit défendue par le Comte de *Stamford*. Il avoit été condamné à mort par la Justice ordinaire, pour avoir porté les armes contre le Roi. Mais son exécution avoit été suspendue, à cause des conséquences. Le Parlement fut très-irrité de cette représaille, vû la différence qu'il y avoit entre un prisonnier de Guerre & un Déserteur. C'est pourquoi, ayant en son pouvoir le Juge *Glanvil* qui avoit été un des Juges de *Turpin*, & qui avoit quitté le parti du Roi pour s'en retourner à *Londres*, il ordonna, que ce Juge seroit poursuivi comme coupable de Haute trahison. Quelque tems après, le parti du Roi fit encore mourir à *Woodhouse*, quatorze Manufacturiers de draps, & le parti du Parlement de son côté, fit pendre huit Irlandois qui avoient été faits prisonniers dans une action. Ce sont-là les tristes suites des Guerres civiles. Ces exécutions furent cause que, dans le mois d'Août suivant, les deux Chambres établirent une Cour Martiale à laquelle elles donnerent des Instructions fort rigoureuses principalement contre les Déserteurs. Vers le milieu du mois de Juillet, la Ville de *Tawnton* fut prise pour le Parlement, par un parti de la Garnison de *Lyme*.

Il faut nécessairement que j'interrompe, pour quelque tems, le recit des affaires de l'Ouest, pour rapporter ce que fit le Roi, depuis qu'il eut heureusement échappé d'Oxford.

Il arriva le 6. de Juin à *Worcester* avec sa petite Armée: mais il n'y demeura que peu de jours, parce qu'il apprit que *Waller* marchoit de ce côté-là. Lorsqu'il eut quitté *Worcester*, il fit diverses marches & contre-marches, pour tromper la vigilance de son ennemi, n'étant pas assez fort pour oser l'attendre. Enfin, ayant feint de vouloir marcher vers *Shrewsbury*, *Waller* ne douta point que son dessein ne fût d'aller joindre le Prince *Robert* qui étoit encore dans ces quartiers-là; car c'étoit avant la Bataille de *Marston-Moor*. Il crut donc faire un coup très-important que de gagner les devans & d'aller se poster entre le Roi & *Shrewsbury*, pour l'empêcher d'aller joindre le Prince. Le Roi fut très-aise d'avoir fait donner *Waller* dans le piège. Dès qu'il sut que ce Général l'attendoit sur cette route, il feignit effectivement de vouloir la prendre, & marcha même de ce côté-là. Mais tout à coup, faisant une contre-marche, au lieu de continuer à marcher vers *Shrewsbury*, il prit le chemin d'Oxford, & laissa *Waller* dans son poste, & dans l'impossibilité de l'atteindre. Dès qu'il fut arrivé aux environs d'Oxford, il y joignit le reste de son Armée qu'il y avoit laissé en se retirant.

CHARLES

1.

1644.

sex dans
l'Ouest.Un Capitaine
du Roi
est pendu
comme déserteur.

Représaille.

Diverses représailles.

Marches du
Roi depuis
la fuite
d'Oxford.
Waller le
suit.

CHARLES
I.
1644.

Combat de
Copredy.
9. Juillet.
Rushworth,
Vol. V. p. 686.

Alors n'ayant plus lieu de craindre Waller, puisqu'il étoit plus fort que lui, il alla prendre des quartiers dans la Province de Buckingham, sans avoir formé d'autre dessein que de livrer Bataille à l'ennemi, s'il en trouvoit l'occasion.

Waller ayant été ainsi surpris, ne laissa pas de s'approcher du Roi, & enfin, les deux Armées se trouverent en présence, ayant néanmoins la rivière de *Cherwell* entre elles. Waller mit la sienne en Bataille, dans un poste très-avantageux, se persuadant que le Roi voudroit passer la rivière, pour le venir attaquer, & que par-là, il lui fourniroit une occasion de combattre avec avantage. Mais le Roi, pour le tirer de ce poste, feignit de vouloir marcher vers le Nord, dans la Province de Northampton, & se mit effectivement en marche, après avoir laissé une bonne garde au pont de *Copredy*, pour empêcher l'ennemi de le passer, & de le suivre en queue. Pendant qu'il marchoit, on lui rapporta qu'il y avoit un gros Détachement des ennemis à un mille de la tête de son Armée, & on lui fit entendre, que si son Avant-garde doubloit le pas, elle pourroit défaire ce Corps. Cela fut cause qu'il donna ordre à l'Avant-garde & au Corps de Bataille de s'avancer en diligence. Dès que Waller s'aperçut qu'il y avoit un assez grand intervalle entre l'Arrière-garde du Roi & le reste de son Armée, il fit un gros Détachement pour aller passer la rivière à un gué qui étoit à un mille de-là, & lui-même avec quinze cens chevaux, mille Fantassins, & onze pièces de Canon, attaqua le pont de *Copredy*, s'en rendit maître, & y fit passer ses Troupes. Après cela, il attaqua l'Arrière-garde du Roi; mais il fut repoussé avec perte de beaucoup de monde, & d'une partie de son Canon. C'est tout ce qu'on peut recueillir de bien clair des Relations qui contiennent le détail de ce Combat. Le Détachement qui avoit passé le gué, dont j'ai parlé ci-dessus, eut à-peu-près le même succès. Waller ayant été ainsi repoussé, & obligé de repasser la rivière, mit ses Troupes en Bataille sur une colline, & y attendit ce que le Roi voudroit faire. Comme il n'étoit encore que trois heures après-midi, le Roi se persuadant que l'Armée ennemie étoit découragée par le mauvais succès qu'elle avoit eu, fit attaquer, par deux gros Détachemens, le pont de *Copredy*, & le gué par où les ennemis avoient passé. Le premier fut repoussé au pont, avec beaucoup de perte du côté du Roi. L'autre se rendit maître du gué: mais tout ce qu'il put faire fut de s'y maintenir, en attendant inutilement jusqu'à la nuit, que l'autre Détachement eût gagné le pont. La nuit étant survenue, les Troupes des deux côtes se retirèrent, Waller demeurant toujours maître des deux passages.

Le Roi étoit tellement prévenu de l'opinion que l'Armée ennemie étoit entièrement découragée, qu'il résolut de lui faire offrir un pardon par un Héraut, s'imaginant qu'elle l'accepteroit incontinent, & qu'elle abandonneroit son Général. Dans cette pensée, il envoya à Waller un Trompette qui avoit ordre de lui demander un Saufconduit pour un Gentilhomme qui devoit lui porter un gracieux message. Waller répondit, qu'il n'avoit pas pouvoir de recevoir des messages de grace, & que S. M. devoit s'adresser aux deux Chambres. Les deux Armées demeurèrent encore deux jours en présence, & dans la même situation, après quoi elles se séparèrent, chacune prenant une route différente. Selon les apparences, Waller, après avoir re-

Qu cet échec, ne se crut pas en état d'aller plus long-tems chercher le Roi qui avoit plus de monde que lui. Comme ce fut à-peu-près en ce même tems que se répandit la nouvelle de la défaite du Prince Robert à Marston-Moor, Waller crut sans doute, qu'il n'y avoit pas une grande nécessité de s'exposer à un second combat, puisque le Roi devoit vraisemblablement se trouver très-embarassé. Quand il sçut ensuite, que le Roi prenoit la route de l'Oüest, il se mit encore moins en peine de ce que le Roi pouvoit entreprendre, puisque c'étoit au Comte d'Essex à se tirer d'affaire, comme il trouveroit à propos. Il n'y avoit pas assez d'union entre eux, pour que Waller s'embarassât beaucoup de ce qui pouvoit arriver au Comte. Peut-être même, fut-ce pour n'être pas en état de suivre le Roi qui marchoit contre le Comte d'Essex, qu'il congédia le Corps des Milices de Londres, ce qui joint à la perte qu'il avoit faite à Copredy, le mettoit dans l'impuissance d'agir jusqu'à ce qu'il eût de nouvelles Troupes.

CHARLES
1.
1644.

Rushworth,
Vol. V. p. 687.

Le Roi, qui s'étoit trouvé dans un fâcheux détroit au commencement de cette Campagne, se trouva, un mois après, fort au large. Des deux Armées qui l'avoient attaqué, l'une étoit hors d'état de lui nuire, & l'autre étoit allée dans les Provinces de l'Oüest, où il avoit lui-même de grandes ressources. Premièrement, il y étoit maître des plus fortes Places excepté Plymouth. Secondement, il avoit à Bristol une grosse Garnison dont il pouvoit tirer une partie en cas de besoin. En troisième lieu, presque tous les Gentilshommes de ces Provinces lui étoient affectionnez. Il n'y avoit que le petit Peuple qui se trouvoit partagé entre lui & le Parlement; mais qui néanmoins, étoit toujours prêt à suivre le parti du plus fort. Enfin, le Prince Maurice avoit à Excéter ou aux environs, quatre mille hommes qu'il pouvoit aisément lui amener par le Nord de la Province de Dévon, sans que le Comte d'Essex pût l'empêcher. Toutes ces raisons le déterminèrent à marcher vers l'Oüest, pour tâcher de livrer Bataille au Comte d'Essex, s'il en trouvoit l'occasion. Il ne fut pas plutôt en marche, qu'il reçut la triste nouvelle de ce qui s'étoit passé à Yorck, qui le confirma dans la résolution qu'il avoit prise. Il comprenoit, que s'il demouroit dans le milieu du Royaume où il n'avoit que peu de ressources, les trois Armées du Parlement, qui s'étoient séparées, ne manqueroient pas de se rejoindre, & qu'alors il se trouveroit trop foible pour leur résister.

Le Roi marche vers l'Oüest.
Ibid.

Dèsque le Roi eut pris cette résolution, il en informa le Prince Maurice, afin qu'il se tint prêt à le venir joindre, & donna ordre au Chevalier Hopton qui avoit été fait Baron, de tirer du País de Galles autant de Troupes qu'il seroit possible, & de les mener à Bristol, afin qu'il fût en état de venir le joindre en chemin avec ces Troupes & celles qu'il pourroit tirer de Bristol même. Ainsi, le Roi faisant de petites journées pour donner le tems aux Troupes de Galles de le joindre, arriva le 25. de Juillet à Bath, d'où il partit deux jours après, & enfin il se rendit à Excéter. Quand toutes les Troupes qu'il avoit mandées l'eurent joint, il se vit à la tête d'une Armée bien plus nombreuse que celle du Comte d'Essex.

Cinq jours après le Combat de Copredy, le Roi étant à *Wesham*, avoit fait dresser un Message pour offrir la Paix aux deux Chambres, dont le Comte de Hartford envoya une Copie au Comte d'Essex, pour la communiquer

Message du Roi aux deux Chambres qui n'y

CHARLES
I.
1644.
répondent
point.
4. Juillet.
Rushworth,
Vol. V. p. 687.

au Parlement, en lui faisant sçavoir, que l'Original du Message étoit entre les mains de l'Agent de France, qui le délivreroit si on jugeoit à propos de le lui demander. Ce Message, adressé *aux deux Chambres du Parlement*, contenoit une offre générale de traiter de la Paix, & si on vouloit lui envoyer des Députés, de leur accorder un Sauveconduit. Les deux Chambres, qui étoient dans une défiance continuelle à l'égard du Roi, crurent qu'il y avoit quelque artifice caché dans l'affectation de ne leur envoyer qu'une Copie de son Message, & que son but étoit de les engager à demander l'Original à l'Agent de France. Elles crurent encore, qu'en adressant le Message aux deux Chambres du Parlement, sans ajouter d'*Angleterre*, il vouloit se réserver le droit de dire, qu'il ne les reconnoissoit point pour un véritable Parlement d'Angleterre, & en effet, il ne le devoit pas, selon ses principes, puisqu'il avoit publié contre elles la Déclaration, dont il a été parlé ci-dessus. Cela fut cause, qu'elles résolurent de ne prendre aucune connoissance de ce Message, & de n'y faire point de Réponse.

Discours du
Roi aux ha-
bitans de
Sommerfet.
23. Juillet.
Rushworth,
Vol. V. p. 688.

Pendant le séjour que le Roi avoit fait à Bath, il avoit fait assembler les habitans de la Province de Sommerfet, & leur avoit fait un Discours pour les exhorter à prendre les armes pour lui, & à lui fournir de l'argent. Il leur dit, que la victoire étoit le seul moyen qui restât pour procurer au Royaume une heureuse Paix : qu'il l'avoit souvent offerte à ceux de Westminster, mais qu'ils l'avoient toujours rejetée avec mépris. *Mais, ajoutoit-il, quand je parle de la Paix, j'entends une Paix bâtie sur des fondemens qui selon les apparences puissent la rendre ferme & durable, dans laquelle, la véritable Religion trouve sa sûreté contre le Papisme, contre les Innovations, contre les Sectaires; une Paix qui conserve à la Couronne ses justes Prérogatives, & qui me mette en état de protéger, & de gouverner mon Peuple selon les Loix; une Paix qui confirme aux Sujets, les droits qu'ils ont reçus de leurs Ancêtres, & ceux que je leur ai accordés en Parlement, auxquels je serai toujours prêt d'ajouter de nouvelles grâces, lorsque je les trouverai nécessaires pour leur bonheur. C'est-là la Paix pour laquelle je travaille, en quoi je m'attends que vous m'aidez de bon cœur, de vos personnes & de vos biens.*

Pour bien entendre la pensée du Roi, non seulement dans cette occasion, mais dans toutes les autres semblables sans exception, il faut considérer, que le Parlement ne disconvenoit pas qu'un Roi d'Angleterre ne dût, selon les Loix du Païs, jouir des Prérogatives que le Roi demandoit : mais il prétendoit que ce devoit être pour le bien du Peuple, & non pas pour sa destruction. Il prétendoit que Charles I. avoit abusé de ces Prérogatives pour détruire les droits des Sujets, & de-là il tiroit cette conséquence, qu'il étoit donc absolument nécessaire de le mettre hors d'état d'en abuser à l'avenir, ce qui ne pouvoit se faire qu'en le privant d'une partie du droit dont il avoit abusé. Il prétendoit, qu'il n'y avoit pas lieu de s'assurer sur la simple parole du Roi, & qu'on avoit besoin d'une plus forte digue pour mettre les Loix en sûreté. Le Roi de son côté, ne disconvenoit pas qu'il n'eût abusé de son Pouvoir. Mais il avoit réparé le mal qu'il avoit fait, & il protestoit que son intention étoit de gouverner à l'avenir, selon les Loix du Païs. Qu'est-ce donc qui faisoit le sujet de la Guerre ? C'étoit, que le Parlement ne vouloit point se fier à la parole du Roi, & que le Roi ne vouloit point donner d'au-

tre sûreté que sa parole. Quand donc le Roi offroit si souvent la Paix, sous la condition qu'il seroit rétabli dans toutes ses Prérogatives, à l'exception de celles dont il s'étoit départi dans ce Parlement, bien loin de marquer par cette offre, qu'il vouloit sincèrement la Paix, il faisoit voir au contraire, que rien ne pouvoit le contenter qu'une victoire entiere, soit par les armes ou par un Traité. D'un autre côté, quand le Parlement sembloit souhaiter la Paix, mais sous la condition que le Roi seroit dépouillé de ses Prérogatives, n'étoit-ce pas véritablement souhaiter la Guerre puisque c'étoit vouloir s'assurer par un Traité, d'un avantage que les armes lui rendoient jusqu'alors très-incertain? Il ne faut donc point se laisser éblouir par ce mot de *Paix*, qui étoit, comme on le voit, un terme très-équivoque; mais dont chacun, & le Roi principalement, faisoit parade pour éblouir le public. J'espère que cette remarque ne sera pas inutile pour éclaircir bien des endroits semblables de ce Regne.

Quand le Comte d'Essex fut informé que le Roi s'approchoit, il tint un Conseil de Guerre pour déterminer ce qu'il y avoit à faire dans cette occurrence. Son opinion particuliere étoit, qu'il falloit rebrousser chemin pour empêcher le Roi de pénétrer plus avant dans le Païs, & pour lui livrer Bataille, si on en trouvoit une occasion favorable. Il faisoit considérer que les Provinces de l'Oüest étant très-fertiles, il pourroit aisément y faire subsister son Armée, & que le Païs étant fort coupé, il pourroit ou donner Bataille, ou l'éviter, selon qu'il le trouveroit à propos. Mais le Lord *Robertz*, Major Général de cette Armée, qui avoit tout son bien en Cornouaille, assura positivement, qu'aussi-tôt que l'Armée seroit entrée dans cette Province, tout le Peuple se déclareroit pour le Parlement; qu'alors, il seroit impossible au Roi d'y pénétrer, & que l'Armée y pourroit subsister aisément, & se renforcer d'un très-grand nombre de Troupes. Sur cette assurance, qui se trouva très-fausse dans la suite, le Lord *Robertz*, plutôt par une espèce de violence, que par de bonnes raisons, fit résoudre, que l'Armée marcheroit en Cornouaille.

Suivant cette résolution, le Comte d'Essex entra dans cette Province, le 26. de Juillet; après avoir forcé un passage qui fut vaillamment défendu. Le même jour, le Roi arriva à Excéter, & après y avoir fait la revûe de son Armée, il suivit le Comte d'Essex qui ne trouva pas en Cornouaille ce que le Lord *Robertz* lui avoit fait espérer. Il ne laissa pas de s'avancer jusqu'à *Lawnceston*, & de-là jusqu'à *Bodmin*, d'où il écrivit au Parlement, qu'il ne pouvoit plus douter que le dessein du Roi ne fût de lui ôter les moyens de subsister: C'est pourquoy, il demandoit instamment qu'on envoyât une Armée dans l'Oüest, pour faire diversion au Roi, & pour l'empêcher d'exécuter son projet. Mais comme le Chevalier *Waller* ne se trouvoit pas en état de marcher, étant alors à Londres pour solliciter des renforts pour son Armée, tout ce qu'on put faire, fut de détacher le Colonel *Middleton*, avec deux mille cinq cens Chevaux, & de lui ordonner de marcher vers l'Oüest.

Le Roi voyant le Comte d'Essex engagé dans un Païs où il manquoit de vivres pour faire subsister son Armée, crut que c'étoit une occasion favorable pour tenter de le gagner. Il lui écrivit donc de sa propre main, une Lettre, où il l'exhortoit à se tirer du mauvais pas où il se trouvoit, en procurant

CHARLES
I.
1644.

Le Comte
d'Essex en-
tre en Cor-
nouaille.
26. Juillet.

Le Roi le
suit.

Lettre du
Roi au Com-
te d'Essex.
6. Août.
Rushworth,
Vol. V. p. 691.

CHARLES
I.
1644.

la Paix au Royaume, c'est-à-dire, en se déclarant pour une Paix telle que le Roi la souhaitoit. Le Comte d'Essex ne faisant point réponse à cette Lettre, le Prince Maurice & le Comte de Brentford, c'est le nouveau Titre dont le Comte de Forth, Général du Roi, avoit été honoré, lui écrivirent encore deux jours après, & le lendemain, il reçut une autre Lettre sur le même sujet, signée de plusieurs Officiers Généraux de l'Armée du Roi. Enfin, il répondit en peu de mots, qu'il n'avoit aucun pouvoir pour traiter.

Le Roi fait
arrêter Wil-
mot.

En ce tems-là, le Roi fit arrêter le Lord Wilmot, Lieutenant Général, qui s'étoit émancipé jusqu'à faire entendre au Comte d'Essex, que s'il vouloit entrer en Négociation pour faire la Paix, les Officiers de l'Armée du Roi, qui la souhaitoient passionnément, contraindroient S. M. de la conclure à des conditions équitables. La disgrâce de Wilmot produisit quelque murmure parmi les Officiers de Cavalerie, dont il étoit fort aimé. Ils présentèrent même une Requête au Roi, pour le prier de leur faire sçavoir de quel crime ce Seigneur étoit accusé, Le Roi, dans une telle conjoncture, voulut bien avoir cette complaisance pour eux. Mais cela n'empêcha pas que le Lord Wilmot ne fût dépouillé de son Emploi qui fut donné à *Goring*, après quoi, il eut la permission de se retirer hors du Royaume. On crut généralement dans l'Armée, que la disgrâce de ce Général provenoit de quelques intrigues de Cour, & de la haine secrète que le Roi conservoit pour lui, depuis certaines démarches qu'il avoit faites contre le Comte de Strafford.

Le Comte
d'Essex se
trouve dans
un grand
embarras.

Le Comte d'Essex s'étoit aperçu trop tard de la vanité des promesses du Lord Robertz. Bien loin que le Peuple de Cornouaille se remuât en sa faveur, il couroit au contraire, en foule se joindre à l'Armée du Roi. Le Comte ne pouvoit avoir des provisions que par Mer, & en petite quantité par le moyen d'une Rivière qui lui procuroit une communication par Mer avec Plymouth. Enfin, le Chevalier *Richard Greenvil* ayant amené un renfort de Troupes au Roi, il fut résolu dans un Conseil de Guerre, de se servir de la supériorité du nombre, non pour obliger le Comte d'Essex à donner Bataille, mais pour lui couper entièrement les vivres. Cela fut heureusement exécuté par le moyen d'un Fort qu'on éleva sur le bord de la Rivière par où les ennemis recevoient leurs provisions. Ainsi, le Comte d'Essex se trouvant réduit à la dernière extrémité, après s'être maintenu dans ce poste durant près d'un mois, prit enfin la résolution d'abandonner son Armée, pour ne pas tomber lui-même entre les mains du Roi. Mais avant que d'exécuter ce dessein, il donna ordre au Chevalier *Balfour* de faire ses efforts pour tâcher de sauver la Cavalerie, ce que celui-ci exécuta fort heureusement, pendant une nuit fort obscure, en passant au travers des quartiers du Roi. Dès que le Comte d'Essex sçut que la Cavalerie étoit en sûreté, il fit demander au Roi un pourparler : mais, avant que d'avoir reçu la Réponse, il s'embarqua, accompagné de quelques Officiers, pour se retirer à Plymouth, laissant au Major Général Skippon, le soin d'obtenir les meilleures conditions qu'il pourroit pour l'Infanterie.

La Cavale-
rie du Parle-
ment se sau-
ve.

Le Comte
d'Essex a-
bandonne
son Infante-
rie & se re-
tire seul à
Plymouth.

Rishyvprth,
Vol. V. p. 699.
701.

Capitula-
tion de l'In-

Le Roi ayant accordé le pourparler que le Comte d'Essex lui avoit fait demander avant son départ, il se tint une Conférence entre quelques Officiers des deux Armées, où on convint des Articles suivans :

1. Que le lendemain 2. de Septembre, les Officiers & Soldats de l'Armée du

du Parlement livreroient au Roi, toute leur Artillerie, tous leurs Chariots, toutes leurs Munitions, toutes leurs Armes offensives & défensives, excepté les épées & les pistolets des Officiers.

2. Qu'immédiatement après, ils marcheroient à Lestithiel, avec leurs Drapeaux, Tambours & Trompettes, & que les Officiers au-dessus du grade de Sergents, pourroient emmener deux Chevaux chacun, avec tout leur Bagage particulier.

3. Qu'ils seroient escortez par cent Cavaliers de l'Armée du Roi, jusqu'à Lestithiel, & de-là, jusqu'à Pool & à Warham.

4. Qu'en cas qu'ils voulussent marcher par Terre, plus loin que Pool & Warham, ils ne pourroient porter d'autres armes que celles qui leur étoient accordées par ces Articles, jusqu'à ce qu'ils fussent arrivez à Southampton ou à Portsmouth.

5. Que les malades demeureroient à Foy, jusqu'à ce qu'ils fussent en état d'être transportez sans danger à Plymouth.

6. Que les Officiers & Soldats pourroient recevoir des provisions & de l'argent de Plymouth, & qu'on leur donneroit un Passeport pour cet effet.

7. Qu'ils ne seroient point sollicités à prendre parti dans les Troupes de S. M., mais que ceux qui voudroient s'engager volontairement, n'en seroient point empêchez.

Par ce Traité, le Roi ne gagna proprement, que de l'Artillerie, des Armes, & des Munitions. Mais quoique ce fût beaucoup que d'avoir réduit cette Armée à ce fâcheux état, il en auroit tiré un bien plus grand avantage, s'il avoit pris les Officiers & Soldats prisonniers de Guerre. Car le Parlement ne manquoit ni d'Artillerie, ni d'Armes, ni de Munitions, pour rétablir cette Armée, qui effectivement se trouva, cinq ou six semaines après, en état de livrer Bataille au Roi. Il est à présumer, que le Roi eut de bonnes raisons pour se contenter de ce petit avantage.

Quoiqu'on pût à bon droit reprocher au Comte d'Essex les deux fautes qu'il avoit commises, soit en s'obstinant à marcher dans l'Ouest contre les Ordres des deux Chambres, soit en s'engageant mal-à-propos dans le Païs de Cornouaille, on n'insulta point à son malheur, & quand il retourna au Parlement, il y fut reçu avec beaucoup de civilité. Ce n'étoit pas alors un tems propre à examiner sa conduite. Il ne s'agissoit que de recruter & d'armer cette Armée délabrée, aussi bien que celle de Waller, & ce fut aussi à cela que les deux Chambres travaillèrent avec toute la diligence possible. Elles ordonnerent aussi au Colonel Middleton de se rendre promptement à l'Armée du Comte d'Essex, & au Comte de Manchester de marcher avec ses Troupes du même côté.

Après que le Roi eut remporté un avantage si considérable, il espéra que le Parlement étonné ne demanderoit pas mieux que d'en venir à un accommodement. Il comprenoit bien qu'une Paix telle qu'il la demandoit étoit impossible, pendant que le Parlement se trouveroit dans la prospérité. Mais il se flatoit de l'espérance qu'après un si grand revers, ses ennemis accepteroient avec plaisir les offres qu'il pourroit leur faire, & qu'ils n'insisteroient plus sur des conditions qu'il étoit bien résolu de ne leur pas accorder. Ce fut dans cette pensée, qu'il envoya de *Tavistock* un Message aux deux Cham-

CHARLES
1.
1644.
fanterie avec le Roi.
2. Septemb.
Rushworth,
Vol. V. p. 699.
701.

Le Comte d'Essex est bien reçu à Londres.

Message du Roi aux deux Chambres pour leur offrir la Paix.

bres

CHARLES
I.
1644.
Rushworth,
Vol.V. p.712.

bres pour leur offrir la Paix, & y attacha une Copie de celui qu'il leur avoit envoyé d'Evesham. Ce Message étoit conçu d'une telle manière, qu'il sembloit, que, par un pur effet de sa modération, il offroit, après sa victoire, de se contenter d'avoir la Paix, ce qu'il étoit en état d'emporter par la force des armes. Mais si on fait attention à ce que j'ai dit ci-dessus, pour expliquer ce qu'il faut entendre par la Paix que le Roi offroit, on trouvera que, par un excès de modestie, de modération, & d'affection pour son Peuple, il vouloit bien se contenter d'obtenir par un Traité, ce que jusqu'alors, il n'avoit pû obtenir par les armes: Car c'étoit-là le vrai sens de son offre, quoique déguisée sous le beau nom de Paix. Il falloit bien que le Parlement la regardât sous cette face, puisqu'il n'y fit aucune attention. Le Roi lui-même ne croyoit pas, sans doute, pouvoir abuser les deux Chambres par le simple nom de Paix, après avoir si souvent éprouvé combien elles étoient sur leurs gardes à cet égard. Mais ces fréquentes offres de la Paix étoient proprement destinées à faire impression sur le Peuple qui n'en pénétrait pas le véritable sens.

Le Roi attaque Plymouth sans succès.
Ibid.

Le 10. de Septembre, le Roi alla se présenter devant Plymouth, dans l'espérance qu'après la victoire qu'il venoit de remporter sur l'Armée du Parlement, cette Ville lui ouvreroit ses portes. Mais après l'avoir sommée inutilement, & y avoir même fait donner quelques assauts, il se vit obligé de se retirer, la saison ne lui permettant pas d'entreprendre un Siège de cette importance, qui vraisemblablement, l'auroit occupé plusieurs mois. D'ailleurs, son dessein étoit de marcher à Londres où il supposoit que tout le monde étoit dans une extrême consternation. Cependant, le Général Goring, avec un détachement de l'Armée, se rendit maître de Barnstaple.

Arrivée de l'Electeur Palatin à Londres.
Rushworth,
Vol.V. p.713.

J'ai souvent eu occasion de parler des affaires de l'Electeur Palatin, & de faire remarquer combien Jacques I. & Charles I. avoient négligé les intérêts, l'un du Roi son Gendre, & l'autre, de l'Electeur son Neveu. Tous les Etats de celui-ci se trouvant entre les mains de ses ennemis, il s'étoit réfugié auprès du Roi son Oncle, qui lui fournissoit une pension pour sa subsistance. Cette pension fut apparemment mal payée, depuis que le Roi se fut engagé dans la Guerre contre l'Ecosse, & encore plus mal, depuis le commencement de ce Parlement. Ainsi l'Electeur, après avoir suivi le Roi jusqu'au tems qu'il se retira dans le Nord, voyant la Guerre prête à commencer, quitta le Roi son Oncle assez brusquement à Yorck. Il se retira en Hollande, & y demeura jusqu'au mois d'Août 1644. qu'on le vit tout-à-coup arriver à Londres, pour y vivre sous la protection du Parlement. Le Roi en ayant été informé, lui écrivit pour lui demander la raison d'une démarche si extraordinaire. On ne sçait point ce que l'Electeur lui répondit: mais il y a quelque apparence, que ne sçachant comment subsister, & considérant que le Roi son Oncle n'étoit pas en état de l'entretenir il crut trouver plus de secours dans le Parlement qui avoit toujours témoigné beaucoup d'affection & de zèle pour sa Maison. Il ne fut point trompé dans ses espérances, puisqu'il le Parlement lui accorda une pension honorable qui fut plus régulièrement payée que celle qu'il avoit eue du Roi. Il demanda dans la suite, & obtint la permission de pouvoir assister à l'Assemblée Ecclésiastique qui se tenoit à Westminster. Apparemment, comme il ne vouloit point se mê-

Le Roi lui écrit.

ler

ler des affaires de la Guerre, il cherchoit à employer son tems dans des entretiens avec des Sçavans, & à s'instruire de plus en plus sur les matieres de Religion.

Le Roi étoit si fortement prévenu de la pensée que sa victoire ne pouvoit que faire une forte impression sur l'esprit du Peuple, qu'il résolut de marcher droit à Londres. Il ne doutoit point que son Armée ne s'accrût considérablement dans sa route, & que le Peuple n'abandonnât les deux Chambres, quand on le verroit marcher vers la Ville Capitale. Il est vrai qu'on avoit vû autrefois en Angleterre de pareilles révolutions, mais très-rarement ou jamais en faveur des Princes, dont le Peuple avoit cru avoir sujet de se plaindre. Mais quoique Charles n'eût que trop donné lieu à ses Sujets de se plaindre de son Gouvernement, il se persuadoit néanmoins, qu'il étoit fort aimé du Peuple, & il attribuoit tout ce que ce même Peuple faisoit contre lui, aux artifices, aux calomnies, aux promesses, aux menaces, aux violences dont on usoit pour le séduire ou pour le contraindre. Dans cette pensée, il croyoit que le Peuple ne demandoit qu'une occasion pour se délivrer du joug du Parlement, & que celle-ci étant des plus favorables, il ne devoit pas la négliger. Il publia donc le 30. de Septembre, une Proclamation datée de *Chard*, dans laquelle il rapportoit avec quelle ardeur & sincérité, il avoit toujours souhaité & offert la Paix qui avoit toujours été rejetée par les deux Chambres, après quoi il disoit : „ Que ne regardant point les Sujets des provinces Orientales & Méridionales comme ses ennemis, il étoit résolu de s'approcher d'eux, & particulièrement de ceux de Londres, pour les protéger, ne doutant point, que quand il se trouveroit dans un moindre éloignement, il n'obtînt enfin une Convention pleine & libre du Parlement, & une heureuse Paix qui rétablirait ses Sujets dans une entière possession de leurs droits. C'est pourquoi il ordonnoit aux habitans des Pais par où il passeroit, de prendre les armes, & de se mettre en état de le venir joindre. Il commandoit à la Milice de Londres de se choisir des Officiers amateurs de la Paix, & d'une fidélité connue, & de l'assister dans son expédition, pour procurer la Paix au Royaume. Que pour cet effet, il leur donnoit pouvoir de se saisir des Places qui étoient entre les mains des Rebelles, comme aussi des personnes qui s'opposoient à la Paix. „

Tout l'effet que produisit cette Proclamation fut, que les habitans de la Province de Sommerfet où le Roi se trouvoit alors, lui présentèrent une Requête, pour lui demander la permission d'envoyer avec lui des Députés pour porter une Adresse aux deux Chambres, dans laquelle ils les prioient d'écouter ses Propositions, & en cas de refus, ils promettoient d'employer leurs biens & leurs vies à soutenir ses justes droits. Mais c'étoit-là un secours simplement promis, & encore assez éloigné pour que le Roi en pût faire aucun usage dans l'expédition où il étoit actuellement engagé.

Si tout étoit arrivé de la maniere que le Roi se l'étoit imaginé : que le Peuple se fût rendu en foule à son Armée : qu'on lui eût fourni avec ardeur tout ce qui lui étoit nécessaire, il est très-probable qu'il auroit pû arriver à Londres avant que les Troupes du Parlement eussent pû se joindre ensemble pour former une nouvelle Armée. Mais bien loin que son Armée s'accrût dans sa marche, comme il l'avoit espéré, elle diminuoit au contraire tous les

CHARLES
I.
1644.

Le Roi
prend la ré-
solution de
marcher à
Londres.

Il publie ce
dessein par
une Procla-
mation.

Rushworth,
„Vol.V. pag.
„715.

“
“
“
“
“
“
“
“
“

Ibid. p. 716.

Le Roi trou-
ve des diffi-
cultez dans
sa marche.

CHARLES
I.
1644.

jours par les fatigues, par le manque d'argent, de bas, de souliers, & par les maladies qui mirent un grand nombre de ses Soldats hors d'état de suivre l'Armée. Il fut obligé de faire de fréquentes haltes dans plusieurs Villes, pour y attendre de l'argent, & d'autres choses nécessaires qu'il comprenoit bien qu'on ne lui fourniroit pas quand il seroit éloigné. La Cavalerie étant mécontente, tant de la disgrâce du Lord Wilmot, que de ce qu'elle n'avoit point reçu de paye pendant la Campagne, il se vit obligé d'attendre que les Provinces de l'Oüest lui fournissent quelque argent pour le lui distribuer, sans quoi il n'osoit avancer. Ces retardemens furent cause qu'il ne put arriver à Salisbury que le 15. d'Octobre, six semaines après l'avantage qu'il avoit remporté en Cornoüaille. Ce fut alors qu'il changea de résolution, & qu'au lieu de marcher à Londres, il se réduisit à retourner dans ses anciens quartiers à Oxford & aux environs. Encore même ne pouvoit-il pas exécuter ce projet sans difficulté, vû les mesures que ses ennemis avoient prises.

Le Parle-
ment forme
une grande
Armée.

Pendant que le Roi avoit été en marche, le Parlement ne s'étoit pas endormi. Il avoit envoyé des armes & des habits à l'Infanterie du Comte d'Essex, qui avoit été désarmée; & détaché un Corps de cinq mille hommes des Milices de Londres, outre les recrues nécessaires, pour l'aller joindre. Le Chevalier Waller s'étoit remis en Campagne, après que son Armée avoit été recrutée & renforcée, & se tenoit à *Andover*, tout prêt à marcher. La Cavalerie du Comte d'Essex, qui avoit heureusement échappé en Cornoüaille, s'étoit rendue auprès de lui, aussi-bien que celle qui avoit été envoyée dans l'Oüest, sous la conduite du Colonel Middleton. Ainsi, le Comte d'Essex se vit en état de marcher le 17. d'Octobre, pour aller se joindre au Chevalier Waller & au Comte de Manchester qui se trouvoit à portée pour joindre les deux autres Corps. Le Roi ayant appris que Waller devoit marcher à Reading, s'avança le plus promptement qu'il lui fut possible vers *Andover* pour le combattre avant qu'il eût joint le Comte d'Essex. Il attaqua même son Arrière-garde, dont il tua vingt ou trente hommes. Mais cela ne fut pas capable d'empêcher la jonction des trois Armées, qui se fit le 21. d'Octobre.

Rushworth,
Vol. V. p. 721.
Seconde Ba-
taille de
Newbury.
27. Octobre

Pendant que le Roi avoit les ennemis si proches de lui, il s'avisa très-mal à propos, comme il semble, de détacher de son Armée le Comte de Northampton avec trois Regimens de Cavalerie, pour aller faire lever le Siège du Château de *Bamby*, qui étoit assiégé depuis le mois de Juillet, & qui se trouvoit aux abois. Le Comte réussit dans son expédition; mais il faillit à en coûter cher au Roi, puisque peu de jours après, il se vit engagé à donner Bataille, privé du secours de ces trois Regimens. Son dessein n'étoit, comme je l'ai déjà dit, que de se retirer à Oxford, n'y ayant plus aucune raison qui dût l'engager à continuer sa marche vers Londres. Mais il vouloit auparavant, faire le Siège du Château de *Dennington*, c'est pourquoi il s'avança jusqu'à *Newbury*, qui n'est qu'à un mille de ce Château, pendant que l'Armée du Parlement étoit à Reading. Dès le lendemain, cette Armée marcha vers *Newbury* où le Roi se retrancha le mieux qu'il lui fut possible, & mit son Infanterie dans les retranchemens, pendant que sa Cavalerie étoit postée dans une plaine tout joignant, & durant quelques jours

jours, il y eut de fréquentes escarmouches entre les deux Armées. Enfin, le 27. d'Octobre, les Généraux du Parlement ayant séparé leurs Troupes en deux Corps, attaquèrent les Retranchemens du Roi par deux différends endroits. Le combat, qui avoit commencé sur les trois ou quatre heures après-midi, dura jusqu'à la nuit, & fut extrêmement rude, tantôt les gens du Roi étant poussés, & tantôt faisant reculer les ennemis à leur tour. C'est tout ce qu'on peut recueillir de certain, des Relations de cette Bataille, excepté qu'à l'entrée de la nuit, les assaillans forcerent un endroit des Retranchemens, & y prirent quelques pièces de Canon. Mais la nuit les empêcha de profiter de cet avantage, & finit le combat. Cependant, le Roi craignant que le lendemain, les ennemis ne pénétraissent dans ses Lignes par ce même endroit, se retira pendant la nuit, & marcha jusqu'à Wallingford, laissant son gros Canon, & son Bagage dans le Château de Dennington. Le Comte d'Essex ne se trouva pas à cette Bataille. Il avoit quitté l'Armée quelques jours auparavant, soit à cause de quelque indisposition qui lui survint, ou peut-être, par quelque mécontentement, ne pouvant pas bien s'accorder ni avec le Comte de Manchester, ni avec le Chevalier Waller.

Il semble que les Généraux du Parlement, qui se croyoient victorieux, auroient dû attaquer le Roi dans sa retraite, laquelle ils ne pouvoient ignorer, la Lune étant alors dans son plein. Ils le laissèrent pourtant marcher sans le poursuivre, de sorte qu'il arriva heureusement à Oxford. Mais ce ne fut pas-là leur plus grande faute. Le Roi ayant laissé son Canon, ses Munitions & son Bagage dans le Château de Dennington, rien ne pouvoit leur être plus avantageux que d'employer toutes leurs forces à prendre ce Château. Mais ils se contentèrent de faire sommer le Gouverneur, & sur le refus qu'il fit de capituler, ils demeurèrent tranquilles à Newbury, sans rien entreprendre contre lui. On ne peut attribuer cette négligence qu'à la dissension qui s'étoit mise parmi eux, l'un imputant à l'autre d'avoir été cause qu'avec une Armée si supérieure, on n'avoit pas mis celle du Roi dans une entière déroute. Cette division alla si loin, qu'il suffisoit que l'un proposât quelque chose, pour que l'autre s'y opposât. On verra dans la suite les effets encore plus funestes qu'elle produisit, & les changemens auxquels elle donna occasion.

Cependant, le Roi ayant été informé de l'aigreur qu'il y avoit entre les Chefs de l'Armée du Parlement, & qu'on laissoit le Château de Dennington en repos, profita très-habilement d'une disposition si favorable. Quelques jours après son arrivée à Oxford, il fut joint par le Prince Robert qui lui amena quelque Cavalerie. Il tira de l'Infanterie de la Garnison d'Oxford & de quelques autres Places des environs, & le Comte de Northampton le rejoignit avec sa Brigade de Cavalerie. Par le moyen de ces renforts, il forma une Armée de six mille hommes de pied, & de cinq mille Chevaux, avec quoi il se remit en marche vers Newbury, le 2. de Novembre. Après la Bataille, l'Armée du Parlement avoit fait un mouvement pour s'approcher d'Oxford; mais elle étoit retournée à Newbury, sous prétexte que les chemins étoient impraticables. Mais la principale raison étoit, que les Généraux ne pouvoient pas s'accorder ensemble n'y ayant point de Commandant en chef. Ils reçurent quelques avis de la marche du Roi: mais ils ne voulurent

CHARLES
I.
1644.

Le Roi se retire pendant la nuit & laisse son Canon à Dennington.

Broüilleries entre les Généraux du Parlement.

Le Roi retourne à Dennington & en retire son Canon à la vue des ennemis.

CHARLES
I.
1644.

rent pas les croire jusqu'à ce qu'ils apprirent qu'il n'étoit qu'à six milles de Dennington. Sur cet avis, ils résolurent d'aller le jour suivant se mettre en bataille entre Dennington & l'Armée du Roi. Pour cet effet, ils envoyèrent des ordres à toute leur Cavalerie de se rendre le lendemain de bon matin à un certain lieu, n'étant pas possible qu'elle pût marcher ce jour-là même, parce que ses quartiers se trouvoient trop séparés & trop éloignés. Mais cette même nuit, le Roi continua sa marche jusqu'à Dennington, & ayant mis son Armée en Bataille entre ce Château & Newbury, il attendit tranquillement ce que les ennemis voudroient entreprendre. Quoique l'Armée du Parlement se trouvât aussi en Bataille bien-tôt après, les Généraux, après avoir reconnu celle du Roi, & tenu Conseil de Guerre, ne jugerent pas à propos de l'attaquer. Ainsi, après quelques escarmouches, le Roi ayant retiré tout ce qu'il avoit laissé à Dennington, reprit le chemin d'Oxford où il arriva le 21. de Novembre. En s'en retournant, il envoya un détachement de son Armée au secours du Comte de Winchester, qui étoit depuis long-tems assiégé dans son Château de *Bazing*. Mais ce détachement trouva que le Siège étoit déjà levé. Ce fut par-là que finit la campagne de l'année 1644. qui ne fut pas si funeste au Roi qu'il avoit eu lieu de le craindre, quoique pourtant il eût perdu York & tout le Pais du Nord.

Autres évé-
nemens de
l'année
1644.

Il est tems présentement de parler de certains autres événemens de l'année 1644. qui n'étoient pas des dépendances immédiates de la Guerre, mais dont la connoissance n'est pas moins utile ou nécessaire, que celle des Combats & des Batailles, quoi qu'elles n'aient point ensemble de liaison naturelle, & qu'elles ne dépendent pas l'une de l'autre.

Ordonnan-
ce pour é-
pargner un
repas par
semaine.
Rushworth,
Vol. V. p. 748.

Le 26. de Mars de cette année 1644. le Parlement fit publier une Ordonnance pour obliger chaque famille à se priver d'un repas par semaine, & pour fournir aux besoins publics, ce que ce repas coûteroit. C'étoit proprement, imposer une taxe sur chaque famille. Car d'ailleurs, il y a beaucoup d'apparence que le Parlement se mettoit peu en peine si on s'épargnoit ce repas, ou non, pourvu qu'on en payât la valeur.

Espion du
Roi, pendu.
Ibid. p. 748.
Vote pour
préparer des
proposi-
tions de
Paix.
Ibid. p. 750.

Le 13. d'Avril, un Espion du Roi fut pendu à Londres.

Le 15. du même mois, les Communes voterent qu'on prépareroit des Propositions de Paix pour être présentées au Roi. Ce n'étoit pas qu'elles souhaitassent alors de rentrer dans une nouvelle négociation avec le Roi, puisque, depuis que les Conférences d'Oxford étoient rompuës, il ne s'étoit rien passé qui pût les obliger à changer le plan de Paix qu'elles avoient fait. Mais elles avoient en cela deux vûës; la première, de faire connoître au Public, qu'elles ne prétendoient pas rejeter absolument la Paix, comme le Roi les en accusoit: la seconde, que par-là, elles se préparoient un prétexte pour proposer la Paix, si elles y étoient contraintes par les disgraces qui pouvoient leur arriver pendant la campagne. Ce qui confirme que c'étoit là leur principal but, c'est que ces Propositions qui se trouverent enfin les mêmes en substance, que celles qui avoient été débattuës à Oxford, ne furent envoyées aux Seigneurs que le 19. d'Août, dans le tems que le Comte d'Essex se trouvoit acculé en Cornoüaille, & au Roi, que le 20. de Novembre.

Mesures du
Parlement
pour tenir

Jusqu'à l'année 1644. les affaires de la Guerre s'étoient traitées dans le Parlement d'une manière si publique, que le Roi étoit informé des résolu-
tions

tions qui s'y prenoient, avant qu'on commençât à les exécuter. Mais dans cette année, ceux qui dirigeoient les affaires trouverent à propos de donner au Committé des deux Royaumes, qui étoit chargé des affaires de la Guerre, plus de pouvoir qu'il n'en avoit eu auparavant, afin qu'il pût donner ses ordres & les faire exécuter, sans qu'il fût nécessaire de communiquer ses résolutions aux deux Chambres. Je ne sçai si ce fut par un Vote exprès, ou par une pure usurpation dans laquelle pour le moins, le Committé sçavoit bien qu'il seroit avoué par les principaux Membres du Parlement, en cas qu'on entreprit de le rechercher. Par-là on gagna véritablement un avantage considérable, en ce que les résolutions devinrent plus secrètes, & que le Roi n'en fut pas si bien informé. Mais d'un autre côté, il en résultoit pour ce Committé un pouvoir qui pouvoit être d'une très-dangereuse conséquence. Cela fut causé que plusieurs Membres se plainquirent de ce qu'ils n'avoient aucune communication des affaires les plus importantes, dont ce Committé se réservoir à lui seul la connoissance & la direction. Le tems pour lequel il avoit été établi, étant sur le point d'expirer, les Communes firent une Ordonnance pour le continuer encore trois mois, & l'envoyerent aux Seigneurs. Mais la Chambre Haute, au lieu de passer l'Ordonnance telle que les Communes l'avoient dressée, y ajouta une clause pour augmenter le nombre du Committé de cinq Seigneurs, & de dix Membres des Communes. On ne peut pas douter que les Partisans secrets du Roi ne fissent leurs efforts pour faire augmenter le nombre de ces Commissaires, dans l'espérance d'en pouvoir gagner quelqu'un qui pourroit les informer de ce qui s'y passeroit. Mais les Communes prévoyant la conséquence de cette augmentation, refuserent de l'approuver, & demanderent que l'Ordonnance passât de la manière qu'elle avoit été dressée. Les Seigneurs n'y ayant pas voulu consentir, les Communes trouverent le moyen de faire agir le Maire & le Conseil Commun de Londres qui leur présenterent une Requête, par laquelle ils demandoient entre autres choses, que le Committé fût continué tel qu'il étoit. Alors les Seigneurs voyant bien que, puisque la Ville de Londres s'en mêloit, ils ne gagneroient rien par leur résistance, passerent l'Ordonnance quatre jours après. Les Déclarations de la Ville de Londres étoient un frein dont les Communes firent un assez fréquent usage pour arrêter la fougue des Partisans du Roi, lorsque, par leurs intrigues, ils tâchoient de troubler leurs délibérations, ou de semer la dissension entre les deux Chambres. Outre qu'il auroit été dangereux & injuste de mécontenter cette grande Ville qui supportoit la plus grande partie des frais de la guerre, l'expérience avoit fait voir, qu'elle avoit des moyens inmanquables pour soutenir ses amis dans le Parlement. Les Ecrivains des deux Partis sont dans des systèmes différens sur ce sujet. Les Partisans du Roi prétendent, qu'en général, le Peuple de Londres étoit pour le Roi, & qu'il auroit volontiers accepté la Paix qu'il vouloit bien leur accorder; mais qu'il étoit tenu dans la servitude par des Magistrats, qui étoient presque tous des gens dévoués au Parlement. Les Partisans du Parlement soutiennent au contraire, que le nombre des Habitans de Londres, qui étoient pour le Roi, n'approchoit pas de celui de ses ennemis, & que les mouvemens qui se faisoient de tems en tems dans cette Ville, soit pour demander la Paix, soit pour troubler les

CHARLES
I.
1644.
ses résolu-
tions plus
secrètes.

Différend
entre les
deux Cham-
bres sur le
Committé
commun.

CHARLES
I.
1644.

Ordonnan-
ce contre
les Mem-
bres défer-
teurs.

29. Juin.
Rushworth,
Vol. V. p. 714

délibérations du Parlement, n'étoient qu'un effet des cabales de quelques Particuliers, secrets Partisans du Roi, qui faisoient leurs efforts pour semer la division entre le Parlement & la Ville. Que cela paroît manifestement par les mauvais succès de toutes leurs entreprises.

Il y avoit dans la Requête de Londres, dont je viens de parler, un autre Article qui n'étoit pas moins important. On a déjà vu; qu'un grand nombre de Membres des deux Chambres avoient abandonné le Parlement avant & après le commencement de la Guerre. Les uns avoient pris ce parti par affection pour le Roi; & pour le servir dans son Armée, les autres par ses ordres exprès, plusieurs par la crainte d'être punis pour avoir voulu forcer le Parlement à faire la Paix, & peut-être quelques-uns, pour n'être pas exposés aux violences de la populace de Londres. Par la retraite de ces Membres, le parti contraire au Roi étoit devenu si supérieur dans les deux Chambres; que personne n'osoit plus s'opposer à ce qu'il trouvoit à propos de mettre sur le tapis. En effet, il auroit été assez inutile que le petit nombre d'amis, qui restoit au Roi dans le Parlement, eussent fait des efforts pour soutenir ses intérêts. Le Roi avoit donc compris, que la politique dont il s'étoit servi pour diminuer le nombre des Membres des deux Chambres, bien loin de lui avoir été avantageuse, lui avoit au contraire porté un grand préjudice, puisque par là, les résolutions contre lui passaient dans le Parlement, avec beaucoup plus de facilité. Ses ennemis avoient leur coudées franches, & ne trouvoient plus d'opposition. Les Communes s'étant aperçues, que de tems en tems, quelques-uns de ces Membres retournoient à Londres, ne jugerent pas à propos de les admettre dans la Chambre, se fondant sur un Vote passé long-tems auparavant sur ce même sujet. Elles craignoient que si ceux-ci étoient reçus, le Roi pourroit avec le tems leur en envoyer un tel nombre qui seroit suffisant pour mettre des obstacles à leurs délibérations. Cependant, pour autoriser le refus de les admettre, elles firent en sorte que, dans la Requête que le Conseil Commun de Londres leur présenta, il inséra un Article par lequel il demandoit, que les Membres déferteurs ne fussent point admis dans la Chambre, sans avoir donné de bonnes preuves de leur sincérité. En conséquence de cette demande, elles publièrent bien-tôt après, une Ordonnance pour exclure entièrement les Membres qui quitteroient le Roi pour retourner à Londres. Par-là, ceux qui pouvoient avoir intention de retourner au Parlement pour y servir le Roi, étoient suffisamment avertis, que cet artifice seroit inutile.

Le Comte
de Leicester
retourne à
Londres.

Le Comte de Leicester qui, à-peu-près dans le même tems, quitta Oxford pour retourner à Londres, n'étoit pas du nombre de ceux qui abandonnoient le Roi pour lui rendre service. Il avoit trop lieu d'être mécontent de Sa Majesté qui l'avoit amusé pendant deux ans, sous prétexte de vouloir l'envoyer en Irlande, & qui enfin avoit nommé en sa place, le Marquis d'Ormond pour Lieutenant de ce Royaume. Le Comte de Leicester ne laissa pourtant pas d'être mis aux arrêts en arrivant à Londres; mais, selon les apparences, ce n'étoit que pour faire voir qu'on prétendoit exécuter la nouvelle Ordonnance à toute rigueur.

Ambassade
des Etats
Généraux.

Dès le mois de Janvier de cette année 1644. les Etats Généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, avoient envoyé des Ambassadeurs en Angleterre,

re , pour offrir leur médiation , sur laquelle les deux Chambres ne com- CHARLES
ptoi- 1.
ent pas beaucoup , sçachant combien le Prince d'Orange , gendre du 1644.
Roi , avoit de crédit dans ces Provinces. D'ailleurs , les Ambassadeurs , Rushworth ,
qu'on croyoit tous , créatures du Prince d'Orange , refusoient de reconnoître Vol.V. p.716.
les deux Chambres pour Parlement d'Angleterre. Enfin , ces Ambassadeurs ,
après avoir fait divers voyages à Oxford , & tenté d'engager le Parlement à
accepter leur médiation sans la reconnoissance préalable qu'il demandoit ,
reconnurent pleinement les deux Chambres pour le Parlement d'Angleterre ,
& présentèrent un Mémoire pour offrir leur médiation (1). Il faut remar-
quer , que c'étoit le jour après qu'on eut reçu à Londres la nouvelle de la dé-
faite du Prince Robert proche d'Yorck. Comme ils avoient différé long-
tems à faire cette démarche , les deux Chambres les laissèrent long-tems à
leur tour , sans leur donner aucune Réponse , voulant sans doute leur faire
comprendre que cette médiation ne leur paroissoit pas assez impartiale. Ce-
la fut cause que le 10. de Décembre , ils demanderent une audience publique
qui leur fut accordée , & dans laquelle ils offrirent encore la médiation de
leurs Maîtres. Les deux Chambres répondirent , qu'elles acceptoient vo-
lontiers la médiation des Etats : mais qu'elles avoient déjà envoyé au Roi des
Propositions pour un Traité de Paix , dont il falloit attendre le succès. Que
d'ailleurs , les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse étant unis ensem-
ble par un commun *Covenant* , elles ne pouvoient rien faire sans la partici-
pation des Ecossois , ce qui demandoit beaucoup de tems. C'est ainsi qu'el-
les éludèrent les offres des Etats Généraux , ne croyant pas qu'une telle mé-
diation pût leur être avantageuse.

Dans le mois de Juillet , la Chambre des Communes ordonna , que Mon- Hollis est
sieur *Denzill Hollis* seroit remboursé sur les revenus du Roi , de l'amende à dédomma-
laquelle la Chambre Etoilée l'avoit condamné , pour avoir soutenu dans le gé.
Parlement les intérêts de la Patrie. 23. Juillet.
Ibid. p. 722.

Au mois d'Octobre on publia une Ordonnance des deux Chambres, qui Ordonnan-
défendoit de faire quartier aux Irlandois qui servoient le Roi en Angleterre. ce contre les
Irlandois.

Dans le mois suivant , le Parlement fit procéder au Jugement du Lord *Ibid.* p. 729.
Mac-Guire , & de *Mac-Mahon* , Irlandois , qui avoient été arrêtez à Du- Procès du
blin , le jour même qu'ils devoient surprendre le Château , & qui avoient Lord *Mac-*
été envoyez en Angleterre , & gardez à la Tour depuis ce tems-là. Ils *Guire & de*
avoient trouvé le moyen de se sauver de prison , & de se cacher dans une mai- *Mac-Ma-*
son de Londres. Mais malheureusement pour eux , ayant entendu dans la *hon.*
ruë une femme qui crioit des huitres à vendre , & l'un d'eux ayant mis la *Ibid.* p. 732.
tête à la fenêtre pour l'appeller , il fut reconnu par un homme qui en avertit
le Lieutenant de la Tour : ils furent tous deux repris , & peu de tems après
condamnez à mort & exécutez.

Depuis que le fameux *Guillaume Laud* , Archevêque de Cantorbéri , avoit Condamna-
été mis en prison , à la fin de l'année 1640. je n'ai eu que peu d'occasions de tion & exé-
parler de lui. Il est tems présentement de rapporter la catastrophe de sa vie. cution de
Laud.
Il avoit été accusé de trahison le 18. de Décembre en 1640. & donné en gar- *Ibid.* p. 763.
de à l'Hussier de la Vergenoire. Le 26. de Février suivant , les Communes & suiv.
ayant envoyé aux Seigneurs les Articlés d'accusation contre lui , il fut en-
voyé

(1) Le 6. de Juillet.

CHARLES
I.
1644.

voyé à la Tour. Il y demeura jusqu'au 23. d'Octobre 1643. que les Communes ayant ajouté dix nouveaux Articles à l'accusation, les Seigneurs ordonnerent qu'il répondroit le trentième du même mois. Il seroit trop long de spécifier ici toutes les Requêtes qu'il présenta, & tous les moyens que son Conseil lui fournit pour faire différer son Jugement. Il suffit de dire en un mot, qu'il gagna du tems jusqu'au 11. de Novembre 1644. auquel jour, il parla plusieurs heures de suite pour sa défense. Mais soit que les Communes craignissent que leurs preuves ne fussent pas suffisantes pour le faire condamner, ou que les délais que les Seigneurs lui avoient accordez leur donnassent lieu de juger, qu'ils avoient du panchant à lui sauver la vie, elles se servirent du même moyen qu'elles avoient employé pour finir le procès du Comte de Strafford. Ce fut d'un Acte d'*Attainder* ou de Conviction, qui passa dans leur Chambre, le même jour que l'Archevêque parla pour sa défense devant les Seigneurs, n'y ayant eu qu'une seule voix en sa faveur. Cet Acte ayant été envoyé aux Seigneurs, ils firent dire aux Communes, que véritablement, ils trouvoient l'Archevêque coupable des faits qu'on lui imputoit; mais qu'ils n'étoient pas bien convaincus que ce fussent des crimes de trahison. Sur cela les Communes leur firent présenter les raisons par lesquelles elles prétendoient prouver qu'il étoit coupable de ce même crime.

Enfin, le 4. de Janvier, l'Acte pour condamner l'Archevêque à la mort passa dans la Chambre Haute, & il fut ordonné qu'il seroit exécuté le 10. Le 7. les Seigneurs communiquèrent aux Communes un pardon du Roi pour l'Archevêque, daté du 12. d'Avril 1643. mais elles n'y eurent aucun égard. Le même jour, l'Archevêque voyant qu'il n'y avoit plus de ressource pour lui, demanda aux Seigneurs par une Requête, que le supplice, auquel il étoit condamné, fût changé en celui d'être décapité. Il demanda encore qu'on lui envoyât quelques-uns de ses Chapelains pour l'assister à la mort. Les Seigneurs l'accorderent très-volontiers: mais les Communes refuserent l'une & l'autre de ses deux demandes, & lui envoyèrent deux Ministres qu'il n'avoit pas demandez, & un seul de ceux qu'il souhaitoit. Le lendemain, il présenta une seconde Requête pour demander d'être décapité, représentant qu'il étoit Prêtre, Evêque, Membre du Conseil du Roi, & de la Chambre des Pairs; sur quoi les Communes se laissèrent enfin fléchir. Lors qu'il fut sur l'échafaut, il fit un assez long Discours, dans lequel, entre autres choses, il insinua, qu'il souffroit la mort pour n'avoir pas voulu abandonner le Temple de Dieu, & suivre les Veaux de Jeroboam, faisant allusion au Schisme des Presbytériens. Il dit, „ qu'après s'être bien examiné, il n'avoit pas trouvé qu'aucun des crimes dont il étoit accusé méritât la mort, selon les Loix du Royaume. Que le Roi n'avoit jamais eu intention d'introduire le Papisme en Angleterre, & qu'il étoit très-bon Protestant, selon la Religion établie par les Loix. Il protesta, que pour lui, il n'avoit jamais formé le dessein de renverser les Loix du Royaume, ni d'établir le Papisme. Qu'il n'avoit jamais été ennemi des Parlemens: mais que véritablement, il n'avoit pas approuvé la conduite d'un ou de deux “. Après qu'il eut fait sa prière, l'Exécuteur lui coupa la tête d'un seul coup. On laissa prendre son Corps à quelques-uns de ses amis qui le firent enterrer dans l'Eglise de *Barking*. Telle fut

fut la fin de ce fameux Prélat qui , quoi qu'en puissent dire ses Partisans , fut un des principaux Auteurs des troubles qui affligèrent l'Angleterre ; premièrement , en appuyant de tout son pouvoir les principes du Despotisme que la Cour s'efforça d'établir pendant quelques années ; secondement , en usant de trop de rigidité dans l'observation des minuties du Service Divin , & en voulant forcer tout le monde à s'y conformer. Tout ce qu'on peut dire en sa faveur , c'est qu'il étoit lui-même convaincu que cette rigidité étoit nécessaire.

Le même jour que les Seigneurs donnerent leur consentement à l'Acte d'*Attainder* contre l'Archevêque , ils passerent aussi une Ordonnance pour abolir les Prières Communes , avec la Liturgie de l'Eglise Anglicane , & pour établir le *Directoire* qui avoit été dressé par l'Assemblée Ecclésiastique. Ce fut par-là qu'on acheva par autorité publique de rendre l'Eglise d'Angleterre Presbytérienne , au grand contentement des Ecoïsois & de plusieurs des principaux Membres du Parlement. C'étoit là un mauvais préparatif pour la Paix qui se négocioit actuellement , & dont j'ai différé à parler jusqu'ici , afin de pouvoir rapporter tout ensemble ce qui se passa sur ce sujet.

On a déjà vu plusieurs fois , que le Roi envoyoit Message sur Message aux deux Chambres pour leur offrir la Paix , & il n'y a point de doute qu'il ne l'eût volontiers accordée , si elles avoient voulu la recevoir telle qu'il l'entendoit. Mais elles sçavoient parfaitement , ce qu'il falloit entendre par le mot de Paix. D'ailleurs , dans le tems même que le Roi offroit de traiter avec les deux Chambres , il évitoit avec soin , d'employer aucun terme qui pût faire comprendre qu'il les reconnoissoit pour le Parlement d'Angleterre. Il falloit donc si elles vouloient traiter avec lui , ou qu'il les reconnût expressément , ou qu'elles traitassent en qualité de Particuliers sans autorité. Mais si elles avoient pu se résoudre à faire cette démarche , à quoi auroit servi un pareil Traité ? ce fut là le prétexte dont les deux Chambres se servirent pendant toute la Campagne de l'année 1644 , pour ne pas répondre aux invitations du Roi. Cependant , comme le Roi faisoit beaucoup valoir ses offres souvent réitérées , pour persuader au Peuple qu'il vouloit sincèrement la Paix , & que les deux Chambres la rejettoient , elles résolurent de l'engager à expliquer plus clairement ce qu'il entendoit par la Paix , afin que le Peuple pût examiner , s'il offroit des sûretés suffisantes. Car comme je l'ai déjà dit , c'étoit là uniquement le point dont il s'agissoit. La Négociation d'Oxford , où l'on n'avoit débattu que deux Propositions , n'ayant pas bien éclairci cette matière , les deux Chambres crurent qu'il leur seroit avantageux d'engager le Roi , par une seconde Négociation , à déclarer positivement , qu'il ne vouloit point donner d'autre sûreté que sa parole. Elles espérèrent que cela seroit capable d'effacer les impressions que ses offres réitérées pourroient avoir faites dans l'esprit du Peuple.

Le tems de la Campagne n'étant pas propre pour une telle Négociation , à cause de la variété des accidens que la Guerre produit , ce ne fut que le 20. de Novembre , deux jours après le retour du Roi à Oxford , que les deux Chambres lui envoyèrent les Propositions qu'elles avoient préparées pendant l'Été. Elles lui avoient fait demander un Saufconduit pour leurs Députés , & le Roi l'avoit accordé , mais comme à de simples Particuliers , sans qu'il y

CHARLES
I.
1644.

La Liturgie
est abolie.
4 Janvier.
1644.
Rushworth ,
Vol. V. p 755.

Négocia-
tion d'Ux-
bridge
Ibid. p. 787.
& suiv.
Motifs des
deux Cham-
bres en pro-
posant la
Paix.

Le Parle-
ment en-
voye des
Proposi-
tions au
Roi.

CHARLES
I.
1644.

eût un seul mot qui marquât qu'il les regardoit comme des Députez du Parlement. Quoi que les deux Chambres ne fussent nullement contentes d'un pareil Saufconduit, elles ne laisserent pas de l'accepter, & leurs Députez se rendirent à Oxford, où le Roi étoit arrivé le jour précédent. A la première audience qu'ils eurent du Roi, il leur demanda s'ils avoient pouvoir de traiter; à quoi ils répondirent, qu'ils n'avoient ordre que de lui présenter les Propositions, & de recevoir sa Réponse. Le Roi replica, qu'un Porteur de Lettres auroit pû faire la même chose. Selon les apparences, il avoit espéré que les deux Chambres traiteroient avec lui, sans qu'il les reconnût pour le Parlement d'Angleterre, en quoi il se trompa beaucoup. Il écouta fort attentivement, & avec beaucoup de patience, la lecture des Propositions, & les ayant ensuite reçus de leurs mains, il leur dit, qu'il leur donneroit sa Réponse.

Conféren-
ces secrètes
du Roi avec
deux Dépu-
tez du Par-
lement.

Le Comte de Lindsey, qui étoit avec le Roi à Oxford, ayant rendu visite aux Députez du Parlement, ceux-ci trouverent à propos que deux d'entr'eux, sçavoir *Hollis* & *Whitelock*, allassent lui rendre la visite au nom de tous. Ils le trouverent indisposé, & gardant le lit: mais il ne laissa pas de les recevoir en présence de plusieurs Seigneurs qui se trouvoient dans la Chambre. Un moment après, le Roi entra, & eut une longue Conférence avec eux. Il leur dit d'abord, qu'il sçavoit qu'ils étoient tous deux pour la Paix, & qu'il seroit à souhaiter que tous les autres Membres du Parlement fussent dans les mêmes dispositions. Enfin, il les pria de lui donner conseil sur ce qu'il avoit à répondre aux deux Chambres pour faciliter la Paix. Ils lui répondirent, qu'ils ne pouvoient que lui conseiller de retourner à son Parlement où ils assurèrent qu'il seroit avec toute sûreté. Le Roi comprenant qu'ils ne vouloient pas s'expliquer devant tant de monde, passa avec eux dans une autre Chambre, & après une assez longue conversation, il les laissa seuls dans la même Chambre. Alors *Hollis*, contrefaisant son écriture ordinaire, écrivit un Mémoire qu'il laissa sur la table, & que le Roi alla prendre incontinent. On ne peut disconvenir, que ce ne fût là une démarche bien extraordinaire pour ces Députez que d'avoir des entretiens secrets avec le Roi, à l'insçu de leurs Collègues, auxquels ils ne communiquèrent rien de ce qui s'étoit passé entre le Roi & eux. Aussi, peu de tems après, le Comte de Suffolk, qui étoit alors à Oxford dans le Parti du Roi, & qui prit celui du Parlement, les accusa publiquement d'avoir eu des Conférences secrètes avec le Roi. Mais comme il ne fut pas en état de prouver ce qu'il avançoit, la chose en demeura là. Ce ne fut que long-tems après, qu'on apprit, par les Mémoires de *Whitelock*, ce que je viens de rapporter, quoi qu'on n'y voye point le contenu du Mémoire écrit de la main de *Hollis*. Avec tout cela, il n'est pas impossible de justifier ces deux Députez, qui sçachant sans doute le complot qui se brasloit actuellement, & dont il sera parlé dans la suite, souhaitoient que la Paix se pût conclurre avant que ce complot fût exécuté. Selon les apparences, ils conseillèrent au Roi, en vûe de faciliter la Paix, de passer au Parlement certains Articles, sans quoi ils prévoyoiient que la Paix seroit impossible: mais le Roi ne trouva pas à propos de suivre leurs conseils.

Réponse du
Roi.

Le lendemain; le Roi ayant fait appeler les Députez, leur mit entre les mains, sa Réponse cachetée: mais ils refuserent de la recevoir à moins qu'on

ne

ne leur en donnât une Copie. Le Roi s'en défendit pendant quelque tems ; mais enfin il leur fit donner la Copie de son Ecrit qui ne contenoit autre chose , que la demande d'un Saufconduit pour le Duc de Richemont & pour le Comte de Southampton qui devoient porter sa Réponse aux deux Chambres. Comme cette demande n'étoit adressée à personne , & que le Parlement n'y étoit pas même nommé , les Députés firent quelque difficulté de se charger de cet Ecrit. Ils s'y résolurent pourtant, dans la supposition , que ce seroit aux deux Chambres à en faire l'usage qu'elles trouveroient à propos. Cet Ecrit ayant été lû dans le Parlement , on délibéra long-tems pour sçavoir si on y feroit Réponse , vû qu'il n'étoit adressé à Personne. Enfin, il fut résolu , que le Comte d'Essex écriroit au Prince Robert , pour lui faire sçavoir , que les deux Chambres ayant appris , que le Roi souhaitoit d'avoir un Saufconduit pour le Duc de Richemont & pour le Comte de Southampton , elles étoient prêtes à l'accorder , pourvû que le Roi le demandât *aux deux Chambres du Parlement d'Angleterre assemblées à Westminster , & aux Commissaires d'Ecosse*. Le Roi ne se résolut qu'avec une peine extrême à faire cette démarche : mais cette affaire ayant été débattuë dans son Conseil , il fut seul de son avis. Avec tout cela , on ne pût rien obtenir de lui , qu'après qu'on lui eût fourni un expédient qui fut de faire une Protestation secrète qui seroit insérée dans les Registres du Conseil. Après cela , la Réponse du Prince Robert étant conforme au désir des deux Chambres , le Saufconduit fut envoyé à Oxford.

Les deux Seigneurs Envoyez du Roi s'étant rendus à Londres , délivrèrent aux deux Chambres la Réponse du Roi , datée le 13. de Décembre , contenant seulement , que comme dans les Propositions qu'on lui avoit envoyées , il y avoit beaucoup de difficulté , qui l'empêchoient de pouvoir donner une Réponse générale , si les deux Chambres vouloient nommer des Commissaires pour traiter , il en nommeroit aussi de son côté , pour s'assembler avec eux au lieu dont on conviendrait. Comme le Roi avoit trouvé qu'un simple Porteur de Lettres auroit pû faire l'Office des Députés que le Parlement lui avoit envoyez , on pourroit dire aussi , qu'on ne voit pas bien où étoit la nécessité d'envoyer deux des principaux de la Cour & du Conseil , pour porter cette Réponse aux deux Chambres. Mais , selon les apparences , le but du Roi étoit de s'instruire , par le moyen de ces deux Seigneurs , & de ses amis de Londres , de certaines choses dont il ne se croyoit pas assez bien informé. Quoi qu'il en soit , pour ne pas insister trop long-tems sur des Préliminaires , dont le détail n'est pas absolument nécessaire , il suffit de dire en un mot , qu'on convint enfin des Articles suivans : Que les Commissaires des deux côtes s'assembleroient à *Uxbridge* : qu'on commenceroit les Conférences le 30. de Janvier 1647 , & qu'elles dureroient vingt jours : Que les Propositions tant du Roi , que du Parlement , seroient réduites à ces trois chefs , *la Religion , la Milice , l'Irlande* : qu'on traiteroit de la Religion durant trois jours consécutifs ; qu'ensuite , on traiteroit sur la Milice trois autres jours , & puis trois jours sur l'Irlande ; après quoi on reprendroit les affaires de Religion , pendant trois jours ; ensuite , celles de la Milice , & puis celles d'Irlande , pendant le même tems. Les Commissaires du Roi étoient , le Duc de Richemont , le Marquis de Hartford , le Comte de Southampton ,

CHARLES
I.
1644.

Les deux
Chambres
demandent
d'être re-
connuës
pour vrai
Parlement.
Le Roi y
consent a-
vec peine.

On con-
vient de
traiter à *Ux-*
bridge.

CHARLES
I.
1644.

le Comte de Kingston, le Comte de Chichester, & onze autres, entre lesquels étoit le Chevalier *Edoïard Hyde*, Chancelier de l'Echiquier, & ensuite, Comte de Clarendon. Ceux du Parlement étoient au nombre de douze, à la tête desquels étoient les Comtes de *Northumberland*, de *Pembrook*, de *Salisbury*, de *Denbigh*; & les Commissaires d'Ecosse, dont les principaux étoient le Comte de *Lansdown*, Grand Chancelier de ce Royaume, & le Marquis d'*Argyle*. Je n'ai pas dessein de donner ici le détail de cette Négociation qui se fit toute par des Mémoires & des Réponses par écrit. Je me contenterai de rapporter ce qu'il y a de principal. Les Propositions du Roi étoient en substance les mêmes que celles qu'il avoit données à Oxford, sans qu'il y eut rien de changé quant au sens. Celles du Parlement ne différoient pas beaucoup de celles d'Oxford, mais elles étoient plus étendues, c'est pourquoi je juge à propos de les insérer ici.

1667.

P R O P O S I T I O N S du Parlement & des Commissaires d'Ecosse.

„ 1. Que tout ce qui a été fait ou déclaré par le Roi, contre les deux Cham-
„ bres du Parlement d'Angleterre ou contre la Convention d'Ecosse, & contre
„ leurs adhérens, soit révoqué.

„ 2. Que le Roi signe le Covenant des deux Royaumes, & qu'il soit fait
„ dans les deux Royaumes des Actes de Parlement pour obliger tous les Sujets
„ à le signer.

„ 3. Que les Archevêques, Evêques &c. & toute la Hiérarchie Ecclésiast-
„ que soit abolie par un Acte de Parlement, en Angleterre & en Irlande,
„ avec les changemens touchant les Terres des Evêques, qui seront conformes
„ au Traité qui a été fait entre les deux Royaumes le 29. de Novembre 1643,
„ & à la Déclaration qui y est jointe.

„ 4. Que l'Ordonnance pour tenir une Assemblée Ecclésiastique, soit
„ confirmée par Acte de Parlement.

„ 5. Que la Réformation de la Religion, selon le Covenant, s'établisse
„ par Acte de Parlement, de la manière que les deux Chambres en convien-
„ dront, après avoir consulté l'Assemblée Ecclésiastique. Et d'autant que, par
„ le Covenant, les deux Royaumes doivent tâcher de s'unir par rapport à la
„ Religion, le plus étroitement qu'il sera possible, que l'union & l'uniformité
„ dont les deux Nations conviendront, après avoir consulté les Théologiens,
„ soient confirmées par des Actes de Parlement, dans les deux Royaumes.

„ 6. Qu'on conviendra d'un Serment pour mieux découvrir les Jésuites,
„ Prêtres, Papistes Récusans, & pour empêcher qu'ils ne puissent éluder
„ les Loix, & que le refus de prêter ce Serment sera regardé comme une
„ conviction.

„ 7. Qu'il sera fait un Acte de Parlement, pour faire élever les enfans des
„ Papistes dans la Religion Protestante.

„ 8. Un Acte pour la levée des amendes sur les Récusans.

„ 9. Un Acte pour prévenir les secrettes pratiques des Papistes, & pour
„ empêcher les Messes à la Cour, & en d'autres endroits du Royaume.

„ 10. Les

- „ 10. Les quatre derniers Articles auront aussi lieu en Ecosse.
 „ 11. Que le Roi consente aux Actes suivans :
 „ 1. Pour l'observation du Dimanche.
 „ 2. Pour supprimer les Innovations.
 „ 3. Contre la Pluralité des Bénéfices.
 „ 4. Pour réformer les Universitez & Colléges de Westminster , de Win-
 chester , & d'Eaton.
 „ 5. Pour abolir les Comédies.
 „ 6. Pour faire le compte des dettes du Royaume.
 „ 7. Pour soulager les Soldats blessés , ou estropiez , & les Veuves , & les
 Enfans de ceux qui sont morts à la Guerre.
 „ 8. Pour payer les dettes du Royaume , & les dommages ou autres
 choses.
 „ 9. Pour supprimer la Cour des Gardes-nobles &c.
 „ 10. Pour changer certaines manieres dont on tient les Fiefs de la Cou-
 ronne.
 „ Que le Roi donnera des assurances , qu'il consentira à un Acte de Par-
 lement qui sera fait en Ecosse , pour confirmer & ratifier tout ce qui a été fait
 par la Convention des Etats qui a commencé le 22. de Juin 1643. , & qui a
 été depuis continuée.
 „ Que les Personnes suivantes seront exceptées de l'Amnistie ; les Princes
Robert & Maurice , les Comtes de *Derby* , de *Bristol* , de *Newcastle* , les Lords
Cottingham , *Pawlet* , *Digby* , *Littleton* , l'Archevêque *Laud* , les Evêques
Wren , *Heath* &c. & tous ceux qui , ayant été accusés & poursuivis en Justi-
 ce pour crime de trahison , seront condamnés avant que l'Acte d'Amnistie
 soit passé :
 „ 2. Tous les Papistes Récusans qui ont porté les armes contre les Parle-
 mens des deux Royaumes :
 „ 3. Tous ceux qui ont eu quelque part à la Rebellion d'Irlande.
 „ 4. Que tous les Membres des deux Chambres , qui ont abandonné le
 Parlement , & qui se sont rassemblés à Oxford , soient éloignés de la Cour , &
 déclarez incapables de pouvoir exercer aucun Emploi public.
 „ 5. Tous Juges & Officiers de Justice qui ont abandonné le Parlement ,
 aussi bien que les Evêques & Ecclésiastiques qui se trouvent dans le même
 cas.
*NB. Il y a ensuite divers Articles qui reglent les Confiscations des Biens , &
 les Amendes des Délinquens qui n'étoient pas expressément exclus de l'Amnistie.*
 „ 12. Qu'il soit fait un Acte pour régler les dettes du Royaume , & pour
 faire lever les Amendes & Confiscations sur les biens des Délinquens.
 „ 13. Que les Traitez entre l'Angleterre & l'Ecosse , soient confirmés par
 des Actes des Parlemens respectifs des deux Royaumes.
 „ 14. Qu'il soit fait un Acte pour annuler la Trêve d'Irlande , & pour
 continuer la Guerre en ce Pais-là.
 „ 15. Que les Parlemens des deux Royaumes fassent des Actes pour con-
 firmer leur Déclaration du 30. de Janvier 1641.
 „ 16. Que , par des Actes des deux Parlemens , les Sujets d'Angleterre &
 d'Ecosse puissent être armés & disciplinés de la maniere que les deux Parle-
 mens le trouveront convenable.

- CHARLES. „ 17. Que les deux Parlemens fassent des Actes pour établir les Amirautez,
 1. „ & pour lever les sommes nécessaires à l'entretien des Forces navales, comme
 146⁺ „ ils le trouveront à propos.
- „ 18. Et pour établir des Commissaires qui seront nommez par les deux
 „ Chambres pour avoir soin des Forces de Terre & de Mer.
- NB. Ici suivent les Pouvoirs qui seront donnez à ces Commissaires,
 „ Que les Commissaires des deux Royaumes puissent s'assembler en un
 „ seul Committé, 1. pour conserver la Paix; 2. pour prévenir la violation des
 „ Articles de Paix; 3. pour lever des Forces contre les invasions; 4. pour con-
 „ tinuer la Guerre d'Irlande.
- „ 19. Que S. M. consente qu'on ajoûte au grand Traité fait entre les deux
 „ Royaumes, les Articles qui ont été laissez en arriere.
- „ 20. Que tous les Pairs créez depuis le 21. de Mai 1642. auquel jour, le
 „ Lord Littleton emporta le grand Sceau, ne puissent avoir Séance au Parle-
 „ ment, sans le consentement des deux Chambres.
- „ 21. Que le Lord Lieutenant d'Irlande, aussi bien que tous les autres Of-
 „ ficiers de ce Royaume-là, & tous les Hauts Officiers d'Angleterre soient nom-
 „ mez par les deux Chambres.
- „ 22. Que les Enfans du Roi soient élevez dans la Religion Protestan-
 „ te, & que leurs Gouverneurs & Précepteurs soient nommez par les deux
 „ Chambres. Que les mâles ne puissent être mariez qu'à des Protestantes;
 „ & que les Filles ne puissent être mariées qu'avec le consentement des deux
 „ Parlemens.
- „ 23. Que S. M. consente aux moyens que les deux Chambres jugeront
 „ convenables, pour procurer l'union entre les Princes Protestans, & pour ré-
 „ tablir Charles-Louis Electeur Palatin dans ses Etats, pourvû que cela ne s'é-
 „ tende point jusqu'aux Princes Robert & Maurice, ou à leurs Enfans.
- „ 24. Que, par Acte de Parlement, le Roi ne puisse faire la Paix ni la
 „ Guerre sans le consentement des deux Chambres.
- „ 25. Qu'il se fasse dans les deux Royaumes un Acte d'oubli relatif, &
 „ conforme aux qualifications spécifiées ci-dessus.
- „ 26. Que les Membres des Parlemens des deux Royaumes, qui ont été
 „ dépouillez de quelque Emploi pour avoir adhéréz aux Parlemens, soient ré-
 „ tablis ou dédommagez.
- „ 27. Que les Armées soient congédiées, de la maniere, & par ceux que
 „ les deux Chambres trouveront à propos.
- „ 28. Que toutes les Chartres de la Ville de Londres soient confirmées
 „ nonobstant le *Non-Usage* & l'*Abus*. Que la Milice de cette Ville & des Lieux
 „ qui en dépendent soit entre les mains du Maire & du Conseil Commun &c.
 „ Que le Gouvernement de la Tour de Londres soit à la disposition du Maire
 „ & du même Conseil.
- „ Qu'on ne puisse tirer les Milices de Londres hors de la Ville, sans son
 „ consentement, & que ce qui s'est fait de contraire jusqu'ici, ne soit point tiré
 „ à conséquence.
- „ Que, pour prévenir les interruptions du Conseil Commun de Londres,
 „ il sera fait un Acte par lequel tous les Réglemens que la Ville de Londres a
 „ déjà faits, ou qu'elle pourra faire à l'avenir, pour son Gouvernement, au-
 „ ront

ront la même force que s'ils étoient confirmez par le Parlement, & que le Maire & le Conseil Commun pourront les révoquer.

» Que les autres Propositions que la Ville de Londres pourra faire pour son Gouverneur, & qui seront approuvées par les deux Chambres, seront confirmées par Acte de Parlement.

Si après la lecture de ces Propositions, on vouloit chercher quelle autorité les deux Chambres vouloient laisser au Roi, supposé qu'il les eût acceptées, on auroit de la peine à le découvrir. Il paroît clairement, qu'elles ne prétendoient lui laisser qu'un vain titre, pour se revêtir elles-mêmes de la Souveraineté, & cela, non par artifice, mais hautement & publiquement. Leur principe étoit, que le Roi étant rendu indigne, par la violation de ses Sermens, & de la confiance que le Peuple avoit mise en lui, de tenir les rênes du Gouvernement, l'Autorité souveraine devoit retourner à sa source, c'est-à-dire au Peuple représenté par les deux Chambres. Aussi ne prétendoient-elles pas, qu'on discutât, dans la Négociation d'*Uxbridge*, la justice ou l'injustice de ces Propositions; car il auroit été ridicule de n'assigner que vingt jours pour cet examen: mais elles les donnoient comme des conditions dont elles ne vouloient point se départir, & auxquelles le Roi devoit acquiescer, ou les rejeter. C'est par cette raison, que les Commissaires du Roi firent inutilement des efforts pour entrer dans la discussion des Propositions. Tout ce qu'ils gagnoient par-là étoit, que ceux du Parlement offroient de leur faire voir de vive voix, dans des Conférences particulières, que les Propositions étoient pleines de justice. Après cela, prétendant leur avoir donné des raisons capables de les persuader, ils leur demandoient froidement, qu'ils eussent à y consentir, quoi que les Commissaires du Roi ne fussent rien moins que convaincus par les raisons qu'on leur avoit alléguées. Cette manière de traiter déconcertoit les Commissaires du Roi, qui avoient préparé beaucoup d'argumens, d'objections & de difficultés contre les Propositions du Parlement, & qui avoient résolu de chicaner sur toutes les expressions. Car au fond, le Roi n'avoit pas plus d'envie que les deux Chambres de faire la Paix, ainsi qu'on le verra tout-à-l'heure, & en effet, elle étoit comme impossible, vu la contrariété qu'il y avoit entre les principes sur lesquels chacun des deux Partis fondeoit ses droits. Pour tout dire en un mot, les Commissaires du Parlement ne se départirent pas d'un iota de ce qui étoit contenu dans leurs Propositions.

Premièrement, pour ce qui regardoit la Religion, le besoin que les deux Chambres avoient de l'Ecosse, & le *Covenant* fait entre les deux Nations, ne leur permettoient pas de mettre en question la justice de ce *Covenant* qui étoit déjà juré dans les deux Royaumes. Aussi peut-on assurer que leurs Commissaires défendirent assez mal cet Article. Car pour prouver la nécessité des changemens qui s'étoient faits dans la Religion, & dans la Discipline de l'Eglise, dont ils demandoient la confirmation, la meilleure raison qu'ils alléguoient, étoit le *Covenant* même. Il est vrai que dans quelques Conférences, ils firent parler leurs Ministres, qui entreprirent de prouver quel Episcopat n'étoit pas de Droit Divin. Mais cela ne prouvoit pas qu'il y eût une nécessité absolue de le détruire en Angleterre. Tous leurs raisonnemens étoient fondez sur les prétendus maux qu'il avoit causez. Mais quand

« CHAR-
« LES I.

146⁵.

“
“

Aucun des
deux Partis
ne souhaite
la Paix.

les

CHARLES
I.
1467.

les Commissaires du Roi propoisoient de laisser subsister l'Episcopat , & d'en corriger les abus , les raisons de ceux du Parlement , pour n'accepter pas ce parti , étoient extrêmement foibles.

Pour la Milice, Article qui comprenoit le disposition des Forces du Royaume , la garde des Places , la nomination aux grandes Charges , &c. le Parlement ne pouvoit s'en désister , sans reconnoître , qu'il faisoit la Guerre mal-à-propos , puisqu'il prétendoit ne la faire que pour obtenir des sûretés qu'il se croyoit endroit de demander. Si par un Traité , il avoit accepté la parole du Roi comme une sûreté suffisante , tout le monde auroit bien vû ; qu'il auroit pû éviter la Guerre , en acceptant cette même sûreté que le Roi avoit toujours offerte avant la rupture. Il faut pourtant avouer que cet Article pouvoit , à bon droit , être regardé comme un sujet propre à une Négociation. Mais il semble que le Parlement ne se tenoit ferme sur l'Article de la Milice , que pour mettre des obstacles invincibles à la Paix. Car on peut assurer qu'aucun des deux Partis ne la souhaitoit , à moins qu'il ne pût s'assurer d'obtenir une plus grande victoire par un Traité , que par les armes.

Quant à l'Irlande , les deux Chambres croyoient avoir sur cet Article , un si grand avantage qu'elles n'étoient pas fâchées d'exposer le Roi à donner de mauvaises raisons pour se défendre. Il est donc certain , que ce ne fut pas proprement en vûe de faire la Paix , que les deux Chambres envoyèrent leurs Députés à *Uxbridge*. Leur unique but étoit de faire comprendre à leur Parti , qu'elles étoient résolues de soutenir les changemens qui s'étoient faits dans la Religion , & l'établissement du Presbytérianisme : de faire voir au Public , que le Roi , en offrant si souvent la Paix , n'offroit effectivement qu'une Paix très-désavantageuse , & dangereuse pour la Nation : enfin , de confirmer le Peuple dans les soupçons qu'il avoit , que le Roi ne marchoit pas de droit pied dans les affaires d'Irlande.

Le Roi de son côté n'étoit pas plus porté que les deux Chambres , à chercher des expédiens pour faire la Paix. S'il envoya ses Commissaires à *Uxbridge* , ce fut premièrement , parce qu'après avoir si souvent témoigné combien il souhaitoit de traiter , il ne lui convenoit pas de reculer , lorsqu'il étoit , pour ainsi dire , pris au mot. Secondement , il sçavoit qu'on avoit proposé dans le Parlement de lui faire la Guerre avec plus de vigueur qu'auparavant , & que , pour le faire avec plus de succès , on minuitoit de faire des changemens dans l'Armée , qui ne pouvoient que lui être désavantageux. Il espéroit donc par le moyen de la Négociation d'*Uxbridge* de retarder l'exécution de ce projet , aussi bien que les préparatifs du Parlement. En troisième lieu , il ne doutoit pas que les injustes demandes des deux Chambres ne produisissent un bon effet pour lui dans l'esprit du Peuple , parce qu'il verroit clairement , que leur but étoit de ruiner entièrement le Culte de l'Eglise Anglicane , pratiqué depuis la Réformation , & de se revêtir elles-mêmes de la Souveraineté , sous prétexte de brider le pouvoir de la Couronne , & en un mot , de changer la constitution du Gouvernement de l'Etat & de l'Eglise. Mais quoi qu'il eût consenti à traiter sur les Propositions du Parlement , il étoit pourtant bien résolu à ne consentir jamais à l'abolition de l'Episcopat , ni à la diminution du Pouvoir Royal , ni à se priver du secours qu'il espéroit de tirer d'Irlande , par une Paix avec les Rébelles , à moins qu'il ne fût assuré d'avoir la Paix en Angleterre.

Ce

Ce que je viens d'avancer touchant le peu de disposition à la Paix, de l'un & de l'autre Parti, n'a pas besoin d'être prouvé par rapport aux deux Chambres. Leurs propositions, la manière de traiter de leurs Commissaires, & le peu de tems qu'elles assignerent pour la Négociation le font voir manifestement. Pour ce qui regarde le Roi, il y en a des preuves encore plus convaincantes. Premièrement, il n'y a pas la moindre apparence, que, dans l'état où il se trouvoit, s'il avoit véritablement & sincèrement résolu de travailler à la Paix, il eût voulu, je ne dirai pas accepter, mais écouter même des Propositions qui tendoient à ne lui laisser que le seul titre de Roi, & à le priver absolument de l'exercice du Pouvoir Royal. Quand même il auroit été prisonnier entre les mains du Parlement, on n'auroit gueres pû lui proposer des conditions plus dures. Eten effet, lorsque ce malheur lui arriva dans la suite, le Parlement n'ajouta que bien peu de chose à ces mêmes conditions qu'on lui avoit proposées à Uxbridge, dans un tems où il étoit encore en état de se défendre. Secondement, les intentions que j'attribuë au Roi, par rapport à la Paix, se prouvent par divers Papiers qui furent trouvez dans sa cassette prise à la Bataille de *Nazeby*, qui se donna peu de mois après, & que le Parlement fit imprimer & publier. J'en donnerai ici quelques Extraits, parce qu'ils regardent la Négociation d'Uxbridge dont je parle présentement. J'avoue, qu'il n'est pas impossible que ceux qui publièrent ces Papiers les eussent tronquez ou falsifiez. Mais il faudroit d'autres preuves qu'une simple possibilité, pour ôter toute créance à des Pièces dont le Parlement se vantoit d'avoir les Originaux en son pouvoir. D'ailleurs, les Lecteurs désintéressés n'y peuvent rien voir qui soit contraire au génie, au caractère de Charles I. & à l'état de ses affaires.

CHARLES
I.
1647.

INSTRUCTIONS pour mes Commissaires à Uxbridge.

Sur le Gouvernement de l'Eglise, il y a deux choses à considérer, la Conscience & la Politique.

Pour la conscience, je déclare que je ne puis consentir à aucun changement du Gouvernement de l'Eglise tel qu'il est établi par les Evêques, non seulement, parce que c'est la croyance générale des Chrétiens, mais encore parce que ce changement est contraire au serment que j'ai fait à mon Couronnement. Pour l'aliénation du patrimoine de l'Eglise, je la regarde comme un Sacrilège, & comme étant directement contraire à mon serment. Mais s'il ne s'agit que de corriger les abus, supposé qu'il s'en soit glissé quelqu'un, ou de soulager les consciences scrupuleuses, je suis prêt à répondre favorablement.

Pour la Politique, comme c'est au Roi à protéger l'Eglise, c'est aussi à l'Eglise à assister le Roi. C'est pourquoi mes Prédécesseurs, principalement depuis la Réformation, ont pris grand soin de ne pas laisser perdre la dépendance où est l'Eglise, de la Couronne, sans quoi les Rois ne pourroient que difficilement conserver la Couronne sur leur tête. Vous n'accorderez donc rien qui puisse diminuer cette dépendance.

Quant à la Milice, sans elle, le pouvoir Royal n'est qu'une ombre. C'est pour-

Papiers
trouvez
dans la Cas-
sette du Roi,
prise à Na-
zeby.

CHARLES
I.
1641.

quoï, il faut la maintenir conformément aux anciennes Loix du País. Toutefois, comme il s'agit de donner quelque sûreté réelle pour l'exécution des Articles dont on conviendra, je vous permets de laisser entre les mains des Rebelles, jusqu'à ce que les Articles soient exécutez, quelques Places, ou quelques forces, ou telle autre assurance que vous jugerez à propos pour la sûreté de l'exécution : mais à condition que vous prendrez pour le moins, autant de soin d'assurer l'exécution de ce qu'on me promettra, & qu'après que la paix sera rétablie, toutes choses retournent dans leurs anciens canaux.

Pour ce qui regarde l'Irlande, j'avoie que les Rebelles ont des raisons spécieuses & populaires pour presser cet Article, & qu'il n'y en a point qu'il leur soit plus avantageux d'emporter. Mais il n'est pas moins de mon honneur & de mon intérêt, de me tenir ferme sur cet Article, que sur aucun des autres. Tout le monde sçait la nécessité qui m'a obligé à faire la Trêve en Irlande, & il n'est pas moins nécessaire pour moi présentement, de conclurre la paix avec les Irlandois. C'est pourquoy, prenez garde de ne rien accorder qui puisse y apporter quelque obstacle, jusqu'à ce que je voye clairement, comment mes Sujets Protestans d'Irlande seront en état de résister, & que je n'aurai plus besoin de défendre & ma conscience & ma Couronne, contre la Rébellion de ce País-ci.

MEMOIRE pour le Secretaire Nicolas sur le Traité d'Uxbridge Fevrier 1641.

1. Quant à la Religion & au Gouvernement de l'Eglise, je ne veux pas aller un pas plus loin que ce que vous avez déjà offert.

2. Ni pour la Milice, plus que ce que je vous ai déjà ordonné. Mais même en ceci il faut observer, que je dois avoir la libre nomination de la moitié des Commissaires, tant des Ecoissois que des Anglois. Cependant, si les Anglois rebelles veulent être assez lâches pour admettre dix Ecoissois pour être joints à vingt Anglois, je suis content de pouvoir seulement nommer dix Anglois, & cinq Ecoissois, ou à proportion, selon le nombre des Commissaires.

A l'égard des efforts que vous pouvez faire pour gagner des particuliers, je vous donne pouvoir de promettre des récompenses pour les services qui me seront rendus. Vous ne devez pas faire difficulté de vous engager pour des charges & des emplois, pourvu que ce ne soient pas des emplois d'une grande confiance, & qu'il ne faille pas les ôter à d'honnêtes gens qui en sont en possession. Mais vous pouvez vous engager autant que vous voudrez pour des emplois lucratifs. Il ne faut communiquer ce dernier Article qu'à Richemont, Southampton, Culpeper, & Hyde.

LETTRE de la Reine au Roi , écrite de Paris le
27. Decembre ou 6. Janvier 1644.

J'apprends que les Commissaires sont arrivez à Londres , sur quoi je n'ai rien à dire , sinon que vous preniez soin de votre honneur. Si vous faites la Paix , qu'elle soit assurée , & s'il arrive autrement , que vous n'abandonniez pas ceux qui vous ont servi , de peur qu'ils ne vous abandonnent dans votre nécessité.

Mon opinion est , que l'Article de la Religion devroit être traité le dernier. Car si vous convenez d'user de rigueur envers les Catholiques , ils seront découragés de vous servir , & si la Paix ne se fait pas , vous ne pourrez attendre aucun secours ni des Irlandois , ni d'aucun Prince Catholique. Car ils croiront que vous les abandonnerez , après vous être servi d'eux.

LETTRE du Roi à la Reine en
Decembre 1644.

Sçachez pour certain , que tout mon parti désire étrangement la Paix. C'est ce qui m'oblige à témoigner en toutes occasions , que je la souhaite aussi réellement. J'ai une grande espérance , pour ne pas dire certitude , que si on vient à traiter , les Chefs de la Cabale ne pourront point empêcher , que je n'en aye une bonne ; premièrement , parce que leur parti est las de la Guerre ; secondement , à cause des divisions qu'il y a très-assurement parmi eux , les Presbytériens contre les Indépendans , sur la Religion ; & les Généraux contre les Généraux , par rapport au Commandement.

Sur ces fondemens , j'ai eu raison de consentir à traiter. Entre autres choses , le bruit de mon retour à Londres est si propre , selon l'opinion de plusieurs , à persuader le Peuple , que sur cela on accordera un Traité ; ou si on le refuse , le refus leur portera beaucoup de préjudice , & me sera très-avantageux. Cependant , de peur qu'on ne croye que j'agis par un motif de crainte , j'ai joint à la proposition de traiter , des conditions sans lesquelles elle ne signifie rien , & où vous trouverez tous les ingrédients d'une Paix sûre & honorable. Vous devez être persuadée , que ni les dangers , ni la mort , ni la misère , ne me feront jamais rien faire qui me rende indigne de votre amour.

Je vous conjure , qu'aucune apparence de Paix , aucune apparence que mes affaires se trouveront en meilleur état , ne vous fasse point négliger de hâter le secours que j'attends.

LETTRE du Roi à la Reine du 1.
de Janvier 1644.

Enfin , les Rebelles sont engagez à traiter Les dissensions parmi eux n'ont jamais été si grandes , ni si proches de produire un bon effet. Le secours ne m'a jamais été plus nécessaire , & ne pourroit jamais venir plus à propos.

CHARLES
I.
1647.

Autre du 2. de Janvier.

Il est vrai que j'ai donné le nom de Parlement aux deux Chambres, & je ne l'aurois pas fait, s'il y avoit eu dans mon Conseil, deux hommes seulement de mon opinion. L'argument qui a prévalu sur moi a été qu'une simple appellation n'étoit pas une reconnaissance. C'est sous cette condition que je l'ai fait, & non autrement, & cela a été enregistré dans le Livre du Conseil, avec l'approbation de tous les Conseillers.

Autre du 22. Janvier 1647.

Je ne doute pas que vous n'approuviez le choix que j'ai fait de mes Commissaires. Pour mes propositions, ce sont les mêmes en substance que les dernières, & ne diffèrent que peu dans les expressions. . . .

Faites entendre à la Reine Régente & aux Ministres, le peu d'apparence qu'il y a que la Paix se fasse, vu la contrariété des principes des Rebelles avec les miens: que je ne changerai pas les miens, & qu'ils ne changeront pas les leurs, jusqu'à ce qu'ils aient perdu l'espérance d'avoir le dessus sur moi. Je suis persuadé, que si je pouvois les réduire à se tenir sur la défensive, ce que je pourrois faire avec un secours raisonnable d'argent, je les mettrois bien-tôt à la raison.

LETTRE de la Reine au Roi du
17. Janvier 1647.

J'ai été très-aise d'apprendre que les Conférences pour la Paix se tiendront à Uxbridge, & non pas à Londres. Je ne comprends pas où avoient l'esprit ceux qui vous conseilloyent d'aller à Londres, à moins qu'ils n'eussent intention de vous mettre en danger pour se sauver eux-mêmes. . . .

Au nom de Dieu, ne vous fiez jamais à ce Peuple. Si vous allez à Londres, avant que ce Parlement soit séparé, ou sans une bonne Armée, vous êtes perdu. J'apprends qu'on doit commencer à traiter par la proposition de congédier les Armées. Si vous y consentez, vous êtes perdu: car les Rebelles, ayant le pouvoir de la Milice entre leurs mains, feront ce qu'ils voudront.

Je reçus hier une Lettre du Duc de Lorraine qui me mande que si son service vous est agréable, il vous amenera dix mille hommes. Le Docteur Goffe, que j'envoie en Hollande, doit en passant à Bruxelles, traiter avec lui sur ce sujet, & j'espère d'être bien-tôt en état de vous donner de bonnes nouvelles de cette affaire, aussi-bien que de l'argent.

Prenez garde de n'abandonner jamais ceux qui vous servent, tant les Evêques, que les pauvres Catholiques.

LETTRE

LETTRE du Roi à la Reine du

30. Janvier 164 $\frac{1}{2}$.CHARLES
I.
164 $\frac{1}{2}$.

Le Traité commence aujourd'hui. Soyez persuadée que je ne ferai jamais la Paix en abandonnant mes amis, ni une Paix dans laquelle je ne trouve pas mon honneur & ma sûreté.

LETTRE du Roi à la Reine du

 $\frac{15}{25}$. Fevrier 164 $\frac{1}{2}$.

L'espérance d'obtenir une bonne Paix par ce Traité diminué de jour en jour. Mais je vous promets absolument, que si je fais la Paix, elle sera telle, qu'elle pourra me procurer votre retour auprès de moi; car j'avoué que, sans votre compagnie, je ne trouve aucun repos.

Les jours assignez pour traiter vont expirer, sans qu'on soit convenu de rien. Je ferai quelque démarche pour tâcher de faire prolonger le tems. N'ayez aucune crainte touchant ce Traité; car mes Commissaires sont des gens qui ne se laisseront pas écarter des fondemens que je leur ai donnez, & dont les principes s'accordent avec leur obéissance à mes ordres.

Selon les apparences, la Guerre sera chaude dans la campagne prochaine. Assurez-vous qu'en faisant la paix, je soutiendrai avec ardeur les Evêques & les autres Amis, & que je ne négligerai pas les moyens de mettre une fin à ce Parlement. Mais ne vous laissez pas persuader par qui que ce soit de diminuer vos soins pour le secours.

Autre du 19. de Fevrier.

Je ne puis vous mander rien de certain touchant le succès du Traité, mais seulement, que l'opiniâtreté des Rebelles ne donne pas lieu d'espérer un accommodement. C'est pourquoi, je vous prie qu'aucun bruit ne soit capable de vous faire diminuer vos soins pour le secours, particulièrement par rapport au Duc de Lorraine. Goffe m'a fait sçavoir, que le Prince d'Orange fournira des Vaisseaux pour le transport.

Au reste, ne craignez pas que je me hazarde follement ou facilement à me confier aux Rebelles, soit en allant à Londres, ou en congédiant mon Armée.

LETTRE du Roi à la Reine du

5. de Mars 164 $\frac{1}{2}$.

Ce que j'avois prévu est enfin arrivé, c'est-à-dire la fin du Traité sans la Paix.

Nous avons découvert, & nous le ferons connoître au Public avec la dernière clarté, que les Rebelles Anglois ont, autant qu'il a été en leur pouvoir, ôté le commandement de l'Irlande à la Nation Angloise pour le donner aux Ecoissois. Cela

CHARLES
I.
164⁺₅.

fait voir que la Réformation de l'Eglise n'est pas le principal ni le seul but que les Ecoissois se proposent dans leur Rebellion.

Mais comme c'est plutôt présomption que piété, que de se confier tellement à la justice de sa cause, qu'on néglige les moyens légitimes de la soutenir, j'ai pensé à un moyen qui vous mettra plus en état que vous ne l'avez été jusqu'ici, de me procurer du secours. C'est que je vous donne pouvoir de m'engager envers ceux que vous trouverez à propos, que j'abolirai les Loix penales faites contre les Catholiques en Angleterre, aussi-tôt que Dieu me mettra en pouvoir de le faire, pourvu que, par le moyen des Catholiques, je puisse avoir un secours qui mérite une aussi grande faveur, & qui me mette en état de pouvoir exécuter ma promesse. Mais si vous me demandez quel est le secours que j'attends, je vous répondrai, qu'aussi-tôt que vous sçavez ce qu'on voudra faire pour moi, il sera aisé de connoître, si cela mérite que je m'engage. Je n'ai pas besoin de vous demander le secret. Mais je puis bien vous dire, que c'est le plus haut degré de confiance que je puisse avoir en vous. Je ne prétends point que vous m'ayez obligation de ce que je vous confie toute autre chose, mais seulement, de ce que je vous confie celle-ci qui est la seule en quoi nous différons d'opinion vous & moi. Je suis persuadé que vous ferez pour moi, un marché avantageux, même dans cet Article où, quoiqu'il s'agisse de la Religion, je me confie à vous, comme si vous étiez Protestante, tout le bien de mes affaires dépendant de là.

Autre du 13. de Mars.

Je me suis enfin honnêtement séparé Lundi passé, des Seigneurs & des Communes (1). Présentement, si pour entrer dans une nouvelle Négociation, je fais quelque chose qui soit à mon désavantage, ce sera ma faute. Car j'avouë, que la dernière fois que je vous écrivis, je n'étois pas sans crainte qu'on ne me proposât encore de faire de nouvelles tentatives pour la Paix, sçachant qu'il y avoit ici des gens qui y travailloient de tout leur pouvoir. Mais présentement, si la Négociation se renouvelle, ce que je ne crois pas, à moins que je ne vinssé à remporter quelque avantage considérable, ce sera pour mon honneur & pour mon intérêt, puisque je suis délivré de la crainte des propositions lâches & séditiones que des gens qui se croiroient autorisez, pourroient me faire, j'entends, de notre Parlement méritif, aussi-bien que de ceux qui le pouissoient. Je ne doute pas que vous ne me blâmiez d'avoir si long-tems enduré ces gens-là, & de mettre laissé ainsi tourmenter. Mais enfin, je suis délivré, Wilmor étant déjà en France, Percy en chemin, & Suffex se préparant à prendre congé de moi en peu de jours. . . .

Je ne ferai point d'autre réflexion sur ces Lettres, sinon qu'elles font voir manifestement que la Paix, que le Roi paroïssoit souhaiter avec tant d'ardeur, n'étoit qu'un simple nom qui n'avoit rien de réel, qu'autant qu'il étoit pris dans la signification secrète qu'il lui donnoit. J'ai fait voir d'un autre côté, que les deux Chambres n'étoient pas dans des dispositions plus favorables pour la Paix. Ainsi j'espère qu'on ne trouvera pas mauvais que je me dispense d'entrer dans un long détail des Conférences d'Uxbridge, où on ne cherchoit des deux côtes qu'à éblouir le Public, plutôt que des expédiens

(1) Du Parlement d'Oxford.

diens pour conclurre. Je me contenterai donc de rapporter en peu de mots, jusqu'où alla la condescendance des deux Parties, pour faire cette Paix qu'elles paroïssent souhaiter avec ardeur.

CHARLES
I.
1647.

Sur l'Article de la Religion, les Commissaires du Roi, après bien des disputes, consentirent enfin aux points suivans.

Offres des
Commissai-
res du Roi
sur la
Religion

„ 1. Que chacun auroit une entière liberté par rapport aux Cérémonies de l'Eglise, & que les Loix pénales faites sur ce sujets seroient suspenduës.

REMARQUE. Puisque les Loix pénales ne devoient pas être abolies, mais seulement suspenduës, il s'ensuivoit que les Presbytériens ne pouvoient compter sur cette liberté, que jusqu'à ce que le Roi fût en pouvoir de les en priver.

„ 2. Que l'Evêque n'exerceroit aucune juridiction & ne donneroit l'Ordination, qu'avec le consentement de son Presbytère qui seroit choisi parmi les plus graves & les plus sçavans Ministres du Diocèse.

REMARQUE. On n'expliquoit pas qui seroient ceux qui seroient le choix du Presbytère. Si c'étoit l'Evêque, cette concession se réduisoit à peu de chose.

„ 3. Que l'Evêque feroit constamment sa résidence dans son Diocèse, hormis quand le Roi l'appelleroit auprès de sa personne. Qu'il prêcherait tous les Dimanches, à moins qu'il n'en fût empêché par l'âge, ou par quel que indisposition.

REMARQUE. C'étoit le devoir des Evêques, & il n'étoit pas honorable au Roi de faire regarder ceci comme une condescendance pour faciliter la paix.

„ 4. Que les Ordinations se feroient publiquement, & que personne ne seroit admis aux Ordres, sans le consentement de la plus grande partie du Presbytère.

„ 5. Qu'on établiroit un fonds pour l'entretien des Vicaires dans les Vicariats appartenant aux Evêques, Doyens, ou Chapîtres.

REMARQUE. Une des choses que les Presbytériens faisoient le plus valoir contre l'Eglise Anglicane, étoit, que les Eglises étoient mal servies, parce que les Evêques, les Doyens & les Chapîtres, mettoient dans celles qui leur appartenoient, des Vicaires incapables pour les avoir à meilleur marché. C'étoit sans doute un abus, qui auroit dû être réformé sans qu'il fût nécessaire de le faire entrer dans le nombre des conditions de la Paix.

„ 6. Qu'à l'avenir personne ne pourroit posséder deux Bénéfices avec cure d'ames.

„ 7. Qu'on leveroit, sur les biens des Evêques, Doyens, & Chapîtres, une somme de cent mille livres sterling, pour être appliquée à l'usage dont le Roi & les deux Chambres conviendroient : mais sans aliéner aucune des Terres de l'Eglise.

REMARQUE. Par le Traité fait entre le Parlement & l'Ecosse, les Terres, des Evêques, Doyens, & Chapîtres étoient assignées pour le payement des Troupes Ecoïsoïses. Le Roi sembloit, par cette concession, consentir qu'on levât cent mille livres sterling sur ses Terres, Mais en supposant aussi la nécessité du consentement du Roi pour l'application de cette somme, les Ecoïsoïses ne pouvoient pas s'assurer qu'il consentiroit qu'elle leur fût assignée.

„ 8. Que la Jurisdiction Episcopale par rapport aux Mariages, aux Testamens, &c. seroit réglée par le Roi & par les deux Chambres.

REMARQUE. Ce n'étoient ici que des paroles qui ne signifioient rien, car

puisque

CHARLES 1.
1643. *puisque le Roi ne prétendoit pas se départir de sa voix négative dans le Parlement, dire qu'après la Paix, cet Article seroit réglé par le Roi & par les deux Chambres, c'étoit dire, qu'il ne s'y feroit aucun changement que celui que le Roi trouveroit à propos.*

„ 9. Qu'on feroit un ou plusieurs Actes pour régler les Visites Episcopales, les frais des Cours Ecclésiastiques, les Excommunications frivoles, & les autres abus des Cours Ecclésiastiques, selon que le Roi & les deux Chambres en conviendroient.

REMARQUE. *Cette prétendue concession est semblable à la précédente. Car après que la Paix seroit faite, il dépendroit toujours du Roi de donner ou de refuser son consentement à la Réformation des abus, au lieu qu'il s'agissoit de régler ce qui devoit être réformé.*

Quand on compare ces concessions avec la demande du Parlement, que l'Episcopat fût aboli, on ne doit pas trouver étrange que les Commissaires du Parlement ne voulussent pas s'en contenter. Aussi, sans s'amuser à disputer sur ces Articles, les rejettèrent-ils comme insuffisans, & ils n'offrirent pas la moindre modification à leur demande.

Offres sur la Milice. Pour ce qui regardoit la Milice, les Commissaires du Roi, après avoir long-tems disputé, & allégué diverses raisons pour faire voir l'injustice qu'il y avoit à vouloir priver le Roi d'un des droits les plus essentiels de la Couronne, & les inconvéniens qui en naîtreient infailliblement, voulurent bien accorder :

„ Que la Milice seroit mise entre les mains de vingt Commissaires, dont „ le Roi en nommeroit dix, & les deux Chambres, les dix autres, & que la „ même chose se feroit en Ecosse. Mais ils ne voulurent point consentir que „ les Commissaires d'Ecosse pussent se joindre aux Commissaires d'Angleterre, „ pour ne former qu'un seul Committé, ni que les premiers pussent, en aucune „ maniere, se mêler de ce qui regardoit l'Angleterre. Moyennant ces „ conditions, ils offroient, que le Roi consentiroit que cette Commission „ subsistât durant trois ans. „ Encore falloit-il régler auparavant, le pouvoir qui seroit donné aux Commissaires, en quoi il y avoit de très-grandes difficultés.

Les Commissaires du Parlement ne voulurent point consentir, que le Roi eût la nomination de la moitié des Commissaires. Ils donnoient pour raison, qu'il s'agissoit de donner des sûretés au Peuple, & qu'il n'y en auroit aucune, si la moitié des Commissaires étoient nommez par le Roi : qu'au contraire, ce seroit un moyen pour renouveler la Guerre, n'y ayant point d'apparence, que ces Commissaires mi-partis pussent jamais s'accorder, puis qu'ils seroient dans des principes diametralement opposez. De plus bâtissant sur le fondement de l'union entre l'Angleterre & l'Ecosse, & sur ce que les dangers étoient communs aux deux Royaumes, ils persisterent toujours à demander que les Commissaires des deux Royaumes pussent agir en commun. Moyennant ces deux conditions, ils se relâcherent enfin jusqu'à consentir que la Commission ne durât que sept ans, après avoir long-tems disputé pour faire agréer un tems illimité. Ainsi, la Négociation sur cet Article n'eut pas un meilleur succès que sur le précédent.

Sur l'Irlande. Quant à l'Irlande, les Commissaires ne s'accorderent sur rien. Ceux du Parlement vouloient que la Trêve fût annullée, & qu'à l'avenir, il ne pût se

se faire ni Paix ni Trêve sans le consentement des deux Chambres. Mais les Commissaires du Roi étant bien informez, que non seulement le Roi vouloit maintenir la Trêve, mais que même son intention étoit de faire la Paix avec les Irlandois, n'avoient garde de consentir à la demande du Parlement. Ainsi, toute la dispute roula sur la question, si le Roi avoit eu le pouvoir de conclurre la Trêve sans la participation des deux Chambres, les uns l'affirmant, & les autres le niant. De chaque côté, on repéta plusieurs fois les mêmes argumens. On se reprocha diverses démarches, & on ne convint presque d'aucun des faits alleguez de part & d'autre; de sorte qu'aucun des Partis ne se relâcha sur rien.

CHARLES
I.
1647.

Après qu'on eut traité dix-huit jours sur les trois Articles dont je viens de parler, les Commissaires du Roi demanderent qu'on traitât sur ses propositions, & particulièrement sur ce qui regardoit la cessation d'armes, & le retour du Roi au Parlement. Ceux du Parlement répondirent, que, quand les deux Chambres verroient la Négociation en bon train, avec quelque apparence de succès, elles consentiroient à en prolonger le tems. Les deux jours qui restoient furent employez par les Commissaires du Roi, à faire des efforts pour obtenir une prolongation du Traité, à quoi ils ne purent réussir. Il faut remarquer sur ce sujet, que le but du Roi étoit de gagner du tems, par deux raisons principales. La première, qu'il étoit persuadé, que, pendant que le Peuple auroit quelque espérance de la Paix, il ne s'engageroit pas facilement à fournir au Parlement les secours nécessaires pour continuer la Guerre, & qu'ainsi, les préparatifs des deux Chambres en seroient retardez. La seconde étoit, qu'il jugeoit bien que le Parlement ne penseroit pas sérieusement à exécuter le projet qu'il avoit fait par rapport à l'Armée, pendant qu'il y auroit quelque espérance de faire la Paix. Les deux Chambres comprenant quel étoit le motif qui faisoit agir le Roi, ne voulurent point donner dans ce piège, & les Conférences se rompirent après les vingt jours qui avoient été assignez.

Les Confé-
rences se
rompent.

La Chambre des Communes, ou plutôt un nouveau Parti, qui s'étoit formé dans cette Chambre, n'attendoit que cette rupture pour exécuter un projet dont j'ai déjà dit un mot en passant, mais dont il est nécessaire de parler ici plus au long, puisque c'est l'exécution de ce projet qui sert de fondement à tous les événemens qui arriverent dans la suite.

Avant que le Parlement eût reçu le secours d'Ecosse, la Guerre ne lui avoit pas été trop avantageuse. Bien loin que les succès des deux premières Campagnes eût répondu à ses espérances, il est très-probable, que, sans l'assistance des Ecossois, il se seroit trouvé réduit à faire une paix telle à-peu-près que le Roi la souhaitoit. Si dans la troisième, le Roi avoit perdu tout le Pais du Nord, il avoit, en recompense, gagné presque toutes les Provinces de l'Oüest, & après la seconde Bataille de Newbury, il se trouvoit encore à Oxford, en état de résister à ses ennemis. L'armée d'Ecosse, qui, après avoir soumis tout le Nord, s'avançoit vers le milieu du Royaume, étoit donc ce qui faisoit panacher la balance du côté du Parlement, & qui, vraisemblablement, devoit lui donner la supériorité dans la quatrième Campagne à laquelle on se préparoit des deux côtez. Ce secours étoit venu très à propos pour rétablir les affaires des Presbytériens, qui étoient alors tout puissans

Etat du Roi
& du Parle-
ment.

CHARLES
I.
1643.

dans le Parlement, & qui dispoſoient de toutes choſes comme ils le trouvoient à propos. C'étoient eux qui avoient le plus contribué à engager le Royaume dans cette Guerre, & qui avoient fait venir l'Armée d'Ecoſſe, parce qu'ils ne pouvoient eſpérer d'exécuter leurs deſſeins, qu'autant que les armes du Parlement ſeroient victorieuſes. Mais avant que d'aller plus loin, il eſt abſolument néceſſaire de faire bien connoître ces mêmes Preſbytériens, qui juſqu'alors n'avoient ſemblé faire qu'un ſeul & même Parti, & qui néanmoins en comprenoient deux très-réellement diſtincts l'un de l'autre, & qui avoient des vûes très-oppoſées.

Prineipes &
vûes des In-
dépendans.

Quelque recherche que j'aye faite, je n'ai jamais pû découvrir exactement la premiere origine de la Secte, ou Faction des *Indépendans*. Ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'ils avoient des principes tout-à-fait propres à mettre l'Angleterre en combuſtion, comme ils le firent effectivement. Par rapport au Gouvernement de l'Etat, ils abhorroient la Monarchie, & n'approuvoient qu'un Gouvernement Républiquain. Sur la Religion, leurs Principes étoient oppoſez à ceux de tout le reſte du monde. Non ſeulement, ils ne pouvoient ſouffrir l'Episcopat & la Hiérarchie Eccléſiaſtique; mais ils ne vouloient pas même qu'il y eût des Miniſtres ordinaires dans l'Egliſe. Ils ſoutenoient, que chacun pouvoit prier en public, exhorter ſes freres, expliquer l'Ecriture ſainte, ſelon les talens qu'il avoit reçus de Dieu, au lieu que ſouvent, on faiſoit des Miniſtres qui n'avoient aucuns talens naturels, pendant que ceux de pluſieurs Laiques demeuroient inutiles, faute d'une Ordination exterieure. Ainſi, parmi eux, chacun prioit, prêchoit, exhortoit, expliquoit la Sainte Ecriture, ſans autre vocation que celle qu'il tiroit lui-même de ſon zèle, & des talens, qu'il croyoit avoir, & ſans autre autorité que celle que lui donnoit l'approbation de ſes Auditeurs.

Origines di-
ſerentes des
Indépendans,
par rapport à la
Religion ou
au Gouver-
nement Ci-
vil.

Je ne ſçaurois dire précieſement, ſi cette Secte ou Faction étoit toute formée au commencement de ce Parlement, ou ſi elle ſe forma pendant ſa Séance. Mais je croi qu'il y a une diſtinction à faire ſur ce ſujet. Je conjecture qu'elle étoit déjà formée par rapport au Gouvernement Civil, & que les principes de Deſpotiſme que Jacques I. & Charles I. s'étoient efforcez d'établir lui avoit donné la naiſſance; mais que, par rapport à la Religion, elle ſe forma pendant la Séance de ce Parlement. Voici ſur quoi j'appuye ma conjecture. Lorſque ce Parlement commença, on ne connoiſſoit en Angleterre que deux Partis dans l'Egliſe Angloiſe, ſçavoir, celui des *Episcopaux* ou de l'Egliſe Anglicane, & celui des *Preſbytériens*. Le nom d'*Indépendant* étoit abſolument inconnu, & ceux qui, dans la ſuite, furent appelez *Indépendans*, étoient certainement joints au Parti Preſbytérien, & en faiſoient une partie très-confidérable. Mais ceux-ci étoient différends des autres Preſbytériens, en ce qu'ils ſe propoſoient pour but de changer la Monarchie en République, ce qu'on ne peut pas attribuer aux Preſbytériens en général. Il eſt bien vrai que les Preſbytériens vouloient abbaïſſer le Pouvoir Royal, & réduire le Roi à n'être plus qu'une ombre de Souverain: mais ils conſervoient une eſpèce d'attachement pour le nom de Roi, & un reſpect, du moins exterieur, pour la Royauté. Qu'on examine toutes les Propoſitions qu'ils préſenterent au Roi en divers tems, on les trouvera toutes appuyées ſur ce fondement. Ils étoient en cela, conformes aux Ecoſſois qu'on ne peut pas

Il ſe joignent d'a-
bord aux
Preſbyté-
riens.

pas avec justice accuser d'avoir voulu abolir la Monarchie , quoiqu'ils se proposassent de la réduire à un petit pied. Les *Indépendans*, après avoir servi de tout leur pouvoir à diminuer la Puissance Royale , dans l'espérance que cela les conduiroit au but qu'ils se proposoient de détruire la Monarchie , comprirent enfin , que ce ne seroit qu'avec beaucoup de difficulté , qu'ils pourroient réussir dans leurs desseins. La raison en étoit , que ni les Presbytériens d'Angleterre , ni les Ecoissois n'avoient aucun panchant pour l'établissement d'une République , & que tout leur Clergé , qui avoit un grand crédit dans ce Parti-là , étoit dans les mêmes principes. Ils jugerent donc , qu'il leur seroit très-avantageux , de détruire l'autorité du Clergé , en faisant entendre , qu'on pouvoit se passer de lui , & que sa vocation n'étoit pas établie sur d'assez bons fondemens. Ce fut donc alors que commença à se former la Secte des *Indépendans* , par rapport à la Religion ; car on n'en trouve aucune trace , jusques vers la fin de l'année 1644. J'avoüe que ce n'est qu'une conjecture qu'on peut rejeter si l'on trouve quelque chose de plus plausible.

On ne doit donc pas trouver étrange que , depuis le commencement de ce Parlement , les indépendans eussent contribué avec ardeur à mettre le Roi hors d'état de conserver son autorité que par une Guerre , & à ruiner l'Eglise Anglicane. On doit , au contraire , considérer , que c'étoit une suite naturelle de leurs principes , & un moyen très-propre à faire réussir leur projet. L'abbaissement du Roi & la destruction de l'Eglise Anglicane étoient deux points qu'il falloit nécessairement gagner , avant que de travailler à l'établissement d'une République. Il n'étoit donc pas à propos qu'ils se séparassent des Presbyteriens , pendant que ceux-ci concouroient avec eux dans le dessein de gagner ces deux points capitaux. Ce fut pour cela , qu'ils consentirent volontiers à faire venir l'Armée d'Ecosse , & qu'ils ne firent aucune difficulté d'approuver le Covenant , & tout le reste de ce que les Ecoissois demandoient. Il s'agissoit alors de se mettre en état de résister au Roi qui avoit acquis quelque supériorité par les heureux succès de ses armes. C'étoit un intérêt commun aux Presbytériens & aux Indépendans , qui auroient été également ruinés , si le Parti du Roi avoit prévalu.

Cependant , l'Armée d'Ecosse , en fortifiant également les Presbyteriens & les Indépendans contre le Roi , confirmoit en même tems , aux premiers , la supériorité dont ils étoient depuis long-tems en possession. Pendant que cette supériorité subsistoit , il étoit comme impossible aux Indépendans de parvenir à leur but. Ils jugerent donc , qu'il étoit absolument nécessaire pour eux , de sapper le grand Pouvoir des Presbyteriens , non pas ouvertement , de peur de se voir opprimer , avant que d'avoir bien pris leurs mesures , mais secrètement , & par artifice. Dans cette vûë , les Chefs de ce Parti , comme *Vane* , *Cromwell* , *Tate* , *Haslerig* , & quelques autres , commencerent à se rendre fort populaires , & à témoigner un grand zèle pour le Public , afin de mettre le Peuple dans leurs intérêts. Ils avoient par tout des Emissaires qui prenoient soin d'exagérer les fautes qui s'étoient faites depuis le commencement de la Guerre , tant dans l'administration du Gouvernement , que dans les actions militaires , & d'insinuer , qu'on ne devoit les attribuer qu'aux intérêts particuliers des Membres du Parlement , qui possédant tous

CHARLES
I.
146.

Les Indépendans commencent à sapper le pouvoir des Presbyteriens.

CHARLES
I.
146⁺₅.

les Emplois, ne se soucioient pas trop de voir la fin de ces troubles. Que quelques-uns des Généraux avoient, de propos délibéré, laissé passer des occasions de combattre avec avantage, & qu'en un mot, la plupart ne craignoient rien tant qu'une décision, ou par les armes, ou par une bonne Paix.

Cromwell
accuse le
Comte de
Manchester
devant le
Parlement.

Pour appuyer ces bruits qui se répandoient dans le Public, Cromwell s'étant rendu au Parlement, après la fin de la Campagne, accusa publiquement le Comte de Manchester, de n'avoir pas fait son devoir dans la Bataille de Newbury, ni dans l'affaire de *Dennington*, insinuant que ce Seigneur craignoit de voir trop tôt la fin de la Guerre. Le Comte répondit par un Mémoire qu'il présenta aux Seigneurs, & Cromwell ne jugea pas à propos de poursuivre son accusation qui n'étoit proprement qu'un préparatif pour commencer l'exécution d'un plus grand projet.

Dessain de
l'arrêter,
suspendu.

La démarche publique que Cromwell venoit de faire, fit qu'on le soupçonna d'être un des principaux auteurs des bruits qui couroient, & qui tenoient à rendre le Parlement suspect au Peuple. Il se tint même chez le Comte d'Essex une Conférence, où il fut délibéré si on le feroit arrêter. Mais comme les preuves ne parurent pas assez claires, on résolut d'attendre qu'il se fût plus découvert. Vrai-semblablement, quelqu'un de ceux qui étoient présens à cette Conférence l'en avertit, & ce fut ce qui lui fit hâter l'exécution du projet que lui & ses amis avoient formé.

Partialité
du Parle-
ment dans
la distribu-
tion des
Emplois.
Projet des
Indépendans.

Ce Projet étoit d'exclure tous les Membres du Parlement de toutes sortes d'Emplois, Civils & Militaires. Il est certain que, depuis le commencement de la Guerre, le Parlement n'avoit pas oublié ses propres Membres dans la distribution des Emplois, ou plutôt on peut dire avec vérité, que tous les principaux Emplois étoient possédés par des Membres de l'une ou de l'autre Chambre. De-là naissoient deux grands inconvéniens. Le premier, que comme, depuis la rupture avec le Roi, les deux Chambres gouvernoient despotiquement, ceux de leurs Membres qui avoient des Emplois à l'Armée, y avoient un si grand crédit, qu'il n'y avoit personne qui osât s'opposer à leurs sentimens, ni faire remarquer leurs fautes ou malversations, qui par-là demeuroient toujours impunies. C'est ce qui avoit enfin causé, à la fin de la dernière Campagne, ces grandes divisions entre les Généraux, qui avoient été si préjudiciables à la cause commune. Le second inconvénient étoit, qu'on ne pouvoit disconvenir, que l'intérêt particulier des Membres du Parlement ne se trouvât dans la continuation de la Guerre, puisque la fin des troubles, soit qu'elle arrivât par la décision des armes, ou par un Traité, devoit leur faire perdre leurs Emplois. Ce projet étoit donc fondé sur des raisons très-plausibles, & très-capables de faire impression sur le Peuple. Mais en même tems, les *Indépendans* y trouvoient de grands avantages, en ce que par-là, le grand pouvoir du Parti Presbytérien en devoit être considérablement diminué, & qu'ils avoient si bien pris leurs mesures, qu'ils étoient comme assurés de faire tomber les Charges qui deviendroient vacantes, entre les mains des gens de leur Parti. Cela leur étoit d'autant plus facile, que jusqu'alors, le Parti indépendant ne paroissant pas encore la tête levée, il n'étoit pas aisé de découvrir ceux qui en étoient, puisqu'ils étoient encore confondus avec les Presbytériens.

Pour exécuter ce grand Projet, les Chefs des Indépendans résolurent de pro-

proposer deux choses au Parlement. La première, de mettre l'Armée sous un nouveau modèle, c'est-à-dire, de former de nouveaux Régimens de Cavalerie & d'Infanterie des Troupes qui étoient actuellement sur pied, en sorte que ce fussent toujours les mêmes Officiers & Soldats, mais des Corps nouveaux autrement composés qu'ils ne l'étoient auparavant. La seconde, que le Parlement fit une Ordonnance, par laquelle tous les Membres du Parlement fussent exclus de toutes sortes de Charges, Civiles & Militaires. La première étoit fondée sur la nécessité d'abolir toutes sortes de factions & de cabales qui pouvoient s'être formées dans les divers Corps de l'Armée; la seconde sur la nécessité qu'il y avoit de faire voir au Peuple, que le Parlement n'agissoit pas par des motifs particuliers, & qu'il préféroit le bien public aux intérêts de ses propres Membres. Mais par-là les Membres Presbytériens perdoient tout d'un coup tous leurs Emplois, & tout leur crédit parmi les Troupes. C'étoit-là la véritable raison qui faisoit agir les Indépendans, & dont ils n'avoient garde de faire aucune mention. Les autres raisons étoient si plausibles, qu'ils ne doutoient point qu'elles ne fussent très-agréables au Peuple qui avoit été déjà disposé à les approuver. Cela faisoit même juger que plusieurs Membres n'oseroient les contredire, de peur de donner lieu au soupçon qu'ils n'agissoient que par des motifs d'intérêt.

Ce fut le 9. de Decembre 1644., que ces Propositions furent faites à la Chambre des Communes, dans le temps qu'on se préparoit à négocier la Paix à Uxbridge. Ceux qui en étoient chargés proposèrent d'abord, d'examiner l'état du Royaume, les causes qui faisoient durer la Guerre, & les conséquences que pourroit produire la Négociation d'Uxbridge, si elle ne réussissoit pas. Cette Proposition ayant été approuvée, la Chambre se tourna en grand Committé pour délibérer sur ces points. On observa d'abord un grand silence qui dura même assez long-tems. Enfin, Olivier Cromwell se leva le premier pour parler, & dit en substance :

» Qu'il étoit tems de parler, ou de garder un éternel silence. Qu'il s'agissoit de délivrer la Nation du triste état où la continuation de la Guerre l'avoit amenée. Que si on ne prenoit pas la résolution de continuer la Guerre avec plus de vigueur qu'on n'avoit fait auparavant, le Peuple deviendrait si las du Parlement, qu'il en haïroit jusqu'au nom. Qu'on l'entendoit se plaindre hautement, que la longueur de la Guerre ne venoit que de ce que les Membres du Parlement possédoient toutes les Charges, & de ce qu'ils avoient intérêt à la faire durer pour se maintenir dans leur pouvoir. Que pour lui, il connoissoit le mérite de ceux qui avoient des Emplois dans l'Armée, & qu'il ne prétendoit en aucune manière, trouver à redire à leur conduite ou à leurs actions; mais qu'il concevoit, que si on ne faisoit pas de plus grands efforts pour finir la Guerre, le Peuple ne pourroit plus la supporter, & qu'il forceroit enfin le Parlement à faire une mauvaise Paix. Qu'il se contentoit de recommander cette affaire à la Chambre, sans prétendre faire du tort à la réputation de personne. Qu'il se reconnoissoit lui-même coupable de beaucoup de méprises, & qu'elles n'étoient que trop fréquentes à la Guerre : mais que, sans entrer dans aucun détail des fautes que les Généraux pouvoient avoir commises, il falloit s'appliquer sérieusement à trouver un remède au mal présent. Qu'il ne doutoit point que tous les Membres du Par-

CHARLES

I.

146⁺.

Discours de

« Crom-
well à la
Chambre

« des Com-
munes.

Rush-
worth,

« Vol. VI. p.

« 4.

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

«

CHAR-,, lement n'eussent le cœur véritablement Anglois, & qu'il espéroit, qu'il ne
LES 1. ,, s'en trouveroit pas un seul qui fît difficulté de renoncer à ses propres avanta-
1643. ,, ges, ni qui regardât comme un deshonneur pour lui, les résolutions que le
Parlement prendroit sur cette importante matiere.

Proposition d'exclurre les Membres de tous Emplois. Cromwell fut secondé par quelques autres qui parlerent comme lui, d'une maniere générale, sans faire aucune Proposition particuliere. Enfin, *Tate & Vane* proposerent de faire une Ordonnance pour exclurre tous les Membres du Parlement de toutes sortes de Charges. Cette Proposition fut long-tems débattue, & enfin, approuvée à la pluralité des voix, & on nomma un Committé pour préparer une Ordonnance sur ce sujet. Deux jours après, cette Ordonnance fut présentée à la Chambre, & il fut résolu, que le 18. de ce même mois, on célébreroit un jour de jeûne, pour demander à Dieu son assistance, tant parrapport à cette affaire que pour le nouveau modèle de l'Armée, qui avoit aussi été résolu, mais je n'ai pu trouver en

Autre de faire un nouveau modèle de l'Armée. L'Ordonnance passée aux Communes. *Ibid. pag. 7.* quel jour. Le 14. de Decembre, cette même affaire fut remise sur le tapis, & il se fit dans la Chambre, beaucoup de Discours pour & contre. Le 18. on célébra le Jeûne, & le 19., l'Ordonnance passa dans la Chambre des Communes. On lui donna le nom *Self-denying*, c'est-à-dire, de *renoncement à soi-même*, parce que la Chambre, en la passant, renonçoit à ses propres avantages.

Les Seigneurs la rejettent. 15. Janvier 1643. L'affaire n'étoit pourtant pas finie jusqu'à ce que les Seigneurs eussent approuvé l'Ordonnance, à quoi ils n'étoient nullement disposez. Au contraire, dans une Conférence qu'ils eurent avec les Communes, ils alléguèrent diverses raisons pour la rejeter. Cela fut cause que le 13. de Janvier, les Communes se rendirent en Corps à la Chambre Haute, pour presser les Seigneurs d'y donner leur consentement. Mais cela n'empêcha pas qu'ils ne la rejettassent le même jour.

Les Communes travaillèrent au nouveau modèle. Elles choisirent le Chevalier Fairfax pour Général. 21. Janvier. Malgré ce refus, les Communes ne laissèrent pas de travailler au nouveau modèle de l'Armée, & voterent, Que l'Armée seroit composée de vingt-un mille hommes, sçavoir, de six-mille de Cavalerie, de mille Dragons, & de quatorze-mille d'Infanterie. Que la Cavalerie seroit partagée en dix Régimens, les Dragons en dix Compagnies, & l'Infanterie, en dix Régimens de douze-cens hommes chacun. Après cela, elles nommerent pour Général le Chevalier *Thomas Fairfax*, fils du Lord Fairfax qui avoit commandé dans le Nord. Cela fait, elles firent préparer une Ordonnance pour lever l'argent nécessaire à l'entretien de l'Armée qui devoit servir sous le commandement du nouveau Général, & le 28. de Janvier, elles l'envoyerent aux Seigneurs pour avoir leur consentement. Les Seigneurs firent difficulté de consentir à divers Articles qui regardoient la nomination des principaux Officiers. Mais comme ils étoient en très-petit nombre, on leur fit sentir qu'ils se porteroient un préjudice inexprimable s'ils prétendoient s'opposer aux résolutions des Communes, & en un mot, qu'on pourroit se passer d'eux. Selon les apparences, c'est ce qui fit que les Seigneurs passerent l'Ordonnance, le 15. de Fevrier, sans y faire aucun changement.

Les Seigneurs y consentent.

Fairfax donne une liste des nouveaux Officiers.

Le 19. du même mois, le Chevalier Fairfax s'étant rendu à la Chambre des Communes, y fut complimenté par l'Orateur. Ensuite, il donna une liste des Colonels qu'il avoit choisis, en vertu du pouvoir que lui donnoit sa Com-

Commission, parmi lesquels il n'y avoit pas un seul Membre du Parlement. Il y eut encore sur ce sujet, quelque différend entre les deux Chambres. Mais après plusieurs Conférences, les Seigneurs approuverent enfin la liste, le 18. de Mars.

Par-là, le nouveau Modèle reçut son entier accomplissement, & quoi que l'Ordonnance *Self-Denying* eût été rejetée par les Seigneurs, les Communes avoient déjà obtenu, en faisant donner au Général, le pouvoir de nommer les Officiers de l'Armée, que les Membres du Parlement se trouveroient exclus de tous les Emplois militaires. C'est ce qui leur fit espérer, qu'il ne leur seroit pas impossible de faire passer leur Ordonnance. En effet le 31. de Mars; elles envoyèrent aux Seigneurs cette même Ordonnance, pour avoir leur consentement, quoi qu'ils l'eussent déjà refusé. Alors, les Comtes d'*Effex* de *Denbigh* & de *Manchester* comprenant qu'il leur seroit inutile de se roidir contre le torrent, & que leur Chambre n'étoit pas en état de se soutenir contre les Communes, rendirent leurs Commissions, & en furent remerciez. Dès le lendemain 3. d'Avril, les Seigneurs passèrent l'Ordonnance *Self-Denying*, & ce fut par-là que finit cette affaire qui avoit duré plus de quatre mois,

Quand on considère avec quelle ardeur les Communes agirent pour faire passer l'Ordonnance qui les excluait de toutes sortes d'Emplois, on est d'abord porté à croire, ou que le nombre des Indépendans étoit fort supérieur dans cette Chambre, ou que les Députés étoient des gens fort désintéressés. Mais ce n'étoit ni l'un ni l'autre. Les Presbyteriens conservoient toujours la supériorité du nombre, & cette supériorité devint encore plus grande, par les Membres exclus des Emplois, qui n'étant plus occupés à l'Armée ou ailleurs, vinrent grossir leur parti dans le Parlement. Quant au désintéressement des Membres, on ne doit pas se persuader que des gens qui avoient jusqu'alors marqué tant d'avidité, & qui avoient, pour ainsi dire, fait en leur faveur, un Monopole de toutes les Charges honorables & lucratives, changeassent ainsi, tout à coup, du blanc au noir, & souhaitassent véritablement d'en être privés. Mais c'est qu'ils avoient été attaqués par leur endroit faible, sur lequel ils ne pouvoient se justifier, qu'en témoignant un désintéressement qui pouvoit du moins faire douter, si c'étoit par avidité, qu'ils s'étoient eux-mêmes pourvus de toutes les Charges. Les Indépendans, avant que de découvrir leur dessein, avoient pris soin de prévenir le Peuple par des raisons si plausibles, qu'il étoit à craindre pour le Parlement, de se voir entièrement abandonné, s'il entreprenoit de justifier sa conduite, & de soutenir sa partialité. Ce fut là, certainement, ce qui fit passer l'Ordonnance, quoi qu'il fût manifeste qu'elle étoit destinée à ruiner le Parti Presbytérien. Car quoi que par-là, on ne lui ôtât pas la supériorité du nombre dans le Parlement, les Indépendans s'avoient bien, qu'en mettant l'Armée dans leur Parti, ils seroient en état de n'être obligés d'obéir au Parlement qu'autant qu'ils le jugeroient à propos. Ce fut aussi à cela qu'ils travaillèrent avec tout le soin possible, dès que les choses furent réglées comme ils l'avoient projeté. Le nouveau Général passoit pour un Presbytérien zélé, & c'étoit par-là que le Parlement s'étoit laissé leurrer pour faire ce choix. Mais Cromwell avoit pris un si grand empire sur lui, qu'il lui faisoit faire tout ce qu'il

CHARLES
I.

1647.

Elle est approuvée.

Les Communes font enfin passer l'Ordonnance *Self-Denying*.

Rushworth,
Vol. VI. p. 15.

Remarque
sur le procédé des
Communes.

Pouvoir de
Cromwell
sur le nouveau
Général

you-

CHARLES

I.

1645.

Dissimula-
tion de
Cromwell.

vouloit. Il avoit eu l'adresse de lui persuader qu'il n'avoit en vûë que de procurer le bien de la Religion & de la Patrie, & par-là, il l'avoit disposé à recevoir ses conseils, & à avoir une entiere confiance en lui. Car quoi que le Parti Indépendant commençât à se montrer assez ouvertement, il ne prétendoit pas encore faire un Parti séparé de celui des Presbytériens, & ce ne fut que plus d'un an après, qu'il parut enfin à face découverte. Cromwell sur tout, plus qu'aucun autre du même Parti, affectoit de paroître Presbytérien rigide, & de n'avoir pour but que de bien établir le Presbytérianisme. Cela lui étoit nécessaire pour se conserver la confiance du nouveau Général, & pour le faire agir selon ses vûës sans lui laisser voir le but où il avoit dessein de le conduire. Mais il n'étoit pas encore tems de faire connoître ses desseins. Il ne s'agissoit alors que de deux choses absolument nécessaires pour l'avantage de son Parti. La premiere, de faire en sorte, qu'en mettant l'Armée sous un nouveau modèle, les Officiers sur lesquels les Indépendans croyoient pouvoir compter, fussent conservez, & que ceux qu'ils regardoient comme leurs ennemis, fussent congédiés. Car comme on devoit réduire trois Armées en une seule, il falloit nécessairement qu'il y eût beaucoup d'Officiers de reste. La seconde chose qu'il y avoit à faire étoit de continuer la Guerre avec plus de vigueur qu'on n'avoit fait jusqu'alors, & de faire les plus grands efforts pour mettre le Roi hors d'état de la soutenir. Il est manifeste que les desseins des Indépendans ne pouvoient s'exécuter que par la ruïne du Roi. C'étoit-là ce qu'il falloit nécessairement supposer. Par conséquent, il falloit tout hasarder pour finir promptement la Guerre, rien ne pouvant leur être plus préjudiciable que la continuation.

Le Général
forme la
nouvelle
Armée.

Dès que le Chevalier Fairfax eut reçu sa Commission du Parlement, il se rendit à Windsor où étoit le quartier général, & de-là, il envoya des Commissaires par tout où il y avoit des Troupes, pour y former les nouveaux Régimens, & pour congédier les Officiers surnuméraires. Il n'y a point à douter que ces Commissaires, qui étoient pour la plupart des Officiers Généraux, n'eussent des Instructions secretes par rapport aux Officiers qu'ils devoient ou conserver ou casser, & que Cromwell n'eût à-peu-près dirigé ces Instructions, quoique sans paroître y avoir aucune part. Le Parlement entreprenoit cette réforme dans un tems bien dangereux. C'étoit dans le mois d'Avril, lorsque le Roi se préparoit à se mettre bien-tôt en campagne. Si par malheur, il avoit trouvé de la résistance dans les Troupes, comme plusieurs le craignoient, & que ce changement eût causé des révoltes, ce qui pouvoit aisément arriver par les sollicitations des Officiers congédiés, il se seroit trouvé sans Armée, au commencement d'une campagne, & par conséquent hors d'état de résister aux forces du Roi. Mais il apprit avec plaisir, que tout s'étoit passé avec beaucoup de tranquillité, & que ses ordres avoient trouvé par tout une parfaite soumission.

Il détache
Cromwell
pour mar-
cher du côté
d'Ox-
ford.

Le Général se tint à Windsor pendant tout le mois d'Avril, n'ayant pu plutôt finir tout ce qu'il avoit à faire pour mettre l'Armée en état d'agir. Pendant ce tems-là, il reçut une Lettre du Comité des deux Royaumes où on l'informoit, que le Roi avoit donné ordre au Prince Robert de le venir joindre avec deux-mille chevaux. C'est pourquoi, on lui ordonnoit d'envoyer un Corps de Cavalerie du côté d'Oxford pour empêcher cette jonction.

Et

Et comme par l'Ordonnance *Self-Denying* on avoit donné quarante jours qui ne devoient expirer que le 13. de Mai, pour la mettre en exécution, le Committé ordonnoit expressément au Général, de donner à Cromwell le commandement de cette Cavalerie.

CHARLES
I.
1645.

Cromwell étant parti de Windsor le 24. d'Avril, rencontra, tout proche d'*Islip*, une brigade de Cavalerie du Roi, composée de quatre Régimens, & la battit à platte couture. Ensuite, il marcha vers *Blekington* où commandoit pour le Roi, le Colonel *Windebanck* fils de celui qui avoit été Secrétaire d'Etat, qui lui rendit la Place, à la première sommation. Le Roi fut si indigné de sa lâcheté, qu'il le fit condamner à mort par un Conseil de Guerre, & ensuite arquebuser. Cromwell remporta encore quelques autres avantages en ces quartiers-là; mais il fut repoussé à un assaut qu'il fit donner à *Farrington*.

Exploits de
Cromwell.
Rushworth,
Vol. VI. p. 24.
Le Roi fait
arquebuser
le Colonel
*Winde-
banck*.

Depuis le désastre arrivé au Comte d'Essex en Cornouaille, le Parlement étoit extrêmement foible dans les Provinces de l'Oüest. Il n'avoit dans la Province de Dorset, que *Pool*, *Lyme* & *Waymouth*, dans celle de Devon, que *Plymouth*, qui étoit même bloqué, & dans la Province de Sommerfet, que la seule Ville de *Tawnton* que le Chevalier *Richard Greenvil* assiégeoit depuis long-tems, & qui se trouvoit réduite aux abois. Le Parlement, craignant de perdre cette Place qui lui étoit importante, envoya un ordre exprès au Général de marcher de ce côté-là, avec toute l'Armée, pour faire lever le Siège, sans considérer, que par-là, il alloit laisser le milieu du Royaume sans défense, dans un tems où le Roi étoit sur le point de se mettre en campagne. Cependant, Fairfax, pour obéir à cet ordre, se mit en marche le 30. d'Avril, & le 7. de Mai, il étoit déjà au de-là de Salisbury.

Le Parti du
Roi assié-
ge
Tawnton
dans
l'Oüest.

Le Général
reçoit ordre
d'aller au
secours de
Tawnton.

Le Committé des deux Royaumes ayant eu avis, que le Roi devoit se mettre le 7. de Mai, à la tête de son Armée, s'aperçut de la faute qu'il avoit fait de faire marcher toute l'Armée vers l'Oüest, & d'avoir laissé le milieu du Royaume sans défense. C'est pourquoi il envoya en toute diligence au Général, un ordre qu'il atteignit à *Blansford*, de rebrousser chemin, & de faire seulement un détachement de son Armée pour secourir *Tawnton*. Le Général obéit sur le champ, & après avoir détaché le Colonel *Welden* avec trois-mille hommes de pied & quinze-cens chevaux, pour marcher à *Tawnton*, il retourna sur ses pas, & se rendit à *Newbury* où ils arrêta quelques jours pour faire reposer ses Troupes.

Il est rap-
pelle.
4. Mai.

Il envoie
un Corps de
Troupes
pour secou-
rir *Tawn-
ton*.
Rushworth,
Vol. VI. p. 28.

A l'approche du Corps qui étoit en marche vers *Tawnton*, le Chevalier *Greenvil* leva le Siège de cette Place où le secours ne pouvoit venir plus à propos, tant elle étoit pressée. Mais peu de tems après, le Général *Goring* arriva dans cette Province avec trois-mille chevaux que le Roi lui avoit donné lorsqu'il avoit appris que Fairfax marchoit vers l'Oüest. Alors, *Greenvil* alla le joindre, & ils allèrent ensemble assiéger une seconde fois *Tawnton*, où le détachement qui avoit secouru cette Ville, s'étoit renfermé.

Le Siège de
Tawnton
est levé &
recommen-
cé.

Pendant que les Troupes du Parlement faisoient tous ces mouvemens, le Roi se mit en campagne le 7. de Mai, & prit la route de Chester pour secourir cette Ville que le Chevalier *Brereton* tenoit assiégée. Mais il apprit en chemin, que le Siège étoit levé. Cela fut cause que n'ayant plus rien à faire de ce côté-là, il marcha vers *Leicester* & prit cette Ville d'assaut, le 30. de Mai.

Le Roi
marche vers
Chester,
pour en fai-
re lever le
Siège.

CHARLES

1.

1645.

Il prend

Leicester

d'assaut.

Fairfax as-

siège Ox-

ford.

22. Mai.

Il leve le

Siège, &

s'approche

du Roi

Cromwell

est dispensé

de l'Ordon-

nance *Self-**Denying.**Rushworth,**Vol. VI p. 39.*

Marches du

Roi.

Lettre de

Goring au

Roi inter-

ceptée.

Fairfax

prend la ré-

solution de

Dans ces entrefaites, le Parlement voyant que le Roi marchoit vers Chester, donna ordre au Général Fairfax d'aller faire le Siège d'Oxford. Pour obéir à cet ordre, Fairfax s'approcha d'Oxford, & en commença le Siège. Mais peu de jours après, le Parlement, ayant reçu la nouvelle de la prise de Leicester, craignit que le dessein du Roi ne fût d'entrer dans les Provinces Orientales associées; c'est pourquoi, il donna ordre à son Général de lever le Siège d'Oxford, & de s'approcher du Roi. Fairfax se mit donc en marche le 5. de Juin. Comme il y avoit beaucoup d'apparence qu'il y auroit bientôt Bataille, il écrivit au Parlement, pour le prier de dispenser Cromwell du service de la Chambre, & de lui ordonner de le venir joindre, pour commander la Cavalerie de son Armée, ce qu'il obtint fort aisément. Ainsi, Cromwell, qui avoit été un des plus ardens à faire passer l'Ordonnance pour exclure les Membres du Parlement, des Emplois Civils & Militaires, fut le seul qui conserva sa Place dans le Parlement, & son commandement dans l'Armée. Ce seroit-là une distinction très-honorable pour lui, s'il n'y avoit pas lieu de soupçonner, que c'étoit un effet de ses propres intrigues.

Cependant, le Roi n'étoit pas sans inquiétude. Il avoit appris qu'Oxford étoit assiégé, & il ne sçavoit pas encore que le Siège étoit levé, & que l'ennemi marchoit droit à lui. Cela lui fit prendre la résolution de s'avancer vers Oxford pour secourir cette Place qui lui étoit d'une très-grande importance. Pour cet effet, il alla camper à *Harborough*, d'où il envoya un Exprès au Général Goring, pour lui ordonner de le venir joindre, & de faire toute la diligence possible. C'est en ce même endroit, qu'il apprit que Fairfax avoit levé le Siège d'Oxford, & qu'ayant fait donner un assaut au Château de *Borstal*, il y avoit été repoussé avec beaucoup de perte. Cette nouvelle inspira une telle présomption à ses Troupes, ce qui leur étoit assez ordinaire, qu'elles s'imaginèrent que l'Armée ennemie ne pouvoit qu'être dans une extrême consternation, & qu'il falloit en profiter en lui allant livrer Bataille. Le Roi lui-même se laissa préoccuper de cette opinion qui lui faisant mépriser ses ennemis l'engagea malheureusement à s'avancer jusqu'à *Daven-*
try, dans la pensée qu'il seroit toujours maître de combattre quand il voudroit, & que ses ennemis n'oseroient jamais l'attaquer. Sans cela, il auroit pu se retirer à Leicester, & y attendre tranquillement un secours de deux-mille hommes, que le Colonel *Gerard* devoit lui amener du País de Galles, & de trois-mille chevaux que Goring pouvoit lui amener de l'Ouest. A l'égard de ce dernier, il arriva un accident qui contribua beaucoup à faire hâter la Bataille. Fairfax avoit envoyé à Oxford un homme qui, feignant de vouloir servir le Roi, avoit sçu si bien faire, que le Secrétaire *Nicolas* l'avoit chargé de porter un paquet au Général Goring qui étoit devant Tawnton. Cet homme s'étant acquitté de sa Commission, Goring crut qu'il ne pouvoit employer, pour porter une Lettre au Roi, un homme plus affidé que celui que le Secrétaire lui avoit envoyé. Il le chargea donc d'une Lettre pour le Roi, dans laquelle il lui disoit, qu'il espéroit d'être en peu de tems maître de Tawnton, & partant, qu'il le conjuroit de ne rien précipiter, & de se tenir sur la défensive, parce qu'il ne doutoit point d'être en état, dans douze ou quinze jours, de lui amener toutes les Troupes qui étoient sous son commandement. Le Roi ne sçut rien de cette Lettre qui fut portée à Fairfax. Mais elle fit com-

pren-

prendre aux Généraux du Parlement , qu'il étoit absolument nécessaire de donner Bataille avant que ces secours arrivât au Roi.

Suivant cette résolution , Fairfax continua toujours à s'avancer vers le Roi qui , ayant été mieux informé du nombre & des desseins de ses ennemis , résolut de se retirer à Leicester. Pour cet effet , il se mit en marche vers *Harborowgh* , où son Avant-garde arriva pendant que le reste de son Armée étoit encore à plus de deux milles derrière. Cette même nuit , il apprit que l'Armée ennemie n'étoit qu'à six milles de *Harborowgh* , & en effet , le Général *Ireton* , Gendre de Cromwell , étoit déjà tombé sur quelques quartiers du Roi , & y avoit fait plusieurs Prisonniers. Cela fut cause que , dans un Conseil de Guerre qui se tint pendant la nuit , il fut résolu de rebrousser chemin , & d'aller au devant des ennemis , vù l'impossibilité qu'il y avoit de continuer la marche vers Leicester , sans exposer l'Arrière-garde à une ruïne certaine. Ainsi , le Roi , s'étant remis en marche le matin du 14. de Juin , rencontra l'Armée du Parlement qui , sur la nouvelle de sa marche , s'étoit mise en Bataille sur la hauteur de *Nazeby*. Ce fut là que se donna cette Bataille fatale qui décida la querelle entre le Roi & le Parlement.

CHARLES
I.
1645.
donner Ba-
taille.

Le Roi s'y
détermine
aussi.

Le Prince Robert commandoit l'aîle droite de l'Armée du Roi , & le Chevalier *Marmaduke Langdale* la gauche. Le Chevalier *Jacob Ashley* conduisoit le Corps de Bataille , composé de toute l'Infanterie , & le Roi étoit à la tête du Corps de réserve. Du côté du Parlement , la Cavalerie de la droite étoit commandée par Cromwell , & celle de la gauche , par *Ireton*. Le Général Fairfax & le Major Général *Skippon* étoient tous deux à la tête du Corps de Bataille , le premier à la droite , & l'autre à la gauche.

Bataille de
Nazeby.
14. Juin.
Rushworth ,
Vol. VI. p. 42.

Le Prince Robert attaqua d'abord l'aîle gauche que commandoit *Ireton* , & après un combat qui fut assez long , & où il trouva beaucoup de résistance , il enfonça cette Cavalerie , la mit en déroute , & la poursuivit jusqu'au Village de *Nazeby*. En s'en retournant , il s'amusa quelque tems à vouloir se rendre maître du parc de l'Artillerie du Parlement. Il le fit même sommer de se rendre : mais comme on y avoit laissé une bonne garde , & qu'il n'avoit point d'Infanterie , il ne put exécuter ce dessein.

Dans ce même tems , Cromwell étoit engagé dans un combat fort opiniâtre avec *Marmaduke Langdale* : mais enfin , la Cavalerie du Roi prit la fuite , & fut poursuivie environ un quart de mille. Après cela , Cromwell , laissant un Corps de Cavalerie pour faire tête à celle du Roi , en cas qu'elle vînt à se rallier , retourna promptement au Champ de Bataille où ses amis avoient grand besoin de son secours.

L'Infanterie du Parlement étoit aux mains avec celle du Roi , & commençoit à être poussée d'une telle manière , qu'elle se trouvoit dans un grand désordre. Cromwell , qui retournoit victorieux , fit changer la face du combat , en chargeant en flanc l'Infanterie du Roi , qui ne put résister à cette attaque vigoureuse. Fairfax & *Skippon* profitèrent de ces secours , pour remettre en ordre leurs Troupes qui avoient été mal menées au commencement du combat , & enfin , l'Infanterie du Roi fut mise en déroute , d'une telle manière , qu'il n'étoit plus possible de la rallier.

Pendant ce tems-là , le Prince n'étant pas encore retourné au champ de Bataille , le Roi se trouvoit avec son Corps de réserve hors d'état d'aller at-

CHARLES
I.
1645.

taquer Cromwell qui étoit beaucoup plus fort que lui , & qui fut même rejoint par le Corps qu'il avoit laissé derrière. Dès que le Prince Robert fut retourné avec sa Cavalerie victorieuse , & qu'il se fut joint au Corps de réserve , le Roi fit tous les efforts possibles pour engager cette Cavalerie à charger encore une fois celle des ennemis , ne doutant point que , s'il pouvoit la mettre en déroute , il n'eût ensuite bon marché de l'Infanterie. Mais il ne put jamais obliger sa Cavalerie à faire cette seconde charge. Cela n'est pas fort étonnant , puisqu'elle ne pouvoit le faire sans un danger manifeste. Car Fairfax , Skippon & Cromwell , sans s'amuser à poursuivre l'Infanterie du Roi , dispersée dans la campagne , & hors d'état de pouvoir se rallier , avoient promptement remis leurs Troupes en ordre de Bataille. Ils faisoient face à la Cavalerie du Roi , & se préparoient ou à la recevoir ou à l'attaquer. Ainsi , pour pouvoir rétablir le combat , il auroit fallu que le Roi , avec une seule aile de Cavalerie , & son petit Corps de réserve , eût passé sur le ventre à l'Armée ennemie , à laquelle il ne manquoit qu'une de ses ailes qui avoit été mise en fuite. C'est ce que les Cavaliers voyoient clairement , & qui les empêcha d'obéir aux ordres du Roi. Dans ce même tems , il arriva un accident qui les engagea à prendre la fuite , ou qui leur en fournit le prétexte. Un Seigneur Ecossois , voyant que le Roi , malgré la résistance qu'il trouvoit dans ses propres Troupes , s'obstinoit à vouloir charger les ennemis , s'approcha de lui , en lui disant , *Sire , où allez-vous , voulez-vous courir à votre mort ?* & en même tems ayant porté la main sur la bride du cheval du Roi , il le détourna vers la droite. La Cavalerie du Roi , qui , comme je l'ai déjà dit , n'étoit nullement portée à combattre , voyant le cheval du Roi tourné , sans en sçavoir la raison , en prit occasion de se débander , & à fuir à vaude-route sans regarder derrière elle. Ainsi , le Roi se vit aussi contraint de se retirer , & de laisser la victoire à ses ennemis avec le champ de Bataille. Toute son Infanterie étoit tellement dispersée , que les ennemis firent autant de prisonniers qu'ils voulurent. Il perdit son Canon & tout son Bagage , parmi lequel se trouva sa cassette où étoient ses Papiers les plus secrets , que le Parlement eut la dureté de faire imprimer & publier , & particulièrement les Lettres concernant le Traité d'Uxbridge , dont on a vu ci-dessus quelques Extraits. Après cela , il ne fut plus en état de pouvoir mettre une Armée considérable sur pied. On prétend que , de son côté , il n'y eut pas plus de six cents hommes de tués , mais de ce nombre étoient plus de deux cents cinquante Officiers , & outre cela , l'Armée du Parlement fit plus de cinq mille prisonniers.

Le Roi est
mis dans
une entière
déroute.

Sa cassette
est prise.

Il se retire
dans le Pais
de Galles ,
& le Prince
Robert à
Bristol.

Le Roi & le Prince Robert se retirèrent ce même jour , par Leicester à *Ashby de la fouche* , où ils se reposèrent quelques heures après quoi ils continuèrent leur marche avec leur Cavalerie fort en désordre , jusqu'à Héréford où ils se séparèrent. Le Prince Robert prit la route de Bristol , pour mettre cette Place en état de soutenir un Siège , y ayant beaucoup d'apparence que les ennemis ne tarderoient pas long-tems à l'attaquer. Le Roi se retira dans le Pais de Galles , & fit quelque séjour au Château de *Ragland* , n'étant pas sans espérance de pouvoir former une autre Armée dans ces quartiers là. On ignore par quelle raison il s'obstina , contre toute apparence , à vouloir former une autre Armée en ce Pais-là , & dans les Provinces voisines , au lieu
de

de marcher avec la Cavalerie, dans celles de l'Oüest où il avoit un Corps de Troupes considérable, sous le commandement de Goring & de Richard Greenvil, avec quoi il auroit pu long-tems soutenir la Guerre.

Cependant, le Général du Parlement s'avança vers Leicester qui lui fut rendu par capitulation, quatre jours après la Bataille de Nazeby. Après cela, il marcha, en toute diligence, du côté de l'Oüest où il étoit très-nécessaire de mener du secours, tant pour délivrer la Ville de Tawnton avec le corps qui s'y étoit renfermé, que pour soumettre au Parlement les Provinces Occidentales qui étoient toutes au pouvoir du Roi. A l'approche de cette Armée, Goring leva le Siège de Tawnton, & peu de jours après, Fairfax le battit à Langport, lui tua beaucoup de monde, lui prit douze cens chevaux, & fit quatorze cens prisonniers. Cette victoire valut à Fairfax la prise de Bridgewater, de Bath, & de Sherboro, après quoi il alla faire le Siège de Bristol.

Tout le monde s'attendoit que le Prince Robert feroit des merveilles à son ordinaire, dans la défense de cette Place, qui étoit pourvûe d'une bonne Garnison, & de vivres & de munitions pour long-tems. Le Prince même avoit écrit au Roi, qu'il espéroit de la défendre au moins quatre mois. Cependant, l'Armée du Parlement s'étant approchée des Lignes qu'on avoit faites autour de la Place, & ayant repoussé quelques sorties de la Garnison, le Prince, sur la première sommation qui lui fut faite, consentit à capituler. Fairfax étoit arrivé proche des Lignes, le 23. d'Août, & la Capitulation fut signée le 10. de Septembre avant que les Assiégeans se fussent approchez des Murailles. Quand le Roi apprit que le Prince Robert avoit rendu Bristol de cette manière, il en fut tellement indigné, qu'il lui ordonna par une Lettre de se retirer hors du Royaume, & révoqua toutes ses Commissions. Le Prince publia un Manifeste pour justifier sa conduite : mais il n'y faisoit pas voir assez clairement, qu'il se fût trouvé dans la nécessité de rendre si-tôt une Place de cette importance.

Immédiatement après la prise de Bristol, le Général du Parlement reprit la route de l'Oüest, tant pour délivrer Plymouth, qui étoit toujours bloqué, que pour soumettre toutes ces Provinces au Parlement. Mais pour prévenir les inconvéniens où le Comte d'Essex étoit tombé l'année précédente, faute d'avoir une communication libre avec Londres, il donna ordre à Cromwell d'aller, avec un Corps de Cavalerie, se rendre maître des Places qui pouvoient empêcher cette communication. Il détacha aussi le Colonel Rainsborowgh, pour aller faire le Siège du Château de Berckley, qui étoit la seule Place que le Roi eût entre Glocester & Bristol. Pour lui, il se rendit à Bath, le 17. de Septembre, & y séjourna jusqu'à ce que ses Ordres fussent exécutez.

Cromwell, avec son détachement, alla se présenter devant le Château de Devizes, situé dans la Province de Wilt, & sur le grand chemin entre Londres & les Provinces de l'Oüest. Le Gouverneur fit mine de vouloir se défendre, & néanmoins il capitula dès le lendemain. Le même jour Cromwell détacha le Colonel *Pickering*, qui se rendit maître d'une maison nommée *Laycock*, où il y avoit Garnison pour le Roi. Après cela, ce détachement alla rejoindre l'Armée, & celui du Colonel Rainsborowgh

CHARLES
I.
1645.

Leicester se rend à Fairfax.
Rushworth, Vol. VI. p. 60.
Il marche vers l'Oüest. Tawnton est secouru.

Fairfax assiége Bristol qui se rend par Capitulation.
11. Septembre.
Ibid. p. 63.

Le Roi congédie le Prince Robert.
Myl. Clarendon, T. IV. p. 684.

Progrès du Général dans l'Oüest
Ibid. p. 89.

CHARLES I. 1645. en fit autant , après avoir pris le Château de *Berckley* par Capitulation.

Le 26. de Septembre , le Général assembla le Conseil de Guerre , où il fut résolu que l'Armée marcheroit plus avant dans les Provinces de l'Oüest. Mais comme le Prince de Galles , Fils-aîné du Roi , étoit dans ces quartiers-là , où il faisoit tous ses efforts , pour se mettre en état de défense , avec les Troupes de Goring , de Greenvil , & quelques autres , qui toutes ensemble faisoient un Corps assez considérable , le Général craignit de trouver beaucoup de difficultez dans cette expédition ; c'est pourquoi il crut devoir prendre ses sûretés pour conserver la communication avec Londres. Dans cette vûë , il détacha Cromvell encore une fois , & lui donna ordre de faire ses efforts pour se rendre maître du Château de Winchester , & ensuite de celui de *Basing* qui avoit déjà été assiégé deux fois inutilement.

Cromvell , avec son activité ordinaire , ayant marché droit à Winchester , se rendit maître de la Ville & du Château , par Capitulation. Quelques Soldats de la Garnison s'étant plaints à lui , qu'on les avoit dévalisez en sortant , il fit faire une exacte perquisition des coupables , dont il s'en trouva six qui furent condamnés à la mort. Il les fit tirer au sort , & en ayant fait exécuter un , il envoya les cinq autres au Gouverneur d'Oxford , pour en faire ce qu'il trouveroit à propos. Mais le Gouverneur les lui renvoya , en le remerciant de sa justice & de sa civilité.

De Winchester , Cromvell marcha droit à *Basing* , où se trouvoit le Comte de Winchester avec une bonne Garnison. Comme il refusa de se rendre , il fut attaqué si brusquement & si vivement , que la Place fut emportée d'assaut , & lui-même fait prisonnier & envoyé à Londres. Après cela , Cromvell s'empara de la Maison de *Longford* , qui lui fut renduë par Capitulation.

Pendant ce tems-là , Fairfax , continuant sa marche vers l'Oüest , arriva devant *Tiverton*. Il avoit résolu de faire donner l'assaut à cette Place : mais pendant qu'on en concertoit l'ordre & la maniere , dans un Conseil de Guerre , un coup de Canon ayant par hazard rompu la chaîne du Pont levis , & le Pont étant tombé , les Soldats de l'Armée , sans attendre l'ordre , se jetterent dans la Place , & s'en rendirent maîtres.

Ensuite , l'Armée marcha vers *Excéter* , Ville Capitale de la Province de Devon. Mais comme cette Ville étoit forte , qu'il y avoit une nombreuse Garnison , & que la saison ne permettoit pas d'entreprendre un Siège de cette importance , il fut résolu de la bloquer jusqu'à ce qu'on pût en faire le Siège dans les formes.

Le Prince de Galles assemble une Armée dans l'Oüest

Fairfax marche à lui.

Pendant que le Général étoit occupé à établir ce blocus , ce qui dura jusqu'au mois de Décembre , pour construire seulement les Forts nécessaires du côté de l'Orient , le Prince de Galles eut le temps d'assembler toutes les Forces que le Roi avoit en ce Pais-là , avec les Milices de Cornouaille , & de former une Armée de huit mille hommes. Fairfax , ayant eu avis que les ennemis se dispoisoient à marcher contre lui , résolut de les prévenir en marchant lui-même contre eux. Il fit tant de diligence , qu'il surprit une de leurs brigades de Cavalerie , commandée par le Lord Wentworth , & en prit trois à quatre cens Chevaux. Cela obligea les Généraux du Roi à tenir bride en main ,

main, à lever le blocus de Plymouth, pour renforcer leur Armée, & à passer la Rivière de Thamer, pour se retirer en Cornouaille.

La retraite du Prince en Cornouaille, procura au Général Fairfax la facilité d'attaquer Dartmouth, Port de Mer très-important, dont il se rendit maître par assaut, la saison ne lui ayant pas permis de l'assiéger dans les formes.

Après avoir remporté tous ces avantages, Fairfax reprit la route d'Excé-
ter, & acheva de bloquer entièrement cette Ville. Peu de tems après, il laissa le commandement du blocus au Chevalier Hardres Waller, pour aller lui-même au devant du Lord Hopton, qui marchoit à la tête de sept ou huit mille hommes pour secourir Excé-ter. Le Général Goring s'étant retiré en France, le Prince de Galles avoit donné au Lord Hopton le Commandement de son Armée. Fairfax, en s'approchant des ennemis, apprit, que le Lord Hopton s'étoit retranché dans la petite ville de Torrington, afin de le mettre dans la nécessité, ou de l'attaquer dans ce poste avantageux, ou de tenir la Campagne pendant une saison fort pluvieuse, dans un País où il n'y avoit que peu de Villages pour y mettre l'Armée à couvert du mauvais tems. Fairfax ayant pesé les inconvéniens qu'il y avoit à laisser les ennemis dans ce Poste, prit la résolution de les y attaquer. Pour cet effet, il s'avança jusqu'à un mille de Torrington, & s'empara de quelques postes, à dessein de faire l'attaque le lendemain. Mais pendant la nuit, les Troupes de Hopton ayant voulu déloger celles du Parlement de quelques-uns de leurs postes, & celles-ci ayant reçu du secours de l'Armée, le combat s'engagea insensiblement, & dura presque toute la nuit. Enfin, après qu'on eut combattu long-tems dans l'obscurité, les retranchemens du Lord Hopton furent forcez, & il se vit obligé de se retirer avec sa Cavalerie, & quatre ou cinq cens hommes d'Infanterie seulement, de quatre mille qu'il en avoit eu avant le Combat. Ainsi, toute son Infanterie fut tuée ou prise, ou tellement dispersée, qu'il ne fut pas possible à ceux qui se sauverent d'aller rejoindre leur Général qui s'étoit retiré en Cornouaille.

Après cette nouvelle victoire, Fairfax jugea que sa grande affaire étoit de ruiner entièrement la Cavalerie ennemie qui s'étoit sauvée de Torrington, & qui consistoit en trois mille Chevaux, & d'empêcher qu'elle ne pût percer quelque part, pour aller joindre le Roi. Au lieu donc de retourner à Excé-ter, il prit la résolution de marcher en Cornouaille avec toute son Armée. Il se mit en marche le 23. de Février, & s'étant rendu maître des passages de la Rivière de Thamer, il y laissa de fortes gardes, comme aussi dans tous les endroits où il jugeoit que les ennemis pourroient tenter de passer, s'ils avoient dessein d'aller joindre le Roi, comme il étoit apparent. Le Lord Hopton, voyant que Fairfax s'avançoit vers lui, & ne se trouvant pas en état de le combattre, quitta Bodmin, où il s'étoit d'abord posté, & se retira plus loin du côté de l'Oüest. Cependant Fairfax s'avançoit toujours, prenant toutes les précautions possibles pour faire bien garder tous les passages par où l'ennemi pourroit lui échapper.

L'approche de l'Armée du Parlement fit enfin résoudre le Prince de Galles à mettre sa Personne en sûreté, en se retirant dans l'Isle de Scilly où il arriva heureusement. Cependant, le Lord Hopton se trouvoit dans un extrême

CHARLES
I.

1645.

Le Prince
se retire en
Cornouaille
Fairfax se
rend maître
de Dart-
mouth.
Il perfec-
tionne le
blocus d'Ex-
céter.

Il bat le
Lord Hop-
ton à Tor-
rington.

1648.

Rushworth,
Vol. VI. p. 99.

Il le suit en
Cornouail-
le.

Février.

1648.

Le prince
de Galles se
retire dans
l'Isle de
Scilly.

me

CHARLES I.
1645.
L'Armée de Hopton capitule avec le Général.
14 Mars.
1645.
Rushworth, Vol. VI. p. 110

me embarrass, d'autant plus que le Peuple du Païs, qui étoit auparavant dévoué au Roi, commençoit à changer d'avis, & s'offroit même volontairement au Général Fairfax, pour garder les passages par où la Cavalerie du Roi pourroit se retirer. Enfin, l'Armée du Parlement étant arrivée tout proche de Truro où le Lord Hopton avoit son quartier, Fairfax lui écrivit pour lui offrir une honnête composition, s'il vouloit capituler. En attendant la Réponse, il s'avança toujours vers les ennemis, & battit un de leurs quartiers où il leur enleva trois cens Chevaux. Enfin, pour n'entrer point dans un détail dont les circonstances ne sont pas absolument nécessaires, je me contenterai de dire en peu de mots, que le Lord Hopton se voyant enveloppé de tous côtez, & sans espérance de pouvoir échapper, consentit à capituler. Par le Traité qui fut signé le 14. de Mars, il fut convenu, que toutes les Troupes qui étoient sous le Commandement du Lord Hopton seroient congédiées, & qu'il leur seroit permis, ou de passer la Mer, ou de retourner dans leurs maisons. Que tous les Chevaux & toutes les armes seroient livrées au Général Fairfax, & que chaque Cavalier recevrait vingt Schellings pour son cheval. Qu'on donneroit des Passeports à ceux qui voudroient passer la Mer, après qu'ils auroient fait serment de ne servir plus contre le Parlement. Il y avoit plusieurs autres Articles dont le détail est peu nécessaire, parce qu'ils ne regardoient que la maniere d'exécuter le Traité. Les Lords Hopton & Culpeper se retirèrent dans l'Isle de Scilly, avant que le Traité fût signé. Ainsi, l'Armée que le Roi avoit eüe dans l'Ouest, fut entièrement dissipée. Après cela, Fairfax retourna devant Excéter qui lui fut rendu par capitulation, le 9. d'Avril 1646. Ce fut par-là qu'il termina son expédition dans l'Ouest, qui ne pouvoit être plus glorieuse pour lui, ni plus avantageuse au Parlement, puis qu'il ne resta plus au Roi ni Places ni Troupes en ce Païs-là.

Il est tems présentement de dire un mot de ce qui se passoit dans le reste du Royaume, pendant que l'Armée du Parlement étoit occupée à réduire les Provinces Occidentales.

Ce que les Ecoïlois firent en Angleterre en 1645.

L'Armée d'Ecosse, après avoir pris Nevvcastle, au mois d'Octobre de l'année 1644, se partagea en deux Corps, dont l'un alla faire le Siège de Carlisle, qui ne se rendit par Capitulation, qu'au mois de Juin 1645.

L'autre partie de cette Armée n'osa s'attacher à aucun Siège, parce que le Comte de Montrose, qui servoit le Roi en Ecosse, ayant eu de grands succès en ce Païs-là, il étoit à craindre que le Roi ne prît la résolution de lui envoyer des Troupes pour le renforcer. C'est pourquoi les Ecoïlois se tenoient toujours à portée pour s'y opposer. Cela devint encore plus nécessaire après la Bataille de Nazeby, y ayant beaucoup d'apparence, que le Roi, avec sa Cavalerie, prendroit la résolution d'aller se joindre au Comte de Montrose. D'ailleurs, les Ecoïlois, en se tenant ainsi dans le milieu du Royaume, mettoient des obstacles aux levées des Soldats que le Roi auroit pû faire dans ces quartiers-là. Enfin, après la prise de Carlisle, les deux Corps s'étant rejoints, ils allèrent assiéger Héréford, sur la fin du mois de Juillet. Mais après avoir inutilement continué ce Siège durant plus d'un mois, ils le leverent au commencement de Septembre. Le Comte de *Leven*, leur Général, publia sur ce sujet une espèce d'Apologie où il disoit, entre autres choses, que, depuis
six

Rushworth, Vol. VI. p. 133

six mois, ils n'avoient reçu qu'un mois de paye. Qu'on leur avoit promis de les pourvoir de tout ce qui étoit nécessaire pour un Siège ; mais qu'on leur avoit manqué de parole puisqu'on ne leur avoit envoyé que trois pièces de Canon, & cent cinquante boulets. Qu'ils n'avoient que fort peu de Cavalerie, & que, le Roi s'étant approché d'eux avec trois mille chevaux, il leur avoit été impossible de continuer le Siège. Enfin, que, dans le même tems, le Général *David Lesley* avoit été obligé de marcher en Ecosse avec un gros Corps de Cavalerie & de Dragons, pour aller s'opposer à Montrose.

CHARLES
I.
1645.

Après que le Siège de Héréford fut levé, l'Armée d'Ecosse se retira dans la Province d'Yorck, se plaignant assez hautement d'être entièrement négligée. Sur cela, le Parlement lui assigna trente mille livres sterling, à condition qu'elle iroit faire le Siège de *Newarck*, & ordonna que les Provinces Orientales associées lui fourniroient quatorze cens livres sterling par semaine. Les Ecossois ayant accepté ces conditions, le Siège de *Newarck* fut commencé vers la fin du mois d'Octobre de l'année 1645. & dura jusqu'au mois de Mai 1646.

Ils assiègent
Newarck.

Dans le mois de Juillet, le Château de *Pontfract* se rendit au Parlement, & quatre jours après, celui de *Scarborowgh* capitula aussi, après avoir soutenu un long Siège, où le Chevalier *Jean Meldrum* avoit été tué.

J'ai laissé le Roi depuis la Bataille de Nazeby, dans le Païs de Galles où il s'étoit retiré, & où ils s'occupoit à chercher les moyens de refaire une nouvelle Armée. Quant à la maniere de disposer de sa Personne, il n'étoit gueres possible qu'il pût prendre aucune résolution avant que de sçavoir ce que ses ennemis avoient dessein de faire après leur victoire. Mais lors qu'il vit le Général *Fairfax* engagé dans les Provinces de l'Ouest, avec son Armée, il sortit de sa retraite avec sa Cavalerie consistant en trois mille Chevaux. Comme le Parlement n'avoit que fort peu de Troupes dans le milieu du Royaume, le Roi se rendit sans aucun risque à *Lichfield*, & de là, il entra dans les Provinces Orientales associées, & y prit la Ville de *Huntington* où il fit un assez grand butin, après quoi, il se rendit à *Oxford*. Trois jours après, il en partit, après avoir renforcé de quelques Troupes sa petite Armée, & alla se poster à *Cambden*.

Le Roi fort
du Païs de
Galles.

Il prend
Huntington

Le Parlement, jugeant que le dessein du Roi étoit de secourir *Bristol* ou *Héréford*, qui étoient tous deux assiégés dans le même tems, donna ordre aux Colonels *Poyntz* & *Rossiter* d'assembler autant de Troupes qu'il leur seroit possible, & d'observer avec soin tous les mouvemens du Roi. Ces deux Colonels assemblèrent environ deux mille Chevaux, & allèrent se poster entre le Roi & *Oxford*. Mais dans ce même tems, les Ecossois ayant levé le Siège de *Héréford*, le Roi se rendit dans cette Ville, & y demeura jusqu'au 20. de Septembre. Ce fut là qu'il apprit la reddition de *Bristol*.

Il se rend
à Héréford.

A peu près dans le même tems, le Colonel *Jones* & l'Ajudant Général *Lothian* qui servoient le Parlement, assiégeans le Château de *Beeston*, partirent tout d'un coup de ce Siège avec treize cens hommes, & allèrent surprendre *Chester*, dont ils gagnèrent même une partie. Mais comme ils n'avoient pas assez de monde pour pouvoir se rendre maîtres de toute la Ville, ils se contenterent de se maintenir dans ce qu'ils avoient acquis, en atten-

CHARLES

I.

1645.

Le Roi marche pour se courir Chester.

Rashvorth, Vol. VI. p. 117

Il est mis en déroute.

Il se retire dans le País de Galles.

Il se rend enfin à Oxford.

Ses Partisans de Londres lui font espérer que le Parlement voudra faire la Paix.

Le Chevalier *Brevelton*, qui devoit leur amener du renfort. Comme le Roi attendoit alors d'Irlande un Corps de Troupes qui ne pouvoient débarquer qu'à Chester, cette Ville étoit d'une si grande importance pour lui, qu'il partit sur le champ pour en aller chasser les ennemis qui en avoient déjà une partie en leur pouvoir. Il ne fut pas plutôt en marche, que Poyntz se mit à ses trousses, & l'atteignit à deux milles de Chester, ce qui l'obligea à tourner visage contre ceux qui le suivoient. Le combat fut d'abord assez opiniâtre : mais comme le Roi avoit environ cinq mille hommes, & que Poyntz n'en avoit que deux mille, celui-ci fut vivement poussé & mis dans un extrême désordre. Cependant, dans le tems que le Roi se croyoit absolument victorieux, Jones & Lothian arriverent de Chester avec huit cens hommes, & ayant attaqué les Troupes du Roi par derriere, les obligerent à tourner tête contre eux. Cela donna le tems à Poyntz de rallier son monde, & de tomber ensuite sur l'Armée du Roi, qui se vit en même tems, attaquée devant & derriere, & qui enfin, fut mise dans une entiere déroute, avec perte de six cens hommes tuez, & de mille faits prisonniers. Le Comte de Lichfield, & quelques autres Officiers de qualité furent du nombre des premiers. Ce ne fut pas sans difficulté, que le Roi, avec le débris de son Armée, trouva le moyen de se retirer dans le País de Galles où il demeura quelque tems ; après quoi, avec un Corps d'environ trois mille hommes, il se rendit à Newarck dans la Province de Nottingham. Il séjourna dans cette Ville, jusqu'à ce que craignant d'y être assiégé par l'Armée d'Ecosse qui s'en approchoit, il en partit pendant la nuit, & se retira heureusement à Oxford où il arriva le 6. de Novembre, n'y ayant plus d'autre ressource que de faire la Paix avec le Parlement.

Mais cette Paix n'étoit pas facile à faire. Le Roi auroit bien volontiers accordé, dans la situation où ses affaires se trouvoient, quelque chose de ce qu'il avoit auparavant refusé : mais il ne vouloit pas céder tout. Le Parlement, de son côté, vouloit faire la Paix en victorieux, & en aggraver les conditions, au lieu de les rendre plus supportables.

Cependant, malgré les difficultez qui devoient naturellement se rencontrer dans la conclusion de la Paix, les Partisans que le Roi avoit dans Londres, ne laissèrent pas de lui faire espérer, que les divisions qu'il y avoit entre les Presbytériens & les Indépendans pourroient lui être favorables. On lui fit entendre, que les premiers étoient outrez de voir le Parti des Indépendans s'accroître & se forfier de jour en jour, & qu'on ne doutoit pas que s'il pouvoit obtenir la permission de venir traiter en personne avec les deux Chambres, les Presbytériens du Parlement ne trouvassent des moyens pour faire la Paix, afin de se délivrer du joug des Indépendans. Que la Ville de Londres étoit presque toute Presbytérienne, que le Roi y avoit aussi beaucoup de Partisans, & si le Parlement témoignoit de l'Inclination pour la Paix, à quoi il y avoit beaucoup d'apparence, il ne seroit pas au pouvoir des Indépendans, d'en empêcher la conclusion. Tout cela étoit le mieux du monde : mais il auroit fallu auparavant éclaircir ce qu'on devoit entendre par le mot de *Paix*. Il est très-apparent que le Parlement, ou le Parti Presbytérien, qui étoit toujours dominant, auroit très-volontiers consenti à la Paix, si le Roi avoit voulu passer deux Articles qui étoient regardez comme

absolu-

absolument nécessaires, sçavoir l'abolition de l'Episcopat, & des sûretés suffisantes pour l'exécution de ses promesses. Car c'étoit dans ces deux points que consistoit le Systême de la Paix que les deux Chambres établissoient. Mais ce n'étoit pas-là celui du Roi. Il entendoit toujours qu'on devoit faire une Paix telle qu'il la souhaitoit, & dont j'ai souvent expliqué le sens. Il est vrai, que dans les circonstances où il se trouvoit, il vouloit bien, par rapport aux sûretés, accorder quelque chose de plus que ce qu'il avoit déjà offert : mais rien n'étoit capable de le faire consentir à l'abolition de l'Episcopat. Ainsi, en conservant toujours l'ambiguïté qui se trouvoit dans le terme de Paix, il se persuada, que, s'il pouvoit obtenir la liberté d'aller traiter à Londres avec les deux Chambres, il ne lui seroit pas impossible, avec le secours de ses Partisans, d'obliger le Parlement à faire la Paix avec lui, de la manière qu'il l'entendoit, quoique rien ne fût plus éloigné de l'intention des deux Chambres.

CHARLES,
I.
1645.

Dans cette pensée, le 5. de Decembre, il demanda un Saufconduit aux deux Chambres, pour le Duc de Richemont, le Comte de Southampton, & quelques autres, qui devoient leur porter des propositions de sa part.

Le 15. du même mois, il renouvela sa demande, se plaignant de n'avoir point eu de Réponse.

Le 26. il leur envoya un troisième Message, qui portoit :

„ Qu'il concevoit, que les Négociations précédentes avoient été infructueuses, parce que les Commissaires n'avoient pas eu des Pouvoirs assez étendus. Qu'il offroit donc d'aller traiter en personne avec les deux Chambres, pourvu qu'on lui donnât des sûretés de la part des deux Chambres, des Commissaires d'Ecosse, du Maire de Londres, des Aldermans, du Conseil Commun, de la Milice de la Ville, des principaux Officiers des deux Armées d'Angleterre & d'Ecosse, pour pouvoir demeurer à Londres en toute sûreté pendant quarante jours, & s'en retourner, &c.

„ Il déclaroit par avance, qu'il vouloit bien consentir, que pour un certain tems, & avec le Pouvoir offert par les Commissaires à Uxbridge, la disposition de la Milice fût confiée à trente Seigneurs, dont il donneroit les noms, ou bien, qu'il en nommeroit la moitié, & les deux Chambres, l'autre moitié.

Avant que les deux Chambres eussent reçu ce dernier Message, elles avoient déjà répondu aux deux premiers :

„ Que Sa Majesté ayant fait un fréquent usage des Propositions de Paix pour des vûes toutes différentes, elles ne pouvoient plus compter sur ces sortes d'offres générales, ni par conséquent, accorder le Saufconduit que le Roi leur demandoit. Mais qu'elles travailloient actuellement à des Propositions & à des Bills, qui seroient communiés aux Commissaires d'Ecosse, & ensuite présentés à S. M.

Le Roi repliqua le 29. de Decembre. Il se plaignoit de ce qu'on lui refusoit le Saufconduit pour ses Envoyez. Il insistoit sur la demande d'un Traité personnel, & demandoit une Réponse à son Message du 26. Il disoit que la pensée d'aller à Londres ne lui seroit jamais venue dans l'esprit, s'il n'avoit pas une sincère intention de faire la Paix.

Le 15. de Janvier (1), il envoya un nouveau Message aux deux Cham-

Le Roi fait divers efforts inutiles pour porter le Parlement à la Paix. Rushworth, «Vol. VI. p. 215. & 216.

«Rushworth, «Vol. VI. p. 217. & suiv.

CHARLES
I.
1645.

bres, où il se plaignoit de ce qu'on ne lui donnoit point de Réponse, il disoit, "que le moyen qu'il proposoit pour parvenir à la Paix étoit un Traité personnel à Westminster, où le Gouvernement de l'Eglise seroit établi sur le pied qu'il l'étoit sous les Regnes d'Elizabeth & de Jacques, avec une entière liberté de ne pas se conformer au Service établi par les Loix, & un libre usage du Directoire à ceux qui voudroient s'en servir. Que le consentement étant donné des deux côtez, pour congédier les Armées, il se rendroit à Londres, & se joindroit aux deux Chambres, pour ordonner ce qui regardoit le paiement des dettes publiques, & tâcheroit de faire en sorte, que les affaires d'Irlande & de la Milice s'accommodassent à la commune satisfaction des Parties. Qu'il ne doutoit pas qu'il ne donnât aussi contentement aux deux Chambres; touchant la nomination de l'Amiral, & des autres Officiers."

Le 13. de Janvier 1645. deux jours avant la date de ce dernier Message, les deux Chambres avoient répondu à celui du 29. de Decembre :

" Qu'il y avoit eu beaucoup de sang répandu dans la Guerre que le Roi faisoit à son Parlement.

" Que le Roi avoit fait venir des Irlandois Papistes & Rebelles, en Angleterre & en Ecosse, & qu'il travailloit actuellement à y en faire venir un plus grand nombre, aussi-bien que d'autres forces étrangères.

" Que le Roi étoit encore actuellement en armes, aussi-bien que le Prince son fils, & que la Guerre se faisoit en Ecosse par ses ordres exprès.

" Que jusqu'à ce que les deux Chambres eussent reçu une satisfaction convenable, & des sûretés pour l'avenir, elles ne pouvoient consentir que le Roi se rendît au Parlement.

" Que cela même ne leur paroissoit pas un moyen suffisant pour faire la Paix, puisque le Roi ne proposoit de venir au Parlement, que pendant quelques jours, pour recommencer ensuite les hostilités.

" Que le Roi ne se contentoit pas de demander des sûretés des deux Chambres, mais encore de ceux qui leur étoient Sujets, ce qui dérogeoit à l'autorité du Parlement.

" Que le seul moyen pour parvenir à une bonne Paix, étoit que le Roi donnât son consentement aux Propositions qui lui seroient présentées.

" Que d'ailleurs, le Roi ne faisoit aucune mention de l'Ecosse.

Le Roi dans une Replique qu'il fit à cette Réponse, se plaignit beaucoup des reproches que les deux Chambres lui faisoient, & il leur en fit à son tour d'assez aigres. Il persistoit à demander qu'on répondît à son Message du 15. de Decembre, disant que ce qu'on lui avoit répondu ne devoit pas être regardé comme une Réponse.

Mais le 24. du même mois, il fit une Replique plus étendue à cette même Réponse, & à chacun des Articles particuliers qu'elle contenoit. En voici la substance.

1. *Qu'il y avoit eu beaucoup de sang répandu.* C'étoit pour cela qu'il souhaitoit qu'il ne s'en répandît pas davantage.

REMARQUE. Les sens de l'objection des deux Chambres étoit, qu'y ayant eu beaucoup de sang répandu dans cette Guerre, il étoit juste d'en punir les auteurs, & que le Roi continuant à les protéger, il étoit nécessaire de continuer la Guerre, jusqu'à

jusqu'à ce qu'il fût obligé de les livrer à la Justice. Ainsi, la réplique générale du Roi sur cet Article, ne répondoit pas à l'objection.

CHARLES
I.
1645.

2. *Qu'il avoit fait venir des Irlandois pour l'assister.* Il répondoit, que ces Irlandois étoient pour la plûpart des Anglois qui avoient été envoyez en Irlande, & que le Parlement y laissoit périr faute de secours.

REMARQUE. *Il ne s'agissoit pas dans l'objection, des Troupes Angloises que le Roi avoit fait venir d'Irlande. Les deux Chambres n'avoient garde de donner à ces Soldats, le nom d'Irlandois. Mais il s'agissoit de plusieurs Irlandois Catholiques que le Roi avoit dans son Armée, & particulièrement, d'un Corps de dix mille hommes que le Comte de Glamorgan devoit lui amener. Le Roi feignoit de ne pas entendre les deux Chambres & faisoit à cette objection, une réponse illusoire.*

3. *Que le Prince étoit en armes.* Le Roi répondoit qu'il n'y avoit-là rien d'extraordinaire, puisque la Paix n'étoit pas encore faite.

4. *Que le Roi ne demandoit d'être au Parlement que pour peu de jours.* Il répondoit en protestant qu'il avoit sincèrement intention de faire la Paix.

REMARQUE. *Le Parlement n'en doutoit pas : mais il croyoit que le Roi ne vouloit venir à Londres, que pour forcer, par le moyen de ses partisans, les deux Chambres à faire une Paix telle qu'il la souhaitoit. Ainsi, cette Réponse générale n'étoit pas capable de les satisfaire.*

Que les sûretés que le Roi demandoit dérogeoient à l'autorité du Parlement.

Le Roi répondoit que les causes qui l'avoient obligé à s'absenter du Parlement, subsistant toujours, il étoit nécessaire qu'il prit ses sûretés. Que d'ailleurs, il ne connoissoit point de Loi, par laquelle Londres & sa Milice fussent Sujets aux deux Chambres.

6. *Qu'il n'avoit pas fait mention de l'Ecosse.*

Il répondoit, qu'il en avoit parlé dans son premier Message.

Enfin, il demandoit des Réponses positives à ses derniers Messages.

Le 29. Janvier (1), le Roi envoya encore aux deux Chambres un autre Message, où il désavouoit positivement le Comte de Glamorgan, par rapport au Traité qu'il avoit fait avec les Rebelles d'Irlande. Il disoit, qu'il n'avoit donné pouvoir à ce Comte, "que de lever un Corps de Troupes en ce Pais-là, & de les lui amener en Angleterre; mais non pas de traiter avec les Irlandois sur aucun autre Article, sans l'ordre & la direction du Lord Lieutenant. Que cela paroïssoit en ce que le Marquis d'Ormond avoit fait arrêter le Comte de Glamorgan, & qu'il avoit un ordre exprès de le poursuivre en justice."

REMARQUE. *Le déguisement dont le Roi usoit en cette occasion paroitra manifestement dans ce qui sera dit tout à l'heure touchant ce Traité.*

Le Roi ajoutoit, "que si les deux Chambres vouloient lui accorder un Sauveconduit pour se rendre à Londres, il étoit nécessaire qu'il en eût connoissance au plutôt, afin qu'il pût d'abord envoyer un Exprès en Irlande, pour prévenir la conclusion de la Paix dans ce Royaume, le Marquis d'Ormond ayant pouvoir de la conclurre."

"Que si on le recevoit au Parlement, & que la Paix s'en ensuivît, il laisseroit aux deux Chambres le maniement de la Guerre d'Irlande."

O o o iij

" Qu'il

CHARLES I.
1645. » Qu'il consentiroit, que pendant l'espace de sept ans, les deux Chambres nommassent les Commissaires de la Milice, sous les conditions exprimées dans le Mémoire donné par les Commissaires à Uxbridge le 1. de Février 1645.

» Que si la Paix se faisoit, il laisseroit aux deux Chambres, pour cette fois seulement, la nomination du Grand Amiral, & des autres Grands Officiers, ou pour leur vie, ou *Quamdiu se benè gesserint*. Qu'il consentiroit, qu'ils ne fussent responsables qu'au Roi & aux deux Chambres.

» Que par rapport à la Religion, il consentiroit que tous les Protestans eussent une entière liberté de conscience, avec l'exercice de leur Religion.

» Qu'il consentiroit à une Amnistie.

» Qu'il offroit la même chose pour l'Ecosse.

Le Roi ne s'étoit jamais tant avancé, & néanmoins, tous les efforts pour obtenir un Saufconduit furent inutiles. Les deux Chambres étoient si persuadées de son habileté dans le choix des termes qu'il employoit, qui pour l'ordinaire étoient ambigus, & pouvoient recevoir un autre sens que celui qui paroïssoit d'abord, qu'elles ne pouvoient se résoudre à traiter avec lui sur ses propres propositions. D'ailleurs, elles ne doutoient point que la proposition d'un Traité personnel ne fut un piège qu'il leur tendoit, pour les forcer à faire la Paix de la manière qu'il le souhaitoit. Elles ne firent donc à ses divers Messages aucune autre Réponse que celle qu'on a déjà vûe. Ainsi, cette espèce de Négociation, dont le Roi avoit espéré quelque heureux succès, ne produisit autre chose, que de laisser les affaires dans l'état, où elles étoient auparavant.

Projet du
Roi de faire
la Paix avec
les Rebelles
d'Irlande.
Rushworth,
Vol. VI. p. 238
& suiv.

On vient de voir que les deux Chambres reprochoient au Roi qu'il travailloit actuellement à faire venir en Angleterre, un Corps de Troupes Irlandoises, que le Roi ne le désavouoit pas, mais qu'il nioit d'avoir donné au Comte de Glamorgan aucun pouvoir pour traiter avec les Rebelles sur aucun autre Article. Cela étoit vrai à la lettre; mais le Roi n'avoit garde de faire connoître toute l'étendue de cet Article, & néanmoins, les deux Chambres en étoient parfaitement informées, ainsi qu'on le verra dans la suite. Pour faire bien comprendre & l'Objection & la Réponse, je rapporterai ici ce qui s'étoit passé en Irlande sur ce sujet. Ce n'est pas un Article des moins curieux du Regne de Charles I. quoique le Comte de Clarendon n'ait pas jugé à propos d'en parler.

Rushworth,
Vol. V. p. 895.
& suiv.

La Trêve que le Roi avoit faite avec les Rebelles d'Irlande, n'avoit pas entièrement fait suspendre les hostilités en ce Pais-là. Le Lord *Inchiquin* qui commandoit dans la Province de Munster, pour le Parlement, & le Major Général *Monroe* qui étoit à la tête des Troupes auxiliaires d'Ecosse dans l'Ulster, avoient refusé d'accepter la Trêve. D'un autre côté, les Troupes Angloises que le Roi avoit tirées d'Irlande, avoient été entièrement ruinées, & dissipées en Angleterre. Ainsi, le Roi n'avoit retiré aucun avantage de cette Trêve dont il avoit déguisé les motifs avec tout le soin possible. Il avoit prétendu, qu'il avoit été indispensablement obligé de la conclure, pour sauver les Anglois de la ruine totale dont ils étoient menacez, par la supériorité des Rebelles, & par la négligence du Parlement à envoyer du secours en Irlande. Mais quand on vit venir ces Troupes Angloises en Angleterre,

terre , on eut pas beaucoup de peine à comprendre la véritable raison de cette Trêve. CHARLES
I.
1645.

Le Roi n'ayant pas tiré de cet artifice tout l'avantage qu'il en avoit espéré , ne se désista pourtant pas du dessein de se servir du secours des Irlandois , pour continuer la Guerre contre le Parlement. Au contraire , il forma le projet de conclurre la Paix avec les Rebelles , afin de pouvoir se servir , non seulement du reste des Troupes Angloises qui étoient encore en Irlande , mais encore d'un bon Corps d'Irlandois , qu'il vouloit faire venir en Angleterre. Il ordonna donc au Marquis d'Ormond , Lieutenant d'Irlande , de travailler à cette Paix , à laquelle néanmoins il se trouvoit des difficultez qui paroïssent insurmontables. Pour pouvoir faire la Paix avec les Irlandois , il falloit nécessairement les contenter par rapport à la Religion. Mais c'étoit ce que le Roi ne pouvoit faire , sans détruire toutes ses protestations touchant son grand zèle pour la Religion Protestante , & sans confirmer en quelque maniere les soupçons de ceux qui croyoient qu'il avoit eu part à la Rebellion d'Irlande. En un mot , il ne pouvoit faire cette démarche , sans abandonner les intérêts des Protestans d'Irlande , & sans donner aux Catholiques de ce Royaume des avantages qui les rendroient fort supérieurs aux Protestans. Il falloit encore abandonner les intérêts de l'Angleterre , & lui faire perdre en grande partie , la domination qu'elle avoit toujours eüe sur l'Irlande , depuis la conquête de ce Royaume. Il étoit même dangereux , qu'une pareille démarche ne lui fit perdre beaucoup de Partisans en Angleterre. Ceux qui étoient attachez à lui de bonne foi , & qui étoient persuadés , qu'il n'agissoit que par des motifs de justice & de Religion , n'auroient pu qu'ouvrir les yeux , en le voyant trahir manifestement les intérêts de l'Angleterre & de la Religion Protestante , s'il avoit fait avec des Irlandois une Paix telle qu'ils la demandoient. C'étoient-là de grandes difficultez qui ne pouvoient être surmontées que par l'un de ces deux moyens : ou en persuadant aux Irlandois de se contenter des promesses générales qu'il pouvoit leur faire , qu'il les satisferoit , quand il se trouveroit dans d'autres conjonctures , & dans une plus grande liberté ; ou bien en couvrant de quelque prétexte spécieux , les graces qu'il falloit leur accorder , pour avoir la Paix. A l'égard du premier , le Roi n'oublia rien de ce qu'il crut capable de porter les Irlandois à se confier à ses promesses , & ce fut à cela que le Marquis d'Ormond fut long-tems occupé , sans pouvoir y réussir. Les Irlandois étoient inflexibles , & ne vouloient point se contenter de simples paroles. Le second moyen étoit encore plus impraticable : car de quel prétexte pouvoit-on couvrir un abandonnement entier des intérêts de la Religion & de l'Angleterre ?

Cependant , comme le Roi espéroit qu'avec le secours qu'il tiroit de l'Irlande , il se mettroit en état de faire la loi au Parlement , & qu'alors , il ne seroit plus obligé à garder tant de ménagemens , il résolut de ne pas se priver de cet avantage , & d'accorder aux Irlandois tout ce qu'ils demandoient. Mais , pour éviter le préjudice qu'une telle démarche pouvoit lui faire en Angleterre , il prit le parti de faire , avec les Irlandois , une Paix secrète , sans solennité , sans l'intervention du Lord Lieutenant , & de s'engager à la faire efficacement exécuter , jusqu'à ce qu'il fût en état de la confirmer solennellement , de quoi les Irlandois voulurent bien se contenter.

Pour

CHARLES
I.
1645.

Pour cet effet, pendant que le Marquis d'Ormond sembloit travailler avec ardeur, à faire la Paix avec les Rebelles, en tâchant de leur persuader de se désister d'une partie de leurs demandes, le Comte de Glamorgan, autorisé par le Roi, négocioit secrètement, & plus efficacement avec eux. Il leur accordoit, de la part du Roi, toutes leurs demandes, à condition qu'ils lui fourniroient un Corps de dix mille hommes de leurs Troupes, qui passeroit en Angleterre sous la conduite du même Comte de Glamorgan. Mais comme la simple parole de ce Seigneur n'étoit pas une sûreté suffisante pour les Irlandois, le Roi lui envoya un Plein-pouvoir conçu en ces termes:

CHARLES par la grace de Dieu, &c. à notre féal & bien-aimé Cousin Edoüard Comte de Glamorgan, salut.

Nous, mettant une entière confiance en votre fidélité, vous autorisons par ces présentes, aussi valables à tous égards, que si elles étoient sous le grand Sceau, & vous donnons pouvoir de conclurre avec les Catholiques confédérez de notre Royaume d'Irlande, dans les cas où il se pourra rencontrer quelque nécessité de condescendre à des choses où il n'est pas à propos que notre Lieutenant, paroisse, ou que nous devions avoüer publiquement. C'est pourquoi nous vous ordonnons de procéder, avec tout le secret possible, en vous conformant à ce présent ordre. Nous promettons, sur notre parole de Roi & de Chrétien, d'exécuter tout ce à quoi vous vous engagerez, selon votre prudence & sous les conditions que vous jugerez convenables, sur la foi de votre signature & de votre cachet, les Confédérez ayant déjà donné des témoignages de leur zèle pour notre service, dans les secours que nous avons reçus de leur part. Et pour tout ce que vous ferez en général, ou sur chaque Article particulier, les Présentes vous seront un sûr garant. Donné à notre Cour à Oxford, le 12. de Mars, dans la vingtième année de notre Regne.

La date de ce Plein-pouvoir est remarquable, car c'étoit dans un tems où les affaires du Roi ne sembloient pas demander absolument qu'il employât les Catholiques d'Irlande. Dans la campagne précédente, il avoit remporté un grand avantage sur le Comte d'Essex, & gagné toutes les Provinces de l'Oüest. Il avoit donné à Newbury, une Bataille qui n'avoit procuré aucun avantage réel à ses ennemis, & au contraire, il avoit fait voir dans l'affaire de Dennington qu'il ne croyoit pas avoir lieu de les craindre. C'étoit peu après la Négociation d'Uxbridge, où il ne s'étoit pas cru dans la nécessité de rien céder. Enfin, c'étoit dans un tems où le Parlement, à cause du mauvais succès de ses armes, travailloit à mettre son Armée sous un nouveau modele. On ne peut donc pas dire que ce fût par désespoir, que le Roi se voyoit réduit à se servir du secours des Irlandois. Il est au contraire, aisé de comprendre que c'étoit uniquement pour augmenter la supériorité qu'il avoit alors sur le Parlement.

En vertu de ce Plein-pouvoir, le Comte de Glamorgan fit un Traité avec les Evêques Catholiques, touchant les Bénéfices Ecclésiastiques. C'étoit un Traité préliminaire, sur lequel les Evêques firent l'Acte suivant.

Comme à l'égard des Bénéfices Ecclésiastiques, le Comte de Glamorgan s'est engagé, au nom de S. M. de faire confirmer les Articles dont on est convenu, par l'Acte de Parlement. Comme d'un autre côté, nous estimons qu'il seroit trop difficile de les faire présentement ratifier de cette manière, Nous soussignez, voulans bien nous contenter de l'engagement dudit Comte, au nom de S. M. & de ses

Héritiers

Héritiers & Successeurs , que lesdites concessions seront assurées pour le présent , d'une autre maniere que par Acte de Parlement ; jusqu'à ce qu'il se présente une occasion de les assurer mieux. En foi de quoi nous avons signé le présent Acte, pour ce qui regarde les Bénéfices seulement. Bien entendu, que le Clergé ne sera point troublé dans la possession & jouissance des Bénéfices, ni par le Parlement, ni de quelque autre maniere que ce soit , contre la teneur des présens Articles.

CHARLES
I.
1645.

Le Comte de Glamorgan ajouta aussi l'Acte suivant :

» Je soussigné jure & proteste , que j'informerais S. M. des fidèles procédez de ce Royaume pour son service , aussi bien que de l'affection de cette Nation , & que tout ce que j'ai promis , en vertu du Pouvoir que j'ai reçu de S. M. , sera ponctuellement exécuté. Je m'engage aussi à ne souffrir point que l'Armée , ou aucune partie considérable de l'Armée , qui me sera confiée , entre en action , avant que les conditions promises par Sa Majesté même , ou de sa part , soient exécutées.

GLAMORGAN.

Substance du Traité fait entre le Comte de Glamorgan , & les Catholiques d'Irlande Confédérez.

Il étoit exposé dans le commencement du Traité , qu'on avoit employé inutilement beaucoup de tems à négocier les Articles nécessaires pour la conclusion de la Paix , entre le Marquis d'Ormond & les Députés du Conseil Général de Kilkenny. Que le Comte de Glamorgan étoit suffisamment autorisé par S. M. pour accorder aux Confédérez Catholiques , des graces que le Marquis d'Ormond ne pouvoit pas leur accorder dans toute l'étendue qu'ils les demandoient. C'est pourquoi , en vertu du Pouvoir donné audit Comte de Glamorgan par S. M. , en date du 12. de Mars de la 20. année du Regne de S. M. dont la teneur est &c. il étoit convenu & accordé entre le Comte de Glamorgan autorisé par S. M. , & Richard Vicomte Mongarret Président du Conseil de Kilkenny Donnoc Vicomte Muskerry &c. Commissaires dudit Conseil :

I. Que tous les Catholiques d'Irlande jouïront du libre exercice de leur Religion.

II. Qu'ils demeureront en possession de toutes les Eglises , qu'ils ont eu en leur pouvoir , depuis le 21. d'Octobre 1641. & en général , de toutes les Eglises du Royaume que les Protestans ne possèdent pas actuellement.

III. Que tous les Catholiques seront exempts de la juridiction du Clergé Protestant , & que le Clergé Catholique exercera sa juridiction sur les Catholiques.

IV. Que l'Acte suivant sera fait dans le premier Parlement qui se tiendra en Irlande.

(Ici est inséré un modèle d'Acte , pour assurer aux Catholiques , toutes les concessions du Roi.)

Tome VIII.

Ppp

V. Que

CHARLES
I.
1645.

V. Que le Marquis d'Ormond ni autres ne troubleront point les Catholiques dans la jouissance des Articles ci-dessus spécifiés.

VI. Le Comte de Glamorgan engage la parole du Roi, que ces Articles seront exécutés.

VII. Les Commissaires Irlandois engagent, de leur côté, la foi publique du Royaume, que le grand Conseil de Kilkenny fournira au Roi dix-mille hommes armés, la moitié de piques, & l'autre moitié de mousquets, pour servir S. M. en Angleterre, en Galles, ou en Ecosse, sous le commandement du Comte de Glamorgan.

Signé le 25. d'Août 1645.

De plus, les Commissaires Irlandois engageoient leur Parole; & celle du grand Conseil de Kilkenny, que les deux tiers des revenus du Clergé seroient employés, pendant l'espace de trois ans, à l'entretien des dix-mille hommes, l'autre tiers étant réservé pour la subsistance du Clergé.

Ce Traité, quoi que fait fort secrètement, fut pourtant découvert par un accident extraordinaire. L'Archevêque de *Thuan*, Président de la Province de *Connawght*, étant allé dans l'*Ulster* pour quelques affaires, rencontra un Corps de Troupes Irlandoises qui alloient assiéger *Sligo*, & se joignit à ces Troupes, soit pour se mettre en sûreté, ou pour quelque autre dessein. Lors qu'ils furent proche de *Sligo*, la Garnison sortit, attaqua les Troupes qui venoient l'assiéger, & les mit dans une entière déroute, & l'Archevêque de *Thuan* y fut tué. Ce fut dans ses poches qu'on trouva des copies authentiques, attestées & signées par divers Evêques, du Traité qu'on vient de voir, & du Plein-pouvoir donné par le Roi au Comte de Glamorgan, qui furent envoyées au Parlement.

Le Marquis d'Ormond, le Lord Digby qui étoit alors en Irlande, & quelques autres, ayant bien-tôt appris que ce mystère avoit été découvert, ne trouverent pas de meilleur expédient pour disculper le Roi, que de faire arrêter le Comte de Glamorgan, & de lui imputer, que, par une hardiesse digne de la plus severe punition, il avoit entrepris d'outrepasser ses ordres, en faisant un Traité avec les Irlandois. C'est ce que le Roi insinuoit aussi dans son Message aux deux Chambres, du 19. de Janvier 1645.

Rushworth a inséré dans ses Collections deux Lettres du Comte de Glamorgan qui furent interceptées, l'une à la Comtesse sa femme, datée du mois de Janvier, où il lui faisoit connoître que son emprisonnement ne lui causoit pas beaucoup d'inquiétude. Dans l'autre du 26. de Février, adressée au Roi; il lui donnoit avis, qu'il étoit à Waterford où il assembloit des Vaisseaux pour transporter six-mille hommes en Angleterre, & que les autres quatre-mille seroient prêts à être embarqués, dans le mois de Mai suivant. Ces Troupes ne passerent pourtant pas en Angleterre, apparemment, à cause du changement qui arriva dans les affaires du Roi, qui se trouvoient dans une triste situation, depuis la Bataille de *Nazeby*. Toutes ses Places lui étoient enlevées l'une après l'autre. L'armée d'Ecosse assiégeoit actuellement Newarck, & le Général Fairfax, après avoir réduit toutes les Provinces de l'Ouest sous l'obéissance du Parlement, se dispoisoit à venir assiéger le Roi dans Oxford.

Pen-

Pendant que le Roi se trouvoit dans ce fâcheux état , la Cour de France envoya Monsieur de Montreüil en Angleterre , sous prétexte de chercher les moyens de procurer la Paix entre le Roi & le Parlement : mais sa véritable intention étoit , que Montreüil travaillât à un accommodement particulier entre le Roi & les Ecoſſois. Cela ne ſe pouvoit faire , ſans que le Roi abandonnât entièrement les Evêques , & qu'il conſentit à l'étaſſement du Gouvernement Preſbyterien dans l'Egliſe d'Angleterre. La Cour de France , & la Reine d'Angleterre eſpéroient que ce projet réuſſiroit d'autant plus aiſément , qu'il étoit conforme à la bonne politique & aux intérêts du Roi. Par-là , le Roi auroit gagné non ſeulement les Ecoſſois qui avoient une bonne Armée en Angleterre , mais encore la Ville de Londres , & la plus grande partie des Membres du Parlement , dont la plupart n'inſiſtoient ſur les autres Articles qui faiſoient le ſujet du différend , que pour mieux faire paſſer celui-là. C'étoit-là proprement , l'unique moyen de balancer ou de ſurmonter le grand pouvoir des Indépendans qui étoient comme maîtres de l'Armée. Si le Roi avoit pris ce parti-là , il eſt très-apparent qu'il en auroit tiré de grands avantages : au lieu que , dans le tems qu'on le lui propoſoit , il ſe trouvoit abſolument ſans reſſource. Mais ſon zèle pour l'Épiſcopat ne lui permit pas d'accepter une ſemblable Propoſition , & il fit connoître à Montreüil , qu'on n'obtiendrait jamais cela de lui. Dans ce même tems , la Reine lui ayant envoyé Monsieur *Davenant* , pour lui perſuader de ſe ranger dans le Parti Preſbytérien , comme l'unique moyen pour ſe tirer de la triſte ſituation où il ſe trouvoit , dès que *Davenant* voulut lui en parler , il lui impoſa ſilence , & lui défendit de paroître plus devant lui.

Cependant , Montreüil étant prévenu en arrivant en Angleterre , de l'opinion que le Roi ne reſuſeroit pas le parti qu'on devoit lui propoſer , avoit fait quelques ouvertures ſur ce ſujet aux Commiſſaires d'Ecoſſe , qui étoient à Londres , & les avoit trouvez aſſez diſpoſez à traiter avec le Roi : mais après avoir parlé & écrit pluſieurs fois au Roi , il le trouva toujours inſéſible. Les Ecoſſois de leur côté , ne l'étant pas moins , reſuſoient conſtamment de promettre du ſecours au Roi , s'il ne conſentoit pas à l'abolition de l'Épiſcopat.

Pendant que cette affaire ſe trouvoit accrochée par cette difficulté , & que Montreüil étoit allé à l'Armée d'Ecoſſe qui étoit devant Newarck , pour tâcher de trouver quelque tempérament favorable au Roi , Fairfax ſ'avancoit avec ſon Armée , en ſorte que le Roi alloit ſe trouver expoſé à être aſſiégé dans Oxford. La principale affaire du Roi étoit alors de ſe tirer de ce danger. Quoi que juſqu'à ce tems-là il eût balancé , à ſe retirer dans l'Armée d'Ecoſſe , à cauſe de la difficulté dont je viens de parler , il ne trouva pourtant point d'autre reſſource lors qu'il vit le péril ſ'approcher. Les Généraux de l'Armée d'Ecoſſe lui avoient fait quelques promeſſes générales , fondées vrai-ſemblablement , ſur l'eſpérance qu'ils avoient qu'il conſentiroit enfin à ce qu'ils demandoient. Il leur fit connoître l'intention qu'il avoit de ſe retirer dans leur Armée , & ils promirent de le recevoir , & de pourvoir à ſa ſûreté. Le tems ne permit pas ſans doute , de faire un Traité plus particuliſé. Du moins , on a ignoré juſqu'à préſent , ſous quelles conditions , le Roi voulut bien ſe mettre entre les mains des Ecoſſois , & ſous quelles conditions ,

CHARLES
I.

1465.

La Cour de France en-
voye Mon-
treüil en
Angleterre.

Il propoſe
au Roi de
ſ'unir avec
les Preſby-
tériens.

Le Roi en
rejette la
Propoſi-
tion.

Négocia-
tion de
Montreüil
entre le Roi
& l'Armée
d'Ecoſſe.

CHARLES
I.
146^s.
Le Roi se
met entre
les mains
des Ecof-
fois.
Rushworth,
Vol. VI. p. 266.

ils voulurent le recevoir. Quoi qu'il en soit, le Roi n'ayant plus de tems à perdre, pour ne pas se trouver assiégé dans Oxford, en partit à la fourdine, & se rendit à l'Armée d'Ecosse, le 4. de Mai 1646.

Dès le 13. d'Avril, il avoit écrit au Marquis d'Ormond le dessein qu'il avoit de se jeter entre les bras des Ecoissois, en ces termes : *Ayant reçu depuis peu, de bonnes assurances, que nous & tous nos adhérens serons en sûreté dans l'Armée d'Ecosse, par rapport à nos consciences, que les Ecoissois se joindront à Nous & à nos Partisans, & qu'ils employeront leurs armes pour nous aider à procurer une bonne Paix. Si Dieu nous fait la grace d'y arriver heureusement, nous avons résolu de faire tous nos efforts, avec l'assistance des Ecoissois, la jonction des Forces de Montrose, & les secours de ceux qui voudront se déclarer pour nous en Angleterre, pour procurer une Paix sûre & honorable.*

Le Marquis d'Ormond envoya une copie de cette Lettre, au Général *Monroe*, qui commandoit les Troupes Ecoissoises en Irlande, & celui-ci l'envoya au Parlement, où elle fut lûe le 9. de Juin. Mais dès le lendemain, les Commissaires d'Ecosse, qui étoient à Londres, présentèrent aux deux Chambres une Déclaration, où ils nioient absolument, que leur Armée eût fait aucun Traité avec le Roi, pour l'assister. On voit donc d'un côté le Roi, qui dit, qu'il a reçu de bonnes assurances que les Ecoissois se déclareront pour lui, & d'un autre côté, les Commissaires d'Ecosse, qui nient que leur Armée ait fait aucun Traité avec le Roi pour l'assister.

Toutes les apparences sont, que les Commissaires d'Ecosse, & les Généraux de leur Armée avoient donné à Montreuil des espérances qu'ils se déclareroient pour le Roi, mais à condition qu'il renonceroit à l'Épiscopat ; sans cette condition, il n'est pas aisé de concevoir, que les Commissaires ni les Généraux eussent fait une telle promesse, qui ne dépendoit pas d'eux, puis qu'ils ne pouvoient s'engager contre la teneur expresse du *Covenant*, & sans des ordres positifs de ceux qui gouvernoient l'Ecosse. Ainsi ce ne pouvoient être que des espérances, & même conditionnelles, que le Roi prenoit mal-à-propos pour des assurances, & que Montreuil confondoit peut-être, aussi bien que lui. Il est vrai, que le Comte de Clarendon rapporte un Ecrit signé de Montreuil, par lequel il promettoit, au nom du Roi son Maître, & de la Reine Régente, & en vertu du Pouvoir qu'il avoit de leurs Majestés, que si le Roi d'Angleterre se retireroit dans l'Armée d'Ecosse, il y seroit reçu avec honneur & sûreté, &c. & que les Ecoissois employeroient leurs armes pour rétablir S. M. dans ses justes droits &c.

Mais il faut remarquer, qu'il n'y a pas, dans cet Ecrit, un seul mot qui fasse voir, que Montreuil fut autorisé à faire cette promesse, ni par les Commissaires, ni par les Généraux, ni par le Parlement d'Ecosse : qu'il ne paroît pas même qu'il eût été accepté pour Médiateur de cette affaire ; que d'ailleurs, il ne pouvoit engager l'autorité du Roi de France & de la Reine Régente, à faire une semblable promesse, à moins que d'être muni d'un Traité, qui pourtant n'a jamais paru. Le Comte de Clarendon fait entendre, que Montreuil avoit parole des principaux de l'Armée d'Ecosse ; mais qu'ensuite les ayant trouvez refroidis, il avoit écrit au Roi de ne se fier point à eux. Il est vrai, qu'il est difficile de comprendre, que Montreuil eût pu signer un tel engagement, sans se sentir autorisé. Mais d'un autre côté, quelle apparen-

ce ya-t'il, que s'il avoit eu un Traité en main, ou quelque Ecrit pour l'autoriser, il n'en eût fait aucune mention dans son Ecrit?

CHARLES
I.
1646.

Mais ce qui paroît encore plus impossible, c'est que les Ecoſſois se fussent engagez sans condition, comme cet engagement le fait entendre, contre la teneur du Covenant des deux Nations, puisque le Roi ne vouloit pas même entendre parler de l'abolition de l'Episcopat. Il faut donc nécessairement, qu'il y eût du mal entendu dans la Négociation qui se faisoit par la médiation de Montreuil, & que le Roi & le Médiateur prissent pour des assurances positives, des promesses qui n'étoient que conditionnelles, comme il paroît par la Lettre du Roi au Marquis d'Ormond, & par le désaveu solennel des Ecoſſois. Quoi qu'il en soit, Montreuil fut rappelé en France & disgracié, & comme il y a lieu de croire, que ce fut pour avoir engagé l'honneur du Roi son Maître & de la Régente, sur un fondement si frivole, le Comte de Clarendon, apparemment pour empêcher qu'on ne blâme le Roi de s'être mis au pouvoir des Ecoſſois avec trop de précipitation, & sans de bonnes assurances, fait entendre, que la disgrâce de cet Envoyé fut un artifice du Cardinal Mazarin, qui vouloit cacher la mauvaise foi de la Cour de France. J'avoue que je ne comprends pas bien ce que cela signifie. Mais s'il est vrai que Montreuil ne fût pas autorisé à promettre ce qu'il promettoit, comme il ne paroît pas qu'il le fût, je ne voi pas où est la nécessité de chercher d'autre cause de sa disgrâce.

Le Roi s'étant retiré à l'Armée d'Ecoſſe qui assiégeoit Nevvarck depuis le mois de Novembre, le Général lui représenta, qu'il seroit à propos, pour la sûreté de sa Personne, que l'Armée marchât vers le Nord, pour s'approcher des frontières d'Ecoſſe. Mais comme cela ne se pouvoit faire avant la prise de Nevvarck, il le pria de lui faire rendre cette Place. Le Roi persuadé par cette raison, donna ordre au Gouverneur de rendre la Place, ce qui fut exécuté, & immédiatement après, l'Armée se mit en marche, & se rendit à Newcastle, amenant le Roi avec elle.

Le Roi fait rendre New-
work aux
Ecoſſois,
6. Mai.
qui le mènent à New-
castle.

Le 18. de Mai, le Roi envoya un Message aux deux Chambres pour les exhorter à finir bientôt l'affaire de la Religion, & à prendre les avis des Théologiens.

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres.
Rushworth,
Vol. VI. p. 274.

A l'égard de la Milice, il consentoit que les deux Chambres nommassent tous les Commissaires pendant sept ans, après quoi, il se feroit un Règlement sur ce sujet, par le Roi & par les deux Chambres.

Il offroit la même chose pour l'Ecoſſe.

Par rapport à l'Irlande, il disoit en général, qu'il feroit tout son possible pour leur donner une satisfaction raisonnable.

Par un Postscript, il offroit de congédier les Troupes qu'il avoit à Oxford, & de consentir que les fortifications de cette Ville fussent rasées, pourvu qu'on voulût accorder à la Garnison des conditions honorables, après quoi, il donneroit les mêmes ordres pour le reste de ses Places.

Le jour suivant, le Roi écrivit à la Ville de Londres, pour lui faire entendre, qu'il étoit disposé à contenter les deux Chambres en toutes choses.

Il écrit à la
Ville de
Londres.

Le 10. de Juin il pressa encore les deux Chambres par un nouveau Message, de lui envoyer leurs Propositions, afin qu'il pût leur donner une sa-

Autre Mes-
sage.

CHARLES
I.
1646.

tisfaction convenable. Il demandoit encore la liberté d'aller à Londres pour traiter personnellement avec elles.

Le 25. du même mois, les Commissaires d'Ecosse présentèrent un Mémoire au Parlement, par lequel ils consentoient que les Propositions qui leur avoient été communiquées, fussent envoyées au Roi, avec protestation néanmoins, qu'elles n'étoient pas toutes conformes à leurs sentimens. Ils demandoient aussi, qu'on envoyât de l'argent à leurs Troupes, tant en Angleterre qu'en Irlande, que leurs comptes fussent réglez, & que les Armées fussent congédiées.

L'Armée
d'Ecosse nie
d'avoir fait
aucun Trai-
té avec le
Roi.

Cependant, l'Armée Ecossoise, qui étoit à Nevvcastle, apprenant le bruit qui couroit à Londres, qu'elle avoit fait un Traité avec le Roi, pour l'assister contre le Parlement, publia une Déclaration où elle protestoit, qu'elle étoit toujours dans l'intention de maintenir le Covenant des deux Royaumes, & qu'elle avoit en horreur toutes les pratiques secrètes qui pouvoient tendre à violer, ou à faire naître de la méfintelligence entre les deux Royaumes. Dans le même tems, elle présenta une Requête au Roi, pour le supplier de travailler efficacement à la Paix, de signer le *Covenant*, d'établir la Religion en Angleterre, conformément à la pratique des meilleures Eglises Protestantes, & de se conduire par les conseils de son Parlement. Le Roi fit à cette Requête une Réponse générale, qui n'entroit dans aucun détail.

Elle le prie
de signer le
Covenant.

L'Assemblée générale des Eglises d'Ecosse écrivit aussi au Parlement d'Angleterre, à la Ville de Londres, & à l'Assemblée Ecclésiastique, pour les prier d'avancer l'ouvrage de la Réformation, selon qu'il étoit porté par le Covenant.

Vote, que
l'Armée
d'Ecosse
n'est plus
nécessaire.

Le 16. de Juillet, la Chambre des Communes vota, que l'Angleterre n'avoit plus besoin de l'Armée d'Ecosse, & que les Commissaires de ce Royaume seroient requis de la faire retourner dans son Païs.

Quelques jours après, les deux Chambres envoyèrent au Roi à Nevvcastle des Propositions pour faire la Paix, qui ne différoient que bien peu de celles qui avoient été débattues à Uxbridge. C'est pourquoi je ne croi pas qu'il soit nécessaire de les répéter ici. Je me contenterai de rapporter la XIII. qui contenoit une aggravation de ce que les deux Chambres avoient auparavant prétendu, par rapport à la Milice :

Proposi-
tions des
deux
Cham-
bres au
Roi.

„ Que pendant l'espace de vingt ans, les deux Chambres auroient seules le
„ Droit & le Pouvoir d'armer la Milice, & que ni le Roi ni ses Successeurs, ne
„ pourroient exercer aucun Pouvoir sur la Milice, pendant ces vingt ans.

„ Qu'il en seroit de même en Ecosse, si les Ecossois le trouvoient à pro-
„ pos.

„ Que, pendant ces vingt ans, l'argent nécessaire pour l'entretien des For-
„ ces de Terre & de Mer, seroit levé de la manière que les deux Chambres le
„ trouveroient convenable, & qu'elles disposeroient absolument de ces For-
„ ces. Qu'elles auroient pouvoir 1. de supprimer les Forces levées sans leur au-
„ torité, 2. De repousser les invasions des Etrangers; 3. De joindre ensemble
„ les Forces des deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecosse.

„ Qu'après les vingt ans, personne, sous quelque prétexte que ce fût, ne
„ pourroit exercer aucun pouvoir sur la Milice, qu'avec le consentement des
„ deux Chambres.

Qu'après

Qu'après les vingt ans, si les deux Chambres présentoient au Roi des Bills pour la sûreté du Royaume, & que le Roi refusât de les passer, ils seroient aussi valables étant passez par l'autorité des deux Chambres, que si le Roi y avoit donné son consentement.

« C H A R.
« L E S I.
« 1646.

Les Députez du Parlement présenterent ces Propositions au Roi, le 24. de Juillet, & comme ils lui déclarèrent qu'ils ne pouvoient demeurer que dix jours à Nevvcastle, le Roi leur répondit le 1. d'Août :

Qu'il ne lui étoit pas possible de répondre à ces Propositions, vû le changement qu'elles faisoient dans la constitution du Gouvernement, & que d'ailleurs, les Députez n'avoient pouvoir ni de les expliquer, ni de les débattre. Qu'il désiroit de pouvoir aller à Londres avec sûreté pour traiter en personne avec les deux Chambres. *Qu'il assuroit, que comme il ne consentiroit jamais à rien qui pût détruire le pouvoir qu'il avoit par sa naissance, & par les Loix du Royaume, il seroit aussi toujours prêt à consentir à toutes les demandes justes & raisonnables, & qui seroient pour le bien réel du Royaume, sans faire aucune attention à ses intérêts particuliers.*

« Réponse
« du Roi.
«
«

Avant que le Roi eût répondu aux Députez du Parlement, le Comte de *Lowdon*, Chancelier d'Ecosse, lui avoit fait un Discours, pour lui persuader d'accepter les Propositions. Ses raisons étoient d'autant plus fortes & pressantes, qu'elles étoient tirées de la nécessité où le Roi se trouvoit. Mais le Roi ne jugea pas à propos de suivre son avis. Cette Réponse ayant été lûe au Parlement, le 12. d'Août, causa beaucoup de joye à ceux qui ne souhaitoient pas la Paix.

Les Ecoffois
présent le
Roi de con-
sentir aux
Proposi-
tions.
Rushworth,
Vol. VI. p. 308

Ce même jour, les Commissaires d'Ecosse présenterent aux Seigneurs un Memoire, par lequel ils offroient de faire retourner leur Armée en Ecosse, pourvû qu'on lui payât ce qui lui étoit dû. Ils disoient aussi, que, puisque le Roi avoit rejeté les Propositions qui lui avoient été présentées, il étoit nécessaire qu'on consultât avec eux, ce qu'il y avoit à faire tant par rapport à la Personne du Roi, que pour le bien commun des deux Royaumes. Le Parlement les remercia, & nomma des Commissaires pour examiner leurs comptes.

L'Armée
d'Ecosse of-
fre de s'en
retourner.
Ibid. p. 322.

Quelques jours après, ils présenterent leurs comptes, montant à deux millions de livres sterling. Les Commissaires du Parlement disputèrent plusieurs Articles, & déduisirent diverses sommes que les Ecoffois avoient reçues. Les Ecoffois reconnurent la justice de quelques-unes de ces déductions, & ne purent convenir de quelques autres. Enfin, après diverses conférences qu'il y eut sur ce sujet, les Commissaires d'Ecosse déclarèrent, qu'ils consentoient que, sans entrer dans un plus grand détail, on leur donnât une somme ronde, pour toutes prétentions des arrérages dûs à leur Armée. On leur demanda quelle somme ils prétendoient, & ils demanderent d'abord cinq-cens-mille livres sterling. La Chambre des Communes en offrit deux-cens-mille. Ensuite elle alla jusqu'à trois-cens-mille. Enfin, les Ecoffois ayant rabbattu cent-mille livres de la somme qu'ils avoient d'abord demandée, le marché fut conclu à quatre-cens-mille livres sterling, dont la moitié devoit leur être payée comptant en sortant du Royaume, & l'autre moitié en certains termes. C'est-là ce fatal marché par lequel on prétend que les Ecoffois vendirent le Roi au Parlement d'Angleterre, parce qu'effectivement, ils

Disputes sur
ce qui étoit
dû à l'Ar-
mée d'Ecos-
se.

On convient
de 400000.
livres ster-
ling.

CHARLES
I.
1646.
Remarque
sur ce qu'on
a dit que les
Ecossois a-
voient ven-
du le Roi
au Parle-
ment.

ils le lui livrerent quelques mois après. Mais il faut remarquer, que ce n'est là qu'un soupçon, une simple conjecture, & que s'il est vrai, que les Ecossois, en stipulant cette somme de quatre cent mille livres sterling, s'engagerent à livrer le Roi au Parlement, ce que je ne voudrois ni assurer, ni nier, du moins, ils agirent avec tant d'adresse, qu'il n'en parut aucune preuve formelle. Il n'y eut sur ce sujet aucun Traité, aucun Ecrit qui soit venu à la connoissance du Public. Cette somme leur fut promise pour les arrérages dûs à leur Armée qui avoit servi l'Angleterre, depuis le commencement de Janvier de l'année 1644, jusqu'au mois de Septembre 1646. Si l'on pouvoit prouver que, durant tout ce tems-là, l'Armée d'Ecosse avoit été régulièrement payée, selon le Traité fait entre les deux Nations, & qu'il ne lui étoit point dû d'arrérages, cela confirmeroit sans doute le soupçon dont j'ai parlé ci-dessus. Mais cette preuve n'est pas facile. Car si d'un côté, les Ecossois, pour faire monter la dette à cinq cens mille livres sterling, employoient dans leurs comptes divers Articles injustes, & qui devoient être rabatus, les Anglois, de leur côté, n'agissoient pas avec moins d'injustice, en prétendant faire des déductions où il n'y avoit pas beaucoup de bonne foi. C'est ce qui paroît par le détail des comptes que les Commissaires des deux Nations donnerent reciproquement, & qu'on trouve dans les Collections de Rushvorth. Il semble même, que si les Anglois avoient voulu cacher le secret motif de ce marché, ils n'auroient pas dû disputer beaucoup sur la dette, puisque rien n'auroit été plus propre à éloigner le soupçon, qu'on ne donnoit cette somme aux Ecossois, que pour les engager à livrer le Roi, que de faire voir qu'elle leur étoit véritablement due, pour les arrérages de leur Armée.

Autre Re-
marque.

On peut encore faire, sur ce sujet, une considération qui n'est pas moins importante. C'est que, ce qui a rendu odieuse cette prétendue vente de la Personne du Roi, c'est la mort tragique de ce Prince, dont elle fut cause. Mais il faut remarquer que ce ne fut que par accident. Rien n'étoit alors plus éloigné de la pensée du Parlement & des Ecossois, que de faire mourir le Roi. Ce furent les Indépendans, ennemis mortels du Roi, des Ecossois, & des Presbytériens, qui enlevèrent deux fois le Roi au Parlement, par le moyen de l'Armée, & qui lui firent ôter la vie, dans le tems que le Parlement & les Ecossois travailloient sérieusement à le rétablir, ainsi qu'on le verra dans la suite. Si donc cette prétendue vente, en la supposant véritable, a été cause de la mort du Roi, on peut assurer qu'elle n'en a été qu'une cause innocente, & on ne doit point attribuer au Parlement, tel qu'il étoit en ce tems-là, les effets qu'elle produisit, puis qu'il est certain, qu'alors les deux Chambres ni les Ecossois ne portoient pas leurs vûes si loin, & qu'ils ne pouvoient pas même prévoir ce qui arriva dans la suite. Mais comme je l'ai dit ci-dessus, il s'en faut bien qu'on ne puisse prouver que les Ecossois vendirent effectivement le Roi aux Anglois. On verra dans la suite, les raisons qu'avoient les Ecossois de ne pas se charger de la Personne du Roi.

Le Duc
d'Hamilton
presse le Roi
de consen-

Au commencement du mois de Septembre, le Duc d'Hamilton, qui avoit été délivré de sa prison par l'Armée du Parlement, lors qu'elle étoit en Cornouaille, se rendit à Nevvcastle avec quelques autres Commissaires d'Ecosse,

d'Ecosse, & pressa extraordinairement le Roi d'accepter les Propositions du Parlement. Si les Ecoſſois s'étoient engagez, par un Traité ſecret, à livrer le Roi au Parlement, il ſemble que cette démarche leur auroit été préjudiciable, puisſque la condeſcendance du Roi auroit rompu leur marché avec les Anglois, & leur auroit fait perdre la ſomme qui leur avoit été promise.

Le Roi répondit au Duc & aux autres Députez, qu'il ne deſiroit que d'être oïi, & qu'il ne pouvoit l'obtenir. „ Qu'il ne rejettoit pas abſolument les Propositions qu'on lui avoit préſentées, mais qu'il ſouhaitoit de bien entendre ce qu'on lui demandoit, & de bien expliquer ſa penſée.

Dans une autre Réponſe, qu'il leur donna par écrit le lendemain, il offroit de ſe contenter, „ qu'on laiſſât le Gouvernement Epiſcopal dans quelques Diocèſes d'Angleterre, comme *Oxford, Wincheſter, Briſtol, Bath & Wells, Excéter*, & que le Preſbytérien fût établi dans le reſte du Royaume. Il les requéroit de communiquer cette Proposition à l'Assemblée Générale d'Ecoſſe, & de lui aſſurer qu'il tiendrait ce qu'il avoit promis par ſa dernière Lettre. Qu'au reſte, il eſpéroit que des Eccléſiaſtiques ne voudroient pas le preſſer d'agir contre ſa conſcience, juſqu'à ce qu'il fût mieux inſtruit.

Cette Réponſe fait comprendre, que, quand le Roi diſoit, qu'il ne ſouhaitoit que de bien entendre les Propositions du Parlement, ce n'étoit qu'un prétexte pour ſe procurer la liberté d'aller à Londres pour les faire changer, ſ'il étoit poſſible. On voit encore par cette Réponſe, qu'il regardoit l'affaire du Gouvernement de l'Egliſe comme la principale, & celle où il y avoit le plus de difficulté. Enfin, ſon offre fait voir, qu'il étoit fort combattu, puis qu'il conſentoit que le Gouvernement Preſbytérien fût établi dans tout le Royaume, à l'exception de quelques Diocèſes.

Quelque tems après, il écrivit au Duc d'Hamilton, que les deux Chambres ſouhaitoient de l'avoir entre leurs mains, non, diſoient-elles, pour le retenir en priſon, mais pour lui donner une garde honorable : mais que pour lui, il ne conſentiroit jamais à demeurer en Angleterre, quand l'Armée d'Ecoſſe ſe retireroit, à moins qu'on ne l'y retînt par force. Ainſi, vraisemblablement, quand il demandoit d'aller à Londres, pour traiter en perſonne avec les deux Chambres, il y entendoit, qu'il y feroit dans une parfaite liberté. Peut-être avoit-il deſſein de ſe ſauver en France ou ailleurs.

Mais comment pouvoit-il ſe perſuader qu'on le mettroit dans une parfaite liberté, ſur une ſimple préſomption, qu'une Négociation avec lui auroit un heureux ſuccès ?

Enfin, le 18. de Septembre les deux Chambres voterent, qu'on diſpoſeroit de la Perſonne du Roi, ſelon qu'elles le trouveroient à propos. Mais comme il n'étoit pas proprement en leur pouvoir, elles nommerent un Comité pour conférer avec les Commiſſaires d'Ecoſſe ſur ce ſujet.

Dans une de ces Conférences, le Lord *Lowdon*, Chancelier d'Ecoſſe, s'efforça de faire voir, que l'un des deux Royaumes, n'avoit pas plus de droit que l'autre, de diſpoſer de la Perſonne du Roi, parce qu'il étoit également Roi de tous les deux, & que d'ailleurs, ils ſe trouvoient unis dans un

CHARLES.
I.
1646.
tir aux Propositions.

Réponſe du Roi.

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

“

Conférences ſur la manière de diſpoſer de la perſonne du Roi.

CHARLES
I.
1646.

même intérêt par leur Covenant. Les Commissaires Anglois répondirent, que le Roi se trouvant en Angleterre, c'étoit aux Anglois à disposer de sa Personne, & qu'encore qu'il se fût retiré dans l'Armée d'Ecosse, cette Armée n'étant qu'auxiliaire, & à la paye de l'Angleterre, c'étoit comme s'il s'étoit retiré dans l'Armée du Parlement, dont celle d'Ecosse faisoit partie.

Dans une autre Conférence, le même Seigneur s'attacha fortement à prouver le principe qu'il avoit voulu établir dans la première, sçavoir, „ que le droit des deux Royaumes, par rapport au Roi, étoit égal, & que, „ par conséquent, on ne devoit disposer de sa Personne, que du consentement de tous les deux. Il expliqua le mot de *disposer*, qui pouvoit être équivoque. Il dit, qu'on pouvoit entendre par-là, ou que le Roi seroit gardé „ en prison, ou qu'il seroit mis en pleine liberté, avec honneur & avec sûreté „ pour sa Personne. Que quand même on le retiendrait en prison, cela ne „ remédieroit à rien, parce que les Traitez faits avec des prisonniers ne sont „ pas valables. Que d'ailleurs, le Prince, fils-aîné du Roi, étant hors du „ Royaume, ne se croiroit pas obligé d'acquiescer à ce dont on pourroit convenir avec le Roi son Pere. Il concluoit de là, qu'il étoit absolument nécessaire, que le Roi fût en liberté. Il ajoutoit, qu'en ce cas-là, il pourroit ou „ aller en Ecosse, ou retourner au Parlement d'Angleterre, ou se tenir dans „ quelqu'une de ses maisons. Que sa retraite en Ecosse pouvoit être très-dangereuse, parce que la Guerre n'y étoit pas encore terminée; que les „ Mécontents étoient maîtres des montagnes d'où il n'étoit pas facile de les chasser, & que si le Roi se joignoit à eux, il pourroit aisément y faire venir „ de grands secours d'Irlande, le trajet pouvant se faire en peu d'heures. Que „ l'Ecosse, n'étant pas en état d'entretenir long-tems une Armée, ne devoit „ pas s'exposer au risque de perpétuer la Guerre chez elle. Il inféroit de ces „ raisons, qu'il étoit plus à propos que le Roi allât à Londres, ou qu'il se retirât dans quelqu'une de ses maisons. La grande raison sur laquelle il appuyoit son sentiment, étoit celle que le Roi avoit lui-même alléguée. C'est, qu'il n'avoit pas absolument rejeté les Propositions, qu'il souhaitoit d'être bien instruit du sens qu'on leur donnoit, & qu'il pouvoit avoir des choses importantes à proposer.

Mais il y avoit dans ce raisonnement un défaut essentiel, qui ne pouvoit que sauter aux yeux de tout le monde. C'est que ce Seigneur supposoit, qu'on ne retiendrait pas le Roi en prison, & qu'en allant en Ecosse, à Londres, ou dans quelqu'une de ses maisons, il y seroit dans une pleine liberté; ce qui certainement étoit très éloigné de la pensée de celui qui parloit, des Ecois, & du Parlement d'Angleterre. En bâtissant donc sur un si faux fondement, le Lord *Lowdon* ne pouvoit pas espérer que son raisonnement pût être regardé comme ayant beaucoup de force, s'il n'avoit pas eu à faire à des gens qui avoient intérêt de feindre qu'ils le trouvoient très-solide.

Il semble que rien n'est plus propre à confirmer le soupçon que les Ecois s'étoient engagez à livrer le Roi au Parlement, que le détour que prenoit le Lord *Lowdon* pour parvenir à ce but. Car quoi qu'il supposât que le Roi seroit dans une de ses maisons avec honneur & sûreté, il sçavoit bien

le contraire , & que le Parlement voudroit toujours être maître de sa Personne. Par conséquent , c'étoit la même chose que de le livrer aux deux Chambres , la condition , qu'il y seroit *avec honneur & sûreté* , n'étant que des termes éblouissans , auxquels le Parlement pourroit toujours donner le sens qu'il trouveroit à propos. Mais il faut considérer , que ce n'est pas là une véritable preuve , mais une simple conjecture qui semble même se détruire par ce qui arriva peu de tems après. Les Commissaires d'Ecosse ayant fait imprimer la Relation de ce qui s'étoit passé à ces Conférences , avec les Discours qui s'y étoient faits pour prouver que l'Angleterre n'avoit pas plus de droit que l'Ecosse , de disposer de la personne du Roi , les Communes en furent si offensées , qu'elles en firent saisir les exemplaires , & mettre l'Imprimeur en prison. Elles firent aussi une longue Réponse à la Déduction des Ecoissois , & l'envoyerent aux Commissaires d'Ecosse , qui refuserent de la recevoir , parce qu'elle ne venoit que de la part de l'une des deux Chambres : mais les Communes la firent imprimer & publier. S'il est vrai que les Ecoissois se fussent engagez à livrer le Roi au Parlement , pour la somme de quatre cent mille livres sterling , rien n'étoit plus mal-à-propos que ce différend , qui fut même mêlé de beaucoup d'aigreur , à moins qu'on ne veuille supposer que le Parlement & les Commissaires d'Ecosse étoient convenus ensemble de jouir cette espèce de comédie.

Ce différend , ou réel ou feint , n'empêcha pas que l'Armée d'Ecosse ne se disposât à retourner dans son Pais. Mais comme il falloit lui payer deux cens mille livres argent comptant , avant qu'elle se mît en marche , elle auroit pû demeurer encore plusieurs semaines en Angleterre , si la ville de Londres ne se fût pas engagée à trouver cette somme. Ce ne fut pourtant que sous deux conditions , la première , qu'on payeroit un intérêt de huit pour cent à ceux qui prêteroient leur argent , & qu'on leur assigneroit le payement de leur Capital sur les biens des Evêques & Chapitres. Cela fut cause que les deux Chambres se hâtèrent de mettre ces biens en séquestre , & de nommer un Committé pour en faire la vente.

Le 16. de Decembre , le Parlement d'Ecosse mit en délibération ce qu'il étoit à propos de faire par rapport à la Personne du Roi. Après de grands débats sur cette matiere , il fut enfin résolu , que les Commissaires qui étoient à Londres demanderoient aux deux Chambres , de la part du Parlement d'Ecosse , que le Roi pût retourner à Londres avec honneur & sûreté. Qu'ils leur déclareroient , que le Parlement d'Ecosse étoit résolu de maintenir la Monarchie dans la personne du Roi , & ses justes droits sur la Couronne d'Angleterre. Cette résolution paroît directement opposée à l'engagement de livrer le Roi au Parlement.

Mais le lendemain les Commissaires de l'Assemblée Générale présenterent au Parlement un Ecrit intitulé : *Avis à toutes sortes de personnes du Pais d'Ecosse* , dans lequel ils représentoient le grand crime qu'on commettroit en abandonnant le *Covenant* , & en faisant des démarches capables de produire une rupture avec les Anglois. Ils soutenoient , que c'étoient des projets inspirés à quelques-uns par le Démon , & que ceux qui tâchoient de semer la division entre les deux Nations , & de rompre le *Covenant* qui faisoit leur principale force , ne pouvoient être que des ennemis de l'Etat. Ensuite , par

CHARLES
I.
1646.

Délibérations en Ecosse touchant la personne du Roi
Résolution du Parlement sur ce sujet.

L'Assemblée Générale s'y oppose.

CHARLES
I.
1646.

rapport à la disposition de la Personne du Roi, ils disoient, que, pendant que le Roi n'étoit pas réellement & sincèrement disposé à signer le Covenant, on ne pouvoit le recevoir en Ecosse, sans exposer le Royaume à de nouveaux troubles. Que d'un autre côté, si on dispoit de sa Personne sans le consentement du Parlement d'Angleterre, on violeroit ouvertement le Covenant, & on se rendroit coupable de parjure. Qu'il étoit bien vrai, que par le Covenant on s'étoit engagé à défendre la Personne du Roi, mais qu'il n'étoit pas moins vrai, que le but de l'union entre les deux Nations étoit d'établir la Religion dans les deux Royaumes, conformément à ce qui étoit réglé par le Covenant, & que ces deux engagements ne pouvoient être séparés. Que par ces raisons, ils désiroient qu'on fit de nouveaux efforts pour engager S. M. à donner satisfaction aux deux Royaumes, afin qu'il pût s'en retourner à son Parlement d'Angleterre, comme un Prince reconcilié avec son Peuple, pour établir une heureuse Paix.

Le Parle-
ment chan-
ge de réso-
lution.

Cet Ecrit ayant été lû dans le Parlement, on délibéra de nouveau sur cette matiere, & enfin, après beaucoup de contestations, il fut résolu, „ Que le Roi seroit requis d'accorder toutes les propositions qui lui avoient été présentées, & qu'en cas de refus, on exécuteroit ce qui lui avoit été déjà déclaré, „ sçavoir, qu'on pourvoiroit sans lui, à la sûreté des deux Royaumes. Que „ le Roi refusant de signer le Covenant, & de donner satisfaction aux deux „ Royaumes, par rapport à la Religion, l'Ecosse ne pouvoit pas s'engager légitimement pour lui, ou le recevoir, à moins qu'il n'acceptât toutes les Propositions.

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres pour
demander
un Traité
personnel.

Le Roi, ayant été informé de cette résolution, envoya un Message aux deux Chambres du Parlement d'Angleterre, pour leur demander qu'il lui fût permis d'aller à Londres, ou en quelque lieu des environs, avec une entière liberté & sûreté sur la foi publique, afin qu'il pût expliquer ses doutes aux deux Chambres, & recevoir leurs explications. Il assuroit, que son intention étoit, *d'accorder tout ce qui seroit pour le bien réel de son Peuple*, &c. Qu'il les prioit de considérer, que c'étoit leur Roi qui demandoit d'être entendu, & que s'il refusoit lui-même cette grace à un de ses Sujets, on le regarderoit comme un Tyran.

Sur ce Message les Seigneurs voterent, que le Roi pourroit venir à Newmarket, & y demeurer avec des Domestiques qui seroient approuvés par les deux Chambres. Mais les Communes voterent, que ce seroit à sa maison de Holmby dans la Province de Northampton, à quoi les Seigneurs consentirent. Ensuite, il fut résolu, *que le Roi seroit traité à Holmby avec tous les égards convenables pour sa propre conservation, & pour le maintien de la véritable Religion, selon le Covenant.*

Le 5. de Janvier 1646. les deux Chambres nommerent des Commissaires pour aller recevoir le Roi des mains des Ecossois. Car quoi qu'il eût été déclaré qu'il seroit à Holmby avec honneur & sûreté, on ne prétendoit pas en laisser la maniere à son choix, & de quelques termes qu'on se servit, cedevoit être en effet une véritable prison.

Quelques jours après, les deux Chambres reçurent de la part du Parlement d'Ecosse, la Déclaration suivante.

Déclara-
tion du Par-

„ Que le Roi s'étoit rendu à l'Armée d'Ecosse avec protestation que son inten-

intention étoit de donner satisfaction aux deux Royaumes , & sans aucune pensée de continuer la Guerre , ou de causer aucunes divisions entre les deux Nations ; mais au contraire , de suivre en toutes choses , les avis de ses Parlemens. Que ce ne fut pas seulement de bouche qu'il donna ces assurances aux Commissaires de l'Armée , mais qu'il les confirma même , par plusieurs Lettres & Déclarations signées de sa propre main , adressées au Committé des Etats d'Ecosse.

» Qu'en confiance de la sincerité des intentions du Roi , lesquelles il auroit lui-même être fondées sur la considération du triste état où se trouvoient ses Royaumes , le Committé & les Officiers Généraux de l'Armée déclarèrent à S. M. même , & au Parlement d'Angleterre , que c'étoit sous cette condition qu'ils le recevoient. Que c'étoit la pure vérité , quelques bruits contraires qu'on eût repandus dans les deux Royaumes , & dans les Païs étrangers. Qu'ils avoient déclaré à S. M. , que le seul moyen de se rendre heureux , & de donner la Paix à ses Royaumes , étoit d'exécuter ses promesses , lesquelles il venoit de renouveler.

» Qu'ensuite , on lui avoit présenté , de la part des deux Royaumes , des Propositions qui avoient été résolues après une meure délibération. Que les Commissaires du Parlement , & ceux de l'Eglise d'Ecosse lui avoient librement représenté par des Requêtes , par des Lettres , par des Députés , les inconvéniens qui naistroient de son refus , ou d'un trop long délai. Qu'on lui avoit déclaré , qu'en vertu du *Covenant* , l'Ecosse se trouveroit obligée de se joindre à l'Angleterre , pour pourvoir à la sûreté des deux Royaumes , & pour établir leur Gouvernement , selon qu'il seroit jugé nécessaire pour le bien public.

» Que le Parlement d'Ecosse étant sur le point de retirer son Armée d'Angleterre avoit envoyé au Roi des Députés pour le solliciter sur le même sujet. Que ces Députés lui avoient représenté les dangers que son refus pourroit produire , que jusqu'à ce qu'il eût accepté les Propositions , on ne pourroit le recevoir en Ecosse , sans mettre en risque la cause commune , S. M. même , & l'union des deux Royaumes , & qu'en cas qu'il persistât dans son refus , les deux Royaumes prendroient enfin quelque résolution pour disposer de sa Personne.

» A ces causes , considéré que le Roi , par sa Réponse aux Propositions qui lui ont été présentées , par son dernier Message au Parlement d'Angleterre , & par son ordre communiqué aux Etats d'Ecosse , a souhaité d'être en quelque lieu proche du Parlement d'Angleterre : que le Parlement d'Angleterre a communiqué aux Etats d'Ecosse , la résolution prise par les deux Chambres , que la maison de *Holmby* , dans la Province de Northampton , est un lieu propre pour y recevoir S. M. : qu'elle y peut demeurer avec assurance qu'on aura égard à la sûreté de sa personne , & à la défense & conservation de la Religion selon le *Covenant*.

» Les Etats d'Ecosse , voyant que le Roi n'a donné aucune satisfaction par rapport aux Propositions qui lui ont été présentées , & voulant entretenir une bonne intelligence entre les deux Royaumes , satisfaire aux desirs du Roi , du Parlement d'Angleterre , & de tout le Royaume d'Ecosse , déclarent , qu'ils consentent que le Roi aille faire sa résidence à *Holmby* , ou dans quel-

CHARLES I.
1646.

que autre de ses maisons proche de Londres, jusqu'à ce qu'il ait donné satisfaction aux deux Royaumes sur les Propositions de Paix : Pourvû qu'on ne fassé aucune violence à sa personne, ni aucun changement dans le Gouvernement, outre ce qui a été fait depuis trois ans, & que la posterité du Roi n'en reçoive aucun préjudice par rapport à la succession du Trône, & au Gouvernement de ces Royaumes.

1647.
Le Roi est
livré aux
Députés du
Parlement
& conduit à
Holmby.

Les Pres-
bytériens &
les Indépen-
dants com-
mencent à
se séparer.

Projets du
Parlement.

Dissimula-
tion de
Cromwell.

Le 23. de Janvier, les Commissaires du Parlement arriverent à Newcastle, & le 30. du même mois, le Roi leur fut mis entre les mains. Le même jour, l'Armée d'Ecosse se mit en marche pours'en retourner en son Païs, & le Roi arriva à *Holmby*, le 16. de Fevrier.

Jusqu'alors, les Presbytériens & les Indépendans avoient agi comme de concert, parce qu'il leur étoit également avantageux, ou plutôt nécessaire que le Roi fût hors d'état de pouvoir nuire aux uns & aux autres. Dès que le Roi fut réduit à la condition où on vient de le voir, entre les mains d'un Parlement composé de deux Partis qui avoient également comploté sa ruïne, les deux Partis, qui avoient paru unis jusqu'alors, commencerent à se diviser ouvertement, chacun comprenant aisément, que c'étoit-là un tems critique pour faire tourner à son propre profit les avantages qu'on avoit remportez en commun contre le Roi. Le Parti Presbytérien étoit le plus fort dans le Parlement & dans Londres : mais les Indépendans étoient, pour ainsi dire, maîtres de l'Armée, & par-là leur parti étoit devenu très-considérable. La grande affaire des Presbytériens étoit donc de congédier l'Armée, sous prétexte qu'elle n'étoit plus nécessaire, puisque la Guerre étoit finie, & la grande affaire des Indépendans étoit d'empêcher qu'on ne licenciât l'Armée, dont la séparation ne pouvoit que causer la ruïne de leur parti. Il est certain que le Parlement, qui étoit presque tout Presbytérien, pensoit sérieusement à se délivrer des Indépendans, & particulièrement des Généraux & Officiers de ce Parti-là. Comme il étoit obligé d'envoyer une Armée en Irlande, son projet étoit de prendre, pour ce service, les Soldats, d'Infanterie, Cavalerie, & Dragons, qui voudroient s'engager volontairement à servir dans ce Royaume, d'en former des Compagnies & de leur donner des Officiers dont il croiroit pouvoir s'assurer. Après cela, son dessein étoit de casser le reste des Troupes, en conservant seulement celles qui seroient nécessaires pour la garde des Places. Si ce projet avoit réussi, le parti Indépendant auroit été perdu sans ressource. Mais le Parlement avoit à faire à des gens qui étoient trop habiles pour lui donner le tems de prendre toutes ses mesures. *Olivier Cromwell*, qui joignoit à une bravoure extraordinaire, une extrême capacité, & une profonde dissimulation, étoit alors comme le Chef des Indépendans, quoiqu'il affectât encore de passer pour un Presbytérien rigide. Il assistoit aux Sermons des Presbytériens avec une dévotion qui paroissoit extrême. Il se servoit de certaines manieres de parler tirées de l'Ecriture Sainte, à la maniere des Presbytériens, & il ne disoit pas un mot qui pût le faire passer pour Indépendant ni quant à la Religion, ni quant à la politique. En un mot, il avoit trouvé le moyen de persuader au Général Fairfax, qu'il ne se proposoit que d'avancer la gloire de Dieu, & de procurer le bien de la Religion & du Royaume. Il avoit dans l'Armée un grand nombre d'Officiers qui agissoient par ses directions, en sorte qu'en faisant tout, il paroissoit pourtant

pourtant ne rien faire. Parmi ces Officiers, se trouvoient *Ireton* son Gendre, *Rainsborowgh*, *Fleetwood*, *Lambert*, *Harrisson*, & plusieurs autres, qui prenoient soin de fortifier le parti Indépendant, par le moyen de plusieurs Officiers subalternes qui faisoient leurs efforts pour faire des Profelytes parmi les Soldats, & qui étoient autant d'Emisaires dans chacun des Régimens de l'Armée. Cromwell étoit Membre de la Chambre des Communes, & en même tems, Lieutenant Général dans l'Armée, malgré l'Ordonnance *Self Denying* dont il avoit été dispensé. Depuis que la Guerre étoit finie, il étoit fort assidu au Parlement, & par-là, il pouvoit assez bien être informé du projet qui se faisoit contre l'Armée, ou plutôt contre le parti Indépendant. Il paroissoit approuver les mesures que les Communes vouloient prendre, savoir, de former une Armée pour l'Irlande, & de congédier le reste des Troupes qui étoient sur pied. Mais dans le même tems, par le moyen de ses Emisaires, il inspiroit à l'Armée, un esprit de mécontentement & de révolte. Cela lui étoit d'autant plus aisé, que les Officiers & les Soldats comprenoient bien qu'on vouloit se défaire d'eux, & que la plupart n'étoient guères en état d'aller reprendre leurs professions, après avoir été quatre ou cinq ans occupez à faire la Guerre. Il y avoit dans l'Armée un grand nombre d'Officiers qui n'étoient avant la Guerre que des Artisans, & qui ne voyoient qu'avec peine, qu'ils alloient être réduits à quitter leurs emplois qui leur donnoient de l'autorité, & à reprendre leurs anciens métiers, pour se mêler, comme auparavant, dans la foule du petit peuple. Ces gens-là, de même que ceux que les Indépendans avoient attirés dans leur parti, étoient disposés à tout entreprendre, pour n'être pas obligés à changer la maniere de vie qu'ils avoient menée depuis quelques années. Cromwell donc & les Officiers de son parti, profitant de cette disposition, s'attacherent à inspirer à l'Armée un esprit de mécontentement contre les deux Chambres, en quoi ils ne réussirent que trop bien.

CHARLES
1.
1649.

Il inspire à
l'Armée du
mécontentement de
ce qu'on la
veut casser.

La premiere étincelle de ce feu parut dans le mois de Mars de l'année 1647. dans le tems que le Parlement pensoit sérieusement à exécuter le projet dont j'ai parlé ci-dessus. Les Communes eurent avis que quelques Officiers de l'Armée avoient préparé une Requête pour être présentée au Général, & pour être communiquée à la Chambre. On représentoit, dans cette Requête, le fâcheux état où se trouveroient la plupart des Officiers & des Soldats, quand l'Armée seroit congédiée. On demandoit pour eux un Acte d'indemnité, pour toutes les actions contraires aux Loix, qu'ils pouvoient avoir commises pendant la Guerre, & que ce fût avec le consentement du Roi. Que leurs arrérages leur fussent payés, & qu'aucun d'eux ne pût être contraint d'aller servir en Irlande contre sa volonté. Cette Requête couroit de Regiment en Regiment, & il y avoit des Officiers fort actifs pour la faire sousscrire. Sur cet avis, les Communes donnerent ordre au Général de s'informer exactement des auteurs de cette Requête, & d'arrêter le cours des Conférences qui se tenoient dans l'Armée, pour y semer le trouble & la division. Le Général répondit, que pour obéir aux ordres de la Chambre, il avoit assemblé les Officiers & leur avoit demandé compte de la Requête en question. Qu'ils avoient témoigné beaucoup de chagrin de ce qu'on avoit mal représenté leurs intentions à la Chambre, & de ce qu'elle les soupçonnoit d'avoir

Projet d'une
Requête de
l'Armée.

Ordre des
Communes
au Général
au sujet de
la Requête.
Rushworth,
Vol. VI. p.
445.
Réponse du
Général.

CHARLES
I.
1645.

Déclaration
des Com-
munes lûë à
la tête des
Régimens.
Rushworth,
Vol. VI. p.
447.
Le mécon-
tentement
de l'Armée
augmente.

Le Parle-
ment en-
voye à l'Ar-
mée des
Commis-
saires pour for-
mer l'Ar-
mée d'Ir-
lande.

Les Com-
missaires
trouvent
l'Armée peu
disposée à
obéir.
Rushworth,
Vol. VI. p.
457.

d'avoir quelque mauvais dessein. Qu'ils avoient protesté que leur intention n'avoit été que de présenter une Requête à leur Général, pour le prier de présenter à la Chambre, dans quel embarras se trouveroit la plus grande partie de l'Armée, après qu'elle seroit congédiée; mais avec une ferme résolution d'aquiescer à ce qu'il plairoit au Général de représenter, & à ce que la Chambre voudroit bien leur accorder. Le Général ajoûtoit, qu'afin que la Chambre pût être mieux informée, il lui envoyoit un Lieutenant Général, deux Colonels & deux Lieutenans Colonels, qu'elle pourront interroger.

Ces Officiers furent effectivement interrogez en présence de toute la Chambre; après quoi, l'Orateur leur dit, en les congédiant, que la Chambre prenoit la Requête en mauvaise part, & qu'elle leur ordonnoit de la supprimer, aussi-bien que toutes les autres de même nature qu'on pourroit présenter à l'avenir pour les faire souscrire. Le même jour, la Chambre ordonna au Général de faire lire, à la tête de chaque Régiment, une Déclaration qui portoit, que la Requête qu'on avoit voulu présenter au Général, tenoit à exciter du mécontentement dans l'Armée & à mettre des obstacles à la réduction de l'Irlande, & qu'on procéderoit contre les auteurs, comme perturbateurs de la Paix.

Les Communes ne pouvoient rien faire qui fût plus agréable à ceux qui avoient formé le projet de semer la division entre l'Armée & le Parlement. Cette Déclaration donna lieu aux Officiers & aux Soldats de se plaindre hautement, "qu'après avoir répandu leur sang pour assurer les Libertez de la Nation, on leur fit un crime du dessein de présenter une Requête à leur Général, sur des Articles qui les regardoient directement: que c'étoit une tyrannie insupportable, que de vouloir les priver du droit de présenter des Requêtes; droit, qui étoit incontestablement dû à tous les Sujets."

Cependant, les deux Chambres voulant exécuter leur résolution d'envoyer des Troupes en Irlande de la maniere qu'elles l'avoient projeté, établirent un Comité pour cet effet, & lui donnerent pouvoir de former des Régimens de cette Armée, & de donner des Commissions aux Officiers qu'ils jugeroient à propos. En même tems, elles résolurent de faire quelques avantages à ceux qui se présenteroient volontairement pour servir en Irlande, & ordonnerent aux Commissaires de partir au plutôt pour aller exécuter leur Commission.

Les Commissaires s'étant rendus au quartier Général, firent avertir les Officiers de s'y trouver le jour suivant. Il y en vint environ deux cens, auxquels on lut les Votes du Parlement. Ensuite, le Comte de Warwick, Chef de la Commission, leur fit un Discours pour les exhorter à accepter les avantages que les deux Chambres leur offroient. Ce Discours étant fini, le Colonel Lambert répondit au nom de tous, & demanda, qu'on leur donnât satisfaction sur quatre Articles, sçavoir, sur les arrérages qui leur étoient dûs, sur l'Acte d'indemnité qu'ils avoient demandé, sur l'assurance de leur paye, pendant qu'ils seroient en Irlande, sur les Généraux qui devoient les commander en ce Pais-là. On leur répondit que le Parlement avoit déjà pourvu à tout, excepté l'Acte d'indemnité, qui seroit prêt en peu de jours. Les Officiers demanderent qui étoient les Généraux qui devoient les commander en Irlande. On leur fit entendre que *Skippon* & *Massy* avoient été déjà nom-
mez;

mez ; mais qu'il n'y avoit encore rien de résolu touchant les autres. Alors les Officiers s'écrierent d'une commune voix , que si le Commandement étoit donné aux Généraux *Fairfax*, *Cromwell*, & *Skippon*, ils étoient prêts à marcher. Les Commissaires, voyant que les Officiers insistoient sur un point qui n'étoit pas conforme aux intentions du Parlement, prièrent ceux qui voudroient s'engager à servir en Irlande, de revenir le lendemain : mais il n'en vint qu'un très-petit nombre. Dans le même tems , les autres préparèrent une Déclaration qu'ils firent présenter aux Commissaires, dans laquelle ils disoient, "qu'ils avoient lieu de se plaindre de ce qu'on n'avoit rien répondu de positif à leurs demandes. Que cela n'empêcheroit pas que ceux d'entre eux qui n'étoient pas disposez à servir en Irlande, ne s'employassent à faire réussir le projet du Parlement. Que la plupart ne feroient aucune difficulté d'aller servir en Irlande , pourvû qu'ils fussent commandez par les mêmes Généraux qui les avoient commandezen Angleterre. Que c'étoit-là le sentiment général des Officiers de l'Armée., .

Le Général, qui jusqu'alors sembloit avoir bonne envie de servir le Parlement, ordonna, que les Officiers qui voudroient servir en Irlande, tiraissent de leurs Régimens tous les Cavaliers, & Soldats qui voudroient s'engager dans le même service. Mais il ne s'en trouva qu'un très-petit nombre, & le Parlement fut informé, qu'il y avoit des Officiers qui prenoient grand foin de détourner les Soldats de ce service, & de fomenter le mécontentement de l'Armée.

Enfin , l'audace alla si loin , que quelques-uns des principaux Officiers ne craignirent pas de paroître à la tête des féditieux , dans une Déclaration qu'ils firent présenter aux deux Chambres. " Ils protestoient dans cet Ecrit qu'ils étoient touj ours prêts à se soumettre aux ordres du Parlement : mais la maniere dont ils s'y prenoient n'étoit guéres propre à persuader qu'ils eussent cette intention. Ils prétendoient qu'on leur faisoit une extrême injustice de soupçonner d'avoir de mauvais desseins , & que ce qu'ils avoient fait jusqu'alors n'auroit pas pû être expliqué dans un mauvais sens , si les ennemis qu'ils avoient dans la Chambre des Communes , ne prenoient pas soin de les calomnier , & de faire regarder leur conduite comme criminelle. Ils répondoient à toutes les objections qu'on avoit faites dans la Chambre contre leur premiere Requête , & disoient :

» 1. Qu'ils espéroient, qu'on ne voudroit pas les priver du droit de présenter des Requêtes qui étoient un droit de tous les Sujets, selon la décision même de la Chambre des Communes, dans son Vote du 2. de Novembre 1642, qui portoit, *Que c'étoit un droit des Sujets de présenter des Requêtes, & que c'étoit le devoir de la Chambre de les recevoir.*

» 2. Qu'ils ne s'adressoient à la Chambre, que par la médiation de leur Général, & que, par conséquent, leur Requête n'avoit dû être regardée comme féditieuse.

» 3. Qu'il n'étoit pas vrai qu'ils eussent employé de mauvais moyens pour avoir des signatures. Que la Requête avoit été d'abord dressée par les Soldats , & que les Officiers ne s'étoient joints à eux , que pour les empêcher d'agir d'une manière irrégulière.

» 4. Qu'ils aient eu raison de demander un Acte d'indemnité, pour les
Tome VIII. R r r » actions

CHARLES
I.
1647.

Déclaration des Officiers

Autre Dé-
claration.
"Rush-
worth,"
"Vol. VI. p.
"469.

CHAR- „ actions contraires aux Loix qu'ils avoient commises pendant la Guerre , par-
LES I. „ ce que sans cela ils pourroient être recherchez en tems de Paix.
1647.

„ „ 5. Que, quant au consentement du Roi, qu'ils avoient demandé, c'é-
„ toit une précaution, qu'ils avoient jugé nécessaire, puisque le Parlement
„ même demandoit que le Roi consentît aux Propositions qu'il lui faisoit pré-
„ senter.

„ „ 6. Que, pour la demande de leurs arrérages, c'étoit la nécessité qui les
„ avoit forcez à la faire; qu'ils avoient bien gagné la paye qui leur avoit été
„ promise, & qu'on ne pouvoit pas regarder comme une mutinerie la deman-
„ de de ce qui étoit légitimement dû.

„ „ 7. Que, pour ce qui regardoit le service en Irlande, ils ne croyoient pas
„ que des gens qui s'étoient engagez volontairement, & qui avoient quitté
„ leurs professions pour servir leur Patrie pussent être contrainsts de servir hors
„ du Royaume contre leur volonté.

Cette Déclaration étoit signée par *Thomas Hammond*, Lieutenant Général d'Artillerie, par sept Colonels, sept Lieutenans Colonels, six Majors, & cent trente Officiers, Capitaines ou Subalternes.

Vote pour
congedier
l'Armée.

Le même jour que cette Déclaration fut lûe au Parlement, les Communes voterent que l'Armée seroit congédiée, & qu'on lui donneroit la paye de six semaines en la congédiant.

Requête de
quelques
Régimens.

Quelques jours après, le Major Général Skippon, qui devoit commander en Irlande, & qui avoit pris place dans la Chambre des Communes, malgré l'Ordonnance *Self-denying*, qui n'étoit plus observée, rapporta que quelques Cavaliers lui avoient remis une Lettre de la part de quelques Régimens, & produisit cette Lettre, qui fut lûe sur le champ. Ces Régimens se plaignoient d'être maltraitez par le Parlement, & alléguoient les raisons qui les empêchoient d'aller servir en Irlande, sous les Généraux qu'on vouloit leur donner. On fit entrer ceux qui avoient porté la Lettre, & on leur fit diverses questions, à quoi ils répondirent qu'ils n'étoient que des Agens, ou Députés, & que si on leur donnoit ces questions par écrit, ils les porteroient à ceux qui les avoient envoyez, & en rapporteroient les Réponses.

Rushworth,
Vol. VI. pag.
474.

Votes en
faveur de
l'Armée.

Quoique la Déclaration des Officiers fût assez raisonnable en elle-même, elle avoit pourtant moins l'air d'une Apologie respectueuse, que d'une accusation insolente contre le Parlement. Cela fit comprendre aux Communes, que le mal étoit plus grand qu'elles ne l'avoient cru d'abord; c'est pour-quoi, elles passerent plusieurs Votes pour donner quelque satisfaction à l'Armée, & pour empêcher que son mécontentement ne s'accrut. En même tems, elles ordonnerent que Skippon, Cromwell, Ireton, & Fleetwood, iroient informer l'Armée de ce que la Chambre avoit dessein de faire pour les Troupes, & qu'elle préparoit une somme considérable pour leur être payée, avant qu'on les congédiât. Il semble que jusqu'alors, les Communes ne comprenoient pas bien quel étoit le véritable but des plaintes de l'Armée, & qu'elles espéroient de pouvoir l'appaiser par quelque condescendance.

Nouveaux
Commissai-
res.

Réponses des
Officiers
aux Com-
missaires.

Les Généraux envoyez par le Parlement s'étant rendus à l'Armée, & ayant fait assembler les Officiers, leur lurent les Votes passés en leur faveur, après quoi, Skippon leur fit un Discours pour les engager à servir sous lui en Irlande.

lande. Les Officiers répondirent, que cette affaire regardant les Soldats aussi bien que les Officiers, il étoit nécessaire de les en informer, afin de sçavoir leur sentiment.

CHARLES
I.
1647.

Cependant, le Parlement qui souhaitoit passionnément de pouvoir casser l'Armée, après avoir formé celle qui devoit servir en Irlande, ordonna qu'on payeroit aux Troupes, deux semaines de plus, en les congédiant, & deux semaines encore d'augmentation à ceux qui voudroient s'engager pour le service d'Irlande.

Les Cavaliers & Soldats ayant été informez du rapport que les Généraux, envoyez par le Parlement, avoient fait aux Officiers, répondirent que s'agissant d'une chose à laquelle tous les Soldats de l'Armée étoient intéressés, ils souhaitoient de la discuter en commun : que pour cet effet, les Députés de chaque Régiment fussent chargez de prendre le sentiment de leur Corps, pour les rapporter à un Comité d'Officiers de chaque Régiment, qui feroient un Extrait des opinions qui se trouveroient unanimes, & que le résultat en seroit présenté au Parlement. Il est aisé d'apercevoir dans cette Réponse, une direction secrète de quelques-uns des principaux Chefs des Mécontents, qui vouloient par ce moyen se rendre facilement maîtres des résolutions des Soldats, & composer une espèce de Parlement dans l'Armée, pour l'opposer aux deux Chambres. Cette demande, dont peu-être plusieurs ne prévirent pas les suites, ayant été accordée, les Soldats élurent, dans chaque Régiment, des Députés qui furent nommez *Agitateurs*, pour discuter entre eux les matières qui devoient être portées au Conseil des Officiers, qui fut appelé *Conseil de Guerre*, composé des Généraux, des Colonels, Lieutenans Colonels, Majors, & Capitaines. Dans le Conseil des *Agitateurs*, il n'y avoit que peu d'Officiers, & pas un au-dessus d'Enseigne. Ces sortes de Conseils se continuèrent dans la suite, au grand préjudice du Parlement, & au grand avantage des Chefs du Parti Indépendant, qui trouvoient assez le moyen de n'y faire entrer que des gens qui leur étoient dévoués, ou qui n'étoient pas assez habiles pour connoître où on avoit dessein de les mener.

Les Soldats
demandent
de consulter
entre eux.

Cela leur est
accordé.
Ils établissent des *Agitateurs*.
Rushworth.
Vol. VI. p.
485.

Cependant, les deux Chambres persistoient dans le dessein de licencier l'Armée, à l'exception de ceux qui voudroient s'engager à servir en Irlande. Pour pouvoir le faire avec plus de facilité, il fut ordonné, qu'on feroit aux Troupes le compte de leurs arrérages, & qu'on leur donneroit de bonnes assurances pour leur paiement. Qu'on ne contraindrait aucun de ceux qui s'étoient engagez volontairement, de servir en Irlande, & que, par une Ordonnance, il seroit pourvu à la subsistance des Veuves, des Orphelins, & des Soldats estropiez. Ensuite, les deux Chambres réglèrent la manière dont les Troupes seroient licenciées, sçavoir, que les Régimens seroient congédiés en divers lieux & en divers tems, & qu'on enverroient dans les quartiers où ils devoient être congédiés l'argent nécessaire pour leur payer ce qui leur avoit été promis. Mais l'Armée se plaignoit hautement de ce que lui étant dû soixante & six semaines de paye, on ne vouloit lui en donner que huit en la congédiant.

Le Parlement persiste dans le dessein de casser l'Armée.

L'Armée se
plaint hautement.

Peu de tems après, le Général ayant assemblé le Conseil de Guerre où se trouverent environ deux cens Officiers, leur lut les Votes des deux Chambres, & les exhorta fortement à se soumettre à leurs ordres. Mais les Officiers ré-

CHARLES I. 1647. pondirent, qu'ils ne croyoient pas que les Soldats fussent contens de ces Votes. 1. Parce que la paye de huit semaines n'étoit pas proportionnée à ce qui leur étoit dû. 2. Qu'on ne leur donnoit aucune sûreté pour le paiement de leurs arrérages. 3. Parce qu'on ne prenoit aucun soin de leur justification, & qu'ayant été déclarez Rebelles & ennemis de l'Etat par la Déclaration du Parlement, on pourroit les poursuivre en Justice après qu'ils seroient séparés.

Les Soldats menacent. Dans ce même Conseil, le Général produisit une Requête, que les Soldats lui avoient fait présenter, dans laquelle, ils se plaignoient, "de ce qu'on vouloit les congédier avant que de les avoir satisfaits sur leurs Grieffs, & de ce que, contre la coutume, on vouloit les séparer en les congédiant, ce qui ne pouvoit que les rendre suspects à tout le Royaume. C'est pourquoi, ils désiroient qu'on fit assembler l'Armée en un seul lieu, & qu'on pourvût à leurs Grieffs, avant que de les licencier. Ils ajoûtoient, que sans cela, ils se verroient, quoi qu'à regret, obliger de faire des choses qui pouvoient être prévenues en leur accordant leurs demandes."

Le Général resserre les quartiers de l'Armée. Le Conseil de Guerre ayant examiné cette Requête, crut ou feignit de croire, qu'il étoit absolument nécessaire d'y avoir égard, de peur que s'ils voyoient toutes leurs demandes rejetées, ils ne s'assemblassent sans leurs Officiers. Il fut donc résolu, qu'on rapprocheroit les quartiers les uns des autres, afin que les divers Régimens fussent à portée de se secourir mutuellement. Il étoit manifeste, que le but de la Requête & de la résolution du Conseil de Guerre, étoit de rompre les mesures du Parlement. Il avoit résolu de séparer l'Armée & de la congédier en divers tems & en divers lieux, pour pouvoir la casser plus aisément, & l'Armée, au contraire, se rassembloit, en sorte qu'il lui étoit facile de se trouver ensemble en très-peu de tems, sans qu'il fût possible au Parlement de l'empêcher.

Le Parlement rappelle ses Commissaires. Le Général ne manqua pas d'envoyer aux deux Chambres le résultat de ce qui s'étoit passé au Conseil de Guerre. Il les pria en même tems, d'aller bride en main, pour ne pas irriter l'Armée, & pour prévenir une rupture qui ne pourroit qu'être très-dangereuse. Il écrivit le même jour à l'Orateur des Communes, qu'il étoit dans une terrible inquiétude, par rapport à la disposition de l'Armée, & qu'il souhaitoit de tout son cœur, qu'on pût trouver quelque moyen pour apaiser ces troubles, ce qui n'étoit pas en son pouvoir. Que s'il acquiesçoit à bien des choses, ce n'étoit que pour éviter de plus grands maux.

Il forme le projet de diviser l'Armée. Sur ces avis, les deux Chambres rappellerent les Commissaires qu'elles avoient déjà fait partir pour aller licencier l'Armée, & fit revenir l'argent, qui avoit été envoyé en divers quartiers pour la payer. Mais un des Régimens arrêta trois mille cinq cents livres qu'on reportoit à Londres. Il étoit bien manifeste que l'Armée ne vouloit pas être congédiée; mais le Parlement n'étant pas en état de se faire obéir, se vit obligé de différer jusqu'à un tems plus convenable, sans se désister néanmoins du dessein de la casser. Son intention étoit de la diviser, sous prétexte du besoin qu'on avoit d'envoyer une Armée en Irlande, & pour mieux engager les Soldats à se séparer de l'Armée, il ordonna qu'on donneroit un mois de paye à ceux qui quitteroient leurs Régimens pour aller servir en Irlande. Il espéroit de pouvoir, par ce moyen,

moyen, former une Armée égale ou supérieure à celle qui refusoit d'obéir, en quoi il se trouva fort trompé. Cependant, pour donner encore quelque satisfaction à l'Armée, les Communes voterent, que les bas Officiers & les Soldats seroient payez de tous leurs arrérages, en déduisant ce qu'ils devoient aux quartiers où ils avoient logé. Que les Officiers recevroient un mois de paye sur leurs arrérages, outre ce qui leur avoit été promis auparavant. Enfin, que la Déclaration contre ceux qui avoient dressé la première Requête seroit ôrée du Journal de la Chambre. Le lendemain elles passèrent une Ordonnance pour l'indemnité des Gens de Guerre. Mais tout cela n'étoit pas capable de contenter l'Armée, qui étoit résoluë à ne recevoir aucune satisfaction. Ceux qui dirigeoient ses mouvemens, vouloient qu'elle fût conservée afin d'être en état de contrequarrer les Presbytériens, qui étoient les maîtres dans le Parlement. Ainsi, les raisons que l'Armée alléguoit n'étant que de purs prétextes, quand même on lui auroit tout accordé, elle en auroit trouvé d'autres pour s'empêcher d'être cassée. En effet, on verra tout-à-l'heure, qu'après avoir peur qu'on ne la prît au mot, en lui accordant tout ce qu'elle avoit demandé, elle ajouta de nouvelles demandes auxquelles le Parlement ne pouvoit acquiescer.

CHARLES
I.
1647.

Il étoit aisé de comprendre, que tout tendoit à une rupture entre le Parlement & l'Armée. Le Parlement accusoit l'Armée de mutinerie & de sédition, & l'Armée prétendoit que le Parlement, sous prétexte d'envoyer une Armée en Irlande, pensoit à former une nouvelle Armée pour se rendre maître du Royaume, quand l'ancienne ne subsisteroit plus, ou pour allumer une nouvelle Guerre, en cas que les Troupes refusassent d'obéir. Mais il s'en falloit bien que leurs forces ne fussent égales. L'Armée avoit les armes à la main, & quoique quelques Officiers & Soldats eussent quitté leurs Régimens, pour s'engager au service d'Irlande, ils n'étoient qu'en petit nombre : le reste demouroit uni, & se trouvoit appuyé de la plupart des Généraux qui étant contraires au Parlement, excitoient secrètement le mécontentement des Officiers, & des Soldats. Le Parlement n'avoit actuellement aucunes forces pour réduire l'Armée à l'obéissance, & par-là, il se trouvoit dans un terrible embarras. Il n'osoit pousser l'Armée à bout, & d'un autre côté, il comprenoit bien, que la division étoit excitée par les Chefs des Indépendans qui cherchoient à détruire le Parlement, de peur que le Parlement ne les ruinât eux-mêmes, comme effectivement il en avoit le dessein.

C'étoit donc alors un tems de crise, où il s'agissoit de savoir qui demeureroit le Maître ou le Parlement, ou le Parti Indépendant. Mais celui-ci avoit l'Armée dans ses intérêts, & cela seul contrebalançoit le pouvoir & l'autorité du Parlement. Il avoit si bien pris ses mesures, par le moyen des *Agitateurs*, qu'il avoit fait de l'Armée une espèce de République, où les suffrages des simples Soldats alloient du pair avec ceux des Généraux, & que même les Soldats ne se croyoient pas obligez de suivre les avis de leurs Officiers, ou de les leur demander. De-là naissoit une confusion, à laquelle on n'avoit garde de remédier. Tout se faisoit sous le nom de l'*Armée*, terme vague qui signifioit, tantôt le Conseil de Guerre seul, tantôt le Conseil des *Agitateurs*, tantôt les deux Conseils joints ensemble, & tantôt les *Agitateurs* de quelques Régimens particuliers. C'est dans ce dernier sens qu'il faut prendre

CHARLES
1.
1647.

Le Roi est
enlevé de
Holmby. v.
Rushworth,
Vol. VI. p.
545. 549.

Le Roi est
conduit à
Newmar-
ket.

Requête de
l'Armée au
Général.

dre l'entreprise que firent les Agitateurs de quelques Régimens de Cavalerie, sous le nom de l'Armée, de faire enlever le Roi de sa Maison de Holmby, pour le mener à Newmarket.

Pour exécuter ce dessein, ils firent choix d'un Cornette nommé *Joyce*, l'un des Agitateurs de son Régiment, qui de Tailleur qu'il étoit avant la Guerre, étoit devenu Officier, & s'étoit distingué par sa bravoure. *Joyce* s'étant mis à la tête d'un Détachement de cinquante Chevaux, marcha droit à Holmby, & y arriva de nuit, le Roi étant déjà couché. Après s'être assuré des avenues, il monta lui troisième à la Chambre du Roi, dont il se fit ouvrir la porte. Le Roi s'étant levé, lui demanda quel étoit son dessein. Il répondit, qu'il vouloit le mener à l'Armée, parce qu'on avoit eu des avis certains qu'on avoit dessein de l'enlever. Le Roi lui demanda, s'il avoit un Ordre du Général. Il répondit que non, mais qu'il étoit autorisé par l'Armée, & comme il avoit un pistolet à la main, il faisoit assez entendre, que c'étoit de ses armes qu'il tenoit sa principale autorité. Les Commissaires du Parlement, qui étoient à Holmby, pour veiller à la sûreté du Roi, voulurent s'opposer à cette violence; mais la Garde du Roi ne voulut point agir contre la Troupe de *Joyce*, & les Troupes qui étoient dans les Villages voisins, pour relever journellement la Garde, refuserent d'obéir aux ordres des Commissaires, & de marcher au secours du Roi. Enfin, après bien des contestations, tout ce que le Roi put obtenir fut, qu'on lui donna du tems jusqu'au matin. Cette même nuit, il écrivit un Billet, dont il chargea le Comte de *Dunferling*, Ecossois, par lequel il faisoit sçavoir aux deux Chambres, qu'il étoit enlevé de Holmby contre sa volonté, & qu'elles ne devoient ajouter aucune foi à ce qu'il pourroit écrire dans la suite, pendant qu'il ne seroit pas en liberté. Le lendemain, il monta en carrosse, & fut conduit par *Joyce*, qui le mena coucher à une Maison proche de Cambridge, & le jour suivant à Newmarket.

Pendant que ces choses se passoient, le Général ayant marqué un rendez-vous de l'Armée à Newmarket, pour le 4. & le 5. de Juin, les divers Régimens de l'Armée lui présentèrent une Requête, dans laquelle ils se plaignoient des Votes passez dans le Parlement, le 21. & le 25. de Mai, comme n'étant pas capables de les contenter par les raisons suivantes:

„ 1. Que la paye de huit semaines ne suffisoit pas pour mettre les Soldats en état d'aller reprendre leur Métiers.

„ 2. Que dans l'Ordonnance faite pour régler leurs comptes, il n'étoit fait aucune mention de ce qui leur étoit dû pour leur service dans la précédente Armée commandée par le Comte d'Essex, quoique ce qui étoit dû à la plupart d'entre eux pour ce service allât au-delà de ce qui leur étoit dû depuis.

„ 3. Qu'on déduisoit trois Schellings par semaine de leur paye, pour leurs quartiers, ce qui étoit plus que ce qu'ils auroient payé eux-mêmes s'ils avoient exactement reçu leur argent.

„ 4. Qu'on ne leur alloüoit point ce qu'ils avoient eux-mêmes payé à leurs quartiers.

„ 5. Que contre la coutume, on vouloit les obliger à rendre leurs armes & leurs chevaux.

„ 6. Que

» 6. Que les sûretés qu'on leur offroit pour le paiement de leurs arrérages, n'étoient rien moins que suffisantes.

» 7. Que l'Ordonnance qui défendoit de contraindre de servir en Irlande, ceux qui s'étoient engagez volontairement, étoit défectueuse, parce qu'après qu'ils seroient congédiés, il leur seroit difficile d'avoir des Certificats pour faire voir qu'ils s'étoient engagez volontairement.

» 8. Que l'Ordonnance, en faveur des Soldats estropiez, n'avoit pas encore passé dans le Parlement.

» 9. Que par l'Ordonnance concernant l'Indemnité on ne leur donnoit pas des sûretés suffisantes.

» 10. Qu'on n'avoit donné aucune satisfaction aux Soldats, qu'on avoit fait venir à Londres comme Délinquens, quoiqu'on ne les eût trouvez coupables d'aucune faute.

» 11. Que jusqu'alors on n'avoit rien fait pour établir le droit de présenter les Requêtes.

(Il y avoit dans cet Article de grandes plaintes contre le Parlement, sur le Pouvoir arbitraire qu'il s'attribuoit).

» 12. Que la Déclaration faite contre l'Armée subsistoit encore dans toute sa force.

» 13. Que ceux qui avoient calomnié l'Armée avoient toujours le même crédit dans le Parlement, sans qu'on eût fait la moindre démarche pour les punir, ou pour justifier l'Armée.

Il est aisé de comprendre que ces plaintes n'étoient que de purs prétextes, ou du moins, que si l'Armée n'avoit pas résolu de ne se contenter de rien de ce qu'on pourroit lui accorder, il n'auroit pas été impossible d'accommoder ces différends. Mais ce n'étoit-là qu'un préparatif de ce qu'elle avoit résolu de faire. Dès le lendemain 5. de Juin, les Officiers & les Soldats signèrent un Ecrit, auquel ils donnerent le nom d'*Engagement*, par lequel ils consentoient à être congédiés, s'il plaisoit au Parlement de l'ordonner; mais à condition, qu'on donneroit satisfaction à l'Armée sur ses Grievs, selon qu'il seroit jugé à propos par un Conseil qui seroit composé des Généraux qui avoient concouru avec elle, de deux Officiers, & de deux Soldats de chaque Régiment, & ils déclaroient, qu'ils ne se separeroient point avant qu'on les eût satisfaits.

Cet Engagement fut appuyé des Requêtes de plusieurs habitans des Provinces d'*Essex*, de *Suffolck*, & de *Norfolck*, par lesquelles on supplioit le Général de ne point souffrir que l'Armée fût licenciée, jusqu'à ce que tout ce qui regardoit le Gouvernement fût réglé.

Le 7. de Juin, les deux Chambres reçurent une Lettre du Général, qui leur donnoit avis, que les Soldats avoient fait enlever le Roi, de *Holmby*, avec le consentement de S. M.; ayant jugé à propos de s'assurer de sa Personne, à cause de la crainte où ils étoient, qu'on n'assemblât des Troupes pour le leur ôter. Qu'aussi-tôt qu'il en fut informé, il envoya le Colonel *Walley* avec son Régiment, pour garder le Roi, & qu'ensuite, il avoit encore détaché deux autres Régimens pour le renforcer. Que *Walley* avoit prié, de sa part, le Roi & les Commissaires du Parlement, de retourner à *Holmby*: mais que le Roi n'y avoit pas voulu consentir. Qu'ensuite, il leur avoit envoyé les Colonels *Waller* & *Lambert*, pour leur persuader de reme-

CHART
LES I.
1647.

L'Armée
signe un En-
gagement.

Lettre du
Général sur
l'enleve-
ment du
Roi.

ner

CHARLES

I.

1647.

ner le Roi à Holmby , mais qu'ils avoient refusé de se mêler davantage de ce qui regardoit sa Personne. Il assuroit de plus , que ni lui-même , ni aucun des Officiers qui étoient auprès de lui , ni le Corps de l'Armée en général , n'avoient aucune part à l'enlèvement du Roi , & que son désir & celui de l'Armée n'étoit que d'établir une Paix ferme & durable. Qu'ils n'avoient pas intention de s'opposer au Gouvernement Presbytérien , ni de mettre l'Indépendant en sa place , mais de laisser tout à la prudence du Parlement , sans vouloir protéger ou favoriser aucun Parti.

C'étoit une chose bien étrange , que le Roi eût été enlevé de Holmby , par cinquante Cavaliers , sans aucun ordre du Général , ni d'aucun des Officiers qui étoient auprès de lui , sans le consentement du Corps de l'Armée , & que les Généraux souffrissent qu'il fût dans le centre des quartiers de l'Armée , sans faire aucune recherche , de ceux qui avoient donné l'ordre , ni de ceux qu'il avoient exécuté. Cela faisoit assez comprendre , qu'il y avoit là-dessous quelque mystère qu'on ne jugeoit pas à propos de révéler au Parlement , & que Joyce sçavoit bien qu'il seroit protégé si quelqu'un entreprenoit de lui faire rendre compte de cette action. D'un autre côté , quoique le Roi eût écrit aux deux Chambres , qu'il étoit enlevé contre sa volonté , il paroît par la Lettre du Général , que le Roi y avoit consenti , & qu'il n'avoit pas voulu retourner à Holmby , lorsqu'il avoit été en son pouvoir. Tout cela paroît bien mystérieux , & je ne croi pas que le public ait jamais été bien informé de ce qui s'étoit passé avant l'enlèvement du Roi. Les suites font conjecturer , que quelques-uns des Généraux de l'Armée crurent qu'il étoit absolument nécessaire pour leurs intérêts , que le Roi fût en leur pouvoir , dans une conjoncture où ils croyoient avoir lieu de craindre que le Parlement ne s'accordât avec lui , & qu'ils le firent enlever de Holmby par des gens sans aveu , sçachant bien qu'ils seroient assez puissans pour empêcher qu'on n'examinât trop scrupuleusement cette affaire. Peut-être même , le Roi y avoit-il quelque part , puisqu'il ne voulut pas retourner à Holmby , & qu'il parut effectivement , pendant quelque tems , qu'il se trouvoit beaucoup plus à son aise entre les mains de l'Armée , que quand il étoit au pouvoir du Parlement.

▼ Votes des
Communes

Les Communes voyant que l'Armée avoit le Roi en son pouvoir , & qu'elle ne vouloit pas être congédiée , voulurent du moins faire voir au public par leurs Votes que les accusations dont l'Armée les noircissoit étoient sans fondement , & qu'elles n'agissoient pas par des motifs intéressés. Ainsi , le 10. de Juin , elles confirmèrent l'Ordonnance *Self-Denying* , & déclarèrent vacans , tous les emplois possédés par des Membres du Parlement. Elles votèrent , qu'aucun Membre du Parlement ne seroit exempt de payer ses dettes. Que les informations qu'on voudroit donner contre des Membres de la Chambre , seroient écoutées le Mardi suivant. Qu'aucun Membre de la Chambre ne recevrait aucun dédommagement pour ses pertes particulières , jusqu'à ce que les dettes publiques fussent payées.

L'Armée
marche vers
Londres.

Mais cela n'empêcha pas que l'Armée ne se mît en marche , & ne s'avancât jusqu'à S. Alban à vingt milles de Londres. En même-tems , le Général envoya aux deux Chambres le résultat du dernier Conseil de Guerre , qui s'étoit tenu à Newmarket , & les pria de chercher des moyens pour satisfaire les Troupes.

La

La marche de l'Armée ayant causé une grande consternation , dans le Parlement & dans Londres, les deux Chambres firent une Ordonnance pour autoriser la Ville à lever des Troupes de Cavalerie. Il sembloit qu'elles eussent intention de se mettre en défense contre l'Armée. Peu d'heures après, la Ville reçut une Lettre signée du Général & de tous les autres Généraux, dans laquelle ils se plaignoient, qu'il y avoit certains Membres du Parlement, qui faisoient leurs efforts pour engager la Nation dans une nouvelle Guerre, afin d'éviter par-là, la punition qu'ils méritoient. Ils ajoûtoient, que leur intention n'étoit pas de se mêler des affaires du Gouvernement, ni de faire aucun tort aux Presbytériens, ni à la Ville de Londres, pourvu qu'elle ne s'engageât pas à protéger les boutefeux du Parlement. Qu'ils étoient prêts à s'éloigner de Londres, pourvu qu'on leur donnât des assurances, qu'on travailleroit à établir le Gouvernement d'une manière équitable. Que si la Ville s'engageoit à prendre les armes contre l'Armée, elle couroit risque de s'attirer de grands malheurs.

CHARLES
I.
1647.
Plaintes de
l'Armée
contre quel-
ques uns
des Mem-
bres des
Communes

Cette Lettre fut communiquée au Parlement qui écrivit de son côté au Général pour le requérir de ne faire point marcher l'Armée plus proche de Londres que vingt-cinq milles ; mais elle étoit déjà arrivée à S. Alban. Ce même jour, les Communes ordonnèrent qu'on payeroit une somme de dix mille livres Sterling aux Soldats qui quitteroient l'Armée, pour s'engager au service d'Irlande, de quoi l'Armée fut très-mécontente, comprenant bien que le dessein du Parlement étoit de la diviser.

Le Parle-
ment tâche
de diviser
l'Armée,

Le lendemain, sur un faux avis que l'Armée étoit en marche, pour s'approcher de Londres, les Milices de la Ville eurent ordre de se mettre sous les armes, à peine de la vie. Mais bien-tôt après, cet ordre fut révoqué. On ne laissa pourtant pas d'enroller des Soldats, par ordre du Parlement.

& de se
mettre en
état de dé-
fense.

Dans cet intervalle, le Conseil commun de Londres fit réponse à la Lettre des Généraux, que la Ville n'avoit aucune mauvaise intention contre l'Armée, & que son unique but étoit de garder le Parlement, & de se garder elle-même contre la violence qu'elle avoit sujet de craindre. Qu'elle ne prenoit pas les armes pour empêcher qu'on accordât à l'Armée ses justes demandes. Qu'au contraire, elle avoit présenté des Requêtes au Parlement, pour demander qu'on pensât aux moyens de satisfaire les Troupes, & qu'elle souhaitoit seulement qu'elles ne demandassent que des choses raisonnables.

Lettre du
Conseil de
Londres au
Général.

Le même jour, le Parlement envoya des Commissaires à l'Armée pour lui demander ce qu'elle souhaitoit. Le Général répondit dans une Lettre adressée aux deux Chambres, que l'Armée offroit, moyennant un mois de paye, de ne s'avancer pas plus proche de Londres, sans en avoir plutôt donné connoissance aux Commissaires du Parlement.

Cependant, l'Armée continuoit à se rendre redoutable, tant par sa proximité, que par ses demandes qui alloient toujours en augmentant. Au commencement, elle avoit protesté, qu'elle ne vouloit se mêler que de ce qui la regardoit directement, & que son intention étoit de laisser aux deux Chambres le soin du Gouvernement. Mais quand elle eut compris que le Parlement chanceloit, & qu'il manquoit de force ou de fermeté, elle fit un pas plus avant, & par une Remontrance qu'elle fit présenter aux deux Chambres, elle demanda :

Tome VIII.

SSf

„ 1. Que

CHARLES
I.
1647
Remontrance de
l'Armée.

- » 1. Que le Parlement fût purgé de quelques-uns de ses Membres corrompus, & de ceux qui avoient été irrégulièrement élus.
- » 2. Que les Membres qui avoient paru ouvertement contraires à l'Armée, fussent chassés, & déclarez incapables d'être Juges des Soldats, quand l'Armée ne subsisteroit plus.
- » 3. Qu'on mît une borne à la continuation de ce Parlement, & qu'à l'avenir, les Parlemens ne pussent durer qu'un certain tems, afin d'ôter aux Membres l'ambition de se rendre Souverains, & qu'après avoir gouverné, ils devinssent Sujets à leur tour.
- » 4. Que les Parlemens ne pussent être ni dissous, ni ajournés, qu'avec leur propre consentement.
- » 5. Que le droit de présenter des Requêtes fût confirmé aux Sujets.
- » 6. Qu'on réglât le pouvoir des Committees & des Lieutenans des Provinces, & qu'on le réduisît à de justes bornes.
- » 7. Que les comptes des dettes publiques fussent réglés avec équité.
- » 8. Qu'après quelques Actes de Justice contre les Délinquens, on passât un Acte d'oubli.

Après ces demandes, l'Armée protestoit, « que son intention n'étoit pas de détruire le Gouvernement Presbytérien, ni d'établir l'Indépendant. Elle demandoit seulement, que ceux qui ne pourroient pas s'accommoder du Gouvernement Presbytérien, ne fussent pas privés des droits & des avantages qui devoient être communs à tous les Membres de l'Etat, pourvu qu'ils se comportassent paisiblement, sans faire tort à personne. »

L'Armée
fait accuser
onze Mem-
bres des
Communes
de trahison.
Rushworth,
Vol. VI. p.
570.

Il n'étoit pas bien difficile de s'apercevoir, que l'Armée ne se contentoit plus de se mêler des choses qui la regardoient directement, & qu'elle vouloit avoir part au Gouvernement du Royaume. Il y avoit dans la Chambre des Communes, des gens très-habiles, qui connoissoient bien les desseins des Indépendans, & qui auroient bien pu les contrequarrer, s'ils avoient eu la force en main. C'étoit dans cette vue, qu'ils avoient projeté de former de l'Armée même, une nouvelle Armée pour l'Irlande, & de casser le reste des Troupes. C'étoit un projet qui tendoit directement à la ruine du Parti Indépendant. Aussi Cromwell & ses associés employèrent-ils tous leurs soins pour contreminer les artifices de leurs ennemis, en inspirant du mécontentement à l'Armée, & en le fomentant de la manière qu'on vient de le voir. Enfin, après avoir tâté le poux au Parlement, ils se crurent assez forts pour frapper un plus grand coup, en se servant toujours du nom de l'Armée qu'ils avoient scû mettre dans leurs intérêts. Pour cet effet, ils firent résoudre dans un Conseil de Guerre, que l'Armée accuseroit de trahison les Membres des Communes les plus habiles & les plus accréditez, & qui dirigeoient à-peu-près les délibérations de la Chambre. C'étoient ceux dont le Parti Indépendant avoit le plus à craindre. Cette résolution étant prise, l'Armée députa quelques Officiers qui allèrent de sa part porter à la Chambre des Communes, une Accusation de haute trahison, contre onze de ses Membres, sçavoir, *Hollis, Stapleton, Lewis, Clotworthy, Waller, Maynard, Masséy, Glyn, Long, Harley, Nichols*. Les Articles généraux de cette Accusation étoient:

Articles gé-
néraux d'ac-
cusation.

- » 1. Que les accuzez avoient usé de violence en diverses manières, & arrêté le cours de la Justice par de mauvaises pratiques.

» 2.

2. „ Qu'au mois de Mars dernier, l'Armée se trouvant dans une disposition paisible, & voulant bien s'engager à servir en Irlande, ils avoient fait naître dans leur Chambre des soupçons contre les Officiers, & fait leurs efforts pour semer la division entre le Parlement & l'Armée.

„CHARR-
„LES
„1647.

3. „ Que le Parlement ayant pû employer cette Armée à la réduction de l'Irlande, ils s'y étoient opposés, & avoient formé le dessein de la faire casser pour en former une nouvelle.

4. „ Qu'ils avoient tâché de séduire les Troupes destinées à servir en Irlande, de les engager à servir à d'autres usages, & de lever de nouvelles Troupes, sous prétexte de garder le Parlement, & qu'ils avoient secrètement tâché de gagner des Officiers particuliers pour les engager dans leurs complots.

5. „ Qu'ils avoient voulu porter divers Officiers Réformez à s'assembler tumultuairement, & à s'en aller à Westminster, pour inspirer de la terreur aux Membres du Parlement.

Dès le lendemain, l'Armée fit présenter un Mémoire aux Communes, pour demander :

„Demandes
„de l'Armée.

„ Que les Membres accusez fussent obligés de se retirer de la Chambre.

„ Qu'on donnât à l'Armée un mois de paye.

„ Qu'on lui donnât tout autant qu'on avoit donné à ceux qui s'étoient engagés pour servir en Irlande, & que ceux qui avoient abandonné l'Armée, ne fussent pas plus avantagés que les autres.

„ Qu'on travaillât incessamment à régler tous les différends entre le Parlement & l'Armée, & que, pendant ce tems-là, il ne se fît aucune levée de Soldats dans Londres, ni ailleurs.

Ces demandes mettoient le Parlement dans un terrible embarras. Il ne pouvoit les rejeter sans fournir à l'Armée un prétexte de marcher à Londres, où il n'y avoit rien de prêt pour lui opposer, & en les accordant, il lui donnoit lieu d'en faire de plus considérables. Cet embarras étoit d'autant plus grand, qu'il y avoit diverses Provinces qui se rangeoient dans le parti de l'Armée, & qui prétendoient qu'il étoit absolument nécessaire de la conserver, pour arrêter les progrès du pouvoir arbitraire que le Parlement s'attribuoit. On a déjà vu, que les Provinces d'Essex, de Suffolck, & de Norfolck, s'étoient, en quelque manière, déclarées pour l'Armée. Celles de Buckingham & de Héréford suivirent cet exemple, & celle de Glamorgan se plaignit hautement, par des Députés envoyés exprès, que le Peuple étoit opprimé par le Parlement, & par les Committees établis dans les Provinces.

„Quelques
„Provinces
„sont pour
„l'Armée.

Tout cela fut cause que les deux Chambres jugerent à propos de conjurer l'orage qui les menaçoit, en donnant satisfaction à l'Armée, afin de lui ôter tout prétexte de se plaindre : car il étoit aisé de comprendre, que c'étoit là ce qu'elle cherchoit. Il fut donc résolu de révoquer l'ordre pour lever des Troupes, & la permission donnée au Comité de la Milice de Londres, d'augmenter son Corps ; de donner à l'Armée un mois de paye, & de prier le Général de la faire retirer à quarante milles de Londres. Quelques jours après, on accorda aussi un mois de paye aux Troupes qui étoient dans le Nord, & pour faire voir à l'Armée qu'on n'avoit pas dessein de la casser, le Parlement fit une Ordonnance pour lever soixante-mille livres sterling par

„Le Parle-
„ment se dé-
„termine à
„contenter
„l'Armée.
„Rushworth,
„Vol. VI. p. 574.

CHARLES
I.
1647.

L'Armée
n'est pas sa-
tisfaite.

mois, pour l'entretien de l'Armée, & pour le service d'Irlande. Enfin, la Chambre des Communes fit écrire au Général, qu'elle étoit prête à recevoir les Articles d'accusation particuliers que l'Armée voudroit présenter contre les onze Membres accusés.

Cette condescendance auroit pû produire la Paix entre le Parlement & l'Armée, si la Paix avoit été ce que l'Armée souhaitoit. Mais bien loin qu'elle eût de l'obligation au Parlement de sa complaisance, c'étoit au contraire, ce qui l'irritoit, parce qu'elle sentoit bien, qu'on ne vouloit la contenter, que pour rompre ses mesures, en lui ôtant tout prétexte de se plaindre. Elle auroit bien mieux aimé qu'on lui eût refusé toutes ses demandes, pour avoir un prétexte de se faire justice elle-même. Elle craignoit que le Parlement, en travaillant à gagner du tems, ne prît secrètement des mesures dont les effets ne paroîtroient peut-être, que quand il ne seroit plus tems de s'y opposer. Ainsi, n'étant rien moins que contente, elle fit présenter au Parlement une Remontrance, dans laquelle elle faisoit voir assez clairement, qu'elle n'avoit pas beaucoup d'envie de terminer la querelle par un accommodement. Cette Remontrance contenoit les plaintes suivantes des Officiers & des Soldats.

Autres de-
mandes
de l'Ar-
mée.

„ Qu'ils n'avoient encore reçu aucune satisfaction touchant les onze Membres accusés. Ils insistoient beaucoup sur ce point, & prétendoient qu'ils ne pouvoient espérer aucune justice sur ce sujet, pendant que les accusés auroient toujours le même crédit dans la Chambre, & seroient les principaux de tous les Committez, comme ils l'étoient actuellement.

„ Que le Parlement vouloit que l'Armée se retirât à quarante milles de Londres, & que le Roi fût à Richemont qui n'en étoit éloigné que de huit milles, afin d'être maître de sa personne.

„ Qu'on faisoit courir le bruit, que le Roi étoit prisonnier à l'Armée & qu'il y étoit traité d'une manière barbare : mais qu'ils s'en rapportoient au témoignage du Roi même.

„ Enfin, après beaucoup de plaintes tant sur les Grieffs publics que sur les particuliers, ils disoient, que les délais affectés, & les artifices du Parlement les autorisoient à employer des moyens extraordinaires, à moins qu'avant le Jeudi suivant, on ne leur donnât satisfaction sur ces Articles.

1. „ Que la Déclaration pour inviter les Officiers & Soldats à quitter l'Armée, fût révoquée & annullée.

2. „ Qu'on donnât à l'Armée autant d'argent qu'on en avoit donné à ceux qui s'en étoient séparés.

3. „ Que le voyage du Roi à Richemont fût suspendu, & que le Roi ne fût pas plus proche de Londres, que des quartiers de l'Armée.

4. „ Que les Membres accusés fussent exclus de la Chambre.

5. „ Que les Officiers & Soldats qui avoient abandonné l'Armée fussent congédiés & dispersés, & qu'ils ne fussent payés qu'après que l'Armée seroit satisfaite.

6. „ Que les Officiers Réformés fussent chassés de Londres.

7. „ Qu'on cessât d'enrôler des Soldats pour le Parlement.

8. „ Qu'on se hâtât de prendre quelques mesures pour finir les différends entre le Parlement & l'Armée.

Il étoit aisé de comprendre que l'Armée cherchoit un prétexte de rupture, & comme il étoit de son intérêt de rompre bien-tôt, de peur qu'on ne prit de secrettes mesures contre elle, l'intérêt du Parlement étoit de gagner du tems. Ce fut dans cette vûë, qu'il donna pouvoir aux Commissaires qu'il avoit à l'Armée, de traiter avec elle sur tous les points qui étoient en question.

Cependant, les Communes voterent, que, selon les Loix, les onze Membres accusez ne pouvoient être exclus de la Chambre, avant qu'on eût donné contre eux des preuves plus particulieres: mais on trouva un expédient pour adoucir ce refus. Ce fut que les accusez demanderent eux-mêmes la permission de s'absenter de la Chambre, ce qui leur fut accordé, & l'Armée en fut contente.

Dans ce même tems, l'Armée s'étant un peu plus approchée de Londres, apparemment en vûë d'intimider le Parlement, le Général écrivit aux Magistrats, qu'ils n'avoient rien à craindre de la part de l'Armée qui n'avoit aucune mauvaise intention contre la Ville. En effet, il fut résolu dans un Conseil de Guerre, que l'Armée ne s'approcheroit point de Londres, plus près qu'Uxbridge.

Il est certain qu'il y avoit dans Londres, & dans le Parlement, bien des gens qui souhaitoient de voir une rupture entre le Parlement & l'Armée. Quelques-uns se persuadoient sans doute, que cette rupture seroit avantageuse au Roi, & que l'un ou l'autre des deux Partis se joindroit à lui, & se mettroit sous sa conduite. Il semble même que le Roi se flattoit de cette espérance. L'Armée avoit beaucoup d'égards pour lui, & quelques-uns des Officiers prenoient même soin de lui faire entendre, qu'elle travailleroit à le rétablir. Cela fut causé que les deux Chambres jugerent qu'il étoit très-nécessaire d'éviter une rupture qui ne pourroit que produire beaucoup de mauvais effets. Par cette raison, les deux Chambres voterent, qu'elles regardoient l'Armée commandée par le Général Fairfax, comme leur Armée, & s'engagerent à la payer exactement. Il fut de plus ordonné, qu'on lui avanceroit un mois de solde; qu'aucun Officier ou Soldat ne pourroit quitter l'Armée, sans la permission expresse du Général: que tous les Officiers & Soldats réformez s'éloigneroient de Londres: que le Roi ne seroit pas plus proche de Londres que de l'Armée. Ces résolutions ayant été communiquées à l'Armée, elle en parut si contente, qu'elle résolut de s'éloigner de Londres, pour faire voir qu'elle n'avoit pas intention d'user d'aucune violence contre le Parlement, & le Quartier Général fut établi à *Wicham*.

Pendant que le Parlement tâchoit de satisfaire l'Armée, il se formoit dans Londres un complot, pour le forcer à prendre d'autres mesures, & à résister à l'Armée. Les Presbytériens n'étoient pas contents de voir gagner tant de terrain aux Indépendans, & ils accusoient le Parlement d'avoir marqué trop de bassesse & de lâcheté dans les Votes qu'il avoit passés pour satisfaire l'Armée. Les Magistrats de Londres entroient dans ce complot, aussi bien que les Membres du Parlement qui étoient les plus zélés pour le Presbytérianisme, & qui n'avoient pu empêcher que les deux Chambres ne prissent les résolutions qu'on vient de voir, pour prévenir une rupture avec l'Armée. Les auteurs de ce complot avoient même envoyé des Agens secrets en Ecosse,

CHARLES
I.

1647.

Le Parlement envoie des Députés à l'Armée pour traiter avec elle. Les onze Membres accusez demandent la permission de se retirer.

Lettre du Général à la Ville de Londres.

Le Parlement contente l'Armée.

Complot à Londres contre l'Armée.

CHARLES I. 1647. pour y demander du secours. Il se répandoit même dans Londres un bruit sourd, que l'Ecosse alloit se déclarer contre l'Armée.

Requête du Conseil Commun au Parlement. La premiere démarche des Conjurez fut une Requête que le Conseil Commun de Londres présenta au Parlement, dans laquelle il faisoit paroître quelque soupçon contre sa conduite. C'étoit sans doute, pour se préparer un prétexte de se plaindre plus ouvertement dans la suite, & pour commencer à diminuer dans l'esprit du Peuple la prévention où il étoit en faveur du Parlement. Dans cette Requête, la Ville se plaignoit du pouvoir arbitraire qu'exerçoient les Committez du Parlement, aussi bien que de l'administration des deniers publics, & demandoit :

1. „ Qu'on défendît aux Officiers & Soldats, de venir à Londres sous prétexte de demander leur paye.
2. „ Que ceux qui avoient reçu leur paye, & qui étoient habitans de Londres fussent obligez de reprendre leurs professions & métiers, & que ceux qui n'étoient pas de la Ville fussent obligez d'en sortir, dans deux fois vingt-quatre heures.
3. „ Que tous ceux qui avoient servi contre le Parlement eussent ordre de sortir de Londres incessamment.
4. „ Que le Parlement donnât les Ordres, qu'il jugeroit convenables aux Officiers & Soldats venus de l'Armée, qui avoient reçu leur argent.
5. „ Que tous ceux qui avoient entre leurs mains de l'argent du Public, fussent obligez d'en rendre compte.
6. „ Que tous ceux qui manioient les deniers publics pussent être poursuivis, quand même ils seroient Membres du Parlement.
7. „ Que le Parlement, laissant en arriere les affaires de moindre importance, s'appliquât sérieusement à établir le Gouvernement de l'Eglise, & à assurer les libertez du Peuple, contre tout Pouvoir arbitraire, quel que ce pût être, avec la concurrence du Roi. Que le Roi fût rétabli dans ses justes droits, selon le *Covenant*.
8. „ Qu'afin que le Peuple pût jouir du bénéfice des Loix qui seroient faites avec le consentement du Roi, les Offices & Emplois publics fussent confiez à des gens d'une probité reconnuë &c.
9. „ Que la Guerre d'Irlande fût vigoureusement poursuivie.
10. „ Qu'on prît de justes mesures pour entretenir une bonne union avec l'Ecosse.
11. „ Qu'on examinât avec soin, les élections irrégulieres de plusieurs Membres des Communes.
12. „ Qu'on fît en sorte que les affaires qui étoient pendantes à la Cour de l'Amirauté, fussent plutôt, & plus aisément décidées.
13. „ Qu'après avoir puni les Délinquens, on passât un Acte d'oubli.

Pour animer le Peuple de Londres contre l'Armée, on faisoit courir le bruit, qu'elle avoit dessein de se déclarer pour le Roi. On répandoit même dans Londres un Ecrit intitulé : *Articles présentez au Roi par l'Armée*. Mais l'Armée le défavoia par une Déclaration publique.

Différend entre les Commissaires du Parlement. Le Parlement ayant autorisé ses Commissaires pour traiter avec l'Armée, celle-ci nomma de son côté *Cromwell, Ireton, Fleetwood, Rainsborowgh, Harrisson, Hardress, Waller, Rich, Lambert, Hammond* ; & le Major *Rains-*

Rainsborough, tous Indépendans, & qui étoient les Chefs du Parti dans l'Armée. Il paroît par des Mémoires inférez dans les Collections de *Rushworth*, que les Commissaires de l'Armée ne vouloient point commencer à entrer en Négociation, avant que le Parlement leur eût accordé certaines choses qu'ils demandoient, & qu'il les eût réellement exécutées. Ils se plaignoient de ce que le Parlement sembloit bien, par ses Votes, condescendre aux désirs de l'Armée, mais qu'il en différoit l'exécution. Les Commissaires du Parlement tâchoient de leur côté d'éviter, que ces points ne fussent regardés comme des Préliminaires accordez, & vouloient qu'ils fissent partie de la Négociation.

CHARLES
I.
1647.
lement &
ceux de
l'Armée.

Cela fait voir, que le Parlement cherchoit à gagner du tems, & que s'il paroïssoit disposé à donner satisfaction à l'Armée, c'étoit parce qu'il ne voyoit point de moyen pour s'en dispenser. La Chambre des Communes étoit presque toute composée de Membres Presbytériens, & par conséquent, ce n'étoit qu'à regret, qu'elle se voyoit obligée d'avoir de la condescendance, pour les Indépendans qui étoient maîtres de l'Armée. Entre les Membres Presbytériens, il y en avoit un bon nombre qui étant extraordinairement passionnez, auroient volontiers hazardé une rupture avec l'Armée, plutôt que de se voir obligez d'en recevoir la Loi. Mais les autres, en plus grand nombre, quoique non moins ennemis des Indépendans, croyoient qu'il valoit mieux prendre patience, & tâcher d'amuser l'Armée jusqu'à ce qu'on pût s'assurer de quelque secours, plutôt que de lui fournir un prétexte de marcher à Londres, & de ruiner tout d'un coup le Parti Presbytérien & le Parlement. Ainsi, le Parti de ceux-ci prévalant dans les deux Chambres, tout sembloit se disposer à un accommodement, qui ne pouvoit pourtant qu'être fatal aux Presbytériens : mais on ne voyoit point de moyen pour l'éviter. Cela fut cause, que le Parlement défendit aux Officiers Réformez d'entrer dans Londres pendant deux mois, & qu'il donna des ordres très-rigoureux contre les enrôlemens qui se faisoient sous main dans la Ville.

Sentimens
divers dans
le Parle-
ment.

Cependant le Projet dont il a été parlé ci-dessus, de lever des Troupes dans Londres, pour les opposer à l'Armée, se continuoît toujours, quoi qu'avec autant de secret qu'il étoit possible, & les Agens qui étoient en Ecosse, faisoient beaucoup espérer de la part des Ecossois, comme étant interessez à soutenir le Parti Presbytérien. Mais les auteurs de ce Projet ne pouvoient gueres se flatter que le secours d'Ecosse pût être assez tôt prêt, puisque le Parlement & l'Armée étoient en termes d'accommodement. Ils comprenoient donc, qu'il falloit ou rompre cet accommodement ou se résoudre à voir évanouir toutes leurs espérances, & souffrir que le Presbytérianisme fût foulé aux pieds par les Indépendans. Pour réussir dans le dessein d'empêcher la Paix entre le Parlement & l'Armée, ils ne trouverent point de meilleur moyen que de faire agir le Peuple pour forcer le Parlement à prendre des mesures contraires à celles qu'il prenoit actuellement. Ils engagèrent donc les Apprentifs, & le menu Peuple de Londres à présenter des Requêtes pour demander que le Gouvernement Presbytérien fût établi d'une manière inébranlable ; qu'on réprimât l'insolence des Sectaires : qu'on payât l'Armée, & qu'on la licenciât, & d'autres choses de cette nature, directement opposées à l'accommodement qui se projettoit.

Continua-
tion du
complot.

D'un

CHARLES
I.

1647.

Les Trou-
pes du Nord
adhèrent à
l'Armée.

Rushworth,
Vol VI. p. 621

Les Com-
munes per-
mettent à
leurs Mem-
bres accusez
de fortir du
Royaume.

Requête de
l'Armée au
Parlement.

Explication
de la de-
mande con-
cernant la
Milice de
Londres.

Engage-
ment contre
l'Armée
souffrit à
Londres.

Rushworth,
Vol. VI. pag.
634.

D'un autre côté, les Troupes qui étoient dans le Nord, & la Cavalerie qui étoit en quartier à Nottingham, publièrent des Déclarations pour faire sçavoir au Public, qu'elles adhéroient à l'Armée commandée par le Général Fairfax.

Dans ce même tems, le Parlement, à la réquisition de l'Armée, ordonna, que quatre Regimens qui s'étoient engagez à servir en Irlande, seroient congédiés. Il permit aussi aux onze Membres accusez d'aller demeurer pendant six mois, hors du Royaume, leur insinuant, par cette permission, qu'ils feroient bien de prendre d'eux-mêmes ce parti-là. Mais comme, vraisemblablement, ils étoient bien avant dans le Complot formé à Londres, s'ils n'en étoient pas eux-mêmes les auteurs, ils se contenterent de remercier la Chambre de cette faveur, sans se hâter d'en profiter.

Cependant, l'Armée ayant appris qu'il se faisoit dans Londres, quelques mouvemens extraordinaires, & qu'on parloit beaucoup d'un secours qui devoit venir d'Ecosse, fit présenter au Parlement une Requête, où elle demandoit „ Qu'on publiât une Déclaration pour défendre de faire venir des „ Troupes étrangères dans le Royaume. Qu'on payât à l'Armée autant qu'on „ avoit payé à ceux qui l'avoient abandonnée, & qu'on prît de justes mesures „ pour la payer régulièrement à l'avenir. Que le Committé de la Milice de „ Londres, qui avoit été changé par une Ordonnance du quatrième de Mai „ précédent, fût rétabli, & que la Milice de cette Ville fût remise sur le même „ pied qu'elle étoit auparavant „. Sur ces demandes, le Parlement ordonna, que ceux qui feroient venir des Troupes étrangères dans le Royaume, sans le consentement des deux Chambres, seroient réputez Traîtres à l'Etat. Il fit aussi une Ordonnance pour rétablir le Committé de la Milice de Londres, qui avoit été changé. Pour bien entendre cet Article, il faut remarquer, qu'au commencement du mois de Mai précédent, les deux Chambres, ayant vû qu'il commençoit à se faire quelques mouvemens dans l'Armée, avoient jugé à propos de s'assurer de la Milice de Londres, & de la mettre entre les mains des gens à qui elles pourroient se confier. Dans cette vûë, elles avoient publié le quatrième de Mai une Ordonnance pour faire élire un nouveau Committé de la Milice de Londres, & par cette nouvelle élection, on n'avoit admis dans ce Committé, & ensuite dans les Charges de la Milice, que des Presbytériens entièrement dévoüez au Parti. C'est ce changement que les deux Chambres voulurent bien révoquer à la réquisition de l'Armée, & rétablir l'ancien Committé.

Le Parti Presbytérien qui avoit un grand crédit dans la Ville, & qui en possédoit toutes les Charges, ne pouvoit, sans une peine extrême, voir la grande condescendance du Parlement pour l'Armée, c'est-à-dire, pour le Parti indépendant. On voyoit ce Parti devenir de jour en jour plus puissant, & en état de donner la Loi au Parlement même. Cela fut causé, qu'enfin les Presbytériens Rigides, appuyez du Conseil Commune de Londres, & d'un bon nombre de Membres du Parlement, formerent un Engagement, par lequel ils promettoient de s'entresecourir, & de s'opposer de tout leur pouvoir à l'Armée, dans la supposition, que son intention étoit de renverser tout ce qui avoit été fait jusqu'alors, pour établir la Paix dans le Royaume. Voici cet Engagement qu'on faisoit soucrire ouvertement dans Londres.

ENGA-

ENGAGEMENT SOLEMNEL DES GOU-

verneurs & Citoyens de Londres, des Officiers & Soldats, des Trainebands & Auxiliaires, des Jeunes Gens & Apprentifs des Villes de Londres, & de Westminster, des Officiers de Marine, Matelots, Batteliers, Officiers, Soldats, & autres qui sont dans les Lignes de Communication, & dans les diverses Parroisses de Londres, & des environs.

D'autant que nous avons souscrit une Ligue solennelle, & un Covenant pour la Réformation & pour la défense de la Religion, & pour l'honneur & le bonheur du Royaume, & pour maintenir la Paix dans les trois Royaumes d'Angleterre, d'Ecosse, & d'Irlande, & que nous voyons toutes ces choses dans un danger éminent, & sur le point d'être entièrement détruites, Nous, en conséquence de notre susdit Covenant, de notre Allégeance, Serment & Protestation, nous nous engageons solennellement, & protestons, en présence de Dieu Tout-puissant, que nous ferons tous nos efforts pour faire en sorte que le Roi retourne promptement à ses deux Chambres du Parlement avec honneur, liberté, & sûreté, (sans que l'Armée s'approche plus près de Londres) pour y confirmer ce qu'il a promis par son Message du douzième de Mai, en Réponse aux Propositions des deux Royaumes, afin que, par un Traité personnel avec ses deux Chambres, & les Commissaires d'Ecosse, on établisse promptement, une Paix sûre & durable. Pour cet effet, nous nous engageons, en présence de Dieu Scrutateur des cœurs, à employer nos biens & nos vies, de faire tout ce qui sera en notre pouvoir, pour défendre la Personne du Roi, son Autorité, les Privilèges du Parlement, les Libertez des Sujets, & pour rétablir dans une entière liberté, les Villes de Londres & de Westminster, & tous ceux qui adhéreront à notre présente Ligue. Nous protestons aussi, que nous ne souffrirons aucune neutralité dans cette cause qui est la cause de Dieu, du Roi, & du Royaume, dans la ferme espérance que nous avons du secours & de la benediction de Dieu, sur qui nous nous assurons uniquement dans notre présente entreprise.

Les deux Chambres n'eurent pas plutôt connoissance de cet Engagement, qu'elles firent publier à son de trompe des défenses de le signer. D'un autre côté, le Général s'en plaignit fortement aux Commissaires du Parlement, & les pria de faire en sorte qu'on arrêtât promptement les mouvemens qui se faisoient dans Londres, & qui tendoient à exciter une Guerre. En même tems, il ordonna qu'on fit dans l'Armée, une exacte recherche de tous les Cavaliers & Soldats qui avoient porté les armes pour le Roi, ou qui étoient soupçonnez d'être de son Parti, & qu'on les congédiât tous sur le champ.

Le Parle-
ment de-
fend de le
signer.

Pendant deux ou trois jours, il y eut de grands mouvemens dans Lon-
Tome VIII. Ttt dres.

Mouve-

CHARLES
I:
1647.
iens dans
Londres.
Rushworth,
Vol. VI, pag.
640.
Deux Re-
quêtes sur la
Milice.

dres. On y faisoit des Assemblées, on y enrolloit des Soldats, & on leur don-
noit ordre de se tenir prêts pour agir au premier avertissement. Le Conseil
Commun reçut deux Requêtes, l'une d'un grand nombre de Bourgeois des
plus considérables, l'autre des Jeunes Gens & Apprentifs, pour demander,
que la Milice demeurât sur le pied où elle avoit été mise par l'Ordonnance
du quatrième de Mai. Sur cela ce Conseil représenta aux Communes par
une Requête " , qu'il ne pouvoit que trouver fort étrange, que sans lui en
avoir rien communiqué, les deux Chambres eussent, par une Ordonnance
du vingt-troisième du présent mois de Juillet, révoqué celle du quatrième de
Mai, touchant la Milice de Londres. Que c'étoit une chose contraire aux
Privilèges de la Ville, & qui ne s'étoit jamais faite auparavant, & que la Ville
ne croyoit pas avoir rien fait qui dût lui faire perdre ses droits. Que par ces
raisons, le Conseil Commun supplioit les deux Chambres de révoquer leur
Ordonnance du vingt-troisième de Juillet, & de confirmer celle du quatrié-
me de Mai.

Embarras
du Parle-
ment.

Le Parlement ne se trouvoit pas peu embarrassé dans cette fâcheuse con-
joncture, vû l'impossibilité qu'il y avoit de contenter en même tems, l'Ar-
mée & la Ville, qui demandoient des choses directement opposées. Il est cer-
tain que la plupart des Membres étoient Presbytériens, & par conséquent,
mal disposez pour l'Armée. S'il avoit été à leur choix, ils se seroient déclarez
contre elle, & l'auroient congédiée, comme ils en avoient eu le dessein. Mais
depuis qu'elle leur avoit montré les dents, & qu'elle s'étoit approchée de
Londres, les plus sages, qui faisoient le plus grand nombre, avoient jugé
qu'il étoit à propos de plier, ne voyant point par quel moyen ils pourroient
s'opposer à l'Armée, si elle en venoit à quelque violence, comme il étoit fort
apparent. Mais il y en avoit un bon nombre d'autres qui étoient d'avis de
tout hazarder, plutôt que de voir triompher les Indépendans. Cependant,
ceux-ci appuyoient secrètement les mouvemens qui se faisoient dans la Vil-
le, se persuadant que les secours qu'ils pourroient tirer de Londres, étoient
suffisans pour résister à tous les efforts que l'Armée pourroit faire. C'étoit aussi
le sentiment du Conseil Commun, de la Populace, & de quelques Géné-
raux, comme le Chevalier *Guillaume Waller*, *Poyntz*, *Massy*, qui avoient
été éloignez des Emplois par le nouveau Modèle, & qui se trouvoient alors à
Londres. Il ne s'agissoit donc que d'obliger le Parlement à se ranger dans le
même Parti; & à prendre des résolutions vigoureuses contre l'Armée. Mais
comme il n'y avoit aucune apparence qu'on pût l'obtenir par la douceur, il
fut résolu d'employer la force.

Le menu
Peuple s'al-
semble & se
rend à
Westmin-
ster.
Il présen-
te une
Requête
aux deux
Cham-
bres.
Rush-
worth,

Pour cet effet, le 26. de Juillet, un très-grand nombre d'Apprentifs &
d'autre menu Peuple se rendirent à Westminster, & présentèrent une Re-
quête aux deux Chambres, pour demander:

" 1. Que l'Ordonnance du 23. touchant la Milice, fût révoquée sur le
champ.

" 2. Que la Déclaration, qui défendoit de souscrire l'Engagement fût
annulée.

" 3. Que les deux Chambres publiassent incontinent un Ordre, pour rap-
peller les Membres absens, & particulièrement, les onze qui avoient été ac-
cusez, & contre lesquels on n'avoit encore produit aucune preuve.

Ces

Ces demandes étoient d'une telle nature , vû la conjoncture du tems , qu'il n'y avoit pas lieu d'être surpris , que les deux Chambres employassent beaucoup de tems à délibérer sur ce sujet. Mais le Peuple impatient , comprenant qu'on n'employoit ce tems-là qu'à chercher des moyens pour l'amuser , faisoit beaucoup de bruit dans les Salles proche des deux Chambres. Quelques-uns frappaient aux portes. D'autres jettoient des pierres par les fenêtres dans la Chambre des Seigneurs. En un mot , ils faisoient connoître bien clairement , qu'ils ne souffriroient point que les deux Chambres se levassent , avant que de leur avoir donné satisfaction. Enfin , les deux Chambres , voyant que ce seroit en vain qu'elles voudroient résister à cette multitude de Peuple qui menaçoit de les mettre en pièces , voterent , que l'Ordonnance du 23. de Juillet touchant la Milice , & la Déclaration contre l'Engagement , seroient annullées. Cela fait , la Chambre des Communes se leva , s'étant ajournée jusqu'au lendemain. Mais le Peuple assésé contraignit l'Orateur & les Membres de reprendre leurs places , jusqu'à ce que la Chambre eût ordonné , que le Roi reviendrait à Londres. Le jour suivant , les deux Chambres s'étant rassemblées , s'ajournerent jusqu'au 30.

CHARLE
I.
1647.
Vol. VI. pag.
643.
& les con-
traint de lui
accorder ses
demandes.

Le 28. le Conseil Commun reçut une Lettre du Général , dans laquelle il témoignoit beaucoup d'affection pour la Ville de Londres ; mais marquoit aussi , combien il étoit choqué de la Requête des Apprentifs , & des moyens qui avoient été employez pour la faire agréer au Parlement. Dans le même tems , une multitude du Peuple se présenta , au même Conseil , protestant qu'il étoit disposé à tout entreprendre , pour maintenir les Privilèges de la Ville. Sur cela , le Conseil résolut d'envoyer six Députés au Général , pour lui témoigner " que la Ville ne demandoit que la Paix ; pour le prier de ne faire point avancer l'Armée , & de ne se mêler point de ce qui regardoit les Privilèges de la Ville , qui n'avoit rien fait pour les maintenir , dont l'Armée eût un juste sujet de se plaindre. Que quant à la Requête dont il se plaignoit , le Parlement y ayant déjà répondu , il seroit inutile que le Conseil de Londres s'en mêlât , d'autant plus qu'elle ne lui avoit pas été formellement communiquée.

Lettre du
Général à la
ville.
Rushworth,
Vol. VI. pag.
645.

Réponse
du Conseil
" Com-
mun par
" des Dé-
" putes.
"
"
"

Cependant , le Conseil Commun , ayant eu avis que l'Armée étoit en marche , & qu'elle s'avançoit vers Londres , donna ordre à la Milice d'aller garder les Lignes , & fit publier un Ordre à tous les Habitans capables de porter les armes de s'assembler dans les quartiers , qui leur étoient assignez.

La Ville se
met en dé-
fense.

Les deux Chambres s'étant assésées le 30. de Juillet , il se trouva que les deux Orateurs s'étoient absentez , ce qui obligea les Chambres à en nommer d'autres. Avec les Orateurs , un bon nombre de Membres des deux Chambres étoient aussi sortis de Londres , sans qu'on sçût où les uns & les autres étoient allez. L'éloignement de ces Membres , qui étoient tous du nombre de ceux qui vouloient satisfaire l'Armée , rendit le Parti contraire si supérieur , que le même jour , les Communes voterent , que le Roi viendrait à Londres ; Que le Committé de la Milice de Londres seroit autorisé pour lever autant de Troupes qu'il jugeroit nécessaires pour la défense de la Ville ; Qu'il pourroit choisir un Général qui seroit approuvé par les deux Chambres , & que ce Général nommeroit les Officiers avec l'approbation du Committé. Après cela le Committé fit choix du Major Général *Massy* , pour commander

Les deux
Orateurs &
plusieurs
Membres
s'absentent.
Votes des
Communes
pour résister
à l'Armée.

Général
nommez.

CHARLES der en Chef les Forces de la Ville, & ordonna, que tous les Officiers Réformez & autres se présenteroient le lendemain pour recevoir leurs Commissions, & que les Troupes seroient disposées en Regimens.

Lettre du
Général à la
Ville.

Le même jour, le Conseil Commun reçut une Lettre du Général Fairfax, datée du jour précédent, dans laquelle il parloit avec beaucoup d'aigreur du tumulte arrivé le 26. & de la violence qui avoit été faite au Parlement. Il disoit, que la Garde donnée par la Ville au Parlement, n'avoit pas fait son devoir, & qu'il étoit bien informé que plusieurs Membres du Conseil Commun encourageoient les mutins. Qu'on avoit manqué de parole à l'Armée, qui, sur les promesses des Magistrats, s'étoit éloignée de la Ville. Qu'il ne pourroit qu'en rendre le Conseil responsable, si par sa diligence, il ne prenoit pas soin de découvrir les auteurs de ce tumulte, afin qu'ils fussent punis selon leurs mérites.

Manifeste
de la Ville
contre l'Ar-
mée

Rush-
worth,
Vol. VI.
pag. 648.

D'un autre côté, la Ville publia une Apologie en forme de Déclaration ou de Manifeste, où elle faisoit voir, avec quelle hauteur l'Armée avoit agi jusqu'alors, tant contre la Ville, que contre le Parlement : comment elle avoit enlevé le Roi de Holmby, sans qu'on pût sçavoir par quels Ordres cela s'étoit fait, & qu'elle continuoît à le garder en son pouvoir, quoique le Général & les principaux Officiers eussent désavoué cette action, & protesté que le Corps de l'Armée n'y avoit aucune part. Que non contente d'avoir commis cet attentat, elle avoit voulu encore disposer de la Milice de Londres à quoi elle n'avoit pas le moindre droit. Il y avoit dans ce Manifeste plusieurs autres choses qui insinuoient qu'il n'étoit que trop apparent que l'Armée avoit de mauvais desseins. Enfin, la Ville protestoît, qu'elle ne demandoit que la Paix, la conservation de ses Privilèges, & la sûreté du Royaume.

Le Parle-
ment or-
donne au
Général de
faire éloi-
gner l'Ar-
mée de
Londres.

Les deux Chambres écrivirent aussi au Général, qu'encore qu'il ne leur eût pas communiqué les mouvemens qu'il faisoit faire à l'Armée, elles apprenoient pourtant qu'il la faisoit marcher vers Londres, sous prétexte de protéger le Parlement : mais que le Parlement n'avoit pas besoin de sa protection. Qu'il étoit bien vrai, qu'il y avoit eu quelque tumulte le 26. de Juillet, mais que le Conseil Commun de Londres n'y avoit eu aucune part. Qu'il avoit donné une entière satisfaction aux deux Chambres sur ce sujet, par les ordres rigoureux qu'il avoit fait publier, pour empêcher qu'elles ne fussent troublées dans leurs délibérations, & pour prévenir de pareils désordres à l'avenir. C'est pourquoi elles n'avoient aucune raison de commander à l'Armée de venir à son secours. Qu'au contraire, sa marche ne pouvoit que causer de grands malheurs, & mettre le trouble, & la confusion dans tout le Royaume. Que, pour prévenir ces dangers, elles lui ordonnoient bien expressément de faire retirer l'Armée, & d'obéir ponctuellement.

Vote pour
rappeller
les onze
Membres.

Ce même jour, les Communes votèrent, que les onze Membres accusés reprendroient leurs places dans la Chambre, & en conséquence de cette résolution, la plupart s'y rendirent le lendemain.

Préparatifs
dans Lon-
dres.

Le trente-un, les deux Chambres publièrent une Ordonnance qui donnoit pouvoir au Comité de la Milice de Londres de punir rigoureusement ceux qui s'absenteroient de leurs Compagnies, & de choisir les Officiers nécessaires pour les Troupes levées ou à lever dans la Ville de Londres,

&

& *Maffy*, *Waller*, & *Poyntz*, s'occupèrent à former des Regimens & des compagnies.

Quoique le Parlement & la Ville fissent de grands Préparatifs, l'Armée ne s'en mettoit pas beaucoup en peine. Elle sçavoit bien, que trois ou quatre jours ne suffisoient pas pour mettre en ordre une Armée levée à la hâte dans Londres, pour la discipliner, & pour la mettre en état de s'opposer à une Armée de vingt-mille hommes qui avoit toujours été victorieuse, & à laquelle il ne manquoit ni armes, ni munitions, ni artillerie. Elle continua donc sa marche pour s'assembler sur la bruyere de *Honflow*, à quelques milles de Londres. Cependant, le Général délivra aux Commissaires du Parlement, certaines Propositions qui devoient servir de fondement au Traité qui se négocioit entre le Parlement & l'Armée, pour établir la Paix du Royaume. En même-tems, il leur mit en main une Déclaration du Conseil de Guerre, où les Officiers disoient, qu'encore que les violences qu'on avoit faites au Parlement, rendissent la voye de la Négociation inutile, jusqu'à ce que le Parlement fût rétabli dans son autorité, ils avoient pourtant voulu faire voir leurs bonnes intentions, & combien ils avoient sincèrement souhaité la Paix. Ces Propositions ne regardoient absolument que le Public, sans aucun mélange des intérêts particuliers de l'Armée.

Cependant, les deux Orateurs & les autres Membres des deux Chambres qui s'étoient absentez du Parlement, au nombre de soixante & six, s'adresserent au Général pour lui demander sa protection, disant, que le Parlement n'étant pas libre, ils avoient été obligez de s'en absenter, de peur d'être mis en pièces par la Populace. Rien ne pouvoit être plus agréable à l'Armée que cette demande qui l'autorisoit, sans qu'elle fût obligée de chercher d'autres prétextes, à marcher à Londres, pour rétablir les Membres qu'on supposoit avoir été chassés du Parlement par le Peuple. Depuis ce tems-là, elle ne voulut plus reconnoître les deux Chambres pour Parlement, & au contraire, elle fit aux deux Orateurs & aux Membres qui les accompagnoient, les mêmes honneurs qu'elle auroit fait au Parlement même.

C'étoit une chose bien surprenante, que des Presbytériens zélés, tels qu'étoient la plupart des Membres qui avoient abandonné le Parlement, eussent recours à la protection de l'Armée, contre les efforts que faisoient leurs freres du Parlement & de Londres, pour empêcher que les Indépendans ne foulassent aux pied le Presbytérianisme. Je n'en trouve point de raison plus apparente que celle-ci. C'est que ces Membres qui se retirèrent de l'Armée, jugeoient que leurs Collègues & le Conseil de Londres prenoient de fausses mesures, & qu'ils seroient infailliblement opprimés par l'Armée. Il étoit donc assez naturel, que des gens qui avoient cette opinion, cherchassent un moyen pour éviter d'être enveloppez dans la ruine dont leur parti étoit menacé, & qu'ils aimassent mieux continuer à dissimuler leurs sentimens comme ils l'avoient fait depuis quelque-tems, que de s'exposer inutilement à des maux qu'ils croyoient inévitables. On peut joindre à cela, que, parmi les Membres qui quitterent le Parlement, il y avoit quelques Indépendans qui travaillèrent beaucoup à persuader aux autres de faire cette démarche, comme nous l'apprenons des Mémoires d'*Edmond Ludlow* qui étoit de ce nombre & de ce Parti. Le Comte de *Clarendon* en donne une autre raison qui me paroît moins

CHARLES
I.

1647.
L'Armée
sa met en
marche vers
Londres.

Le Général
délivre aux
Commissai-
res du Par-
lement des
Proposi-
tions pour
établir la
Paix du
Royaume.

Les deux
Orateurs &
les autres
Membres
absens vont
se mettre
sous la pro-
tection de
l'Armée

Raison de
la conduite
des Orateurs
& autres.

CHARLES
1.
1647.

naturelle. Il prétend que ces Membres qui abandonnerent le Parlement crurent que le dessein de l'Armée étoit de rétablir le Roi dans tous ses droits, & que ne voyant point qu'il y eût des forces suffisantes pour l'empêcher, ils voulurent éviter les effets de sa vengeance, en concourant avec l'Armée à son rétablissement. Mais outre que l'événement fit voir, que les Indépendans n'avoient pas cette intention, il est certain, que jusqu'alors ils ne l'avoient pas témoignée, à moins qu'on ne veuille regarder comme des preuves réelles de cette intention quelques honnêtetés qu'ils avoient faites au Roi, depuis qu'il étoit entre leurs mains. D'ailleurs, l'Armée venoit de donner un témoignage sensible, que son dessein n'étoit pas de rétablir le Roi dans ses droits, par les propositions qu'elle venoit de délivrer aux Commissaires du Parlement, par lesquelles les Prérogatives du Roi étoient entièrement renversées, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Quoi qu'il en soit, l'Armée se servit utilement de la désertion de ces Membres, pour autoriser sa marche vers Londres, & pour faire voir que son but n'étoit que de prévenir une nouvelle Guerre que les Membres de Westminster & le Conseil de Londres vouloient exciter. Pour cet effet, elle publia un Manifeste qui contenoit les raisons qui l'obligeoient à marcher à Londres. Voici la substance de ce Manifeste.

Manifeste de l'Armée. Rushworth, Vol. VII. p. 744.

» Que l'Armée avoit été ci-devant en marche pour s'approcher de Londres, par les raisons qu'elle en avoit publiées : mais qu'ayant reçu quelque satisfaction du Parlement & de la Ville, elles'étoit retirée à leur priere. Que dans l'espérance que leurs promesses seroient exécutées, elle avoit travaillé à établir la Paix du Royaume en préparant des Propositions qui devoient être présentées au Parlement : mais que les ennemis du Royaume avoient tâché de prévenir les bonnes intentions de l'Armée, en excitant une nouvelle Guerre. Qu'ils avoient secrettement engagé dans leur complot divers Officiers Réformez, & étoient entrez dans un Engagement criminel pour renverser ce que le Parlement avoit sagement ordonné pour la conservation de la Paix, par son Ordonnance du vingt-troisième de Juillet, qui tendoit à prévenir les désordres dont la Ville de Londres avoit été exempte pendant que la Milice avoit été entre les mains de ses anciens Commissaires. Qu'il paroïsoit par-là, que l'Armée avoit eu de bonnes raisons pour demander que la Milice de Londres fût remise entre les mains de l'ancien Committé.

» Que ce Committé étoit composé de gens d'honneur qui avoient toujours bien servi, & souhaité la Paix. Que néanmoins le Commun Conseil de Londres avoit fortement sollicité le Parlement, même jusqu'à l'importunité, pour le faire changer. Que le Parlement y ayant consenti, le Conseil de Londres en avoit établi un tout rempli de gens qui lui étoient dévouiez. Que cela donna lieu de soupçonner, que quelques-uns des Membres de ce Conseil méditoient le dessein de faire la Paix avec le Roi, plutôt pour leur avantage particulier que pour le bien du Royaume. Que ce dessein parut plus clairement en ce que le Committé de la Milice ne fut pas plutôt changé, que le Conseil Commun de Londres pressa fortement les deux Chambres du Parlement de licencier l'Armée, avant qu'on eût rien établi pour la sûreté du Royaume & de la Religion. Que dans le même-tems, on avoit élu un nouveau Maire dévoué au Parti ; qu'on avoit choisi un autre Commun Conseil ; qu'on

“ CHAR-
“ LES I.
“ 1647.

“
“
“
“

[illegible]

“
“
“
“
“
“

” 𐤁𐤁

(1) Ceci détruit absolument la raison de la fuite des Membres, alléguée par le Comte de Clarendon.

CHAR- „ si la Ville s'obstinoit à vouloir protéger les coupables , le sang qui se répand-
LES I. „ droit seroit sur son compte.
1647. „

„ „ Qu'on avoit fait courir le bruit que l'Armée ne cherchoit qu'un prétexte
„ pour piller Londres : mais qu'elle protestoit , qu'une telle pensée lui faisoit
„ horreur. Que néanmoins , elle soutiendrait la Ville de Westminster & le
„ Fauxbourg de Southwarck qui avoient refusé de prendre les armes contr'elle,
„ autant que leurs prétentions se trouveroient raisonnables.

„ „ Que quand les Libertez du Peuple seroient bien établies , l'Armée se-
„ roit aussi prête que ceux qui s'en vantoient le plus , à rétablir le Roi dans ses
„ justes droits.

Le Conseil
de Londres
change d'a-
vis.

Il tâche
d'appaier
l'Armée.

Rushworth,
Vol. VII. pag.

751.

Le Général
fait livrer
tous les
Forts au-
tour de
Londres.

Le lendemain , l'Armée étant assemblée sur la bruyere de Honflow , le
Conseil de Londres commença à craindre le danger auquel la Ville seroit ex-
posée , si l'Armée forçoit les Lignes , à quoi il n'y avoit que trop d'apparen-
ce , & cette crainte lui fit prendre des résolutions plus modérées. Ainsi , pre-
nant occasion de la Déclaration que l'Armée venoit de publier , il écrivit au
Général , qu'ayant connu par cette Déclaration , que le dessein de l'Armée
n'étoit que de rétablir dans le Parlement les Membres qui s'en étoient absen-
tez , la Ville vouloit bien concourir à ce dessein. Que pour cet effet , elle avoit
fait ouvrir tous les passages , & révoqué tout ce qu'elle avoit fait dans la
crainte qu'on ne voulût user de violence contr'elle. Le Général répondit ,
qu'il souhaitoit qu'on lui livrât tous les Forts , qui étoient gardez par les Trou-
pes de la Ville , & on lui obéit sur le champ. Après cela , il écrivit au Con-
seil de Londres , qu'il n'avoit d'autre intention que de rétablir la liberté , &
l'autorité du Parlement , & de procurer la Paix au Royaume.

Il se rend
à Londres
& rétablit
les Orateurs
& les autres
Membres.

Rushworth,
Vol. VII. pag.

756.

Il est fait
Gouverneur
de la Tour.

Il est re-
mercié.

Le sixième d'Août , le Général , précédé de quelques Regimens de Cava-
lerie , & accompagné des deux anciens Orateurs & des Membres des deux
Chambres , qui s'étoient absentez , se rendit dans la Ville de Westminster ,
& mit pied à terre dans une maison particuliere. Il y demeura quelque-tems ,
pendant que les deux Orateurs , & les autres Membres allerent reprendre
leurs places dans leurs Chambres.

Immédiatement après , la chambre des Seigneurs vota que le Général
Fairfax seroit fait Gouverneur de la Tour , avec pouvoir d'y établir un Lieu-
tenant ; à quoi les Communes consentirent. Après cela , le Général fut prié
de se rendre au Parlement où il fut complimenté par chacune des deux Cham-
bres. Le même jour , le Parlement ordonna que le douzieme on rendroit
à Dieu des actions de grâces solennelles , de ce que le Parlement avoit été
rétabli dans son autorité , sans effusion de sang , & que l'Armée recevrait une

Le Parle-
ment ap-
prouve tout
ce que l'Ar-
mée a fait.

Différend
entre les
deux Cham-
bres.

gratification d'un mois de Solde. Les jours suivans furent employez à con-
firmer & approuver ce que l'Armée avoit fait. Mais on ne s'arrêta pas là. Les
Seigneurs demandèrent deux choses , sur lesquelles ils trouverent beaucoup
d'opposition de la part des Communes. La premiere étoit , qu'on annullât
tout ce qui s'étoit fait dans le Parlement , depuis le vingt-sixième de Juillet ,
jusqu'au sixième d'Août. Les Communes vouloient bien y consentir , pour-
vû que ce fût , sans le déclarer illégitime. Cette dispute dura jusqu'au vingti-
me du mois , que les Communes passerent enfin l'Ordonnance que les Sei-
gneurs demandoient , mais avec cette restriction : *Que personne ne pourroit
être recherché pour avoir obéi aux Votes passez pendant ce tems-là , à moins qu'il*

ne fût convaincu d'avoir eu part à la violence faite au Parlement, ou d'avoir signé l'Engagement pour faire venir le Roi à Londres, sous les conditions exprimées dans le Message de S. M. du douzième de Mai.

CHARLES
I.
1647.

La Seconde chose que les Seigneurs demandoient étoit, qu'il fût déclaré que le Parlement avoit été forcé depuis le vingt-sixième de Juillet jusqu'au sixième d'Août, & que les Membres qui s'étoient assemblez à Westminster pendant l'absence des deux Orateurs fussent exclus du Parlement, & punis. Cette question ayant été agitée durant tout un jour dans la Chambre des Communes, la demande des Seigneurs fut enfin rejetée à la pluralité de trois voix seulement. Les Seigneurs n'avoient insisté sur cet Article que par pure complaisance pour l'Armée qui, par une Remontrance au Parlement, avoit demandé la même chose, en menaçant qu'elle ne souffriroit pas que ces Membres assistassent au Parlement, & néanmoins cette affaire ne fut pas poussée plus loin. On se contenta d'accuser de trahison sept Seigneurs de la Chambre haute, le Maire de Londres, plusieurs Aldermans, & quelques Officiers de la Milice, pour avoir eu part au tumulte du vingt-sixième de Juillet, ce qu'on appelloit avoir eu dessein d'exciter une nouvelle Guerre.

Pendant que ces choses se passaient entre le Parlement & l'Armée, le Roi se trouvoit, non-seulement assez tranquille; mais il concevoit même de grandes espérances de cette division, & il se flattoit que l'Armée se déclareroit pour lui. Elle avoit pour sa Personne, des égards & des complaisances qui sembloient lui promettre un état plus heureux, que celui où il s'étoit trouvé entre les mains du Parlement. On avoit permis à trois de ses Chapelains de se rendre auprès de lui, & d'y célébrer le Service Divin, à la manière de l'Eglise Anglicane, & tous ses anciens Serviteurs, & Domestiques avoient la liberté de le voir & de lui parler. *Berkley*, *Ashburnham*, *Capel*, le Marquis d'Ormond même qui avoit enfin livré Dublin au Parlement, le voyoient autant qu'ils vouloient, publiquement & en secret, & les deux premiers le servoient actuellement. Les Commissaires d'Ecosse, qui résidoient à Londres, alloient lui rendre de fréquentes visites, & lui témoignaient une extrême envie de le servir. Comme ils sçavoient bien que les Indépendans étoient ennemis jurez de leur Nation, ils commençoient à comprendre, qu'il étoit de leur intérêt des'unir avec le Roi contre leurs ennemis communs. Cependant, les honneurs qu'on rendoit au Roi, & la complaisance qu'on avoit pour lui, n'étoient qu'un effet de la politique de Cromwell & de ses associés. Ils n'ignoient pas dans quelles dispositions se trouvoient le Parlement & la Ville de Londres à leur égard, & ils étoient persuadés, qu'au pis aller, les Presbytériens aimeroient mieux s'accommoder avec le Roi, que de voir triompher les Indépendans. C'étoit pour mettre des obstacles à cette union, qu'ils avoient fait enlever le Roi, de Holmby, sans qu'il parût que ni les Généraux, ni le Corps de l'Armée y eussent aucune part, & qu'ils l'avoient fait transférer dans un lieu où ils étoient maîtres de sa personne. D'un autre côté, ils faisoient au Roi toutes les caresses imaginables, jusqu'à lui faire espérer un prompt accommodement avec l'Armée, tant pour le détourner de la pensée de s'unir avec le Parlement, que pour ôter aux Presbytériens l'espérance de pouvoir réussir à procurer cette union. Dans toutes les Déclarations & Remontrances de l'Armée, il y avoit toujours quelque Article où elle témoignait le désir

Etat du
Roi.

L'Armée le
flatte beau-
coup.

CHARLES
1.
1647.

qu'elle avoit que le Roi fût rétabli dans ses justes droits. Mais c'étoit toujours avec cette restriction, *quand les affaires du Gouvernement seroient parfaitement rétablies*, c'est-à-dire, de la manière qu'ils le souhaitoient, & ils sçavoient bien qu'alors, il ne leur seroit pas difficile de trouver des prétextes pour chercher querelle au Roi, & pour rétracter ce qu'ils sembloient lui promettre.

Il conçoit
de grandes
espérances.
Mais il est
duppé par
Cromwell.

Le Roi fut la dupe de cette politique. Comme il se voyoit caressé par les deux Partis, il se mit dans l'esprit, qu'ils ne pouvoient se passer de lui, & qu'il seroit bien-tôt en état de faire pancher la balance du côté qu'il trouveroit à propos. Il crut même pendant quelque-tems, que les deux Partis le prendroient pour Médiateur. Dans cette pensée, il se ménageoit beaucoup avec tous les deux, & leur faisoit espérer tour à tour, quoique fort secrètement, qu'il se laisseroit conduire par leurs conseils. Cependant, comme il haïssoit mortellement les Presbytériens, il avoit beaucoup plus de penchant à s'unir avec l'Armée si elle avoit voulu lui accorder des conditions tolérables, comme elle le lui faisoit espérer. Il ne laissoit pourtant pas de prêter l'oreille aux propositions que lui faisoient les Commissaires d'Ecosse, de se mettre sous la protection des Presbytériens d'Angleterre, & des Ecossois, & par-là, il espéroit de se trouver toujours sur pied, de quelque manière que tournassent les différends entre le Parlement & l'Armée. Pendant ce tems-là, il se laissoit amuser par *Cromwell & Ireton*, qui, sous prétexte qu'ils étoient suspects aux deux Chambres, ne le voyoient que bien rarement, mais qui ne laissoient pas de lui faire entendre ce qu'ils vouloient, par le moyen de certains Officiers qui pouvoient plus librement s'entretenir avec lui, ou avec ses confidens. Quoi qu'on eût pour lui beaucoup d'égards, on ne laissoit pas de le garder exactement, & dans le tems même qu'il se croyoit l'arbitre des deux Partis, il étoit véritablement prisonnier. Depuis qu'il avoit été enlevé de Holmby, il avoit suivi tous les mouvemens de l'Armée, & avoit fait sa résidence tantôt dans quelque Ville, tantôt dans quelque maison de campagne, selon qu'il plaisoit à l'Armée de l'ordonner. Enfin, lorsque l'Armée alloit s'assembler à Hounslow pour marcher à Londres, il fut conduit dans sa maison de *Hamptoncourt*.

Depuis la
Révolution
l'Armée n'a
plus les mê-
mes égards
pour lui.

La révolution qui arriva peu de jours après, & qui mit le Parlement sous la domination de l'Armée, fut fatale au Roi. Il eut bien-tôt lieu de comprendre, que *Cromwell & Ireton* n'avoient fait que l'amuser par des espérances trompeuses. L'Armée ne fut pas plutôt maîtresse du Parlement & de la Ville de Londres, que le Roi se vit non seulement négligé, mais même traité plus durement qu'il ne l'avoit été jusqu'alors. On ne lui rendoit plus les mêmes devoirs, & sa Garde ne souffroit plus qu'avec peine, que ses serviteurs conférassent secrètement avec lui. Enfin, pour tout dire en un mot, on le laissa long-tems à Hamptoncourt, sans lui parler d'aucun accommodement, pendant qu'on épioit soigneusement ses paroles, ses actions, & ceux qui venoient lui rendre visite. On fit même l'affront aux Commissaires d'Ecosse de les empêcher de le voir, de quoi ils se plainquirent inutilement. Mais avant que de continuer à parler du Roi & de son état, il est nécessaire de rapporter ce qui se passoit à l'Armée & au Parlement, pendant qu'on laissoit le Roi à Hamptoncourt, sans presque penser à lui, quoi qu'il servît quelquefois de prétexte à divers Ecrits.

Lorsque

Lorsque l'Armée avoit pris la résolution de s'opposer au dessein qu'avoit le Parlement de la casser, elle avoit prétendu, qu'elle ne vouloit se mêler que de ses propres affaires, sans entrer dans celles du Gouvernement & de la Religion. La demande de l'argent qui lui étoit dû fut d'abord le seul Article sur quoi elle fonda son refus de se séparer. Ensuite, comprenant qu'il n'étoit pas impossible de lui donner satisfaction sur ce sujet, elle demanda qu'on eût soin de son honneur, & qu'on la justifiât pleinement des prétendus crimes sur lesquels le Parlement avoit appuyé sa Déclaration contre les Auteurs de la première Requête. Elle voulut après cela que le Parlement déclarât solennellement, que tous les Sujets, & les gens de Guerre en particulier, avoient le droit de présenter des Requêtes. Ensuite se formèrent les Conseils de Guerre & des *Agitateurs* qui ne se contentant pas de demander des choses qui regardoient l'Armée, infirèrent dans leurs Remontrances, divers Articles qui se rapportoient au Gouvernement. Enfin, on fit enlever le Roi, de Holmby, & on prétendit que c'étoit par l'autorité de l'Armée, quoi que le Général assurât que ni lui, ni les autres Généraux, ni le Corps de l'Armée n'y avoient aucune part, & par cette même autorité, quelque chimérique qu'elle parût, le Roi fut gardé dans les quartiers de l'Armée.

Dès que l'Armée eut le Roi en son pouvoir, elle prétendit avoir droit de régler avec le Parlement le Gouvernement du Royaume. Elle nomma des Commissaires pour traiter sur ce sujet, avec ceux du Parlement. Enfin, dans le tems qu'elle se préparoit à marcher à Londres, le Général délivra aux Commissaires du Parlement les Propositions de l'Armée pour établir le Gouvernement, dont il n'y en avoit pas une seule qui regardât les intérêts particuliers de l'Armée. Voici ces Propositions.

ARTICLES PROPOSEZ

par l'Armée, pour traiter là-dessus avec les Commissaires du Parlement.

I. Qu'après avoir pourvû aux Articles mentionnez ci-dessous, on passera un Acte pour terminer ce Parlement, dans un an, pour le plus tard, & pour continuer l'usage des Parlemens de la maniere suivante.

1. Qu'on fasse un Acte pour établir des Parlemens biennaux.
2. Qu'aucun Parlement ne puisse durer plus de six-vingt jours, après quoi il sera dissous *ex facto*, à moins qu'il ne se casse lui-même plutôt.
3. Que dans l'intervalle, le Roi pourra convoquer un Parlement extraordinaire, pourvû que ce soit au moins septante jours, avant le prochain biennal, & qu'il soit dissous au moins soixante jours avant le prochain biennal.
4. Que chaque Parlement biennal pourra, avant sa dissolution, ou son ajournement, établir un Comité qui aura pouvoir d'agir dans les choses dépendantes du pouvoir qui par les présens Articles est attribué aux Commitez.

Vuu ij

5. Que

CHARLES
I.
1647.

Rushworth,
Vol. XLV.
pag. 73 &c.

CHARLES
I.
1647.

5. Que le nombre des Députez de chaque Ville ou de chaque Province sera proportionné à ce que les Villes ou Provinces fourniront pour les charges publiques, & que les Villes ruinées seront privées du droit d'envoyer des Députez au Parlement.
 6. Qu'on établira de bonnes règles pour faire les élections des Membres, d'une maniere reguliere & pour la certitude des *Retours* (1) des Shérifs.
 7. Que la Chambre des Communes aura seule le droit de régler ce qui regarde les deux Articles précédens.
 8. Que les Membres des Communes auront le droit de protester contre les Votes de la Chambre. Qu'aucun Membre des Communes ne sera sujet à aucune autre peine, pour ce qu'il aura dit ou voté dans la Chambre, qu'à en être exclus par le Jugement de la Chambre même.
 9. Qu'on confirmera, & réglera le pouvoir qu'ont les deux Chambres de juger définitivement, & qu'aucun Ministre d'Etat, Officiers de Justice, ou autre, condamné par les deux Chambres, ne pourra être pardonné par le Roi, sans leur consentement.
 10. Que le droit qu'ont les Membres des Communes de ne pouvoir être jugez par la Chambre des Seigneurs, sans la concurrence des Communes, soit confirmé. Qu'on ne puisse procéder contre les Membres des Communes, que par le Jugement de leurs Pairs, & selon les Loix du Païs.
 11. Qu'il soit pourvû à ce que la nomination des *Grands Jurez* ne soit pas à la disposition des Sous-Shérifs. Qu'à chaque *Affize*, le Grand Juré présente les noms de ceux qui sont propres à être Juges de Paix. Qu'à l'*Affize* d'Eté, il en nomme trois dont le Roi en choisira un.
- II. Pour la Milice en général, que les Articles suivans soient passez en Acte.
1. Que pendant l'espace de dix ans, la Milice soit mise, par les deux Chambres, entre les mains des personnes qu'elles nommeront.
 2. Que, durant ce même tems, le Roi ni quelque autre que ce soit n'exerceront aucun pouvoir sur la Milice, ni même après les dix ans, qu'avec le consentement des deux Chambres.
 3. Que, pendant dix ans, les deux Chambres, par leur seule autorité, leveront tout l'argent qui sera nécessaire pour l'entretien des Troupes qu'elles jugeront à propos de tenir sur pied, comme aussi pour tous les autres usages publics.
 4. Que, pendant l'espace de cinq ans, aucun de ceux qui ont porté les armes contre le Parlement, ne pourra exercer aucun Office public, ni être élu Député au Parlement, qu'après le second Parlement biennal.
- III. Pour la disposition présente de la Milice, par rapport à la Paix du Royaume & au service d'Irlande :
1. Qu'on nommera des Commissaires qui conjointement avec l'Amiral

(1) C'est le Compte que les Shérifs rendirent de ceux qui ont été légitimement élus.

ral & le Vice-Amiral, auront pouvoir de régler tout ce qui re- CHARLES
garde le service de la Flotte, & d'en nommer les Officiers. I.
1647.

2. Qu'on établira un Général des Forces de Terre, &c.
3. Qu'il y aura dans chaque Province des Commissaires pour régler la Milice, & pour la discipliner.
4. Qu'on établira un Conseil d'Etat qui aura la Surintendance sur les Commissaires de la Milice.
5. Que le Conseil d'Etat aura le même pouvoir que le Conseil du Roi, par rapport aux Négociations étrangères, sans pouvoir néanmoins faire la Paix ni la Guerre, qu'avec le consentement des deux Chambres.
6. Qu'il sera composé de personnes capables dont on conviendra présentement, & qui exerceront leurs Charges, *Quamdiu se bene gesserint*, mais non pas toutefois, au de-là de sept ans.
7. Qu'on établira un fonds pour le payement des Troupes d'Angleterre & d'Irlande, jusqu'à deux mois après l'ouverture du premier Parlement biennal.

IV. Que pendant l'espace de dix ans, les deux Chambres disposeront de tous les grands Emplois, & que les Committez établis par le Parlement auront le même droit pendant les intervalles entre les Parlemens, mais néanmoins, moyennant l'approbation du Parlement suivant. Qu'après les dix ans, lorsqu'il y aura des vacances dans les grands Emplois, les deux Chambres, ou les Committez nommeront trois Sujets, dont le Roi en choisira un.

V. Qu'aucun des Pairs créés depuis le 21. de Mai 1642, ne pourra prendre séance au Parlement, sans le consentement des deux Chambres.

VI. Que toutes les Déclarations ou autres Actes publiez contre le Parlement, ou contre ses adhérens seront révoquez, & que l'Acte d'Indemnité sera confirmé.

VII. Que toutes les Concessions passées sous le grand Sceau, depuis qu'il fut emporté de Londres, seront annullées, à l'exception de celles qui sont contenues dans les Propositions présentées à S. M., & que celles qui ont été accordées sous le grand Sceau du Parlement seront confirmées.

VIII. Que les Traitez entre l'Angleterre & l'Ecosse seront confirmez, & qu'on établira des Conservateurs pour les faire observer.

IX. Que la Cour des Gardes & Livrées sera abolie, & qu'on dédommagera le Roi par rapport à ses revenus, comme aussi ceux qui ont des Charges dans cette Cour.

X. Que la Trêve d'Irlande sera déclarée nulle, & que l'administration de la Guerre d'Irlande sera laissée aux deux Chambres.

XI. Que les Evêques ne pourront infliger aucune peine civile, &c.

XII. Que les Actes qui ordonnent la pratique des Prières Communes, ou des peines contre ceux qui n'assistent pas au Service Divin, ou contre ceux qui font des Conventicules seront révoquez. Qu'on pourvoira aux moyens de découvrir les Papistes, Prêtres Romains, Jésuites, &c.

XIII. Que personne ne sera obligé à signer le *Covenant*, & que tous les Actes faits sur ce sujet seront révoquez.

XIV. Qu'après qu'on aura pourvû à ce qui vient d'être proposé, le Roi,
Vu u iij la

CHARLES
1.
1647.

la Reine, & leurs Enfans, seront rétablis dans leurs droits personnels, sans diminution. Qu'il n'y aura point d'autre limitation à l'exercice du Pouvoir Royal, que celle qui est marquée ci-dessus.

XV. Pour les Compositions.

NB. Il y a ici six Articles sur ce sujet, qui ne peuvent être bien entendus, qu'en supposant la connoissance du détail d'un Acte, par lequel les Délinquens étoient rangez sous diverses Classes, & leur composition réglée. Mais ce détail est présentement peu nécessaire.

XVI. Qu'après avoir réglé les compositions des Délinquens, on fasse un Acte général d'oubli & d'Amnistie, &c.

Que ceux du Parti du Roi, qui ont fait leurs efforts pour appaiser les troubles, & se sont opposés aux desseins violens du même Parti, seront exempts de composer, ou qu'ils en seront quittes pour la vingtième partie de leurs biens, ou pour une année de leur revenu.

Après ces Articles nécessaires pour la Paix & la sûreté publique, l'Armée propose encore quelques autres choses pour la satisfaction du Peuple, sçavoir :

I. Qu'on confirme au Peuple le droit de présenter des Requêtes.

II. Que les Grieffs du Peuple soient réparés selon les Articles suivans.

1. Qu'on supprime l'Accise sur les choses qui font vivre le pauvre Peuple.

2. Qu'on le soulage de l'oppression qu'il souffre par les Loix des Forêts.

3. Que les Monopoles soient abolis.

4. Que les Taxes des Provinces soient mieux réglées.

5. Qu'on applique quelque remède aux inconvéniens qui naissent de la maniere d'entretenir les Ministres par le moyen des dixmes.

6. Qu'on règle la maniere de poursuivre les procès, & les frais.

7. Qu'on prenne soin de soulager ceux qui sont en prison pour dettes.

8. Que personne ne soit obligé d'accuser ou soi-même, ou sa Famille. Que personne ne soit condamné à mort, que sur la déposition de deux témoins.

9. Que les Statuts des *Corporations* tendant à molester le Peuple au sujet de la Religion soient révoquez & annullez.

III. Que le Pouvoir non-nécessaire qui a été accordé aux Committez, ou aux Sous-Lieutenans des Provinces, pendant les troubles, soient révoquez. Que celui qu'il sera nécessaire de leur conserver, soit réglé d'une telle maniere, qu'il y ait le moins de Pouvoir arbitraire qu'il sera possible.

IV. Qu'on règle les comptes des dettes publiques.

V. Que les Gens de Guerres soient payez de leurs arrérages, & qu'on commence par payer ceux qui ont de la peine à vivre.

On fera dans la suite quelques Propositions pour établir certaines règles sur ce sujet.

Remarque
sur ces Pro-
positions.

Ces Propositions font voir que l'Armée ne prétendoit pas laisser au Parlement seul le Pouvoir d'établir le Gouvernement, quoique, quand elles furent délivrées aux Commissaires du Parlement, elle n'eût pas encore subjugué le Parlement & la Ville, comme elle le fit quelques jours après. Combien plus donc, devoit-elle se croire en droit d'avoir part à cet établissement, depuis

depuis qu'elle fut comme maîtresse des délibérations des deux Chambres ? Certainement, si l'Armée avoit véritablement désiré qu'on travaillât sérieusement à cet établissement, selon ses Propositions, l'occasion ne pouvoit être plus favorable, & le Parlement n'auroit pu, ni osé le refuser. Mais il y a, au contraire, beaucoup d'apparence que le but de l'Armée, en délivrant ces Propositions, n'étoit que d'accrocher l'établissement par les difficultez qu'elles faisoient naître, & qui demandoient beaucoup de tems pour les lever. Par exemple la XI., qui supposoit que les Evêques seroient rétablis, la XIII. qui laissoit à chacun la liberté de signer ou de ne pas signer le *Covenant*, étoient directement contraires aux prétentions des Presbytériens. Il n'étoit pas de l'intérêt des Indépendans, que le Gouvernement fût établi de la maniere qu'ils le propoisoient : mais il leur étoit avantageux d'ébloüir le Peuple, & de lui faire accroire, que l'Armée ne demandoit que la Paix & la sûreté publique, quoi qu'effectivement, ceux qui la dirigeoient ne pensassent à rien moins. Cela paroît manifestement, en ce que, dans la suite, ils ne firent aucune démarche pour presser les deux Chambres de travailler à cet établissement. D'un autre côté, le Parlement étoit encore tel qu'il avoit été quelque tems auparavant, c'est-à-dire, presque tout Presbytérien, & par conséquent, ennemi des Indépendans, quoiqu'il se vît obligé de témoigner le contraire. Le Comte de Manchester, Orateur de la Chambre Haute, étoit ennemi juré de Cromwell, quoiqu'il eût été le premier à s'aller mettre sous la protection de l'Armée. La Ville de Londres étoit dans les mêmes dispositions que le Parlement, & bien loin de solliciter qu'on travaillât à l'établissement proposé par l'Armée, elle étoit bien aise qu'il n'en fût point parlé, dans l'espérance que le tems fourniroit quelque occasion d'établir le Gouvernement sans l'intervention des Gens de Guerre. Il n'est donc pas étrange, qu'on laissât en arriere cette affaire, que ni l'Armée, ni le Parlement, ni la Ville, ne souhaitoient pas de finir. On ne laissoit pourtant pas de faire, de tems en tems, quelque démarche pour persuader au Public, qu'on avoit dessein d'y travailler. Mais Cromwell & les autres Chefs des Indépendans étoient bien éloignés de vouloir laisser, pendant dix ans, le Parlement maître de régler les affaires du Royaume comme il le trouveroit à propos, de disposer de la Milice & de lever l'argent qu'il jugeroit nécessaire. Encore moins, auroient-ils voulu laisser au Peuple la liberté d'élire tous les deux ans, de nouveaux Députés pour le Parlement. Tout cela n'étoit que pour ébloüir le Peuple. Les Indépendans vouloient devenir maîtres, comme ils le devinrent enfin, & toutes leurs démarches, quoique couvertes du prétexte du bien public, ne tendoient uniquement qu'à ce but. Celui des Presbytériens, du Parlement, & de la Ville de Londres, étoit de ruiner le Parti Indépendant & l'Armée qui le soutenoit. Mais comme ils ne se trouvoient pas assez forts pour y réussir, leur projet étoit de s'unir avec le Roi & avec l'Ecosse, pourvu qu'ils pussent obtenir du Roi l'abolition de l'Episcopat. C'est ce qui se tra-
moit sourdement à Londres & à Edimbourg, pendant qu'on tâchoit d'amuser l'Armée par des délais affectés sur la demande qu'elle faisoit de sa paye ordinaire & de ses arrérages, & que la Ville de Londres s'excusoit de faire les avances nécessaires, en vûe de rendre l'Armée odieuse, en l'obligeant à fouler le Peuple faute de paye. L'Armée ignoroit encore les pratiques se-

CHARLES
I.
1647.

CHARLES
I.
1647.

Réglemens
touchant
l'Armée.

Le Roi
prend la ré-
solution de
se sauver de
Hampton-
court.
Ses raisons.

crettes qui se faisoient contre elle, dans Londres. Elle demandoit continuellement de l'argent, & le Parlement recevoit favorablement ses demandes. Il passoit même des Votes pour lui accorder ce qu'elle souhaitoit : mais il se rencontroit toujours quelque difficulté qui en retardoit l'exécution, ou si on lui payoit quelque chose, ce n'étoit qu'une petite partie de ce qui lui étoit dû.

Trois autres affaires occuperent encore le Parlement & l'Armée, pendant quelque tems, & servirent de prétexte pour amuser le tapis. La première fut, de régler quelles forces il falloit envoyer en Irlande. La seconde, combien de Troupes on devoit entretenir en Angleterre. La troisième, de licencier celles qui se trouveroient surnuméraires.

Sur le premier Article, il fut résolu qu'on enverroient en Irlande, six mille hommes d'Infanterie, quatre mille de Cavalerie, & cinq cens Dragons, & que les Commissaires du Parlement conféreroient avec le Général touchant l'envoi de ces Troupes, & les Officiers qui devoient les commander.

Sur le second, il fut ordonné qu'on entretiendroit en Angleterre, sept mille deux cens Cavaliers, dix-huit mille hommes de pied, & mille Dragons. On prétendoit que ces Forces n'étoient entretenues en Angleterre, que pour pouvoir secourir celles d'Irlande en cas de besoin. Mais il y a de l'apparence que l'Armée ne voulut pas souffrir d'être considérablement diminuée.

Sur le troisième, il fut résolu, que toutes les Troupes surnuméraires seroient payées & congédiées.

Mais tout cela ne s'exécuta que bien lentement à cause de diverses affaires qui survinrent, & dont il est nécessaire de parler.

Depuis que l'Armée crut n'avoir plus rien à craindre du Parlement, ni de la Ville de Londres, les égards qu'elle avoit eû pour le Roi étoient tellement diminuez, qu'il ne lui étoit pas difficile de comprendre, qu'il n'avoit rien à espérer d'elle, & que Cromwell n'avoit fait que l'amuser, pour faire mieux ses propres affaires. Outre le changement qu'il apercevoit dans les manieres de ceux qui le gardoient, il avoit plusieurs autres preuves qu'on avoit de mauvais desseins contre lui. Premièrement, l'Armée lui avoit fait présenter en secret, des Propositions de Paix, beaucoup plus dures, que celles qu'on lui avoit présentées à Newcastle; mais il les avoit rejetées avec indignation, de quoi elle avoit été mécontente. Secondement, Cromwell avoit reproché très-aigrement, à *Ashburnham* qui étoit alors le confident du Roi, que malgré les égards que l'Armée avoit eû pour le Roi, il avoit traité secrètement avec les Commissaires d'Ecosse, pour faire agir ce Royaume contre l'Armée. Ce reproche inspiroit d'autant plus de crainte au Roi, qu'il étoit vrai, qu'il avoit traité secrètement avec les Commissaires d'Ecosse, quoi qu'il n'eût rien conclu avec eux, & il ne comprenoit point par quel moyen Cromwell en avoit eu connoissance. Il craignoit donc, que l'Armée ne le fît assassiner ou empoisonner, pour se délivrer de la crainte qu'il ne s'accommodât avec les Presbytériens. D'un autre côté, le Major *Huntington*, de qui Cromwell s'étoit servi pour amuser le Roi par divers Messages secrets, ayant enfin compris, qu'il avoit servi d'instrument pour tromper ce malheureux Prince, l'avertit, que Cromwell n'agissoit pas de bonne foi, & qu'il le perdroit,

droit, s'il n'étoit pas prévenu. Après cela, il rendit sa Commission, & ne voulut plus servir dans l'Armée. Il fit même plus, car après avoir quitté le service, il offrit au Parlement de lui découvrir les mauvaises pratiques de Cromwell, mais on ne voulut pas l'écouter. Enfin, le Roi recevoit tous les jours des avis secrets, par des voyes indirectes & extraordinaires, que ses ennemis avoient de mauvais desseins, & qu'il devoit prendre garde à lui.

Toutes ces choses firent une telle impression sur lui, qu'il résolut de se retirer, s'il étoit possible, d'entre les mains de l'Armée. Mais il n'étoit pas facile de décider en quel endroit il devoit se retirer. Il n'y avoit de sûr pour lui nulle part dans le Royaume. Le Parlement & la Ville de Londres étoient sous la verge de l'Armée, & quand même les Presbytériens auroient été en état de le protéger, tout ce qu'il pouvoit attendre d'eux, étoit qu'ils n'attenteroient rien contre sa vie. Ainsi, vraisemblablement, son dessein étoit de se retirer hors du Royaume. *Ashburnham* étoit son unique confident; car pour *Berkley*, quoiqu'il le crût fidelle, il n'avoit pas assez bonne opinion de son Jugement, pour lui confier un tel secret. Cette résolution étant prise, le Roi se retira dans sa Chambre de bonne heure feignant d'être incommodé, & une heure après minuit, il en sortit par un degré dérobé, & se rendit avec *Ashburnham* & *Leg*, à la porte du Parc, où *Berkley* les attendoit avec des Chevaux. Ils marchèrent toute la nuit avec beaucoup de diligence, tant pour se dérober à ceux qui pouvoient avoir été envoyez pour les poursuivre, que pour se tirer des quartiers de l'Armée, & le matin, ils se trouverent à un endroit de la Province de *Hampshire*, qu'on appelle *la Nouvelle Forêt*. Alors le Roi demanda où étoit le Navire. *Ashburnham* ayant pris les devants, comme pour aller s'en informer, revint peu de tems après, rapporter qu'il n'y en avoit aucun, de quoi le Roi parut fort inquiet. Cependant, comme il n'étoit pas sûr pour lui, de demeurer en pleine Campagne, il prit la résolution d'aller à *Titchfield*, maison du Comte de Southampton, où la Mere de ce Comte étoit seule avec peu de Domestiques. Ce fut-là, qu'il tint Conseil avec les trois Compagnons de sa fuite pour sçavoir où il iroit. On prétend, qu'*Ashburnham* fut le premier qui lui proposa de se retirer dans l'Isle de Wight, & de se mettre entre les mains du Colonel *Hammond* qui en étoit Gouverneur, & qui passoit pour un honnête homme. Il ne pouvoit pourtant pas ignorer, que *Hammond* étoit une Créature de *Cromwell* qui lui avoit fait épouser la fille de *Hambden*, & depuis peu de mois, lui avoit procuré le Gouvernement de l'Isle de Wight. Malgré ces raisons qui auroient dû détourner *Ashburnham* de donner un tel conseil, il ne laissa pas de persuader le Roi, qui, après quelques difficultez, y consentit, pourvû que *Hammond* voulût lui engager sa parole, qu'il ne le livreroit ni au Parlement, ni à l'Armée, & que si l'un ou l'autre le demandoit, il lui donneroit la liberté de se retirer où il voudroit. Suivant cette résolution, *Ashburnham* & *Berkley* allèrent dans l'Isle de Wight pour parler au Gouverneur, qui parut fort surpris quand on lui dit, que le Roi s'étoit sauvé d'*Hanptoncourt*, & qu'il vouloit venir se mettre entre ses mains sous les conditions qu'on lui proposoit. Il répondit, qu'il rendroit au Roi tous les services qui seroient en son pouvoir: mais qu'il ne pouvoit pas promettre de désobéir à ses Supérieurs en ce qui lui seroit commandé. Après qu'on eut vainement

CHARLES
I.
1647.

Il l'exécute.
11. Nov.
Rushworth,
Vol. VII. p.
871.

Myl. Clarend.
T. V. p. 141.

CHARLES vainement tenté d'obtenir de lui ce qu'on lui demandoit, il s'enquit où étoit le Roi. On lui répondit, qu'il n'étoit pas fort loin, & enfin, après une assez longue conférence, il fut convenu, qu'on le meneroit parler au Roi. Ils partirent donc tous trois pour Tichfield, & quand ils y furent arrivez, Hammond demeura dans la Cour, & Ashburnham alla informer le Roi, que Hammond étoit-là, mais sans avoir voulu rien promettre. *Ah! s'écria le Roi, vous m'avez perdu.* Alors Ashburnham, fondant en larmes, offrit d'aller tuer Hammond, mais le Roi ne voulut pas y consentir. Enfin, le Roi ayant fait entrer Hammond, fit tous les efforts possibles pour arracher de lui une promesse, qu'il le laisseroit aller en cas que le Parlement ou l'Armée

Il se retire
dans l'Isle
de Wight.

voulussent l'avoir entre leurs mains : mais Hammond persista toujours dans sa première réponse. Alors, le Roi ne sachant où aller ailleurs, & considérant, que quand même il voudroit se sauver, il ne seroit peut-être pas en son pouvoir, Hammond pouvant très-aisément avoir du secours, se résolut à le suivre dans l'Isle de Wight. Il fut conduit au Château de Carisbrook, où Hammond le reçut avec sa suite, en lui marquant beaucoup de respect.

Quand on considère toutes les circonstances de cette fuite du Roi, on ne peut guéress'empêcher de croire qu'il fut trahi en cette occasion. Son dessein étoit de passer la Mer, puisqu'il demanda où étoit le Vaisseau, mais il ne se trouva point de Vaisseau prêt; faute si essentielle, qu'on ne peut guéres se persuader, qu'Ashburnham y pût être tombé par négligence ou par imprudence. Ashburnham ne se contente pas de proposer au Roi d'aller se jeter entre les mains de Hammond, Créature de Cromwell, qui, selon l'avertissement du Major Huntington, avoit résolu de le perdre, mais il le met même dans la nécessité de se confier à lui, quoiqu'il refusât de le protéger. Cependant, le Comte de Clarendon dit très-positivement, qu'il ne croit pas qu'Ashburnham ait trahi le Roi, & que le Roi même ne le crut jamais. Tout ce donc qu'on peut dire de plus favorable pour ce confident du Roi, c'est ce que le Comte de Clarendon fait entendre, je veux dire que ce fut un effet des intrigues de Cromwell qui, par quelque'un de ses Emissaires, sçut lui persuader que le meilleur parti qu'il y eût à prendre pour le Roi, c'étoit de le mener dans l'Isle de Wight. Cela supposé, il est probable qu'Ashburnham, se croyant plus habile que le Roi, voulut le servir malgré lui, & que, pour n'être pas obligé de répondre à toutes les objections que le Roi lui pouvoit faire, il crut lui rendre service en lui cachant son secret, & en le mettant dans une absolue nécessité de prendre un parti, qui selon son opinion, étoit le plus convenable. En ce cas-là, si ce n'est pas une trahison, c'est du moins la plus grande présomption & la plus grande témérité dont un Sujet particulier puisse se rendre coupable envers son Prince. Il n'est pas facile de deviner les raisons qui purent porter Ashburnham à se persuader que le Roi seroit en sûreté dans l'Isle de Wight. Il est à présumer qu'il fut trompé lui-même, & qu'on abusa de sa facilité pour lui faire ajouter foi à des promesses générales qui n'aboutirent à rien, & dont il n'osa se plaindre dans la suite. Supposé qu'il n'y eût point de trahison dans son fait, ce fut vraisemblablement, la facilité qu'il eut à se laisser abuser, qui lui procura dans la suite, une composition très favorable, & beaucoup au-dessus des ordinaires, qui ne contribua pas peu à augmenter les soupçons qu'on avoit déjà conçus contre lui.

Le

Le Parlement fut informé de la fuite du Roi par une Lettre de Cromwell, qui lui en donna le premier avis, mais sans lui dire où étoit le Roi, quoique, selon les apparences, il en fût bien informé. Il lui envoya aussi une Lettre que le Roi avoit laissée sur la table de sa Chambre, & adressée aux deux Chambres. Il disoit dans cette Lettre, "que le désir de la liberté, qui est commun à tous les hommes, l'avoit obligé à la chercher. Il se plaignoit de la rigueur de sa captivité, parmi des gens qui changeoient continuellement de principes, qui n'avoient pas honte de faire connoître ouvertement, le dessein qu'ils avoient de détruire la Noblesse, en privant les Pairs de leur voix négative dans le Parlement, & qui favorisoient & encourageoient les principes des *Applanisseurs*. Il disoit, que son dessein étoit de se tenir caché, pendant quelque tems, tant à ses amis, qu'à ses ennemis. Que néanmoins, il souhaitoit toujours la Paix, & qu'il ne tiendrait pas à lui qu'elle ne se fit à la satisfaction de tous les Partis. Enfin, il demandoit d'être ouï, avec honneur & sûreté, moyennant quoi, il offroit de quitter sa retraite, & de paroître en public."

CHARLES
I.
1647.
Lettre du
Roi aux
"deux
"Cham-
"bres laif-
"sée sur sa
"table.
11. Nov.
"Rush-
"worth,
"Vol. VII. p.
"871.
"
"
"

Le Parlement crut d'abord, que le Roi étoit venu se cacher dans Londres, jusqu'à ce qu'il trouvât une occasion de se retirer hors du Royaume. Il donna même des ordres pour le chercher & pour l'arrêter. Mais cette incertitude ne fut pas de longue durée. Le 15. de Novembre, le Comte de Manchester, Orateur de la Chambre Haute, reçut une Lettre du Colonel Hammond qui l'informoit, que le Roi, craignant pour sa vie à Hamptoncourt, étoit venu dans l'Isle de Wight se mettre sous sa protection.

Le Parle-
ment le fait
chercher
dans Lon-
dres.

On vient de voir qu'il étoit parlé dans la Lettre du Roi des principes des *Applanisseurs*, ce que je croi devoir expliquer. Depuis quelque tems, il s'étoit formé dans l'Armée un Parti qu'on appelloit en Anglois des *Levellers*, c'est-à-dire des gens qui vouloient que toutes les conditions fussent égales, & qu'il n'y eût plus aucune marque de Dignité ou de distinction parmi les Sujets. C'étoit une manie à-peu-près semblable à celle des adhérens de *Wat-Tyler*, sous le Regne de Richard II. Ce Parti s'étoit tellement fortifié, qu'il commençoit à donner de l'inquiétude aux Généraux, & particulièrement à Cromwell qui craignoit, que ce nouveau Parti ne renversât tous ses projets, si on le laissoit croître davantage, quoique, selon les apparences, il en fût lui-même l'auteur. Ce Parti étoit composé de simples Soldats, & des *Agitateurs*, dont il a été parlé ci-dessus. Pendant que l'Armée avoit été brouillée avec le Parlement, les Généraux avoient donné à ces gens-là toute sorte de licence. Ils leur avoient permis de former un Conseil séparé par le moyen de leurs *Agitateurs*, & les opinions de ce Conseil étoient reçues comme étant celles de l'Armée, parce qu'elles étoient conformes à celles des Généraux. Mais dès que le Parlement fut soumis, les Généraux crurent qu'il étoit à propos de supprimer ces Conseils, & de renvoyer les Agitateurs à leurs Régimens. Cela étoit plus facile à ordonner qu'à exécuter. Les Soldats refusèrent d'obéir, & continuèrent leurs Assemblées & leurs Conférences, malgré leurs Officiers, & les ordres du Général. C'est vraisemblablement, ce qui leur fit donner le nom de *Levellers* ou *Applanisseurs*, parce qu'ils prétendoient n'avoir pas moins de droit que les Officiers & les Généraux de régler le Gouvernement & l'Etat; principe, qui tendoit à rendre toutes les condi-

Ce que c'é-
toit que le
Parti des *Ap-
planisseurs*.

CHARLES
1.
1647.

Cromwell
le dissipe.

tions égales, & par conséquent, à faire naître une horrible confusion dans le Royaume. Les Assemblées des *Applanisseurs* produisirent diverses Requêtes; premièrement, de la part de quatre Régimens, auxquels se joignirent sept autres dans la suite, où ils faisoient des propositions pour régler le Gouvernement à leur fantaisie, en sorte que les Généraux ne se trouvoient pas peu embarrassés. Ils craignoient que l'Armée ne se divisât, dans un tems où toute sa force dépendoit de son union. C'est ce qui fut cause qu'ils eurent d'abord quelque condescendance pour les *Levellers*; mais par-là, ils ne firent qu'accroître le mal. Enfin, l'insolence de ces gens-là étant montée à un haut degré, Cromwell entreprit, au hazard de sa propre vie, d'en délivrer l'Armée & le Parlement. Pour cet effet, ayant été informé que les *Levellers* devoient s'assembler en un certain lieu, il s'y rendit inopinément accompagné d'une garde de gens choisis, & après les avoir questionnez, voyant qu'ils répondoient avec insolence, il les chargea brusquement, & les dispersa tellement, qu'il en prit plusieurs dont il en fit pendre quelques-uns sur le champ, & envoya les autres à Londres. En deux ou trois autres occasions, il agit contre eux avec la même vigueur & la même intrépidité, & par-là, il détruisit entièrement ce Parti qui commençoit à devenir très-dangereux, & réduisit l'Armée à une entière soumission. Mais cela n'étoit pas encore fait, lorsque le Roi se sauva de Hamptoncourt, c'est pourquoi il parloit, dans sa Lettre, des *Applanisseurs*, comme d'un Parti qui subsistoit actuellement.

Lorsque le Roi écrivit cette Lettre aux deux Chambres, il espéroit d'être bien-tôt hors du pouvoir de l'Armée & du Parlement, & assurément il n'attendoit point de Réponse, puisque son dessein étoit de se tenir caché. D'ailleurs, cette Lettre ne demandoit point de Réponse, puisqu'il ne faisoit autre chose, que témoigner sa bonne disposition pour la Paix. Mais se voyant toujours, contre son attente au pouvoir de l'Armée & du Parlement, il comprit que sa fuite de Hamptoncourt pourroit lui être préjudiciable, & qu'on en inférerait, qu'il n'avoit voulu se tenir caché que pour éviter de répondre aux propositions de Paix que le Parlement avoit préparées. Ce fut ce qui lui fit prendre la résolution d'envoyer aux deux Chambres un Message conçu en ces termes :

CHARLES R.

Message du
Roi aux
deux Cham-
bres.
Rushworth,
Vol. VII. p.
280.

Sa Majesté ne doute nullement, que les deux Chambres n'aient reçu le Message qu'elle laissa à Hamptoncourt le 11. de ce mois, par lequel elles auront pu connaître les raisons qui l'ont engagée à se retirer de ce lieu-là, aussi-bien que la disposition constante où elle est de faire ses efforts, en quelque lieu qu'elle se trouve, pour établir une heureuse Paix. Comme elle est présentement, dans un lieu où elle se croit plus en sûreté qu'elle n'a été ci-devant, elle juge qu'il est nécessaire, non seulement pour justifier ce qu'elle a souvent protesté, mais encore pour procurer une bonne Paix à ses malheureux Royaumes, d'offrir des conditions qui, vû les différents intérêts, peuvent servir de fondement à la Paix.

Comme la Religion est le principal Article, c'est par-là que Sa Majesté commencera.

Pour

Pour ce qui regarde l'abolition de l'Episcopat, &c. S. M. déclare qu'elle n'y peut consentir, tant comme Chrétien, que comme Roi. Elle est persuadée que l'Ordre des Evêques a été établi par les Apôtres mêmes, & qu'il a continué dans toutes les Eglises du monde, excepté depuis environ cent ans. Dans tous les changemens qui se sont faits, & dans la Réformation de cette Eglise, il a toujours été soutenu par ses Prédecesseurs, comme le moyen le plus propre pour conserver la bonne doctrine, la discipline, & l'ordre du Service Divin. Comme Roi, il a non seulement prêté un serment solennel à son Couronnement, de maintenir l'Ordre Episcopal, mais encore lui-même, & les Rois ses Prédecesseurs ont toujours joints les droits de l'Eglise aux Libertez des Sujets, comme deux choses inséparables. Cependant il veut bien consentir, qu'il soit ordonné par un Acte de Parlement, que chaque Evêque soit obligé de remplir les devoirs de sa vocation par une résidence constante dans son Diocèse, & en prêchant fréquemment, &c. Qu'il ne fasse aucun acte de Jurisdiction ou d'Ordination, sans le consentement de son Presbytère. Il consent de plus, que le pouvoir des Evêques soit borné en toutes choses, de telle sorte qu'ils ne puissent pas molester les gens scrupuleux & d'une conscience tendre. S. M. ne voit point de raison pourquoi lui & ceux de son opinion, doivent être pressés d'agir contre leur conscience. Il ne peut pas non plus consentir à l'aliénation des biens d'Eglise, parce qu'on ne peut pas disconvenir que ce ne soit un grand sacrilège, & qu'elle ne soit contraire à l'intention des Donateurs, qui ont chargé les violateurs de plusieurs malédictions auxquelles S. M. ne veut point s'exposer : Outre que c'est une matiere très-importante en elle même, S. M. croit qu'une telle aliénation est très-préjudiciable au Public. La raison en est, que plusieurs de ses Sujets ont l'avantage de pouvoir renouveler les Fermes des biens d'Eglise, à un prix plus modique, que si ces biens étoient entre les mains des Particuliers. Outre cela, ce seroit un grand découragement pour ceux qui s'appliquent aux études, si l'on supprimoit les recompenses auxquelles les plus pètit's peuvent aspirer.

Cependant, S. M. considérant la diversité d'opinions qu'il y a présentement dans le Royaume touchant le Gouvernement & la Discipline de l'Eglise, & que le Gouvernement Presbytérien est actuellement pratiqué, veut bien, pour éviter la confusion autant qu'il est possible, & pour la satisfaction des deux Chambres, consentir à ceci : Que le Gouvernement Presbytérien soit permis de la manière qu'il est présentement établi, pendant l'espace de trois ans, sous ces conditions. 1. Que lui-même & ceux qui ne croiront pas pouvoir en conscience, y acquiescer, ne seront pas obligés de s'y soumettre, mais qu'ils auront une entière liberté d'user de leurs propres rites, sans encourir aucune peine. 2. Que l'Assemblée Ecclésiastique qui se tient à Westminster, avec l'augmentation de vingt Théologiens que S. M. nommera, consulteront ensemble, & délibéreront sur ce sujet, afin que S. M. & les deux Chambres du Parlement puissent ordonner la forme du Gouvernement de l'Eglise, conformément à la Parole de Dieu, ou avant que les trois ans soient expirés, si on peut plutôt convenir de toutes choses. 3. Qu'il y aura une entière liberté pour ceux qui ne trouveront pas à propos de se soumettre à cet établissement. 4. Que ce qui a été dit ci-dessus, ne pourra être censé fait pour tolérer le Papisme, ou pour exempter les Récusans Papistes des Loix pénales, ou pour permettre la profession publique de l'Athéisme, ou de rien qui soit contraire aux Symboles de Nicée & de S. Athanase, qui ont toujours été reçus & révérez par toutes les Eglises, & plus particulièrement encore par celle d'Angleterre depuis la Réformation.

CHARLES
I.
1647.
Proposi-
tions & of-
fres du Roi.

CHARLES
I.
1647.

En second lieu, la Milice étant un droit inséparablement & indubitablement attaché à la Couronne, par les Loix de cette Nation, & reconnu pour tel par les précédens Parlemens, aussi bien que par celui-ci, S. M. ne peut pas violer la confiance que Dieu & les Loix ont annexée à la Couronne, en se dépouillant lui-même & ses Successeurs du droit de l'épée, qui lui a été mis en main pour la protection de ses Sujets. Néanmoins, pour donner un témoignage sensible du désir qu'il a d'assurer l'exécution de ce dont on conviendra, pour parvenir à la Paix, il consent à un Acte de Parlement, par lequel, durant tout son Regne, le pouvoir de la Milice soit exercé par les deux Chambres du Parlement, ou par ceux à qui elles donneront le pouvoir, lequel sera limité à n'être exercé, que pour supprimer les forces qui seroient levées dans ce Royaume sans leur autorité, pour empêcher que la Paix publique ne soit troublée, & pour repousser les invasions étrangères. Que par le même Acte, les deux Chambres auront pouvoir de lever l'argent nécessaire pour les occasions susdites. Que S. M. regnante, ni aucun autre par son autorité, ne pourront, pendant le présent Regne, exercer le susdit pouvoir, & qu'il n'y aura personne autorisé pour cela, que ceux qui auront le consentement & l'approbation des deux Chambres du Parlement. Sa Majesté entend néanmoins, que toutes les Patentes, Commissions & autres Actes concernant la Milice, seront faits de la même manière qu'ils l'ont toujours été & qu'après son Regne, tout le pouvoir de la Milice sera entièrement réuni à la Couronne comme il l'étoit sous les Regnes d'Elisabeth, & de Jacques, d'heureuse mémoire.

Troisièmement, après la Milice, le payement des arrérages de l'Armée est ce qui doit suivre naturellement. Pour cet effet, S. M. veut bien concourir à tout ce qui sera jugé nécessaire, pourvu qu'on ne lui propose rien qui soit contraire à sa conscience & à son honneur. C'est pourquoi, S. M. propose, qu'on lui remette les Sequestrations faites depuis la dernière fête de S. Michel, les compositions qui seront accordées avant la conclusion de la Paix, les arrérages de celles qui ont été déjà accordées, les assistances du Clergé, les arrérages de son propre revenu, qui seront dus à la conclusion de la Paix, moyennant quoi, il s'engage à fournir, dans l'espace de dix-huit mois, quatre cens mille livres Sterling pour le payement de l'Armée. Et si cette somme ne suffit pas, il veut bien donner son consentement à une vente des forêts, pour suppléer ce qui manquera.

C'est là, selon l'opinion de Sa Majesté, la première dette publique qui doit être acquittée. À l'égard des autres, pour lesquelles on a hypothéqué les Terres de l'Eglise, ou donné d'autres assurances, Sa Majesté veut bien consentir à tous les Actes que les deux Chambres jugeront convenables pour lever les sommes qui seront nécessaires pour les acquitter, pourvu que les taxes soient imposées équitablement, & que le Peuple, qui n'est déjà que trop chargé, ne le soit pas plus que la nécessité ne le demande.

4. De plus, afin d'assurer ses Sujets contre toutes sortes de craintes, S. M. veut bien consentir à un Acte de Parlement, par lequel les deux Chambres auront pouvoir de nommer tous les Grands Officiers, & les Conseillers privés, durant tout son Regne, à condition que les Patentes seront expédiées au nom de S. M., & qu'après son Regne, ce droit retourne à la Couronne, ainsi qu'il a été dit, par rapport à la Milice.

5. Pour ce qui regarde la Cour des Gardes & des Livrées, S. M. connoit fort bien

bien la conséquence de l'abolition de cette Cour, tant par rapport à son revenu, qu'à la protection qu'il doit aux Enfans mineurs. Néanmoins, si la continuation de cette Cour semble griève à ses Sujets, plutôt que de manquer à leur donner la satisfaction qu'ils souhaitent, S. M. veut bien consentir qu'elle soit abolie, pourvu qu'on assure & à lui-même, & à ses Successeurs un fond suffisant & perpétuel, pour les dédommager, & qu'on lui laisse les arrérages qui sont présentement dûs, pour être employez aupaument de l'Armée.

CHARLES
I.
1647.

6. Afin d'éteindre entièrement la mémoire de ces troubles, S. M. consent, que toutes les Déclarations & Proclamations publiées contre les deux Chambres du Parlement, ou contre une seule, comme aussi toutes les Accusations & Procédures faites contre qui que ce soit, pour leur avoir adhéré, soient supprimées & annulées. Et afin d'ôter toute semence de division à l'avenir, S. M. propose qu'on passe un Acte d'oubli, qui s'étende à tous les Sujets.

7. Quand à l'Irlande, il y a déjà long-tems que la Trêve y est terminée. Mais pour l'avenir, dès qu'on sera convenu de tout le reste, S. M. se propose de donner à cet égard, une entière satisfaction aux deux Chambres.

8. Quoique S. M. ne puisse pas consentir à la revocation de toutes les concessions qu'elle a accordées sous le grand Sceau depuis le 22. de Mai 1642. ni à la confirmation de tout ce qui a été accordé sous le grand Sceau des deux Chambres, elle est pourtant persuadée, qu'en examinant les cas particuliers, elle donnera une entière satisfaction aux deux Chambres, sur tout ce qu'elles peuvent légitimement prétendre à cet égard.

S. M. croit présentement avoir clairement fait voir par ces offres, lesquelles elle est prête à confirmer en faisant la Paix, ses sincères intentions de donner toute sorte de satisfaction & de sûreté, sur toutes les prétentions qu'on peut raisonnablement avoir, pour le bonheur de son Peuple, & pour l'exécution de ce qu'il accorde, comme aussi pour tout ce qui pourra être proposé par les deux Chambres. Quant à ce qu'il jugera nécessaire de proposer de sa part, il demande instamment de pouvoir traiter en personne avec ses deux Chambres, avec honneur, liberté & sûreté; ce moyen lui paroissant le plus propre, pour établir une Paix ferme & durable. Sans cela, il lui semble au contraire, qu'il n'est pas possible d'accorder les différends passez, ni de prévenir ceux qui peuvent naître à l'avenir.

Quand on sera convenu de toutes ces choses, S. M. ne doute pas, que les deux Chambres ne trouvent à propos, de prendre en considération les propositions de l'Armée touchant les Parlemens & les élections des Membres.

Pour ce qui regarde l'Ecosse, quand S. M. saura ce que les deux Chambres, ou les Commissaires d'Ecosse, ou les Chambres & les Commissaires conjointement, souhaitent pour ce Royaume-là, elle s'appliquera de bon cœur à leur donner une satisfaction raisonnable.

Le Parlement ne fit aucune attention à ces offres. Outre qu'il n'y voyoit qu'une partie de ce qu'il avoit auparavant demandé, il étoit continuellement sur les gardes par rapport aux propositions du Roi, dans lesquelles il n'étoit que trop ordinaire de trouver des expressions ambiguës, des restrictions, des conditions exprimées ou sousentendues qui faisoient, qu'on ne pouvoit bâtir sûrement sur ces fondemens. On a vu divers exemples dans les Ecrits du Roi, depuis le commencement de son Regne; & dans celui-ci, où

Le Parle-
ment n'y
fait point
d'attention.

CHARLES
I.
1647.

où il pouffoit ses offres plus loin qu'il n'avoit jamais fait, il n'étoit pas mal-aisé d'appercevoir la même méthode; car il étoit un grand maître, aussi-bien que le Roi son pere, dans le choix de ses expressions. Il semble même, qu'en offrant de céder la Milice *pendant le tems de son Regne*, expression qui est souvent répétée dans ces propositions, il avoit quelque intention cachée, comme de céder sa Couronne au Prince son fils. Autrement, on ne voit pas bien pourquoi il affectoit de substituer la durée de son Regne, à la place de celle de sa vie, ou le terme de vingt ans que le Parlement avoit demandé. Du moins, il est certain, que si son offre avoit été acceptée dans les mêmes termes qu'elle est exprimée, il auroit pû, en cédant la Couronne au Prince de Galles, le mettre, par le Traité même, dans une pleine possession de la Milice & de la nomination aux grands Emplois. Mais ce n'est ici qu'une conjecture qui n'est pourtant pas hors de toute vrai-semblance. Quoi qu'il en soit, il y avoit déjà long-tems que les deux Chambres ne vouloient plus traiter sur ses propositions, mais sur les leurs propres. Encore ne vouloient-elles admettre aucune explication de sa part, tant elles craignoient ses subtilitez qui les auroient engagées dans des discussions, où elles auroient toujours eu la même chose à craindre. Telle étoit la défiance que le caractère du Roi avoit produite, & qui rendit toujours impossible la reconciliation entre lui & le Parlement. Il faut pourtant avouer, qu'en cette occasion, il y avoit encore d'autres raisons qui empêcherent les deux Chambres de faire attention aux offres du Roi. La principale étoit, qu'elles étoient sous la domination de l'Armée, ou plutôt des Indépendans qui ne vouloient point de Paix, à quelques conditions que ce fût.

Négocia-
tion des
Commis-
saires d'Ecosse
avec le Roi.

J'ai déjà dit, que, pendant le séjour du Roi à Hamptoncourt, les Commissaires d'Ecosse avoient négocié avec lui, & lui avoient fait espérer, que les Ecossois se joindroient à son Parti & aux Presbytériens d'Angleterre, pour le tirer d'entre les mains des Indépendans. Mais ils lui demandoient une chose à quoi il ne pouvoit se résoudre; c'étoit le changement du Gouvernement Episcopal de l'Eglise d'Angleterre en Gouvernement Presbytérien. Ce seul Article avoit fait durer la Négociation, & empêché la conclusion du Traité. Cromwell en eut quelque connoissance, & ce fut vraisemblablement ce qui lui fit employer toute son industrie pour faire en sorte que le Roi se retirât dans l'Isle de Wight, où les Commissaires d'Ecosse ne pouvoient plus avoir le même accès auprès de lui.

Différend
entre le Par-
lement &
les Com-
missaires
d'Ecosse.

Les Sei-
gneurs pro-
posent de
faire la Paix
moyennant
que le Roi
signe quatre
Bills.

Lorsque le Roi partit de Hamptoncourt, les Propositions que les deux Chambres devoient lui envoyer étoient toutes prêtes. Mais les Commissaires d'Ecosse faisoient naître de jour en jour des obstacles à cet envoi, en différant d'approuver les Propositions, sous prétexte que les intérêts de l'Ecosse n'y étoient pas assez spécifiés, dans l'espérance où ils étoient de conclurre avec le Roi, avant qu'elles lui fussent présentées. Ce différend entre le Parlement & les Commissaires d'Ecosse duroit encore, lorsque tout à coup la Chambre des Seigneurs fit informer les Communes dans une Conférence, qu'après avoir plus murement examiné le dernier Message du Roi, elle étoit d'avis qu'on l'admit à un Traité personnel, à condition qu'il consentiroit à un Préliminaire contenant quatre Propositions qui seroient passées en Actes, avant qu'on commençât à traiter sur le reste, sçavoir:

1. Un

1. Un Acte pour établir la Milice du Royaume.
2. Un Acte pour révoquer toutes les Déclarations publiées contre le Parlement & contre ses adhérens.
3. Un Acte pour priver les Pairs créés après que le grand Sceau fut emporté de Londres, du droit de séance dans le Parlement.
4. Un Acte pour donner pouvoir aux deux Chambres de s'ajourner comme elles le trouveroient à propos.

CHARLES
I.
1647.

Trois jours après, les Communes donnerent leur consentement à ces Propositions, & ordonnerent qu'on prépareroit les quatre Bills pour être présentés au Roi, après quoi on entreroit dans un Traité personnel avec lui. Tout cela fut fait si promptement qu'il ne fut pas possible aux Indépendans de parer ce coup, contre lequel ils n'étoient pas préparés. Les Commissaires d'Ecosse, qui avoient formé d'autres projets, tentèrent vainement d'empêcher l'effet de cette résolution. Le Parlement souhaitoit la Paix, afin de rompre par-là les mesures des Indépendans. Le 6. de Décembre, le Roi envoya un nouveau Message aux deux Chambres, pour demander encore un Traité personnel, comme étant le moyen le plus propre pour parvenir à la Paix.

Les Communes y consentent.

Le 14. du même mois, les Communes, après avoir passé les quatre Bills, & agréés les Instructions de ceux qui devoient les présenter, nommerent des Commissaires de leur Chambre, pour les porter au Roi.

Ensuite, elles répondirent aux plaintes des Commissaires d'Ecosse, de ce qu'on ne leur communiquoit pas les quatre Bills. Elles disoient, qu'il étoit contre les droits & les Privilèges du Parlement, de communiquer les Bills à qui que ce fût, avant qu'ils eussent reçu le consentement Royal, & qu'il n'y avoit rien qui fût contraire à ce droit, dans le Traité conclu entre les deux Royaumes. Que les Commissaires d'Ecosse devoient de leur côté, préparer ce qu'ils jugeroient nécessaire de présenter au Roi pour leur Païs, afin que les Députés pussent partir le 22.

Le 20. les Commissaires d'Ecosse présentèrent aux deux Chambres un long Mémoire où ils se plaignoient hautement & en termes assez durs, que le Parlement d'Angleterre violoit le Covenant, en travaillant à la Paix sans la concurrence de l'Ecosse. Ils insistoient sur un Traité personnel entre le Roi, les deux Chambres, & eux, afin qu'on pût faire la Paix d'un consentement mutuel, & déclaroient, qu'ils ne pouvoient approuver qu'on fit signer au Roi les quatre Bills, avant qu'on eût traité avec lui. Ils ajoutoient, qu'ils n'étoient point contens des Propositions qu'on leur avoit communiquées, & en donnoient les raisons. Enfin, ils demandoient qu'on traitât avec le Roi sur des Propositions dont les deux Royaumes conviendroient.

Mémoire des Ecoſſois.

Ce Mémoire offensa beaucoup les deux Chambres: elles y firent une Réponse en des termes qui n'étoient pas moins picquans que ceux dont les Ecoſſois s'étoient servis, & firent mettre en prison l'Imprimeur qui avoit imprimé le Mémoire.

Le Parlement en est choqué.

Enfin, malgré les oppositions des Commissaires d'Ecosse, les quatre Bills furent présentés au Roi, le 24. de Décembre. Le lendemain, les Commissaires d'Ecosse se rendirent à l'Isle de Wight, & présentèrent au Roi un Ecrit, dans lequel ils déclaroient, qu'ils ne donnoient leur consentement, ni aux

Les quatre Bills sont présentés au Roi. Les Commissaires.

CHARLES
I.
1647.
d'Ecosse dé-
clarent au
Roi qu'ils
ne consen-
tent ni aux
Bills ni aux
Proposi-
tions.

Propositions qu'on leur avoit communiquées, ni aux quatre Bills qui lui avoient été présentés. Ensuite, ilseurent avec le Roi une longue Conférence, dans laquelle il se passa des choses qui demeurèrent long tems secrètes, & dont il est nécessaire de parler ici en détail, parce que c'est là-dessus que roulent les événemens, dont il sera parlé dans la suite.

Depuis que l'Armée eut le Roi en son pouvoir, les Ecossois craignirent qu'elle ne s'unît avec lui. Ils sçavoient que les Indépendans les haïssoient mortellement, & que par conséquent, cette union ne pouvoit qu'être très-préjudiciable à l'Ecosse. Le succès de l'Armée contre le Parlement & contre la ville de Londres, augmenta beaucoup leur crainte, & leur fit chercher des moyens pour prévenir le malheur dont ils se croyoient menacez. Ils n'en trouverent point de plus propre, que des'unir eux-mêmes avec le Roi, pourvu qu'ils pussent obtenir de lui l'approbation du Covenant, & l'extinction de l'Episcopat en Angleterre. Dans les fréquentes Conférences qu'ilseurent avec lui à Hamptoncourt, ils lui firent entendre, que, quand il avoit été livré au Parlement, ce n'avoit pas été par l'avis de toute l'Ecosse, mais uniquement par le crédit du Marquis d'Argyle qui tyrannisoit le Royaume. Que tous les Ecossois étoient mécontents de ce qu'on l'avoit livré au Parlement, & qu'ils étoient dans la disposition d'expier cette faute, en l'assistant de tout leur pouvoir, pour le faire rétablir dans ses justes droits. Mais ils ajoûtoient, que, pour engager les Ecossois à employer leurs forces pour cet effet, il falloit que S. M. leur donnât satisfaction touchant le Covenant, & touchant l'abolition de l'Episcopat en Angleterre, & que même sans cela, on ne pouvoit attendre le secours des Anglois Presbytériens, qui étoit absolument nécessaire. En un mot, ils lui faisoient espérer, que les Ecossois lèveroient une puissante Armée qui entreroit en Angleterre, & qui par la jonction du Parti du Roi, & des Presbytériens Anglois, deviendrait si supérieure à l'Armée des Indépendans, qu'il pouvoit comme s'assurer, que rien ne seroit capable de s'opposer à son rétablissement.

Ces Propositions flatoient d'autant plus le Roi, que le Duc d'Hamilton, après avoir été délivré de sa prison par l'Armée, avoit déclaré à quelques amis du Roi, qu'il étoit disposé à rendre à S. M. tous les services qui seroient en son pouvoir. D'un autre côté le Marquis d'Ormond avoit instruit le Roi du projet qu'il avoit fait de retourner en Irlande, de s'y joindre au Lord *Michiquin*, qu'il avoit secrètement gagné, & à quelques-uns des Chefs des Rébelles, & de faire la Guerre au Parlement, assurant, que la France avoit promis tous les secours nécessaires. Il étoit très-probable, que l'union entre le Parti du Roi, les Presbytériens d'Angleterre, & les Ecossois jointe à la diversion qui se feroit en Irlande, embarrasseroit beaucoup les Indépendans, & qu'ils ne seroient pas en état de résister à une si grande puissance. Mais pour exécuter ce projet, il falloit que le Roi approuvât le Covenant, & qu'il consentît à l'abolition de l'Episcopat, à quoi il ne pouvoit se résoudre. Ce furent là les deux pierres d'achoppement qui empêcherent, qu'il ne conclût un Traité avec les Commissaires d'Ecosse, avant la fuite de Hamptoncourt. Il ne voulut jamais se relâcher sur ces deux Articles, & dans l'espérance, que par sa fermeté il obligeroit enfin les Ecossois à se désister de leurs demandes, il quitta Hamptoncourt, avant que d'avoir rien conclu avec eux.

Lors

Lors donc qu'il demandoit avec tant d'instance un Traité personnel dans Londres, avec honneur, liberté & sûreté, c'étoit pour pouvoir, avec plus de facilité, négocier avec les Commissaires d'Ecosse, consulter avec ses amis, ce qu'il pouvoit attendre, tant de son propre Parti, que de celui des Presbytériens, & sans doute, en cas qu'il conclût un Traité avec eux, son dessein étoit de faire durer la Négociation avec les deux Chambres, jusqu'à ce que l'Armée d'Ecosse fût entrée en Angleterre, & que ses anciens & nouveaux amis eussent pris toutes leurs mesures. Il y avoit beaucoup d'apparence, que cette Ligue donneroit tant d'affaires à l'Armée, qu'elle ne seroit pas en état de dompter une seconde fois le Parlement & la Ville de Londres. C'étoit aussi le but que les Commissaires d'Ecosse se proposoient dans les difficultez qu'ils faisoient sur les Propositions, & en demandant qu'on traitât avec le Roi en personne, sur les Propositions dont les deux Royaumes conviendroient, étant bien assurés, qu'il leur seroit facile de gagner du tems, jusqu'à ce que tout fût prêt.

La voye que les deux Chambres prenoient, de faire signer au Roi quatre Bills, parmi lesquels étoit celui de la Milice, avant que de l'admettre à un Traité personnel, lui fit comprendre, qu'elles n'avoient pas dessein de se relâcher sur aucun des Articles principaux. Il considéra, qu'après avoir signé ces quatre Bills, il se trouveroit encore réduit à traiter sur des Propositions à-peu-près semblables à celles qu'on lui avoit présentées à Newcastle. Qu'au fond, ce que les deux Chambres appelloient traiter, n'étoit, selon leurs idées, qu'acquiescer à leurs demandes, & qu'au moindre refus d'accorder ce qu'on lui proposeroit, il seroit peut-être resserré plus étroitement, après avoir passé un des points les plus importans du différend qu'il avoit avec elles. Qu'alors, il ne seroit plus tems de traiter avec les Ecossois, & qu'en signant les quatre Bills, il perdrait une occasion qui ne se rencontreroit plus. Ces considérations le déterminèrent à conclure avec les Commissaires d'Ecosse, dans une seconde Conférence qu'il eut avec eux le 25. de Decembre. Comme il n'y avoit point de tems à perdre, les Commissaires du Parlement ayant ordre de ne demeurer que quatre jours dans l'Isle de Wight, les Commissaires d'Ecosse avoient apporté avec eux, un Traité tout dressé, conforme aux Propositions qu'ils avoient faites au Roi à Hamptoncourt. Ce Traité fut signé par le Roi & par les Commissaires d'Ecosse, le lendemain 26. de Decembre, le Roi n'ayant eu que quelques heures pour se déterminer. Voici la substance du Traité, dont le Comte de Clarendon dit, que peu de gens eurent connoissance, & qu'il fait regarder comme le Traité le plus injuste qu'on pût imposer au Roi. C'est ce qui m'obligera à faire quelques remarques sur quelques-uns des Articles.

Dans la Préface, le Roi reconnoissoit, que ceux qui avoient souscrit le Covenant, l'avoient fait pour défendre sa Personne, & pour maintenir son autorité, & non pas pour diminuer sa Grandeur & son Pouvoir légitime. Il promettoit, qu'aussi-tôt qu'il pourroit, avec honneur & sûreté, assister à un Parlement libre, il seroit confirmer le Covenant dans les deux Royaumes; par des Actes de Parlement, pour la sûreté de ceux qui l'avoient signé, ou qui le signeroient dans la suite. A condition toutefois, que personne ne pourroit être contraint de le souscrire.

Le Roi signe un Traité avec les Commissaires d'Ecosse

Substance du Traité.

CHARLES
I.
1647.

REMARQUE. Si l'on considère que les Ecoffois n'avoient joint leurs Forces à celles du Parlement d'Angleterre, que pour maintenir ce Covenant qui avoit été solennellement juré dans les deux Royaumes, on ne trouvera pas étrange que les Commissaires d'Ecosse exigeassent cette promesse du Roi. Sans cela, il n'auroit pas été possible d'engager les Ecoffois à employer leurs Forces à rétablir le Roi dans ses droits, & quelque dure que cette condition lui parût, elle étoit absolument nécessaire pour produire l'effet qu'il attendoit de son union avec l'Ecosse.

Le Roi s'engageoit à confirmer le Gouvernement Presbytérien en Angleterre, le Directoire pour le Service Divin, l'Assemblée Ecclésiastique qui se tenoit à Westminster, pendant trois ans, sans que néanmoins il pût être empêché de se servir lui-même, avec toute sa Maison, de la Liturgie Anglicane.

REMARQUE. Les Commissaires d'Ecosse n'étoient pas assez insensés, pour se persuader, que les Ecoffois, avec leurs seules Forces, pourroient rétablir le Roi. Ils comptoient principalement sur les secours des Presbytériens d'Angleterre. Mais comment auroient-ils pu compter sur ce secours, s'ils n'avoient rien stipulé pour eux? Il est même étonnant, qu'ils voulussent se contenter d'un établissement qui ne devoit durer que trois ans, vu leur propre disposition, & celle des Presbytériens Anglois, dont l'assistance étoit absolument nécessaire. Le Roi lui-même ne se crut pas sans doute forcé sur cet Article, puis qu'il avoit offert la même chose aux deux Chambres, par son Message du 16. de Novembre.

Il promettoit que, dans ces trois ans, il se feroit une Consultation entre l'Assemblée Ecclésiastique de Westminster, à laquelle il ajouteroit vingt Théologiens, & quelques Ecclésiastiques d'Ecosse, & que, sur cette Consultation, le Roi & les deux Chambres régleroient la forme du Gouvernement de l'Eglise, qui seroit trouvée la plus conforme à la Parole de Dieu.

Qu'on employeroit les moyens les plus efficaces pour supprimer les Sectes des Antitrinitaires, Ariens, Sociniens, Anabaptistes, Indépendans, Brownistes, &c.

REMARQUE. Toutes ces Sectes, dont il est parlé dans cet Article, n'étoient pas moins ennemies des Presbytériens que de l'Eglise Anglicane.

Ces trois derniers Articles étant précisément ce que le Roi avoit offert par son Message du 16. de Novembre, on ne peut pas dire qu'il fût forcé ou surpris, en les accordant.

Le Roi promettoit encore, que, quand les Ecoffois se feroient déclarer pour lui, il confirmeroit en personne, ou par Commission, dans la prochaine séance du Parlement d'Ecosse, le Covenant particulier de ce Royaume: & à l'égard de tous les Actes passés dans le Parlement d'Ecosse, auxquels il avoit donné son consentement, il promettoit, pour lui & pour ses Successeurs, de n'ordonner jamais rien de contraire, & de n'inquiéter jamais ceux qui s'y soumettoient.

Après ces Articles qui regardoient la Religion, il y avoit un long recit de ce qui s'étoit passé en Angleterre, depuis que l'Armée d'Ecosse en étoit sortie, du refus que l'Armée avoit fait d'être licenciée, après y avoir consenti, de l'enlèvement du Roi, des violences exercées par l'Armée contre le Parlement, & contre la ville de Londres, de la captivité du Roi, de la nécessité où ils étoient trouvés de se retirer dans l'Isle de Wight, des quatre Bills, & des Propositions envoyées au Roi malgré les protestations des Commissaires d'Ecosse.

Sur

Sur ces fondemens il étoit dit , que le Roi voulant bien donner satisfaction sur la Religion , & sur d'autres points , le Royaume d'Ecosse s'engageoit à faire tous ses efforts , par les voyes de la douceur , pour faire en sorte que le Roi fût reçu à Londres avec honneur & sûreté , pour traiter en personne sur les Propositions qui lui seroient faites par les deux Royaumes , & sur celles que le Roi lui-même trouveroit à propos d'y ajouter , & que toutes les Armées fussent congédiées.

Et en cas de refus , le Royaume d'Ecosse s'obligeoit à se déclarer contre le Parlement d'Angleterre , pour soutenir les droits du Roi & de la Couronne , dans ce qui regardoit la Milice , le grand Sceau , la disposition des Dignitez , la nomination aux grands Offices , le choix des Conseillers Privez , la voix négative du Roi dans le Parlement.

Que pour cet effet , l'Ecosse enverroit une Armée en Angleterre , pour défendre la Religion , pour rétablir le Roi dans ses droits , & dans la jouissance des revenus de la Couronne , pour maintenir les Privilèges du Parlement & les Libertez des Sujets , pour procurer une bonne & constante union entre les deux Royaumes , & pour établir une solide Paix.

Que les Ecossois travailleroient à faire en sorte qu'il se tint en Angleterre un Parlement plein & libre , auquel le Roi pût assister avec honneur & sûreté , & à faire dissoudre le présent Parlement.

Que tous les Sujets d'Angleterre & d'Irlande qui voudroient se joindre à l'Ecosse , selon les conditions de ce Traité , seroient bien reçus dans l'Armée d'Ecosse , & pourroient agir conjointement avec elle , ou faire des Corps séparés sous d'autres Généraux , selon que S. M. le trouveroit convenable , & qu'ils seroient protégés par l'Armée d'Ecosse.

REMARQUE. *Quand on considère les cinq derniers Articles , on voit clairement combien étoient grands les avantages que le Roi retiroit de sa condescendance pour l'établissement du Presbytérianisme en Angleterre pendant trois ans. Mais la prévention contre le Presbytérianisme fait que quelques-uns trouvent , que le Roy payoit trop cherement ces avantages qu'il espéroit de tirer de son union avec l'Ecosse.*

Le Roi & le Royaume d'Ecosse s'engageoient réciproquement à ne recevoir aucune Proposition , & à ne faire ni Paix ni Trêve avec le Parlement , sans un consentement mutuel.

Il étoit encore convenu , qu'en faisant la Paix , il seroit fait un Acte d'Amnistie , par le Roi & par les Parlemens des deux Royaumes.

Que le Roi ou le Prince de Galles iroient en Ecosse , si leurs affaires le permettoient , & qu'ils y seroient reçus avec honneur.

Que le Roi aideroit le Royaume d'Ecosse autant qu'il lui seroit possible , à soutenir la Guerre par Terre & par Mer , par des secours d'Argent , d'Armes , & de Munitions , & qu'il lui fourniroit quelques Vaisseaux de Guerre pour protéger son Commerce.

Qu'il autoriseroit l'Armée d'Ecosse à se saisir de *Barwick* , de *Carlisle* , de *Newcastle* , du Château de *Tinmouth* , & de la Ville de *Harlespool* , pour lui servir de retraite , & pour y faire des Magasins , à condition , qu'après la Paix , ces Places seroient restituées à l'Angleterre.

CHARLES
I.
1647.

Que le Roi feroit payer à l'Ecosse les arrérages de l'*Assistance fraternelle*, qui étoient encore dûs.

Qu'il lui feroit payer les deux-cens-mille livres sterling qui lui étoient encore dûs pour la paye de l'Armée qu'elle avoit envoyée en Angleterre.

REMARQUE. Si l'on regarde les quatre-cens-mille livres sterling promises à l'Armée d'Ecosse, lorsqu'elle quitta l'Angleterre, comme le prix de la vente de la Personne du Roi, rien n'étoit plus dur que d'obliger le Roi à procurer le paiement de cette somme. Mais si elle étoit véritablement due aux Ecossois, pour leurs arrérages, le Roi approuvant le Covenant des deux Royaumes par le premier Article de ce Traité, les Ecossois pouvoient prétendre, qu'il étoit obligé à leur procurer le paiement des frais qu'ils avoient faits pour maintenir ce Covenant.

Que le Royaume d'Ecosse feroit dédommagé des dépenses qu'il feroit pour l'entretien de son Armée, dans cette nouvelle Guerre.

Qu'on donneroit satisfaction aux Troupes d'Ecosse qui servoient en Irlande, par le moyen des biens qui seroient confisquez dans ce Royaume-là, ou de quelque autre maniere.

Le Roi s'engageoit à mettre tout en œuvre pour procurer une parfaite union des deux Royaumes pour ne faire qu'un seul Corps, selon l'intention du Roi son Pere, ou si cela ne se pouvoit exécuter assez promptement, il s'obligeoit à faire en sorte, que toutes les Libertez, & Privilèges concernant le Commerce, & les Manufactures, dont chaque Royaume en particulier jouïssoit, fussent communs aux deux Nations.

REMARQUE. Si le Roi ne pouvoit pas, de sa simple autorité, unir ensemble les deux Royaumes, sans la concurrence des deux Parlemens, il ne pouvoit pas non plus, sans la même concurrence, rendre communs, les Privilèges des deux Royaumes. Ainsi, vrai-semblablement, cet Article ne fut mis dans ce Traité, que pour éblouir le Peuple d'Ecosse.

Que tous les ans, un nombre compétent de Vaisseaux du Roi seroient employez à garder les Côtes d'Ecosse, & à protéger les Marchands Ecossois.

Le Roi s'engageoit à exécuter ce Traité immédiatement après que l'Ecosse se feroit déclarée pour lui.

Que tous les Articles ci-dessus seroient exécutez avant que l'Armée d'Ecosse quittât l'Angleterre, & que, précisément dans le tems que l'Armée d'Ecosse s'en retourneroit en son País, les Armées d'Angleterre seroient congédiées.

Le Roi s'engageoit encore à employer les Ecossois comme les Anglois, dans les Négociations étrangères, & à donner la troisième partie des Charges de sa Maison, de celles de la Reine & du Prince, à des Ecossois.

Que le Roi, ou le Prince seroient une fréquente résidence en Ecosse.

Le Roi ayant sur le cœur le consentement qu'il donnoit par ce Traité, à l'établissement du Gouvernement Presbytérien en Angleterre, pendant trois ans, obtint des Commissaires qu'on mettroit au bas du Traité une Déclaration de sa part, portant " , Qu'à l'égard de l'Article qui regardoit l'établissement du Gouvernement Presbytérien par Acte de Parlement, il ne s'obligeoit point, n'ayant pas intention d'établir ce Gouvernement, & qu'il ne présenteroit aucun Bill pour cet effet. Qu'il entendoit, que personne ne seroit con-

traint

crain de se soumettre à ce Gouvernement, ni ne pourroit être puni pour ne vouloir pas s'y soumettre, sans pourtant que ceci pût s'étendre aux Sectaires mentionnez dans le même Article, & qui ne devoient point être tolérez.

Les Commissaires d'Ecosse signerent cette Déclaration comme témoins; & non comme faisant partie du Traité.

Le Comte de Clarendon, dans son Histoire de la Guerre Civile d'Angleterre, s'est beaucoup récrié sur l'injustice de ce Traité. Voici ses termes: *Toute Personne qui lira ce Traité, dont peu de gens ont eu connoissance, ne s'étonnera pas qu'un pareil engagement ait produit les effets qu'on a vus dans la suite, puisqu'il contenoit des clauses si monstrueuses, qu'à moins que tout le Royaume d'Angleterre eût été prisonnier avec le Roi, dans le Château de Carisbrook, qui que ce soit ne s'imaginera qu'il fût possible de l'exécuter.*

J'avoie que, quelque estime que j'aye pour cet illustre Historien, cette asseration, toute simple & sans aucune explication, n'entraîne point mon acquiescement. Après avoir examiné toutes les clauses de ce Traité, je n'en trouve point qui me paroisse monstrueuse. Il est vrai, que celle de l'établissement du Gouvernement Presbytérien en Angleterre, pendant trois ans, a pu paroître telle au Comte de Clarendon, & à ceux qui sont dans les mêmes sentimens que lui. C'est aux Lecteurs à juger, si cette *monstruosité*, si j'ose me servir de ce terme, doit être attribuée à la chose même, ou aux préjuges de l'Historien.

Le Roi ayant conclu son Traité avec les Commissaires d'Ecosse, donna aux Commissaires du Parlement, la Réponse, qui portoit: „ Qu'il avoit toujours regardé comme une chose presque impossible, de pouvoir plaire à tous les intéressés. Qu'il en étoit encore mieux convaincu, en voyant que les Commissaires d'Ecosse ne vouloient consentir, ni aux Propositions des deux Chambres, ni aux Bills qu'on lui avoit présentés. Qu'à cause de cela, il ne pouvoit donner une Réponse, qui pût servir de fondement à la Paix. Que d'ailleurs, les quatre Bills le dépouilloient de toute son autorité, le mettoient aussi bien que ses Successeurs dans l'impossibilité de pouvoir jamais la recouvrer, & attribuoient aux deux Chambres un Pouvoir arbitraire sur ses Sujets. Il ajoûtoit, que ni le désir de se tirer du malheureux état où il se trouvoit, ni la crainte de ce qui pourroit encore lui arriver, ne l'obligeroient jamais à donner son consentement à aucun Acte particulier, avant qu'on fût convenu de toutes les conditions de la Paix. Qu'il ne connoissoit point d'autre moyen pour parvenir à cette Paix tant souhaitée, qu'un Traité personnel à Londres ou ailleurs.

Le Roi, se doutant bien que sa Réponse ne contenteroit pas les deux Chambres, voulut la donner cachetée aux Commissaires, parce qu'en attendant que le Parlement eût délibéré là-dessus, il avoit dessein de se sauver, ayant déjà pris pour cela quelques mesures. Mais les Commissaires ne voulurent point la recevoir de cette manière, disant, qu'ils n'étoient pas de simples Messagers, & qu'ils devoient sçavoir ce qu'elle contenoit. Le Roi, craignant qu'il n'y eût encore plus d'inconvenient à les renvoyer sans Réponse, la leur fit donner ouverte; après quoi, ils partirent incontinent. Ils n'eurent pas plutôt quitté le Roi, que le Gouverneur fit sortir du Château tous les Domestiques

CHARLES
I.
1647.

Réponse
du Roi aux
Commissaires
du
Parle-
ment.
Rush-
worth,
Vol. VII.
pag. 946.

Le Roi est
relié.
Ibid. pag.
950.

CHARLES I.
1647. mestiques du Roi, qui avoient eu la permission de demeurer avec lui, & le resserra si étroitement, que personne n'avoit la liberté de lui parler sans une permission expresse.

Soulèvement de Burley pour faire sauver le Roi.
Ce ne fut pas en vain que le Gouverneur prit ces précautions, puisqu'immédiatement après, un des Habitans de l'Isle de Wight, nommé *Burley*, qui avoit été Officier d'Artillerie dans l'Armée du Roi, voulut faire soulever les Habitans pour aller tirer le Roi de sa prison. Mais il prit si mal ses mesures, qu'au lieu d'exécuter son dessein, il fut arrêté, & ensuite condamné à mort & exécuté. Selon les apparences, c'étoit sur cet Officier que le Roi avoit compté pour se sauver.

1647.
Cromwell
invektive
contre le
Roi.
La Réponse du Roi ayant été lûe dans la Chambre des Communes, plusieurs des Membres parlèrent fortement contre le Roi. Cromwell, entr'autres, dit, „ qu'il n'étoit pas possible de traiter avec lui, à cause de sa mauvaise foi, & de la duplicité qui étoit ordinaire dans ses paroles, que tout ce „ qu'il proposoit n'étoit que pour surprendre le Parlement, sans avoir véritablement envie d'établir une bonne Paix. Que même en dernier lieu, étant „ à Hamptoncourt, pendant qu'il assuroit qu'il vouloit entièrement suivre les „ Conseils de son Parlement, & remettre toutes choses à sa prudence, il négocioit actuellement avec les Ecoissois, pour replonger le Royaume dans une „ nouvelle Guerre. Que par ces raisons, son avis étoit, qu'on ne devoit plus „ s'adresser au Roi, mais qu'il falloit prendre sans lui, les résolutions qu'on jugeroit convenables pour le bien du Royaume „. Cet avis ayant été fortement appuyé par quelques autres Membres, il fut enfin résolu, après de grands débats qui durèrent quelques jours, qu'on ne présenteroit plus ni Adresses ni Messages au Roi, & que la Chambre publieroit une Déclaration sur ce sujet. Cette Déclaration fut prête en fort peu de tems. Elle contenoit tous les reproches qu'on avoit faits au Roi en 1641, dans la Remontrance de l'état du Royaume, & tout ce dont on s'étoit plaint depuis ce tems-là. On y fit même entrer une insinuation, que le Roi n'étant que Prince de Galles, avoit conspiré avec le Duc de Buckingham, contre la vie du Roi son Pere. On y disoit que le Roi avoit ouvertement trahi les intérêts de la Religion Protestante, en prêtant ses Vaisseaux au Roi de France, pour s'en servir contre la Rochelle. Lorsque cet Ecrit fut mis en délibération, il rencontra de grandes oppositions dans la Chambre même des Communes. Mais le Parti opposé au Roi fit ce qui se pratique encore tous les jours dans le Parlement. On laissa parler tant qu'ils voulurent, ceux qui souhaitoient qu'on rejettât la Déclaration, après quoi elle fut approuvée à la pluralité des voix, & envoyée aux Seigneurs qui la passèrent sans aucune difficulté.

Vote,
qu'on ne
présentera
plus d'Adresses au
Roi.

3. Janv.
Rushworth,
Vol. VII. pag.
933.
Déclaration
du Parle-
ment sur ce
sujet.
Ibid. pag.
998.

Les Commissaires d'Ecosse, avant que de s'en retourner dans leur Païs, communiquèrent leurs desseins, au Parti du Roi, au Marquis d'Ormond, & à quelques-uns de ceux qui dirigeoient le Parti Presbytérien, & on commença de bonne heure à préparer ce qui étoit nécessaire pour faire réussir le projet qui se formoit en faveur du Roi. Voici en quoi consistoit ce projet.

Projet en
faveur du
Roi.

Les Ecoissois devoient envoyer une Armée en Angleterre pour agir contre celle des Indépendans, & pour mettre le Roi en liberté : Le Marquis d'Ormond devoit retourner en Irlande, où le Lord *Inchiquin*, qui comman-

doit

doit les Troupes du Parlement dans la Province de *Munster*, avoit promis de se déclarer pour le Roi, & plusieurs Chefs des Rebelles, qui étoient mécontents de la tyrannie, que le Nonce du Pape exerçoit en ce Pais-là, s'étoient engagés à se joindre au Marquis, avec des Corps considérables de leurs Troupes. Dans le même tems, les Partisans du Roi en Angleterre devoient prendre les armes en diverses Provinces. Les Généraux & Officiers, qui avoient été exclus de l'Armée par le nouveau Modèle dont il a été parlé, avoient promis d'assembler autant de Troupes qu'il leur seroit possible pour favoriser ce dessein. La Noblesse & la Bourgeoisie étant mécontentes de ce que l'Armée gouvernoit le Parlement, & faisoit donner toutes les Charges à des gens de son parti, on ne doutoit pas que les soulèvemens qu'il y avoit en divers endroits ne fussent appuyés & encouragés. D'un autre côté, les Chevaliers *Marmaduke Langdale*, & *Philippe Musgrave*, qui avoient un grand crédit dans les Provinces d'Yorck & de Cumberland, s'engagerent à se saisir de *Barwick*, & de *Carlisle*. Le Parti Presbytérien, étant encore fort nombreux dans le Parlement & dans Londres, se préparoit à paroître ouvertement contre l'Armée, dès qu'il la verroit occupée en tant d'endroits. Si tous ces projets avoient été bien conduits, & exécutés en un même tems, il y a beaucoup d'apparence, que Cromwell, avec toute son habileté, se seroit trouvé bien embarrassé. Mais de tous ceux qui auroient dû agir dans un même tems, les uns se hâtèrent trop, les autres ne se hâtèrent pas assez, & par-là, ils donnerent à l'Armée la facilité de les détruire les uns après les autres. Mais avant que de rapporter de quelle manière on tenta d'exécuter ces divers projets, je croi qu'il est absolument nécessaire de faire connoître les intérêts des divers Partis, & les fins qu'ils se proposoient, sans quoi il seroit trop difficile de bien entendre ce qui sera dit dans la suite.

Desseins
des Indé-
pendans.

Les Indépendans vouloient se rendre maîtres du Royaume, comme ils l'étoient déjà du Parlement & de Londres. Mais comme ils comprenoient bien qu'il ne leur seroit pas facile de réussir dans cette entreprise par les mêmes moyens qu'ils avoient employés pour subjuguier Londres & le Parlement, leur but étoit de se servir du Parlement pour gouverner sous son nom. Il étoit donc de leur intérêt que la domination qu'ils avoient acquise sur le Parlement ne parût pas trop à découvert, de peur de lui faire perdre son crédit, dont ils vouloient faire usage. C'étoit par cette raison qu'ils ménageoient les deux Chambres avec beaucoup de soin, sachant bien que, pendant que l'Armée subsisteroit, elles auroient des égards pour eux, de peur de les irriter. Et en cas qu'elles voulussent s'émanciper, ils sçavoient bien par quels moyens ils pourroient les réduire à plus de condescendance. Quoi qu'ils eussent dissimulé leurs sentimens à l'égard du Roi, après l'avoir fait enlever de *Holmby*, ils étoient ses ennemis mortels, & bien résolus à s'opposer de toutes leurs forces à son rétablissement, sous quelques conditions que ce pût être, parce qu'ils regardoient ce rétablissement comme la ruine entière de leur Parti. Olivier Cromwell, qui dirigeoit secrètement leurs affaires, avoit trouvé le moyen, comme je l'ai déjà dit, de conserver son emploi dans l'Armée, & sa place dans le Parlement, quoi qu'il eût été un des principaux promoteurs de l'Ordonnance qui excluait tous les autres Membres de toutes sortes de Charges. Outre cela, depuis que la Guerre étoit finie,

CHARLES
I.
1647.

il avoit fait entrer dans la Chambre plusieurs autres de la faction, outre ceux qui y étoient depuis le commencement de ce Parlement. Par-là, le Parti Indépendant étoit devenu très-considérable dans la Chambre des Communes, tant par le nombre des Députés du même Parti, que par la jonction de divers autres Membres qui, par crainte, ou faute de discernement, se laissoient conduire par les Indépendans, dans certaines occasions, où il n'étoit pas facile de découvrir leurs artifices. Mais ce qui faisoit leur principale force, c'étoit l'appui de l'Armée dont ils pouvoient s'assurer dans le besoin. Ainsi, quand un des Chefs des Indépendans parloit avec quelque passion dans la Chambre, il ne trouvoit que rarement de l'opposition, parce qu'on le regardoit comme la bouche de l'Armée.

Mais quelle étoit la fin que les Indépendans se propofoient? L'événement fit voir, que leurs principes ne pouvoient se concilier ni avec la Monarchie, ni avec l'Épiscopat, ni avec le Gouvernement Presbytérien, & que leur but étoit d'établir une République dans l'Etat, & d'abolir l'autorité des Ecclésiastiques dans l'Eglise. Rien n'étoit plus contraire à ce but, que la Hiérarchie Ecclésiastique, d'autant plus que l'expérience avoit fait voir, qu'elle avoit servi à soutenir la Monarchie, non seulement dans ses justes droits, mais encore dans ses prétentions les plus outrées. Le Presbytérianisme, tel qu'il étoit en Ecosse, & tel qu'on vouloit l'établir en Angleterre, n'étoit pas moins contraire à leurs desseins. Ils prétendoient, qu'il étoit incompatible avec le Gouvernement civil, & qu'en l'admettant, ce seroit admettre une sorte de République dans l'Eglise, qui prétendoit être indépendante de l'Etat, & que d'ailleurs, le Clergé Presbytérien n'étoit pas plus Tolérant que l'Episcopal. C'est ce qu'ils appuyoient par l'exemple de l'Ecosse, où, sous prétexte de Religion & de Piété, les Assemblées Générales de l'Eglise se croyoient en droit de se mêler de toutes les affaires importantes de l'Etat, & non seulement de résister à l'Autorité civile, mais même d'y être obligées par la conscience, en certaines occasions. D'ailleurs, si les Evêques avoient persécuté ceux qui refusoient de se conformer à l'Eglise Anglicane, les Presbytériens, depuis qu'ils étoient devenus maîtres, n'exerçoient pas une moindre tyrannie contre ceux qui ne vouloient pas se soumettre au Gouvernement Presbytérien. Ainsi, les principes des Episcopaux & des Presbytériens étant directement contraires à ceux des Indépendans, ceux-ci étoient également ennemis des uns & des autres, & travailloient à les ruiner également. Pour exécuter leurs desseins, ils s'étoient d'abord joints aux Presbytériens, sous prétexte d'établir le Presbytérianisme, & en effet pour perdre le Roi. Mais quand le Roi fut réduit à un tel état, qu'il ne pouvoit plus leur nuire, ils travaillèrent, de tout leur pouvoir, à détruire ce même Presbytérianisme, pour l'établissement duquel, ils avoient témoigné encore plus d'ardeur que les Presbytériens mêmes.

vûs de
Cromwell.

Telles étoient les vûs des Indépendans: Pour celles de Cromwell en particulier, on ne peut pas bien sçavoir en quel tems il commença à former le projet de son agrandissement. Il avoit passé les deux premières années de ce Parlement dans la Chambre des Communes, comme Député de la Ville de Cambridge, sans faire beaucoup parler de lui. Quoi qu'il eût plus de quarante ans avant que d'exercer la profession des armes, il y devint tout d'un coup

coup si habile , & marqua tant de courage & d'intrépidité dans toutes les actions , où il se trouva , qu'en très-peu de tems , il fut fait Lieutenant Général de l'Armée , dont le Chevalier Fairfax avoit le commandement. On ne peut presque pas douter , que depuis la Bataille de Nazeby , où il acquit un nouveau degré de reputation , il ne commençât à rouler dans son esprit les moyens de s'agrandir encore plus. Mais je n'oserois assurer que dès-lors , il pensât à ce qu'il exécuta dans la suite. Je croirois plutôt , qu'alors , il n'avoit que des vûes générales , & que les événemens & la disposition des affaires lui donnerent occasion de former des projets plus ambitieux.

Je viens présentement aux Presbytériens. La Guerre étoit finie , au désavantage du Roi : mais ce Prince vivoit encore , quoique prisonnier , & avoit plusieurs Enfans. Le sentiment général de la Nation ou du moins , de ceux qui ne se laissoient pas aveugler par un esprit de parti , étoit qu'il falloit rétablir le Roi , en prenant néanmoins quelques précautions pour empêcher que la constitution du Gouvernement ne retombât dans le même danger où elle s'étoit trouvée avant ce Parlement. On ne peut pas douter que ce ne fût-là le sentiment de tous les bons Anglois , quand on considère , que ceux mêmes qui n'avoient rien moins en vûe que le rétablissement du Roi , ne laissoient pourtant pas de témoigner publiquement qu'ils le souhaitoient , de peur que le sentiment contraire ne leur fit perdre la faveur du Peuple , qui leur étoit absolument nécessaire. Cela paroît par tous les Ecrits qui furent publiez depuis le commencement de la Guerre , & depuis la prison du Roi. C'étoit en effet ce qu'il y avoit de plus juste & de plus raisonnable. L'intérêt de la Nation ne demandoit pas que la Royauté fût abolie , ni même que le Roi fût réduit si bas , qu'il ne fût plus en état de faire exécuter les Loix , & de protéger ses Sujets. Mais l'intérêt des Indépendans demandoit la première de ces deux choses , & celui des Presbytériens , la seconde. C'étoit en cela que consistoit la difficulté du rétablissement du Roi. Il vouloit bien consentir à laisser , pendant quelque tems , aux deux Chambres de Parlement , la disposition de la Milice , & la nomination aux grands Emplois. Cela suffisoit pour l'intérêt de la Nation en général , puisque par-là elle auroit été délivrée de ses craintes , par rapport au Gouvernement à venir. Si les Presbytériens n'avoient eu en vûe que le bien public , les offres du Roi les auroient sans doute contentez. Mais ils avoient un autre intérêt qui ne leur étoit pas moins cher , & qui distinguoit leur Parti du reste de la Nation. C'étoit de faire abolir le Gouvernement Episcopal de l'Eglise , & c'étoit celui-ci qui leur tenoit le plus au cœur. Il y a même beaucoup d'apparence , que s'ils s'étoient d'abord attachés , à procurer le bien de la Nation , en faisant des efforts pour abaisser le pouvoir du Roi , ce n'avoit été que pour pouvoir plus aisément parvenir à leur but caché , de changer le Gouvernement de l'Eglise. Dans la conjoncture dont je parle , ils n'avoient pas changé leurs projets. Ils sçavoient combien le Roi étoit zélé pour le Gouvernement Episcopal , & combien il haïssoit le Presbytérien. Ils ne pouvoient donc , sans hazarder de perdre le fruit de toutes leurs peines , laisser leurs prétentions indéçises , & leurs affaires dans un tel état , qu'il fût au pouvoir du Roi de renverser ce qu'ils avoient déjà bâti , & le Roi ne vouloit leur donner aucune assurance de ce côté-là. Au contraire , il faisoit assez connoître que ce n'étoit qu'à regret qu'il vou-

CHARLES
I.
1647.

Intérêts &
vûes des
Presbyte-
riens.

CHARLES I. 1647. loit bien leur accorder quelque chose , & même pour fort peu de tems. D'ailleurs , ils n'avoient aucune confiance en ses promesses.

Mais d'un autre côté , ils avoient d'autres ennemis qui n'étoient pas moins redoutables. C'étoient les Indépendans qui avoient sur eux de grands avantages ; Premièrement , en ce qu'ils étoient maîtres de la personne du Roi ; Secondement , en ce qu'ils étoient appuyez par l'Armée qui étoit aux portes de Londres ; Troisièmement , en ce que l'Armée dirigeoit , à peu près , les délibérations du Parlement. Ainsi , les Presbytériens se trouvoient dans un extrême embarras , puisque , quel que ce fût des deux Partis , ou du Roi , ou des Indépendans , qui prévalût , leur ruïne étoit inévitable. Cependant , comme le danger qui venoit du côté des Indépendans , étoit le plus proche & le plus pressant , dès qu'ils furent informez de la résolution que les Ecoffois avoient prise d'envoyer une Armée au secours du Roi , ils crurent qu'il étoit à propos de suspendre leur querelle avec le Roi & de joindre leurs efforts à ceux des Ecoffois , pour le tirer d'entre les mains des Indépendans. Ce n'est pas qu'ils eussent dessein de le rétablir purement & simplement ; rien n'étoit plus éloigné de leur pensée. Mais ils espéroient qu'avec les secours des Ecoffois & du Parti du Roi , ils détruiraient le Parti Indépendant & l'Armée , & qu'alors le Parlement se trouveroit dans une entière liberté. En ce cas-là , ils se promettoient bien que leur Parti seroit assez puissant dans les deux Chambres pour pouvoir exiger du Roi , des conditions telles qu'ils jugeroient convenables à leurs desseins. C'est-à-dire , qu'ils prétendoient tirer le Roi de la captivité où les Indépendans le tenoient , par le moyen de ses propres amis , pour le remettre dans une autre qui n'auroit pas été moins rude pour lui ; en un mot , pour le remettre à la discrétion d'un Parlement qui lui avoit toujours été contraire. Projet chimérique , s'il en fut jamais. Il faut remarquer , que les Presbytériens ne dominant plus dans le Parlement , depuis le sixième d'Août , leur principale force consistoit dans les secours qu'ils pouvoient attendre de la Ville de Londres , & des Généraux , Officiers & Soldats qui avoient été cassez lorsqu'on avoit fait le nouveau Modèle , & qui ne demandoient pas mieux que d'entrer en action contre ceux qui les avoient privez du fruit de leurs travaux.

Intérêts & vûes des Ecoffois.

Les Ecoffois avoient les mêmes intérêts & les mêmes vûes par rapport au Roi. Ils sçavoient que le Roi regardoit les graces qu'il leur avoit accordées , comme lui ayant été extorquées dans un tems où il ne pouvoit les refuser sans de grands inconvéniens. D'un autre côté , ils n'avoient pas assez de confiance en lui pour se persuader qu'il observeroit exactement ses promesses , s'il venoit à remonter sur le Trône d'Angleterre avec tous ses droits. Il étoit donc de leur intérêt d'empêcher que le Roi ne se rendît trop puissant en Angleterre , & c'étoit ce qui les avoit engagez à secourir le Parlement. Mais pour ce qui regarde les *Indépendans* , il semble que l'Ecosse n'avoit pas un intérêt si pressant de s'opposer à la supériorité qu'ils avoient acquise en Angleterre. Véritablement , il lui auroit été avantageux , qu'il n'y eût point eu de Parti Indépendant en Angleterre , que le Presbytérien eût prévalu , & que le *Covenant* des deux Nations eût été ponctuellement observé. Mais puisque les affaires s'étoient tournées d'une autre manière , & que les Indépendans avoient gagné l'avantage , on ne voit pas bien quel mal il en pouvoit arriver

à l'Ecosse, puisqu'elle n'étoit pas moins à couvert de la puissance du Roi pendant qu'il étoit au pouvoir des Indépendans, que quand il étoit entre les mains des Presbytériens. On ne peut attribuer la résolution que les Ecossois prirent d'assister le Roi, qu'à une de ces causes, & peut-être, à toutes ensemble, 1. à la crainte que le Roi & les Indépendans ne vinssent à s'unir ensemble; mais cette crainte étoit sans fondement, les principes des deux Partis étant diamétralement opposez: 2. au désir de se venger des Indépendans qui étoient leurs ennemis jurez, & qui avoient causé diverses mortifications aux Commissaires d'Ecosse: 3. à l'envie extrême qu'ils avoient de faire établir le Gouvernement Presbytérien dans l'Eglise d'Angleterre, d'une manière si ferme qu'il ne pût plus être ébranlé: 4. Enfin, à l'espérance qu'ils concevoient de conserver, par le moyen de cette nouvelle Guerre, les avantages que le Covenant des deux Nations leur procuroit. La question est de sçavoir, si ces trois dernières causes étoient assez considérables pour les engager indispensablement à entreprendre une Guerre contre l'Angleterre. Je dis contre l'Angleterre: car ils ne pouvoient pas douter, que le Parlement, dirigé comme il l'étoit par l'Armée, ne regardât leur entrée dans le Royaume, comme une invasion.

D'un autre côté, le Parti du Roi, quoi qu'abattu, étant encore fort nombreux, il étoit très-dangereux que, quand même les Ecossois, en s'unissant avec lui, viendroient à bout de détruire le Parti Indépendant, & l'Armée qui le soutenoit, cet avantage ne tournât plus au profit du Roi qu'au Parti Presbytérien. Du moins, on ne peut disconvenir, qu'en s'unissant avec le Parti du Roi, ils ne dussent travailler, quoique contre leur intention, à mettre ce Parti en état de lever encore la tête, & que leurs propres victoires ne dussent donner de nouvelles forces à leurs anciens ennemis. C'étoient des réflexions que bien des gens faisoient en Ecosse, où il s'en falloit bien que tout le monde ne fût content de la nouvelle Guerre à laquelle on se disposoit. On y voyoit le Parti du Roi agir avec une activité qui faisoit bien comprendre, que ses espérances ne se bernoient pas à tirer le Roi d'entre les mains des Indépendans, pour le remettre entre celles des Presbytériens. Les Commissaires avoient signé le Traité de l'Isle de Wight, sans être autorisez par le Parlement d'Ecosse, & l'exécution de ce Traité, de la part des Ecossois, n'étoit fondée que sur l'espérance que les Commissaires avoient données au Roi, que, par leurs intrigues, ils le feroient ratifier. Mais ils n'avoient osé le communiquer qu'à un petit nombre de leurs amis, & à quelques-uns des Chefs des Presbytériens d'Angleterre, sçachant bien qu'il ne contenoit pas tout ce que les Presbytériens demandoient. On peut donc assurer que la nouvelle Guerre qui se préparoit en Ecosse étoit plutôt l'ouvrage de quelques Particuliers, que de tout le Royaume, ainsi qu'on le verra clairement dans la suite.

Les vûes des Partisans du Roi n'étoient pas, comme je l'ai déjà dit, de tirer le Roi d'entre les mains des Indépendans, pour le remettre entre celles des Presbytériens. Ils connoissoient bien, que, quand le Parlement seroit dans une entière liberté, la condition du Roi n'en seroit pas beaucoup meilleure. C'est pourquoi, en travaillant conjointement avec les Presbytériens & les Ecossois, leur but étoit de rétablir le Roi dans son premier état, sans qu'il

Vûes du
Parti du
Roi.

CHARLES
I.
1647.

fût assujetti aux conditions qu'on lui avoit déjà proposées. Véritablement, il y en avoit parmi eux, quelques-uns qui n'auroient point fait difficulté de consentir qu'on accordât aux Presbytériens la liberté de pratiquer leur Religion, avec des assurances qu'ils n'y seroient point troublez, plutôt que de mettre en risque le rétablissement du Roi. Il y en avoit même qui, s'ils avoient été consultez, auroient conseillé au Roi, d'acquiescer au changement qui s'étoit fait malgré lui. Quoi qu'ils fussent persuadés que le Gouvernement Episcopal étoit plus parfait que le Presbytérien, ils ne croyoient pas que la différence entre ces deux Gouvernemens fût d'une assez grande importance, pour devoir empêcher l'union réelle & sincère des deux Partis, qu'ils regardoient comme l'unique moyen de rétablir le Roi dans ses droits: C'étoit même ce que quelques-uns avoient conseillé au Roi, avant qu'il se retirât à l'Armée d'Ecosse. C'étoit le sentiment de la Reine, & de la Cour de France: mais ce n'étoit pas celui du Roi. Il étoit tellement persuadé de la nécessité de l'Episcopat, que rien n'étoit capable de le vaincre sur ce sujet. Malheureusement pour lui, il n'avoit jamais approché de sa personne, que des gens qui croyoient, comme lui, l'Episcopat tellement essentiel à la Religion, qu'il ne pouvoit y avoir, sans Evêques, de légitime Ordination des Ministres, ni par conséquent de véritable administration des Sacremens. Il ne faut donc pas s'étonner, que le Roi eût de grands scrupules sur cette matière, puisque, selon ses principes, il ne pouvoit pas regarder les Presbytériens comme Membres de l'Eglise Chrétienne. Car comment pouvoient-ils être Chrétiens, s'ils n'avoient pas été légitimement baptisés? On ne peut pas disconvenir que ce ne fût-là le sentiment de la Cour, & du plus grand nombre des Membres de l'Eglise Anglicane. Si donc les Partisans du Roi avoient été exactement informés de ce que contenoit le Traité de l'Isle de Wight, il y a beaucoup d'apparence, que leur zèle pour le service du Roi se seroit beaucoup refroidi. On a déjà vu, combien le Comte de Clarendon en étoit choqué. Il est bien aisé de comprendre, que des gens, qui étoient dans ces sentimens, ne prétendoient pas travailler pour les intérêts des Presbytériens. Que pouvoit-on donc attendre de l'union du Parti Royal, avec les Presbytériens, & les Ecoissois, puisqu'ils agissoient tous dans des vûes différentes, ou plutôt contraires, & que, quand même ils auroient réussi dans le dessein commun qu'ils se proposoient, ils n'auroient pu que se désunir dans la suite, & recommencer entre eux une nouvelle Guerre?

Vûes du
Roi.

Pour ce qui regarde les vûes particulières que le Roi pouvoit avoir, on n'en peut parler que par conjecture. Il se trouvoit dans l'état d'un homme qui se noie, & qui s'accroche à tout ce qu'il croit pouvoir le sauver, ou du moins, reculer sa perte. S'il avoit accepté le service des Ecoissois, & des Presbytériens d'Angleterre, ce n'étoit pas qu'il attendit beaucoup de leur condescendance. Il avoit eu trop de preuves de leur peu d'équité à son égard, pour pouvoir se persuader qu'ils pensassent sérieusement à le rétablir, sans lui imposer des conditions intolérables. Mais comme la nécessité les obligeoit à lui offrir leur secours, la nécessité le forçoit aussi à l'accepter, si ce n'étoit pas dans l'attente d'obtenir ce qu'il souhaitoit, du moins, dans l'espérance de reculer sa ruine autant qu'il seroit possible. Car il avoit été averti, que dans un Conseil d'Officiers, tenu à Windsor, il avoit été proposé de lui ôter la

vie,

vie , & c'étoit un des Officiers présens qui l'en avoit informé. Il y a beaucoup d'apparence , qu'il espéroit , que , par les secours des Ecoffois & des Presbytériens d'Angleterre , son propre Parti se pourroit tellement fortifier , qu'il se trouveroit en état d'agir seul , quand une fois l'Armée indépendante seroit dissipée , & que par-là , il pourroit être délivré , & se voir en état de pouvoir faire la Paix à des conditions moins dures que celles qu'on lui avoit proposées jusqu'alors. Ainsi , par un aveuglement qui ne peut que paroître fort étrange , le Roi prétendoit se servir des Ecoffois & des Presbytériens , pour se remettre sur pied , & ceux-ci prétendoient se servir du Roi même & de son Parti , pour faire leurs propres affaires. Le Roi pouvoit avoir une autre vûe , en mettant aux mains les Presbytériens & les Indépendans. C'est que le Parti qui se trouveroit le plus foible s'uniroit avec lui sans conditions , plutôt que de voir triompher ses ennemis.

Le Parlement étoit composé de Presbytériens & d'Indépendans , & malgré les efforts de Cromwell & de son Parti , les Presbytériens faisoient encore le plus grand nombre. Mais ce Parti se trouvoit considérablement affoibli par l'absence de onze de ses principaux Membres que l'Armée avoit chassés de la Chambre des Communes. Depuis ce tems là , on ne voyoit plus dans cette Chambre , la même vigueur qu'on y avoit vûe autrefois , parce qu'elle n'étoit plus dirigée , comme elle l'avoit été , avant l'exclusion de ces Membres. D'ailleurs , cet exemple tenoit en bride les plus hardis des Presbytériens. Ainsi , tout plioit sous le pouvoir des Indépendans , & quoique le Parlement fût Presbytérien , par rapport au nombre , il ne laissoit pas d'agir en Indépendant , parce qu'il ne pouvoit faire autrement. Comme l'Armée n'étoit pas éloignée de Londres , Cromwell avoit la facilité de se rendre assidu au Parlement où sa seule présence faisoit panacher la balance du côté qu'il vouloit , dans les délibérations où son Parti se trouvoit intéressé. Les Seigneurs n'étoient pas moins gênés que les Communes , ni moins exposés aux violences de l'Armée qui avoit fait en sorte que les Communes en avoient accusé sept de trahison , sous prétexte qu'ils avoient eu part au tumulte du 26. Juiller. On doit donc regarder tout ce qui s'étoit fait dans les deux Chambres , depuis le 6. d'Août 1647. & tout ce qui se fit encore jusque vers le mois de Juin 1648. comme étant fait par la direction de l'Armée , c'est-à-dire , des Chefs des Indépendans. On peut bien juger , que ce n'étoit qu'avec une extrême peine , que les Membres Presbytériens , quoiqu'en plus grand nombre dans les deux Chambres , se voyoient contraints de faire des choses qui tendoient manifestement à la ruine de leur Parti. Mais il n'y avoit point d'autre remède que la patience , jusqu'à ce que le tems amenât quelque occasion où ils pussent se délivrer de cet esclavage. Cette occasion devoit naturellement se présenter au Printems suivant. Quoique les Commissaires d'Ecosse n'eussent pas jugé à propos de communiquer aux Chefs des Presbytériens le détail du Traité qu'ils avoient fait avec le Roi , ils leur avoient pourtant fait entendre , qu'ils alloient travailler en Ecosse à y faire lever une Armée pour délivrer l'Angleterre du joug des Indépendans , & que le Parti du Roi devoit s'y joindre , ou du moins favoriser ses progrès , par des soulèvemens qu'il devoit exciter en plusieurs endroits du Royaume. Ainsi les Membres Presbytériens du Parlement attendoient avec impatience cet heureux tems où l'Armée seroit indispensable.

CHARLES
I.
1647.

Vûes du
Parlement.

CHARLES
1.
1647.

blement obligée de s'éloigner de Londres, pour aller s'opposer à tant d'ennemis, particulièrement, du côté du Nord. Ils résolurent donc de se tenir prêts pour agir dans le Parlement, dans une occasion si favorable, & en attendant, de ne donner aucune prise sur eux, de peur d'être prévenus par l'Armée, qui faisoit soigneusement épier toutes leurs démarches. Cette dissimulation étoit nécessaire, parce que, sans cela, ils couroient risque de se perdre eux-mêmes inutilement, & de se mettre hors d'état de seconder leurs amis dans l'occasion.

De la Ville
de Londres.

Il ne m'est plus qu'à dire un mot de la Ville de Londres, qui n'étoit pas moins intéressée à ce qui se passoit que le reste du Royaume, & qui pouvoit fournir de grands secours au Parti qu'elle favorisoit. Il y avoit dans cette grande Ville, de tous les Partis, & de toutes les Sectes; mais en général, elle étoit Presbytérienne, & le Conseil Commun étoit du même Parti. L'Armée avoit fait tout ce qui étoit en son pouvoir pour diminuer le nombre de ses adversaires dans ce Conseil, en faisant accuser & mettre en prison, le Maire, quelques Aldermans, & plusieurs autres Membres du Conseil, pour avoir eu part au tumulte du 26. de Juillet: Mais cela n'empêchoit pas que le Parti Presbytérien n'y fût encore supérieur en nombre. En attendant l'occasion de pouvoir se déclarer ouvertement contre l'Armée, & contre les indépendans, ceux du Parti Presbytérien faisoient en sorte qu'il se rencontroit toujours de grandes difficultez lorsqu'il s'agissoit d'avancer de l'argent pour payer l'Armée. La Ville même demouroit beaucoup en arrière, par rapport aux sommes à quoi elle étoit taxée pour le payement des Troupes. Elle ne manquoit pas de prétextes pour différer ces payemens: mais la véritable raison étoit, que par-là elle obligeoit l'Armée à prendre des quartiers francs, ce qui faisoit souhaiter au Peuple d'en être bien-tôt délivré. L'attente des révolutions que pouvoit produire l'entrée des Ecossois dans le Royaume, faisoit que les Magistrats de Londres continuoient à tenir la même conduite, étant prêts à faire, dans les occasions, tout ce qui seroit en leur pouvoir pour se venger de l'Armée.

Du Général
Fairfax.

J'ajouterois ici volontiers, quelque chose sur le Caractere du Lord Fairfax (1), Général de l'Armée, & sur les fins qu'il pouvoit se proposer: mais j'avoüe que j'en suis pas assez bien instruit. Il étoit Presbytérien, & néanmoins, il se laissoit conduire par Cromwell qui étoit le Chef des Indépendans. Tout ce qu'on peut dire de plus favorable pour lui, c'est qu'il conservoit le Commandement de l'Armée pour éviter un plus grand mal, de peur que s'il se dépoüilloit de son Emploi, il ne fût donné à Cromwell, comme il l'auroit été infailliblement.

J'ai cru qu'avant que d'entrer dans le détail de la grande révolution qui arriva en 1648. il étoit nécessaire de faire connoître les intérêts & les vûes de ceux qui en furent les principaux acteurs, & que cette digression ne contribueroit pas peu à faire bien entendre ce qui sera dit dans la suite.

Etroite
union entre
le Parlement
& l'Armée.

Depuis que les deux Chambres avoient résolu qu'on ne présenteroit plus d'Adresses au Roi, & qu'on ne recevrait plus de Messages de sa part, il paroïssoit qu'il y avoit une étroite union entre le Parlement, & l'Armée. Le Conseil de Guerre avoit consenti, que toutes les Troupes supernuméraires, qui n'étoient point sur l'Etablissement qu'on avoit fait, fussent cassées. Le Parlement de son côté donna une sûreté suffisante à l'Armée pour le payement de ses arrérages, & publia une Déclaration, qui contenoit les raisons qui l'obli-

(1) Il étoit Lord, depuis la mort de son Pere.

geoient

geoient à entretenir une Armée, quoique la Guerre fût finie. Enfin, l'Armée se désista de la prétention qu'elle avoit eue jusqu'alors, de se mêler des affaires de l'Etat, & laissa au Parlement la liberté de régler le Gouvernement comme il le trouveroit à propos. Ainsi, ce Vote de ne présenter plus d'Adresses au Roi, sembla produire une telle union entre le Parlement & l'Armée, qu'ils paroissoient n'avoir plus que les mêmes intérêts, & les mêmes vûes, quoique jusqu'alors ils eussent été dans une défiance reciproque, l'un de l'autre. Cela fait voir assez clairement, quels étoient les desseins de l'Armée, à l'égard du Roi. Pour le Parlement quoique les Membres du parti indépendant fussent devoüez à l'Armée, il est certain, que les autres, en bien plus grand nombre, ne faisoient que dissimuler leurs sentimens. Cependant, les indépendans, qui ne trouvoient plus d'opposition dans les deux Chambres, voulant encore mieux s'assurer du Parlement, firent ordonner, que le Général seroit requis de pourvoir à la garde du Parlement. En conséquence de cette Requisition, le Général envoya un Régiment d'Infanterie dans *Whitehall*, & un de Cavalerie dans un lieu tout proche, qu'on appelle *la Meuse*, où étoient les écuries du Roi. C'étoit pour empêcher qu'il ne prît envie encore une fois au Peuple de Londres, d'aller faire violence aux deux Chambres.

Quoique les Commissaires d'Ecosse ne partissent de Londres, que le 24. de Janvier, ils n'avoient pourtant pas négligé de mettre leurs affaires en train, par leurs Lettres, aussi-tôt qu'ils eurent signé leur Traité avec le Roi, de sorte qu'il avoit été résolu à Edimbourg, que le Committé des Etats s'assembleroit le 6. de Fevrier, & le Parlement, le 10. de Mars. Cette résolution fut prise malgré les oppositions du Marquis d'Argyle, qui quoique Presbytérien par rapport à la Religion, étoit dans les principes des Indépendans pour ce qui regardoit le Gouvernement de l'Etat, & avoit lié une étroite amitié avec *Cromwell* & *Vane*. Mais quoiqu'il gouvernât à peu près le Parti des Presbytériens Rigides, c'est-à-dire, de ceux qui ne vouloient point se départir d'un seul point du *Covenant*, la partie se trouva si bien liée, qu'il fut non seulement résolu d'assembler le Parlement, mais que même les élections des Membres se trouverent à peu près conformes aux desirs de ceux qui vouloient qu'on levât une Armée : Le Parlement d'Angleterre, où plutôt le Parti Indépendant qui le dirigeoit, ne douta point, que le but de ceux qui avoient fait prendre cette résolution, ne fût de soutenir les Presbytériens d'Angleterre, qui étoient sur le point d'être ruinés. C'est pourquoi, il résolut d'envoyer des Députés en Ecosse, tant pour tâcher de donner quelque satisfaction aux Ecossois, que pour épier ce qui se passeroit dans ce Parlement, & pour tâcher de fortifier le Parti de ceux qui ne vouloient point de Guerre.

A l'ouverture du Parlement d'Ecosse, plusieurs des Membres firent des Discours étudiez, pour animer le Peuple contre les Anglois. Ils représentèrent quel Armée d'Angleterre tenoit le Roi en prison, & le Parlement dans un tel esclavage qu'il ne faisoit plus rien que ce que l'Armée vouloit. Que contre la teneur du *Covenant* mutuel, le Parlement avoit refusé de consulter, avec les Commissaires d'Ecosse, les Propositions qu'il avoit envoyées au Roi pour faire la Paix, & rejeté leur Protestation, comme si l'Ecosse n'avoit aucun intérêt au Roi ; Qu'il avoit très-réellement déposé le Roi en le dépouillant de tous ses droits, en votant que personne ne pourroit plus s'adresser à

CHARLES
I.
1647.

L'Armée se désista du droit de se mêler du Gouvernement.

Le Parlement demande une Garde au Général, qui lui envoie deux Régimens.

Recit de ce qui se passa en Ecosse. Le Parlement y est convoqué.

Proposition de lever une Armée pour agir en Angleterre.

CHARLES
I.
1643.

lui & en empêchant, que l'Ecosse ne pût avoir aucun accès auprès de lui, quoiqu'il fût Roi d'Ecosse aussi bien que Roi d'Angleterre : Que c'étoit une violation manifeste du droit des Ecossois, & du Covenant commun aux deux Nations, & que l'Ecosse devoit ressentir cet affront ou se résoudre à devenir sujette d'Angleterre : Que par ces raisons, leur avis étoit qu'on délibérât promptement sur les moyens d'envoyer une Armée en Angleterre : Qu'elle n'y feroit pas plutôt entrée, que tous les Anglois, excepté l'Armée, se joindroient à elle, & que par ce moyen, le Parlement, étant rétabli dans sa liberté, se réuniroit avec l'Ecosse, & le Covenant seroit exactement observé.

On établit
un Comité
qui trou-
ve à propos
de lever une
Armée.

Le Parlement ne jugea pas à propos de délibérer si promptement sur cette importante Proposition. Mais pour faciliter l'exécution de ce qui avoit été résolu avant qu'il s'assemblât, il nomma un Comité de vingt-quatre de ses Membres, & lui donna pouvoir de pourvoir à la sûreté du Royaume, en cas qu'il se trouvât en danger. C'est ce qui fit donner à ce Comité le nom de *Comité du danger*, dans lequel on prit soin que le nombre de ceux qui étoient pour la Guerre, fût supérieur à ceux du Parti contraire; & d'en faire le Duc d'Hamilton Président.

Les Com-
missaires de
l'Assemblée
Générale s'y
opposent.

Leurs de-
mandes avec
les réponses
& les repli-
ques.

Ce Comité ayant examiné l'état du Royaume trouva qu'il étoit en danger, & qu'il étoit nécessaire de lever une Armée de quarante mille hommes, pour le mettre en état de défense. Il ne fut pas possible au Marquis d'Argyle, qui étoit du Comité, d'empêcher cette résolution. Mais il trouva le moyen de faire agir les Commissaires de l'Assemblée Générale de l'Eglise, qui, quelques jours après, présentèrent au Parlement certaines demandes capables de faire traîner l'affaire. Le Parlement répondit à ces demandes, & les Commissaires repliquèrent. Comme on pourra mieux comprendre de quoi il s'agissoit, en voyant ensemble, les Demandes, les Réponses, & les Repliques, je croi qu'il est nécessaire de ne les point séparer. Ce détail ne sera pas inutile pour la suite, puisqu'il fera voir les obstacles qui se rencontroient en Ecosse, à la levée de l'Armée qui devoit agir en Angleterre. On y verra d'ailleurs, combien l'Assemblée Générale des Eglises d'Ecosse s'attribuoit d'autorité, puisque ses Commissaires se croyoient en droit de résister en face au Parlement.

Rush-
Worth,
Vol. VII.
pag. 1047.
1052.
1053.

PREMIERE DEMANDE. „ Que les motifs & les fondemens de la Guerre soient mis dans une telle évidence, que toutes les personnes bien intentionnées puissent se convaincre de sa justice & de sa nécessité, & qu'avant que de résoudre la Guerre, on convienne qu'elle est juste & nécessaire.

RÉPONSE. *Les Etats déclarent, que les causes de la Guerre seront éclaircies afin qu'on en puisse connoître la justice & la nécessité, & que tout le monde en soit convaincu.*

REPLIQUE. Par cette Réponse, rien n'empêche qu'on ne puisse prendre des résolutions, avant que l'état de la question soit bien établi, & qu'on soit convenu de la justice de la Guerre, ce qui seroit contraire à la demande des Commissaires, & qui, selon qu'ils le désirent, doit être soigneusement évité.

2. DEMANDE. „ Comme la violation du Covenant par le Parti des Sectaires qui prévaut en Angleterre n'est pas évidente, qu'il plaise au Parlement de déclarer, selon le Traité fait entre les deux Nations, en quoi consistent les violations sur lesquelles on veut fonder la Guerre, & qu'on en demande la réparation.

R. 2.

RÉPONSE. Cette demande est accordée, & le Parlement considérera le tems & la maniere de demander la réparation requise. CHARLES I. 1648.

REPLIQUE. Les Commissaires ne voyent point qu'il y ait aucune violation de la Paix entre les deux Royaumes, qui puisse servir de fondement à la Guerre, ni aucune résolution positive du Parlement, d'en demander la réparation.

3. DEMANDE. " Qu'on ne cherche point de sujet de querelle ou de Guerre, qui soit capable de rompre l'union entre les deux Royaumes, ni de décourager le Parti Presbytérien d'Angleterre, qui demeure fidèlement attaché au Covenant. "

RÉPONSE. Le Parlement déclare, qu'il est si éloigné de vouloir faire la Guerre au Royaume d'Angleterre, qu'au contraire, en quelque engagement qu'il entre, ce ne sera que pour fortifier l'union entre les deux Royaumes, & pour encourager les Presbytériens, & les gens bien intentionnez.

REPLIQUE. Au lieu que dans la demande, il est parlé du Parti Presbytérien, qui adhère au Covenant, on change, dans la Réponse, cette expression, en celle-ci, les Presbytériens & les gens bien intentionnez, ce qui semble insinuer, qu'il y a en Angleterre, des gens bien intentionnez, sans être Presbytériens, & sans adhérer au Covenant.

4. DEMANDE. " Qu'en cas que les Papistes, les Episcopaux, ou autres gens mal-intentionnez prennent les armes en Angleterre, l'Armée d'Ecosse, bien loin de s'unir avec eux, leur fasse la Guerre, & s'oppose à leurs efforts, aussi bien qu'à ceux de tous les autres Sectaires. "

RÉPONSE. Le Parlement en convient, & renvoie à ceux qui seront commis pour établir la Question, à donner, sur ce sujet, les explications nécessaires.

REPLIQUE. Les Commissaires ne conçoivent point qu'il y ait des explications à donner sur cet article, à moins qu'on n'ait présentement pour les mal-intentionnez, des intentions plus favorables qu'on n'a eu ci-devant.

5. DEMANDE. " Puisque l'entreprise doit se faire principalement, en faveur de la Religion, les Commissaires demandent, que le Parlement déclare, comme l'Eglise l'a déjà déclaré, que les offres du Roi ne sont pas satisfaisantes, afin que tout le monde soit convaincu de la réalité des intentions du Parlement, pour le bien & pour la sûreté de la Religion. "

RÉPONSE. Le Parlement fera cette Déclaration, dès que la Question sera établie, & qu'on sera convenu de toutes choses.

REPLIQUE. Les concessions offertes par Sa Majesté étant notoirement préjudiciables à la Cause, & au Covenant, les Commissaires souhaitent que le Parlement fasse cette Déclaration, positivement, sans condition, & sans délai.

6. DEMANDE. " Que le Parlement n'établisse point l'état de la Question, sans y insérer ce qui suit : Que Sa Majesté donnera des assurances signées de sa main, & scellées de son Sceau, que lui-même & ses Successeurs consentiront à tous Actes de Parlement, qui seront faits pour enjoindre la souscription du Covenant, & l'établissement du Gouvernement Presbytérien, du Directoire, & de la Confession de Foi, dans tous les Païs de leur obéissance, qu'ils ne s'y opposeront jamais, & ne feront aucuns efforts pour les altérer. Qu'on prendra ces sûretés de Sa Majesté, avant qu'il soit rétabli, dans l'exercice du Pouvoir Royal. Sans "

Aaaa ij " cela,

CHAR-
LES I.
1648.

cela, les Commissaires ne conçoivent point, comment on peut assurer la Religion, ni éviter qu'elle ne demeure toujours exposée à un grand danger.

Le Parlement dans sa Réponse accordoit cet Article dans les mêmes termes, excepté ceux-ci qu'il passoit sous silence. *Qu'on prendra ces sûretés du Roi avant qu'il soit rétabli dans l'exercice du Pouvoir Royal.*

REPLIQUE. Les Commissaires se plaignent, que le Parlement a omis dans sa Réponse, ce qu'il y a de plus important dans leur Demande.

7. DEMANDE. " Que, pour parvenir à ces fins, le Parlement n'emploie, dans ses Committez, ni dans l'Armée, que des gens qui ont donné de
" bonnes preuves de leur fidélité, & de leur affection pour la cause commune,
" ou contre lesquels il n'y ait aucun sujet de soupçon.

Il y avoit outre cela dans cet Article diverses conditions demandées, à l'égard de ceux qu'on employeroit dans les Committez ou dans l'Armée.

REPONSE. *Le Parlement n'emploiera dans ses Committez ou dans le Commandement de l'Armée que des gens dont l'intégrité & l'affection sont reconnues, & contre lesquels il n'y aura aucun juste sujet de reproche.*

REPLIQUE. Le Parlement omet dans sa Réponse diverses qualifications exprimées dans la Demande par rapport à ceux qui seront employez.

8. DEMANDE. " Qu'on ne prenne aucun engagement, sans Serment
" solennel, auquel l'Eglise ait la même part qu'à celui du Covenant, la cause
" étant la même.

REPONSE. *Le Parlement ordonnera un Serment dans la disposition duquel, & autrement, l'Eglise aura la part qui lui est due.*

Le Parlement désire que les Commissaires de l'Assemblée Générale nomment quelques-uns de leurs Membres, pour conférer avec ceux qui seront choisis par le Committé des vingt-quatre, & pour convenir d'un engagement. Que la Question soit établie d'une manière propre à unir la Nation dans une résolution unanime, & à procurer ce qui sera nécessaire pour la reformation & la défense de la Religion, pour l'honneur & le bonheur de Sa Majesté, & de sa Postérité, & pour le bien du Royaume.

REPLIQUE. Les Commissaires trouvent, qu'au lieu des expressions claires contenuës dans leur Demande, sçavoir : *Que l'Eglise aura la même part dans le Serment, qu'elle a en dans le Covenant*, on infère ces termes douteux & incertains, *Que l'Eglise dans la disposition du Serment, & autrement, aura la part qui lui est due.*

" Par ces considérations, ils conçoivent qu'on n'a pas répondu à leurs Demandes, sur lesquelles ils insistent d'une manière satisfaisante.

Diverses
Protesta-
tions contre
la Guerre.
Rushworth,
Vol. VII.
pag. 1071.

L'opposition des Commissaires de l'Assemblée Générale, ne fut pas le seul orage que la résolution de lever une Armée, attira au Committé du danger. Dix-huit Seigneurs, & quarante autres Membres du Parlement, protestèrent solennellement contre ce Vote, soutenant, que le Committé avoit excédé son Pouvoir, & qu'ils ne consentoient en aucune manière à le leur donner. Il y avoit de plus, deux autres difficultés qu'il falloit surmonter, avant que le Parlement pût ordonner positivement la levée d'une Armée. La première regardoit le Général qu'on devoit mettre à la tête. Naturellement, cet Emploi regardoit le Général *Lesley*, qui avoit commandé la précédente Armée, & de qui on n'avoit aucun sujet de se plaindre. Mais il n'étoit pas pro-
pre

pre pour les desseins du Parti qui vouloit la Guerre. Le Plan de ce Parti étoit de faire donner le Généralat au Duc d'Hamilton, parce qu'il s'étoit secrettement déclaré pour le Roi, & qu'on concevoit, qu'il seroit plus propre que *Lesley* à unir avec l'Armée d'Ecosse, le Parti que le Roi avoit en Angleterre. Cette difficulté fut enfin levée, par l'adresse qu'on eut de persuader à *Lesley*, de se départir de sa prétention, sous prétexte de son âge, & de ses incommo- ditez. Après cela, le Duc d'Hamilton ne trouva plus de Concurrent.

CHARLES.
I.
1648.
Le Duc
d'Hamilton
est choisi
pour Génér-
al.

Ordre du
Parlement
touchant le
Covenant.

La seconde difficulté étoit bien plus considérable. Avant que les Commis- saires d'Ecosse fussent partis de Londres, ils avoient fait entendre à divers Officiers, & autres du Parti du Roi, que, quand l'Armée d'Ecosse seroit en- trée en Angleterre, ils y seroient bien reçus, & qu'ils ne feroient avec elle qu'un seul & même Corps, un même Parti, pour tirer le Roi des mains des Indépendans. Ils avoient donné les mêmes assurances aux Chevaliers *Langdale* & *Musgrave*, & par-là, ils les avoient engagez à promettre qu'ils se fai- firoient de Barwick, & de Carlisle. Surcette espérance, un grand nombre d'Anglois du Parti du Roi, s'étoient rendus à Edimbourg, à dessein de se joindre aux Ecossois, ou d'avoir del'Emploi dans leur Armée. De plus, une Compagnie de Cavalerie commandée par le Capitaine *Vogham*, qu'on avoit voulu congédier, s'étoit retirée toute entiere en Ecosse, pour se joindre aux Troupes de ce Royaume, & cette Troupe, par la jonction de divers Cava- liers déserteurs, étoit montée jusqu'au nombre de quatre cens Chevaux. Le Duc d'Hamilton avoit fait espérer à *Langdale* & à *Musgrave*, que, quand l'Armée d'Ecosse seroit en Angleterre, il n'y seroit plus parlé du *Covenant*, & que le Parti du Roi se pourroit joindre avec elle, pour ne faire qu'un même Corps. Mais il n'étoit pas au pouvoir de ceux qui avoient fait ces promesses, de les exécuter. Le Marquis d'Argyle, & les Presbytériens rigides, représen- terent fortement, en public & en particulier, " que, sous prétexte de vou- loir agir contre les Indépendans d'Angleterre, on alloit effectivement tra- vailler à remettre sur pied les Partisans du Roi, c'est-à-dire les ennemis mor- tels de l'Ecosse, & de tous les Presbytériens. Qu'on pouvoit aisément connoî- tre, que c'étoit-là le but de ceux qui souhaitoient la Guerre avec tant d'ar- deur, tant par l'activité de ceux d'entre les Ecossois qui n'avoient jamais de bon cœur adhéré au *Covenant*, que par le concours extraordinaire des Par- tisans du Roi qui s'étoient rendus, & qui se rendoient journellement en Ecosse. Qu'on avoit même fait venir à Edimbourg, des gens des plus attachez au Parti du Roi, & des plus envenimez contre le *Covenant*, *Langdale*, *Musgrave*, *Glenham*, *Fleming*, & autres, qui conféroient tous les jours avec leurs amis, de quoi le Parlement d'Angleterre s'étoit plaint inutilement. Que la jonction avec le Parti du Roi, composé de Papistes, d'Episcopaux, & d'autres gens mal-intentionnez, étoit une violation bien plus manifeste du *Covenant*, que celles dont on accusoit les Anglois. Qu'en un mot, on vou- loit travailler par ce moyen à détruire le *Covenant* qui étoit la baze, & le fon- dement de l'union entre les deux Royaumes, pendant qu'on prétendoit le- ver une Armée pour le maintenir, & qu'on n'avoit pas même d'autre prétexte pour porter la Guerre en Angleterre. Ces représentations, jointes aux ef- forts des Envoyez du Parlement d'Angleterre, qui n'épargnoient ni sollici- tations, ni argent pour les appuyer, firent tant d'impression sur le Peuple,

CHARLES
I.
1648.

que le Parlement ne put se dispenser d'ordonner, qu'on ne recevroit aucun secours de ceux qui n'auroient pas signé le Covenant, qu'on ne les admettroit point dans l'Armée d'Ecosse, & qu'on ne leur accorderoit aucune protection. Après cette résolution, il sembloit qu'il n'étoit plus au pouvoir du Duc d'Hamilton, d'exécuter ce qu'il avoit promis au Parti du Roi. Mais il trouva le moyen d'éluder en quelque maniere cet Ordre, quand il fut en Angleterre, ainsi qu'on le verra dans la suite.

Retarde-
mens en E-
cosse.

Ces obstacles, & d'autres que le Marquis d'Argyle & le Clergé rigide faisoient naître journellement, furent cause que le Parlement ne put faire autant de diligence que les auteurs du projet l'avoient espéré. Comme le Peuple étoit fort prévenu en faveur du Covenant, & de l'union avec les Presbytériens d'Angleterre, le Parlement se vit obligé de publier une Déclaration pour le satisfaire sur ce sujet. Mais le Parti opposé prétendit, qu'il n'y avoit aucune bonne foi dans cette Déclaration, & qu'elle étoit pleine d'expressions ambiguës qui faisoient connoître les mauvais desseins de ceux qui vouloient la Guerre. Ainsi, quoi que le Parti qui avoit fait ordonner la levée des Troupes fût supérieur en nombre dans le Parlement, on ne put commencer à lever des Soldats que vers le milieu du mois de Mai, & l'Armée ne fut prête qu'au commencement de Juillet; quoique les Commissaires d'Ecosse eussent assuré qu'elle seroit en état d'agir au commencement de Mai. De plus, cette Armée, qui devoit être de quarante mille hommes, ne se trouva pas être de la moitié de ce nombre, quand elle fut en Angleterre, même après la jonction des Troupes Angloises. Mais avant que de parler du succès de cette levée de bouclier, il faut voir ce qui se passoit en Angleterre, pendant qu'on se préparoit en Ecosse.

Complot
dans le País
de Galles en
faveur du
du Roi.
Myt. Clarend.
T. V. p. 259.

Le País de Galles fut le lieu où s'ouvrit la premiere Scene. Il y avoit en ce País-là, trois Colonels, sçavoir, *Langhorn*, *Powell*, & *Poyer*, qui avoient fidèlement servi le Parlement pendant la Guerre, mais qui malheureusement, se trouverent, par le nouvel établissement, du nombre des surnuméraires qui devoient être congédiés, de quoi ils furent très-mécontents. Après s'être reciproquement communiqué leurs pensées, ils résolurent de se déclarer tous trois pour le Roi, dès que l'Armée d'Ecosse seroit entrée dans le Royaume. *Langhorn* envoya même un Exprès à Paris, pour communiquer ce dessein à la Reine, & au Prince de Galles, & pour leur demander une Commission avec quelque secours d'argent & de munitions. La Commission fut promptement accordée: mais la disette où la Reine, & le Prince se trouvoient, ne leur permit pas d'envoyer les secours qu'ils demandoient. Quoique ces trois Officiers eussent résolu de ne se déclarer que quand les Ecossois seroient entrez en Angleterre, ils se virent pourtant obligés de le faire plutôt. *Poyer*, étant Gouverneur & Maire de *Pembrock*, dans la partie Méridionale de Galles, vit arriver tout-à-coup le Colonel *Fleming* avec une Commission du Général, pour prendre le Gouvernement du Château. Comme ce changement ne pouvoit que rompre les mesures des trois Colonels, *Poyer* refusa d'obéir, sous prétexte qu'il n'étoit pas juste de le dépouiller de son Gouvernement, avant que de lui avoir payé ses arrérages. Le Parlement prit feu, quand il apprit cette désobéissance, & déclara *Poyer* Traître, s'il ne livroit pas la Place dans vingt-quatre heures après la premiere sommation. *Poyer* se mocqua de cette Ordonnance, & battit même *Fleming* à qui on avoit envoyé quelques Troupes,

pes , pour se rendre maître du Château de Pembrock. Comme le détail de cette affaire n'est pas d'une nécessité absolue , je me contenterai de dire en deux mots, qu'elle devint plus sérieuse, que le Parlement ne s'y étoit attendu. Non seulement *Langhorn & Powel* se joignirent à Poyer , mais toute la partie Méridionale du Pais de Galles se déclara pour le Roi , pendant que le Chevalier *Byron* travailloit de son côté à faire révolter la partie Septentrionale, & la Province de Chester.

CHARLES
I.
1648.

Pendant que ces choses se passaient dans le Pais de Galles , il y avoit dans la Province de Kent, des mouvemens qui n'étoient pas moins dangereux pour l'Armée. Le Roi avoit toujours eu beaucoup de partisans dans cette Province, mais le voisinage de Londres & de l'Armée les tenoit en bride. Cependant , quelques Gentils-hommes du Pais ayant été informez de bonne heure du dessein des Ecois, avoient pris soin d'y répandre des semences de révolte , dans l'espérance qu'elles produiroient leur fruit dans quelque tems plus favorable. La disposition du Peuple de Kent avoit commencé à se manifester par une grande sédition qu'il y eut à Cantorbéri le 25. de Décembre 1647. où le Peuple attroupé blessa le Maire, & quelques autres Magistrats, & enfin , ne fit pas difficulté de dire hautement qu'il avoit pris les armes , pour Dieu , pour le Roi , & pour le Pais de Kent. La sédition s'étant apaisée, & quelques-uns des mutins ayant été arrêtez , le Parlement voulut les faire punir. Mais il y trouva tant d'obstacles , que ce ne fut qu'au mois de Mai suivant qu'il envoya une commission pour les juger. L'accusation ayant été présentée au Grand Juré de la Province , fut rejetée d'une commune voix , au grand étonnement des Commissaires que le Parlement avoit nommez. Il se faisoit alors dans cette Province des mouvemens auxquels les Grands Jurez avoient sans doute beaucoup de part , & c'étoit-là , ce qui leur avoit fait rejeter l'accusation contre leurs complices.

Soulèvement dans la Province de Kent.
Rushworth, Vol. VII. pag. 1131.

Quoi que ceux qui dirigeoient les affaires pour le Roi eussent résolu d'attendre à faire soulever les Peuples de Kent , jusqu'à ce que l'Armée eût marché vers le Nord contre les Ecois, ils ne furent pas les maîtres de les arrêter si long-tems. Un homme de Norfolck nommé *L'estrage* , se trouvant dans la Province de Kent dans la maison de Monsieur *Hales* jeune Gentilhomme fort riche , lui persuada d'entreprendre quelque chose pour le Roi , & de faire tenir quelques Assemblées pour sonder la Noblesse & le Peuple du Pais. La matiere étoit tellement disposée dans cette Province , que , vers le milieu du mois de Mai, le Peuple se souleva , prit les armes , & reconnut *Hales* pour son Général , en quoi il fit deux fautes très-considérables. La première , en ce qu'il se mit sous la conduite d'un jeune homme sans expérience & sans autorité. La seconde , en ce qu'il prit les armes avant que l'Armée se fût éloignée de Londres. Comme le Général sçavoit bien que l'Armée d'Ecosse n'étoit pas encore prête, il détacha Cromwell avec une partie de l'Armée , pour aller réduire les Gallois à l'obéissance , & pour marcher ensuite contre les Ecois, quand ils seroient entrez en Angleterre. Pour lui , il demeura proche de Londres , tant pour être plus à portée de marcher contre les soulevez de Kent , que pour prévenir un pareil soulèvement dans Londres, ce que l'Armée craignoit sur toutes choses. Outre cela, il n'avoit aucune envie d'agir contre les Ecois , comme il parut bien dans la suite.

Myl. Clarendon. Tom. V. p. 242.

Le

CHARLES

I.

1648.

Fairfax

marche contre les révoltez de Kent.

*Rushworth,**Vol. VII. pag.*

1135.

Il les bat & les dissipe.

Quelques-uns passent en Essex.

Le Général marche dans la Province d'Essex.

Les Révoltez se retirent à Colchester.

Le nombre des Mécontents de Kent s'étant considérablement accru, le Comte de Norwich, & le Général *Waller* allèrent se mettre à leur tête, & dans la pensée que Londres ne manqueroit pas à se déclarer pour eux, ils s'avancèrent jusqu'à *Black-heath*. Alors Fairfax se mit promptement en marche avec son Armée, & passa la Tamise sur le pont de Londres, à dessein de leur aller livrer Bataille. Londres n'ayant garde de se déclarer dans une semblable conjoncture, les soulevez trouverent à propos de se retirer, les uns à Rochester, & les autres à *Maidston*. Le Général Fairfax attaqua ces derniers avec tant de vigueur, qu'il prit la Ville d'Assaut, leur tua beaucoup de monde, & fit un grand nombre de prisonniers: A la premiere nouvelle de cette défaite, ceux qui s'étoient retirez à Rochester, abandonnerent cette Ville, & allèrent se poster sur la bruyere de *Honslow*, espérant toujours, que Londres leur enverroit du secours, ou qu'ils seroient reçus dans la Ville. Ces deux ressources leur ayant manqué, & apprenant d'ailleurs, qu'un détachement de l'Armée s'approchoit d'eux, ils se mirent en fuite, & se disperserent; mais il y en eut un grand nombre qui furent faits prisonniers. Le Comte de Norwich trouva le moyen de passer la Tamise à *Gravesend*, dans des bateaux, avec cinq ou six cens hommes, & d'aller dans la Province d'Essex, joindre ses amis qui étoient sur le point de passer eux-mêmes dans le País de Kent, si Fairfax avoit fait moins de diligence.

La Province d'Essex étoit dans les mêmes dispositions que celle de Kent. Il y avoit depuis quelque-tems dans cette Province des gens qui y travailloient avec ardeur à exciter le Peuple contre l'Armée, & qui n'attendoient que l'occasion de paroître ouvertement, dès que l'Armée auroit marché vers le Nord, ne doutant point que l'approche des Ecoissois ne l'y obligeât. De ce nombre étoient le Chevalier *Lucas*, le Lieutenant Colonel *Farr*, le Chevalier *Bernard Gascoing*, & dans le même-tems, le Lord *Capel*, qui étoit un des Conducteurs du projet des soulèvemens, travailloit à la même chose dans la Province de Hartford. Quoique le soulèvement de Kent eût mal réussi, les Royalistes d'Essex n'en furent point découragez. Ils espéroient toujours, ou que Londres se déclareroit pour le Roi, ou que l'Armée d'Ecosse feroit de si grands progrès, que celle d'Angleterre ne pourroit résister à tant d'attaques qui devoient lui être livrées de tous côtez. Car il n'y avoit presque point de Province, où il ne dût y avoir quelque soulèvement, sur tout, dans celles où le Parti du Roi avoit prévalu pendant la Guerre. Ainsi, le Parlement ayant envoyé dans la Province d'Essex, une Amnistie pour ceux qui mettroient bas les armes, la plupart la refuserent par les sollicitations du Chevalier *Lucas* qui étoit le Royaliste le plus actif de ces quartiers-là.

Le Général ne demeura dans le País de Kent, qu'autant de tems qu'il fut nécessaire pour lever le Siège de Douvre, que *Waller* avoit entrepris, & pour pacifier la Province à laquelle il accorda des conditions très-avantageuses, vû les circonstances où elle se trouvoit. Cela fait, il repassa la Tamise, & marcha dans la Province d'Essex, où le nombre des soulevez s'étoit accru par la jonction des Troupes que le Lord *Capel* leur amena de Hartford. Avec tout cela, comme ils ne se trouvoient pas en état de tenir la campagne devant une Armée victorieuse, & supérieure en nombre, ils résolurent de se retirer à *Colchester*. C'étoit une mauvaise Place, & mal fortifiée: mais ils travaillerent avec

avec tant de diligence à en fortifier les avenues , qu'ils ne craignirent plus d'être emportez d'assaut. Ce fut-là , qu'ils résolurent de se défendre , en attendant le dénouement qu'auroient les affaires des autres Provinces , & particulièrement du côté du Nord.

Les principaux Chefs qui se trouvoient dans Colchester étoient , le Comte de Norwich (1) , le Lord *Capel* , le Lord *L'Isle* , les Chevaliers *Compton* , *Lucas* , *Gascoing* , le Lieutenant Colonel *Farr* , & plusieurs autres bons Officiers , avec une Garnison de trois mille hommes , tous résolus à vendre chèrement leurs vies. Cela fournit au Général une raison , ou peut-être un prétexte de n'attaquer point cette Place dans les formes , mais de la tenir bloquée , & d'obliger les assiégés à se rendre par la famine. Je dis que ce pouvoir être un prétexte : car il semble , que dans une pareille conjoncture où tout le Royaume étoit comme en feu , & où on attendoit bien-tôt l'Armée d'Ecosse , il ne convenoit pas au Général , de s'attacher à un blocus qui vraisemblablement devoit durer assez long-tems , pendant qu'il laissoit tout le reste du Royaume sans défense , & qu'il avoit tout à craindre de la Ville de Londres. Mais comme il pouvoit avoir de bonnes raisons pour ne rien hazarder , ce n'est pas à moi à condamner sa conduite. Tout ce qu'on peut dire , c'est que toutes ses démarches firent voir , qu'il n'avoit aucune envie de s'engager à combattre contre les Ecossois , quoi qu'il agît toujours vigoureusement contre les partisans du Roi. Oserai-je avancer une conjecture ? Fairfax étoit Presbytérien zélé : mais jusqu'alors , il s'étoit laissé conduire , ou plutôt abuser par Cromwell. Peut-être que s'étant aperçu des artifices , & des mauvais desseins de cet ami , il n'auroit pas été fâché que Cromwell eût été battu dans l'espérance que , s'il étoit tué , ou qu'il perdît sa réputation , il seroit plus facile de faire la Paix , à quoi il voyoit bien qu'il seroit impossible de parvenir , pendant que Cromwell seroit en état de s'y opposer. Selon cette supposition , le blocus de Colchester mettoit le Général en état d'attendre , sans rien hazarder , le succès de la Guerre qui se préparoit dans le Nord. Quoi qu'il en soit , il s'attacha au blocus de cette Place , qui commença le dixième de Juin , & qui ne finit que vers la fin du mois d'Août.

CHARLES
I.
1648.

Le Général
les bloque
dans Col-
chester.

Conjecture
sur les vues
du Général.

J'ai dit ci-dessus que les soulevez de Kent s'étoient avancez deux fois vers Londres , dans l'espérance que la Ville se déclareroit pour eux. Cette espérance n'étoit pas tout-à-fait sans fondement. Outre qu'on sçavoit bien , que la Ville étoit très-mécontente de l'Armée , la populace avoit donné au commencement du mois d'Avril , des marques assez claires de la disposition où elle étoit de tout entreprendre , quand on voudroit la faire agir. Quelques personnes se divertissant un jour de Dimanche , dans la place de *Moorfields* contre l'Ordonnance du Parlement , les Connétables du quartier voulurent les faire retirer : mais il ne fut pas en leur pouvoir. L'opiniâtreté de cette populace alla si loin , qu'on fut enfin obligé de faire marcher un détachement de Milice pour la disperser. Mais avant que ce détachement arrivât , le nombre des mutins s'étoit tellement accru , qu'ils se jetterent sur cette troupe de Milice , & la disperserent , après en avoir blessé , & tué quelques-uns. Ce petit succès augmenta la sédition d'une telle manière que de tous les quartiers de Lon-

Sédition à
Londres.

Tome VIII.

Bbbb

dres ,

(1) C'est le même qui étoit auparavant le Général Goring Gouverneur de Portsmouth , & qui avoit été fait Comte de Norwich en 1644.

CHARLES
I.
1648.

Les mutins
sont dissi-
pez.

dres, la populace venoit se joindre aux mutins. Une partie se saisit des portes de *Newgate* & de *Ludgate*. Une autre marcha vers la maison du Lord Maire qui les voyant venir, se sauva promptement dans la Tour. Une troisième s'avançoit vers Whitehall : mais elle fut repoussée par le Régiment de Cavalerie qui étoit posté à la Meuse pour la garde du Parlement. Pendant la nuit, le tumulte s'accrut encore : on n'entendoit par tout que des cris redoublés, *Pour Dieu, & pour le Roi*. Le Général, qui se trouvoit alors à Londres, sans autres Troupes, que les deux Régimens qui étoient dans Whitehall, & dans la Meuse, assembla promptement un Conseil où il fut délibéré s'il falloit attendre d'autres Troupes de l'Armée, ou attaquer les mutins avec ces deux Régimens. Ce dernier parti fut jugé le plus convenable, pendant que les séditieux agissoient encore avec beaucoup de confusion, & n'avoient aucun Chef pour les conduire. On les attaqua donc vigoureusement, lorsqu'ils s'y attendoient le moins, & qu'ils se croyoient maîtres de la Ville, & quoi qu'ils se défendissent avec assez de résolution, on ne laissa pas de les disperser. Le Parlement, après avoir vû une Relation bien circonstanciée de cette émeute, jugea qu'elle avoit été très-dangereuse, & ordonna que, dans toutes les Eglises de Londres, on rendit grâces à Dieu de ce qu'elle avoit été heureusement apaisée. Quand je dis le Parlement, il faut entendre le Parlement dirigé encore par les Indépendans, qui ne craignoient rien tant que de voir Londres se déclarer contre l'Armée. Mais comme elle ne s'étoit pas encore éloignée, les Magistrats étoient trop sages, pour se déclarer si mal-à-propos.

J'ai déjà parlé de deux des projets faits contre l'Armée, sçavoir du soulèvement du País de Galles, qui tint Cromwell occupé jusqu'au commencement du mois de Juillet, & de celui de Kent, que le trop de précipitation fit manquer, & enfin de l'émeute de Londres, qui vrai-seemblablement, avoit été excitée par des partisans inconfidés du Roi, ou qui ne sçavoient rien des projets qui s'étoient formés. Il faut présentement parler de quelques autres qui s'exécuterent à-peu-près dans le même-tems, c'est-à-dire, pendant qu'on se préparoit en Ecosse à envoyer une Armée en Angleterre, & qui eurent un meilleur succès.

Le Duc
d'Yorck se
sauve de
Londres.
21. Avril
Rushworth,
Vol. VII.
p. 1067.

Langdale
se saisit de
Barwick,
Pag. 1099.
& Musgrave
de Carlisle.
28. Avril.

Le premier fut l'évasion du Duc d'Yorck second fils du Roi, qui trouva le moyen de se sauver du Palais de Saint James où il étoit sous la Garde du Comte de Northumberland, & de se retirer en Hollande, chez la Princesse d'Orange sa sœur. Ce n'étoit pas un petit avantage, ni une petite satisfaction pour le Roi que d'avoir les deux fils aînés hors du pouvoir de ses ennemis.

Quelques jours après, Langdale se saisit de *Barwick*, & Musgrave, de *Carlisle*. Le Parlement avoit eu quelque avis du dessein de surprendre ces Places, & il auroit pu le prévenir en y mettant Garnison. Mais comme par le dernier Traité fait avec l'Ecosse, elles devoient être laissées à la Garde de leurs habitans, il ne voulut pas, en s'emparant, donner aux Ecossois, un si juste sujet de se plaindre dans un tems, où ils cherchoient des prétextes pour envoyer une Armée en Angleterre. Il se contenta donc d'en donner avis aux Maires, & de leur recommander d'être vigilans pour éviter la surprise, ce que néanmoins, ils ne purent, ou ne voulurent pas empêcher.

Dès que Langdale fut maître de *Barwick*, tous les partisans du Roi des Provinces

Provinces d'*Yorck*, de *Cumberland*, & de *Westmorland*, allèrent le joindre. Par ce moyen, il forma, en très-peu de tems, un Corps de trois mille hommes d'Infanterie & de mille chevaux, avec quoi, il se trouvoit en état d'aller chercher le Général *Lambert* qui commandoit en ces quartiers-là, pour le Parlement. Mais il lui vint d'Edimbourg, des ordres très-exprès, de ne s'engager dans aucune action, quelque avantage qu'il en pût espérer, & de se retirer aux environs de Carlisle, jusqu'à ce que l'Armée d'Ecosse fût arrivée, à quoi il obéit. La raison de cet ordre étoit, que comme les Presbytériens rigides d'Ecosse étoient dans une extrême défiance à l'égard du Parti Royal, ceux qui dirigeoient les affaires craignirent que les progrès qui se feroient en Angleterre pour le Roi, ne fussent autant d'obstacles à la levée d'une Armée en Ecosse. En effet, on y disoit tout ouvertement, que cette Armée étoit plutôt destinée à servir le Roi, que les Presbytériens d'Angleterre.

La perte de Barwick & de Carlisle fut suivie, peu de tems après, d'une autre qui sembloit devoir beaucoup déranger les affaires des Indépendans. Ce fut celle d'une partie de la Flotte, qui se révolta sur la fin du mois de Mai. Le Parlement ayant ordonné huit Vaisseaux de Guerre pour garder la Mer pendant l'Été, ces Vaisseaux étoient aux *Dunes* pour y recevoir les provisions nécessaires, ce qui ne se faisoit qu'assez lentement, parce qu'il n'y avoit pas beaucoup à craindre du côté de la Mer. Pendant le séjour que cette partie de la Flotte fit aux Dunes, quelques Gentils-hommes de Kent, partisans du Roi, y firent de fréquentes visites. Soit qu'ils trouvassent dans les Matelots, quelque disposition à se mutiner, ou qu'ils la fissent naître eux-mêmes par les entretiens qu'ils avoient avec eux, il arriva, en peu de tems, que le service ne se faisoit plus sur la Flotte, avec la même soumission qu'auparavant. Les Matelots prenoient la licence de contredire leurs Officiers, & de ne leur obéir qu'autant qu'ils le jugeoient à propos. Les Officiers, voyant ce changement extraordinaire, en informèrent le Parlement, qui ordonna incontinent au Vice Amiral *Rainsborough* qui devoit commander cette Escadre, de se rendre sur la Flotte, & d'examiner les causes de cette désobéissance. *Rainsborough*, qui étoit naturellement fort sévère, ayant voulu commencer à faire des perquisitions sur le Vaisseau Amiral, les Matelots se souleverent contre lui, le saisirent avec quelques autres Officiers, & les ayant mis dans une Chaloupe, ils les porterent à terre. Ceux des autres Vaisseaux, ayant scû ce qui s'étoit passé dans l'Amiral, imiterent leurs camarades, & mirent à terre tous les Officiers qui ne leur étoient pas agréables. Comme cette Flotte n'étoit pas encore bien pourvûe de provisions, elle fut obligée de demeurer encore quelques jours aux Dunes, & pendant ce tems-là, les partisans du Roi la pourvûrent le mieux qu'il leur fut possible. Après cela, elle mit à la voile, & se retira en Hollande, au Fort de *La Brille*, pour se mettre sous le commandement du Duc d'*Yorck* qui avoit été destiné par le Roi à être Grand Amiral, dès qu'il seroit en âge de pouvoir exercer cet emploi.

Le Duc d'*Yorck* s'étant rendu sur la Flotte, qui étoit alors à Helvoet-Sluis, y fut reçu avec de grandes acclamations. Il nomma d'abord, un Vice-Amiral, un Contre-Amiral, & plusieurs autres Officierz inférieurs, les Matelots n'en ayant gardé qu'un très-petit nombre. Dès que le Prince de Galles, qui étoit à Paris avec la Reine sa mere, fut informé de la révolte de ces

CHARLES
I.
1648.

Une partie
de la Flotte
se révolte
contre le
Parlement
& se retire
en Hollan-
de.

27. Mai.
Rushworth,
Vol. VII.
pag. 1131.

Le Duc
d'*Yorck* y
est reçu
comme
Amiral.

CHARLES
I.
1648.

Le Prince
de Galles se
rend à la
Flotte.

Il fait voi-
les vers Yar-
mouth.

Il prend un
Vaisseau ri-
chement
chargé.

On lui re-
fusa l'entrée
dans Yar-
mouth.

Il va aux
Dunes.

Vaisseaux, il résolut d'aller commander lui-même cette Flotte, & d'en tirer tous les avantages qu'il seroit possible. Mais le manque d'argent l'arrêta plus long-tems qu'il n'auroit voulu, le Cardinal Mazarin ne s'empresant pas beaucoup à lui en fournir, non plus qu'au Marquis d'Ormond qui attendoit vainement à Paris les effets de ses promesses, par rapport à l'Irlande. La nouvelle qu'il reçut que le Duc son frere étoit sur la Flotte, & qu'il se préparoit à se mettre en mer, lui fit redoubler ses efforts pour trouver quelque argent à emprunter, à quoi ayant enfin réüssi, il se rendit à Calais, & de là par mer à Helvoet-Sluis. Il fut reçu sur la Flotte avec tout le respect & toutes les acclamations qu'il pouvoit souhaiter, & après l'avoir pourvû de ce qui lui manquoit, par le secours du Prince d'Orange, il renvoya le Duc d'Yorck à la Haye, n'étant pas à propos qu'ils s'exposassent tous deux à la fois. Son dessein étoit de s'emparer de *Yarmouth*, soit que ce fût, pour pouvoir de-là s'aller mettre à la tête de l'Armée d'Ecosse, quand elle seroit en Angleterre, ou pour se procurer une entrée dans le Royaume, quand l'occasion le demanderoit. En faisant voiles vers *Yarmouth*, il s'empara d'un Vaisseau, chargé de draps qui appartenoit à des Marchands de Londres, & qui étoit fretté pour Rotterdam. On prétendoit que ce Vaisseau valoit quarante mille livres Sterling. Il fit sceller les marchandises, & continua sa route. Mais il ne réüssit pas à *Yarmouth* comme il l'avoit espéré, cette Ville ayant refusé de le recevoir, quoi qu'il y eût un grand nombre d'habitans du Parti du Roi. Cela fut causé qu'il prit enfin la résolution d'entrer dans la Tamise, tant pour faire de nouvelles prises de Vaisseaux Marchands que pour appuyer le Parti du Roi, & celui des Presbytériens dans le Parlement, & dans Londres. Car il n'ignoroit pas les projets qui s'étoient formez. D'ailleurs, la Reine sa mere lui avoit fortement recommandé de caresser les Presbytériens, concevant que ce n'étoit que par leur moyen que le Roi pouvoit être rétabli. Ce fut aussi par cette raison, que, dans la suite, il relâcha le Vaisseau qu'il avoit pris, pour douze mille livres Sterling.

Le Comte
de War-
wick s'ap-
proche de
lui pour le
combattre.

Ils se sépa-
rent sans
combat.

Pendant que le Prince étoit dans la Tamise, où il se faisoit encore de quelques autres Navires Marchands, le Comte de Warwick, après s'être bien assuré de la fidélité des autres Vaisseaux, qui étoient à Portsmouth, & ailleurs, assembla une Flotte, & alla mouïller l'ancre à la vûe de celle du Prince, de sorte qu'il y avoit beaucoup d'apparence, que les deux Flottes ne se sépareroient pas sans combattre. Mais quoi que le Prince y parût assez disposé, on lui conseilla d'éviter le combat, s'il étoit possible, & ce n'étoit pas sans raison. Ses Vaisseaux étoient en plus petit nombre, & beaucoup plus petits, que ceux du Comte de Warwick; d'ailleurs, le Comte en attendoit à tout moment d'autres qui lui venoient de Portsmouth, & qui arriverent effectivement le lendemain; de sorte que la partie n'auroit pas été égale. Ainsi, le Prince se retira en Hollande, & alla mettre sa Flotte en sûreté à Helvoet-Sluis. Le Comte de Warwick le suivit & se présenta devant ce Port, mais fort inutilement.

C'est à cela qu'aboutit l'expédition du Prince de Galles avec les Vaisseaux révoltez de la Flotte du Parlemenr. L'argent qu'il retira des Vaisseaux qu'il avoit pris ne put pas même suffire à payer sa Flotte, & à la pourvoir de ce qui lui étoit nécessaire, de sorte que cette Flotte lui causa plus d'embarras qu'elle

qu'elle ne lui procura d'avantage. Avant que de quitter cette matiere, il ne serapas hors de propos d'expliquer en peu de mots certaines circonstances qui se trouvent sur ce sujet dans l'Histoire du Comte de Clarendon.

CHARLES
I.
1648.

Explication
de certaines
particulari-
tez rappor-
tées par le
Comte de
Clarendon.

Pendant que les deux Flottes étoient en présence, & sembloient se préparer au combat, le Prince envoya Monsieur *Seymour* au Comte de Warwick avec une Lettre par laquelle il le sollicitoit à prendre le Parti du Roi. Le Comte répondit au Prince, qu'il lui conseilloit de se remettre entre les mains du Parlement. Malgré cette Réponse rebutante, le Prince ne laissa pas de lui envoyer encore Monsieur *Crofts* mari de sa Tante, se persuadant, qu'il n'avoit pas osé découvrir ses sentimens à *Seymour*. Mais *Crofts* ne rapporta pas une Réponse plus satisfaisante. Il paroît par-là, que le Prince croyoit avoir lieu de compter sur le Comte de Warwick, comme le Comte de Clarendon l'insinué, & voici quel étoit le fondement de son espérance, qui n'étoit proprement qu'un effet de sa prévention, ou plutôt de celle de tout le Parti du Roi. Les Commissaires d'Ecosse, comme je l'ai déjà dit, n'avoient pas instruit les Chefs des Presbytériens du détail du Traité qu'ils avoient conclu avec le Roi dans l'Isle de Wight. Ils leur avoient seulement fait entendre, qu'on lèveroit une Armée en Ecosse, pour tirer le Roi d'entre les mains des Indépendans, & qu'il étoit nécessaire que le Parti du Roi, & les Presbytériens secondassent ces efforts, en agissant conjointement avec elle, ou séparément. Cette proposition ayant été approuvée, les partisans du Roi, & les Presbytériens se préparèrent à favoriser les desseins des Ecossois, par des soulèvemens en plusieurs endroits du Royaume, ainsi qu'il a été dit. Les affaires étant dans cette situation, le Comte de Holland, qui avoit joué un assez mauvais personnage dans la dernière Guerre, voulut en cette occasion se reconcilier avec le Roi, en travaillant à son rétablissement. Pour cet effet, il reçut une Commission du Prince de Galles, qui lui donnoit pouvoir de lever des Troupes pour le service du Roi, & le Comte de Warwick son Frere promit de lui aider à exécuter ses desseins.

C'est ce que le Prince sçavoit, & qui lui faisoit croire que le Comte de Warwick étoit dans les mêmes dispositions que le Comte son Frere. Mais il y avoit une grande différence entre les vûes des Partisans du Roi, & celles des Presbytériens. Ceux-ci, dont le Comte de Warwick étoit un des Chefs, ne prétendoient pas rétablir le Roi purement & simplement, mais seulement le tirer d'entre les mains des Indépendans, pour faire ensuite des conditions avec lui, ce qu'ils appelloient établir la Paix du Royaume. Mais le Prince, & tout le Parti du Roi, ne vouloient point comprendre cette différence; & se persuadoient mal-à-propos, que tous ceux qui avoient promis d'agir contre les Indépendans, s'étoient, par cela même, engagés à servir le Roi sans condition. C'étoit en cela que consistoit l'équivoque. Il est donc manifeste, que le Comte de Warwick, qui agissoit selon les vûes des Presbytériens, ne pouvoit pas croire qu'il fût de son intérêt, de se livrer au Prince avec sa Flotte, puisque malgré l'occasion qui engageoit les Presbytériens à se tenir prêts pour agir contre l'Armée, ils ne laissoient pas de regarder toujours le Parti du Roi, comme un véritable ennemi.

Au commencement du mois de Juin, les amis du Roi trouverent le moyen de surprendre le Château de *Pontfract* dans la Province d'Yorck, & y mirent

Surprise du
Château de
Pontfract.

CHARLES

I.

1648.

Rushworth,

Vol. VII. pag.

1133.

Projet du
Comte de
Holland.Il est joint
par le Duc
de Buc-
kingham &
autres.*Rushworth*,
Vol. VII. p.

1180.

Ils écrivent
à la Ville
de Londres.

7. Juillet.

Ils sont dé-
clarez Trai-
tres.Ils sont bat-
tus proche
de Kingston.*Ibid.* p. 1182.

une bonne Garnison. Peu de tems après, le Château de *Scarborowgh* se révolta contre le Parlement, & se déclara pour le Roi.

L'Armée d'Ecosse étant enfin sur le point d'entrer en Angleterre, le Général Fairfax étant toujours occupé au blocus de Colchester, & Cromwell au Siège du Château de Pembrock, & n'y ayant que deux Régimens dans Londres, le Comte de Holland crut qu'il ne pouvoit prendre un tems plus favorable, pour exécuter le dessein qu'il avoit formé en faveur du Roi. Il y avoit déjà du tems que toute la Ville de Londres étoit informée de ce dessein. On sçavoit par avance, le jour que le Comte de Holland en devoit partir, sans qu'il parût que le Parlement y fît aucune attention. Ce n'est pas qu'il l'ignorât : mais les affaires avoient beaucoup changé de face, depuis que l'Armée s'étoit éloignée de Londres. Les Indépendans n'étoient plus maîtres dans le Parlement, & les Presbytériens commençoient à lever la tête. Par cette raison, les Indépendans ne jugeoient pas à propos dans une semblable conjoncture, de faire des démarches qui pussent engager la Ville de Londres à se déclarer ouvertement. D'un autre côté, les Membres Presbytériens n'avoient garde de faire aucun effort pour prévenir le dessein du Comte de Holland, qu'ils regardoient comme une dépendance du Complot général, qui s'étoit fait pour tirer le Roi d'entre les mains de l'Armée. Ainsi, le Comte partit publiquement de Londres, accompagné d'environ cent Cavaliers, & se rendit à Kingston sur la Tamise, où le jeune Duc de *Buckingham*, le Chevalier *François Villers* son frere, & le Comte de *Peterborowgh* allèrent le rejoindre avec quelques Troupes. Dès qu'ils furent ensemble, ils écrivirent au Maire & au Conseil Commun de Londres, pour les informer, que leur intention étoit de se joindre aux forces de *Surrey*, de *Suffex*, & de *Middlesex*, à dessein de délivrer le Roi, & de le conduire avec honneur à son Parlement, pour établir une heureuse Paix; que par cette raison ils prioient la Ville de s'unir avec eux puisqu'ils ne souhaitoient que la Paix & le bien du Royaume, selon le Covenant. Ces dernières paroles, selon le Covenant, leur parurent nécessaires, parce qu'ils sçavoient bien, que les Presbytériens ne souhaitoient rien avec plus d'ardeur, que la confirmation du Covenant. Mais les Magistrats de Londres ne trouverent pas à propos de se donner pour Chefs, le Comte de Holland, qui n'étoit pas en trop bonne réputation, ni le Duc de Buckingham, jeune homme sans expérience, qui ne pensoit qu'à servir le Roi sans se mettre beaucoup en peine du Public, ni du Covenant; ni, en un mot, aucun de ces Seigneurs, dont les principes n'étoient nullement conformes à ceux des Presbytériens. Ainsi, sans faire Réponse à cette Lettre, ils l'envoyèrent au Parlement, qui déclara sur le champ Traîtres, les Seigneurs qui l'avoient signé.

Le même jour que la Lettre fut écrite, le Colonel *Lewesey*, qui avoit avec lui, quelques Compagnies des deux Régimens qui étoient en quartier dans la Ville de Westminster, rencontra ces Seigneurs tout proche de Kingston & les mit dans une entière déroute. Mais ce ne fut des deux côtez, qu'un combat de la Cavalerie, l'Infanterie de *Lewesey* les poursuivit chaudement jusqu'à Kingston, où l'Infanterie des Seigneurs fit ferme, & empêcha la Cavalerie ennemie d'entrer dans la Ville. Cette même nuit, ils abandonnerent Kingston, & se retirèrent du côté de St. Alban, avec environ quatre cens hommes.

Ce-

Cependant , le Général Fairfax , ayant appris ce soulèvement , avoit détaché du blocus de Colchester , le Colonel *Scroop* avec un Régiment de Cavalerie , pour aller secourir les Troupes du Parlement. *Scroop* , étant arrivé à *Hartford* , fut informé que les Seigneurs , qui avoient été battus à *Kingston* , étoient à *Saint Neots* , où ils faisoient une assez mauvaise garde. Sur cet avis , il se mit en marche pendant la nuit , & les surprit dans cette petite Ville , où il tua quelques-uns de leurs gens , fit plus de cent prisonniers , & dispersa tout le reste. Le Chevalier *Villers* fut tué. Le Duc de *Buckingham* son frere trouva le moyen de se sauver , & le Comte de *Holland* fut pris , conduit à *Londres* , & ensuite enfermé dans le Château de *Warwick*. Ainsi s'évanouit cette entreprise mal concertée , & encore plus mal conduite par des gens qui n'avoient aucune expérience dans la Guerre.

Enfin , le Duc d'*Hamilton* entra en Angleterre à la tête de l'Armée d'Ecosse , le 11. du mois de Juillet. Le même jour , le Château de *Pembrock* se rendit à *Cromwell* qui fit partir d'abord , un Corps de Cavalerie pour aller renforcer l'Armée du Nord , commandée par le Major Général *Lambert*. Il partit lui-même trois jours après , avec le reste de ses Troupes qui étoient déjà fort fatiguées par le Siège qu'elles venoient de faire , & dont la plus grande partie manquoit de bas & de souliers , quoiqu'elles entreprissent une longue marche qui , vrai-semblablement , devoit être suivie d'une Bataille. Ces difficultez ne rebuterent point *Cromwell*. Il continua sa marche avec autant de diligence qu'il lui fut possible , & néanmoins , il ne put joindre *Lambert* que vers le milieu du mois d'Août. Il faut voir présentement ce que faisoit le Duc d'*Hamilton* , pendant que *Cromwell* marchoit à lui.

Le but de ceux qui avoient obtenu qu'on leveroit une Armée en Ecosse , sembloit être de secourir les Presbytériens d'Angleterre , de délivrer le Parlement du joug des Indépendans , & de tirer le Roi d'entre les mains de l'Armée. C'étoit-là , du moins , ce qu'on avoit allégué de plus plausible pour faire consentir le Parlement d'Ecosse à cette expédition extraordinaire. Mais on peut douter avec beaucoup de fondement que ce fût-là ce que tous les Chefs de ce Parti-là se proposoient. Selon les apparences , quelques-uns , du nombre desquels étoient le Duc d'*Hamilton* , & le Comte de *Lanarick* son frere , ne cherchoient qu'à rétablir le Roi sans condition , ou du moins , sans autre condition que celle qu'il avoit lui-même toujours proposée , c'est-à-dire , la promesse d'observer les anciennes Loix. Ils ne se mettoient pas beaucoup en peine de maintenir l'établissement du Presbytérianisme en Angleterre , ou le Covenant des deux Nations. D'autres , comme les Comtes de *Lowdon* , & de *Lautherdale* qui avoient été Commissaires en Angleterre , avoient véritablement dessein de servir le Roi , mais sous ces deux conditions , que le Gouvernement Presbytérien seroit établi dans l'Eglise d'Angleterre , & que le Covenant seroit exactement observé. Comme ils croyoient avoir assez bien pourvu à ces deux Articles , par le Traité qu'ils avoient conclu avec le Roi dans l'Isle de *Wight* , ils s'embarassoient peu des autres conditions que le Parlement d'Angleterre demandoit au Roi , sur la Milice , sur la nomination aux grands Emplois , &c. Mais il y a beaucoup d'apparence , que leur dessein étoit de se tromper mutuellement. Ceux-ci prétendoient se servir du

CHARLES
I.
1648.
Ils sont surpris à St. Neots, où le Comte de Holland est pris.
Ibid. p. 1187.

L'Armée d'Ecosse entre en Angleterre , Le Château de *Pembrock* se rend à *Cromwell*.
11. Juillet.
Il se met en marche vers le Nord, *Rushworth*, Vol. VII. p. 1190.

But du Duc d'*Hamilton*.

Les Commissaires d'Ecosse , & le Parti du Roi, veulent se tromper réciproquement.

Parti

CHARLES
I.
1648.

Le Duc
d'Hamilton
perd beau-
coup de
tems dans
le Nord.

Parti du Roi pour procurer l'exécution du Traité, signé dans l'Isle de Wight, & le Parti du Roi, en feignant de consentir à ce que les autres désiroient, prétendoit se servir d'eux pour mettre le Roi en état de ne pouvoir être forcé à recevoir des conditions.

La conduite du Duc d'Hamilton, depuis qu'il fut entré en Angleterre, me paroît une preuve bien forte, que son intention n'étoit pas d'agir en faveur des Presbytériens. S'il avoit eu ce dessein, il semble qu'il n'auroit pas dû perdre, comme il fit, quarante jours dans les Provinces du Nord, & qu'il auroit dû marcher droit à Londres. Lambert n'auroit pas pû s'opposer à sa marche, étant beaucoup plus foible que lui. Cromwell étoit encore occupé au Pais de Galles, & Fairfax au blocus de Colchester. Vrai-semblablement, si, sans perdre aucun tems, il avoit marché droit à Londres, il y seroit arrivé avant que Cromwell & Lambert eussent pû se joindre, & si Fairfax avoit quitté le blocus de Colchester, pour aller se jeter dans Londres, il y a beaucoup d'apparence que les habitans lui en auroient refusé l'entrée, puisqu'ils se feroient vûs appuyez de l'Armée d'Ecosse. Du moins, en cas que Fairfax eût abandonné le blocus de Colchester, cette Ville étant délivrée, toute la Province d'Essex, & sans doute, celle de Suffolk & de Norfolk auroient joint leurs Forces à celles d'Ecosse. Enfin, si cette Armée avoit marché vers le milieu du Royaume, il n'y a point de doute qu'il n'y eût eu, en divers endroits, des soulèvemens qui auroient causé de grands embarras à l'Armée des Indépendans.

Que si le Duc d'Hamilton avoit pu arriver à Londres, certainement, la Ville & le Parlement se feroient hautement déclarer contre l'Armée, & auroient sans doute chassé du Parlement, les Membres Indépendans. On verra dans la suite, que ce ne sont pas-là de simples conjectures, vû ce qui se passoit dans la Ville & dans le Parlement, pendant qu'on s'attendoit que l'Armée d'Ecosse prendroit le parti que je viens de dire.

Conjecture
du Comte
de Clarendon.

Mais le Duc d'Hamilton avoit sans doute d'autres vûës, puisqu'il demeura plus d'un mois dans les Provinces du Nord, sans aucune nécessité. Le Comte de Clarendon conjecture, que le dessein du Duc étoit de donner le tems à l'Armée Angloise, de subjuguier tous les Partisans du Roi, qui s'étoient soulevés en divers endroits, afin qu'ils ne fussent pas en état de s'opposer aux desseins des Presbytériens. Mais quelque respect que j'aye pour cet illustre Historien, je ne puis être en cela de son sentiment, pour deux raisons qui me paroissent très-fortes. La première est, que le Duc d'Hamilton n'étoit pas du nombre des Presbytériens zélez. Au contraire, quoiqu'il eût signé le Covenant, il étoit Episcopal dans le cœur, comme il l'avoit bien fait paroître, pendant qu'il l'avoit pû faire sans se ruiner. La seconde, que c'étoit lui qui avoit le plus caressé, & attiré en Ecosse les Partisans du Roi, pendant qu'on travailloit à Edimbourg, à faire ordonner la levée d'une Armée.

Autre con-
jecture.

Jecroirois plutôt qu'il avoit un but directement opposé à celui que le Comte de Clarendon lui attribue; Qu'au lieu de vouloir favoriser le Parti Presbytérien, il craignoit au contraire, de se rendre trop puissant, en s'approchant de Londres, sachant bien que, quand le Roi seroit entre les mains des Presbytériens, il n'en seroit guères plus heureux. Il y a beaucoup d'apparence

rence que son long séjour dans le Nord n'étoit que pour donner lieu aux amis que le Roi avoit dans ces quartiers-là, de se joindre aux Forces qui étoient sous le commandement de *Langdale*, & de rendre par-là, le Parti du Roi supérieur.

Quoiqu'il en soit, pour ne pas s'arrêter trop long-tems sur des conjectures, dès que le Duc d'Hamilton fut entré en Angleterre, il se rendit à Carlisle, d'où il ôta la Garnison Angloise que Musgrave y avoit mise, & y en mit une Ecoissoise. Quelques jours après, Langdale le joignit avec un Corps d'environ quatre mille hommes de pied Anglois, & de sept ou huit cens Chevaux. Mais les Troupes Angloises demeurèrent toujours séparées, faisant un Corps à part, & dans les marches, Langdale marchoit toujours un jour devant l'Armée d'Ecosse. C'étoit pour éluder en quelque maniere les Ordres du Parlement d'Ecosse, que les Anglois, qui n'auroient pas juré le Covenant, ne seroient point reçus dans l'Armée, & qu'on n'agiroit point conjointement avec eux. Mais cela n'empêchoit pas que les Anglois & les Ecoissois ne fissent une même Armée sous le Commandement du Duc d'Hamilton, de qui Langdale recevoit les Ordres. Lambert, qui s'étoit posté tout proche du lieu où les deux Armées se joignirent, ou du moins s'approcherent l'une de l'autre, se retira dans un si grand désordre, que selon les apparences, il auroit été défait, s'il avoit été poursuivi; mais le Duc d'Hamilton ne jugea pas à propos de profiter de cet avantage. Il demeura quelques jours à Carlisle, après quoi il marcha vers *Kendal* dans la Province de *Westmorland*, où il séjourna plus long-tems, jusqu'à ce que, ne trouvant plus de quoi faire subsister son Armée, il se vit comme contraint d'entrer dans la Province de *Lencastr*, avec une partie de son Armée, pendant qu'il laissoit le reste à *Kendal*. Enfin il marcha jusqu'à *Preston*, où ils s'arrêtèrent, on ne sçait à quel dessein, à moins que ce ne fût pour attendre *Monroe*, qui lui amenoit d'Ecosse trois-mille hommes.

Cependant, Cromwell étant arrivé dans la Province d'*Yorck*, Lambert alla le joindre incontinent, & ils marcherent ensemble, droit à *Preston* où étoit le Duc d'Hamilton. Langdale, qui faisoit l'avantgarde de l'Armée du Duc avec ses Troupes Angloises, le fit avertir que Cromwell n'étoit pas loin, qu'il venoit dans l'intention de lui livrer Bataille, & que, par conséquent, il étoit nécessaire de tenir ses quartiers plus serrez, & plus proches les uns des autres.

Mais le Duc ne fit aucune attention à cet avis, se persuadant que ce ne pouvoit être que quelque détachement de l'Armée de Cromwell. Enfin, Langdale fut rencontré & attaqué par la Cavalerie ennemie qui le poussa jusqu'à *Preston*. Il amena même quelques prisonniers, qui assurerent que tout l'Armée de Cromwell étoit proche. Cela fut cause que le Duc le renvoya à ses Troupes, avec promesse de lui envoyer du secours: mais il ne lui tint pas parole. Ainsi Langdale étant attaqué se vit obligé de soutenir un combat fort inégal, qui dura pourtant cinq ou six heures: mais enfin, il fut mis dans une entière déroute.

Immédiatement après la Cavalerie de Cromwell marcha droit à *Preston* où tout étoit dans une si grande confusion, qu'on ne pensoit qu'à se sauver. Le Duc lui-même trouva qu'il étoit à propos de se retirer par le Pont, lequel il tâcha inutilement de garder après l'avoir passé. Voici la Lettre que

CHARLES
I.
1648.

Marches du
Duc.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1193.
Langdale le
joint.

Le Duc en-
tre dans la
Province de
Lencastr.

Cromwell
se joint à
Lambert.

Il bat Lang-
dale.

L'Armée du
Duc est mi-
se dans une
entière dé-
route.

CHARLES
I.
1648.

Lettre de
Cromwell
sur ce sujet.
Rusvorth,
Vol. VII. p.
1237.

Cromwell écrivit au Parlement le 20. d'Août, qui contient un détail circonstancié de ce qui se passa entre les deux Armées, le 17. le 18. & le 19. d'Août.

Après la jonction des Troupes que j'ai amené du País de Galles avec l'Armée du Nord proche de Knaresborowgh & de Whiterley, ayant eu avis que l'ennemi s'avançoit dans le Comté de Lancastre, nous marchâmes le 15. de ce mois à Hodderbridge sur la Ribble, où nous tinmes Conseil de Guerre. Comme nous avions avis que l'ennemi avoit dessein de marcher à Londres, & que Monroe, avec douze cens chevaux, & quinze cens hommes d'Infanterie, marchoit vers la Province de Lancastre pour renforcer leur Armée, nous jugeâmes qu'il étoit à propos de donner bataille. Nous passâmes donc la Ribble cette même nuit, & le lendemain matin nous marchâmes vers Preston, ayant eu avis que les Troupes des ennemis s'assembloient aux environs de cette Ville. Nous fîmes d'abord un détachement de deux cens Chevaux & de quatre cens Fantassins, qui entretenrent le combat avec les Gardes avancées des ennemis, jusqu'à ce que notre Armée arriva. Aussi-tôt que toute l'Armée fut arrivée, nous résolûmes de combattre, & pour cet effet, nous fîmes avancer quelques Troupes pendant que nous nous mettions en bataille, autant que le put permettre le terrain qui est plein de hayes, & marécageux. Nous les attaquâmes donc dans un chemin fort étroit d'où nous les contraignîmes de se retirer après un combat de quatre heures, jusqu'à ce qu'enfin nous arrivâmes à la Ville, où quatre Compagnies de mon Régiment entrèrent les premières, & furent suivies du Régiment de Harrisson. Il y eut encore un rude combat dans la Ville : mais enfin les ennemis trouverent à propos de l'abandonner, & nous leur tuâmes beaucoup de monde, & fîmes plusieurs prisonniers. Le Duc, avec les troupes d'Ecosse, se retira au de-là du Pont, dont il voulut s'assurer : mais, après une action fort chaude, ils furent contraints de l'abandonner. La nuit nous empêcha d'aller attaquer les ennemis qui s'étoient mis en bataille à une portée de mousquet du Pont dont nous nous étions rendus maîtres. Lorsque nous entrâmes dans la Ville, un grand nombre de Cavaliers ennemis s'enfuirent par le chemin de Lancastre. Mais notre Cavalerie les suivit fort loin, leur prit cinq cens Chevaux, & fit beaucoup de prisonniers. Ce combat nous rendit maîtres de la plus grande partie de leurs munitions. Je croi qu'ils y ont bien perdu quatre ou cinq mille armes, & que nous leur avons tué environ mille hommes, & fait quatre mille prisonniers, dans ce premier jour.

Les ennemis se retirèrent pendant la nuit, au nombre de sept ou huit mille hommes d'Infanterie, & de quatre mille Chevaux, & dès le matin, nous nous mîmes à leurs trousses avec trois-mille hommes de pied, & deux mille cinq cens Cavaliers ou Dragons. Nous les poursuivîmes chandement, & fîmes un grand nombre de prisonniers. Mais avant que le reste de notre Armée fût arrivé, ils avoient déjà gagné Wiggham, & nous fûmes contraints de coucher cette nuit dans la bouë, fort fatiguez, outre quelque escarmouche qu'il nous fallut encore soutenir. Nous prîmes ce jour-là, le Major Général van Drusk, le Colonel Murray, & le Lieutenant Colonel Ennis.

Le lendemain matin, les ennemis se mirent en marche vers Warrington, & firent ferme, après avoir passé un défilé. On les entreprit dans ce lieu, jusqu'à ce que toutes nos troupes fussent arrivées, après quoi, nous les attaquâmes. Ils défendirent le défilé durant plusieurs heures : mais avec le secours de Dieu, nos
gens

gens les presserent si vivement , qu'enfin ils leur firent abandonner ce poste , après en avoir tué environ mille , & fait plus de deux mille prisonniers , Ils les poursuivirent même jusqu'à Warrington , où les ennemis étoient déjà maîtres du Pont. Aussi-tôt que nous y fumes arrivés , le Lieutenant Général Bayley , qui y commandoit , offrit de capituler. Je consentis à leur donner la vie , à condition qu'ils se rendroient prisonniers de Guerre , & qu'ils nous livreroient leurs Chevaux , leurs Armes , & leurs Munitions , ce qu'ils acceptèrent. Nous trouvâmes-là des armes pour armer quatre mille hommes , & nous fîmes un pareil nombre de prisonniers ; tellement que leur Infanterie est ruinée sans ressource.

CHARLES
I.
1648.

Le Duc d'Hamilton marcha plus loin vers Namptwich , avec le reste de sa Cavalerie , faisant environ trois mille hommes , & j'apprends que les gens du Pais en ont pris environ cinquante , & qu'ils tuent ou font prisonniers ceux qu'ils trouvent écartez. J'ai envoyé des Express à Mylord Grey , & au Chevalier Edoüard Roades , pour les prier d'assembler en diligence , autant de monde qu'ils pourront , afin de poursuivre les ennemis. Monroe est dans le Cumberland avec ses Troupes , & beaucoup de Cavaliers fugitifs de l'Armée du Duc , qui sont allez le joindre. Mais je laisse ici un Corps considérable qui sera , comme je l'espère en état de lui résister , jusqu'à ce que nous ayons fait ailleurs.

Voilà les particularitez de cette victoire. Je n'ai pu en dire moins , puisque la main de Dieu y a paru si manifestement ; & je n'ai pas voulu en dire davantage , de peur de donner lieu de croire que c'est l'ouvrage des hommes. Permettez-moi seulement d'ajouter un mot , afin qu'en voyant l'inégalité du nombre des deux Armées , tout le monde reconnoisse la main de Dieu dans cette affaire. L'Armée d'Ecosse ne pouvoit pas être moindre que de douze mille hommes d'Infanterie , & cinq mille de Cavalerie. Langdale n'avoit pas moins de deux mille cinq cens hommes de pied , & de quinze cens Chevaux , ce qui faisoit en tout vingt & un mille hommes ; & notre Armée n'étoit que de huit mille six cens hommes. Autant que nous en pouvions juger , nous leur en avons tué deux mille , & fait huit ou neuf mille prisonniers , outre ceux qui se cachent dans les Bois , & que les Gens du Pais assomment ou amènent journellement.

Pour achever de rapporter , en peu de mots , la catastrophe du Duc d'Hamilton & de son Armée , j'ajouterai à ce qu'on vient de voir dans la Lettre de Cromwell , que le Duc , s'étant retiré à Namptwich , & se trouvant poursuivi par Lambert avec un gros Corps de Cavalerie , marcha jusqu'à Uxeter , où Lambert fut presque aussi-tôt que lui , & où les Ecossois ne firent pas même mine de se mettre en défense. Pour tout dire en un mot , le Duc fut pris avec tous les Officiers qui étoient avec lui , & de toute cette Armée , il ne se sauva que les Cavaliers qui allèrent joindre Monroe dans le Cumberland. C'est à cela qu'aboutit le grand effort qu'on avoit fait en Ecosse en faveur du Roi. Je dis en faveur du Roi , parce qu'il est certain que la plupart des auteurs de cette entreprise avoient pour but le rétablissement du Roi , quoi qu'ils le couvrirent sous d'autres prétextes.

Le Duc est
fait prison-
nier & toute
son Armée
est dissipée.

La défaite de l'Armée d'Ecosse fut suivie , peu de jours après , de la prise de Colchester , dont le blocus avoit duré plus de deux mois. Les assiégés ayant été contraints de se rendre à discrétion , le Général assembla un Conseil de Guerre qui ordonna , que le Lord Lisle , & les Chevaliers Lucas & Gascoing

Colchester
se rend à
discrétion
au Général
Fairfax.
27. Août.

CHARLES
I.
1648.

RuhsWorch,
Vol. VII. p.
1241.

Le Lord
Lisle & le
Chevalier
Lucas sont
arquebusez.
Ibid. p. 1243.
Le Comte
de Lauther-
dale presse
en vain le
Prince de
Galles d'al-
ler en Eco-
sse.

Etat du
Parlement
& de Lon-
dres; pen-
dant la
Campagne.
Les Indé-
pendans do-
minent dans
le Parle-
ment.

Les Presby-
tériens se
confient
au secours
de l'Ecosse.

Politique
des Presby-
tériens.

(1) feroient arquebusez. La Sentence fut exécutée à l'égard des deux premiers. Mais le Général ayant appris que le troisième étoit de Florence, il lui sauva la vie, de peur que le Grand Duc n'usât de représailles sur les Gentilshommes Anglois qui voyageoient assez fréquemment dans ses Etats.

Le Prince de Galles étoit à la Haye, lorsque la nouvelle de la défaite du Duc d'Hamilton, y arriva. Le lendemain, il vit venir le Comte de Lautherdale avec une Lettre du Parlement d'Ecosse qui l'invitoit à se rendre en ce Pais-là, pour aller se mettre à la tête de l'Armée Ecossoise, qui étoit entrée en Angleterre. Mais la nouvelle qu'il avoit reçue le jour précédent, s'étant confirmée, il ne jugea pas à propos de s'aller exposer inutilement, quoique le Comte de Lautherdale le pressât extraordinairement de partir. Ainsi ce Seigneur se vit obligé de s'en retourner tout seul.

Après avoir rapporté ce que produisirent les divers mouvemens que le Parti du Roi avoit excités depuis sept ou huit mois, il faut, avant que d'aller plus loin, parler de ce qui s'étoit passé dans le Parlement, & dans Londres, durant tout ce tems-là.

Depuis que les deux Chambres eurent voté qu'on ne s'adresseroit plus au Roi, il y avoit une parfaite intelligence entre le Parlement & l'Armée. Celle-ci ne prétendoit plus se mêler de ce qui regardoit le Gouvernement. Elle consentoit, que les Troupes surnuméraires, c'est-à-dire, celles qui n'étoient pas sur l'établissement qu'on venoit de faire, fussent congédiés par Compagnies, à mesure qu'on avoit de l'argent pour les payer. Elle promettoit de se retirer dans les Places aussi-tôt que le Parlement auroit établi les fonds nécessaires pour la payer régulièrement. Cette complaisance, où plutôt cette soumission pour le Parlement, venoit de ce que les Indépendans dominoient dans les deux Chambres, & qu'il ne s'y prenoit point de résolution qui ne fût dirigée par ce Parti, ou du moins, il ne s'y en prenoit point qui pût être contraire à ses vûes.

D'un autre côté, quoique les Presbytériens ne fussent pas fâchés qu'il y eût dans le Royaume, des soulèvemens capables de donner de l'occupation à l'Armée, & de l'obliger à s'éloigner de Londres, ils avoient pourtant à craindre que le Parti du Roi ne se rendît trop puissant, avant que l'Armée d'Ecosse fût entrée en Angleterre. C'étoit sur cette Armée qu'ils fondonoient leur espérance de se rendre encore une fois maîtres du Parlement, & du Royaume.

Mais ils comprenoient bien qu'avant que d'avoir reçu de l'Ecosse les secours qu'ils en attendoient, il n'étoit pas de leur intérêt d'appuyer les efforts du Parti Royal, dont les vûes étoient très-oppoées aux leurs, de peur de le mettre en état de renouveler la Guerre, par ses propres forces. D'un autre côté, ils auroient agi fort imprudemment, s'ils se fussent hautement déclarés contre l'Armée, pendant qu'elle étoit encore proche de Londres, sans qu'il y eût aucunes forces capables de lui résister. Il n'y avoit que le secours d'Ecosse qui pût les mettre en état de lever la tête. Ce fut par cette raison que les Votes du Parlement furent toujours unanimes, pour condamner les sou-
lève-

(1) Ou plutôt *Guaſconi*, car c'étoit le nom de ce Florentin que les Anglois appelloient *Gaſcoing*.

lévemens du Païs de Galles, de Kent, d'Essex, du Comte de Holland, & du Duc de Buckingham. Ce fut encore ce qui fit que les Indépendans ne trouverent aucun obstacle à faire déclarer les onze Membres des Communes accusés par l'Armée, incapables de servir dans le Parlement, & à faire ordonner, que le Maire, les Aldermans de Londres, & sept Seigneurs de la Chambre Haute, seroient poursuivis à toute rigueur, pour avoir eu part au tumulte du 26. de Juillet. C'étoient-là des résolutions d'un Parlement qui étoit encore dirigé & gouverné par les Indépendans. Mais quand une fois Cromwell fut engagé dans le Païs de Galles avec une partie de l'Armée, Fairfax au blocus de Colchester, & quand la surprise de Barwick, & de Carlisle eurent rendu nécessaire l'envoi de quelques Régimens dans le Nord, les affaires commencerent à changer de face. Les Membres du Parlement indépendans se virent obligés, à leur tour, de dissimuler, & de consentir à des choses auxquelles ils se seroient sans doute opposés, s'ils avoient eu l'Armée auprès d'eux pour les soutenir.

CHARLES
I.
1648.

Ils repren-
nent le des-
sus dans le
Parlement.

Le 28. d'Avril, avant que l'Armée se fût éloignée de Londres, sur un rapport vrai ou faux, qui fut fait au Parlement, que quelques Officiers de l'Armée avoient comploté de venir piller la Ville, le Conseil Commun avoit présenté une Requête à la Chambre Basse, pour demander qu'on rendît à la Ville ses chaînes qui lui avoient été enlevées: Qu'on renouvelât la Commission du Major Général Skippon, pour commander les Forces de Londres, & que l'Armée s'éloignât. Il est manifeste que par-là le Conseil Commun vouloit se préparer un moyen d'agir lorsque l'Armée d'Ecosse seroit entrée dans le Royaume. Car il ne pouvoit se persuader que les Ecoissois eussent d'autre intention, que de soutenir le Parti Presbytérien en Angleterre. La Chambre accorda les deux premières demandes, & prit du tems pour délibérer sur la dernière.

Requête de
Londres.
28. Avril.

Le 28. du même mois, la Chambre des Communes ayant délibéré sur la forme du Gouvernement qui devoit être établi, vota :

Votes des
Communes
Rushworth,
Vol. VII. p.
1074.

1. Que le Gouvernement seroit sous un Roi, une Chambre de Pairs, & une Chambre des Communes.
2. Que les propositions qu'on avoit envoyées au Roi à Hamptoncourt serviroient de fondement pour établir le Gouvernement du Royaume.
3. Que chaque Membre pourroit dire son sentiment par rapport au Roi, avec une entière liberté.

Ces résolutions étoient directement opposées aux vûes des Indépendans qui se proposoient d'abolir la puissance Royale, & d'établir une République. Mais comme leur intention étoit encore secrète, ou que du moins, ils ne l'avoient pas déclarée, ils ne jugerent pas à propos de la faire paroître trop ouvertement, en s'opposant à ces Votes.

Quelques jours après, divers habitans de Londres présentèrent une Requête au Conseil Commun pour demander, que le Maire & les Shérifs de Londres fussent Membres du Comité de la Milice, & que le reste du Comité fût choisi tous les ans, par le Conseil Commun.

Requête au
Conseil
Commun
touchant la
Milice.
Rushworth,
Vol. VII. pag.
1107.

Sur cette Requête, le Maire & le Conseil Commun en présentèrent une au Parlement, dans laquelle ils exposoient :

„ Que le Général ayant fait sçavoir au Parlement, par une Lettre qui leur

CHAR-
LES I.
1648.
Requête
du Con-
seil du
Parle-
ment.

avoit été communiquée , qu'il alloit retirer les deux Régimens qui étoient dans la Ville de Westminster , ils concevoient que désormais , ce seroit à la Ville à pourvoir à la garde du Parlement , à quoi ils étoient prêts de satisfaire , pourvu qu'ils fussent autorisez pour établir leur propre Milice , comme ils le trouveroient à propos.

» Que le Maire , & le Conseil Commun eussent pouvoir par une Ordonnance des deux Chambres , de choisir le Committé de leur Milice , & d'en présenter les noms aux deux Chambres , afin que les forces de la Ville fussent mieux unies , & plus en état de garder le Parlement.

» Que le commandement de la Tour fût confié à celui qui seroit recommandé aux deux Chambres , par le Conseil Commun.

» Qu'on retirât de la Tour , les Troupes qu'on y avoit fait entrer» .

Tout cela leur fut accordé contre l'intérêt des Indépendans qui , peu de mois auparavant , avoient fait ordonner le contraire , parce qu'ils sçavoient bien que Londres n'étoit pas pour eux. Ainsi , la Ville tâchoit peu à-peu , sous divers prétextes , de se mettre en état d'agir quand il en seroit tems.

Déclaration
de la Cham-
bre Basse.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1102.

Il paroît encore par une Déclaration de la Chambre des Communes du 5. de Mai , combien le Parti Presbytérien commençoit à prendre le dessus dans le Parlement. Cette Déclaration portoit , *Que la Chambre étoit dans l'intention de maintenir le Covenant , & les Traitez faits avec l'Ecosse , & qu'elle étoit prête à se joindre aux Ecossois , pour traiter avec le Roi , sur les propositions dont les deux Royaumes étoient convenus.* C'étoit-là , une pierre d'attente , pour s'unir avec les Ecossois , dès qu'ils seroient entrez dans le Royaume. Vraisemblablement , les Communes les croyoient plus prêts qu'ils ne l'étoient , & de plus , elles ignoroient encore , que le but de ceux qui avoient fait résoudre la levée d'une Armée en Ecosse , étoit plutôt de servir le Roi , que de soutenir le parti Presbytérien d'Angleterre. Mais elles ne tarderent pas long-tems à s'appercevoir , que le dessein du Parti Royal n'étoit pas de soutenir les intérêts du Parlement. Si les *Cavaliers* , c'est ainsi qu'on nommoit les Partisans du Roi , s'étoient conduits avec un peu plus de politique , & avec moins de fougue & de passion , ils auroient pû rendre au Roi des services très-considérables. Mais ils faisoient connoître si ouvertement que leur dessein étoit de rétablir le Roi sans condition , que par-là , ils obligeoient les Presbytériens à se tenir sur leurs gardes , & à les contrequarrer même , au lieu d'agir conjointement avec eux , comme les *Cavaliers* l'avoient espéré. Cette passion , ou , si l'on veut , ce zèle extrême pour le service du Roi fut toujours le caractère de ce Parti , & fit souvent échoüer ses desseins. Quelques-uns de ce Parti , habitans de la Province de Surrey , ne purent se contenir aussi long-tems qu'il auroit été à propos pour les intérêts du Roi. Ils assemblèrent un grand nombre de gens , à pied & à cheval , & se rendirent à Westminster , où ils présentèrent aux deux Chambres deux Requêtes en termes si forts , & si absolus , qu'il sembloit , qu'ils se croyoient appuyez de tout le Royaume. Ils demandoient :

Requête de
Surrey en
faveur du
Roi.
Rush-

» Que le Roi fût rétabli dans tous ses droits , & dans toutes ses Prérogatives , conformément aux sermens d'Allégeance & de Suprémacie. Qu'il fût incontinent remis sur le Trône avec la même splendeur que ses Prédécesseurs. Qu'il fût reçu avec honneur & sûreté dans son Parlement , pour y traiter personnel-
» lement

lement, afin qu'il fût en état d'appaiser les troubles du Royaume. Que les Sujets fussent gouvernez par les Loix connues du Pais, & par les Status qui étoient en force. Qu'on prévînt la Guerre qui alloit se renouveler. Qu'on fît exécuter les Ordonnances qui défendoient aux gens de Guerre de prendre des quartiers francs, & qu'on congédiât les Troupes, après leur avoir payé leurs arrérages.

Rien ne pouvoit être plus mal à propos que cette Requête, dans une semblable conjoncture, où il s'agissoit de fomentier la division entre les Presbytériens & les Indépendans, au lieu que la Requête tendoit à les réunir contre le Parti du Roi. Les Seigneurs répondirent, qu'ils étoient actuellement occupés à régler les affaires du Royaume, & qu'ils espéroient d'y réussir à la satisfaction de tout le monde. Pendant que les Communes délibéroient sur leur Réponse, quelques-uns de ceux qui avoient présenté la Requête prirent querelle avec la Garde du Parlement, désarmèrent quelques-uns des Soldats, & en tuèrent un. Il fallut, pour les empêcher de pousser leur violence plus loin, faire venir des détachemens de Cavalerie & d'Infanterie, de la Meuse & de Whitehall, qui en tuèrent & blessèrent quelques-uns avant que de pouvoir les dissiper.

Cette tentative, & un rapport qui fut fait à la Chambre des Communes, qu'on enrolloit secrètement des Soldats dans Londres, & qu'il y avoit un Complot brassé par le Parti du Roi, pour détruire également le Parlement & la Ville, le Parti Presbytérien, & l'Indépendant, furent cause que le Parlement & la Ville s'unirent ensemble très-étroitement. Ils avoient un égal intérêt à se précautionner contre le Parti du Roi qui n'en vouloit pas moins à la Ville qu'au Parlement, & à l'Armée, & à prendre des mesures pour empêcher les Cavaliers, d'exécuter leurs desseins. C'est ainsi que le zèle impétueux des Cavaliers faisoit un tort extrême au Roi: au lieu que s'il avoit été bien dirigé, il auroit pu lui procurer de grands avantages. S'ils avoient pu se résoudre à dissimuler leurs sentimens, pour laisser croire au Parti Presbytérien, que leur unique dessein étoit de tirer le Roi d'entre les mains des Indépendans, & d'agir contre l'Armée, ils auroient, sans doute, considérablement fortifié leur Parti, & les Presbytériens, bien loin de leur nuire, les auroient favorisés. C'étoit-là vraisemblablement, le projet du Duc d'Hamilton, & de ceux qui avoient travaillé à lui faire donner le commandement de l'Armée d'Ecosse. Mais le zèle fougueux & inconsidéré de quelques Particuliers, à qui on n'avoit pas jugé à propos de confier ce secret, fut cause que les Presbytériens ne se tinrent pas moins sur leurs gardes contre les Cavaliers, que contre les Indépendans. Ainsi, dans tous les soulèvemens qu'il y eut en divers endroits du Royaume, pendant qu'on attendoit l'Armée d'Ecosse, il n'y en eut point où les Presbytériens voulussent avoir part, excepté celui de Kent, où quelques-uns des Généraux & Officiers réformez voulurent bien s'engager. Mais après ce coup manqué, ils se tinrent en repos, en attendant le secours des Ecossois sur lequel ils comptoient beaucoup, quoique sans aucun fondement, ainsi que je l'ai déjà dit.

Cependant, les Presbytériens se trouvoient fort embarrassés. L'Armée d'Ecosse ne venoit point encore, & ils n'avoient pas moins à craindre les succès du Roi, que ceux de l'Armée. Ils ne pouvoient donc se joindre à au-

« CHAR-
« LES I.
« 1648.
« North,
« Vol. VII. p.
« 1116.

Union entre le Parlement & la Ville.
20. Mai.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1120.

Les Presbytériens se défient du Parti Royal.

Il se déterminent à faire la Paix avec le Roi, cun

CHARLES
I.
1648.
sous trois
conditions
préalables.

cun de ces deux Partis, sans travailler à leur propre ruïne. Les vûës de tous les trois étoient si opposées, que, quel que fût celui qui prévaudroit, il falloit que les deux autres fussent perdus. Les Presbytériens prirent donc enfin la résolution, de profiter de l'absence de l'Armée, du nombre des voix qu'ils avoient dans le Parlement, & de l'assistance de la Ville de Londres, pour faire la Paix avec le Roi. Mais, pour faire cette Paix, il falloit nécessairement que le Roi consentît à trois conditions, sans lesquelles ils ne pouvoient se résoudre à se reconcilier avec lui. La première étoit, *que la Milice du Royaume seroit, pendant quelques années, entre les mains des deux Chambres.* Cet Article ayant été la cause la plus prochaine, ou du moins, le prétexte de la Guerre, ils ne pouvoient s'en départir sans faire voir manifestement, qu'elle avoit été entreprise sans une absolue nécessité, ce qui les auroit rendu odieux à tout le Royaume. Car pourquoi avoit-on répandu tant de sang, & consumé de si grandes sommes d'argent, si la Paix se pouvoit faire sans cette sûreté? D'ailleurs, en négligeant cet Article, ils se seroient mis, pour ainsi dire, à la discrétion du Roi qu'ils avoient mortellement offensé. La seconde condition étoit, *Que le Gouvernement Presbytérien fût établi par l'autorité du Roi, & des deux Chambres.* Celle-ci ne leur étoit pas moins nécessaire. C'étoit un des motifs les plus puissans qui leur avoit fait entreprendre, & continuer cette Guerre, dans laquelle ils avoient eu des succès dont ils n'étoient pas d'humeur d'abandonner les avantages. Qu'auroient-ils gagné par la Guerre, si par la Paix, ils devoient être remis sous la domination des Evêques & du Clergé Episcopal, leurs mortels ennemis? La troisième condition étoit, *Que le Roi révoqueroit toutes les Proclamations & Déclarations qu'il avoit publiées contre les deux Chambres.* La nécessité de cette condition est évidente, puisque le Roi ayant déclaré Rébelles, les Membres des deux Chambres, elles ne pouvoient traiter avec lui sous cette qualité, sans renoncer à tous leurs droits, & à toutes leurs prétentions.

La résolution de traiter avec le Roi étant prise par les Chefs des Presbytériens, il ne fut plus question que de l'exécuter. Le Général Fairfax étant parti de Windsor le 22. de Mai, pour marcher vers le Nord, quoique, peu de jours après, il se vit obligé de prendre la route de Kent, dès le lendemain, le Conseil Commun de Londres présenta une Adresse aux deux Chambres, dans laquelle il disoit :

Adresse de „ Que la Ville de Londres remercioit les deux Chambres, de ce qu'elles
Londres „ lui avoient accordé ses demandes par rapport à la Milice, & à la Tour. De
au Parle- „ ce qu'elles lui avoient communiqué la résolution qu'elles avoient prise de
ment. „ n'altérer en aucune maniere le Gouvernement établi de tout tems en An-
Rush- „ gleterre, de maintenir inviolablement le Covenant, & les Traitez faits avec
worrb, „ l'Ecosse, & de se joindre aux Ecossois, pour présenter au Roi les Propositions
Vol. VII. p. „ dont les deux Royaumes étoient convenus. Qu'elle les prioit de faire relâ-
1125. „ cher le Recorder, les Aldermans, & les autres Citoyens qui étoient depuis
„ long-tems en prison, & d'employer tous les moyens convenables pour bien
„ établir la Paix du Royaume, & pour conserver l'union entre les Sujets, selon
„ le Covenant.

Remarque „ Cette Adresse fut la première démarche que la Ville de Londres fit pour
sur le chan- donner occasion au Parlement de travailler à la Paix. J'ai dit ci-dessus, que
le

le plus grand nombre des Membres du Parlement étoient Presbytériens, mais que néanmoins, les Indépendans y dominoient, parce qu'ils avoient l'appui de l'Armée. Ainsi, depuis le 6. d'Août 1647. jusque vers la fin du mois de Mai 1648. il a fallu considérer le Parlement comme étant Indépendant, parce que les résolutions qui s'y prenoient étoient dirigées par ce Parti. Mais depuis que l'Armée se fut éloignée de Londres, le Parti Presbytérien reprit le dessus, & comme il ne craignoit plus l'Armée, il fit passer les résolutions les plus convenables à ses intérêts. On ne doit donc plus, depuis ce tems-là, regarder le Parlement comme Indépendant, mais plutôt comme Presbytérien. Cette remarque est absolument nécessaire, pour qu'on puisse bien comprendre la raison de la différence qui se trouve entre la conduite de ce même Parlement, dont il sera parlé tout-à-l'heure, & celle qu'il avoit tenuë depuis le 6. d'Août de l'année précédente.

La Requête, dont je viens de parler, ayant été lûë dans les deux Chambres, elles firent relâcher le *Recorder* & tous les autres prisonniers, à l'exception de trois Aldermans qui avoient été accusez dans toutes les formes, mais qui néanmoins furent aussi délivrez quelques jours après. Elles ordonnèrent encore, que les Soldats qui avoient été postez à la Tour, pour en renforcer la Garnison, retourneroient à leurs Régimens.

Dès le lendemain, les Communes votèrent, malgré les efforts que firent les Membres Indépendans pour s'y opposer, qu'après que le Roi auroit signé trois Bills qui lui seroient présentez, on traiteroit avec lui sur le reste des Propositions dont les deux Royaumes étoient convenus. Ces trois Bills étoient, pour établir la Milice, & le Gouvernement Presbytérien, & pour révoquer les Déclarations publiées contre les deux Chambres. Ces Bills furent prêts le 30. de Mai, & envoyez aux Seigneurs pour avoir leur concurrence. Ce même jour, le Général ayant retiré les Troupes qui étoient à la Tour, à Whitehall, & à la Meuse, pour s'en servir dans son expédition contre les Révoltez de Kent, le Parlement commit à la Milice de Londres, le soin de le garder.

Les Presbytériens se trouvoient fort à leur aise, depuis qu'ils n'étoient plus gourmandez par l'Armée. Mais il leur manquoit encore une chose à quoi ils résolurent de pourvoir. Pendant que le Parlement avoit été gouverné par les Indépendans, les Ecoissois avoient cru avoir lieu de se plaindre de lui, & c'étoit même sur ce prétexte qu'ils levoient une Armée qui devoit marcher en Angleterre. Cela fut causé que le Parlement, devenu Presbytérien, crut qu'il étoit nécessaire de leur ôter tout sujet de plainte, en leur donnant satisfaction, & de leur faire voir, qu'il avoit dessein de se conduire par des maximes différentes de celles qu'il avoit suivies pendant qu'il avoit été sous la ferule des Indépendans. Il avoit déjà déclaré, que son intention étoit de maintenir le Covenant, & les Traitez faits entre les deux Royaumes, & pour en convaincre les Ecoissois, la Chambre des Communes vota que les trois Bills que le Roi devoit signer seroient envoyez au Parlement d'Ecosse, pour avoir son approbation. Il est aisé de comprendre, que le but des deux Chambres étoit de s'assurer du secours de l'Ecosse, & en effet il semble qu'il étoit de l'intérêt de l'Ecosse de s'unir avec le Parlement d'Angleterre, depuis qu'il étoit devenu Presbytérien. Mais, comme je l'ai déjà dit, ceux qui dirigeoient

CHARLES
I.
1648.
gement arri-
vé dans le
Parlement.

Les deman-
des de la
Ville sont
accordées.

Vote pour
traiter avec
le Roi.

La Milice
de Londres
garde le Par-
lement.

Démarches
du Parle-
ment pour
s'unir avec
l'Ecosse.

2. Juin.

CHARLES
1.
1648.

alors le Parlement d'Ecosse, ne cherchoient pas tant l'avantage du Royaume que celui du Roi, & c'est ce que le Parlement d'Angleterre ignoroit encore, ou peut-être avoit-il trop de peine à se le persuader. Il y avoit d'ailleurs dans cette résolution, dont je viens de parler, un grand inconvénient. C'étoit la perte du tems. L'intérêt des Presbytériens demandoit qu'on se hâtât de traiter avec le Roi, pendant que le succès de ce qui se préparoit étoit encore incertain. Mais au contraire le délai étoit avantageux aux Indépendans qui, comme on le verra dans la suite, ne manquèrent pas à se servir de cette méthode pour rompre les mesures de leurs ennemis.

Les onze
Membres
accusés sont
déchargés.

Le lendemain, les Communes ordonnèrent que les onze Membres de leur Chambre, les Seigneurs accusés par l'Armée seroient déchargés de toute Accusation, & reçurent dans leur Chambre, *Glyn* Député pour Westminster, qui en avoit été chassé.

Résolution
de lever des
Troupes.

Comme les deux Chambres comprenoient bien que les divers soulèvemens qui se faisoient dans le Royaume n'étoient qu'en faveur du Roi, elles défendirent, sur peine de la vie, de prendre les armes sans leur autorité. Elles croyoient n'avoir plus besoin de semblables amis pour se défendre contre les Indépendans. Cependant, comme elles n'avoient point d'Armée pour protéger leurs adhérens contre les attentats des *Cavaliers*, il fut proposé de lever des Troupes, & d'obliger les Officiers à signer le Covenant. Mais, après quelques débats sur ce sujet, il ne fut pas jugé à propos de prendre cette résolution. On proposa encore de faire transférer le Roi à Windsor. Mais il ne fut rien ordonné là-dessus. Apparemment, la Chambre ne vit pas par quel moyen elle se feroit obéir, si *Hammond* refusoit de livrer le Roi.

Quoique la résolution de présenter les trois Bills au Roi eût été prise le 2. de Juin, ce ne fut que le 26. que les deux Chambres établirent un Committé pour examiner les moyens de traiter avec le Roi, & ce Committé fit son rapport le 30. Dans cet intervalle, le Maire, les Aldermans & le Conseil Commun de Londres présentèrent aux deux Chambres une Requête par laquelle elles demandoient.

Requête de
Londres
pour un
Traité
person-
nel avec
le Roi.
27. Juin.
*Rush-
worth*,
Vol. VII. p.
1167.

» Qu'on traitât avec le Roi en personne, ou dans Londres, ou ailleurs, comme les deux Chambres le trouveroient à propos.

» Que les Ecossois fussent invitez au Traité.

» Que, selon le Serment d'Allégeance, la Protestation & le Covenant, on prît soin de conserver la personne du Roi, son honneur, & ses revenus.

» Que le pouvoir & les Privilèges du Parlement fussent maintenus, les Sujets rétablis dans leurs droits & Libertez, & que la Religion & le Gouvernement de l'Eglise fussent établis dans la pureté, &c.

La Réponse des deux Chambres fut, qu'elles étoient actuellement occupées à chercher les moyens de faire une bonne Paix, & qu'elles espéroient d'y réüssir à la satisfaction de la Ville de Londres, & de tout le reste du Royaume.

Rapport du
Committé
en faveur
du Roi.

Le rapport du Committé établi pour chercher les moyens de traiter avec le Roi, fut :

1. Que le Vote du 3. de Janvier, par lequel il étoit défendu de présenter des Adresses au Roi, ou d'en recevoir de sa part, fût annullé.

2. Qu'on n'insistât point sur les trois Bills qu'on vouloit faire signer au Roi, avant que de traiter avec lui.

3. Que

3. Que le Roi fût transféré dans quelqu'une de ses maisons, à dix milles de Londres.

Le même jour, les Seigneurs informèrent les Communes, qu'ils approuvoient les trois Propositions du Committé, & qu'ils demandoient leur concurrence. Mais les Communes ne furent pas si promptes que les Seigneurs. Elles ne pouvoient se résoudre à commencer une Négociation avec le Roi, sans être premièrement assurées des trois conditions qui devoient servir de fondement à la Paix. J'en ai déjà dit les raisons. Cependant, chacune des deux Chambres persistant dans leur sentiment, il se passa près d'un mois, avant que cette dispute fût terminée.

Les Seigneurs disoient, qu'en n'insistant point sur les trois Bills, on évitait la perte du tems, & qu'on pourroit d'abord commencer une Négociation que le Peuple désiroit avec ardeur. Que le Parlement d'Ecosse ne la souhaitoit pas moins. Que le Traité en seroit plus authentique. Que le Roi n'ayant point d'Armée, il étoit probable qu'il accorderoit ce qu'il avoit refusé à Oxford & à Uxbridge. Que ce n'étoit pas la maniere ordinaire de négocier, que d'obliger une des Parties à confirmer & à ratifier quelques Articles, avant qu'on fût convenu de tous, principalement à l'égard des Articles les plus importants, & qui devoient faire l'essence du Traité.

Les Communes répondoient, que les Partisans du Roi étoient en si grand nombre à Londres & aux environs, que si le Roi n'accordoit pas l'Article de la Milice avant son arrivée, il n'y auroit aucune sûreté pour le Parlement. Qu'il y avoit beaucoup d'apparence que le Traité seroit interrompu, & qu'on s'efforceroit de rétablir le Roi sans condition, & de ruiner même le Parlement. Que si le Gouvernement Presbytérien n'étoit pas accordé avant que de commencer à traiter, tout iroit en confusion, & que les Ministres déjà établis en souffriroient terriblement. Que si les Proclamations du Roi n'étoient pas révoquées, les deux Chambres n'étoient pas qualifiées pour traiter, puisqu'elles avoient été déclarées Rébelles, & traitées de faux Parlement, ce qui n'avoit jamais été fait par aucun autre Roi d'Angleterre. Quant à ce qu'on objectoit, que c'étoient-là des Articles sur lesquels il falloit traiter, & qui devoient être débattus, les Communes répondoient, que le Roi ne les ignoroit pas : que c'étoit ce qu'on lui avoit proposé plusieurs fois ; qu'il avoit même déclaré qu'il étoit disposé à consentir aux deux premiers, pourvu qu'il ne fût pas obligé à les passer en qualité de Bills, avant qu'on fût convenu de tous. Que si le Traité venoit à se rompre, le Roi étant en liberté, on ne pouvoit s'attendre qu'à une nouvelle Guerre.

A ces raisons, les Seigneurs repliquoient, qu'il n'étoit pas probable, que ceux qui avoient présenté des Requêtes pour un Traité personnel, prétendissent, que ce dût être au préjudice du Parlement. Qu'ils ne concevoient point que cette Négociation pût être domageable au Parlement. Que le Roi avoit déclaré, qu'il ne vouloit passer aucun Bill, avant qu'on fût convenu de tout. Qu'en cas que le Traité se rompît, le Parlement se trouveroit au même état où il auroit été auparavant.

Les Communes n'étant nullement satisfaites de ces raisons, répondoient, qu'il n'étoit que trop certain, que ceux qui demandoient un Traité personnel avec tant d'ardeur, n'étoient pas bien intentionnez pour le Parlement.

Dddd ij

Qu'il

CHARLES
I.

1648.

Les Seigneurs demandent qu'on se défit des trois Bills. Les Communes persistent.

Raisons des Seigneurs.

Raisons des Communes

Replique des Seigneurs.

Réponses des Communes

CHARLES
I.
1648.

Qu'il y en avoit parmi eux un très-grand nombre qui avoient déjà demandé le rétablissement du Roi sans condition, qui avoient pris les Armes pour lui, & qui les avoient actuellement à la main; comme ceux de Colchester s'en étoient expliqués: Qu'encore que le Roi dît, qu'il ne vouloit ratifier aucun Article, avant qu'on fût convenu de tous, il avoit pourtant témoigné qu'il vouloit consentir à ceux-ci, mais sous certaines conditions par lesquelles il vouloit qu'il parût, que ce à quoi il consentiroit, ne seroit que *de facto*, & que *de Jure*, le pouvoir lui seroit réservé; ce qui étoit d'une telle importance, que le Parlement ne pouvoit se désister de ces Bills, sans travailler à sa propre destruction. Quant à la sûreté, si ces conditions n'étoient pas accordées avant que de traiter, où pourroit-on la trouver? Car, en supposant qu'on devoit négocier à Londres ou aux environs, quelle précaution prendroit-on à l'égard de ceux qui devoient être avec le Roi, ou pour réprimer ses Partisans? L'Episcopat établi par les anciennes Loix, ne pourra-t-il pas être rétabli pendant ce tems-là? Ne pourra-t-on pas chasser les Ministres Presbytériens des Eglises, & y replacer les Ministres scandaleux qui en ont été exclus? Comment donc, après cela, peut-on dire, que si le Traité venoit à se rompre, le Parlement se trouveroit dans le même état où il étoit auparavant?

Le tems s'écoule inutilement & les Indépendans y contribuent. Autre retardement sur les moyens de traiter dans Londres.
Rushworth, Vol. VII. p. 1186.

Cette dispute dura jusqu'au 24. de Juillet, les Membres Indépendans se joignant de bon cœur aux Presbytériens dans tout ce qui pouvoit retarder le Traité, ou y mettre des obstacles. Mais ce n'étoit pas sur cet Article seul qu'il tâchoient de faire couler le tems inutilement.

Pendant que ce différend entre les deux Chambres duroit encore, la Ville de Londres ayant présenté une Requête dans laquelle elle déclaroit, qu'elle concouroit à la demande d'un Traité personnel contenuë dans une autre Requête de quelques Officiers, il fut ordonné qu'un Committé du Parlement s'assembleroit avec un Committé du Conseil Commun de Londres, pour examiner tout ce qui regardoit cette matiere. Ce fut dans les fréquentes Conférences que ces deux Commitez eurent ensemble, que les Indépendans usèrent de divers artifices pour tirer l'affaire en longueur. Les Presbytériens concouroient avec eux dans le même dessein, parce que, comme je l'ai déjà dit, ils n'étoient pas d'avis qu'on traitât avec le Roi, avant qu'on eût obtenu son consentement aux trois Bills. Les Commissaires du Parlement faisoient diverses questions à ceux du Conseil Commun, sur lesquelles ceux-ci n'étoient pas préparés, & comme ils n'avoient point d'instructions sur ce sujet, ils se trouvoient obligés de demander du tems pour consulter ceux qui les avoient commis. Par-là les Conférences se multiplioient, sans qu'on avançât: car ils n'avoient pas plutôt répondu à une demande, qu'on leur en faisoit une autre, & ainsi, le tems s'écouloit inutilement.

Le Conseil Commun entreprend de forcer le Parlement à traiter.

Enfin, le Conseil Commun s'apercevant qu'on ne cherchoit qu'à l'amuser, par ces questions recherchées, fit déclarer aux Commissaires du Parlement, que le désir de la Ville étoit qu'on entrât en Négociation, sans retardement. De plus, il ordonna, que l'engagement de l'année précédente, qui avoit attiré l'Armée à Londres, seroit souscrit par tous les habitans, soit en les assemblant en divers quartiers de la Ville, soit en le portant de maison en maison pour le faire signer. Il ne se contenta pas de cela: car il fit encore en sorte

forte , que le Corps des Bateliers , & quelques autres présenterent aussi des Requêtes pour demander qu'on traitât avec le Roi en personne. Enfin il faisoit paroître manifestement , que ce qu'il ne pourroit obtenir de gré , il vouloit l'avoir par la force. Sur cela , les Communes ordonnerent secrètement au Major Général Skippon , d'enroller des Soldats dans Londres , pour être prêts à garder le Parlement , en cas de violence. Le Conseil Commun se plaignit de ces levées qui se faisoient dans la Ville sans la connoissance du Committé de la Milice. Mais la Chambre les approuva , sous prétexte que la Ville étoit en danger de la part des *Cavaliers*. Elle communiqua même au Conseil Commun , certaines Lettres incerceptées dans l'une desquelles étoit enfermée une Déclaration du Prince de Galles. Une autre étoit écrite de Londres à un homme d'Edimbourg , à qui on faisoit entendre , que le Parti du Roi étoit très-puissant dans Londres : qu'il n'y avoit plus rien à craindre que de la part de Skippon qui levoit quelques Troupes : mais que c'étoit peu de chose en comparaison du nombre des Soldats qui étoient secrètement enrollez pour le Roi. Qu'on feroit bien-tôt en sorte que Skippon seroit dépouillé de son emploi , & chassé de la Ville.

Il est certain , que dans la conjoncture où les affaires se trouvoient , le Parti du Roi concevoit de grandes espérances. Il y avoit même un grand nombre de *Cavaliers* qui ne se faisoient pas un scrupule de se dire Presbytériens , & qui se mêloient avec eux , pour fortifier le Parti de ceux qui vouloient forcer le Parlement à faire la Paix. C'est ce qui causoit cette espèce de division entre la Chambre des Communes , & la Ville de Londres. Parmi les Presbytériens , il y avoit un assez grand nombre de gens qui craignoient qu'un trop long retardement ne fît manquer l'occasion de traiter avantageusement avec le Roi. Ils se flattoient que , dans une telle conjoncture , le Roi ne refuseroit rien de ce qu'on lui demanderoit , & ils ne voyoient pas qu'il fût nécessaire de perdre du tems à demander par avance des choses qui , selon leur opinion , ne pouvoient que leur être accordées dans la Négociation de la Paix. Ce sentiment , qui étoit celui de la Chambre des Seigneurs , & des Magistrats de Londres , étoit uniquement fondé sur la fausse croyance où ils étoient que le Roi ne pouvoit que se croire perdu , si l'Armée d'Ecosse entroit une fois en Angleterre , & que , par conséquent , il accorderoit tout pour se tirer de ce mauvais pas ; en quoi ils se trompoient beaucoup , ainsi qu'on l'a déjà vu.

Mais la Chambre des Communes insistoit toujours sur les trois Bills , comme absolument nécessaires pour la sûreté du Royaume. En attendant , que les Presbytériens fussent d'accord entre eux , le tems s'écouloit sans qu'on travaillât efficacement à la Paix. Le blocus de Colchester étoit sur sa fin. Cromwell étoit sur le point de finir le Siège du Château de Pembrock , & d'aller se joindre à Lambert , & Fairfax , après la prise de Colchester , alloit se voir en état de venir encore une fois brider le Parlement. Outre cela , le Parti du Roi se fortifioit toujours dans le Nord où Langdale , dont les Troupes étoient déjà au nombre de plus de quatre mille hommes , se préparoit à se joindre au Duc d'Hamilton.

Les affaires d'Angleterre se trouvoient alors dans une terrible confusion. Les plus sages & les plus expérimentez ne pouvoient former aucune con-

CHARLES

1.

1648.

Les Communes ordonnent à Skippon de lever des Troupes.

La Ville s'en plaint.

La Chambre tâche de la satisfaire.

Plusieurs Royalistes se mêlent parmi les Presbytériens.

Etat incertain des affaires.

CHARLES I. 1648. Juillet. Intérêt des Indépendans. ture apparente sur ce qui devoit arriver, chacun des Partis ayant presque également lieu, & d'espérer & de craindre.

Véritablement, les Indépendans n'étoient plus maîtres dans le Parlement : mais ils y étoient encore en assez grand nombre, pour pouvoir, par divers artifices, porter de grands obstacles à la Paix, ou du moins en retarder, ou faire durer la Négociation. Outre cela, ils avoient l'appui de trois Armées qui, quoi qu'éloignées de Londres, ne laissoient pas d'inspirer de la terreur à leurs ennemis. Ils voyoient pourtant, que le dessein étoit formé de profiter de l'éloignement de ces Armées, pour faire avec le Roi une Paix qui ne pouvoit que les ruiner, si elle se concluoit avant que leurs forces fussent réunies. Ils sçavoient qu'ils étoient également haïs des Ecoffois, des Presbytériens d'Angleterre, & des Partisans du Roi. Il étoit donc à craindre pour eux, que ces trois Partis ne s'unissent ensemble contre eux, comme effectivement, ils en avoient formé le projet, & alors les Indépendans auroient été trop foibles pour résister à tant d'ennemis à la fois. Leur intérêt consistoit donc à empêcher cette union autant qu'il leur seroit possible, en attendant que les événemens de la Guerre qui alloit commencer, apportassent quelque dénoûement aux affaires du Royaume. Ils avoient beaucoup de confiance dans la valeur & la capacité de Cromwell, & ils attendoient avec impatience que la fin du Siège qu'il avoit entrepris lui procurât le moyen d'aller joindre Lambert dans le Nord, pour faire tête aux Ecoffois, qui étoient sur le point d'entrer en Angleterre.

Erreur des Presbytériens.

Les Presbytériens n'avoient point d'Armée. Toute leur ressource consistoit dans le secours de la Ville de Londres : mais leurs Chefs voyoient avec beaucoup de chagrin, que les Magistrats se laissoient conduire par de fausses routes, soit par les artifices des *Cavaliers*, soit par un trop grand désir de la Paix. Ils espéroient néanmoins que le Roi, dans la conjoncture où il se trouvoit, ne balanceroit pas un moment à leur accorder leurs demandes, pour se tirer d'entre les mains des Indépendans, & pour réunir tout le Royaume contre eux. Mais ils bâtissoient sur un fondement peu solide. Si on avoit traité dans le tems dont je parle, le Roi, qui sçavoit bien que l'Armée d'Ecosse n'étoit pas destinée contre lui, n'auroit accordé tout au plus, que ce à quoi il s'étoit engagé par son Traité fait avec les Commissaires d'Ecosse, ce qui n'auroit pas été suffisant pour contenter les Presbytériens, comme la suite le fera voir.

Ressource du Parti du Roi.

Pour ce qui regarde le Parti du Roi, comme les Chefs étoient bien informez des intentions du Duc d'Hamilton, ils ne pouvoient que concevoir de grandes espérances. Ils se flatoient que les Ecoffois & les Presbytériens d'Angleterre serviroient également à tirer le Roi de captivité, & que quand il seroit libre, & que le Parti Indépendant seroit subjugué, il se verroit en état de résister aux Presbytériens, & de recommencer la Guerre, si ceux-ci s'obstinoient à demander des conditions peu équitables. C'étoit néanmoins avec bien du chagrin qu'ils voyoient leurs desseins dissiper, dans le Pais de Kent, dans la Province d'Essex, & par le mauvais succès de l'entreprise du Comte de Holland, & du Duc de Buckingham. Certainement, ils se trouvoient dans une fâcheuse situation, entre les Presbytériens, & les Indépendans, quelque espérance qu'ils eussent conçûe de duper les Presbytériens & de les engager

engager à servir le Roi , sous prétexte d'agir contre les Indépendans. Toute leur ressource consistoit donc dans les progrès que pourroient faire le Duc d'Hamilton & Langdale, & dans l'espérance de porter la Ville de Londres à contraindre le Parlement de faire une Paix précipitée à l'avantage du Roi.

Enfin , cette Armée d'Ecosse , si long-tems attenduë , entra en Angleterre , vers le commencement du mois de Juillet , ainsi qu'il a été dit. Lorsqu'on prit la résolution de la lever , on la destinoit à agir contre le Parlement d'Angleterre , parce que ce Parlement étoit alors gouverné par l'Armée , & par les Indépendans. Mais lorsqu'elle entra en Angleterre , les affaires y avoient changé de face , & le Parlement étoit devenu Presbytérien. Il avoit même fait plusieurs démarches pour faire voir qu'il vouloit entretenir l'union , & une bonne intelligence avec les Ecossois. Cependant , quoique le Committé du Parlement d'Ecosse n'ignorât pas ce qui se passoit en Angleterre , il n'avoit point donné de nouvelles Instructions au Duc d'Hamilton , ni témoigné qu'il eût aucune envie de s'unir avec le Parlement d'Angleterre , depuis qu'il n'étoit plus sous la domination de l'Armée. Ainsi , le Duc d'Hamilton entra en Angleterre , comme ennemi du Parlement , puisqu'il n'y avoit rien de changé dans ses ordres. Il est vrai qu'il prétendoit avoir pour but de maintenir le Covenant. Mais le Parlement avoit aussi déclaré que c'étoit-là son intention. Qu'est-ce donc qui pouvoit empêcher le Duc de faire quelque démarche envers le Parlement , pour lui témoigner , qu'il étoit envoyé en Angleterre pour concourir à ce but. Il semble du moins , qu'en entrant avec une Armée dans un Royaume étranger , il devoit publier un Manifeste , pour faire connoître les intentions de ses Maîtres. Mais il se contenta d'écrire au Major Général Lambert “ , que le Committé du Parlement d'Ecosse lui avoit commandé d'entrer en Angleterre avec une Armée , pour maintenir le Covenant , pour établir la Religion , pour mettre le Roi en liberté , pour délivrer le Parlement de la contrainte où il se trouvoit , pour faire congédier les Armées , afin que les Sujets fussent délivrés des charges insupportables sous lesquelles ils gémissaient , pour établir une Paix sûre & honorable , & une heureuse union entre les deux Royaumes. Mais si l'on considère ce qui s'étoit passé auparavant , il ne sera pas difficile de juger , que le dessein de ceux qui avoient fait lever cette Armée , étoit de rétablir le Roi sans conditions , ou du moins , sous des conditions bien différentes de celles qu'on prétendoit lui imposer. Quoique j'aye dit quelque chose sur cette matière en divers endroits , je croi qu'il ne sera pas inutile de récapituler , en peu de mots , les raisons qui font voir invinciblement que l'Armée d'Ecosse étoit uniquement destinée à servir le Roi.

1. Les Commissaires d'Ecosse avoient traité avec le Roi , sans y être autorisés par leur Parlement. Ils avoient traité pour les affaires d'Angleterre , sans en avoir reçu aucun pouvoir des Anglois.

2. Ils s'étoient engagés à faire leurs efforts pour rétablir le Roi sur le Trône d'Angleterre , sans aucune autre condition , que la confirmation du Gouvernement Presbytérien , pendant trois ans seulement. A l'égard du Covenant des deux Royaumes , véritablement , ils avoient engagé le Roi à promettre , qu'il le feroit confirmer , pour la sûreté de ceux qui l'avoient souscrit , c'est-à-dire , afin qu'ils ne pussent pas être poursuivis en justice pour

cette

CHARLES
I.
1648.

Conduite
du Duc
d'Hamilton
en entrant
en Angle-
terre.

Il écrit à
Lambert.

“
“
“
“
“
“

Preuves que
l'Armée
d'Ecosse
étoit uni-
quement
destinée à
servir le
Roi.

CHARLES I. 1648. cette cause : mais avec une entière liberté à chacun de ne le souscrire pas. Ils s'étoient engagez de maintenir les droits du Roi & de la Couronne , par rapport à la Milice , au grand Sceau , à la disposition des Emplois , au choix des Conseillers Privez , à la voix négative du Roi dans le Parlement. De plus, ils avoient caché le contenu de ce Traité aux Chefs des Presbytériens , pendant qu'ils l'avoient communiqué aux principaux Partisans du Roi.

3. Ces mêmes Commissaires avoient engagé les Chevaliers *Langdale* & *Musgrave* à lever des Troupes pour le Roi , & à se saisir de Barwick & de Carlisle.

*Myl. Clarend.
T. V. p. 228.
262.*

4. Ces deux Chevaliers s'étoient rendus à Edimbourg où ils avoient conféré fréquemment avec le Duc d'Hamilton , & autres du Parti du Roi , & lorsque les Députés d'Angleterre s'étoient plaints de ce qu'on souffroit à Edimbourg , ces deux Partisans du Roi , on s'étoit contenté de les faire cacher , sans discontinuer les Conférences avec eux.

5. Le Duc d'Hamilton , avant que de partir de Londres pour l'Ecosse , avoit déclaré qu'il rendroit au Roi un service signalé , & c'étoit ce même Duc qu'on mettoit à la tête de l'Armée.

6. Ce Duc avoit pris un engagement avec Langdale , qu'aussi-tôt que l'Armée d'Ecosse seroit entrée en Angleterre , il n'y seroit plus parlé du Covenant , & que tous les Partisans du Roi y seroient reçus indifféremment. Il est vrai , qu'il fut ensuite bridé par un Décret du Parlement d'Ecosse sur ce sujet. Mais il trouva le moyen de l'éluder , en faisant marcher Langdale une journée devant lui , comme si Langdale n'avoit pas agi sous ses ordres. Mais le contraire parut bien , lorsqu'il fut défait par Cromwell.

7. Le Parlement d'Ecosse fut convoqué par le crédit du Duc d'Hamilton & des Commissaires qui avoient traité avec le Roi , & les Membres en furent choisis par les cabales de ce même Parti.

8. Lorsqu'il fut question dans ce Parlement , de délibérer sur la levée d'une Armée , il y eut de fortes oppositions , tant de la part de divers Seigneurs , que de celle de l'Assemblée Générale de l'Eglise. On faisoit voir par des raisons très-solides , qu'il falloit du moins bien établir les causes de la Guerre avant que de la résoudre. On fit même des Protestations sur ce sujet : mais elles furent éludées , de quoi on ne peut donner d'autre raison , sinon que cette Armée étoit destinée à servir le Roi , quoi qu'on ne jugeât pas à propos de le publier.

9. Enfin , quand le Duc fut entré en Angleterre , il ne fit pas la moindre démarche qui pût faire comprendre qu'il venoit pour soutenir le Parti Presbytérien. Au lieu de marcher droit à Londres , pendant que Cromwell étoit éloigné , quoi qu'il pût être assuré que le Parlement & la Ville ne demandoient pas mieux que de s'unir avec lui , il perdit plus d'un mois dans les Provinces du Nord , sans aucune nécessité. On voit donc par cette conduite , que son dessein n'étoit pas de secourir les Presbytériens , quoi que son intention fût d'agir contre les Indépendans.

Ce que je viens de dire prouve avec la dernière clarté que l'Armée d'Ecosse n'étoit venue en Angleterre , qu'à dessein de rétablir le Roi sans conditions , sous prétexte de le tirer d'entre les mains des Indépendans. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que le Parlement , où le Roi avoit si peu d'amis , déclarât cette

cette Armée ennemie du Royaume , dès qu'il sçut qu'elle y étoit entrée. Avec tout cela , comme les Presbytériens étoient encore persuadés que cette Armée venoit pour les soutenir , ce ne fut qu'avec beaucoup de difficulté que cette résolution passa dans la Chambre des Communes. Quatre-vingts-dix Membres Presbytériens s'y opposèrent de tout leur pouvoir , tant ils étoient éloignés de la pensée , que les Ecoissois eussent pris les armes pour les intérêts du Roi. Mais ils ne tardèrent pas long-tems à se détromper.

CHARLES
I.
1648.

Le 24. de Juillet , les Communes consentirent enfin , qu'on traiteroit avec le Roi , sans l'obliger à signer par avance les trois Bills dont il a été parlé. Selon les apparences , les Presbytériens comprirent enfin , qu'en différant le Traité , ils travailloient à faire les affaires des Indépendans qui ne cherchoient qu'à faire en sorte que le tems s'écoulât inutilement , jusqu'à ce que Cromwell , qui étoit en pleine marche , se fût joint à Lambert. Mais il ne fut pas possible d'avancer autant qu'il auroit été nécessaire pour pouvoir perfectionner le Traité , ni même le commencer , avant la révolution qui arriva par la défaite du Duc d'Hamilton , dont j'ai déjà parlé. Les formalitez qu'il faut nécessairement observer dans un Parlement , plusieurs affaires qui survenoient coup sur coup , l'arrivée du Prince de Galles devant Yarmouth , & puis dans la Tamise , fournissoient aux Membres Indépendans , de fréquentes occasions de faire traîner l'affaire du Traité. Sur toutes les occasions qui se présentoient , ils affectoient de faire de longs Discours qui faisoient perdre bien des Séances. Après avoir vû qu'il n'avoit pas été en leur pouvoir de faire rejeter le Traité , ni d'obliger la Chambre à insister plus long-tems sur les trois Bills , ils feignirent de consentir volontairement à la Négociation : mais en même tems , ils trouvoient sans cesse de nouveaux moyens pour la retarder. En un mot , pour bien connoître ce que ces artifices produisirent , il n'y a qu'à considérer , que la première résolution des Communes pour traiter avec le Roi , fut prise le 24. de Mai : qu'elles ne se désistèrent des trois Bills , que le 28. de Juillet , que la Négociation ne commença que le 18. de Septembre , & que par conséquent , cette affaire traîna quatre mois , sans compter le tems qui fut employé à traiter. Ainsi , avant que les Conférences commençassent , Cromwell avoit déjà défait le Duc d'Hamilton , & marchoit en Ecosse pour empêcher que les Ecoissois ne revinssent troubler l'Angleterre. D'un autre côté , le Général Fairfax s'étant rendu maître de Colchester , étoit revenu se poster avec son Armée à vingt-milles de Londres , pour tenir le Parlement en bride. Il est donc certain que , quand on commença la Négociation , il s'en falloit bien que les affaires ne fussent sur le même pied , que quand on avoit pris la résolution de traiter. Les heureux succès de l'Armée rendoient les Presbytériens plus timides & les Indépendans plus hardis. Mais d'un autre côté , le Roi , ne pouvant plus compter sur les secours des Ecoissois , ni sur ceux de son propre Parti en Angleterre , se voyoit indispensablement obligé de céder dans un Traité ce qu'il n'auroit jamais cédé , si ses affaires n'avoient pas changé de face. Ce sont-là des considérations que j'ai cru nécessaires , avant que de venir au détail de ce qui se passa dans les cinq derniers mois de l'année 1648.

Les Indépendans retardent le Traité par divers artifices.

Depuis que les Communes eurent consenti à traiter avec le Roi sans l'obliger à signer les trois Bills , il se passa encore cinquante jours , avant qu'on pût

Demandes
du Roi.

CHARLES
I.
1648.

convenir de la maniere, du lieu, & du tems du Traité. Le Roi demanda, qu'il fût permis à tout le monde de se rendre auprès de lui, comme quand il étoit à Hamptoncourt. Qu'on invitât les Ecoſſois à venir aſſiſter au Traité, & nomma la Ville de Newport dans l'Isle de Wight, pour le Lieu des Conférences. Les Députez qu'on lui avoit envoyez ayant rapporté ſes demandes aux deux Chambres, les Seigneurs qui vouloient expédier cette affaire voterent deux jours après:

Votes des
Seigneurs
ſur ces de-
mandes.
16 Août.
Rushworth,
Vol. VII.
pag. 1229.

1. Que la déſenſe de ſ'adreſſer au Roi ſeroit révoquée.
2. Qu'il ſeroit permis à ceux que le Roi demanderoit, de ſe rendre auprès de lui pour l'aſſiſter dans la Négociation, & qu'il ſeroit dans la même liberté qu'il étoit à Hamptoncourt.
3. Qu'il auroit les Domestiques qu'il ſouhaiteroit.
4. Qu'on traiteroit dans la Ville de Newport.
5. Que les Ecoſſois ſeroient invitez à envoyer leurs Commiſſaires aux Conférences.
6. Qu'il ſeroit permis au Roi de les y inviter.
7. Que les Inſtructions données au Gouverneur de l'Isle de Wight ſeroient révoquées.
8. Que la Chambre des Seigneurs nommeroit cinq Seigneurs pour Commiſſaires, & la Chambre des Communes, dix de ſes Membres.
9. Que le Committé établi pour les affaires de la Paix prépareroit tout ce qui étoit néceſſaire pour le Traité.

Reſtrictions
des Com-
munes.

Ces Votes ayant été envoyez aux Communes, elles ne jugerent pas à propos de les approuver ſans y faire quelques changemens.

Le premier fut approuvé.

Sur le ſecond, les Communes ajouterent, que le Roi ſeroit prié d'envoyer les noms de ceux qu'il deſiroit avoir auprès de lui, & qu'ils auroient la permiſſion de s'y rendre, pourvû qu'ils ne fuſſent pas actuellement en priſon, ou exceptez du pardon, ou en armes contre le Parlement, ou enfin, en tel nombre, qu'ils puſſent cauſer quelque ſoupçon. Que d'ailleurs, le Roi ſeroit dans la même liberté qu'il l'avoit été à Hamptoncourt.

Sur le troiſième, qu'il auroit les Domestiques qu'il demanderoit, excepté ceux qui ſe trouveroient dans un des cas de l'Article précédent.

Le quatrième fut approuvé.

Sur le cinquième & le ſixième, les Communes rejetterent abſolument l'invitation de la part des deux Chambres: ajoutant néanmoins que ſi le Roi vouloit faire venir quelques perſonnes d'Ecoſſe, pour l'aſſiſter dans les affaires qui regardoient ce Royaume, on leur donneroit des Sauſconduits.

Sur le ſeptième, qu'avant que de révoquer les Inſtructions données au Gouverneur de l'Isle de Wight, on enverroient un Meſſage au Roi, pour avoir ſon approbation de ce qui étoit réſolu par les deux Chambres.

Inſtructions
envoyées à
Hammond.

Le huitième & le neuvième paſſèrent ſans difficulté.

Le lendemain, les Communes firent dreſſer de nouvelles Inſtructions pour le Colonel *Hammond* portant:

Que le Roi ſeroit transféré à Newport, & qu'il y ſeroit de la même maniere qu'il avoit été à Hamptoncourt.

Qu'il n'auroit perſonne avec lui, qui ſe trouvât dans les cas marquez par les Votes précédens.

Que

Que si les Ecoſſois envoyoiſent des Commiſſaires à Newport, ils y ſeroient reçus, moyennant un Sauſconduit des deux Chambres.

Qu'aucun qui auroit porté les armes contre le Parlement, ne ſeroit reçu dans aucune Place, Fort, ou Tour de l'Iſle de Wight.

Qu'aucun Etranger ne ſeroit reçu dans l'Iſle, ſans la permiſſion des deux Chambres.

Que le Roi engageroit ſa parole Royale, qu'il ne ſortiroit point de l'Iſle de Wight pendant les Conférences, ni vingt-huit jours après.

Ce même jour, on reçut la nouvelle de la défaite du Duc d'Hamilton. Les Indépendans en conçurent l'eſpérance qu'ils pourroient empêcher la concluſion du Traité, & les Preſbytériens, que le Roi ne pourroit plus ſe défendre de tout accorder, puis qu'il avoit perdu les ſecours ſur quoi il comptoit, & qu'il ſe trouvoit ſans aucune reſſource. Ainſi, cet événement, quoi que très-important, ne produiſit aucun changement par rapport à la diſpoſition où étoient les Parties, de traiter. Peu de jours après, on reçut encore la nouvelle de la priſe de Colcheſter.

Le Roi ayant envoyé une Liſte des perſonnes qu'il ſouhaitoit d'avoir auprès de lui, le Parlement en excepta trois, ſçavoir, *Aſhburnham*, *Legg* & *Dowcet*, qui étoient actuellement en priſon.

Ce ne fut pas ſeulement ſur cet Article, mais ſur pluſieurs autres où il ſe rencontroit quelques difficultéz, qu'il fallut envoyer des Exprès au Roi. Il ſuffit de dire en un mot, que les Commiſſaires du Parlement ne partirent de Londres pour ſe rendre à Newport, que le 13. de Septembre, & que les Conférences ne commencerent que le 18. du même mois. On convint qu'elles dureroient quarante jours ſeulement.

Pendant qu'on travailloit aux Préparatifs du Traité, le Prince de Galles, qui étoit aux Dunes avec ſa Flotte, écrivit à la Chambre des Pairs „ qu'ayant appris que les deux Chambres avoient réſolu de traiter avec le Roi, il ſouhaitoit : 1. Que le Roi fût en liberté, de telle ſorte qu'après la concluſion du Traité, il parût qu'il n'y avoit eu aucune apparence de force ou de contrainte. 2. Que le Traité ſe fît entre le Roi, & les deux Royaumes d'Angleterre & d'Ecoſſe. 3. Qu'on convînt d'une ſuſpenſion d'armes générale, pendant tout le tems de la Négociation. 4. Que le Parlement donnât de quoi ſubſiſter pendant la durée du Traité, à toutes les Armées qui étoient ſur pied en Angleterre, & particulièrement à celle d'Ecoſſe. 5. Qu'on lui accordât auſſi quelque argent, & quelques proviſions pour l'entretien de ſa Flotte „.

Il ne paroît pas que les Seigneurs fiſſent aucune attention à cette Lettre du Prince, d'autant plus qu'il n'avoit pas ſouhaité qu'elle fût communiquée aux Communes.

Le même jour que les Seigneurs reçurent cette Lettre, le Conſeil Commun de Londres préſenta aux Communes une Requête par laquelle il demandoit :

1. Que le Roi fut miſ en liberté.
2. Qu'on l'invitât à un Traité perſonnel.
3. Que tous Actes d'Hoſtilité par Terre & par Mer ceſſaſſent, par les ordres communs du Roi & du Parlement.

CHARLES
I.
1648.

La défaite
des Ecoſſois
ne change
rien au deſ-
ſein de trai-
ter.

Divers re-
tardemens.

Lettre du
Prince de
„ Galles
„ aux Sei-
gneurs.
„ 8. d'Août.
„ *Rush-*
„ *worth*,
„ Vol. VII.
„ p. 1220.
„
„
„
„
„

On n'y fait
point d'at-
tention.

Requête de
Londres.

CHARLES
I.
1648.

4. Que le Gouvernement de l'Eglise fût établi selon le Covenant.
5. Qu'on prît soin de réduire l'Irlande.
6. Qu'on soulageât le Peuple en licenciant les Armées. Que la liberté des Sujets fût rétablie, & qu'on assurât les Loix du Païs.
7. Qu'il fût ordonné à tous les Membres du Parlement, de se rendre à leur devoir, chacun dans sa Chambre.
8. Que l'Ordonnance *Self-denying* fût ponctuellement observée.
9. Qu'on cherchât les moyens de relâcher les Vaisseaux pris par le Prince, & qu'on prît soin du Commerce.

Autre des
Officiers
réformez.

Les Officiers Réformez présentèrent le même jour une Requête à peu près semblable, demandant de plus, qu'on payât à tous les Officiers sans exception, les arrérages qui leur étoient dûs.

Réponse à
la Ville.

La Chambre des Communes répondit au Conseil de Londres, que son intention étoit de traiter avec le Roi, qu'elle en avoit déjà informé Sa Majesté, & qu'il n'y avoit aucun lieu de douter, que le Roi ne fût dans la même disposition. Ensuite elle fit communiquer à ce Conseil, les Votes qui avoient passé dans la Chambre sur ce sujet.

Les Indé-
pendans
commen-
cent à se
rémuver.

Tout ceci se passoit avant la défaite de l'Armée d'Ecosse. Mais après qu'on eut reçu la nouvelle de ce grand événement, & de la prise de Colchester, les Indépendans de Londres & des environs, qui s'étoient tenu en repos depuis l'éloignement de l'Armée, & avant qu'il y eût rien de décidé, commencèrent à lever la tête. Le onzième de Septembre, deux jours avant le départ des Commissaires pour l'Isle de Wight, ils présentèrent au Parlement, une Requête signée de plusieurs milliers de personnes, dans laquelle ils se plaignoient ouvertement de la conduite des Communes, disant que c'étoit un effet de la corruption de la plupart de leurs Membres. Ils disoient encore, qu'ils avoient assisté le Parlement de leurs personnes & de leurs bourses, & qu'après le succès que Dieu avoit accordé à ses armes, ils s'étoient attendus à toute autre chose, qu'à un Traité avec le Roi. Qu'ils avoient espéré,

Requête
des Indé-
pendans.
11. Septem-
bre.

Rushworth,
Vol. VII.
pag. 1257.

- „ 1. Que le Parlement auroit maintenu le pouvoir suprême du Peuple, contre toutes les prétentions des voix négatives du Roi ou des Seigneurs.
- „ 2. Qu'il auroit fait des Loix pour faire en sorte que ceux qui représentoient le Peuple dans le Parlement fussent élus annuellement, sans qu'il fût nécessaire d'envoyer des Sommations aux Villes & aux Provinces.
- „ 3. Qu'il auroit ordonné que les Parlemens ne dureroient que quarante ou cinquante jours tout au plus, & qu'on auroit fixé un terme pour la durée de celui-ci.
- „ 4. Qu'il auroit mis la Religion à couvert de tout pouvoir *compulsif* ou *restrictif*.
- „ 5. Qu'il auroit ordonné que personne ne pourroit être contraint de servir à la Guerre.
- „ 6. Qu'il auroit également assujetti au pouvoir des Loix, les Rois, les Reines, les Ducs, les Comtes, tous les Seigneurs, aussi bien que toutes autres personnes.
- „ 7. Qu'il auroit exempté tous ceux qui sont de l'ordre des Communes de la Jurisdiction des Seigneurs, & ordonné que tous les Jugemens criminels se feroient par douze *Jures*, & qu'aucun accusé ne pourroit être convaincu

vaincu que par le témoignage de deux ou de plusieurs témoins sans reproche.

“CHAR-
LES I.
1648.”

” 8. Que personne ne pourroit être examiné contre soi-même, ni puni pour des choses sur lesquelles il n’y a point de Loi.

” 9. Qu’il auroit pris soin d’abrèger la durée des Procès, d’en diminuer les frais, & de les fixer.

” 10. Qu’il auroit délivré les Marchandises & les Denrées, de toutes sortes de Monopoles.

” 11. Qu’il auroit fait ôter les Clôtures des Terres marécageuses, & qu’on ne les auroit conservées que pour le bénéfice des pauvres.

” 12. Qu’on auroit aboli l’*Accise*, & toutes sortes de Taxes, excepté les Subsidés.

” 13. Qu’il auroit fait élargir tant de milliers de gens qui souffroient un emprisonnement perpétuel, pour n’avoir pas de quoi payer leurs dettes.

” 14. Que dans un País qui, par la bénédiction de Dieu, étoit si abondant, on auroit trouvé quelque moyen pour faire en sorte, qu’il n’y eût point de mendiants.

” 15. Qu’on auroit proportionné les punitions aux fautes, afin que les biens & les vies des Sujets ne fussent pas en danger, pour de légères offenses.

” 16. Que le Parlement auroit soulagé le Peuple du fardeau des dixmes, & pourvu avec plus de proportion à l’entretien des Ministres.

” 17. Qu’il auroit fait un fonds des biens confisquez, pour en payer ceux qui avoient contribué volontairement au-delà de leurs facultez, avant ceux qui n’avoient donné que de leur superflu.

” 18. Qu’il auroit pris de bonnes mesures pour empêcher que les Parlemens mêmes ne pussent abolir la propriété des biens, ou les égaliser, ou rendre tous les biens communs.

” 19. Qu’il auroit déclaré & expliqué, en quoi consistoit le devoir du Roi, & en quoi il ne consistoit pas, & fixé le revenu du Roi d’une telle manière, qu’il ne pût plus augmenter ni diminuer, afin qu’il n’y eût plus de disputes sur ce sujet.

” 20. Qu’il auroit rectifié la manière d’élire les Officiers de la Ville de Londres, & de chacune des Compagnies qui y sont établies, & rétabli la Communauté de cette Ville dans ses droits qu’on lui retenoit injustement, au préjudice de ses habitans, de la liberté, du Commerce, & des Manufactures du Royaume.

” 21. Qu’il auroit amplement dédommagé tous ceux qui avoient souffert, ou qui avoient été opprimés par la Chambre Etoilée, par la Haute Commission, par le Conseil, ou par les Monopoles, aux dépens des auteurs de ces oppressions, sans qu’on fût obligé d’employer de longues sollicitations.

” 22. Qu’il auroit supprimé tous les Committez des Provinces, & réduit toutes les affaires à la véritable méthode des Jugemens ordinaires.

” 23. Qu’il n’auroit pas suivi l’exemple de quelques-uns des Parlemens précédens, tyranniques & superstitieux, en ordonnant, par des Loix ou par des Ordonnances, des punitions pour des choses qui sont au-dessus de la

CHAR- „ portée des hommes , auxquelles on donne les noms d'hérésie , ou de blas-
LES I. „ phême.
1648. „

„ 24. Qu'il auroit déclaré quel est le droit des Seigneurs , & donné quel-
„ que certitude à leur condition , sans déroger au droit des autres Sujets , afin
„ de terminer une fois pour toutes , les différends qui arrivent si souvent sur ce
„ sujet.

„ 25. Qu'il auroit fait une justice exemplaire des auteurs & des promoteurs
„ de la Guerre.

„ 26. Qu'il auroit pourvû au payement constant & régulier de l'Armée ,
„ & donné des ordres aux Juges d'empêcher que les Officiers ou Soldats ne fus-
„ sent poursuivis pour ce qui s'est fait durant la Guerre.

„ 27. Qu'il auroit sérieusement considéré combien de sang innocent avoit
„ été répandu , les oppressions que tant de Peuple innocent avoit souffertes ,
„ par des ordres exprès du Roi , & si la justice de Dieu pouvoit être apaisée par
„ un Acte d'oubli.

Quoi que ceux qui présenterent cette Requête ne prissent pas le nom d'In-
dépendans , les principes de ce Parti y étoient trop clairement marquez , pour
qu'on pût douter de quelle part elle venoit.

Autre des Le même jour , les Maîtres de Navire , qui font une Société dans Lon-
Maitres de dres , présenterent une semblable Requête , pour se plaindre de la tyrannie
Navire. du Parlement.

Ces Requê- Le Parlement ne jugea pas à propos de répondre à ces Requêtes , quoi que
res demeu- deux jours après , les premiers en présentassent une autre pour demander
rent sans une Réponse. La conjoncture ne permettoit pas d'irriter les Indépendans ,
Réponse. par une Réponse telle que cette Requête méritoit.

Avant que d'entrer dans le détail du Traité qui se négocioit à Newport ,
il est absolument nécessaire de rapporter ici ce qui se passoit dans le Nord
d'Angleterre , & en Ecosse.

Cromwell Monroe , qui amenoit d'Ecosse trois ou quatre mille hommes au Duc
marche con- d'Hamilton , étoit déjà entré bien avant en Angleterre , lorsque l'Armée
tre Monroe. d'Ecosse fut battue & dissipée. Après cette victoire , Cromwell , sans s'amu-
Rushworth, ser à poursuivre le reste de cette Armée qui n'étoit plus en état de faire du mal ,
Vol. VII. laissa Lambert avec quelques Troupes pour achever de la détruire , & se mit
pag. 259. & incontinent en marche , pour aller à la rencontre de Monroe. Les Anglois
suiv. qui s'étoient retirez auprès de ce Général Ecossois , firent tous leurs efforts
pour lui persuader de livrer Bataille à Cromwell : mais il ne leur fut pas possi-
ble d'obtenir cela de lui. Il aima mieux se retirer vers le Nord , & il se tint
toujours à une si grande distance , qu'il ne put jamais être atteint. Cromwell
ne laissa pas de continuer sa marche , & comme il apprit que Lambert avoit
achevé de détruire l'Armée d'Ecosse , il lui envoya ordre de marcher du côté
de Carlisle , où Musgrave se tenoit encore avec quelques Troupes , & de le
venir joindre , pour entrer ensemble en Ecosse , après qu'il auroit nettoyé ces
quartiers-là. Lorsque Cromwell fut arrivé proche de Barwick , il écrivit
au Committé du Parlement d'Ecosse , pour le requérir de rappeler Monroe ,
& de rendre Barwick & Carlisle , sans quoi , il devoit s'attendre à la Guer-
re. Peu de jours après , il continua sa marche vers l'Ecosse , après avoir lais-
sé derrière quelques Régimens pour bloquer Barwick.

La

La défaite du Duc d'Hamilton , & les menaces de Cromwell , firent que les affaires d'Ecosse changerent entièrement de face. Le Marquis d'Argyle , qui n'avoit pû empêcher la levée d'une Armée , & qui s'étoit vû obligé de plier sous le parti opposé , reprit le dessus en cette occasion , & fut appuyé de tous ceux qui s'étoient opposés à la Guerre. Le Committé du Parlement perdoit de jour en jour son autorité , & n'étoit plus soutenu que par Monroe , qui s'étoit enfin retiré en Ecosse. Ainsi , le Marquis d'Argyle étant assuré des suffrages de la plus grande partie du Peuple , leva trois ou quatre mille hommes pour s'opposer à Monroe , à qui le Comte de Lanarick s'étoit joint avec quelques Troupes , qu'il avoit levées à la hâte. Ils s'étoient saisis du Pont de Sterling , & par là ils empêchoient le Marquis d'Argyle de faire aucun progrès , quand même il auroit eu de plus grandes Forces. Mais Cromwell rompit toutes leurs mesures , en ne s'arrêtant point à *Barwick* , & en marchant droit à Edimbourg. Par là , il obligea le Committé du Parlement à s'enfuir de cette Ville , & à se disperser , de peur de se voir enfermé entre l'Armée Angloise & celle du Marquis d'Argyle. Alors le Comte de Lanarick & Monroe , qui se trouvoient hors d'état de continuer la Guerre , consentirent à un accommodement , dont voici les conditions.

1. Que toutes les Armées seroient congédiées.
2. Qu'un Parlement seroit convoqué pour le 10. de Janvier.
3. Que les affaires de Religion seroient décidées par l'Assemblée Générale , & les civiles , par le Parlement.
4. Qu'on éliroit un nouveau Committé des Etats , qui ne seroit composé que de ceux qui avoient protesté contre la dernière Guerre , sans que ceux qui avoient eu part à la levée de l'Armée , y pussent être admis.
5. Que personne ne pourroit être poursuivi en justice , pour avoir eu part à la dernière Guerre , à condition que ceux qui étoient dans ce cas , déclareroient devant le Chancelier , ou le Président du Committé des Etats qu'ils approuvoient cet accommodement , & qu'ils le signeroient.
6. Que tous les prisonniers faits depuis le deuxième jour du mois d'Août seroient relâchez.

Les affaires ayant ainsi changé de face , & le Parti du Roi étant dissipé , Cromwell se rendit à Edimbourg , où il fut reçu avec de grands honneurs. Il obtint la restitution de *Barwick* , & de *Carlisle* ; & après avoir pris avec le Marquis d'Argyle les mesures qu'ils jugerent convenables , il s'en retourna triomphant en Angleterre. Il laissa néanmoins Lambert en Ecosse avec trois ou quatre Régimens , à la priere des Ecossois , qui crurent en avoir besoin pour tenir en bride ceux qui pourroient avoir envie de remuer.

Pendant que Cromwell étoit à la poursuite de Monroe en Ecosse , & trois jours avant que le Général Fairfax arrivât à Saint Alban , les Conférences pour la Paix commencerent à Newport. Quoique les deux Chambres se fussent désistées de la condition que le Roi signeroit les trois Bills avant que de traiter , elles ne s'étoient pas désistées de la chose même. Dès le premier jour , les Commissaires présenterent au Roi les modèles des trois Bills , dont il a été parlé. Par le premier , le Gouvernement Presbytérien étoit établi pour toujours dans l'Eglise d'Angleterre , l'Episcopat aboli avec toute la Hiérarchie , & la vente des Terres des Evêques ordonnée. Par le second , le Roi laissoit

aux

CHARLES I.

1648.

Change-ment en Ecosse.

Le Comte d'Argyle leve des Troupes contre Monroe.

Cromwell marche à Edimbourg.

Le Committé du Parlement s'enfuit.

Accord entre le Comte d'Argyle & Monroe. *Rushworth* , Vol. VII. pag. 1283.

Cromwell est reçu dans Edimbourg.

Ils s'en retournent en Angleterre & laisse Lambert en Ecosse.

Conférences pour la Paix à Newport.

Rushworth , Vol. VII. pag. 1263. & suiv.

On présente au Roi les trois Bills.

CHARLES aux deux Chambres, pendant l'espace de trente ans, l'administration de la
 1. Milice. Par le troisième, toutes les Proclamations & Déclarations du Roi
 1648. contre les deux Chambres, ou leurs Adhérens, étoient révoquées. Le der-
 Dispute sur nier de ces Bills commençoit par cette clause : *Comme les deux Chambres du*
 la Préface *Parlement ont été contraintes de prendre les armes pour leur légitime défense*, &c.
 d'un de ces Bills. Le Roi ne fit aucune difficulté de consentir au Bill quant à sa substance. Mais

il voulut qu'on ôtât cette Préface qui le chargeoit indirectement d'avoir ex-
 cité la guerre contre son Parlement, à quoi les Commissaires ne voulurent ja-
 mais consentir ; parce qu'ils étoient liez par leurs Instructions, de ne se dé-
 Le Roi se partir point d'un seul iota de ce qui étoit contenu dans les trois Bills. Cette
 désiste. dispute dura sept jours, & ce ne fut que le vingt-cinquième de Septembre que
 le Roi consentit enfin à passer le Bill avec la Préface. Mais ce ne fut qu'à con-
 dition, que rien de ce dont on conviendrait, pendant la Négociation, ne
 seroit regardé comme conclu & approuvé, qu'après qu'on seroit convenu de
 tous les Articles, & que le Traité seroit signé. Cet Article étant ainsi expé-
 dié, on passa aux autres sur lesquels il y eut de grands débats, & particulié-
 rement, par rapport à la Religion. Comme le Roi voyoit que les Commissai-
 res ne vouloient, ou ne pouvoient rien céder, il espéra d'abréger la Négocia-
 tion, en faisant sçavoir aux deux Chambres, jusqu'où il pouvoit pousser
 sa condescendance, à l'égard des Articles les plus importans. Il leur envoya
 donc un Message pour leur expliquer ses intentions, & pour leur faire les of-
 fres suivantes.

Message du
 Roi aux
 deux Cham-
 bres & ses
 offres.

1. Sur la Religion. Qu'il vouloit bien consentir, quel'Assemblée Ecclé-
 siastique, séante à Westminster, & le Directoire pour le Service divin, fus-
 sent établis pour trois ans, par Acte de Parlement, à condition, que lui-mê-
 me & ceux qui étoient dans les mêmes sentimens que lui, ne fussent pas obli-
 gez de s'y conformer. Qu'on fît une Consultation avec l'Assemblée Ecclé-
 siastique, à laquelle il ajouteroit vingt Théologiens, par le moyen de laquel-
 le, le Roi & les deux Chambres pussent fixer & déterminer une forme de
 Service public & le Gouvernement de l'Eglise, après que les trois ans se-
 roient écoulés, & régler la Religion, en ayant égard aux consciences scru-
 pule usées.

2. Touchant les Terres & les revenus des Evêques. Qu'il vouloit bien con-
 sentir, que, par Acte de Parlement, on les adjugeât aux acquereurs, ou
 pour leurs vies, ou pour un certain nombre d'années qui n'excédât pas 99.
 ans, pour la satisfaction des acquereurs ou de ceux à qui elles étoient enga-
 gées. Ou bien, il offroit de les satisfaire d'une autre manière, à condition
 que la propriété desdites Terres demeureroit toujours à l'Eglise, & que ce qui
 en seroit réservé serviroit à l'entretien du Clergé.

3. Qu'il consentiroit à des Actes pour faire mieux observer le jour du Di-
 manche ; pour supprimer les Innovations dans les Eglises & Chapelles, par
 rapport au Service divin ; pour encourager la Prédication de la Parole de
 Dieu dans tout le Royaume, contre la pluralité des Bénéfices, & contre la
 Non-résidence : pour régler & réformer les deux Universitez, & les Ecoles
 de Westminster, de Winchester, & d'Eaton : pour découvrir les Papistes, &
 pour faciliter la conviction des Papistes Récusans : pour l'Education des en-
 fans des Papistes par des Protestans : pour la levée des Amendes & Confisca-
 tions,

tions, qui seroient ordonnées contre les Papistes : pour prévenir leurs secrettes pratiques : pour assurer l'exécution des Loix, & pour empêcher efficacement les Messes.

CHARLES
I.
1648,

4. Que pour ce qui regardoit le *Covenant*, il n'étoit pas encore convaincu qu'il pût le signer, ni le jurer, ni l'imposer à la conscience d'autrui. Qu'il ne croyoit pas même qu'il fût à propos dans cette conjoncture, d'insister sur ce point (1).

5. Quant à la Milice, qu'il vouloit bien consentir qu'elle fût mise à la disposition du parlement pour dix ans.

6. À l'égard de l'Irlande, qu'après avoir conféré sur ce sujet avec les deux Chambres, il leur laisseroit la détermination de cette affaire.

7. Touchant les dettes publiques, qu'il vouloit bien consentir à un Acte pour lever de l'argent par des Taxes équitables, pour les acquitter.

8. Le Roi proposoit en dernier lieu, qu'on lui donnât incontinent la liberté de se rendre à Westminster, & qu'on le rétablît dans un état de liberté & de sûreté, ce qu'il ne voudroit pas lui-même refuser à aucun de ses Sujets, & dans la jouissance de ses revenus. Qu'on passât un Acte d'Amnistie qui s'étendit à toutes sortes de personnes, & à toutes sortes d'offenses relatives aux derniers troubles.

Il finissoit en disant, que si cela étoit accordé par les deux Chambres, il étoit prêt à rendre ces concessions obligatoires, en leur donnant force de Loi, par son consentement Royal.

Si l'on considère ces offres sur la Religion, par rapport aux sentimens particuliers du Roi, on peut dire, qu'il se relâchoit beaucoup, & peut-être même, plus que sa conscience ne le lui permettoit, puisqu'il étoit persuadé qu'il n'y avoit point de véritable Religion sans Evêques. Mais si on considère ces mêmes offres par rapport aux Presbytériens & aux Indépendans dont le Parlement étoit composé, on trouvera qu'elles n'étoient pas capables de les satisfaire. Ce n'étoit qu'une espèce d'*Interim* qui tendoit à leur faire perdre l'occasion qu'ils avoient en main d'abolir entièrement l'Episcopat.

Observa-
tion sur ces
offres.

Je ne puis m'empêcher de faire sur ce sujet une autre remarque. C'est que le Roi tâchoit adroitement de faire en sorte qu'on traitât sur ses propres Propositions, ce que le Parlement avoit toujours refusé, tant il craignoit les ambiguïtez, & les restrictions ordinaires dans les Ecrits du Roi, & dont on voit même ici un nouvel exemple dans le premier Article qui regardoit la Religion. Mais il ne put pas mieux réussir cette fois, que les précédentes. Le Parlement, sans faire attention à ses offres, donna ordre aux Commissaires d'agir uniquement selon leurs Instructions.

Autre Re-
marque.

Sur cela, le Roi délivra aux Commissaires, un Mémoire contenant les raisons qui l'empêchoient de consentir à l'abolition de l'Episcopat. Il disoit, qu'il étoit convaincu que l'Episcopat étoit d'institution Apostolique : que, quant à la vente des Terres de l'Eglise, c'étoit un véritable Sacrilege, outre qu'à son Couronnement, il avoit juré qu'il maintiendrait les droits du Clergé. Toutes ces raisons, & toutes les autres qu'il auroit pu encore ajouter, étoient

Les offres
sont rejet-
tées.

Raisons du
Roi pour
conserver
l'Episcopat.

(1) C'étoit pour ne pas irriter les Indépendans qui ne vouloient en aucune manière s'assujettir au *Covenant*.

CHARLES
1.
1648.

étoient fort inutiles par rapport aux Commissaires qui n'avoient pas pouvoir de se relâcher sur aucun point. Tout ce qu'ils pouvoient faire, étoit de les envoyer au Parlement, & d'en attendre les ordres. Mais en même-tems, cela retardoit la conclusion du Traité, & faisoit perdre un tems dont le Roi, & le Parlement auroient dû également profiter.

Le Roi
consent à
l'Article de
la Milice.

Il se tient
ferme sur
l'Episcopat.

Il fait de
nouvelles
offres..

Quelques jours après, le Roi voulant se concilier la bienveillance des deux Chambres, & quelque condescendance sur l'Episcopat qui étoit le point capital, & pour ainsi dire, le seul qui empêchât la conclusion du Traité, déclara aux Commissaires, qu'il consentoit, que la Milice fût mise entre les mains des deux Chambres pour vingt ans. Il ajouta qu'il ne pouvoit absolument consentir, à l'abolition de l'Episcopat dont la substance consistoit dans l'Ordination de la Jurisdiction, telles qu'elles avoient été exercées par les Apôtres eux-mêmes, ou dans les premiers tems, par d'autres qui agissoient par une autorité dérivée des Apôtres, & qui étoient au-dessus des Prêtres, & des Diacres. Que pour faire voir, combien il avoit à cœur de contenter les deux Chambres, il vouloit bien consentir, que, pour régler la Hiérarchie, & le Gouvernement de l'Eglise, l'Episcopat fût réduit à son usage primitif, & qu'il fût ainsi continué dans l'Eglise d'Angleterre. Que si les deux Chambres trouvoient à propos de diminuer l'étendue des Diocèses, & d'en augmenter le nombre, il y donneroit son consentement.

Que, quant à l'objection qu'on lui faisoit, qu'il n'avoit pas consenti à la vente des terres des Evêques, il étoit vrai qu'il n'avoit pas voulu qu'elles fussent aliénées, mais qu'il espéroit que ses offres sur ce sujet auroient contenté les deux Chambres.

Que, pour ce qui regardoit l'Assemblée Ecclésiastique, il consentoit à ce que les deux Chambres désiroient.

Qu'il confirmeroit l'usage du Directoire dans toutes les Eglises, & Chapelles, selon le désir des deux Chambres, contenu dans leur premiere Proposition.

Qu'il consentiroit à la révocation de tous les Statuts en ce qui regardoit seulement le Livre des Prières Communes, & à interdire l'usage de ces Prières, pourvu qu'il lui fût libre de le continuer dans sa Chapelle, pour lui-même & pour sa maison.

Qu'il consentoit que cette concession fût établie par Acte de Parlement, pour trois ans, à condition que, dans cet intervalle, il se feroit une Consultation de Théologiens, de la maniere contenue dans sa Réponse précédente.

Que, par rapport aux Articles de Religion, il n'avoit pas eu assez de tems, depuis qu'ils lui avoient été délivrez pour les examiner avec l'exactitude requise, avant que de se lier soi-même, ou de lier les consciences des autres, sur des matieres de Foi & de Doctrine. C'est pourquoi, il souhaitoit que cette partie de la Proposition fût renvoyée à un autre tems.

Qu'il consentiroit à un Acte pour l'observation du jour de Dimanche, & pour empêcher la célébration des Messes.

Qu'à l'égard du *Covenant*, sa premiere Réponse ayant été qu'il n'étoit pas convaincu sur ce sujet, il espéroit, que, dans ces conjonctures, les deux Chambres ne le presseroient pas davantage. Qu'il étoit d'autant moins nécessaire

cessaire, que les fins qu'on s'étoit proposées dans ce Covenant seroient heureusement obtenues par un accommodement, qu'il plût à Dieu d'accorder.

Quelques jours après, les deux Chambres reçurent avis de leurs Commisaires, que le Roi avoit donné un plein consentement à la proposition qui regardoit l'Irlande.

Autre avis, le dix-septième d'Octobre, que le Roi avoit consenti aux deux Propositions touchant les dettes publiques, & touchant les titres d'honneur conférés depuis le 21. de Mai 1642.

Autre le dix-neuvième. Que par rapport aux Délinquens, Sa Majesté vouloit bien consentir, que ceux qui avoient eu part à la rebellion d'Irlande, fussent exceptés de l'Amnistie, selon qu'il étoit porté par la première partie de la Proposition; mais que, pour le reste de la même proposition, il ne pouvoit y consentir que de la manière suivante : Que ceux de la première classe fussent admis à une composition modérée. Que, pour ne donner aucun lieu aux soupçons, il vouloit bien consentir, que ceux que les deux Chambres trouveroient à propos ne pussent être Membres de son Conseil : qu'ils fussent obligés de se tenir éloignés de la Cour, à une certaine distance : qu'ils ne pussent s'absenter du Royaume, ni exercer aucun emploi pendant un certain tems, sans le consentement des deux Chambres. Que pour tous les autres contenus dans la même proposition, ils fussent admis à une composition modérée, & qu'ils ne pussent, pendant l'espace de trois ans, avoir séance dans aucune des deux Chambres.

Le tems qui avoit été fixé pour la durée des Conférences étant proche de sa fin, sans qu'il yeût encore rien de réglé sur l'Article de l'Episcopat, qui étoit proprement le seul sur lequel il y avoit encore des difficultés, les deux Chambres trouverent un expédient pour allonger la Négociation de sept jours, en ordonnant que les jours de Dimanche & de jeûne ne seroient point comptés dans les quarante jours, fixés pour la durée des Conférences.

Le vingt-unième d'Octobre le Roi envoya un nouveau Message aux deux Chambres touchant l'Episcopat. Cromwell étoit en chemin, pour venir joindre l'Armée, & il étoit à craindre, que s'il arrivoit avant que le Traité fût conclu, il n'y mît des obstacles invincibles. Le Roi le connoissoit assez pour être persuadé qu'il n'avoit rien de bon à espérer de lui. Il crut donc, que, pour hâter la conclusion du Traité à laquelle l'affaire de l'Episcopat étoit le plus grand obstacle, il devoit faire un pas plus avant sur ce sujet. Il fit donc savoir aux deux Chambres, par ce Message :

1. Qu'il consentiroit à l'abolition des Archevêques, Doyens & Chapitres, & en un mot, de toute la Hiérarchie Ecclésiastique, excepté les Evêques.

2. Que, pendant l'espace de trois ans, il n'y auroit point d'autre Gouvernement que le Presbytérien, & que l'Episcopal seroit sur sis pendant ce tems-là.

3. Mais que comme on pourroit objecter, qu'après ces trois ans, l'Episcopat reprendroit naturellement son cours, il consentoit, qu'après les trois ans, les Evêques ne pussent exercer d'autre Pouvoir que celui de l'Ordination, avec l'assistance des Prêtres, à moins que, dans cet intervalle, on ne fût convenu d'une forme de Gouvernement, en sorte que jusqu'à cette Con-

Ffff ij

vention,

CHARLES
I.
1648.

Le Roi
consent à
l'Article de
l'Irlande,
& à celui
des dettes
publiques.
Il fait des
proposi-
tions par
rapport aux
Délin-
quens.

Les Confé-
rences sont
prolongées
de sept
jours.

Nouvelles
offres du
Roi sur l'E-
piscopat.

CHARLES
I.
1648.

Le Roi
consent à
l'Article de
la nomina-
tion aux
Emplois,
& à la sup-
pression de
la Cour des
Gardes &
Livrées.

Il refuse
d'abandon-
ner l'Epis-
copat.

Le Parle-
ment n'est
pas content
des offres
du Roi.

Nouvelle
demande au
Roi tou-
chant l'Ir-
lande.

Prolonga-
tion des
Conféren-
ces pour
14. jours.
Douze des
Commis-
saires s'en re-
tournent &
trois de-
meurent
avec le Roi.

vention, ou en cas qu'il ne se fît point de Convention, la Jurisdiction Episcopale ne seroit point exercée.

Le même jour, il consentit encore que, pendant dix ans, les deux Chambres eussent la nomination aux grands Emplois.

Il consentit encore à tout ce que les deux Chambres demandoient pour la Ville de Londres, & à ce qui regardoit le grand Sceau.

Quant à la Cour des Gardes-nobles, il consentit qu'elle fût abolie, pourvu qu'on accordât à lui & à ses Successeurs la somme annuelle de cent mille livres sterling.

Les Commissaires ayant témoigné au Roi, que sa Réponse sur l'Episcopat ne satisferoit pas les deux Chambres, & l'ayant fortement pressé de leur en donner une plus pleine & plus entière, il répondit par un Mémoire, qu'il ne pouvoit absolument abandonner l'Episcopat. Il répétoit ses offres sur ce sujet, ajoutant seulement, que si dans l'intervalle des trois ans, il étoit convaincu que l'Episcopat n'étoit pas conforme à la Parole de Dieu, ou que Jesus-Christ avoit ordonné une autre forme de Gouvernement, il l'accepteroit volontiers : mais que jusqu'alors il se croyoit obligé en conscience, de maintenir l'Episcopat.

Les Communes employèrent quatre ou cinq jours à examiner les offres, & les Réponses du Roi, & voterent sur ce sujet, que, par rapport à l'Episcopat, les Réponses du Roi n'étoient pas capables de satisfaire les deux Chambres, & les Seigneurs concoururent à ce Vote.

La même Résolution passa au sujet de la Réponse du Roi sur le Covenant, & sur le Papisme, en ce que le Roi demandoit qu'il fût toléré dans la Chapelle de la Reine, pour elle & pour ses Domestiques. Elles ne furent pas plus contentes des Réponses sur la vente des Terres des Evêques, Doyens & Chapitres, & sur les Délinquens. Ainsi, la Paix sembloit plus éloignée que jamais, d'autant plus que les Seigneurs concouroient avec les Communes à insister sur la vente des Terres de l'Eglise.

Comme le tems limité pour les Conférences alloit expirer, ces résolutions furent promptement envoyées aux Commissaires, avec ordre de demander au Roi une réponse finale & positive, & par un Message exprès, la Chambre des Communes demanda encore au Roi, Qu'il plût à Sa Majesté de se déclarer positivement contre la Rebellion d'Irlande, & contre la Trêve conclue avec les Rebelles, & de défendre au Marquis d'Ormond de s'unir avec les Papistes Rebelles, pour faire la Guerre aux Protestans. Mais comme il ne restoit plus que trois jours, & que ce tems ne suffisoit pas pour recevoir la Réponse du Roi, les Seigneurs obtinrent des Communes, une prolongation de quatorze jours, d'autant plus que le Roi avoit souhaité de pouvoir conférer avec le Docteur *Usher*, Archevêque d'Armagh, & avec les Evêques de Winchester & de Rochester, sur les affaires de l'Eglise. Mais comme on n'espéroit pas beaucoup de ce délai, il fut permis aux Commissaires qui étoient à Newport, de retourner au Parlement, en laissant trois d'entre-eux pour recevoir la dernière Réponse du Roi. Douze des Commissaires étant retournez à Londres, firent rapport au Parlement de la Réponse finale du Roi, qui leur avoit été délivrée le neuvième de Novembre, & qui portoit :

Qu'on

Qu'on avoit mal compris le sens de ses offres, & que son intention n'étoit pas de faire de nouveaux Evêques dans l'intervalle des trois ans.

Sur ce qu'on pourroit objecter qu'après que les trois ans seroient écoulés, les Evêques pourroient exercer le Pouvoir de l'Ordination, en ne se faisant assister de tels Prêtres qu'ils trouveroient à propos, sans être astreints à suivre leurs sentimens, S. M. consentoit que les Evêques ne pussent conférer les Ordres sans le consentement d'un certain nombre limité de Prêtres, qui seroient choisis par les deux Chambres, & par le Roi de la manière dont on conviendrait.

CHARLES
I.
1648.
Rapport des
Commis-
saires de la
Réponse du
Roi.

Que S. M. n'avoit pas prétendu, qu'après les trois ans, il n'y auroit aucun Gouvernement d'établi; qu'au contraire, il avoit supposé, & supposoit encore, que, dans ces trois ans, le Roi & les deux Chambres, par l'avis de l'Assemblée Ecclésiastique à laquelle le Roi ajouteroit vingt Membres, conviendroient d'un Gouvernement capable de prévenir la confusion que les deux Chambres craignoient.

Que pour ce qui regardoit les Prières communes, il n'insistoit plus sur la liberté d'en faire usage dans sa propre Chapelle: mais il déclaroit, qu'il prétendoit se servir de quelque autre Formulaire constant, & réglé.

Que, quant aux Messes, il consentoit à tout ce que les deux Chambres demandoient, & qu'il n'en exceptoit que la Chapelle de la Reine.

Que sur les autres Propositions, il persistoit dans ses Réponses précédentes.

Qu'il espéroit qu'après avoir réduit la question à ce point, il n'y avoit plus de difficulté que sur des choses qui étoient contre sa conscience & que les deux Chambres ne le presseroient plus sur ce sujet.

Tout cela ne fut pas capable de porter les Communes à se désister de la moindre de leurs prétentions. Elles voterent, que les Réponses du Roi sur l'Eglise, sur la Forme des Prières, sur les Messes, étoient insuffisantes, & il fut ordonné aux trois Commissaires qui étoient encore auprès du Roi, de lui communiquer ce Vote, & de lui demander une Réponse finale.

Le Parle-
ment n'en
est pas sa-
tisfait.

Comme jusqu'alors, le Parlement n'avoit fait aucune attention aux demandes que le Roi avoit faites de son côté, la Chambre des Communes les prit enfin en considération, & vota

Que le Roi pourroit revenir à Londres avec honneur, liberté, & sûreté, *aussi-tôt qu'on seroit convenu de tous les Articles:*

Votes sur
les deman-
des du Roi.

Qu'il seroit remis en possession de ses légitimes revenus, selon les Loix du Royaume.

Qu'il seroit dédommagé pour les revenus légitimes dont il voudroit bien se désister en faveur du Peuple.

Qu'on lui présenteroit un Acte d'Amnistie avec les limitations & restrictions, que les deux Chambres jugeroient nécessaires.

Il est certain qu'il n'y eut jamais aucune difficulté, ni sur le retour du Roi, ni sur la restitution de ses revenus, ni sur l'abolition de la Cour des Gardes-nobles, à la place de laquelle on étoit convenu de lui assigner un revenu annuel de cent mille livres sterling. On regardoit ces trois Articles comme une suite naturelle de la conclusion du Traité. Mais à l'égard de l'Acte d'Amnistie, le Roi & le Parlement n'étoient pas d'accord. Le Parlement vouloit ex-

Différend
sur l'Acte
d'Amnistie

CHARLES
I.
1648.

cepter de l'Amnistie, un certain nombre de Délinquens, c'est-à-dire, de ceux qui avoient servi le Roi, & qu'on regardoit comme les auteurs des troubles. Il vouloit confisquer leurs biens, & les bannir du Royaume. Enfin, après de longues contestations, le nombre de ceux-ci avoit été réduit à sept, sur lesquels les deux Chambres ne s'accordoient pas. A l'égard même de ceux qui devoient être compris dans l'Amnistie, le Parlement prétendoit leur infliger une peine en argent, & les avoit rangez sous diverses Classes, selon lesquelles, les uns devoient perdre la moitié de leurs biens, les autres le tiers, & d'autres le quart, & avoit destiné l'argent qui en proviendrait, au payement des dettes publiques. Le Roi prétendoit au contraire, que tout le monde, sans exception, eût part à l'Amnistie. Il consentoit seulement que quelques-uns de ceux à qui le Parlement donnoit le nom de Délinquens, c'est-à-dire, ses plus fidèles Serviteurs, fussent soumis à une composition modérée, terme vague sur lequel il y auroit eu bien des contestations, si on en fût venu à cette discussion. Quoiqu'il en soit, cet Article qui étoit considérable, n'étoit pas encore réglé: mais il n'étoit pas impossible de trouver des expédiens pour contenter le Roi, & le Parlement, si les difficultéz par rapport à la Religion, n'avoient pas arrêté la conclusion du Traité, sur quoi je ne puis m'empêcher de faire deux Réflexions.

Réflexions
sur les diffi-
cultez par
rapport à la
Religion.

La première est, que si les Communes avoient insisté si long-tems sur le le Préliminaire des trois Bills dont il a été parlé, c'étoit parce qu'elles sçavoient combien le Roi étoit inflexible sur l'Article de l'Episcopat, & qu'elles désespéroient de pouvoir conclurre un Traité avec lui, s'il n'accordoit pas préalablement cet Article sur lequel elles n'étoient pas moins inflexibles que lui, comme il parut bien dans les Conférences. C'étoit-là l'Article principal, sans lequel il n'y auroit peut-être point eu de Guerre, & dont les Presbytériens ne pouvoient se départir, sans perdre le fruit de toutes leurs peines, & des heureux succès qu'ils avoient eus contre le Roi.

Ma seconde Réflexion est, que les Episcopaux rigides eurent lieu de comprendre dans ces Conférences, combien la rigueur immodérée qu'ils avoient exercée contre le Presbytérianisme dans le tems qu'ils étoient les Maîtres, leur portoit de préjudice, puisqu'il ne fut pas possible de trouver d'autre moyen pour contenter les Presbytériens, que l'abolition de l'Episcopat. Ceux-ci après avoir connu par une longue expérience, les mauvaises intentions du Roi à leur égard, ne crurent pas pouvoir se confier à des concessions que la nécessité lui arrachoit, & ne purent être satisfaits, tant que le nom d'Evêque subsisteroit. Ils craignirent, & ce n'étoit peut-être pas sans fondement, que la fonction des Evêques, quoique réduite presque à rien par les offres du Roi, ne fût un fondement sur lequel le Roi avoit dessein de relever le bâtiment de la Hiérarchie Ecclésiastique, ou une pierre d'attente qui faisoit voir qu'il n'avoit pas intention de laisser l'édifice au point où il se trouvoit. L'exemple de ce qui étoit arrivé en Ecosse confirmoit encore leurs craintes, & leurs soupçons. Dans ce Royaume-là, toutes les fonctions Episcopales avoient été abolies. Les Evêques n'avoient conservé que le simple nom, avec quelques droits temporels, sans aucune Autorité, sans aucune Jurisdiction. Mais cela seul avoit suffi pour donner occasion au Roi Jacques, de les rétablir dans tous les droits, dont ils avoient joui avant la Réfor-

formation. Charles I. pouvoit avoir intention de faire la même chose en Angleterre, & les Presbytériens ne se souvenoient que trop, que, dans le tems même qu'il accordoit aux Ecoissois l'extinction de l'Episcopat, il écrivoit aux Evêques d'Ecosse, que ce n'étoit que par contrainte, & jusqu'à ce qu'il trouvât l'occasion de rétablir l'Eglise dans sa première splendeur. Sans la prévention des Presbytériens, sans ce manque de confiance, dont on peut dire que le Roi étoit lui-même la cause, il est certain que ses offres par rapport à l'Episcopat, pouvoient servir de fondement à la Paix, ainsi que le Parlement le reconnut, lorsqu'il ne fut plus tems. Cependant, les deux Chambres ne désespérant pas tout-à-fait de faire venir le Roi à leur point, prolongerent encore de sept jours, le tems des Conférences.

Pendant que les deux Chambres s'occupaient aux affaires de la Paix, les Officiers de l'Armée, dont le quartier général étoit alors à Windsor, s'assemblerent en Conseil de Guerre, pour travailler à y mettre des obstacles. Ils sçavoient tout ce qui s'étoit passé à Newport, & que la conclusion du Traité ne dépendoit plus que d'un point, sur lequel ils ne doutoient point que le Roi ne se relâchât. C'est pourquoi, ils résolurent d'empêcher cette conclusion par la force. Cromwell n'étoit pas encore arrivé à l'Armée; il s'étoit arrêté proche de *Pontfract*, pour ordonner le Siège de cette Place qui avoit été surprise par le parti du Roi, & dont la Garnison tenoit en bride tout le Pais des environs, & y commettoit de grandes violences. Le Colonel *Rainsborough* avoit été envoyé de l'Armée pour commander à ce Siège: mais il avoit été surpris dans une Ville voisine, par un parti de la Garnison de Pontfract, qui l'avoit tué, n'ayant pas pu l'emmener prisonnier. Cromwell l'avoit toujours aimé & estimé, & par cette raison, il souhaitoit avec ardeur de venger sa mort, outre qu'il avoit été fortement prié par le Comité de la Province d'Yorck, d'employer les Troupes qu'il ramenoit d'Ecosse, à réduire cette Place. C'est ce qui l'avoit arrêté quelque tems en ces quartiers-là. Mais comme il n'avoit pas besoin de toutes les Troupes pour ce Siège, parce qu'il y avoit déjà un détachement de l'Armée, il fit prendre les devants à une partie, pour aller joindre le Général Fairfax. Ce renfort étant arrivé, l'Armée se crut en état d'exécuter ce qu'elle avoit résolu. Pour cet effet, le 18. de Novembre, qui auroit été le dernier jour des Conférences de Newport, si le Parlement n'y avoit pas ajouté sept jours, le Colonel *Ewers*, accompagné de quelques Officiers, alla présenter aux Communes, de la part de l'Armée, une Remontrance qui faisoit bien voir quelles étoient les résolutions du Parti Indépendant. Voici en abrégé les demandes de l'Armée:

„ 1. Que le Roi fut mis en justice, comme étant la cause principale de tous les maux qui avoient accablé le Royaume, & de tout le sang qui avoit été répandu.

„ 2. Qu'on fixât un jour au Prince de Galles & au Duc d'Yorck, pour venir se soumettre au Parlement, & qu'en cas de refus, ils fussent déclarés déchus de toute sorte de droit en Angleterre, comme Traîtres, bannis du Royaume à perpétuité. Que s'ils se soumettoient, on procédât contre eux, ou qu'on leur accordât un pardon, selon ce qu'ils offriroient. Que cependant, les revenus de la Couronne fussent mis en séquestre, pour servir aux usages publics.

CHARLES
I.
1648.

Autre Pro-
longation
de 7. jours.

L'Armée se
prépare à
mettre des
obstacles à
la Paix.

Cromwell
s'arrête à
Pontfract.

Il envoie
une partie
de ses Trou-
pes au Gé-
néral.

L'Armée
présente une
Remon-
trance au
Parlement.
20. Nov.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1330.

“
“
“
“
“
“
“

CHARLES
I.
1648.

3. „ Que les principaux Délinquens , auteurs de la Guerre , fussent punis
exemplairement.

„ 4. Que ceux qui se soumettoient ne pussent être punis de mort.

„ 5. Que les Officiers & Soldats fussent payez de leurs arrérages.

„ 6. Qu'on acquittât les dettes publiques , principalement à l'égard de
„ ceux qui avoient volontairement prêté leur argent , & hazardé leurs vies
„ pour le Public. Qu'on employât à cela les amendes qui seroient impo-
„ sées aux Délinquens , & les biens de ceux qui seroient exclus de l'Amnis-
„ tie.

„ 7. Qu'après avoir satisfait à la Justice , on fixât un tems raisonnable
„ pour la durée de ce Parlement.

„ 8. Qu'on convînt des moyens d'assurer une succession constante des Par-
„ lemens , soit annuels , ou de deux en deux ans , & qu'on prît les precautions
„ nécessaires , 1. pour les assembler , 2. pour rendre les élections des Membres
„ plus proportionnées aux Villes & aux Provinces , qui députoient , afin que la
„ Chambre des Communes représentât véritablement le Royaume. 3. Pour
„ faire en sorte que rien ne pût empêcher le Peuple de s'assembler pour procé-
„ der aux élections. 4. Pour qu'aucun de ceux qui avoient porté les armes
„ contre le Parlement , ne pût ni élire , ni être élu pendant un certain nombre
„ d'années. Qu'il fût déclaré , que le Parlement , représentant la Nation , a
„ un pouvoir légitime d'altérer , de révoquer , d'abolir les Loix , de faire la Paix
„ & la Guerre , de juger définitivement toutes les Affaires Civiles , & de faire
„ rendre compte à tous ceux qui exercent les Charges publiques. A condition ,
„ toutefois , qu'après la fin de ce Parlement , les suivans ne pourront ni pour-
„ suivre , ni punir personne , pour des fautes relatives à la Guerre précédente ,
„ & qu'ils ne pourront ni altérer ni révoquer rien de ce qui est contenu dans
„ ces Articles. Enfin , qu'il y aura une entière liberté pour tous les Membres
„ de faire enregistrer des Protestations , contre les résolutions du Parlement ,
„ afin qu'en cas de corruption , le Peuple puisse connoître ceux à qui il ne doit
„ plus se confier.

9. „ Qu'à l'avenir , aucun Roi ne fût reconnu pour tel qu'après avoir
„ été élu par le Parlement , & avoir expressément renoncé à la voix négative
„ contre les résolutions de la Chambre des Communes.

„ Nous proposons ces Articles , pour faire la matiere d'une Convention
„ générale , qui sera soussignée par tout le Peuple , par Ordre du Parlement , &
„ qu'à l'avenir aucun Roi ne puisse être admis à la Couronne , ni aucun Par-
„ ticulier à quelque Emploi , qu'après l'avoir signée.

Le Parle-
ment ne ré-
pond rien.

Plusieurs
Requêtes
pour de-
mander jus-
tice contre
le Roi.

Le Parlement ne fit point de Réponse à cette Remontrance , comme il
n'en avoit point fait à quelques autres à-peu-près semblables , qui lui avoient
été présentées , pendant le cours des Conférences. J'ai déjà parlé de celle
qui fut présentée le 11. Septembre par plusieurs milliers d'habitans de Lon-
dres & des environs , & de celle des Maîtres de Navires. Le 30. du même
mois , ils en reçut une semblable signée de plusieurs milliers d'habitans d'Ox-
ford ou des environs. Le 10. d'Octobre , la Ville de Newcastle demanda
par une Requête , qu'on fît justice des principaux Délinquens. Le même
jour , un grand nombre d'habitans de la Ville & de la Province d'Yorck
demanderent la même chose , disant , *que le Roi avoit avoué qu'il étoit cou-
pable*

pable du sang qui avoit été répandu. Le 30. du même mois, les Officiers du Regiment d'*Ingoldsby*, qui étoit en Garnison à Oxford, présentèrent une Requête au Général, demandant Justice contre les principaux coupables, & nommément contre le Roi, & qu'on prît des précautions pour empêcher qu'à l'avenir, les Rois ne pussent réduire le Peuple en servitude. Ils ajoûtoient, que dans la crainte où ils étoient que, par le Traité qui se négocioit dans l'Isle de Wigth, le Parlement ne trahît les intérêts de la Nation, ils prioient le Général d'assembler un Conseil de Guerre pour chercher les moyens de prévenir ce mal, soit par une Requête semblable à celle de Londres, ou de quelque autre maniere. D'un autre côté, pendant que Cromwell étoit aux environs de *Pontfract*, il n'y eut pas un des Régimens de son Armée, qui ne lui présentât des Requêtes pour demander Justice contre le Roi, & il envoya toutes ces Requêtes au Général. On peut voir par-là, que la Remontrance de l'Armée étoit une suite des complots brassés par les Indépendans, qui, dans plusieurs endroits du Royaume, inspiroient au Peuple & aux Officiers ces violentes résolutions, pour empêcher la conclusion d'un Traité qui ne pouvoit que ruïner leur Parti. Il est bien apparent que les Presbytériens comprenoient parfaitement quels étoient les desseins des Indépendans, & ces Requêtes n'étoient que trop capables de les en convaincre. Mais ils espéroient de pouvoir les amuser jusqu'à la conclusion du Traité, ne doutant point que le Roi ne consentît enfin à l'abolition de l'Episcopat. Pour les autres Articles, qui n'étoient pas encore réglés, vraisemblablement, ils auroient mieux aimé les céder au Roi, que de retarder cette conclusion qui leur étoit si nécessaire. Les affaires étant dans cette situation, il n'étoit pas à propos qu'ils irritassent encore davantage les Indépendans, par des Réponses qui ne les auroient pas satisfaits. D'un autre côté, ils ne pouvoient se résoudre à conclure avec le Roi sans avoir obtenu l'abolition de l'Episcopat, ne se croyant pas en sûreté tant que le nom même d'Evêque subsisteroit. Enfin, il n'étoit pas à propos qu'ils tentassent de résister à l'Armée par la force. Selon les apparences, leurs préparatifs n'auroient fait que hâter l'exécution des résolutions de l'Armée, au lieu que leur intérêt étoit de l'amuser seulement pendant quelques jours. Toute leur espérance étoit donc fondée sur la condescendance du Roi, de laquelle ils ne doutoient presque point, vû le danger manifeste où il s'exposeroit par son obstination. Car il n'étoit pas apparent qu'il ignorât les Requêtes qui avoient été présentées contre lui, ni qu'il ne fût bien-tôt informée de la Remontrance de l'Armée, puisque tout le monde avoit un libre accès auprès de lui.

Trois jours après que le Parlement eut reçu la Remontrance, il eut avis par des Lettres des Commissaires qui étoient demeurez à Newport, de la Réponse du Roi, par rapport au Marquis d'Ormond, & aux Terres des Evêques. C'étoit, qu'il ne pouvoit rien ordonner au Marquis, avant que le Traité fût signé: mais qu'alors, il feroit ce que les deux Chambres desiroient, & que si le Marquis n'obéissoit pas à ses Ordres, il prendroit de telles mesures contre lui que les deux Chambres en seroient contentes. Que pour ce qui regardoit les Terres des Evêques, il persistoit dans ses offres précédentes. Cette Réponse ne donnoit pas de grandes espérances d'un prompt accom-

CHARLES
I.
1648.

Le Parle-
ment tâche
d'amuser
l'Armée.

Le Roi re-
jette la der-
niere pro-
position
touchant
l'Irlande.

CHARLES I.
1648. modement. Cependant, comme elle avoit été délivrée le 16. du mois, deux jours avant que le Parlement eût reçu la Remontrance de l'Armée, on espérait que les premières nouvelles qui viendroient de Newport seroient plus satisfaisantes. Mais le 25. le Parlement apprit par une Lettre de ses Commissaires, que le Roi avoit absolument refusé de rien ajouter à ses Réponses précédentes.

Hammond
est rappelé
à l'Armée, &
le Colonel
Ewers est
envoyé en
sa place.
Il fait soigneusement
garder le
Roi.

Ce ne fut pas encore tout. Il fut informé dans le même tems, que le Général avoit rappelé *Hammond* à l'Armée, & avoit envoyé en sa place pour commander dans l'Isle de Wight le Colonel *Ewers*, qui faisoit garder le Roi très-étroitement. Ainsi les précautions que le Parlement avoit prises pour empêcher que le Roi ne vint traiter en personne à Londres, de peur qu'il n'y trouvât trop de partisans, furent cause qu'il ne put être maître de sa personne, lorsqu'il auroit été le plus nécessaire. Deux jours après, les Communes reçurent une Lettre du Colonel *Hammond*, dans laquelle étoit inclus l'ordre qu'il avoit reçu du Général de se rendre à l'Armée, & de laisser le commandement de l'Isle au Colonel *Ewers*. Sur cela, les Communes voterent que le Général seroit informé de ce Vote. Mais *Hammond* s'étoit déjà rendu à l'Armée, & avoit laissé le commandement au Colonel *Ewers*. Malgré tout cela, il semble que le Parlement n'avoit pas encore perdu toute espérance de conclurre avec le Roi, puisque les Communes renvoyerent l'examen de la Remontrance de l'Armée, jusqu'au 1. de Décembre, afin d'être mieux en état d'y répondre, lorsqu'elles sçauroient la dernière résolution du Roi. Ce même jour, le Général reçut des Requêtes de la part des Troupes qui étoient dans le Nord, & dans le País de Galles, conformes à la Remontrance de l'Armée.

Vote inutile
des Com-
munes.

L'examen
de la Re-
montrance
est différé.
Diverses Re-
quêtes des
Troupes au
Général.
Lettre & or-
dre des
Communes
au Général,

Après la demarche que le Général venoit de faire en se rendant maître de la personne du Roi, sans en donner avis aux deux Chambres, il n'y avoit guères d'apparence qu'il fût disposé à recevoir leurs Ordres. Cependant les Communes ne laissèrent pas de lui faire écrire par leur Orateur, que les Ordres qu'il avoit donnez au Colonel *Ewers* étoient directement contraires aux résolutions de la Chambre, & aux Instructions données au Colonel *Hammond*. Qu'elles lui ordonnoient donc de révoquer ce qu'il avoit fait, & de permettre au Colonel *Hammond* d'aller exercer sa charge dans l'Isle de Wight. Mais le Général & le Conseil de Guerre ne firent aucune attention à cet Ordre.

inutiles.

Le Roi est
transféré au
Château de
Hurst.

Dès le lendemain, le Roi, par l'ordre du Général, fut transféré au Château de *Hurst* dans la Province de *Hant*, situé sur une langue de Terre, vis-à-vis de l'Isle de Wight, & le Parlement n'en fut informé que trois jours après.

Déclaration
de l'Armée.
30. Novem-
bre.

Cependant, l'Armée ne s'endormoit pas, étant dans la résolution de tout hazarder pour empêcher la conclusion du Traité. Le même jour 30. de Novembre, elle publia une Déclaration ou Manifeste, où elle découvroit clairement ses desseins, & qui portoit,

Rush-
worth,
Vol. VII. p.
2341.

„ Que l'Armée craignant avec raison les maux que pourroit produire un Traité avec le Roi, & le rétablissement de ce Prince, qu'on prétendoit fonder sur ce Traité, qui se négocioit actuellement avoit fait présenter à la Chambre des Communes, une Remontrance sur ce sujet. Qu'elle avoit espéré que „ ses

ses raisons , & ses demandes pour le bien public , seroient écoutées & considérées par ceux à qui le soin de l'Etat étoit confié : mais que , bien loin d'avoir reçu quelque satisfaction , sa Remontrance avoit été rejetée , sans que la Chambre eût daigné en donner aucune raison. Que la considération en ayant été remise au Lundi , & ce jour-là , renvoyée à une autre fois , le Parlement avoit encore ajouté deux jours au tems limité pour les Conférences , dans l'espérance , que le Traité seroit conclu le lendemain. Que cette manière d'agir confirmoit l'Armée dans ses soupçons , que le Parti qui prévaloit dans le Parlement , avoit volontairement fermé les yeux , & bouché ses oreilles , pour n'être pas informé des dangers qui menaçoient le Royaume.

» Que l'Armée ne voyant point d'autre cause qui eût pû obliger le Parlement à rejeter les propositions qui lui avoient été présentées pour l'avantage du Public , qu'une corruption manifeste de la plus grande partie de ses Membres , & une violation non moins évidente de la confiance que le Royaume avoit en eux , ne pouvoit trouver d'autre moyen que d'en appeller au secours des hommes , & principalement à celui de Dieu » .

Après avoir justifié cet appel extraordinaire le mieux qu'elle pouvoit , elle exhortoit les Membres qui étoient du bon Parti , à protester contre les résolutions de la Chambre , & des'en retirer , promettant de les reconnoître pour seuls & légitimes Membres , & de leur obéir , jusqu'à ce qu'on pût établir une autre forme de Parlement. Ensuite , elle protestoit , qu'elle étoit prête à poser les armes , si on vouloit répondre à sa Remontrance. Mais que le peu de cas qu'on faisoit de ses propositions lui faisoit comprendre qu'il n'y avoit rien à espérer , le cas étant si extraordinaire , & le danger si pressant , elle se mettoit en marche vers Londres , pour y suivre la voye dans laquelle il plairoit à la Providence de la diriger.

Le 1. de Decembre , le Général écrivit à la Ville de Londres pour l'informer que l'Armée étoit en marche , à cause du mépris que le Parlement avoit fait de sa Remontrance : qu'elle n'avoit aucune mauvaise intention contre la Ville , ni même de loger chez les Bourgeois : mais que , pour prévenir toute violence , il demandoit que la Ville lui fournît quarante mille livres sterling pour le lendemain au soir. La Chambre des Communes consentit que la Ville envoyât cette somme à l'Armée , & fit prier le Général de ne pas s'avancer plus proche de Londres.

Le 2. du mois , la Chambre examina les offres du Roi , sans pouvoir en venir à aucune résolution. Pendant qu'elle étoit occupée à délibérer , le Général arriva dans la Ville avec plusieurs Régimens , & se saisit de tous les postes qu'il jugea convenables pour exécuter ses desseins.

Le 3. étant un Dimanche , le Parlement ne s'assembla pas. Mais le 4. les Communes reprirent l'examen des offres du Roi , qui fut interrompu par la nouvelle qu'elles reçurent , que le Roi avoit été transféré au Château de *Hurst*. Sur cela , elles voterent sur le champ , que le Roi avoit été mené prisonnier à *Hurst* , sans le consentement de la Chambre. Ensuite , elles reprirent leur délibération sur les concessions du Roi , & demeurèrent assemblées tout le reste du jour , & toute la nuit , jusqu'à cinq heures du matin. Enfin , il fut proposé , si on recueilleroit les voix , sur ce qui avoit été débattu , & l'affirmative l'emporta de 140. voix , contre 104. Après cela , la Question ayant été

Gggg ij

propo-

« CHAR-
« LES I.
« 1648.

Lettre du
Général à la
ville de
Londres
1. Decemb.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1349.

Le Général
arrive à Lon-
dres , & se
saisit de di-
vers postes.

Vote sur le
transport du
Roi à *Hurst*.
4. Decemb.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1351.

Les Com-
munes vo-
tent que les
offres du

CHARLES
I.
1648.
Roi sont
suffisantes.

proposée, il fut résolu, *que les concessions du Roi pouvoient servir de fondement à la Paix.* Mais je ne sçaurois m'empêcher de douter, que ce fût d'une voix unanime, comme l'assure le Comte de Clarendon. Tout ce qu'on vient de voir semble marquer au contraire, qu'il y avoit bien des Membres qui n'étoient pas contents de cette résolution.

Committe
pour aller
conférer a-
vec le Géné-
ral.

D'autres
Régimens
arrivent à
Londres.

Le Général
se rend mai-
tre du Palais
de West-
minster.

41. Mem-
bres des
Communes
sont arrêtés.

Immédiatement après, la Chambre nomma un Committe pour aller conférer avec le Général, & pour tâcher de procurer une bonne intelligence, entre le Parlement & l'Armée, & s'ajourna jusqu'au Mercredi. Dans ce même jour, plusieurs autres Régimens arrivèrent à Londres, & le Général fit publier un ordre à tous les Délinquens qui n'avoient pas encore fait leur composition, de sortir de la Ville, à peine d'être arrêtés & traités comme prisonniers de Guerre.

Le Mercredi 6. de Decembre, le Général envoya deux Régimens d'Infanterie au Palais de Westminster, & fit congédier la garde des Milices de Londres, qui y avoit été mise depuis quelques mois, pour garder le Parlement. Après que les Soldats se furent emparez des avenues & des portes de la Salle où les Communes s'assembloient, lorsque les Députés se présenterent pour entrer, ils en arrêterent quarante-un dont ils avoient les noms, & les mirent en garde dans une maison voisine. Dès que la Chambre fut formée, elle envoya son Sergeant d'armes ordonner à ces Membres de venir prendre leurs places dans la Chambre. Mais l'Officier qui les gardoit répondit, qu'il avoit ordre de les bien garder, & qu'il ne connoissoit point d'ordres supérieurs auxquels il dût obéir.

Mémoire
de l'Armée
présenté à la
Chambre
des Com-
munes.
Rush-
worth,
Vol. VII. p.
1254.

Peu de rems après le Colonel *Whalley*, accompagné de plusieurs Officiers, présenta aux Communes un Ecrit intitulé : *Propositions & Demandes de l'Armée pour justifier sa conduite*, qui contenoit en substance :

» 1. Que dans l'année 1647. plusieurs Membres de la Chambre avoient été accusez par l'Armée, & que sur les preuves évidentes de leurs crimes, la Chambre les avoit chassés, & avoit fait élire d'autres Députés en leurs places: mais qu'en suite dans l'Eté précédent, leur faction ayant prévalu dans la Chambre, pendant que plusieurs Membres étoient actuellement employez à la Guerre pour le Public, & que d'autres, par les violences de la même faction, ne pouvoient pas assister en sûreté aux délibérations, ces mêmes Membres chassés avoient été rappelés, & introduits dans la Chambre, sans avoir donné aucune satisfaction sur les crimes dont ils avoient été accusez.

» 2. Que par la confédération du Major Général *Brown* avec lesdits Membres chassés, & autres, les Ecoissois avoient envahi le Royaume, & que néanmoins, pendant cette invasion actuelle, lorsque la Chambre vouloit les déclarer ennemis du Royaume, & leurs adhérens, Traîtres & Rébelles, lesdits Membres conféderez, au nombre de quatre-vingts dix, s'y étoient fortement opposez, & avoient fait tous leurs efforts pour empêcher que la Chambre ne prît cette résolution. C'est pourquoi, l'Armée demandoit, que le Major Général *Brown* fût arrêté & mis en Justice, & que les quatre-vingt-dix Membres qui s'étoient opposez à ce Vote, fussent chassés de la Chambre.

» 3. Que pendant tout le cours des procédez de la Chambre, lorsque cette faction

faction prévaloit , on n'avoit vû que des divisions , & des obstacles continuels à tout ce qui se propofoit pour le bien public , des oppositions à un bon établissement capable de mettre fin aux troubles du Royaume , des Liges & des Confédérations avec les ennemis de l'Etat. Que c'étoit ce qui avoit bien paru , dans la révocation du Vote qu'on ne présenteroit plus d'Adresses au Roi , dans la résolution d'admettre le Roi à un Traité personnel , & en dernier lieu , dans le Vote , que les concessions du Roi étoient un bon fondement pour la Paix ; malgré les défauts essentiels de ces concessions , par rapport aux intérêts & aux Libertez du Royaume. C'est pourquoi l'Armée demandoit , que ceux d'entre les Membres , qui étoient innocens , déclarassent & protestassent publiquement , qu'ils n'avoient eu aucune part à ces procédez , afin que le Royaume pût connoître ceux qui avoient été fidèles à leur devoir : Que ceux qui ne se justifieroient pas de cette maniere , fussent exclus de la Chambre , & ne pussent y être reçûs , qu'après avoir donné une satisfaction convenable , selon le Jugement de ceux qui se seroient ainsi justifiés , & que les fondemens de cette satisfaction fussent publiez dans tout le Royaume.

» 4. Que par ce moyen , ceux qui s'étoient acquitez de leur devoir , étant mis en état d'exécuter ce qui étoit nécessaire pour le bien du Royaume , sans plus rencontrer d'obstacles , ni d'interruption comme auparavant , l'Armée demandoit que la Chambre procédât vigoureusement à faire en sorte , que Justice fût faite , & qu'elle travaillât à finir son propre pouvoir , & à établir une succession continuelle de Représentans , d'une maniere équitable , conformément à la Remontrance , afin que les troubles du Royaume cessassent , & que l'Armée pût acquiescer aux résolutions qui seroient prises , comme elle s'y engageoit positivement .

Il seroit inutile de faire des remarques & des réflexions sur cet Ecrit , dont l'injustice & la violence sautent aux yeux. Mais il a été nécessaire d'informer le Lecteur de ce qui y étoit contenu , par cette raison. C'est qu'il y a eu des Historiens trop partiaux , qui n'en ont point parlé , ou qui n'en ont dit qu'un mot en passant , sans en rapporter la substance , de peur de faire connoître à leurs Lecteurs , que les Presbytériens n'eurent aucune part à ce qui se passa dans la suite , & que les Indépendans en furent les véritables & les seuls Auteurs.

Le 7. de Decembre , les Membres des Communes , en se rendant à leur Chambre , y trouverent à la porte en dehors & en dedans une Garde qui en empêcha un grand nombre d'entrer. Le Comte de Clarendon dit qu'il y en eut environ cent à qui on refusa l'entrée. Cela me fait conjecturer , que les quatre-vingts-dix dont il est parlé dans la Remontrance , furent de ce nombre. Ainsi , depuis ce jour-là , on doit considérer la Chambre des Communes , comme n'étant plus composée que d'Indépendans. Il y a beaucoup d'apparence que , depuis ce jour-là , on n'y admit plus aucun Membre Presbytérien , ou que si on y en laissa quelques-uns , ce ne fut qu'un bien petit nombre. Quoiqu'il en soit , ce fut-là une nouvelle révolution qui changea encore une fois la face de cette Chambre. Les Presbytériens y avoient eu la supériorité , depuis le commencement de la Guerre , jusqu'au 6. d'Août 1647. Les Indépendans y avoient dominé , depuis ce jour-là , jusque vers la fin de

« C H A R -
« L E S I.
« 1648.

Une centaine de Membres sont exclus de la Chambre par les Soldats.

Le Parlement n'est plus composé que d'Indépendans.

CHARLES I. 1648. que l'Armée fut obligée de s'éloigner de Londres, après quoi, les Presbytériens avoient repris le dessus. Enfin, le 6. & le 7. de Decembre, de cette même année, les Indépendans en chasserent entièrement les Presbytériens, ou du moins, ils les mirent hors d'état d'y soutenir leur Parti. C'est à quoi il faut bien prendre garde, si on veut avoir une idée nette de cette Histoire.

Cromwell arrive. Le même jour 7. de Decembre, Cromwell qui étoit arrivé à Londres, le soir précédent, alla prendre sa place dans la Chambre, & y fut remercié de ses grands services.

Le Général se saisit de quelque argent du Public. Quoique le Général eût promis à la Ville de Londres, qu'il ne logeroit point les Soldats chez les Bourgeois, comme cette promesse n'étoit que conditionnelle, en cas qu'on lui envoyât la somme qu'il avoit demandée, & que la Ville n'avoit pas fourni l'argent, il fit entrer deux Régimens dans la Cité (1), & le lendemain, un troisième, après quoi, il se saisit de vingt mille livres sterling du Trésor public, qui étoit gardé dans la Salle des Tisserans; & assigna pour remboursement à la Ville, une pareille somme sur ce qu'elle devoit à l'Armée.

Projet pour établir le Gouvernement. En ce tems-là, on présenta au Général, un projet, intitulé *la Convention*, pour l'établissement du Gouvernement. Ce projet étoit tout fondé sur les principes des Indépendans, & conforme à la Remontrance de l'Armée, excepté qu'il entroit dans un plus grand détail sur chaque Article, On prétendoit qu'étoit sur ces Régles que le Gouvernement devoit être établi, & que tout le monde en jureroit l'observation. Mais comme ce projet n'eut point lieu, quoique le Conseil de Guerre l'eût fait dresser avec beaucoup de soin, & que le Parlement même eût semblé vouloir l'approuver, je ne croi pas qu'il soit nécessaire de le mettre ici.

Protestation des Membres exclus, déclarée séditieuse. Les Membres qui avoient été exclus de la Chambre des Communes, ayant publié une Protestation contre la violence qui leur avoit été faite, les deux Chambres déclarerent cette Protestation scandaleuse & séditieuse, & tendant à renverser les fondemens du Gouvernement. Que tous ceux qui y avoient eu part, directement ou indirectement seroient incapables d'exercer aucun emploi, & d'être Membres du Parlement. Il fut ordonné de plus, que tous les Membres des deux Chambres, qui étoient absens, seroient obligés, en venant reprendre leurs places, de désavouer la Protestation, & de déclarer qu'ils n'y avoient eu aucune part.

Ordre sur l'élection du Maire & autres Officiers de Londres. 18. Decembre. Ensuite, les deux Chambres ordonnerent, que dans la prochaine élection qui devoit se faire du Lord Maire & du Conseil Commun de Londres, personne ne pourroit être élu Maire, ni Membre du Conseil qui auroit été du nombre des Délinquens, qui auroit assisté le Roi contre le Parlement, soit dans la première, soit dans la seconde Guerre, qui auroit favorisé les tumultes de Londres & de Westminster, ou les soulèvemens de *Kent*, d'*Essex*, de *Middlesex*, ou de *Surrey*. Mais quelques jours après, le Conseil Commun présenta aux Communes une Requête dans laquelle il leur représentait, qu'il n'étoit pas possible de trouver dans Londres un nombre

suffisant

(1) On distingue quelquefois par le nom de *City*, la Ville de Londres proprement dite, d'avec la Ville de Westminster, les deux ensemble étant souvent confondus sous le nom commun de *Londres*.

suffisant de bons Citoyens pour remplir les Charges de la Ville, selon les conditions prescrites, n'y en ayant presque aucun, qui ne se trouvât dans un de ces cas.

Le 20. de Decembre, le Général fit relâcher quinze ou seize des Membres qui avoient été arrêtez, & leur permit d'aller reprendre leurs places dans la Chambre, s'ils le trouvoient à propos.

On vient de voir combien la révolution arrivée le 6. & le 7. de Decembre, avoit changé la face des affaires. La Chambre des Communes n'étoit plus composée que des Membres Indépendans qui étoient hautemens soutenus par l'Armée, & la fin que ces gens-là se proposoient étoit de détruire également, le Roi, la Monarchie, l'Épiscopat, & le Presbytérianisme. Pour la Chambre des Seigneurs qui avoit fait ses efforts, quoi qu'inutilement, pour hâter la Paix, elle se vit, depuis cette résolution, contrainte de suivre le torrent, qui étoit trop rapide, pour qu'elle pût entreprendre d'y opposer quelque digue. Il n'y avoit dans cette Chambre qu'un petit nombre de Seigneurs la plupart Presbytériens à la vérité, mais trop foibles dans la situation où les affaires se trouvoient, pour pouvoir entreprendre de faire valoir la voix négative de leur Chambre, & le reste de ses Privilèges. Pendant que le Roi fut en état de protéger ceux qui avoient recours à lui, les Seigneurs de cette Chambre avoient conservé quelque autorité, parce qu'ils avoient une ressource toute prête, en cas que la Chambre des Communes n'eût pas eu assez d'égards pour eux. Mais depuis la Bataille de Nazeby, ce ne fut plus la même chose. La Chambre des Communes prit sur eux une telle supériorité, qu'ils ne trouverent point d'autre moyen pour se maintenir, que d'approuver, ou de feindre d'approuver tout ce que cette Chambre faisoit, de peur de faire naître des incidens capables de produire une rupture qui ne pouvoit que leur être funeste, puisqu'en ce cas-là, ils n'auroient sçu de quel côté se tourner. S'ils étoient obligez de se conduire de cette manière, pendant que leur propre Parti dominoit dans la Chambre Basse, il n'est pas étonnant qu'ils n'osassent s'écarter de cette même politique, lorsque les Indépendans eurent gagné l'avantage. A quoi leur auroit-il servi d'entreprendre de résister au torrent ? On va voir tout-à-l'heure, qu'à la première résistance qu'ils voulurent faire sur un point essentiel, ils se perdirent sans ressource. Ceux donc qui ont du panchant à les blâmer pour avoir eu trop de condescendance dans tout ce qui se passa depuis le 6. de Decembre 1648. doivent prendre garde, que ce n'est pas ici une occasion où il faille raisonner sur les idées générales de la Constitution du Parlement, mais plutôt sur l'idée particulière de la condition où le Parlement se trouvoit alors.

Depuis que les Indépendans se furent rendus maîtres du Parlement, les Requêtes contre le Roi se multiplièrent tellement, qu'il n'y avoit presque point de jour que la Chambre des Communes n'en reçût quelque une, principalement de la part des Troupes qui étoient en Garnison, & qui faisoient partie de l'Armée. Lambert étant retourné d'Ecosse, les Régimens qui étoient sous son commandement ne manquèrent pas à présenter une Requête conforme à la Remontrance de l'Armée, dont il a été déjà parlé. La Province de Sommerfet, où le Roi avoit eû autrefois beaucoup de Partisans, se distingua en cette occasion de toutes les autres, en présentant une Requête

CHARLES
I.

1648.

tion du Con-
seil Com-
mun.

Quelques-
uns des
Membres
arrêtez sont
relâchez.

Observa-
tion sur la
Chambre
des Sei-
gneurs.

Plusieurs
Requêtes
pour de-
mander jus-
tice contre
le Roi.

re

CHARLES
I.
1648.

te pour demander une prompte justice contre les principaux Délinquens, c'est-à-dire, contre le Roi. Les Communes furent si contentes d'avoir une semblable Requête de la part d'une Province entiere, que pour encourager les autres à en présenter de pareilles, elles en remercièrent solennellement ceux qui l'avoient présentée, & la firent imprimer avec les remerciemens de la Chambre. On ne voit pourtant point, que les autres Provinces suivissent cet exemple. Il n'y eut que celle de Norfolck, qui, peu de jours après, demanda par une Requête une prompte justice contre le Roi.

Committé
établi pour
préparer
une Accusa-
tion contre
le Roi.
25. Decem-
bre.

Enfin, le 23. de Decembre, la Chambre des Communes ayant résolu, suivant les desirs de l'Armée, de faire le procès aux principaux Délinquens, & voulant commencer par le Roi, établit un Committé de trente-huit de ses Membres, pour dresser une Accusation contre le Roi, & lui donna pouvoir de recevoir toutes sortes d'informations, & de témoignages sur les matieres de fait.

Rushworth,
Vol. VII. p.
1371.
La Flotte
adhère à
l'Armée.

Le même jour, la Flotte qui étoit sous le commandement du Comte de Warwick, envoya au Général une Déclaration, qu'elle concouroit avec l'Armée dans sa Remontrance. Cette démarche ne fit pas beaucoup d'honneur au Comte de Warwick qui, ayant été un des Chefs des Presbytériens, fut le premier qui se détacha du Parti, pour se ranger dans celui des Indépendans.

Rushworth,
Vol. VII. p.
1375.
Dessein de
faire sauver
le Roi man-
qué.

La résolution étant prise de faire le procès au Roi, résolution qui avoit été projetée par divers Officiers de l'Armée, dès qu'il se fut retiré dans l'Isle de Wighth, le Colonel *Harrisson* fut commandé pour le conduire du Château de Hurst à Windsor. Pendant tout le tems qu'il avoit été dans l'Isle de Wighth, il avoit entretenu une correspondance secrète avec le Lord *New-bourgh*. Depuis qu'il étoit à Hurst, ce Seigneur avoit trouvé le moyen de lui faire sçavoir, qu'on devoit le transférer à Windsor, & comme sa maison se trouvoit sur le chemin, il lui avoit mandé, qu'il tâchât de faire en sorte qu'on le fit dîner chez lui, & qu'il se plaignît de l'allure de son Cheval, promettant de lui en donner un le plus vite qui fût en Angleterre, par le moyen duquel, il pourroit tenter de se sauver. Le Roi se plaignit pendant toute la matinée, que son Cheval l'incommodoit beaucoup, & sçut si bien faire, qu'on le mena dîner chez le Lord Newbourgh. Mais en arrivant à cette maison, il apprit, que le Cheval qu'on lui avoit destiné avoit été estropié la nuit précédente par un coup de pied d'un autre Cheval. Ce dessein ayant manqué par cet accident, le Roi fut conduit à Windsor où on le tint jusqu'au 19. de Janvier 1648. qu'il fut mené au Palais de Saint James.

Il est con-
duit à
Windsor.

On n'use
plus d'au-
cune cérémo-
nial à son
égard.

Il ne fut pas plutôt à Windsor, que le Conseil de Guerre ordonna, qu'on n'useroit plus envers lui, des cérémonies accoutumées, comme de le servir, à genoux, & autres, & lui retrancha la plus grande partie de ses Domestiques. Car quoique le Conseil de Guerre n'eût aucun droit de se mêler de ces sortes de choses, il ne laissoit pas d'empiéter tous les jours sur les droits du Parlement qui n'agissoit plus que par ses ordres.

L'Ordon-
nance tou-
chant l'élec-
tion du Mai-
re, &c. est

J'ai parlé ci-dessus de la Requête du Conseil Commun de Londres, touchant les élections du Maire, & des autres Officiers de la Ville. La Chambre des Communes, après avoir entendu le rapport du Committé qu'elle avoit établi sur ce sujet, ordonna que son Ordonnance seroit ponctuellement exécutée,

cutée, se mettant peu en peine que les Magistrats de Londres fussent du nombre des meilleurs Citoyens ou des plus capables, pourvû qu'ils fussent du parti regnant. Elle ordonna aussi, qu'à l'avenir, ceux qui seroient faits Bourgeois de Londres, seroient exemptez de prêter les Sermens d'*Allégeance* & de *Suprématie*, à quoi ils étoient auparavant obligez.

CHARLES
I.
1648.
confirmée.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1379.

Le 28. de Decembre, le Committé chargé de dresser l'Accusation contre le Roi, en présenta un modèle en forme d'Ordonnance, qui fut luë pour la première fois, & il fut ordonné qu'elle seroit luë encore le lendemain. Mais comme la Chambre sçavoit bien que l'Ordonnance seroit approuvée à la troisième lecture, elle se hâta de passer un Acte pour ériger une *Haute Cour de Justice*, à laquelle elle donna pouvoir de juger le Roi. Voici la Préface de cet Acte extraordinaire.

Il est de notoriété publique, que Charles Stuart, présent Roi d'Angleterre, non content des usurpations que lui-même, & ses Prédécesseurs ont faits des droits & des Libertez du Peuple, a formé le détestable dessein de renverser les Loix fondamentales, & les Libertez de cette Nation, & d'introduire en leur place, un Gouvernement arbitraire & tyrannique. Qu'outre plusieurs mauvais moyens qu'il a employez pour exécuter ce dessein, il l'a poursuivi par le fer & par le feu, & qu'il a fait à son Parlement, une cruelle Guerre par laquelle le Royaume a été misérablement ravagé, le Trésor public épuisé, le Commerce entièrement ruiné, des milliers d'hommes ont péri par l'épée, outre une infinité d'autres maux, & que pour toutes ces choses, il auroit pû être justement & exemplairement puni. Mais le Parlement espérant que l'emprisonnement du Roi qui, par la volonté de Dieu, a été livré entre ses mains, seroit capable de mettre fin aux troubles de ce Royaume, s'étoit abstenu de procéder judiciairement contre lui. Cependant, il a trouvé par une fâcheuse expérience, que la clémence ne servoit qu'à encourager le Roi & ses complices, à continuer leurs mauvaises & dangereuses pratiques, & à exciter de nouveaux troubles, de nouvelles rebellions, & des invasions des Etrangers. C'est pourquoi, pour prévenir de nouveaux inconvéniens, & pour empêcher qu'à l'avenir quelque principal Officier, ou Magistrat que ce soit, n'ait la hardiesse de tenter malicieusement & traîtreusement, de mettre la Nation Angloise dans l'esclavage, il est ordonné par l'autorité du Parlement, que Thomas Lord Fairfax, Olivier Cromwell, Henri Ireton, le Chevalier Hardress Waller, Philippe Skippon, &c. (& 145. autres) seront Commissaires & Juges dudit Charles Stuart, &c.

Préface de
l'Ordon-
nance pour
l'érection
d'une Cour
de Justice.

L'Ordonnance pour accuser le Roi, passa dans la Chambre des Communes le 2. de Janvier, & ce jour là même, elle fut envoyée aux Seigneurs, pour avoir leur concurrence. Depuis le 6. de Decembre, la Chambre Haute n'étoit composée que de neuf Pairs, les autres s'étant absentez pour ne se voir pas obligez de favoriser les attentats des Communes. Mais sur l'avis qu'ils eurent que ce jour-là, l'Ordonnance devoit être envoyée aux Seigneurs, les Comtes de *Northumberland*, de *Manchester*, de *Rutland*, les Lords *North*, *Rochefford*, *Maynard*, *Dacres*, s'y rendirent, en sorte que la Chambre se trouva composée de seize Pairs. L'Ordonnance y ayant été luë, fut rejetée d'une voix unanime. Cependant, pour gagner du tems, s'il étoit possible, les Seigneurs firent dire aux Communes, qu'ils leur enverroient leur Réponse par des Messages exprès. Mais en même tems, ils s'ajourne-

Les Sei-
gneurs la
rejetent.
3. Janvier.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1382.

CHARLES
I.
1643.
Voxes des
Communes
que le con-
sentement
des Sei-
gneurs n'est
pas néces-
saire.
Rushworth,
Vol. VII. p.
1383.
Autres Vo-
tes.

rent pour dix jours. Cet artifice fut inutile. Les Communes ayant fait visiter le Journal de la Chambre Haute, & ayant trouvé que l'Ordonnance avoit été effectivement rejetée, voterent; "Que les Membres des Communes, & les autres Commissaires nommez pour être Juges du Roi, pourroient exécuter leur commission, quoique les Seigneurs eussent rejeté l'Ordonnance.

Pour cet effet, elles firent rayer de la Commission, les noms des six Seigneurs qui avoient été nommez pour Juges, & mirent d'autres gens en leurs places. Entre ceux-ci se trouva *Bradshaw*, qui fut ensuite choisi pour être Président de la Haute Cour de Justice. Ensuite, la Chambre vota :

1. Que le Pouvoir souverain résidoit originairement dans le Peuple.
2. Que les Communes d'Angleterre assemblées en Parlement, étant choisies pour représenter le Peuple, avoient entre leurs mains l'autorité de la Nation.
3. Que ce que les Communes déclaroient être Loi, avoit la force de Loi, & que le Peuple étoit obligé d'y obéir, quoique le Roi ni les Seigneurs n'y eussent pas donné leur consentement.

Ces principes, tout contrairés qu'ils étoient à la véritable Constitution du Gouvernement d'Angleterre, étoient néanmoins très-conformes à ceux des Indépendans, dont l'intention étoit de changer la Monarchie en République.

L'Ordonnance pour juger le Roi, avec les changemens qu'on avoit été obligé d'y faire, à cause du défaut de concurrence de la part des Seigneurs, passa dans la Chambre des Communes le 6. de Janvier.

Les jours suivans, jusqu'au 20. furent employez aux préparatifs de ce Jugement dont jusqu'alors on n'avoit jamais vu dans le monde aucun exemple. Je n'ai pas dessein de grossir cette Histoire du détail de ce fameux procès. On le trouvera dans un Livre intitulé, *La véritable Histoire du Procès de Charles Stuart*, &c. qui fut publié à Londres en 1650, & qui a été traduit en François, dans lequel il n'y a rien d'oublié. Je ne croi pas faire beaucoup de tort aux Lecteurs de le renvoyer à ce petit Livre qui n'est pas rare, & qui peut les instruire de toutes les circonstances de ce Jugement. Je me contenterai donc de rassembler ici, en peu de mots, ce que je trouve de plus essentiel dans cette affaire.

Articles les
plus essen-
tiels dans le
Jugement
de Charles.
Sur l'Accu-
sation d'a-
voir fait la
Guerre à
son Parle-
ment.

I. La Haute Cour de Justice observa les mêmes règles en jugeant le Roi, que si elle avoit jugé un criminel ordinaire, parce qu'elle n'avoit aucun modèle d'un semblable Jugement.

II. Le principal point de l'accusation étoit, que le Roi avoit fait la Guerre à son Parlement, ce qui étoit incontestable. Les Sièges & les Batailles le prouvoient évidemment. Mais ce ne devoit pas être la principale question. Il falloit prouver que c'étoit lui qui avoit commencé la Guerre, & qui en étoit l'auteur. Car il est manifeste, que, si cette Guerre n'avoit été que défensive de sa part, il n'en étoit point coupable. Cependant, dans l'accusation, on supposoit que c'étoit lui qui avoit mis le Parlement dans la nécessité de se défendre, & ce point, qui étoit le principal, non seulement n'étoit point prouvé, mais on n'offroit pas même d'en donner aucune preuve. Les dépositions des témoins qui furent ouïs, ne tendoient point à faire voir que le Roi avoit mis le Parlement dans la nécessité de prendre les armes, mais seule-
ment

ment, qu'on l'avoit vû les armes à la main, contre son Parlement, & donner ses ordres pour faire la Guerre. La question, qui des deux, ou du Roi, ou du Parlement, avoit commencé la Guerre, auroit dû être parfaitement éclaircie. Mais quand même, elle l'auroit été au désavantage du Roi, qui ne sçait, que celui qui commence la Guerre, ou qui fait les premières hostilités, n'en est pas toujours l'auteur ? C'étoit-là une question d'une grande discussion, & que des Juges impartiaux auroient eu bien de la peine à décider. Car si on se souvient de ce qu'on a vû dans l'Histoire de ce Regne, on y aura remarqué, qu'encore qu'il soit assez clair, que le Roi gouverna arbitrairement pendant quelques années, le sujet de la Guerre qu'il entreprit n'étoit pas pour vouloir se maintenir dans ce Pouvoir arbitraire. Il avoit pleinement consenti à la révocation de ce Pouvoir usurpé. Mais le sujet de la Guerre fut, de sa part, qu'il voulut se maintenir dans le pouvoir ordinaire que les Loix du País donnent au Roi. De la part du Parlement, le sujet de la Guerre fut, que, dans la supposition, qu'il ne pouvoit plus se fier au Roi, il voulut le dépouiller du Pouvoir qu'il auroit eu par les prérogatives que les Loix lui accordoient, de reprendre ses premières brisées, & de gouverner à l'avenir, comme il l'avoit gouverné auparavant. Le Roi ne voulut point se laisser brider pour l'avenir, & le Parlement vouloit mettre des bornes à son Pouvoir. Ce fut-là le véritable sujet de la Guerre. Il n'étoit donc pas facile de décider qui en fut le premier auteur. Le Roi ne vouloit point donner d'autre sûreté pour l'avenir que sa parole, & le Parlement prétendoit avoir des raisons très-fortes pour se défier de la parole d'un Prince qui l'avoit souvent violée. Pour pouvoir décider de quel côté le droit & la raison se trouvoient, il auroit fallu pénétrer dans le cœur du Roi, pour sçavoir s'il promettoit de bonne foi, ou s'il avoit intention de tromper le Parlement dans la suite. D'un autre côté, il auroit fallu sçavoir, si ceux qui dirigeoient le Parlement n'avoient point d'autre but que de procurer le bien public, & s'ils ne cachioient pas, sous ce prétexte, des intérêts particuliers. Mais il n'y avoit que Dieu qui pût connoître toutes ces choses. Cependant le Parlement, étant Juge & Partie dans ce Jugement, supposa, sans en donner aucune preuve, que le Roi étoit l'agresseur, & l'unique auteur de la Guerre.

III. On voit assez fréquemment dans les Histoires, des Rois assassinés par leurs Sujets, en conséquence, ou de la haine publique, ou de quelque vengeance particulière, ou des intérêts de quelque Faction. L'Histoire d'Angleterre fournit, même depuis la Conquête, deux exemples de deux Rois solennellement déposés & emprisonnés. Mais jusqu'à Charles I, on ne trouve nulle part, qu'aucun Roi ait comparu en Jugement pour défendre sa vie, devant ses propres Sujets comme ses Juges. Je ne parlerai point ici des autres Souverains qui sont en possession d'une plus grande autorité sur leurs Sujets, que les Rois d'Angleterre, parce qu'il peut y avoir une grande différence entre les divers Souverains, à cet égard. Mais en me renfermant dans le seul Royaume d'Angleterre, & en supposant la constitution du Gouvernement, telle qu'elle étoit depuis la Conquête, jusqu'à Charles I, j'expliquerai ici en peu de mots ce qui a été dit pour & contre, sur un Jugement si extraordinaire. Premièrement, on demande, sur quelle Loi, naturelle ou positive, étoit fondé le Droit que le Parlement d'Angleterre s'attribuoit de mettre le

CHARLES

I.
1649.

Sur l'attention du Parlement en se constituant Juge du Roi.

CHARLES

I.

1648.

Raisons
pour le Par-
lement.

Roi en Justice. Voici ce qu'on répond de plus plausible pour justifier le procédé du Parlement.

Que, selon la Constitution du Gouvernement d'Angleterre, le Roi n'est pas moins tenu que les Sujets, d'observer les Loix auxquelles lui-même ou ses Prédécesseurs ont donné leur consentement, & que c'est-là, la principale Clause du Serment qu'on lui fait prêter lorsqu'il est couronné. Si cette obligation est égale des deux côtez, il faut donc qu'il y ait également des moyens pour la leur faire remplir, en cas qu'ils viennent à y manquer. A l'égard des Sujets, il n'y a point de difficulté. Les peines contre les infractions des Loix, sont connues de tout le monde, & les Cours de Justice sont ordonnées pour les infliger. Il est vrai, que les Loix n'ont ordonné aucune peine contre les Rois qui manqueroient à leur devoir, tant à cause du respect pour la Dignité Royale, que parce qu'on n'a pû supposer, que le Roi, qui est chargé du soin de faire exécuter les Loix, soit le premier à les violer, & à trahir la confiance que le Peuple a mise en lui. Il est néanmoins tenu de les observer lui-même, & de les faire observer aux Sujets: c'est un principe reconnu de tout le monde. Mais quelle est cette obligation, si l'observation des Loix dépend uniquement de sa volonté, & s'il n'y a point de moyen légitime pour le contraindre de les observer, ou pour le punir lorsqu'il les a violées. Ce ne fera qu'un vain nom qui ne signifiera rien, & le Gouvernement d'Angleterre sera aussi despotique, que celui d'aucun autre País du monde. Puis donc que les Loix n'ont point décerné de peine contre le Roi, qui manqueroit à son devoir, ni la maniere de le contraindre de s'y tenir attaché, & que néanmoins il est lié par ces mêmes Loix à en procurer l'observation, & à les observer lui-même, il est naturel, que le Parlement, qui représente le Peuple, lui fasse rendre compte de ses actions, puisqu'il n'est pas possible d'imaginer d'autre moyen. En supposant, que le Roi a violé les Loix les plus fondamentales du Royaume, s'adressera-t-on à des Etrangers pour le faire punir? Supposera-t-on contre l'expérience, qu'il est impossible qu'un Roi viole les Loix fondamentales du Royaume, qu'il tâche de les renverser, & d'établir un Gouvernement arbitraire? Soutiendra-t-on qu'il peut le faire impunément? Mais s'il est assuré de l'impunité, quelle différence y aura-t-il entre le Gouvernement d'Angleterre, & les Gouvernemens les plus despotiques, puisque sa conservation ne dépendra plus que de la probité, & de la volonté du Roi? S'il ne court aucun risque en tentant de changer la constitution du Gouvernement, après l'avoir tenté dix fois, il reviendra la onzième, & jusqu'à ce qu'il ait enfin réussi. Quant à l'objection, qu'il peut y avoir des moyens moins violens que la Guerre pour obliger le Roi à l'observation des Loix, & de moins injustes & moins extraordinaires, que de lui ôter la vie, pour le punir de les avoir violées, on répond, qu'on en convient, & que le Parlement avoit effectivement tenté de mettre le Gouvernement en sûreté par d'autres moyens comme en demandant au Roi, qu'il mît le Pouvoir de la Milice entre les mains du Parlement. Que si le Roi y avoit voulu consentir, le Royaume auroit été en Paix, & toutes les inquiétudes du Peuple auroient cessé. Mais qu'il avoit pris les armes pour empêcher le Parlement de faire usage de ces mêmes moyens; marque évidente que son dessein étoit de se maintenir en état de changer le Gouvernement quand il

en

en trouveroit l'occasion. Que cette Guerre injuste avoit été causée d'une infinité de maux, de la mort d'un grand nombre de ses Sujets, & de la ruïne de tous les autres, & que si on le faisoit comparoître en Jugement, c'étoit moins pour le punir d'avoir violé les Loix, que pour avoir préféré la voye injuste & violente des armes, aux moyens qu'on lui proposoit pour empêcher qu'il ne pût les violer à l'avenir.

CHARLES
I.
1649.

Ceux qui ont parlé pour le Roi ont dit, 1. qu'encore que les Rois d'Angleterre n'ayent pas autant d'autorité dans leur Royaume, que certains autres Rois, il ne s'ensuit pas qu'ils puissent être mis en parallèle avec de simples Particuliers, pour les rendre également responsables de leur conduite.

Raisons
contre le
Parlement.

2. Que le principe qu'on pose pour fondement, qu'il y a une égale obligation pour le Roi & pour les Sujets, d'observer les Loix, est faux, & que par conséquent, tout le raisonnement qu'on fonde là-dessus ne peut subsister. La raison en est, que les Particuliers n'étant chargez que de leur propre conduite, rien ne peut les dispenser de l'observation des Loix. Mais que le Roi étant chargé du gouvernement de l'Etat, & l'exécution des Loix lui étant confiée, il a, par conséquent, le droit de les tempérer en certaines occasions, sans quoi cette confiance seroit inutile. Que les Loix n'ont pas pu tout prévoir, & qu'il y a des occasions où il est absolument nécessaire, pour le bien public, de les violer, ou du moins, d'en suspendre l'observation, & que par conséquent l'obligation du Roi & des Sujets n'est pas égale.

3. Qu'en supposant même, que le Roi eût violé quelques-unes des Loix Fondamentales du Royaume, & qu'il eût fait la Guerre à son Parlement, de la maniere la plus injuste, il ne s'ensuivoit pas qu'on pût le punir de mort, par la raison, qu'il n'a ni supérieur ni égal dans le Royaume, & qu'on ne pouvoit pas lui donner des Juges qui ne fussent pas ses Sujets. Que d'ailleurs, la Justice découloit de lui comme de sa source, & que c'étoit une absurdité, que de soumettre à la Justice, celui qui est la source de la Justice, & qui lui donne toute son autorité.

4. Que, selon cette supposition, le sort des armes l'ayant mis entre les mains de ses ennemis, on avoit pu le tenir en prison, pour l'empêcher de faire du mal, jusqu'à ce qu'on eût pu le faire venir au point d'accorder toutes les sûretés qu'on lui demandoit. Mais qu'il y avoit une extrême différence, entre la prison & la mort, la première pouvant être regardée comme une précaution raisonnable & nécessaire, & la seconde, étant une punition que des Sujets n'étoient pas en droit d'infliger à leur Roi, comme en effet, on n'avoit jamais ouï dire rien de semblable.

5. Mais qu'il s'en falloit bien que la supposition, que le Roi avoit violé les Loix, & fait une Guerre injuste à son Parlement, ne fût bien fondée. Premièrement, par rapport aux Loix, que si le Roi, séduit par de mauvais Conseils, avoit en certaines occasions porté son pouvoir trop loin, quand le Parlement lui avoit fait connoître les mauvaises conséquences de cette conduite, il avoit gayement & volontairement renoncé à ce Pouvoir excessif, auquel il avoit cru auparavant pouvoir prétendre. Il avoit, sans retardement, consenti à tous les Actes qu'on lui avoit présentés sur ce sujet, & avoit donné les mains aux Actes de Justice contre ses intimes Conseillers.

Hhhh iij

Que

CHARLES
1.
1648.

Que le Parlement avoit accepté cette réparation, sans témoigner la moindre envie de vouloir lui faire porter la peine de ses fautes passées. Qu'après cela, il étoit absurde d'alléguer ces mêmes fautes, si amplement réparées, comme un motif de la Justice qu'on prétendoit exercer contre lui.

6. Que pour ce qui regarde la Guerre qu'il avoit faite à son Parlement, on soutenoit mal à propos, & sans en donner la moindre preuve, que c'étoit le Roi qui l'avoit excitée & commencée, pour s'exempter de donner des sûretés à son Peuple. Que sous prétexte de lui demander des sûretés pour l'avenir, demande qui n'étoit fondée que sur de purs soupçons, & sur de simples possibilités, que le Roi pourroit abuser de son pouvoir, on avoit prétendu le dépouiller actuellement de tous ses droits, en un mot, du Pouvoir Royal, pour ne lui laisser qu'une ombre de la Royauté. Qu'ainsi, quand même il seroit vrai que le Roi avoit commencé la Guerre, ce qui n'étoit nullement prouvé, il seroit pourtant vrai aussi, que le Parlement l'avoit excitée, en entreprenant, sous un vain prétexte de Paix & de Concorde, de réduire le Roi dans un état le plus triste où un Souverain puisse se trouver.

7. Que le Jugement, qu'on prétendoit exercer contre le Roi, n'étoit fondé que sur deux suppositions qui n'étoient soutenues d'aucune preuve. La première, que le Roi n'avoit entrepris la Guerre, que pour s'exempter de donner des sûretés. La seconde, qu'il y avoit lieu de craindre qu'il ne se servît du Pouvoir qu'on lui laisseroit, pour changer le Gouvernement. Qu'on laissoit à juger à toutes les personnes raisonnables, s'il y avoit de la justice, à violer toutes les Loix Divines & Humaines, & à infliger à son Souverain une peine capitale, sur deux suppositions si téméraires.

8. Que pour ce qui regardoit les pillages, les ruines, les meurtres, & les autres maux que la Guerre avoit causez, avant que de les mettre sur le compte du Roi, il faudroit du moins avoir bien prouvé qu'il étoit l'Auteur de la Guerre. Mais que si cette question étoit bien examinée, on trouveroit sans doute, qu'on ne pouvoit en charger que ceux mêmes qui s'en plaignoient.

9. Qu'on faisoit le Procès au Roi, pour avoir voulu changer le Gouvernement, & le rendre arbitraire & tyrannique. Mais qu'il n'y avoit point d'Anglois qui ne fût convaincu, que le Gouvernement n'avoit jamais été plus despotique, plus tyrannique, & plus arbitraire, que depuis que ce Parlement étoit assemblé. Qu'il n'y avoit presque point de Loi qui n'eût été violée. Que les deux Chambres avoient, durant plusieurs années, usurpé l'Autorité Souveraine, contre les Loix les plus connues. Qu'en dernier lieu, la Chambre des Communes avoit voté, qu'elle possédoit seule toute l'Autorité, sans la concurrence du Roi & des Seigneurs, maxime inconnue aux Anglois depuis l'origine de la Monarchie.

10. Que cette Chambre en établissant pour principe, par un simple Vote, que c'étoit à elle seule à juger le Roi, avoit hautement déclaré, qu'elle ne reconnoissoit point de supérieur ni d'égal, & que c'étoit-là véritablement introduire un Gouvernement arbitraire.

11. Enfin, que jusqu'en 1643, le Parlement n'avoit que simplement soupçonné le Roi de vouloir changer le Gouvernement, mais que ce même Gouvernement se trouvoit actuellement & véritablement changé, depuis que le Parlement en avoit pris la direction. Qu'on avoit encore soupçonné le

le Roi, de vouloir changer la Religion : mais que ce Parlement l'avoit effectivement changée, & l'avoit réduite dans une confusion déplorable, & que le projet de ce malheureux changement avoit été la véritable cause de la Guerre, & de tous les maux dont le Royaume avoit été affligé.

CHARLES
I.
146^e.

IV. La quatrième circonstance que j'ai dessein de faire remarquer, c'est que le Roi fut conduit trois fois devant la Haute Cour de Justice, & fut autant de fois sommé de donner ses Réponses sur l'accusation intentée contre lui, dont la lecture avoit été faite en sa présence. Mais il refusa constamment de reconnoître l'autorité de la Cour, & de ceux qui l'avoient établie. D'un autre côté, la Cour ne voulut jamais entendre les raisons sur lesquelles il se fondeoit, pour décliner sa Jurisdiction. Elle supposa toujours que l'autorité qui l'avoit établie, étoit suffisante, & c'étoit cela même que le Roi vouloit combattre, mais il ne lui fut jamais permis. Enfin, voyant qu'il ne pouvoit obtenir d'audience sur ce sujet, il donna ses raisons dans un Mémoire, contenant :

Le Roi refuse constamment de se soumettre à la Jurisdiction du Parlement.

Il en donne les raisons dans un Mémoire. Rushworth, Vol. VII pag. 1403.

„ Qu'étant Roi, il n'y avoit sur la Terre aucune Autorité qui pût légitimement le faire comparoître en Justice, comme Délinquant.

„ Qu'on ne peut procéder en Justice contre quelque homme que ce soit, sans l'Autorité des Loix, ou Divines, ou Municipales. Qu'à l'égard des premières, on ne voyoit point dans l'Ecriture Sainte, que Dieu eût donné aux Sujets une telle autorité sur leurs Souverains. Qu'au contraire, il étoit dit dans l'Ecclésiaste (VIII. 4.) *Là où est la Parole du Roi, là est le Pouvoir, & qui lui dira que fais-tu ?* Que par les Loix du Païs, on ne peut intenter d'accusation contre le Roi, puisque la Justice se rend en son nom. Que d'ailleurs, c'est une maxime constante en Angleterre, que le Roi ne peut point faire d'Acte injuste. Que la Loi par laquelle on prétendoit le juger, étoit ou ancienne, ou nouvelle ; si elle étoit ancienne, qu'on l'indiquât ; si elle étoit nouvelle, par quelle autorité, appuyée sur les Loix Fondamentales du Païs, avoit-elle été établie, & en quel tems ?

„ Que Dieu & le monde jugeassent, si la Chambre des Communes, qui n'est pas elle-même une Cour, pouvoit établir une Cour de Justice.

„ Qu'il ne pouvoit que paroître bien étrange à ceux qui connoissoient le Gouvernement d'Angleterre, que la Chambre des Communes prétendît avoir droit de faire des Loix, sans la concurrence du Roi & des Seigneurs. Mais quand même le Peuple d'Angleterre auroit le droit de donner une légitime Commission à cette Cour, avoit-il été consulté sur cela ?

„ Qu'étant sur le point de conclurre à Newport, un Traité avec le Parlement, il avoit été inopinément amené prisonnier par un Ordre de la Chambre des Communes, de laquelle on avoit chassé par violence, une grande partie des Membres, & que, quand il n'auroit point d'autre raison pour décliner la Jurisdiction de cette Cour, celle-là seroit plus que suffisante.

„ Enfin, qu'il avoit pris les armes pour défendre les Loix Fondamentales du Royaume, contre ceux qui supposoient qu'il s'étoit servi de son pouvoir pour changer le Gouvernement.

V. J'ai dit ci-dessus, que de tous les témoins qui furent ouïs contre le Roi, Il n'y en avoit pas un qui prouvât que le Roi étoit l'auteur de la Guerre. Mais entre ces dépositions, il y en eut deux que je me crois obligé de faire re-

Déposition remarquable contre le Roi.

mar-

CHARLES
I.
146^e.

marquer, supposé qu'elles n'ayent été ni inventées, ni altérées. La première fait voir que le Roi étoit beaucoup moins animé contre les Indépendans, que contre les Presbytériens, quoique, dans la suite, il n'eut que trop d'occasions de comprendre, combien les principes des premiers lui étoient plus contraires que ceux des derniers. La seconde semble prouver que le Roi n'agissoit pas avec une entière bonne foi, dans le Traité même de Newport.

Un Notaire de Londres déposa, que le Committé de sûreté ayant appris que le Roi négocioit secrètement avec les Indépendans, envoya le Déposant à Oxford, sous prétexte de porter au Roi des Propositions, de la part des Indépendans: qu'il avoit été introduit auprès du Roi, par le Comte de Bristol, & qu'il avoit reçu ordre de dire, de la part du Roi, aux Chefs des Indépendans, que s'ils vouloient prendre son parti contre le Parlement, il leur accorderoit toute la liberté qu'ils souhaiteroient.

La seconde Déposition dont je veux parler, étoit d'un Membre de la Société de *Grays-Inn*, qui déposa: Que le 30. de Septembre dernier, ayant été admis à l'audience du Roi, à Newport, il lui dit, que puisque S. M. avoit justifié le Parlement, par rapport à la prise d'armes, en consentant à la Préface du Bill, il ne doutoit point, que tout le Parti Presbytérien ne s'unît étroitement avec lui, à quoi le Roi avoit répondu: qu'encore que, pour le présent, il se vît dans la nécessité d'avouer ce qu'on vouloit, il souhaitoit que ses anciens amis scussent, que son intention n'avoit jamais été, & ne seroit jamais, d'abandonner la justice de sa cause. De plus, sur ce que le Déposant lui dit, que ses affaires étoient beaucoup retardées faute de Commissions, le Roi lui avoit dit, d'aller trouver le Prince son Fils qui étoit suffisamment autorisé, & qui lui donneroit tout autant de Commissions qu'il en demanderoit. Que d'ailleurs, il marqua beaucoup de joye de ce que ses bons Sujets étoient disposez à faire leurs efforts pour travailler à son rétablissement.

On lui prononce sa Sentence, & on lui refuse de l'entendre.

Rushworth,
Vol. VII. pag.
1418.

Il est exécuté.

Rushworth,
Vol. VII. pag.
1428.

7. Le Roi ayant refusé de répondre devant la Haute Cour de Justice, son refus fut regardé, selon les Loix d'Angleterre, comme une Confession, & la Sentence de mort lui fut prononcée, le 27. de Janvier. Un peu avant qu'on lui prononçât sa Sentence, il demanda instamment d'être ouï devant les deux Chambres, disant qu'il avoit une proposition très-importante à leur faire; mais sa demande fut rejetée. On croit communement, que son dessein étoit de proposer aux deux Chambres, qu'il abdiqueroit la Couronne, en faveur du Prince son Fils-aîné.

La Sentence fut exécutée le 30. de Janvier 1643. sur un échafaut qui avoit été dressé dans la rue, tout proche des fenêtres de la grande Salle de Whitehall. Le Roi souffrit la mort avec beaucoup de constance, & sans faire paroître la moindre marque de foiblesse ou d'étonnement. Son Corps, après avoir été pendant quelques jours exposé à la vue du Peuple, dans une des Chambres de Whitehall, fut porté à Windsor, & enterré sans aucune pompe, dans la Chapelle de S. George.

Caractere
de Charles I.

Ce n'est pas une chose facile que de donner d'une manière équitable & précise le caractère de Charles I. parmi les éloges excessifs que quelques-uns lui ont donnez, & les calomnies dont d'autres ont tâché de noircir sa réputation. Si les Partis, qu'on vit naître sous son Regne, avoient été abolis

par

par sa mort , on pourroit trouver , dans les Histoires de ce tems-là , qui ont été écrites après la fin des troubles , un désintéressement qui pourroit aider à former un Jugement équitable sur le caractère de ce Prince. Mais ces mêmes Partis ayant continué sous les Regnes suivans , avec une aigreur réciproque , on peut dire , qu'il n'y a point d'Historien Anglois impartial sur ce sujet. Les uns n'ont eu , en écrivant , d'autre vûë , que de justifier le Roi ; & les autres , qui ont voulu justifier le Parlement , n'ont pû le faire qu'en chargeant le Roi , & en le rendant odieux. Il faut donc avoir continuellement la sonde à la main , quand on cherche le caractère de ce Prince , de peur de se laisser entraîner dans les diverses routes que les Historiens présentent à leurs Lecteurs , & qui peuvent engager dans l'erreur. Malgré ces difficultés , je ne laisserai pas de dire ici en peu de mots , ce que j'en pense moi-même , indépendamment des passions & des préjugés des Partis.

Je ne voi pas que personne ait jamais disputé à Charles I. les loüanges qu'on lui a données par rapport à la sobriété , à la tempérance , à la chasteté. Tout le monde convient aussi , qu'il étoit bon Mari , bon Pere , & bon Maître. Mais quelques-uns l'accusent , & ce n'est peut-être pas sans fondement , d'avoir laissé prendre à la Reine sa Femme un trop grand empire sur lui , & trop de part dans les affaires de l'Etat. Le Royaume étant Protestant , & la Reine Catholique très-zélée , on ne pouvoit regarder qu'avec des yeux jaloux , le pouvoir qu'elle avoit , & dont elle n'abusoit que trop , de faire donner les Charges les plus importantes à des gens de sa Religion. C'étoit là le principal fondement de l'opinion qui s'étoit répandue dans le Royaume , que la Cour avoit dessein de rétablir la Religion Catholique en Angleterre.

Il étoit si amateur de la Justice , qu'il n'y avoit point de tentation capable de le faire pancher du côté de l'injustice , à moins qu'on ne lui déguisât tellement les choses , qu'il crût juste ce qui ne l'étoit pas. Ce sont là les propres paroles du Comte de Clarendon , qui peuvent être très-justes , si on les applique aux affaires des Particuliers. Mais outre la justice que le Roi doit rendre ou faire rendre aux Particuliers avec impartialité , il y a une autre sorte de justice qu'il doit à tout son Peuple en général. A l'égard de celle-ci , on peut douter avec quelque fondement , que la loüange du Comte de Clarendon puisse bien convenir au projet de changer la Constitution du Gouvernement , & de s'attribuer un pouvoir , qui certainement ne lui étoit pas adjugé par les Loix. Je ne croi pas même , que ce fût ici une de ces choses qu'on lui déguisoit , & j'aurois plus de penchant à me persuader , que c'étoit sur lui que ses Ministres & ses Courtisans se mouloient , & qu'ils conformoient leurs sentimens aux siens , pour faire leur cour , & pour avancer leur fortune.

Il avoit une exactitude qu'aucun Roi n'a peut-être jamais égalée , pour tous les exercices de dévotion , publics & particuliers. Cela lui fut de quelque utilité pour repousser l'accusation , qu'il n'avoit point d'affection pour la Religion Protestante , & il sçavoit bien s'en prévaloir dans les occasions.

Il avoit de l'aversion pour toutes sortes de débauches , & ne pouvoit souffrir qu'on tint en sa présence des discours sales ou impies. Sa Cour étoit toute différente de celle du Roi son Pere , où les juremens , les impietez , &

CHARLES I. les obscénitez, n'étoient que trop à la mode. Il est difficile de comprendre, comment le Duc de Buckingham, accoutumé aux manieres du Roi Jacques, pût s'accommoder de la gravité & de la sévérité de Charles I. ou comment Charles pût s'accommoder des mœurs du Duc de Buckingham.

Jacques I. étoit prodigue, & Charles son Fils panchoit du côté de l'avarice. Mais ce défaut peut être excusé par cette considération, qu'il ne fut jamais dans l'abondance, depuis le commencement de son Regne jusqu'à la fin.

Ses ennemis ont voulu le faire passer pour un Prince cruel & sanguinaire. Mais comme ils n'ont pû lui reprocher aucune action particuliere qui aît marqué un tel panchant, il est aisé de comprendre, que cette accusation n'est fondée que sur la supposition, qu'il avoit été l'Auteur d'une Guerre, dans laquelle il s'étoit répandu beaucoup de sang.

La bonne foi n'étoit pas sa vertu favorite, ainsi qu'on l'a pû comprendre par la lecture de son Histoire. Il faisoit un fréquent usage des *reservations mentales*, cachées sous des termes ambigus, & sous des expressions générales dont il se réservoir l'explication en tems & lieu. Cela fut cause que le Parlement ne put jamais prendre aucune confiance en ses promesses, dans lesquelles il y avoit toujours, ou quelque terme équivoque, ou quelque restriction qui les rendoit inutiles. On peut assurer, que ce fut là une des principales causes de sa ruïne, parce qu'ayant par là donné lieu à la défiance, il n'y eut plus de moyen de trouver aucun expédient pour faire la Paix avec le Parlement. On étoit si persuadé, qu'il n'agissoit pas de bonne foi dans ses engagements, qu'on ne croyoit pas pouvoir compter sur ses promesses. Le Parlement ne pouvoit même se résoudre à délibérer sur les propositions que le Roi lui faisoit, tant il étoit convaincu de l'habileté de ce Prince à se cacher sous des expressions ambiguës. Mais il envoyoit ses propres Propositions au Roi, auxquelles il ne laissoit la liberté que de répondre oui ou non, tant il craignoit ses explications. Mais comme on pourroit m'accuser d'avoir imposé au Roi sur l'article de la bonne foi dans ses promesses, je croi devoir justifier ce que je viens de dire, par un témoignage qui ne peut être suspect. C'est celui du Comte de Clarendon.

C'est un principe d'Aristote, dit cet illustre Historien, qui n'a jamais été contredit, que les Loix établies dans le tumulte & dans le désordre, ne sont point légitimement établies. Si le Roi avoit fait valoir cette maxime, sans vouloir s'en départir, il auroit rendu ses ennemis plus traitables, malgré toutes leurs machinations. Mais je suis persuadé que cette même raison, qui étoit sans Réponse pour faire rejeter le Bill, dont il s'agissoit, servit de motif pour le faire approuver, dans la pensée, que la violence qu'on avoit employée pour le faire approuver, le rendroit nul & sans force, & que la confirmation d'un Acte nul en soi, ne le rendoit pas valable. Ce même raisonnement eut apparemment influence sur d'autres Actes qui n'étoient pas moins importants.

Qu'on juge après cela, si l'on peut vanter la bonne foi de Charles I. puit-que même en passant des Actes de Parlement, ce qui est la maniere la plus authentique & la plus solennelle dont un Roi d'Angleterre puisse s'engager, il n'y donnoit son consentement, que dans la pensée qu'ils étoient nuls en eux-mêmes, & que par conséquent il ne se lioit point par cet engagement. Je passe sous silence, la violation manifeste de la *Requête de droit*, peut-être
sur

sur le même principe , & de tant d'assurances qu'il donnoit à son Parlement de l'intention où il étoit , de maintenir ses Privilèges , lesquels il violoit peu de jours après , parce qu'il en a été assez parlé dans l'Histoire de son Regne.

Quelques-uns l'ont accusé d'avoir eu du panchant pour la Religion Catholique Romaine , & il y a même des gens qui ont porté cette Accusation jusqu'à dire , qu'il avoit dessein de la rétablir en Angleterre sur le même pied qu'elle y avoit été autrefois. Ces accusations sont sans fondement. Mais on ne peut disconvenir qu'il n'y eût donné lieu par sa conduite , quoique contre son intention. Pendant les quinze premières années de son Regne , les Catholiques Romains furent non seulement protégés contre la sévérité des Loix , mais même encouragés & favorisés , jusque là , que le Roi leur confioit les Emplois les plus importants , comme de Conseillers Privez , de Secrétaires d'Etat , de Gouverneurs des Provinces. Deux choses l'engageoient à cette condescendance. La première , les sollicitations de la Reine , qui étoit extrêmement zélée pour sa Religion ; la seconde , le projet qu'il avoit formé de se rendre absolu , & pour l'exécution duquel , il croyoit que les secours des Catholiques , tant Anglois qu'étrangers , pourroient lui être nécessaires. Mais je ne voudrois pas assurer , que la Reine & quelques-uns des Ministres n'eussent pas formé par rapport à la Religion , des projets plus étendus , dont ils ne jugeoient pas à propos de faire confidence au Roi. Le secours des Catholiques , que le Roi avoit ménagé pour une autre occasion , lui devint nécessaire pour sa propre défense , après sa rupture avec le Parlement. Quelque semblant qu'il fit de ne vouloir recevoir aucun secours des Catholiques , il est pourtant certain qu'il en avoit beaucoup à son service , & qu'il fut secrètement assisté de ceux de cette Religion , en diverses occasions importantes.

Quoi qu'on ne puisse pas prouver qu'il eût excité la Rébellion d'Irlande , on peut pourtant assurer , que ce ne fut pas contre lui , que les Irlandois se révolterent , puisqu'ils n'avoient jamais eu moins de sujet de se plaindre , que sous le dernier Regne & sous celui-ci. D'ailleurs les Catholiques , tant Irlandois qu'Anglois , regarderent toujours ce Prince comme leur Protecteur , & furent toujours prêts à le secourir. S'il avoit réussi dans ses desseins , il y a bien de l'apparence que la condition des Catholiques en Angleterre & en Irlande en auroit été beaucoup meilleure , & qu'une bonne partie des Loix faites contre eux auroit été révoquée. Mais il ne s'ensuit pas , que le Roi lui-même eût du panchant pour les dogmes de la Religion Romaine , ni qu'il eût dessein de la rendre la Religion dominante du Royaume. Enfin , on ne peut guères douter , qu'il ne fût sincèrement Membre de l'Eglise Anglicane , puisqu'il l'assura étant sur l'échafaut , dans un tems où il ne lui pouvoit servir de rien de dissimuler sa croyance.

Bien des gens lui donnent le surnom de Martyr , prétendant qu'il a souffert la mort , pour soutenir la vérité de la Religion Protestante , contre les Presbytériens & les Indépendans , & ils appellent le jour de sa mort , qui se célèbre tous les ans le 30. de Janvier , le jour de son martyre. Mais premièrement , il y a eu une trop grande complication de causes qui l'ont amené à cette triste catastrophe , pour pouvoir attribuer sa mort uniquement à la Re-

CHARLES I. ligion. 2. Quand même il seroit vrai que la Religion a été la seule cause de sa mort, tout le monde ne conviendrait pas, qu'il mourut pour soutenir la vérité de la Religion Protestante, puisque, parmi les Protestans, il n'y a que les Anglois seuls, ou plutôt un grand nombre d'Anglois, qui regardent l'Episcopat comme un dogme de la Foi. 3. Quand même ce seroit être véritablement Martyr, que de mourir pour l'Episcopat, on a vu dans les dernières offres que le Roi fit à Newport, qu'il consentoit à réduire l'Episcopat à bien peu de chose. 4. Si c'étoient les Presbytériens qui l'eussent condamné à mort, on pourroit dire en quelque manière, qu'il a souffert pour l'Episcopat. Mais il est manifeste, que les Presbytériens n'eurent aucune part à cette condamnation, & qu'ils n'avoient jamais eu la pensée de le faire comparaître en Jugement. Ce furent les Indépendans qui le condamnèrent & qui le firent exécuter, & certainement, ce ne fut pas par des motifs de Religion, mais pour pouvoir changer la Monarchie en République. 5. Si la déposition du Notaire de Londres est véritable, on ne peut pas dire que Charles ait souffert la mort pour soutenir la Religion contre les Indépendans, puisque, selon cette déposition, il avoit offert de leur accorder toute la liberté qu'ils souhaiteroient, s'ils vouloient prendre son Parti. Cette condescendance ne convient guères à un Martyr. Quoi qu'il en soit, l'Eglise Anglicane, ayant regagné sous le Regne de Charles II. l'avantage qu'elle avoit perdu sous celui de Charles I, fit ordonner que le jour de la mort de celui-ci seroit célébré, tous les ans, par un jour de jeûne & d'humiliation, ce qui a donné occasion à quelques-uns de lui donner le glorieux titre de Martyr.

Pour tout dire en un mot, Charles I. fut doûé d'un grand nombre de vertus & de belles qualitez. Il y a même lieu de croire, que ses défauts ne furent qu'une suite & une dépendance du dessein qu'il avoit formé d'asservir l'Angleterre, & que si, en certaines occasions, il ne suivit pas exactement les règles de la bonne foi, ce n'étoit que pour pouvoir plus aisément exécuter ce qu'il avoit entrepris. Sans ce malheureux projet, on pourroit dire, qu'il fut un des Princes les plus accomplis qu'il y ait jamais eu sur le Trône d'Angleterre. Le Duc de Buckingham, le Comte de Strafford, l'Archevêque Laud, & la Reine même, accoutumée à un Gouvernement bien différent de celui d'Angleterre, furent ceux qui poussèrent dans le précipice ce malheureux Prince, qu'ils avoient tant de passion d'élever plus haut que ses Prédécesseurs. Mais peut-on s'empêcher de faire sur ce sujet une réflexion, qui n'est que trop naturelle? C'est sur la punition de ces mauvais Conseillers, & sur celle du Roi même. Le Duc de Buckingham perdit la vie par les mains d'un Assassin, *Laud*, *Strafford*, & le Roi même, la perdirent sur l'échaffaut, & la Reine passa le reste de ses jours dans un triste Veuvage, étant même assez négligée par ses plus proches Parens. Elle vécut pourtant assez pour voir le rétablissement du Prince son Fils; mais elle ne trouva pas auprès de lui, tous les agrémens à quoi elle s'étoit attenduë; cela l'obligea sans doute à retourner en France où elle mourut dans l'année 1669.

DISSERTATION
SUR
LES WHIGS
ET
LES TORYS.
PAR M^R DE RAPIN THOYRAS.
MDCCXXVI.

DISSERTATION

ON

THE WHITE

ST

THE TORYS

AND THE TORYS

AND THE TORYS

AVERTISSEMENT.

IL y a long-tems qu'on entend parler des deux Partis ou Factions , qui divisent l'Angleterre. Mais il n'y a que peu d'années , qu'on voit , pour ainsi dire , toute l'Europe s'intéresser dans leur querelle. Avant la dernière Paix , la plupart des Etrangers regardoient les différends qui regnent entre les *Whigs* & les *Torys* , comme une matiere simplement curieuse , à laquelle ils ne devoient prendre aucun intérêt. Si quelques-uns sembloient y faire un peu plus d'attention , ce n'étoit qu'à cause de la diversité des Sentimens des deux Partis , sur la Hiérarchie ou Gouvernement de l'Eglise. C'étoit à cela que se bornoit l'idée que la plupart des Particuliers étrangers se formoient des divisions des Anglois. Je dis , les Particuliers ; car les Souverains & leurs Ministres connoissoient assez , quelle influence elles pouvoient avoir sur les Affaires Politiques de l'Europe , selon que l'un ou l'autre des deux Partis dominoit à la Cour d'Angleterre , ou dans le Parlement. Mais pour ce qui regarde le Peuple , on peut dire , qu'en général il en ignoroit la conséquence.

La Paix d'Utrecht a dessillé les yeux à une infinité de Gens , parce qu'on a vû clairement , qu'elle étoit une suite de la Révolution arrivée à la Cour d'Angleterre , par le changement des Ministres *Whigs* en Ministres *Torys*. Comme toute l'Europe étoit engagée dans la Guerre , & par conséquent intéressée dans la Paix qui l'a terminée , ceux qui ne parloient auparavant des Divisions des Anglois , que comme d'une Affaire étrangere , n'ont que trop connu , de quelle conséquence elles sont , pour beaucoup d'autres États. Depuis ce tems-là , on a commencé à raisonner & à disputer sur cette matiere , avec plus de vivacité. Que dis-je , la plupart des Etrangers sont devenus *Torys* ou *Whigs* , selon qu'ils ont crû voir dans les deux Partis des principes conformes , ou contraires à leurs intérêts. Quoique les *Torys* & les *Whigs* fassent également Profession de la Religion Protestante , & que les différends , qui regnent entre eux , semblent ne devoir pas beaucoup intéresser les *Protestans* ni les *Catholiques Romains* , il est pourtant arrivé , que ceux-ci se sont déclarés pour les *Torys* , & les *Protestans* pour les *Whigs*. La raison , qui leur a fait prendre Parti , est manifeste. C'est que les uns ont regardé les *Torys* , comme des Gens qui travailloient à mettre un *Roi Catholique* sur le Trône d'Angleterre , & que les autres ont crû que les *Whigs* n'avoient pour but , que de conserver la Religion Protestante dans ce Royaume. Il y a encore une autre chose , qui a déterminé les Etrangers à se ranger dans l'un des Partis. C'est l'inclination pour la France , ou la crainte des desseins ambitieux de cette Couronne. A cet égard , les Partisans de la France sont *Torys* , & ses ennemis sont *Whigs*. Chacun donc a fait un choix sans se mettre autrement en peine du fond des différends qui divisent les deux Partis. Il n'est pas étonnant , que cela soit arrivé parmi les Etrangers , puisqu'en Angleterre même , plusieurs sont *Whigs* ou *Torys* , sans avoir une idée bien distincte du Parti qu'ils ont embrassé.

Il y a de quoi s'étonner , que jusqu'ici personne n'ait pris la peine d'instruire exactement le Public , touchant ces deux Factions , qui , par la supériorité , que l'une , ou l'autre peut avoir en Angleterre , sont capables de don-

ner le branle aux affaires les plus importantes de l'Europe. Il est vrai qu'on a vû des Traductions de plusieurs Livres, ou plutôt de Libelles Anglois, sur cette matiere. Mais ce n'est pas là qu'on peut apprendre le véritable état des affaires des deux Partis. Ces Ecrits ont été publiez par des *Whigs* ou par des *Torys*, & par conséquent, par des Auteurs visiblement suspects. Aussi n'y en a-t'il pas un seul qui ne porte des marques sensibles de la partialité de son Auteur. C'est donc plutôt d'un Etranger qu'on doit attendre une instruction impartiale sur ce sujet : quoi qu'à dire vrai, parmi les Etrangers, il se trouve peu de gens qui soient assez bien instruits, ou qui ne penchent vers l'un des Partis. Cependant, l'Auteur de cette Dissertation, quoi qu'Etranger, a crû pouvoir donner au Public une connoissance des deux Partis, plus étendue, que bien des gens ne l'ont eue jusqu'ici. Il a fait un assez long séjour en Angleterre, & depuis plusieurs années, il étudie avec soin l'Histoire de ce Royaume. Du reste, il n'est attaché, ni par inclination, ni par intérêt, à aucun des deux Partis, & il se trouve dans un País, où il n'a rien à craindre, ni à espérer de l'un ni de l'autre. On verra, dans la Dissertation même, des preuves sensibles de son impartialité. Pour donner une connoissance distincte de tout ce qui regarde les deux Partis, il a été obligé d'entrer dans un détail assez étendu, mais inévitable, de l'Histoire d'Angleterre, sans quoi il n'étoit pas possible de bien expliquer la Naissance & les Progrès de ces deux Factions. Si les Anglois trouvent cette Dissertation insuffisante à certains égards, & trop étendue à d'autres, on les prie de considérer qu'elle n'a pas été faite pour eux ; que l'Auteur a eu pour but, de se borner à des idées générales : enfin, que les choses qui passent en Angleterre pour les plus communes & pour les plus connues, sont pour les autres País des mystères, qui ne peuvent se passer d'éclaircissement.

Quelqu'un pourra peut-être trouver étrange, que l'Auteur, qui vit sous un Gouvernement purement Monarchique, parle, en certains endroits, d'une maniere qui peut faire juger, qu'il n'approuve pas cette sorte de Gouvernement. Pour prévenir ce soupçon, il prie les Lecteurs de considérer, qu'il n'a pû parler pertinemment sur cette matiere, sans revêtir l'esprit Anglois, & sans se conformer aux principes qui sont communs en Angleterre. C'est par-là seulement, qu'il a crû pouvoir connoître le fort & le foible des deux Partis. Tous ses raisonnemens sont fondez sur ce principe de la solidité, duquel il est parfaitement convaincu : *Que chaque Particulier est obligé en conscience, de se conformer au Gouvernement établi dans le País, où la Providence l'a fait naître, ou dans lequel elle l'a conduit.* Ainsi son sentiment est, que toutes les intrigues, toutes les cabalès, tous les moyens directs ou indirects, qui tendent à la dissolution de ce Gouvernement, sont autant de crimes dont les Auteurs sont responsables envers Dieu, & envers leurs Supérieurs.

DISSERTATION

S U R

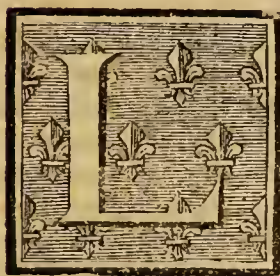
L' O R I G I N E

D U

GOVERNEMENT D'ANGLETERRE,

E T

SUR LA NAISSANCE , LES PROGRES , LES
Vûës , les Forces , les Intérêts , & les Caractères
des deux Partis des *Whigs* & des *Torys*.



LE Gouvernement d'Angleterre est d'une espece particuliere , qui n'a point aujourd'hui de semblable dans tout le reste du Monde. C'est pourtant le même qui fut autrefois établi , dans tous les Royaumes formez en Europe , du débris de l'Empire Romain. La différence qui se trouve présentement , entre l'Angleterre & les autres Etats , à cet égard , vient de ce que les Anglois ont conservé la forme de leur Gouvernement , depuis qu'ils se sont établis dans la Grande Bretagne ; au lieu que dans les autres Païs , elle s'est perduë peu-à-peu , ou extrêmement altérée. Ce Gouvernement , qui subsiste depuis si long-tems dans cette Isle , paroît , à certains égards , Monarchique , & à d'autres , Républicain ; & pourtant , il n'est , à proprement parler , ni l'un , ni l'autre. On ne peut pas dire qu'il soit purement Monarchique , puisque les Grands & le Peuple ont entre leurs mains le Pouvoir Législatif , conjointement avec le Roi ; & que le Roi ne peut imposer aucune taxe , sans le consentement du Peuple. Il n'est pas non plus Républicain , puisqu'il y a un Roi , qui exerce l'Autorité Souveraine , qui confère , selon son bon plaisir , les Charges & les Dignitez , tant Ecclésiastiques , que Civiles & Militaires , & qui peut faire la Paix & la Guerre , sans être obligé de consulter ses Sujets. Ce seroit donc en vain , qu'on voudroit donner une idée de ce Gouvernement , par les noms ordinaires , de *Monarchique* , d'*Aristocratique* , de *Démocratique* , qui ne lui conviennent point. C'est un Gouvernement *Mixte* , qui n'est aucun de ceux qui viennent d'être nommez , & qui néanmoins est composé du mélange de tous les trois. Les Prérogatives du Souverain , des Grands & du Peuple , y sont tellement tempérées les unes par les autres ,

qu'elles se soustiennent mutuellement. En même tems, chacune de ces trois Puissances, qui ont part au Gouvernement, peut mettre des obstacles invincibles aux Entreprises, que l'une des deux autres, ou même toutes deux ensemble, voudroient faire, pour se rendre indépendantes. Enfin, c'est à peu près la même forme de Gouvernement, que les *Saxons* avoient établi en Allemagne, les *Francs* dans les Gaules, les *Visigoths* en Espagne, les *Ostrogoths*, & après eux, les *Lombards* en Italie. Ce sont les Nations du Nord, qui l'ont portée dans les parties les plus Méridionales de l'Europe, lorsqu'elles s'y sont établies, & qu'elles y ont fondé de nouveaux Etats, sur les ruines de l'Empire Romain.

Si l'on demande donc, depuis quel tems ce Gouvernement subsiste en Angleterre, je ne craindrai point de répondre, que c'est depuis que les *Anglo-Saxons* eurent achevé la Conquête de cette partie de la Grande-Bretagne, que leurs Descendans occupent encore aujourd'hui. Il est vrai, qu'il y a lieu de douter, si, du tems des *Anglo-Saxons*, les Communes faisoient partie du Parlement; & j'avouë qu'il y a beaucoup de difficulté sur ce sujet. Mais, quoi qu'il en soit, dans le tems que l'Angleterre se trouvoit partagée en sept Royaumes Anglois & Saxons, chacun de ces Royaumes avoit son Roi & son Parlement. On appelloit celui-ci *Wittena-gemot*, c'est-à-dire, *Assemblée de Sages*, & il y en avoit même un semblable pour les Affaires que les sept Royaumes avoient en commun. Cette même forme de Gouvernement subsista, lorsque les sept Royaumes furent réduits à un seul, & qu'ils ne formèrent qu'un même Etat. Les *Champs de Mars*, ou de *Mai* en France, appelez depuis *Etats Généraux*, les *Cortès* en Espagne, & peut-être les *Diètes de l'Empire* en Allemagne, sont des restes de cette ancienne forme de Gouvernement, que les Nations du Nord avoient portée dans tous les Païs, où elles s'étoient établies.

Guillaume, Duc de Normandie, surnommé *le Bâtard*, ou *le Conquérant*, ayant conquis l'Angleterre, en l'année 1066, s'en rendit le maître absolu, & y établit un Gouvernement Despotique, quoique selon les apparences, il y conservât une ombre de Parlement. Pour assurer sa Conquête, il y transplanta un grand nombre de Familles *Normandes*, *Françoises*, *Brettonnes*, *Angevines*, & leur distribua les Terres, dont il dépouilloit sans cesse les Anglois. Ces Familles étrangères s'accrurent beaucoup en peu de tems, & devinrent enfin si puissantes, qu'elles se virent en état de faire tête aux Rois mêmes, Successeurs du Conquérant. Au commencement, ces Etrangers, nouvellement établis en Angleterre, faisoient gloire de dépendre uniquement du Roi, qui les avoit mis en possession de leurs Terres. Leur intérêt demandoit qu'ils appuyassent de toute leur force, cette même Puissance, de laquelle ils tenoient tout ce qu'ils possédoient dans le Royaume. Mais, quand, enfin, ils se virent bien établis, ils commencèrent à craindre que le Pouvoir Royal, qui les avoit enrichis, ne pût, avec la même facilité, les dépouiller de leurs biens, si le Roi le jugeoit à propos. Par cette raison, ils souhaiterent que le Gouvernement fût rétabli, sur le pied qu'il étoit du tems des Rois Saxons. C'étoit l'unique moyen d'éviter les inconvéniens d'un Despotisme, qui pouvoit à l'avenir, leur être aussi nuisible, qu'il leur avoit été avantageux, & de s'assurer la possession de leurs

leurs Terres. Ce ne furent d'abord , que de simples souhaits , mais qui se changèrent bien-tôt en espérance , & enfin , en Droit , par les moyens dont je parlerai tout-à-l'heure. Pour mettre ceci dans tout son jour , il faudroit entrer dans un assez grand détail de l'Histoire d'Angleterre , & marquer en particulier , toutes les causes qui ont contribué à donner aux Grands , & ensuite à tout le Peuple , un Droit , dont ils ne jouissoient pas , sous les premiers Rois Normans. Mais comme ce détail me meneroit trop loin , je me contenterai d'en donner un petit Abregé , par rapport à la matiere dont il s'agit.

Guillaume le Conquérant laissa le Royaume d'Angleterre à Guillaume son second Fils , surnommé *le Roux* , (1) au préjudice de Robert son Aîné , qui n'eut en partage que la Normandie. Robert voulut faire quelques efforts , pour arracher à son Frere une Couronne , dont il se croyoit injustement privé. Mais Guillaume *le Roux* , les rendit inutiles , par l'adresse qu'il eut , de mettre , tant les Normans que les Anglois , dans ses intérêts , en leur promettant , qu'il rétablirait le Gouvernement sur le pied qu'il étoit avant la Conquête , & qu'il feroit revivre les Loix Saxones. Il sçavoit que les uns & les autres ne souhaitoient rien avec plus de passion , que ce qu'il leur faisoit espérer : J'entends ici , par les Normans , tous les Etrangers nouvellement établis en Angleterre. Cette promesse de Guillaume *le Roux* fut donc , le premier fondement de leurs prétentions : je dis le premier , car les Normans n'avoient aucun Droit d'exiger du Roi ce qu'il vouloit bien leur promettre ; & les Anglois qui avoient été vaincus , n'en avoient pas plus , de borner la puissance de leurs Conquérans. Il est bien vrai , que ceux-ci pouvoient s'appuyer sur certaines promesses vagues , que Guillaume le Conquérant leur avoit faites , en recevant leurs premiers Hommages. Mais ce Prince n'avoit jamais prétendu , qu'ils pussent fonder un Droit là-dessus. Aussi traita-t'il toujours l'Angleterre , en Païs de Conquête. Quoiqu'il en soit , Guillaume *le Roux* manqua de parole aux uns & aux autres.

Après la mort de ce Prince , Henri I , son Frere cadet , monta sur le Trône , (2) au préjudice de Robert son aîné , qui étoit encore en vie. Pour assurer son usurpation , il suivit la même route que Guillaume *le Roux* , son Prédécesseur. Il promit de remettre le Gouvernement sur l'ancien pied , & confirma sa promesse , par une Chartre en bonne forme ; mais il ne l'exécuta pas mieux que son Frere. Cependant les Droits des Sujets ne laissoient pas de s'affermir par ces promesses , quoique mal exécutées.

Henri I. étant mort , Mathilde , sa Fille , Veuve de l'Empereur Henri V , & qui avoit épousé , en secondes Noces , Geoffroi Plantagenet , Comte d'Anjou , auroit dû monter sur le Trône ; mais Etienne , Comte de Boulogne , Fils de la Fille-aînée de Guillaume le Conquérant , trouva le moyen de s'y placer à son préjudice. (3) Celui-ci s'engagea encore plus fortement que ses deux Prédécesseurs , à rétablir le Gouvernement Saxon : mais , selon les apparences , sans intention de tenir sa parole. Enfin , les Grands , voyant qu'il cherchoit des prétextes pour éluder ses promesses , lui firent une rude Guerre , qui dura pendant presque tout son Regne. Au commencement , ils appellerent en Angleterre , l'Impératrice Mathilde , & ensuite , Henri son Fils ,

Kkkk ij

qu'elle

(1) En 1087. (2) En 1100. (3) En 1135.

qu'elle avoit eu du Comte d'Anjou ; & la Guerre ne finit que par un Traité qui affuroit la Couronne à Henri , après la mort d'Etienné , quoiqu'il eût des Enfans mâles.

Henri II. succéda à Etienné. (1) Pendant son Règne , & pendant celui de Richard I , son Fils-aîné , il n'y eut point de différend , entre le Roi & les *Barons* ; c'est ainsi qu'on appelloit alors les Grands du Royaume. Mais il y en eut de très-considérables sous le Règne de *Jean sans Terre* , (2) Frère & Successeur de Richard I. Une fâcheuse querelle , que ce Prince eut avec la Cour de Rome , l'ayant enfin contraint de faire Hommage de son Royaume au Pape Innocent III , & de s'engager à lui payer un Tribut , cette honteuse démarche , jointe à plusieurs autres causes , lui fit perdre l'estime & l'affection de son Peuple. Alors les Barons profitant d'une si favorable conjoncture , lui présentèrent la Charte de Henri I , qui étoit demeurée sans exécution , & voulurent le contraindre de la confirmer. Jean la rejetta d'abord , avec beaucoup de hauteur ; mais enfin , se trouvant trop foible pour résister aux Barons , qui s'étoient presque tous liguez contre lui , il se vit obligé de leur accorder une Charte bien plus ample , & plus avantageuse aux Sujets , que celle de Henri , & qui fut appelée *la Grande Charte* , ou *la Charte des Libertez*. Par cette Charte , qui fut dressée au gré des Barons , ils briderent tellement le Pouvoir du Roi , qu'ils le mirent à peu près , au même état où il étoit sous les Rois Saxons , avant la conquête. C'est cette Charte , qui a toujours fait depuis , & qui fait encore aujourd'hui , le principal fondement des Droits des Sujets. Je ne m'arrêterai point ici à examiner , si ce fondement est bien solide. C'est une question , dont la décision est au-dessus de ma portée. Il suffira de remarquer en peu de mots , par quels moyens , cette Concession , qui paroïssoit si défectueuse dans son origine , puisqu'elle étoit manifestement extorquée , changea , pour ainsi dire , de nature , par la fermeté des Anglois , & acquit une autorité incontestable , quoiqu'elle eût pû être disputée au commencement. Il faut , pour cet effet , voir ce qui se passa dans la suite , par rapport à cette Charte.

Le Roi Jean , qui l'avoit signée , ayant voulu la révoquer , s'attira de nouveaux malheurs , qui ne finirent qu'avec sa vie. Les Barons ne voulant point perdre les avantages de leur Charte , prirent enfin le parti désespéré d'appeler à leurs secours le Prince Louïs , Fils de Philippe Auguste , Roi de France ; & de le mettre en possession du Royaume , ou du moins de la plus grande partie. Jean mourut pendant cette Guerre , dépouillé par un Prince étranger , ou plutôt , par ses propres Sujets , & laissa un Fils âgé de dix ans , peu en état de soutenir la querelle. Quelques Seigneurs , qui étoient demeurés fidèles au dernier Roi , établirent le Comte de Pembroke pour Régent , pendant la Minorité du jeune Prince , qui fut reconnu par ce parti peu nombreux , sous le nom de Henri III. (3)

Peu de tems après , les affaires changerent de face , par la prudente conduite du Régent , qui voyant les Barons obstinez à soutenir leur Charte , leur promit positivement , qu'elle seroit confirmée & exécutée. Dès qu'ils eurent cette assurance , ils abandonnerent le Prince Louïs , qui se vit contraint de s'en retourner en France.

Henri

(1) En 1154. (2) Jean commença son Règne en 1199. (3) En 1216.

Henri III. ne fut pas plutôt hors de tutelle , qu'il annulla la grande Charte, & voulut Régner Despotiquement. Mais comme il n'avoit pas la capacité nécessaire pour soutenir une semblable entreprise, son Règne, qui dura plus de cinquante ans, fut agité de troubles perpétuels, au sujet de la Charte. Il fut plusieurs fois contraint de la confirmer, & tout autant de fois, il viola ses promesses & ses sermens. Enfin, les Barons prirent les Armes, & se mirent sous la conduite du Comte de Leicester, Fils du fameux Simon de Monfort, Général de la Croisade contre les Albigeois (1). Le Roi eut le malheur de perdre une Bataille, où lui-même, le Roi des Romains son Frere, & le Prince Edouard son Fils, demeurèrent Prisonniers, & au pouvoir du Comte de Leicester, qui leur fit promettre par Serment, qu'ils ne s'opposeroient jamais à l'exécution de la grande Charte. Le Comte de Leicester gouverna quelque-tems, au nom du Roi, qui étoit entre ses mains. On prétend que ce fut pendant son Administration, que les Communes furent pour la première fois, admises dans le Parlement; mais sans m'arrêter à examiner une question si épineuse, je me contenterai de remarquer qu'au moins, on ne peut disconvenir, que, depuis la fin du Règne de Henri III, les Communes n'aient toujours joui de ce Droit.

Le Prince Edouard, Fils de Henri III, s'étant heureusement échappé des mains du Comte de Leicester, gagna une Bataille, où le Comte fut tué. Le Roi recouvra sa Liberté par cette Victoire, & en fit un usage peu conforme au Serment qu'on avoit exigé de lui. Mais son Règne & sa vie ne durèrent que peu d'années, après sa délivrance. Quoi que le parti des Barons fût extraordinairement abattu, Edouard I. qui monta sur le Trône après Henri III. son Pere, (2) ne laissa pas de confirmer la grande Charte. Cependant, dans la suite, il fit certaines démarches qui marquoient un dessein formé de la révoquer: mais voyant que les Barons commençoient à s'émouvoir, il se rétracta, & la confirma encore une fois.

Edouard II, son Fils & son Successeur (3) fut déposé par le Parlement, pour avoir voulu établir un Gouvernement despotique contraire à la grande Charte.

Edouard III, Fils & Successeur de ce malheureux Prince (4) la confirma dix fois, pendant le cours de son Règne, qui fut extrêmement glorieux, par les Victoires que lui-même, & le Prince de Galles son Fils, remportèrent sur la France.

Richard II, Petit-Fils & Successeur d'Edouard III, (5) fut déposé solennellement, pour avoir, en plusieurs manieres, violé les Privileges du Peuple, fondez sur la grande Charte.

Henri IV, qui s'étoit servi de ce prétexte pour détrôner Richard II, & pour se mettre en sa place, (6) ne laissa pas de faire quelque tentative, pour diminuer les Prerogatives du Parlement. Mais il ne poussa pas trop loin l'exécution de ce Projet.

Henri V, son Fils, qui lui succéda, (7) maintint toujours le Parlement, dans tous ses Droits, & ne toucha jamais aux Privileges des Sujets. Son

Kkkk iij Règne

(1) C'étoit un Fils Cadet de Simon de Monfort. Il fut attiré en Angleterre par Henri III & épousa même une Sœur du Roi. (2) En 1272. (3) En 1307. (4) En 1327. (5) En 1377. (6) En 1399. (7) En 1413.

Regne ne fut qu'une suite continuelle de Victoires & d'heureux succès contre la France. Ce Prince mourut en 1422.

Depuis cetems-là, le Gouvernement d'Angleterre demeura si bien établi, & si ferme sur ses fondemens, je veux dire, sur les Prérogatives du Roi, & sur celles du Parlement, que pendant près de deux cens ans, il ne paroît pas qu'aucun Roi ait eu la pensée de faire le moindre effort pour l'ébranler. Toute la Politique des Rois se réduisit à gouverner les Parlemens, par des intrigues secretes, sans faire paroître aucune envie d'altérer la Constitution du Gouvernement établi. Il est vrai, qu'il y a eu des Rois, comme Henri VIII, qui ont fait tout ce qu'ils ont voulu. Mais ce n'a pas été, en privant le Parlement de ses Droits. Au Contraire, c'est en le maintenant dans ses Prérogatives, qu'ils ont eu l'adresse de le faire servir à leurs fins. C'est, pour le dire en passant, la meilleure, & peut-être l'unique voye qu'un Roi d'Angleterre puisse prendre, pour se rendre puissant & tranquille.

Après une si longue continuation d'une même forme de Gouvernement, & une possession si peu interrompue des Privileges de la grande Chartre, le Peuple Anglois y étoit si accoutumé, qu'il ne paroîssoit pas possible d'y rien changer, sans bouleverser le Royaume. Il ne sembloit pas même, qu'il y eût aucun lieu de craindre qu'il se trouvât encore un Roi, qui voulût entreprendre une chose si difficile, au hazard de perdre sa Couronne, comme il étoit arrivé à quelques-uns des Rois précédens. Malgré tout cela, Jacques I, Successeur de la Reine Elisabeth, (1) ne laissa pas de faire quelques pas dans cette dangereuse carrière, & de tenter de diminuer les Prérogatives des Parlemens. C'étoit par les pernicioeux Conseils du Duc de Buckingham, son Favori, qu'il commençoit à s'engager dans cette entreprise, qui, vrai-semblablement, n'auroit pas eu une heureuse issue pour lui, si la mort ne l'avoit pas surpris, avant qu'il eût trop fait connoître son intention. Ce Duc de Buckingham doit être regardé comme le premier auteur des troubles qui ont si long-tems agité l'Angleterre, & qui l'agitent encore aujourd'hui.

Ce fut sous le Regne de Charles I, Fils & Successeur de Jacques, (2) que le Projet de rendre le Roi absolu & indépendant des Loix, fut poussé avec ardeur, & qu'on tendit, pour ainsi dire, toutes les voiles, afin d'avancer chemin. Le Duc de Buckingham, Favori de Charles I, comme il l'avoit été du Roi son Pere, lui remplit l'esprit de maximes directement contraires au Gouvernement établi en Angleterre, & par là, il fut cause de sa ruine. Ce Seigneur ayant été assassiné, Charles ne laissa pas de poursuivre le dessein que son défunt Favori lui avoit fait entreprendre. Il s'étoit mis dans l'esprit, qu'il pouvoit gouverner sans Parlement; ou du moins, que les Parlemens n'avoient autre chose à faire qu'à lui fournir de l'argent. Il en avoit cassé trois dans les quatre premières années de son Règne, & même il avoit fait entendre, qu'il n'en convoqueroit plus. Douze années se passerent ainsi, sans Parlement, pendant lesquelles le Roi mit des impositions sur ses Sujets, sous divers prétextes, par un simple Acte de sa volonté, & fit connoître par sa conduite, qu'il avoit dessein de regner Despotiquement. Malheureusement pour lui, il approcha trop de sa Personne & de son Conseil, deux Hommes

imbus

(1) En 1603. (2) En 1625.

imbus des mêmes maximes, qui le poussèrent, de plus en plus, dans le précipice. Ce furent Guillaume Laud, Archevêque de Cantorbéri, & Thomas Wentworth, Comte de Strafford.

Pendant que ce Prince ne fut engagé dans aucune affaire épineuse au dehors, il jouït assez tranquillement du pouvoir qu'il avoit usurpé; mais non pas sans que le Peuple en murmurât ouvertement. Cependant il ne se trouvoit personne qui osât opposer une digue à ce torrent, qui rouloit avec beaucoup de violence. Enfin, l'Archevêque de Cantorbéri lui ayant conseillé d'établir la Hiérarchie dans l'Eglise d'Ecosse, & d'y faire célébrer le Service Divin, à la manière de l'Eglise Anglicane, il suivit ce mauvais conseil: mais il ne put exécuter son projet, sans s'engager dans une Guerre ouverte, avec son ancien Royaume d'Ecosse. (1) Il leva des Troupes, & les entretint, par le moyen des taxes qu'il avoit lui-même imposées. L'argent lui ayant manqué, après la première Campagne, il convoqua enfin un Parlement, (2) qui fut cassé, peu de jours après, pour la même cause que les trois premiers, & les impositions arbitraires continuèrent comme auparavant. Mais le Roi ne fut pas long-temps à s'apercevoir, que la continuation du Pouvoir qu'il avoit acquis dépendoit de l'heureux succès de ses Armes. Le peuple ne le servoit qu'à regret. Les Seigneurs s'éloignoient de la Cour, sous divers prétextes. On contestoït ouvertement, dans les Villes & à la Campagne, la validité des Ordres, en vertu desquels on levoit les impositions. Enfin, le Roi ne voyoit par tout, que des Sujets prêts à l'abandonner, à la première occasion.

Cette occasion se presenta, plutôt qu'il ne s'étoit attendu. Son Armée ayant reçu un échec, & les Ecossois s'étant emparez de Newcastle, il fut réduit à chercher les moyens de les chasser d'Angleterre, au lieu qu'il avoit espéré de se rendre Maître absolu en Ecosse. Mais bien loin de trouver ses Sujets Anglois disposés à le secourir, il les vit, au contraire, se réjouir de sa disgrâce, & la regarder comme une occasion propre à leur faire recouvrer leurs Privilèges. Dans cette extrémité, il convoqua tous les Seigneurs à York, afin de délibérer avec eux, sur ce qu'il avoit à faire. L'avis unanime de cette Assemblée fut, que le Roi ne pouvoit se tirer de ce mauvais pas, qu'en assemblant un Parlement. Il connut alors, qu'un intervalle de quinze années ne suffisoit pas pour effacer de l'esprit des Anglois, le souvenir de leurs Parlemens, qu'ils regardoient comme le plus ferme appui de leur Liberté. Cependant, il se vit comme contraint de se rendre à l'avis des Seigneurs, & de convoquer un Parlement (3).

Dans la disposition où le Peuple se trouvoit, à l'égard du Roi, on choisit dans les Villes & dans les Provinces des Députés qui avoient la Réputation d'être les plus habiles, les plus courageux, & les plus imbus des Privilèges & des immunités du Peuple. Dès que ce Parlement fut assemblé, au lieu de penser à chasser les Ecossois du Royaume, comme le Roi l'avoit espéré, il crut devoir, avant toutes choses, assurer les Libertés de la Nation, & donner des bornes à l'Autorité illégale, que le Roi s'étoit attribuée, durant quinze ans. Il n'eut pas plutôt fait paroître cette Résolution, que tout le Peuple

(1) En 1639. (2) En Avril 1640. (3) Pour le 13. de Novembre 1640. Avant que l'Assemblée fût formée, il scût que l'avis des Seigneurs étoit de convoquer un Parlement, & il se fit un honneur de le proposer le premier.

ple se tourna de son côté. Dès ce tems-là, le Roi se trouva si dénué de Partisans, qu'il ne se crut pas en état de résister à ce torrent. La seule ressource, qui lui resta, fut de se soumettre aux volontez du Parlement, & de consentir à presque tous les Bills qui lui furent présentez, pour brider son Autorité. Il espéroit, par cette condescendance, persuader à ses Sujets, que son intention étoit de rentrer dans l'ancienne route, que de mauvais Conseils lui avoient fait quitter, & peut-être, l'avoit-il véritablement; mais on ne voulut jamais l'en croire. On étoit, au contraire, persuadé que la seule nécessité l'obligeoit à faire des démarches si contraires aux précédentes. Ainsi, la confiance mutuelle, qui auroit dû se trouver entre le Roi & les Sujets, étant entièrement rompuë, le Parlement ne voulut plus dépendre de la bonne foid'un Prince, dont il croyoit avoir sujet de se défier. Il travailla donc, sans relâche, à mettre les Privilèges du Peuple hors de toute atteinte pour l'avenir. Dans cette vûë, il ne se contenta pas de faire approuver au Roi des Actes qui remettoient la Puissance Royale dans ses anciennes limites, mais même, il lui arracha son consentement pour des Loix, qui diminueoient considérablement les justes Prérogatives de la Couronne. Les Partisans du Parlement disoient, sans façons, que les Sujets ne pourroient jamais s'assurer de vivre en repos, si on ne mettoit le Roi, dans l'impuissance de faire encore une fois ce qu'il avoit déjà fait. Ainsi, ce Prince, qui avoit espéré de porter l'Autorité Royale plus haut qu'aucun de ses Prédécesseurs, fut au contraire, dépouillé d'une bonne partie du Pouvoir que les Loix lui attribuoient. Il eut même le mortel chagrin de se voir forcé à signer une Sentence de mort contre le Comte de Straiford (1), qui n'avoit pourtant rien fait que par ses Ordres, ou avec son approbation. Depuis l'Archevêque de Cantorbéri porta aussi sa tête sur l'échaffaut (2).

Si le Parlement s'étoit contenté de rétablir le Gouvernement, sur les anciens Fondemens, il y a beaucoup d'apparence, que dans la suite, il n'auroit pas été facilement ébranlé. Mais en de semblables occasions, il est bien difficile de garder un juste milieu. Ceux qui dirigeoient cette Assemblée, voulant se mettre trop à couvert contre les entreprises de la Puissance Royale, altérèrent tellement le Gouvernement ancien, en dépouillant la Couronne de la meilleure partie de ses Droits, qu'il n'étoit plus connoissable. Ce n'étoient plus le Roi & le Parlement qui gouvernoient le Royaume. C'étoit le Parlement seul, qui étoit le Maître, ou plutôt la Chambre Basse seule, qui conduisoit tout. La Chambre Haute n'avoit presque plus aucun pouvoir, que celui d'approuver sans résistance les Bills (3), qui lui étoient portez, & le Roi n'étoit plus qu'une ombre de Souverain. Mais ce fut cela même, qui lui fit trouver des Partisans, qu'il n'auroit sans doute jamais eus, si la balance avoit été tenuë dans un juste équilibre. Il y avoit beaucoup de Gens, qui ne trouvoient pas moins étrange, que le Parlement voulût, pour ainsi dire, gouverner sans Roi, qu'ils avoient trouvé mauvais, que le Roi voulût se passer de Parlement. La Constitution du Gouvernement n'étoit pas moins altérée, par l'un, que par l'autre. Mais ce qui accrut encore davantage le parti

(1) En Mai 1641. (2) En 1644. (3) On appelle *Bill* le projet d'un Acte, qui prend le nom, d'*Acte*, de *Statut*, ou de *Loi*, quand il a été approuvé par le Roi, & par les deux Chambres.

parti du Roi, ce fut, que le Parlement, pour mettre dans ses intérêts les Ecoffois, dont il avoit besoin, s'entêta du Projet de changer le Gouvernement de l'Eglise Anglicane, en celui d'une Eglise Presbytérienne, & qu'il l'exécuta hautement. La plupart des Anglois, accoutumés à voir l'Eglise sous la conduite des Evêques, ne purent souffrir ce changement, sans en murmurer. Mais comme ceux-ci n'étoient pas les plus forts, parce que le Parlement avoit l'Argent, l'Armée, & les Places à sa disposition, ils ne trouvèrent point d'autre ressource que de s'unir avec le Roi.

Ce fut alors qu'on vit former dans le Royaume deux Partis, dont l'un étoit pour le Roi, & l'autre pour le Parlement, avec une espèce d'égalité qui fit d'abord juger qu'ils ne demeureroient pas long-tems tranquilles, & sans en venir aux Armes. Les Partisans du Roi furent d'abord nommez *Cavaliers*, nom quia été changé depuis, en celui de *Torys*. Ceux du Parlement, qu'on appella *Têtes Rondes*, ont reçu ensuite le nom de *Whigs*. Voici l'origine de ces deux derniers noms de *Torys* & de *Whigs*. On appelloit, en ce tems-là, *Torys*, certains Brigands ou Bandits d'Irlande, qui se tenoient sur les Montagnes, ou dans les Isles que forment les vastes Marais de ce Pais-là. On les nomme à présent, *Rapperies*. Comme les Ennemis du Roi l'accusoient de favoriser la Rebellion d'Irlande, qui éclata dans ce même-tems, ils donnerent à ses Partisans le nom de *Torys*. D'un autre côté, ceux-ci, pour rendre la pareille à leurs Ennemis, qui étoient étroitement unis avec les Ecoffois, leur donnerent le nom de *Whigs*, qui étoit celui qu'on donnoit en Ecosse, à une semblable espèce de Bandits. Il paroît par là, que ces deux noms sont aussi anciens que les commencemens des Troubles, & néanmoins, ils ne sont venus à la mode, que plusieurs années après. Je ne sçaurois dire précisément, en quel tems; mais il me semble, que les noms de *Cavaliers* & de *Têtes Rondes*, ont duré jusqu'au Rétablissement de Charles II, & qu'ensuite, peu-à-peu, ceux de *Torys* & de *Whigs* ont pris leur place. Ce sont ces deux Partis, qui ont commencé à diviser l'Angleterre du tems de Charles I, & qui la divisent encore aujourd'hui. Les Catholiques Romains, qu'on appelle en Angleterre *Papistes*, se joignirent d'abord au parti du Roi, qui ne leur étoit pas si contraire que celui du Parlement, & sont toujours demeurez unis au parti des *Torys*.

Ce qui a été dit ci-dessus, fait assez comprendre, que le parti du Roi étoit composé de deux sortes de Gens, dont les uns avoient principalement en vûe, l'intérêt politique du Roi, & de la Couronne, & les autres, celui de l'Eglise Anglicane. Mais ils se réunissoient tous en ce point, qu'ils trouvoient leur avantage réciproque dans la prospérité du Roi, sans quoi ils ne pouvoient espérer de réussir dans leurs desseins. C'est par cette raison, qu'ils ne furent considérez que comme un seul parti, sous un même nom de *Cavaliers*, ou *Royalistes*. Ce mélange de deux vûes différentes dans un même parti, a duré jusqu'à présent, & n'est pas une des moindres causes de la confusion d'idées, que le nom de *Torys* fait naître. Pour ôter l'équivoque, autant qu'il est possible, j'appellerai les premiers *Cavaliers Politiques*, ou d'*Etat*, & les autres *Ecclésiastiques*, ou d'*Eglise*. Chacune de ces deux branches se subdivisoit encore en deux. Car parmi les *Cavaliers Politiques*, il se trouvoit des gens, qui, suivant les maximes du Duc de Buckingham, de l'Arche-

vêque Laud , & du Comte de Strafford , fouhaitoient de voir le Roi absolu , & en état de détruire les Prérogatives du Parlement. Ceux-ci peuvent être appelez les *Outrez*. Mais ils étoient en petit nombre , & peu en état de soutenir le Roi dans son adversité , quoique pendant sa prospérité , ils eussent fait beaucoup de bruit. L'autre branche de *Cavaliers Politiques* étoit composée de gens que j'appellerai *Modérez*. Ceux-ci fouhaitoient , véritablement , que la Puissance Royale fût rétablie , mais conformément à l'ancienne Constitution du Gouvernement. Les autres *Cavaliers* que j'ai appelez *Ecclesiastiques* , étoient aussi divisez en deux branches , dont l'une étoit composée d'*Ecclesiastiques Rigides* , c'est-à-dire , qui ne vouloient rien relâcher de ce que l'Eglise Anglicane pratiquoit. Ceux qui composoient l'autre branche , étoient moins scrupuleux & moins opiniâtres , & peuvent être appelez *Mitigez*.

Par opposition aux *Cavaliers* ou *Royalistes* , qui suivoient le parti du Roi , les *Têtes Rondes* , ou les *Parlementaires* , étoient divisez en deux branches principales ; sçavoir , de *Politiques* ou d'*Etat* , & d'*Ecclesiastiques* ou d'*Eglise*. La premiere , avoit principalement en vûë , de soutenir les Droits du Peuple ; & la seconde , d'avancer le Presbytérianisme. Chacune de ces deux branches se subdivisoit aussi en deux , dont l'une étoit composée de *Republicains* , qui tendoient à sapper le pouvoir Royal par ses fondemens , & de faire de l'Angleterre une République. L'autre , comprenoit les *Modérez* , qui ne demandoient qu'à mettre le Roi hors d'état d'abuser de sa Puissance , en lui laissant la jouissance de ses justes Droits. Voilà pour ce qui regarde les *Têtes Rondes* , ou *Parlementaires Politiques* ou d'*Etat*. Quant aux *Ecclesiastiques* , ils formoient aussi deux branches , dont la premiere étoit composée de *Presbytériens Rigides* , qui tendoient à la destruction de la Hiérarchie , & l'autre , de *Presbytériens Modérez* , qui se seroient contentez de beaucoup moins , & peut-être d'une simple Tolérance. C'est ce qu'il étoit absolument nécessaire de sçavoir , pour pouvoir entendre ce qui sera dit dans la suite. Je tâcherai d'expliquer ailleurs plus amplement , tout ce qui regarde les différentes branches des deux Factions , après que j'aurai achevé l'Abrégé que la naissance de ces deux partis m'a fait interrompre.

Pendant que le Roi se trouvoit dans un état déplorable , sans Amis , sans argent , sans ressource , & réduit à tout souffrir du Parlement , qui lui tenoit , pour ainsi dire , le pied sur la gorge , il vit reluire un rayon d'espérance , par la naissance des deux partis , dont je viens de parler. Il jugea d'abord , qu'il ne pouvoit que lui être avantageux , de fomenter la division , & en effet il y réussit. Par-là , il se vit enfin en état d'espérer , qu'il pourroit tirer raison par les Armes , des torts dont il croyoit avoir sujet de se plaindre. Dans cette espérance , il leva une Armée & s'engagea dans une Guerre ouverte , contre le Parlement , qui avoit déjà pris de son côté , toutes les mesures nécessaires , pour lui résister.

Il n'y a point de nécessité d'entrer ici dans le détail de cette Guerre , puisque la triste catastrophe en est encore assez récente. Il suffira de dire , en deux mots , que Charles I. fut vaincu , & qu'il perdit enfin la vie par la main d'un Bourreau (1). Ainsi le Roi lui-même , le Duc de Buckingham ,

le

(1) Le 30. de Janvier 1649.

SUR LES WHIGS ET LES TORYS. 635

le Comte de Strafford , l'Archevêque Laud , Auteurs du complot , dont le but étoit de rendre le Roi absolu , eurent tous une fin tragique. Si l'on ajoute à ces exemples , ceux de *Jean* , de *Henri III* , d'*Edouard II* , de *Richard II* , & enfin celui de *Jacques II* , qui ont eu les mêmes desseins , & qui ont tous malheureusement échoué dans l'exécution , on pourra aisément comprendre , combien il est difficile & dangereux pour un Roi d'Angleterre , d'entreprendre de ruiner un Gouvernement si bien cimenté.

Olivier Cromwell , Auteur de la mort de Charles I , demeura Maître du Gouvernement. Il n'osa pourtant prendre le titre de Roi. Il sçut se rendre absolu : mais ce ne fut que sous le prétexte spécieux de maintenir la Liberté de la Nation. C'est le seul exemple qu'il y ait en Angleterre , d'un Pouvoir usurpé , continué jusqu'à la mort naturelle de l'Usurpateur.

Pendant que l'Autorité Souveraine fut entre les mains de Cromwell , les *Cavaliers* se virent dans un abaissement extrême. Mais dès que ce redoutable Ennemi fut dans le tombeau , ils reprirent courage. Pour ne pas donner prise sur eux , ils se mirent sous la conduite de ceux de leur parti , qui étoient les plus *Modérez* ; de sorte qu'il sembloit qu'il n'y eût plus ni d'*Outrez* , ni de *Rigides*. Cette politique étoit absolument nécessaire , dans un tems où il falloit bien se garder d'insulter sur la Prérogative Royale , ou sur les Droits de l'Eglise Anglicane , puisqu'il n'y avoit plus ni Roi , ni Evêques. Enfin , par une Révolution des plus surprenantes , aidée de la prudente conduite du Général Monck , les Anglois se réunirent , pour mettre sur le Trône Charles II , Fils-aîné du Roi défunt , & pour rétablir l'Etat & l'Eglise sur l'ancien pied.

Charles II. Régna d'abord paisiblement. C'étoit un Prince qui ne manquoit pas d'esprit & de pénétration. Mais il étoit paresseux & adonné à ses plaisirs. Son intention étoit de vivre tranquillement & d'éviter toutes sortes d'occasions de brouillerie entre lui & ses Sujets. Il étoit trop las d'un long exil , pendant lequel il avoit souvent manqué des choses mêmes les plus nécessaires , pour vouloir risquer de se retrouver dans le même état. D'un autre côté , les Anglois avoient eu le tems & de fréquentes occasions de se défilier les yeux , & de connoître , que sous prétexte de maintenir leur Liberté , on les avoit engagez dans la Servitude. Car on peut bien assurer , que l'Angleterre n'a jamais été moins libre , que sous le Gouvernement du long *Parlement* (1) , & ensuite sous celui de Cromwell. Cependant , Charles II. ne laissa pas de s'engager peu-à-peu à faire plus qu'il n'avoit résolu. Ce fut , sans doute , ou par paresse , ou par trop de condescendance pour ses Ministres , qui étoient tous du parti des *Cavaliers* , que j'appellerai désormais , *Torys* , comme je donnerai aux *Têtes Rondes* le nom de *Whigs* , quoique je ne sçache pas précisément , en quel tems ces deux noms sont venus en vogue. Les *Torys* , donc , qui étoient les seuls dans la confidence du Roi , le sollicitoient sans cesse , à rétablir la Puissance Royale & l'Eglise Anglicane , dans leur ancien lustre. La Cour de France , pour des intérêts particuliers , travailloit aussi de tout son pouvoir à lui inspirer la même pensée. Enfin les Ministres prenoient un soin extrême d'empêcher qu'aucun des *Whigs* ne pût s'insinuer dans les bonnes grâces du Roi.

LIII ij

Le

(1) On appelle le *Long Parlement* , le dernier qui fut assemblé par Charles I. au mois de Novembre 1640. & qui dura jusqu'après la mort du Roi.

Le Parti des *Torys* avoit pour Chef , le Duc d'Yorck , Frere du Roi , Prince d'un naturel impétueux & violent , qui ayant embrassé la Religion Romaine , pendant son exil , formoit le Projet de la rétablir en Angleterre , & de l'y rendre dominante. Ce Projet ne pouvoit s'exécuter , sans étendre premièrement la Puissance Royale , au-delà des bornes qui lui étoient prescrites par les Loix ; c'est-à-dire , qu'il falloit reprendre , & poursuivre le même dessein , où le feu Roi , son Pere , avoit malheureusement échoué. Mais le Duc étoit mal propre à conduire une semblable entreprise , à cause de son naturel , qui le faisoit agir avec trop d'impétuosité. Il y travailla avec ardeur , pendant la vie du Roi son Frere , qui n'avoit point d'Enfans légitimes. Il espéroit , qu'en commençant dès-lors cet ouvrage , il seroit d'autant mieux en état de le finir , quand il seroit lui-même sur le Trône.

Pour réussir dans ce dessein , il n'y avoit point d'autre moyen que de ruiner entièrement le parti des *Whigs* , dont les principes étoient directement contraires à ce que le Duc d'Yorck se proposoit , tant par rapport à la Religion , que par rapport à l'Etat. Il faut remarquer , qu'alors la plupart des *Whigs* étoient *Presbytériens*. Ainsi , en feignant de ne vouloir attaquer que le Presbytérianisme , le Duc d'Yorck projeta de ruiner ceux qui s'opposoient à l'accroissement de la Puissance Royale , sans effrayer la Nation. Véritablement , il pouvoit craindre , après avoir abattu le parti des *Whigs* , de trouver encore de grands obstacles de la part des *Torys Modérez* , dont les Principes ne s'accordoient pas entièrement avec le Despotisme , qu'il avoit dessein d'établir. Mais il ne desespéra pas de les surmonter , s'il pouvoit réussir à mettre les *Whigs* , comme les plus dangereux , hors de son chemin. Dans cette vûe , il porta le Roi son Frere , à persécuter les *Presbytériens* , en quoi il fut aidé de tous les *Torys* , qui regardoient avec plaisir , cette premiere occasion de se vanger des *Whigs* leurs Ennemis. Ainsi , sous prétexte de rétablir l'Eglise , sur le même pied où elle étoit avant les Troubles , le Presbytérianisme fut attaqué avec beaucoup de violence. On fit passer au Parlement un Acte , qui défendoit les Assemblées Presbytériennes , qu'on appelloit *Conventicules* ; un autre qui ordonnoit , que personne ne pourroit être reçu à exercer aucune Charge , ou Emploi public , qu'il ne produisît une Attestation , qu'il avoit communiqué dans une Eglise Episcopale. Ce dernier Acte fut appelé *Acte de Conformité* , parce que ceux qui vouloient être reçus à quelque Emploi , étoient obligés par ce Statut , à se conformer au Service pratiqué dans l'Eglise Anglicane.

Les *Whigs* s'aperçurent bien-tôt , que sous prétexte de soutenir les Droits de l'Eglise Anglicane , le dessein du Duc d'Yorck étoit de changer le Gouvernement de l'Etat , & de ruiner la Religion Protestante , en Angleterre. Il leur fallut quelque-temps pour prendre de justes mesures , & enfin , avec l'assistance des *Torys Modérez* , qui craignirent que le Duc n'allât trop loin , ils obligèrent le Roi à faire sortir ce Prince du Royaume. Il arriva même , que la Chambre Basse prépara un Bill , qu'on appella *le Bill d'Exclusion* , pour le priver du Droit de succéder à la Couronne. Mais le Bill ne passa pas , parce que le Roi cassa ce Parlement. Il en convoqua un autre à Oxford , dans l'espérance d'y trouver des Députés moins violens. Il se trompa , & après une très-courte Séance , il se vit encore obligé de casser celui-ci , qui avoit pris à tâche de faire passer un semblable Bill.

On trouvera peut-être étrange, que la scène fût ainsi changée, & que le parti des *Whigs* qui étoit extrêmement bas, devint tout-à-coup supérieur. Pour donner la raison de ce changement, il est nécessaire de remarquer, que les *Torys Modérez* servirent de tout leur pouvoir, aux desseins de la Cour, pendant qu'ils crurent qu'elle n'avoit envie d'attaquer que le Presbytérianisme. Mais s'étant apperçûs, par toutes les démarches du Roi, du Duc d'Yorck, & des Ministres, que le projet étoit formé de ruiner la constitution de l'Etat & de l'Eglise, & de sapper les fondemens de la *Grande Charte*, ils ne balancerent point à se joindre aux *Whigs*, afin de s'opposer tous ensemble à l'exécution de ce complot. Ce fut donc cette jonction, qui donna aux *Whigs* une supériorité à laquelle, sans cela, ils n'auroient jamais pû prétendre. D'un autre côté, les *Torys Politiques Outrez*, & les Ecclésiastiques *Rigides*, voulant regagner le terrain, qu'ils avoient perdu, tâcherent de mettre le Peuple dans leurs intérêts, en accusant les *Whigs* d'avoir formé le dessein de ruiner l'Eglise Anglicane, & ceux-ci les accusèrent à leur tour, de vouloir changer le Gouvernement, & de favoriser les desseins pernicioeux du Duc d'Yorck. Ainsi, la haine des Partis, qui sembloit s'être considérablement affoiblie, depuis le rétablissement de Charles II, reprit de nouvelles forces. On peut dire, avec vérité, que ce fut par la faute des *Torys*, qui pour se venger des torts qu'ils avoient reçûs, pendant le long Parlement, & sous le Gouvernement de Cromwel, se jetterent, tête baissée, dans le parti du Duc d'Yorck. Ils s'en repentirent dans la suite, quand ils virent à quoi ce Prince avoit dessein de les faire servir.

Quelque tems après, les Esprits s'étant un peu calmez, le Duc d'Yorck retourna en Angleterre, & continua, sans aucun relâche, à y fomenter le trouble & la division, sans quoi il ne pouvoit pas espérer de réussir dans ses desseins. Ainsi, ce Prince, par un excès de zèle pour la Religion qu'il avoit embrassée, par un desir de vengeance, & peut-être, poussé par l'ambition de venir à bout d'un Projet, que plusieurs Rois d'Angleterre avoient vainement entrepris, & le Roi Charles II, par trop de facilité, & par trop de condescendance pour son Frere, rallumerent, en Angleterre, un feu qui ne s'est plus éteint depuis.

Charles II. mourut dans ces entrefaites, & le Duc d'Yorck, son Frere, monta sur le Trône, sans opposition, sous le nom de *Jacques II*. Il fit d'abord de grandes promesses à ses Sujets, & voulut leur faire espérer, que ni la Religion, ni la constitution du Gouvernement, ne souffriroient aucune altération sous son Regne. Mais il exécuta mal ses engagemens. Peu de tems après, le Duc de Monmouth, Fils naturel de Charles II, comptant sur le mécontentement du Peuple, partit des Pais-Bas, où il étoit exilé, descendit en Angleterre avec quelques Troupes, & y prit le titre de Roi. Mais sa Royauté ne dura que peu de jours. Son parti s'étant trouvé beaucoup plus foible, qu'il ne l'avoit espéré, il fut battu, fait prisonnier, & décapité. Cette Victoire remportée avec tant de facilité, enfla si fort le cœur au nouveau Roi, qu'il ne craignit presque plus de découvrir ses desseins, tant il se croyoit assuré du succès. Il fit décider par les Juges du Royaume, qui lui étoient dévoüez, que le Souverain avoit le Droit de dispenser des Loix faites par le Parlement. Cette décision étoit fondée sur ce qu'il y avoit des Sta-

tuts, qui accordoient ce pouvoir au Roi, à l'égard de certaines Loix, & sur des exemples de quelques-uns des Rois précédens, qui avoient en cela, excédé les bornes de leur pouvoir. Ainsi, ces Juges corrompus, tiroient de quelques cas particuliers, une conclusion générale, & fondoient un Droit permanent, sur quelques usurpations passagères.

Cette porte étant ouverte, le Roi, de sa simple autorité, révoqua les Loix pénales, que divers Parlemens avoient faites, pour prévenir les attentats des Papistes. Ensuite, il mit dans son Armée, un grand nombre d'Officiers de cette Religion, & conféra les Charges & les Dignitez à des Gens, que les Loix en rendoient incapables. Il ôta les Chartres à la Ville de Londres, & à d'autres Villes, & les réduisit à ne dépendre que de son bon plaisir. Enfin, par une simple Proclamation, il accorda la liberté de Conscience à tous ses Sujets, & permit à chacun d'exercer publiquement sa Religion. Cette Proclamation avoit un double but. Le premier, étoit de favoriser les *Papistes* : le second, d'endormir les *Presbytériens*. Le Roi se persuadoit, que comme ceux-ci étoient encore sujets aux Loix rigoureuses, qui avoient été faites contre eux, sous le dernier Regne, ils seroient très-contens de s'en voir délivrez, & que la crainte de perdre la liberté, que la Proclamation leur accordoit, les tiendrait dans la soumission. Mais ils ne furent pas les duppes de cet artifice, qui ne tendoit qu'à leur ruïne. J'omets une infinité d'autres démarches du Roi, qui n'étoient que trop capables de porter la terreur, dans les Ames de ses Sujets.

Jusqu'alors, les *Torys*, en général, avoient favorisé les desseins du Roi. Mais quand ils se furent apperçus, que toutes ses démarches tendoient à la dissolution du Gouvernement établi, & à la ruïne de la Religion Protestante, ils commencerent à se repentir de leur conduite passée. Ils voyoient manifestement, que par la route qu'on leur faisoit prendre, on avoit dessein de les mener, où ils n'avoient pas dessein d'aller : & qu'ils ne pouvoient parvenir au but qu'ils s'étoient proposéz ; sçavoir, à la ruïne du parti des *Whigs*, que par la perte de leur Religion, & de leur liberté. Dans ce danger, qui ne pouvoit être plus pressant, ils s'unirent avec les *Whigs*, & résolurent avec eux, d'appeller le Prince d'Orange, pour les tirer du pas dangereux où ils se trouvoient. Dès ce tems-là, le parti du Roi devint extrêmement foible, parce qu'il ne fut plus composé que de *Papistes*, de *Torys* Outrez, & de quelques Seigneurs esclaves de la Cour & de leur fortune. Cependant, le Roi paroissoit extérieurement, aussi puissant qu'il l'eût jamais été, & tout proche de voir la fin de son entreprise ; parce que ceux qui paroissoient encore attachez au parti de la Cour, ne jugeoient pas à propos de se déclarer, avant le tems. Ce ne fut qu'après l'arrivée du Prince d'Orange, que la foiblesse du Roi parut manifestement. Son Armée, sa Flotte, les Seigneurs qu'il croyoit les plus dévouiez à sa Personne, l'abandonnerent tout-à-coup, & il se vit réduit à la triste nécessité de tâcher de sortir du Royaume, en habit déguisé. Mais cela même ne lui ayant pas réussi, il eut la mortification de se voir à la disposition du Prince d'Orange, & selon les apparences, d'être redevable à sa générosité ; ou peut-être, à sa politique, des moyens indirects qui lui furent fournis, pour pouvoir se sauver en France. Cet exemple fait voir, qu'encore que les Anglois soient divisez en deux Partis, & qu'il y ait même

même entre eux beaucoup d'animosité , leur passion ne va pas pourtant , jusqu'à leur faire abandonner les intérêts de la Religion , & de la liberté , ou que , du moins , il n'y en a qu'un très-petit nombre de ce caractère.

Guillaume & Marie ayant été couronnez , après la fuite du Roi Jacques , à laquelle on donna le nom d'*Abdication* , leur plus grand soin fut de travailler à étouffer les semences de Division , qu'il y avoit encore entre les *Torys* & les *Whigs* , quoiqu'ils se fussent réunis dans le danger. Pour réussir dans ce dessein , il falloit nécessairement , qu'ils éloignassent du Ministère & de leur confiance , ceux qui avoient favorisé les desseins du Roi Jacques , & ceux qui étoient le plus scrupuleusement attachez aux moindres Pratiques & Cérémonies de l'Eglise Anglicane. Sans cela , les *Whigs* n'auroient jamais pû vivre en repos , puisqu'ils regardoient toujours les *Torys Outrez* , & les *Rigides* , comme leurs mortels Ennemis. D'un autre côté , il n'étoit pas moins nécessaire d'éloigner du Conseil , ceux d'entre les *Whigs Presbytériens* , qui étoient les plus rigides dans leurs principes , de peur qu'en se servant d'eux , on ne donnât occasion de penser , qu'il y avoit un dessein formé de changer le Gouvernement de l'Eglise. Cette crainte étoit d'autant mieux fondée , que le nouveau Roi ayant toujours fait Profession , en Hollande , de la Religion Presbytérienne , la moindre démarche en sa faveur , auroit pû faire juger , qu'il avoit dessein de l'établir sur les ruines de l'Eglise Anglicane. Il falloit donc garder de grands ménagemens sur ce sujet , afin d'ôter aux *Torys* tout lieu de crainte & de soupçon. Ce fut dans ces vûes , que pendant le Regne de Guillaume & de Marie , les Charges furent généralement conférées à des Gens *Modérez* , de l'un & de l'autre Parti. Le Roi Guillaume observa la même maxime , quand il fut seul sur le Trône , après la mort de la Reine. Mais , comme il n'étoit pas possible de contenter les deux Partis à la fois , parce qu'il n'y avoit pas assez de Charges à donner , il affecta de changer souvent de Ministres , & de se servir des deux Partis , tour à tour. C'étoit tout ce qu'il pouvoit faire , en attendant que le tems eût achevé d'éteindre le feu de la division.

Dans les circonstances où l'Angleterre se trouvoit alors , sous un Roi si sage & si éclairé , on peut presque assurer que la différence des principes des deux Partis , par rapport au Gouvernement , n'auroit causé aucun trouble , si les *Torys Ecclésiastiques* avoient pû se contenter de voir leur Eglise demeurer dominante. Mais les *Rigides* de ce Parti-là , ne pouvoient être satisfaits , pendant qu'ils voyoient les *Presbytériens* jouir d'une entière liberté de Conscience , exercer publiquement leur Religion , & posséder des Charges , malgré l'*Acte de Conformité* , qui avoit été fait sous Charles II. Ils ne pouvoient s'empêcher de soupçonner , que l'intention des *Whigs* étoit de saper peu-à-peu l'Eglise Anglicane , & que le Roi concouroit avec eux dans ce dessein. Ce qu'ils avoient vû , pendant le *long Parlement* , leur donnoit sujet de craindre les mêmes attaques. Au reste , c'étoient les *Torys Outrez* , qui , ayant perdu le Roi Jacques , leur Chef & leur Défenseur , inspiroient ces craintes & ces soupçons aux *Episcopaux* , afin de les animer contre le Roi Guillaume. Ils comprenoient assez , qu'ils n'étoient plus en état de se soutenir , s'ils ne trouvoient le moyen d'intéresser l'Eglise dans leur querelle. C'étoit de-là que venoient les bruits qu'on faisoit courir parmi le Peuple , que l'Eglise

étoit

étoit en danger. Tout cela faisoit connoître aux *Whigs*, que les *Torys Outrez*, n'avoient pas abandonné leurs Projets, & que s'ils avoient jamais le pouvoir en main, ils ne manqueroient pas, de se servir du prétexte de la Religion, pour les ruiner, en suivant les traces du Roi Jacques. C'est ainsi que l'animosité s'entretenoit entre les deux Partis, malgré les soins du Roi Guillaume.

Il sembloit donc qu'il ne s'agissoit alors, entre les deux Partis, que de la Religion seulement; les conjonctures ne permettant, ni aux *Torys Outrez*, ni aux *Whigs Républicains*, de pousser leurs principes. C'est ce qui a donné lieu à plusieurs personnes de se faire une fausse idée des différends qui regnent entre les deux Partis, & de s'imaginer, qu'ils consistent uniquement dans la diversité de sentimens, touchant le Gouvernement de l'Eglise. Mais on se trompe assurément. Lorsque l'occasion s'en présente, les *Torys Outrez* font bien voir, que la sûreté de l'Eglise Anglicane, n'est pas l'unique motif de leurs démarches, & selon les apparences, les *Whigs Républicains* se souviendroient aussi de leurs maximes, s'ils se trouvoient dans une conjoncture favorable.

Pour ce qui regarde les *Papistes*, qu'on peut considérer comme une branche des *Torys*, ils auroient eu lieu d'être contents de la modération du Roi Guillaume, à leur égard, si l'extrême envie qu'ils avoient de revoir le Roi Jacques sur le Trône, ne leur eut fait regarder le Roi regnant comme un Ennemi. Quelques-uns d'entre eux firent même, contre sa Personne, des Complots, qui ne tournerent qu'à leur confusion & à leur ruine. Cette passion excessive que les *Papistes*, & quelques-uns des *Torys*, témoignioient pour le rétablissement du Roi Jacques, obligea le Roi Guillaume à chercher les moyens, non seulement de prévenir leurs mauvais desseins pendant sa vie, mais encore, de rendre leurs efforts inutiles, après sa mort. Ce fut dans cette vûë, que par un Acte de Parlement, la Succession à la Couronne fut établie dans la Sérénissime Maison d'Hanovre, sans aucun égard aux Droits que la naissance, ou la proximité du sang, pouvoit donner à quelques personnes *Papistes* que ce fût. Guillaume mourut quelques tems après, & Anne, Fille de Jacques II, & Princesse de Dannemarck, monta sur le Trône.

Cette Reine avoit été élevée dans les principes des *Toris Rigides*, par rapport à la Religion, & selon les apparences, dans ceux des *Torys Outrez*, par rapport au Gouvernement. Du moins, tous ceux qui avoient eu du pouvoir sur elle, ou quelque influence sur son éducation, étoient de ce caractère. Charles II, son Oncle, Jacques II, son Pere, le Comte de Clarendon, son Ayeul Maternel, le Comte de Rochester, Frere de la Duchesse d'Yorck, sa Mere, étoient tous dans les principes du *Torisme Outré*, regardant, comme une Rébellion manifeste, toutes sortes d'oppositions aux volontez du Souverain. Anne avoit d'ailleurs, un esprit fort borné, & naturellement opiniâtre. Pendant le Regne de Guillaume & de Marie, une broüillerie survenuë entre elle & la Reine sa Sœur, lui ayant fait prendre la résolution de se tenir éloignée de la Cour, elle l'avoit si ponctuellement exécutée, que depuis ce tems-là jusqu'à la mort du Roi Guillaume, elle n'y avoit pas mis le pied. Elle n'avoit pas même visité la Reine sa Sœur, dans son lit de mort.

Quand

Quand elle fut sur le Trône, la médiocrité de son génie, fit aisément juger, que ses Ministres auroient plus de part qu'elle-même au Gouvernement de l'Etat. D'un autre côté, son éducation fit craindre, qu'elle ne se livrât aux *Torys Outrez & Rigides*, dont le Comte de Rochester, son Oncle, étoit regardé comme le Chef. Ce Seigneur étoit également redouté des *Torys Modérez* & des *Whigs*, comme un homme dangereux, capable de porter les choses aux dernières extrémités. C'étoit d'ailleurs un Seigneur d'un grand esprit; mais fort entêté de ses Principes. Vrai-semblablement, il alloit être mis au timon du Gouvernement, par la Reine sa Nièce, qui montoit sur le Trône. Mais on prétend, que la crainte qu'eurent les *Torys Modérez*, de le voir dans un poste si élevé, leur fit prendre la résolution de s'unir avec les *Whigs*, pour y mettre des obstacles. Du moins, il est certain, que cette union se fit, & que par-là, la nouvelle Reine se vit comme forcée à se jeter entre leurs bras, & à leur confier l'Administration de ses affaires. J'ignore les Intrigues qui furent mises en usage, pour faire venir la Reine à ce point. D'abord, les nouveaux Ministres firent nommer le Comte de Rochester, pour Viceroy d'Irlande; Mais ce Seigneur comprenant bien que ce n'étoit que pour l'éloigner de la Cour, refusa cet Emploi, qui d'ailleurs l'auroit rendu trop dépendant des Ministres. Mylord *Godolphin*, Mylord *Marlborough*, & quelques autres Chefs des *Torys Modérez*, furent ceux qui se joignirent au parti des *Whigs*, & qui le fortifièrent encore plus par leur habileté, que par leur crédit & par leur nombre. Depuis ce tems-là, les *Torys Modérez* & les *Whigs*, ne font presque plus qu'un même Parti.

Il n'est pas nécessaire de rapporter ici, avec combien de gloire pour l'Angleterre & pour la Reine en particulier, ces nouveaux Ministres dirigèrent les Affaires publiques. C'est une chose connue de tout le Monde, & la mémoire en est encore toute récente. Mais on prétend qu'à cause de la médiocrité du génie de la Reine, ils la tenoient dans une espèce de servitude, quoi qu'extérieurement ils affectassent de lui faire honneur de tous les heureux Succès. Pendant leur Administration, les *Torys Outrez* & les *Ecclesiastiques Rigides*, furent exclus de toutes sortes d'Emplois civils, & de Dignitez Ecclesiastiques. Si elle avoit duré jusqu'à la mort de la Reine, ces deux branches du Parti des *Torys* se feroient, sans doute, beaucoup diminuées en nombre & en crédit.

Cependant, la Reine souffroit avec quelque impatience, de se voir comme contrainte de suivre les conseils de ceux à qui elle avoit droit de commander, & que, si l'on en croit le bruit public, ne lui laissoient pas la liberté de suivre son jugement, ni ses propres inclinations. Les *Torys Outrez* s'en étant apperçus, ou peut-être, lui ayant fait suggérer ces sentimens, travaillèrent à fomenter son chagrin, par le moyen d'une certaine Dame, qui étoit dans sa confiance. Ils y réussirent si bien, qu'après avoir achevé de lui persuader qu'elle étoit esclave, ils lui firent prendre la résolution de se mettre en liberté. Cette intrigue fut conduite avec tant d'art & de secret, que les Ministres se trouverent débusquez, avant que d'avoir pu prendre des mesures pour prévenir leur ruine. Incontinent, des *Torys Outrez & Rigides*, furent mis en leur place. Le Parlement, où les *Whigs* avoient une grande supériorité de voix, fut dissous, & la Reine en convoqua un autre, où les nou-

veaux Ministres prirent soin de faire élire des Députés dévoués à leur Parti. Ceux qui connoissent un peu l'Angleterre , savent assez quelle influence la Cour a dans les élections. On peut assurer , néanmoins , qu'à ne considérer que le nombre , le Parti des Ministres étoit encore assez foible. Mais ils avoient pour eux la Reine & le Parlement. D'ailleurs , ils prirent un grand soin de fortifier leur Parti , en fomentant les jalousies au sujet de la Religion , & en persuadant aux *Episcopaux* , que l'Eglise avoit été dans un extrême danger , pendant l'administration du précédent Ministère ; & qu'elle y seroit toujours , pendant que les *Whigs* auroient quelque part au Gouvernement. Ce fut par ces insinuations , qu'ils firent revivre la passion des *Torys Ecclesiastiques* , & qu'ils les portèrent à exercer contre les *Presbytériens* , des violences , qui ne devoient pas avoir lieu , dans un Etat bien policé ; mais auxquelles les Ministres affectoient de fermer les yeux. En effet , leur dessein n'étoit pas de diminuer l'animosité entre les deux Partis , mais plutôt de l'augmenter autant qu'il étoit possible , parce que c'étoit par-là , que leur Parti s'affermissoit.

Jusque-là , tout alloit à souhait , pour les nouveaux Ministres. Mais ils comprenoient bien , que les terreurs chimériques , qu'ils avoient répandues parini le Peuple , ne pouvoient pas être d'un long usage ; quoi qu'elles leur procurassent de grands avantages , pour le tems présent. D'ailleurs , quand même ils eussent pu entretenir le Peuple dans cette disposition , la Reine pouvoit mourir bien-tôt , d'autant plus , qu'elle n'avoit pas une santé fort ferme. En ce cas-là , ils avoient lieu de craindre que leur ouvrage ne fût renversé par l'Electeur d'Hanovre , qui devoit succéder à la Reine , par l'Acte de Succession , dont il avoit la principale obligation aux *Whigs*. Il falloit donc qu'ils pensassent à prévenir ce danger , sans perte de tems. Leur Parti étoit trop foible , pour se soutenir par ses propres forces , s'il arrivoit qu'il eût le Souverain contre lui , comme l'expérience l'avoit déjà fait connoître plusieurs fois , pendant le Regne de Guillaume , & dans les premières années de la Reine. Ils conclurent donc , du moins , si l'on en peut juger par leurs démarches , que le plus sûr pour eux étoit d'assurer la Couronne au Prétendant , afin d'avoir toujours un Protecteur , quand la Reine viendrait à leur manquer. Il est pourtant encore incertain , si l'habile Ministre , qui est aujourd'hui à la Tour , étoit de ce sentiment. Mais on ne peut disconvenir , qu'ils ne crussent que pour se soutenir , le secours de la France leur étoit absolument nécessaire. Ce fut donc pour se l'assurer , qu'ils firent cette Paix honteuse & précipitée , qui a été un sujet d'étonnement pour toute l'Europe , & qu'ils forcèrent les Alliez de l'Angleterre à suivre son exemple. Vraisemblablement , si la Reine n'étoit pas morte si-tôt après la Paix , les *Whigs* opprimez , auroient été obligez d'appeller l'Electeur d'Hanovre à leur secours , comme ils avoient autrefois appelé le Prince d'Orange , mais avec bien moins d'espérance d'avoir la concurrence universelle du Peuple. La raison de cela est , que quand on appella le Prince d'Orange , le Roi Jacques s'étoit si ouvertement déclaré , que personne ne pouvoit douter , qu'il n'eût dessein de changer la Religion & le Gouvernement de l'Etat , au lieu que contre le Prétendant , il n'y auroit eu que de simples présomptions.

Ce que nous venons de voir arriver , depuis que le Roi George est sur le Trône ,

Trône, fait bien connoître que le dessein étoit formé d'assurer la Couronne au Prétendant; si la mort de la Reine ne fût pas survenuë, avant que les Auteurs de ce conseil eussent le tems de bien prendre toutes leurs mesures. Il n'est néanmoins pas certain, qu'ils eussent pû l'exécuter, ou que s'ils avoient réussi, le Regne du Prétendant eût été de longue durée. Les Anglois, en général, sont extrêmement jaloux de leurs Loix & de leur liberté, & ils ne le sont pas moins de leur Religion. C'est ce que je croi pouvoir assurer, quoique quelques-uns d'entre eux, paroissent indifférens à ce dernier égard. Mais par la grace de Dieu, il s'en faut bien, que ceux-ci fassent le plus grand nombre. Or il auroit été bien difficile, que le Prétendant, établi sur le Trône, par une Puissance étrangère, faisant profession d'une Religion contraire à celle du Païs, & conseillé par des *Torys Outrez*, eût pû se contenir dans la modération nécessaire, pour s'attirer l'affection du Peuple, sans laquelle un Roi d'Angleterre ne peut jamais être ferme sur son Trône. Quoiqu'il en soit, sans nous arrêter ici à deviner ce qu'il seroit arrivé, contentons-nous de remarquer pour finir ce que nous avons à dire sur cette matière, que les *Torys Outrez* & *Rigides* ont manqué leur coup. Non seulement, le Prétendant n'est pas Roi, mais même, il n'a jamais eu moins d'espérance de le devenir. Le Roi George jouit tranquillement de sa Couronne. Les *Torys* sont abaissés, & les *Whigs*, qui, peu de tems auparavant étoient opprimez, sont maintenant au haut de la rouë.

Après avoir vû l'Histoire abrégée de la Naissance & des Progrès des deux Partis de *Whigs* & de *Torys*, on ne sera, peut-être, pas fâché d'en connoître plus particulièrement les vûës, les intérêts, les forces, & les caractères. Pour cet effet, il en faut soigneusement distinguer les différentes branches, dont je n'ai dit qu'un mot ailleurs, & comme en passant. Il est donc nécessaire de répéter ici, qu'on peut considérer les deux Partis sous deux différentes faces; sçavoir, eu égard au Gouvernement Politique, & par rapport à l'Eglise. Je parlerai d'abord des *Torys* & des *Whigs d'Etat*, ou *Politiques*, après quoi, je les considérerai par rapport à la Religion.

Les *Torys d'Etat* ou *Politiques*, se divisent, comme je l'ai déjà dit, en deux branches, à l'une desquelles on peut donner en François, le nom d'*Outrez*. On les appelle en Angleterre d'un nom qui signifie *Volant haut*. Cette idée, prise des Oiseaux qui se perdent dans les nuës, & qui volent hors de la Sphère commune des autres Oiseaux, convient assez bien à des gens qui ne peuvent se contenir dans les bornes du Gouvernement établi. Ceux-ci voudroient, que le Souverain fût absolu en Angleterre, comme il l'est en France, & en quelques autres Païs, & que sa volonté tint lieu de Loi. Ils ne font aucune attention, à ce que j'ai dit, au commencement de cet Ecrit, que tous les Gouvernemens qu'il y a aujourd'hui en Europe, étoient dans leur origine, à peu près, semblables à celui d'Angleterre; & par conséquent, qu'il n'y a aucune raison qui doive engager les Anglois à imiter les autres Nations, qui l'ont laissé perdre, ou du moins altérer. On peut bien juger, que dans un Païs, tel que l'Angleterre, ce Parti ne peut pas être fort nombreux, & néanmoins, il ne laisse pas d'être très-considérable, par trois raisons. Premièrement, parce que les Chefs de ce Parti, sont des Seigneurs de la plus haute volée, & ordinairement, des Favoris & des Ministres d'Etat,

ou d'autres, qui possèdent les plus grandes Charges à la Cour, & les plus éminentes Dignitez dans l'Eglise. Ces Gens-là, qui ne se mettroient pas volontiers sous la conduite d'autrui, se trouvant dans des postes si avantageux, se rendent, ordinairement, Chefs & Maîtres de tout le Parti des *Torys*. Ils le dirigent comme bon leur semble, non seulement pour l'avantage de tout le Parti en général, mais principalement, pour leurs fins particulières. Ainsi, le plus souvent, sous prétexte d'agir pour les intérêts du Parti, ils font des démarches qui ne tendent qu'à leur propre avantage, & engagent tout le Parti des *Torys* à s'avancer beaucoup plus loin, que la plus grande partie d'entre eux ne le souhaiteroit. C'est ce qui donne lieu à plusieurs personnes d'accuser tous les *Torys* d'être pour le Gouvernement Despotique, quoi qu'il soit certain, qu'il n'y a que les *Outrez* qui soient dans ce principe. Mais il semble qu'on n'a pas grand tort d'attribuer à tout un Parti, ce qu'on voit faire à ses Chefs.

En second lieu, cette branche particuliere de *Torys* est considérable, en ce que, quand ils sont dans le Ministère, il engagent les *Torys d'Eglise* à soutenir fortement le Dogme de l'*Obéissance Passive*; ce qui n'est pas un petit avantage, pour mettre le Peuple dans leur Parti. Ils font entendre aux Ministres *Épiscopaux*, qu'ils n'ont en vûë que de ruiner les *Presbytériens*; & sous ce prétexte, ils leur font prêcher un Dogme, dont la conséquence s'étend sur tous les Sujets. C'est ce qu'on a vû sous les Regnes de Charles II, de Jacques II, & de la Reine Anne, sur la fin.

Enfin, le Parti des *Torys Outrez* devient très-puissant, quand il se trouve appuyé du Roi, comme il est souvent arrivé, & c'est alors que la liberté de la Nation est en danger. On en a vû des preuves sous les Regnes de Jacques II, de Charles I, de Richard II, d'Edouard II, & de Henri III: car le Parti des *Torys Outrez* est plus ancien qu'on ne pense.

La seconde branche des *Torys d'Etat*, ou *Politiques*, est composée de ceux que j'ai appellez *Modérez*. Ceux-ci ne veulent point souffrir que le Roi perde aucunes de ses Prérogatives: mais ils ne prétendent point, comme les premiers, lui sacrifier celles des Sujets. Ce sont de véritables Anglois, qui ont à cœur le bien de leur Patrie, & qui veulent maintenir la Constitution du Gouvernement dans le même état qu'elle leur a été laissée par leurs Ancêtres. Ils ont souvent sauvé l'Etat, & ils le sauveront encore, lorsqu'il se trouvera en danger, de la part des *Torys Outrez*, ou des *Whigs Républicains*, en s'opposant de tout leur pouvoir à ceux qui voudront changer le Gouvernement. On feroit une injustice à ceux-ci, si on les confondoit avec les précédens, sous un même nom de *Torys*.

Comme il y a deux branches de *Torys d'Etat*, il y en a aussi deux de *Whigs* de la même espece; sçavoir, de *Républicains* & de *Modérez*. Les *Whigs Républicains* sont un reste du Parti du long Parlement, qui avoit pris à tâche de changer le Gouvernement en République. Ceux-ci sont presentement une si petite figure, qu'ils ne servent plus qu'à fortifier le Parti des autres *Whigs*, auxquels ils se joignent ordinairement. Les *Torys* voudroient bien persuader au Public, que tous les *Whigs* sont de cette espece, comme les *Whigs* voudroient faire croire, que tous les *Torys* sont *Outrez*. Mais ce n'est qu'un artifice pour tâcher de se rendre mutuellement odieux.

La seconde branche des *Whigs Politiques*, contient les *Whigs Modérez*, qui sont à peu près dans les principes des *Torys Modérez*, & que par conséquent, on doit regarder comme de véritables Anglois, qui souhaitent que le Gouvernement se maintienne sur ses anciens fondemens. En cela ils seroient tout à fait semblables aux *Torys Modérez*, s'il n'y avoit entre eux cette différence. C'est que les *Torys Modérez* panchent plus du côté du Roi, & les *Whigs Modérez* du côté du Parlement. Ceux-ci sont dans un mouvement perpétuel, pour empêcher que les Droits du Peuple ne soient envahis. Quelquesfois même, ils prennent des précautions aux dépens de la Couronne. Ce sont eux qui ont procuré l'*Acte pour le Parlement Triennal*, & quelques autres, dont il n'est pas nécessaire de parler, en vûë d'empêcher que le Roi n'abuse de son pouvoir. On voit par-là, que les *Torys Outrez*, n'ont pas de plus grands ennemis, que ceux-ci, & que ce sont proprement ces deux branches de *Whigs* & de *Torys*, qui forment l'opposition qui se trouve entre les *Torys* & les *Whigs d'Etat*, ou *Politiques*. Ceux-ci se moquent du principe de l'*Obéissance Passive*, quand on en veut pousser trop loin les conséquences. Ils soutiennent, que ce pouvoir du Roi est borné à certaines Prérogatives, & qu'il ne peut porter au delà, sans injustice. Par conséquent, ils sont persuadés, que toutes les fois qu'il se porte à quelque excès de ce côté-là, le Peuple est en droit de s'opposer à ses entreprises. Il est aisé d'inférer de-là, qu'ils ne croient pas que le Roi puisse dispenser des Loix.

Ce qu'on vient de dire, peut faire comprendre, que les *Whigs* & les *Torys d'Etat Modérez* sont à peu près, dans les mêmes sentimens. Ce qui les a fait ranger dans deux différens Partis, c'est la crainte mutuelle, que l'un ou l'autre, pour vouloir trop bien conserver les droits du Roi, ou ceux du Parlement, ne fasse trop pancher la balance de l'un des côtés. Il n'est donc pas étonnant, que ces deux branches des deux Partis opposés, se joignent ensemble, quand le besoin de l'Etat le demande. En effet, ils ont également en vûë de conserver la Constitution du Gouvernement; quoique souvent ils prennent des routes opposées, pour arriver au même but. Aussi voit-on, que depuis l'union qui se fit de ces deux branches, après la mort du Roi Guillaume, elles ne se sont plus séparées, & que les *Torys* & les *Whigs Modérez*, ne forment presque plus qu'un même Parti, sous le nom de *Whigs*. Je n'oserois pourtant assurer, qu'il n'y ait pas encore des *Torys Modérez*, qui se tiennent à l'écart, & qui ne veulent pas être confondus avec les *Whigs*.

Il faut bien se souvenir, que jusqu'ici, j'en ai parlé des *Torys* & des *Whigs*, que par rapport au Gouvernement, sans aucun égard à la Religion. Je n'ai garde de confondre deux choses qui doivent être soigneusement distinguées. Il n'est pas vrai, que tous les *Episcopaux* soient *Torys*, ni que tous les *Presbytériens* soient *Whigs*, quand il s'agit du Gouvernement, comme plusieurs se l'imaginent. Il y a plusieurs *Presbytériens* qui sont à cet égard, dans les principes des *Torys Modérez*, & qui ne seroient pas moins fâchés, de voir dépouiller le Roi de ses Prérogatives, que de voir priver les Sujets des leurs. De même, il y a beaucoup d'*Episcopaux*, & des Evêques même, qui sont *Whigs* & très-bons *Whigs*, à ne les considérer que par rapport au Gouvernement, & par opposition aux *Torys Outrez*. Cela fait voir combien il est né-

ceffaire de distinguer les *Whigs & Tors d'Etat* ou *Politiques*, des *Whigs & Tors Ecclesiastiques*, dont nous allons parler presentement.

Je suppose que le Lecteur sçait assez que l'Eglise d'Angleterre, en recevant la Réformation, n'adopta que certains changemens dans les Dogmes, & qu'elle conserva la Hiérarchie, avec toutes les Cérémonies, dans lesquelles elle ne crut rien voir de superstitieux. L'ouvrage de la Réformation ne fut proprement achevé que sous le Regne de la Reine Elisabeth. Ce fut alors que diverses Constitutions Synodales, confirmées par des Actes de Parlement, établirent le Service divin & public, de la maniere que l'Eglise Anglicane le pratique encore aujourd'hui. Cependant, plusieurs Anglois qui avoient été fugitifs, sous le Regne de Marie, retournerent en Angleterre, avec des Préjugés favorables à la maniere dont la Réformation s'étoit établie à Genève, en France, en Suisse, & en quelques endroits d'Allemagne. Ces Gens-là ne purent s'accommoder de celle d'Angleterre, qui, à leur gré, n'avoit pas été poussée assez loin. Par cette raison, non seulement, ils négligerent de se trouver aux Assemblées de l'Eglise Anglicane : mais même ils s'en séparèrent entièrement, & firent entre eux des Assemblées particulières, auxquelles on donna d'abord le nom de *Conventicules*. On appella aussi ceux qui s'étoient ainsi séparés, *Presbytériens*, parce qu'en refusant de se soumettre à la Jurisdiction des Evêques, ils soutenoient que tous les Prêtres, ou Ministres avoient une égale autorité, & que l'Eglise devoit être gouvernée par des *Presbyteres*, ou Consistoires, mêlez de Ministres, & de quelques anciens Laïques. Il se forma donc sur ce sujet, deux partis, qui, au lieu d'avoir de la condescendance l'un pour l'autre, comme faisant au fond, Profession d'une même Religion, commencerent à s'inquiéter mutuellement, par des disputes de vive voix, & par écrit. Les *Episcopaux*, c'est-à-dire, ceux qui adhéroient à l'Eglise Anglicane, trouvoient fort mauvais, que des Particuliers prétendissent réformer ce qui avoit été établi, après de meures Délibérations par des Synodes Nationaux & par des Parlemens. D'un autre côté, les *Presbytériens* ne trouvoient pas moins étrange, qu'on voulut les assujettir à pratiquer des choses, qu'ils croyoient contraires à la pureté de la Religion, (1) & dont leur Conscience ne pouvoit s'accommoder. Les *Presbytériens* demeurèrent long-tems dans l'oppression, parce que leurs Adversaires appuyoient leurs raisons de l'autorité de la Reine & du Parlement.

Lorsque Jacques I. monta sur le Trône d'Angleterre, après la mort d'Elisabeth, les *Presbytériens* conçurent de grandes espérances, parce que ce Prince avoit toujours fait Profession de leur Religion, pendant qu'il avoit régné en Ecosse. Mais comme il se conforma, sans scrupule, à la Pratique de l'Eglise Anglicane; ils ne furent pas beaucoup foulagez. Cependant, ce Parti, tout opprimé qu'il étoit, ne laissa pas de s'accroître, d'une telle maniere, qu'il se trouva fort nombreux au commencement des Troubles qui s'éleverent sous le Regne de Charles I. Ce Prince étoit tellement attaché à l'Eglise Anglicane, qu'on peut assurer qu'il en a été le Martyr, comme ceux qui liront son Histoire, pourront aisément s'en convaincre. L'opinion qu'il avoit de la pureté de cette Eglise, lui fit écouter volontiers Guillaume Laud, Archevêque

(1) Cela leur fit donner aussi le nom de *Puritains*.

chevêque de Cantorbéri, qui lui mit dans l'esprit de réduire l'Eglise d'Ecosse sous la même forme de Gouvernement que celle d'Angleterre, en y introduisant la Hiérarchie. Cette Entreprise l'engagea dans une Guerre contre l'Ecosse, & cette Guerre produisit le Parlement, dont il a été parlé ci-dessus, contre lequel le Roi se crut obligé de prendre les Armes. Ce même Parlement, ayant besoin du secours des Ecoissois, ne put l'obtenir, qu'en s'engageant à rendre l'Eglise d'Angleterre Presbytérienne. Il commença donc à chercher querelle aux Evêques, aux Doyens, aux Chanoines, en un mot, à toute l'Eglise Anglicane, & changea enfin la Hiérarchie établie sous Elisabeth en Gouvernement Presbytérien, à la manière d'Ecosse. Alors, les Episcopaux n'eurent plus d'autre ressource que de se ranger dans le Parti du Roi; & comme ils avoient un intérêt commun avec les *Cavaliers*, sçavoir de soutenir les intérêts du Roi, ils furent confondus avec eux, sous un même nom de Parti. Les *Presbytériens* furent compris de même dans le Parti des *Têtes Rondes*, parce qu'ils adhéroient au Parlement.

Pendant que le long Parlement subsista, & jusqu'à la mort de Cromwel, on ne s'appercevoit guères de la division des branches, dont je viens de parler. Tous ceux qui étoient compris sous le nom de *Têtes Rondes* ou de *Parlementaires*, étoient *Presbytériens Rigides* & *Républicains*. C'étoit alors le Parti à la mode, & le seul qui pût avancer ceux qui aspiraient aux Charges, dont le Parlement avoit la disposition. Ainsi ceux qui suivoient le Parti du Roi, paroissoient être des *Cavaliers Outrez*, ou des *Episcopaux Rigides*, parce que c'étoient alors ceux qui étoient regardez de meilleur œil à la Cour. Mais après que Charles II. fut monté sur le Trône, les différentes branches des deux Partis commencèrent à se mieux distinguer. Tout le monde étant las des Troubles qui avoient si long-tems agité le Royaume, ceux qui avoient des sentimens modérez, ne craignirent plus tant de les faire paroître. Quelques-uns d'entre les *Presbytériens* témoignèrent qu'ils relâcheroient volontiers quelque chose de la rigidité de leurs principes, & plusieurs *Episcopaux* crurent qu'en faveur de la Paix, on pouvoit user de quelque condescendance envers les *Presbytériens*. Ce furent donc ceux de l'un & de l'autre Parti, qui se tinrent dans cette modération, qui formèrent les deux branches de *Whigs* & de *Torys Mitigez*, par rapport à la Religion. Mais il y en eut encore un plus grand nombre dans les deux Partis, qui demeurèrent fermes dans leurs Principes, avec une opiniâtreté inconcevable. Il y avoit parmi les *Episcopaux*, des Gens, qui, pour quelque raison que ce fût, ne pouvoient se résoudre à céder un iota, de ce qui se pratiquoit dans leur Eglise. D'un autre côté, on en voyoit parmi les *Presbytériens* qui n'étoient pas moins choquez de voir un Ministre Officier en Surplis, que d'entendre prêcher une Hérésie, & qui traitoient de Superstitions & d'Idolatries, toutes les Cérémonies que l'Eglise Anglicane avoit conservées. Ce fut ce qui donna la naissance aux deux branches d'*Episcopaux* & de *Presbytériens Rigides* qui se sont continuées jusqu'à ce jour. La Hiérarchie, est le principal Article, sur lequel ils sont divisez. Les uns & les autres sont compris sous les noms de *Whigs* & de *Torys*, parce que les *Episcopaux Rigides* se joignent aux *Torys*, & les *Presbytériens* aux *Whigs*.

De tout ce qu'on vient de voir, au sujet des diverses branches de *Torys* & de

de *Whigs*, il est aisé de recueillir, que ces deux noms sont des termes fort obscurs & fort équivoques, parce qu'ils portent, ou doivent porter dans l'esprit, des idées différentes, selon le sujet dont on parle. Par exemple, si j'entens dire, que les *Torys* & les *Whigs* sont acharnez les uns contre les autres, cela forme dans mon esprit une idée qui embrasse généralement toutes les diverses branches de *Torys* & de *Whigs*. Mais si j'entens dire, que les *Torys* voudroient que le Roi fût absolu & indépendant des Loix, ou que les *Whigs* souhaiteroient que la Puissance Royale fût abolie, je ne puis porter ma pensée que sur les *Torys d'Etat Outrez*, & sur les *Whigs Républicains*. Les autres *Whigs* & les autres *Torys* s'offenseroient sans doute, qu'on leur attribuat de tels sentimens. Tout de même, si j'entens dire, que les *Torys* aimeroient mieux avoir un *Roi Papiste* qu'un *Roi Protestant* favorable aux *Whigs*, je ferois tort aux *Toris* en général, de leur imputer une telle pensée, qui ne se trouve que dans les cœurs des *Torys Papistes*, de quelques-uns des *Torys d'Eglise Rigides*, & peut-être de quelques *Torys Outrez*. Enfin, si j'entens dire que les *Whigs* cherchent à ruiner l'Eglise Anglicane, je ne puis expliquer cela, que par rapport aux *Whigs Presbytériens*, puisqu'il seroit injuste d'accuser les *Whigs Episcopaux*, parmi lesquels se trouvent plusieurs Evêques, de travailler à la destruction de leur propre Eglise. Ainsi, les noms de *Torys* & de *Whigs* portent dans l'esprit certaines idées confuses, que peu de Gens sont en état de bien démêler. Mais c'est bien pis encore; quand on considère, qu'une même personne peut être *Whig* ou *Tory*, selon le sujet dont il s'agit. Un *Presbytérien*, par exemple, qui souhaite la ruine de l'Eglise Anglicane, est certainement, par là, dans le parti des *Whigs*. Mais si ce même *Presbytérien* s'oppose de tout son pouvoir aux attentats que quelques-uns de son parti voudroient faire contre l'autorité Royale, on ne peut disconvenir que par cet endroit, il ne soit effectivement *Tory*. Tout de même, quand il ne s'agit que de l'Eglise, les *Episcopaux* doivent être regardez comme *Torys*. Mais combien n'y en a-t-il pas, qui sont *Whigs*, par rapport au Gouvernement? Ce ne sont pas les Etrangers seuls, qui ont sur ce sujet des idées confuses, dont je viens de parler. Les Anglois mêmes n'en sont pas exempts. Rien n'est plus ordinaire que de voir un *Whig* accuser tous les *Torys* en général, d'avoir dessein d'abolir les Droits & les Privilèges du Peuple, & d'entendre un *Tory* accuser tous les *Whigs*, sans distinction, de vouloir abolir l'Autorité Royale & la Hiérarchie. Chacun se sert de cette confusion d'idées, que causent les noms de *Whigs* & de *Torys*, pour accuser ses Adversaires de ce qu'il y a de plus odieux dans les deux partis.

Après avoir fait connoître, autant qu'il m'a été possible, ce qu'on doit entendre, par les *Torys* & par les *Whigs*, il faut examiner les motifs des deux Partis, & leurs divers intérêts. Si l'on veut s'en rapporter à ce qu'ils disent les uns & les autres, rien n'est plus droit, plus juste, plus équitable, que les motifs qui les font agir. C'est la Gloire de Dieu, l'honneur du Roi, le bien Public, l'avantage de la Nation. Pour moi, s'il m'est permis de dire mon sentiment, je croi que puisqu'ils sont tous hommes, l'intérêt propre est le premier mobile de leurs Actions. Depuis que ces deux partis se sont formez, chacun a travaillé, avec ardeur, à gagner l'avantage sur l'autre, parce que, de cette supériorité, viennent les Charges, les Honneurs & les

Dignitez

Dignitez que le Parti dominant fait distribuer à ses propres Membres , à l'exclusion du Parti contraire. C'est ce qui faisoit dire au Roi Guillaume , que s'il avoit assez de bonnes Charges à donner , il auroit bien-tôt mis d'accord les deux Partis. Il y auroit encore un autre moyen pour suppléer à celui que ce Prince imaginoit. Ce seroit de conférer toutes les bonnes Charges à des Seigneurs neutres. Mais où en trouveroit-on assez de tels , & qui fussent propres à exercer les grands Emplois ? Certainement , ils sont en très-petit nombre. J'avoué pourtant , qu'il y en a quelques-uns , qui , par leur capacité , leur impartialité , leur désintéressement , mériteroient d'être distingués d'une façon particulière. Je souhaiterois de les connoître tous , pour pouvoir mettre ici leurs noms , & leur donner une partie des justes loüanges qui leur sont dûes. Mais ces Seigneurs , si dignes d'être connus , le sont peu dans les Pais étrangers , parce que , ne faisant la Cour à aucun des deux Partis , les Charges ne sont pas ordinairement pour eux. Cependant , il arrive quelquefois , que les Ministres se trouvent en quelque maniere obligez de rechercher eux-mêmes ces Seigneurs neutres , & de leur faire donner les plus éminentes Dignitez de l'Etat. On en connoît un principalement , qui sans avoir jamais fait la Cour aux Ministres *Whigs* ou *Torys* , a été choisi pour être Ambassadeur & Plénipotentiaire à la Paix de Riswick , qui a été honoré de l'Ordre de la Jarretiere , revêtu successivement des Charges de Garde du Sceau Privé , de Président du Conseil , de Grand Amiral , & de Viceroi d'Irlande , quoi qu'il n'ait jamais fait un pas , pour solliciter ces grands Emplois. Je veux parler du *Comte de Pembroke* , de qui la réputation m'est mieux connue , que celle de quelques autres Seigneurs du même caractère , auxquels mon silence ne doit pas faire de tort. Parmi toutes ses autres Vertus , son intégrité , dans les grands Emplois qu'il a exercez , mériteroit bien d'autres éloges , que ceux que peut lui donner un Etranger , qui n'a pas l'honneur de le connoître personnellement , ni d'être connu de lui. S'il se trouvoit en Angleterre , une douzaine de Seigneurs de ce caractère , & qu'on leur conférât les grandes Charges , ce seroit un moyen infaillible , pour abattre les deux Partis à la fois. Alors ceux qui aspireroient aux Charges , se feroient un mérite de n'épouser aucun Parti , & cette impartialité passeroit bien-tôt des Seigneurs au Peuple. Mais , c'est un bien qu'on peut plutôt souhaiter , qu'espérer. Bien loin que la Neutralité puisse servir à l'avancement des Personnes d'un mérite distingué , c'est au contraire ordinairement un moyen infaillible , pour les éloigner des Charges , parceque les Ministres & les Chefs de Parti , ne pensent qu'à gratifier leurs Créatures.

J'ai dit que l'intérêt est le principal motif , qui fait agir les deux Partis , & cela n'est que trop apparent. Si par exemple , les *Torys* Outrez , souhaitent que le Souverain devienne absolu , je doute beaucoup que ce soit en vûe de procurer le bien du Royaume , quand même ils seroient persuadez que le Despotisme est la forme de Gouvernement la plus parfaite. S'ils n'agissoient que par le seul motif du bien public , ils ne seroient pas si animez. On peut dire à peu-près la même chose des autres branches des deux Partis. Chacun voudroit faire croire , qu'il ne pense qu'au bien de l'Etat , pendant qu'effectivement , il ne travaille que pour soi-même , pour sa Famille , & pour sa Postérité. Mais en disant que l'intérêt est leur principal motif , je ne pré-

tens pas en exclure entièrement plusieurs autres , qui peuvent pousser tant les Chefs, que les Membres de chaque Parti. Les uns croient que leurs principes tendent véritablement au bien de l'état ; d'autres agissent par un motif de Religion : quelques-uns par vengeance , par un esprit de Parti , & pour l'honneur de remporter la Victoire. Il y a une infinité d'autres motifs , dont je ne crois pas qu'il soit nécessaire de parler en détail , pour ne pas s'engager à examiner la conduite des Particuliers. On sçait bien , que plusieurs personnes peuvent tendre au même but , par des motifs différens. Il vaut mieux s'arrêter à faire voir , quelles sont les forces des deux Partis , & leurs divers Intérêts. Pour cet effet , il est nécessaire de faire cet examen par parties , & selon les différentes branches , dans lesquelles ils sont partagez. Je commencerai par les *Torys*.

On a d'abord de la peine à comprendre , que dans un Païs tel que l'Angleterre , où les Sujets jouissent de tant de beaux Privileges , dont les autres Peuples sont aujourd'hui privez , il se trouve des Gens , qui désirent de voir le Roi revêtu d'un Pouvoir sans bornes. Il n'y a à la vérité qu'un très-petit nombre de personnes , qui fassent profession ouverte d'être du Parti de ceux que j'ai appellez *Torys Outrez*. Cependant , il n'est que trop vrai qu'il y a toujours eu un tel Parti en Angleterre , & qu'il y subsiste encore , quoi qu'il soit désavoué par la plupart de ceux qui s'y trouvent engagez. Peut-on nier , que sous le Regne de Charles I. il n'y eût un tel Parti. Les Juges mêmes du Royaume , qui sont regardez comme les Interprètes des Loix , décidoient , qu'en cas de nécessité , le Roi pouvoit imposer des taxes sur les Sujets , & que le Roi même étoit le véritable Juge des cas , où cette nécessité se trouvoit. C'étoit ruiner tout d'un coup , la plus belle Prérogative du Parlement , & la principale cause de ses fréquentes Convocations. Si le Souverain pouvoit tirer de l'argent de ses Sujets , sans l'Autorité de cette Assemblée , on peut bien assurer , que ses Convocations en deviendroient beaucoup moins fréquentes , & peut-être , qu'enfin , elles cesseroient entièrement. Mais s'il n'y avoit plus de Parlement , que deviendroient les Privileges & les immunités du Peuple ? Selon les apparences , il en arriveroit ce qui est arrivé en France , depuis qu'on n'y convoque plus les Etats Généraux. N'a-t-on pas vu encore sous le Regne de Jacques II , les Juges du Royaume attribuer au Roi , le Droit de dispenser des Loix pénales ? Mais n'étoit-ce pas lui accorder un Pouvoir absolu ? Enfin , on a vu Charles I. & Jacques II , marcher à grands pas vers le Despotisme ; ce qu'ils n'auroient jamais entrepris , s'ils n'eussent pas espéré d'être soutenus par un grand nombre de Partisans. Qu'on fasse réflexion à certaines démarches que la Reine Anne a faites dans les dernières années de son Règne , comme , par exemple , à la manière dont la Paix d'Utrecht a été traitée & conclue , aux douze Pairs créés à la fois , aux violences qui s'exerçoient dans les Elections des Membres du Parlement , & l'on ne pourra disconvenir , que ce ne fussent autant de pas vers le Despotisme , à quoi elle étoit poussée par le Parti dont je parle. Il est donc certain , qu'il y a un tel Parti dans le Royaume. Mais comme ceux qui en sont , n'osent l'avouer ouvertement , ils se couvrent du prétexte de soutenir les Droits & les Prérogatives de la Couronne , à quoi ils semblent se borner , voulant faire accroire qu'ils se rangent dans le Parti des *Torys Modérez*. Mais les principaux

principaux des *Torys Outrez* étant , pour l'ordinaire , des Favoris , ou des Ministres d'Etat , il arrive presque toujours , qu'ils se rendent Chefs de tout le Parti des *Torys* , & qu'ils l'engagent à faire plus qu'il ne voudroit. Ils commencent par attaquer les *Presbytériens* , & c'est par là qu'ils engagent les *Torys Ecclésiastiques* à suivre leurs mesures , sans qu'ils sçachent où on a dessein de les mener. Sous prétexte de n'avoir en vûë , que les *Non-Conformistes* , ils font prêcher aux Gens d'Eglise le Dogme de l'*Obéissance Passive* , qui mène tout droit au Despotisme. C'est ce qui rend le parti des *Torys Outrez* plus Puissant , qu'il ne le paroît à la première vûë. Le grand intérêt de ce Parti-là , consiste à mêler toujours l'Eglise dans la querelle , en témoignant un extrême zèle à en soutenir les Droits. C'est par là qu'ils se confondent avec les *Torys Ecclésiastiques* , dont le nombre est fort grand , qu'ils évitent d'effaroucher les *Torys Modérez* , & qu'enfin ils se tiennent clos & couverts , jusqu'à ce qu'ils aient fait servir tout le Parti à leurs desseins particuliers. Mais avec tout cela , quelque soin qu'ils prennent d'observer ce que je viens de dire , ils ont le malheur de ne pouvoir jamais aller jusqu'au bout de leur carrière. Après s'être rendus Chefs de tout le Parti des *Torys* , & après avoir mené les *Modérez* & les *Ecclésiastiques* jusqu'à un certain point par des routes secrètes , ils sont enfin obligés de faire certaines démarches qui découvrent leurs desseins. Alors , ils perdent une grande partie de leurs Partisans , qui non seulement les abandonnent ; mais se joignent même au Parti des *Whigs*. C'est ce qui arriva au Roi Jacques II , qui se vit tout à coup abandonné de tout le Monde , dans le tems qu'il croyoit déjà toucher au but qu'il s'étoit proposé. Si dans la dernière année de la Reine Anne , les *Torys Outrez* , qui gouvernoient sous son nom , en étoient venus à faire révoquer l'*Acte de Succession* , il y a beaucoup d'apparence qu'il leur seroit arrivé une pareille mortification ; & je ne fais nul doute , que la même chose n'arrive , toutes les fois que de semblables occasions se présenteront. La raison de ce que j'avance ici , me paroît manifeste. C'est qu'il ne peut être avantageux qu'à un très-petit nombre d'Anglois , d'avoir un *Roi Papiste* ou *absolu*.

Le Parti ou la branche des *Torys Modérez* , surpasse de beaucoup en nombre celle des *Torys Outrez* ; quelque avantage que celle-ci puisse avoir , par la qualité de ses Chefs , l'autre est pourtant beaucoup plus puissante , parce qu'elle soutient une bonne cause ; je veux dire , la conservation des justes prérogatives du Roi. C'est un intérêt qui est proprement celui de tous les Anglois , qui ne peuvent pas espérer plus de bonheur sous tout autre Gouvernement , que sous celui qui est établi dans leur Patrie , depuis tant de Siècles. Cette branche de *Torys Modérez* , devient encore plus considérable , toutes les fois qu'il se fait quelque tentative pour étendre , ou pour diminuer la Puissance Royale. Si c'est pour la diminuer , tous les *Whigs* se joignent à eux. Si c'est pour l'étendre , ils ont l'assistance de tout le reste des *Torys*. Cependant , il arrive quelquesfois , que les conjonctures produisent quelque changement dans les principes , comme dans les intérêts de ce Parti-là. Quand le Roi favorise les *Torys* en général ; c'est-à-dire , quand il leur donne les Charges & les Emplois , rien n'est capable de détacher les *Modérez* de ses intérêts. Mais s'il penche de l'autre côté , ils n'ont pas la même affection pour lui. Alors , s'ils voyent que les *Whigs* , par une précaution , qu'il leur est

assez ordinaire , tâchent de porter quelque atteinte à la prérogative Royale , ils ne font pas beaucoup de difficulté de se joindre à eux. Mais en cela , leur but n'est que de faire sentir au Roi , qu'ils méritent d'être ménagés. C'est un manège qu'on leur a vû faire plusieurs fois , pendant le Règne du Roi Guillaume , qui changeoit souvent de Parti. En général , l'intérêt des *Torys Modérez* est de s'opposer aux attentats que les *Whigs* pourroient faire contre l'Autorité du Roi , parce que c'est par là , qu'ils maintiennent leur crédit à la Cour , & parmi le Peuple. Mais en même-tems , ils doivent bien prendre garde , que sous le prétexte spécieux d'être d'un même nom & d'un même Parti , les *Torys Outrez* , ne les mènent plus loin qu'il ne faut.

Pour ce qui regarde les *Torys* que j'ai appellez d'Eglise , ou *Ecclésiastiques* , on peut aisément juger qu'ils embrassent dans leur Parti presque tout le Royaume , puisque cette branche est composée de tous les Membres de l'Eglise Anglicane. Ainsi , lorsqu'il nes'agit que de la Religion , entre les *Whigs* & les *Torys* , les premiers ne sont pas en état de résister à leurs Adversaires. De là vient que les *Torys Ecclésiastiques* ne font pas difficulté de faire paroître leur animosité , contre les *Whigs Presbytériens* , parce que leur nombre leur donne une grande supériorité. Il n'en est pas ainsi des *Whigs* , qui même dans le tems de leur plus grande prospérité , n'osent pas seulement témoigner la moindre envie d'attaquer l'Eglise Anglicane. Ils l'ont fait une fois , du tems du long Parlement , & c'est ce que les *Torys* ne peuvent jamais oublier. Ils regardent le Parti *Whig* , comme un ennemi toujours prêt à sapper les fondemens de leur Eglise , & de ce qu'il a fait une fois , ils infèrent ce qu'il auroit envie de faire encore , s'il étoit en son pouvoir. C'est ce qui leur fait recevoir avec tant de promptitude , les impressions qu'on leur donne de tems en tems , que l'Eglise est en danger , & qu'ils se laissent si aisément éblouir sur ce sujet. Les Chefs du Parti sçavent si bien profiter de cette disposition , qu'ils ne font jamais de projet par rapport à l'Etat , qu'ils n'y intéressent l'Eglise. C'est un moyen infallible pour réunir tout le Parti , qui se trouveroit fort divisé , s'il nes'agissoit que du Gouvernement. Ce fut ce qui procura au Roi Charles I , beaucoup de Partisans , qu'il n'auroit pas eus , sans doute , si le Parlement n'avoit pas attaqué l'Eglise Anglicane. Ce fut encore par là , que sous le Regne de Charles II , le Duc d'Yorck , quoique *Papiste* , trouva le moyen de se rendre Chef des *Torys Episcopaux* , qui concouroient volontiers avec lui à la destruction de leurs Ennemis. Toutes les fois que le Roi Guillaume s'est tourné du côté des *Whigs* , on a vû les *Torys Episcopaux* pleins de frayeurs chimériques , que ce Prince ne travaillât à la ruine de leur Eglise. La même méthode a été pratiquée , pendant les premières années de la Reine Anne , parce qu'alors les Ministres étoient *Whigs* , ou *Torys Modérez*. Sur la fin du même Regne , cette même crainte chimérique a fait suivre aux *Episcopaux* les Conseils de certaines Gens , qui étoient visiblement sans Religion. Enfin , c'est sur ce même prétexte , que nous venons de voir , sous le Roi George , appeller un *Prétendant Papiste* , pour mettre l'Eglise Anglicane à couvert des prétendus attentats qu'elle avoit à craindre de la part des *Whigs*. C'est donc la Religion qui rend le Parti *Tory* puissant. Il est certain , que si on n'avoit pas le secret d'intéresser l'Eglise dans la querelle , la branche des *Torys Outrez* ne feroit qu'une très-petite figure ,

gure , & que les différends entre les *Whigs* & les *Torys Modérez* ne causeroient pas dans le Royaume les agitations qu'on y voit depuis si longtemps.

Il est vrai que parmi les *Torys d'Eglise* , il s'en trouve beaucoup qui s'aperçoivent assez des ruses , par lesquelles on engage tout le parti dans une passion qui n'est utile qu'à quelques-uns. De ce nombre sont ceux que j'ai appelés *Mitigez* , parmi lesquels se trouvent des Gens qui possèdent les premières Dignitez de l'Eglise. Mais ils ne sont pas les plus forts. Le Parti des *Rigides* est bien plus nombreux. Cette dernière branche est composée de presque tout le bas Clergé , de quelques Evêques , des deux Universitez , & particulièrement de celle d'Oxford , & ces Corps-là entraînent avec eux une infinité de Laïques. C'est de ces *Rigides* , qu'est composée la *Haute Eglise* , comme on l'appelle communément en Angleterre ; c'est-à-dire , une Eglise dans laquelle il n'y a aucun mélange de Presbytérianisme. Ces Gens-là sont tellement attachez aux moindres minuties de l'Eglise Anglicane , qu'ils ne veulent se relâcher sur quoi que ce soit ; & par cette rigidité , ils sont voir qu'ils sont moins poussés par un zèle de Religion , que par un esprit de Parti. Je ne craindrai pas même de dire , qu'il s'en trouve plusieurs parmi eux , qui aimeroient mieux voir l'Angleterre *Papiste* , que *Presbytérienne*. Or , comme les *Episcopaux Mitigez* , quoi que plus modérez dans leurs sentimens , ne laissent pourtant pas de considérer la Hiérarchie , comme un point essentiel , il n'est pas étonnant que tous les *Torys* s'unissent ensemble , quand il est question de s'opposer à l'accroissement des *Whigs* , qui ont tous les *Presbytériens* dans leur Parti. C'est , peut-être , un artifice des *Torys d'Etat* , que d'avoir donné , ou du moins , de conserver soigneusement le nom de *Torys* , aux *Episcopaux* , afin de confondre dans un même Parti , des intérêts de différente nature , parce que cette confusion leur est très-avantageuse.

Les *Papistes* sont aussi regardez comme une branche des *Torys* , parce qu'ils demeurent toujours attachez à ce Parti. Comme ils ne peuvent espérer de rendre leur Religion dominante , que par le moyen d'un Roi absolu , il n'est pas surprenant qu'ils se rangent dans la branche des *Torys Outrez*. Véritablement ce secours ne seroit pas fort considérable pour les *Torys* , s'il ne s'agissoit que des *Papistes* qui sont en Angleterre , puisque n'ayant ni Emplois , ni Voix dans les Elections des Membres du Parlement , ils ne peuvent pas avoir beaucoup de crédit. Mais cette admission des *Papistes* dans le Parti , attache aux intérêts des *Torys* , des Puissances étrangères , qui peuvent leur être très-utiles en certaines occasions. Cependant , on ne peut disconvenir que par là , ils ne donnent beaucoup de prise sur eux à leurs Adversaires , qui se servent utilement de ce prétexte pour les rendre odieux.

Si les Chefs du Parti des *Torys* n'avoient pour but que de maintenir les Prérogatives du Roi , & les Droits de l'Eglise Anglicane , on peut comme assurer , que ce Parti seroit invincible , par la raison que c'est là le véritable intérêt du Royaume. Mais comme il arrive quelquefois , qu'ils ne se servent de ces prétextes que pour couvrir d'autres Projets moins convenables au bien de l'Etat , dès que leurs desseins sont découverts , leur Parti se défile ordinairement , la Division des Membres étant une suite nécessaire de cette Décou-

re. C'est ce qui me fait juger, qu'il est comme impossible, qu'ils réussissent jamais à mettre le Prétendant sur le Trône, ou à donner à quelque Roi que ce soit de leur parti, une Puissance absolue. Ce Jugement est fondé sur ce que ce n'est, ni l'intérêt, ni le désir de la Nation en général. C'est pour cela, qu'ils sont si fort dans les intérêts de la France, parce qu'ils sentent bien, qu'ils ont besoin de son secours. On a vu, pendant la dernière Guerre, que tous les mauvais succès que cette Couronne a eus, étoient pour eux des mortifications terribles, & qu'ils tâchoient, autant qu'il étoit en leur pouvoir, d'en exténuer l'importance. Aussi, dès qu'ils ont été au timon du Gouvernement, leur premier soin a été de guérir les playes qu'elle avoit reçues. Cependant, il est fort difficile que la France puisse les faire parvenir à leur but. La Grande Bretagne est une Île, qui ne peut guères être attaquée à l'improviste, & qui peut, pendant que le Roi & le Parlement seront bien unis, mettre en Mer des Flottes, auxquelles la France n'est pas en état d'en opposer de supérieures.

On doit donc regarder les *Torys Outrez*, comme un Parti, auquel les conjonctures du tems ne sont nullement favorables. Par conséquent, leur intérêt seroit de demeurer dans l'inaction, en attendant que le tems leur amenât quelque occasion de se faire valoir. Mais ce n'est pas leur caractère, que de se tenir en repos. Il n'est pas possible qu'ils soient tranquilles, pendant qu'ils se voyent exclus de toutes les Charges honorables & lucratives, qui, vrai-semblablement, sont le principal objet de leurs mouvemens. Cependant, il est certain, que par les troubles, qu'ils excitent de tems en tems, fort inutilement, ils se font un extrême tort. Ils en font aussi à tous les *Torys* en général, auxquels on ne manque pas d'imputer les fautes & les passions de ceux qui sont regardez comme leurs Chefs. Cela même en oblige quelques-uns à se détacher du Parti.

Quant aux trois autres branches de *Torys*; sçavoir, des *Modérez*, des *Rigides*, & des *Mitigez*; ce seroit une folie aux *Whigs*, que de penser à les ruiner par des moyens violens. Cela ne pourroit s'exécuter, qu'en bouleversant le Royaume. Ils peuvent, véritablement, les exclure des Charges, & des Emplois publics. Mais s'ils étoient assez imprudens, pour toucher à l'Eglise Anglicane, ils courroient risque d'exciter contre eux-mêmes, des tempêtes qui pourroient leur faire perdre la supériorité, dont ils jouissent présentement. Ainsi, l'intérêt des *Whigs* est de laisser l'Eglise en repos, & c'est aussi ce qu'ils connoissent parfaitement, comme ils le font voir par leur conduite. Quoi qu'en dernier lieu, ils aient été souvent provoquez, on ne voit pas que, présentement, qu'ils ont le pouvoir en main, ils cherchent à se venger des *Episcopaux*. Au contraire, leur grand but est, de les séparer, s'il est possible, du reste des *Torys*, en leur faisant comprendre, qu'ils n'en veulent point à l'Eglise. S'ils pouvoient réussir, leur victoire contre les *Torys Outrez* seroit assurée. Mais ceux-ci, qui connoissent bien le préjudice que leur porte cette conduite, tâchent d'en prévenir les effets, en intéressant toujours la Religion dans la querelle, & en inspirant au Peuple, une crainte continuelle des desseins des *Whigs* contre l'Eglise Anglicane.

Après avoir fait connoître, les vûes, les forces, & les intérêts du Parti des *Torys*, il faut présentement parler des quatre branches des *Whigs*, qui lui
sont

sont opposées. Pour ce qui regarde les *Républicains*, ils sont présentement en petit nombre, & leur Parti va toujours en diminuant. Il n'y a pas la moindre apparence, qu'ils retrouvent jamais une occasion semblable à celle qu'ils ont eue pendant les troubles du Regne de Charles I.

J'ai déjà dit, que la principale différence qu'il y a entre les *Whigs Modérez* & les *Torys Modérez*, consiste en ce que ceux-ci ont plus de panchant pour les Prérogatives du Roi, & les autres pour les Privilèges des Sujets. Mais cela n'empêche pas, qu'ils ne s'unissent aisément ensemble, lorsque l'Etat est en danger. Si les *Torys Modérez* n'étoient pas *Episcopaux*, & que les *Whigs Modérez* n'eussent pas tant de *Presbytériens* parmi eux, on pourroit espérer que ces deux branches de *Whigs* & de *Torys* demeureroient toujours unies, comme elles paroissent l'être, depuis la mort du Roi Guillaume. Au reste, quand je dis que les uns panchent plus du côté du Roi, & les autres du côté du Peuple, je dis ce qui est vrai, & non pas ce qu'ils disent eux-mêmes. Les deux Partis assurent, au contraire, qu'ils n'ont point d'autre intention que de maintenir le Gouvernement, en l'état où il se trouve établi, depuis plusieurs siècles. Ainsi, à les entendre, on diroit qu'ils ne forment, & qu'ils n'ont jamais formé qu'un seul & même Parti. Il n'est pourtant que trop vrai, que leur différent panchant les oblige souvent à se diviser, quoi qu'il soit à présumer, que leurs intentions sont également bonnes, & qu'ils ne diffèrent que dans les moyens qu'ils employent. Les uns craignent peut-être trop l'accroissement de la Puissance Royale, & peut-être que les autres ne le craignent pas assez. Mais ce qui contribué le plus à les faire regarder comme deux Partis différens, c'est la Religion, parce que l'un est tout composé d'*Episcopaux*, & que dans l'autre, il y a un très-grand nombre de *Presbytériens*. Or, pour pouvoir bien séparer les intérêts de l'Eglise, des intérêts de l'Etat, il faut faire des abstractions, dont tout le monde n'est pas capable. Cependant, on peut dire qu'à considérer la branche des *Whigs Modérez*, séparément & en elle-même, elle n'est pas moins puissante que celle des *Torys Modérez*. Mais quand elles sont jointes ensemble, elles forment un Parti auquel rien ne pourroit résister, si la Religion ne se mettoit pas de la partie. La grande affaire des *Whigs Modérez* est donc d'aider au Peuple, autant qu'il est possible, à démêler les intérêts de l'Eglise d'avec ceux de l'Etat; & pour cet effet, il faut qu'ils usent d'une grande modération envers les *Episcopaux*. Ils ne doivent pas non plus prêter l'oreille aux *Whigs Républicains*, de peur d'effaroucher les *Torys Modérez*, dont ils ont souvent besoin. Mais d'un autre côté, ils ne doivent rien négliger pour rompre les desseins & les mesures des *Torys Outrez*, qui sont leurs véritables adversaires. Ce n'est qu'en suivant cette route, qu'ils peuvent se maintenir en crédit.

Venons présentement aux *Whigs* que j'ai appellez *Ecclésiastiques*. Ceux-ci se divisent en deux branches, dont la première est de *Presbytériens Rigides* qui rejettent absolument, non seulement la Hiérarchie Ecclésiastique, mais encore toutes sortes de Cérémonies qui se pratiquent dans l'Eglise Anglicane. Leur nombre est assez grand en Angleterre : mais ce qui les rend plus considérables, c'est qu'ils ont toute l'Ecosse pour eux. Ils sont continuellement occupez à travailler à la Propagation du Presbytérianisme, & il arrive quelquefois

quelquefois , que pour les contenter , les Chefs des *Whigs* sont obligez de faire certaines démarches qui sont préjudiciables à tout le Parti. Il est bien aisé de comprendre , que l'intérêt des *Presbytériens Rigides* , n'est pas que les affaires de l'Eglise demeurent sur le pied où elles se trouvent présentement , puisque ce n'est que par quelque grande Révolution , que leur Religion peut devenir dominante. Aussi sont-ils regardez comme des Gens dangereux , & peu propres à être mis à la tête du Parti des *Whigs* , qu'ils dirigeroient fort mal , selon toutes les apparences.

Enfin , il y a une autre branche de *Whigs Ecclésiastiques* , qui comprend les *Presbytériens Mitigez* , & à laquelle on peut joindre tous les autres *Non-Conformistes* , comme *Quakers* , *Anabaptistes* , qui trouvent plus d'appui parmi les *Whigs* que parmi les *Torys* , quoique dans le fond , leur jonction ne soit pas d'un grand secours au Parti. Les *Presbytériens Mitigez* , moins scrupuleux , moins fougueux , & moins opiniâtres que les *Rigides* , ne font pas difficulté d'assister aux Assemblées de l'Eglise Anglicane , & même d'y communier , quand leur intérêt le demande. S'il étoit à leur choix , ils voudroient que le Presbytérianisme devînt dominant. Mais ils ne croient pas qu'il y ait de la prudence à travailler par des moyens violens , à le rendre tel. Ils savent bien , que ce seroit un moyen infaillible , pour tenir les *Torys* unis entre eux , au lieu que l'intérêt de tous les *Whigs* est de les tenir séparés ; en insistant sans cesse sur la distinction , qu'on doit faire entre les *Torys d'Etat* , & les *Torys d'Eglise* , & en faisant voir qu'ils n'ont aucun mauvais dessein contre les dernies. Ce sont , sans difficulté , les plus dangereux ennemis des *Torys Outrez & Rigides* , en ce que , par leur conduite modérée , ils leur ôtent le prétexte de se plaindre , qu'on a dessein de ruiner l'Eglise Anglicane. C'étoient ceux-ci que les *Torys* avoient en vûë , lorsqu'ils firent passer l'Acte contre la *Conformité Occasionnelle* , dans les dernières années de la Reine Anne. Comme il y a bien des Gens qui ne savent ce que c'est que cet Acte , je l'expliquerai ici en deux mots.

On a vû ci-dessus , que sous le Regne de Charles II , il fut fait un Acte appelé , *Acte de Conformité* , par lequel , ceux qui vouloient prendre possession de quelque Emploi public , étoient obligez de produire une Attestation , qu'ils avoient communiqué dans l'Eglise Anglicane. Le but de cet Acte étoit d'exclure tous les *Non-Conformistes* , de toutes sortes d'Emplois. Véritablement , il produisit cet effet à l'égard des *Presbytériens Rigides* , qui ne purent se résoudre à recevoir la Communion de la main d'un Evêque , ou d'un Ministre Episcopal. Mais les *Mitigez* ne furent pas si scrupuleux. Lorsqu'ils avoient obtenu quelque Emploi , ils ne faisoient pas difficulté d'aller communier dans une Eglise Episcopale , & d'en prendre un Certificat. Il ne fut pas possible aux *Torys* de faire ajouter aucune explication à cet Acte , pendant le Regne du Roi Jacques , qui accordoit , au contraire , à tout le monde , la liberté de Conscience , ni pendant la vie du Roi Guillaume , ni dans les premières années de la Reine Anne. Mais quand , sur la fin de ce même Regne , ils eurent le pouvoir en main , ils ne se contenterent pas de faire renouveler cet Acte , mais ils y firent encore ajouter une clause , contre la *Conformité Occasionnelle* ; c'est-à-dire , contre ceux qui ne se conformoient à l'Eglise Anglicane , qu'à l'occasion de quelque Emploi. C'étoit pour exclure des Char-

ges publiques , non seulement les *Presbytériens Rigides* , mais encore les *Mitigez*. En effet , par cet Acte qui subsiste encore , il ne suffit pas , pour pouvoir posséder des Charges , de communier une seule fois , comme auparavant , dans une Eglise Episcopale ; mais il faut faire voir qu'on est actuellement Membre de l'Eglise Anglicane. Si les *Whigs* , qui sont présentement en Regne , osoient toucher à cet Acte , il seroit bien-tôt révoqué. Mais , par les raisons que j'ai déjà insinuées , il y a beaucoup d'apparence , qu'on le laissera subsister , & qu'on se contentera de fermer les yeux aux contraventions.

Les forces des deux Partis étant telles qu'on vient de le voir , & les vûës & les intérêts des diverses branches se trouvant en opposition , il me semble , qu'il est aisé d'en conclure , qu'il est comme impossible de mettre un *Roi Papiste* sur le Trône ; pendant que le Roi & le Parlement vivront en bonne union , & qu'ils s'abstiendront de toucher aux Droits de l'Eglise. On pourra bien , de tems en tems , faire quelque illusion au Peuple , en lui faisant craindre , que l'Eglise ne soit en danger. Mais il ne sera pas possible que cette illusion dure long-tems , quand il verra , qu'effectivement on ne lui porte aucune atteinte. Or , si la Religion ne s'en mêle pas ; c'est-à-dire , si les *Episcopaux* ne se croient pas dans une nécessité absolue de tenter toutes choses , pour sauver leur Eglise du naufrage , on ne fera jamais que de foibles efforts , en faveur du Prétendant. Toutes les fois qu'on voudra tenter de le mettre sur le Trône , les *Torys Modérez* & les *Mitigez* , se joindront aux *Whigs* , & alors , ce Parti deviendra trop fort pour les *Torys Outrez* , quand même tous les *Rigides* en matière de Religion , se joindroient à eux , à quoi pourtant il y a très-peu d'apparence. Car il ne faut pas s'imaginer , sous prétexte que quelques-uns des *Torys Rigides* , font beaucoup de bruit , que tous ceux de cette même branche souhaitent d'avoir un *Roi Papiste*. Ils sont zélés pour leur Eglise. Mais cette Eglise est Protestante , & ce même zèle ne leur permet pas de mettre la Religion Protestante en danger d'être ruinée. On dira , peut-être , que la France aidera de toutes ses forces les *Torys Outrez*. C'est ce que j'ai bien de la peine à croire , par les raisons qu'on verra dans un autre endroit. Mais quand même la France voudroit s'engager sérieusement dans cette entreprise , elle ne seroit pas facile à exécuter , à cause de la situation , & des forces maritimes de l'Angleterre. Je ne voi qu'une surprise qui fût capable de produire l'effet que les *Torys Outrez* , les *Papistes* , & quelques-uns des *Torys Rigides* souhaiteroient. Cependant , il y a beaucoup d'apparence , que la tentative , qu'ils viennent de faire , portera le Roi & le Parlement à prendre de bonnes précautions pour se garder à l'avenir , de pareilles surprises.

Il y a encore une autre chose , qui sera un obstacle perpétuel à l'établissement d'un *Roi Papiste*. C'est qu'en Angleterre , il n'y a presque point de bonne Maison , qui ne possède quelque partie des biens des Monastères supprimés sous le Regne de Henri VIII. Les Ancêtres de ceux qui ont aujourd'hui ces biens , les reçurent en présent du Roi , ou les achetèrent à un très-bas prix. Si donc présentement un *Roi Papiste* montoit sur le Trône , il n'y a presque point de doute , qu'il ne fît des efforts pour rendre sa Religion dominante. Mais dans quel risque ne se trouveroient pas les Possesseurs de

ces Biens, si son entreprise réussissoit ? Il y a beaucoup d'apparence qu'ils en seroient dépouillez. Que sçait-on même, si on ne leur feroit pas rendre compte de la jouissance ? Il est donc manifeste, que les *Torys* & les *Whigs* ont un égal intérêt de prévenir ce danger. Si l'on examinoit de près, ceux qui souhaitent d'avoir un *Roi Papiste*, on trouveroit sans doute, ou qu'ils ne possèdent point de ces sortes de Biens, ou qu'ils ont des raisons particulières d'espérer, qu'ils en seroient récompensez d'ailleurs.

Il faut présentement donner une idée un peu plus complete des deux Partis de *Torys* & de *Whigs*, en faisant connoître leurs caractères.

Les *Torys*, en général, sont fiers & hautains. Ils traitent les *Whigs*, avec le dernier mépris, & même avec dureté, quand ils ont l'avantage sur eux. Comme le Parti des *Torys* est composé d'*Episcopaux*, qui sont proprement le Corps de la Nation, ils se considerent comme le Parti dominant, & ne peuvent souffrir l'égalité, encore moins la supériorité, dans leurs Adversaires. Je ne sçaurois mieux comparer les manieres des *Torys* envers les *Whigs* qu'à celles des *Catholiques Romains* envers les *Protestans*; dans les lieux où les *Catholiques* ont l'avantage du nombre & l'appui du Gouvernement. Ce n'est qu'à regret, que les *Torys* permettent aux *Presbytériens* la liberté de Conscience. Quand ils ont le pouvoir en main, ils ne manquent guères de leur interdire les Assemblées particulières, & de les exclure des Emplois publics, par des Actes de Parlement. On a vû, dans les dernières années de la Reine Anne, des preuves convaincantes de la fierté de ce Parti-là.

Ils ont encore un autre caractère. C'est qu'ils sont extraordinairement passionnez, & qu'ils vont extrêmement vite. Il leur est souvent arrivé de gâter par-là leurs affaires. Quand ils ont le Ministère entre leurs mains, ils poussent leurs projets avec une rapidité inconcevable. On a vû des preuves très-remarquables de ce que j'avance, sous les Regnes de Charles II, de Jacques II, & de la défunte Reine. Cependant, il faut avouer, que cette rapidité n'est pas toujours l'effet d'une passion fougueuse, & qu'elle a quelquefois, son fondement dans la politique. Comme les *Torys Outrez*, qui sont ordinairement à la tête du Parti, forment quelquefois des projets pour altérer le Gouvernement, il faut qu'ils se servent avec beaucoup de promptitude, des occasions qui se présentent, parce que la plûpart de ces occasions sont d'une nature à ne pouvoir pas durer long-tems. Par exemple, sous le Regne de Charles II, il étoit nécessaire d'atterer promptement le Parti des *Whigs*, de peur que le Roi, qu'on n'avoit engagé qu'avec peine dans ce complot, pour d'autres intérêts que pour les siens propres, ne vint à changer d'avis. D'ailleurs, il n'y avoit point de tems à perdre, parce qu'on sçavoit bien que les *Whigs* travailloient de tout leur pouvoir, à informer le Peuple du véritable but que la Cour se propoisoit. Tout de même, lorsque Jacques II. monta sur le Trône, il avoit pour Héritière présomptive, Marie sa Fille-aînée, Princesse d'Orange, qui étoit très-attachée à la Religion Protestante. Ainsi, le Roi pouvant mourir, sans Héritiers mâles, tous ses projets se seroient évanouïs par sa mort, si pendant sa vie, il n'avoit pas perfectionné son ouvrage. Il étoit donc nécessaire de se hâter, puisqu'il n'étoit pas apparent, qu'une semblable occasion se présentât, après la mort de ce Prince. Par cette même raison, comme la Reine Anne se trouvoit sans Enfants, lorsqu'elle

lorsqu'elle mit le Ministère entre les mains des *Torys Outrez*, il falloit se hâter de faire la Paix avec la France, & prendre de promptes mesures, pour assurer la Couronne au Prétendant; de peur qu'elle ne mourût, avant que tous les projets fussent exécutés, comme il est effectivement arrivé. Ce fut véritablement dans cette vûe, qu'on précipita la Paix, parce qu'on crut avoir besoin du secours de Louis XIV, pour achever tout l'Ouvrage. Vrai-semblablement, si la Reine avoit vécu un peu plus long-tems, l'Acte de Succession auroit été révoqué. Mais cette promptitude, qui semble si nécessaire aux *Torys*, leur est d'un autre côté préjudiciable, en ce qu'elle découvre trop tôt les desseins de leurs Chefs, qui sont d'une nature à ne pouvoir s'exécuter que peu-à-peu, & non pas subitement, & avec violence. Il leur faudroit, pour réussir, un Regne long, & exempt de Guerre, d'un Roi qui favorisât leurs desseins, & qui fût extrêmement habile, ou du moins, qui se laissât gouverner par leurs Conseils.

Un autre caractère des *Torys* est qu'ils changent de principes, selon que leur Parti est dominant, ou abaissé. Quand ils ont le Roi pour eux, ils appuient de tout leur pouvoir, le Dogme de l'*Obéissance Passive*, & soutiennent qu'il faut obéir au Roi, sans entrer dans aucun examen de ce qu'il ordonne; parce qu'alors, ils voudroient bien que les *Whigs* se laissassent opprimer sans se défendre. Mais quand le Gouvernement se trouve entre les mains du Parti contraire, ils laissent dormir ce Dogme, ou le mettent en oubli. Ainsi on voit, dans tous les Auteurs *Torys*, qui ont écrit sur les troubles du Regne de Charles I, ce même Dogme de l'*Obéissance Passive* établi, comme un principe certain & incontestable. La raison de cela est, qu'ils ont eu pour but, de faire regarder comme une horrible Rebellion, les mesures que le Parlement prit pour se défendre, & pour s'opposer aux desseins du Roi. Lorsque les *Presbytériens* étoient persécutés, sous le Regne de Charles II, on n'entendoit parler par tout, que de l'*Obéissance Passive*. Ce fut encore bien pis sous Jacques II. Je me souviens d'avoir entendu des Ministres en Chaire, pousser les conséquences de ce principe aussi loin, & peut-être, plus loin, qu'on ne les a jamais poussées en France, sous le Regne de Louis XIV. On faisoit valoir, un certain Canon d'un Synode de l'Eglise Anglicane, qui porte, *Que les Sujets qui prennent les Armes contre le Roi, sous quelque prétexte que ce puisse être, se rendent coupables de trahison, & que, soit qu'ils attaquent, soit qu'il ne fassent que se défendre, Saint Paul leur dit nettement, qu'ils remportent leur condamnation.* Mais le Synode, où ce Canon fut fait, s'étoit tenu sous l'Archevêque Laud, dans le tems que Charles I. étoit en possession de gouverner d'une manière absolue, un peu avant la naissance des troubles. Mais lorsque le Roi Guillaume fut sur le Trône, on ne pressa plus le Dogme de l'*Obéissance Passive*, parce que les *Torys* ne regardoient pas ce Roi, comme leur ami. Il en fut de même, pendant les premières années de la Reine Anne, qui avoit mis le Ministère entre les mains des *Whigs* & des *Torys Modérez*. Ensuite, ce même Dogme revint à la mode, lorsque la Reine se fut livrée à la conduite des *Torys Outrez*. Mais depuis que le Roi George est sur le Trône, les *Torys Outrez* & les *Rigides*, font bien connoître, qu'ils n'admettent ce Dogme, que quand ils ont un Roi de leur Parti, & qu'ils ne se font pas un scrupule de le rejeter, quand le Gouvernement n'est pas

pour eux. Ils ont pour cela une distinction toute prête, entre *un Roi de Droit* & *un Roi de Fait*, & soutiennent que c'est au *Roi de Droit* que l'*Obéissance* est dûë, & celui qui les favorise est toujours tel, soit qu'il regne actuellement, ou qu'il n'ait que de simples prétentions au Trône.

Parlons présentement du caractère des *Whigs*. Ceux de ce Parti qui sont du nombre des *Presbytériens Rigides*, sont des têtes dures & opiniâtres, qui peut-être ne seroient, ni moins fougueux, ni moins passionnez que les *Torys*, s'ils avoient le pouvoir en main. Mais comme depuis le tems du long Parlement, ils n'ont pas eu la direction du Parti, ce n'est pas sur eux qu'on peut former le caractère général des *Whigs*, au lieu que celui des *Torys* se doit prendre principalement, des *Outrez* & des *Rigides*, qui en sont les Chefs & les Directeurs.

Ceux qui sont à la tête du Parti des *Whigs*, sont beaucoup plus modérez que les Chefs des *Torys*. D'ailleurs, ils se conduisent ordinairement par des principes fixes, dont ils ne s'écartent guères, que quand ils sont obligez de donner quelque contentement aux *Presbytériens*, pour les empêcher de se décourager. Bien loin de vouloir comme les *Torys*, emporter tout de haute lutte, ils ne vont à leur but que par degrez, sans emportement, & sans violence. Leur plus grande peine est de réprimer la passion de quelques-uns de leur Parti, qui, si on les laissoit faire, l'auroient bien-tôt ruiné. C'est par cette modération, qu'ils tâchent d'insinuer doucement au Peuple, qu'ils n'ont aucun mauvais dessein contre l'Eglise Anglicane, afin de séparer les *Torys d'Eglise*, des *Torys Outrez*. Comme l'intérêt des *Torys* est de confondre toutes les branches de leur parti, afin de les unir à un seul Corps, qui se laisse conduire par les Chefs; celui des *Whigs* est, au contraire, qu'on distingue ces différentes branches, l'une de l'autre, afin d'empêcher les *Episcopaux* de se prêter aux desseins des *Torys Outrez*. Mais ils ne pourroient jamais parvenir à ce but, s'ils usoient de violence à leur égard. Ainsi, la lenteur & la modération des *Whigs*, n'est pas moins fondée sur la politique, que l'emportement & la promptitude des *Torys*.

On accuse les *Whigs* d'être fort avides de biens & d'honneurs, & de récompenser mal ceux qui s'attachent à eux, ce qui leur fait perdre souvent des amis & des partisans. Je ne puis rien dire de positif sur ce sujet, n'étant pas assez bien instruit des affaires particulieres du parti. D'ailleurs, l'examen de cette accusation, m'engageroit à entrer dans un détail de la conduite de ceux qui croient avoir raison de se plaindre, ce que je veux éviter, mon dessein étant de me borner à des idées générales. Quoiqu'il en soit, on peut dire, à l'avantage des *Whigs Modérez*, qu'en général, ils soutiennent une bonne cause; sçavoir, la Constitution du Gouvernement, tel qu'il est établi par les Loix. Ils pèchent à la vérité quelquefois, par un excès de précaution & de défiance. Cela leur fait faire de tems en tems, des démarches contraires à leurs véritables intérêts, & à leurs propres principes, puisqu'en certaines occasions, ils ne maintiennent les Droits de la Nation & du Parlement, qu'aux dépens de l'autorité Royale.

Quant aux *Whigs Ecclésiastiques*, qui ne sont autres, que les *Presbytériens*, tout ce qu'on peut dire à leur égard, c'est qu'ils sont extraordinairement prévenus contre l'Episcopat, & tout le reste de la Hiérarchie de l'Eglise.

se. Mais la question est, si cette prévention est bien fondée, ou si l'étant, elle peut fournir un légitime sujet de séparation. En mon particulier, je regarde le différend qu'il y a sur ce sujet, entre les *Episcopaux* & les *Presbytériens*, comme peu important. Par cette raison, je ne sçaurois approuver la *Rigidité des Presbytériens*, dans un País où la Réformation s'est établie selon la manière de l'Eglise Anglicane, puisqu'il n'y a point de différence entre les deux Eglises, par rapport aux Dogmes essentiels. Je dis la même chose, à l'égard des *Episcopaux d'Ecosse*, & peut-être devoit-on, en Angleterre même, avoir plus de condescendance pour les scrupules des *Presbytériens*. Mais ce n'est ici que mon sentiment particulier, que je ne prétens point donner pour règle aux uns ni aux autres.

Avant que de passer plus loin, il est bon de prévenir une objection qui peut naturellement venir dans l'esprit. C'est, que tout se faisant en Angleterre par la voye des Parlemens, ces Unions dont j'ai parlé, soit des branches d'un même Parti, soit des branches de deux Partis différens, paroissent inutiles, à moins qu'elles ne se fassent dans le Parlement même, entre les Membres de ce Corps. Mais, bien loin que ces Unions aient lieu dans le Parlement, on voit ordinairement, qu'un des Partis y prévaut tellement, qu'il rend les liaisons entre les autres Membres entièrement inutiles.

Je réponds à cela, premièrement, que le Parlement étant composé de deux Chambres, dont celle des Seigneurs est toujours fixe, & sans aucun changement considérable; ces Unions peuvent avoir lieu, dans cette Chambre, dont les principes sont moins variables que ceux des Communes. Or comme la Chambre Haute a le Droit de rejeter les *Bills*, qui lui sont envoyez par la Basse, il s'ensuit que les Seigneurs, par le moyen de ces Unions, peuvent rompre les mesures des Communes. Par conséquent, elles peuvent produire de grands effets.

Secondement, ces liaisons peuvent avoir lieu dans les Elections des Membres de la Chambre Basse. Par exemple, s'il y a quelque soupçon, qu'on veuille mettre sur le Trône un *Roi Papiste*, les *Torys Modérez* & les *Mitigez*, peuvent s'unir aux *Whigs*, pour faire élire des Députés qui soient dans des sentimens opposés à ce qu'on a lieu de craindre, & rompre par là, les mesures des *Outrez* & des *Rigides*.

En troisième lieu, rien n'empêche que dans une Chambre, même des Communes, composée pour la plus grande partie de Membres *Torys*, ceux d'entre eux qui sont *Modérez* & *Mitigez*, voyant sur le tapis quelque complot préjudiciable à la Nation, ne puissent s'unir aux *Whigs*, pour en empêcher l'exécution. Les *Whigs Modérez* pourroient aussi se joindre aux *Torys*, s'ils voyoient que le Parti Républicain devînt trop puissant.

Il faut pourtant avouer que l'esprit de Parti, les Cabales des Chefs, les intrigues de la Cour, les Intérêts des Particuliers, n'ont que trop d'influence sur les Délibérations de cette Assemblée qui représente la Nation Angloise. Pour le dire en un mot, le Parlement est composé d'Hommes, qui ne sont pas exempts de Passions. Si l'on vouloit faire du Parlement une Assemblée qui répondît à l'idée que s'en forment ceux qui ne le connoissent pas bien, il faudroit le composer d'Hommes parfaits. Mais comme cela n'est pas possible, il seroit bon, du moins, de réformer certains abus, auxquels jusqu'ici,

on n'a point trouvé , ou peut-être pas bien cherché de remède. Quoique ceci m'écarte un peu de mon sujet , je m'y arrêterai un moment , & je prendrai la hardiesse de marquer ici quelques-uns de ces abus. Cela pourra du moins servir à donner une connoissance plus étendue du Gouvernement de l'Angleterre , qui , quoi qu'excellent de la nature , ne laisse pas d'être sujet à quelques imperfections.

Le premier abus consiste dans la trop grande influence que la Cour a dans les Elections des Membres de la Chambre Basse , & par conséquent sur les Délibérations du Parlement. La cause n'en est pas difficile à trouver. C'est la division , qui règne entre les *Torys* & les *Whigs* , qui donne au Roi un crédit qu'il n'auroit pas , sans doute , si tout le Peuple étoit bien uni. Dès qu'un des Partis entre dans le Ministère , il fait donner les Gouvernemens des Provinces , & toutes les Charges qui sont à la disposition de la Cour , à des Gens qui lui sont dévoués. Ensuite , il fait convoquer un nouveau Parlement. Alors , outre l'Argent que les Ministres font distribuer en secret , s'il en faut croire le bruit public , ceux qui ont l'Autorité en main , dans les Villes & dans les Provinces , employent tout leur crédit , & toute leur adresse , pour faire élire des Députés favorables à la Cour , afin qu'elle ait la supériorité des voix dans la Chambre Basse. On peut juger de l'effet que produisent ces Intrigues , par cette seule considération. C'est qu'ordinairement , le Parlement est *Whig* , quand le Ministère est *Whig* , & qu'il est *Tory* , quand les Ministres sont *Torys*. Ce n'est pourtant pas une chose si fort infaillible , qu'on ne voye quelquefois la plupart des Elections faites contre le gré de la Cour. Mais cela n'arrive guères , que lorsqu'il y a dans le Royaume une persuasion générale , que la Cour a des Desseins pernicieux à l'Etat , ou à la Liberté des Sujets. Je ne dis rien touchant ce qu'on a vu , sous le dernier Règne , créer douze Pairs à la fois , par la seule vue de donner à la Cour la pluralité des voix , dans la Chambre Haute. C'est un abus qui saute aux yeux de tout le Monde , & qui est d'une extrême conséquence.

Le second abus consiste , en ce qu'il y a de petits Villages , qui ont le Droit de nommer des Députés au Parlement , & que les voix de ces Députés ne sont pas moins comptées , que celles des Députés de Londres & de Westminster , malgré l'extrême disproportion qu'il y a entre ceux qui nomment les uns & les autres. C'est dans ces Hameaux , Villages , ou petites Villes peu considérables , qu'on fait souvent élire , au gré de la Cour , des Députés qui n'y possèdent pas un pouce de terre. Quelques-uns prétendent que ces Villages ont un Droit aussi ancien que les Parlemens , & qu'ils l'ont eu depuis le tems des *Anglo-Saxons*. D'autres le croient beaucoup plus moderne. Mais , quoi qu'il en soit , ce n'est pas présentement un petit abus , que des Hameaux qui n'ont que quatre Maisons couvertes de Chaume , aient autant de Pouvoir dans le Parlement , que les plus grandes Villes du Royaume.

Il y a un troisième abus très-important , & qui devoit bien être réformé puisqu'il se trouve en quelque manière contraire à la Grande Chartre , sur laquelle le Peuple d'Angleterre fonde ses Libertés & ses Privilèges. Dans cette Chartre , le Roi *Jean* s'engagea , en termes exprès , pour lui & pour ses Successeurs , à faire sçavoir , par avance , les causes de la Convocation des Parlemens.

Parlemens. Pendant que cette Coûtume fut observée, on ne traitoit dans les Palemens, que d'un petit nombre d'Articles, sur lesquels les Membres étoient préparez, & les Parlemens ne duroient que peu de jours. Si cela s'observoit encore, les Villes & les Provinces pourroient donner à leurs Députez des Instructions sur les Affaires pour lesquelles le Parlement seroit convoqué, ou du moins élire des Députez, qui fussent dans les sentimens de ceux qui les députent. Mais aujourd'hui, plusieurs abus naissent de l'inobservation de cet Article. Premièrement, les Séances durent autant qu'il plaît au Roi, & il peut les terminer quand il le trouve à propos. *Henri IV.* sçut bien profiter de cet avantage, en tenant un Parlement assemblé, jusqu'à ce qu'on lui eût accordé le Subside qu'il demandoit. Secondement, le Peuple, qui députe, ne sçachant point sur quoi on doit délibérer dans le Parlement, est obligé de donner à ses Députez un pouvoir illimité. Delà naît encore un autre abus. C'est qu'il arrive assez souvent que des Députez qui représentent une Ville, ou une Province, sont d'un Avis contraire à celui de leurs Commettans. Il peut donc arriver, & il est même arrivé plusieurs fois, que la Chambre Basse prenne des Résolutions directement contraires au sentiment du Peuple qu'elle représente. Ainsi, ce n'est pas le Peuple, ou les Communes d'Angleterre, qui partagent avec le Roi & les Pairs, le pouvoir législatif, mais ce sont leurs Députez, qui jouissent d'un Privilège qui n'est dû qu'au Peuple en général, auquel pourtant, ils ne rendent aucun compte de leur conduite. Tout le mal qui leur peut arriver, s'ils n'ont pas suivi le sentiment de leur Ville, ou de leur Province, c'est de n'être pas élus une autre fois. Il semble donc, que c'est donner trop de pouvoir à de simples Députez. On n'en agissoit pas de même en France, lorsqu'on y convoquoit les Etats Généraux. Chaque Province préparoit par avance ses Cahiers, ou ses Instructions particulieres, dont il n'étoit pas permis à ses Députez de s'écarter. Tout de même, dans les Affaires importantes qui se traitent aux Etats Généraux des Provinces-Unies, les Députez reçoivent les Instructions de leurs Provinces, & dans les Etats particuliers de chaque Province, les Magistrats des Villes donnent leurs Ordres & leurs Instructions à leurs Députez.

Un quatrième abus consiste dans les Brigues, qui se font ouvertement au tems des Elections, avec des Dépenses excessives. Il y a des Gens à qui il en coûte, pour se faire élire des milliers de Livres sterling, & cela au vû & au sçu de tout le Monde.

Enfin, il y a une autre espèce d'abus dans la Chambre des Communes, en ce qu'il est permis aux Députez d'aller, de venir, de s'absenter, comme bon leur semble, excepté dans certaines grandes occasions, de sorte que de cinq cents treize Députez, si je ne me trompe, qu'il devroit y avoir dans cette Chambre, il n'y en a pas quelquefois cent cinquante. Cela rend les Brigues des Partis beaucoup plus faciles que si la Chambre étoit complete. De plus, il y a beaucoup de Membres, qui, quoique dans Londres, ne se rendent pas assidus à la Chambre, & qui, pour la moindre affaire qu'ils ont ailleurs, négligent de se trouver à leurs Places. Cela me fait souvenir d'un conte, par lequel je finirai cette digression. Un Membre *Whig* reprochant, un jour à un autre du même Parti, qu'il s'étoit trouvé ce matin dans la Chambre, le

Parti

Parti auroit emporté une Affaire de conséquence : celui-ci lui demanda froidement , de combien de voix on l'avoit perduë. Sur ce que l'autre lui dit , qu'on ne l'avoit perduë que d'une seule voix , il répondit , que s'il s'étoit trouvé à la Chambre , on l'auroit perduë de quatre ; parce qu'il y auroit eu , de plus , quatre Députés *Torys* , qu'il avoit retenus exprès au cabaret , pendant toute la matinée.

Il ne me reste plus qu'à dire un mot sur les intérêts des Etats voisins de l'Angleterre , par rapport aux deux Partis de *Whigs* & de *Torys*. Quoique les differends entre ces deux Partis semblent ne regarder que l'Angleterre , ils ne laissent pas d'avoir beaucoup d'influence sur les affaires des autres Etats. La Paix d'Utrecht a fait voir de quelle conséquence ils sont pour toute l'Europe.

Tout le monde sçait que les Etats Généraux des Provinces-Unies , sont Amis & Partisans des *Whigs* & ce n'est pas sans raison , puisque les *Whigs* ont toujours soutenu leurs Intérêts en Angleterre. Ce furent les *Whigs* qui obligèrent Charles II. à faire la Paix avec la Hollande , lorsqu'il s'étoit ligué avec Louis XIV. contre elle. Depuis ce tems-là , ils ont toujours regardé les Intérêts des Hollandois , comme les leurs propres. Aussi en ont-ils reçu à leur tour , de grands services , particulièrement dans le secours que les Etats Généraux donnerent au Prince d'Orange , pour aller rompre les mesures du Roi Jacques. Cette Amitié s'est toujours entretenue , & même accrue depuis , en sorte qu'on peut dire que les Hollandois sont *Whigs* , & que les *Whigs* sont Hollandois. La raison de cette union est facile à comprendre. C'est que la France , toujours Ennemie de la Hollande , n'a jamais cessé de soutenir les *Torys* ; d'où il suit , que la Hollande est obligée de soutenir le Parti des *Whigs* , puisqu'elle ne peut espérer de secours de l'Angleterre , que par leur moyen. C'est une chose si manifeste , qu'elle n'a pas besoin d'un plus grand éclaircissement.

Par la même raison , l'Empereur , comme Souverain des Païs-Bas , doit être ami des *Whigs*. Comme il ne peut regarder le Roi de France , que comme un voisin très-redoutable & très-dangereux , il ne peut attendre de secours des Anglois , en cas que son Païs soit attaqué , que quand le Ministère est entre les mains des *Whigs*. Selon les apparences , les *Torys* ne feroient pas de grands efforts pour défendre les Païs-Bas , contre les invasions de la France. Mais s'il arrivoit que par un excès de zèle pour sa Religion , l'Empereur prêtât ses forces au Prétendant , pour monter sur le Trône d'Angleterre , que feroit-il par-là , que rendre la France encore plus Puissante , & ajouter à la balance de l'Europe , un poids qui la feroit panacher d'un côté.

Il y a beaucoup plus de considérations à faire au sujet des intérêts de la France , par rapport aux deux Partis de *Whigs* & de *Torys*. Il est certain , qu'en général , l'Intérêt de cette Couronne est d'entretenir une bonne intelligence avec l'Angleterre. Depuis l'agrandissement de la Maison d'Autriche ; c'est-à-dire , depuis environ deux cens ans , l'Angleterre s'est toujours vûë en état de faire panacher la balance , ou du côté de cette Maison , ou du côté de la France , selon le Parti qu'elle a voulu prendre. Mais son Intérêt constant & perpétuel a été de conserver l'égalité entre ces deux Puissances. C'est-là le pivot sur lequel a tourné toute la politique des Rois d'Angleterre , depuis

depuis deux Siècles. Si Henri VIII. s'en est quelquefois écarté, on ne doit l'attribuer qu'aux intérêts particuliers du Cardinal Wolfey, son premier Ministre, ou à son propre caprice. Ainsi, la France a toujours eu intérêt de ménager l'Angleterre. Aussi, la Politique de Louis XIV, pendant cinquante ans, n'a roulé que sur ces deux points, ou de mettre l'Angleterre dans son Parti, ou du moins d'empêcher qu'elle n'embrassât celui de ses Ennemis. Mais comme il n'étoit pas facile à ce Monarque de persuader aux Anglois, que leur avantage consistoit à faire panacher la balance de son côté, il se réduisit à les empêcher de prendre part aux Affaires de l'Europe, afin de pouvoir agir, sans trouver aucun obstacle de leur part. Mais il faut remarquer que cette Politique n'avoit du rapport qu'aux vastes desseins qu'il avoit formez contre la Liberté de l'Europe. Sans cela, il n'auroit eu que faire de se mettre en peine de ce qui regardoit les Anglois. Pour mettre ceci dans un plus grand jour, il ne sera pas inutile de faire voir, en peu de mots, quelle a été la conduite de ce Monarque, par rapport à l'Angleterre.

Tout le monde sçait, que Louis XIV. avoit formé le Projet d'établir une Monarchie universelle en Europe. Comme il n'ignoroit pas que l'intérêt de l'Angleterre étoit de maintenir la balance de l'Europe dans l'équilibre, & que les Anglois regardoient cette Maxime comme le principal fondement de leur sûreté, il avoit lieu de craindre, qu'ils ne s'opposassent à l'exécution de ses desseins. Pour prévenir ce danger, il employa toute son adresse pour mettre Charles II. dans ses intérêts, lorsqu'il eut résolu la Guerre contre la Hollande, en 1672. Les Ministres de Charles étoient tous *Torys*, & ce fut par leur moyen qu'il sçut engager ce Prince à se liguier avec lui. Mais cette Ligue ne fut pas de longue durée. Elle étoit si évidemment contraire aux intérêts de l'Angleterre, que le Parlement obligea le Roi à faire la Paix avec la Hollande. Il l'auroit même contraint de se déclarer contre la France, si l'espérance d'une Paix prochaine, entre cette Couronne & les Etats Généraux, ne l'avoit empêché d'aller si avant.

La Paix de Nimègue, qui se conclut en 1678, ne fit pas interrompre au Roi de France la poursuite de ses grands Desseins. Mais comme il comprit bien que le Roi Charles ne feroit pas maître de suivre sa propre inclination, il résolut de se servir d'une autre méthode, pour mettre l'Angleterre, du moins hors d'état de se mêler des Affaires de l'Europe. Ce fût d'exciter des Troubles, dans ce Royaume, & de les y fomenter, afin de tenir les Anglois occupés chez eux. Les complots du Duc d'York, la facilité du Roi son Frere, à suivre ses Conseils, le choix de certains Ministres passionnez, & peut-être corrompus, furent, selon les apparences, les effets des Intrigues que Louis entretenoit en Angleterre. Cette méthode lui réussit selon ses souhaits. La *Conspiration* découverte par *Titus Oates*, la prétendue *Conspiration des Protestans*, la persécution des *Presbytériens*, le mécontentement du Peuple, la Division entre le Roi & le Parlement, tinrent les Anglois si fort occupés dans leur Isle, qu'il ne leur fut pas possible de faire attention aux Affaires du dehors. Pendant ce tems-là, Louis XIV. se rendoit redoutable à toute l'Europe, parcequ'il n'avoit rien à craindre de l'Angleterre, qui demuroit dans l'inaction, lorsqu'elle auroit dû faire les plus grands efforts, pour arrêter ses progrès.

Jacques II. étant monté sur le Trône , Louis ne discontinua point une méthode, qui lui avoit si bien réussi. Au contraire, il sollicita le nouveau Roi d'Angleterre , à exécuter les projets qu'il avoit formé étant Duc d'Yorck , en faveur du Despotisme , & de la Religion Romaine. Il sçavoit bien que ces deux Articles étoient suffisans pour tenir l'Angleterre long-tems occupée; cependant , comme il n'avoit pour but , que d'embarasser les Anglois par des troubles domestiques , il ne donna jamais au Roi Jacques que de médiocres secours. Son intérêt ne demandoit pas , que ce Prince exécutât trop promptement ce qu'il avoit résolu. Lorsqu'il le vit sur le point d'être attaqué par le Prince d'Orange , il ne fit aucun effort pour le soutenir. Au contraire , il se servit de cette conjoncture , pour porter la Guerre dans l'Allemagne. Il se persuadoit que les troubles, qu'il avoit excités en Angleterre , tiendroient long-tems ce Royaume hors d'état de s'opposer à son ambition. C'étoit-là l'unique but de ses démarches. Dans la suite , lorsque le Roi Guillaume lui eut déclaré la Guerre , il envoya le Roi Jacques en Irlande , avec sept mille Hommes ; secours trop petit pour le rétablir sur le Trône , mais suffisant pour faire une diversion , & pour entretenir les espérances des Mécontents. Ainsi , toute la conduite de Louis XIV. fait voir , qu'il n'eut jamais d'autre intention , que d'entretenir le trouble & la division en Angleterre , & que le Roi Jacques fut la dupe de sa politique. Il semble pourtant , à la première vûe , qu'il auroit été avantageux à Louis , que le Roi Jacques fût rétabli. Mais , néanmoins , on peut assurer , qu'il n'étoit pas de son intérêt , qu'un Roi d'Angleterre fût paisible dans son Royaume. La raison de cela est manifeste ; c'est que l'intérêt de l'Angleterre étant de tenir la balance égale en Europe , il auroit été dangereux pour Louis , qui avoit formé de vastes projets , qu'un Roi d'Angleterre , qui n'auroit eu aucune affaire fâcheuse dans son Païs , n'eût enfin suivi ses véritables intérêts , ou qu'on ne l'eût contraint de les suivre. C'est pour cela , que Louis XIV. s'est toujours contenté de tenir l'Angleterre en troubles ; & pour cet effet , d'entretenir avec les Chefs des *Torys* , des intelligences , qui se sont enfin manifestées , dans les dernières années de la Reine Anne.

Il semble donc que l'intérêt du Roi de France , est d'entretenir une bonne correspondance avec les *Torys* , afin de fomentier , par leur moyen , les troubles en Angleterre. Cela se trouve exactement vrai , lorsqu'il forme des projets contre le reste de l'Europe. Mais s'il n'a dessein que de vivre en repos , & de se défendre vivement , en cas qu'il soit attaqué , rien ne peut lui être plus avantageux , que de cultiver l'amitié du Roi d'Angleterre , selon la maxime constante des Prédécesseurs de Louis XIV , soit que le Ministère soit *Whig* , ou qu'il soit *Tory*. Sur le pied où la France se trouve , depuis plusieurs années , on peut dire qu'elle est invincible , pendant que l'Angleterre ne se déclarera pas contre elle. Mais si le Roi d'Angleterre se voit provoqué , & que par une nouvelle Ligue , il s'unisse avec la Hollande & avec l'Allemagne , l'expérience de la dernière Guerre a fait voir , que la France n'est rien moins qu'invincible. On peut donc assurer , que si l'illustre Prince qui gouverne aujourd'hui ce Royaume n'a pas dessein de poursuivre les vastes desseins de Louis XIV , il n'a aucun intérêt d'entretenir les troubles d'Angleterre , qui , bien loin de lui être avantageux , pourroient au contraire , lui devenir très-préjudi-

préjudiciables (1). J'avoüe que dans les secours indirects, qui ont été fournis en France au Prétendant, le Duc Régent a fait une démarche, qui semble détruire la maxime que je prétens établir. Le tems nous apprendra, peut-être le secret de cette politique. Mais en attendant, je ne puis m'empêcher de soupçonner, qu'il a été mal informé du véritable état des deux Partis d'Angleterre, & qu'il a trop crû des Gens passionnez & intéressés. Peut-être, le Prétendant lui-même a-t'il été abusé de la même manière.

Je n'ai plus qu'une Observation à faire, pour finir ce que j'ai à dire, touchant les *Whigs* & les *Torys*. C'est que quand j'ai parlé de leurs diverses vûes, de leurs intérêts, de leurs caractères, je n'ai pas prétendu y comprendre tous les particuliers qui sont engagez dans l'un, ou dans l'autre des deux Partis, mais seulement leurs Chefs & leurs Conducteurs, avec quelques-uns des plus actifs de chaque côté. Quoique tout le Peuple se range, par inclination, ou par intérêt, dans ces deux Factions, il ne s'ensuit pas que chaque particulier agisse dans les vûes, que je leur ai attribuées. Il est certain que la plupart des Gens se laissent mener, sans sçavoir où on a dessein de les conduire, & sans s'informer de la route qu'on leur fait prendre. Par conséquent, ils n'ont garde d'entrer dans les Intrigues & dans les Cabales, à quoi leurs Chefs sont continuellement occupez. Il y a tel Homme qui s'est engagé à être *Tory*, parce qu'il est attaché à l'Eglise Anglicane, & qui dans la suite, sans sçavoir comment, se trouve obligé à soutenir les principes des *Torys* *Outrez* & des *Rigides*, quoique contre son inclination. Il ne faut pas douter, qu'il n'y ait une infinité de bons Anglois, qui gémissent de voir leur Patrie ainsi déchirée, & qui embrasseroient volontiers, tous les expédiens capables de faire cesser ces Divisions. Mais il n'est pas facile de prendre le Parti d'une exacte Neutralité, parce qu'il n'est pas facile d'être sans ambition & sans avarice. Les Neutres, comme je l'ai déjà dit, n'ont ni Charges, ni Emplois, par la raison, qu'il y a toujours un des Partis qui domine, & qui n'a rien plus à cœur, que d'avancer ses amis, ou de gagner quelqu'un du Parti contraire. Par conséquent, il ne peut y avoir des Charges pour des Gens de qui le Parti dominant ne peut esperer aucun service. De plus, quel moyen y a-t'il d'être Neutre, entre deux Partis, dont chacun fait craindre de la part de son Concurrent, les maux les plus capables de porter la frayeur dans les cœurs des Hommes; je veux dire, la ruine de la Religion qu'on professe, & la dissolution d'un Gouvernement, qu'on croit seul propre à rendre des Sujets heureux? Il faudroit être bien insensible, pour ne pas prendre part à de tels dangers, quand on est convaincu qu'ils sont réels.

Ce ne sont donc pas tous les Anglois, qui doivent porter le blâme de ces divisions dénaturées; mais seulement, ceux qui les fomentent, pour leurs intérêts particuliers. Qui sont ceux qui veulent revêtir le Roi d'un pouvoir absolu? Qui sont ceux qui veulent ôter à des Sujets libres, la liberté de Conscience? Qui sont ceux, enfin, qui travaillent à rendre l'Angleterre

Pppp ij

Papiste?

(1) Ce que l'Auteur dit, des intérêts de la France par rapport aux *Whigs* & aux *Torys*, n'étant plus en sa place depuis l'*Alliance* conclue entre cette Couronne, l'Angleterre & la Hollande, & signée le 4. Janvier 1717. on a crû devoir informer les Lecteurs que cette Dissertation étoit achevée dès le mois de Février 1716.

Papiste ? Peut-on dire que ce soient là les vûes des particuliers de tous les *Torys* ? Nullement. Mais ce sont celles des Chefs , qui pour leurs propres intérêts séduisent le pauvre Peuple , & qui ne se font point de scrupule de l'engager dans le risque d'une Guerre Civile.

On peut assurer positivement que ce n'est pas l'intérêt du Royaume , qu'un des Partis devienne si supérieur , qu'il ne trouve plus de contradiction. Si ce sont les *Torys Outrez* , ils mettront l'Angleterre sous un Gouvernement despotique. Si ce sont les *Torys Modérez* , leur penchant pour les prérogatives de la Couronne , mettra enfin le Souverain en état de tout entreprendre , & de secouer le joug importun des Parlemens. Si les *Papistes* , peuvent devenir supérieurs , l'Angleterre perdra bien-tôt sa Religion & sa liberté. D'un autre côté , si les *Whigs Républicains* peuvent regagner l'avantage qu'ils ont perdu , on n'entendra plus parler du Royaume , mais de la République d'Angleterre , comme dans le tems de Cromwel. Enfin , si les *Whigs Modérez* peuvent tout conduire à leur gré , ils prendront tant de précautions , contre les attentats de la Puissance Royale , qu'ils réduiront peut être le Souverain , à la condition d'un Doge de Venise.

Pour ce qui regarde les deux Partis , par rapport à la Religion , il est certain , que si les *Presbytériens* se voyent jamais en état d'agir sans opposition , ils ne feront point contens , qu'ils n'ayent ruiné de fond en comble la Hiérarchie & en général , toute l'Eglise Anglicane. Mais aussi si les *Episcopaux Rigides* ne trouvent plus de contre-poids à leur Puissance , on ne peut attendre d'eux qu'une persécution ouverte contre les *Presbytériens*. Que sçait-on même , s'ils voudront bien leur laisser la simple liberté de conscience.

Certainement le bien & l'avantage du Royaume , ne se trouvent dans aucune des vûes que les Chefs des deux Partis se proposent. Le seul moyen pour y rétablir le calme & la tranquillité , seroit de laisser le Gouvernement sur l'ancien pied , & l'Eglise , dans l'état où la Réformation l'a mise. Il seroit aussi nécessaire , d'avoir de la tolérance pour les scrupules des *Presbytériens* , qui sont en très-grand nombre dans le Royaume. Hors de-là , il sera toujours plus avantageux à l'Etat , que le Peuple demeure dans la division , où il se trouve , que si l'un des Partis acquéroit une supériorité , qui seroit plus funeste au Public , que l'égalité qui entretient la discorde. Je ne vois que la prudence d'un Souverain , juste , équitable , modéré dans ses desirs & dans ses passions , aimant la Religion Protestante , & faisant son unique occupation de procurer le bien & l'avantage de ses Sujets , qui puisse mettre fin à cette espece de Guerre intestine. C'est ce qu'on a lieu d'attendre du Roi , qui est présentement sur le Trône , puisqu'il possède toutes ces vertus , dans un degré éminent. Dieu veuille benir ses desseins , & lui donner une vie assez longue , pour qu'il puisse voir , lui-même , les heureux effets de ses soins !

FIN DU TOME HUITIEME.

TABLE

TABLE

DES MATIERES,

Contenuës en ce Tome Huitième.

A.

A Ctes divers.	17
Acte sur le Tonnage & Ponda-	
ge.	143
Adresse des Seigneurs au Roi.	153
Adresse. (Nouvelle)	236
Adresse du Parlement.	303
Adresse des Magistrats de Londres.	335
Autre Adresse.	391
Affaires de Goodman Jésuite.	45
Affaires d'Ecosse.	46
Affaires de l'Oüest.	330
Affaires Civiles.	331
Affaires d'Ecosse.	370
Affaires d'Irlande.	381
Ambassade du Comte d'Harcour.	37
Ambassade des Etats Généraux.	438, 488
Applanisseurs; ce que c'est.	531
Armée (Affaires de l') d'Angleterre, & son mécontentement.	495. & <i>suiv.</i> Ses plaintes. 499. Sa Requête au Général. 502. Elle signe un engagement. 503. Elle marche vers Londres. 504. Elle fait accuser onze Membres des Communes. 506. Ses demandes. 507. Sa Requête au Parlement. 512. Son manifeste. 518. Elle flatte le Roi. 521. Elle propose des Articles. 523. Elle se prépare à mettre des obstacles au Traité entre le Roi Charles & le Parlement.
	599
Armée (L') d'Ecosse entre en Angleterre.	414. Elle nie d'avoir fait un Traité avec le Roi Charles. 486. Elle offre de s'en retourner. 487. Ses disputes avec le Parlement sur son payement. <i>ibid.</i> Elle convient de quatre cent mille livres sterlings. <i>ibid.</i> Remarque à ce sujet.
	488
Assemblée (L') Ecclésiastique écrit aux Eglises étrangères par ordre du Parlement.	409

Affociations des Provinces du Nord.	334
Avis sur la partialité des Historiens.	19
Auteurs principaux des griefs.	13

B.

B Ataille d'Edge-Hill, ou de Keinton.	317
Batailles de Nwbury.	363. 434
Bataille de Straton où le Comte de Stamford est défait par le Chevalier Hopton.	365
Bataille de Lansdown.	366
Bataille de Roundway.	367
Bataille de Marlston-Moor.	419
Bataille d'Atelsford où Hopton est battu.	422
Bataille de Nazeby.	467
Bill des Communes pour abolir l'Episcopat.	40
Bill d'Attainder contre le Comte de Strafford.	56. Autre Bill. 78
Bill pour la continuation du Parlement.	58. Autre, pour faire signer la Protestation. 59. Autre, passé par les Seigneurs.
	81
Bill pour presser des Soldats.	149
Bill pour permettre au Parlement de s'ajourner ailleurs.	177
Bristol (Le Comte de) propose un accommodement entre le Roi & le Parlement, mais en vain.	282
Broock. (Mort de)	330
Burley (Soulèvement de) en faveur de Charles I.	544

C.

C Apitaine du Roi, pendu comme défecteur.	425
Chambres (Les deux) demandent d'être reconnues pour vrai Parlement.	443
Charles I. voit ses affaires dans un fâcheux état. 1. Sa harangue au Parlement. 2.	

Il se voit obligé de consentir à tout ce que les Communes font. 18. Il est accusé de vouloir regner despotiquement. 27. Son discours au Parlement. 36. Ses raisons pour favoriser les Catholiques. 43. Il accorde aux Ecoffois tout ce qu'ils demandent. 54. Il ressent toutes les mortifications qu'on lui donne en Angleterre. *ibid.* Sa différence avec Henri VIII. 55. Son Discours aux Seigneurs. 56. Il approuve le projet de Requête des Officiers. 65. Il passe les Actes des Communes. 81. Il tâche de calmer les Communes. 84. Il contribué par sa conduite à unir les deux especes de Puritains. 86. Il veut donner à l'Espagne une partie de l'Armée. 89. Il se résout à tout accorder aux Ecoffois. *ibid.* Il promet d'aller en Ecoffe & part. 90. Il demande au Parlement d'Ecoffe du secours pour l'Irlande. 105. Il arrive d'Ecoffe & est reçu à Londres avec beaucoup de respect. 110. Il congédie la garde du Parlement. 111. Son Discours. 144. Son Message touchant six Prêtres condamnés à mort. 146. Son procédé. 149. Il redonne une garde au Parlement qui est congédiée par les Communes. *ibid.* Son Discours. 150. Son Adresse & sa Réponse. 151. Faute qu'il fait, ou son Conseil. *ibid.* Il ôte à Balfour la Lieutenance de la Tour. *ibid.* Il la donne à Lunsford. 152. Et la lui ôte. 153. Sa Réponse touchant la Garde du Parlement. 160. Etat de ses affaires. 161. Il fait accuser de trahison cinq Membres des Communes. 163. Il fait mettre le scellé chez les Accusés. 164. Il va à la Chambre des Communes, & son Discours. 166. Autre Discours. 167. Il se retire de Londres & s'en repent. 170. Son Message aux deux Chambres. *ibid.* Il se plaint d'un Article du discours de Pym. 187. Son Message. 189. Ses vûës. *ibid.* Sa Réponse à l'Ordonnance du Parlement, & à la Requête. 192. & *suiv.* Autre Réponse. 198. Sa Réponse à la Déclaration du Parlement. 205. Sa Réponse inconsiderée au Comte de Pembroock. 206. Il informe les deux Chambres de son dessein de résider à Yorck. 207. Sa Déclaration. 208. Il rejette un Bill pour

établir la Milice. 220. Son Message. 221. Sa Réponse à la Déclaration du Parlement. 226. Etat de cette dispute. 231. Sa Proclamation pour défendre d'exécuter l'Ordonnance. 232. Il passe plusieurs Actes. 234. Son Message. *ibid.* Il informe le Parlement de son dessein d'aller en Irlande. 235. Il se défie du Parlement, & le Parlement de lui. 237. Son dessein sur Hull. 239. Il est prié de faire porter le magasin de Hull à la Tour. *ibid.* Sa Réponse. *ibid.* Il se présente pour entrer dans Hull & on lui refuse l'entrée. 240. Il demande que Hotham qui lui a refusé l'entrée soit puni. 242. Il tâche de s'en emparer par intelligence. 243. Il commence à se préparer à la guerre, & de mettre le Peuple dans ses intérêts. *ibid.* Il fait assembler la Noblesse à Yorck. 244. Sa Proposition. *ibid.* Il veut transporter les Cours de Justice à Yorck. 245. Sa Réponse à la Déclaration des deux Chambres. 262. Il recouvre le grand Sceau. 282. Sa Réponse aux dix-neuf Propositions. 285. Il reçoit des armes de Hollande. 300. Il ordonne à ses Partisans d'abandonner leurs Chambres. *ibid.* Sa Lettre. 301. Son projet de se rendre maître de la flotte. 302. Il se prépare à la guerre. *ibid.* Il marche à Hull. 303. Il l'assiège inutilement. *ibid.* Son Manifeste. 304. Il distribué des Commissions, & se rend maître de Lincoln & de Nottingham. *ibid.* On lui ferme les portes de Coventri. *ibid.* Il leve son Etendart à Nottingham. 305. Etat de ses affaires. 307. Il est dans un grand danger. 308. On lui conseille de proposer la Paix, & il rejette ce Conseil. *ibid.* Ses Messages aux deux Chambres. 310. & *suiv.* Sa Déclaration. 312. Il quitte Nottingham & marche dans le País de Galles. 313. Protestation à son Armée. *ibid.* Il est reçu à Shrewsbury. *ibid.* Il s'empare de quelques chevaux d'Artillerie destinés pour l'Irlande. 314. Il forme une Armée de quatorze mille hommes. *ibid.* Il recouvre de l'argent par divers moyens, & envoie Byron à Oxford. *ibid.* Il marche vers Londres. 316. Il est suivi du Comte d'Essex. *ibid.* Il se retire à Oxford,

ford, & fait proposer la Paix par ses Partisans. 319. Sa Réponse touchant les Catholiques qu'il avoit à son service. 321. Sa Réponse aux Habitans de Lencastre. 323. Il offre un pardon à la ville de Londres. *ibid.* Il marche à Reading. 327. Il reçoit les Députés du Parlement. *ibid.* Il fait attaquer Brentfort. 328. Il fait la guerre en divers lieux. 329. Il fait condamner quelques-uns des prisonniers. 335. Sa Réponse à l'Adresse des Magistrats de Londres. 336. Son ordre aux Shérifs. *ibid.* Il reçoit des secours de Hollande. 339. Il consent à une négociation. 344. Ses Propositions. *ibid.* Il répond aux Propositions du Parlement. 345. Ses nouvelles Propositions. 346. Ses Objections. 347. Son Message. 356. Il rompt les négociations & détache le Prince Robert, & pourquoi. 357. Il est sur le point de quitter Oxford. 359. Il prend la résolution d'assiéger Gloucester. 362. Il se retire à l'approche du Comte d'Essex, arrive à Newbury & donne Bataille. 363. Il envoie le Marquis de Hartford dans l'Oüest. 365. Il y envoie le Prince Maurice. 368. Il consent à la convention des Etats d'Ecosse. 371. Il défend de signer le Covenant d'Ecosse, mais en vain. 377. Il forme le projet de faire une Trêve avec les Rébelles d'Irlande. 381. Son prétexte pour conclure la Trêve. 382. Il change quelques-uns des Lords-Justices. 383. Il donne une Commission au Marquis d'Ormond pour traiter avec les Rébelles. 384. Il renouvelle ses ordres pour la Trêve. *ibid.* Il tâche de gagner le Comte d'Essex, qui devient suspect au Parlement. 393. Sa protestation sur la Religion. 396. On saisit ses revenus. 404. Son Manifeste sur la Religion. 410. Son embarras pour avoir de l'argent. *ibid.* Il convoque un Parlement à Oxford. *ibid.* Son Message aux deux Chambres. 412. Il donne ordre au Prince Robert d'aller secourir Yorck. 416. Il se dérobe d'Oxford. 423. Ses marches 425. Il marche vers l'Oüest. 427. Son Message aux deux Chambres. *ibid.* Son Discours. 428. Sa Lettre au Comte d'Essex. 429. Il

fait arrêter Wilmot. 430. Son Message aux deux Chambres. 431. Il attaque Plimouth. 432. Il écrit à l'Electeur Palatin. *ibid.* Il prend la résolution de marcher à Londres. 433. Il se retire & laisse son Canon à Dennington. 435. Il consent de traiter à Uxbridge. 443. Il ne souhaite pas la Paix ni le Parlement non plus. 447. Son état. 457. Il fait arquebuser le Colonel Windebanck. 465. Il marche pour faire lever le siège de Chester. *ibid.* Il prend Leicester d'assaut, & ses marches. *ibid.* Il se détermine à donner Bataille & la perd à Nazeby. 467. *& suiv.* Sa cassette est prise. 468. Il se retire dans le País de Galles. *ibid.* Il congédie le Prince Robert. 469. Il sort du País de Galles & prend Huntington. 473. Il se rend à Hereford. *ibid.* Il est mis en déroute à Chester. 474. Il se rend dans le País de Galles & puis à Oxford, & on lui fait espérer la Paix. *ibid.* Il fait divers efforts pour porter le Parlement à la Paix. 475. Son projet 478. On lui propose de s'unir avec les Presbytériens. 483. Il se met entre les mains des Ecossois. 484. Il leur fait rendre Newarck. 485. Son Message & sa Lettre à la ville de Londres. *ibid.* Il est sollicité de consentir aux Propositions. 489. Sa Réponse. *ibid.* Son Message. 492. Il est livré aux Députés du Parlement & mené à Holmby. 494. Il est enlevé de Holmby & conduit à Newmarket. 502. Il est flatté de l'Armée. 521. Il conçoit de grandes espérances, mais il est duppé par Cromwell. 522. Il se sauve de Hamptoncourt, où il avoit été mis. 529. Il se retire dans l'Isle de Wight. 530. Sa Lettre au Parlement. 531. Il est cherché à Londres. *ibid.* Son Message aux deux Chambres. 533. Ses offres. 534. On les refuse. 535. On lui propose la Paix moyennant qu'il signe quatre Bills. 536. Il signe un Traité avec les Ecossois. 539. Sa Réponse aux Commissaires du Parlement. 543. Il est resserré. *ibid.* Vûes de son Parti. 549. Les siennes. 550. Son Message. 592. Il consent à l'Article de la Milice. 594. Il fait de nouvelles offres. *ibid.* Il consent à l'Article d'Irlande.

lande. 595. Les Conférences se prolongent. 596. Il rejette la dernière Proposition touchant l'Irlande. 608. Il est gardé plus étroitement. *ibid.* Il est transféré à Hurst, & on commence à l'attaquer judiciairement par diverses Requêtes. *ibid.* On veut le faire sauver & on ne peut. *ibid.* Il est conduit à Windsor. *ibid.* On n'use plus d'aucun Cérémonial avec lui. *ibid.* Il est accusé d'avoir fait la guerre à son Parlement. 610. Attentat du Parlement, en se constituant Juge contre lui. 611. Raïsons pour & contre le Parlement. 612. & 613. Il refuse constamment de se soumettre à la Jurisdiction du Parlement. 615. Déposition remarquable contre lui. *ibid.* On lui prononce sa Sentence, & on lui refuse de l'entendre. 616. Il est exécuté. *ibid.* Son Caractere. *ibid.*

Clarendon. (Edouïard Hyde, Comte de) 91

Combat proche de Worcester, où le Prince Robert a l'avantage. 315

Combat de Tadcaster. 329

Combat de Gisborowgh. *ibid.*

Combat de Saltash. 330

Combat de Chalgrave, où Hambden est tué. 360

Combat où le Prince Maurice est blessé. 366

Combat de Copredy. 426

Comitez (Divers) sur les Griefs. 12

Comité pour examiner la proclamation des Récusans. 12. Autre pour la dresser. *ibid.*

Comitez pendant l'ajournement des Communes. 93

Comité pour le secours des Ecoïsois. 145

Autre Comité. 148

Comité établi pour dresser une accusation contre Charles I. 608

Commissaires d'Ecoïse (Les) présentent une accusation contre Laud. 15

Commission qui regarde l'Irlande. 107

Communes (Les) établissent divers Comitez. 4. Leur méthode pour la réparation des griefs. 17. Elles procedent par Votes, & se rendent formidables. 18. Autre méthode. 19. Leur procédé sur le Ship-money. 20. Leurs dispositions par rapport à la Religion. 25.

Leurs artifices & leurs procedez. 32.

Leur Bill pour abolir l'Episcopat. 41.

Leurs raisons pour exclurre les Evêques du Parlement. *ibid.* Leur procédé contre les Catholiques. 42. Leur procédé sur l'argent donné au Roi par les Catholiques. 46. Elles condamnent le Comte de Strafford à mort. 81. Leur procédé par rapport à la Religion. 87. Elles conçoivent du soupçon du voyage de Charles I. en Ecoïse. 90. Leur débat sur les Prieres communes. 91. Elles s'ajournent. 93. Elles poussent le Bill contre les Evêques. 96. Elles préparent la Remontrance de l'état du Royaume. 103. Elles présentent une longue Requête au Roi. 112. Elles font arrêter deux Députés d'Irlande. 148. Elles s'offensent d'un discours du Roi Charles. 150. Elles demandent aux Seigneurs leur concurrence pour destituer Lunsford. 152. Elles prient le Comte de Newport de résider à la Tour. 153. Elles accusent les Evêques de trahison, & les envoient à la Tour. 159. Elles demandent une Garde. 160. Elles accusent le Procureur Général. 173. Elles se défient du Roi. 176. Leur demande aux Seigneurs touchant Byron. 177.

Complot pour faire déclarer l'Armée en faveur de Charles I. 55

Complot pour livrer Bristol au Roi. 340

Complot à Plymouth. 368. Autres complots pour forcer le Parlement à faire la Paix. 386. & 387

Complot à Londres contre l'Armée. 509

Complot en Galles en faveur du Roi Charles. 558

Conférences d'Uxbridge rompuës. 457

Conférence entre les deux Chambres. 165

Conférence sur la maniere de disposer de Charles I. 489

Confesseur (Le) de la Reine est accusé. 46

Confusion en Angletetre. 581

Considérations sur les Auteurs du Regne de Charles I. 1

Convocation (Délibération sur la) 14

Covenant entre l'Angleterre & l'Ecoïse. 376

Cromwell jette du secours dans Gainsborough. 369. Il accuse le Comte de Manchester devant le Parlement. 460. Son

Son Discours. 461. Sa proposition d'exclure les Membres du Parlement de tous les emplois. 462. Son pouvoir sur Fairfax. 463. Sa dissimulation. 464. Il marche du côté d'Oxford. *ibid.* Ses exploits. 465. Il est dispensé de l'Ordonnance Self-Denyng. 466. Sa dissimulation & ses artifices pour devenir supérieur au Parlement. 494. Il dissipe le parti des Applanisseurs. 532. Sa Lettre au Parlement. 570. Il marche contre Monroë. 590

D.

Debat touchant la remontrance de l'état du Royaume. 109
Déclaration des Communes. 92, 153, & 172
Déclaration des deux Chambres. 151, 200, 245, 397, & 412
Déclaration du Parlement. 220. & 320
Déclaration du Parlement d'Ecosse. 373
Déclaration des Officiers. 497
Délinquens; ce que c'est. 19
Démêlez entre le Roi & le Parlement. 277
Leur explication. *ibid.*
Dessein des ennemis de Charles I. 99
Différence entre les Puritains. 86
Différend entre le Roi Charles I. & le Parlement. 187
Différend entre les deux Chambres. 88, 178, & 437
Différend entre les Commissaires du Parlement & l'Armée. 510. & *suiv.*
Différend sur l'Acte d'Amnistie. 597
Digby est appelé par le Roi à la Chambre Haute. 89. Il se retire du Royaume. 176
Discours du Garde du grand Sceau au Parlement. 3
Discours de Pym. 5, 97, 179
Discours de Grinston contre Laud. 16
Discours du Lord Falckland. 21
Discours du Lord Digby. 79
Discours de Saint Jean. *ibid.*
Discours du Chevalier Deering 95
Discours du Comte de Bristol. 341
Discours du Comte de Dorset. *ibid.*
Dispute sur les Catholiques des deux Armées. 337

E.

Ecosse (Affaires d') 46, 370
Ecosse (L') fait un Covenant. 376.
Tome VIII.

Elle s'unit à l'Angleterre. 378. Elle commence à lever une Armée. 379. Elle convoque un Parlement. 553
Ecossois; ce qu'ils font en Angleterre. 472

Ecrit sur l'affaire de la Milice. 220
Electeur (L') arrive à Londres. 432
Engagement solennel contre l'Armée. 513

Essex (Le Comte d') se met à la tête de l'Armée du Parlement. 312. Il se fait de plusieurs Places. 315. Il marche à Londres. 327. Il marche vers Oxford. 360. Il se retire à S. Alban. *ibid.* Il fait lever le siège de Gloucester. 363. Il se broüille avec Waller. 367. Son Caractere. 392. Sa Lettre à l'Orateur. *ib.* Il commence à devenir suspect au Parlement. 393. Il est mécontent. 394. Il est apaisé par le Parlement. *ibid.* Sa Réponse à la Lettre du Parlement d'Oxford. 412. Il marche à Oxford & s'empare d'Abington. 423. Ses progrès. 424. Il entre en Cornouaille. 429. Il se trouve dans un grand embarras. 430. Il abandonne son Infanterie. *ibid.* Il est bien reçu à Londres. 431

Espion du Roi pendu. 456
Etudians (Les) des Inns offrent leurs services au Roi. 160
Evêques (Les) s'attachent au Roi. 29. Leurs affaires. *ibid.* & *suiv.* Ils sont exclus de la Chambre des Pairs & pour-quoi. 85
Explication des démêlez entre le Roi & le Parlement. 277

F.

Fairfax bat 3000. hommes du Roi dans Wakefield. 369. Il est battu à son tour. *ibid.* Il défait le Chevalier Bellasis à Selby. 415. Il se joint aux Ecossois, bloque York en attendant le Comte de Manchester. *ibid.*
Fairfax (Thomas) est fait Général de l'Armée du Parlement. 462. Il donne une Liste des nouveaux Officiers. *ibid.* Il assiège Oxford & leve le siège. 466. Il prend la résolution de donner Bataille. *ibid.* & *suiv.* Ses progrès. 469. Ses vûës. 552. Il marche contre les Révoltez de Kent. 560
Fielding (Le Colonel) capitule. 358. Il est

est condamné à mort, mais le Roi lui fait grace de la vie, & lui ôte son Régiment. 359
 Fiennes, Gouverneur de Bristol, condamné à mort. 361
 Finch, Auteur des Griefs. 13. Il est déclaré Traître par les Communes. 17. Il se sauve en Hollande. *ibid.*

G.

Galles (Le Prince de) assemble une Armée dans l'Oüest. 470. Il se retire dans l'Isle de Scilly. 471
 Goodman Jésuite, ses affaires. 45
 Goring, Gouverneur de Portsmouth se déclare pour le Roi. 303. Sa Lettre au Roi interceptée. 466
 Griefs des Particuliers réparez, & les Publics aussi. 10. & 11
 Guerre Civile (Commencemens de la) entre le Parlement & Charles I. 243
 Guerre de l'Oüest. 364

H.

Hamilton (Le Marquis de) est fait Duc. 371. Il est arrêté en Ecosse par ordre du Roi. 372. Il est choisi pour Général. 557. Sa marche & sa déroute. 569. Il est fait prisonnier. 571
 Hartford (Le Marquis de) va dans l'Oüest & prend Tawnton & Bridgewater. 365. Il marche contre Waller. *ibid.* Il tâche d'engager Waller à une Bataille, & la perd. 366. Il laisse son Infanterie à Devises. 367
 Holland. (Projet du Comte de) 566. Il est pris. 567
 Hopton (Le Chevalier) prend le Château d'Arundel. 421. Il est battu à Atelsford. 422
 Hotham refuse au Roi l'entrée de Hull. 241. Il est disgracié. 395. Il est arrêté, & se sauve. *ibid.*
 Hurry (Le Colonel) quitte l'Armée du Parlement. 360

I.

Jeûne ordonné & pourquoi. 10
 Indépendans, (Secte ou Faction des) 458. Leur origine, leurs vûes, & leurs principes. *ibid.* Ils commencent à sap-

per le pouvoir des Presbytériens. 459. & *suiv.* Ils commencent à se separer des Presbytériens. 494. Leurs desseins. 545. Leurs artifices à faire couler le tems. 580. Leurs intérêts. 582. Ils retardent le Traité qu'on vouloit faire avec le Roi. 585. Ils commencent à se remuer. 588. Leur Requête. *ibid.* Ils s'introduisent en grand nombre dans le Parlement. 605

Irlande (L') a besoin de secours. 105
 Irlandois (Les) se revoltent. 103. Ils se vantent d'agir par l'autorité du Roi. 106
 Instructions à Hammond. 586

K.

Kingston est pris & tué par hazard. 369

L.

Langdale se saisit de Barwick. 562
 Laud, Archevêque de Cantorbéri, Auteur des Griefs. 13. Il est accusé & envoyé à la Tour. 16. Il est condamné & exécuté. 439
 Leeds. (Prise de) 329
 Leicester (Le Comte de) retourne à Londres. 438
 Lenthal, Orateur des Communes. 4
 Lettre du Comte de Northumberland. 63
 Lichfield. (Prise de) 330
 Lindsey, Général du Roi Charles, est pris prisonnier. 317
 Liturgie (La) est abolie. 441
 Londres. (Vûes de la Ville de) 552
 Lunsford est fait Lieutenant de la Tour. 152. Le Roi la lui ôte. 153. Il blesse plusieurs Bourgeois. 155

M.

Mancheſter (Le Comte de) bat le Lord Widrington à Horn-Castle. 370
 Manchester (Le Comte de) est fait Général des Provinces Orientales associées. 393. Ses exploits. 416. Il se joint à Fairfax & aux Ecossois pour le siège d'Yorck. 417
 Manifeste des Ecossois. 379
 Marston-Moor (Bataille de) où le Prince

ce Robert est défait. 419
 Maurice (Le Prince) est blessé. 366. Il
 est envoyé dans l'Oüest. 368. Ses pro-
 grès. *ibid.*
 Meldrum (La défaite de) par le Prince
 Robert. 416
 Milice. (Différend touchant la) 188
 Monck est fait prisonnier. 385
 Montreüil (Négociation de) envoyé de
 France. 483
 Musgrave se saisit de Carlisle. 562

N.

N Azeby. (Bataille de) 467
 Négociations entre le Roi & le Par-
 lement. 344. & *suiv.* Elles sont rom-
 puës. 357
 Négociation d'Uxbridge. 441. Elle est
 rompuë. 457
 Newcastle (Le Comte de) bat le Lord
 Fairfax & assiège Hull. 369. Il se broüil-
 le avec le Prince Robert. 418. Il quitte
 Yorck & se retire à Hambourg. 420
 Newbury. (Batailles de) 363, 434
 Northampton (Mort de) 330
 Nuisances; ce que c'est. 9

O.

O Rdonnance du Parlement. 192. Au-
 tre Ordonnance. 109
 Ordonnance en faveur des Apprentifs. 325
 Ordonnance contre les Membres deser-
 teurs. 438
 Ordonnance (L') touchant l'élection du
 Maire, & est confirmée. 608. & *suiv.*

P

P Apiers trouvez dans la Cassette du
 Roi à Nazeby. 449
 Parlemens (Quatre) sous Charles I. 2.
 Sa disposition par rapport aux Griefs.
 4. Par rapport à la Religion. 5
 Parlement, son but. 84. Il se défie de
 Charles I. *ibid.* Il envoie un Comité
 en Ecosse pour épier le Roi. 91. Il de-
 mande une Garde au Comte d'Essex.
 94. Il demande au Roi qu'il livre ses
 mauvais Conseillers. 173. Il envoie
 Hotham à Hull. 176. Il est accusé de

trahison 234. Il commence à se prépa-
 rer à la guerre. 243. Il envoie des
 Commissaires à Yorck qui y demeurent
 malgré le Roi. 244. Son ordre sur la
 vente des joyaux de la Couronne. 300.
 Il défend de publier les Ecrits du Roi.
 302. Il reçoit mal les Envoyez du Roi
 & sa Réponse. 310. Sa négligence à
 envoyer ses instructions au Comte d'Es-
 sex. 314. Grande consternation dans
 les Chambres. 319. Il résout de de-
 mander du secours à l'Ecosse. 324. Il
 défend d'exécuter les ordres du Roi, &
 son ordre sur les espions. 336. Il en-
 voye Strickland à la Haye & y est reçu
 froidement. 337. Il suspend la tenuë
 des Assises contre la volonté du Roi.
 339. Il demande la Paix sans la désirer.
 342. Ses Propositions. 343. & *suiv.*
 Ses raisons pour réjeter les Proposi-
 tions du Roi. 348. Il pense au siège
 d'Oxford. 359. Il prend l'alarme, &
 recrute l'Armée du Comte d'Essex.
 362. Il fait tenir une Assemblée Ecclé-
 siastique à Westminster, & demande
 du secours aux Etats d'Ecosse. 372. Il
 offre de travailler à l'union des deux
 Eglises. 373. Il envoie des Commis-
 saires en Irlande. 383. Il fait brûler
 le Livre du Roi Jacques, sur les diver-
 tissemens du Dimanche. 404. Il fait
 faire un grand Sceau. 407. Il reçoit
 bien plusieurs de ses Membres qui s'é-
 toient absentez. *ibid.* Il fait mourir un
 Messager du Roi comme espion. 408. Il
 a cinq Armées. 417. Ses efforts pour
 la campagne de 1644. 421. Il forme
 une grande Armée. 434. Ses mesures.
 436. & *suiv.* Il envoie des Proposi-
 tions au Roi. 441. Sa partialité dans la
 distribution des emplois. 460. Ses Pro-
 positions. 486. Il forme le projet de
 diviser l'Armée. 500. Il se determine
 à contenter l'Armée. 507. Il envoie
 des Députés à l'Armée pour traiter
 avec elle, & la contente. 509. Il or-
 donne au Général de faire éloigner
 l'Armée de Londres. 516. Ses vûës.
 551. Son union avec l'Armée. 552. Il
 demande une Garde. 553. Son union
 avec la Ville. 575. Il tâche d'amuser
 l'Armée. 601. Il n'est plus composé
 que d'Indépendans. 605

Qqqq ij

Par-

Parlement d'Oxford. 410. Il propose la Paix. 411. Sa Lettre. <i>ibid.</i> Sa Déclaration sur la Paix. 413. Ses Votes contre les Ecoffois. <i>ibid.</i> Il est prorogé. <i>ibid.</i> <i>et suiv.</i>	Rapport du Chevalier Hopton. 111
Partialité des Historiens. 19	Reine (La) va en Hollande. 235. Elle arrive en Angleterre. 339. Elle amène au Roi un grand secours. 361. Elle se retire en France. 424
Peuple (Le) s'attroupe à Westminster. 56. Sa Requête. 58. Autre concours au même lieu. 154	Remarque sur ce qu'on a dit que les Ecoffois livrerent le Roi Charles I. au Parlement. 488
Poklington (Les Livres de) sont condamnés. 40	Remontrance au Roi. 45
Politiques. (Vûës des) 29. Ils concourent à l'exclusion des Evêques. 32	Replique des deux Chambres à la Déclaration du Roi. 214
Préface de l'Ordonnance pour l'érection d'une Cour de Justice. 609. Les Seigneurs la rejettent. <i>ibid.</i>	Resolution d'assiéger Oxford. 422. Le dessein est abandonné. 424
Presbytériens & Calvinistes haïs à la Cour, & persécutés. 27. Leurs vûës. 28. Leurs représentations aux politiques. 31. Leurs artifices. 32. Leurs vûës dans la rupture. 299	Requêtes. 10
Presbytériens, leurs vûës & leurs intérêts. 547. Leur Politique. 572. Ils reprennent le dessus dans le Parlement. 573. Ils se défont du Parti Royal. 575. Ils se déterminent à faire la Paix avec le Roi. <i>ibid.</i>	Requête de Londres. 33
Procès du Comte de Strafford. 71	Requête du Peuple. 58. Autre. <i>ibid.</i>
Proclamation où les Irlandois sont déclarez Rébélles. 148	Requête des Officiers de l'Armée. 67
Proclamation sur le Service Divin. 149	Requête contre le Comte de Strafford. 79
Proclamation pour faire arrêter les Accusés. 169	Requête de la Chambre des Communes. 112
Propositions envoyées au Roi. 285	Requête de plusieurs Habitans de Londres. 152
Propositions du Parlement & des Commissaires d'Ecosse. 444. Déclaration du même Parlement. 493	Requête des Apprentifs. 153
Proposition pour exclure tous les Membres des Communes des emplois, faite par Cromwell. 462. Elle est rejetée. <i>ibid.</i>	Requête & Protestation de tous les Evêques & Prélats, &c. 158
Pym, son discours. 5. Il informe les Communes d'un complot. 56. Sa mort. 407	Requête de Londres. 168
	Requête du Maire & des Aldermans de Londres. 179
	Requêtes des deux Chambres. 191, 193, 196
	Requête au Roi & pourquoi. 240
	Requête du Parlement. 282
	Requête de Londres pour un Traité personnel avec le Roi. 578
	Requêtes (Plusieurs) pour demander justice contre le Roi. 607
	Révolte des Irlandois. 103
	Robert (Le Prince) bat les Troupes du Parlement proche de Worcester. 315.
	Il prend Bromicham & Lichfield. 357.
	Il est rappelé auprès du Roi. <i>ibid.</i> Il bat deux quartiers des ennemis. 360.
	Il assiége Bristol & le prend. 361. Il défait Meldrum. 416. Ses exploits. <i>ibid.</i>
	Il reçoit ordre du Roi, d'aller secourir Yorck, & de battre les ennemis. <i>ibid.</i>
	Il s'approche de cette Ville. 417. Il traite le Marquis de Newcastle avec hauteur. 418. Il se résout de donner Bataille, & engage les Généraux du Parlement. <i>ibid.</i> Il est mis en déroute à Marston-moor. 419. Il quitte Yorck, & se retire à Shrewsbury. 420. Il se retire

Q.

Question sur la Seance des Evêques au Parlement. 30

R.

Raisons pour conserver l'Episcopat. 593

tire à Bristol. 468. Il est congédié. 469
Ruthwen est battu par Hopton. 331

S.

S Edition à Londres. 561
Seigneurs (Les) font canceler le Jugement contre Hambden. 25. Ils condamnent les Livres de Poklington. 40. Ils passent l'Acte d'Attainder contre Strafford. 80. Leur ordre touchant le service divin. 92
Self-denyng ; (Ordannance nommée) ce que c'est. 462
Ship-Money ; (Taxe du) ce que c'est. 9
Siège d'Yorck défendu par le Marquis de Newcastle. 417. Il est levé. *ibid.*
Strafford, (Le Comte de) Auteur des griefs. 13. Il est accusé de haute trahison, & envoyé à la Tour. 14. Son procès. 71. Sa Lettre au Roi & sa mort. 81
Système de l'Auteur de cette Histoire. 101

T.

T Awnton assiégé par le parti du Roi. 465. Le siège est levé. *ibid.*
Têtes Rondes, origine de ce nom donné au Parlement. 155
Traité entre l'Angleterre & l'Ecosse. 50, 379
Trêve du Roi avec les Rébelles d'Irlande. 384
Tumulte. 154. & *suiv.*

V.

V Otes contre les Monopoles. 10. Autres des Communes contre la Convocation. 15. Autres sur le Ship Money. 24. Autres des Communes contre les Evêques. 39
Votes de la Chambre pour prendre une résolution pour la sûreté du Royaume. 57
Votes contre trois des Conspirateurs. 62
Votes des Communes contre le Comte de Strafford. 78
Votes contre le Monopole du Savon. 91. Autres Votes sur la plantation de Londonderry en Irlande. *ibid.* Autres contre les innovations. *ibid.*

Votes des Communes sur l'Irlande. 104
Votes des Seigneurs touchant l'Irlande. 147. Autres Votes des Seigneurs. 150
Vote des Communes contre Lunsford. 152

Vote, que le Roi a violé les Privilèges de la Chambre. 167
Votes des deux Chambres, touchant la Milice. 198. 207. Autres Votes des Communes. 282
Votes pour préparer des propositions de Paix. 536
Votes, que l'Armée d'Ecosse n'est plus nécessaire. 486
Vote pour congédier l'Armée. 498. Autres Votes en faveur de l'Armée. *ibid.*
Votes des Communes pour résister à l'Armée. 515. Autre Vote des Communes pour rappeler les onze Membres. 516
Votes sur les demandes du Roi. 596
Votes des Communes, que le consentement des Seigneurs n'est pas nécessaire pour l'érection d'une Cour de Justice. 610
Uxbridge. (Négociation d') 441

W.

W Aller prend le Château de Farnham & Chichester. 330. Il défait le Lord Herbert. *ibid.* Il prend Héréford. 359. Il marche à Oxford avec le Comte d'Essex. 423. Il défait le Marquis de Hartford. 365. Il est défait entièrement. 366. Il se broüille avec le Comte d'Essex. *ibid.* & *suiv.*
Warwick (Le Comte de) est nommé pour commander la flotte. 220
Wilmot prend Marlborough. 330
Windebanck, Auteur des Griefs. 13. Il est cité par le Parlement & se sauve en France. 14
Wren, Evêque d'Ely. (Plaintes contre) 38

Y.

Y Orck (Le Duc d') se sauve de Londres. 562. Il est reçu par la flotte comme Amiral. 563

FIN DE LA TABLE DU TOME HUITIÈME.



